

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
STACKS

CENTRAL CIRCULATION BOOKSTACKS

The person charging this material is responsible for its renewal or its return to the library from which it was borrowed on or before the **Latest Date** stamped below. **You may be charged a minimum fee of \$75.00 for each lost book.**

Theft, mutilation, and underlining of books are reasons for disciplinary action and may result in dismissal from the University.

TO RENEW CALL TELEPHONE CENTER, 333-8400

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY AT URBANA-CHAMPAIGN

DEC 13 1996

JAN 16 1997

When renewing by phone, write new due date below previous due date.

L162

909.09822

P462

816-6

PÉTROLE ET SOCIÉTÉ



Peuples Méditerranéens — 26
MEDITERRANEAN PEOPLES

COMITÉ DE PATRONAGE - COMMITTEE OF PATRONAGE

Adonis, Sadeq Jalal Al'Azem, Samir Amin, Jacques Berque, Carmel Camilleri, Alberto Caracciolo, René Dumont, Fernand Etti, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Abdelkebir Khatibi, Raymond Ledrut, Mouloud Mammeri, Pierre Marthelot, Maurice Parodi, Maxime Rodinson, Paolo Spriano, Rudi Supek, Pierre Vilar, Saadallah Wannous.

COLLECTIF DE RÉDACTION - EDITORIAL COLLECTIVE

Souheil Al Kache, Percy Allum, Jacqueline Arnaud, Edmund Burke III, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, S. El Alami, Didar Fawzy, Jean-Paul Gachet, T. Gallali, Altan Gökalp, Nicole Grandin, Ilan Halevi, Jean Hanny, Rashid Khalidi, Boutros Labaki, Roger Nabaa, Michel Oriol, Paul Pascon, Jim Paul, Laura Pisano, Jean-Pierre Poly, Elias Sanbar, Abdelmalek Sayad, Marlène Shamay, Frej Stambouli, Michel Seurat, Joe Stork, Habib Tengour, Khalil Zamiti et les membres du secrétariat du collectif de rédaction — and the members of the editorial collective secretariat: Marie-Christine Aulas, Nicole Beaurain, Zouhaïr Dhaouadi, Eliane Dupuy, Monique Gadant, Burhan Ghalioun, Gilbert Grandguillaume, Christiane Veauvy, Paul Vieille.

Revue trimestrielle, *Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples* est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Ecrits en Français ou en Anglais, ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la revue.

The quarterly Journal *Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples* is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 typed pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

Abonnement d'un an, France et étranger/

Subscription for one year, France and other countries

Individus/Individuals : 175 FF ; Institutions/Institutions : 220 FF

Abonnement de soutien/Supporter rate : 300 FF

Le numéro/One copy : 55 FF

Nos 1-2-3-4-10-18-20-21 : 65 FF - Nos 22-23 : 105 FF

Diffusion en librairies/Distribution in bookstores :

Chiron S.A., 40, rue de Seine, 75006 Paris - Tél. 326-47-56

Rédaction, administration, abonnements

Editor, Management, Subscriptions :

B.P. 1907/75 327 Paris Cédex 07 - Tél. 567-01-41

Directeur de publication - Director of the publication : Paul Vieille

PÉTROLE ET SOCIÉTÉ

PEUPLES MEDITERRANEENS/MEDITERRANEAN PEOPLES N° 26
Revue trimestrielle - janv.-mars 1984

Paul Vieille : Le pétrole comme rapport social	3
Nirou Eftekhari : La rente et la dépendance en Algérie	31
Fatima Bentaleb : La rente dans la société et la culture en Algérie ..	75
Monique Gadant : Boumediène, le discours de l'Etat	105
Djamel Kaci, Leïla Kendiilen : L'Algérie, proie de son quotidien ..	127
Elisabeth Longuenesse : Rente pétrolière et structure de classe dans les pays du Golfe	147
Burhan Ghalioun : Rente pétrolière et transformations sociales en Norvège	163
Nirou Eftekhari : La Norvège et le « mal hollandais »	181
Ole Berrefjord, Per Heum : Offshore petroleum activities and the development of the political economy in Norway	203
Abstracts - Résumés	211

Les recherches dont ce volume rend compte, ont, pour la plupart, été menées à bien grâce à un financement de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.).

Publié avec le concours du Centre national des lettres.

LE PETROLE COMME RAPPORT SOCIAL

Paul VIEILLE

Présentation et réflexion à propos des travaux rassemblés dans ce volume, ce texte s'interroge sur la signification sociale du pétrole en s'aidant de la comparaison de deux pays producteurs : l'Algérie et la Norvège, choisis en raison de leur extrême contraste. Il se réfère constamment aux articles publiés tout en évitant de les redoubler. Les renvois auraient dû être trop nombreux pour être tous mentionnés ; seuls les principaux ont été maintenus.

Il est une chose étrange dans les sciences sociales, plus précisément parmi les sociologues qui font profession d'analyser les sociétés globales, les formations économiques-sociales, qui s'attachent à saisir le fonctionnement et la dynamique des sociétés dans la perspective des rapports de classe : leur incapacité à saisir les rapports internationaux comme rapports sociaux, et l'articulation des formations sur ces rapports internationaux.

Les économistes parlent d'économie mondiale, d'inégalité des échanges, de rapports de dépendance ; la notion d'économie-monde s'est aujourd'hui imposée. Pourtant la sociologie, particulièrement la sociologie d'ambition marxiste, en principe attentive au fonctionnement des sociétés comme ensemble de rapports économiques-sociaux, continue à traiter des rapports de classes comme si chaque Etat-nation était enfermé dans ses frontières, comme si les rapports économiques-sociaux ne se jouaient que dans cet espace restreint. Sans doute, signale-t-on l'absence de la grande bourgeoisie dans les formations périphériques, mais il s'agit

d'une clause de style, ou insiste-t-on sur le rôle de la bourgeoisie compradore, notion ressassée depuis les débuts de l'impérialisme, habituellement utilisée, sans plus d'explication, pour stigmatiser un groupe social dont la puissance reste mystérieuse, et les contours incertains, en qui se concentreraient les liens et la dynamique de dépendance.

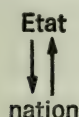
L'enfermement de l'analyse des rapports sociaux dans les frontières nationales a pour corollaire une reproduction scolastique des catégories constituées dans l'approche des sociétés européennes du XIX^e siècle. L'ajustement nécessite cependant des accommodements qui rendent méconnaissables, à la fois la réalité sociale et les catégories. Il en est ainsi pour l'Algérie. Par homologie, de nombreux travaux définissent le système productif comme un capitalisme d'Etat, fonctionnant à l'instar du capitalisme privé ; la techno-bureaucratie jouant le rôle d'une bourgeoisie soit déjà réalisée soit virtuelle. Selon ces travaux, la classe dominante est une petite bourgeoisie utilisant l'Etat pour imposer l'hégémonie d'un capitalisme qui ne pouvait s'avouer en tant que tel au lendemain de l'indépendance. Cette petite bourgeoisie est une classe gigogne dans laquelle sont par exemple inclus les intellectuels parce qu'ils détiennent un capital de connaissances et de titres, à laquelle sont prêtés des traits de la bourgeoisie (voir l'excellente critique à laquelle procède G. de Villers, 1980, de ces analyses rabâchées à propos de l'Algérie). Qu'il s'agisse de l'Algérie ou d'autres pays, ces études ne procèdent pas d'un effort de théorisation du concret, mais partent du résultat attendu de la dynamique sociale, qui est fonction de choix politiques, se retournent vers le passé pour montrer qu'il conduisait logiquement à un tel avenir et négligent tout ce qui apparaît contradictoire à ce qui est expecté. La démarche est anticipatrice-rétrospective ; l'histoire du moment présent est écrite au futur antérieur. Les classes sociales ne sont donc pas saisies à partir de leur expression concrète dans les rapports sociaux, mais sont des catégories fonctionnant *a priori*, à partir desquelles les luttes sociales sont postulées. Si l'image des formations sociales qui ressort de ces analyses n'est pas entièrement fausse (elle ne pourrait l'être sans perdre toute crédibilité) elle les schématise à l'extrême et les travestit.

G. de Villers, que l'on a suivi dans les critiques qui précèdent, propose, en présence d'une situation où les rapports de classes ne se donnent pas immédiatement à voir à des yeux habitués au paysage social occidental, où, bien plus, la lutte politique pour l'indépendance nationale, apparemment, a longtemps relégué au second plan les conflits de classe, de procéder à un changement de perspective. Il tient que si, effectivement, en Algérie, l'Etat recouvre tout le champ du social, si n'existe pas, en dehors de lui, une organisation autonome des forces sociales, il tend en réalité à fonctionner comme espace des affrontements entre groupes d'intérêts. Les luttes de classes se révèlent donc dans l'étatique. L'appareil d'Etat doit être analysé comme un « système politico-administratif », c'est-à-dire comme une institution dans laquelle se déroulent des luttes, des négociations, où des compromis sont conclus, abou-

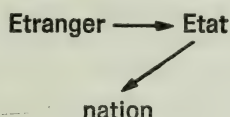
tissant à des modifications du rapport des forces sociales, mais aussi, comme un agent actif, autonome mettant en place de nouveaux rapports sociaux. Cette dernière proposition qui reprend les travaux de G. Konrad et I. Szelznyi (1979) à propos des pays de l'Europe de l'Est est la plus neuve : en Algérie comme dans l'Europe de l'Est, la techno-bureaucratie est une classe en formation dont la position est déterminée non par la propriété des moyens de production mais par la redistribution de la plus-value ; sa logique n'est pas celle de la maximisation du profit mais celle de la maximisation du pouvoir de redistribution.

Cette thèse présente bien des points communs avec celle exposée à propos de l'Iran et de l'Arabie Séoudite (A.H. Banisadr, 1974 ; Paul Vieille, 1973, 1977). Ce qui montre, notons-le au passage, qu'elle ne tend pas seulement à s'appliquer aux pays du socialisme d'Etat. Elle souffre toutefois de graves lacunes. Tout d'abord, rapprocher les classes dominantes de l'Algérie et des pays de l'Europe de l'Est par leur fonction commune de redistribution de la plus-value efface une différence radicale dans l'origine des fonds distribués : ils proviennent de la production interne dans les pays de l'Est, des revenus du pétrole dans les pays qui le produisent. La différence saute aux yeux si l'on écrit schématiquement (*i.e.*, en séparant nettement Etat et nation) l'itinéraire des surplus distribués :

Pays de l'Est



Pays producteurs de pétrole



En effet, s'il est un espace qui dénonce l'occultation du rôle des rapports internationaux dans la constitution de l'Etat, où cette occultation n'est plus tenable bien qu'habituellement tenue, c'est bien celui des pays producteurs de pétrole dont le budget public est en très large proportion alimenté par les ressources pétrolières (67 %, proportion qui n'est pas parmi les plus élevées, dans le cas de l'Algérie ; mais dès ici se fait jour une grande différence formelle entre les deux cas considérés, l'Algérie et la Norvège, puisque les revenus du pétrole ne constituent que 17 % du budget de l'Etat norvégien en 1980) : la fonction étatique de redistribution des surplus et la transformation induite des rapports sociaux à l'intérieur de la nation, doit être resituée dans le cadre général des mouvements de surplus qui sont des rapports sociaux à l'échelle du monde. Troisième remarque critique, il n'est pas suffisant pour comprendre la formation sociale algérienne, de saisir le fonctionnement de l'Etat et ses relations avec les classes sociales, il faut encore rendre compte de ce qui rend l'Etat nécessaire, de ce pourquoi il est advenu et se maintient dans sa forme spécifique, c'est-à-dire de sa relation à la nation. Si l'Etat occidental (l'Etat norvégien par exemple) est la

conséquence du développement de l'individu de la société bourgeoise, s'il est, en quelque sorte, l'instrument que se donne la société civile pour traduire en acte sa cohérence propre, l'Etat périphérique apparaît dans des sociétés où la bourgeoisie est faible ou inexistante. La logique de sa formation doit donc être recherchée ailleurs ; elle ne peut se situer dans la fonction de redistribution des surplus telle qu'elle est pratiquée parce que cette redistribution, dans les faits, est fort inégalitaire et tend à autonomiser l'Etat par rapport à la nation ; elle ne peut donc être le fondement de l'Etat, mais seulement un événement nécessaire ou fortuit qui a suivi sa formation. Enfin, s'il est tout à fait pertinent de remarquer que l'origine de classe d'une fraction dirigeante est insuffisante pour caractériser son idéologie et que doit encore être prise en compte l'histoire de cette fraction (sa participation à la lutte de libération, en ce qui concerne l'Algérie) on ne peut passer sous silence son expérience même du pouvoir lorsque celui-ci s'exerce dans des conditions qui lui permettent de restructurer autour d'elle la nation.

Ces quelques remarques à propos de travaux consacrés à une formation sociale indiquent l'approche que l'on tentera de mettre en œuvre pour saisir l'impact différentiel des revenus pétroliers dans les deux pays producteurs : l'Algérie et la Norvège. L'afflux de ressources provenant de la vente de pétrole sur le marché international, intervient dans les deux pays à peu près à la même époque (au milieu des années soixante-dix), mais les contextes sont extrêmement différents : d'un côté, un pays d'industrialisation ancienne, doté depuis longtemps d'institutions politiques qui articulent étroitement Etat et société civile, de l'autre une nation récemment parvenue à l'indépendance, décidée à brûler les étapes du développement, dans laquelle, l'Etat, dès le départ, pèse d'un poids considérable. Le contraste permet de mieux mettre en lumière les effets des revenus pétroliers ; toutefois, on ne procède pas, dans cet ouvrage, à des comparaisons d'indicateurs relatifs à chacun des deux pays. De telles comparaisons sont trompeuses, tant une même donnée peut revêtir des significations différentes selon les structures auxquelles elle appartient. On procédera davantage à une réflexion d'ensemble sur la dynamique des deux structures économiques-sociales après l'introduction massive de revenus pétroliers et sous leur effet, quitte *a posteriori*, à désigner comme particulièrement significatifs de ces effets tels ou tels indicateurs.

Dans cette perspective, la première question sur laquelle on est donc amené à s'interroger est celle de la nature différentielle de l'Etat de la périphérie. De la nature de l'Etat bénéficiaire des revenus pétroliers dépend en effet l'usage qu'il fait de ces revenus.

On a fait l'hypothèse que, dans le monde moderne, l'Etat périphérique est une institution contradictoire et transitoire (P. Vieille, 1983). Il naît du rapport à l'extérieur, il est l'évidence de l'indépendance, de l'affirmation vis-à-vis des Etats (centraux) qui, jusque-là, exerçaient la domination coloniale. Le consensus qui le fonde et lui permet de durer est le produit des luttes de libération, s'enracine dans le rapport aux dominants. En même

temps qu'à l'indépendance il est indissociablement lié à l'aspiration au développement, diffusée par les succès mêmes de l'Occident qui rend cependant ce développement impossible. L'indépendance d'ailleurs, est le premier pas du développement : elle libère (un moment) les énergies nationales, et supprime (passagèrement) l'extorsion de surplus par l'étranger.

La fondation de l'Etat, ainsi, ne surgit pas de la formation d'une société civile bourgeoise, d'une société composée d'individus qui expriment leur cohérence dans l'institution étatique ; elle est un acte volontariste dans le rapport aux puissances dominantes exprimant l'aspiration à l'indépendance et au développement. L'Etat est investi par la nation d'un projet ; il est l'instrument nécessaire de la formation d'une société indépendante et en développement et non son résultat : il n'en est pas le produit mais la précède. Aussi est-il tout à la fois société civile (organisation, discours, lieu d'élaboration de représentations, de formulation de perspectives et de desseins, etc.) affirmant l'aspiration de la nation à l'indépendance et au développement, concrétisant cette aspiration dans un projet, et instrument politique de cette société civile dans la poursuite du projet qu'elle se fixe. La ou les classes ou fractions de classes moyennes qui ont dirigé la lutte pour l'indépendance, et, en quelque sorte, composé la société civile de cette lutte contre l'Etat dominant, forment les cadres et agents de l'Etat indépendant. Une société civile ne peut exister indépendamment de l'Etat puisqu'il a justement pour objet de réorganiser la société ; au contraire, le personnel de l'Etat investi d'une fonction non seulement de gestion mais aussi de direction idéologique, perd ou tend à perdre ses caractéristiques de classe d'origine pour se constituer en classe ou en une pluralité de classes qui se définissent par leur position dans l'actualisation (au moins discursive et symbolique) du projet étatique de réorganisation de la nation.

L'Etat moderne de la périphérie, né de l'aspiration à l'indépendance et au développement est, en même temps, en raison des circonstances des luttes de libération, du rôle hégémonique dans ces luttes de classes moyennes constituées dans le cadre de la fragmentation coloniale, un obstacle majeur à l'indépendance et au développement. Il fragmente la périphérie et tend à reproduire cette fragmentation, espace de reproduction de nouvelles classes dominantes : il prive ainsi la périphérie et lui-même de tout pouvoir réel de négociation avec le centre, et institue l'empêchement premier à la création d'une économie autocentrée. Par ailleurs, les formations périphériques sont, par définition (du fait de l'absence d'un capitalisme industriel déjà constitué), privées des mécanismes endogènes de développement du centre : le développement ne peut y advenir que comme fruit d'une politique volontariste appuyée sur l'aspiration populaire. Les classes moyennes dominantes quelle que soit leur expérience antérieure, leur relation aux classes populaires durant les luttes de libération, rencontrent très rapidement cette absence de déterminations économiques, inscrites dans les rapports sociaux, et se trouvent en présence de l'alternative : poursuivre un effort de

développement qui (mises à part les autres difficultés rencontrées) signifie pour tous (pour elles aussi) l'austérité aujourd'hui, ou bien s'installer dans la dominance et jouir des avantages qu'elle procure, c'est-à-dire consommer les surplus prélevés à l'intérieur. Une forte implication des classes dominantes dans les luttes de libération, un fort attachement aux classes populaires contracté durant ces luttes, le souci de la reproduction de la domination à long terme, poussent dans le premier sens ; les difficultés du développement liées à la pression de l'impérialisme et à la faiblesse intrinsèque des Etats périphériques, plus encore, l'appétit de consommation que propage l'Occident sur sa périphérie, qui est l'une des dimensions de la soif collective de développement, conduisent dans le second. La politique volontariste de développement n'est habituellement que le choix d'une minorité (des fractions, parfois dirigeantes, de la classe dominante, davantage préoccupées de leurs responsabilités historiques) : la voie de la satisfaction immédiate des besoins est celle de la masse des individus qui composent la classe dominante (surtout lorsqu'elle n'hérite pas, comme c'est le plus souvent le cas, de puissants mécanismes d'identification à l'Etat comme gérant et garant du bien collectif). Elle l'emporte habituellement. Or, la consommation recherchée n'est pas essentiellement celle de produits locaux mais celle de produits offerts sur le marché mondial. Les surplus extorqués doivent donc être échangés sur ce marché et lui être en partie abandonnés, ce qui engendre des effets d'accélération de l'articulation sur le marché mondial que l'exportation massive de pétrole donne à voir de façon grossissante, et accentue le déséquilibre des rapports de l'Etat avec, d'un côté, la nation, de l'autre, l'impérialisme : l'Etat s'autonomise tendanciellement de la première, dépend progressivement davantage du second.

Cette relation de l'Etat moderne de la périphérie à la nation et à l'impérialisme, le renversement opéré des objectifs qui lui ont été initialement assignés, sa fonction croissante d'articulation de la périphérie sur le centre sont ainsi liés à des facteurs extrêmement puissants : faiblesse de petits Etats isolés en face de l'impérialisme, absence de mécanismes endogènes de développement, aléas donc d'un développement qui n'a d'autre fondement qu'une politique volontariste, absence de contrôle exercé par une société civile indépendante de l'Etat sur les orientations de l'Etat et possibilité donc pour la classe dominante de choisir la voie immédiatement facile de la satisfaction de ses besoins par le recours au marché mondial. Il s'agit là, bien entendu, d'un schéma tendanciel qui s'actualise en fonction des conditions particulières de chaque formation sociale, soit de variables telles que : tradition étatique, relations historiquement constituées de la nouvelle classe dominante aux classes populaires, modèles culturels originaux de cette classe dominante, existence ou non d'une bourgeoisie nationale ancienne d'un poids significatif, intensité du rejet des puissances dominantes, emprise des modèles occidentaux de consommation, importance des ressources/surplus disponibles facilement échangeables sur le marché mondial.

La relation différentielle de l'Etat à la nation dans les deux pays producteurs considérés à des fins de comparaison, explique un contraste saisissant d'attitudes lorsque les choix relatifs à la politique pétrolière sont arrêtés ; en Norvège, un large débat public est engagé ; le ministère des Finances présente au parlement un rapport substantiel destiné à lancer le débat, et s'efforçant de mettre en lumière les principales questions que pose à la société norvégienne l'activité pétrolière envisagée et les différents choix possibles. En Algérie, on ne connaît aucun débat de ce type, aucun rapport analogue ; si un débat a eu lieu, si un rapport a été écrit, ils sont restés confinés dans les instances supérieures de l'appareil d'Etat. Ces différences ne préjugent évidemment en rien du bien-fondé de la politique pétrolière arrêtée et de ses conséquences économiques-sociales ; elles illustrent par contre la latitude beaucoup plus grande dont jouissent les milieux techno-bureaucratiques dirigeants en Algérie qu'en Norvège, et, donc, la possibilité, pour les premiers, d'inclure dans les décisions une part beaucoup plus importante de la subjectivité de la classe à laquelle ils appartiennent.

Or la production de pétrole pour le marché international pose au pays producteur des questions qui mettent en jeu son avenir collectif à long terme. Il est habituel de désigner les surprofits de l'industrie pétrolière internationale par le terme de rente. Cette utilisation est commode et sans doute justifiée encore qu'on puisse s'interroger (les spécialistes ne sont pas d'accord) sur la nature de la rente (différentielle, absolue, à la fois l'un et l'autre, ou encore...), sur ce qui est rente et sur ce qui ne l'est pas, et, en particulier, sur la nature des prélèvements de l'Etat consommateur (s'il s'agit d'une rente, elle est complètement différente de celle des Etats producteurs puisqu'en tant que ressource, elle provient dans un cas de l'extérieur et, dans l'autre, de l'intérieur). En outre, la notion de rente recouvrait à l'époque classique une réalité bien concrète, scandaleuse pour le capitaliste : les loyers que prélevaient sur les terres et, en particulier, sur les terres les meilleures, les plus fertiles, les mieux situées, des propriétaires fonciers qui, sans intervenir autrement dans la production, partageaient le produit avec les travailleurs et les capitalistes. Avec l'économie-politique néo-classique, la rente en est venue à désigner la source de toute différence entre profit réalisé dans une activité quelconque et profit moyen, soit une catégorie économique abstraite justifiant l'absence d'analyse concrète des conditions de la différence. Dans le cas du pétrole on ne peut manquer de s'interroger sur la signification de la rente, puisque, si elle semble bien correspondre à des différences dans les coûts de production de l'énergie, il n'en est pas moins vrai que l'exploitation pétrolière est, pour beaucoup de pays producteurs, un pillage : ils se trouveront, après une période relativement courte de prospérité, réduits à la misère lorsque les gisements auront été épuisés. Cette apparente contradiction mérite quelque explication.

Le locataire de la terre agricole entretient la terre en même temps qu'il produit, renouvelle la source de la rente en même temps qu'il la paye ; le propriétaire peut consommer la rente foncière, il ne consomme

pas la valeur de sa terre. Lorsque le pays producteur exporte du pétrole, il exporte en même temps la valeur relative de son sous-sol, en quelque sorte sa fertilité : il se ruine en consommant la rente pétrolière, en permettant l'exportation et l'épuisement de la ressource non renouvelable qu'il contrôle. Le prix maximum (dont on est du reste encore loin) qui lui est offert pour la disposition de cette ressource est défini par le coût de production de substituts (à partir par exemple du charbon ou des schistes) ; ainsi, une ressource qui, pour lui, est non renouvelable est payée (au maximum) au prix de renouvellement de cette ressource par l'industrie mondiale. L'épuisement des gisements et la mort du pays producteur sont évalués à un prix défini au sein de l'univers marchand international.

La question se pose évidemment de savoir si le pétrole a une valeur en dehors de cet univers pour le pays producteur ; elle revient à s'interroger sur la valeur d'usage potentielle du pétrole pour le pays non industrialisé. Source d'énergie particulièrement commode qui a permis l'extraordinaire croissance des sociétés dominantes au cours des trente dernières années, gaspillée dans la circulation automobile, le pétrole est aussi une matière première à l'origine d'une fantastique variété de produits dont le monde actuel ne saurait se passer ; c'est dire que, dans le pétrole sont concentrés deux facteurs de production essentiels à la construction d'une économie moderne, que les pays producteurs pourraient utiliser pour se développer. Aussi, lorsque ces pays vendent le pétrole sur le marché international, ils échangent contre de l'argent le fondement possible de leur développement industriel, ils liquident contre une quantité limitée de marchandises, un bien inestimable : leur propre avenir, la possibilité de se construire en tant que société développée et donc la capacité de survivre à la fin du pétrole.

Deux logiques de l'utilisation des ressources pétrolières s'opposent donc. Dans la première le pétrole est considéré par le pays producteur lui-même pour ce qu'il est aux yeux du marché international : une marchandise dont l'échange délivre une rente consommable ; il s'agit d'une logique de la dépendance tant dans ses prémices (représentation du pétrole) que dans ses conclusions (effets engendrés). Dans la seconde logique, la mise à profit de la valorisation du pétrole sur le marché mondial est subordonnée au développement de l'appareil productif du pays producteur ; la rente pétrolière apparaissant dans l'IPI perd sa qualité de rente en pénétrant dans le pays producteur : elle est un instrument dans l'échange entre un facteur de production exporté et d'autres facteurs de production importés. Autrement dit, dans la seconde logique, un cloisonnement est établi entre le marché mondial et l'économie du pays producteur, alors que dans la première, celle-ci s'inscrit délibérément dans le marché mondial ; la rente est alors utilisée en tant que rente, c'est-à-dire comme revenu sans travail servant à la consommation.

En dépit de l'irrationalité apparente, surtout pour les pays en voie de développement, de la représentation et de l'usage des revenus produits par la vente de pétrole sur le marché mondial, comme rente, c'est le plus

souvent ce choix qui prévaut. On peut se demander pourquoi. La première question que l'on doit alors se poser est de savoir pourquoi l'Etat qui contrôle la collecte et l'utilisation des revenus pétroliers fait un tel choix. La question est justifiée parce que, lorsque le bénéficiaire de la rente est un capitaliste (cas des sociétés exploitantes aux Etats-Unis, et des grandes compagnies opérant à l'échelle mondiale, qui partagent la rente avec les pays producteurs), il considère la rente pour ce sous la forme de quoi elle apparaît : du (sur-)profit de l'entreprise pétrolière, et l'utilise, dans une large mesure au moins, à la reproduction élargie du capital investi.

L'Etat, en cas général, s'est institué propriétaire des gisements pétroliers du territoire national et du plateau continental qui le borde. Parmi les raisons de cette pratique quasi-générale, il en est une qui paraît essentielle et sur laquelle il faut réfléchir un instant : le volume relatif de la rente donnerait à une ou des entreprises privées, surtout, situation habituelle, lorsqu'elles sont étrangères, un poids exorbitant dans la nation (la chose est vraie même pour la Norvège, petit pays certes, mais fortement industrialisé, d'économie ouverte, où les revenus pétroliers sont réduits par comparaison à bien d'autres producteurs). Cette « nationalisation » du pétrole est légitimée par le souci d'indépendance et de développement et l'on sait que, d'ailleurs, elle est le plus souvent issue de grands mouvements d'indépendance. On peut donc, à juste titre, s'étonner que la tendance générale aille dans le sens de l'utilisation des revenus pétroliers pour la consommation plus que pour un véritable développement. Deux remarques doivent être ici faites. La première est que l'acte juridique de « nationalisation » est loin de régler tous les problèmes de contrôle de l'activité pétrolière par l'Etat. Les sociétés exploitantes, quel que soit leur statut, disposent d'un pouvoir considérable face à l'Etat en raison de leur taille même, de la part du PNB qu'elles assurent (10 % en ce qui concerne la compagnie d'Etat norvégienne, beaucoup plus pour la compagnie algérienne), de leur pouvoir financier et donc de leur capacité d'intervention dans le domaine politique, de l'importance de leurs décisions économiques (choix d'investissements, choix des fournisseurs, etc.), de l'imbrication des dimensions de l'activité pétrolière (recherche, exploitation, transformation, transport, distribution), et du caractère *a priori* international de ces activités, c'est-à-dire définies par les normes internationales aussitôt que le projet est formulé de vendre des produits pétroliers sur le marché international. L'Etat doit constamment partager sa souveraineté avec des sociétés exploitantes dont la logique est celle des grandes compagnies internationales : maximisation du profit, maximisation du pouvoir de négociation sur le marché pétrolier international, donc tournées vers ce marché. L'Etat rencontre donc dans la structure même de l'industrie pétrolière, la tendance à l'internationalisation des activités pétrolières nationales, en d'autres termes de leur détermination par une logique externe.

La seconde remarque a trait aux rapports de l'Etat avec les revenus pétroliers. Le secteur pétrolier apparaît dans l'économie nationale comme

une enclave ; non seulement parce qu'il est relativement indépendant du point de vue de ses inputs et de ses outputs (c'est particulièrement vrai pour un pays peu industrialisé comme l'Algérie ; ça l'est encore pour la Norvège où près de 60 % des produits nécessaires aux activités pétrolières proviennent de l'étranger) mais surtout parce que les revenus qu'il produit sont sans rapport avec le coût des facteurs de production, du travail en particulier, et représentent essentiellement un transfert financier en provenance de l'étranger (soit le prix de la rente). L'Etat, bénéficiaire des revenus pétroliers, est de toutes façons surdéterminé dans ses rapports avec la nation par l'origine étrangère de ces revenus. Il tend, quelle que soit la politique choisie, à s'autonomiser par rapport à la société et d'abord par rapport à l'appareil productif intérieur en aval duquel il ne se situe plus. L'effet des revenus pétroliers est global et immédiatement apparent dans les deux cas étudiés. En Norvège, dont la prospérité était liée aux performances de ses grandes firmes capitalistes industrielles et de navigation, où le capitalisme continuait à dominer la vie politique et sociale, même si l'Etat occupait désormais dans la nation une place considérable du fait de l'importance de la fonction de redistribution, avec l'afflux des revenus pétroliers, l'Etat est investi d'un nouveau rôle : l'économie capitaliste cède le pas à une « économie politique » dominée par les décisions de l'Etat dans le domaine de la production et de la répartition des revenus.

En Algérie, la volonté de construire un appareil productif moderne peut se détacher des facteurs de production disponibles à l'intérieur, et, particulièrement, de la richesse dont elle dispose en abondance, la main-d'œuvre, pour s'appuyer essentiellement sur l'importation de biens de production et tenter de construire une industrie hautement capitaliste à laquelle la mobilisation intensive des énergies nationales est inutile. Cette autonomisation du bénéficiaire de la rente n'entraîne cependant pas *ipso facto*, son utilisation improductive. On peut fort bien imaginer, et, à juste raison, souhaiter que l'Etat producteur de pétrole utilise ses revenus à des fins productives ; c'est d'ailleurs bien ainsi que la plupart des Etats producteurs envisagent l'utilisation des revenus pétroliers et s'imaginent qu'ils vont pouvoir les employer. La firme capitaliste bénéficiaire de la rente pétrolière s'internationalise elle aussi ou accentue son internationalisation, du fait même de l'origine de la rente, mais s'empresse de réinvestir ses surprofits.

L'Etat a d'autres préoccupations que la firme. Tout autant que de production et de reproduction de l'appareil productif, il se soucie de reproduction sociale et politique. Les deux objets sont, habituellement, à la fois liés (il ne peut y avoir de reproduction sociale et politique sans reproduction de l'appareil productif, la reproduction (élargie) de l'appareil productif suppose une modification des conditions de la reproduction sociale et politique, etc.) et distincts (la fonction de répartition du revenu national dont l'Etat est investi fait des deux reproductions des procès séparés et complémentaires, etc.). Parvenant dans les mains de l'Etat, les revenus pétroliers modifient radicalement les rapports entre les deux

objets ; reproduction sociale et politique et reproduction de l'appareil productif apparaissent désormais beaucoup plus indépendants. L'Etat peut envisager de modifier l'une sans transformer l'autre : poursuivre l'accroissement du bien-être sans transformer les forces productives (tendance dominante dans un pays industrialisé comme la Norvège) ou accélérer le développement industriel dans une société que l'on évite le plus possible de bouleverser (choix d'un pays en développement comme l'Algérie). Quel que soit le choix de départ, le fait le plus remarquable, empiriquement constaté, est la faiblesse de l'Etat disposant des revenus pétroliers en face de demandes sociales dont la disposition de ces revenus tend à provoquer le gonflement. Etat démocratique ou Etat autoritaire, la différence apparaît réduite quant aux effets ; seuls les moyens diffèrent : décision démocratique d'une politique de satisfaction des demandes ou décision souveraine de l'Etat, associée à des pratiques individuelles de récupération détournée de la rente. Le mécanisme fondamental qu'engendre la disposition de revenus pétroliers par l'Etat semble bien se situer en ce point précis : l'Etat bénéficiaire de la rente ne parvient pas à résister à la demande de redistribution de la rente. Sa richesse provenant d'un transfert de l'extérieur fait l'objet d'une demande de redistribution qu'il ne peut maîtriser : la rente générée par le fonctionnement du marché mondial et appartenant à ce fonctionnement induit son utilisation comme rente (c'est-à-dire comme revenu ne correspondant pas à une production) parce que le bénéficiaire est l'agent de la reproduction sociale. En Norvège outre l'utilisation de la rente, décidée dès le départ, en vue de l'amélioration du bien-être, l'Etat est conduit, sous la pression de la société civile, à éluder la restructuration de l'appareil productif et à subventionner les industries en difficulté aux dépens de leur compétitivité internationale à long terme (*stratégie anticyclique* qui, de circonstancielle, devient permanente). En Algérie, l'Etat, porteur du projet d'indépendance-développement croit trouver dans les revenus pétroliers le moyen de concilier la réalisation de ce projet et le renforcement de son autonomie par rapport à la nation, c'est-à-dire la construction d'un Etat fort ; il n'est pas pour autant affranchi d'une demande sociale de bien-être, qui se développe de façon privilégiée à l'intérieur de l'appareil d'Etat, *i.e.* des classes sociales constituées en son sein, et qui, à partir de ce point, corrompt tout le corps social. Les revenus pétroliers accélèrent la perversion de l'Etat périphérique. Ils sont certes consacrés en quantité importante au développement. Mais la valorisation de l'équipement industriel mis en place tarde ; des quantités croissantes de ressources sont absorbées par la consommation : le développement piétine, la vie économique se réarticule sur le marché international.

Malgré les différences essentielles dans l'organisation économique-sociale et politique des deux pays, la demande sociale de bien-être paraît se situer dans les deux cas à l'origine de la tendance à la consommation croissante des revenus pétroliers, dont l'une des formes majeures et des plus visibles est, dans chacun des cas, le gonflement de l'appareil d'Etat. La nation développée est victime d'une soif qui se situe au centre

même de sa dynamique économique-sociale ; elle n'est pas prémunie contre les dangers de l'utilisation rentière des revenus du pétrole : la compétition électorale, jusque-là contrainte par les limites du système de production national, en est libérée et concourt désormais à faire prévaloir, grâce à la rente perçue, la satisfaction des besoins immédiats au détriment du futur. L'Etat autoritaire du pays en voie de développement est victime de la même soif de bien-être. Elle se développe dans ce secteur de la société qui n'est contrôlé ni par l'Etat, puisqu'il se confond avec lui-même, ni par la société civile, inexistante, et qui, justement, est l'intermédiaire des relations avec l'étranger et, d'abord, avec les pays industrialisés, donc le plus sujet aux sollicitations de la société de consommation.

Mais, si la soif de bien-être est l'une des dimensions majeures de la modernité, l'utilisation pour l'apaiser de ressources non renouvelables qui pourraient avoir un autre usage met, en définitive, en cause les rapports entre la nation et sa direction idéologique et politique, soit, d'avantage, la société civile dans un pays comme la Norvège, l'Etat dans un pays comme l'Algérie. L'utilisation consummatoire des revenus pétroliers dénonce dans les deux cas les mécanismes politiques de la reproduction sociale. De crainte de se voir débordée démagogiquement (Norvège) ou afin de consolider son pouvoir au-dessus de la nation (Algérie), la direction idéologique et politique renonce à s'expliquer avec la nation sur la nature des revenus pétroliers et à emprunter la voie de développement immédiatement plus austère que cette nature implique. La facilité, cependant, conduit rapidement à une restructuration économique-sociale difficilement réversible, par suite des mécanismes qui se mettent en jeu dans les relations entre pays producteurs et marché mondial ; les deux études de cas (en particulier les articles économiques de N. Eftekhari) le mettent clairement en évidence. Evoquons très brièvement leurs conclusions quant aux effets induits par les activités pétrolières.

En Norvège, pays industriel avancé, elles ont des effets industrialisants remarquables dans les branches d'activité liées à l'extraction et, particulièrement, dans la production de matériels et l'utilisation de procédés complexes. Toutefois, ces effets industrialisants sont, pour l'instant, réduits en regard des effets de restructuration engendrés par la répartition des recettes pétrolières sous forme de revenus des particuliers et des collectivités. Les coûts salariaux augmentent plus vite que la productivité, les branches d'activité protégées de la concurrence internationale se développent aux dépens des branches exposées à cette concurrence qui ne sont plus compétitives, cessent d'être rentables et amorcent un déclin. Dans l'ensemble, l'activité industrielle a régressé au cours des dix dernières années.

En Algérie, l'industrialisation n'est pas, à proprement parler, un effet induit par les activités pétrolières, mais un objet volontairement poursuivi par l'Etat. Ses caractéristiques sont cependant directement liées à la disposition des ressources pétrolières. L'Etat trouve en elles la

possibilité de réaliser son ambition : se dégager du contrôle de la nation ; en réalité, à partir de l'enclave pétrolière, il produit une autre enclave. L'industrie nationale algérienne a toutes les caractéristiques d'une industrie dépendante : elle est fortement capitaliste, utilise des techniques étrangères non maîtrisées et non reproductibles localement, fonctionne, en large mesure, grâce à des techniciens étrangers, dépend pour ses débouchés des marchés étrangers. En outre, le surplus économique qu'elle génère est réduit et ne tend guère à s'accroître : les revenus pétroliers doivent assurer le renouvellement et l'expansion de l'appareil productif. Dans une telle situation, la consommation supplémentaire engendrée par l'utilisation rentière d'une part des ressources pétrolières ne peut être libérée des importations ; au contraire, elle accroît cette dépendance. En effet (mécanisme souligné dès 1974 par A. H. Banisadr mais que, faute de données précises sur les échanges il n'a pas été possible, une fois de plus, de suivre quantitativement), tout accroissement des revenus individuels à partir des ressources pétrolières engendre une demande finale de biens, plus importante que le supplément de revenus distribué. Comme l'appareil productif intérieur ne répond pas à cette demande, l'Etat se trouve dans la nécessité de recourir à l'importation. Afin d'éviter des tensions inflationnistes dangereuses pour la reproduction sociale et politique, en valeur, les importations auxquelles il doit procéder doivent être plus grandes que les ressources pétrolières initialement consacrées à l'accroissement des revenus, et correspondre à la demande engendrée par cet accroissement. Ces importations sont réglées sur le marché international, en devises, c'est-à-dire en ressources pétrolières, mais leur contre-valeur en monnaie nationale, recueillie par l'Etat, ne peut être utilisée à l'investissement dans les équipements pour la production de biens de consommation (puisque l'industrie nationale d'équipement soit n'existe pas, soit, cas algérien, se trouve incapable de répondre à une telle demande). Elle ne peut qu'être employée à un nouvel accroissement des revenus individuels. A partir d'un dérapage initial des revenus individuels distribués, du dépassement des possibilités de réponse de l'appareil productif intérieur, le pays non industrialisé ou en voie d'industrialisation, se trouve ainsi engagé dans un cycle qui nécessite un recours sans cesse élargi aux ressources pétrolières soit actuelles soit à venir (au travers de l'emprunt).

L'appareil productif intérieur est incapable de répondre à un accroissement brutal de la demande de biens manufacturés avant tout parce qu'il est faible, inopérant ou, en certaines branches, inexistant, mais aussi parce qu'il y a désarticulation entre la demande et la production intérieure. La première est essentiellement tournée vers des biens produits au centre pour des raisons qui, souvent, tiennent moins à la qualité réelle du produit qu'à ses qualités imaginaires et à son prestige auprès de classes sociales bénéficiaires de la rente, qui aspirent à s'identifier aux pays dominants et à se distinguer du reste de la population.

La dépendance alimentaire de l'Algérie, rapidement croissante au cours des dernières années (que l'on retrouve dans les autres pays en voie

de développement producteurs de pétrole, et, dans une moindre mesure, dans un pays comme la Norvège, anciennement ouvert sur le marché mondial, où l'agriculture s'est depuis longtemps spécialisée dans des activités où elle jouissait d'avantages comparatifs), relève de mécanismes qui sont spécifiques parce qu'ils apparaissent au point de contact entre la rente et les catégories les plus démunies de la société : une demande supplémentaire de masse, de biens alimentaires, dont on n'a l'équivalent dans aucun autre secteur de la consommation, se développe dans les villes ; elle est générée par la désorganisation-réorganisation de la formation sociale sous l'effet de la rente pétrolière et des remèdes qu'applique l'Etat à cette situation, en utilisant cette même rente (F. Lerin, 1982, a tenté de décrire une situation générale à partir des cas du Nigéria et du Mexique ; l'exemple de l'Algérie, comme le montre N. Eftekhari, et celui de l'Iran conduisent à donner une place beaucoup plus centrale à la politique étatique de reproduction sociale). La croissance des revenus pétroliers et leur répartition intérieure, directe et indirecte, sous forme de revenus individuels engendre en réalité une double demande de biens alimentaires ; tout d'abord, une demande solvable en provenance des principaux bénéficiaires de la répartition (agents de l'Etat, des sociétés pétrolières, des sociétés nationales, etc.). Cette demande fait croître les prix des biens alimentaires les plus valorisés et les moins accessibles aux masses (produits animaux, fruits, légumes, etc.) et tend à avoir un effet d'entraînement sur la production nationale qui y trouve des occasions de gain accru. Cet effet surtout perceptible en Algérie au cours des années les plus récentes, y est toutefois d'ampleur limitée.

La seconde demande, de loin la plus importante, apparaît dans les masses dépayannées, rejetées de l'espace rural mais ne bénéficiant que de façon marginale de la répartition de la rente. L'exode rural est engendré (i) par le désintérêt de l'Etat pétrolier pour le monde rural, dont les surplus sont de toutes façons limités, et désormais négligeables relativement à la rente pétrolière, qui est un secteur « arriéré », dans son état actuel, peu apte, au contraire de l'industrie, à mettre en valeur les revenus pétroliers, au surplus mal contrôlable en raison de sa dispersion, de sa tradition anti-étatique, etc. : dans les années soixante-dix, l'Etat algérien laisse la situation des campagnes se dégrader inexorablement quel que soit le mode d'exploitation de la terre ; il se borne, par la politique des prix agricoles, à comprimer le revenu des exploitants. La révolution agraire a surtout pour signification l'extension du contrôle de l'Etat sur les campagnes. (ii) Les revenus individuels supplémentaires distribués à partir de la rente pétrolière, directement (emplois publics, etc.) ou indirectement (dépenses locales d'investissement), le sont essentiellement dans les villes où se produisent aussi préférentiellement les effets de multiplication. La croissance des revenus qu'engendre la dépense intérieure des ressources pétrolières se diffuse donc largement dans le secteur urbain, qui, dès lors, voit affluer des vagues de population rurale.

L'élasticité de la demande alimentaire de ces populations dépaysonnées est relativement élevée parce qu'elles vivaient dans une situation de pénurie. Aussi supportent-elles mal les hausses des produits alimentaires consécutives à l'accroissement de la demande. Leur mécontentement rend nécessaire les importations et la subvention des produits alimentaires importés, ce qui annule les effets incitatifs potentiels du marché à l'accroissement de la production agricole, décourage la production intérieure (notamment de céréales) et, finalement, est un nouveau facteur d'exode.

Lorsqu'on tente de comparer les effets de la disposition par l'Etat de revenus pétroliers sur l'appareil productif de deux pays producteurs, l'un en voie de développement, l'autre fortement industrialisé, de profondes similitudes structurelles mais aussi des différences apparaissent. Au-delà d'une différence initiale fondamentale (le pays en voie de développement consacrant une part considérable de ses ressources à la création d'un appareil industriel moderne qui existe déjà dans l'autre pays), la tendance majeure commune est l'utilisation de ces revenus comme rente c'est-à-dire comme moyen financier pour améliorer, grâce à l'achat de produits à l'étranger, la consommation individuelle et collective. Les canaux sont multiples : développement de l'emploi public et para-public qui, dans les deux pays, apparaît comme une tendance majeure, augmentation des salaires des agents de l'Etat et des sociétés qui dépendent de lui, développement des institutions de prévoyance sociale, subvention (en Algérie) aux produits alimentaires de grande consommation, subvention aux branches productives en difficulté, utilisée non pour investir et améliorer la productivité mais pour combler des déficits et maintenir l'emploi et les salaires. D'une façon générale, le niveau des salaires tend à se détacher de la productivité qui stagne ou baisse, rend les entreprises peu compétitives et les met, sur le long terme, en danger. La dépendance par rapport aux importations s'accroît tandis que diminuent les exportations hors pétrole. La consommation de rente tend à augmenter. L'Etat cherche donc à accroître ses ventes à l'extérieur dans le domaine où il dispose d'un avantage ; dans les deux pays, les investissements tendent à se concentrer dans l'industrie pétrolière et gazière. La dépendance à long terme des deux pays par rapport à l'exportation de leurs richesses minérales ne tend pas à se résorber. Elle comporte des risques considérables dus aux fluctuations du marché international et des prix, à la non-maîtrise de la commercialisation aux mains des firmes transnationales, aux conséquences possibles de crises internationales sur lesquelles de petites puissances n'ont pas de prise, et finalement, à un épuisement des ressources qui nécessitera la restructuration d'une formation sociale démunie de ses aptitudes à produire.

Au-delà de ces similitudes fondamentales, apparaissent des différences. Les mécanismes d'accélération de la rentisation (si l'on peut utiliser un tel néologisme pour désigner le processus de dépendance rentière) sont beaucoup plus apparents et actifs dans le pays en voie de développement du fait même de l'incapacité de l'appareil productif

de répondre à un accroissement soudain de la demande ; très rapidement, il se trouve devant une situation imprévue qu'il ne parvient pas à maîtriser (voir le rapide changement dans le discours de Boumédiène). Le pays déjà industrialisé absorbe mieux les à-coups de la rente, il peut envisager une stratégie pour maîtriser sur le long terme l'industrie pétrolière (voir les discussions sur le « mal hollandais », le rapport de la commission du cinq mars 1982, etc.) ; doté d'une forte société civile, il est aussi mieux armé pour évaluer les risques de dérapage et leurs racines dans l'organisation socio-politique. Il détient donc, au départ, davantage d'atouts pour se garantir contre un dérapage. Pourtant, rien n'est assuré ; l'importance croissante du rôle de l'Etat, son autonomisation appuyée sur la soif de bien-être et la désindustrialisation, peuvent emporter toutes les résistances. La théorie des avantages comparatifs justifierait (justifie déjà) la rentisation de l'économie norvégienne, accompagnée du projet d'investissement dans l'éducation qui pourrait, comme on le voit d'ores et déjà dans les pays rentiers de la périphérie, se révéler illusoire si elle ne débouchait pas sur l'application au produire concret. Autre différence : dans une situation de plein emploi, les effets d'amélioration des revenus individuels, rendus possibles par la rente, se diffusent rapidement dans toute la société, entraînant une réaffectation des facteurs de production et une désindustrialisation globale, en même temps, la maîtrise scientifique et technique du pays développé permet des progrès dans des branches à forte composition de savoir où le niveau des rémunérations individuelles a peu d'effet sur les coûts de production ; il en est ainsi, en particulier, de l'industrie pétrolière, finalement moins dépendante, dans ses inputs, que celle du pays en voie de développement. Par contre, dans une situation de sous-emploi, la diffusion des avantages individuels est limitée : l'afflux de la rente tend à débiliter, en dépit du développement de l'investissement, les branches qui lui sont liées, directement ou au travers de l'Etat et, à l'inverse, stimule les activités situées à l'aval de la répartition de la rente, activités productives protégées de la concurrence extérieure, et aussi industries de substitution aux importations où le capitaliste peut exploiter une main-d'œuvre en abondance, mais surtout, activités commerciales profitant de l'excès chronique de la demande, activités spéculatives, foncières notamment, où viennent chercher un emploi des moyens financiers qui ne trouvent pas à s'investir productivement par suite de la désarticulation économique, activités marginales de petite redistribution... ; l'ensemble de l'économie, cependant, demeure technologiquement dépendant. Ces transformations des quantités économiques sont une façon de lire les processus qui affectent les rapports sociaux, sous l'impact des revenus pétroliers.

Repartons du fait central, dominant en ce qu'il tend à recomposer toute la structure sociale, soit la place que prend l'Etat dans la société. Il n'est plus ce qu'il était : une institution redistribuant la richesse nationale ; il répartit désormais une richesse qui apparaît dans le fonctionnement du marché international. Alors qu'il s'articulait jusque-là,

nécessairement, sur la nation (même s'il en redistribuait la richesse essentiellement à son profit), il tend désormais à s'articuler matériellement sur l'étranger, à moins de cloisonner de façon volontariste l'usage de la rente et sa formation, c'est-à-dire de maintenir de façon volontariste son articulation à la nation ; ce qu'il ne fait habituellement pas. La rente reçue est un lien avec le marché mondial, c'est-à-dire avec le capitalisme mondial (ou la bourgeoisie mondiale, concrétisée en tant que classe par les états-majors des firmes transnationales) ; en d'autres termes, l'Etat producteur bénéficiaire de la rente tend à devenir une institution fonctionnelle au capitalisme mondial. L'inversion est, comme le montre B. Ghalioun, particulièrement remarquable, réduite au schéma dans le cas de la Norvège. L'Etat, jusqu'au début des années soixante-dix, y dépendait, en dernière analyse, d'une bourgeoisie nationale efficace et prospère. Très rapidement, avec l'exploitation pétrolière, elle est secondarisée, dépend désormais pour sa survie des subsides de l'Etat, c'est-à-dire de la rente générée par le marché mondial.

Ce qui est vrai pour la Norvège l'est *a fortiori* pour des pays dont la bourgeoisie était jusque-là faible (Arabie Séoudite, Golfe) ou inexistante (Algérie). Une néo-bourgeoisie tend à se former à l'aval de l'Etat, de sa fonction de répartition de la rente (le problème de l'articulation entre la rente et le profit est ici posé, qu'examine dans le contexte du Golfe, l'article d'E. Longuenesse). Plusieurs modalités de formation de cette bourgeoisie apparaissent. (i) L'Etat fournit institutionnellement à des individus des moyens financiers pour l'investissement (Lybie, Arabie Séoudite). (ii) Des agents de l'Etat, situés à des postes clefs des grands projets, des entreprises publiques agricoles ou industrielles, détournent une partie des biens d'investissement (de leur usage) ou une partie du produit (détournement proprement dit ou achat à prix de faveur), en vue d'investir et produire pour le marché (Algérie, Syrie, Iran, etc.). (iii) Des entreprises juridiquement indépendantes de l'Etat profitent de la prospérité générale engendrée par la rente, pour accumuler et investir dans les branches les plus profitables où ils peuvent techniquement et économiquement le faire (cas général). Ces trois modes de formation, dans une certaine mesure, peuvent se succéder ou se conjuguer. Ils tendent cependant, surtout les deux derniers, à la constitution de deux fractions concurrentes de la bourgeoisie. L'opposition est liée au rapport à l'Etat. Les entrepreneurs qui relèvent du troisième mode sortent le plus souvent, en Algérie, de l'ancienne petite bourgeoisie marchande provinciale, restée à l'écart de la constitution de l'Etat issu de la guerre de libération ; il se conçoivent comme indépendants de cet Etat, perçoivent les entrepreneurs formés selon le deuxième mode comme des concurrents déloyaux, aspirent à jouir des mêmes avantages et alimentent en conséquence les courants politiques de contestation. Dans ce secteur de la libre entreprise, tous les entrepreneurs exploitent les travailleurs agricoles et industriels qu'ils emploient aux limites de la reproduction de la force de travail (en tournant donc la législation sociale imposant un salaire minimum), tous dépendent en définitive de la prospérité

générale liée à la répartition de la rente par l'Etat ; la différence essentielle relève de la possibilité/impossibilité d'accroître le profit par l'accès direct à l'Etat rentier. Quelle que soit l'ampleur de ses activités, au demeurant étroitement circonscrites, la bourgeoisie, par les rapports concrets dans lesquels elle entre, se situe dans la dépendance de l'Etat.

En Norvège et en Algérie, mais aussi dans les autres pays producteurs de pétrole, l'Etat et non l'entreprise est l'institution économique centrale. Grâce à la rente qui l'autonomise dans ses sources de revenu, il est le principal pourvoyeur de revenus individuels, le principal consommateur, le principal fournisseur de capitaux. Situé entre le marché mondial et la nation, il occupe une fonction privilégiée qui investit ses agents. La position des fonctionnaires de l'Etat ne se traduit cependant pas immédiatement dans leur rôle au sein de la collectivité. Celui-ci est surdéterminé par l'histoire, par les rapports historiquement constitués de la fonction publique avec la nation. Ici encore, la comparaison de la Norvège et de l'Algérie est particulièrement riche d'enseignements.

En Algérie, se retrouve, à des nuances près, le schéma classique des pays producteurs périphériques, mis en évidence à propos de l'Iran, de l'Arabie Séoudite et du Golfe. Les revenus pétroliers accélèrent l'autonomisation de la couche supérieure de l'Etat, parvenue au pouvoir au nom de l'indépendance et du développement. Elle se transforme en classe dominante qui conçoit la rente comme instrument d'une modernisation sans mobilisation de la nation ; elle est en réalité dominée par la rente et devient son instrument dans l'articulation de la formation sociale au marché mondial. Cette classe revêt certains des traits de la classe dominante des pays socialistes d'Europe de l'Est, qu'elle soit désignée par le terme de *nomenklatura*, définie comme classe-Etat qui possède et jouit de privilèges considérables parce qu'elle gouverne, ou par celui de techno-bureaucratie essentiellement définie par le principe de maximisation du pouvoir de redistribution. Elle s'en distingue par sa fonction centrale, la relation au marché mondial, à laquelle ses autres caractéristiques sont subordonnées. On l'a désignée comme classe fonctionnelle parce que ce par quoi elle existe en tant que classe n'est ni la possession du capital, ni l'organisation de la nation en vue de la réalisation du projet d'indépendance et de développement, mais la gestion de l'articulation sur le marché mondial. Dans cette articulation la formation doit se reproduire et donc répondre à la soif permanente de revenus extérieurs que l'articulation même engendre. La classe fonctionnelle répond par l'augmentation des quantités de pétrole exportées, par les emprunts, par la multiplication des produits d'exportation, et, quand c'est possible, par l'augmentation du prix du pétrole (nulle bourgeoisie nationale n'est nécessaire à cette augmentation ; sans doute d'ailleurs, si elle existait, une bourgeoisie nationale aurait-elle une autre attitude sur le problème du pétrole).

La classe fonctionnelle confondue avec l'Etat réorganise la société autour d'elle, grâce à la rente dont elle dispose ; elle articule ainsi la formation sur le marché mondial. Elle engendre tout d'abord une forte

classe-appui (ou des classes-appui dont la diversité est unifiée par la dépendance de la rente) grâce à la salarisation dans les administrations publiques et le secteur public d'Etat. Si la classe fonctionnelle jouit de hauts salaires et d'avantages annexes multiples et considérables, individuels et collectifs (qui la rapproche de la *nomenklatura*), la classe-appui est pourvue d'un salaire, qui, même s'il n'est pas élevé, garantit son existence en dépit de son improductivité globale, et de services publics plus ou moins opérants. La salarisation massive ainsi opérée a donc un sens bien précis. Elle n'a rien à voir avec la salarisation qu'engendre le processus de domination croissante par le capital : un nombre sans cesse élargi d'individus doivent vendre, pour subsister, leur force de travail. La salarisation signifie ici émargement au rôle de la rente, allégeance implicite à la classe-Etat fonctionnelle. On ne veut pas signifier que, dans les Sociétés nationales algériennes, n'existe pas d'exploitation du travail (elles sont pratiquement toutes, à l'exception de la Sonatrach, de façon chronique, déficitaires ; mais les prix des inputs et des outputs sont fixés par l'Etat, la plus-value peut donc être extorquée aux travailleurs, et transférée à l'extérieur par le système des prix), mais que la logique dominante n'est pas celle de la production de plus-value, mais une logique rentière ou logique du bénéfice qui pervertit la première. Les analyses de N. Eftekhari et de F. Bentaleb le démontrent amplement : on n'y reviendra pas ici.

Au-delà de la classe-appui, rentière de seconde zone, se situe la masse des classes populaires (paysans, ouvriers des entreprises libres, sans-travail qui, à eux seuls, pourraient constituer en Algérie, une fois écartés les artifices statistiques, 30 % de la population active masculine, voire davantage) ; elles ne profitent de la rente que de façon marginale : par les subventions des produits alimentaires et par les effets induits dans la société de la prospérité des classes bénéficiaires de la rente.

La restructuration sociale qu'engendre la rente pétrolière est loin d'être semblable en Norvège. La différence est immédiatement apparente dans la forme de sa répartition. La tradition de démocratie sociale, la profonde tendance à l'égalisation relative des conditions économiques des individus, qui est l'une des dimensions essentielles du consensus national, et parcourt la société depuis des décennies, dès le départ, ont conduit à utiliser la rente dans la perspective de la justice sociale, de la réduction des inégalités, et du développement des institutions de l'Etat du bien-être. La caractéristique la plus immédiatement saisissable du changement social, dans les pays producteurs de la périphérie, est ici remplacée par son contraire : la rente pétrolière n'a pas conduit et ne conduit apparemment pas à cette différenciation brutale dans la répartition des richesses, qu'évoque la notion de *nomenklatura*. Est-ce dire que les cultures sont déterminantes dans le mode d'utilisation de la rente ? Sans nier un tel effet, on doit souligner que son actualisation est conditionnée par des possibilités matérielles qui existent en dehors des cultures. L'utilisation égalisatrice de la rente est possible dans un pays dont le niveau de vie moyen est déjà élevé ; elle permet d'assister

une minorité défavorisée, de lui assurer l'accès à des biens et services dont la majorité jouit déjà. La situation est inverse en Algérie, où le niveau de vie moyen est, au départ, bas. Si toute la population aspire à disposer de conditions de vie analogues à celles des pays occidentaux, les revenus pétroliers ne sont pas en quantité suffisante pour les garantir à tous. Le coût des biens et services qui, en moyenne définissent concrètement ce niveau de vie ne permet qu'à une minorité d'y accéder ; aussi le souci de justice sociale s'arrête-t-il ici à la subvention des produits alimentaires, à la garantie d'un salaire minimum plus ou moins respecté, et à la création de services publics plus ou moins efficaces.

L'utilisation égalisatrice de la rente pétrolière en Norvège n'a donc pas, en elle-même, de signification structurelle ; elle peut cacher, dans un contexte économique différent, des changements dans les rapports sociaux analogues à ceux de l'Algérie. L'accroissement effectif du rôle de l'Etat peut conduire à faire, à Oslo comme à Alger, de sa couche supérieure, une classe dominante même si, dans un premier temps au moins, elle ne s'attribue pas de privilèges exorbitants.

La structure sociale norvégienne suggère cependant une autre hypothèse. Antérieurement à la rente pétrolière, l'Etat et la société civile tendaient à s'y confondre au travers d'une compénétration, d'une coopération toujours plus étroite entre les institutions étatiques et civiles. Si l'étatique tendait à s'étendre, c'est par diffusion dans le civil, par perte de caractéristiques d'Etat. En même temps, la notion de classe dominante tendait à perdre sa spécificité ; la bourgeoisie tendait à devenir une classe à qui était reconnu un rôle nécessaire dans la gestion de l'économie, dans l'accumulation, mais dont les activités étaient étroitement enserrées par des règles émanant des autres classes sociales et mises en œuvre par l'Etat. Cet effacement progressif de la distinction Etat-société civile est propre à une société industrielle avancée où le producteur collectif est de plus en plus intellectualisé, où les distinctions ville-campagne, travail manuel-travail intellectuel, tâches d'exécution-décision, tendent à s'estomper. La situation est très différente de celle de l'Algérie, pays à forte population rurale, dont l'urbanisation est peu liée à l'industrialisation, dont l'industrie n'est pas née de façon endogène et la technique étrangère. En d'autres termes, en Norvège, contrairement à l'Algérie, on est en présence d'une société civile qui tend à s'identifier avec l'Etat, instrument de sa cohérence. La transformation de la couche supérieure de l'appareil étatique en classe dominante rencontre donc un frein organique dans l'imbrication de l'Etat et de la société civile ; elle ne pourrait advenir qu'au terme d'un long processus de désindustrialisation débouchant sur la régression du rôle de la société civile et la dissociation des rapports actuels entre l'Etat et la société civile.

Lorsque les revenus pétroliers se développent, deux tendances apparaissent. La première est liée à la demande sociale d'utilisation consummatoire de ces revenus. La pression dans ce sens, extrêmement puissante, conduit effectivement à la désindustrialisation, à l'articulation de la société norvégienne sur le marché mondial, à la dépendance, et à la

formation de la couche supérieure de l'Etat en classe fonctionnelle. Cependant, cette pression s'exprime au travers des institutions démocratiques norvégiennes ; c'est dire que, dans le cas même où ses effets se révéleraient déterminants, la classe fonctionnelle ne pourrait aisément se séparer de la nation. Elle tendrait davantage à tenir un rôle de classe dirigeante que de classe dominante, et à poursuivre la diffusion actuelle de la rente dans la société.

La relation de l'Etat et de la société civile pousse, parallèlement, dans une seconde direction. En présence des dangers de la première tendance, elle conduit la couche supérieure de l'Etat à s'affirmer en tant que classe dirigeante s'efforçant d'intérioriser l'activité pétrolière internationale, d'éviter qu'elle se constitue en enclave (mesures de contrôle extrêmement strictes, obligation faite aux sociétés exploitantes de se fournir préférentiellement en Norvège, etc.), de prémunir la société norvégienne des aléas du marché pétrolier, et d'éviter, par l'investissement dans la recherche et la technologie, que la spéculation pétrolière se transforme à terme en spécialisation inégale. Dans cette perspective, la nouvelle classe dirigeante dispose dans la société norvégienne d'atouts dont l'Algérie est privée : développement scientifique et technique, habitude du débat démocratique, inquiétude à propos de l'avenir à long terme, nourrie d'une réflexion économique, philosophique et littéraire et diffusée par une fraction de la société civile.

Plus qu'elles ne divisent la société norvégienne en deux parts bien distinctes, ces deux options semblent traverser le corps social, appareil d'Etat y compris, et coexister contradictoirement dans la conscience collective. La pesée dans le premier sens n'est pas propre à une ou des classes déterminées ; elle émane davantage des organisations syndicales, des groupes de pression, etc., qui, dans le cadre de l'Etat du bien-être, cherchent à maximiser la part des individus qu'ils représentent, dans la répartition des surplus provenant de l'extérieur ; cet effort commun conduisant inévitablement à l'accroissement global de la rente et répondant aux intérêts des sociétés pétrolières. La seconde option est un choix difficile parce qu'elle suppose le dépassement des institutions de l'Etat du bien-être, leur intégration à un projet d'avenir, dont le souci était jusqu'ici sans objet dans le cadre d'une économie libérale, en outre loin d'être défini dans toute son ampleur.

On voit ainsi que l'industrie et la rente pétrolières transforment, par leur existence même, nécessairement, les rapports de classe (changement de classe dirigeante, réorganisation des rapports en fonction de la répartition de la rente, formation des fractions nouvelles de classes, liées à une activité qui bouscule le tissu industriel existant). On doit cependant aussitôt ajouter deux remarques. Tout d'abord, les transformations se situent dans un rapport de continuité-discontinuité avec le passé : l'utilisation consummatoire des ressources pétrolières ne peut être séparée des institutions norvégiennes (idéologie du bien-être, rapports Etat société civile, rapports entre classes sociales) et les transformations induites sont, en large mesure, contenues (reprises et limitées)

par ces mêmes institutions que, cependant, elles affectent, si bien que la discontinuité semble se fondre dans la continuité. Par ailleurs, la Norvège se situe dans une phase transitoire, non seulement à cause de cette permanence relative des institutions, de la lenteur apparente du changement, mais, surtout, parce que les transformations induites par la rente, actuelles et attendues, sont devenues objet de débat public, de réflexion collective : la tendance d'abord dominante à l'utilisation consummatoire des revenus pétroliers et, en conséquence, les rapports de classe qui tendent à se mettre en place, pourraient ainsi être remis en question.

Les faits de conscience sont en réalité constamment présents dans la dynamique des pays producteurs de pétrole. La culture tend, dans certaines limites, à modeler l'utilisation de la rente ; surtout elle est modifiée par elle : une véritable culture rentière tend à être engendrée qui, en retour, vient marquer le développement du pays producteur. Ici encore (comme le montrent les articles de M. Gadant et de F. Bentaleb), la formation périphérique, de constitution récente, apparaît beaucoup plus fragile, beaucoup plus sujette aux tendances qu'imprime la rente qu'une société anciennement industrialisée.

Tout commence en Algérie par les implications de la rente sur l'Etat, sur la culture de l'Etat, sur la représentation qu'il se fait de ses rapports avec la nation. Dès le départ, dès avant même la formation de l'Etat, les revenus pétroliers sont présents dans la pensée de l'Etat, dans la pensée de ceux qui pensent l'Etat. La pensée d'un Etat fort n'est pas propre à l'Algérie et un tel Etat peut se réaliser dans des circonstances diverses ; mais ici il a été pensé et s'est réalisé dans le contexte des revenus pétroliers. L'Etat algérien se définit comme Etat moderniste et modernisateur, protagoniste du développement. Il s'affirme Etat puissant et veut être accepté en tant que tel, imposer aux individus le sens de l'Etat ; il s'appuie sur l'armée identifiée au peuple. Le pétrole, « ressource nationale », le fonde matériellement. Il est son évidence ; tellement qu'il est non dit, non exploré dans sa réalité sociale : il n'est pas un rapport, mais une chose, une pure opportunité matérielle au service de l'Etat et du développement. Il est le fondement de la liberté de l'Etat dans le choix de développement, d'une liberté qui ne jette pas sur elle-même un regard critique, si bien qu'il en vient, par-dessus la liberté de l'Etat, à déterminer la forme du développement. La rationalité technocratique grandiose du développement algérien, l'extranéité radicale de l'industrie par rapport aux savoirs de la nation, l'idée que peut être achetée la technique, qu'elle n'est pas un processus mais une marchandise, ont quelque chose à voir avec la nature militaire du pouvoir, mais elles ne pouvaient se développer que dans la pensée d'un Etat extérieur à la nation parce qu'il dispose de la rente qui l'extériorise. Les immenses promesses (non tenues) du développement (perverti) fondaient la prétention de l'Etat (rentier) à refuser toute autonomie, toute contestation, à requérir de la nation qu'elle s'identifiât à l'Etat populaire (bien que militaire) qui avait restauré (par un coup d'Etat) la légitimité de la lutte de libération. L'intellectuel ainsi n'a pas pour

fonction de produire des représentations mais de reproduire celles diffusées par l'Etat. Il doit se confondre avec les cadres du projet d'Etat. L'islam qui ne se conçoit que « de progrès », est lui-même soumis aux représentations de l'Etat. Les travailleurs, en vertu de leur identification attendue à l'Etat, deviennent des gestionnaires auxquels la grève est interdite. Les paysans « arriérés » sont sommés d'abandonner une attitude anti-étatique dont la généalogie infamante remonterait à la colonisation.

La rente devient ainsi le fondement d'un discours étatique sur la société, d'une représentation de la société par l'Etat. Porteur de la rationalité, d'un projet entièrement rationnel de développement, l'Etat ne cherche pas à mobiliser la créativité, les capacités d'innovation des individus, il en appelle à leur docilité et s'engage ainsi dans une voie qui tend à modeler une culture nouvelle, la culture rentière. Les cadres, cadres de l'Etat, agents du projet étatique sont les premiers sujets de la transformation culturelle. Les fonctions de contrôle, de gestion sont survalorisées par rapport aux fonctions techniques, domaine de l'expertise étrangère ; à l'instar de l'Etat, les cadres regardent la science, la technique, l'industrie comme des objets fournis par le marché mondial, dont ils sont les gestionnaires, les contrôleurs bureaucratiques, mais qu'ils n'ont pas la charge de reprendre et reproduire. Leur discours est un discours scientiste, un discours sur les vertus de la science et de la technique fondement de leur pouvoir et sa légitimation ; mais il n'implique pas leur maîtrise, bien au contraire : si la nation les maîtrisait, ils perdraient leur fonction d'intermédiaires entre l'extérieur qui les détient et l'intérieur qui les consomme. Le discours sur la science et la technique est, en réalité, un discours de la dépendance. Cachée dans le discours, la dépendance devient cependant l'expérience quotidienne du travailleur collectif réduit au statut de servent de machines étrangères. Par ce premier mécanisme, le travail dans sa globalité est dévalorisé. Il l'est encore par les différents biais au travers desquels l'Etat est conduit à affecter une part grandissante de la rente à la production et à la reproduction de sa base sociale, c'est-à-dire à la consommation, soit directement (développement de l'appareil bureaucratique, etc.) soit indirectement (surpayement des cadres des entreprises, emploi industriel en surnombre, laxisme dans la conduite de l'appareil productif, etc.). L'expérience, ici encore, apprend aux travailleurs et à la nation entière que revenus individuels et productivité sont déconnectés, que la proximité du détenteur collectif de la rente est la véritable source de la fortune. L'Etat fort, en outre, est, dans la réalité quotidienne, rendu impuissant par sa propre force : son isolement de la nation ne lui permet pas de lutter efficacement contre les multiples formes directes et indirectes de détournement de la richesse publique. C'est ainsi que très rapidement, à l'euphorie des années 1965-1975, succède le désenchantement. Le discours de Boumédiène rend parfaitement compte du changement intervenu en si peu d'années : perte du sens du travail, développement du consumérisme, de l'esprit de jouissance, de la corruption, de l'absence d'esprit civique, etc. Ces transformations ne sont pas seulement de l'ordre du

vécu, elles atteignent aussi les représentations ; le mépris du travail, des travailleurs, des syndicats, des émigrés, etc., est affiché parmi les cadres dont la fonction était de réaliser le projet d'une Algérie industrielle, c'est-à-dire fondée sur le travail. Ce mépris, en retour, redouble l'ivresse techniciste des cadres et leur articulation idéologique sur l'Occident. La consommation devient ostentatoire, signe de distinction de classe. La soif de marchandises et de leur représentant, l'argent, se répand dans toute la société ; elle n'est pas collectivement mesurée par l'activité productrice et devient l'une des dimensions essentielles du malaise social. Tous sont malades de l'argent, tous, finalement, regardent vers les revenus du pétrole, c'est-à-dire vers l'Etat pour éteindre cette soif. En outre, les différences extrêmes dans les opportunités d'accès à la marchandise, alimentent des rapports conflictuels entre nantis et déshérités et conduisent à une bipartition qui n'est pas seulement sociale mais aussi culturelle.

La bipartition culturelle prend en Algérie une forme différente de celle qu'elle revêt dans d'autres pays périphériques producteurs du pétrole. Dans l'Iran des années soixante-dix, elle confinait au schéma : les classes bénéficiaires de la rente y étaient culturellement extraverties, tournées vers la culture occidentale. Les classes situées à la périphérie de la rente tendaient à se replier sur une culture endogène, immobile. En Algérie, la tendance de fond est sans doute identique. Pourtant, le contact avec la culture occidentale y est infiniment plus diffus (héritage de la colonisation, effets de l'émigration) et le rêve de modernité à l'image de l'Occident beaucoup plus prégnant dans les classes populaires elles-mêmes. En outre, l'Etat s'est fait lui-même le protagoniste du retour à l'identité (langue, religion), par quoi il cherche à se légitimer, à se laver de la « faute originelle » d'avoir pris, symboliquement et concrètement, la suite de l'Etat colonial (G. Grandguillaume, 1983). Il brouille ainsi les cartes mais ne parvient pas à empêcher ou effacer la division culturelle. L'enseignement public, dispensé en langue arabe, ne peut déboucher sur une formation permettant d'accéder à des postes de responsabilité techniques ou technocratiques. De plus les déperditions du système scolaire national sont telles qu'une large partie des jeunes des couches populaires restent enfermés dans ce que l'on pourrait appeler une culture des pauvres ou des déshérités où se mêlent des apports divers : ceux de la « tradition » culturelle, des médias, les représentations qui naissent de l'expérience quotidienne, etc. La classe fonctionnelle, celle des principaux bénéficiaires de la rente dispose par contre des moyens (ressources individuelles, équipements collectifs) pour faire profiter ses enfants d'une éducation bilingue, puis d'études supérieures en Algérie et à l'étranger et leur permet ainsi d'accéder aux fonctions de responsabilité. Le verrou de l'ouverture sur la culture occidentale contrôle donc l'entrée dans la classe dominante qui se définit par sa fonction d'articulation de la formation périphérique sur le centre. La coupure culturelle est bien réelle. Elle redouble la coupure sociale qu'engendre la rente et conduit les exclus à affirmer une culture endogène à la fois contre l'ouverture

à l'Occident jusque dans ses dimensions techniques et scientifiques et contre l'Etat et sa représentation du retour à l'identité. L'islamisme fondamentaliste trouve sans doute, dans ce contexte, des conditions favorables même s'il n'est pas évident que ses réponses sont les plus adaptées à l'attente des classes populaires.

Les transformations culturelles engendrées par les revenus pétroliers en Algérie ne pouvaient manifestement se produire en Norvège tant la situation de départ, sociale et culturelle, y est différente. Ils se sont insérés dans les institutions de l'Etat du bien-être, ont tendu, surtout dans les premières années à en pousser à la limite les représentations ; on assiste alors à un véritable débordement de l'idéologie qui ne manquait pourtant pas de ressources, de la protection que l'Etat doit aux individus parce que, seul, il a la capacité de replacer tout problème complexe dans son entière perspective sociale, ainsi que la volonté et l'honnêteté nécessaires pour le résoudre ; cette idéologie de l'Etat-providence cachant et légitimant bien entendu le souci de l'appareil d'Etat, véritable « créateur » des besoins sociaux auxquels il répond, de s'étendre. Quelques années plus tard, cette effervescence est en partie retombée ; les perspectives de la société d'abondance grâce au pétrole sont plus troubles et l'idéologie du bien-être est parfois remise en question, comme dans le roman sans doute un peu excessif de Oyvind Myhre, 1989, paru en 1982.

Energie mondiale, matière première essentielle à l'industrie, le pétrole est, en même temps, source de réorganisations sociales fondamentales. Cette puissance de restructuration, il la doit à un fait nouveau dans le monde moderne : la rente massive qu'il engendre au profit des pays producteurs. Les flux financiers et de marchandises dont il est l'origine désignent des rapports entre nations et à l'intérieur des nations ; leurs orientations et transformations donnent à lire des rapports à l'échelle du monde et leurs emboîtements. Dans cet ensemble de rapports, une articulation centrale apparaît : l'Etat qui s'est institué propriétaire du pétrole pour garantir la nation contre la pénétration des intérêts étrangers ; il est désormais investi d'une fonction de redistribution, non plus seulement de richesses nationales, mais de richesses produites dans le monde, il devient ainsi le point de jonction entre reproduction à l'échelle mondiale et reproduction des formations sociales productrices de pétrole. A l'intérieur de la formation sont disjointes reproduction sociale et reproduction de l'appareil productif. De multiples effets s'engouffrent à partir de ce point : gonflement de l'appareil bureaucratique, accroissement des rémunérations individuelles sans rapport avec la productivité, désindustrialisation, absence de valorisation de l'investissement, dépendance alimentaire, restructuration sociale en fonction de la rente, transformations culturelles, etc., qui, tous, sont des dimensions d'un procès général d'utilisation consummatoire de la rente, de rentisation de la société.

Cette tendance générale souligne la faiblesse de l'Etat dans la défense de la nation contre ce qui devient pour elle pillage, puisqu'en consommant aujourd'hui la rente engendrée par le marché mondial, elle se prive des possibilités que ce même pétrole offrait pour son industrialisation et, par conséquent, pour son avenir. En réalité, par la liberté qu'elle procure à l'Etat, par rapport à la formation sociale, la rente pétrolière révèle ses traits spécifiques, *i.e.* les traits spécifiques de sa relation à la nation. C'est pourquoi, la tendance fondamentale à la rentisation est chaque fois elle-même spécifiée, voire dans certaines conditions, contrecarrée. L'idée, présente en Algérie chez les militaires dès avant l'indépendance d'un Etat fort et moderniste, ne pouvait se réaliser que grâce aux revenus pétroliers. En somme, l'armée au pouvoir, choisit d'appuyer le développement sur le pétrole, c'est-à-dire sur l'extérieur, plutôt que sur les forces populaires dont elle cherche à se dégager : le souci d'indépendance, de construction économique autonome, le refus d'utiliser les revenus pétroliers pour la consommation, se trouvent ainsi, dès le départ, pervertis. En Norvège, la situation est, en quelque sorte, inverse : les mécanismes politiques de la société de bien-être conduisent, quasi-automatiquement, à l'utilisation consummatoire du pétrole et au renforcement des fonctions de l'Etat dans la société ; la puissance des institutions démocratiques contrecarre cependant efficacement l'autonomisation de l'Etat et l'utilisation privilégiée de la rente à son profit, elle favorise l'apparition d'un courant critiquant l'utilisation consummatoire des revenus pétroliers et pouvant le remettre en cause. En quelque sorte, la rente tend à faire apparaître une contradiction entre les institutions démocratiques et l'idéologie du bien-être.

La tendance dominante à la rentisation des sociétés productrices de pétrole signifie l'accroissement de leur dépendance. Quels que soient le volume de la rente et la situation du marché (marché acheteur ou marché vendeur), le consommateur de la rente dépend de celui qui lui procure les biens qu'il consomme. Le rentier peut concevoir ses intérêts antagoniques aux intérêts de celui qui procure la rente. Il ne peut, en fin de compte, que souhaiter sa prospérité dont sa propre prospérité dépend. La dépendance est intériorisée par la société rentière, dans son organisation sociale (réorganisation des classes par rapport à l'Etat, répartition de la rente) et dans sa culture (représentation du travail, modes de distinction sociale, etc.). L'utilisation consummatoire de la rente pétrolière est ainsi un procès qui articule les sociétés productrices sur le marché mondial. L'Etat se situe à la charnière de ce procès ; l'Etat périphérique beaucoup plus que l'Etat d'une société déjà industrialisée ; en raison de la fragilité des formations récemment venues à l'indépendance. Si l'Etat périphérique joue ce rôle, c'est non seulement qu'il organise autour de lui des classes-appui, mais, avant tout, parce qu'existent (que préexistent) dans la société, les facteurs qui le poussent à le jouer : soit de bien-être, de modernité, chose la mieux partagée du monde qui cherche tous les biais pour se satisfaire, prestige de la réussite scientifique et technique de l'Occident, isolement et faiblesse des nations issues

des indépendances dans leur rapport au marché mondial, absence de mécanismes autonomes de développement dans des sociétés déjà désarticulées, etc. En d'autres termes, l'Occident est déjà présent dans les sociétés périphériques au moment où le pétrole ouvre la possibilité de choix essentiels pour l'avenir.

Une autre voie que l'articulation sur le marché mondial est-elle possible ? C'est loin d'être évident dans l'état actuel des formations périphériques. Des transformations dans la conscience, une révolution culturelle, sont sans doute un préalable nécessaire : une autre voie ne peut s'appuyer que sur un effort volontaire collectivement assumé et poursuivi.

Paris, mai 1984.

REFERENCES

- BANISADR Abol-Hassan, « Développement de la consommation du futur et misère », in A. H. Banisadr et P. Vieille, *Pétrole et violence*, Paris, Anthropos, 1974, 348 p.
- De VILLERS Gauthier, *L'Etat et les classes sociales en Algérie*. Bilan critique et propositions, Bruxelles, multigraphie, 1980, 44 p.
- GRANDGUILLAUME Gilbert, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983, 214 p.
- KONRAD G. et SZELENYI I., *La marche au pouvoir des intellectuels, le cas des pays de l'Est*, Paris, éd. du Seuil, 1979.
- LERIN F., *Rente pétrolière et politiques agricoles*. Hypothèses pour l'analyse des pays de la zone méditerranéenne et moyen-orientale, Montpellier, IAMM, 1982, dactylo, 39 p.
- VIEILLE Paul, « Mode de production et impérialisme. Le cas de l'Iran », *L'Homme et la société*, 27, janv.-mars 1973, pp. 81-103.
- VIEILLE Paul, « Pétrole et classe fonctionnelle. Le cas de l'Arabie Séoudite », *Peuples méditerranéens*, 1, oct.-déc. 1977, pp. 153-193.
- VIEILLE Paul, « L'Etat de la périphérie et son héritage ». Communication à la table ronde ; l'Etat et la Méditerranée, Marseille, octobre 1983, à paraître dans *Peuples méditerranéens*, 27-28, avril-sept. 1984.

LA RENTE ET LA DEPENDANCE EN ALGERIE

Nirou EFTEKHARI

Au cours de ses vingt-deux années d'indépendance, l'Algérie a fait l'expérience d'un modèle de développement nouveau qui mérite, à plusieurs égards, une attention particulière. Ce modèle a été conçu pour éviter les écueils des stratégies de développement antérieures des pays du Tiers-Monde : industrialisation par substitution aux importations et industrialisation par promotion des exportations qui visaient à établir les bases économiques de pays venus nouvellement à l'indépendance politique. Afin de supprimer les contraintes de la division internationale du travail, elles cherchaient à réaliser un développement autonome, rompant avec le modèle économique de l'époque coloniale (*raw material oriented*) et devant permettre une accumulation du capital sur des bases nationales. Si l'on définit, cependant, la dépendance économique comme « le résultat de l'intégration inégale à l'économie mondiale par le jeu de la division internationale du travail qui reproduit inexorablement la dichotomie entre pays pauvres et pays riches » (C.A. Michalet, 1983), on est obligé de constater que la situation des économies moins développées n'a pas été fondamentalement transformée par de telles stratégies.

En effet, tant dans le modèle d'industrialisation par substitution aux importations (I.S.I.) que dans celui d'industrialisation par promotion des exportations, le processus d'industrialisation, conçu comme pivot du développement économique, s'effectue sur une base nationale et est supposé se poursuivre de l'aval vers l'amont (des biens de consommation courants vers les biens d'équipement lourds) grâce aux forces et mécanismes spontanés du marché. Or, si, au départ, ceux-ci favorisent le processus, ils le bloquent plus tard en raison des contradictions socio-

économiques implicites aux modèles. Ces blocages augmentent l'insertion des économies sous-développées dans l'économie mondiale et éloignent donc les perspectives d'un développement autonome.

En ce qui concerne la stratégie de l'I.S.I., mise principalement en œuvre dans les pays de l'Amérique du Sud, le processus d'industrialisation se déclenche, sur le marché national, en vue de produire localement les biens de consommation destinés à satisfaire la demande émanant des couches sociales aisées. Une politique protectionniste efficace accompagne le processus. Celui-ci est cependant assez rapidement confronté à deux obstacles majeurs qui l'empêchent de se poursuivre : d'une part, l'étroitesse du marché interne (insuffisance de la demande effective), d'autre part, l'insuffisance des disponibilités financières permettant d'importer les biens d'équipement lourds et capitalistiques au fur et à mesure que l'industrialisation s'étend vers la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement. En même temps, le modèle de consommation de type occidental des couches sociales aisées influence profondément, dès le début, l'adoption d'une technologie qui se complexifie de plus en plus (M. Ikonicoff, 1980). Une double dépendance technologique et financière est ainsi engendrée par l'application de cette stratégie qui prépare le terrain pour l'intervention des firmes multinationales et l'intégration de l'économie nationale à l'économie mondiale. L'I.S.I. n'est pas seulement bloquée par des obstacles d'ordre technico-économiques ; il existe également, comme l'a montré A.O. Hirschman (1968), des facteurs socio-politiques, essentiellement le jeu des alliances de classes, qui font qu'à partir d'un certain seuil la bourgeoisie industrielle n'a plus intérêt à développer ses activités.

Dans la stratégie d'industrialisation par promotion des exportations qui a été surtout adoptée par les pays du Sud-Est asiatique, qu'on a appelés « les nouveaux pays industriels » : Hong-Kong, Singapour, Taïwan, Corée du Sud, mais également certains pays latino-américains comme le Brésil et le Mexique, le marché international devient le cadre de référence du processus d'industrialisation. Celle-ci se déclenche dans les branches de l'industrie légère (le textile par exemple) à faible contenu de capital ; les avantages comparatifs retirés d'une telle spécialisation sont supposés importants en raison de la forte dotation en facteur travail. Progressivement l'industrialisation s'étend aux branches situées en amont où le processus de mise en valeur du capital rencontre des obstacles technologiques et financiers nécessitant l'intervention des F.M.N. L'ouverture de zones franches par les industries d'exportation où les firmes étrangères jouissent de facilités fiscales, commerciales et financières considérables, ainsi que la sous-traitance internationale qui insère les entreprises locales dans un réseau dirigé par les firmes multinationales, sont les modalités particulières de l'application de cette stratégie. Celle-ci rencontre deux types de limites : d'une part chaque récession sur le marché international compromet le dynamisme d'exportation, d'autre part toute augmentation du prix de la force du travail ou toute hausse du prix des matières premières et de l'énergie nuisent à la valorisation du capital

et faussent par conséquent les avantages comparatifs qui avaient commandé la spécialisation internationale du pays. Ces difficultés sont en partie contournées par l'introduction de techniques plus sophistiquées et capitalistiques qui, tout en reléguant la compétitivité internationale des firmes locales, permettent une économie de main-d'œuvre et font pression sur le niveau des salaires. Ce processus cependant a pour condition une insertion plus accentuée dans les stratégies des F.M.N. Au total, comme dans le modèle de l'I.S.I., la perspective d'un développement autonome se trouve donc repoussée.

Pour éviter les déboires de ces stratégies classiques, G. Destanne de Bernis, principal théoricien du modèle algérien de développement, s'inspirant à la fois de certaines idées de F. Perroux (« Pôles de croissance », « Industries motrices », « Effet d'entraînement ») et du modèle soviétique d'industrialisation, définit les « industries industrialisantes » comme « celles dont la fonction économique est d'entraîner, dans leur environnement localisé et daté, un noircissement systématique de la matrice inter-industrielle et des fonctions de production, grâce à la mise à la disposition de l'entière économie d'ensembles nouveaux de machines qui accroissent la productivité du travail et entraînent la restructuration économique et sociale de l'ensemble considéré, en même temps qu'une transformation des fonctions de comportement au sein de cet ensemble » (1971).

Dans le modèle algérien de développement, le processus d'industrialisation, orienté vers l'implantation prioritaire d'industrie de base, est, par conséquent, dissocié de la demande existante tant sur le marché national que sur le marché international. Celle-ci ne constitue pas une donnée conditionnant le processus d'industrialisation : elle est plutôt une variable induite par la réalisation du processus lui-même. Celui-ci ne peut être mis en œuvre que dans le cadre d'une économie planifiée où une proportion importante du produit national est soustraite à la consommation et affectée à l'investissement industriel. De plus, l'investissement, dans sa presque totalité, doit être destiné aux « industries industrialisantes » ; dans le cadre de l'économie algérienne, elles regroupent les branches de la sidérurgie, de la mécanique, de la chimie, de l'extraction minière, de la construction électrique, des matériaux de construction et de l'énergie.

Trois caractéristiques principales sont attribuées à ces industries (M.E. Benissad 1982) :

— Elles exigent des unités de production le plus souvent de grande dimension. Les coûts unitaires des outputs sont inversement proportionnels à la dimension.

— Elles appartiennent au secteur de production des biens d'équipement ; à partir d'eux, l'économie peut s'assurer une large autonomie à long terme et stabiliser son taux de croissance.

— Elles sont hautement capitalistiques : elles absorbent plus d'investissement pour chaque unité d'output que les industries non industrialisantes (le textile, l'industrie alimentaire, etc.).

Mais les biens produits ont un impact relativement important et rapide sur l'agriculture et les industries situées en aval. La sidérurgie et la pétrochimie peuvent, par exemple, approvisionner l'agriculture respectivement en machines agricoles et en engrais. Ainsi doit apparaître un excédent agricole permettant à la fois d'élargir la demande et de financer le développement du processus d'industrialisation sur une base « auto-centrée » en rupture avec la division internationale du travail.

Le choix prioritaire des « industries industrialisantes » se fonde d'ailleurs sur les « effets d'entraînement » exercés sur le reste de l'économie : l'abaissement des coûts de leurs produits constitue des économies externes pour les branches qui les utilisent, et est par conséquent pour elles une source d'augmentation de la productivité. Le développement des « industries industrialisantes » apparaît comme un « multiplicateur de croissance » au profit de l'ensemble de l'économie. Réciproquement, l'amélioration des conditions de production dans l'agriculture et les industries situées en aval étend le marché des « industries industrialisantes ». L'articulation entre les différentes branches, qui résulte de l'intensification des échanges intersectoriels, assure une croissance accélérée à la fois de l'emploi et de la production et évite l'extraversion de l'économie nationale. Les risques d'extraversion existent pourtant et l'auteur attire l'attention sur un certain nombre d'entre eux. En premier lieu, pour éviter que les « industries industrialisantes » ne se transforment en industries d'exportation, il faut qu'elles écoulent leurs produits là où elles trouvent leur marché le plus vaste, c'est-à-dire dans l'agriculture qui regroupe plus de la moitié de la population du pays. L'absorption des produits industriels par l'agriculture suppose cependant un relèvement du niveau de vie des paysans, c'est-à-dire un accroissement de la productivité du travail agricole. Ainsi une réorganisation sociale de l'agriculture s'avère nécessaire. Elle doit éliminer les formes de propriétés qui s'opposent à l'augmentation de la productivité du travail dans ce secteur : soit à la fois la grande propriété et la propriété parcellaire, l'une et l'autre peu favorables à l'intensification du travail agricole. La réforme agraire est une condition nécessaire de la réussite du modèle ; en outre, souligne l'auteur, tout en évitant l'exode rural et la concentration urbaine, elle donne un contenu démocratique au projet de développement économique. En second lieu, compte tenu de la structure désarticulée de l'économie algérienne héritée de la période coloniale, les « effets d'entraînement » ne se diffusent pas automatiquement à travers l'économie. Pour qu'ils s'exercent sans obstacles majeurs, il faut aménager le milieu économique, le rendre propice à la propagation des effets industriels. « Il faut que le plan organise chaînon par chaînon, la propagation de leurs effets d'industrialisation, puisqu'on ne peut jamais supposer que cette propagation se réalisera spontanément. »

L'auteur ignore, par contre, deux autres risques de déviation du modèle qui paraissent beaucoup plus graves et décisifs : le premier, de loin le plus important, a trait au financement de l'industrialisation à partir essentiellement de la rente des hydrocarbures. Le pétrole doit, en effet,

dans le modèle algérien de développement, jouer un double rôle. Il doit permettre le financement des industries fortement capitalistiques, au départ inexistantes dans le pays, et servir à la fois de source d'énergie bon marché dans toutes les branches et de matière première dans les industries directement liées au pétrole : pétrochimie, engrais, plastiques, etc. La logique de la construction d'une économie « auto-centrée » commande l'effacement progressif et la disparition à long terme du rôle financier du pétrole, à l'avantage de son rôle purement industriel. Ainsi, si au départ l'apport financier du pétrole est décisif, on suppose qu'à plus long terme, l'économie algérienne trouvera une base d'accumulation indépendante du financement externe. Compte tenu du caractère épuisable du pétrole, le problème posé à l'économie algérienne est donc de transformer la rente à l'origine de développement en capital productif. « La nécessité (apparaît) d'éviter une polarisation industrielle globale autour de la seule fonction financière du secteur (pétrolier) » (Benachenhou). Or, le modèle reste silencieux sur les implications socio-économiques de l'introduction de la rente pétrolière dans la société algérienne. Ce silence est d'autant plus gênant qu'avec les ajustements successifs du prix du pétrole, l'emprise de la rente sur l'économie algérienne n'a cessé de s'accroître.

L'incapacité d'analyser les rapports sociaux et les limites qu'ils imposent au développement des forces productives explique l'écart considérable entre le projet économique et le développement concret de l'économie algérienne depuis plus de deux décennies. « Le modèle se présente comme socialement neutre. La référence aux structures sociales n'apparaît qu'au niveau de la nécessité de la réforme agraire et de l'action vigoureuse de l'Etat dans la direction de l'économie... Au total, en restant silencieux sur les conditions sociales de réalisation du modèle, celui-ci n'explique pas les voies de son développement ultérieur » (Benachenhou, 1980).

Le second risque d'extraversion de l'économie algérienne, ignoré par le modèle, se situe dans la dépendance technologique, liée au choix des « industries industrialisantes ». L'auteur met, certes, l'accent sur la formation rapide et accélérée de l'ingénierie nationale pour faire face à l'insuffisance des cadres et du personnel techniques qui, au départ, sont surtout étrangers. L'aisance financière procurée par la rente a cependant poussé les dirigeants algériens à privilégier les formules de transfert de technologie très peu favorables à un véritable transfert du savoir-faire technique et scientifique. Ces formules ont conforté les cadres et le personnel algériens dans des fonctions gestionnaires au détriment des fonctions techniques, de maîtrise des technologies étrangères. Ce qui a conduit certains observateurs à parler de la « technocratie sans technologie » (D. Glasman et J. Kremer, 1978).

En résumé, les risques d'une double dépendance technologique et financière, inhérente aux modèles classiques d'industrialisation, ne sont pas absents du modèle algérien : « le renforcement et l'extraversion financière et technologique est une conséquence inévitable du choix

d'une industrialisation à base d'industries industrialisantes » (M.E. Benisad, 1982). Les risques d'une telle extraversion avaient certes été prévus par les dirigeants algériens ; ils préconisaient une bonne dose de dépendance, comme prix d'un développement à long terme « autonome », mais ils mettaient surtout l'accent sur le caractère passager et temporaire de cette situation. L'évolution ultérieure de l'économie algérienne, des phénomènes inquiétants et en contradiction avec le projet de développement initial — tels que : endettement extérieur massif, dépendance accrue vis-à-vis des ressources pétrolières, dépendance alimentaire et technologique compromettant l'avenir socio-économique du pays, baisse de la productivité du travail dans l'ensemble des secteurs productifs de biens matériels face à une croissance démographique galopante, etc. — ont amené plusieurs observateurs à considérer que l'on était en présence de tendances structurelles.

I. L'EMERGENCE ET LA CONFIRMATION DU SECTEUR PUBLIC ET DE L'ETAT

Le volontarisme affiché par le modèle algérien de développement supposait la constitution d'un vaste secteur public. L'Etat, par l'intermédiaire de ce secteur, devait se substituer aux mécanismes spontanés du marché, commander le processus des investissements, contrôler l'adaptation du processus au modèle.

C'est surtout après 1965 que le secteur public va connaître sa plus grande expansion. L'Etat algérien est, du fait de la série des mesures de nationalisations prises entre 1966 et 1971, le plus grand investisseur, le plus grand consommateur, le plus grand employeur et le premier banquier du pays. Il détient aussi le monopole du commerce extérieur.

En 1977 le secteur public contrôle 66 % de la production intérieure brute (P.I.B.) et emploie 61,8 % de la population active algérienne, il regroupe 76 % des effectifs occupés dans l'industrie nationale. Ce vaste secteur public tire une grande partie de son importance du contrôle exclusif de l'Etat sur la branche des hydrocarbures qui, en 1980, avec seulement 100 000 employés (2,5 % environ de la population active algérienne si on inclut la pétrochimie), réalise 40 % de la P.I.B. et 96 % des exportations du pays. Il contribue pour plus de 67 % aux revenus de l'Etat. Les recettes pétrolières de l'Algérie sont passées de 199,1 millions de dollars en 1967 à 10 787 millions de dollars en 1980. Elles ont donc été, pendant cette période, multipliées par 50. Dans la mesure où ces recettes proviennent de la liquidation d'un actif réel, non renouvelable (le pétrole) dont le prix dépasse largement les efforts productifs internes, elles sont assimilables à une rente.

L'émergence d'un Etat puissant semble s'inscrire dans les orientations générales nées de la guerre de libération. Cependant, il existait, dans le F.L.N., un courant dont la méfiance vis-à-vis de l'Etat et de la bureau-

cratie a fortement influencé la rédaction de la Charte d'Alger (1964) et qui était favorable à l'autogestion. C'est ce courant qui sera éliminé par le coup d'Etat du 19 juin 1965.

Toutefois, la construction de l'Etat ne dépendait pas seulement d'une volonté politique : il ne faut pas négliger l'importance de l'héritage colonial : « Une bourgeoisie autochtone réduite à la portion congrue, une administration omnipotente renforcée durant la dernière décennie par des appareils répressifs exceptionnels (police, gendarmerie, armée), une enclave minière et pétrolière en très rapide expansion, ont donné au nouvel Etat algérien une assise institutionnelle et économique puissante qui allait, d'entrée de jeu, être utilisée pour contrôler le secteur économique colonial qui prétendait « autogérer » les ouvriers » (Benhouria, 1980).

Dans la désorganisation qui suit le départ des pieds-noirs et les difficultés qui s'ensuivent pour le jeune Etat indépendant, aggravées par les divisions internes des dirigeants durant l'été 1962, l'administration s'avère être pratiquement le seul lieu de travail organisé. Elle conserve les mêmes règles de fonctionnement qu'avant l'indépendance et assure des revenus permanents à ses effectifs qui ont doublé pendant la guerre. Après 1962 ils vont continuer à s'accroître. Selon Samir Amin (1970), ils passent de 62 000 en 1955 à 180 000 en 1963-64, entraînant de lourdes dépenses prises en charge essentiellement par l'aide publique extérieure (notamment celle du gouvernement français). L'administration est également seule à assumer l'organisation pratique de la société. C'est là qu'une nouvelle classe se prépare à exercer l'hégémonie. L'appareil administratif n'est pas un outil neutre mais son occupation tend à devenir « un facteur de cristallisation sociale et d'existence politique » (D. Glasman et J. Kremer, 1978).

L'absence d'une bourgeoisie suffisamment forte pour être candidate au pouvoir, mais aussi d'une classe laborieuse susceptible de prendre la tête d'un mouvement révolutionnaire, favorise la petite-bourgeoisie ancrée dans l'appareil administratif. Le fait qu'elle ne soit pas une classe possédante est pour elle un atout supplémentaire : il lui permet d'accéder au contrôle des moyens de production par une politique de nationalisations tous azimuts et de trouver dans « l'option socialiste » sa légitimité. Mais cette option n'est rien d'autre que la réalisation du contrôle étatique des moyens de production. C'est par lui qu'elle va tenter tout d'abord de s'imposer à l'autogestion.

L'élargissement du secteur public est retardé de 1962 à 1966 étant donné les conflits idéologiques et politiques qui traversent l'appareil d'Etat et les hésitations qui s'ensuivent sur le plan économique. Pour l'essentiel on s'en tiendra donc à la poursuite du Plan de Constantine. Mais, étant donné les ambiguïtés du pouvoir en place, les sociétés pétrolières étrangères ressentent une telle insécurité qu'elles ralentissent le rythme de leurs activités. L'équilibre financier de l'Etat ne cesse de se dégrader. Malgré l'aide extérieure (3 289 millions de dinars en 1963 à 3 517 millions de dinars en 1966), les recettes définitives de l'Etat stagnent jusqu'en 1966 (Benachenhou, 1980). Le premier budget

national, en 1963, accuse un déficit de près de 100 millions de dinars. Il s'accroît au cours des années suivantes et n'est couvert que par la « planche à billets » (Dahmani, 1979). Le niveau des exportations se maintient grâce à l'exportation des hydrocarbures. En prix courant, on constate la stagnation de la P.I.B. qui, de 11 214 millions de dinars en 1963, ne passe qu'à 12 690 millions en 1966. Il y a par conséquent régression de la P.I.B. en termes réels qui, compte tenu de la progression démographique, signifie une nette détérioration des conditions de vie de la population. Mais la crise économique fait ressortir l'importance grandissante du secteur public dans l'économie algérienne ; le recul de la production et le désinvestissement alourdissent le poids, déjà considérable, de ce secteur dans l'économie générale du pays : selon Benachenhou, l'essentiel de l'accumulation du capital productif est réalisé par les sociétés étrangères dans le secteur des hydrocarbures (de 1962 à 1966, près de 60 % de l'investissement des entreprises). De même ce secteur est responsable de 61 % de la valeur ajoutée industrielle en 1963 et de 58 % en 1966.

L'armée s'imposera finalement comme la seule force capable de construire l'Etat et de mettre en œuvre des restructurations économiques et sociales radicales tout en se donnant un rôle extra-militaire considérable : gestion de nombreux domaines agricoles selon le principe des fermes d'Etat, construction de la route trans-saharienne, réalisation du « barrage vert ». Elle devient la première entreprise nationale pour la main-d'œuvre employée et la seconde (après la Sonatrach) pour le chiffre d'affaires (M. Raffinot et J. Jacquemot, 1977). De 1965 à 1969, le budget de l'Etat s'équilibre grâce aux recettes pétrolières qui triplent durant ces quatre années. Elles constituent bientôt un quart des recettes totales de l'Etat. La production pétrolière augmente après les longues négociations franco-algériennes de 1964-65 qui aboutissent aux accords de coopération du 28 juillet 1965. La Sonatrach en sort victorieuse. Sa participation à la production de la S.N. Repal, à l'origine constituée par des intérêts publics français, est fixée à 50 %. Un an plus tard les objectifs de la Sonatrach qui, lors de sa création en décembre 1963, étaient le transport et la commercialisation des hydrocarbures, s'étendent aux autres activités pétrolières et gazières. Outre son effet bénéfique sur la P.I.B. et l'équilibre budgétaire de l'Etat, l'augmentation des exportations pétrolières renforce la capacité d'emprunt de l'Etat sur les marchés monétaires et financiers occidentaux.

Le bas niveau des prix des hydrocarbures dans les années soixante limite l'importance de la rente pétrolière dans les revenus de l'Etat et ne permet pas encore que soit entamé un processus d'autonomisation : l'Etat algérien est encore fortement dépendant des revenus de l'émigration et des surplus provenant de l'agriculture (principale exportation : le vin). Cependant, dès 1966, les recettes pétrolières dépassent les exportations viticoles (H. Mazri, 1979).

Les nationalisations, commencées au cours de la période précédente, se poursuivent après 1965 : l'indemnisation des sociétés étrangères

permet d'atténuer le mécontentement des partenaires occidentaux. De nouveaux secteurs passent ainsi sous le contrôle de l'Etat : assurance, banque, secteur minier, etc. La nationalisation du secteur des hydrocarbures en février 1971 amène la part de l'Etat au niveau de 51 % dans la production du pétrole brut et à celui de 100 % dans la production des hydrocarbures gazeux ; elle achève le contrôle intégral de l'Etat sur ce secteur.

La création des sociétés nationales va d'autre part favoriser la liquidation du mouvement autogestionnaire. Sous le prétexte de la trop grande complexité des techniques mises en œuvre, toute initiative est refusée aux collectifs des travailleurs qui se transforment en salariés de l'Etat. Toutefois la grève est interdite dans le secteur public sous prétexte que les travailleurs sont des « producteurs-gestionnaires ». L'introduction, en 1971, de la Gestion socialiste des entreprises justifiera idéologiquement la soumission des travailleurs à l'Etat. De plus les sociétés nationales favorisent l'émergence d'une couche de technocrates, de managers, de hauts fonctionnaires, de dirigeants d'entreprises publiques auxquels elles confèrent autorité et puissance.

Un processus de même ordre se poursuit dans l'agriculture qui va, là aussi, d'une reprise en mains de l'autogestion à la réalisation de la Réforme agraire en 1971, tandis que se poursuit la mise en place des structures administratives (communes, *wilayas*) et des institutions (U.G.T.A., U.N.F.A., U.N.J.A....) qui doivent permettre à l'Etat d'exercer son autorité et son contrôle.

Le renforcement des bases sociales du pouvoir conduit à une politique de redistribution de la rente pétrolière. Grâce à la montée des prix au cours des années soixante-dix, on assiste à une série de mesures de répartition telles que : annulation des dettes contractées par les paysans avant 1966 auprès du Trésor Public, exonération de tout impôt de près d'un million de petits paysans et artisans, réajustement du Salaire minimum industriel garanti (SMIG) et du Salaire minimum agricole garanti (SMAG), extension du régime général de la Sécurité sociale et des Allocations familiales à l'ensemble des bénéficiaires de la Réforme agraire, subvention des produits alimentaires de première nécessité, gratuité des soins médicaux, réalisation de villages socialistes agricoles. Il est évident qu'en l'absence de la « manne pétrolière », l'application de ces mesures aurait été impossible à une époque où, comme nous le verrons, on assiste à une baisse de la productivité, parfois même au recul de la production (agricole) dans les branches des biens matériels.

Ces mesures permettent d'acheter la « paix sociale » en éloignant de toute participation les travailleurs à qui l'Etat promet, dans un avenir proche, la solution de tous leurs problèmes. En donnant la priorité à l'industrialisation dans « l'édification du socialisme », l'Etat algérien a procédé à une vaste salarisation dont l'effort social global est la dépendance dans laquelle se trouve une part importante de la population active par rapport aux revenus distribués par l'Etat.

En 1966, à la veille de la mise en place de la planification, le chômage frappe durement l'Algérie (45 % de la population active masculine et 97 % de la population active féminine selon N. Raffinot et P. Jacquemot). On attend de l'industrialisation le développement de l'emploi. Or ce développement n'a économiquement de sens que s'il est accompagné d'une progression sensible de la productivité du travail industriel, c'est-à-dire s'il améliore les performances économiques globales de la société algérienne. En fait, on observe qu'en dépit du choix des « industries industrialisantes », en principe peu favorables à la création de travail, le secteur industriel a été, de 1967 à 1978, parmi les secteurs les plus créateurs d'emplois au même titre que les B.T.P., l'Administration et les Services, tandis que sur la même période est enregistrée une baisse notable de la productivité du travail industriel. Un tel laxisme a été rendu possible par le fait que l'effort d'investissement de ces quinze années est essentiellement financé par la rente et l'endettement (appuyé par la rente) qui à eux deux constituent, selon Benachenhou, 75 % du fonds d'accumulation public.

Il nous faut donc étudier les performances économiques de l'appareil productif mis en œuvre par un régime politique qui, dans les années qui suivent juin 1965, s'est essentiellement consolidé grâce à la rente des hydrocarbures.

II. L'EVOLUTION MACRO-ECONOMIQUE DE L'ALGERIE

La disparition de Boumédiène, en décembre 1978, crée une ambiance favorable à l'expression de la critique qui, pourtant, ne déborde pas le cadre des institutions. Au cours des deux années qui précèdent la mise en œuvre du Plan quinquennal (1980-1984), les dirigeants algériens font une évaluation apparemment critique de la politique économique suivie depuis 1967. Cette évaluation qui devait servir à la préparation du Plan quinquennal, fait l'objet du rapport « Bilan économique et social de la décennie 1967-1978 », publié par le ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire en 1980.

Après onze années de planification, l'économie algérienne se caractérise par un lourd endettement extérieur, une dangereuse dépendance alimentaire, une chute de la productivité du travail dans les branches de production des biens matériels, une dépendance accrue à l'égard des revenus pétroliers et, surtout, un chômage massif qui ne semble pas devoir être résorbé en 1980, comme on l'espérait en 1967. Le trait marquant de l'économie algérienne de 1967 à 1978 est une formidable formation brute du capital fixe (le taux d'investissement total public et privé représente 41 % de la P.I.B. en moyenne sur la période, et passe de 23 % en 1967 à 51 % en 1978). Au cours de cette période, trois plans (un plan triennal et deux plans quadriennaux) se succèdent avec une même caractéristique : priorité à la construction d'un appareil industriel.

La part programmée de l'industrie dans les investissements globaux de ces trois plans est respectivement de 51,6 % (1967-1969), 44,7 % (1970-1973) et 43,4 % (1973-1977) ; et les réalisations ont chaque fois dépassé les prévisions. La part effective de l'industrie dans les investissements globaux réalisés a été respectivement de 52 %, 57 % et 60 % contre 19 %, 12 % et 7 % seulement pour le secteur agricole couvrant pourtant près de la moitié de la population du pays. A l'intérieur du secteur industriel, l'industrie de base est prépondérante. La part des hydrocarbures constitue à elle seule 18 % (1967-1969), 47 % (1970-1973) et 49 % (1973-1977) des investissements industriels réalisés. De même, dans le Plan quinquennal (1980-1984) qui était supposé introduire certains « ajustements » en faveur des secteurs jusqu'alors négligés comme l'agriculture et les infrastructures, la part prévue pour l'industrie dans les investissements globaux (400 milliards de dinars) est de 38,5 %¹ contre 11,7 % pour l'agriculture et 49,8 % pour les infrastructures économiques et sociales. Au sein du secteur industriel, l'industrie des hydrocarbures demeure prédominante (40 % des investissements industriels) (Rapport général du Plan quinquennal, 1980-1984).

Selon les données officielles, sur les 300 milliards de dinars (prix 1978) d'investissements globaux entrepris de 1967 à 1978, 179 ont été absorbés par les industries et les hydrocarbures en proportion à peu près égale. En créant 1 100 000 emplois dans le secteur non agricole, ces 300 milliards de dinars d'investissement ont généré une production additionnelle de 46,5 milliards de dinars en 1978 (la P.I.B., exprimée en prix 1978, passe de 40,3 milliards de dinars en 1967 à 86,8 milliards de dinars en 1978). Les parts respectives des industries et des hydrocarbures dans cette production additionnelle sont de 7,8 milliards et de 10,4 milliards. Chaque unité de production additionnelle a par conséquent en moyenne exigé la mobilisation de 300/46,5 unités de capital environ. Ce rapport (coefficient marginal du capital) est presque double dans l'industrie (hors hydrocarbures), soit 11,3. Par conséquent, si, d'une manière générale, le coût moyen de création d'un emploi s'est élevé à plus de 277 000 dinars, ce chiffre est encore plus élevé dans le secteur industriel ; ce qui n'a pas empêché l'emploi industriel de connaître une croissance importante. Sur 1 100 000 emplois créés en dehors du secteur agricole, 390 000 l'ont été au sein du secteur industriel. De 1967 à 1978, le taux d'accroissement annuel de l'emploi industriel a été deux fois plus élevé que le taux annuel de croissance de l'emploi pour l'ensemble de l'économie nationale (H. Temmar, 1983). Le secteur des B.T.P. a lui aussi absorbé une proportion importante des emplois créés : 330 000. L'industrie et les B.T.P. qui ne constituaient ensemble que 11 % du total des emplois en 1967, en constituent près de 30 % en 1978. Par contre, la part de l'agriculture diminue de 54 % à 32 %. Ces chiffres permettent de se faire une idée de l'ampleur de l'exode rural et de l'expansion urbaine. Ils soulignent la restructuration économique et sociale qui s'est opérée en Algérie durant la période. Une première question que l'on peut se poser est alors de savoir si cette accumulation intensive de capital,

concentrée dans certains secteurs, a induit une augmentation de la productivité du travail.

Le tableau I indique que l'industrie et les B.T.P., qui ont connu de forts taux d'accumulation du capital, ont en même temps enregistré une baisse de la valeur ajoutée par tête. La baisse du pouvoir d'achat réel des salariés de ces secteurs est pourtant moins forte que celle de leur productivité apparente respective.

Dans le secteur agricole, on constate une amélioration de la productivité apparente du travail, en raison de la stagnation de l'effectif employé, largement dépassé par les gains de pouvoir d'achat des agriculteurs.

Tableau I

*Evolution des principaux agrégats de l'économie algérienne
hors hydrocarbures entre 1967 et 1978*

Branches	Investissements publics 1967-1978 (%)	Indice : base 100 en 1967 Emploi	Valeur ajoutée		
			Productivité apparente	Pouvoir d'achat	
Agriculture	14	93	129	131	182
Industrie	53	333	281	84	92
B.T.P.	17	561	280	49	73
Transport et télécommunications	13	300	400	133	88
Commerce et services	3	133	190	140	132
TOTAL (hors hydrocarbures)	100	160	220	138	150

(Source : S.P. Thierry : *La crise du système productif algérien*, IREPD, Grenoble, 1982.)

La faible performance du secteur agricole durant une période de doublement de la population et d'exode rural massif traduit la dépendance alimentaire dans laquelle l'Algérie s'est installée.

Dans trois secteurs sur cinq (à l'exception donc de « Transport et communications » et « Commerce et services »), le niveau de pouvoir d'achat a crû plus rapidement que ne le justifiaient les gains de la productivité du travail. Le pouvoir d'achat du consommateur (toutes classes confondues) s'est nettement amélioré pendant cette période. Entre 1967 et 1978, selon les données officielles, la consommation globale des biens et services exprimée en termes constants s'est accrue au rythme annuel moyen de 8,5 %. Compte tenu du taux de croissance démographique (3,2 % par an), le revenu par tête en termes réels (base 1974) passe de 1 860 D.A. en 1967 à 3 300 D.A. en 1978 (H. Temmar, 1983). Sur la même période, l'accumulation brute s'est accrue en volume au rythme de 15,3 % par an. Ainsi, le taux élevé d'accumulation n'a pas

empêché la consommation des ménages de s'accroître globalement. La rente pétrolière, en desserrant les contraintes financières, a permis une croissance simultanée de l'investissement et de la consommation, alors que la faible performance de l'appareil productif dans l'industrie, l'agriculture et les B.T.P., aurait normalement dû induire une nette détérioration des conditions de vie.

Malgré la contribution de plus en plus importante de la rente à l'équilibre économique général, l'offre des biens et services a régulièrement été dépassée par la demande². De 1967 à 1978, le taux de croissance annuelle de la P.I.B. en termes constants n'a été que de 7,2 %, bien inférieur aux taux cumulés de croissance de la consommation et de l'accumulation. La P.I.B. qui, en 1967, constituait 80 % des ressources nationales n'en représente plus que 70 % en 1978 (P. Thiéry, 1982). La différence a été compensée par un endettement extérieur massif³.

Ainsi, malgré l'accroissement important du niveau de l'emploi productif, la production nationale (hors hydrocarbures) a augmenté beaucoup moins vite que la demande nationale qui a suivi l'accroissement du pouvoir d'achat des ménages et du taux d'investissement. L'équilibre de l'économie algérienne a par conséquent été assuré grâce à la rente et à l'endettement. A l'issue de la période, l'intégration de l'économie algérienne au marché mondial s'est considérablement élargie : en 1978, la moitié des besoins alimentaires sont satisfaits par l'importation ; en 1977, l'économie algérienne ne couvre que 24 % de sa demande industrielle contre 48 % en 1967 (Benissad, 1982).

L'économie algérienne se présente de plus en plus comme la juxtaposition de deux sphères. On peut opposer de façon schématique (c'est-à-dire en simplifiant la représentation de la structure économique) : d'un côté, une sphère de la rente qui comprend l'ensemble des activités liées à la redistribution de la rente au sens large (rente pétrolière et endettement), c'est-à-dire l'administration, le commerce, les services, l'armée, etc., soit l'ensemble des employés de la fonction publique, des cadres non techniques des entreprises d'Etat, des officiers et militaires, des commerçants et spéculateurs, dont l'enrichissement est directement lié à l'appropriation d'une partie de la rente distribuée ; de l'autre une « sphère de la production » qui comprend l'ensemble des activités qui participent à la production des valeurs d'usage matérielles, c'est-à-dire essentiellement les activités agricoles, industrielles et du B.T.P., soit l'ensemble des travailleurs agricoles (permanents et saisonniers) des fermes d'Etat et du secteur agricole privé, des ouvriers et cadres techniques des usines publiques et privées, des travailleurs du B.T.P.⁴. Liée aux conditions de la commercialisation des hydrocarbures sur le marché international, « la sphère de la rente » a pris une place prépondérante dans l'économie générale : voir en particulier le nombre élevé des cadres non techniques et employés qui selon le recensement officiel de 1977 constituent environ 24 % du total de la population employée : « Il n'est pas exagéré de dire que nous assistons à une relative bureaucratisation des activités sociales en Algérie, avec ce qu'elle peut comporter comme

inertie et alourdissement des coûts du développement » (Benachenhou, 1980).

N'ayant pas encore acquis une base d'accumulation autonome, « la sphère de la production » demeure dépendante de la « sphère de la rente », et se développe à son aval. Si le projet du modèle algérien de développement était de faire reculer la rente au profit de la « sphère de la production », l'inverse s'est produit en raison des faibles performances de l'appareil productif.

La question de la productivité du travail est par conséquent au centre de la problématique algérienne de développement. Elle est d'autant plus importante qu'une proportion très faible, 5,7 %, de la population algérienne (dont la croissance est une des plus fortes du monde) est assignée à des tâches réellement productives (la valeur de ce rapport est de l'ordre de 20 % pour la France, Lahouari, 1982)⁵. De plus, 57,5 % de la population algérienne (estimée à 17 486 000 personnes en 1977) sont âgés de 19 ans et moins, c'est-à-dire que la charge par actif est particulièrement lourde.

Dans les circonstances actuelles de récession du marché mondial, l'équilibre de l'économie algérienne, dont la base matérielle est faible, dépendra de plus en plus de la possibilité de relever la productivité du travail dans la « sphère de la production ». Cette possibilité est cependant freinée par des formes d'organisation économique que la classe au pouvoir a mises en place à des fins de contrôle politique et social, si bien que l'équilibre effectif sera rétabli soit par un nouveau recours à la rente si le marché mondial le permet (les importantes réserves gazières de l'Algérie constituent alors le principal atout), soit par une détérioration des conditions d'existence, accompagnée d'un changement dans les alliances de classe, la bourgeoisie étant amenée à participer davantage à une direction politique et économique que les mécanismes liés à la rente ont mise en déroute. Au cours de la période d'incertitude qui a précédé la mise en œuvre du Plan quinquennal 1980-1984, les dirigeants algériens ont pris conscience des résultats économiques décevants des onze années de planification, et adopté des mesures destinées à « corriger » les aspects les plus négatifs de la politique économique menée depuis 1967. Elles se sont notamment traduites par l'affectation prioritaire de la rente pétrolière à la consommation, afin d'atténuer le mécontentement populaire par l'augmentation de la part de l'agriculture et des infrastructures jusqu'alors défavorisées dans le partage du fonds d'accumulation, et, par ailleurs, par l'adoption de réformes économiques et administratives (décentralisation des sociétés nationales, découpage des unités agricoles-fermes d'Etat, amélioration du fonctionnement des administrations publiques, en particulier des douanes, « moralisation » de la vie publique, etc.).

La lecture du Plan quinquennal ne permet pourtant pas de conclure à un véritable changement dans les orientations économiques globales, et les résultats économiques des deux premières années du Plan font douter des possibilités de dépasser ainsi la crise actuelle.

1. L'agriculture est asphyxiée

Après vingt-deux années d'indépendance, le marasme de l'agriculture algérienne est devenu une dure réalité. La croissance de la production est loin d'avoir répondu à la croissance de la population. Celle-ci a pratiquement doublé de 1957 à 1977, alors que, pendant la même période, la production algérienne de céréales diminue de 23,09 à environ 20 millions de quintaux (moyenne annuelle de 1974-1977 ; 11,4 et 16,2 millions respectivement en 1978 et 1979) (S. Bedrani, 1982). Par rapport au début des années cinquante, la production agricole par habitant a décliné de plus de 50 % ; de plus de 60 %, même en 1977 (J. Schnetzler, 1981). Selon M.E. Benissad, si l'on défalque le montant de la valeur ajoutée (V.A.) agricole à l'aide de l'indice des prix à la production agricole, on constate que la production agricole a même diminué en termes réels de 1965 à 1979. En dinars courants, les importations alimentaires ont été multipliées par cinq entre 1966 et 1979 et représentent, en 1982, 16 % des importations totales et 15 % des exportations d'hydrocarbures.

La répartition des cultures reste la même qu'à la période coloniale. On constate la dominance du système céréales/jachères qui occupe 86,1 % de la surface agricole utile⁶. Les rendements sont faibles et stagnants. Depuis l'Indépendance, la production céréalière a oscillé entre 7,7 (1966) et 26,8 millions de quintaux (1975). En 1961, la vigne produisait en moyenne 45 hectolitres de vin à l'hectare, en 1975, 21 hectolitres, en 1976, 11,2 hectolitres, en 1977, 12,9 hectolitres, en 1978, 9,9 hectolitres (J. Schnetzler). La part de la valeur ajoutée agricole dans la P.I.B. était de 24,7 % en 1963, elle n'est plus que de 8,1 % en 1979. Le drame de l'agriculture algérienne s'explique en partie par le passé colonial ; cependant l'indépendance n'a pas fondamentalement changé le paysage agricole. L'agriculture coloniale se caractérisait par la dichotomie entre le domaine colonial qui occupait les sols les plus fertiles des plaines côtières du nord, partagés en grandes exploitations de type spéculatif (vignes, agrumes, oliviers, produits maraîchers), pratiquant des méthodes culturales intensives, tournées vers les marchés métropolitains, et les exploitations indigènes refoulées vers les sols peu fertiles des plaines intérieures, vouées à une agriculture extensive de type céréales/jachères et à l'élevage, dont les faibles rendements étaient aggravés par le minifundisme. Pour survivre, les paysans parcellaires ou sans terre devaient travailler quelques mois par an sur les fermes coloniales ; la reconstitution de la force de travail de cette abondante main-d'œuvre temporaire et bon marché n'était pas prise en charge par le capitalisme colonial durant le reste de l'année.

Le secteur « autogéré » s'édifie sur les 23 000 fermes coloniales qui couvrent une surface de 2 100 000 ha (28 % de la S.A.U.) et sont, au moment de l'Indépendance, occupées de façon spontanée par la paysannerie pauvre, principale victime de la situation coloniale⁷. L'institutionnalisation de « l'autogestion » en mars 1963 crée 1 999 domaines d'une superficie moyenne de 1 231 ha. Aux exploitations coloniales peu nom-

breuses et de grande superficie succèdent donc des domaines « autogérés » dont la taille plus importante encore est peu propice à la gestion par les travailleurs.

La structure agraire de la période coloniale est ainsi reconduite après l'Indépendance sans modifications autres que formelles. Si l'on considère la répartition de l'ensemble des terres du secteur « autogéré » et du secteur privé, en 1973, on constate encore un haut degré de concentration de la propriété foncière⁸ ; au sein du secteur privé, le minifundisme se développe rapidement : 69 % des exploitations en 1951, 71 %, en 1965, 79,2 % en 1973 (Benachenhou, 1981), et la paysannerie pauvre est la source principale de l'exode rural après l'Indépendance. Le paysage rural algérien n'est pas davantage modifié par la révolution agraire de 1971 qui conduit à l'établissement d'un système coopératif. En fait, l'impact quantitatif de la révolution agraire est d'ailleurs réduit, elle n'intéresse que 8,2 % de la population agricole active (100 000 attributaires) et que 13 % de la S.A.U. du pays, soit 1 005 600 ha⁹. « Après l'application de la révolution agraire, il subsiste de grandes propriétés foncières pratiquant toujours les cultures extensives et le *khamessat*. A l'opposé, plus de 400 000 exploitations de moins de 10 ha restent non viables. Elles font difficilement vivre autant de sous-employés auxquels il faut ajouter plusieurs centaines de milliers de paysans sans terre » (J.-P. Durand et M. Tengour, 1982).

Le statut des travailleurs saisonniers, couche la plus exploitée de la paysannerie, n'est pas plus remis en cause par l'Indépendance et par la révolution agraire de 1971. Ils constituent aujourd'hui plus de la moitié des effectifs du secteur « autogéré » (118 000 saisonniers contre 111 000 permanents) et près de 60 % des effectifs du secteur privé (588 000 saisonniers contre 400 000 permanents) et une proportion non négligeable des effectifs du secteur coopératif de la révolution agraire (100 000 attributaires et 10 000 saisonniers). L'orientation des cultures reste celle-là même de la période coloniale. Comme le secteur de la colonisation, le secteur « autogéré » (partie techniquement la plus moderne de l'agriculture algérienne)¹⁰ est le fournisseur quasi exclusif des produits d'exportation (raisin et vin constituent 60 % des produits agricoles exportés, tandis que les céréales destinées au marché interne, sont toujours essentiellement les cultures du secteur privé). La persistance de l'extraversion du secteur « autogéré » à une époque où les besoins agro-alimentaires du pays se sont fortement accrus, est d'autant plus aberrante que l'Algérie ne se trouve pas dans l'obligation de financer l'industrialisation par le surplus agricole. Mais si l'existence de la rente minière ne rend pas nécessaire la disposition de surplus agricoles, elle rend aussi inutile tout effort de restructuration d'une agriculture dont la crise date pourtant des années trente. Le maintien du *statu quo* agraire est au contraire une condition *sine qua non* de l'hégémonie de l'Etat sur la paysannerie. La priorité accordée à l'industrialisation a pour contrepartie de faire de l'agriculture un secteur essentiellement « assisté ». L'agriculture n'a pas cessé d'être dévalorisée par rapport à l'industrie :

allocation intersectorielle des ressources d'investissement défavorable, amputation des terres agricoles, bien non renouvelable, au profit de l'urbanisation¹¹, vieillissement de la population active agricole par suite du départ massif des jeunes vers les activités industrielles et urbaines où les rémunérations et avantages sociaux sont nettement plus intéressants¹², etc. Mais la dévalorisation du travail agricole ne s'est pas accompagnée d'une paupérisation des paysans ; en s'insérant dans les activités non agricoles, en milieu rural ou urbain, essentiellement dans les circuits de la redistribution de la rente, ils s'assurent des revenus permanents. Dès 1966 et surtout avec le premier Plan quinquennal, dans le cadre des Programmes spéciaux régionaux, d'importants investissements publics, en particulier d'infrastructure, sont réalisés dans les zones rurales. Ces investissements provoquent une forte croissance de la demande de travail, notamment de main-d'œuvre non qualifiée. L'extension de la salarisation permet à la paysannerie de maintenir son niveau de vie et même de l'améliorer alors que la productivité du travail agricole stagne ou même régresse sérieusement. La paysannerie parcellaire a pu subsister essentiellement grâce à ces activités extra-agricoles. Au total, depuis l'Indépendance, malgré la diversité des formes de gestion (domaines « autogérés », coopératives, secteur privé), l'agriculture algérienne n'a trouvé de dynamisme productif en aucune de ses composantes. Plus qu'à des facteurs naturels ou techniques (mécanisation faible et inefficace), la crise de l'agriculture algérienne renvoie aux rapports sociaux dominants dans les campagnes.

Dans la restructuration de la société et de l'économie algérienne, l'Etat, systématiquement, grâce à la rente pétrolière, a fait prévaloir le souci de contrôle et d'encadrement de la paysannerie sur celui de l'amélioration de l'efficacité et de la productivité du travail agricole. Les rapports hiérarchiques de commandement et de rémunération qui caractérisaient l'organisation capitaliste de production introduite par les colons, ont, en fait, été maintenus et renforcés après l'Indépendance¹³ ; les conditions dans lesquelles ils se réalisent désormais sont cependant différentes et les rendent partiellement inopérants (N.M. Bourenane, 1982). Ni l'institutionnalisation de l'autogestion, ni les mesures qui l'ont suivie en 1966, 1967 et 1975 n'ont substantiellement modifié ces rapports. Reconduits dans les domaines autogérés, ils ne pouvaient avoir leur pleine efficacité au plan de la production que si (i) le directeur de l'unité¹⁴ appliquait une surveillance stricte tant sur la qualité que sur la quantité du travail fourni par les travailleurs ; (ii) la force de travail était rémunérée en fonction du résultat produit. Or, ces conditions ne sont absolument pas remplies dans le secteur « autogéré ». Tant le directeur que le président du domaine « autogéré » sont très peu motivés par la recherche d'une haute productivité du travail. Ils poursuivent leur promotion socio-professionnelle davantage dans les relations avec leurs supérieurs hiérarchiques au niveau de la *wilaya* et du ministère de tutelle que dans la gestion de l'unité qu'ils dirigent. L'essentiel pour le directeur de l'exploitation est de remplir sa fonction administrative, c'est-à-dire de

maintenir sa fonction d'autorité, source d'augmentation de ses revenus et moyen efficace de promotion (S. Bedrani, 1982). En ce qui concerne les travailleurs, leur rémunération est totalement déconnectée des résultats du travail. Sous prétexte que, dans le secteur « autogéré », les moyens de production appartiennent aux travailleurs, l'Etat prétend n'avoir pas à les rémunérer comme dans le secteur privé. Il avance des fonds qui seront ensuite déduits des bénéfices dégagés par l'unité d'exploitation. Mais le Salaire minimum agricole garanti (SMAG), qui normalement ne devrait pas s'appliquer aux producteurs « gestionnaires », et le nombre de journées de travail servent de base au calcul des avances.

Pour compenser la faiblesse des salaires agricoles ¹⁵, les travailleurs diminuent l'intensité du travail, entraînant par là même l'accroissement du nombre de journées de travail et augmentent l'auto-consommation quand la production s'y prête, et bien qu'elle soit interdite par la loi. Par ailleurs, les unités « autogérées » étant fortement encadrées aussi bien en amont qu'en aval, les travailleurs, mais aussi le président ou le directeur du domaine, sont très peu intéressés par le résultat d'exploitation qui dépend de rapports sur lesquels ils n'ont pas de prise. En amont, l'Etat contrôle les crédits et détient le monopole de l'approvisionnement pour la quasi-totalité des produits industriels importés ou fabriqués sur place. En aval, l'Etat a créé des organismes de commercialisation qui monopolisent la production du secteur agricole d'Etat. Les unités autogérées ou coopératives de la révolution agraire subissent ainsi des prélèvements élevés lors de l'acquisition des inputs nécessaires à la production (engrais, tracteurs, moissonneuses-batteuses, etc.) et lors de la livraison de leurs outputs à des organismes de commercialisation ¹⁶; ces prélèvements du reste ne sont pas seulement le fait d'organismes d'Etat, mais aussi des commerçants mandataires indépendants qui comblent les défaillances du secteur d'Etat et profitent de son inefficacité dans la commercialisation.

Telle est la raison pour laquelle la comptabilité consolidée du secteur autogéré et du système coopératif est globalement déficitaire entre 1966 et 1974 ¹⁷. L'accroissement du nombre des unités bénéficiaires à partir de 1974 n'est pas dû à un relèvement de la productivité du travail (abaissement des coûts), mais plutôt à la politique des prix agricoles que pratique l'Etat pour encourager la production. Le seul élément que maîtrisent les travailleurs dans la formation de leurs revenus est le nombre de journées de travail qu'ils parviennent à faire comptabiliser; ce qui est bien entendu défavorable à l'intensité et donc à la productivité du travail. En quoi il apparaît que les travailleurs du secteur agricole public se considèrent comme salariés de l'Etat et non comme autogestionnaires. De son côté, l'Etat pour limiter les déficits des unités autogérées comprime les charges salariales en engageant des travailleurs saisonniers ¹⁸, licenciables à tout moment et supportant leur propre coût de reproduction lorsqu'ils ne travaillent pas pour l'Etat, et joue sur la concurrence entre saisonniers et permanents pour abaisser le niveau général du salaire agricole.

Avec la révolution agraire de 1971, les rapports de production des domaines autogérés sont étendus à une autre partie de la paysannerie. Par la mise en œuvre (tardive) de la réforme agraire, l'Etat algérien cherche à réaliser plusieurs objectifs dont certains économiques : freiner l'exode rural en étendant la salarisation dans les campagnes afin de limiter l'expansion sauvage des villes¹⁹, résorber la dépendance alimentaire qui pèse lourd sur l'équilibre de la balance commerciale²⁰, ouvrir des débouchés agricoles aux produits industriels, etc. Au-delà et au travers de ces objectifs économiques qui ont sans doute été déterminants, le processus de consolidation du pouvoir étatique s'est poursuivi, comme s'il constituait la trame de fond de l'Algérie indépendante : après le secteur autogéré, les grandes entreprises minières, bancaires et industrielles, c'est au tour de la propriété foncière privée de passer sous le contrôle de l'Etat.

Jusqu'en 1971, l'Etat ne contrôle que la production et la commercialisation du secteur autogéré (30 % de la S.A.U. et 15 % de la population rurale). Il n'a pratiquement aucun moyen d'intervention sur les quelques 500 000 exploitations privées qui couvrent les deux tiers des terres cultivables et élèvent la quasi-totalité du cheptel (Dersa, 1981). En nationalisant les terres communales, domaniales, *areh*, etc., puis les terres des propriétaires fonciers absenteïstes, en limitant la taille de la grande propriété foncière, l'Etat devient (en tenant compte des domaines autogérés) propriétaire de plus de 40 % de la S.A.U. du pays.

Plus d'un million d'hectares sont ainsi soustraits au secteur privé, mais les modalités des différentes phases de la révolution agraire ne permettent pas de dire qu'elle poursuit la justice sociale²¹. Elle doit davantage s'analyser comme la poursuite par l'Etat d'un double objectif : disposer d'une part plus importante du surplus agricole existant potentiellement, même si celui-ci n'est pas susceptible d'acquérir une importance aussi grande que la rente pétrolière dans les restructurations économiques et sociales en cours : réduire, par ce biais, l'autonomie des forces sociales (grands propriétaires fonciers, paysans pauvres) qui pourraient s'opposer à l'action de l'Etat. Les mêmes mécanismes, qui avaient transformé des travailleurs de l'autogestion en salariés de l'Etat, sont à l'œuvre dans les coopératives de la révolution agraire. Dès le début, l'obligation est faite aux attributaires d'adhérer aux coopératives de production (C.A.P.R.A.) et de commercialisation (C.A.P.C.S.) entièrement contrôlées par l'Etat. La dépendance des attributaires par rapport aux revenus et à l'aide de l'Etat est organisée par un certain nombre de mesures sociales : établissement d'un salaire minimum garanti (400 D.A. par mois) sans lien avec l'effort fourni, exonération fiscale de tous les paysans et éleveurs, construction des « villages socialistes » selon une conception urbaine de l'habitat afin de remodeler la consommation de la paysannerie, etc.

Comme dans le secteur autogéré, le système de rémunération des attributaires fait dépendre les revenus individuels totaux des résultats comptables de la coopérative. Mais les C.A.P.C.S. disposant du monopole

de l'approvisionnement, du financement de la commercialisation, ont toute liberté pour effectuer des prélèvements importants sur la valeur des produits échangés ; le secteur de la révolution agraire ne tarde donc pas à être globalement déficitaire avec une tendance à l'accroissement du déficit²². Si bien qu'en plus du salaire minimum garanti, peu de coopérateurs parviennent à percevoir d'autres revenus. Les coopératives de la révolution agraire utilisent les mêmes services que les domaines autogérés, les conséquences devaient être les mêmes ; avec cette différence notable que la situation d'un très grand nombre de coopérateurs demeure inférieure à celle des travailleurs du secteur autogéré, puisque lorsque la coopérative est déficitaire, ils ne bénéficient que de 70 % du S.M.A.G. et ne jouissent pas des avantages sociaux (S. Bedrani, 1982). Constatant que les résultats de leurs efforts sont pompés par l'extérieur, n'ayant aucune emprise réelle sur la gestion interne de la coopérative (domaine réservé au directeur nommé par l'Etat), les coopérateurs se désintéressent de toute amélioration de la productivité et se contentent de percevoir des « avances » qui, à leurs yeux, se transforment très vite en salaires. Ceux-ci sont d'ailleurs inférieurs aux revenus dégagés par les activités non agricoles, si bien que rapidement nombre de coopérateurs abandonnent les communes²³ (O. Bessaoud, 1980).

L'un des objectifs affichés par le gouvernement algérien lors de la constitution du secteur coopératif était la construction d'un secteur agricole moderne, propice à l'intensification de la culture, à l'utilisation des engrais et à la mécanisation ; ainsi l'action de l'Etat déboucherait sur une grande réussite sociale. Les dirigeants algériens espéraient que, témoins du succès de la révolution agraire, les propriétaires fonciers, non concernés par elle, seraient amenés à choisir la voie de la coopération sous l'égide de l'Etat. Dès lors, tout a été fait pour approvisionner en priorité le nouveau fragment du secteur agricole d'Etat. La conséquence a été rapide : une diminution des crédits au secteur privé²⁴, dont les achats de biens de production ont sérieusement baissé au profit du secteur agricole d'Etat. Celui-ci a notamment accaparé l'essentiel du matériel importé. Cependant la mise en œuvre de ces biens de production s'est heurtée à de sérieux obstacles, comme le bas niveau des connaissances techniques des attributaires (pour la plupart analphabètes) que les centres de formation professionnelle agricole n'ont d'ailleurs guère essayé de relever²⁵. La politique de formation a en effet surtout été orientée vers l'éducation des cadres et non vers l'augmentation du savoir technique des producteurs (S. Bedrani, 1982).

L'échec de la politique de coopérativisation et l'aggravation de la crise agricole ont alors conduit l'Etat à réviser son attitude à l'égard du secteur privé. A nouveau, des crédits lui sont consentis à partir de 1977. Le secteur privé agricole est en effet entièrement introverti, mais souffre de plusieurs handicaps : terres pauvres, morcelées, situées dans des régions à fortes pentes, souvent surexploitées, à rendement bas. De plus, les propriétaires fonciers préfèrent très souvent investir leurs bénéfices en dehors du secteur agricole, surtout dans le commerce, là où le petit

capitalisme marchand a acquis une situation de monopole (commerce de fruits et légumes, ou de la viande, par exemple).

La baisse préoccupante de la productivité, dans le secteur agricole d'Etat, a conduit à d'autres mesures encore, tendant à l'enrayer : relèvement de la part de l'agriculture dans les investissements globaux du Plan quinquennal 1980-1984, libéralisation du commerce (vente aux plus offrants) de certains produits agricoles (fruits et légumes), découpage des unités autogérées et des coopératives afin de rendre leur gestion plus efficace, etc. Cependant, ces mesures ne semblent pas avoir radicalement bouleversé les choix stratégiques antérieurs ; la part relative de l'agriculture dans les investissements globaux demeure relativement modeste, même si, en termes absolus, elle a augmenté ; au surplus, on enregistre un faible taux de réalisation des investissements dans l'agriculture ²⁶. Dans le domaine de la commercialisation, il semble que les grossistes privés, pratiquant des ententes, se sont partagés le marché (Bedrani, 1981), de sorte que, si les prix ont augmenté sur le marché de la consommation, les principaux bénéficiaires n'ont pas été les paysans mais les intermédiaires. De plus, la libéralisation commerciale n'a pas touché les cultures stratégiques (céréales, oléagineux) et les cultures industrielles qui demeurent du domaine des offices d'Etat. Elle a donc eu pour résultat d'orienter les cultures vers la production dont le prix a augmenté sur le marché (fruits et légumes), au détriment des cultures stratégiques. Les paysans préfèrent même acheter les céréales qu'ils consomment ; importées par l'Etat, elles sont vendues à des prix subventionnés ²⁷. Quant au découpage des unités agricoles, les collectifs de travailleurs n'y ont pas été davantage associés qu'à la promulgation du décret de la révolution agraire. Il était donc difficile d'attendre de la reconstruction des résultats tels qu'une meilleure gestion des unités aboutissant à un abaissement des coûts de production. Les résultats financiers globaux du secteur agricole d'Etat demeurent donc négatifs et continuent à se détériorer. Les mesures prises sont « techniques », elles ne touchent pas aux questions de fond, c'est-à-dire politiques, relatives à la domination de la paysannerie par l'Etat ; elles ne peuvent donc arrêter la chute de la production qui conduit à un déséquilibre aggravé entre l'offre et la demande des produits agricoles.

2. L'industrie dévore la rente

L'industrialisation est le fait le plus marquant de l'Algérie indépendante. L'affirmation du nouveau pouvoir s'est, dès le départ, liée à une industrialisation intensive, justifiée par un modèle de développement nouveau et occasionnant une vaste restructuration économique-sociale organisée par l'Etat. Financée quasi exclusivement par la rente, l'industrialisation s'est rapidement concentrée dans le secteur public dont la part dans la valeur ajoutée industrielle totale passe de 43 % en 1967 à 73 % en 1980 ; elle a eu pour résultat majeur la salarisation d'une

fraction importante de la population active algérienne, qui devient intégralement dépendante des revenus distribués par l'Etat. Son succès dépend évidemment de sa capacité à générer un surplus économique suffisant permettant à la fois l'amélioration du niveau de vie des effectifs engagés et le renouvellement de l'appareil productif sur une base autonome, c'est-à-dire indépendante de la rente.

L'observation empirique révèle pourtant que l'expérience d'industrialisation algérienne a été une entreprise extrêmement coûteuse, dont les performances productives ont été très insuffisantes. Si le volume de la valeur ajoutée industrielle a triplé de 1967 à 1978, rapportée au volume du capital fixe engagé, elle est faible. Selon C. Palloix (1980), l'efficacité du capital industriel (l'équation produit industriel/stock du capital fixe) a régressé de 41 %, en 1966 à 21 % en 1977. De son côté, H. Temmar estime que malgré les dépenses énormes engagées, la production industrielle nette a connu une croissance moyenne nulle de 1967 à 1978²⁸. On est ainsi conduit à une évaluation très critique des effets de l'industrialisation algérienne. Deux interprétations différentes, apparemment opposées, ont cependant été avancées. La première se fonde sur une évaluation en termes de rentabilité financière ; cette rentabilité est effectivement largement négative. La seconde, qui est davantage celle des opérateurs économiques algériens, justifie le large déficit financier du secteur industriel non pétrolier en mettant l'accent sur la cohérence de la politique industrielle avec la stratégie de développement choisie ; l'industrialisation algérienne ne devrait pas être jugée en fonction de critères purement financiers qui sont conjoncturels, mais en fonction de l'objectif poursuivi : la création d'une économie « autocentrée » ne pouvant de toute façon se réaliser qu'à long terme.

Dans le modèle algérien de développement, l'industrialisation est en effet conçue comme le moyen le plus efficace et le plus rapide pour doter l'économie nationale d'une capacité de s'auto-reproduire. D'où l'importance prioritaire accordée à l'industrie des biens d'équipement (sidérurgie, métallurgie, mécanique, pétrochimie, etc.) qui en se développant devrait engendrer des conditions générales favorables à l'accumulation dans l'ensemble de l'économie. Cependant, en 1978, à l'issue du second plan quadriennal, environ 90 % des équipements industriels, mécaniques et électriques des nouvelles créations industrielles sont encore importés. Pour la même année, plus des deux tiers des heures d'étude d'ingénierie sont encore sous-traitées à des sociétés étrangères, occasionnant une sortie annuelle de devises de 1,4 milliard de D.A. environ (S.P. Thiéry, 1980). Ainsi l'industrie des biens d'équipement, après avoir absorbé des sommes colossales, ne parvient pas à se constituer en tant qu'ensemble structuré et structurant, capable de reproduire le capital et, par conséquent, de contribuer à la formation brute de capital fixe. Les biens d'équipement sont encore largement importés : 9,7 milliards de D.A. en 1976, soit près de la moitié des importations ; le renouvellement des unités industrielles est encore principalement assuré par le marché mondial. L'équation importation/

offre totale, qui mesure le degré de dépendance d'une branche par rapport à l'importation, est, à la même date, de 76,3 % pour l'ensemble des biens d'équipement (Benissad, 1982). Si une telle dépendance est considérée comme normale pour les pays qui ont tenté une industrialisation accélérée, il faut reconnaître que plusieurs d'entre eux comme le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud, ont réussi à couvrir une part appréciable de leurs besoins en biens d'équipement lourds grâce à leurs propres productions. En Algérie, l'existence de la rente pétrolière a poussé les responsables à se décharger entièrement de ce soin sur les firmes transnationales au travers de contrats « clés en mains » et « produits en mains », ce qui a eu pour résultat général le retard du développement des capacités nationales de recherche, invention, conception et réalisation ; elles n'ont bénéficié que d'un très relatif intérêt (P. Judet, 1979), alors que la maîtrise de la fabrication des biens d'équipement en dépend directement. La tendance à « consommer » la technologie étrangère l'a largement emporté sur le souci de maîtriser, assimiler, créer, inventer des technologies nouvelles. Alors qu'une quantité notable des biens d'équipement industriel peuvent théoriquement être fabriqués sur place, par suite de l'absence de maîtrise des producteurs algériens sur les complexes industriels, ces biens continuent d'être essentiellement importés.

La technologie incorporée dans la plupart des grandes unités industrielles implique une nette séparation entre fonction de production et fonction de conception : l'importance grandissante de la fonction de conception étant une réponse à la contradiction entre le capital et les travailleurs dans les pays capitalistes développés. Seule la fonction de production fait vraiment l'objet d'un transfert, alors que la principale, la fonction de conception, dont dépend la reproduction élargie et même la reproduction tout court de l'industrie, et, par conséquent, de l'économie algérienne, reste un domaine réservé aux firmes transnationales. La dépendance technologique de l'Algérie se trouve ainsi sérieusement renforcée. La tendance à l'aggravation de cette dépendance apparaît à l'examen des formes d'acquisition de la technologie importée au cours des trois plans de développement. On constate une réduction du nombre des contrats d'étude d'ingénierie et de livraison d'équipement et un accroissement du nombre des contrats « clés en mains » et « produits en mains », c'est-à-dire une « globalisation des achats de technologie » (Yachir, 1980).

Les firmes transnationales rechignent bien entendu à un transfert réel de savoir-faire technique et scientifique, qui ne ferait que contribuer au développement de leur propre concurrence. Elles préfèrent conserver les secrets technologiques, qui constituent une source de profits monopolistiques. Mais leur répugnance trouve, dans les rapports sociaux dominants à l'intérieur de l'Algérie, un terrain objectif de réalisation : « La dynamique des rapports sociaux internes s'articule avec la pratique des firmes impérialistes pour entraver de fait le fameux 'transfert de technologie' qui se réduit ainsi largement à un transfert d'équipement mais non de savoirs technologiques » (D. Glasman et J. Kremer). Dans une

société où le pouvoir de la classe dominante s'exerce principalement au travers de contrôles étatiques, il est normal que les cadres soient prioritairement orientés vers l'exercice de fonctions de gestion, au détriment des fonctions techniques. Les fonctions de gestion accaparent largement le temps de travail des cadres, quelle que soit leur formation. Les fonctions gestionnaires sont systématiquement privilégiées aux dépens des fonctions techniques. Les revenus et les avantages dont bénéficient les cadres techniques ne parviennent pas à équilibrer la préférence pour les fonctions gestionnaires qui sont source de pouvoir et de prestige : « Dans une société où les choix politiques et économiques conduisent au développement du contrôle, les fonctions où ce contrôle s'exerce le plus directement sont politiquement et socialement les plus gratifiantes » (D. Glasman et J. Kremer).

Une nette division du travail s'est ainsi établie entre les cadres algériens assignés à des fonctions bureaucratiques de contrôle et les cadres étrangers des sociétés d'étude et d'ingénierie qui assument les tâches techniques. L'intervention de cadres étrangers justifiant et servant de fondement au pouvoir des gestionnaires, ceux-ci sont conduits à perpétuer cette division du travail : leurs privilèges pourraient être remis en cause si la technologie était véritablement assimilée par des sujets nationaux. L'inexpérience technologique des nationaux est en conséquence maintenue, reproduite, amplifiée par le système social. Tendance contradictoire avec le projet de développement « autonome » : la construction d'industries modernes et sophistiquées passait par la maîtrise de la technologie importée. Le recours systématique à la technologie étrangère a également eu pour conséquence le désintérêt ou même l'abandon du développement de techniques locales maîtrisables par les travailleurs (surtout en agriculture). En outre, la technologie importée, surtout celle d'origine occidentale, étant sujette à une obsolescence accélérée, le renouvellement ou la modernisation de l'appareil industriel accentue l'intervention des firmes étrangères, fait de la dépendance technologique un processus auto-entretenu. La maîtrise de l'industrie algérienne se trouve ainsi de plus en plus commandée et contrôlée de l'extérieur par les firmes transnationales en fonction des contraintes de l'accumulation capitaliste mondiale. Paradoxalement, ces contraintes se reflètent dans la structure des prix des produits industriels algériens alors que la construction d'une économie socialiste et auto-centrée, aurait dû adopter une structure de prix, reflétant les exigences de l'accumulation interne du capital.

L'examen de la rentabilité financière des industries algériennes permet donc d'identifier les obstacles auxquels est confronté le développement des rapports de production véhiculés par le mode d'industrialisation. En effet l'industrialisation, comme le souligne C. Palloix (1980), ne se résume pas dans la formation brute de capital fixe, elle suppose également l'introduction de nouveaux rapports de production : des rapports capitalistes de production. Chaque année, la plupart des sociétés nationales (à l'exception des hydrocarbures, des industries alimentaires et

chimiques) dégagent un cash-flow négatif ; ce qui signifie que, tout en adoptant le système des prix mondiaux, les entreprises algériennes ne fonctionnent pas selon les normes admises dans les pays occidentaux. Les ventes ne permettent pas de couvrir même partiellement les amortissements et les provisions. Elles consomment en quelque sorte chaque année une partie de leur capital (Benachenhou, 1975). Les cash-flow négatifs s'expliquent par les gaspillages de différentes formes (affectant l'investissement et l'exploitation des entreprises industrielles) et par une productivité de travail réduite.

Le laxisme financier permis par la rente a engendré des surcoûts d'investissement liés :

(i) Aux retards de réalisation des projets d'investissement. Dans la métallurgie, le coût initial des projet est réévalué de 62 % entre 1969 et 1973 et le retard de réalisation moyenne de l'ordre de un an et demi à trois ans (Benissad, 1982). Selon une étude citée par H. Temmar la période de glissement (ou retard de réalisation par rapport au programme d'exécution) varie d'une année et demie à quatre ans au cours du premier plan quadriennal, de un an et demi à cinq ans au cours du second plan quadriennal. De 1970 à 1973, 71 % seulement des projets furent terminés, mais ils coûtèrent, à eux seuls, 156 % de l'ensemble des dépenses planifiées pour le secteur industriel. De 1973 à 1977, le nombre de projets réalisés ne représente selon une estimation que 40 % des projets programmés.

(ii) Aux prix discriminatoires des constructeurs des pays industrialisés. L'accroissement d'échelle de la technologie importée, *i.e.* la « globalisation » des achats de technologie, et la décentralisation accentuée des décisions d'importation (les sociétés nationales ont une large autonomie pour le choix et l'achat de la technologie étrangère) confrontée à la forte concentration de l'offre externe de technologie (11 firmes transnationales ont, à elles seules, contrôlé le tiers des réalisations évaluées en capacités industrielles, de 1967 à 1977) explique les surfacturations subies par l'Algérie dans ses transactions avec les firmes étrangères. D'autres surcoûts sont encore dus au mouvement inflationniste des prix mondiaux.

(iii) Aux difficultés de gérer de manière optimale les unités existantes. La grande taille des projets industriels a multiplié les difficultés de maîtrise de leur gestion. La structure bureaucratique et centralisée des grandes sociétés nationales a concentré au sein d'une même société les différentes opérations de production, d'importation, de commercialisation et de réalisation d'une grande partie des infrastructures locales. Grâce à la confusion de diverses fonctions, le manque à gagner dans les opérations de production a été dissimulé par les bénéfices de la commercialisation : « l'attrait de la rente de monopole, associé aux difficultés de mise en œuvre des équipements lourds ont fait que le monopole a eu tendance à négliger sa fonction de production qui est sa fonction principale, au profit de sa fonction secondaire beaucoup plus lucrative : la commercialisation » (P. Antoine et D. Labbé, 1976). De même, le surstockage pratiqué par les sociétés nationales par crainte de l'arrêt des

approvisionnements en provenance de l'étranger a été à l'origine des surcoûts très élevés.

(iv) Au coût de l'assistance étrangère. De 1967 à 1978 le service d'assistance technique constitue 9,5 % de la formation brute de capital fixe. En 1976, 71 % des cadres et des techniciens supérieurs sont d'origine étrangère.

L'existence de ces surcoûts d'investissement explique que le coût des usines construites en Algérie entre 1970 et 1980 a été, à capacité équivalente, le double du coût d'usines similaires dans les pays industrialisés²⁹ (S.P. Thiéry, 1982). Aux surcoûts d'investissement s'ajoutent les surcoûts d'exploitation liés à la lenteur de la montée en production des installations nouvelles, au faible taux d'utilisation des capacités installées. Les capacités de production effectives dépassent rarement 70 %, et s'établissent souvent à 30 %³⁰. Les causes sont diverses : faible qualification des travailleurs, leur préparation insuffisante à la vie industrielle, approvisionnement déficient en produits intermédiaires par les complexes étatiques que monopolisent les importations, incapacité à faire face sur place à des pannes mécaniques mineures, etc.

A ces surcoûts structurels, on peut enfin ajouter des surcoûts institutionnels constitués par une lourde fiscalité et un taux d'intérêt élevé (l'autofinancement est interdit).

La faible productivité du travail est la seconde cause majeure de la rentabilité financière négative des entreprises industrielles du secteur public. Si l'on prend l'évolution de la valeur ajoutée par employé comme indicateur de la productivité du travail, on constate qu'hydrocarbures compris, la valeur ajoutée industrielle, exprimée en termes constants (D.A. 1974), passe de 62 000 en 1962 à 82 000 en 1977 et, en excluant les hydrocarbures, de 42 000 à 27 000 D.A. sur la même période (H. Temmar). En d'autres termes, la rente pétrolière a plus que compensé la régression sensible de la productivité du travail dans l'ensemble des branches industrielles hors hydrocarbures. La mesure de la productivité du travail est certes rendue difficile, car la valeur ajoutée par travailleur est liée au niveau de valorisation du produit et au taux d'utilisation des capacités de production ; on peut cependant estimer qu'elle subit les effets négatifs de plusieurs facteurs, tels que la disparité des salaires parmi les branches. On constate en effet une forte inégalité des salaires qui n'est pas liée à la productivité du travail, mais à la rentabilité financière de la branche. A qualification et classification comparables, de grosses différences apparaissent ; ainsi, en 1974, le salaire moyen versé par la SONATRACH est exactement le double de celui de la SONITEX. « Dès lors, la capacité d'obtenir un haut salaire dépend moins de la qualification que l'on possède, de la formation que l'on a reçue ou de la productivité que l'on déploie, que de la possibilité d'obtenir un emploi dans les branches payantes » (Benachenhou, 1975). La rémunération dépend moins de l'effort productif que de la place occupée dans la hiérarchie ; ce qui dissuade de tout effort tendant à améliorer la productivité du travail. Lorsque les qualifications ne sont

pas comparables, les écarts de rémunération ne reflètent pas les différences de productivité : la complexité des procédés techniques est telle que finalement un nombre limité d'employés les dominent réellement ; dès lors ils sont en mesure de prélever des quasi-rentes individuelles. Officiellement, il est admis que l'éventail des rémunérations s'étale approximativement de 1 à 20.

L'évaluation de la productivité du travail est par ailleurs liée à la reproduction de la force de travail, à l'état de nutrition, de santé, de formation de la population active. La situation est de ce point de vue loin d'être favorable. Les ouvriers, les employés et le personnel de service consacrent ainsi plus de la moitié de leurs revenus à des dépenses alimentaires ; la stagnation ou la dégradation du pouvoir d'achat ne peut donc avoir que des conséquences négatives sur la productivité du travail. La pénurie résultant des mauvais approvisionnements en biens de consommation (produits alimentaires) et le manque de logements sont peu propices à l'accroissement de la productivité.

Les travailleurs, d'une façon générale, n'ont aucune prise sur les conditions de leur vie matérielle ; la classe ouvrière ne constitue pas un bloc cohérent, capable de peser sur les décisions de l'Etat et du patronat du secteur privé. La cohésion de la classe ouvrière est perturbée par de multiples clivages, par exemple entre anciens ouvriers (111 000 en 1963) respectueux des institutions issues de l'Indépendance, promus parfois à des fonctions d'encadrement, et jeunes ouvriers, largement sans qualification et sans les motivations idéologiques de leurs aînés, entre travailleurs du secteur privé, plus exploités que ceux du secteur public où l'existence de la rente a permis d'éviter le même degré d'exploitation de la force de travail, entre travailleurs disposant d'un emploi et les très nombreux chômeurs (S. Chikhi, 1982). Le syndicat des ouvriers, l'U.G.T.A., est par ailleurs entièrement contrôlé par l'Etat ; il constitue davantage une courroie de transmission de l'appareil d'Etat qu'un moyen d'expression des revendications des travailleurs : « Le syndicat n'est pas une conquête de la classe ouvrière, mais le produit de l'Etat — parti pour les ouvriers » (S. Chikhi, 1982). Dès lors, désintérêt et irresponsabilité caractérisent le comportement des travailleurs dont les diverses formes de résistance (grève, freinage de la production, absentéisme) nuisent à la productivité du travail. Ainsi, malgré leur interdiction dans le secteur public, les grèves ouvrières ont pris une ampleur considérable autant dans le secteur public que dans le secteur privé. Le nombre total des grèves est passé de 72 en 1969 à 870 en 1980 et celui des grévistes de 10 865 en 1969 à 70 000 en 1977. Les grèves du secteur d'Etat, qui ne formaient en 1969 que 2,7 % de l'ensemble des grèves, passe à 15,7 % en 1972, à 36 % en 1977 et atteignent plus de 45,7 % en 1980 (S. Chikhi, 1982). De même, l'absentéisme, dénoncé avec insistance par la presse gouvernementale et par le syndicat des travailleurs, constitue de plus en plus un sujet d'inquiétude. On reconnaît officiellement qu'il atteint 25 à 30 % dans le secteur public et 3 à 5 % dans le secteur privé. La gestion socialiste des entreprises, introduite

en 1971 dans le secteur industriel d'Etat, cherche à contrecarrer cette tendance en accordant un droit de regard aux représentants de l'assemblée des travailleurs sur le fonctionnement de l'entreprise. Mais en même temps, les textes affirment la toute puissance du directeur général nommé par le ministère de tutelle, qui continue à cumuler tous les pouvoirs, et en particulier celui de dissoudre l'assemblée des travailleurs en cas de « carence ou insuffisance ». Dans les faits, la participation des travailleurs est « réduite, en gros, aux prérogatives d'un comité d'hygiène et de sécurité augmentée de quelques-unes de celles d'un comité d'entreprise » (M. Drach, 1982).

La gestion socialiste des entreprises se présentait, d'autre part, comme un instrument de la « bataille de la production et de la gestion » ; le système de participation des travailleurs au résultat global comptable de leur unité avait essentiellement pour objet de les sensibiliser à la progression de la productivité du travail. Cela n'a pas empêché la plupart des entreprises soumises au nouveau mode de gestion d'être globalement déficitaires et de voir leur déficit s'alourdir ; selon le ministère de la Planification, il passe de 408 millions de D.A. en 1973 à 1,88 milliard en 1978.

Ces résultats financiers négatifs rendent nécessaires en 1980 des restructurations visant essentiellement à démembrer les sociétés nationales en entreprises plus nombreuses et de taille inférieure³¹, soumises à des critères de rentabilité qui tendent à être ouvertement privilégiés aux dépens de la logique du « développement autonome ».

Les surcoûts et la baisse de la productivité du travail ont dans l'ensemble induit une progression du déficit des entreprises industrielles publiques, financé par le budget de l'Etat, c'est-à-dire par la rente pétrolière. Ainsi l'industrialisation algérienne qui devait naître de l'utilisation de la rente est devenue grande consommatrice de cette rente même. Les rapports sociaux diffusés à partir de l'existence de la rente ont conduit à des formes de gestion caractérisées par le gaspillage au mépris du travail productif, à la fuite devant la responsabilité, à la démobilisation des travailleurs et à la recherche de postes « privilégiés » dans la hiérarchie instituée par le contrôle bureaucratique de l'Etat.

3. Les effets attendus d'entraînement et d'intégration ne se sont pas produits

Le modèle des « industries industrialisantes » prévoyait que la mise en place de grandes unités industrielles exercerait des effets de modernisation et de transformation rapides sur les fonctions de production des unités situées en aval, conduirait à l'intensification des échanges interindustriels, et créerait finalement un tissu industriel « intégré ». L'industrialisation était censée dynamiser les autres secteurs économiques. Les responsables et théoriciens du modèle algérien de développement estimaient que la mise en œuvre de ce modèle maintiendrait

et même accentuerait les déséquilibres socio-économiques à court et moyen terme, et que les effets d'entraînement et d'intégration ne se feraient sentir qu'à partir des années quatre-vingt. Il était en particulier prévu que le problème de l'emploi commencerait à être résolu en 1980, parce que la maturation et la diversification de l'industrie des biens d'équipement devaient servir de base à un rapide développement des industries légères, les plus créatrices d'emplois. L'évolution concrète de l'industrialisation algérienne a été bien différente.

On constate tout d'abord la tendance du secteur industriel à se refermer sur lui-même. La concentration des investissements dans les activités industrielles directement liées au pétrole (raffinage, liquéfaction des hydrocarbures gazeux, pétrochimie, etc.) ou dans les branches qui contribuent au développement de ces activités (sidérurgie par exemple) a mis en échec les proportions de base prévues entre branches et secteurs. Fondement du pouvoir de la classe dominante, le secteur des hydrocarbures a constitué une véritable enclave industrielle absorbant une proportion importante des fonds d'investissement.

Le gonflement des investissements dans le secteur industriel les a entièrement déconnectés du secteur agricole qui n'a bénéficié d'aucune priorité alors qu'il devait constituer le principal débouché du secteur industriel. En outre, la qualité des produits industriels n'était pas toujours adaptée aux exigences de l'agriculture. On est ainsi conduit à s'interroger sur la nature même de la politique industrielle vis-à-vis de l'agriculture : « cette politique se caractérise par une production centralisée d'une gamme restreinte de biens, elle peut difficilement s'adapter aux nécessités d'un outillage différencié selon les types de cultures, les procédés existants, la situation locale de l'emploi » (P. Robineau, 1978). Aussi les inputs industriels de l'agriculture sont-ils encore largement importés.

La gestion bureaucratique centralisée des sociétés nationales a, par ailleurs, contrecarré le développement des liaisons interbranches qui, aujourd'hui encore, sont très limitées. Chaque grand complexe en intégrant des activités qui normalement auraient dû être sous-traitées (dépannage, entretien, réparation, recherche, etc.) s'est isolé. La mise en place de grands complexes industriels fortement intégrés, a dispensé de la création d'un réseau de petites et moyennes entreprises industrielles (Bouzidi, 1979), cependant très favorables à la création d'emploi et à la propagation de la croissance économique. L'impact de plusieurs programmes de création de petites et moyennes industries, lancés depuis la fin du premier Plan quadriennal a été limité, tout à fait insuffisant comme contrepoids à la concentration des opérations industrielles dans les grandes sociétés nationales (Judet, 1979). D'ailleurs, les petites industries rurales aux technologies moins complexes prévues par le second Plan quadriennal n'ont pas toutes vu le jour (Ch. Bernard, 1981).

Les sociétés nationales, sous la pression d'une forte demande d'emploi, ont dû créer des postes de travail au-delà de ce qui était économiquement et techniquement nécessaire, d'où, conséquence inévitable, le déclin de la productivité du travail. Le quadruplement des effectifs

de l'industrie de 1967 à 1978 n'a cependant pas suffi : une proportion importante de la population active a dû être absorbée par l'administration et les B.T.P. (46,3 % de la population occupée en 1977).

Dans le modèle algérien de développement, les projets ambitieux d'industrialisation étaient justifiés par cette idée que les unités industrielles des biens d'équipement de grande taille, fonctionnant avec des techniques modernes et performantes (de nature capital-intensive et donc peu favorables à la création d'emploi) engendraient des économies d'échelle se traduisant notamment par des rendements croissants, c'est-à-dire par la baisse des coûts unitaires des outputs. Ceux-ci, fournis aux unités productives situées en aval, constituaient pour elles une économie externe. L'amélioration du rendement financier des industries de biens de consommation devait accélérer le rythme des échanges interindustriels et ainsi engendrer l'absorption progressive du chômage. Les surcoûts et particulièrement la tendance à s'en remettre entièrement aux firmes transnationales ont contrecarré la propagation des effets « industrialisants » des grands complexes. Le coût de plus en plus élevé de la dépendance technologique se répercute tout d'abord sur les coûts de revient des produits. « S'il est admis que la progression des échelles de production se traduit par des rendements croissants, tout au moins en deçà d'un seuil déterminé, l'accroissement parallèle de l'échelle d'importation de la technologie ne produit pas les mêmes effets. A une dimension supérieure de l'opération d'importation de technologie seront liés au contraire des coûts croissants » (Yachir, 1980). En second lieu, la grande majorité des unités qui se mettent en place adoptent les « normes » des pays d'où proviennent les équipements, « ceci risque d'entraîner une grande hétérogénéité des normes de production qui se traduira par des difficultés d'établissement des relations inter-industrielles entre les différentes unités nationales » (A. Bouzidi, 1979). D'ailleurs, les firmes transnationales ont plutôt recours aux biens et services disponibles dans leur pays d'origine qu'à ceux qui pourraient être disponibles localement.

Les difficultés rencontrées dans la réalisation de l'intégration économique accentuent la dépendance multiforme de l'Algérie vis-à-vis du marché mondial. Sous la pression de ce processus et des difficultés qu'il engendre, les dirigeants algériens ont cherché, depuis quelques années à généraliser à l'ensemble des industries la logique adoptée dans la construction des industries de base : « Le choix pour les technologies de pointe s'est étendu dans les unités de production où elles étaient le moins attendues (textiles, industrie lainière, papeteries, industrie alimentaire). Il s'ensuit que certaines parmi elles marquent une régression relative des postes occupés (les textiles par exemple, représentaient 13,91 % de l'emploi industriel en 1973 et seulement 9,74 % en 1977 » (Ch. Bernard, 1981).

Dans l'étude de l'intégration économique, une attention particulière doit être accordée au secteur privé qui, en dépit du poids considérable du secteur public, continue à jouer un rôle important dans l'économie

nationale. Sa place relative a considérablement décrû, mais le volume de son activité en termes d'emploi, de valeur ajoutée et de chiffre d'affaires, en termes absolus, a fortement augmenté. Le secteur privé ne jouit cependant pas d'une base autonome d'accumulation du capital, il se situe à la remorque du secteur public et se développe en son aval. Dans son articulation à l'Etat, le capital privé se caractérise essentiellement par la « quête de la rente ». Ce qui peut être mis à jour de plusieurs façons. C'est la grande masse salariale distribuée par l'Etat au travers de ses dépenses d'équipement ou administratives qui procure tout d'abord au secteur privé son principal débouché. Compte tenu de l'impact inflationniste de ces dépenses, le secteur privé, à l'abri de prix monopolistiques ou oligopolistiques, tire des profits élevés de ses activités dans le commerce de gros et de détail, dans les services, etc. Le plus fort accroissement des prix touche les branches d'activités dominées par le secteur privé (textiles) et les productions auxquelles il participe d'une manière importante (papier et liège, industrie de l'ameublement, bois, etc.) (D. Liabes, 1982). En second lieu, les biens d'équipement industriels du secteur public sont souvent livrés au secteur privé à des prix subventionnés qui ne reflètent pas les coûts de production ou d'importation. Une partie de la rente pétrolière est par conséquent indirectement transférée au capital privé. Finalement le type d'industrialisation choisi, exigeant une main-d'œuvre très qualifiée, laisse sur le marché du travail une main-d'œuvre non qualifiée considérable (analphabète dans sa grande majorité) donnant au secteur public la possibilité de rémunérations faibles et du travail au noir³². Pour la main-d'œuvre qualifiée, le capital privé l'attire par une surenchère sur le niveau des rémunérations, il la prend au secteur public alors qu'il n'a pas contribué à sa formation. Ces caractéristiques du fonctionnement du secteur privé expliquent pourquoi il s'adonne principalement aux activités où la rotation du capital est rapide et la plus rentable à court terme (textiles, aviculture, confiserie, commerce, etc.) et participe peu aux industries de base et d'intégration. Selon D. Liabes (1982), en 1978, 70 % de l'excédent net réalisé dans le commerce (8 milliards de D.A.) et 83 % de celui des industries manufacturières appartiennent au secteur privé. De même, l'excédent net dégagé en 1978 dans les B.T.P. du secteur privé est de 580 millions de D.A., alors que pour la même année les B.T.P. du secteur public dégagent un excédent négatif de 88 millions de D.A. La faiblesse de l'intervention de l'Etat est ici d'autant plus surprenante que les B.T.P., en raison de leur situation intermédiaire entre industries d'amont et d'aval, recèlent des effets extrêmement importants d'intégration potentiels. En outre, la disponibilité de logements collectifs en quantité suffisante et à des prix modérés intervenant de façon directe dans la reproduction de la force de travail, a un impact positif sur la productivité du travail et constitue un bon indicateur de la volonté de l'Etat de lutter contre l'enrichissement abusif de certaines couches sociales. On aurait donc pu attendre que les B.T.P. soient préservés de l'emprise des intérêts privés, or, depuis 1978, avec le déve-

loppement de la crise du logement, l'Etat a délibérément encouragé les pratiques spéculatives du capital privé, afin de dégager sa propre responsabilité dans l'aggravation de la situation de l'habitat et faire endosser au secteur privé la gestion d'un secteur dont les implications sociales et économiques sont si importantes. Ainsi dans le « plan national d'accèsion à la propriété », l'Etat a multiplié les mesures en faveur du logement privé, comme « la privatisation des biens de l'Etat » (vente aux particuliers du patrimoine immobilier hérité de la période coloniale et nationalisé après l'Indépendance) et la vente des terrains communaux en vue de l'auto-construction. Avec cette dernière mesure : « tout le bénéfice attendu de la politique pertinente de la conservation des réserves foncières communales en vue de préserver l'espace urbain des dangers de la spéculation immobilière et d'utiliser les sols disponibles en fonction des besoins prioritaires de l'habitat collectif social intégré se trouve ainsi compromis » (B. Benamrane, 1981). En faisant du logement privé une source de spéculation, l'Etat a cherché à éponger une partie des liquidités monétaires distribuées que l'offre insuffisante de biens et services transforme constamment en tensions inflationnistes menaçant la stabilité sociale et politique du régime. Cependant, comme le prix de l'habitat entre de façon directe dans l'évolution du coût de la vie, la spéculation qui frappe les biens fonciers et immobiliers se répercute à son tour sur le taux général de l'inflation. Pour atténuer les effets nocifs de ce cercle vicieux où l'inflation et la spéculation s'entraînent mutuellement, l'Etat, après avoir eu recours à l'importation d'« usines clés en mains » procède depuis quelque temps à l'importation « clés en mains » de maisons préfabriquées ! Pour la seule année 1982, sept milliards de D.A. ont été affectés à l'importation de quelque 20 000 logements (D. Benamrane, 1982).

Au total, en raison de son articulation spécifique sur l'Etat, c'est-à-dire sur la rente, le capital privé ne participe guère à l'effort d'intégration économique. Il profite plus des lacunes du secteur privé qu'il ne les comble.

Les conséquences d'une faible intégration économique se font notamment sentir par la permanence du chômage. L'ampleur de ce fléau est constamment camouflée par les statistiques officielles ; elles prennent prétexte du statut particulier de la femme dans la société algérienne pour exclure la population active théorique féminine de la définition de la population active théorique totale. Selon le recensement officiel de 1977, celle-ci était de l'ordre d'environ 3,4 millions de personnes dont 20 % étaient au chômage ; le taux s'élèverait à 50 % en tenant compte des 3 328 000 femmes algériennes âgées de 18 à 59 ans (C. Palloix, 1980), sans parler du million d'émigrés algériens (dont la moitié actifs) condamnés à rester à l'étranger.

L'examen de l'économie algérienne conduit à répondre par la négative à la question posée au départ : le modèle algérien de développement a-t-il permis d'éviter les dépendances technologique et financière qui constituent les deux écueils fréquents des modèles classiques d'industrialisation dans le Tiers-Monde ?

L'échec de la construction d'une économie « auto-centrée » est manifeste. Par comparaison avec la situation coloniale, il n'y a pas eu de changement significatif : l'économie algérienne reste fortement extravertie : le pétrole a remplacé le vin. Cet examen permet également de conclure que la dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis de la rente pétrolière, loin de diminuer selon les prévisions, s'est sérieusement accrue. La faible performance de l'appareil productif mis en place est, de période en période, compensée par un recours élargi à la rente. Au départ, elle ne devait constituer qu'un moyen de financement de l'industrialisation, mais elle a étendu son emprise au point de constituer aujourd'hui le principal régulateur des équilibres socio-économiques de l'Algérie. Le surplus économique d'origine interne est faible et stagnant : la rente pétrolière doit donc non seulement satisfaire les besoins courants d'une population qui a pratiquement doublé en vingt ans, mais, également, assurer l'expansion et le renouvellement de l'appareil productif. Ainsi la part du financement externe (rente et endettement) dans le financement des investissements planifiés passe de 32,7 % lors du premier Plan quadriennal à 62 % pour le second Plan quadriennal (C. Palloix). L'économie algérienne s'est polarisée autour de la « fonction financière » des hydrocarbures qui contribuent de façon croissante à la P.I.B., aux recettes budgétaires de l'Etat et aux revenus des exportations. Corrélativement, on constate une concentration des capacités humaines et financières dans le secteur pétrolier. Ce dernier absorbe, en 1978, 16 milliards de D.A. sur les 31 milliards de D.A. d'investissements industriels. De même la part du secteur pétrolier dans les investissements industriels du Plan quinquennal en cours (1980-1984) est de 40,7 %, pour 39 % sur la période 1973-1976. En 1977, la branche des hydrocarbures regroupe 5 934 cadres sur un total de 16 248 pour l'industrie, soit 36,5 % et 8 533 techniciens et agents de maîtrise sur 27 708 soit 30,8 % (Benachenhou, 1980). On constate également que le développement du secteur des biens d'équipement est de plus en plus au service de la vocation exportatrice du secteur des hydrocarbures. Selon S.P. Thiéry en 1980, les usines de fabrication des tubes soudés (tuberries spirales d'El Hadjar et de Ghardaia) et sans soudure (tubes *casing* et *tubing* d'El Hadjar) travaillent à 100 % pour la satisfaction des besoins du programme Valhyd (valorisation des hydrocarbures). Ce programme, élaboré par la firme américaine Bechtel prévoyait pour la période 1976-2000 un investissement de 33 milliards de dollars (en valeur 1976) dans le secteur des hydrocarbures. L'objet était principalement de développer la production et l'exportation du gaz naturel dont l'Algérie est très

bien dotée : 3 500 milliards de m³ de réserves récupérables (5 % des ressources mondiales). Le revenu net en devises attendu de ces investissements était de l'ordre de 200 milliards de dollars (en valeur 1976).

La modicité des réserves pétrolières de l'Algérie (1 600 millions de tonnes, le rapport production/réserves pétrolières de l'Algérie est l'un des plus élevés des pays exportateurs) préoccupe sérieusement les dirigeants qui cherchent une nouvelle source de rente. A partir de 1976, l'Algérie s'est engagée dans la commande d'importants complexes de liquéfaction, la construction d'installations portuaires, la pose de milliers de kilomètres de gazoduc et l'achat de méthaniers indispensables au transport du gaz naturel liquéfié. L'insistance de la SONATRACH auprès de ses clients européens et américains pour réajuster le prix du gaz selon la parité thermique pétrole-gaz, et l'indexation obtenue du prix du gaz sur celui du pétrole brut, révèle que l'Algérie prépare essentiellement la « relève » du pétrole par le gaz. Au départ, réticents face à l'approche algérienne du prix du gaz, deux de ses clients européens (la société belge Distrigaz au début de 1981 et le gaz de France en 1982) l'ont finalement admis. Selon plusieurs observateurs, le refus de la « partie américaine » de suivre ces exemples, qui a amené les responsables algériens à abandonner une partie de leur programme, ne constitue pas à long terme un obstacle sérieux au développement des hydrocarbures gazeux. Au-delà des péripéties conjoncturelles, l'aggravation de la rigidité de la dépendance financière et technologique est en jeu. En effet, l'exploitation du gaz est extrêmement onéreuse et l'Algérie compte financer ses investissements dans ce domaine, essentiellement par le recours à l'endettement externe. De même, la complexité technique des systèmes de liquéfaction du gaz rend nécessaire l'importation de la totalité des procédés et équipements sous la forme d'usines « clés en mains » : « l'indépendance a quelque chose d'un peu factice lorsqu'il faut recourir à des experts étrangers pour toute technique un peu sophistiquée (liquéfaction, vapocraquage, pétrochimie et, en amont, l'ingénierie des réservoirs) » (B. Dethomas, 1982). D'autre part le pouvoir d'intégration économique de la valorisation des hydrocarbures gazeux est quasiment nul. Selon B. Dethomas, l'unité de liquéfaction d'Arzew, qui a coûté un milliard de dollars, n'a créé que 1 000 emplois. Au total, l'enclave du secteur pétrolier, qui absorbe déjà une part importante de la formation de capital fixe, va se renforcer dans les années et décennies à venir. L'équilibre global de l'économie algérienne dépendra encore plus que dans le passé des aléas du marché mondial. Le recours constant et systématique à la valorisation des ressources naturelles en accentuant l'extraversion de l'économie algérienne renforce en fait l'engagement de l'Algérie dans la division internationale du travail dénoncée par ses dirigeants il y a une décennie lorsqu'ils prétendaient définir un nouvel ordre économique mondial.

Tout s'est passé comme si l'économie algérienne, qui s'est accommodée de la rente, avait fait de la consommation sous différentes formes (industrialisation, réforme agraire, construction de l'appareil bureaucra-

tique, etc.) le but social et économique ultime. La structure « consummatoire » qui en a résulté en privilégiant les mécanismes de contrôle politico-social des masses s'est systématiquement opposée au progrès de la productivité du travail. Le blocage de la production, joint à la forte croissance démographique, expliquent comment l'économie algérienne s'est installée à la fin de la période dans une dépendance rentière durable.

L'évaluation critique des résultats économiques de l'Algérie a fait l'objet de plusieurs thèses au cours de ces dernières années. Le débat a notamment porté sur le fait de savoir si c'était le modèle algérien de développement qui était responsable des résultats atteints. Les déséquilibres actuels de l'économie algérienne sont l'objet d'une première série d'applications qui peuvent être considérées comme internes au modèle : mauvaise allocation intersectorielle des fonds d'investissement aboutissant au gonflement excessif de l'industrie, choix de formules de transfert de technologie ne facilitant pas la maîtrise des technologies importées, retards frappant la plupart des réalisations industrielles, grande taille des unités mises en place, localisations irrationnelles, etc. Grosso-modo, on peut considérer comme appartenant à cette première série d'explication, les travaux de S. Bedrani, T. Saïd-Amer, P. Judet, D. Benamrane, M.H. Temmar et M.E. Benissad. Ces deux derniers auteurs, tout en soulignant que la « stratégie algérienne de développement n'a jamais fait l'objet d'un débat préalable et démocratique », considèrent qu'elle doit être maintenue sous réserve de porter une plus grande attention aux secteurs retardataires (hydraulique, agriculture, etc.) et en accordant une liberté d'action plus grande au secteur privé afin de « débureaucratiser » la vie économique et sociale et y introduire « plus de souplesse, d'initiative et de concurrence ». S.P. Thiéry soutient par contre que « les secteurs d'activité pour lesquels la dynamique d'accumulation n'a pas été conforme aux objectifs de la Charte Nationale sont également ceux au sein desquels la place des intérêts privés est restée la plus forte ou pour la gestion desquels les bureaucraties centrales et locales ont joué un rôle déterminant ». Selon lui, la crise du système productif algérien s'explique essentiellement par le fait que les différents segments du secteur public n'ont pas été soumis à une logique d'ensemble : « Les uns ont été astreints aux impératifs d'un régime d'accumulation à dominante intensive (l'industrie, l'éducation et une partie des infrastructures) auxquels les autres (l'agriculture, l'hydraulique) n'obéissent pas. » Et il conclut : « c'est donc moins la conception d'ensemble du développement économique algérien qui semble poser problème, que les difficultés du pouvoir central à instaurer dans les différents segments du secteur public des dynamiques de développement convergents avec la politique de répartition des revenus pratiqués ». Pour W. Andreff et A. Hayab, le déséquilibre actuel de l'économie algérienne est lié à l'écart entre la structure des investissements des plans algériens et la hiérarchie qui découle du modèle des « industries industrialisantes ». Compte tenu de la structure du tableau d'échanges

interindustriels de l'Algérie, ils considèrent que certaines branches comme la sidérurgie, qui ont bénéficié d'une priorité importante dans l'affectation des ressources d'investissement, ne sont pas en mesure de produire les « effets industrialisants » attendus. En modifiant l'ordre des priorités dans le choix des « industries industrialisantes », ils proposent de centrer la structure des investissements industriels sur les branches de la pétrochimie, de l'automobile, de l'équipement électrique et électronique, afin de diminuer les sacrifices imposés à la population et orienter la production vers la satisfaction de la demande sociale. C. Palloix, en soulignant que l'industrialisation n'est pas seulement une ample formation brute de capital fixe mais « d'abord l'extension généralisée du procès du travail industriel de type fordiste », considère que les dirigeants algériens, lorsqu'ils ont donné la priorité à l'industrialisation, ont inconsciemment introduit un procès du travail déjà en une crise profonde dans les pays industrialisés. A son avis, les difficultés de la genèse du travailleur collectif confrontent le système productif mis en place à la « contrainte salariale ». Pour corriger cette situation, il propose de « ne pas laisser s'emballer le taux global de formation brute de capital fixe et la part dévolue aux hydrocarbures, d'assurer davantage l'essor de la section des moyens de production et de la section des moyens de consommation », mais aussi « de mettre en place une nouvelle configuration des collectifs de travail qui leur permettent de s'opposer à la banalisation du procès de travail, d'imposer une nouvelle organisation de travail ».

L'ensemble de ces critiques, qui rejoignent partiellement les conclusions du rapport du ministère de la Planification et de l'Aménagement du territoire (1980), se caractérisent par une incapacité à prendre en compte les antagonismes sociaux dans l'explication de la crise économique de l'Algérie. La volonté de l'Etat de soumettre à sa logique de domination l'ensemble du corps social a trouvé, nous l'avons vu, dans l'existence de la rente le moyen le plus efficace de sa réalisation. L'énorme gaspillage qui a résulté de ces formes d'organisation a été chaque fois pris en charge et reporté à l'extérieur par une nouvelle ponction sur les ressources pétrolières. Pour surmonter la crise actuelle de l'économie algérienne, il apparaît dès lors illusoire de proposer de modifier l'allocation intersectorielle des fonds d'investissement en faveur des secteurs retardataires : l'Etat tire d'abord son pouvoir du secteur des hydrocarbures, le développement prioritaire de ce secteur maintient ou élargit son « autonomie » vis-à-vis du corps social ; tout aussi illusoire est de proposer de « débureaucratiser » la vie économique et sociale, alors que la bureaucratie créée et entretenue par l'Etat constitue en fait son assise sociale principale, ou encore de réduire la marge d'action du secteur privé au profit du secteur public, alors qu'au sein de celui-ci les travailleurs et techniciens sont démotivés à produire et cherchent des situations où ils peuvent maximiser les « rentes individuelles » ou enfin d'accroître les libertés démocratiques et syndicales des travailleurs alors que l'Etat rentier s'est édifié sur

la suppression même de ces libertés et la mise en place de syndicats et d'organisations ouvrières dépendantes.

Dans une seconde série de thèses, le dérapage par rapport à l'objectif de construction d'une économie « auto-centrée » est appréhendé en termes de rapports sociaux. L'accent est principalement mis sur la contradiction fondamentale entre les travailleurs et une nouvelle bourgeoisie qui aurait émergé au sein du secteur public ; la vocation exportatrice de cette « nouvelle bourgeoisie » s'expliquerait par la suraccumulation du capital, fruit de la surexploitation des travailleurs, associée à l'étroitesse du marché intérieur. Dans cette seconde série se situent les travaux de M. Raffinot et P. Jacquemot, K. Ammour, C. Leucat et J.J. Moulin, T. Benhouria et Dersa.

Des expressions comme « bourgeoisie bureaucratique d'Etat » ou le « capitalisme d'Etat » ne sont pas appropriées pour identifier la nouvelle classe dominante algérienne ; les moyens effectifs de sa domination sociale ne proviennent pas tant en effet de l'exploitation de la force de travail, l'extorsion de la plus-value, que de l'appropriation exclusive de la rente pétrolière. A moins de confondre celle-ci avec le surplus économique (confusion constante), on peut dire que la classe au pouvoir assure sa stabilité moins par sa capacité à faire générer un surplus économique croissant, que par sa force de négociation sur le marché international, lieu où apparaissent les revenus pétroliers. Si l'on définit très globalement le surplus économique comme l'ensemble des plus-values créées dans les différents secteurs économiques, il est évident que les revenus pétroliers ne constituent pas à proprement parler un surplus économique produit au sein même de l'économie algérienne. Les travaux de J.-M. Chevalier et J.-P. Angelier ont montré que le propre de l'industrie pétrolière internationale est de produire des revenus entièrement déconnectés des coûts de production et de reproduction du pétrole jusqu'à la transformation en produits raffinés. Ces revenus sont à juste titre assimilés à une rente, car ils dépassent largement la somme des coûts et profits moyens qui apparaissent dans les différentes phases de l'élaboration du pétrole brut. Ces revenus ne correspondent pas aux plus-values créées à l'intérieur même de l'industrie pétrolière internationale mais à une ponction sur les plus-values engendrées au sein d'autres branches industrielles. Ils sont partagés entre les différents participants aux activités de l'industrie pétrolière (Etat du pays exportateur, compagnies pétrolières internationales, Etat du pays importateur) essentiellement en fonction des rapport de force à un moment donné.

La notion de « capitalisme d'Etat » est inapplicable lorsque l'essentiel du pouvoir économique de l'Etat et de la classe dominante provient de la liquidation sur le marché international d'une matière première qui a le propre de produire une rente. La notion est encore moins recevable si l'on observe que, hors pétrole, les surplus agricole et industriel du secteur public sont très faibles. En raison des retards des réalisations industrielles, des difficultés de la montée en production et de la faible

productivité du travail des entreprises industrielles publiques, la participation des sociétés nationales (à l'exception de la SONATRACH) au fonds d'investissement et même au fonds de provision d'amortissement est, nous l'avons vu, pratiquement nulle. De même, la production agricole, réduite par rapport aux besoins nationaux, stagne depuis deux décennies. Il ne s'ensuit pas que, par exemple, au sein du secteur public agricole les travailleurs ne soient pas exploités, et que le surplus agricole produit ne soit pas extorqué par les offices et coopératives de commercialisation, notamment à travers les manipulations des prix agricoles. Cependant, cette exploitation est elle-même entravée par des mécanismes de contrôle étatique et une gestion bureaucratique peu soucieuse de la performance du travail agricole, de sorte que le surplus final dégagé est très faible. Bien plus, une proportion non négligeable de la paysannerie est incapable de se nourrir elle-même et s'approvisionne en produits agricoles importés, subventionnés par l'Etat (H. Delorme, 1981).

Au total, si l'exploitation est un concept scientifique, on devrait se garder d'une affirmation telle que celle-ci : « l'exploitation des travailleurs en Algérie ne vient pas tant de la plus-value qui leur est extorquée que de la rente minière à laquelle ils accèdent bien moins que d'autres » (D. Glasman et J. Kremer). Il faut admettre que ce qui caractérise de façon dominante l'économie algérienne n'est pas tant l'exploitation capitaliste de la force de travail (certes non négligeable, surtout dans le secteur privé) que la consommation des revenus pétroliers en fonction des rapports sociaux qui constituent l'Etat. La classe dominante se définit moins par son rôle dans le processus productif que par sa fonction dans la répartition des revenus mis à sa disposition. Sa fonction centrale est de créer une économie de consommation des revenus du pétrole, elle l'oblige à « pourvoir des équipements individuels et collectifs destinés à accompagner, voire à intensifier, cette consommation ». Ce processus articule étroitement le devenir économique social des pays exportateurs de pétrole à celui des pays dominants industrialisés d'où sortent les revenus pétroliers pour y revenir aussitôt sous formes d'achat de denrées alimentaires, d'usines « clés en mains », de technologie, etc. Il fait de la classe dominante, « classe fonctionnelle », l'agent du recyclage des pétro-dollars, c'est-à-dire, en fin de compte, l'agent de l'impérialisme. En 1977, 70 % du volume global des échanges extérieurs de l'Algérie se sont réalisés avec seulement quatre pays capitalistes développés : les Etats-Unis, la France, la R.F.A. et l'Italie qui lui fournissent 67 % de ses biens d'équipement, 50 %, des produits semi-finis et 61 % des biens alimentaires (Bouzidi, 1979).

Comme en Iran et en Arabie Saoudite (P. Vieille, 1974, 1977), l'Etat pétrolier devenu « autonome », libéré des contraintes de la création du surplus, destruiture les classes sociales qui s'opposent au projet de contrôle étatique de la société pour les restructurer (ou même les créer : cas des classes moyennes en Iran, Arabie Saoudite, Algérie) par rapport à lui-même. Ce processus de destruction-restructuration sociale s'est opéré sans obstacles majeurs en Algérie : la lutte de la Libération

nationale avait déjà en grande partie démantelé l'ancienne société coloniale. En s'appuyant essentiellement sur l'enclave pétrolière déjà fortement ancrée dans l'économie et en nouant des relations de type néo-colonial, avec, notamment, l'ancienne puissance coloniale, l'Etat algérien s'est progressivement constitué en force sociale dominante. Plus tard, la mise en œuvre d'un « modèle de développement » justifié par sa « neutralité scientifique », et au-dessus des conflits sociaux, n'a fait qu'accélérer le remodelage de la société et de l'économie algérienne. N'ayant jamais fait l'objet d'un débat démocratique, ce modèle a cautionné les choix politiques et sociaux du régime issu du coup d'Etat de juin 1965. Ces choix qui, à leur tour, ont modelé l'ensemble des réalisations économiques avaient pour principal objectif de produire et élargir l'autonomie de l'Etat vis-à-vis de la nation. Celle-ci, dominée, a éprouvé la « stratégie de développement » appliquée en son nom, mais contre ses libertés, comme stratégie de sa subordination à un ordre qu'elle n'avait pas choisi. L'industrialisation, pièce maîtresse de la stratégie de développement, fondée sur un appel systématique et constant à la technologie, aux équipements, aux techniciens et conseillers étrangers, a, de fait, privé la nation de toute possibilité de contrôle sur l'Etat.

Tous les rapports économiques et sociaux ont été altérés par la redistribution des revenus du pétrole ; à tous les niveaux elle est déconnectée de l'effort productif, elle s'opère selon une logique extra-économique d'ordre politique. Il n'est dès lors pas étonnant que les réalités sociales et politiques entrent en contradiction avec le projet économique.

NOTES

1. Le recul de l'industrie n'est pas aussi important que l'aurait voulu le planificateur, en raison de la prédétermination de certains choix d'accumulation et des « restes à réaliser » des projets d'investissement entamés en 1970-1977, mais non achevés. Ces « restes à réaliser » incorporés dans le Plan quinquennal constituent près de 50 % des autorisations de dépenses du secteur pour 1980-1984.

2. La demande nationale a été multipliée par cinq pour les biens de consommation, par quatre pour les biens intermédiaires et par vingt pour les biens d'équipement (chiffres de la comptabilité nationale cités par S.P. Thiéry, 1982).

3. Les prêts internationaux peuvent être assimilés à la rente ; ce sont en effet les recettes extérieures des hydrocarbures (de l'ordre de 60 milliards de D.A. en 1981) qui font la crédibilité de l'Algérie sur les marchés monétaires et financiers internationaux. Les prêts internationaux vont d'ailleurs en grande partie au secteur des hydrocarbures. Ils constituent en quelque sorte une préconsommation des revenus pétroliers à venir.

4. Cette distinction est schématique, surtout parce qu'elle laisse indéterminée la place d'activités comme le commerce privé des produits agricoles qui, sans participer à la production des produits agricoles, n'est pas liée à la redistribution de la rente, mais à l'appropriation d'une partie du surplus agricole. De même, les activités des

patrons et chefs d'entreprise du secteur privé ne peuvent être situées dans cette classification, dans la mesure où ces activités sans être directement liées à la rente n'en sont pas moins dépendantes ; leur non-prise en compte ne remet donc pas en cause le schéma qui conserve sa valeur opératoire.

5. Selon A. Lahouari, en 1977, les effectifs cumulés de l'agriculture et des B.T.P. s'élèvent à 1 439 438 soit 61,6 % du total des personnes occupées et 8,2 % de la population totale. Si l'on suppose que le sous-emploi de ces effectifs (difficile à évaluer mais important si l'on tient compte, par exemple, dans l'agriculture, du nombre élevé de travailleurs saisonniers, de la force de travail plus nombreuse que nécessaire dans les exploitations familiales, etc.) est de 30 %, le taux de 8,2 tombe à 5,7. Pour la même année, 1977, A. Lahouari, avec des hypothèses assez réalistes, parvient au chiffre de 20 % pour la population française.

6. Ce qui caractérise l'agriculture algérienne est avant tout sa nature extensive, elle répondait à des conditions naturelles : très faible productivité des sols résultant de leur insuffisante fertilité et d'une pluviométrie réduite. Après l'Indépendance, rien d'important n'a été fait pour intensifier les activités agricoles, alors que le système d'assolement céréales/jachères détermine à long terme la déperdition et l'appauvrissement des sols en raison de l'absence de fertilisation.

7. La paysannerie est la classe sociale qui a le plus souffert de l'oppression coloniale, en particulier au cours de la période de la guerre de Libération nationale. Le nombre de paysans regroupés par l'armée dans des camps afin d'isoler le F.L.N. est évalué à 3 millions environ. Il faut y ajouter sept cent mille autres paysans qui ont quitté les campagnes pour les villes où ils peuplent des bidonvilles ; 8 000 villages et hameaux ont été détruits, endommagés ou brûlés au napalm.

8. Les petites exploitations (moins de 10 ha) qui constituent 79 % des exploitations en 1973 ne disposent plus que de 20,5 % de la superficie. Les exploitations moyennes (10 à 50 ha), 18,9 % de l'effectif, occupent 32,7 % des superficies et les grandes exploitations (12,1 %) couvrent 46,8 % des superficies (voir A. Benachenhou, 1981).

9. « Dès la promulgation des textes de la révolution agraire, de nombreuses études ont mis l'accent sur les limites objectives du projet agraire qui ne pouvait satisfaire, compte tenu de l'importance numérique de la paysannerie sans terre, évaluée à 600 000 familles, les demandes potentielles de terre » (O. Bessaoud, 1980).

10. Les moyens mécaniques sont essentiellement concentrés dans le secteur « autogéré » ; couvrant environ 30 % de la surface agricole utile du pays, il utilise en outre 89 % des engrais et 76 % des semences sélectionnées. Ces chiffres n'indiquent cependant pas une surconsommation du secteur « autogéré ».

11. Selon N.M. Bourenane, dans les terres des plaines côtières et intérieures, l'urbanisation sauvage a amputé la surface agricole utile d'au moins 75 000 ha.

12. La forte création d'emplois dans le secteur agricole, suivie d'un exode rural important, a vidé l'agriculture de sa substance, n'y laissant pour l'essentiel que les vieux, les femmes et les enfants. La moyenne d'âge des travailleurs de la terre s'est fortement élevée. Selon Ch. Bernard, plus de la moitié des travailleurs permanents de l'autogestion aurait 50 ans et plus, l'âge moyen des tributaires de la R.A. dépasserait 42 ans.

13. Ainsi la nouvelle grille des qualifications promulguée au début de l'année 1977 ne prévoit pas moins de 15 niveaux entre le président du domaine et les travailleurs non qualifiés (Dersa, 1981).

14. Dans chaque unité autogérée, un comité de gestion élu par le conseil de gestion, lui-même élu par les travailleurs permanents, désigne un président. Un directeur, en principe placé sous l'autorité du président, est nommé par l'Etat. Le président et le directeur doivent prendre ensemble toutes les décisions concernant la vie de l'unité « autogérée ». Le directeur a un droit de veto sur les décisions des travailleurs, lorsqu'elles ne sont pas jugées conformes aux objectifs nationaux planifiés, aussi cumule-t-il tous les pouvoirs. Par ailleurs, les présidents des domaines, souvent reconduits administrativement dans leur fonction par les autorités locales, se comportent plus comme représentants de ces autorités que comme élus des travailleurs. Les intérêts des travailleurs ne sont donc pas défendus ni par le président, ni par le directeur qui se comportent habituellement de façon despotique.

15. Selon S. Bedrani, la masse salariale distribuée par le secteur agricole d'Etat a stagné en moyenne pendant 8 ans (1966-1973) sans que cela entraîne une croissance

Rente et dépendance en Algérie

des bénéficiaires distribués. Le S.M.A.G. est resté pratiquement constant de 1963 à 1971 ; entre 1971 et 1978, il a été multiplié par 2,64 pour être en 1980 aligné sur le S.M.I.G. L'inégalité croissante entre les salariés agricoles et non agricoles est un facteur important de l'exode rural. Jusqu'en 1980, l'écart de salaire pénalise toujours le travailleur agricole. On constate de même une disparité des allocations familiales (40 D.A. par enfant pour les travailleurs non agricoles, 24 D.A. seulement pour ceux de l'agriculture).

16. Les prix des produits agricoles stagnent pratiquement jusqu'en 1974. L'évolution des indices des prix à la production agricole et des prix de quelques facteurs de production donne en 1974, sur la base de 100 en 1968 : 118 blé tendre, 108 blé dur, 105 orge, 130 oranges et raisins de table, mais 180 tracteurs, 135 moissonneuses-batteuses, 205 semoirs, etc.

17. En 1966-1967, 24 % des domaines autogérés sont bénéficiaires, en 1970-1971 seulement 5 %, en 1974-1975 : 24 % et en 1976-1977 : 22 %.

18. L'Etat a choisi de stabiliser les effectifs dans le secteur agricole public afin de diminuer les charges salariales. Selon les données officielles, de 1966-1967 à 1976-1977, dans le secteur agricole d'Etat, le nombre de travailleurs permanents a diminué de 34 000, tandis que le nombre des saisonniers est resté stable.

19. Selon A. Benachenhou, de 1962 à 1966, l'exode rural a porté sur environ 150 000 individus par an en moyenne, et, de 1966 à 1973 : 120 000 individus. La part de la population rurale dans la population totale passe de 67 % en 1966 (7,9 millions de ruraux) à 61 % en 1973 (9 millions) et à 58 % en 1977 (9,8 millions).

20. De 1966 à 1973, les importations alimentaires se sont accrues de 200 %. La couverture alimentaire du pays (production agricole/consommation alimentaire) qui était de 93 % en 1969 n'est plus que de 55 % en 1973 et 41 % en 1977.

21. Outre l'ampleur limitée de la révolution agraire, l'application rigide des textes législatifs a abouti dans certains cas à l'expropriation de petits paysans. De nombreux paysans-ouvriers absentsistes se sont trouvés dans la liste des grands propriétaires absentsistes (O. Bessaoud, 1980).

22. Selon les chiffres du ministère de l'Agriculture et de la Révolution agraire, le produit net après versement de l'avance sur revenu des C.A.P.R.A. était déficitaire de 58 017 000 D.A. en 1973 et 1974 et de 118 832 000 en 1977-1978.

23. « Les bilans des attributaires font ressortir dès les années 1973-1974 les difficultés rencontrées pour constituer des collectifs de travailleurs dans les coopératives, pour attribuer toutes les terres récupérées et versées au F.N.R.A. et pour bloquer le phénomène de désistement des bénéficiaires qui commençait à se développer » (D. Bessaoud, 1980).

24. Selon S.P. Thiéry, le montant des crédits accordés au secteur privé a diminué de 119,6 millions de D.A. en 1968 à 10,2 millions de D.A. en 1974.

25. Les centres de formation professionnelle agricole n'ont accueilli, sur toute la période 1972-1977, que 2 575 attributaires de la révolution agraire sur un total de 80 000 élèves, soit 3,2 % de l'effectif (O. Bessaoud, 1980).

26. « D'abord l'autorisation de programme (c'est-à-dire le montant des dépenses pouvant être engagées pendant l'année, mais pouvant partiellement s'effectuer les années suivantes), pour l'année 1980, ne représente que 13,4 % de la somme mentionnée (20 milliards de D.A. pour la période 1980-1984). Ensuite les crédits de paiements (dépenses effectives autorisées pendant l'année) ne représentent que 65,2 % de l'autorisation de programme pour 1980. Enfin, les crédits effectivement consommés ne forment que 47 % des crédits de paiements accordés. Ce pourcentage est le plus mauvais atteint depuis les débuts de la planification en Algérie, si l'on excepte l'année 1978 où il a été de 41 %. De ce point de vue, l'on assiste donc à une dégradation plutôt qu'à un « renouveau » de l'agriculture » (S. Bedrani, 1981).

27. En 1978, 2 milliards de D.A. ont été alloués au soutien des prix alimentaires importés.

28. Estimé en termes de prix 1977, le produit net du secteur industriel de 1960 est de 8 300 millions de D.A. Ce n'est qu'en 1978 que le produit national industriel atteint 8 280 millions de D.A.

29. A titre d'exemple, selon S.P. Thiéry, le coût d'investissement à la tonne installée, pour le complexe sidérurgique d'El Hadjar, aura été, en valeur courante, de 2 500 dollars environ ; à la même époque, on estime les coûts dans la sidérurgie canadienne

à 1 200 dollars pour un complexe de même taille.

30. Selon une enquête citée par Dersa (1981), la majorité des usines utilisent très partiellement leurs capacités. Par exemple la S.N.S. Reghaïa utilise seulement 70 % de sa capacité, la S.N. Métal Bedjena : 30 %, SONACOME Berrouaghia : 65 % SONACOME M.O. Constantine : 25 %, etc.

31. Au sein des grandes sociétés nationales, les activités de production ont été séparées des activités de commercialisation et de développement (ingénierie). Un découpage des sociétés nationales a suivi la séparation de leurs fonctions, Ainsi la S.N.S. devait éclater en 16 entreprises. La SONACOME en 11 unités.

32. Les écarts de salaire sont de 7 % à 19 % pour la main-d'œuvre non qualifiée. Le personnel sans qualification constitue 53 % du personnel employé par les entreprises privées des industries manufacturières et 59 % dans les B.T.P. (D. Liabes, 1982).

BIBLIOGRAPHIE

- ALAMI A., « Pétrole : facteur de développement ou nouveau facteur de dépendance », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 4 décembre 1976.
- « Algérie 1980 », sous la direction de C. Palloix, *Revue Tiers-Monde*, 83, juillet-sept. 1980, P.U.F.
- « Algérie en question », *Monde en développement*, Bruxelles, 36, 1981.
- « Algérie, espoirs et réalités », *Les Temps Modernes*, Paris, juillet-août 1982.
- ALI-TOUDERT A., « Le coût de la vie en Algérie depuis 1962 », *Economica*, Paris, 1982.
- AMIN S., *Le Maghreb moderne*, Paris, éd. de Minuit, 1970.
- L'économie arabe contemporaine*, Paris, éd. de Minuit, 1980.
- Irak et Syrie, 1960-1980*, Paris, éd. de Minuit, 1981.
- AMMOUR K., LEUCATE C., MOULIN J.J., *La voie algérienne, les contradictions d'un développement national*, Paris, éd. Maspéro, 1974.
- ANDREFF W. et HAYAB A., « Les priorités industrielles de la planification algérienne sont-elles vraiment industrialisantes ? », *Revue Tiers-Monde*, 76, octobre-décembre 1978.
- ANDREFF W., « La sidérurgie, une industrie lourde de conséquences », *Revue Tiers-Monde*, 80, octobre-décembre 1979.
- ANGELIER J.P., *La rente pétrolière*, C.N.R.S., Paris, 1976.
- ANTOINE P. et LABBE D., « Inflation et développement en Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 3, septembre 1976.
- BALTA P., « L'Algérie de Chadli », *Le Monde*, 4 et 5 novembre 1983.
- BEDRANI S., « Vers un renouveau de l'agriculture algérienne ? », *Algérie en question, Monde en Développement*, 36, 1981.
- « L'agriculture algérienne depuis 1966. Etatisme ou privatisation ? », *Economica*, Paris, 1982.
- « L'agriculture : un secteur qui doit devenir prioritaire », *Le Monde*, 4 et 5 juillet 1982.
- BENACHENHOU A. Formation du sous-développement en Algérie : *un essai sur les limites du développement du capitalisme 1830-1962*, Office des Publications Universitaires, Alger, 1976.
- « Réflexion sur la politique des revenus en Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 1, mars 1975.
- Planification et développement en Algérie : 1962-1980*, Les Presses de l'E.N., Alger, 1980.
- « L'économie algérienne entre l'autonomie et la dépendance », *Revue d'économie industrielle*, 14, 1980.
- Exode rural en Algérie*, Société Nationale d'Édition et de Diffusion, Alger, 1981.
- « L'évolution de la société algérienne », *Monde en développement*, 36, 1981.
- « L'industrialisation : un processus à consolider », *Le Monde*, 4 et 5 juillet 1982.

- BENEMRANE D., « L'habitat en crise ou crise du modèle algérien de développement », *Monde en développement*, 36, 1981.
- BENHOUBIA T., *L'économie en Algérie*, éd. Maspéro, Paris 1980.
- BENISSAD M.E., « L'inflation algérienne : symptômes et causes », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 1, mars 1978.
L'économie de l'Algérie contemporaine, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je, 1980.
 « Le modèle algérien de développement est-il « auto-centré » ? », *Monde en développement*, 36, 1981.
 « Economie du développement de l'Algérie : 1962-1982 », *Economica*, Paris, 1982.
- BERNARD Ch., « L'emploi à la ville et l'emploi à la campagne, une complémentarité compromise en Algérie », *Monde en développement*, 36, 1981.
- BESSAOUO O., « La révolution agraire en Algérie : continuité et rupture dans le processus des transformations algériennes », *Revue Tiers-Monde*, 3, juillet-septembre 1980.
Bilan économique et social de la décennie 1967-1978, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alger, 1980.
- BOURENANE N.M., « Evolution récente de l'agriculture algérienne 1962-1982 », *Les Temps Modernes*, juillet-août 1982.
- BOUZIDI A., « L'analyse du commerce extérieur de l'Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 2, 1979.
 « Où en est l'agriculture algérienne ? », *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 3, septembre 1980.
 « Bilan de l'industrialisation en Algérie : contribution à un débat », *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 4, décembre 1979.
- BOUZIDI M., « L'alliance militaire-bureaucratique et la question agraire », in *Monde arabe et développement économique*, éd. Le Sycomore, Paris, 1981.
- BRAHIMI A., « Le plan quinquennal 1980-1984 », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 1, mars 1981.
 « Planification et développement : de 1962 à l'horizon 2000 », *Le Monde*, 4 et 5 juillet 1982.
- Charte Nationale*, F.N.L., Alger, 1976.
- CHATELUS M., « Perspectives du développement industriel et rôle de l'Etat : redistribution ou production ? », in *Maghreb-Machrek*, 92, avril-juin 1981.
- CHEVALIER J.M., *Le nouvel enjeu pétrolier*, éd. Calmann-Lévy, Paris, 1973.
 « Eléments théoriques d'introduction à l'économie du pétrole : analyse des rapports de force », *Revue d'économie politique*, mai-juin 1975.
- CHIKHI S., « La classe ouvrière aujourd'hui en Algérie », *Les Temps Modernes*, juillet-août 1982.
- DAHMANI M., *L'Algérie, légitimité historique et continuité politique*, éd. Le Sycomore, Paris, 1979.
- DARCH M., « La restructuration des sociétés nationales », *Le Monde diplomatique*, novembre 1982.
- DELORME H., « L'Algérie : importations de céréales, blocage de la production et développement de l'Etat », *Maghreb-Machrek*, 91, janvier-mars 1981.
- DESAI, *L'Algérie en débat*, éd. Maspéro, Paris, 1981.
- DESTANNE de BERNIS G., « Les industries industrialisantes et les options algériennes », *Revue Tiers-Monde*, 3, 1971.
 « Les problèmes pétroliers algériens », *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 1973.
- DETHOMAS B., « Pétrole et gaz : succès d'une stratégie », *Le Monde*, 4 et 5 juillet 1982.
- DURAND J.P. et TENGOUR H., *L'Algérie et ses populations*, éd. Complexe, Bruxelles, 1982.
- EFTEKHARI N., « Crise pétrolière et guerre économique », in *Peuples méditerranéens*, 19, avril-juin 1982.
- ETIENNE B., *L'Algérie, cultures et révolution*, éd. Le Seuil, Paris, 1977.
- GLASMAN D. et KREMER J., « Essai sur l'université et les cadres en Algérie, une technocratie sans technologie ? », *Les cahiers du C.R.E.S.M., C.N.R.S.*, Marseille, 1978.
- HIRSCHMAN A.O., « The political economy of import-substitution industrialization in Latin America », *The Quarterly Journal of Economics*, 1, February 1968.

- JUDET P., « L'économie algérienne et la logique de l'Indépendance », *Le Monde diplomatique*, 299, février 1979.
- IKONICOFF M., « Le système économique mondial : désordre ou rationalité », *Revue Tiers-Monde*, P.U.F., janvier-mars 1980.
- Industrialisation du bassin méditerranéen*, G.R.E.S.M.O., éd. Presses Universitaires de Grenoble, 1983.
- KHADER R., *Monde arabe et développement économique*, éd. Le Sycomore, Paris, 1981.
- LAHOUARI A., « Produire ? », *Les Temps Modernes*, juillet-août 1982.
- « Les classes moyennes au Maghreb », *Les cahiers du C.R.E.S.M.*, 11 C.N.R.S., 1980.
- LAKS M., *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, E.D.I., Paris, 1970.
- LIABES D., « Sur la bourgeoisie privée », *Les Temps Modernes*, juillet-août 1982.
- LINHART R., « Le transfert de technologie et ses contradictions : quelques aspects de l'industrialisation algérienne », *Revue française d'Administration publique*, 4, octobre-décembre 1977.
- MAZRI H., *Les hydrocarbures dans l'économie algérienne*, S.N.F.O., Alger, 1979.
- MICHALET C.A., *Le défi du développement indépendant, les conditions de la souveraineté économique dans le Tiers-Monde*, éd. Rochevibnes, 1983.
- NAIR K.S., « Algérie 1954-1982 : forces sociales et blocs au pouvoir », *Les Temps Modernes*, juillet-août 1982.
- PALLOIX C., « Industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux (1970-1977) », *Revue Tiers-Monde*, 83, juillet-septembre 1980.
- « Un essai sur la formation de la classe ouvrière algérienne (1963-1978) », *Revue Tiers-Monde*, 83, juillet-septembre 1980.
- Perspectives de planification et stratégies de développement*, Direction générale du plan et des études économiques, Alger, 1967.
- « Problèmes de l'Algérie indépendante », étude présentée par F. PERROUX, *Revue Tiers-Monde*, éd. P.U.F., 1963.
- RAFFINOT M. et JACQUEMOT P., « Le capitalisme d'Etat en Algérie », éd. Maspéro, Paris, 1977.
- RAFFINOT M., « Un développement à marche forcée », *Le Monde diplomatique*, novembre 1982.
- Rapport général du plan quinquennal 1980-1984*, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alger, 1980.
- ROBINEAU P., « L'industrialisation, moteur de l'économie algérienne », *Le Monde diplomatique*, juin 1978.
- SAIDE AMER T., *Le développement industriel de l'Algérie, Bilan de l'industrialisation*, éd. Anthropos, 1981.
- SARKIS N., *Arab oil and gas directory*, A.P.R.C., Paris, 1982.
- SCHNETZLER J., *Le développement algérien*, éd. Masson, Paris, 1981.
- TEMMAR H., *Stratégie de développement indépendant, le cas de l'Algérie : un bilan*, éd. Publisud, Paris, 1983.
- THIERY S.P., « Les biens d'équipement dans l'industrie algérienne, évolution passée et perspectives », *Revue du Tiers-Monde*, 83, juillet-sept. 1980.
- La crise du système productif algérien*, I.R.E.P.D., Grenoble, 1982.
- « Industrialisation, productivité et rente minière. Ajustement entre production et demande sociale en Algérie entre 1962 et 1982 », *Industrialisation du bassin méditerranéen*, G.R.E.S.M.O., Grenoble, 1983.
- VIEILLE P., « Pétrole et classe fonctionnelle : le cas de l'Arabie Saoudite », *Peuples Méditerranéens*, mai 1977.
- Pétrole et violence*, éd. Anthropos, Paris, 1974.
- L'Etat et la féodalité en Iran*, éd. Anthropos, 1975.
- « Transformation des rapports sociaux et révolution en Iran », *Peuples Méditerranéens*, 8, avril-juin 1979.
- YACHIR F., « Les flux d'importation de technologie dans le secteur industriel public en Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, décembre 1980.
- YEFSAH A., *Le processus de légitimation du pouvoir militaire et la construction de l'Etat en Algérie*, éd. Anthropos, Paris, 1982.

LA RENTE DANS LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE EN ALGÉRIE

Fatima BENTALEB

Boumédiène n'aimait pas entendre dire que l'Algérie s'industrialisait grâce à son pétrole ; elle le faisait grâce à la révolution. Une révolution qui, essentiellement, se soldait par la récupération des richesses nationales (dont les hydrocarbures), une extension considérable du secteur public et du rôle économique de l'Etat, une élévation importante du niveau de vie. Elle n'a cependant empêché ni le développement du secteur privé, ni celui des inégalités sociales, ni celui de phénomènes de dépendance (technologie, alimentaire...). Cette révolution est incarnée dans un Etat fort régnant sur une société sans conflits. Son moteur n'est donc pas le dynamisme des couches populaires (qu'il s'agit au contraire de contrôler étroitement), mais dans l'utilisation du pétrole en vue de l'intérêt général et de la justice sociale. Ce projet, mis en œuvre par Boumédiène, au cours des années soixante-dix essentiellement, prétendait inscrire le développement économique dans l'horizon culturel de l'arabisme, l'Etat se réservant le monopole de l'interprétation moderniste et progressiste du Coran, de manière à éloigner toute manipulation de la religion à des fins de contestation politique. Refusant la lutte des classes, il s'arrogeait également l'exclusivité de la définition d'un socialisme spécifique indépendant d'influences marxistes. Le pétrole rendait ainsi possible un développement conforme aux aspirations d'un islam révolutionnaire, qui ramènerait l'Algérie aux sources de son identité.

Quels ont été, en réalité, les effets sociaux et culturels de cette industrialisation censée concrétiser l'indépendance économique dans la justice sinon dans l'égalité sociale, ce que Boumédiène appelait « le rêve de nos ancêtres » ?

Rente pétrolière et évolution des revenus

Selon une analyse basée sur les comptes économiques établis par les services de planification¹, le revenu national a augmenté de six fois entre 1967 et 1978. Cet accroissement est dû essentiellement à l'élargissement de l'emploi, à la hausse des salaires et à l'augmentation de la fiscalité pétrolière. En effet, ce sont les ressources offertes par le pétrole qui permettent l'augmentation générale des salaires et des revenus de la population, sans croissance correspondante de la productivité. Si ces ressources croissent de manière très importante à partir de 1973 (la valeur des exportations des hydrocarbures passe de six milliards de DA en 1973 à 24 en 1978)², la contribution des autres éléments du revenu national est en très net recul. Ainsi la chute spectaculaire de la productivité dans l'industrie et le bâtiment après 1973 entraîne un déficit d'exploitation chronique tandis que les ressources en provenance des travailleurs émigrés stagnent, en raison du développement d'un marché parallèle des devises.

Malgré cette baisse des ressources autres que pétrolières, les indications livrées par les services de planification révèlent que dans la dernière décennie les revenus des ménages ont évolué positivement en raison d'une hausse des rémunérations plus rapide que celle des prix. Cependant, le gain de pouvoir d'achat n'a pas profité également à toutes les couches de la population.

Le développement du salariat

L'un des résultats les plus nets de la politique de développement a été l'accroissement des effectifs salariés. Cette évolution a surtout profité aux zones urbaines sans faire disparaître le chômage (comme Boumédiène le prévoyait pour 1980). Il a absorbé une partie de l'exode rural. Toutefois les retards apportés à la réforme agraire, sa mise en œuvre autoritaire sans participation démocratique de la paysannerie, vont accentuer l'attrait vers les villes qui apparaissent, étant donné le développement du salariat, comme les centres de distribution des bénéfices du « modernisme ». Cet attrait va accentuer finalement l'exode des paysans tenus trop longtemps à l'écart des avantages qu'ils attendaient de l'indépendance. La réforme agraire ne répondra pas à cette attente.

Entre 1967 et 1978, un million d'emplois ont été créés dans les différentes branches d'activité, surtout dans le secteur public. C'est à lui que revient 85 % de la masse salariale (passée de 5 813 millions de DA en 1967 à 35 878 millions de DA en 1978). L'Etat est donc devenu le premier employeur. Trouver un emploi dans le secteur d'Etat c'est s'assurer, non seulement un salaire fixe, mais encore bénéficier d'avantages sociaux qui varient selon la richesse de la société nationale à laquelle on a accès : la puissante Sonatrach, directement en prise sur le pétrole, étant la plus recherchée, parce que la meilleure pourvoyeuse de ces avantages (salaires

plus élevés³, services médicaux inaccessibles dans les hôpitaux étant donné la foule qui s'y presse, clubs sportifs, crèches, colonies de vacances, etc.). Ces avantages se retrouvent également dans d'autres sociétés nationales mais en moindre abondance ou de moindre qualité.

L'appréciation des effets des restructurations sociales doit donc prendre en compte les disparités existant au sein de catégories apparemment homogènes. Ainsi, au sein même de la classe ouvrière les différences en matière de rémunération, de conditions de travail, d'avantages sociaux sont très accusées selon l'entreprise, le statut juridique et la branche d'activité, et ces disparités s'accroissent selon le niveau de qualification, l'expérience professionnelle et la participation aux organes de gestion⁴. Ces différences remettent en question le concept même de classe ouvrière ou conduisent à distinguer plusieurs fractions de classe ouvrière. Cette classe, segmentée sur le plan des conditions matérielles l'est aussi sur le plan culturel. En effet, elle compte parmi ses effectifs une masse d'individus d'extraction rurale récente, sans aucune formation professionnelle et marquée par une plus grande sensibilité religieuse. Une étude menée auprès de plus de 1 400 agents de la Société nationale de sidérurgie, dont l'objet était de rendre compte du vécu de l'expérience d'industrialisation par le personnel d'encadrement, les contremaîtres et les ouvriers, montre que la résistance ouvrière à ses nouvelles conditions de vie se manifeste par un renouveau religieux qui dit à sa manière une revendication de sociabilité et d'intégration, moyen de défense contre la parcellisation et l'anonymat du travail en usine⁵.

Des disparités de même ampleur, sinon de même nature, touchent d'autres catégories de la population, regroupées sous les appellations vagues de cadres, employés, etc. La politique salariale a été moins déterminée par les nécessités du développement industriel que par une logique sectorielle, les entreprises des diverses branches cherchant à attirer la main-d'œuvre qualifiée par l'octroi d'avantages matériels souvent considérables, sans rapport avec la productivité du personnel recruté. Ainsi, la main-d'œuvre qualifiée, surtout celle pourvue de diplômes universitaires, a constitué une véritable aristocratie bénéficiant d'une rente de situation, se traduisant par des revenus et des avantages importants. Les entreprises d'Etat, par une telle politique, entrent en concurrence les unes avec les autres, mettant les demandeurs d'emploi dans la position de rechercher la plus offrante en matière de salaires ou d'avantages sociaux, suscitant ainsi une circulation permanente du personnel (surtout du personnel d'encadrement) qui, en fonction de ses relations (familiales ou régionales), ou de ce que P. Bourdieu appelle le « capital social », cherche à occuper les positions les plus rentables.

Diverses enquêtes ont mis en évidence ces inégalités intersectorielles et interprofessionnelles. Menées dans l'industrie, le commerce et les services, elles ont montré que les salaires versés dans l'industrie n'étaient pas supérieurs à ceux du secteur commercial et des services considérés comme improductifs, voire même aux salaires moyens des services et de l'administration⁶.

Si l'on considère maintenant l'éventail des rémunérations et les inégalités qui en découlent, on voit qu'il était, ces dernières années, de 1 à 11, si l'on compare la rémunération du manoeuvre à celle du directeur d'entreprise. Toutefois ces indications doivent être corrigées par la prise en compte des rémunérations annexes profitant exclusivement au personnel dirigeant et d'encadrement. Elles peuvent représenter jusqu'à l'équivalent d'un salaire et apparaissent sous la forme de primes diverses (de logement, de transport, de documentation, de bilan, etc.) et sont versées régulièrement, quels que soient les résultats financiers de l'entreprise.

Une partie des cadres (parmi eux, les cadres de l'armée, sans doute les mieux partagés) jouissent de tels avantages matériels. Aux revenus qui s'ajoutent aux salaires (et aux primes) il faut adjoindre :

a) La disposition d'un logement fourni par l'entreprise, ou dont la location est prise en charge par l'employeur : ce qui, étant donné la crise du logement qui sévit actuellement dans les villes, représente un élément de revenu considérable. Ainsi il n'est pas rare que les entreprises paient à des propriétaires privés des loyers mensuels de 4 à 5 000 DA pour des 3-4 pièces de standing équivalent à celui d'un HLM. Une telle somme équivaut elle-même souvent à la totalité ou à la moitié du salaire officiellement versé, compte non tenu des primes.

b) Les missions à l'étranger, qui sont dans beaucoup de cas des voyages d'agrément. Elles fournissent des ressources financières en devises pouvant atteindre des montants très importants si elles se renouvellent plusieurs fois par an.

c) La jouissance d'une voiture de fonction et parfois d'un chauffeur utilisés fréquemment à des usages purement familiaux. Sinon, pour les moins favorisés, de nombreuses facilités offertes pour l'achat de véhicules et de divers biens de consommation importés.

Au sein des entreprises ou sociétés nationales une ségrégation existe qui instaure une hiérarchie des bénéfices. Ainsi la Sonatrach propose trois crèches à Alger, plus ou moins bien situées et plus ou moins bien tenues selon que les parents sont cadres, employés ou font partie du personnel subalterne. Là ou ailleurs, on retrouve des hiérarchies de même type, dans les centres de vacances, les clubs sportifs, etc. De ce fait, les enfants des couches les plus aisées ne côtoient jamais (ou rarement) les enfants des plus pauvres : ni dans les loisirs, ni dans l'habitat (ils ne résident pas dans les mêmes quartiers et ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes : entassement, insalubrité, etc.), ni à l'école (il existe en effet, à Alger particulièrement, quelques établissements publics quasiment réservés aux cadres supérieurs). Derrière le discours socialiste et égalitariste se cache un très fort souci de distinction. Ces privilèges font de leurs bénéficiaires une classe rentière dont le niveau de vie est sans commune mesure avec les services rendus.

Cette classe se distingue ostensiblement d'abord par la possession de biens de consommation hors de la portée de la majorité des ménages, biens rares ou introuvables sur le marché local (voitures particulières

luxueuses, vêtements de marques étrangères, appareils ménagers sophistiqués, à travers lesquels les cadres et leurs épouses, essentiellement occupées aux jeux du défi, cherchent, selon la mode, à combler leur besoin de distinction, vacances à l'étranger qui exigent des devises ; les USA sont particulièrement « classants »). Il existe à Alger, par exemple, des marchés parallèles fournissant de nombreux biens de luxe à l'intention des détenteurs de hauts revenus. Il s'agit de biens dont l'importation contingentée par l'Etat provoque la rareté. L'exemple typique est celui du marché d'El Harrach (banlieue d'Alger) où l'on vend des voitures particulières (à titre indicatif, voici quelques prix pratiqués à la fin de 1980 : R4 de 1980, 70 000 DA⁷ ; 504 Peugeot, 200 à 250 000 DA ; 305 Peugeot, 90 000 DA. Des Mercedes se sont vendues autour de 300 000 DA). On trouve également sur ce marché les pièces détachées rares, parfois rarissimes, des diverses voitures en usage qu'il est presque impossible de se procurer même pour les voitures importées par l'Etat, par exemple pour les divers types de Honda introduites massivement ces dernières années. On trouve aussi à El Harrach des postes de télévision en couleur de marques étrangères (en noir et blanc aussi, mais la couleur est avec la voiture le signe du statut social. L'Algérie en fabrique, mais comme tous les produits algériens d'ailleurs, en quantité insuffisante par rapport à la demande ; ils sont très dévalorisés dans l'esprit des consommateurs qui recherchent les marques étrangères. Un poste de télévision en couleur, au marché parallèle peut coûter jusqu'à 8 000 DA.

Depuis une dizaine d'années, l'émigration a cherché avec succès à tirer parti de ce besoin de consommer. Outre le marché des devises qui l'institue en véritable banquier parallèle (on donne 2, parfois 3 DA pour 1 F, alors que les banques algériennes donnent environ 0,7 DA pour 1 F), les émigrés profitent du droit qu'ils ont d'importer des voitures pour les revendre à prix fort au pays. Il va sans dire que la participation à ce « trafic » est fonction des moyens : ils vont des moyens purement individuels à ceux des affairistes, installés à Paris ou ailleurs, liés à des milieux algériens sur le territoire national.

Plus modestement, de nombreux voyageurs (pas seulement des émigrés) ramènent avec eux des chaussures, des cosmétiques de Prisunic, des collants, du linge (une gamme de produits qui vont de la mauvaise qualité Tati à celle, meilleure, des Galeries Lafayette) qu'ils revendent en moyenne dix fois leur prix (10 à 15 DA une savonnette Fa, 300 DA une bouteille d'eau de toilette Fa, qui valent en France 3 F ou de 25 à 30 F ; 400 DA de mauvaises chaussures de chez André valant 150 F, 80 DA une petite boîte de crème Nivea, etc.). Ces produits sont revendus directement aux consommateurs ou à des commerçants qui prélèvent un bénéfice. A Alger, par exemple, on les trouve dans les passages reliant la place des Martyrs à la Casbah : ils comblent les rêves des femmes des couches moyennes à qui les voyages internationaux sont inaccessibles. Ce commerce peut rapporter plus qu'on ne croit pourvu qu'il soit mené rationnellement. C'est ce qu'a fait tel émigré, la cinquan-

taine, occupant en France un poste de cadre payé environ 10 000 F par mois : pendant trois ans il a été régulièrement à Alger un week-end sur deux, muni de deux valises remplies de savonnets, vêtements et chaussures démarqués. Il s'est acheté un terrain à bâtir à la périphérie d'Alger afin d'y construire une maison et prendre sa retraite au pays. Prix du terrain : 700 000 DA. C'est certainement une affaire ; pour cela il faut des relations car la terre est rare. Ensuite ce sera l'accumulation pour la maison dont le prix est difficile à évaluer : il dépend de l'importance de la construction, de son confort, du prix (au marché parallèle à cause des pénuries) du sac de ciment après lequel il faut courir. Le prix d'une maison (terrain compris), d'une assise de 100 mètres carrés environ, évolue, à la périphérie d'Alger entre 1 000 000 à 5 000 000 de DA. Ces chiffres sont donnés à titre indicatif. On peut trouver plus cher, mais il est difficile de trouver à moins. Il va sans dire que ceux qui possèdent des francs à échanger contre des dinars sont les plus avantagés.

Etant donné l'importance du mariage dans les stratégies de reproduction des classes sociales, il serait utile d'étudier avec précision les dépenses dont ils sont l'occasion. Actuellement un commerce s'est établi autour de la composition des trousseaux. On peut choisir sur catalogues, échantillons ou photographies, chez des femmes qui prennent les commandes et se chargent du voyage, les vêtements d'intérieur (féminins), lingerie et couvertures de luxe qui viendront rehausser le standing de la jeune mariée grâce à l'exhibition des marques parisiennes. Sans parler des bijoux et parfums qui, pour les plus fortunés, ne sont pas de Prisunic. Tout objet de consommation est, dans ce petit monde d'initiés, vite dévalorisé, dès lors qu'il est vulgarisé. Il s'agit donc de trouver autre chose ou d'avoir plus : autant de symboles du statut social qui n'ont aucun rapport avec l'utilité : cela passe par le four à micro-ondes, le piano dont on ne joue pas, le petit chien de luxe, nouveau venu dans la bonne société. Pour appartenir à ce monde il n'est pas suffisant d'avoir telle ou telle position dans l'entreprise, encore faut-il être inséré dans un réseau de relations influentes, avoir un pied dans les milieux d'affaires (ou les sphères du pouvoir qui peuvent y donner accès) qui ont leurs prolongements en France. Les réseaux de parenté jouent ainsi un rôle considérable et les liens en sont réactivés chaque fois qu'il s'agit d'obtenir, grâce à eux, un bénéfice ; ce qui renforce la famille mais aussi la pervertit en l'établissant sur une nouvelle solidarité fondée sur le calcul.

Depuis 1980 une série de mesures ont été prises pour éliminer les disparités entre les salaires et harmoniser les disparités sectorielles. Ces mesures toutefois unifient surtout le régime salarial de base mais ne réduisent pas les avantages des cadres supérieurs.

Ainsi les revenus pétroliers n'ont pas seulement permis à une minorité de privilégiés de multiplier les ressources monétaires ou non, dont ils profitent, mais aussi, outre la création de centaines de milliers d'emplois, la revalorisation des salaires et la mise en place d'un certain

nombre d'éléments de politique sociale qui ne sont pas négligeables. Cependant, cette revalorisation, dans la mesure où elle n'a pas été rendue possible par l'élévation de la productivité mais par la rente, a eu pour effet de dévaloriser le travail. Du haut en bas de l'échelle sociale on est (ou on voudrait être) un consommateur capitaliste avant d'être, si on peut dire, un producteur capitaliste⁸. D'où le considérable mépris vis-à-vis des coopérants des pays de l'Est, peu argentés, dont les femmes courtisent les magasins mal achalandés d'Alger ou d'ailleurs (« les crève-la-faim », dit-on) et l'admiration portée aux Occidentaux, à leurs gadgets et à leur train de vie.

C'est dans les secteurs où la productivité a particulièrement baissé (industrie et BTP) que les créations d'emploi se sont localisées dans les dernières années. Entre 1967 et 1978 cette baisse a été de près de 20 % pour l'industrie et de 50 % pour les BTP à prix constants. Elle est imputable à des effectifs pléthoriques, à un niveau de qualification insuffisant, à une trop faible utilisation des capacités de production. Le suremploi dans les entreprises publiques s'explique en partie par les stratégies propres des chefs d'entreprises désireux d'accroître leur pouvoir, en partie par des impératifs non économiques (embauche de personnel en vue de satisfaire une demande sociale ponctuelle).

Les revenus indirects ont, par ailleurs, constitué un élément significatif de stabilisation du pouvoir d'achat. D'autre part, la politique de soutien des prix à la consommation a été un facteur non négligeable dans la redistribution, permettant également de réduire les inégalités et les tensions sociales qui en découlent. Le montant des subventions est passé de 240 millions de DA en 1973 à 3 850 millions de DA en 1982, représentant une part importante du budget de fonctionnement de l'Etat (26 % en 1975, 15 %, en 1976, 13 % en 1977).

Rappelons que les dépenses alimentaires constituent une partie non négligeable des dépenses des ménages : 17 % en 1974, 18 % en 1975. La contribution de ces subventions est passée de 118 DA environ par an et par ménage en 1973 à 1 382 DA en 1982, soit environ 10 % du salaire minimum garanti. D'autres mesures ont concouru à fournir des revenus additionnels : relèvement des pensions, médecine gratuite, généralisation des écoles et cantines scolaires, versement de bourses, construction de villages socialistes dans le cadre de la réforme agraire et programmes d'auto-construction en milieu rural. D'une manière générale, ces mesures qui figurent pour l'essentiel dans la rubrique des transferts publics ont représenté une part notable des ressources monétaires des ménages (20 % en 1969 et 1973, 15 % en 1978). Mais elles ont toutes été marquées par la faiblesse des effets sur le niveau de vie des populations les plus démunies. En effet, on peut considérer qu'il faut atteindre un seuil minimum pour bénéficier des avantages octroyés par l'Etat : même si on a le désir de voir ses enfants étudier, malgré les bourses, un écolier, à fortiori un lycéen ou un étudiant, coûtent cher à leur famille. D'autre part, concernant la médecine gratuite, l'Etat n'a ni assez de médecins ni assez d'hôpitaux et de personnel pour faire face

à l'importante demande que suscite cet octroi de « gratuité ». L'hôpital est donc à peu près inaccessible, ou bien dans de très mauvaises conditions, si bien que ceux qui peuvent payer affluent vers la médecine privée, ou bien tentent de trouver les moyens de bénéficier d'un contrat d'Europe Assistance afin d'être évacués en France en cas de nécessité d'intervention immédiate. Dans l'ensemble, s'est développée une surconsommation de médicaments (notamment d'antibiotiques) contraire à la satisfaction véritable des besoins de santé ?.

Autre exemple, celui des villages socialistes, appelés en principe non seulement à transformer l'espace rural par la mise en œuvre novatrice de nouvelles formes de production et d'habitat, mais aussi des relations sociales fondées sur la coopération et l'organisation collective. Un bilan provisoire montre qu'en règle générale un modèle de consommation urbain a été proposé à une population dont la promotion était supposée passer par l'augmentation des revenus agricoles. On a offert aux paysans un habitat non fonctionnel, dépourvu d'installations collectives pour les activités d'appoint comme l'élevage et l'artisanat pouvant occuper une partie de la population active, également dépourvu d'équipements socio-culturels ¹⁰. Dans ces conditions, loin de contribuer à enrayer l'exode rural et surtout agricole, ces villages socialistes n'ont fait, paradoxalement, que contribuer à l'accélérer. Ils ont fonctionné comme des lieux de transit vers la ville quand les paysans ne sont pas retournés à leur habitat primitif en sous-louant à des citadins, refoulés vers la périphérie des villes par la crise du logement.

Concernant les programmes d'auto-construction destinés à améliorer les conditions de logement des plus pauvres, les crédits ont été le plus souvent accordés à des catégories aisées, si ce n'est à des notables ¹¹.

Une politique sociale menée sans participation des éventuels bénéficiaires, auxquels les dits bienfaits sont octroyés d'en haut, laisse jouer les rapports sociaux en faveur de ceux qui sont en position dominante, seuls en mesure de maîtriser les stratégies qui multiplient à leur profit les avantages du « socialisme ».

La transformation des rapports sociaux

Nous mettons en relief des faits significatifs de ces transformations. Ils ont trait aux conflits de travail, aux conditions de vie des différentes catégories sociales.

Les conflits du travail se sont considérablement accrus de 1969 à 1980, période pour laquelle des statistiques ont été établies par le ministère du Travail ¹². Le nombre des grèves est passé de 72 en 1969 (tous secteurs juridiques confondus) à 870 en 1980. La progression a été rapide, surtout à partir de 1974 et correspond à l'accroissement du nombre d'entreprises, surtout dans le secteur public où les grèves sont localisées (en principe interdites et, de fait, souvent réprimées, les grèves sont toujours censurées par la presse, même si elles ont lieu dans le secteur privé), elle a été de près de 50 % en 1980, alors que jusqu'en 1973 elles

concernaient principalement le secteur privé. Le nombre des « malaises » recensés (tensions n'entraînant pas d'arrêts de travail) est aussi important que celui des grèves dans les deux secteurs. Les grèves ont touché 72 960 travailleurs en 1977, soit 7 % de la population occupée à cette date dans le secteur industrie (sauf hydrocarbures) et BTP, transport et communication, commerce, et 3 % de la population totale. Au cours de toute la période les grèves avaient tendance à être surtout localisées dans l'industrie de transformation, le bâtiment et les transports. Il s'agit par conséquent d'un phénomène concernant massivement la population ouvrière dont les revendications portent sur les augmentations de salaires et le bénéfice de divers avantages sociaux. Sur les 5 195 grèves enregistrées entre 1969 et 1980, 54 % avaient ces motifs.

Malgré les efforts de l'Etat en matière de protection sociale, le niveau de vie de larges fractions de la population s'est dégradé ces dernières années. Un document de l'UGTA¹³ comparant l'évolution du SMIG et des prix des produits alimentaires types, entrant dans la consommation des ménages à faible rémunération, conclut à une baisse sensible du pouvoir d'achat de 1974 à 1978. Une enquête menée par l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*¹⁴ évalue la satisfaction des besoins primaires vitaux des ménages de six personnes à 1 750 DA par mois, dont plus de 80 % pour les seules dépenses alimentaires. Or jusqu'en 1978, ce revenu était supérieur aux salaires mensuels moyens des ouvriers qualifiés et agents techniques¹⁵. Par ailleurs les indications fournies par l'enquête¹⁶ sur la consommation des ménages estiment le montant total des dépenses des ménages à 3 698 DA par tête et par an, en zone urbanisée et relativement industrialisée soit, pour un ménage moyen de sept personnes, 2 157 DA par mois. Ce niveau de rémunération n'était atteint à la date de l'enquête (1979) qu'à partir d'un niveau de qualification relativement élevé (techniciens).

Des observations convergentes montrent que la classe ouvrière est fortement segmentée. C. Palloix note qu'en Algérie la formation du travailleur collectif s'effectue, par suite de l'industrialisation rapide du pays, surtout par gonflement de la catégorie des ouvriers sans qualification à une extrémité et par celle des cadres moyens et supérieurs à l'autre¹⁷. Parmi les effets de cette bi-polarisation, l'auteur relève le fait que le collectif n'est pas, dans la plupart des cas, une « machine sociale » au sens d'un organisme dont les différentes fonctions sont étroitement coordonnées ; cette bi-polarisation conduit à une profonde désaffection des travailleurs vis-à-vis du travail ; l'absentéisme en est une manifestation. Ainsi au complexe sidérurgique d'El Hadjar, l'absentéisme a concerné 15 %, des effectifs en 1971, 20 % en 1980 ; un autre auteur¹⁸ a établi que le taux de rotation de la main-d'œuvre était de 20 % en 1974 au complexe Véhicules industriels de Rouiba. Cependant, l'instabilité ou l'absentéisme n'expriment pas seulement, comme le dit C. Palloix, une forme de résistance à la banalisation du procès de travail en tant que tâche répétitive, fastidieuse, frustrante. Il correspond aussi à la volonté des travailleurs de rechercher de meilleures conditions de rému-

nération ; ils quittent leur premier emploi pour occuper des postes plus qualifiés dans d'autres entreprises, après avoir acquis une formation initiale sur le tas. Telle est en tout cas la stratégie des ouvriers sans qualification recrutés au complexe Véhicules industriels de Rouiba.

L'enquête menée à la Société nationale de sidérurgie (SNS) confirme les grands traits de cette évolution sociale. La segmentation de la classe ouvrière est dans une large mesure le résultat du recrutement rural massif opéré dans les entreprises. A la SNS, la masse la plus importante des ouvriers est constituée de jeunes travailleurs d'extraction rurale récente, sans qualification et à peine alphabétisés (seulement en langue nationale puisque la langue française a disparu des programmes des premières années de l'enseignement primaire). Une enquête antérieure¹⁹ portant sur l'origine et les conditions d'existence de la population industrielle du pôle Annaba-El Hadjar montre que, sur près de 3 000 actifs enquêtés dans cette région, 15 %, occupaient des emplois dans l'agriculture, 16 % dans le BTP (secteur de transition entre activité agricole et industrielle) et que près de 30 % étaient inactifs, résidant pour la plupart sans doute en zone rurale où le chômage est beaucoup plus élevé que dans les villes.

L'analyse des conditions de vie²⁰ de la population ouvrière indique une différenciation très nette en matière de travail, de rémunération et de logement.

L'enquête de la SNS a montré que les conditions de travail de la main-d'œuvre non qualifiée étaient particulièrement dures : la plupart des ouvriers logeaient dans des conditions très pénibles. Les deux tiers habitaient dans des habitats précaires (bidonvilles, bains maures). En ce qui concerne les rémunérations, 91 % des ouvriers avaient un salaire inférieur à 2 000 DA et 53 % une rémunération comprise entre 1 000 et 1 500 DA.

En dépit de leurs difficiles conditions de vie et de travail les ouvriers de la SNS estimaient que leur situation actuelle était préférable à celle de leurs parents. L'interprétation de cette opinion est délicate, mais il est possible que les ouvriers jugent leur condition en fonction des promotions par l'ancienneté ou par la formation sur le tas. Si ténu qu'il soit, cet espoir de promotion ouvre une perspective d'amélioration de la rémunération sinon de la mobilité sociale.

Des éléments précédents se dégagent quelques constatations. Le développement étatiste de l'industrie a provoqué de profondes transformations sociales. En premier lieu, l'émergence et la consolidation d'une élite de gestionnaires et de dirigeants, particulièrement favorisés sur le plan matériel, fonctionnant de plus en plus comme une aristocratie dont l'accès est interdit par un processus de sélection. En effet cet accès a été conditionné par des facteurs multiples : appartenance aux clans ayant accédé au pouvoir en 1962 qui continuaient, après la guerre, les hiérarchies nées pendant la lutte de libération, compétences données par les diplômes qui ne suffisaient cependant pas toujours pour accéder à des postes comportant un enjeu politique (toutefois l'Union générale

des étudiants musulmans algériens (UGEMA) a joué un rôle important)²¹. A partir de 1970, une politique d'algérianisation des cadres, afin de remplacer la coopération étrangère, le développement des sociétés nationales, ont valorisé les diplômes comme moyen d'accès aux privilèges et induit des stratégies propres à chaque couche sociale vis-à-vis d'une école qui, s'ouvrant en principe à tous, promettait à chacun d'arriver selon son mérite. D'où, par réaction contre ce qu'on a appelé la « démocratisation », l'afflux des enfants de la classe dominante vers ce qui subsistait d'écoles et de lycées de la Mission culturelle française (malgré les discours sur l'arabisation, auxquels nous reviendrons) et la conversion de fait de certaines écoles publiques algériennes, à Alger notamment, en écoles « privées » : elles drainent les instituteurs et professeurs les plus compétents ; les bénéficiaires les nomment eux-mêmes, avec un certain humour : « les écoles des enfants de ministres ». D'où aussi, l'envoi à l'étranger dans les universités des enfants de cette même classe (on peut imaginer les stratégies mises en œuvre pour bénéficier de bourses). Les universités américaines sont un rêve uniquement réservé à quelques *happy few*, et très ouvertement recherchées.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, la masse des ouvriers se compose pour une grande partie de jeunes sans instruction, sans qualification, anciens chômeurs, le plus souvent d'origine rurale. Entre ces deux catégories extrêmes, se situe une gamme d'individus dont la caractéristique commune est de disposer d'une qualification professionnelle : cadres d'exécution, maîtrise et ouvriers qualifiés. Socialement, rien ne distingue fondamentalement ces trois catégories. Les différences de rémunération ne suffisent pas à établir une distance sociale réelle, des facteurs extra-professionnels contribuent à les rapprocher sur le plan des revenus effectifs et sur celui de la promotion par le biais de la participation aux organes internes de l'entreprise²². Enfin, depuis quelques années, s'accroît une dévalorisation des diplômes universitaires : effet d'une baisse du niveau des études en Algérie, du laxisme avec lequel les diplômes sont octroyés à l'étranger, en France notamment. Ils n'assurent plus automatiquement les qualités et surtout la compétence suffisantes pour accéder à des postes qui permettent de s'intégrer à des catégories dominantes et par suite sont un facteur d'intégration du personnel d'encadrement dans cette couche intermédiaire.

Des restructurations de moindre ampleur et de nature différente ont affecté le secteur agricole étatique. Pendant longtemps, l'analyse des rapports sociaux dans ce secteur a emprunté à des schémas abstraits (présupposés tels que celui de capitalisme d'Etat) plus qu'au mouvement social réel. Des études récentes²³ apportent des indications plus convaincantes sur la nature des rapports sociaux dans les fermes contrôlées par l'Etat. Le fait social majeur : l'émergence d'une élite ouvrière à la direction des exploitations, a échappé à la plupart des observateurs qui ont continué à analyser le déficit chronique des domaines autogérés comme le résultat d'une mauvaise organisation interne et externe des unités de production se manifestant principalement par un fonctionnement

médiocre des organes d'encadrement de l'agriculture et la non-maîtrise par le collectif des travailleurs du procès de travail.

Une donnée explicative importante restait dans l'ombre, la recherche prioritaire de la satisfaction d'intérêts particuliers par les membres du collectif dans la mise en œuvre des plans de production, au détriment de la rentabilité des exploitations. Les enquêtes de J.M. Codron et B. Cros ont montré les mécanismes organisationnels de cette logique de maximisation fonctionnant au profit des membres du collectif et surtout du personnel de direction et d'encadrement : pratique généralisée d'un élevage privé fournissant des revenus complémentaires, attribution de journées de travail non prestées, etc.

L'importance de ces pratiques explique dans une mesure non négligeable la non-rentabilité des exploitations agricoles et réduit à néant la thèse d'une organisation capitaliste de la production dans le secteur contrôlé par l'Etat.

Les conditions de fonctionnement des domaines autogérés (restructurés à partir de 1968) n'ont permis d'atteindre de façon satisfaisante aucun des objectifs importants qui leur étaient assignés : constituer un secteur de base, dégager des ressources à investir dans le développement, nourrir la population.

Cette évolution n'a pas favorisé la promotion de la masse des producteurs mais laissé se développer des formes multiples de parasitisme nuisibles à l'intérêt des ouvriers agricoles et de la collectivité nationale.

Les difficultés du secteur agricole ont accentué l'exode de la main-d'œuvre, surtout à partir de 1970, sous l'effet de la concurrence industrielle. L'implantation de grands complexes a attiré non seulement la main-d'œuvre rurale ordinaire mais aussi les ouvriers agricoles qualifiés des domaines autogérés ; ceux-ci ont trouvé dans leur nouvel emploi une meilleure rémunération et le bénéfice de nombreux avantages sociaux. Parmi les effets les plus négatifs de la concurrence inter-sectorielle il faut souligner la véritable perte de substance qu'on constitué pour leurs unités de production ces départs massifs concernant surtout de jeunes travailleurs qualifiés. Un bilan du ministère de l'Agriculture indiquait, à la veille de l'opération de restructuration, en 1980, que les trois quarts des travailleurs salariés permanents des domaines autogérés étaient âgés de plus de cinquante ans.

D'autres indications permettent d'élargir la portée sociale de la restructuration de l'économie algérienne à partir de 1967. Des travaux récents ²⁴ rendent compte des progrès accomplis grâce à la refonte des structures productives et des limites des programmes de développement visant à réduire les inégalités régionales et sociales, à diminuer le chômage de la population active, à fournir des revenus complémentaires aux populations restées à l'écart des changements.

La pauvreté a reculé en termes relatifs ²⁵ dans les régions les plus sévèrement touchées et une tendance générale à la réduction des inégalités régionales en matière de revenus s'est manifestée, sous l'effet de l'amélioration de la répartition des activités économiques ²⁶. Ces amé-

liorations n'excluent ni la persistance de graves déséquilibres socio-économiques (chômage et sous-emploi notamment), ni l'insuffisance des équipements collectifs de base sans lesquels la satisfaction des besoins sociaux ne peut se concrétiser.

L'absence d'une politique d'aménagement du territoire a conduit à une compétition inter-sectorielle à propos des ressources disponibles (capital foncier, réserves hydrauliques, main-d'œuvre) contribuant à l'apparition de nouveaux déséquilibres entre régions. Ainsi, effet du centralisme administratif, dans les régions du littoral se concentre une part importante de la population et l'extension des infrastructures se fait de plus en plus au détriment des terres agricoles ²⁷.

Un bilan de la politique sociale doit tenir compte aussi des distorsions au prix desquelles des progrès sociaux relatifs ont été obtenus. Dans un pays où la suppression du chômage est loin d'être réalisée, malgré les prévisions optimistes des années soixante-dix, il n'est pas rare que le manque de main-d'œuvre affecte certaines régions au point de compromettre la production agricole. Ni le développement du salariat, ni les programmes d'assistance aux populations défavorisées n'ont changé fondamentalement les conditions de vie d'une masse rurale candidate à l'exode vers les zones urbaines parce que les conditions locales ne permettent pas une promotion réelle ²⁸.

La restructuration en cours

Depuis 1976 et jusqu'à sa mort, Boumediène lui-même, conscient des difficultés auxquelles se heurtait son projet de modernisation, avait dénoncé l'arrivisme, l'absence de conscience civique, le peu de dévouement à la cause publique, la nécessité de développer le goût de l'effort et du travail. Il avait tenté de lancer la « bataille de la production », sans grand effet. Ses successeurs l'ont suivi dans la même voie et, depuis une période récente, avec une insistance particulière, si on prête attention à la campagne menée dans la presse depuis quelques mois pour une véritable « reconversion » des mentalités. Les chroniques de la « Vie quotidienne » d'*El Moudjahid*, quotidien national, par exemple, mêlent l'humour aux injonctions productivistes. Elles s'organisent autour d'un thème central : les revenus pétroliers ont permis d'assurer à beaucoup de ménages des ressources sans toujours exiger d'eux en contrepartie un travail effectif. On juge que cette situation a favorisé un laisser-aller général se traduisant par un non-respect des règles élémentaires de la vie sociale : incivisme caractérisé, recul de la conscience professionnelle, course à la consommation en rupture avec les vertus traditionnelles de sobriété. On suppose à ces caractères négatifs, dans un style mi-humoristique, mi-moralisateur, à travers nouvelles, récits anecdotiques, éditoriaux, les vertus du travail, de la rigueur et de l'efficacité : « ... il faut absolument que l'Algérie se forge une personnalité de travail

qui tourne résolument le dos à cet avatar qui se développe chez nous depuis quelque décennie [*sic*] : l'argent facile implique le travail facile. C'est un fait qu'il s'est créé chez nous des réflexes bizarres en matière de travail : sa durée, son intensité, sa sanction salariale sont de moins en moins perçues comme elles devraient l'être... Pourquoi une telle mentalité ? Parce que le travail n'est pas encore la seule vertu sociale qui compte. Ce n'est même pas la vertu dominante qui, en imprégnant toutes les autres de sa valeur, les soumet à une morale dominée par l'amour du labeur ou la référence à la production » (*El Moudjahid*, 22-2-84).

Les autres thèmes abordés par la presse nationale depuis 1983 sont les défaillances observées dans le fonctionnement des entreprises, les services et l'administration, la corruption, la dégradation de l'habitat et de l'environnement, la détérioration des rapports sociaux dans les villes. Les journalistes déplorent, fustigent, clouent au pilori des « types » sociaux, mais reste à savoir si chacun ne pense pas que ce discours s'adresse à son voisin sans qu'il se sente lui-même concerné...

Ces injonctions productivistes doivent être mises en rapport avec l'évolution récente.

La poussée du secteur privé.

Outre l'enrichissement considérable de catégories sociales prospérant à la faveur de leur situation privilégiée dans les organismes étatiques, le fait social le plus important est, sans conteste, le développement des intérêts privés. Cette évolution est sensible à différents niveaux et rend compte dans une mesure non négligeable des mutations et des réformes économiques en cours.

Les comptes économiques établis par les services de planification montrent que le revenu brut des entrepreneurs individuels a fortement augmenté de 1969 à 1978, passant de 5 à près de 15 milliards de DA. Plus que les chiffres, fortement sujets à caution en raison d'une sous-estimation probablement très importante des profits réels perçus par les entrepreneurs, il faut surtout retenir la tendance à l'accroissement des revenus des non-salariés, surtout dans le secteur non agricole où, en moyenne, la rémunération est équivalente à plus de deux fois et demie le salaire moyen.

Comme le montre une étude synthétique²⁹ reposant sur différentes enquêtes directes réalisées pour le compte des services de planification, le groupe des patrons-employeurs est celui qui a le plus augmenté ses revenus entre 1967-68 et la fin de 1979. D'un montant de 36 943 DA par ménage en 1967, ces revenus moyens auraient atteint 149 522 DA en fin de période, soit un accroissement de 400 %. Ni les différents groupes salariés classés par catégorie socio-professionnelle, ni les artisans et commerçants, n'enregistrent une telle amélioration.

Les entrepreneurs privés ont bénéficié durant la décennie écoulée de conditions favorables au développement de leur activité. En premier lieu, la véritable explosion de la demande intérieure consécutive à

l'accroissement considérable des revenus des ménages et l'incapacité pour l'Etat d'y répondre soit par la production des entreprises qu'il contrôle soit par les importations, a multiplié les occasions d'investissement dans les biens de consommation.

En second lieu, le secteur privé a su profiter des conditions économiques favorables créées par l'intervention de l'Etat en matière de production et de fourniture de produits de base remis à bas prix aux utilisateurs. A ces conditions d'approvisionnement qui s'apparentent à un véritable transfert de valeur d'un secteur juridique à l'autre³⁰ s'ajoutent des avantages comme l'absence de contrôle sur les prix de vente, la qualité des produits, les conditions de travail et de rémunération de la main-d'œuvre permettant d'accroître le profit dans des proportions très importantes.

L'activité du secteur privé est encore très fortement marquée par son caractère spéculatif. Cette constatation, valable pour toutes les branches d'activité économique, se traduit par la recherche des secteurs les plus lucratifs, où les profits sont importants en une courte période. Ainsi, dans le secteur agricole, les activités des exploitants les plus dynamiques sont de plus en plus orientées vers la production de fruits et légumes, de la viande, produits très rémunérateurs en raison de la demande croissante sur le marché. Dans l'industrie, les activités du secteur privé sont étroitement liées aux biens de consommation ; les statistiques disponibles³¹ concernant les activités de transformation des entreprises industrielles de 20 salariés et plus révèlent que le secteur privé est présent d'une manière significative dans la fabrication des produits des principales branches mais tout particulièrement dans les secteurs des cuirs et chaussures, des textiles, des industries alimentaires, des matériaux de construction et de la transformation des plastiques. L'évolution récente montre une augmentation très importante de la production textile du secteur privé qui monopolise ou domine la production de très nombreux articles³².

En 1977, le secteur privé employait près du quart des salariés de l'industrie. Les effectifs salariés déclarés de l'industrie privée étaient de 80 000 en 1980, soit environ 16 % du nombre total des salariés de l'industrie. Selon ces estimations, le secteur privé employait toutefois au total 800 000 personnes en 1978 sur les 2 830 000 recensées à cette date, soit 28 %. Les employeurs ont en effet tendance à ne pas déclarer toute la main-d'œuvre utilisée pour des raisons évidentes : salaires très bas, charges sociales de moins à assumer³³.

Malgré leur caractère souvent approximatif, les chiffres concernant l'évolution des investissements confirment le renforcement des activités du secteur privé. Le montant cumulé des investissements privés agréés par les commissions nationales et régionales entre 1967 et 1974 a atteint 875 millions de DA. Pour la seule période allant de mai à octobre 1983, 452 projets privés ont été agréés pour une valeur globale de 1 352 millions de DA, soit nettement plus que le montant évalué entre 1967 et 1974³⁴. Or, le bilan des commissions d'agrément ne donne qu'une faible

illustration des mouvements réels : la plupart des investisseurs privés ne s'adressent pas à ces instances et ne sont donc pas comptabilisés par ces organismes, ce qui rend difficile une évaluation précise des montants totaux effectifs. Les estimations varient par conséquent d'une source à l'autre. S.P. Thiéry avance le chiffre de 19 milliards de DA d'investissement entre 1967 et 1978, ayant permis la création de 700 000 emplois.

Outre le poids spécifique des profits accumulés qui accroissent les moyens et les modalités de son intervention, le secteur privé profite de l'existence d'entrepreneurs potentiels représentés par les détenteurs de revenus excédentaires importants comme les commerçants, des artisans enrichis, des membres de professions libérales et même de nombreux cadres de l'administration et des sociétés nationales, tentés par la carrière d'entrepreneur. Il profite aussi des défaillances en matière d'approvisionnement en produits de consommation courante, et des attentes des catégories sociales plus réduites surtout intéressées par des biens de luxe. Cependant on ne peut que constater le fait que ces entreprises se développent en aval et drainent l'accroissement des revenus permis par la rente sans servir le développement.

Signification de la réorganisation du secteur public

La restructuration des entreprises amorcée dès 1980 constitue une mutation institutionnelle majeure. Le contenu essentiel de cette restructuration est la réduction de la taille des entreprises et la limitation de leur intervention par la spécialisation de leur activité. Tous les secteurs d'activité et notamment l'industrie et l'agriculture étaient dominés par des entreprises étatiques géantes. Dans le secteur industriel, par exemple, on relevait à la fin des années soixante-dix, l'existence d'une centaine de sociétés nationales employant 500 000 personnes environ. Dans l'agriculture, le regroupement des fermes coloniales avait abouti à la création de 22 000 exploitations agricoles d'une taille moyenne de 1 000 hectares chacune.

Cette réforme, coup d'arrêt à la tendance à la monopolisation des activités économiques par les organismes étatiques, aura deux conséquences importantes sur le plan des rapports sociaux : le renforcement du rôle des gestionnaires techniques dans les entreprises publiques et l'accroissement des entreprises privées favorisées par l'éclatement et la spécialisation des sociétés nationales.

Des enquêtes³⁵ ont montré que les entreprises industrielles publiques étaient le siège d'importants conflits sociaux s'expliquant fondamentalement par les contradictions entre les gestionnaires et les producteurs. Jusqu'à présent les syndicats et les assemblées de travailleurs des unités de production ont contribué à atténuer l'intensité de ces conflits grâce notamment à une prise en charge relative des revendications des travailleurs en matière de conditions de travail et l'institution d'un système d'œuvres sociales : coopératives d'achat de biens de consommation,

cantines, transports du personnel, médecin d'entreprise et colonies de vacances. Ces avantages sont, bien entendu, comme nous l'avons déjà souligné, variables d'une société à l'autre et différent selon les moyens de la société et le dynamisme des représentants des travailleurs chargés de la gestion des œuvres sociales. Il n'en demeure pas moins qu'ils constituent des éléments importants d'augmentation des revenus réels.

Cependant la nécessité de la rentabilité exigée de plus en plus des entreprises met à l'ordre du jour des formes d'organisation du travail plus contraignantes visant à élever la productivité du travail et la diminution des prestations sociales prises en charge par les entreprises.

Ainsi, le recours au licenciement, pratique peu fréquente jusqu'à présent dans le secteur public, deviendra sans doute dans l'avenir une cause de conflits sociaux. D'autre part, l'autonomisation des entreprises aura pour conséquence de réduire la participation à la gestion des représentants des travailleurs ; la planification des activités de la branche industrielle assumée auparavant par une société nationale incombera désormais aux services de tutelle. La confrontation gestionnaires-producteurs s'articulera alors principalement autour des objectifs de la production et des modalités de sa réalisation.

La même évolution se dessine dans les fermes de l'Etat où de plus en plus, sont affectés les ingénieurs et les techniciens formés à l'Institut technologique agricole de Mostaganem. L'enjeu est clair ; il s'agit de les pousser à diriger effectivement ces exploitations où s'étaient développés des rapports de production peu favorables à une orientation productiviste.

D'une certaine façon, la restructuration des entreprises publiques vise à un réaménagement de l'intervention du secteur privé. Les mesures de décentralisation et de spécialisation vont favoriser la multiplication des entreprises locales (petites et moyennes industries dans les secteurs de la production, des travaux, des transports, etc.) où le secteur privé est appelé à occuper une place importante compte tenu de l'ampleur des besoins sociaux à couvrir. D'autres changements institutionnels vont dans le sens de ce renforcement : levée de l'interdiction des transactions foncières, encouragement du secteur privé à investir dans des domaines réservés jusque-là à l'intervention étatique comme l'immobilier où les possibilités de profit sont considérables.

Le changement culturel et social

L'analyse de l'évolution économique et sociale a montré que les ressources pétrolières avaient, pour une part importante, assuré les revenus de nombreuses catégories sociales, notamment par la création massive d'emplois, le renforcement d'un système élargi de prestations sociales et de redistributions des revenus, visant à corriger les disparités régionales et sociales. Cependant cette évolution a surtout profité à des caté-

gories sociales réduites : cadres supérieurs des organismes étatiques et bourgeoisie privée.

La disponibilité des revenus pétroliers a aussi permis, dans une mesure non négligeable, de séparer artificiellement répartition et production, dans la mise en œuvre de la politique des revenus. Ainsi la rémunération de nombreuses catégories sociales, comme nous l'avons déjà fait remarquer, a davantage dépendu de la place occupée dans la structure sociale que des résultats économiques de l'activité. Tel est surtout le cas des cadres supérieurs.

Les revenus pétroliers ont accéléré les restructurations consécutives à l'urbanisation et à l'industrialisation rapides du pays. Cette mutation, particulièrement soutenue depuis une dizaine d'années, a introduit des bouleversements des modes de consommation et du système de valeurs et de représentations de différents groupes sociaux.

L'urbanisation de l'Algérie est un fait récent qui ne prend une importance structurelle qu'après 1954 et surtout après 1962 ; de 1954 à 1977, Alger a connu un accroissement de 238 %, Annaba, de 169 %, Constantine, de 145 %, Oran, de 92 %. Concernant l'industrialisation, sur les 673 000 emplois de secteur public prévus en 1982, 110 000 devaient être localisés dans la wilaya d'Alger, 43 900 dans celle d'Oran et 46 900 à Annaba³⁶. La population et l'emploi industriel sont par conséquent fortement concentrés dans les grandes villes. Cette situation entraîne une aggravation des conditions de vie et un durcissement des rapports sociaux qui s'explique notamment par une compétition sociale sévère pour l'accès aux biens de consommation.

L'accès aux biens de consommation et les comportements spéculatifs

Le logement est le bien de consommation pour lequel la compétition est la plus vive. Des indications récentes estimaient le parc actuel à un million de logements décents pour une population de 18 millions d'habitants ce qui révèle l'ampleur de la crise³⁷. La rapide saturation des anciennes infrastructures et l'ampleur des besoins à satisfaire entraînent une pression considérable sur les logements disponibles et les terrains à construire. La course à la construction privée a des effets dévastateurs sur l'environnement. Près d'Alger, les collines du Sahel sont de plus en plus hérissées de villas construites sur des terres auparavant réservées à l'agriculture et souvent rachetées aux paysans par des spéculateurs citadins cherchant à obtenir dans des délais très courts des gains très importants grâce à la location.

La crise du logement est telle que les loyers pratiqués atteignent des niveaux très élevés : à partir de 10 000 DA par mois pour des villas d'un standing moyen à proximité de la capitale, par exemple. Dans ces conditions, les ménages occupant un logement « bien d'Etat » sont des privilégiés, les loyers y sont très modiques : les prix varient de 10 à 400 DA par mois pour un appartement ordinaire construit avant 1962 et se situent à 700 DA en moyenne pour un logement neuf de trois pièces.

La vente prochaine des logements et villas « biens vacants » aux particuliers qui les occupent en qualité de locataires risque d'aggraver considérablement la spéculation actuelle. La crise du logement se manifeste aussi dans le développement de l'habitat précaire comme les bidonvilles, devenus un élément structurel du développement industriel urbain. Des enquêtes dans les grandes villes et notamment à Alger³⁸ ont montré que la population qui s'entasse dans ces logements de fortune ne comprend pas seulement des ruraux déracinés et employés dans les grands complexes industriels et chantiers de construction mais aussi des citadins ne parvenant pas à se loger dans des constructions ordinaires.

Dans la région d'Alger, un récent recensement systématique des occupants des bidonvilles a révélé un accroissement considérable de cette population qui aurait doublé depuis 1977, passant de 100 000 à 190 000 en 1983³⁹. Le désir de freiner un flux migratoire qui prive les campagnes d'une main-d'œuvre agricole devenue rare, la volonté d'affecter les terrains occupés par les bidonvilles à d'autres usages, la défiance vis-à-vis de la concentration d'une population sensible aux thèmes de l'intégrisme religieux, expliquent la récente décision du gouvernement d'organiser le retour forcé des habitants des bidonvilles dans leur région d'origine.

Il en est de même de l'appropriation de l'espace à usage d'habitation ou de l'accès à d'autres biens durables comme de la distribution des revenus : polarisation et concentration des biens au profit de classes restreintes de plus en plus distinctes par leur niveau de consommation.

Ainsi le nombre de voitures particulières⁴⁰ est en progression constante, représentant 60 % du parc automobile total ; le tiers des véhicules de tourisme était recensé en 1980 dans la *wilaya* d'Alger, indice de la concentration des revenus dans la capitale.

Le modèle de consommation des catégories dominantes repose sur la redistribution de la rente pétrolière et sur les revenus procurés par la spéculation sur les biens rares. Ce mode de consommation est importé dans la mesure où les principaux biens recherchés proviennent surtout de l'étranger. La course à la consommation de ces biens atteint, dans certains milieux, une véritable boulimie. Ces comportements sont typiques d'une classe sociale dont les ressources proviennent des revenus pétroliers ou de rentes spéculatives.

Les pénuries de biens de consommation, le développement de réseaux parallèles d'échange de biens et services engendrent des perturbations dans les prestations attendues de nombreux organismes publics et atteignent sérieusement leur réputation, certains de leurs agents alimentant ces réseaux concurrents au détriment de la collectivité. Ces pratiques spontanées s'inspirant des agissements des groupes sociaux dominants, renforcent le poids social des agents exerçant dans les secteurs de la commercialisation des biens et services et aggravent les conditions d'approvisionnement de la population.

Ces déformations sont telles que les notions de rémunération liée au travail fourni, le respect des biens publics et la conscience professionnelle fonctionnent de moins en moins comme critères essentiels de l'activité et de la promotion des agents.

Cette situation augmente aussi la part d'arbitraire dans les rapports de la population avec les représentants des services. Dans les campagnes algériennes où les pénuries de produits sont plus gravement ressenties du fait d'une moindre extension du réseau de distribution, ces comportements sont très répandus, permettant à certains agents chargés de l'approvisionnement de la population, d'obtenir des revenus complémentaires substantiels.

L'accès aux objets culturels

L'évolution en cours se caractérise par l'inégalité d'accès à l'éducation et à la consommation des biens culturels, le maintien sinon l'aggravation du pluralisme linguistique.

Trois objectifs principaux avaient été assignés à l'enseignement : démocratisation, arabisation, orientation scientifique. Ils avaient été définis dès l'Indépendance (Charte de Tripoli, 1962 - Charte d'Alger, 1964).

Une série de réformes ont été mises en œuvre au cours des années soixante-dix : elles avaient pour but de limiter la déperdition scolaire, tout en développant l'arabisation. Après la réforme de l'enseignement supérieur, entreprise en 1971, celle de l'enseignement primaire est intervenue plus récemment. A l'enseignement dit « élémentaire » on a substitué l'Ecole fondamentale, accueillant les élèves de 7 à 16 ans et leur offrant un enseignement général de base complété par une formation polyvalente, préparant à la vie professionnelle. Du moins tel est le projet, sans préjuger des résultats obtenus.

Cependant, au cours de la décennie qui vient de s'écouler, la déperdition scolaire ne s'est pas ralentie : elle est même si forte qu'elle conduit à s'interroger sur le mot d'ordre officiel de « démocratisation » de l'enseignement, illustré généralement par la citation des sommes importantes qui y sont consacrées et par celle du chiffre des élèves entrant à l'école chaque année. En réalité, des calculs récents, concernant les performances du système éducatif, ont montré que sur 100 enfants inscrits à l'école primaire, 60 quittent l'école avant d'achever le cycle primaire ou à la fin de celui-ci ; sur les 40 restants, 16 seulement se présentent au baccalauréat et 4 en moyenne le réussissent ⁴¹. Ces chiffres représentent une moyenne nationale. La situation s'aggrave si on considère les milieux les plus défavorisés mais particulièrement le milieu rural. En outre, la mortalité scolaire des filles est plus forte que celle des garçons, quand elles ne sont pas éloignées (ou retirées) de l'école, ce qui est à la campagne un aspect des stratégies matrimoniales.

Si on considère que la cinquième année du primaire est « la barrière à franchir pour gagner la lutte contre l'analphabétisme » ⁴², dans la mesure où ce n'est qu'à ce stade qu'une pratique minimale de la lecture et de

l'écriture induit un minimum de consommation culturelle et évite la rechute dans l'analphabétisme, on mesure l'ampleur du problème posé et la nécessité de « s'interroger attentivement pour évaluer l'énorme différence qu'il y a entre la démocratisation de l'enseignement et la démocratisation dans l'enseignement... (qui implique la) lutte contre la reproduction de l'inégalité des statuts sociaux par l'école »⁴³. Considérer seulement le nombre des élèves accueillis chaque année par l'école sans attention pour celui des élèves qui en sortent et pour les conditions dans lesquelles s'opère cette sélection féroce, conduit à s'aveugler sur la situation en recourant à des slogans.

Jusqu'à une période récente, l'enseignement moyen et secondaire était divisé en deux filières, l'une bilingue et l'autre arabisée. Cette dernière a accueilli essentiellement les enfants des couches populaires, en partie à cause du fait qu'on a pratiqué ce qu'on pourrait appeler une « arabisation-sanction » consistant à refouler dans les classes arabisées les plus « mauvais » élèves. En tous les cas, s'est opérée par divers moyens, une sélection par la langue qui a renforcé les clivages sociaux et créé des dysfonctionnements dans la relation entre système éducatif et système économique, se traduisant par un manque de débouchés pour les arabisants obligés de limiter leurs recherches en matière d'emploi aux secteurs non productifs. Les arabisants ont donc vu, malgré la mise en œuvre de l'arabisation, se reproduire en s'aggravant la situation défavorable dans laquelle ils se trouvaient (alors qu'ils étaient moins nombreux) après l'indépendance. Malgré le fait que le discours dominant valorise le retour aux sources de l'identité arabo-islamique, malgré les réformes scolaires qui étaient censées le concrétiser, être un diplômé arabisant est resté le signe de la relégation sociale. C'est parmi les francisants, principaux bénéficiaires du développement, qu'on a continué à recruter les cadres du secteur économique.

Malgré des incitations à l'arabisation (enseignement de quelques heures d'arabe hebdomadaires dans les entreprises, obligation d'un niveau 3 en arabe pour obtenir les diplômes consacrant les enseignements dispensés en langue française) tout s'est passé comme si la politique d'arabisation ne concernait pas les cadres ni leurs enfants pour lesquels ils se sont ingéniés à trouver des places dans les écoles et lycées de la Mission culturelle française, ou bien (au pire !) dont ils ont fait des bilingues en payant des répétiteurs privés... tout en proclamant leur hostilité au français ou au bilinguisme⁴⁴.

On peut envisager en opposition à cette « couche intégrée à l'Etat » ceux qui en sont les exclus, « chômeurs, jeunes sans emploi, "déchets scolaires", "occupés" des recensements, femmes, auxquels il faut ajouter les diplômés arabisants sans emploi : aiguillés sur une formation en arabe, ils se retrouvent sans aucun débouché, confrontés à l'inanité de leurs efforts »⁴⁵. C'est la révolte contre cette exclusion qui s'est exprimée par les manifestations des arabisants à l'université pendant l'hiver 1979-80, la référence à l'arabo-islamisme étant revendiquée par eux contre un Etat qui prétend fonder sa légitimité entre autre sur l'arabisation.

Si on considère des études récentes⁴⁶, on constate en effet que la mortalité scolaire touche plus les catégories sociales ne connaissant que l'arabe. En effet, le rendement culturel de l'arabe est très bas dans la mesure où l'offre culturelle de l'environnement (lecture, média, télévision en particulier) est beaucoup plus forte et plus riche en français qu'en arabe. Par le fait même, la population scolaire reproduit à sa manière les discriminations sociales : d'un côté celle qui a vocation à lire et à écrire, de l'autre celle qui perd tout contact avec la lecture ou l'écriture. Comme le souligne Mustapha Haddab dans l'une de ces études⁴⁷, la scolarisation n'a pas eu pour effet automatique, malgré son extension, la promotion sociale attendue dans les zones rurales car l'accroissement des effectifs s'est accompagné d'une dévalorisation sociale de l'enseignement et des diplômes affectant surtout les échelons les plus bas, ceux qui précisément se trouvent ignorer le français. Toutefois, faute de trouver des débouchés dans le secteur économique et administratif, la promotion sociale pour un arabisant qui a réussi à poursuivre son cursus jusqu'à l'obtention d'un diplôme peut être le parti ou les organisations syndicales. « L'obligation plus ou moins strictement appliquée faite aux membres du parti et des organisations de masse, de parler et d'écrire en arabe, constitue sans doute à la fois une des causes et un des effets du recrutement préférentiel des arabisants. »⁴⁸

Cette situation globale est d'autant plus préjudiciable à la promotion sociale des couches populaires que l'enseignement technique a fortement régressé de 1962 à 1978, période au cours de laquelle ont été supprimées de nombreuses filières de formation professionnelle. Mustapha Haddab relève que la vision scientiste qui a poussé à faire de la science et de la technique de véritables objets de culte pendant les années fastes de l'industrialisation, n'a cependant pas eu dans la formation d'effets positifs. L'auteur explique ce paradoxe par la pression des couches moyennes pour l'accroissement des filières d'enseignement général dans la mesure où elles permettent d'échapper aux métiers manuels dévalorisés. Toutefois ne faudrait-il pas s'interroger sur cette dévalorisation, se demander si elle-même n'est pas l'effet d'une politique scolaire et économique qui n'ouvre guère de possibilité de se valoriser sinon en occupant les divers postes de contrôle offerts aux cadres. C'est à ce type de postes que le système d'enseignement agricole par exemple destine⁴⁹. Dans ces conditions le discours sur la science n'est-il pas la justification idéologique de la classe dominante ?

Les effets de la politique scolaire et de sa « démocratisation », pour autant qu'on commence à les percevoir n'ont supprimé ni les inégalités culturelles, ni le biculturalisme résultant de ces inégalités. Les enquêtes effectuées en milieu rural ne touchent pas à un objet que sa spécificité classerait à part, telle une exception par rapport à une situation qui s'avérerait plus favorable au niveau global. Le milieu rural est en réalité le miroir grossissant dans lequel se révèlent les caractéristiques générales du système, à savoir : plus on est défavorisé plus on est exclu de l'école rapidement, plus on a de chances d'être arabisant (mono-

lingue) et, faute d'un environnement culturel relayant l'école, moins on lit de livres, moins on va au cinéma, moins on lit la presse et donc moins on s'intéresse à la politique, avec paradoxalement, en apparence, pour les diplômés qui émergent, l'horizon du fonctionnariat dans le parti ou le syndicat. Est-il nécessaire d'ajouter que si on a la malchance de naître femme, rurale de surcroît, on a encore plus de chances de ne pas être scolarisée, d'être exclue de l'école, d'être arabisante. On assiste, note Mustapha Haddab, à un processus de féminisation de la langue arabe en milieu rural, dans la mesure où elle reste « la langue préférentielle des échanges sociaux à l'intérieur du groupe et de la famille ».

Tayeb Kennouche fait ressortir dans sa propre enquête les chiffres de la déperdition scolaire en milieu rural. Le chiffre global est élevé : entre le primaire et la fin du secondaire, les diverses formes d'élimination auront rejeté de l'école 76 % de la population scolaire (74,5 % des garçons, 81 % des filles) ; 10 % des garçons, 27 % des filles sont éliminés avant l'entrée en sixième. Au cours du secondaire 42 % des élèves sont éliminés (54 %, des filles et 38 % des garçons). On doit considérer, en rapport avec ces chiffres, celui du taux global de scolarisation chez les ruraux : 51 %, celui de l'analphabétisme s'élevant à 71,3 %. Dans les villes, grandes et moyennes, les conditions sont plus favorables : les chiffres officiels de la scolarisation sont en moyenne de 80 %. Toutefois, on ne possède pas encore d'indications sur la déperdition scolaire, sans doute forte dans les couches les plus défavorisées.

Les auteurs des enquêtes citées ont raison de s'inscrire en faux contre un cliché couramment répandu, l'existence d'un « vide culturel » qui existerait à l'heure actuelle en Algérie. Il y a peut-être manque de débats, de discussions, de créativité idéologique et artistique, mais ce manque ne signifie pas le vide. D'un côté un discours sur l'identité et le retour aux sources se juxtaposant au discours sur la science et le modernisme ; leurs auteurs résolvent à leur profit la contradiction en s'adonnant à des pratiques de consommation qui sont le signe d'une profonde intériorisation des aspects les plus négatifs de la culture occidentale. De l'autre l'existence de la religiosité populaire. Commentant les enquêtes sur l'école en milieu rural, A. Benachenhou écrit : « L'analyse fait le constat du fonctionnement encore vivace d'un islam populaire chez les jeunes ruraux tôt exclus de l'école à côté d'un islam scripturaire plus moderniste, plus intellectualisé et plus politisé chez ceux qui poursuivent une scolarité plus longue. Mieux encore, en raison de l'imminence de l'insertion professionnelle chez ces derniers, la pratique religieuse va se doubler de visions différentes du devenir social. Peut-être faut-il formuler ici l'hypothèse que la clientèle politique de l'extrémisme religieux (et peut-être de la formation de ses leaders) résultent de certains processus de marginalisation scolaire et culturelle qui déterminent une attitude critique vis-à-vis du projet social sinon formulé en langue française, du moins concrétisé dans cette langue »⁵⁰.

Mustapha Haddab suggère en effet l'existence en milieu rural d'une « pluralité de systèmes de rapports au sacré » et une réelle hétérogénéité du champ religieux. Ce qui contredit dans les faits le discours de l'Etat qui s'efforce par des procédés incantatoires d'imposer un islam « univoque, satisfaisant — ou censé satisfaire — la demande religieuse de toutes les classes sociales »⁵¹. L'Etat s'est fait sur ce point l'héritier du Réformisme et de sa condamnation de toutes les manifestations du pluralisme religieux, particulièrement des diverses manifestations de la religiosité populaire. Les jeunes citadins, pour leur part, confrontés sans cesse aux comportements ostentatoires de la classe dominante et à travers les films occidentaux (la majorité des films diffusés par les cinémas et la télévision) à un mode de vie dont l'accès leur est interdit, subissent, dans un très grand malaise, la distorsion entre les valeurs de l'arabo-islamisme, censées servir de repères à l'identité, et l'avènement d'une modernisation qui semble ne pouvoir se concrétiser qu'en copiant avec plus ou moins de succès les Occidentaux. Tout se passe comme si on chargeait les couches les plus défavorisées d'incarner une identité enracinée dans les traditions, référant symbolique chargé de légitimer les dominants dans leurs privilèges sans toutefois qu'ils se sentent obligés de passer du discours à la pratique.

Derrière l'arabisation, des stratégies politiques se sont constamment cachées : volonté des intellectuels arabisants de s'intégrer à la vie économique et sociale en exigeant une redistribution du pouvoir, volonté d'autre part de contrôler la société en s'arrogeant le monopole du français, voire du bilinguisme. Nécessité pour l'Etat de ne pas trop mécontenter les uns dont la frustration peut créer de dangereux abcès de fixation d'autant qu'ils incarnent le symbole de l'identité recouvrée, nécessité de fonder sur les autres le processus d'industrialisation et le pouvoir réel.

Les effets de la segmentation culturelle s'étendent ainsi, bien au-delà de l'école, à tous les secteurs de la vie culturelle. Ce qui est offert aux arabisants se limite à des films libanais et égyptiens. Ce sont soit des drames petits-bourgeois, éternelles histoires d'amour à l'eau de rose, ou bien des séries portant sur la vie du Prophète ou les premiers temps de l'islam. Ce qui est offert aux francisants est dominé par les productions françaises et américaines, dont l'incontournable Dallas. Les salles de cinéma sont dans un état si déplorable qu'il y a longtemps que les « beaux quartiers » ne s'y mélangent plus au menu peuple et regardent chez eux, grâce à leurs magnétoscopes, les films qu'ils vont acheter à Paris. De même, ne lisent que ceux qui achètent en France les livres qu'on ne trouve pas à Alger, à Oran ou Constantine : les librairies étant systématiquement vides de livres, aussi bien en arabe qu'en français. Il est bien difficile de croire qu'il ne s'agit là que de l'incurie de la SNED. Quand cette « incurie » dure depuis si longtemps, n'est-on pas en droit de se demander s'il ne s'agit pas d'une politique délibérée consistant à éloigner la masse d'un certain type de loisirs et de pratiques culturelles pour, au contraire se les approprier, à freiner aussi toute vie intellectuelle qui pourrait amener un minimum d'esprit critique et de réflexion ?

Qu'en est-il justement du silence des intellectuels en tant que groupe social ? Aucune rationalité nouvelle, aucun projet de société n'a été élaboré par eux depuis vingt ans qui soit différent ou indépendant de celui de l'Etat. Symptôme de la difficulté à exister d'une société civile, c'est uniquement de l'Etat et de l'armée (qui se confondent à partir de 1965) qu'émerge un nouveau type de rationalité. Depuis lors, il n'est en effet aucun discours intellectuel qui se soit autonomisé par rapport au champ politique. Au contraire, le premier s'articule au second dans une relation de subordination. L'université a fini très vite par devenir la caisse de résonance des discours de l'Etat. Même dans l'opposition étudiante de 1965 à 1971 n'y avait-il pas accord implicite sur l'essentiel avec l'Etat : l'adhésion à une idée commune du progrès et de la civilisation ? De même que la croyance commune dans la nécessité d'imposer à la société marquée par le « retard » des forces productives, l'industrialisation ? Cette conception économiste réduisait le projet politique à la seule dimension technique, elle impliquait la croyance commune dans la nécessité d'un Etat autoritaire, elle considérait comme inutile, voire nuisible, l'existence d'un militantisme créateur et l'apparition d'intellectuels indépendants du pouvoir. L'Université servait alors plus à apprendre qu'à produire des idées et à penser. Elle servait à former des fonctionnaires doués d'une « passivité complice devant l'Etat »⁵². Laacher Smaïn a raison de souligner que cette complicité des intellectuels, fondée sur des privilèges (postes dans l'enseignement, à la radio, à la télévision, etc., avantages symboliques liés à leurs rôles de médiateurs de la modernisation) fait d'eux des agents actifs de la coercition imposée à la société par l'Etat et par conséquent cette complicité les relie moins entre eux qu'à lui, leur assignant des fonctions de délégués légitimes (de l'Etat, de la classe ouvrière, de la paysannerie), leur imposant de fonctionner dans le système du pouvoir. Les années soixante-dix, qui s'ouvrent sur la nationalisation des hydrocarbures et la réforme agraire, l'appel à un nouvel ordre économique international, réveillent le nationalisme en lui donnant une dimension anti-impérialiste. Les étudiants, dont l'association a été réprimée et dissoute en janvier 1971, se rallient finalement et vont aux champs (moins nombreux cependant qu'on ne le dit). Chez les écrivains francisants, l'appel à l'engagement rencontre peu d'échos. On se méfie plus qu'autre chose de Kateb Yacine et de son théâtre populaire à l'humour décapant qui fustige religieux et bureaucrates sans souci de conformisme. Les jeunes poètes regimbent.

C'est chez deux écrivains arabisants que la réforme agraire et l'industrialisation vont trouver un écho favorable : Tahar Ouetar et Abdelhamid Benhadouga, dont les romans traitant les sujets politiques immédiats, vont rencontrer un certain succès. Il s'agit de *Ez Zilzel* (1973), de Ouetar et du *Vent du Sud* (1971), *La Fin d'hier* (1974), *La Mise à nu* (1980) de Benhadouga. Ces romans, rapidement traduits en français seront tirés par la SNED à une vingtaine de milliards d'exemplaires (on ne connaît pas le chiffre des ventes). A travers les thèmes traités : réforme agraire, industrialisation, émancipation de la femme, bouleversement d'une société

rurale présentée comme arriérée, on remarque pour l'essentiel une adhésion à la modernisation mise en œuvre par l'Etat, présenté comme un Etat populaire et révolutionnaire. Les héros positifs sont des militants pédagogues incarnant la réconciliation de la ville et de la campagne. Les conflits y sont moins des conflits de classes que de valeurs, conflits consécutifs à l'opposition de la tradition et du modernisme, de la réaction et du progrès, que les militants incarnent dans le dévouement au projet politique de l'Etat.

Chez ces deux écrivains la critique sociale se tient, dans ces livres, dans les limites du système (de même dans le recueil de nouvelles de T. Ouettar, *Les Morts reviennent cette semaine*, 1981), et respecte tacitement les frontières qu'il impose dans la mesure où ils adhèrent à l'idéologie de type progressiste anti-impérialiste.

« Je veux peindre un tableau de mon pays révolutionnaire, écrit T. Ouettar, le pays de l'autogestion et de la Révolution agraire, le pays qui a nationalisé toutes ses ressources naturelles, maîtrisé son commerce extérieur, le pays qui s'industrialise, se cultive et se tient debout aux côtés de tous les peuples en lutte dans le monde ». Déclaration exemplaire d'un intellectuel pour qui écriture et militantisme se confondent, dans la ligne tout à fait jdanovienne que le FLN a toujours tracée aux écrivains : « politiser les travailleurs »⁵³. Telle est encore, après la mort de Boumédiène, le rôle assigné à la culture dans la Charte culturelle de 1981. Elle tente de définir la politique de l'Etat en la matière en désamorçant les problèmes posés par la contestation des arabisants d'une part, l'explosion de Tizi-Ouzou d'autre part. La culture, y dit-on, a pour fondement la *tradition* qui définit l'identité, la *révolution* qui s'enracine dans la tradition tout en la bouleversant (la clé de cette ambiguïté est sans doute dans la référence à la Révolution culturelle définie comme un retour aux sources), le *développement* qui exige un Etat fort, le modernisme appelant le centralisme et incluant l'*islam* qu'on ne doit pas rejeter (sous prétexte de modernité) de la vie sociale et politique : sinon la culture irait vers la désagrégation par la pénétration des cultures étrangères...

Dans la mesure où l'Etat réussit à empêcher que le champ intellectuel s'autonomise par rapport au politique, l'intellectuel se voit donc défini par sa solidarité avec l'Etat. Hors de cette solidarité il est un atome flottant dans le vide, toute parole libre est alors rendue impossible moins par la répression que par la culpabilisation de l'intéressé, accusé de rompre la solidarité de la communauté devant l'ennemi, toujours « étranger » (considérons par exemple le discours sur la « réaction » qui n'est jamais nationale mais qui, comme toute contestation, est toujours censée venir de l'extérieur comme un complot, puisque son objectif est de nuire à la communauté qui ne peut vouloir, par essence, se nuire à elle-même).

En réalité, dire que la culture doit être militante, c'est dire qu'elle ne doit pas exister hors du contrôle de l'Etat et des intérêts de la classe

dominante, laquelle énonce ce qui est, ce qui doit être, ce qu'il faut penser et ce qu'il faut croire et fait de son côté ce qui lui convient.

L'intervention de l'Etat autoritaire, justifiée par l'anti-impérialisme, généralisée à tous les domaines d'activité, a paralysé tout dynamisme social, culturel et politique. Il a pris prétexte de son mépris de la démocratie « formelle » et « bourgeoise » pour retirer aux citoyens toute initiative créatrice et faire leur bien, sinon malgré eux du moins sans leur concours. Il a favorisé l'apparition d'une nouvelle classe, peu soucieuse de l'intérêt général, coupée des classes populaires non seulement par l'écart des revenus mais par son éthique et ses références culturelles, condamnée au double discours, prêchant la spécificité, le retour à l'identité alors qu'elle a mis en place un système économique qui était le signe de son intériorisation des valeurs occidentales, faisant de cette identité la culture du pauvre.

NOTES

1. *La répartition des revenus en Algérie*, Institut des techniques de planification et d'économie appliquée (Alger, juin 1981), passe en revue l'évolution des revenus des principales catégories sociales et la part des différents éléments qui les composent (salaire, transferts, etc.).

2. *Annuaire statistique de l'Algérie*, Direction des statistiques et de la comptabilité nationale, Alger, 1975.

3. Cf. Tahar Benhouria, *L'Economie de l'Algérie*, Maspéro, 1980, p. 271.

4. *Id.*

5. Voir à ce sujet les résultats d'une enquête sociologique sur la signification de l'industrialisation pour les différentes catégories d'employés de la Société nationale de sidérurgie. L'objet de cette étude menée auprès de plus de 1 400 agents de cette société était de rendre compte du vécu de l'expérience d'industrialisation par le personnel d'encadrement, les contremaîtres et les ouvriers. Elle montre que la résistance ouvrière se manifeste par un renouveau religieux, *Industrie et société : le cas de la SNS*, A. El Kenz, D. Guerio et S. Chikhi, Alger, 1982.

6. Des enquêtes menées auprès de six entreprises de différents secteurs d'activité (industrie, commerce, services) ont montré que les salaires versés dans l'industrie n'étaient pas supérieurs à ceux du secteur commercial et des services, considérés comme improductifs. Voir à ce sujet le mémoire de fin d'études de M. Selmane, *Les disparités salariales et l'application des mesures transitoires du Statut général du travailleur*, Institut des techniques de planification et d'économie appliquée, juillet 1983. Par ailleurs, une enquête conduite par le ministère du Travail en 1978 a montré que le salaire moyen versé dans l'industrie était inférieur aux salaires moyens des services et de l'administration.

7. On peut considérer qu'approximativement 1 DA = 1 F.

8. Voir à ce sujet ce qu'écrivait P. Bourdieu de la contagion des besoins dans la situation coloniale dans *Travail et travailleurs en Algérie*, Mouton, 1963.

9. Communication de D. Belkhenchir et J.-P. Grangaud, praticiens du Centre sanitaire de Beni Messous (près d'Alger) au Séminaire sur la lutte contre la pauvreté en Algérie, tenu à Alger en juin 1981. Les communications et débats de ce séminaire ont fait l'objet en 1982 d'une publication conjointe du C.R.E.A. (Alger) et de l'Institut International d'Etudes Sociales de Genève, *L'évolution de la consommation alimentaire en Afrique : le cas de l'Algérie* (éd. Anthropos). Ces médecins défendent l'idée que les centres

sanitaires doivent surtout prévenir les maladies en agissant, avec les autorités locales, sur l'environnement (amélioration de l'hygiène, de l'alimentation, organisation sanitaire de base). Un autre praticien, P. Chaulet, défend des positions similaires dans un article paru dans une revue de l'Institut des sciences économiques de l'université d'Oran, *Notes critiques et débats*, n° 2, mars 1982.

10. A. Touat, *Politique sociale et monde agricole, quelques observations sur l'expérience des villages socialistes*, communication au Séminaire sur la lutte contre la pauvreté en Algérie qui s'appuie sur des enquêtes réalisées par l'Institut national d'études appliquées à la planification. Elle synthétise les principales insuffisances en matière de réalisation. Les critiques portent pour l'essentiel sur la conception des villages : l'habitat ne tient compte ni des coutumes, ni des ressources locales. Cf. également D. Lesbet, *1 000 villages socialistes* (OPUA-Syros, 1984).

11. Enquêtes dans les communes rurales menées dans le cadre d'un projet associant le ministère algérien du Travail et le Bureau international du travail, avril 1976-juin 1978.

12. Ministère du Travail, direction de l'Inspection du travail, *Etude sur les conflits du travail durant les années 1969 à 1980*.

13. Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Département économie et planification, Bureau d'études, *Le pouvoir d'achat en question*, document non daté. Le Salaire national minimum garanti (SNMG), qui a remplacé le SMIG et le SMAG depuis le début de l'année 1980, a fait l'objet d'une revalorisation depuis cette date.

14. *Algérie-Actualité*, 13-24 novembre 1982.

15. *Annuaire Statistique de l'Algérie*, 1974 à 1978.

16. La consommation des ménages, enquête nationale concernant les dépenses de consommation ayant porté sur un échantillon de 8 208 ménages dans 5 zones économiques et 6 secteurs d'habitat. Premières indications dans l'*Annuaire Statistique de l'Algérie*, 1980, pp. 366 et sq.

17. C. Palloix, « Essai sur la formation de la classe ouvrière en Algérie », Actes du séminaire sur les méthodes et outils d'analyse du fait ouvrier en Algérie, *Cahiers du Centre de Documentation sur les Sciences Humaines*, Université d'Oran, 1981.

La thèse de C. Palloix est discutable. Les statistiques du deuxième recensement général de la population (1977) montrent surtout un gonflement par le bas des effectifs ouvriers (OS et manœuvres représentent plus de 80 % de l'emploi salarié).

18. A. Gaidon-Arvisus, *Industrialisation et organisation de l'espace, le cas de la Mitidja orientale*, thèse de 3^e cycle, Centre national d'études et de réalisation en aménagement du territoire, Alger, 1978.

19. Enquête de l'Institut national d'études appliquées à la planification. Des éléments de cette étude ont été présentés par S. Si Ammour dans sa communication au Séminaire sur la lutte contre la pauvreté, déjà cité. Ces éléments concernent les conditions de travail, de rémunération, de logement, de transport des ouvriers employés dans la zone industrielle d'Annaba : Si Ammour, *La formation de la population ouvrière et ses conditions d'existence*.

20. Enquêtes SNS et INEAP, déjà citées.

21. Cf. Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, des origines à la prise du pouvoir (1945-1962), éditions j.a, 1980.

22. L'enquête de la SNS a montré que ce sont surtout les ouvriers qualifiés et la maîtrise qui investissent les organes de la Gestion socialiste des entreprises dans un but de promotion sociale.

23. Il s'agit notamment de l'étude de J.-M. Codron, *Autogestion et intensification céréalière en Algérie*, thèse de 3^e cycle, Montpellier, Faculté de droit et de sciences économiques, 1979, qui s'appuie sur des enquêtes directes menées en collaboration avec B. Cros, dans de nombreux domaines autogérés, dans les *dairate* de Tissemsilt et El Eulma pour le compte du ministère de l'Agriculture et de la Révolution agraire. Les membres du comité de gestion des exploitations disposaient d'une autonomie remarquable pour orienter les activités dans un but favorable aux intérêts des membres des collectifs des travailleurs.

24. Il s'agit des communications et des débats du Séminaire sur la lutte contre la pauvreté en Algérie, déjà cité.

25. F. Bourze, F. Gourmal, M. Nacer, « Approche spatiale et bilan de l'état de pauvreté à travers quelques indicateurs », communication au Séminaire sur la lutte contre

la pauvreté en Algérie, déjà cité. Les auteurs ont cherché à repérer les *wilayate* restées les plus défavorisées (entre les deux recensements de 1966 et 1977), à partir de l'état de non satisfaction de quelques besoins définis comme essentiels : la nutrition, la santé et le logement. Les critères utilisés sont les taux d'emploi industriel, d'occupation des logements ordinaires, l'alphabétisation, etc. Les *wilayate* sont classées par rapport à des moyennes nationales, celle dont les scores sont inférieurs 3 fois sur 4 à celles-ci sont classées parmi les pauvres.

26. S.P. Thiéry, *La crise du système productif algérien*, IREP, Université des sciences sociales, Grenoble, 1982.

27. Sans doute l'une des raisons qui ont incité les autorités à entreprendre l'opération de refolement des habitants des bidonvilles de la région d'Alger vers leur *wilaya* d'origine (1983).

28. Le bilan de la politique sociale a été fait précisément au Séminaire sur la lutte contre la pauvreté, déjà cité.

29. M. Boukhobza, *Disparités de revenus et pouvoir d'achat en Algérie (1969-1979)*, ministère de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alger, février 1981.

Se basant sur des enquêtes menées auprès des ménages par l'Institut d'études appliquées à la planification, cet auteur rassemble les données concernant les revenus de différentes catégories sociales en milieu urbain et rural et fait une comparaison de l'évolution du pouvoir d'achat de chacune d'elles, entre 1967 et 1978.

30. A. Benachenhou, *L'expérience algérienne de planification et de développement, 1962-1982*, SNED, 1982, examine les conditions d'émergence du secteur public et étudie les moyens de son renforcement dans la perspective d'une politique économique orientée vers un développement autonome. Son analyse fait aussi le bilan du développement des différents secteurs d'activité économique et des conditions constatées par rapport à cette logique de satisfaction prioritaire des besoins sociaux.

31. *Annuaire statistique de l'Algérie, 1979*.

32. L'industrie textile a connu l'évolution la plus favorable alors que l'indice de la production manufacturière privée passe de 100 en 1974 à 185 en 1978, celui de la branche textile passe de 100 à 298, *Annuaire statistique de l'Algérie, 1979*, déjà cité.

33. On peut consulter à ce sujet : A. Benachenhou, *op. cit.*, S.P. Thiéry, *op. cit.* Cette sous-déclaration est selon ce dernier auteur très importante. Il estime l'emploi total dans le secteur privé à 800 000 alors que les effectifs déclarés atteignent 198 000 d'après l'enquête du ministère de la Planification et de l'Aménagement du territoire sur l'emploi et les salaires, 1979.

34. Communiqué de l'APS sur l'examen par le Conseil des ministres du plan d'application de la loi sur l'investissement privé, *El Moudjahid*, 5-12-1983.

35. Voir notamment l'enquête sur la SNS déjà citée.

36. *Recensements de la population de 1954 et de 1977*, et ministère des Industries légères, *Emplois industriels publics en 1976 et 1982*, Alger, 1978. Cette dernière publication donne la localisation des emplois créés par les investissements publics suivant les principales divisions administratives : *daïra* et *wilaya*.

37. D. Benamrane, *Crise de l'habitat, Perspectives de développement socialiste en Algérie*, SNED, 1980, qui procède à un inventaire systématique et critique des sources sur la base des prévisions démographiques et des normes moyennes en usage concernant la taille des logements. Il propose des solutions nouvelles pour surmonter la crise : grands combinats, etc. Construction privée, vente des biens vacants lui semblent des solutions illusoires et socialement dangereuses parce qu'elles contribuent à amplifier les pratiques spéculatives actuelles.

38. C. Hadjij, « Les bidonvilles à Alger », communication au Séminaire sur la lutte contre la pauvreté en Algérie, déjà cité. L'auteur montre que dans l'agglomération d'Alger, qui regroupe la majeure partie des bidonvilles des grandes villes, le développement de cette forme d'habitat est sensible surtout depuis 1970 avec l'essor de l'industrialisation, abritant principalement la population déshéritée de régions rurales comme le Titteri, El Asnam et la Kabylie. La plupart de ces bidonvilles sont situés près des zones industrielles et des grands chantiers de construction d'ensembles résidentiels. Les enquêtes effectuées auprès des ménages ont montré que les actifs étaient dans la plupart des cas employés surtout en qualité de manœuvres et qu'en moyenne le revenu mensuel moyen par famille était supérieur au SMIG (de l'ordre de 1 500 DA).

39. Recensement effectué par des brigades du Service national, *El Moudjahid*, 30-9 et 1-10-1983.

40. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° spécial sur la motorisation en Afrique, novembre 1983, et *Statistiques*, revue trimestrielle publiée par l'Office national des statistiques, n° 4, Alger, novembre 1983.

41. A. Benachenhou, *op. cit.*

42. T. Kennouche, M. Haddab, I. Khenniche, *Les jeunes ruraux et l'école, mythes et réalités*, préface de A. Benachenhou, CREA, 1982.

43. *Les jeunes ruraux et l'école*, déjà cité, cf. préface de A. Benachenhou.

44. Après sa nomination en 1977 au ministère de l'Education, Mostepha Lacheraf tenta une approche rationnelle de l'arabisation et préconisa, pendant une période intermédiaire, la nécessité du bilinguisme. Il exprima dans la presse son point de vue qui suscita une opposition passionnée. Cf. *El Moudjahid*, août-septembre 1977 et l'ouvrage de G. Grandguillaume, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb* (Maisonneuve et Larose, 1983).

45. G. Grandguillaume, *op. cit.*, p. 153.

46. *Les jeunes ruraux et l'école*, déjà cité, p. 204.

47. *Id.* cf. l'enquête de M. Haddab, *Scolarisation et modernisation du monde rural*, pp. 81 à 212.

48. M. Haddab, enquête citée, cf. p. 204.

49. S. Bedrani, « Contenu du travail et formation de l'agriculture en Algérie », essai de bilan, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1980.

50. *Les jeunes ruraux et l'école*, déjà cité, A. Benachenhou, préface.

51. *Id.* M. Haddab, p. 191. Au sujet des problèmes soulevés ici cf. *Peuples méditerranéens*, n° 21 (oct.-déc. 82) L'islamisme en effervescence, et plus particulièrement : Paul Vieille et Zouhaïr Dahouadi, « Pour une anthropologie de l'islamisme ».

52. Nous nous inspirons ici de Laacher Smaïn, *Pratiques sociales de reproduction en Algérie*, thèse de 3^e cycle, Nanterre, déc. 1981.

53. Cf. conférence-débat organisée par l'Union des écrivains algériens en 1979, citée par Monique Gadant, Vingt ans de littérature algérienne, *Temps Modernes*, n° 432-433, juillet-août 1982. Cf. aussi Monique Gadant, « Révolution agraire : littérature et politique en Algérie », *Peuples méditerranéens*, n° 7, avril-juin 1979.

BOUMEDIENE, LE DISCOURS DE L'ETAT

Monique GADANT

Il est notoire que les chefs d'Etat écrivent rarement leurs discours. Cependant ils assument leurs propos qui ne sont pas propos d'auteurs mais énoncent une volonté politique, s'adressent à l'opinion. Fréquemment improvisés, du moins en partie, par Boumédienne, ces discours furent rarement de simples discours formels : d'une part, du fait des circonstances dans lesquelles il prit le pouvoir (et qui le contraignirent longtemps à s'en justifier), du fait du projet « socialiste » d'autre part, qui, liant l'industrialisation à la nationalisation des hydrocarbures, l'amène à se poser comme un leader anti-impérialiste à la tête d'un pays, l'Algérie, en voie de conquérir son indépendance économique.

C'est donc un discours militant qui cherche à mobiliser. C'est aussi le discours d'un homme qui monopolise la parole et le pouvoir (bien qu'il l'ait reproché à son prédécesseur), sans jamais réussir à instaurer les médiations qui auraient servi de passerelles entre l'Etat et les masses. L'échec dans la construction d'un parti dynamique isole l'Etat et son représentant : son discours devient alors le seul moyen de communication entre lui et la société.

Certes, il ne saurait être question de juger une politique sur l'énonciation d'un discours, ni la nature d'un Etat sur l'idée qu'il se fait de lui-même. C'est pourquoi cet article s'inscrit dans l'ensemble des travaux qui l'accompagnent.

Ce discours nous a semblé cependant digne d'intérêt en tant qu'il est le discours d'un Etat qui cherche à transformer une société, à lui imposer une modernisation sans recourir à une extorsion de plus-value sur la force de travail mais par le moyen de la rente pétrolière. Le projet de modernisation ne naît pas avec le pétrole. Il s'enracine dans la guerre de

libération et par conséquent il doit tenir compte des aspirations populaires. La modernisation est l'incarnation de l'indépendance, elle doit réaliser des espoirs d'égalité et de prospérité sociale. Cependant, du fait des rapports de force qui s'instaurent, au cours de la guerre, au sein du F.L.N.-A.L.N., ce projet est finalement assumé par l'armée. Il est autoritaire et prétend imposer d'en haut ce qui convient à une société contrôlée et modelée par l'Etat.

Il nous a paru nécessaire d'analyser d'abord dans ses grandes lignes la conception des rapports Etat-société qui, à travers Boumédiène, va présider à la construction de l'Etat. Cette conception qu'il incarne hérite de l'autoritarisme qui a toujours caractérisé les rapports de l'organisation politique avec les masses dans le nationalisme algérien. Elle en hérite également son idée de la nation-classe exempte de contradictions internes. Le pétrole et le gaz vont-ils donner les moyens de réaliser le rêve de cette société militarisée, sans conflits ni luttes de classes, prospère et indépendante que Boumédiène appelle « le rêve de nos ancêtres », et qui se veut définir le socialisme algérien ?

Prise de pouvoir, prise de parole, l'Etat et la société

La destitution du président Ben Bella, dans la nuit du 18 au 19 juin 1965, fut une opération rapide et discrète. Ignorant du changement de pouvoir effectué, la population algéroise se réveilla étonnée d'entendre la radio diffuser sans interruption chants patriotiques et musiques militaires, réalisant que les quelques chars postés aux points stratégiques de la ville ne sont pas les figurants d'un film mais les signes d'une opération qui la laisse indifférente. Dans les heures et les jours qui suivent, quelques manifestations vite réprimées... Qui a pris le pouvoir ? Pour en faire quoi ?

A vrai dire, l'opération qui vient d'avoir lieu ne surprend pas les milieux informés des tensions qui n'ont pas cessé d'exister depuis la crise de l'été 1962¹. Elles se sont beaucoup aggravées au cours des derniers mois. Les trois années écoulées depuis l'Indépendance ont connu des moments d'euphorie révolutionnaire : au printemps 1963 les décrets de mars instituant l'autogestion, les journées de reboisement qui mobilisent des milliers de volontaires, les foules qui se déplacent pour écouter parler Ben Bella... un jour de socialisme islamique et le lendemain de socialisme scientifique. Le fanonisme est à la mode tandis que les paysans commencent à s'installer dans les villes, malgré l'occupation des domaines laissés vacants par les Européens, malgré des projets de réforme agraire.

La Charte d'Alger (1964) prévoit bien sûr l'industrialisation. Elle insiste sur la mise en place de structures permettant d'éviter la bureaucratisation et l'apparition d'une « nouvelle classe » et sur la nécessité, par l'autogestion, de transformer les relations entre dirigeants et dirigés. On y reconnaît aisément le refus d'une étatisation selon le modèle sovié-

tique. Cependant les communistes (dont le parti est interdit depuis janvier 1963, mais dont le quotidien *Alger Républicain* est toléré) apportent à Ben Bella un soutien de moins en moins critique et finissent par se demander s'il n'est pas un nouveau Castro. Des projets se formulent de leur intégration dans un FLN se radicalisant à gauche.

Toutefois, certains comme Ferhat Abbas veulent un régime libéral où le Parlement ne soit pas dominé par le Parti unique. Aït Ahmed organise en Kabylie une opposition armée, Khider veut imposer sa conception du Parti, le colonel Chaabani entre en dissidence dans le Sud. D'autre part l'UGTA est, dès l'hiver 1962-63, l'objet de tentatives de bureaucratisation et les travailleurs, ouvriers et paysans, n'ont guère les moyens de se faire entendre. Des forces s'affrontent au sommet sans qu'une opinion publique parvienne à exister ni à intervenir dans ces jeux qui, derrière un révolutionnarisme de façade, n'ont que peu à voir avec la démocratie. « Le régime de Ben Bella apparaît dès lors plus comme une formule politique de transition que comme une structure organique de pouvoir stable². » Chacun sait que l'arbitre risque d'être finalement l'armée, derrière Boumédiène, la seule force organisée. Elle a ouvert la route du pouvoir à Ben Bella. Comme l'écrit Mohammed Harbi, rappelant l'entrée de l'ALN (Armée de Libération Nationale) devenue ANP (Armée Nationale Populaire) le 9-9-62 à Alger : « "L'ANP est aujourd'hui à Alger et je puis vous dire que le Bureau Politique a triomphé grâce au peuple" déclare Ben Bella. Ce n'est pas vrai. Le B.P. a triomphé grâce aux troupes de l'Etat-Major et si Ben Bella voulait l'ignorer, la réalité viendra frapper sans cesse à sa porte pour le lui rappeler jusqu'au jour fatidique du 19 juin 1965³. » De fait depuis 1960, période où Boumédiène à la tête de l'Etat-Major réussit à s'imposer au GPRA, il « n'accorde le label révolutionnaire qu'à ceux qui ont suivi l'Etat-Major et le dénie à tous les autres groupements⁴ ».

La volonté de Ben Bella de rompre avec ce groupe et en dernier lieu d'éloigner Bouteflika, ministre des Affaires étrangères, ne pouvait qu'échouer faute d'un appui populaire suffisant face aux luttes qui se déroulaient au sommet. Autre sujet de conflit, lié au premier : le projet d'un contrôle du Parti sur l'armée. L'inquiétude qui habitait l'ensemble des officiers présents au Congrès du FLN d'avril 1964 était suscitée en grande partie par la crainte de voir croître l'influence d'une gauche marxisante du FLN, alliée aux communistes, sur un Parti qui s'imposerait à l'Etat et à l'armée. Malgré le vote unanime qui consacrait, à la fin du Congrès, la Charte d'Alger, il était patent que ces prétentions étaient pour l'armée inacceptables, d'autant qu'on était sur le point, pour affaiblir son pouvoir, de créer des milices populaires ; « L'ANP, instrument au service du peuple, et aux ordres du gouvernement, est avant tout une école du citoyen et du militant. Le Parti est chargé de l'éducation politique de l'armée. » (Charte d'Alger, III^e partie, ch. II, 13.) Cela, Boumédiène et l'armée ne pouvaient l'accepter.

Tandis que Ben Bella jouait avec plus ou moins d'efficacité de son charisme personnel, parlait beaucoup, en des discours improvisés (la

langue de l'Algérien moyen, mélange d'arabe dialectal et de français), Boumédiène était, dès avant 1965, réputé pour son mutisme. Ce n'était pas un leader populaire et, pour la masse des Algériens, presque un inconnu.

C'est une voix anonyme, la musique militaire s'interrompant enfin, qui le 19 juin 1965, en fin de matinée, lit une proclamation en arabe littéraire, au nom d'un Conseil de la Révolution qui, en fait, n'est pas encore constitué et mettra trois semaines à voir le jour avant de se nommer. La dénonciation de Ben Bella est virulente : dilapidation des deniers de l'Etat, mauvaise gestion, despotisme, division des révolutionnaires par la résurrection des clans et des tendances. A cela il faut un remède : un Etat fort, basé sur une morale, qui restaure l'unité de la nation, relance l'économie. La voix qui profère ces accusations dit être celle de l'armée qui ne se laissera jamais couper du peuple, de ce peuple à qui elle répond. Le peuple, peut-être las, en tous les cas muet, n'avait rien demandé. La voix le reconnaît, qui ajoute : « ...ton silence n'est pas lâcheté... »

Ce discours de rupture est un discours de dénonciation morale marqué par la hantise de la dislocation⁵. Cette hantise n'est pas particulière à Boumédiène. Le discours politique algérien a toujours été un discours sur l'unité. Proféré aux pires moments de discorde, affirmant une unité qui n'existe pas, regrettant l'unité perdue, accusant ceux qui la brisent, il a valeur incantatoire. Comme le fait à juste titre remarquer G. Grandguillaume, tout se présente comme si cette hantise de la dislocation ne pouvait être conjurée qu'en se référant à la lutte de libération, transformant toute action en une lutte analogue. La hantise, le 19 juin 1965, est d'autant plus forte qu'il s'agit d'une rupture opérée par des membres du pouvoir en place, qu'elle vient peu après la crise de l'été 1962 (elle-même résultant de graves divisions antérieures). Comment persuader qu'on veut l'ordre, le bien de la nation lorsqu'on produit un désordre, sinon en se réclamant de la lutte de libération, du peuple ? Il en sera toujours ainsi chaque fois que le pouvoir, à la recherche d'un référent symbolique garantissant la légitimité, renvoie au 1^{er} novembre 1954 et à des événements encore trop proches pour servir vraiment de mythe fondateur à des hommes qui sont tous, à des titres divers, en même temps opposés entre eux et protagonistes de cette lutte.

D'où la place importante que va tenir, dans le discours de Boumédiène, la justification du 19 juin, qui ne doit pas être un coup d'Etat mais un « redressement », un « réajustement » révolutionnaire, dans l'esprit et la ligne du 1^{er} novembre 1954. Il faut rassurer non seulement à l'intérieur mais toutes les capitales progressistes du Tiers-Monde, les pays arabes, n'effrayer ni les pays occidentaux, ni le camp socialiste. L'URSS comprend très vite qu'elle n'a aucun intérêt à boudier le nouveau pouvoir et reçoit Boumédiène dès le mois de décembre, les USA restent dans l'expectative. Il faudra longtemps pour convaincre Nasser et Castro qui désavoue ouvertement.

L'équipe qui se met en place n'est pas homogène et draine bien des

aspirations contradictoires. Le Conseil de la Révolution se constitue difficilement et sera composé, sauf deux exceptions, de militaires. Pour l'essentiel, le personnel politique reste en place et adhère au coup de force. Mais c'est un pouvoir miné par des conflits internes, ce qui explique en partie l'ascendant que prend Boumédiène, les réorganisations qu'il opère dans les services de sécurité (spécialement de la Sécurité Militaire), monopolisant un pouvoir plus grand que celui qu'il reprochait à Ben Bella de s'être accaparé.

Cette prise de pouvoir ne suscite à peu près aucune réaction populaire. L'impuissance des masses devant les querelles de la direction politique s'est déjà montrée dès l'été 1962. Les interventions et manifestations populaires ont certainement, à cette époque, contribué à faire cesser les affrontements sanglants mais aucun autre mot d'ordre que celui de « sept ans, ça suffit » n'est formulé. On sait ce dont on ne veut pas : la violence entre Algériens. On ne sait pas ce qu'on veut. L'Etat se met difficilement en place. Pour ceux qui peuvent y accéder, c'est une proie qu'on se partage. Pour tous les autres c'est, très vite, un dispensateur de biens sur lequel on peut agir par un parent, un ami. Sinon un pouvoir plus ou moins arbitraire qu'il faut subir pour le meilleur ou pour le pire.

Le 19 juin 1965, dans l'indifférence générale une querelle de chefs se déroule sur une scène inaccessible. Les déceptions accumulées depuis trois ans contribuent à cette passivité. Mais pour les membres des appareils et de l'administration, vivre de l'Etat, dans l'Etat apparaît comme prioritaire par rapport à toute question sur la nature de l'Etat et ses objectifs. Une opposition tente de s'organiser composée essentiellement de responsables politiques (gauche du FLN, direction du PCA⁴) à peu près dépourvue d'assise populaire. Elle gêne cependant considérablement Boumédiène : sur le moment même, elle est un élément de discorde supplémentaire qui peut contaminer la nouvelle équipe au pouvoir. A terme, il ne souhaite pas être contraint à une répression qui risquerait de le discréditer mais ne peut tolérer cependant des concurrents dans son projet de contrôle de la société.

La construction d'un Etat fort exige qu'on inculque aux citoyens le sens de l'Etat, c'est la pierre angulaire de toute entreprise de modernisation. Mais en Algérie, l'Etat prend corps à partir de l'armée, non d'une bourgeoisie ou de la classe ouvrière. Il s'impose à la société : il faut faire en sorte que, d'une part il n'apparaisse pas comme s'imposant de l'extérieur et que dans les représentations de l'Etat, l'armée et le peuple se confondent. D'autre part, les mentalités doivent se transformer en conséquence, et tout esprit anarchique, anti-étatique doit disparaître.

Comment justifier cette imposition ? Boumédiène n'ignore pas l'existence de clans, il n'ignore pas non plus le régionalisme, tout ce qui divise les dirigeants. Il n'ignore pas, dans la mentalité populaire, tout ce qui résiste à l'obéissance à un pouvoir centralisé et anonyme, ses exigences égalitaristes qui la rendent rebelle à la discipline. Il redit donc ce que le nationalisme a toujours dit, que le FLN-ALN ont répété pour

légitimer le monopole de l'autorité, à savoir que l'Etat algérien est quasi éternel, hors de l'histoire, et qu'il a précédé le colonialisme. C'est, selon lui, la résistance à l'Etat colonial qui a engendré un esprit anarchique, résistance justifiée à une domination étrangère « dont la première action entreprise ...a visé la destruction de l'Etat algérien... » Il en est découlé « un esprit de révolte contre toute forme d'autorité et de pouvoir » qui doit disparaître devant l'Etat national (19-6-68).

Contrairement aux propos d'une opposition qu'il qualifie de « trotskyste » pour mieux souligner son caractère « étranger » à la communauté nationale, c'est une erreur de croire que l'Etat soit « un instrument d'exploitation » et qu'il doive dépérir. Discréditer l'Etat, même en paroles, est un acte antinational car il n'est pas de pays moderne ni de progrès sans Etat. « Rien ne prouve mieux cette évidence que l'exemple des pays socialistes où l'appareil d'Etat est plus solide que celui des pays capitalistes » (19-6-1968).

L'armée, sur laquelle s'appuie l'Etat, ne peut donc elle non plus être étrangère à la société. C'est une armée exceptionnelle, formée de fellahs et de patriotes venant des maquis, et l'appartenance du chef de l'Etat lui-même à cette armée est le signe de son enracinement dans le peuple. Ce n'est par conséquent ni un groupe putschiste qui a pris le pouvoir, ni des profiteurs qui s'accaparent l'Etat à des fins individuelles.

« Le pouvoir en Algérie est un pouvoir révolutionnaire. L'armée algérienne est formée de fellahs pauvres en majorité. Je vis avec cette armée depuis 1954 jusqu'à l'heure actuelle. Les combattants ont constitué une élite d'avant-garde au sein du FLN... Il ne saurait y avoir de ressemblance entre notre armée et les armées du Tiers-Monde. Notre armée n'est pas une armée de bourgeois » (31-10-1969).

L'Etat a besoin, pour se mettre en place, du soutien du peuple. Il lui est nécessaire de s'en référer à lui pour se légitimer, d'autant plus qu'on n'a pas affaire à une délégation de pouvoir conférée par des élections. En même temps la référence au peuple est censée effacer magiquement les inégalités sociales, car l'armée, en 1965, n'est plus depuis longtemps une armée de paysans pauvres. Ses chefs profitent de très grands avantages matériels, tous les soldats sont assurés d'un salaire et de la stabilité de l'emploi (ce qui est important étant donné l'ampleur du chômage), tous les militaires ont accès à des coopératives d'achat qui leur sont réservées, etc. C'est donc une armée hiérarchisée qui a ses inégalités, elle-même favorisée par rapport au reste de la population. Traversée par des courants divers, mais réorganisée par Boumédiène depuis son accession à la tête de l'Etat-Major en 1960, elle est candidate au pouvoir. Elle se comporte comme la gardienne de la révolution et de l'unité nationale, étant donné l'absence de parti. L'un des plus graves reproches qui est fait à Ben Bella est d'avoir suscité des clans plutôt qu'organisé l'Etat, d'avoir voulu éliminer l'ANP.

« L'erreur qui fut commise hier consistait à construire le parti dans des structures parallèles à celles de l'Etat et à celles de l'armée. C'est une faute grave. On n'oppose pas l'armée et le parti » (17-2-1966).

Le parti n'a pas été construit par Ben Bella. Boumédiène n'y réussira pas davantage. Il n'existe finalement aucune classe qui soit porteuse d'un projet de société qui puisse faire du FLN un parti révolutionnaire. Le parti ne peut donc venir que de l'Etat et non l'inverse. C'est l'Etat qui modernise au nom de la révolution, au nom du peuple. L'armée dont il ne se dissocie pas est composée de soldats que le discours politique présente comme des travailleurs armés, ou des militaires « aux côtés des travailleurs ». Elle est décrite comme une avant-garde et son idéal est celui d'une société parfaitement disciplinée. Variante du modèle soviétique ? Déjà avant la guerre de libération, le nationalisme algérien portait en lui, dans sa pratique, ses formes d'organisation, le goût de l'autorité. Effet des rapports sociaux, effet aussi d'une naissance dans le mouvement communiste dont on conserve, malgré une rupture très tôt intervenue, le centralisme démocratique. C'est encore au centralisme démocratique que Boumédiène renvoie lorsqu'il met en place les Assemblées populaires communales et de *wilaya* (1967). Mis à part un anticommunisme certain, une hostilité déclarée à quiconque se réclame de l'idéologie marxiste, les responsables du FLN ont toujours admiré la capacité des pays de l'Europe de l'Est d'enrégimenter les masses, de les mettre au travail, d'empêcher la manifestation des contradictions sociales, ceci associé à des réalisations économiques qui les impressionnent sans qu'elles détournent cependant leurs regards de la puissante Amérique. Le modèle soviétique est un modèle d'organisation politique et sociale, abstraction faite de son idéologie. Parlant de cette « greffe marxiste » sur le nationalisme algérien, Mohammed Harbi écrit : « Le marxisme en question se réfère au développement économique et non à la lutte des classes. Il se présente donc comme le porteur d'un modèle de société bureaucratique et se donne l'alibi de l'anti-impérialisme et de la modernisation. C'est en définitive un modèle de pouvoir absolu de l'Etat et du parti unique, en même temps qu'une conception militaire de la hiérarchie sociale⁷ ». Boumédiène s'inscrit dans cette tradition et renvoie à l'existence du parti unique dans les pays de démocratie populaire l'opposition communiste qui demande une existence légale au nom du pluralisme et de la démocratie. Le refus de la démocratie « bourgeoise », dont il dit qu'elle fait perdre du temps (12-7-1973) se justifie par le refus du colonialisme et du capitalisme. La discussion, le pluralisme sont des jeux sans intérêts : la misère et le sous-développement exigent qu'on aille vite. On ne doit pas copier les pays occidentaux.

La spécificité nationale va donc se situer essentiellement dans l'intégration de la religion au système d'autorité. L'Etat s'octroie le monopole de l'interprétation religieuse, jouant le rôle d'imam, décidant de ce qu'est l'islam progressiste auquel le peuple doit adhérer. Ainsi, lorsque les propriétaires fonciers tenteront de s'opposer à l'application de la réforme agraire, Boumédiène dira que ce sont des gens « qui ne comprennent rien à l'islam qui a toujours combattu l'exploitation » (21-2-1972). C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le projet défini en 1965 : « Construire un Etat fondé sur une morale et un engagement social réel, dans le respect

de nos valeurs arabo-islamiques. Il nous faut moraliser nos institutions, construire un véritable appareil d'Etat efficace, capable d'assumer la discipline et l'ordre révolutionnaire » (5-7-1965).

Car l'Etat se veut garant de l'ordre social, gestionnaire et producteur de l'idéologie. Il lui faut pour cela tenir sous sa tutelle les travailleurs et les intellectuels.

La construction de l'Etat, les travailleurs et les intellectuels

La découverte du pétrole en 1956 dans le Sahara algérien met à jour une richesse que la France souhaite s'accaparer. Elle lui donne des raisons supplémentaires de conserver l'Algérie française, sinon de l'amputer d'une partie de son territoire. Pour sa part le FLN, quelques mois après cette découverte, affirme dans la Plateforme de la Soummam (1956) sa volonté de défendre l'intégrité du territoire national dans ses « limites actuelles, y compris le Sahara algérien ». La durée de la guerre est en grande partie due à l'enjeu considérable constitué par le pétrole que les Algériens envisagent d'exploiter pour leur industrialisation. Les Accords d'Evian reconnaissent l'indépendance de l'Algérie dans ses frontières mais les sociétés pétrolières françaises restent présentes au Sahara. L'Algérie n'a donc pas la maîtrise totale de ses richesses énergétiques dont le Programme de Tripoli envisage la nationalisation comme un « but à long terme ». Cette maîtrise passera par diverses étapes jusqu'à la nationalisation de février 1971, moment à partir duquel le pétrole (étant donné par ailleurs la hausse des cours pendant les années soixante-dix) jouera un rôle essentiel dans l'industrialisation tout en permettant à la société algérienne de bénéficier d'un certain nombre d'avantages qui ne sont pas liés à l'extorsion de plus-value sur le travail.

De 1965 à 1971 l'Etat veut d'abord faire appel aux ressources intérieures et espère susciter la confiance pour faciliter les investissements privés (5-7 et 9-11-1965). Pendant cette période, si le discours n'ignore pas l'importance d'une politique économique dont l'objectif est la consolidation de l'indépendance, il est très préoccupé par les problèmes de politique intérieure et d'abord par la justification du 19 juin 1965.

Dans les faits c'est la mise en place des institutions, la reprise en mains systématique de toutes les organisations de masse (à commencer par le syndicat UGTA, mais aussi l'Union des femmes algériennes, celle des journalistes, etc. et pour finir en janvier 1971 la liquidation de l'Union nationale des étudiants algériens). L'objectif poursuivi est la création d'une bureaucratie toute dévouée au service de l'Etat permettant une rationalisation de l'économie, de la vie politique et sociale. N'est-ce pas la création d'une bureaucratie qu'on a en vue aussi lorsqu'on parle d'« engagement » et de « militantisme » ? Car est-il question d'autre chose que du service de l'Etat ? L'inflation considérable du discours révolutionnaire exprime le désir d'assujettir les masses en leur enlevant toute initiative (l'Etat a besoin du peuple dont il se méfie), cependant

qu'on cherche à gagner les cadres et les intellectuels afin de leur confier le contrôle de la société. Le « militant » apparaît comme le médiateur entre le pouvoir et les masses. Il sert à « réaliser les objectifs », à « faire appliquer les textes », permet de concrétiser tout le bien que l'Etat veut pour ses sujets. Patriote, honnête, ayant le sens de l'intérêt public, le « militant » est un fantasme : à la fois fonctionnaire wébérien et militant communiste. Militer, c'est non pas contester, réfléchir, éveiller les consciences puisque l'Etat est autorité légitime, conscience, raison. Militer c'est travailler à sa place, selon sa compétence, dans la fidélité à l'Etat démiurge, dispensateur de biens. Cette fidélité ne s'exprime pas seulement par le travail mais par une adhésion politique explicite : l'inscription au FLN. Boumédiène promet qu'il fera régner « une justice absolue ...ou rien » (5-10-1965). Poursuite de la lutte de libération, ce militantisme anti-impérialiste apparaît comme la base idéologique sur laquelle on cherche à édifier cette bureaucratie.

L'Etat a besoin d'un parti qui encadre la société. Tout l'effort de reprise en main des organisations de masse doit aboutir à la construction du parti (où s'intégreraient les intellectuels), grâce auquel les travailleurs trouveraient l'organisation nécessaire à leur mise au travail loin de tout esprit revendicatif. Les paysans restent hors jeu faute d'une réforme agraire à laquelle s'opposent les propriétaires fonciers dont Kaïd Ahmed défend, au sein même du pouvoir, les intérêts. L'Algérie, au moment où elle commence à mettre en place les grandes unités industrielles, reste fortement dépendante de l'émigration qui ne fait que croître. A quoi s'ajoutent l'exportation du vin et les revenus pétroliers. Le discours masque totalement les bases sur lesquelles l'Etat est en train de s'édifier. De l'émigration, en particulier, Boumédiène ne dit mot avant 1973 (quelques allusions, puisqu'il s'agit d'un arrêt officiel de l'émigration pour dénoncer le racisme en France et pour dire que l'Algérie n'a pas besoin de l'argent de l'émigration).

Le peuple se reconnaît-il dans l'Etat ? Certes, l'opposition est faible. Face aux nationalisations, à une politique qui s'avère anti-impérialiste, sa seule base de revendication reste la démocratie et l'exigence de la liberté d'expression et d'organisation syndicale et politique. Mais elle ne suscite pas d'actions puissantes. Progressivement s'instaure le désintérêt de la politique. Il y a de l'ordre mais pas d'engagement. Si bien que Boumédiène peut à la même époque dire à la fois que les citoyens se reconnaissent dans l'Etat mais qu'ils boudent le parti et avouer que la première tentative de « restructuration » du FLN, tentée en 1967, est un échec.

« Le peuple qui, selon les lois de la nature et de l'histoire, s'était révolté contre l'autorité coloniale durant cent trente ans, a fini par prendre conscience que l'Etat et le gouvernement étaient les siens, qu'ils œuvraient pour ses intérêts et que les respecter c'était respecter ses intérêts propres » (19-6-1968).

L'Etat s'est en effet imposé aux travailleurs sans difficultés, du moins il a imposé une direction syndicale. Il veut que les travailleurs transfor-

ment leur mentalité : banissement de la lutte des classes et avènement du « travailleur-gestionnaire » membre du collectif d'entreprise. A la conscience de salarié exploité doit se substituer celle de la solidarité. Marx est éliminé au profit de la solidarité organique de Durkheim. La grève est donc interdite dans le secteur d'Etat. Ce ne peut être qu'un acte antinational.

« Il s'agit de savoir [...] si les travailleurs dans les différents secteurs d'activité sont seulement de simples salariés ou au contraire des travailleurs conscients du fait que le sort de l'entreprise, et partant celui de la Révolution et du peuple, est aussi le leur. Je tiens à préciser que le Conseil de la Révolution et le gouvernement pensent qu'il est temps de mettre fin au concept de travailleur salarié » (5-5-1969).

Ainsi les réalités sociales obéiraient aux décisions de l'Etat ...Boumédiène pense que la lutte de classe est quelque chose qui peut se pratiquer ou non, à volonté. Elle n'a pas de sens dans une société d'où l'exploitation semble étrangement absente, bien qu'elle existe, féroce, dans le secteur privé sur lequel le chef de l'Etat restera toujours étrangement discret. Le « capitalisme non exploiteur » s'y fait une place jugée légitime.

La définition du « travailleur-gestionnaire » renvoie à une vision morale et technocratique du social où chacun a sa place selon sa compétence.

« Nous sommes tous des travailleurs. Le fonctionnaire qui accomplit sa tâche dans son bureau est un travailleur, tout comme l'officier et le permanent du parti. Chacun vit de son labeur et de ses efforts quotidiens. Telle est la société que nous édifions » (25-5-1970).

Ceux qui dans cette société sont des « producteurs », comme tous les autres « travailleurs » doivent se sentir « responsables » : Boumédiène définit par opposition l'ouvrier du système capitaliste, et celui du système socialiste. Le premier est un individualiste uniquement préoccupé d'arracher au patron son salaire en se moquant de la prospérité de l'entreprise. Par contre le second ne peut s'opposer à l'Etat-entrepreneur puisque cet Etat est lui-même. Ce schéma classique des socialismes qui s'identifient à l'étatisation, formulé dès 1965, restera une constante du discours politique et trouvera son achèvement dans la Charte de la gestion socialiste des entreprises (1971).

Qu'en est-il des intellectuels ? Ils sont peu nombreux. Beaucoup sont happés par les appareils d'Etat, l'administration, l'encadrement des sociétés nationales. Les francisants sont la majorité et ce sont eux précisément qui sont privilégiés par l'industrialisation car ce sont eux qu'on embauche et qui jouissent, en plus des fonctions qu'ils occupent, de solides avantages matériels. Les arabisants sont exclus ou refoulés vers des situations sans prestige. Les écrivains et artistes se sont globalement ralliés pendant la guerre de libération aux positions fano-niennes sur la culture, positions qu'avaient faites siennes le FLN : la culture comme arme au service de la nation. Cette lutte a relié entre eux des individus qui ne constituaient pas vraiment un milieu intellectuel. Chacun va se retrouver seul à l'Indépendance, confronté

à une inéluctable question : se définir face au pouvoir. L'intellectuel se doit d'être « engagé », c'est dans l'« engagement » qu'il conquiert sa nationalité culturelle. Pour l'écrivain, ce sera, aussi, dans la langue. Malek Haddad⁸, qui avait lancé la fameuse formule « Je pense en arabe mais j'écris en français », décide d'arrêter d'écrire à l'Indépendance (pour occuper un poste de fonctionnaire). Mohamed Dib considère que la fin de la lutte armée marque un tournant littéraire et choisit l'exil. Pour la majorité d'entre eux, dans les années soixante, s'engager paraît toutefois une nécessité. Des discussions passionnées commencent en 1963-1964⁹ sur les formes que peut prendre cet engagement. Elles ne continueront pas après 1965. Les intellectuels francisants, s'ils ne sont pas tous dans la mouvance du parti communiste (PAGS)¹⁰, sont très pénétrés par les idéologies marxistes et par les philosophies occidentales sans toutefois avoir d'impact sur la réalité sociale et d'insertion dans les couches populaires. Pour ceux qui suivent les positions des communistes, le soutien « critique » que leur parti apporte à Boumédiène à partir de fin 1968 les conduit à renoncer à toute position contestataire face au pouvoir. Ils ne s'associeront pas à la pétition que font circuler au Colloque sur la culture de 1968 quelques jeunes poètes qui resteront isolés : « Est-il possible d'être, et même, avons-nous le droit d'être ? », écrivaient-ils. « La Cité nous ouvre-t-elle ses portes ou nous relègue-t-elle au rang de parias, d'incompris, de morts-nés ? ...Dire, Tout dire ! Face à une technocratie sous-développée, le dire, la parole, répond à toute infidélité. La parole est tentative de prise de pouvoir, de pouvoir sur tout¹¹ ! »

Cette parole est refusée précisément en tant qu'elle veut être un autre pouvoir indépendant et rejeter les tentatives de bureaucratisation. A la rigueur, on peut critiquer (faiblement) à condition que cette critique ne soit pas publique et reste à l'intérieur du système. Il serait sans doute instructif de réfléchir au destin de deux intellectuels qui ont passionnément cherché à être des intellectuels populaires, tout en sauvegardant leur indépendance : Jean Senac (qui patronnait les jeunes poètes cités), réduit à une condition misérable¹², et assassiné en septembre 1973, et Kateb Yacine, finalement marginalisé.

C'est moins en tant que futurs intellectuels qu'en tant que futurs cadres que les étudiants résistent à tout contrôle de l'Etat et à l'intégration de leur organisation dans un FLN fantôme. Nul n'ignore l'influence très grande qu'a parmi eux, dans les années soixante, le PAGS. Leur opposition sert essentiellement à imposer, de fait, le pluralisme et à contrer le parti unique. L'Université n'a été, à aucun moment, pendant cette période, le lieu d'une réflexion sur ce que pourrait être un intellectuel, une culture indépendante du pouvoir politique. Dans leur contestation même les étudiants se situaient comme des interlocuteurs éventuels du pouvoir, une avant-garde qui approuvait le développement du secteur d'Etat mais exigeait la réforme agraire, mettant ainsi le doigt sur les contradictions existant à l'intérieur du pouvoir pour contraindre Boumédiène à des changements d'alliances.

Si bien que Boumédiène se trouve à la fin des années soixante face à une résistance passive des cadres et à une résistance active des étudiants. Il serait utile de s'interroger sur la destination des étudiants plus que sur leur origine sociale (sur laquelle on met couramment l'accent pour souligner la « démocratisation » de l'enseignement) et sur la fonction de l'Université. A travers le militantisme politique, les étudiants ne cherchent-ils pas la légitimation de leur rôle de futurs cadres pour qui la compétence reconnue par le diplôme va déboucher sur un pouvoir réel de contrôle (sur les autres classes, sur l'impérialisme présent à travers les choix économiques) et de gestion (puisque la non-maîtrise des technologies les cantonne dans cette fonction). « La science (distribuée par l'université) est ainsi un outil de légitimation et de domination dans une formation sociale qui fonde son accumulation sur la rente minière ¹³. » Car les cadres qui vivent de cette rente occupent une position sociale dominante avant d'être une classe sociale dominante. Ils mènent en tous cas une lutte sur deux fronts, contre la bourgeoisie et l'impérialisme pour le développement du secteur d'Etat, mais aussi contre la formation de couches d'intellectuels qui échappent à l'Etat pour se faire, indépendamment de lui, les défenseurs de la paysannerie et de la classe ouvrière. L'Etat a un besoin essentiel des cadres, car devant l'incapacité du FLN l'administration est le seul moyen d'information du pouvoir, avec l'armée le seul moyen de contrôle. Faute de s'en faire des alliés, l'Etat peut trouver en eux des concurrents pour l'hégémonie (ils ont le savoir que ne possèdent pas les militaires). L'inscription à un FLN inexistant serait de leur part un signe d'allégeance qu'ils rechignent à accorder. D'où les propos désabusés du chef de l'Etat en ce qui concerne l'« élite » :

« Il apparaît que cette élite aspire à obtenir certains privilèges et à s'éloigner progressivement du militantisme. [...] L'éloignement de cette élite du domaine du militantisme la pousse à dévier et elle pourrait constituer à longue échéance une classe distincte ayant des intérêts contradictoires avec ceux des classes déshéritées. [...]

[...] Il nous paraît nécessaire que les intellectuels remédient à cette faiblesse et mettent à profit les efforts déployés actuellement par le parti en vue de concrétiser les rapports créateurs entre l'élite intellectuelle et les masses populaires » (26-11-1968).

Selon Boumédiène il se formerait une bureaucratie seulement si les cadres refusaient de « s'engager », c'est-à-dire de se soumettre à l'Etat, précisément seul représentant légitime des intérêts des classes déshéritées. Par contre l'« engagement » supprime comme par miracle toute contradiction. Il n'y a plus alors entre les cadres et les masses en question de différence que technique fondée sur la compétence. Et l'on retrouve l'esprit de solidarité puisque les uns et les autres sont tous « gestionnaires » de l'entreprise que l'Etat, en lequel s'incarne le peuple, leur a demandé de faire fonctionner dans l'intérêt de tous.

Il y a dans le discours politique un glissement de sens perpétuel entre intellectuel, cadre, étudiant. Leur commun dénominateur est donc

le fait d'être des diplômés, jamais des producteurs d'idéologie. C'est que l'Etat veut être le seul producteur d'idéologie. L'intellectuel, tel qu'il le souhaite ne peut être qu'un reproducteur des schémas de pensée que lui seul émet légitimement.

L'arabisation, qui se met en place à partir de 1968 s'inscrit-elle dans cette stratégie de contrôle des intellectuels ? Bien qu'il s'agisse d'un problème complexe qui ne puisse se réduire à cela, il n'est sans doute pas excessif de penser que ce fut en partie le cas. Elle commence en 1968 dans le contexte de ce qu'on appelle la Révolution culturelle, baptisée « retour aux sources », et s'accompagne d'une propagande violente contre « les idéologies étrangères ». Pour certains, pour Ahmed Taleb Ibrahimi, maître d'œuvre de l'arabisation, il semble bien qu'il s'agisse moins d'une entreprise de traduction que de conversion, une « récupération de l'âme algérienne »¹⁴, c'est en tous cas une opération qui, si elle satisfait sur le coup les arabisants, ne leur donnera pas les positions de pouvoir qu'ils espéraient, qui resteront le lot des francisants. Boumédiène dit souhaiter que l'arabe soit « la langue du fer et de l'acier ». Cependant dans la mesure où ce sont les disciplines où les étudiants sont les plus contestataires (philosophie, sociologie, etc.) qui sont les premières touchées, l'arabisation s'intègre dans le cadre d'une reprise en mains de l'Université¹⁵. Elle peut donc sembler en contradiction avec le processus de modernisation.

Pour l'heure, c'est cette reprise en mains qui est importante, plus encore que la satisfaction donnée aux arabisants ; elle ne peut se contenter de mesures d'ordre linguistique et culturel et doit s'accompagner d'une adhésion politique des couches concernées rebutées par l'« engagement » que veut leur imposer l'Etat.

Dans ces conditions où trouver ces militants, comment gagner ces cadres dont on a besoin pour mettre en œuvre une entreprise de modernisation qu'on veut sans lutte de classes, malgré les aspirations révolutionnaires portées par sept années de guerre ?

Notre pétrole est rouge du sang de nos martyrs

La volonté de remodeler le corps social ne se sépare pas d'un projet économique fortement lié à l'enclave pétrolière qui ne prendra toute son importance qu'après 1971. Il s'agit, en réprimant le moins possible mais avec fermeté, de convaincre et d'imposer à la société le carcan qui la tiendra muette et reconnaissante.

La rente pétrolière va permettre de réaliser cet assujettissement, en modérant au maximum les tensions sociales, en permettant à l'Etat de s'autonomiser et de jouer son rôle de démiurge, au-dessus de la mêlée. Il se veut anti-impérialiste, mais attend de la rente le financement d'une économie qu'il veut indépendante.

Le pétrole, dans un premier temps, a son rôle à jouer, dans le cadre d'une économie qui ferait appel à ses ressources internes : autres

ressources minières, mais aussi capital privé, développement de l'agriculture (afin de nourrir une population toujours croissante). Boumédiène reprend dans ses premiers discours les grandes lignes du projet « d'industries industrialisantes ». La réforme agraire cependant s'avère impossible, et c'est d'ailleurs alors qu'il recule devant les difficultés politiques que suscite sa réalisation, qu'il proclame que cette réforme sera une « révolution agraire » (20-7-1968). Octroyée aux paysans par l'Etat comme récompense pour leurs sacrifices pendant la guerre, elle vise à arrêter l'exode rural par la modernisation des campagnes intégrées dans le projet de développement. Boumédiène ne dit pas qu'il s'agit, aussi, d'arrêter l'émigration. Les hydrocarbures vont « fournir le secteur industriel en énergie à bas prix et la mettre à la disposition du citoyen » (15-3-1968). L'excédent sera exporté pour « augmenter nos ressources en devises fortes, indispensables pour l'importation de biens d'équipement en vue d'assurer l'évolution de notre industrie et le développement de notre économie » (26-10-1968).

L'agriculture et spécialement les domaines autogérés sont sommés de participer au développement. Le 1^{er} novembre 1968 Boumédiène menace : « Le laisser-aller est révolu et doit laisser place au sérieux. » Le prochain budget opérera un prélèvement sur l'autogestion car, dit-il, « jusqu'à maintenant les recettes de l'Etat ont deux provenances, les revenus pétroliers et l'impôt que paye le citoyen ». Cependant, tandis que la production ne cesse de décroître et la consommation de croître, l'impôt n'est-il pas lui-même récupération d'une partie de la rente distribuée en salaires ?

Ne pas être un pays agricole comme le voulait le colonialisme et devenir un pays industriel grâce au pétrole sans dépendre de lui à 80 % (11-11-1968 et 5-5-1969) n'est-ce pas vouloir résoudre la quadrature du cercle ?

Boumédiène envisage le pétrole comme un moyen neutre d'acheter une industrie, et d'économiser le temps mis par l'Europe, en sautant à pieds joints dans l'ère des technologies de pointe. Revanche des dominés sur les dominants ? Pour lui, il n'y a qu'une sorte de dépendance qui puisse résulter du pétrole : celle qui consiste à le vendre au bénéfice de la consommation de quelques privilégiés. La construction d'une industrie grâce à lui, l'imposition d'une certaine austérité et la distribution d'avantages sociaux assurent au contraire l'indépendance économique. L'Algérie ne s'industrialise pas « grâce au pétrole » mais grâce à la Révolution qu'elle fait à l'intérieur qui induit ses positions anti-impérialistes (26-10-1970).

Cependant pour mener à bien cette révolution (modernisation) à la fin des années soixante, plusieurs tâches restent à accomplir, outre la nationalisation des hydrocarbures : la réforme agraire et l'élimination des propriétaires fonciers, l'intégration des étudiants (futurs cadres) et des intellectuels.

Dans le courant de 1969, Boumédiène insiste beaucoup sur le rôle du parti, plus que sur l'Etat dont la construction lui semble achevée,

sur l'importance qu'il y a de voir les cadres adhérer à ce parti. Il pointe le doigt de plus en plus nettement sur les étudiants. Conjointement, il avance l'idée d'une nouvelle forme de solidarité qui ne serait plus celle de la lutte de libération : la Révolution nationale est faite, la solidarité des socialistes doit lui succéder (5-5-1969). Est-ce le signe d'une influence des communistes sur le chef de l'Etat ou volonté d'enlever à ce soutien « critique » ses dernières réserves ? En tous les cas, une alliance de fait (depuis fin 1968) s'opère dont il veut garder la maîtrise. Faute de convaincre il réprime : les principaux dirigeants étudiants sont arrêtés et l'UNEA dissoute en janvier 1971. L'anti-impérialisme était déjà avec le PAGS, contraint à la clandestinité, un terrain d'entente et de compromis politiques. La nationalisation des hydrocarbures (24-2-1971) et le décret de Révolution agraire (15-11-1971) suscitent de sa part une adhésion justifiée par l'extension du contrôle de l'Etat sur l'économie. Les communistes y voient le signe d'un progrès du socialisme dans le cadre d'un régime dont l'idéologie (l'anti-impérialisme) et les pratiques convergent avec leurs propres conceptions. Seule restriction : l'imposition d'un parti unique qui les exclut, mais — étant donné la politique en œuvre — l'espoir d'un Front progressiste qui les incluerait.

Les étudiants partirent donc enthousiastes dans les campagnes pour contribuer à la Révolution agraire. Le chef de l'Etat trouvait en eux des militants suffisamment disciplinés pour ne pas déborder le cadre à l'intérieur duquel le compromis les contraignait à entrer. Les communistes pensaient que les étudiants portaient à la campagne l'idéologie du prolétariat. En fait, la révolution était octroyée d'en haut. Elle venait à la campagne par les émissaires de l'Etat : les citoyens instruits.

Parce que les biens des nationaux sont touchés, parce que cela provoque des conflits d'intérêts, la Révolution agraire a pour effet une mobilisation politique importante. Elle gagne à l'Etat progressiste nombre d'intellectuels réticents¹⁶. Mais le paysan n'est plus le héros révolutionnaire accoucheur de l'histoire. Le fanonisme est mort. C'est un homme resté en dehors de la modernité qui doit assimiler les objectifs de rentabilité, de rationalité incarnés par le pouvoir révolutionnaire. Les étudiants plaquent sur leur réalité nationale leur vision idéalisée de la révolution bolchévique. Ils deviennent (et à travers eux les communistes) les interlocuteurs de l'Etat qui n'avait fait jusqu'ici que les réprimer ou les ignorer. Le volontariat s'institutionnalise, des journées de discussions sont organisées entre les étudiants et Boumédiène (1972-1973). Les voici légitimés dans leurs fonctions de cadres. Progressivement dans les mois et les années qui suivent ils sont intégrés dans l'appareil administratif, dans les sociétés nationales. On recherche en eux des cadres introuvables, militants, honnêtes, compétents.

Il est clair que le pouvoir de Boumédiène trouve alors un nouveau souffle. Les propriétaires fonciers sont éliminés et la paysannerie est encadrée par les étudiants, opposants d'hier. La nationalisation des hydrocarbures évite de prélever à l'intérieur la plus-value nécessaire à l'accumulation. S'il y a conflit, c'est un conflit avec l'extérieur : la seule

lutte légitime est celle qui se joue contre l'impérialisme pour la récupération des richesses nationales, la lutte pour les prix et le nouvel ordre économique mondial.

La lutte pour les prix du pétrole est vécue comme le prolongement de la lutte armée, d'où la valeur éminemment symbolique du pétrole, sang du peuple : « S'il nous était donné d'analyser le pétrole algérien, nous découvririons que le sang de nos martyrs constitue l'une de ses composantes car la possession de cette richesse a été payée du prix de notre sang » (16-7-1970).

Par conséquent, si les rapports sociaux se réorganisent, on ignore les effets de la rente. Tout est l'effet de la volonté de l'Etat qui se masque entièrement les bases sur lesquelles la société s'édifie, qui se masque le fait que le niveau de la rente est déterminé non par le travail (puisque ce n'est pas le travail qui la produit) mais par les conditions du marché mondial et de la position de monopole que les pays exportateurs occupent, position qui leur permet de drainer dans leur pays des profits produits ailleurs¹⁷. On voit le pétrole comme un simple produit de la terre, la fixation de son prix comme une lutte du pouvoir révolutionnaire.

Une chose est sûre, c'est qu'il permet à l'Etat de s'épargner les conflits sociaux et de prôner la solidarité. C'est en son nom, contre le spectre de la lutte des classes, que se fait la réforme agraire. La paysannerie algérienne bien que démobilisée était gênante : depuis longtemps elle assaillait les villes. Ce n'est pas elle mais l'Etat qui affronte les propriétaires fonciers. Les paysans sont seulement appelés à soutenir l'Etat contre eux. Il leur octroie en échange de ce soutien les avantages de la modernisation (villages socialistes, SMAG, soins médicaux...) grâce à la rente puisque la production ne fait que baisser. Les propriétaires rechignent ? Point n'est besoin de monter les paysans contre eux. Boumédiène au cours des discussions organisées dans le cadre du volontariat le fait savoir aux étudiants parfois trop enthousiastes et dont les exploits à la campagne sont soigneusement censurés par la presse. La Révolution agraire « se fait en termes clairs sur la base des principes de la solidarité nationale et non pas sur la base de la philosophie qui n'a aucun lien avec nos croyances religieuses et nos aspirations à édifier une société prospère où règnent la justice et l'égalité : la philosophie de la lutte des classes entraînerait dans notre pays qui a été meurtri de nouvelles blessures... Voilà pourquoi j'ai dit aux étudiants qu'il ne fallait pas s'en prendre à ceux qui n'ont pas fait don de leur terre pour contribuer à la réussite de la Révolution agraire » (6-6-1974).

C'est un langage clair, adressé à des étudiants animés précisément par cette philosophie. Boumédiène pouvait bien tenir quelques mois avant, au deuxième sommet islamique de Lahore, des propos subversifs sur la religion, « un peuple qui a faim n'a pas besoin d'écouter des versets du Coran » (23-2-1974), il n'en reste pas moins qu'il ne semble pas que la faim ou la misère autorisent la lutte des classes. Il est vrai que les prises de position de Lahore concernant la religion étaient strictement à usage anti-impérialiste.

Il reste que Boumédiène ne cache pas sa satisfaction de voir à l'occasion de la Réforme agraire les étudiants intégrés à ses projets. C'est l'occasion de préciser le rôle de l'intellectuel avec les travailleurs et surtout avec la paysannerie et partant les rapports ville-campagne. Si la ville est siège de la corruption, la campagne siège de la pureté, la ville l'est du savoir et la campagne de l'ignorance et de l'arriération. Elles exercent donc l'une sur l'autre un effet pédagogique réciproque qui tourne à l'avantage de la ville, siège du pouvoir et de la modernité.

La Révolution agraire a aussi pour but de transformer les anciennes structures et l'ordre archaïque que nos frères des campagnes ont connu, à savoir l'éparpillement géographique et l'isolement social : les rencontres ne se faisaient que dans les souks, les fellahs ne s'entretenaient qu'avec les membres de leur famille et ne connaissaient comme cohabitants que leurs animaux domestiques. Tels sont les séquelles du colonialisme » (27-11-1975).

Le paysan passif attend tout de l'Etat et de la compétence des citadins : progrès technique et idéologique : « Le fellah algérien a cet avantage qu'il sait ouvrir les oreilles pour écouter les propos sincères qui ont pour but de l'aider » (12-6-1973).

Il y a un rapport entre la fascination du populiste et son mépris pour le milieu paysan. Qu'on songe à l'attitude combien ambiguë des intellectuels russes devant la campagne soulignée par R. Linhardt (Lénine, *Les Paysans*, Taylor, 1976). Cependant, l'auteur montre bien que malgré la main de fer de l'Etat, dans le contexte soviétique, les campagnes ont soudain réalisé que les villes dépendaient d'elles. Or en Algérie, les ruraux ne nourrissent pas les villes qui n'ont pas besoin d'eux. Au contraire, les ruraux ont besoin des villes vers lesquelles ils continuent d'affluer malgré la réforme agraire. Ce n'est pas la campagne qui nourrit la ville mais la rente qui autorise une consommation accrue des citadins bien au-dessus des moyens qu'offre une agriculture de plus en plus défaillante. C'est la rente qui induit la croissance continue de la dépendance alimentaire. Et c'est après les miettes de cette rente que les paysans courent, à la recherche de quelque petit métier, de quelque emploi improductif. C'est la rente qui autorise des salaires minima (SMIG et SMAG) relativement confortables et le maintien de la subvention des produits de base.

La rente permet ainsi de faire l'économie des luttes de classes et d'éviter la domination de la ville sur la campagne qui n'est pas contrainte d'assurer l'accumulation. A plusieurs reprises Boumédiène souligne la différence entre « certains pays (l'URSS, la Chine... ?) qui ont dû à l'occasion des réformes agraires mener des répressions violentes, désigner du doigt des ennemis de la révolution (21-2-1972 et 2-7-1973). Le « décollage économique », affirme-t-il, ne s'effectuera pas au préjudice d'une catégorie de citoyens, en faisant payer la charge aux paysans (19-6-1972).

Les rapports des pays producteurs de pétrole avec l'impérialisme sont des rapports d'opposition et de complicité. L'idéologie anti-impéria-

liste les réduit à de simples rapports d'opposition et masque la dépendance. Le socialisme qui se construit sur la rente n'en est en fait que la distribution « équitable ».

« La récupération des richesses nationales n'a pas été entreprise pour enrichir davantage ceux qui sont aisés mais plutôt pour édifier des hôpitaux, des lycées, des universités et des villages socialistes » (24-2-1976).

Le rôle de l'OPEP et, en son sein, de l'Algérie dans la lutte pour la hausse des cours pétroliers tend à faire croire que la dépendance a changé de sens. Le pétrole procure des revenus, dit Boumédiène, tout en satisfaisant les besoins énergétiques mondiaux ; la liquéfaction du gaz est « une image concrète de ce qui peut être réalisé dans le monde par l'association de la technique des uns aux ressources naturelles des autres » (24-6-74). Revanche contre les grandes puissances capitalistes, le pétrole permet aussi de se situer au premier rang de la nouvelle révolution, celle des pays pauvres. « Pour ce qui est de la Révolution mondiale, c'est nous qui constituons le centre de la véritable révolution » (4-12-1973). C'est l'indépendance définitivement conquise : « Nous avons détruit le mythe du capitalisme » (1-5-1974).

Ruser pour voler l'Etat est-ce devenu la règle ?

L'année 1976 marque un tournant. La tension est très grande avec le Maroc à propos du Sahara occidental et on mesure mal les conséquences possibles d'une guerre. C'est aussi le début d'une inquiétude et du désenchantement. « Les puits de pétrole ne sont pas intarissables... alors que la terre demeure un capital renouvelable d'une manière continue... L'avenir n'appartient pas au pétrole mais aux produits de consommation alimentaire » (9-4-1976).

Boumédiène éprouve le besoin d'une légitimation qu'il obtient en suscitant un débat national (véritable catharsis collective largement censurée par la presse) qui aboutit à un vote massif d'approbation de la Charte Nationale (1976).

La productivité n'a pas cessé de décroître tandis que l'appétit de consommation va croissant : consommation de produits alimentaires et de tout ce qui fait le confort des pays développés (appareils électroménagers, télévision en couleur, voitures, etc.). Tout ce que l'Algérie ne produit pas ou pas en quantité suffisante. C'est l'occasion d'un trafic considérable, de marchés parallèles, de corruption. Le dévouement à la collectivité, le goût du travail sont des valeurs qui s'effacent progressivement au profit des signes extérieurs de la réussite sociale : la possession du maximum de biens de consommation. Etant donné qu'ils sont toujours en quantité insuffisante sur le marché, l'argent ne suffit pas pour les obtenir. Les solidarités familiales et régionales servent à se procurer les denrées et les objets rares, objets de spéculation.

« La consommation est-elle prioritaire au détriment du développement et du bien-être des générations futures ? Faut-il au contraire garantir le minimum de consommation et consacrer le reste de notre produit à l'édification du pays et à l'avenir ? » (8-11-1976).

Le modèle mis en place fonctionne mal. Ni les membres de l'appareil d'Etat, ni les couches dominantes ne payent d'exemple. Si elles tiennent un discours sur l'austérité elles sont les premières à s'en abstenir. Les oulémas, que Boumédiène avait réussi en 1976 à intégrer, tentent de légitimer la direction politique : on donne une large audience au discours religieux réformiste. Les périodes de Ramadan sont l'occasion de prêches sur la signification du jeûne, censés ranimer la solidarité socialiste ; ils développent plus l'intolérance que l'austérité. Si l'on avait rêvé de prendre à l'Occident la science et la technique en gardant son âme, il semble qu'on soit en train de perdre son âme sans réussir à maîtriser cette technique jugée à tort inoffensive. Boumédiène prend conscience des difficultés qu'il rencontre. Il disculpe l'Etat qui a fait son devoir, demande aux citoyens de faire le leur, travailler plus et consommer moins, et dénonce les « maux sociaux » (18-12-1976).

Ces discours moralisants, le slogan de « bataille pour la production », ont peu d'effet puisqu'on a pris l'habitude de consommer sans produire. Les pénuries entretiennent la crainte de manquer et justifient l'accumulation de biens sur lesquels on spéculé. Avoir beaucoup, de tout, plus que le voisin, est le critère de la valeur sociale. La richesse ne craint pas de se montrer tandis que les inégalités sociales s'accroissent.

Une série de grèves de grande ampleur, que la presse ne peut taire, contrairement à son habitude, contraignent dans le courant de 1977, le chef de l'Etat à intervenir personnellement dans le conflit qu'une UGTA aux ordres ne parvient pas à résoudre. Il annonce une hausse générale des salaires (qu'il mettra du temps à appliquer) et cherche une solution en remettant une fois de plus en chantier la construction du FLN. Il nomme à sa tête le colonel Yahiaoui en novembre 1977. La situation est d'autant plus difficile que la Révolution agraire n'est pas une réussite et qu'« on importe l'inflation » comme ne cesse de le répéter Boumédiène. Il s'indigne de l'absence de sens civique et assure qu'il n'est pas de socialisme sans une éthique.

Lui qui se félicitait en 1968 de ce que le peuple se reconnaissait dans l'Etat, jette sur la société un regard pessimiste. Le jacobinisme étatique, le technocratisme n'ont visiblement pas réussi à modeler le corps social selon les normes de la modernité. Les anciennes valeurs sont détruites sans que de nouvelles, adaptées aux exigences de la rationalité économique, voient le jour.

« L'attention à l'égard de l'intérêt général demeure faible : ruser pour voler l'Etat semble être devenu une règle comme si l'Etat était un étranger : nous devons faire disparaître des mentalités l'idée archaïque de *baïlek* » (24-9-1978).

Comment cet Etat qui vend aux paysans des tracteurs et des engrais à des prix inférieurs au prix de revient, peut-il ne pas être considéré

par les paysans comme le leur ? On a pris l'habitude de compter sur l'Etat et on a pris une mentalité d'assisté (24-4-1978). Le bien public sert à des fins individuelles, ainsi en est-il des domaines agricoles, des postes de responsabilité dont on use comme de sinécures (*id.*). Boumédiène énumère la corruption, la dégradation de l'habitat, la saleté des villes. Mais c'est un discours de censeur qui fustige les citoyens rendus responsables de la misère sociale, comme si cette misère était l'effet de mentalités inadaptées, de la paresse et non des choix économiques, politiques et sociaux qu'un Etat, se voulant tout-puissant, a décidé en faisant taire les intéressés. La classe dominante qu'il a suscitée pour appliquer ces choix use de l'Etat comme de sa propriété et n'a que faire de l'intérêt collectif. Elle veut maintenir son hégémonie de telle sorte que cette hégémonie lui permette de gérer à son profit ses relations conflictuelles avec la bourgeoisie mondiale. Elle ne peut cependant pousser ces tensions jusqu'au point de rupture puisqu'elle a besoin d'elle pour se reproduire. L'Etat est son affaire, non l'affaire de ceux qu'on appelle à produire.

L'Etat disait qu'il était l'Etat des paysans, il a fait pour eux la réforme agraire, mieux : la Révolution agraire. Or ils ne se sentent pas massivement concernés. Le désistement des attributaires est important et la plaie de l'exode rural continue. Pour maintenir les ruraux à la terre Boumédiène envisage une réglementation policière et demande de ramener *manu militari* (sic) sur les domaines les fellahs qui fuient vers les villes (24-4-1978). Le bruit court même, à cette époque, d'une éventuelle création d'un livret de travail et d'entraves à la liberté de circuler.

Dans ces derniers discours Boumédiène redit inlassablement la nécessité de travailler et de produire pour maîtriser des complexes qu'il reconnaît maintenant « gigantesques », l'urgence de réduire la consommation... « s'orienter progressivement vers un modèle unique de consommation » (24-5-1978). Urgence d'autant plus grande que la poussée démographique s'accroît à un « rythme hallucinant ». Le temps n'est plus où Boumédiène voyait la disparition du chômage à l'horizon quatre-vingt et fustigeait ceux qui s'inquiétaient de la démographie. La jeunesse du pays, disait-il, était sa richesse. Il pense maintenant qu'elle est dans le travail. Toutefois le remède est toujours de contraindre les gens à changer de mentalité : organiser les masses, faire le parti, gérer, travailler, sanctionner, contrôler, former l'homme nouveau, susciter chez les responsables le sens de l'Etat. Faute de percevoir cet avenir radieux, c'est la nostalgie du passé. Hier « le véritable contrôle résidait dans la conscience de chacun » (24-5-1978). Hier, c'était la compétition pour le sacrifice, aujourd'hui on est égoïste, c'est « l'émulation pour la villa la plus somptueuse ou la voiture la plus luxueuse » (24-9-1977 et 24-5-1978).

Le dernier discours important avant la mort de Boumédiène est celui qu'il prononce au cinquième Congrès des anciens moudjahidine. Devant la déliquescence de la conscience civique et la priorité donnée par les citoyens à la poursuite d'intérêts particuliers il en appelle à la nécessité d'écrire l'histoire. Certes il s'agit de retirer le monopole de cette écriture

aux étrangers mais surtout l'histoire pourrait constituer un des moyens de redonner vie à la conscience nationale. Ce devrait donc être l'histoire des morts puisque toucher aux vivants est toujours épineux et peut accentuer les divisions... » J'ai affirmé notre souhait de voir écrire l'histoire d'un peuple, l'histoire d'un million et demi de *chouhada* et non l'histoire des vivants qui se trouvent constamment soumis à toute sorte de déviationnismes » (24-5-1978). L'écriture de l'histoire et l'exaltation du passé devraient créer une mobilisation des intellectuels, des artistes en vue de créer des œuvres qui exalteraient le sacrifice de l'individu à la collectivité. « Qu'avons-nous écrit sur notre propre révolution ? Qu'avons-nous fait dans le domaine du théâtre, du cinéma, de la littérature, de la peinture pour exalter nos valeurs révolutionnaires ? » (*id.*)

Voici qu'il appelle au chevet du civisme mourant l'intellectuel comme éducateur de l'homme nouveau. Pensant grâce au pétrole « réaliser le rêve de nos ancêtres » il se trouve devant une société éclatée, une classe dominante qui vivant de l'Etat n'a pas le sens de l'Etat mais seulement celui de ses intérêts. Cette classe n'est pas une bureaucratie au sens wébérien du terme, caractérisée par le dévouement, la compétence et l'effacement de la personnalité au service de l'Etat. Elle a le goût de l'autorité et du prestige et ignore celui de l'austérité. Elle prétend combattre la bourgeoisie mondiale tandis que celle-ci lui sert de modèle de consommation et qu'elle en dépend pour se reproduire, utilisant l'anti-impérialisme comme alibi à sa domination. Jusqu'à quand ?... Sera-t-elle conduite à y renoncer plutôt qu'à renoncer à ses propres avantages ¹⁹ ?

Paris, avril 1984.

NOTES

N.B. — La lecture des discours de Boumédiène a été faite sur la traduction française publiée par le ministère de l'Information (Alger).

1. Concernant les luttes qui ont présidé à la prise du pouvoir par Ben Bella au cours de l'été 1962, cf. Mohammed Harbi, *Le FLN mirage et réalité*, éd. Jeune Afrique, 1980.

2. Kouider Sami Naïr, Algérie, 1954-1962, Forces sociales et blocs au pouvoir, *Temps Modernes*, juillet-août 1982, n° 432-433.

3. M. Harbi, déjà cité, p. 371.

4. *Id.*, p. 374.

5. Gilbert Grandguillaume, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve et Larose, 1983, p. 154.

6. Regroupés d'abord sous le sigle d'ORP (Organisation de la Résistance Populaire) ces militants, qui étaient pour l'essentiel des membres de la gauche du FLN — le plus connu d'entre eux étant Mohammed Harbi — et de la direction du PCA, vont très vite, du fait de la répression et des désaccords, se séparer. Tous sont contraints à la clandestinité ou arrêtés (au sujet de la répression dont ils sont victimes, fin 1965, cf. Bachir Hadj Ali, *L'Arbitraire*, préface de Hocine Zahouane, introduction de Mohammed Harbi, éd. de Minuit, 1966, et *Les Torturés d'El Harrach*, présenté par Henri Alleg et Robert Merle, éd. de Minuit, 1966).

Le PCA adopte en 1966 le sigle de PAGES (Parti de l'Avant-Garde Socialiste) et restera sur le territoire algérien la principale force d'opposition, même si, à partir de 1968 son soutien critique à Boumédiène et une quasi-adhésion à sa politique après 1971, le conduisent à se définir lui-même (en 1976) comme n'étant « pas une force d'opposition mais de construction nationale » (cf. Sadek Hadjeres, *Dix années au service de notre peuple et de sa révolution*, brochure, janvier 1976). Toutefois, étant donné l'imposition du parti unique, le PAGES est resté interdit mais toléré. Sur l'évolution de cette opposition, et des autres, il n'est pas possible de s'étendre dans ce cadre.

7. Mohammed Harbi, déjà cité, p. 303.

8. Malek Haddad, mort en 1978, a publié *L'élève et la leçon* (1960), *Le Quai aux fleurs ne répond plus* (1961) chez Julliard, actuellement en 10/18.

9. Des discussions publiques eurent lieu en 1963 et 1964 et surtout — à propos d'un article de Mostapha Lacheraf — un débat, souvent passionné s'engagea dans *Révolution Africaine* (hebdomadaire dont le directeur était M. Harbi) en décembre 1963 et janvier-février 1964.

10. Parti de l'Avant-Garde Socialiste, cf. note 6.

11. Ce texte fut publié par ailleurs dans *l'Anthologie de la nouvelle poésie algérienne*, par Jean Sénac (Poésie I, n° 14, éd. St-Germain-des-Prés, 1971).

12. Jean Sénac fut assassiné à Alger à son domicile en septembre 1973 dans des conditions qui demeurent inexplicables. Il vivait alors dans un total dénuement mais se dévouait avec passion à la jeune poésie algérienne. Cf. le volume que lui a consacré la ville de Marseille en 1983 à l'occasion d'une exposition, dans le cadre d'échanges culturels avec l'Algérie : *Poésie au Sud*, Jean Sénac et la nouvelle poésie algérienne d'expression française (Archives de la ville de Marseille, sept.-oct. 1983).

13. Dominique Glasman et Jean Kremer, *Essai sur l'Université et les cadres en Algérie, une technocratie sans technologie ?*, C.N.R.S., Les Cahiers du C.R.E.S.M., Aix-Marseille, 1978.

14. Allocution du 11 août 1967, citée par G. Grandguillaume, *op. cit.*, p. 129.

15. Concernant les problèmes culturels, politiques posés par l'arabisation, cf. G. Grandguillaume, déjà cité.

16. En particulier c'est dans ce contexte que se font connaître deux écrivains arabisants Tahar Ouettar et Abdelhamid Benhedouga. Cf. Monique Gadant, « Révolution Agraire, Littérature et politique en Algérie », *Peuples Méditerranéens*, n° 7 (avril-juin 1979). On trouve actuellement traduits en français deux romans de Tahar Ouettar, *L'As et Noces de mulet* (éd. Temps Nouveaux).

17. Cf. J.-P. Angelier, *La rente pétrolière*, C.N.R.S., 1976.

18. D. Glasman et J. Kremer, déjà cités.

L'ALGERIE, PROIE DE SON QUOTIDIEN

Djamel KACI
Leïla KENDILLEN

L'observateur de la vie quotidienne en Algérie est immédiatement frappé par une multiplicité de contrastes qui reflètent la continuité et la discontinuité socio-culturelles. La vie quotidienne des Algériens(nes) révèle non seulement des changements apparents s'opérant dans la société mais aussi l'inadaptation et la résistance de cette population aux transformations économiques, sociales et culturelles induites par un processus d'industrialisation récent. Ainsi, par exemple, la condition de certaines femmes aujourd'hui et l'attitude de la société à leur égard et à l'égard de leur nouvelle condition illustrent bien le changement et les perturbations qu'il provoque ainsi que les résistances farouches que lui opposent les forces conservatrices. Ce mouvement de forces accentue dans la société les tensions et les frustrations, et intensifie les contradictions sociales, politiques et idéologiques.

Dans la civilisation urbaine traditionnelle maghrébine, l'univers social était divisé en deux domaines : privé et public. Le domaine privé est constitué par le foyer où les femmes sont reléguées. Leur quotidien se résume alors à l'entretien de la maison (tâches ménagères, cuisine, artisanat traditionnel...) et à la garde des enfants. Le domaine public qui concerne les affaires extra-familiales comme le négoce, l'administration, l'artisanat, la rue, est exclusivement réservé aux hommes. Le mouvement de la citadine en dehors du domaine privé est strictement limité. Jusqu'à une époque très récente, aucune ne pouvait sortir de chez elle sans être accompagnée par un homme, une vieille femme ou un enfant. Même la structure architecturale traditionnelle, l'espace-

ment des quartiers et l'agencement des rues étaient déterminés par des valeurs relatives à la « protection » de la femme des yeux des « étrangers ». Ainsi, les quartiers résidentiels et ceux du négoce et activités productives étaient séparés, distincts fonctionnellement et spatialement. Tout était organisé pour rendre la femme inaccessible et invisible. Si par hasard elle devait s'aventurer dehors, il fallait qu'elle soit cachée derrière un voile conçu symboliquement comme une sorte d'extension de son domaine privé. Non dissimulée, elle sera jugée indécente, de mœurs légères et éventuellement folle.

La claustration des femmes a donné naissance à une idéologie justificatrice de telles pratiques. Jugée faible biologiquement et psychologiquement, considérée comme un objet érotique, sa présence dans le domaine public la transforme en proie. C'est pourquoi, pour éviter la « honte » et le « déshonneur », on la confine au foyer. Même au foyer, son contact est réduit aux seuls hommes de la famille dont elle est protégée par la règle de l'inceste. Ainsi, il est strictement recommandé à la jeune fille de garder sa virginité en s'abstenant de tout rapport sexuel avant le mariage. L'épouse, quant à elle, doit demeurer fidèle au mari. Une petite entorse à ces préceptes lui vaudra les accusations de « femme indigne » et des châtiments appropriés pour avoir « déshonoré » et « bafoué » ainsi sa famille. Son père, son frère ou son époux auront le devoir d'exécuter « la condamnation » parce que « souillés » par le délit de celle-ci. D'aucuns diront que ces derniers « laveront leur honneur en buvant le sang de cette femme » (expression très fréquente jusqu'à nos jours).

La tragédie qui va suivre et qui illustre la piètre condition de la femme, ne se passe pas il y a cinquante ans mais en 1980. En petite Kabylie, dans les petites *dechras* qui surplombent le village nommé Tazmalt, une femme, veuve, est violée par le frère de son mari. Elle tombe malheureusement enceinte. Après plusieurs tentatives d'avortement à la maison, c'est l'échec. Neuf mois après, le bébé naît. Il est étranglé et enterré par la mère de la veuve. La femme, après un dur accouchement et le choc psychologique de son enfant assassiné, tombe malade. Elle maigrit de jour en jour. Elle ne parle plus. Quelques semaines après, son frère, ses grands oncles, tapent à sa porte en pleine nuit. Sa mère a raconté plus tard que sa fille avait vite compris le sens de la visite nocturne. Elle savait... Lorsque son fils âgé de 18 ans vint lui rendre visite à la *dechra*, il ne la trouva pas. On lui dit qu'elle était allée chez des parents à elle dans une autre ville. Cela a duré deux mois. En fait, sa mère avait été lâchement assassinée par les « hommes » de la famille. Le soir en question, ils l'avaient emmenée, raconte sa mère, dans les montagnes désertes pour accomplir leur meurtre. Ainsi, « leur honneur avait été lavé par le sang de la femme indigne ». Son fils, désespéré, ignorant la vérité mais se doutant de quelque chose, repartit pour la ville de Tizi-Ouzou... Un soir, il se suicida en se jetant du quatrième étage d'un immeuble. Il n'est pas nécessaire de mentionner que ni le beau-frère de la veuve ni les meurtriers n'ont été inquiétés par la justice.

L'affaire fut vite étouffée car les membres de cette famille représentaient eux-mêmes les autorités au sein de la commune. Aujourd'hui, au village, tout le monde se souvient de cette histoire mais personne ne doit plus en parler.

En 1977, une veuve ouvre le ventre de sa fille de vingt ans parce que celle-ci lui avoue qu'elle est enceinte. Elle appelle tous les gens du village au « spectacle » et leur crie : « regardez comment je vais honorer l'âme de mon mari ! ». « Crime d'honneur », dira-t-on. En effet, tel était le point crucial de la plaidoirie. La sentence : seulement cinq ans ! En 1982, à Alger, deux frères éventrent en croix, après l'avoir égorgée, leur sœur parce que celle-ci avait eu une relation amoureuse. Ce ne sont là que quelques exemples...

C'est ainsi que le père, le frère ou l'époux sont les « protecteurs » de la *harma* familiale et par conséquent de la femme. La ségrégation sexuelle qui découle d'une telle situation n'est pas sans impact sur la nature des rares interactions qui peuvent se produire dans le domaine public, entre les deux sexes. La socialisation des enfants, de la même manière qu'elle inculque à la fille l'obligation d'être chaste, timide, soumise et respectueuse, encourage le garçon à développer son *machismo* le poussant à « conquérir » les femmes et, à l'opposé, à protéger les femmes de sa maison. Par conséquent, l'éducation du garçon est telle qu'on l'incite à empêcher les « étrangers » de violer la *harma* de sa famille, tout en le provoquant à pénétrer dans celle des autres. De ce fait paradoxal, le Maghrébin en général et l'Algérien en particulier se retrouve dans une espèce de « prison symbolique » dont la société est devenue le geôlier.

Des bouleversements historiques ont provoqué des désintégrations sociales dans tous les domaines, y compris au sein de l'institution familiale. En effet, la structure familiale traditionnelle a connu une désarticulation et s'est modifiée sous les chocs et les pressions continus du capitalisme colonial et de la généralisation concomitante des relations marchandes. En dépit de son enracinement profond, de sa pesanteur sociologique et de son intériorisation psychologique, l'idéologie traditionnelle définissant le rôle, la fonction et la place de la femme dans la société, n'a pas pu se maintenir intégralement. Les effets désintégrateurs et les exigences d'une économie en construction ont conduit nombre de femmes à suivre divers passages les menant du domaine privé au domaine public. On assiste alors à la coexistence d'anciennes et de nouvelles pratiques et valeurs sociales : coexistence longue qui se déroule non sans heurts ni violence et dont l'intensité donne à la société algérienne l'apparence moins d'une société en transition qu'en décomposition...

A cette minorité de femmes qui ont transgressé certaines normes sociales traditionnelles, la société demeure encore hostile. Cette hostilité se manifeste par une somme de comportements et d'attitudes de la part des hommes, et même des femmes, sur les lieux de travail, dans la rue ou au sein de la famille. Face à deux cent mille femmes salariées

à l'heure actuelle, se dressent trois millions de « femmes au foyer ». Elles sont cloîtrées derrière des fenêtres d'appartements modernes, vaquant toujours aux tâches ménagères et à la garde des enfants mais sans bénéficier de certaines facilités de la vie moderne, telles que les ensembles d'appareils électro-ménagers ou encore de crèches et jardins d'enfants. Elles ne quittent le domaine privé que pour des visites familiales, mariages ou circoncisions, accompagnées de leur mari, de leur fils ou de leur belle-mère. Dès lors, les grossesses, par exemple, deviennent des événements qui meublent leur morne vie. En effet, elles constituent la seule période où les femmes bénéficient de quelques égards attentionnés de la part du mari, de la belle-famille, des parents et enfin de la société. C'est aussi à cette seule occasion qu'elles peuvent attirer l'attention sur leur santé et leur sort. Souvent d'ailleurs, les femmes, accouchant dans des centres médicaux, aspirent à prolonger leur séjour médical en ces lieux. Elles avouent aux sages-femmes qu'elles préférèrent demeurer au centre médical où elles peuvent se reposer et changer de cadre plutôt que rentrer au foyer où leurs tâches et leur claustration les attendent de nouveau. Dès lors, cette condition de la femme n'est pas pour favoriser une auto-réglementation des naissances. Le taux démographique de l'Algérie atteint 3,2 % et reste parmi les plus élevés au monde.

Cette croissance rapide de la population conjugée aux carences des services publics a abouti à une dégradation progressive de l'environnement urbain. Une adaptation continuelle à la dégradation semble mener les Algériens à s'accommoder à des situations humiliantes comme si toute éthique de valeurs élémentaires avait déserté leur champ existentiel.

Ils vivent aujourd'hui dans des cités, des immeubles où la saleté est omniprésente. Les ascenseurs ne fonctionnent plus. Attaqués par la rouille, ils se transforment en dépotoirs d'ordures où les rats élisent domicile. La nuit, ces rongeurs se promènent dans les escaliers, heureux d'y trouver toutes sortes de détritiques qui constitueront leurs copieux menus.

A cette puanteur s'ajoute celle des vide-ordures qui ne fonctionnent plus mais où chaque ménage continue néanmoins à déverser ses ordures. Les escaliers tiennent lieu parfois de toilettes aux enfants, tandis que les coins derrière les portes d'immeuble se transforment en pissoirs. Dès lors, c'est une véritable culture de microbes qui se reproduit pouvant engendrer toutes sortes d'épidémies. Ainsi à Belcourt¹ cet été 1982, un cas de choléra — qui ne put être sauvé — se produisit dans une famille. Celle-ci vivait depuis plus de trois mois avec un égout éclaté dans la cuisine. Des rats en sortaient toutes les nuits.

Malheureusement, le spectacle qu'offrent les alentours des habitations n'est pas moins déprimant. Là où, des années auparavant, la collectivité cultivait des espaces verts, gisent rocaillie, poussière, papiers journaux, plastiques, bidons d'huile vides, boîtes de lait vides rouillées — dont les enfants se servent pour jouer —, etc. Parfois des femmes, de leur

balcon, essorent leur linge ou déversent leurs eaux usées sur les trottoirs où circulent des piétons. Elles peuvent aller jusqu'à jeter par les fenêtres de cuisine des résidus, coquilles d'œufs, pelures de légumes. De temps à autre, sous l'œil éteint et passif de leur mère ravagée par le vide de sa vie, les enfants s'amuse à cracher sur les passants. Et l'extérieur se transforme alors en une immense poubelle. Quelques rares concierges alarmés par le pourrissement de la situation mettent le feu aux ordures mais, n'étant ni bien rémunérés, ni secondés par les services de l'hygiène, ni respectés par les locataires, ils adoptent, très vite, une attitude indifférente à l'égard de la dégradation de l'environnement.

Les coupures d'eau fréquentes, qui peuvent durer des heures, des jours, selon les quartiers, ne sont pas pour favoriser la lutte contre l'état d'insalubrité qui règne dans les lieux d'habitation. Il est bien évident que la population n'est jamais informée de ces éventuelles coupures. En agissant ainsi, les autorités obtiennent le résultat opposé à celui escompté, à savoir : une utilisation rationnelle de cette ressource rare afin d'éviter le gaspillage. En effet, faute de prévenir les « citoyens », ces derniers constituent d'énormes stocks d'eau à tout moment. Ils les déversent par la suite inutilisés, quand il n'y a pas de coupures. Les femmes sur lesquelles pèsent les responsabilités des travaux ménagers et de la cuisine sont les plus affectées par ces coupures. Cloîtrées, elles sont alors contraintes d'envoyer leurs enfants à la quête d'eau. A peine ont-ils atteint cinq ans, six ans, qu'on les voit tituber sous le poids des lourds seaux d'eau, leurs petits bras tendus comme s'ils allaient se briser. Ils iront remplir leurs récipients à des stations d'essence, à des bouches d'eau sur les trottoirs, ou n'importe où, là où ils pourront trouver cette eau. Lorsqu'ils sont un peu plus grands, ces « mendiants d'eau » sont le plus souvent des filles, tandis que les garçons se chargent des courses. Mais pour les uns comme pour les autres, ce n'est qu'après s'être acquittés de ces tâches qu'ils pourront aller à l'école.

Lorsqu'ils ne sont pas à l'école, ou pas encore en âge d'y aller, des centaines d'enfants de tous âges tentent de s'amuser, dans leur « cité » où il n'y a que ciment et terre rocailleuse. A peine savent-ils marcher et descendre les escaliers qu'ils sont « jetés » dehors avec leurs frères et sœurs aînés pour libérer un espace trop exigu pour les contenir tous durant toute une journée. Ne bénéficiant d'aucune aire de jeu, d'espace vert, de jardins, ces enfants expropriés d'un espace auquel ils ont droit s'en réapproprient un autre : celui des cages d'escaliers, des halls, des allées, des garages, des trottoirs... Leur frustration est, dès lors, focalisée sur cet espace particulier qui se dégrade sous leur action. Peu à peu l'environnement en se détériorant influe à son tour sur le comportement social de ces enfants qui grandissent dans un milieu en proie à la dégradation et au délabrement. Des boîtes aux lettres défoncées, quand elles ne sont pas simplement arrachées. Des murs gribouillés ou salis avec de la boue. Des grillages « déchiquetés » pour utiliser les fils de fer à d'autres usages. Des fleurs ou des

arbustes arrachés... Alors, c'est bien cela, et l'univers des ordures devient l'environnement naturel. Les enfants y grandissent et n'en connaissent pas d'autre... C'est pourquoi, ce bébé de cinq ans, pieds nus, cherchait sous l'œil bienveillant de sa sœur à peine plus âgée, une chaussette dans un sac d'ordures qui s'était déversé dans les escaliers. Un autre, un peu plus loin, du même âge, était assis sur le perron de sa maison, tandis que juste à ses côtés une eau noire chargée de détritux coulait vers la rue. En tournant vers la gauche, c'est une immense « cité », dont l'accès par ce côté était obstrué par un « raz-de-marée » d'ordures qui putréfiait à un mètre des fenêtres du premier étage. Là aussi... des enfants s'amusaient. Cela se passait à Bab-el-Oued², mais cela aurait pu se passer n'importe où en Algérie, là où l'on ne construit plus de logements mais des « bidonvilles verticaux ».

Et lorsque des « citoyens » tentent de prendre des initiatives pour pallier aux carences des services publics dans ce domaine de l'hygiène, ils sont aussitôt accusés par les autorités d'avoir des visées politiques à travers la constitution d'un comité de locataires. C'est ainsi que dissuadés d'être « propres » par les responsables locaux du Parti unique, les locataires des cités assistent impuissants à la dégradation de leur quartier. Comme l'affirmait justement sur un ton triste et amer un ancien militant du P.P.A.³ : « Aujourd'hui, la fonction principale de notre parti est de travailler à désorganiser la société. Car c'est là le secret de son maintien au pouvoir... ».

Tandis que le délabrement des logements existants se poursuit, la crise de l'habitat, elle, ne cesse de s'aiguïser parallèlement. Avec un taux démographique contre lequel le pouvoir politique craint de préconiser une politique de planning des naissances, l'Algérie accuse un déficit en logements qui s'élève en 1982 à plus de deux millions ! En 1966, 1 980 000 logements ont été recensés, occupés alors par 2 280 000 ménages (taux d'occupation de 6,1 personnes par logement) révélant alors un déficit en logements de l'ordre de 300 000. Entre 1962 et 1966, 20 000 logements seulement ont été construits dont 11 036 urbains. Alors que durant la période 1967-1969, les besoins de la population exigeaient une construction de 100 000 logements par an, la moyenne effective n'atteignait que 6 500 logements par an. Tandis que le 1^{er} Plan quadriennal 1970-1973 projetait la construction de 40 000 logements ruraux et 45 000 logements urbains, seulement 20 000 logements du 1^{er} type et 11 000 du second ont été achevés (moyenne de 10 000/an). En 1976, on parvient à une situation critique où 80,6 % des familles urbaines vivent dans des logements d'une à trois pièces (la moyenne nationale par famille s'élevant à 7 membres par ménage) ; 16,6 % bénéficient de logements de 4 à 5 pièces et enfin 3 % seulement de logements de plus de 6 pièces. Ainsi durant la décade 1966-1977, alors que les logements ont connu un rythme d'accroissement de 18 %, la population, elle, a augmenté de 40 %. Selon les propres propos du ministère de la Planification, « ... pour la période 1967-1978, l'effort public et privé d'investissement a abouti à la construction d'environ 379 000 logements

alors qu'il aurait fallu en construire 600 à 700 000, uniquement pour faire face aux besoins nouveaux induits par la croissance démographique et maintenir la situation de 1966 ». Alors que les autorités concernées se donnaient comme objectif d'atteindre et de maintenir un rythme de 100 000 logements par an, à partir de 1980, et ce pour toute la décennie 1980-1990, à la fin de l'année 1981, la moyenne réalisée est de... 24 724 logements, soit une régression par rapport à 1980 où 25 539 logements ont été livrés ! Notons qu'en plus, la moyenne nationale par logement, loin d'avoir baissé, grimpe en 1979 à 8,1 après avoir été de 7 membres en 1976 !

Pressé par une demande galopante dans ce domaine, l'Etat a adopté alors une politique de construction effrénée de logements, sans tenir compte des exigences techniques élémentaires d'urbanisation et des spécificités culturelles. Un architecte algérien brosse un tableau très rapide de quelques aspects de cette question : « les outils de la planification urbaine — ou instruments urbanistiques — utilisés aujourd'hui, en Algérie, datent de l'ère industrielle mécaniste de l'Europe des années cinquante. A ce moment-là, le capitalisme en pleine expansion a répondu au problème du logement de millions d'ouvriers travaillant dans ses usines, en industrialisant ce dernier. C'est l'ère de l'architecture moderne avec Le Corbusier, le Bauhaus, etc. L'habitat devient alors une « machine à habiter ». Il est industrialisé, fabriqué comme la voiture et livré à l'individu qui en exprime le besoin.

Mais l'habitat est avant tout un environnement de la société, une sécrétion de celle-ci. Or l'industrialisation du bâtiment — ou la politique de cette industrialisation — a provoqué la désintégration de l'environnement issu d'un type de société. Les sociétés ne peuvent plus alors marquer leur environnement de leur sceau historico-culturel, sans compter que souvent elles ne maîtrisent pas ces nouveaux processus de production (dans ce domaine précis du bâti).

Le mal ? Il vient de ce fait qu'avec l'avènement de l'ère industrialiste (dans un contexte capitaliste), est apparue la séparation des fonctions économique, sociale, culturelle dans le domaine du bâti, alors qu'il existe plusieurs activités qui s'accommodent très bien avec le domaine résidentiel. Si nous prenons, comme exemple, les anciens bâtiments d'Alger (construits avant les années cinquante), on peut observer que le rez-de-chaussée est occupé par des activités commerciales de toutes sortes. Les premiers étages sont généralement des bureaux (activités des services) ; et enfin le reste des étages tient lieu d'appartements (ainsi rue Bab-Azzoun, rue Didouche Mourad...). Or, dans les logements construits actuellement en Algérie, ces activités intégrées n'existent plus. C'est seulement maintenant que la bureaucratie commence à céder sur cette idée « d'habitat intégré ». Et encore, la concession ne concerne que l'intégration de quelques boutiques au niveau des immenses cités construites ! Alors, on peut affirmer, sans craindre de se tromper, avec Michel Ragon que c'est véritablement « la destruction des centres urbains (qui est) consciemment ou inconsciemment organisée ; que cela conduit

à la mort organique de la ville ; que les villes tendent à ne plus être que des dortoirs ou des lieux de travail tertiaires ; que la ségrégation des fonctions de la ville mène à un renforcement de la ségrégation sociale... »

A un niveau plus particulier, on peut signaler quelques problèmes cruciaux. Il s'agit tout d'abord des systèmes industrialisés utilisés dans le bâti. Les responsables de ce secteur achètent en Europe de l'Ouest, des systèmes industrialisés de construction semi-lourds et lourds qui sont loin d'avoir fait leurs preuves dans les pays d'origine et de surcroît non maîtrisés localement. Ces systèmes auraient dû permettre normalement la réalisation de quatre logements par jour, alors que la moyenne effective est actuellement de moins de deux logements par jour. Les problèmes étant moins dus au processus de maîtrise du système, qui souvent du reste est surmonté, qu'à ceux de la maintenance, de la gestion et de la rigueur...

Ce manque de rigueur, nous le retrouvons dans le contrôle de la croissance urbaine, qui se transforme en une consommation effrénée du sol où nous voyons des terres agricoles irriguées naturellement se transformer en « terre du bâtiment ». En fait, l'Etat n'a jamais préparé la consommation du sol autour des villes. Cela relève du problème de la planification urbaine, qui en dernière instance repose sur celui de la planification économique jamais vue globalement au niveau du bâti. Ainsi lorsque nous arrivons au moment de la planification sectorielle, où s'effectue l'individualisation des opérations, au bas de la pyramide (au niveau du bâti), les opérations individualisées ne sont plus intégrées. L'investissement est alors spatialisé selon le climat, l'humeur, le bon vouloir des autorités locales qui souvent font fi du travail de l'urbaniste dont le souci est d'atteindre un niveau d'intégration toujours meilleur...

Parallèlement à « l'urbanisation » étatique, une autre plus sauvage que la première commence dans les bourgades des villes où des terrains souvent agricoles sont appropriés par des officiers de l'armée, des entrepreneurs privés, des hauts fonctionnaires, toute une nouvelle bourgeoisie parvenue. Ces « charognards de l'espace » délimitent leur terrain anarchiquement, sans tenir compte d'aucune contrainte — sauf celle de leur fortune — pour ériger leur monstre de brique et de ciment de trois à quatre étages. En outre, pour ne pas faillir aux bonnes traditions conservatrices, d'immenses murs (très coûteux) encerclent chaque « villa » pour « préserver l'honneur de la famille ».

Ces constructions insultantes sont l'expression symbolique du caractère assoiffé d'argent de ces individus. En effet, le choix de plusieurs étages obéit à deux logiques : celle de la préservation de la famille patriarcale et celle de la recherche du profit. La première fonctionne en octroyant aux enfants — plus particulièrement aux fils — un toit, une fois mariés. Ils occuperont chacun un étage afin de reproduire dans un nouveau contexte les valeurs traditionnelles de la famille élargie. Quant à (ou aux) étages(s) vacant(s), il constituera une source de revenu. Loué(s) à des bureaux d'études étrangers, où à des coopérants pour usage d'habitation, à des tarifs exorbitants, souvent payables en

devises (le loyer pouvant aller de 6 000 D.A. à 16 000 D.A. par mois) le propriétaire amortit dans un court terme, le coût de la construction de sa « villa ».

Cette forme d'appropriation de l'espace qui se réalise dans la société algérienne révèle un processus de structuration de classe tout comme elle met en relief le caractère très inégal de la répartition des ressources, des services et par conséquent du pouvoir entre différentes couches de la population. Concrètement et dans ce cas précis, cela signifie que seuls des individus qui occupent un haut échelon dans la hiérarchie sociale, et/ou possèdent et exploitent leur « capital de relations », peuvent entrer en possession non seulement des terrains mais aussi des produits et services nécessaires à la construction, allant du ciment jusqu'aux équipements sanitaires.

En fait, la « consommation actuelle de l'espace » compromet toute émergence d'une civilisation urbaine au sens général du terme qui, à son tour, hypothèque dans le moyen et long terme l'avenir économique et social de la société, tandis que dans le court terme elle agit de manière néfaste sur le psychisme de l'individu socialisé. En effet, le phénomène du logement en Algérie ne cesse de prendre, depuis la dernière décennie, des proportions démesurées et devient l'une des principales préoccupations de l'Algérien(ne). Plus exactement, il s'ajoute comme nouvelle composante au « stress » social qui accable les membres de la société algérienne. Pour un médecin, ingénieur, technicien supérieur, enseignant, ouvrier qualifié, venant juste de terminer sa formation, il demeure très difficile de trouver un logement dans un délai raisonnable. Pendant un bon nombre d'années, sinon pour toujours, ces personnes seront contraintes de vivre chez leurs parents ou de partager un appartement avec des amis. Pour les célibataires, les chances de bénéficier d'un logement sont encore plus maigres que celles d'un homme marié. Tandis que celles d'une femme célibataire — quel que soit son degré d'instruction — sont nulles. Cette situation est sans aucun doute des plus contraires à toute émulation dans le travail et constitue par là même un facteur d'isolement affectif qui accentue les frustrations. Les individus sont dès lors plus préoccupés par leur problème de paye qui n'arrive pas, de logement, de santé, d'approvisionnement, que par la qualité, la progression de leur travail professionnel. Jusqu'à l'immense complexe sidérurgique d'El-Hadjar⁴ qui souffre de ce mal. Ses ouvriers et ouvriers qualifiés logent pour une bonne part dans un bidonville à quelques kilomètres du complexe. Pour d'autres moins « chanceux », hammams et cafés constituent un gîte éphémère. Aussi peut-on mesurer le cynisme du régime qui, en s'adressant aux opérateurs du secteur productif, maintient que les maux de l'économie algérienne sont le résultat de leur « faible productivité » et qu'il faut donc s'atteler à « gagner la bataille de la production et de la productivité »...

Le caractère aigu de la crise du logement en Algérie est devenu une psychose qui hante chaque individu et particulièrement les jeunes, si bien que ce phénomène social est entré dans la légende des plaisan-

teries orales populaires. Mieux encore aujourd'hui, la possession d'un logement devient le critère décisif parmi tous les autres critères traditionnels qui font d'un prétendant un bon parti pour la « marchandise femme » à marier. Cela se résume simplement à la maxime suivante : « Pas de logement, pas d'épouse ! ».

Aujourd'hui, devant cette incapacité à faire face aux exigences de la croissance économique et démographique, le pouvoir actuel mène depuis le printemps 1983 une campagne répressive de « dégourbisation »⁵. Elle consiste à refouler les populations des bidonvilles vers leurs départements d'origine, sans considération aucune de leur situation professionnelle et des répercussions qu'une telle mesure peut provoquer au sein des unités amputées ainsi d'une partie de leur personnel. En effet, des études montrent que 80 à 90 % des chefs de familles habitant les bidonvilles (Anneba, Alger) travaillent dans le secteur public (services municipaux et secteur productif généralement). En détruisant ces habitations précaires, le terrain ainsi libéré est aussitôt objet de transactions immobilières. Le silence complice des couches moyennes et privilégiées urbaines a permis au pouvoir d'isoler et de neutraliser la résistance farouche de ces populations « délogées ».

Mais cette mesure ne résoudra nullement l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les centres urbains. Car les graves insuffisances dans le transport, l'hygiène des lieux publics, l'approvisionnement, les services administratifs et dans les loisirs attestent plutôt qu'une telle situation ne peut être que la conséquence d'une longue absence de politique globale rationnelle d'urbanisation.

Ainsi, la carence de l'Etat à pourvoir la société de services adéquats (transports routiers, ferroviaires, etc.) a de dramatiques conséquences sur l'économie. Au niveau global, cela favorise l'anarchie quant aux moyens auxquels ont recours les organismes de l'Etat pour minimiser les effets de cette crise des transports. En effet, chaque société nationale ou ministère, pour minimiser les pertes de productivité et d'efficience dans le travail, crée son propre réseau de transport pour son personnel. Mais, compte tenu de l'absence de planification en la matière et des nouvelles infrastructures routières, les villes, déjà assaillies par des milliers de véhicules — fait de l'ascension d'une nouvelle bourgeoisie — sont confrontées à d'insolubles problèmes de circulation (notamment Alger). Au niveau de l'individu, ce dernier apprend à se mouvoir dans un environnement où la ponctualité, l'efficacité, l'ordre, la conscience collective sont devenus totalement étrangers. Dès lors, les mentalités se restructurent pour répondre, cette fois, à un nouveau type d'exigences, qui lui, alimente les processus de régression sociale. On quitte son travail pour aller faire ses courses, chercher ses enfants à l'école. On vogue à ses occupations au détriment de son travail quand on en a un. Sinon on flâne. Ainsi, par exemple, Alger — comme toutes les grandes villes d'Algérie — semble s'effondrer sous le poids de ces millions de « citoyens » que ni son espace ni l'importance de ses services ne semblent pouvoir contenir... Sur des trottoirs abîmés, sans entretien,

au bord desquels dégoulinent des eaux insalubres drainant des immondes, d'où s'échappent des odeurs nauséabondes, des flots de masse humaine (en grande partie masculine) se bousculent, sans pourtant manifester la moindre incommodation à cette putréfaction de la saleté qui l'entoure. Elle erre, comme résignée, l'esprit absorbé par un quotidien abrutissant qui ne laisse plus de place à la réflexion. Dans ces villes, le problème des transports ne peut qu'affecter durement la vie des citoyens ne bénéficiant pas d'un véhicule particulier. Aux arrêts de bus, l'attente est interminable. Agglutinés aux arrêts, les individus se disputent les premières places. Très peu respectent les queues, chaque personne se plaçant sans vergogne devant la précédente. Après une heure d'attente, un état de nervosité gagne cette foule de plus en plus grande. Chacun rêve aux moyens d'obtenir un véhicule personnel pour échapper à ce cauchemar des transports publics. Lorsque le bus arrive, chacun réfléchit à la tactique la meilleure pour monter dans le bus. Les portes s'ouvrent, des coups de coude et de poing s'échangent, des femmes sont jetées à terre, dépouillées de leur voile. Les jeunes filles apeurées se mettent de côté et regardent. Pour celles, plus téméraires, qui ont réussi « l'exploit » de monter, le cauchemar n'est pas encore terminé. Les hommes assis violent de leur regard les femmes agrippées aux poignées. En été, une odeur de pieds et de transpiration, dont l'acidité vous fait racler la gorge, gagne l'atmosphère qui devient irrespirable. Parfois des hommes tiennent à haute voix des propos vexants à la vue d'une femme embarrassée et humiliée par un homme qui la tripote de l'arrière, lui frottant le pénis sur la jupe. Souvent, dans de telles situations, les femmes n'osent pas se défendre par pudeur et par crainte de riposte physique violente. Les passagers prennent rarement le parti des femmes.

Cette déficience des équipements collectifs s'observe aussi dans divers lieux publics comme les cafés, restaurants, hôtels, qui se dégradent de jour en jour... Ainsi les cafés, les restaurants, les hôtels, qu'ils soient de luxe ou populaires, partagent tous une caractéristique commune : service laissant à désirer et absence d'hygiène. Il est triste de voir les bars d'autant se transformer en « antres », d'où ont disparu toute note de décoration artistique, de goût, de netteté. Là, il n'y a que des hommes, jamais de femmes. Seuls quelques cafés de la capitale, et seulement ceux à proximité de l'université, accueillent quelques femmes, souvent des étudiantes. En dehors, dans les autres villes, dans les bourgades, dans les villages, cette non-mixité frappante leur donne un aspect austère et macabre. Mais si la femme est absente dans la rue, le chômage, lui, est présent. Il talonne ces hommes, ces jeunes désœuvrés, attroupés, adossés au mur d'une échope, autour d'une pierre où ils sirotent un thé, une chique dans la bouche ou dans le nez. Ils débordent de ces cafés sombres, affalés à des tables autour de leurs consommations, noyés dans la fumée des cigarettes, baignés dans une odeur de lait, de bière à laquelle se mélange celle d'une urine s'échappant des toilettes écœurantes. Ils trient, battent, distribuent les cartes, les dominos avec

passion : *arrcham* ! « double et six » ; « belote » ! Les tables vibrent et on ne s'entend plus. Dans les villes, le tableau ne varie pas beaucoup. Souvent au bord des terrasses de cafés gisent des ordures ou encore coulent des eaux insalubres qui, pourtant, ne semblent plus incommoder les consommateurs.

Dans les restaurants, la situation n'est pas plus reluisante, le personnel est peu courtois et très nonchalant. Le laisser-aller au niveau de l'hygiène ne semble plus incommoder nos « hauts fonctionnaires de l'Etat », nos « cadres », « officiers de l'armée », enfin toute une « nouvelle » bourgeoisie qui ne voit plus d'inconvénients à manger avec des chats sous les tables, quelques cafards qui parcourent les recoins et des mouches exaspérantes qui partagent le coûteux menu. Sans compter que les sanitaires de ces lieux publics surprennent par leur extrême insalubrité. Enfin, dans les restaurants, il est de plus en plus rare de trouver un art culinaire algérien. Le contenu des menus est souvent de nature banale. Ce n'est ni de la cuisine française ni de la cuisine algérienne, mais une mixture bâtarde qui n'exige ni effort, ni patience, ni soins méticuleux.

Ainsi, partout, la dégradation matérielle des services, de l'entretien est une douloureuse réalité. Les gérants ou patrons des établissements ne se préoccupent plus d'innover pour offrir un service meilleur afin d'attirer et satisfaire la clientèle. Dans une société non démocratique où est dénié au « citoyen » le droit de formuler son propre choix, son goût, ses exigences, le secteur privé ne concurrence pas le secteur d'Etat sur la qualité du service offert et de la plus grande satisfaction du consommateur, bien au contraire, ce premier profite de l'absence de pression sociale, « du fait qu'à présent le client accepte de consommer n'importe quoi et dans n'importe quelles conditions », pour accumuler des profits plus importants, par la minimisation extrême des coûts d'entretien, d'esthétique et de maintenance.

D'autant que la tâche des propriétaires et gestionnaires de ces lieux publics est rendue plus difficile par les pénuries imprévisibles qui touchent n'importe quel produit, influant ainsi sur la qualité du service offert.

Ces pénuries fréquentes frappent jusqu'aux produits de première nécessité, comme la pomme de terre, les œufs, le lait, la semoule. De plus, le citoyen ne peut plus rien acheter sans être contraint de faire d'interminables queues (ou parfois femmes et hommes sont séparés), notamment dans les grands magasins d'Etat qui centralisent la vente des principaux produits à bas prix. Jusqu'au pain qui connaît à présent de longues files d'attente dès huit heures du matin. Quant aux produits industriels, électroménagers, nationaux, ils sont rarement disponibles sur le marché de manière régulière. C'est pourquoi, dès lors qu'un consommateur exprime un besoin, non seulement celui-ci n'est pas sûr d'être satisfait mais même s'il peut l'être, il faudra que l'individu consente à gaspiller des heures, et parfois toute une demi-journée, pour s'approvisionner en pommes de terre, en œufs ou en eau minérale...

Lorsque de surcroît le citoyen est traîné, par une obligation quelconque, devant les institutions administratives, leur fonctionnement bureaucratique constitue une source de tension supplémentaire pour ce dernier. En effet, pour obtenir une seule pièce d'état civil, un nombre démesuré de papiers est demandé. Et, à cette « fièvre du papier », les institutions répondent par des lenteurs bureaucratiques extrêmes. Dans les mairies, les postes et préfectures, on assiste alors, devant les guichets, à des bousculades d'individus exaspérés par une trop longue attente. Une attente qui peut durer des jours, des semaines et qui se prolonge par la réponse sempiternelle des bureaucrates : « revenez demain, votre papier sera prêt... » ou encore « reconstituez votre dossier car le précédent s'est perdu... ».

Dès lors l'inefficacité technique de ces services administratifs compromet dangereusement toute possibilité de fonctionnement normal des activités productives en aval, par la mise en place de « formalités » bureaucratiques byzantines, qui entravent jusqu'au processus de production industriel lui-même (exemple des formalités de douane pour l'importation par les sociétés nationales de pièces-clés de maintenance, etc.). En fait, le type d'administration qui existe n'est pas une création nouvelle post-indépendance. Elle demeure dans ses rouages et ses principales fonctions une fidèle reconduction de l'administration coloniale française. Cette dernière avait deux fonctions. La première devait permettre un contrôle systématique de la population « indigène », et la seconde, fournir les services nécessaires au colonat. A l'Indépendance, le régime en place reconduit la même administration en gardant la fonction vitale de contrôle qui sert sa stratégie de préservation du pouvoir, mais avec en moins la cohérence et la rationalité de l'organisation de la précédente. Dans un tel système où c'est la société qui se met au service de l'administration, la carence et l'inefficacité des services s'avèrent être une forme d'oppression très pernicieuse. Celle-ci constitue avec l'accumulation des autres problèmes sociaux une forme de contrôle social que le pouvoir exerce, par ce biais, sur la population. Cette dernière est alors constamment soumise à une tension qui la polarise uniquement sur les moyens immédiats de survivre dans une société bureaucratisée et de pénurie. Dès lors, elle n'a même plus le temps de s'interroger sur sa condition, de songer à protester, à s'organiser, de réfléchir à d'autres questions et donc d'exercer un pouvoir subversif qui menacerait celui des « classes » dominantes actuelles. Ainsi, à un autoritarisme qui se cristalliserait autour d'une expression directe de la coercition ou même d'une législation ouvertement conservatrice au profit des couches dominantes (et où l'Administration peut fournir adéquatement des services) se substitue une autre variante d'autoritarisme, qui, elle, se manifeste de manière passive mais qui n'en est pas moins efficace, comme l'illustre le cas algérien.

Cet autoritarisme bureaucratique s'exerce aussi dans le domaine de l'expression artistique, littéraire et poétique, gelant ainsi la vie culturelle et politique. Un pouvoir politique constitué d'éléments incultes

a érigé la censure en système. Ainsi, par exemple, la télévision se refuse toujours à diffuser des films ou pièces théâtrales au contenu social critique. Un haut responsable à la Radio Télévision algérienne explique les raisons de l'annulation d'une diffusion sur les écrans d'une pièce déjà produite au Théâtre National : « Laisser jouer une telle pièce, au contenu si critique, au Théâtre National, est à la limite tolérable car la catégorie de gens allant au théâtre est une catégorie qui possède les moyens de rationaliser et de tempérer ses réactions. De plus, l'auditoire n'est pas nombreux et l'impact est d'autant plus minimisé et contrôlable. Mais prendre la responsabilité de projeter ce type de pièce à l'écran où des millions de spectateurs sont là, attentifs, est insensé ! La catégorie de gens n'est plus la même... Ce serait inciter à la subversion ! »

Mais les artistes ne sont pas seuls à être victimes de ce manque total de démocratie et de tolérance ; universitaires, intellectuels, journalistes en souffrent tout autant. Ainsi, par exemple, la Société nationale d'édition et de diffusion ne publie que les ouvrages ne critiquant pas les bases et fondements économiques, politiques, culturels, philosophiques et religieux du régime. Quant à la liberté de la presse, elle n'existe pas. Pis encore, depuis quelques mois, l'ancien directeur d'un quotidien national a été remplacé par un « candidat favori » de la police (Direction générale de la sûreté nationale). Celui-ci, dans une récente réunion avec les journalistes, déclarait à ces derniers : « je ne veux plus aucun article critique sur la France et les Etats-Unis... C'est l'affaire du gouvernement... » (!!!) L'ancien directeur avait remis d'ailleurs sa démission à la suite d'une ingérence directe de la police dans la mise en page de son journal. Ce déni des droits élémentaires de la presse n'est certes pas nouveau mais il prend actuellement des proportions inquiétantes et sème l'insécurité totale au sein des journalistes faisant encore preuve de conscience professionnelle et d'attachements à certains principes. En effet, s'adressant cette année (1983) à l'Union des journalistes algériens, le responsable du Secrétariat permanent du parti déclarait sans ambages : « les journalistes ont le droit et le devoir de critiquer tout ce qu'ils désirent mais nous avons tout autant le droit et le devoir de les mettre en prison ou de les sanctionner » !

C'est malheureusement dans ce climat que grandissent près de 13 564 024 jeunes (plus des deux tiers de la population totale), 18 % de la population totale ayant moins de cinq ans, 34 % moins de dix ans, 47 % moins de quinze ans, 60 % moins de vingt ans. Les conditions de leur épanouissement ? Elles sont résumées dans les chiffres éloquentes contenus dans ce document interne du Parti. Entre 1962 et 1983, seulement 34 nouvelles salles de cinémas ont été construites, leur nombre passant de 316 à 350. Le nombre de musées en 1962 s'élevait à 11, en 1983 il demeure inchangé ! Les maisons de jeunes passent elles de 8 en 1969 à 24 en 1983. Les foyers d'animation de jeunes connaissent quant à eux une régression puisqu'ils passent de 528 en 1969 à 285 en 1983 ! En fait, plusieurs d'entre eux deviennent non fonctionnels par manque d'entretien et sont dès lors désaffectés. Le tableau s'assombrit,

quand on se penche sur le sort des théâtres, puisque leur nombre lui aussi a diminué. De 15 en 1962, il décroît à 7 en 1983 ! Raison invoquée par ce document : « certains (ont été) reconvertis à des fonctions non culturelles »...

Ainsi réprimée et abandonnée à elle-même, cette population jeune qui s'accroît sans cesse souffre terriblement de ne pouvoir s'exprimer, s'occuper, se distraire, se cultiver. Les garçons forment des grappillons sur les trottoirs et « tuent le temps » comme ils le peuvent. Certains sont là, debout ou assis, autour d'une mini-cassette ou d'un poste radio. D'autres vont à la mosquée. Les filles, elles, sont cloîtrées à la maison, vaquant à des tâches ménagères. Lorsque cette jeunesse se tourne vers les media — très influencés par l'art et la production cinématographique occidentaux et qui inondent le marché de la « consommation culturelle » de films américains, français, italiens —, le modèle culturel véhiculé par ces derniers est évidemment un modèle occidental de relations familiales et entre les deux sexes. Là, l'autorité patriarcale est souvent remise en cause... Filles et garçons discutent ou querellent le père qui peut être défait dans son argumentation. La mère intervient dans les décisions familiales comme dans la vie sociale. Elle travaille quelquefois. Les parents autorisent leurs enfants à sortir le soir, à aller danser, s'amuser. La fille sort, travaille, étudie, voyage seule ou avec des amis (es). Dans certaines (mais rares) émissions scientifiques, on parle de paléontologie humaine, de génétique, des mécanismes de la reproduction, etc. Mais quinze minutes après, c'est la causerie ou le feuilleton religieux où l'autoritarisme le plus rigide et le mysticisme sont au rendez-vous. C'est la réalité contradictoire de la société algérienne, tiraillée entre une aspiration réelle à la modernité et un attachement têtue à des valeurs conservatrices traditionnelles. Ainsi, l'aile conservatrice (représentée par les partisans de l'ancienne Association des oulémas algériens), en s'accaparant les mass-media, l'éducation et les affaires religieuses, a pu contrecarrer l'influence de toute pensée rationnelle scientifique et combattre toute idée de démocratie et d'émancipation de la femme.

C'est pourquoi il n'est pas rare d'entendre, sur les antennes, une animatrice répondre en ces termes à une auditrice, en situation de divorce : « Si ta mère ne te laisse plus sortir, parce qu'elle craint les ragots des voisins, c'est bien là le signe qu'elle t'aime et qu'elle se soucie avant tout de ton avenir. Tu n'ignores certes pas les raisons pour lesquelles il est plus difficile à une femme divorcée de sortir à l'extérieur qu'à une femme encore non mariée. Si tu souffres de cette séquestration, de ne même plus revoir tes amies, saches que ta mère souffre aussi en silence de ta présente situation matrimoniale. Dans de telles circonstances rien n'est à recommander que l'endurance (*sabr*). »

Ce décalage entre deux mondes de valeurs se transforme souvent en désarroi chez la jeune fille ou le jeune garçon qui ne savent plus alors dans quel monde de valeurs forger leurs aspirations. Ainsi, la contradiction entre ce qui est objectivement montré par les media comme idéal de relations humaines et la réalité algérienne, qui manifeste

son conservatisme tant au niveau de l'organisation familiale que sociale, s'aiguise d'autant plus que l'Etat brille par son incapacité (ou sa non-volonté) à avancer clairement un « modèle » culturel à la société qu'il « organise ». Or, le développement économique nécessite l'introduction et la propagation de la science et de la technologie moderne. Leur logique, universelle, a des implications sociologiques et culturelles propres. Aucune société ne peut prétendre maîtriser son développement sans se plier à cette logique, c'est-à-dire le rejet de toutes les valeurs, coutumes, traditions ou attitudes incompatibles avec les exigences du progrès. Continuer à adopter « la science » et « la technologie » contemporaines tout en s'accrochant à un « héritage culturel arabo-musulman » précopernicien, c'est non seulement condamner plusieurs générations à un tiraillement culturel mais aussi hypothéquer lourdement le développement amorcé.

C'est ainsi que la non-correspondance entre un développement industriel mené par une minorité nationaliste populiste et l'idéologie propagée par les media compromet de plus en plus sérieusement les efforts d'édification d'une économie industrielle moderne. Aujourd'hui, l'ascendance des forces conservatrices est un fait incontestable. Le gouvernement algérien actuel est constitué par une alliance tacite entre partisans de l'ancienne Association des oulémas et éléments descendant de familles collaboratrices au temps de la colonisation. Les premiers se sont accaparés le contrôle de certains appareils-clés comme les ministères de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'Information et de la Culture, des Affaires religieuses, de la Justice, des Affaires étrangères et même de la direction du ministère de la Planification. Cela explique l'hostilité croissante nourrie par ce courant contre le développement industriel, considéré dès le départ comme une source dangereuse de changements profonds dans le pays. Ainsi le refus de créer un « modèle » culturel compatible avec la réalité d'une économie en transformation, a contribué pour une forte part à provoquer la déliquescence des rapports humains.

On observe, en effet, une détérioration des relations tant au sein de la cellule familiale, de la vie sociale publique ou encore dans les formes de communication entre des individus de sexe différent. Progressivement, l'individualisme inhumain des économies capitalistes comme « la loi de l'argent » se substitue à des valeurs culturelles anciennes tels l'esprit d'entraide, l'aide non intéressée, la compassion, la bienfaisance, l'hospitalité. Dès lors, intérêt pécunier, calcul, hypocrisie, fausseté, couardise politique, corruption, opportunisme, semblent s'élever au rang de valeurs suprêmes présidant à toute relation. Les liens tissés entre les individus sont alors souvent entachés de facticité et d'artificialité. Cet état de fait, conjugué à une misère relationnelle et affective se reflète par ailleurs dans une absence de civisme et de courtoisie si frappante dans notre société d'aujourd'hui. C'est, par exemple, cet individu bousculé dans la rue, intentionnellement ou pas, et qui reçoit en guise d'excuses un regard agressif. Des femmes, malmenées sur

la voie publique ou encore le malade ou la femme enceinte qui ne se voient plus octroyer, dans la rue ou dans les transports, de priorité. Dans les cinémas, on appelle tout haut son ami qui se trouve six rangs plus loin. On fait part de ses remarques à haute voix. On crache dans les allées. On crache aussi dans la rue. On urine en plein jour dans la rue. Entre client et vendeur, receveur ou chauffeur de taxi et voyageur, les « bonjours » cordiaux, les « au revoir » sympathiques ont disparu du code social algérien.

La déritualisation de la vie sociale elle-même s'accompagne fatalement d'un appauvrissement du langage. Vulgarités et expressions creuses semblent occuper une place de plus en plus prépondérante dans la communication entre les êtres. En tant que forme d'expression et de médiatisation des relations, le langage est le miroir fidèle de la nature du contenu des relations qui se tissent entre les individus et du mode de comportement qui lui est attaché. Ainsi, par exemple, toute l'expression et le rite symbolique qui médiatisent la relation entre les deux sexes est réduite le plus souvent à une manifestation primaire. C'est cet homme qui, croisant une femme dans la rue, lui dit : « Eh, eh, écoute, je veux te percer ! » ; ou : « Eh, dis, on se mélange ? » ; ou bien : « Dis, la putain, tu ne veux pas faire l'amour sur le trottoir ? », etc. ; ou encore, à cette jeune fille, un cornet de glace dans la main : « tu le lèches bien mon pénis ! ». Et souvent des contacts « tactiles » sont joints à ces obsessions formulées.

Ainsi, sujet passif d'un Etat construit sur la négation de la société, l'Algérien ne connaît en somme qu'un seul quotidien : celui composé d'une somme d'humiliations, de vexations, d'arbitraires, d'interdits, de frustrations, d'anxiété, de pénuries, et alimenté en permanence par une inefficacité généralisée à tous les services. Inefficacité érigée en mode de fonctionnement de la société et aujourd'hui presque en manière d'être du « nouveau sujet algérien ». Tout ceci contribue inévitablement à créer en chaque individu un sentiment d'insécurité, de dégoût, de « ras-le-bol » et de mépris vis-à-vis non seulement de toute la société sans distinction aucune, mais aussi et surtout de lui-même. C'est pourquoi il n'est plus surprenant d'entendre quelquefois des Algériens (nes) imputer certaines causes de leurs problèmes à cette fatalité d'appartenir à la « race arabe ». Quelquefois, ils vont même jusqu'à reprendre à leur compte et à leur propre encontre des expressions racistes comme : « bougnoul », « travail arabe », « bicot », etc. Chaque membre de la société algérienne souffre alors de cette situation dont il devient la victime mais aussi progressivement le levain. Il semble comme neutralisé par des forces dont il a perdu le contrôle et qui l'immergent dans cet organisme social déchiré, guetté par la décomposition...

Une observation partielle de la vie quotidienne en Algérie nous a permis de saisir certaines des contradictions qui tiraillent le (a) « citoyen (ne) » algérien (ne) aujourd'hui. Un désir ardent d'évoluer semble se heurter inlassablement à des traditions conservatrices fortement enracinées dans notre société. Ce heurt violent entre ces forces

contradictoires de changement et de préservation paraît empêcher l'émergence d'une synthèse socio-culturelle à même de codifier le mode de vie. Une sorte de « décivilisation » semble paradoxalement prendre forme dans une société dite en développement. « Décivilisation » où les forces obscurantistes paraissent pousser la société algérienne vers un véritable cul-de-sac. A deux pôles opposés, progrès et préservation se neutralisent continuellement. La famille algérienne, par exemple, désire scolariser ses enfants mais elle rejette toute idée de contrôle des naissances qui, pourtant, contribuerait à élever un tant soit peu leur niveau de vie et par conséquent à améliorer la scolarité de ses enfants. Elle souhaite aussi instruire la fille. Mais ces études terminées, sa propre famille ou son mari se refusera à la voir travailler et de surcroît à s'autonomiser. Il lui faudra rester une éternelle mineure dont « l'honneur » sera préservé par les parents ou le mari. La jeunesse, elle, aspire fortement à se soustraire à une vie publique intolérante niant et condamnant l'existence d'une vie privée mais se refuse obstinément à violer un ensemble de valeurs rétrogrades et tabous qui empêchent la réalisation d'une telle aspiration.

Cette résistance têtue de la société, conjuguée à une « incapacité » de l'Etat à faire valoir un mode d'efficacité et de tolérance du comportement, provoquent une somme d'effets psychosociaux néfastes sur l'ensemble des Algériens (nes).

En outre, la « marchandisation » de plus en plus rapide des relations et du mode de vie en Algérie comme dans le Tiers-Monde en général ajoute aux pénibilités de la vie quotidienne des Algériens (nes). L'exemple du logement peut illustrer ce phénomène. Aujourd'hui, la construction individuelle du logement se raréfie ou, si elle se fait, elle n'est entreprise que par une classe de privilégiés. Car l'accès aux moyens de construction demeure très discriminatoire. Ainsi, le logement devient une marchandise très demandée et dont la disponibilité se règle par des rapports d'argent, de pouvoir et de patronage.

Au niveau de la consommation, dans les villes comme dans les campagnes, la population, au sein de laquelle le taux de salariat augmente, est devenue totalement dépendante du marché. Tandis qu'à une époque récente, les habitants des campagnes et même des villes produisaient certains aliments chez eux, ce phénomène devient de plus en plus exceptionnel aujourd'hui. En outre, dans ces sociétés austères comme la nôtre, les salaires se dépensent presque exclusivement sur le marché des biens de consommation durables et non durables (c'est pourquoi les magasins d'Etat ou *Souk-el-Fellah*⁶ sont assaillis en permanence). Car en dehors de la consommation, il n'existe pratiquement aucune autre forme de plaisir pour laquelle les Algériens (nes) consentiraient à dépenser une part de leur salaire, les loisirs se réduisant à leur plus simple expression.

Consciente de ce malaise social et culturel composé de tensions incessantes, de frustrations, d'interdits et d'inefficacité, la société algérienne continue malheureusement à identifier ses propres potentialités

de changement à celles de son Etat. Mais cet Etat refuse de se plier à la dynamique d'ensemble du progrès. Son « inaction » active plutôt la force d'inertie conservatrice de la société algérienne. Celle-ci s'enferme alors dans un cycle infernal composé d'ensembles antagoniques qui semblent reproduire, selon les propres termes d'un universitaire, « l'équilibre de la stagnation ». Les Algériens (nes) cultivent alors la conviction d'une « impuissance innée » qui les conduit au mépris d'eux-mêmes. Mais quelquefois, des ruptures s'opèrent et s'expriment sous forme de révoltes contre l'oppression et l'injustice sociale. C'est Tizi-Ouzou et le mouvement culturel en 1980, Dellys et Béjaïa en 1981, Tiaret, Oran, Sidi-Marouf, Skikda en 1982. Dès lors, on peut penser que la conscience et l'autonomisation des propres potentialités de chaque citoyen (ne) de celles de son Etat, pourra marquer le début d'un processus d'où émergera un individu non soumis ne craignant plus par la suite de différencier son vécu et ses perspectives de ceux du « collectif social » et de l'Etat.

Université d'Alger, octobre 1982-décembre 1983.

NOTES

1. Quartier populaire de l'est d'Alger.
2. Autre quartier populaire, celui-ci à l'ouest d'Alger.
3. P.P.A. : Parti du Peuple Algérien, organisation nationaliste dirigée par Messali Hadj, d'où sortiront les fondateurs du F.L.N. organisateurs de la lutte de libération.
4. Près d'Annaba.
5. Entreprise à l'automne 1983.
6. Installés à la périphérie des villes ils vendent essentiellement des produits alimentaires.

RENTE PETROLIERE ET STRUCTURE DE CLASSE DANS LES PAYS DU GOLFE

Elisabeth LONGUENESSE

Cet article cherche à apporter des éléments de réflexion au sujet des effets de la rente pétrolière sur la structure des rapports sociaux dans les pays du Golfe. L'hypothèse de départ peut être formulée ainsi : les pays du Golfe, du fait de leur situation particulière, révèlent plus qu'aucun autre l'articulation entre des rapports sociaux déterminés par la *rente*, fonctionnant sur le plan *interne*, et des rapports sociaux déterminés par le *profit*, articulés directement au capitalisme *mondial*. La position des différents groupes sociaux les uns par rapport aux autres serait définie par leur relation soit à l'un soit à l'autre. L'organisation sociale dans son ensemble serait déterminée en premier lieu par l'articulation entre l'intérieur et l'extérieur. A partir de là, on peut suggérer une lecture des contradictions sociales, des conflits qu'elles entraînent et de leurs aboutissements possibles.

L'analyse part de la constatation suivante : les pays producteurs de pétrole (quels qu'ils soient), du fait des conditions actuelles du marché mondial de l'énergie, du rôle qu'y joue le pétrole, et du quasi monopole qu'ils exercent sur sa production, se trouvent bénéficier d'une rente énorme qui leur tombe pour ainsi dire du ciel. Le niveau de cette rente n'est en effet déterminé ni par les conditions particulières de production du pétrole, ni par une qualité spéciale du travail fourni pour cette production, mais bien par les conditions du marché mondial, comme l'a montré a contrario la baisse de ces deux dernières années. La rente n'est ni un fruit de la terre de la Péninsule arabique, ni celui du travail

des ouvriers saoudiens ou koweïtiens, arabes ou étrangers, elle résulte d'une position de monopole, permettant aux détenteurs de sources de pétrole (compagnies pétrolières et/ou Etats producteurs) de drainer vers leurs poches une part de profits produits ailleurs sur le marché mondial¹. Car il est important de souligner que, loin d'être une rente d'origine précapitaliste, la rente pétrolière est bien de caractère capitaliste, produite dans et par le marché mondial, qui n'a rien à voir avec la rente prélevée sur le secteur agricole dans un grand nombre de pays du Tiers-Monde (y compris du Moyen-Orient et particulièrement de la Péninsule), où les rapports de production précapitalistes jouent encore un rôle important à la campagne.

De ce qui précède il découle :

— que l'essentiel, si ce n'est la quasi-totalité des richesses du pays n'ont rien à voir avec la production intérieure, les revenus du pétrole constituant ce que Katouzian désigne comme un « pur surplus », ou un surplus absolu² et que l'économie apparaît d'abord comme une économie de consommation, ou de distribution, non de production³ ;

— que cette richesse, loin d'être porteuse d'une possibilité d'indépendance, est au contraire indice d'une dépendance totale à l'égard du marché mondial et des sociétés multinationales qui le dominent, puisqu'elle s'accompagne de l'impossibilité absolue d'en contrôler la source.

En l'absence, ou quasi-absence (relativement) d'une production intérieure, la classe dominante fonde son pouvoir sur l'appropriation de cette rente : on la désignera comme une aristocratie rentière. Sa définition comme classe repose sur le contrôle et l'appropriation de la rente ; il ne s'agit donc pas d'une bourgeoisie, même si le recyclage d'une part de plus en plus importante de la rente dans les circuits financiers internationaux (en particulier au Koweït) peut la faire apparaître comme une fraction de la bourgeoisie financière : il me semble en effet que cette détermination n'est que seconde et dépend de la première. Cette aristocratie rentière est étroitement dépendante de la bourgeoisie mondiale qui détient, elle, le contrôle de la source de la rente, à travers celui des centres de production et du marché. Ce qui permet à Paul Vieille de la définir comme *classe fonctionnelle* puisque, du fait de cette dépendance, elle ne peut que gérer localement les intérêts de la bourgeoisie mondiale, qui se confondent nécessairement avec les siens⁴.

Pratiquement, cette classe dominante se confond avec l'Etat, du fait du contrôle par l'Etat de la production pétrolière : contrôle formel il est vrai, mais tandis que jusqu'au début des années soixante-dix, les compagnies pétrolières s'appropriaient l'essentiel de la rente, ne laissant que des « royalties » aux Etats producteurs, le mouvement de nationalisation ou de prise de contrôle majoritaire de la production par ceux-ci leur a permis d'en inverser le rapport de répartition. En tout état de cause, l'importance de la part de rente récupérée par les Etats ne modifie pas essentiellement le rôle que joue cette rente dans la détermination des rapports sociaux sur le plan intérieur, mais ne fait que l'accentuer.

L'appropriation de cette richesse étant le fait de l'Etat, l'accès à une part de celle-ci dépend donc d'abord de la participation au pouvoir d'Etat. Mais au-delà de la rémunération de l'aristocratie régnante et de sa clientèle, l'utilisation sociale des revenus de l'Etat, la structure des dépenses publiques, la politique d'investissement, etc., induisent l'apparition de catégories sociales bénéficiant par le fait d'une redistribution, suivant des canaux divers, de cette même rente.

L'Etat étant « source exclusive du pouvoir social et économique », la cause première de stratification sociale n'est « ni le salaire, ni la relation aux moyens de production, mais la relation avec l'Etat — principal fournisseur de moyens de consommation — qui détermine la richesse, la position et le statut relatifs des différents groupes socio-économiques. C'est dire que la stratification sociale devient fonction de la relative dépendance à l'Etat⁵ ».

Une société stratifiée par la rente

La rente, dont l'origine est extérieure à la formation sociale où elle apparaît, définit donc un rapport social s'insérant dans un système transcendant cette formation, ce qui explique la situation de dépendance de cette dernière. La classe dominante locale s'appropriant cette rente se définit d'abord dans une structure de classe déterminée au niveau mondial. Mais, par son rôle dans la redistribution locale de la rente, elle acquiert une fonction de médiation entre l'extérieur et l'intérieur⁶, tandis que cette redistribution, procédant par cascade, détermine à l'intérieur une stratification sociale où la place des individus se définit par leur proximité du pouvoir, laquelle détermine le bénéfice plus ou moins important qu'ils tirent de cette redistribution.

Selon une première approximation, qui sera nuancée par la suite, on peut dire que cette richesse permet à l'Etat de faire vivre la population (nationale) de ses largesses, en évitant de la mettre au travail, sauf marginalement (du moins dans le secteur moderne), ce qui la rejette à la périphérie de la structure des rapports de classe au sens strict, si l'on admet qu'ils sont d'abord rapports de production. Inversement, l'Etat a, de la même façon, les moyens, pour les besoins de la mise sur pied de l'infrastructure nécessaire à la modernisation du pays, de faire appel tant au capital qu'à la main-d'œuvre d'origine étrangère.

De la sorte, à côté d'un secteur précapitaliste, encore important en Arabie Séoudite et à Oman, mais quasi-inexistant ailleurs, le secteur de production capitaliste moderne (par ailleurs largement déséquilibré, distordu, dans le sens de la prédominance des travaux publics et du bâtiment), est à peu près entièrement extérieur à la société, puisqu'à l'appel aux entreprises étrangères, répond le recours à une main-d'œuvre immigrée, à tous les niveaux de qualification.

1. Ainsi, d'un côté, la société locale apparaît organisée, structurée principalement autour de la rente, en fonction de son mode de redistribution :

— redistribution directe, sous la forme de rémunération des agents du pouvoir (aristocratie régnante, chefs de tribus), et de multiplication des emplois improductifs dans l'administration de l'Etat (auquel l'accès est généralement réservé à certaines tribus), mais aussi d'aides financières de toutes sortes pour l'accès à la propriété foncière et immobilière, l'installation d'une affaire, d'un atelier, d'un commerce, le développement d'une exploitation agricole, etc. ;

— et redistribution indirecte, sous la forme des services assurés par l'Etat : soins médicaux, enseignement, bourses d'études, auxquels les étrangers peuvent avoir accès dans certaines limites, développement de l'infrastructure villageoise et communautaire, des services collectifs ;

— enfin les commissions sur contrats d'entreprises et les prélèvements des *kafils* sont une autre forme de redistribution de la rente, médiatisée par le marché, à l'articulation de la société locale et de la présence étrangère, dont nous reparlerons plus loin.

L'importance de cette redistribution, sous ses différentes formes, explique d'une part le *sous-emploi de la main-d'œuvre nationale* (pour ne citer qu'un exemple, à Koweït, en 1980, le taux d'activité pour les hommes de plus de 15 ans était de 64 % chez les Koweïtiens, contre 92,5 % chez les étrangers, tandis que pour les femmes, il était de 9,4 % chez les Koweïtiennes, contre 29,1 % chez les étrangères)⁷, et, d'autre part, la *part infime des nationaux* dans l'industrie et surtout la construction, alors qu'on les retrouve massivement dans le secteur des « services » qui comprend essentiellement l'administration publique (voir tableaux en annexe), où nombre de postes sont plus ou moins fictifs.

A quoi il faut ajouter que, bien souvent, les nationaux employés dans le secteur privé aux côtés de travailleurs étrangers travaillent deux ou trois fois moins qu'eux, pour le même salaire, quand ce n'est pas pour des salaires beaucoup plus élevés !

En d'autres termes, on peut dire que :

— le rapport au travail et à l'emploi, loin d'être régi par le mécanisme du marché du travail capitaliste, relève du clientélisme et d'une logique de rente, puisque l'objectif est d'obtenir un emploi permettant de toucher un salaire qui n'est rien de plus qu'une rente, en faisant jouer les relations sociales (mécanisme que G. Beaugé et M. Sader ont désigné par le terme de *marché bureaucratICO-tribal de l'emploi*)⁸ ;

— l'importance des revenus dérivant des aides diverses de l'Etat fait du revenu du travail une simple ressource d'appoint, donc de la condition de salarié ou d'artisan un caractère accessoire dans la définition du statut des individus et de leur place dans la société.

C'est ainsi que l'ensemble de la société apparaît comme une société rentière, dont la population vit de la redistribution de la rente à des degrés divers, en fonction de sa proximité des centres de pouvoir. Les rapports socio-économiques se réduisent à une stratification sociale,

puisque, en l'absence de rapports de classe, la société est régie par les seuls rapports de distribution (redistribution de la rente).

2. Ce schéma exclut toutefois le secteur précapitaliste qui, s'il a à peu près disparu des petits émirats du Golfe, est encore très important en Arabie Saoudite et surtout à Oman.

Dans ces deux pays en effet, la part de la population active nationale employée dans le secteur « agricole » peut être évaluée à plus de la moitié du total⁹ ; quel que soit le caractère approximatif d'une évaluation de ce type, il est de fait qu'alors qu'il n'existe pas de paysannerie (et quasi plus de nomades éleveurs) à Koweït, Bahrein, Qatar et aux E.A.U., elle reste très importante à Oman ainsi que dans la province sud-ouest de l'Arabie Saoudite, tandis que dans ce dernier pays les éleveurs nomades ou sédentarisés représentent encore une proportion non négligeable de la population rurale. Or, sauf pour une minorité d'exploitations ultra-modernes (dont la main-d'œuvre salariée est souvent étrangère comme dans les autres branches de production où dominent les rapports de production capitalistes), il s'agit là de pans entiers de la société échappant au système capitaliste, non seulement en tant que système de production, mais aussi pour l'essentiel (sans doute encore plus à Oman qu'en Arabie) à son avatar local, la société rentière..

La greffe capitaliste

Nombreux sont les auteurs qui qualifient les pays du Golfe de pays « riches en capital et pauvres en main-d'œuvre », et expliquent ainsi le recours à la main-d'œuvre étrangère : outre le fait que la « pauvreté en main-d'œuvre » est pour le moins renforcée par le sous-emploi de la main-d'œuvre existante, cela me paraît réduire le capital à sa dimension financière et passer à côté du recours plus que massif des Etats concernés au capital étranger (aux firmes et entreprises étrangères) pour mettre en œuvre les divers projets de développement de l'infrastructure ou de telle ou telle branche de production. Il est vrai que, de plus en plus, il est exigé que la participation du capital national soit majoritaire dans les sociétés agissant dans le pays. Mais cela reste formel tant que cette participation ne représente qu'une manière parmi d'autres de récupérer une part du profit des entreprises, et non une capacité d'initiative propre du capital national¹⁰.

Quelle que soit la couverture juridique ou institutionnelle du recours au capital étranger (voir plus loin), ce recours est général, omniprésent, indéniable. Or, au recours au capital étranger, fait pendant un recours encore plus massif et sans doute à peu près unique en son genre, à une main-d'œuvre étrangère, de toutes qualifications, importée d'abord des pays arabes environnants, puis, et de plus en plus, des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Capital étranger, prolétariat étranger : on ne saurait trouver plus bel exemple de greffe des rapports de production capitalistes dans un pays ; peut-on même parler de greffe quand l'extériorité par rapport à la société locale atteint un tel degré ?

A la différence de la stratification sociale résultant du système de redistribution de la rente, on a là une structure classique de rapports de classe, mais qui présente cette particularité remarquable de n'avoir *aucun caractère national* ; je laisse le soin aux économistes d'examiner les implications théoriques d'un tel cas de mobilité conjointe du capital et du travail. En ce qui me concerne, je voudrais m'attarder sur les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre et les conséquences de cette situation sur le plan sociologique. Ce qui caractérise en effet le marché du travail dans cette région du globe, est sa dimension immédiatement internationale. Les entreprises ne recrutent en effet qu'exceptionnellement sur le marché local dont les possibilités sont d'autant plus limitées que les travailleurs nationaux échappent à la logique du marché du travail, tandis que la présence des étrangers est conditionnée par l'obtention préalable d'un contrat de travail ; à part le cas des Yéménites qui peuvent immigrer librement et se présenter sur le marché du travail sans contrat préalable en Arabie Saoudite, les entreprises doivent donc recruter directement à l'étranger, soit par l'intermédiaire d'agences de recrutement de main-d'œuvre (c'est le cas de loin le plus fréquent), soit par le biais de relations personnelles (cas, le plus souvent, des entreprises petites et moyennes, et des cadres, surtout originaires des pays arabes) ; une marge de manœuvre plus ou moins importante selon les pays est représentée par les immigrants en situation illégale ou semi-illégale, qui font l'objet d'un trafic plus ou moins toléré selon les moments et les pays ¹¹.

Ces travailleurs, recrutés directement dans leur pays, sur des contrats temporaires, parqués dans des camps de travail, n'ayant pratiquement aucun contact avec la société locale, et, bien entendu, aucun droit, sont, plus encore qu'ailleurs, traités comme de simples marchandises, que l'on cherche à obtenir au meilleur coût, lequel est fonction des conditions existant dans le pays de départ. D'où l'importance de la nationalité dans la fixation des salaires, au point que les publications spécialisées publient périodiquement des tableaux de salaires par nationalité selon les qualifications ; car ceux-ci varient les uns par rapport aux autres sur le marché international, en fonction des variations de la situation intérieure dans les pays concernés. La tendance est alors à remplacer les travailleurs d'une nationalité par ceux d'une autre apparue plus récemment sur le marché et revenant moins cher ; c'est ainsi que les Egyptiens ont supplanté les Yéménites, que les Philippins concurrencent les Coréens, que les ingénieurs indiens prennent progressivement la place des Libanais, et, plus généralement, que les Arabes reculent devant les Asiatiques. D'où évidemment l'éclatement d'une classe ouvrière qui, composée d'éléments essentiellement instables et en l'absence de toute référence nationale — d'autant plus que les firmes qui les emploient sont elles-

mêmes de fait supra-nationales — n'a aucune chance de se constituer, de se reconnaître, comme telle.

En effet, les conditions de rémunération du travail, qui font que les salaires peuvent varier du simple au double, ou même au triple, selon la nationalité, pour une même qualification, renvoient à l'exploitation non plus d'une classe, mais d'une formation sociale. Dans l'attente d'une enquête plus poussée, on fera l'hypothèse que les salaires les plus bas sont attribués aux travailleurs originaires des pays dont la position est la plus défavorable dans le système d'échange international, qui sont aussi ceux où la sphère de production non capitaliste joue le rôle le plus important dans la production et la reproduction sociale de la force de travail¹². Ce qui, du point de vue du capital, revient à dire que les surprofits réalisés dans les pays du Golfe résultent pour une part de la possibilité d'exploiter à grande échelle (et non marginalement comme dans les pays occidentaux développés) une main-d'œuvre produite en dehors de la sphère capitaliste, dont il ne paye que la reconstitution immédiate, mais ni l'entretien en période d'emploi, ni la reproduction, ce qui revient à prélever une rente en travail sur les formations sociales échappant au marché capitaliste¹². Il reste à souligner que, du point de vue de la société locale, si cette situation extériorise en quelque sorte les rapports de classe, cela permet du même coup de repousser les luttes de classe à sa périphérie. Au contraire, les revendications des citoyens ne peuvent que viser à un meilleur partage de la rente et ne sauraient donc remettre en cause le système (cf. *infra*).

*Le sponsorship ou kafâla *, lieu de l'articulation rente-profit dans l'espace des formations sociales du Golfe*

Il reste à comprendre comment s'articulent sur la société locale ces rapports de production capitalistes, qui lui apparaissent totalement extérieurs, en prenant la forme d'une exploitation, dans l'espace des pays du Golfe, par le capital étranger, de formations sociales situées ailleurs, du fait des conditions particulièrement favorables qui y règnent ; comment, en quel lieu, la logique d'appropriation-redistribution de la rente s'articule à celle de la production capitaliste.

Il me semble que l'institution du *sponsorship* est au cœur de cette articulation, et en révèle très clairement la nature. Je me contenterai ici d'en rappeler le principe en quelques lignes¹³.

Tout étranger qui veut résider, ne serait-ce que quelques jours dans un des sept pays du Golfe, ne peut le faire que sous le parrainage d'un citoyen du pays, qui représente la caution morale et juridique de cet étranger face aux autorités du pays. Plus généralement le *sponsor* peut

* Le mot anglais *sponsorship* est couramment utilisé par les étrangers (y compris les Français) résidant ou ayant résidé dans les pays du Golfe. C'est la traduction adoptée pour l'arabe *kafâla* (qui donne *kafil*, équivalent de *sponsor*).

être une personne physique ou morale, qui garantit les agissements et l'activité d'un étranger, lui-même personne physique ou morale, et en est responsable devant la loi. Ce qui signifie aussi que l'étranger, n'ayant pas d'existence légale propre, en tant que tel, ne peut être personnellement propriétaire d'aucun bien immobilier, terrain ou bâtiment, ni d'aucun outil de travail d'une certaine taille (engins, machines, moyens de transport...) : tout devra être au nom d'un citoyen du pays, en général le *kafil*. Bien entendu, celui-ci se fait, en principe, rémunérer pour le service rendu.

En pratique, une société étrangère, si son activité doit se prolonger dans le temps, est, de plus en plus souvent, contrainte à s'associer à des nationaux, qui doivent posséder plus de 50 % du capital, au sein d'une société ayant alors la nationalité du pays : formellement, le *kafil* se transforme en associé, tout en restant juridiquement le *kafil* de l'entrepreneur en tant que personne physique ; ce qui ne change pas grand chose sur le fond. Il arrive aussi que le capital d'une société soit déclaré à 100 % au nom d'un citoyen du pays, alors qu'il est partiellement, majoritairement, ou même en totalité, apporté par un étranger, qui fera fonction de directeur général et sera officiellement salarié. Toutes sortes de variantes sont possibles. Leur point commun est le prélèvement d'une part des profits, en tant que rémunération non pas du capital, mais de la caution, de la « protection », du *kafil* ; cette rémunération est plus ou moins élevée selon la position du *kafil* et l'aide qu'il peut apporter à son « protégé », pour lui faire obtenir plus de contrats, à de meilleures conditions, etc. Le principe est le même pour l'entreprise artisanale et la firme multinationale ; mais le *kafil* de la première est petit fonctionnaire ou petit notable, tandis que celui de la seconde est membre de la famille royale ou d'une famille princière, ou haut personnage de l'Etat et proche de l'une de ces familles ; il y a donc une hiérarchie des *kafils* parallèle à celle des entreprises. Quant au travailleur salarié, son *kafil* est généralement celui de son employeur ¹⁴.

Compte tenu que le capital étranger ne saurait s'investir dans la région s'il n'avait l'espoir d'un profit supérieur à ce qu'il trouverait ailleurs, le prélèvement du *kafil* ne doit pas dépasser une limite au-delà de laquelle il ferait fuir le capital. Ce qui implique l'existence d'un surprofit suffisamment élevé pour permettre le partage. Le surprofit résulte à la fois de la surexploitation d'une main-d'œuvre puisée dans d'autres formations sociales mais aussi de la récupération d'une part de la rente par le biais des conditions particulièrement favorables d'investissements consenties par les Etats de la région, afin d'attirer le capital étranger, et encore de prix de marché particulièrement élevés ¹⁵.

On voit que la « rente » prélevée par le *kafil* n'est pas à confondre avec la rente pétrolière même si celle-ci en est partiellement la source. La rente comme rapport de classe renvoie au prélèvement de la rente pétrolière au niveau du système capitaliste mondial. La *kafâla* ne serait en revanche qu'un quasi-rapport de classe dans la mesure où elle ne se définit pas dans le système des rapports de production (du capitalisme

mondial) mais dans celui des rapports de distribution qui seuls régissent la société locale.

Les classes sociales dans les pays du Golfe

« Les propriétaires de la simple force de travail, les propriétaires du capital et les propriétaires fonciers, dont les sources respectives de revenu sont le salaire, le profit et la rente foncière, par conséquent les salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers, constituent les trois grandes classes de la société moderne fondée sur le système de production capitaliste ¹⁶... »

A condition de remplacer rente foncière par rente pétrolière, et propriétaires fonciers par aristocratie du pétrole (mais il ne s'agit en fait que d'un cas particulier), on est tenté de voir dans la situation décrite plus haut une réalisation à l'état pur du modèle de Marx, d'autant que la rente pétrolière ne trouve son origine que dans le mode de production capitaliste et qu'il n'y a donc aucun doute possible quant à son caractère capitaliste.

Les trois pôles de la structure de classe dans les formations sociales de la Péninsule arabique apparaissent donc comme :

— la classe aristocratique, ou clan-classe dominant se confondant avec l'Etat, se définissant comme classe par le contrôle de l'appropriation et de la redistribution de la rente pétrolière ;

— la bourgeoisie étrangère, dans ses diverses composantes (des représentants des firmes multinationales aux entrepreneurs étrangers d'envergure plus modeste) qui contrôle la production capitaliste ;

— le prolétariat, lui aussi étranger dans sa quasi-totalité, mais éclaté en multiples fractions de nationalités différentes.

Mais d'emblée, on note qu'une spécification essentielle est à apporter au schéma de Marx : aucune de ces trois classes ne trouve sa racine dans l'espace étudié, puisque la première, malgré son caractère national apparent, se définit par l'appropriation d'une rente dont la source est dans le système de production mondial, tandis que la seconde fonctionne d'abord au niveau mondial, la région des pays du Golfe n'étant qu'un lieu conjoncturel parmi d'autres, d'insertion dans l'espace concret des rapports de production, et que la troisième est puisée dans des formations sociales extrêmement diverses et parfois très éloignées, en fonction des fluctuations du prix de la main-d'œuvre sur le marché mondial. Nous avons donc là un cas particulièrement flagrant de structure de classe ne pouvant être comprise et analysée isolément, en dehors de son insertion dans le système capitaliste mondial.

Autour, et dans la mouvance de ces trois classes-pôles, se situent de multiples groupes et classes intermédiaires plus ou moins importants selon les pays concrets, y compris des éléments d'une bourgeoisie et d'un prolétariat nationaux en formation dans certains cas, qui nous amèneront à nuancer ce qui a été dit ci-dessus, et que nous allons maintenant essayer de définir.

1. Il y a d'abord l'espace encore dominé par les rapports de production précapitalistes, désormais marginalisé et subordonné au système capitaliste, particulièrement en Arabie Saoudite, dans une moindre mesure à Oman. Ce secteur a à peu près totalement disparu dans les petits émirats du Golfe, sauf quelques éleveurs nomades à Qatar et Abou Dhabi. Le processus de désintégration de la société rurale a été étudié par plusieurs auteurs en ce qui concerne l'Arabie Saoudite (Paul Vieille, dans l'article cité, en proposait une intéressante analyse).

2. Dans l'espace maintenant complètement dominé par le système capitaliste, prennent place, au sein de la population nationale, un certain nombre de catégories que l'on peut, dans une première approximation, définir comme suit :

- La *grande masse des assistés*, parmi lesquels il faut distinguer les salariés de l'Etat, bénéficiaires des emplois administratifs, et les indépendants, ayant une activité de type artisanal, commercial, de transport, plus souvent propriétaires d'un atelier ou d'une boutique où ils font travailler les étrangers.

On l'a montré plus haut, leur différence de statut, plus qu'une différence véritable de position dans des rapports sociaux de production, recouvre un mode d'accès particulier à la redistribution de la rente.

- Un *embryon de bourgeoisie*, encore le plus souvent de caractère parasitaire et rentier, ayant rarement le caractère de véritables entrepreneurs, sauf pour une frange d'héritiers de l'ancienne bourgeoisie commerçante du Hedjaz ou de Koweït ; en effet, d'une part, il s'agit encore souvent de faux entrepreneurs, qui se contentent de servir d'intermédiaires entre l'Etat et les entrepreneurs étrangers, en faisant sous-traiter par les seconds les contrats obtenus du premier, d'autre part, quand il y a apparence de contrôle du capital, ce contrôle reste formel, tant qu'il n'y a maîtrise ni des technologies, ni des méthodes d'organisation et de gestion, la propriété du capital étant alors à distinguer du contrôle des conditions de la production, qui reste entre les mains du partenaire étranger, même minoritaire ¹⁷.

A côté de cette bourgeoisie en formation, et s'y intégrant partiellement, il ne faut pas oublier la présence de cadres de haut niveau, formés dans les universités américaines, de plus en plus nombreux, qui commencent généralement leur carrière, comme salariés, soit dans l'appareil économique de l'Etat soit dans de grandes entreprises, mais assez rapidement fondent leur propre société ; ce sont eux qui constituent en fait l'avant-garde de la bourgeoisie nationale en formation.

- Enfin, un *minuscule prolétariat national*, né dans les années quarante et cinquante au Koweït et en Arabie dans le secteur pétrolier : bien qu'il ait été submergé par le recours massif à la main-d'œuvre étrangère dès les années soixante et surtout à partir des années soixante-dix, il n'a pas complètement disparu, et c'est en son sein qu'ont pris naissance les premières organisations syndicales et ouvrières.

Il est remarquable de noter en effet que le pétrole est le seul secteur productif où l'on trouve une proportion importante quand elle n'est pas même majoritaire, de nationaux : en Arabie Saoudite, la part des Saoudiens dans la main-d'œuvre de l'industrie pétrolière passait de 65 % en 1949, à 72 % en 1959 et à 83 % en 1970 (mais elle a baissé par la suite, particulièrement à la fin des années soixante-dix, après les troubles qui ont agité la communauté chiite) ; en 1974, à Koweït, 52 % des ouvriers (non compris les cadres, où la proportion des étrangers est plus forte) des industries extractives sont koweïtiens¹⁸ ; or le secteur du pétrole semble justement celui où l'écart de salaire entre nationaux et étrangers est le plus faible (les salaires y étant par ailleurs relativement plus élevés que dans les autres secteurs¹⁹). Au début des années cinquante enfin (à une époque où les étrangers travaillant en Arabie Saoudite étaient surtout des cadres), les ouvriers de l'Aramco ont été à l'origine de grèves très dures. Mais le cas de l'Arabie Saoudite n'est sans doute pas à généraliser aux autres pays de la région car le prolétariat du pétrole y est justement chiite en majorité, appartenant donc à une minorité défavorisée du pays, restée à l'écart de la politique d'aide sociale et de redistribution de la richesse pétrolière, au point qu'ils ont toujours été traités comme de quasi-étrangers.

3. Enfin, parmi les étrangers, entre la bourgeoisie étrangère et le prolétariat précaire, morcelé et éclaté, on trouve, de manière assez classique, deux catégories intermédiaires, importantes par le rapport souvent plus étroit qu'elles peuvent entretenir avec la société locale :

— une *petite bourgeoisie* d'artisans, commerçants, plus ou moins stables, qui, selon la qualité de la relation qu'ils entretiendront avec leur *kafil*, arriveront plus ou moins à s'enrichir ;

— les *cadres*, dont la situation s'échelonne, depuis les personnels de direction les plus proches du capital, jusqu'aux ingénieurs de production et chefs de chantiers, qui se sentiront, souvent en fonction de leurs origines nationales, plus proches tantôt du patron, tantôt des ouvriers.

Parmi ces étrangers, les Arabes ont une place spécifique ; de loin les plus nombreux dans le secteur artisanal, tandis que les cadres se voient concurrencer par les Asiatiques (particulièrement Indiens ou Pakistanais), ils sont en effet les plus susceptibles de s'intégrer, jusqu'à un certain point, à la société locale, ou tout au moins de revendiquer des droits dont ils sont jusqu'à présent exclus. C'est à Koweït que ce genre de revendication se manifeste le plus nettement, du fait de l'ancienneté de l'immigration arabe et de son poids dans tous les rouages de la société (où les Palestiniens jouent un rôle notoire).

Classes et contradictions de classe

Il apparaît clairement que la rente pétrolière, tant qu'elle reste la source essentielle, pour ne pas dire unique, d'enrichissement de la

classe dominante dans ces pays, entrave la formation de classes nationales, bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat. D'un côté, la classe dominante, pour asseoir son pouvoir, a intérêt à favoriser la population nationale, en développant une politique de redistribution élargie à toutes les catégories sociales, ce qui lui permet de repousser la lutte de classe à la périphérie de la société par le recours à un prolétariat étranger d'autant plus docile que la durée de séjour des travailleurs est brève et qu'ils sont tenus à l'écart, grâce au système des camps de travail. D'un autre côté, la majorité des citoyens ne peut, le cas échéant, que tenter d'obtenir une part plus grosse du gâteau ; à moins de rejeter totalement un système qui met en crise la société traditionnelle, dans une tentative utopique de retour en arrière ; en réalité, ils n'ont ni les moyens, ni véritablement intérêt à remettre en cause ce système qui leur permet d'espérer un niveau de vie exceptionnellement élevé. C'est pourquoi les soubresauts de la société traditionnelle en crise (qui ont produit les événements de la Mecque en 1977), seules manifestations de contestation, paraissent sans avenir et incapables de menacer véritablement le système. Plus dangereux étaient en revanche les troubles qui ont agité la communauté chiite de l'Hassa fin 1977 début 1978, du fait de leur enracinement de classe. Mais il était facile au régime d'attaquer le mal par la racine, au-delà de la répression, tant en lâchant du lest par l'amélioration des conditions matérielles, qu'en les remplaçant par des travailleurs étrangers, ou inversement... par des sunnites !

Quant aux étrangers, si leur exclusion des bénéfices de la citoyenneté²⁰, jointe à la pratique des prélèvements de commissions ou de pourcentages sur toute entreprise étrangère (dont l'institution du *kafil* est la forme principale) semblent indiquer un clivage entre eux et les nationaux qui en ferait la contradiction principale du système social, il apparaît vite qu'au moins à partir d'une certaine taille, les entreprises étrangères se trouvent en position de réaliser de tels superprofits, que cette apparente contradiction s'efface au profit d'une communauté d'intérêts qui fonde une alliance de classe parfaitement consciente d'elle-même. En revanche, pour les artisans et les travailleurs indépendants, cette contradiction redevient essentielle et prend la forme d'une véritable aliénation, ressentie d'autant plus vivement que les Arabes sont les plus nombreux dans ce groupe et qu'ils mettent en parallèle leur situation avec les belles proclamations de solidarité panarabe des dirigeants. Enfin, pour les salariés des grosses entreprises, qui ne rencontrent guère les citoyens du pays, et sont complètement tenus à l'écart et marginalisés, cette aliénation institutionnelle, pourtant plus aiguë encore, disparaît devant l'exploitation dont ils sont l'objet. Pourtant, cette aliénation même permet de neutraliser toute possibilité de lutte revendicative ; elle les renvoie à leur société d'origine.

Pour l'instant, les contradictions sociales sont donc neutralisées, ou court-circuitées, grâce aux bienfaits de la rente. La situation varie bien entendu d'un pays à l'autre, en fonction de conditions concrètes, qui font affleurer telle contradiction plutôt que telle autre : à Koweït, l'an-

cienneté de l'immigration arabe et son rôle dans l'ensemble de la vie sociale pose plus fortement qu'ailleurs le problème de son intégration. En Arabie Saoudite, la diversité des populations et le bénéfice inégal qu'elles tirent des richesses du pays, peut être source de crise et de révoltes, tandis que la formation d'une importante couche de technocrates, dans un pays ayant infiniment plus de possibilités de développement que les autres petits Etats du Golfe, laisse entrevoir la possibilité à terme, d'une relèbe, que la baisse des revenus du pétrole pourrait accélérer. En tout état de cause, tant que l'enjeu restera celui de la gestion de la rente, il semble difficile qu'un véritable mouvement anti-impérialiste ait la moindre chance de se développer. En revanche, la baisse, ou pire, la disparition, de la rente, bouleverserait complètement les données de la situation.

Paris, mars 1984.

NOTES

1. Pour l'analyse de la rente pétrolière, voir J.-P. Angelier, *La rente pétrolière*, Paris, C.N.R.S., 1976.

2. H. Katouzian, "The political economy of oil exporting countries", *Peuples Méditerranéens*, 8, juil.-sept. 1979, p. 5.

3. La plupart des auteurs soulignent ce phénomène ; mais ils s'arrêtent généralement à cette constatation, sans essayer d'en examiner les conséquences et les implications.

4. P. Vieille, « Pétrole et classe fonctionnelle, le cas de l'Arabie Séoudite », *Peuples Méditerranéens*, 1, oct.-déc. 1977.

5. H. Katouzian, *loc. cit.*, p. 6 ; voir aussi l'analyse magistrale de J. Ismaël, *Kuwait, Social change in historical perspective*, New-York, Syracuse University Press, 1982 : à propos de Koweït, elle conclut : "The power of the ruling family is based upon dependance of the community on oil revenues and the ability of the ruling family to manipulate these revenues. The wealth of the nation has filtered down to the population from the ruling family, friends of the family, servants, and so on to the periphery of the population. What has emerged within the indigenous population is a stratification system essentially based on distance from the ruling family" (p. 129-130). Je suis toutefois en désaccord avec elle lorsqu'elle qualifie la classe dominante de classe capitaliste (p. 159).

6. Cf. P. Vieille, *art. cit.*, pp. 180-181 et 186-187, qui montre que ce rôle a précédé l'apparition de la rente.

7. *Kuwait Annual Abstract*, 1982, tableau 6 (chiffres du recensement de 1980).

8. G. Beaugé et M. Sader, "The Pattern of employment, Migration and labour in the Gulf countries", *Population Bulletin of ECWA*, 21, déc. 1981, pp. 85-103

9. Compte tenu que les évaluations ne peuvent être que très approximatives du fait de l'absence totale de statistiques officielles et de la surestimation de la population réelle.

10. Une telle capacité semble apparaître au Koweït, où l'on rencontre des firmes nationales capables d'investir non seulement chez elles, mais aussi dans d'autres pays du Golfe.

11. Pour plus de détails sur ce point voir E. Longuenesse, « Les migrants dans la structure sociale des pays du Golfe », article à paraître dans l'ouvrage collectif, *Migrations de travail et changements sociaux dans l'Orient arabe*, Beyrouth, CERMOC, 1984, ainsi que « Migrations de travail et luttes sociales dans les pays du Golfe », communication au 4^e colloque d'Alger, Institut arabe d'éducation ouvrière et de recherche sur le travail, mars 1984, à paraître dans *Economie et Humanisme*.

12. Cf. C. Meillassoux, *Femmes, Greniers Capitaux*, Paris, Maspero, 1975.

13. Pour une analyse plus détaillée du *sponsorship*, voir E. Longuenesse, « Les migrants dans la structure sociale des pays du Golfe », *loc. cit.*

14. Il est vrai qu'il existe aussi des travailleurs ayant un *kafil* autre que celui de leur employeur ; certains nationaux font ainsi un trafic de main-d'œuvre, faisant venir des travailleurs sur contrat de travail fictif et les jetant sur le marché du travail ensuite, en les laissant se débrouiller tout seuls ; ces travailleurs, se louant généralement à la journée, ou pour la durée d'un chantier, doivent alors reverser une part de leur salaire au *kafil*, qui garantit leur présence dans le pays et dont ils dépendent entièrement. Ce système, qui permet d'assurer une certaine souplesse d'embauche marginale en fonction des besoins des chantiers dans le B.T.P. en particulier, ne concerne malgré tout qu'une fraction réduite de la main-d'œuvre.

15. G. Beaugé propose de ce phénomène une analyse intéressante, bien qu'elle me paraisse insuffisante car elle privilégie le rôle de la politique des Etats, dans « Stratégies d'entreprises et mobilisation de la force de travail au Moyen-Orient », *Migrations de travail et changements sociaux dans l'Orient arabe*, ouvrage à paraître, Beyrouth, CERMOC, 1984.

16. K. Marx, *Le Capital*, livre III, tome III, ch. III, Paris, Ed. Sociales, 1974, p. 259.

17. Voir l'analyse que fait Paul Vieille, *art. cit.*, du développement de la bourgeoisie saoudite dans ses différentes fractions (agraire, marchande, du bâtiment), et des limites de ce développement.

18. A Abou Dhabi même, où la part des nationaux dans la main-d'œuvre des entreprises de plus de 10 salariés est dérisoire (2,1 %), la proportion remonte à 12 % dans le secteur pétrolier avec 769 individus (!), ce qui représente 54 % du total des 1 429 nationaux employés dans ces mêmes entreprises (pour 65 695 étrangers, dont 13 786 ressortissants des pays arabes) (Emirate of Abu Dhabi, *Statistical Yearbook*, 1978).

19. A Koweït, le salaire ouvrier moyen, de 38 dinars pour les étrangers et 72 dinars pour les Koweïtiens en 1967, était passé en 1974 à 50 dinars pour les premiers et... 200 dinars pour les seconds. Dans le secteur des industries extractives (essentiellement le pétrole), le salaire moyen des ouvriers s'élevait en 1967 à 77 dinars pour les étrangers et 79 dinars pour les nationaux ; cependant en 1974, l'écart s'était fortement creusé, puisque ces chiffres passaient respectivement à 133 et 207 dinars, tandis que la proportion des Koweïtiens remontait fortement dans l'ensemble : il est possible qu'il y ait une corrélation entre ces deux phénomènes (cf. *Kuwait Annual Abstract*, 1982).

20. Rappelons que la naturalisation est exceptionnelle et pratiquement impossible au commun des immigrants, même nés dans le pays et y ayant résidé 20 ou 30 ans.

Structure de classe dans le Golfe

ANNEXE

ARABIE SAOUDITE

Répartition de la population active selon le secteur d'activité économique et la nationalité (1975)

Secteur	Saoudiens		Non-Saoudiens		Total		Part des Saoudiens
Agriculture, pêche	530 700	51,7 %	54 900	7,1 %	585 600	32,5 %	90,6 %
Mines et pétrole	15 400	1,5 %	11 600	1,5 %	27 000	1,5 %	57,0 %
Industrie	21 550	2,1 %	94 350	12,2 %	115 900	6,4 %	18,6 %
Electricité, eau, gaz	7 200	0,7 %	13 150	1,7 %	20 350	1,1 %	35,4 %
Construction	35 900	3,5 %	203 400	26,3 %	239 300	13,3 %	15,0 %
Commerce	60 600	5,9 %	131 500	17,0 %	192 100	10,7 %	31,5 %
Transports et communications	72 900	7,1 %	30 950	4,0 %	103 850	5,8 %	70,2 %
Finances	5 150	0,5 %	6 950	0,9 %	12 100	0,7 %	42,6 %
Services	277 100	27 %	226 600	29,3 %	503 700	28,0 %	55,0 %
Total	1 026 500	100 %	773 400	100 %	1 799 900	100 %	57,0 %

Source : J.S. Birks et C.A. Sinclair, *International Migration and development in the Arab Region* (Geneva ILO, 1980), tableau 32.

KOWEIT

Répartition de la population active selon le secteur d'activité économique et la nationalité (1980)

Secteur	Koweitiens		Non-Koweitiens		Total		Part des Koweitiens
Agriculture, pêche	3 927	3,8 %	5 221	1,4 %	9 148	1,9 %	42,9 %
Mines et pétrole	2 559	2,5 %	4 397	1,2 %	6 956	1,4 %	36,8 %
Industrie	3 029	2,9 %	37 918	9,9 %	40 947	8,5 %	7,4 %
Construction	1 209	1,2 %	95 835	25,2 %	97 044	20,0 %	1,2 %
Electricité, eau, gaz	2 070	2,0 %	6 101	1,6 %	8 171	1,7 %	25,3 %
Commerce	4 592	4,4 %	54 153	14,2 %	58 745	12,1 %	7,8 %
Transports et communications	7 849	7,6 %	22 327	5,9 %	30 176	6,2 %	26,0 %
Services	78 263	75,6 %	154 656	40,6 %	232 919	48,1 %	33,6 %
Total	103 498	100 %	380 608	100 %	484 106	100 %	21,4 %

Source : *Koweit Annual Abstract*, 1982, tableau 87.

RENTE PETROLIERE ET TRANSFORMATIONS SOCIALES EN NORVEGE

Burhan GHALIOUN

L'industrie du pétrole a ceci de particulier qu'elle engendre des surplus incomparables aux profits tirés des autres industries à volume égal d'investissement. Ces surplus sont appelés surprofits ou rente. Les revenus pétroliers qui exercent en conséquence des effets déstabilisateurs sur les économies nationales, sont une importante source de changement. Leur impact varie cependant considérablement d'un pays à l'autre en fonction des structures de pouvoir, des rapports de l'Etat aux classes sociales, à la société dans son ensemble et à l'environnement régional et international. Il varie aussi en fonction des stratégies de développement mises en œuvre et des appareils économiques existants.

Plutôt donc que d'analyser le seul impact de la rente pétrolière sur le système socio-politique, il est préférable d'étudier leur interaction mutuelle. Il s'agit donc de savoir dans quelle mesure un surplus, dont la répartition par la classe dirigeante est libre de toute contrainte économique, renforce le pouvoir étatique, peut lui donner un caractère étranger et autonome ; puis, dans quelle mesure un pouvoir national maîtrisé par la société et émanant d'elle favorise la transformation de ce surplus rentier en un investissement productif c'est-à-dire en capital.

Etant, comme le capital, un rapport social avant d'être un rapport quantitatif, le revenu d'origine rentière se transforme en capital ou en tribut selon que la classe sociale qui le contrôle occupe une place de classe rentière ou capitaliste et selon que cette place est déterminante ou secondaire dans l'ensemble du système social. Dans ce sens, si la production de la rente dépend directement des conditions économiques dans le secteur où elle est engendrée, sa reproduction, ou son

destin, dépend essentiellement du système social dans lequel elle est « réinvestie ».

Contrôlés jusqu'au début des années soixante-dix par le capitalisme international, les surplus pétroliers étaient en grande partie recyclés, c'est-à-dire transformés en capital, sur le marché mondial ; une petite fraction seulement était abandonnée comme rente aux pouvoirs locaux propriétaires présumés du terrain où se situent les champs pétroliers.

Les nationalisations des sociétés pétrolières, survenues depuis 1970, ont augmenté considérablement la fraction de la rente distribuée dans les pays producteurs. La nécessité du recours élargi à la rente a été d'ailleurs une des causes principales des nationalisations dans ces pays. Elles sont en outre aujourd'hui la condition sociale et juridique nécessaire de la reproduction élargie de la rente, c'est-à-dire de la généralisation du processus de rentisation de l'économie nationale.

Il est donc primordial de distinguer, dès le départ, deux sortes de formations sociales productrices de pétrole : des formations à forte tendance rentière et des formations capitalistes, fortement structurées. Trois éléments sont déterminants dans cette distinction : 1) l'intégration capitaliste de l'économie qui montre la place exacte du surplus pétrolier par rapport au surplus économique général, et les possibilités de son utilisation ; 2) la nature du pouvoir d'Etat. Un pouvoir issu de la nation constitue ainsi un véritable obstacle au détournement des surplus au profit d'une minorité sociale ou ethnique ; 3) le type d'idéologie dominante, susceptible de favoriser ou défavoriser les valeurs de solidarité nationale, de travail productif, de gaspillage des ressources.

L'analyse de ces facteurs sociologiques, politiques et idéologiques qui déterminent la répartition et la réalisation des surplus pétroliers est indispensable pour comprendre les transformations sociales provoquées par le développement de l'industrie pétrolière. Nous essayerons ensuite de montrer les limites du modèle norvégien et les risques de modification des conditions socio-politiques qui déterminent le contrôle et l'utilisation des revenus rentiers.

1. *La Norvège, Etat et société*

a) *Un Etat national*

La Norvège est un Etat dont les traditions libérales et parlementaires remontent à plus d'un siècle. La société urbaine comme les communautés villageoises libres et autonomes jouent un rôle politique de première importance dès la constitution de l'Etat indépendant. Dès 1884, Johan Sverdrup (1816-1892), chef de la gauche, s'impose grâce au soutien du peuple norvégien, comme Premier ministre, au roi Oscar II. Le Storting (parlement) où siège, à partir de 1887, un parti social-démocrate, multiplie,

dès cette époque, les réformes libérales, instaurant en 1898 le suffrage universel. Le 7 juin 1905, il dénonce l'union avec la Suède et, sous le nom de Haakon VII, proclame un roi qu'il a choisi. La Norvège devient rapidement une démocratie dotée d'un programme avancé (vote des femmes dès 1913) et d'une législation sociale modèle, à laquelle contribue un syndicalisme fortement structuré. En 1935, le parti travailliste parvient au pouvoir.

La résistance à l'occupation nazie (avril 1940) donne au nationalisme norvégien un nouveau souffle et permet aux travaillistes de renforcer, après la Libération, leur position. Ils se maintiendront ainsi au pouvoir pratiquement jusqu'aux législatives de 1981, à l'exception de courtes périodes : un mois en 1963, de 1965 à 1971, puis en 1971-1972. Minoritaires dans les villes, les conservateurs n'ont jamais pu constituer à eux seuls une majorité politique. Ils devaient compter sur les petits partis implantés essentiellement dans les campagnes traditionalistes.

Cette forte emprise de la social-démocratie sur la société norvégienne explique le faible score qu'obtiennent depuis 1935 les conservateurs dans les élections législatives. La lente ascension récente des conservateurs (31,7 % en 1981) est due à l'effritement des positions des travaillistes sous l'effet de la récession économique internationale, malgré l'augmentation des revenus pétroliers de l'Etat après 1970.

Le bon fonctionnement du système parlementaire a renforcé la stabilité politique et sociale, ainsi que le strict respect des règles démocratiques. La neutralité et l'indépendance de l'administration dans la compétition électorale sont protégées par l'impossibilité juridique de révoquer un fonctionnaire pour des raisons politiques, et par le recrutement de tous les fonctionnaires permanents au travers d'un concours public de compétence¹.

L'Etat norvégien, en tant qu'Etat national, a ainsi joué un rôle croissant dans la redistribution du pouvoir et, par conséquent, dans l'intégration sociale des communautés et groupes distincts. La politique de solidarité nationale en vigueur depuis la Libération reflète à cet égard la synthèse du nationalisme norvégien à forte coloration paysanne et populaire, et de la social-démocratie continentale de l'Europe.

b) La force autonome de la société

L'établissement de l'absolutisme monarchique, au détriment de la noblesse, par Frédéric III (1648-1670) favorise dès le XVII^e siècle l'épanouissement de la bourgeoisie qui ne cesse ensuite de se renforcer. Parallèlement, la décision de vendre une partie des terres de la Couronne pour faire face aux dépenses militaires profite aux paysans, qui voient leur condition s'améliorer. En outre, dès le XVIII^e siècle, l'économie norvégienne (bois de construction, chantiers navals, métaux, pêche) prend un réel essor.

L'extraction des minerais de fer, de cuivre et d'argent provoque l'expansion des centres urbains et l'apparition d'une classe ouvrière relativement importante. Dès 1769, les mines d'argent emploient 4 000 personnes. Au XIX^e siècle, Oslo, Bergen et Trondheim sont déjà de grands centres industriels. Vers 1860, les scieries, utilisant les chutes d'eau comme force motrice, sont remplacées par des scieries à vapeur ; en même temps, l'arrivée des bateaux à vapeur bouleverse les transports et augmente les échanges et les communications². Dans les années 1890 l'utilisation du potentiel hydro-électrique dans les industries électro-métallurgiques inaugure la véritable phase d'industrialisation du pays³. Ainsi, le nombre d'employés dans l'industrie a quadruplé entre 1875 et 1950 ; il double par rapport à la population active, passant de 13 % à 26 %, et atteint 27 %, de cette population en 1970, à la veille de l'extraction du pétrole.

Parallèlement à cette évolution, la société norvégienne se donne de nouveaux instruments et moyens de régulation sociale. La Confédération norvégienne des syndicats (L.O.) créée en 1899 devient au début du siècle la première centrale syndicale du pays. Aux termes du Traité général signé en 1935 par la L.O. et la Fédération nationale des employeurs (N.A.F.), la paix sociale est garantie par une politique contractuelle qui exclut, durant la période de compromis et d'accord, toute grève au sujet des questions négociées. La Norvège n'a ainsi presque pas connu de conflits de travail pendant toute la période de l'après-guerre⁴.

La recherche de relation harmonieuse entre employés et employeurs se poursuit en effet jusqu'à aujourd'hui sur la base du Traité général. Elle a été consolidée par la création des Assemblées d'entreprise et par la loi de 1977 garantissant la participation des travailleurs aux conseils d'administration. Malgré l'opposition récente de certains groupes d'ouvriers à cette tradition de coopération entre le travail et le capital, la tendance à renforcer les cadres institutionnels de cette politique demeure très forte⁵.

Elle attribue aux partenaires sociaux davantage de liberté dans les négociations, en vue de l'élaboration d'un consensus social⁶. Ainsi, non seulement la Norvège a gagné des millions d'heures de travail par rapport aux autres pays européens, mais l'amélioration des relations industrielles a fait progresser la productivité et les rendements. Un sondage réalisé à ce sujet montre que le système satisfait à la fois les dirigeants des entreprises et les syndicats⁷. Loin d'affaiblir ces derniers, cette politique a donné une position privilégiée et a renforcé l'influence des dirigeants syndicaux au sein de l'élite politique.

Outre les classes, les partis politiques et les syndicats, la société est structurée par une multitude d'organisations volontaires où la majorité des citoyens trouve l'occasion d'assumer des responsabilités et de participer à la vie sociale⁸. Les statistiques officielles montrent que la création des associations est, depuis la Deuxième Guerre Mondiale, plus importante en Norvège que partout ailleurs. Quatre Norvégiens sur cinq sont membres d'associations sociales diverses et en moyenne

chaque Norvégien adhère à trois associations d'importance nationale (douze millions de membres d'associations pour un pays de quatre millions d'habitants).

Les activités des associations sont très diversifiées : culturelles, religieuses, sportives, économiques ; elles couvrent l'ensemble du pays par des organisations locales, au nombre d'environ 60 000 pour la seule Fédération des syndicats L.O.

Ces organisations remplissent de multiples fonctions et, au total, consolident la solidarité nationale. On évalue par exemple à 190 000 le nombre d'individus qui suivent des cours d'enseignement divers de la seule Association de l'éducation ouvrière (A.O.F.) ; tandis que 300 000 autres bénéficient des cours dispensés par 29 organisations en coordination avec le Comité unifié pour les activités éducatives.

D'autre part, les associations collaborent avec l'administration au sein de Comités mixtes pour la recherche et l'élaboration de solutions aux problèmes rencontrés. Elles contribuent à la propagation des expériences positives, permettent aux différents partenaires sociaux de confronter leurs points de vue, et de prendre en considération d'une manière plus équitable les légitimes intérêts des autres partenaires⁹.

c) L'idéologie du bien-être

Cette harmonie apparente entre Etat et société trouve son expression dans l'idéologie dominante de l'Etat du bien-être (*welfare state*). Par opposition à l'Etat gendarme qui se soucie uniquement de la défense, de la police et de la justice, le concept d'Etat du bien-être définit un Etat qui intervient activement dans les domaines économique et social dans le but d'assurer des prestations aux citoyens¹⁰. L'objet de sa politique est la prospérité de tous les membres de la communauté nationale.

Introduit en Norvège en 1952, ce concept y revêt toujours une connotation positive. Il recouvre une législation sociale garantissant à tous les citoyens un revenu convenable et un système de sécurité sociale efficace en cas de maladie, d'accident, de vieillesse et de chômage¹¹ ; l'amélioration des services sociaux et la réduction des inégalités sociales forment en Norvège la base du consensus national, quelle que soit l'idéologie des équipes dirigeantes.

Ce consensus explique le développement rapide des dépenses publiques qui atteignent l'un des taux les plus élevés au monde : autour de 30 % du PNB en 1960, 42 %, en 1970, 51 % en 1980, dont la majeure partie est consacrée aux services sociaux¹².

Il s'agit là aussi d'une ancienne tradition ; la première loi d'assurance contre les accidents du travail remonte à 1894. Elle est suivie par la loi de soutien de l'Etat aux chômeurs en 1906, par l'assurance obligatoire contre la maladie pour les salariés à faible revenu en 1909, par l'assurance contre la vieillesse en 1936, et enfin par la loi sur les allocations familiales en 1946¹³. Depuis cette date les lois sur la sécurité sociale

ne sont plus l'objet de controverse politique, ce qui a permis, en 1966, l'établissement d'un système unique et général où tous les citoyens sont traités sur un pied d'égalité ¹⁴.

Ce souci d'équité est réaffirmé à plusieurs reprises dans les rapports officiels. Les gouvernements norvégiens, écrit J. Inman, « qu'ils soient travaillistes ou non, ont pratiqué, depuis la guerre, une politique fiscale et sociale égalitariste, caractérisée par un très fort taux d'imposition et de dépenses pour les services sociaux ¹⁵ ».

Cet ensemble de données politiques, idéologiques et sociales, caractérisant la société norvégienne avant l'apparition du pétrole, a en grande partie déterminé le comportement des Norvégiens, tant au niveau des classes sociales que des gouvernements, en face de l'industrie pétrolière et de ses surpluses financiers.

2. La société norvégienne et le pétrole

Appréhendé dans les pays de l'OPEP comme une manne, le pétrole provoque en Norvège crainte et inquiétude avant d'être accepté comme source de prospérité et de bien-être. Jusqu'en 1975, l'opposition aux opérations d'extraction est quasi générale. Tout le monde craint des effets négatifs : les écologistes, la destruction de la belle nature norvégienne, les chefs d'entreprises, l'augmentation des salaires, les traditionalistes, la dénaturation de la culture nationale et religieuse, les industries de la pêche, l'expropriation ou la pollution de leurs meilleurs champs ¹⁶.

Si la population craint les effets économiques, sociaux, culturels, le gouvernement redoute les implications politiques et stratégiques de la transformation de la Norvège en pays exportateur du pétrole. Ainsi, une sorte de consensus national se dégage pour une approche prudente de la question pétrolière. Ce qui se manifeste tant au niveau du contrôle du pouvoir pétrolier que de la maîtrise de ses retombées socio-politiques. Sans doute faut-il cependant distinguer ici entre l'identification des problèmes et l'application politique ; si l'Etat norvégien semble dès le départ bien conscient des dangers de l'option pétrolière, ses performances pratiques sont moins concluantes.

a) Le contrôle du pouvoir pétrolier

Avant la « révolution pétrolière » des années soixante-dix, les compagnies pétrolières, en grande majorité américaines, opéraient librement dans des pays où le niveau de maîtrise de la société sur son environnement était fort réduit, pour un ensemble de raisons politiques, culturelles, économiques et sociales. Lorsque ces compagnies commencent à opérer en Norvège, elles doivent affronter un Etat et une société

mieux armés pour asseoir leur position et imposer une politique. C'est la raison pour laquelle la politique du contrôle des activités des compagnies pétrolières est ici développée bien avant le bouleversement du marché pétrolier en 1973 et des nationalisations opérées dans certains pays de l'OPEP, qui l'ont suivie.

Dès 1970, le gouvernement de la coalition des libéraux et conservateurs, pourtant favorable aux intérêts du secteur privé, augmente la participation de l'Etat dans la compagnie norvégienne, Norsk Hydro, opérant en mer du Nord, de 48 à 51 %. Le retour des travaillistes au pouvoir en 1971 renforce cette politique de participation directe de l'Etat, au point qu'en juin 1971, une seule licence d'exploration est délivrée à un groupe de compagnies privées, avec un droit de participation de 26 % de l'Etat.

Mais la véritable politique de contrôle commence en septembre 1972 quand le parlement vote à l'unanimité la création de Statoil, qui doit prendre en charge les intérêts de l'Etat et superviser l'ensemble des activités pétrolières. En même temps, le Parti travailliste se prononce en 1973 pour un niveau plus modéré de production de brut afin de garantir « un développement économique et social équilibré ¹⁷ ».

Le rapport au parlement ¹⁸, publié au printemps 1974 après la victoire des travaillistes, constitue le document de base de la politique de contrôle étatique du secteur pétrolier. Il souligne les difficultés auxquelles la Norvège devrait faire face comme l'augmentation rapide et incontrôlée de la consommation des biens matériels, l'accroissement des inégalités sociales, la destruction de l'environnement, le développement inégal des régions et la dépendance à l'égard des sociétés étrangères. Le rapport conclut ainsi que « *les organes démocratiques élus*, doivent pouvoir contrôler tous les aspects importants de la politique pétrolière : recherche, rythme d'extraction, mesures de sécurité et implantation. Il est important que l'exploitation des ressources se fasse sous la direction et le contrôle des pouvoirs publics et à cet égard on veillera soigneusement à ce que les organes élus *locaux* puissent eux aussi intervenir activement dans le processus de décision ». Le maintien d'un bas niveau de production (90 millions de tonnes de l'équivalent pétrole) a été considéré comme nécessaire au succès de ce contrôle.

L'annonce de cette politique ne manque pas de mécontenter de larges secteurs de l'opinion publique. Les banques privées, les propriétaires des bateaux qui ont beaucoup investi dans le forage et d'autres intérêts attachés à l'industrie pétrolière accusent le gouvernement de pratiquer une politique socialo-communiste, d'utiliser les revenus pétroliers pour imposer le socialisme et saper la confiance dans la propriété privée. Les propriétaires de l'industrie de pêche, les agriculteurs, les petits entrepreneurs et toute l'industrie à forte utilisation de main-d'œuvre, craignent la hausse des coûts et des salaires, tandis qu'une grande partie des salariés redoute l'inflation et l'aggravation des inégalités sociales. Cette partie trouve en effet que le niveau de la production du brut est relativement élevé, même si elle ne s'oppose pas à son contrôle par

l'Etat. Le parlement finit cependant par approuver cette politique basée sur la recherche de l'équilibre entre les différents groupes d'intérêts¹⁹. Conséquence pratique, la participation de la compagnie d'Etat Statoil est augmentée de 50 à 55 % dans toutes les concessions avec option de la porter jusqu'à 75 % selon l'importance des gisements découverts²⁰.

En réalité, le contrôle des activités pétrolières s'appuie essentiellement sur la position dominante de la compagnie d'Etat Statoil qui doit coordonner les opérations des autres compagnies exploitantes, les coordonner avec les siennes propres et veiller à l'application de la politique gouvernementale. Or, rien n'empêche Statoil, disent certains Norvégiens, de profiter de sa position stratégique pour renverser les rôles, et dicter, dans un second temps, la politique pétrolière au gouvernement, en accord avec d'autres compagnies privées. Pour éliminer un tel risque, la décision est prise de faire de Statoil la propriété exclusive de l'Etat et de la soumettre au plus strict contrôle financier et administratif²¹.

Ainsi, dans toutes les affaires d'importance financière ou politique, l'accord préalable du ministère du Pétrole et de l'Energie est rendu obligatoire. Statoil est, en outre, obligée de présenter chaque année un bilan général des opérations comportant les plans de développement, les projets de coopération avec d'autres compagnies, les budgets proposés, etc. Le contrôle national de l'industrie pétrolière n'a pas été considéré en Norvège seulement comme une affaire de fierté nationale, mais d'abord comme un instrument destiné à soumettre l'industrie aux préoccupations politiques et macro-économiques du gouvernement et par conséquent, à garantir les intérêts nationaux²². Pour mesurer le développement de ce contrôle, il faut rappeler que la première licence concédée en 1965 attribue à ESSO 100 %, de la production. Ce pourcentage tombe à 50 % en 1973, tandis que la participation de l'Etat par l'intermédiaire de Statoil atteint aujourd'hui 85 % pour les puits les plus récents. A cette participation s'ajoute un système draconien de taxation des compagnies privées et l'obligation de faire exécuter par des sociétés norvégiennes tous les travaux d'ingénierie et de maintenance. Comme le rappelle *The Economist*, les compagnies pétrolières étrangères n'ont jamais été plus maltraitées qu'en Norvège. Seule la stabilité politique du pays, qui tranche avec la turbulence des pays de l'OPEP, permet la rentabilité de leur participation à l'extraction de brut en mer du Nord²³.

b) *La maîtrise des effets socio-politiques de l'industrie pétrolière*

L'étude des sociétés périphériques affectées par les surplus pétroliers²⁴ montre combien leur distribution en accélère la destruction, que ce soit dans le cadre d'une politique libérale ou dans celui d'un contrôle plus strict par l'Etat du secteur pétrolier. Cette destruction prend deux formes principales : 1) le recours croissant à la rente et aux autres ressources extérieures pour pallier la défaillance de l'appareil

économique et résoudre les contradictions de la production et de la société ; ce qui conduit à la mise en place d'une logique de distribution régie par l'Etat remplaçant une rationalité productive ; 2) la tendance, sur la base de l'accroissement des inégalités dans la distribution, à la constitution d'une classe-Etat détournant à son profit la plus grande part de ces revenus pétroliers. L'Etat ne peut que s'en trouver renforcé et autonomisé, et la société segmentarisée à partir de cette distribution inégale.

Dans le cas de la Norvège, les institutions sociales et politiques ont opposé des contraintes réelles au détournement des surplus par une petite fraction de la population, et ainsi à leur utilisation pour perpétuer son pouvoir ; cependant, des conditions historiques internes et externes dont la crise économique mondiale, ont poussé l'Etat à faire grand usage de ces revenus, soit pour consolider le système de l'Etat du bien-être, soit pour résoudre des contradictions inhérentes à la formation sociale. Dans les deux cas, la logique de redistribution a été renforcée, accompagnée par le renforcement du rôle de l'Etat que l'on évoquera plus loin. Mais il s'agit ici d'une consommation collective et nationale de la rente par opposition à la consommation sectorielle et « clanique » visible dans les pays dépendants producteurs de pétrole. Il n'est alors pas étonnant qu'en Norvège, cette consommation favorise au moins dans un premier temps l'intégration régionale, la réduction des inégalités sociales, l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la société et l'accroissement des droits des citoyens. Cet égalitarisme de la distribution ne modifie certes pas les effets négatifs du processus sur l'équilibre d'ensemble de la société, et, en particulier, sur l'économie, mais il montre que l'existence d'un pouvoir national (par opposition au pouvoir clanique ou de caste prédominant à la périphérie) contribue efficacement à maîtriser les effets négatifs des revenus pétroliers sur le plan social même si cette maîtrise est, à long terme, moins sûre²⁵.

La consommation de la rente pétrolière a pris ainsi en Norvège trois formes principales : 1) le soutien aux industries touchées par la crise internationale ; 2) la création d'emplois, surtout dans le secteur des services et de l'administration ; 3) l'amélioration des conditions de vie de façon égalitaire entre catégories sociales, régions, sexes, etc., afin que soit préservé l'idéal de l'Etat du bien-être et de prospérité qui fait la légitimité du pouvoir et maintient la stabilité politique.

La politique dite contre-conjoncturelle (ou anti-cyclique) pratiquée dès 1974 illustre bien cette tendance. Elle est cependant révisée en 1978²⁶ en raison de son coût élevé et de la continuation de la crise internationale. Cependant, la politique de développement des services et des prestations publics se maintient. Elle est particulièrement visible dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ainsi, les dépenses du ministère de la Santé et des Affaires sociales atteignent le cinquième du PNB en 1979. Entre 1970 et 1980, les dépenses de santé doublent en prix constant, et le nombre des employés augmente de 8 % par an²⁷. Les dépenses passent en effet de 3 100 millions de couronnes en 1950 à 18 200 millions en 1979

(prix 1979), tandis que leur part dans le PNB augmente de 3 % à 8 % ²⁸.

Dans le secteur de l'éducation, les dépenses publiques passent de 9,3 milliards de couronnes en 1970 à 14,4 milliards en 1979. Elles constituent alors 27 %, de l'ensemble des dépenses publiques. Le nombre d'élèves dans les universités et écoles supérieures a doublé de 1965 à 1975.

D'importantes réformes ont été réalisées dans les domaines du logement, de l'environnement, de l'administration et de la protection de la nature. La part des municipalités dans la consommation publique s'est élevée, à l'occasion d'une plus grande décentralisation, de 53 % en 1970 à 60 % en 1980 ²⁹. Les années soixante-dix ont été marquées aussi par la création du ministère de l'Environnement (1971) et par la promulgation de nouveaux décrets relatifs aux questions écologiques.

Dans le domaine de la culture, l'Etat a fait un grand effort pour soutenir la production nationale et aider écrivains et artistes. Pratiquement tous les spectacles et toutes les publications d'origine norvégiennes sont subventionnés. Les conditions de travail des employés dans ce domaine se sont améliorées. Plus de six cents artistes reçoivent des subventions annuelles de l'Etat ; plus de quatre cent cinquante ont des revenus garantis. En 1978, 66 groupes et associations culturels étaient en moyenne soutenus financièrement par chaque municipalité ³⁰.

D'une manière générale, le développement des services a eu un impact sur l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des Norvégiens ainsi que sur la réduction des inégalités sociales ou catégorielles. Des efforts spécifiques ont été faits dans ce sens. Ainsi, le parlement a voté en 1975 le relèvement des revenus paysans au niveau des revenus ouvriers de l'industrie. En deux ans, 1975-1977, leur revenu réel augmente de 50 % ³¹.

De la même façon, la distribution des connaissances a été améliorée grâce au développement rapide de l'enseignement pré-scolaire et pour personnes âgées. Il en va de même en ce qui concerne la démocratisation de l'éducation, but déclaré de la politique gouvernementale. Ainsi, 41 % des élèves qui terminent des études théoriques de niveau secondaire sont en 1978 des enfants d'ouvriers, de pêcheurs et de cultivateurs, contre 32 % en 1958 ³². Seuls 10 %, des jeunes échappent à l'enseignement secondaire.

En ce qui concerne la réduction des inégalités sociales, les statistiques montrent que durant la décennie soixante-dix, l'augmentation des revenus les moins élevés a été beaucoup plus rapide que l'évolution des hauts revenus. A titre d'exemple, le revenu moyen par ménage dans la catégorie sociale la moins favorisée est passé de 31 000 couronnes en 1970 à 66 400 en 1976, soit, en termes constants, une augmentation de 31 %. Par contre le revenu est resté presque stationnaire dans les catégories gagnant 125 000 couronnes et plus par an.

Cette politique sociale est aussi manifeste au niveau du système d'imposition. Durant les années soixante-dix les impôts directs ont fortement augmenté tandis que les impôts indirects ont relativement

baissé. Ainsi, le nombre des hauts revenus, imposés à un taux de 50 % et plus, passe de 13 300 en 1970 à 451 300 en 1980. Les impôts et taxes atteignent de ce fait 50 % du montant du PNB et donnent à la Norvège le deuxième rang après la Suède, parmi les pays où le taux d'imposition est le plus élevé ³³.

Ce souci d'égalité s'exprime aussi en direction des femmes et des groupes ethniques (Lapons) et marginaux. Le nombre des femmes salariées a augmenté de 24 % par an contre 6 % pour les hommes dans les années 1972-1979. En même temps, le nombre des filles dans l'enseignement secondaire et universitaire a sensiblement évolué ; le taux de croissance passe de 9,7 % en 1958 à 35,4 % en 1978 pour le secondaire, tandis que celui des garçons n'augmente que de 12,8 % à 29,2 %. En 1980, 47,8 % des nouveaux étudiants inscrits à l'université sont des filles. La participation des femmes à la politique s'est également accrue, et 24 % des députés au Storting sont aujourd'hui des femmes. Il faut encore ajouter le développement des centres d'accueil et d'information poursuivant la réalisation de l'égalité des sexes ³⁴.

Ces mesures sociales, financées par la rente faute de croissance dans d'autres secteurs économiques, ont renforcé l'unité nationale, l'intégration et l'homogénéité sociales. On le vérifie à l'occasion des élections législatives de 1981, qui ont mis fin à la coupure traditionnelle entre campagne conservatrice et ville attirée vers l'Europe et plutôt travailliste. Cette image traditionnelle a tendance à se renverser faisant d'Oslo le centre du conservatisme ³⁵.

Cependant, ce progrès dans la réalisation de l'Etat du bien-être qui justifie et légitime la consommation de la rente, ne s'est pas accompli sans soulever de nouvelles contradictions et d'inextricables conflits qui ne peuvent pas ne pas rappeler la situation des pays de l'OPEP : contradictions et conflits entre la capacité limitée de l'Etat à accroître la rente et le développement d'un système de services sociaux très coûteux ; entre le capital privé et le secteur public ; entre la bureaucratie qui émerge de plus en plus comme groupe social le plus puissant grâce au contrôle des revenus pétroliers, et les représentants politiques qui, quels que soient leur idéologie et le groupe dont ils défendent les intérêts, doivent se plier aux contraintes de l'industrie pétrolière, première source de revenus et de surplus financiers ; contradictions et conflits enfin entre l'aspiration à la liberté que suscite l'amélioration des niveaux de vie et l'intervention croissante de l'Etat et de la bureaucratie sur laquelle est fondée la standardisation des conditions de vie.

3. L'émergence de l'Etat-patron

Ces nouveaux déséquilibres, nés de l'Etat du bien-être lui-même, annoncent en réalité la fin de l'harmonie sociale concrétisant les décennies précédentes. Des modifications profondes des équilibres généraux

ont changé la structure du capitalisme norvégien, de l'Etat et des classes dominantes.

On a vu que pour assurer le contrôle de l'industrie pétrolière l'Etat a dû intervenir massivement, contrairement aux règles du capitalisme libéral, dans la vie économique. Il a créé ainsi la Société nationale du pétrole Statoil pour priver le capital privé du contrôle de l'un des secteurs les plus rémunératifs. Depuis 1970, la propriété publique ne cesse d'ailleurs de s'étendre grâce aux moyens que le contrôle de la production pétrolière met entre les mains de l'Etat et à l'apport croissant de l'industrie pétrolière dans le PNB³⁶. Tant du point de vue des revenus que des profits et investissements, cette industrie est aujourd'hui l'industrie motrice du pays.

Elle constitue la base de restructuration de l'économie et influence directement ou indirectement les choix d'investissements, les politiques sociales et l'évolution du secteur privé qui réagit en fonction d'elle et dépend de plus en plus de ses subsides. Cette première distorsion ne manque pas d'avoir des répercussions fâcheuses sur le reste de l'industrie norvégienne.

Comme l'écrit Noreng, la place de l'Etat dans la société a été modifiée à partir du moment où il a mis la main sur l'industrie pétrolière. L'accumulation du capital se fait maintenant plus dans le secteur public que dans le secteur privé et cela constitue un fait nouveau pour l'économie de marché de l'Europe occidentale³⁷. Grâce au pétrole, la dépendance de l'Etat à l'égard des taxes, et par conséquent du secteur privé, a complètement changé. Les fonctions se sont inversées. Le secteur privé cherche désormais le soutien financier de l'Etat pour affronter la concurrence internationale.

A ce renversement des rôles s'attache aussi un certain bouleversement de l'équilibre des forces au sein de la société. Le seul fait que l'Etat contrôle le niveau des investissements, des profits et des salaires, lui confère une place de choix dans le processus de changement social. Ce n'est pas un hasard si le droit des syndicats à la négociation est suspendu pour la première fois en septembre 1978 pour quinze mois³⁸. Plus qu'un arbitre, l'Etat devient donc partie prenante dans les opérations économiques et par conséquent dans les conflits sociaux. Cela est d'autant plus vrai que par suite de cette mutation dans les fonctions de l'Etat, les mécanismes du marché sont de moins en moins à même de déterminer les rationalités économiques et d'assurer l'accumulation du capital.

Ainsi, la dépendance de la société dans sa totalité et au niveau des individus et des catégories sociales à l'égard du pouvoir s'accroît parallèlement à l'extension du champ de l'intervention de l'Etat. Celui-ci ne limite plus son champ d'action aux décisions macro-économiques mais intervient dans la vie quotidienne : la distribution des revenus, des emplois, des services et des subsides.

Du fait même que l'Etat détient aujourd'hui les leviers de la vie économique et sociale, il risque de devenir le champ clos de luttes

incontrôlables pour le pouvoir³⁹ ; car seule la maîtrise de l'Etat permet aux différents groupes sociaux d'assurer leurs intérêts immédiats. D'autres sources potentielles de conflits existent liées à cet équilibre délicat que l'Etat cherche à imposer à la société. Il suffit ainsi que le contrôle du pouvoir politique sur le secteur public soit moins fort pour que ce dernier s'établisse en centre indépendant du pouvoir ou cherche à se soumettre l'Etat. Par contre, le fonctionnement économique et rationnel de l'économie étatique ou étatisée risque fort de se détériorer chaque fois que l'Etat essaie sous la pression des événements sociaux, d'utiliser le secteur public pour résoudre des conflits politiques. La logique de la distribution de la rente remplace nécessairement dans ce cas celle de la production.

Au niveau de l'équilibre social, l'accumulation du capital par l'Etat a entraîné en Norvège un changement considérable de la carte des classes sociales. Elle a donné, ou donne de plus en plus, aux élites technocratiques et bureaucratiques un rôle déterminant dans le jeu politique comme dans le processus de production au détriment des anciens groupes dominants.

En effet, l'augmentation rapide des salaires dans les années soixante-dix a affecté les profits de la bourgeoisie norvégienne et confirmé le déclin de la marine marchande qui représentait l'élément central du capitalisme norvégien. Le contrôle de l'industrie pétrolière par l'Etat lui a fait perdre la seule occasion de reconversion de ses activités pour surmonter la crise.

A l'ascension de la bureaucratie d'Etat est aussi liée l'extension des classes moyennes à partir du développement des secteurs des services, de la distribution des revenus pétroliers et de l'intégration régionale. Hétérogènes, ayant des intérêts souvent divergents ou corporatistes, ces classes trouvent dans l'Etat le lieu et l'instrument privilégiés de l'unité de leur action. Ainsi, le centre de gravité des décisions se déplace de la bourgeoisie industrielle, et en quelque sorte des partis politiques, vers l'Etat et la bureaucratie d'Etat⁴⁰. Ce transfert du pouvoir vers les nouveaux groupes contrôlant la rente pétrolière modifie le fonctionnement de l'Etat et charge la bureaucratie de nouvelles fonctions. Lui ouvrant des perspectives historiques inédites, il la laisse cependant déchirée entre sa vocation politique et hégémonique en tant que classe fonctionnelle, assurant la gestion productive et rationnelle de la rente, et ses intérêts immédiats de classe consommatrice de cette même rente. L'équilibre relatif qui caractérise son pouvoir, indépendant du changement des gouvernements, relève du maintien de l'alliance tacite entre le mouvement ouvrier et les classes moyennes, à l'origine de son développement⁴¹. Les partisans de l'idéologie du bien-être ont trouvé dans les revenus pétroliers un moyen de s'affirmer au détriment de la bourgeoisie traditionnelle qui continue à leur opposer l'idéologie de croissance industrielle avec l'espoir de renverser le courant⁴². La réaction désespérée d'une partie de l'opinion conservatrice à ce mouvement de restructuration de l'Etat et de la société se reflète dans la progression

du parti de l'extrême droite, dit du Progrès dans les dernières élections législatives et surtout municipales ⁴³.

Si le contrôle de la production pétrolière par l'Etat a rendu possible une meilleure distribution de la rente, la maîtrise par la société de son développement et de son devenir ne s'est pas pour autant améliorée.

Sur le plan international, la Norvège a sans doute aujourd'hui une place stratégique plus importante à cause de la production du pétrole, mais, paradoxalement, ses moyens politiques et économiques de défense se sont amoindris. Non seulement elle est plus exposée aux pressions de ses alliés du camp atlantique, qui cherchent à jouer la carte norvégienne contre les pays de l'OPEP⁴⁴, mais son économie dépend plus que jamais des exportations de brut et des importations de produits alimentaires des pays occidentaux. Aux moments de conflits ou de rupture des stocks, la Norvège ne peut rester à l'écart alors que sa taille et ses moyens propres ne lui permettent pas de peser sur ce conflit. Elle subit donc nécessairement, plus que dans le passé, les retombées de la compétition internationale, aussi bien sur le plan stratégique que sur celui de l'économie ⁴⁵.

En ce qui concerne la maîtrise du processus de développement, la production du pétrole, qui a aidé à résoudre plusieurs problèmes du moment, a en fait engendré des problèmes et des contradictions plus difficiles encore à résoudre. Sans parler du danger réel de la désindustrialisation, les fluctuations des prix du pétrole rendent toute prévision et toute élaboration du budget national impossibles au moment où la planification devient l'instrument principal de l'équilibrage du système. Ainsi, la Norvège a été obligée de réduire ses prévisions de dépenses budgétaires de 15 à 20 % ces dernières années. Les responsables de la planification reconnaissent d'ailleurs que l'incertitude politique et économique qui pèse sur le marché du pétrole rend très difficile l'inclusion des revenus pétroliers dans le budget ⁴⁶.

Dans le domaine social, la distribution de ces mêmes revenus sous forme de services sociaux transforme la Norvège en une sorte de « Koweït du Nord » vivant de ses revenus et rentes au prix d'un déclin rapide de l'économie productrice et de l'innovation. Ainsi, l'emploi dans les services publics augmente de 180 000 personnes entre 1973 et 1981, c'est-à-dire de 60 %. Cela correspond au tiers de l'ensemble des emplois créés durant cette période et à 85 % de ceux créés par l'Etat et les municipalités entre 1977 et 1981 ⁴⁷.

Si, dans le domaine politique, le renforcement du rôle de l'Etat et l'élargissement du champ de son intervention n'ont pas changé le principe démocratique de fonctionnement des institutions, la modification du rapport des forces en faveur de la bureaucratie d'Etat et l'extension de la base sociale des classes moyennes risquent fort de renforcer le corporatisme. Comme le souligne le *Programme à long terme*, la forte

participation des organisations sociales et syndicales aux affaires de l'administration peut conduire à une « triple alliance » entre les intérêts de ces organisations, les départements ou les parties de l'opinion qu'elles représentent et les groupes parlementaires⁴⁸. Cela entraîne l'intensification des conflits entre les intérêts sectoriels au détriment des conflits politiques et de l'intérêt national.

Sur le plan culturel, les Norvégiens semblent développer, dit K. Lofstadt, dirigeant du patronat⁴⁹, une tendance à négliger les réalités économiques. « Ainsi, la Norvège a aujourd'hui une force de travail relativement rigide et une population qui demande le soutien du gouvernement contre toute sorte de récession. Cela vaut aussi pour les hommes d'affaires qui trouvent plus simple de demander l'aide du gouvernement que de faire face à la compétition du marché. »

A ce recours croissant à l'assistance publique est lié paradoxalement le sentiment d'insatisfaction de plus en plus fort au sein de la population norvégienne. En réalité, l'aspiration à l'égalité due au développement rapide de l'intégration nationale et de l'égalité sociale augmente plus vite que les moyens nécessaires à sa réalisation. D'où l'accroissement des tensions sociales et le repli sur soi de certains groupes marginalisés, surtout des jeunes⁵⁰.

La Norvège a donc connu des phénomènes socio-politiques en gros cohérents avec ceux que connaissent les pays dépendants exportateurs du pétrole ; pourtant les rapports positifs entre l'Etat et la société ont favorisé des transformations sociales susceptibles tant au niveau du pouvoir qu'au niveau économique de limiter leur impact négatif.

Il n'y a, en effet, rien de comparable entre les tendances à l'étatisation et au recours élargi à la rente attestées en Norvège et le véritable processus de rentisation des sociétés dépendantes qui apparaît dans la constitution d'une classe-Etat rentière s'appuyant presque exclusivement sur le pouvoir du pétrole détourné, et utilisant les revenus du brut dans le simple but de rester au pouvoir et sauver le régime.

Par ailleurs, la corruption de l'Etat et de la société par les revenus pétroliers à l'image des Séoudes d'Arabie ou des « Ewings » de Dallas d'Amérique n'est pas une fatalité. La Norvège montre que la maîtrise du pouvoir du pétrole est possible même si sa réalisation exige davantage d'expérience et l'amélioration des moyens sociaux de contrôle. Quand le système politique n'est pas foncièrement corrompu, elle dépend en grande partie de l'aptitude à apprendre et à corriger les erreurs.

NOTES

1. Employés dès leur jeune âge, les cadres de l'administration adhèrent spontanément à l'éthique rationnelle de la bureaucratie selon le modèle de M. Weber. Voir Bergh, Trond, « Norways : the Powerfull Servants », in *History of Political Economy*, n° 13, aut. 81.
2. Hansen, Jens Christian, « Les tendances industrielles actuelles en Norvège », *NOROIS*, Poitier, n° 117, janvier 1983.
3. *Ibid.*
4. Korsnes, Olav, « Duality on the role of unions and unionists : the case of Norway », *British Journal of Industrial Relations*, n° 17, nov. 1979.
5. *Ibid.*
6. Gustavsen, Bjoh, « Le choix d'une stratégie pour améliorer le milieu de travail », *Revue Internationale du Travail*, n° 119, mai-juin 1980.
7. Quale, Thorull, Ulsik, « Industrial democracy in Norway », *Journal of General Management*, n° 5, aut. 1979.
8. *Norwegian long-term programme 1982-1985*, Gouvernement secretariat for long-term planing and coordination, Planing Secretariat, p. 145.
9. *Ibid.* ; sur les associations à la campagne, Nilson, Stein Spare, « Numerical democracy and cooperate pluralism revisited », *Scandinavian Political Studies*, n° 6, juin 1983. Cette vie intense des associations est à comparer avec l'extrême pauvreté des sociétés du tiers-monde où la constitution des associations est souvent interdite par la loi ou rendue impraticable dans les faits. L'association des individus ou des groupes est ici perçue comme source de danger pour le pouvoir. Elle implique la reconnaissance de l'identité propre de la société et son autonomie face au pouvoir.
10. *Le Grand dictionnaire encyclopédique Larousse.*
11. Kuhnle, Stein, « National Equality and local decision making : values in conflict in the development of the norwegian welfare state », *Acta Sociologica*, vol. 23, 1980.
12. *Norwegian long-term programme 1982-1985*, op. cit., p. 229.
13. Kuhnle, S., op. cit.
14. *Ibid.*
15. Inman, John, « Wages Policy in Norway », *British Journal of Industrial Relations*, 17, nov. 1979.
16. « By oil alone ? A survey of Norway », *The Economist*, n° 289, nov. 1983.
17. Noreng, Oystein, *The Oil Industry and Government Strategy in the North Sea*, Groom Helm, London, pp. 47-48.
18. *Rapport au Parlement n° 25 (1973-1974)*, l'activité pétrolière dans la société norvégienne, Ministère royal des finances de Norvège, p. 14.
19. Noreng, O., op. cit., p. 50.
20. *Ibid.*, p. 51.
21. *Ibid.*, p. 145.
22. *Ibid.*, p. 124.
23. *The Economist*, op. cit.
24. Voir les autres contributions de ce volume et notre communication au colloque : *Stratégies alternatives pour la région méditerranéenne* (Naples 24/26-10-1983), « Pouvoir politique et transformations socio-économiques en Syrie (1970-1983) un exemple d'économie redistributive ».
25. En ce qui concerne les effets économiques, voir l'article de N. Eftekhari dans ce même volume.
26. Voir Hansen, J. Ch., op. cit.
27. Statistiques du département de la Santé.
28. *Norwegian long-term programme*, p. 201.
29. *Ibid.*, p. 233.
30. *Ibid.*, p. 184.
31. *Ibid.*, pp. 51-52.
32. Central Bureau of Statistics.
33. *Norwegian long-term programme*, p. 208.
34. Pour les aides aux personnes âgées, voir Guntvedt, Odd H. ; Reverelt, Eva, « Une évolution de l'aide aux personnes âgées », *Gérontologie et Société*, n° 20, avril 1982.

35. Voir Nilson Sten Sparre, « The Capital City of Oslo in the Norwegian System », *Ekistics*, n° 299, March-Avril 1983.

36. Ainsi, par exemple, le contrôle direct de l'Etat a été imposé aux banques commerciales grâce à l'élection obligatoire de la majorité des membres de leurs conseils d'administration par le parlement. Cela a été interprété d'ailleurs par l'opposition non-socialiste comme une nationalisation déguisée. Le contrôle indirect sur l'ensemble de l'industrie pousse beaucoup de chercheurs norvégiens à parler d'un capitalisme d'Etat qui serait caractérisé par la dominance du secteur public fonctionnant dans un système des rapports de marché. Voir Noreng O., *op. cit.*, p. 222.

37. Noreng, O., *op. cit.*, p. 216.

38. *Ibid.*, p. 219.

39. P. ex. Naustdalslid, J., « Le pétrole et le problème du gouvernement » (en norvégien) ; *International Politikk*, 2, 1975.

40. L'incapacité du gouvernement conservateur arrivé au pouvoir en 1981 à appliquer sa politique de privatisation de l'économie pétrolière et de démantèlement de Statoil d'une part, d'autre part la continuation de la même politique sociale d'ensemble, sont l'expression de ce nouveau rapport de force. Voir aussi *The Economist*, *op. cit.*

41. Voir aussi Noreng, O., *op. cit.*, p. 212.

42. Hansen, J. Ch., *op. cit.*

43. Voir *The Economist*, *op. cit.*

44. Voir Bergesen, Helge Ole, « Not valid for oil : the petroleum dilemma in Norwegian Foreign Policy », *Cooperation and conflict*, n° 17, juin 1982.

45. Sur les problèmes de politique étrangère qui se posent à la Norvège en tant que producteur et exportateur du pétrole, voir le numéro spécial de *Cooperation and conflict*, 17, juin 1982 : Petroleum and International relations : the case of Norway.

46. Gjerde, Gunnar, « Norwegian petroleum policy : factors of importance when deciding the extraction rate », *Cooperation and conflict*, *op. cit.*

47. *The Economist*, *op. cit.* Aussi Hansen, J. Ch., *op. cit.* et Noreng, O., *op. cit.* p. 195.

48. *Op. cit.*, p. 217.

49. *The Economist*, *op. cit.*

50. Voir Festy, Marlène, « Les Instruments psychiatriques en Norvège », *Population*, 36, mars-avril 1981. Aussi, Retter Stol, N., « La Toxicomanie en Norvège : usage et abus des drogues... » *Bulletin des Stupéfiants*, 28, oct.-déc. 1976 ; et M. Thiensen, Thomas, « The futur of control system, the case of Norway », *International Journal of Sociology of Law*, 8, mai 1980.

LA NORVEGE ET LE « MAL HOLLANDAIS »

Nirou EFTEKHARI

C'est en 1969 que les premières découvertes pétrolières ont lieu à Ekofisk, dans la mer du Nord. En 1971, la production du pétrole et du gaz commence sur le gisement d'Ekofisk. En 1975, la production d'hydrocarbures correspond à la consommation norvégienne de produits pétroliers (environ 9 millions de tonnes). La production de gaz à Frigg, avec ELF comme opérateur, débute en 1977 ; deux ans plus tard, en 1979, le gisement pétrolier de Statfjord est mis en exploitation.

La production norvégienne de pétrole et de gaz, pratiquement nulle au début des années soixante-dix, s'élève aujourd'hui à environ 50 millions de tonnes équivalent pétrole (M.T.E.P.). Les activités pétrolières ont ainsi rapidement pris de l'ampleur. Liés aux bouleversements du marché pétrolier international et aux ajustements successifs des prix du pétrole dans la décennie précédente, les revenus tirés ont connu une croissance extraordinaire. Ils constituent, en 1980, 16 % du P.N.B. norvégien, 17 % des recettes totales de l'Etat, 12 % de la formation brute du capital fixe (F.B.C.F.) et plus d'un tiers des exportations totales de la Norvège (*Norwegian long term programme 1982-1985*).

En quelques années, les hydrocarbures sont devenus un élément décisif du développement économique et social. Une des questions centrales que posent aujourd'hui les économistes est de savoir dans quelle mesure cette dépendance, au départ insoupçonnée, par rapport au pétrole et au gaz, évoluera dans les années et décennies à venir. La réponse dépend largement de l'impact qu'ont exercé jusqu'ici les hydrocarbures sur les structures économiques et sociales de la Norvège. Cet impact ne peut être, à priori, assimilé à celui constaté dans les pays pétroliers sous-développés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. A la différence de ces pays, au moment où les hydrocarbures font leur apparition,

la Norvège est un pays industriel développé où les rapports de production capitalistes connaissent un grand développement. En Algérie, le tissu économique et social a pu d'autant mieux être directement influencé par la rente après l'indépendance que la guerre de libération nationale avait remis en cause les anciens rapports de domination et de dépendance qui liaient le développement économique et social à l'évolution du capitalisme agraire colonial.

Plus généralement, alors que dans les pays pétroliers sous-développés l'articulation de l'évolution économique et sociale à la rente pétrolière s'opère sans obstacles majeurs, en Norvège, l'utilisation de la rente, son intégration à l'économie et à la société, ont été en grande partie commandées par les rapports de production antérieurs. Ce qui ne veut pas dire que la rente pétrolière n'a pas eu d'effet sur l'évolution des structures économiques et sociales. On le verra, dans les années soixante-dix, la rente a engendré en Norvège des transformations structurelles ; baisse de la productivité du travail industriel, hypertrophie du secteur public, dépendance exagérée de certaines couches sociales vis-à-vis des revenus distribués par l'Etat, recul de la compétitivité industrielle sur les marchés extérieur et intérieur etc. Ces tendances, qu'on peut également observer dans les pays pétroliers sous-développés, risquent d'altérer les rapports de production antérieurs et de faire de la Norvège un pays essentiellement rentier.

Aperçu de l'économie norvégienne avant les hydrocarbures

Au siècle passé, la spécialisation de la Norvège dans le commerce international a été largement commandée par les conditions géographiques spécifiques du pays. Bordé à l'ouest par l'océan Atlantique et au sud par la mer du Nord, le littoral norvégien est long de 2 600 km (de 21 000 km si l'on tient compte des rives des nombreux fjords). Au cours du XIX^e siècle, la flotte marchande norvégienne est devenue l'une des plus puissantes flottes marchandes du monde.

A l'intérieur, la topographie montagneuse est peu propice à l'agriculture : 3 % seulement du territoire continental sont cultivables, 70 % sont formés de montagnes, glaciers, lacs et plateaux désertiques (B. Jensen, 1981). La forêt est très étendue ; composée pour l'essentiel de pins et d'épicéas, mais aussi de feuillus, elle couvre plus d'un cinquième du territoire continental. Au début de ce siècle, la pêche et les produits forestiers constituent presque la totalité des exportations du pays.

Si les montagnes norvégiennes ont été défavorables aux activités agricoles, elles ont en revanche joué un rôle décisif dans le développement et l'industrialisation du pays ; la dénivellation des cours d'eau a favorisé la production d'énergie hydro-électrique qui couvre aujourd'hui la quasi-totalité des besoins de l'industrie nationale et une grande partie de la consommation des ménages. L'utilisation de cette source abondante d'énergie a, dès 1890, donné naissance aux industries électro-métallur-

giques, électro-chimiques, etc. Le développement de ces branches très consommatrices d'énergie a permis une croissance économique soutenue tout au cours du XX^e siècle. Aujourd'hui, 60 % environ des besoins énergétiques totaux sont couverts par l'électricité dont la production par habitant est très supérieure à celle de tous les autres pays, bien qu'un peu plus de la moitié seulement des ressources hydro-électriques existantes soient exploitées. Grâce à cette source d'énergie, la Norvège est devenue l'un des premiers producteurs mondiaux d'aluminium. L'un des soucis permanents des dirigeants norvégiens a pourtant été d'éviter le piège de la mono-production, et de diversifier les structures industrielles ; d'où l'appui apporté par l'Etat à l'expansion des industries mécaniques et à la construction de machines, en particulier, dans les années cinquante et soixante, à la construction navale.

L'industrie est très vite devenue le principal secteur d'activités productives de la Norvège. Le nombre d'employés dans ce secteur a été multiplié par 4 entre 1875 et 1950 et la part de l'industrie dans la population active a doublé au cours de la même période (J.C. Hansen, 1983). Aujourd'hui, l'industrie (activité pétrolière exclue) constitue la principale ressource de la Norvège, aussi bien par le nombre des emplois et le volume de la production que par la valeur à l'exportation. L'expansion industrielle de la Norvège aurait été impossible si une économie ouverte n'avait pas été pratiquée ; en effet, le nombre relativement faible d'habitants (seulement un peu plus de 4 millions d'habitants en 1980 ; la Norvège, par sa densité, se situe à l'avant-dernier rang des pays européens, devant l'Islande), malgré le relèvement constant du niveau de vie, donnait au marché national une importance modeste et créait un obstacle sérieux au développement du capitalisme norvégien contraint à la recherche de débouchés extérieurs. Plusieurs branches industrielles de première importance, comme la construction automobile et aéronautique, n'ont pu voir le jour. Mais grâce à une flotte marchande bien équipée et moderne, le capitalisme norvégien a pu surmonter cet obstacle dans d'autres branches. Dans les années cinquante et soixante, la Norvège devient exportatrice de produits industriels qui, bientôt, constituent environ la moitié de ses exportations totales. En 1980, hors pétrole et gaz, les produits électro-métallurgiques représentent près d'un quart de la valeur totale des exportations norvégiennes. Les autres principaux produits d'exportation sont ceux de l'industrie mécanique, de la pêche, de l'industrie du poisson et de la transformation du bois. Plus encore que l'industrie, la flotte marchande, la cinquième du monde, qui peut être considérée comme une activité d'exportation, a joué un rôle décisif dans le développement du capitalisme norvégien.

L'importance du commerce extérieur a rendu cependant la Norvège très vulnérable aux dépressions économiques internationales : les exportations de la Norvège baissent de 13 % en 1975, lorsque la crise atteint ses principaux partenaires commerciaux (Suède, Allemagne, Angleterre, etc.) et le pays connaît une très forte détérioration de ses termes de l'échange (E. Erichsen, 1978).

La situation macro-économique de la Norvège, depuis la fin de la dernière guerre mondiale jusqu'en 1974-75, se caractérise par un taux de croissance remarquablement stable, l'absence de problèmes sérieux relatifs à la balance des paiements et un taux d'accumulation relativement élevé (sur la période, la F.B.C.F. a compté en moyenne pour 30 à 35 % du P.N.B.). La politique économique du gouvernement visait surtout le plein emploi et une distribution équitable des ressources économiques, aussi bien géographiquement que parmi les différents groupes sociaux. Pendant cette période, la croissance économique, qui s'est accompagnée d'une relative égalisation des revenus et de la généralisation d'un niveau de vie élevé, a créé une forme d'harmonie sociale. Le capitalisme norvégien apparaît non seulement économiquement solide mais aussi politiquement stable. En comparaison avec les autres pays occidentaux, la situation est relativement calme dans le monde du travail ; rares sont les grèves et les autres formes majeures de conflits sociaux.

A la fin des années soixante, l'appareil productif norvégien est l'un des plus modernes du monde. Au moment où le pétrole est découvert dans la mer du Nord, la Norvège est un grand pays industriel dont le niveau de vie est l'un des plus élevés du monde.

Impact des activités pétrolières sur l'économie norvégienne

La percée des hydrocarbures dans l'économie norvégienne demeure incompréhensible si l'on ne tient pas compte de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur, c'est-à-dire de son extrême vulnérabilité à la récession économique internationale qui, commencée en 1974-1975, se prolonge jusqu'à ce jour. Grâce aux revenus des hydrocarbures, les Norvégiens ont été protégés des effets de la récession mondiale, mais le développement rapide des activités pétrolières et, surtout, l'utilisation massive de la rente des hydrocarbures ont sérieusement remodelé l'organisation de la production, de l'emploi, de la consommation, etc.

La structure industrielle du pays a été doublement marquée par l'introduction des revenus pétroliers : directement parce qu'il a fallu maîtriser une industrie capital-intensive exigeant une main-d'œuvre hautement qualifiée, indirectement par la redistribution de la rente pétrolière qui a eu pour conséquence l'expansion du secteur public et, surtout, la distribution de subventions aux industries traditionnelles en perte de compétitivité internationale, dont on cherchait à maintenir l'emploi.

L'impact du secteur pétrolier sur la Norvège a été très différent, voire même opposé aux prévisions officielles de 1974. Le rapport parlementaire (*L'activité pétrolière dans la société norvégienne, 1973-74*) recommandait une approche prudente et restrictive des hydrocarbures, préconisait avec insistance un développement modéré. Il étudiait de façon approfondie l'impact de l'industrie pétrolière sur l'économie norvégienne ; comme cette économie se caractérisait alors par le plein emploi, un usage lent et graduel des revenus pétroliers était proposé, afin d'éviter les

pressions inflationnistes et les changements dans l'organisation de la production. Pour étendre le contrôle public sur l'ensemble des aspects de l'industrie pétrolière, surtout ceux de la technologie, était fortement soulignée la nécessité d'un développement rapide de la société pétrolière d'Etat (STATOIL). L'objectif assigné était de faire de la Norvège « une société qualitativement meilleure » ; il devait être poursuivi par des abattements fiscaux et par des efforts accrus dans le domaine social, le développement régional, l'éducation et l'environnement. Une production de 90 M.T.E.P./an était considérée comme un rythme modéré d'exploitation. Ce taux n'a en fait jamais été atteint. Au début des années quatre-vingt, la production de pétrole et de gaz était d'environ 50 M.T.E.P./an ; selon les prévisions officielles, le niveau de 90 M.T.E.P./an ne sera atteint qu'au début du siècle prochain.

Dans le décalage entre les prévisions et l'impact effectif de l'industrie pétrolière, deux faits semblent avoir joué un rôle décisif. D'abord, le bouleversement du marché pétrolier international qui a porté le prix du baril de brut norvégien de 3 dollars en 1973 à environ 40 dollars au printemps de 1981 ; signalons au passage que la Norvège ne faisant pas partie de l'OPEP, et qu'étant un producteur marginal d'hydrocarbures (la production ne constitue qu'environ 1 % du total mondial), elle n'a jamais eu de rôle majeur dans l'évolution du marché pétrolier international au cours de la décennie précédente ; elle a davantage subi la forte valorisation du brut sur le marché mondial. Le second fait tient à la récession économique internationale qui, contrairement aux prévisions des opérateurs économiques norvégiens, s'est révélée durable et profonde (E. Erichsen, 1978).

Les effets des activités pétrolières sur l'économie norvégienne sont donc de deux ordres : directs et indirects. Les premiers adviennent lorsqu'une industrie capital-intensive est introduite dans un pays qui possède déjà une grande expérience industrielle. La maîtrise d'une telle industrie a conduit à la diversification de la structure industrielle de la Norvège ; de ce point de vue, les effets directs peuvent être assimilés à des effets « industrialisants ». Mais cette diversification ne s'est pas réalisée sans le transfert de ressources de production des secteurs non pétroliers au secteur pétrolier, et, par conséquent, sans impact sur le marché de l'emploi et le niveau des salaires. Les seconds peuvent être considérés comme des changements macro-économiques engendrés par la redistribution des recettes pétrolières de l'Etat.

Effets directs ou « industrialisants »

Les recettes pétrolières constituent environ 16 % du P.N.B. norvégien, soit presque autant que le secteur industriel préexistant. Cependant, la part de la population active engagée dans le secteur pétrolier au sens large (activités strictement pétrolières et activités liées à la production des hydrocarbures : services d'ingénierie et d'entretien, raffinage, pétro-

chimie, etc.) ne dépasse pas 2 %, contre 20 % pour le secteur industriel hors pétrole. En 1980, la production brute, par personne et par an dans le secteur industriel, était de 120 000 couronnes, contre 9 000 000 de couronnes dans le secteur pétrolier, soit 75 fois plus (*Norwegian long term programme 1982-1985*). Cette différence énorme s'explique exclusivement par la valorisation particulière des hydrocarbures sur le marché mondial et signifie que les recettes pétrolières ne constituent pas une ponction sur les valeurs créées à l'intérieur de l'économie norvégienne, mais une rente qui se forme dans l'I.P.I.

La contribution directe du secteur pétrolier au P.N.B. norvégien ne s'arrête pas là ; il faut également tenir compte de la valeur ajoutée réalisée par les entreprises travaillant pour le secteur off-shore. Selon une étude (H. Granval, 1983), en 1981, 20 % de la valeur ajoutée totale du secteur industriel étaient destinés aux activités pétrolières (en 1982, cette proportion a atteint 24,2 %). Comme le secteur industriel représente environ 16 % du P.N.B., ce sont donc 3 à 4 % de plus du P.N.B. qui dépendent directement de l'activité off-shore. Au total, en additionnant les 16 % du P.N.B. représentés par les recettes pétrolières et les 3 ou 4 % représentés par le secteur productif hors pétrole, entre 19 et 20 % du P.N.B. norvégien dépendent directement des activités pétrolières. Ce chiffre mesure la dépendance de l'économie norvégienne par rapport aux hydrocarbures.

Au niveau de l'emploi, de 1973 à 1981, le nombre des employés du secteur pétrolier est passé de 7 000 à 38 000. Si au début le nombre d'étrangers était important, il a par la suite considérablement diminué ; en 1981 ils ne constituaient qu'environ 10 % des effectifs du secteur (C. Hansen, 1983). D'une façon générale, à la différence des pays pétroliers sous-développés, la Norvège a pu maîtriser une part importante des activités off-shore en produisant plusieurs inputs de son industrie pétrolière.

Les équipements demandés pour l'exploitation du pétrole et du gaz ont constitué un encouragement sérieux à l'expansion des industries nationales. Depuis 1969, existe une clause dans l'octroi des licences d'exploitation, exigeant des compagnies pétrolières le recours aux produits et services norvégiens lorsqu'ils sont compétitifs. Si, dans l'ensemble, l'industrie norvégienne semble avoir bien dominé la technologie pétrolière et même remporté d'importants succès sur le marché national, il convient de nuancer quelque peu ce jugement selon les produits. Les équipements industriels des activités off-shore peuvent se diviser en deux catégories : les produits traditionnels de haute ingénierie (acier, grues, soupapes, pompes, générateurs, etc.) et les produits de la nouvelle technologie (*rigs* de forage, pipelines sous-marins, plates-formes de production, etc.). L'industrie norvégienne a bien réussi dans la production des produits nouveaux, mais a, en partie, échoué dans celle des produits traditionnels (O. Noreng, 1980). L'un des *rigs* de forage, de conception norvégienne, est actuellement le plus vendu à travers le monde. En 1975, la Norvège était le deuxième parmi les plus grands constructeurs de *rigs*

dans le monde, contrôlant environ 20 % du marché des *rigs* off-shore. De même, dans les années soixante-dix, l'industrie norvégienne occupe une place première dans le développement et la production des plates-formes off-shore de type CONDEEP, et fait une percée remarquable aussi bien sur le marché national qu'à l'extérieur (P. Lindeberg, 1983). L'autre domaine dans lequel l'industrie norvégienne a réalisé une réussite de portée internationale est l'exploration sismique des gisements des fonds sous-marins, opération devenue essentielle pour les nouvelles recherches de pétrole à travers le monde. La société norvégienne GECO (The Geophysical Company of Norway) a commencé son activité de façon très modeste sur le marché national au début de la décennie précédente. Aujourd'hui, en plus de sa base à Oslo et de ses bureaux de recherche à Stravanger, elle s'est établie à Houston, au Texas, à Caracas, à Wellington, en Nouvelle-Zélande, à Singapour et à Londres (Norway's Fastest Growing Company, 1982).

Selon une estimation, en 1982, les exportations de produits du secteur industriel fabriquant du matériel off-shore, auraient atteint près de 2,4 milliards de couronnes. On doit cependant tenir également compte des importations rendues nécessaires par ces activités pour apprécier la contribution nette de l'industrie norvégienne. En 1982, la part de l'industrie norvégienne dans les livraisons au secteur off-shore s'établissait aux environs de 43 % (H. Grandval, 1983) ; la Norvège est donc encore très dépendante des firmes et des opérateurs étrangers pour le développement de son industrie pétrolière.

Au niveau régional, les effets directs de l'industrie pétrolière se sont concentrés à Stravanger, au sud-ouest de la Norvège et dans les zones où les tours et les plates-formes ont été construites. Pour attirer la main-d'œuvre qualifiée, les salaires ont connu dans ces régions une augmentation constante bien supérieure à la moyenne nationale. Cette situation a contribué à la segmentation du marché du travail : la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en certains secteurs s'est combinée au chômage en d'autres secteurs. En raison du mode de négociation des salaires particulier à la Norvège, une pénurie localisée de main-d'œuvre dans un secteur entraîne très souvent une hausse générale du niveau des salaires. Or, si dans le secteur pétrolier, les coûts de la main-d'œuvre comptent pour une part relativement minime dans les coûts totaux, il n'en va pas de même dans les autres entreprises, où toute augmentation de salaires non justifiée par les gains de productivité vient en déduction des profits qui commandent l'évolution ultérieure des investissements. On verra plus loin que dans une période où la productivité du travail industriel a baissé, les augmentations de salaires consenties par les entreprises pour maintenir la main-d'œuvre n'ont été possibles que grâce aux subventions publiques accordées par l'Etat : une partie de la rente pétrolière a été en quelque sorte mobilisée pour atténuer les effets directs que le développement du secteur pétrolier a exercés sur l'économie non pétrolière.

Effets indirects ou financiers

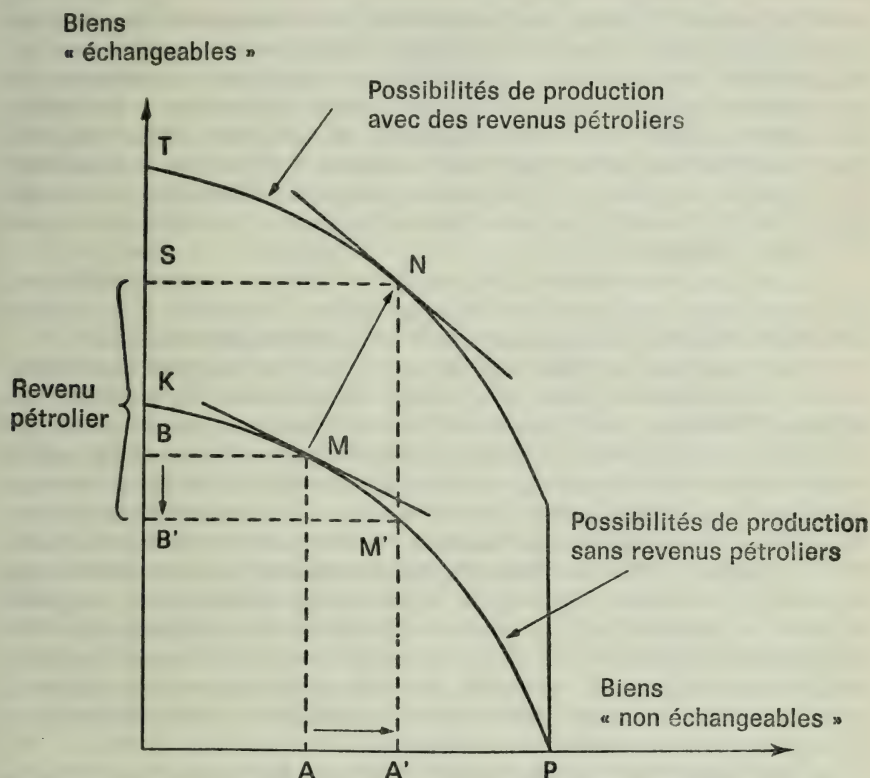
Dans les années soixante-dix, ces effets, liés à la dépense des revenus pétroliers ont été beaucoup plus importants que les effets directs. En raison de la participation des firmes étrangères à la constitution du capital et à la maîtrise technologique du secteur pétrolier, en raison également de la part relativement faible de la population active mobilisée par le développement de ce secteur, l'impact direct a été relativement marginal. Par contre, le secteur pétrolier ayant pour particularité de produire des revenus largement déconnectés des coûts de production, la mobilisation de ces revenus par l'Etat norvégien a produit des changements structurels dont l'importance est hors de proportion avec les dimensions propres de l'industrie pétrolière.

Le problème auquel est confrontée la Norvège dans les années soixante-dix est l'enrichissement soudain de son économie par la découverte des ressources minières qui ont connu une forte valorisation sur le marché international. A cet égard, l'expérience norvégienne au cours de la décennie écoulée ressemble beaucoup à celle des Pays-Bas lors de la découverte du gisement de gaz naturel de Groningen. Les changements macro-économiques produits dans l'économie hollandaise par la dépense des revenus du gaz naturel au cours des années soixante et soixante-dix ont fait récemment en Norvège l'objet d'une analyse économique qui les désigne sous le nom de « mal hollandais ». La hausse du niveau des salaires résultant des dépenses des revenus gaziers a créé des difficultés pour les industries exportatrices et engendré une instabilité économique. C'est, très souvent, par référence à l'expérience hollandaise, que les économistes norvégiens décrivent l'évolution récente de l'économie de leur pays et les risques qu'elle court à long terme.

Le « mal hollandais »

Un modèle simplifié en a été proposé par Jorgensen (1983) (pour un exposé plus complet, voir en particulier : Bruno et Sachs, 1982). L'économie non pétrolière se divise en deux secteurs principaux : le secteur exposé à la concurrence internationale et le secteur qui en est protégé. Ces deux secteurs produisent respectivement des biens et services dits « échangeables » tels les métaux, le papier, les vêtements, etc. et « non échangeables » tels la construction, les services, le commerce, etc. Lors de la découverte des hydrocarbures, si le revenu additionnel est utilisé immédiatement et si l'élasticité de la demande de chacune des deux sortes de biens est positive (hypothèse très réelle), la demande des biens produits par les deux secteurs augmente. La croissance de la demande des biens non échangeables fait monter leurs prix et, en conséquence, le taux de profit dans le secteur qui les produit ; ce qui entraîne l'augmentation de la production et de l'emploi dans le secteur protégé. Par contre, les prix des biens échangeables restent constants

Effets des revenus pétroliers sur la production des biens « échangeables » et « non échangeables »



Source : Barker T. and Brailovsky V., *Oil or Industry ?*, New-York Academic Press, 1981.

La courbe KP désigne l'ensemble des choix de production des biens « échangeables » et « non échangeables » lorsqu'il y a plein emploi des facteurs de production.

Compte tenu de l'état de la demande globale, le point M de cette courbe détermine l'allocation des facteurs de production entre les deux secteurs « protégé » et « exposé ».

Avec l'enrichissement soudain de l'économie nationale par l'introduction des revenus d'hydrocarbures, la nouvelle courbe des possibilités de production passe par le point T en raison de l'accroissement de la possibilité de disposer des biens échangeables ; mais, compte tenu du plein emploi des facteurs de production, elle continue à passer par le point P.

La nouvelle allocation des facteurs de production est induite par la projection du nouveau point d'équilibre N sur l'ancienne courbe des possibilités de production (l'hypothèse du plein emploi), soit le point M'. La production des biens non échangeables augmente ainsi de A à A', tandis que celle des biens échangeables baisse de B à B' ; cette baisse est compensée par les revenus pétroliers qui font augmenter les importations initiales de B à S.

en raison de la concurrence internationale ; la hausse du niveau général des salaires, qui du secteur protégé se diffuse à l'ensemble de l'économie, ainsi que l'augmentation des prix des inputs, font baisser le taux de profit dans le secteur opposé ; ce qui conduit à la baisse de la production et de l'emploi dans ce secteur. Si existent le plein emploi et une parfaite mobilité des ressources de production, les industries exportatrices et concurrentes des importations perdent leurs ressources à l'avantage du secteur protégé : elles sont incapables de faire face soit à l'augmentation des salaires, soit à l'appréciation du taux de change. Le transfert des facteurs de production d'un secteur à l'autre est induit par l'augmentation des prix relatifs des biens non échangeables par rapport aux prix des biens échangeables.

La part des exportations non pétrolières diminue, tandis que la part des importations augmente proportionnellement. Ce surcroît d'importation est rendu possible par la disponibilité des recettes pétrolières.

L'une des grandes faiblesses de ce modèle qui suggère que l'introduction des recettes pétrolières conduit inévitablement à une sorte de désindustrialisation, est l'importance décisive des changements exogènes (F. Forsund, 1981). En fait, le modèle considère un niveau donné de salaire (déterminé de façon exogène), et en déduit les prix des biens et services sans tenir compte des effets en retour de la hausse du niveau général des prix sur le niveau réel des salaires ; le modèle fonctionne sans inflation (E. Moxnes, 1982). De même, le modèle est fondé sur l'hypothèse que le marché du travail répond parfaitement aux fluctuations exogènes du taux de salaire. Or, il ne semble pas que cette hypothèse implicite (l'élasticité complète du travail) soit appropriée dans une économie de plein-emploi (cas de l'économie norvégienne au cours de la décennie passée) (J. Serra Puche, 1981). Pour remédier au « mal hollandais », l'Etat peut prendre des mesures telles que :

- subventionner les secteurs compétitifs afin de soutenir les exportations et empêcher le déplacement de la main-d'œuvre d'un secteur à l'autre ;
- bloquer les salaires et les prix ;
- augmenter la mobilité de la main-d'œuvre pour lutter contre les hausses localisées de salaires dans certains secteurs ;
- ralentir et adopter un rythme progressif de diffusion des revenus pétroliers dans l'économie.

L'analyse économique du « mal hollandais » élaborée à partir de l'expérience hollandaise de l'utilisation des revenus du gaz, avait pour principal objet de montrer comment l'emprise grandissante de ces revenus dans l'économie nationale se réalisait au détriment de la production et de la compétitivité industrielle. Elle indiquait également comment la dépendance accrue vis-à-vis de ces revenus, en liant le devenir de l'économie nationale aux fluctuations du marché gazier international, atténuait l'efficacité de la politique économique du gouvernement. Finalement, en mettant en lumière les changements structurels intervenus dans l'économie, elle suggérait que pourrait être pénible le processus de réajustement

tendant à redresser la production et la productivité industrielles. Ce dernier point a rencontré un intérêt accru quand il s'est avéré que les réserves de gaz étaient moins importantes que prévues (V. Norman, 1982). Malgré les différences entre l'économie norvégienne et l'économie hollandaise, relatives, en particulier, à l'étendue des ressources d'hydrocarbures par rapport aux dimensions de l'économie (en Norvège, beaucoup plus importantes qu'aux Pays-Bas) et en dépit des critiques théoriques que l'on peut faire de l'analyse économique du « mal hollandais », cette analyse permet d'éclairer certains traits importants de l'économie norvégienne au cours de la décennie soixante-dix.

La stratégie « anti-cyclique » ou la version norvégienne du « mal hollandais »

En 1974-75, avec la moitié du P.N.B. tourné vers le commerce extérieur, l'économie norvégienne était hautement vulnérable à la récession économique internationale. La crise frappe gravement la marine marchande : le tonnage brut tombe de 27 à 21 millions de tonnes entre 1977 et 1980 (J.C. Hansen, 1983). La crise de la marine marchande risquait de s'étendre aux activités industrielles qui lui étaient directement liées : construction navale, métallurgie, etc., avec pour conséquence l'extension du chômage et la baisse du pouvoir d'achat de la population. Pour éviter ces difficultés, le ministère des Finances met alors en application une stratégie « anti-cyclique », immédiatement après le « premier choc pétrolier », au moment où les ressources pétrolières de la Norvège viennent d'être mises en valeur. Des crédits obtenus sur les marchés financiers internationaux (que les revenus pétroliers devaient permettre de rembourser quelques années plus tard sans effort considérable) devaient permettre, selon les autorités norvégiennes, de maintenir le niveau des activités que la contraction du marché mondial tendait normalement à réduire. Ainsi, alors que tous les pays occidentaux connaissent une baisse du taux de croissance, la Norvège voit son P.N.B. progresser de 4 à 5 % par an. Le taux de chômage est maintenu aux environs de 2 % et, en raison du plein emploi, les salaires réels augmentent d'environ 25 % de 1973 à 1977 (O. Noreng, 1980).

L'Etat subventionne les industries classiques dont la compétitivité internationale s'affaiblit (aluminium, papier, acier, construction navale, etc.) et contribue ainsi au maintien de leur sur-capacité. Ces industries, plutôt que de se moderniser, préfèrent absorber les subventions publiques. A l'heure actuelle, le secteur privé reçoit chaque année 5 milliards de couronnes de subvention. Les industries publiques connaissent un déficit de 2 milliards de couronnes par an, sans parler de l'agriculture (8 milliards) et de la pêche (500 millions de couronnes). Au total, les subventions de l'Etat sont de l'ordre de 15 milliards de couronnes par an, soit environ 4 % du P.N.B. du pays (D. Leonard, 1983).

Les dépenses publiques, soit l'ensemble des achats de biens et services (hôpitaux, écoles, administration, etc.) et les transferts au

secteur privé (remboursements de la sécurité sociale, subventions aux industries, etc.), qui ne constituaient que 30 % du produit intérieur brut dans les années soixante, 42 % en 1970, passent à 51 % en 1980, avec pour résultat une distribution d'une part plus importante que dans les autres pays de l'O.C.D.E. du revenu national à travers les administrations publiques (*Norwegian Long Term Programme, 1982-85*). Les différents postes de dépenses publiques connaissent des développements divers. Les investissements enregistrent une très faible croissance et même un déclin vers la fin des années soixante-dix ; alors que les dépenses de consommation passent de 32,5 en 1970 à 53,7 milliards de couronnes en 1980 (aux prix de 1980). Sur la même période, les transferts publics au secteur privé, calculés en prix constants, augmentent au taux annuel moyen de 10,8 %, passant de 39,5 à 80,1 milliards de couronnes (aux prix de 1980) soit un doublement. En ce qui concerne les dépenses municipales, pendant toute la décennie soixante-dix elles dépassent régulièrement les recettes (*Norwegian Long Term Programme, 1982-85*). Conséquence de l'accroissement des dépenses publiques, le marché du travail est caractérisé dans les années soixante-dix par la forte croissance des emplois à plein temps ou à temps partiel dans les services et avant tout dans les services publics (tels l'enseignement et la santé). Entre 1973 et 1981, 180 000 emplois nouveaux sont créés dans les services publics, soit une croissance de 60 %, plus des deux tiers du total de la croissance de l'emploi sur la période et pas moins de 80 % de sa croissance entre 1977 et 1981 (O.C.D.E., 1983).

Dans l'esprit des dirigeants socio-démocrates norvégiens, l'augmentation des dépenses publiques devait avoir un effet positif sur l'évolution de la productivité industrielle ; la hausse du taux de salaire devait stimuler les industries exposées à la concurrence internationale, les pousser à rationaliser leur production et accroître leur productivité. Cette prévision ne s'est pas réalisée pour deux raisons principales : « l'aide de l'Etat aux branches en difficultés a contrarié les mutations structurelles, et provoqué une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs ; l'association d'une politique salariale égalitaire, de taux d'imposition marginaux élevés et de la générosité des prestations sociales n'a guère encouragé le travail et la mobilité » (O.C.D.E., 1982).

Dans le rapport annuel de l'O.C.D.E., la production industrielle norvégienne en 1982 est la même qu'en 1975, alors que pour les pays de l'O.C.D.E., dans leur ensemble, on enregistre une hausse de 20 % (ce taux est pour les pays européens de l'O.C.D.E. de 10 %). La part de la Norvège dans les exportations mondiales a diminué de 32 % depuis 1971, alors que ses importations ont augmenté de 15 % sur la même période. Par rapport aux principaux partenaires commerciaux de la Norvège, les résultats relatifs obtenus par l'industrie norvégienne, au cours de la dernière décennie, indiquent une détérioration de 15 % de la productivité. Au total, le plein emploi des années soixante-dix était le fait d'une politique de croissance de la consommation publique et des subventions aux industries non viables.

Après 1974, les trois composantes du revenu national : la F.B.C.F. et les consommations publiques et privées ont connu une croissance plus élevée que celle du P.N.B. (E. Steigum, 1983), engendrant des déficits de la balance des paiements financés par un endettement extérieur croissant. En 1970, mise à part la marine marchande, l'économie norvégienne n'était pas endettée à l'étranger. De 1970 à 1974, l'apparition de la dette extérieure est le fait des investissements dans le secteur pétrolier. L'augmentation des emprunts à l'étranger en 1975 et 1976 est essentiellement due aux investissements dans le secteur pétrolier et aux aides apportées à la marine marchande. Mais en 1977 un tiers de ces emprunts avait pour effet la consommation intérieure et en 1978 celle-ci représentait la majeure partie de la dette extérieure. L'endettement cumulé de la Norvège en 1978 était de 20 milliards de dollars, soit la moitié de son P.N.B. Ce chiffre correspondait à la valeur commerciale d'environ 200 millions de tonnes de pétrole, soit trois années de production de pétrole et de gaz dans les années quatre-vingt (O. Noreng, 1980).

En prévision d'une reprise du marché mondial, les entreprises subventionnées ont certes maintenu le niveau de leur activité, mais au prix d'un surstockage considérable que la contraction persistante du marché extérieur n'a pas permis d'écouler. La stratégie « anti-cyclique » qui aurait pu avoir un sens si elle avait été temporaire, a continué à fonctionner plusieurs années après son application, et s'est transformée en une politique de subventions aux entreprises en difficulté.

À la fin de 1978, le gouvernement social-démocrate, conscient des dangers que faisait courir au pays la persistance d'un tel processus, prend une série de mesures pour rétablir « la santé de l'économie non pétrolière ». Le contrôle du crédit est introduit, les dépenses publiques sont réduites et, pendant environ seize mois, salaires et prix sont bloqués. Conséquence de cette politique, le taux d'inflation tombe à 4,8 % en 1979 (taux annuel moyen d'inflation dans la décennie soixante-dix : 8,5 %) et la compétitivité de l'industrie norvégienne s'améliore quelque peu. Elle est à nouveau mise à rude épreuve par l'aggravation de la récession mondiale à partir du milieu de l'année 1980. Des mesures radicales paraissent alors nécessaires. Mais le mode d'organisation des négociations salariales et l'approche de l'échéance électorale dissuadent les dirigeants socio-démocrates d'appliquer les mesures envisagées. Le sentiment d'une impasse a, selon plusieurs observateurs, directement contribué à l'échec électoral des socio-démocrates en septembre 1981 et au retour en force des conservateurs qui depuis 1935 (soit pendant environ un demi-siècle) avaient été maintenus à l'écart du pouvoir (mise à part la période exceptionnelle de 1965-1971) (D. Leonard, 1983).

Les conservateurs sont arrivés au pouvoir avec des objectifs politiques et économiques précis, intégralement opposés à ceux du gouvernement social-démocrate : diminuer les taxes, arrêter les subventions publiques aux industries économiquement inefficaces, modifier les règlements inutiles, etc. Cependant, les changements introduits ont été

extrêmement modestes et la politique économique mise en œuvre très peu différente de celle menée par le précédent gouvernement. Sans doute, la part des impôts dans les recettes budgétaires de l'Etat a-t-elle légèrement diminué et, grâce à une dévaluation de 6 % au cours de l'année 1982, les exportations non pétrolières de la Norvège ont-elles connu une certaine croissance ; cependant, au début de la décennie quatre-vingt, l'économie non pétrolière de la Norvège montre des signes évidents de stagnation dans les chantiers navals, la marine marchande, l'industrie des produits forestiers, la métallurgie, en particulier l'acier et l'aluminium (F. Hodne, 1983). En 1982, les investissements dans les industries traditionnelles ont baissé de 13,5 % et une baisse plus importante était attendue en 1983. Par contre, les investissements dans la production et le transport des hydrocarbures ont montré une tout autre figure. En 1983, les investissements dans ces deux branches devaient selon les prévisions connaître une augmentation de 32 % (K. Getz Wold, 1983). Ainsi, rien d'important n'a été fait pour restreindre la croissance de la Statoil que les conservateurs, avant d'arriver au pouvoir, considéraient comme une sorte d'Etat dans l'Etat. Après une courte période d'hésitation, ils sont persuadés que l'expansion des activités de la Statoil constituait le principal moyen pour la Norvège d'étendre son influence et ses intérêts économiques à l'étranger (D. Leonard, 1983).

Dès lors, on est autorisé à se demander si, en utilisant « les facilités » de la rente pétrolière, les conservateurs comme les socio-démocrates ne cherchent pas à atténuer, au travers du champ international, les difficultés qu'ils rencontrent dans la gestion économique et sociale du pays.

Pour apprécier la responsabilité des revenus pétroliers dans les changements structurels intervenus dans l'économie norvégienne depuis une dizaine d'années, il suffit de se rappeler que de 1975 à 1981, hors revenus pétroliers, le déficit budgétaire total de l'Etat aurait été d'environ 70 milliards de couronnes, et pour la seule année 1981, il n'aurait pas été inférieur à 17 milliards (T. Kraft, 1982). De plus, l'endettement extérieur massif de la Norvège dans la décennie écoulée aurait été impossible sans anticipation des futurs revenus pétroliers. D'ailleurs, ce sont la hausse du prix du pétrole vers la fin des années soixante-dix (depuis la fin de 1978 au milieu de 1980 les prix internationaux du pétrole se sont accrus d'environ 150 %) et l'augmentation de la production pétrolière en 1979 qui ont rendu possible le remboursement plus rapide que prévu de la dette extérieure (R. Bailey, 1981).

Cependant, l'extension des dépenses publiques n'a pas été seulement financée par les recettes pétrolières ou les emprunts publics ; les autres grandes composantes des revenus publics, impôts directs et indirects, y ont beaucoup contribué. Selon le ministère des Finances, de 1970 à 1980 les impôts directs, calculés en monnaie constante, ont connu un taux de croissance annuel moyen de 5,2 % et les impôts indirects de 2,3 %. Les recettes pétrolières ne se sont, par conséquent, pas substituées aux revenus publics traditionnels, mais ont plutôt constitué une source supplémentaire de revenus publics. En conséquence, de 1975 à 1980,

les revenus totaux du secteur public ont augmenté de 41 % en prix constants. Au total, selon le ministère des Finances, le taux de croissance annuel moyen de l'économie norvégienne de 4,6 % dans les années soixante-dix, serait descendu à 3,5 % hors hydrocarbures.

Cette courte analyse de l'économie norvégienne, depuis environ une décennie, apporte suffisamment d'éléments pour vérifier les hypothèses du modèle « mal hollandais ». L'absorption des revenus pétroliers a, en fait, engendré des changements macro-économiques importants : modification de la structure de l'emploi, extension du secteur public, alourdissement des coûts salariaux, baisse de la productivité industrielle, diminution de la rentabilité des entreprises exposées à la concurrence internationale, etc.

Avec l'augmentation des dépenses publiques, la structure de l'emploi a continué à évoluer au profit du secteur « protégé » de la concurrence étrangère qui représente désormais 80 % de l'emploi total. En 1981, la part du secteur « protégé » dans la valeur ajoutée totale est de 77 %, contre 72 et 69 % respectivement en 1975 et 1970 (O.C.D.E., 1983). La progression des coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre norvégienne qui, selon l'O.C.D.E., a été de 30 % entre le début des années 1970 et 1982, a eu pour conséquence la diminution de la rentabilité des industries exposées à la concurrence internationale. Dans ces dernières industries, les profits ont diminué de façon significative depuis 1975 et selon les estimations faites en 1977, ils étaient seulement d'un tiers de leur niveau de 1974 (O. Uoreng, 1980). Selon une étude du Bureau central des statistiques, en 1978, en tenant compte de l'inflation, la profitabilité de l'industrie norvégienne (3,3 % en 1975) a été négative, ce qui a entraîné la baisse des investissements dans plusieurs branches industrielles. Le déclin des profits est particulièrement sérieux dans la marine marchande ; selon de nombreux observateurs, il est douteux qu'elle puisse regagner sa position passée dans le cadre de la concurrence mondiale et d'une croissance modeste du commerce international.

L'aide accordée aux branches d'activité peu rentables est demeurée importante pendant la seconde moitié des années soixante-dix. L'un des secteurs les plus touchés, l'industrie de la construction navale, s'est taillé la part du lion dans les Programmes spécifiques d'aide industrielle. Ces programmes qui devaient initialement être temporaires se sont révélés difficiles à supprimer dans les années quatre-vingt (O.C.D.E., 1983). Au total, conséquence du développement de l'industrie pétrolière, le processus de « désindustrialisation » est allé très loin ; en témoigne le fait que la Norvège est l'un des rares pays de l'O.C.D.E. dont la production actuelle de biens manufacturés soit inférieure à son niveau maximal de 1973-1974. L'absence de compétitivité et les carences de l'économie non pétrolière ont été constamment compensées par les revenus des hydrocarbures.

Dans un laps de temps relativement court, les hydrocarbures ont pris une place considérable dans l'économie et la société norvégienne. De portée purement conjoncturelle au départ, avec la persistance de la récession économique internationale, la « stratégie anti-cyclique » s'est progressivement constituée en tendance structurelle dont les effets n'ont pu être enrayés par le changement politique de 1981.

L'expansion des activités pétrolières a permis de diversifier, dans une certaine mesure, la structure industrielle ; cependant, la « fonction financière » du pétrole l'a largement emporté sur les « effets industrialisants ». Le danger de voir l'économie norvégienne se polariser autour de la fonction financière du pétrole existe réellement. L'existence d'une richesse facile et fortuite fait courir à la Norvège dans les années quatre-vingt le risque de la désindustrialisation. Selon plusieurs économistes, l'industrie ne constitue déjà plus la force motrice de l'économie norvégienne et cette tendance risque de se renforcer dans les années et décennies à venir. Plusieurs prévisions confortent cette thèse : selon le ministère des Finances (*Rapport du Plan économique à long terme : 1982-85*), même dans un scénario optimiste (celui d'une croissance continue de l'économie mondiale) on assisterait d'ici l'an 2000 à une réduction de 12,5 % de l'emploi industriel ; dans le scénario pessimiste (celui d'une faible croissance de l'économie internationale) cette réduction serait beaucoup plus sévère, d'environ 35 %. Selon la même source encore, les revenus disponibles bruts provenant du secteur pétrolier seraient, en termes réels, plus que triplés de 1980 à l'an 2000. Ce qui signifie que la part du secteur pétrolier dans le P.N.B. passerait de 16 % actuellement à 25 % à la fin du siècle.

Ces conclusions sont confirmées par un modèle dynamique de l'impact des revenus pétroliers à l'horizon 1990 (modèle dénommé MSG 46). Les auteurs (cités par G. Gjerde, 1982) font l'hypothèse que la production pétrolière augmentera de 50 M.T.E.P. en 1980 à 75 M.T.E.P. en 1990 et que les prix pétroliers connaîtront une hausse moyenne réelle de 3 % par an sur la période (hypothèse qui apparaît aujourd'hui irréaliste). Deux alternatives sont envisagées : (i) les revenus pétroliers sont investis à l'extérieur (alternative I), (ii) ils sont utilisés à l'intérieur après le remboursement de la dette extérieure (alternative II). Le résultat le plus important de l'analyse est que la part de l'emploi industriel dans le total de l'emploi se réduira, passant de 21,6 % en 1980 à 15,8 % en 1990 dans l'alternative II, alors que dans l'alternative I, elle se maintiendra légèrement au-dessous de 21 % en 1990. L'alternative II signifie qu'en 1980 l'emploi dans le secteur industriel sera amputé de 90 000 postes. Si les revenus pétroliers sont utilisés en Norvège, en 1990, les services et la construction emploieront 190 000 employés de plus qu'en 1980. Si environ 40 % des besoins nouveaux de main-d'œuvre dans ces secteurs pourront être satisfaits par les individus arrivant sur le marché du travail dans les années quatre-vingt, le reste doit nécessairement être transféré des autres secteurs, notamment du secteur industriel.

Bien que certaines des hypothèses de ce modèle ne soient plus pertinentes aujourd'hui, la principale conclusion reste valable : « l'économie norvégienne ne devrait pas absorber les revenus pétroliers dans une mesure plus importante qu'il n'est nécessaire, sans que les transferts de ressources de production entre secteurs dépassent des limites contrôlables » (G. Gjerde, 1982). Cet avis est partagé par le rapport de la Commission désignée par le décret royal du cinq mars 1982 (à propos de l'étude de l'impact des recettes pétrolières sur l'économie et la société norvégiennes) ; entre autres choses importantes, ce rapport souligne que, si dans les années soixante-dix l'économie norvégienne s'est adaptée aux revenus pétroliers, l'utilité que la Norvège pourra tirer de l'utilisation de ses réserves d'hydrocarbures dépendra, dans une large mesure à l'avenir, de la possibilité de renverser cette tendance. Cela exige, en particulier, de séparer les dépenses des revenus pétroliers de leur collecte. Selon le rapport, il est également important d'isoler les autres secteurs de l'économie des effets des fluctuations des recettes pétrolières. La commission recommande dans cette perspective la constitution à l'étranger d'un fonds qui compenserait la baisse des recettes d'hydrocarbures, à la suite de la diminution des prix pétroliers. Il faut rappeler que dans la période couvrant le Plan économique à long terme du gouvernement (1982-85), en se basant sur une augmentation des prix pétroliers de 1,5 %/an, en termes réels, le gouvernement envisageait de recevoir 170 milliards de couronnes du secteur pétrolier. Cependant, par suite de la surproduction du pétrole sur le marché international, le prix du baril de brut norvégien est tombé à 31,5 dollars, ce qui a sérieusement remis en cause les hypothèses faites dans le programme à long terme, un an auparavant seulement. Le gouvernement actuel n'attend donc plus que 60 milliards de couronnes de revenus pétroliers pour cette période, soit un tiers de ce qui avait été prévu.

Les incertitudes liées aux activités pétrolières, ainsi que l'impact particulier que le secteur pétrolier a exercé sur l'économie norvégienne dans la décennie précédente, ont relancé la discussion à propos du rythme d'exploitation le plus approprié des ressources en hydrocarbures. Un exposé de cette discussion et des divergences qu'elle implique est présenté par V. Norman (1982).

Celui-ci postule que des trois principales sources d'incertitude, prix, coûts et réserves, les deux premières sont beaucoup plus importantes que la dernière. La raison est simple : si les réserves s'avèrent moins importantes que prévues, l'effet sur la production et les revenus ne se fera sentir qu'au siècle prochain ; en effet, même avec une production substantielle du pétrole et du gaz, les réserves connues au-dessous du 62° parallèle (5 000 M.T.E.P.) sont suffisantes jusqu'au milieu du siècle prochain, sans parler des potentialités des régions du Nord, insuffisamment explorées. Par contre, tout changement dans l'évolution des prix et des coûts aura un effet direct sur les recettes dans un avenir relativement court et donc un effet immédiat sur la valeur nette des richesses en hydrocarbures.

Il faut se rappeler que les activités pétrolières dans la mer du Nord connaissent des conditions particulièrement difficiles. Le coût d'exploration et de développement a été multiplié par quatre depuis que le premier gisement a été mis en exploitation il y a 18 ans ; cependant, cette évolution négative des coûts a été largement compensée par celle du prix du pétrole norvégien qui, sur la même période, a été multiplié par 9 ou 10 (D. Leonard, 1983). A l'incertitude des coûts de production dans la mer du Nord, s'ajoute l'incertitude provenant du manque d'information à propos des coûts de production des énergies alternatives et donc de leurs prix qui auront un impact décisif sur l'évolution des prix pétroliers. Ces incertitudes font qu'une grande dépendance de l'économie par rapport aux recettes pétrolières entraîne de graves risques d'instabilité économique et sociale.

Les options qui se présentent pour faire face à ces incertitudes sont au nombre de trois :

- accepter les risques ; il est possible de poursuivre la politique pétrolière actuelle, mais en étant prudent quant à l'utilisation des recettes pétrolières, c'est-à-dire en les orientant, en priorité, vers les investissements afin de moderniser et consolider la base industrielle ;

- éviter les risques, en poursuivant une politique pétrolière plus prudente que l'actuelle (rythme d'exploitation plus faible, système de concession plus exigeant, taxes accrues sur la production des compagnies pétrolières, etc.) ;

- disperser les risques, en plaçant à l'étranger les recettes pétrolières, dans des activités indépendantes des activités pétrolières, ou en relation inverse avec les marchés du pétrole et du gaz.

Dans la première alternative, la tentation est grande, en fait, pour le gouvernement confronté aux échéances électorales, d'affecter l'utilisation des revenus pétroliers, en priorité à la consommation publique ou privée. Cette éventualité implique une nouvelle allocation des ressources de production au détriment du secteur industriel. La rencontre de syndicats ouvriers puissants et de revenus pétroliers importants peut, à chaque instant, faire croître les salaires réels au-dessus des gains de productivité du travail. Si la croissance des salaires réels dépasse celle d'autres pays, l'impact sur les investissements dans la plupart des secteurs non pétroliers est négatif. Ce problème permanent pour l'industrie norvégienne peut entraîner un processus qu'il serait très difficile de renverser s'il s'avérait que finalement la valeur de la richesse minière est beaucoup moins importante que prévue. L'expérience des années soixante-dix montre les risques que court la Norvège en poursuivant une telle politique pétrolière.

Dans la troisième alternative, lorsque les revenus pétroliers sont placés à l'étranger, le rythme d'exploitation dépend des fluctuations des prix du pétrole et du gaz sur les marchés internationaux. Ces mouvements de prix peuvent être, en fait, considérés comme un taux de rendement sur les ressources non encore exploitées. Une comparaison avec le taux d'intérêt des placements à l'étranger et avec le taux de

profit des investissements à l'intérieur, déterminera à la fois le rythme d'exploitation le plus avantageux et l'affectation des revenus pétroliers. Cependant, la probabilité de devenir, par exemple, un exportateur net de capital, sur la base d'une telle comparaison, est hautement incertaine car des variables, parfois très complexes, entrent en jeu (H. Skanland, 1982).

Les risques courus dans chacune de ces deux alternatives ont amené des observateurs de plus en plus nombreux de l'économie norvégienne à formuler des doutes sur la compatibilité des revenus pétroliers et de l'industrialisation (T. Barke et V. Brailovsky, V. Norman, G. Gjerde, D.W. Jorgenson, etc.). Ces observateurs penchent pour la deuxième alternative, celle d'un taux d'exploitation modéré et d'une injection prudente des recettes pétrolières dans l'économie. Tel est également le souhait de la commission du décret du cinq mars 1982 ; elle prévoit que, même au rythme d'extraction maximum, le développement du secteur pétrolier dans les années 1980 sera plus lent que par le passé.

D'autres économistes (O. Bjerkholt, L. Lorentsen et S. Strom, 1982) mettent l'accent sur les vastes ressources de pétrole et de gaz, et considèrent que la perte de compétitivité industrielle de la Norvège ne doit pas être, en soi, un sujet d'inquiétude ; elle constitue : « un ajustement nécessaire dans la transition à une économie fondée sur la consommation des recettes pétrolières, en tant que source majeure de revenus ». La production des hydrocarbures durera encore longtemps, il est donc trop tôt pour prendre des mesures spécifiques relatives aux industries d'exportation qui devront prendre le relais des gisements secs. De l'avis de ces experts, l'économie norvégienne doit s'adonner à ce qui est le plus intéressant du point de vue de ses avantages comparatifs, c'est-à-dire à la production de pétrole, de gaz et d'électricité que le marché international valorise de plus en plus. Il serait plus sage, poursuivent-ils, de développer les capacités productives par des investissements dans l'éducation, les infrastructures et les industries « protégées ».

Ces deux thèses, complètement opposées, reflètent, au-delà des désaccords sur l'utilisation des ressources d'hydrocarbures, des divergences politiques entre les partisans de l'extension du pouvoir étatique assurant un bien-être social essentiellement financé par la rente pétrolière, et les partisans du capitalisme norvégien. La mobilisation de la rente pétrolière au cours de la décennie passée a rendu plus difficile, sinon impossible, l'adaptation de ce capitalisme au nouveau complexe économique international marqué par une récession prolongée. Les rapports entre l'Etat et la classe capitaliste se sont profondément transformés ; le premier n'est plus totalement dominé par la seconde. La marine marchande, cœur politiquement dur du capitalisme norvégien, a été virtuellement éliminée ; une proportion de plus en plus importante de la richesse nationale échappe au contrôle du capitalisme national qui se trouve dans une situation de plus en plus subordonnée par rapport à l'Etat dont les choix relatifs à l'investissement et à la consommation tendent désormais à induire le mode général d'accumulation du reste

de la société : « dans tous les cas, un nouveau système économique est en train d'émerger en Norvège dans lequel l'allocation administrative des ressources devient graduellement plus importante que l'allocation des ressources à travers des mécanismes du marché » (O. Noreng, 1980).

La politique pétrolière de la Norvège sera dans l'avenir définie par l'évolution de l'Etat et par le rapport qu'il entretiendra avec le capitalisme norvégien.

Mars 1984.

BIBLIOGRAPHIE

- BAILEY R., « North Sea Oil - The Norwegian alternative », *National Westminster Bank, Quarterly Review*, May 1981.
- BARKER T. and BRAILOVSKY W., *Oil or Industry ?*, New-York, Academic Press, 1981.
- BJERKHOLT O., LORENTSEN L. and STROM S., « Using The Oil and Gas revenues : The Norwegian Case », *Artikler*, Central Bureau of Statistics of Norway, Oslo, 1982.
- BRUNO M. and SACHS J., « Energy and resource allocation : a dynamic model of the "Dutch disease" », *Review of Economic Studies*, Vol 49 (5), No 159, Special Issue, 1982.
- Economic Research Reports 50 : « Nordic Economic Outlook », *Swedish Industrial Publications*, December 1983.
- ELIASON G., « Norway in a Scandinavian Perspective - What would have happened Without Oil ? », *The Bergen conference on oil and Economics*, Bergen Bank, Bergen, 1983.
- ERICHSEN E., « Economic planning and policies in Norway », *Challenge*, January-February 1978.
- FORSUND F., commentaire au chapitre VII de *Oil or Industry ?*, New-York, Academic Press, 1981.
- GETZ WOLD K., « The Economic Situation », *Economic Bulletin*, Norges Bank Oslo, 1983.
- GJERDE G., « Norwegian Petroleum Policy : factors of importance when deciding the extraction rate », *Cooperation and Conflict*, volume XVII, 1982.
- GRANDVAL H., *La part croissante de l'activité pétrolière dans l'économie norvégienne*, ambassade de France en Norvège, le conseiller commercial, Oslo, 1983.
- HANSEN J.C., « Les tendances industrielles actuelles en Norvège », n° 117, janvier-mars 1983, *Norois*, Poitiers.
- HONDE F., *The Norwegian Economy 1920-1980*, Croom Helm, London, 1983.
- JENSEN B., *Norvège*, Ministère Royal des Affaires Etrangères, Oslo, 1981.
- JORGENSEN D.W., « Is there a Norwegian Cure for the "Dutch Disease" ? », *The Bergen conference on oil and economics*, Bergen Bank, Bergen, 1983.
- KRAFT T., « Where did all The Oil Money Go ? », *The Noreman*, n° 2, 1982.
- LEONARD D., « A changed attitude », *Norway Survey*, *The Economist*, London, november, 1983.
- LINDEBERG P., « Oil engineering - a new Norwegian export sector ? », *Teknisk Ukeblad/ Teknikk*, Oslo, 1983.
- Ministère Royal des Affaires Etrangères, *Activités pétrolières norvégiennes, 30 points sur les activités pétrolières norvégiennes*, Oslo, avril 1983.
- Ministère Royal des Finances de Norvège, *L'activité pétrolière dans la société norvégienne 1973-1974*, rapport au Parlement, n° 25.

MOXNES E., *Design of Governmental policies for oil production rates and oil income spending : a long term perspective*, Center for petro-economic studies, The Chr. Michelsen Institute, Bergen, 1982.

NORENG O. :

1. *The oil industry and government strategy in the North sea*, The international Research Center for Energy and Economic development (I.C.E.E.D.), London, 1980.
2. « The international Petroleum Game and Norway's dilemma », *Cooperation and Conflict*, XVII, 1982.

NORMAN V., « Risk management in Norwegian petroleum Policy », *The Bergen Conference on oil and economics*, Bergen Bank, Bergen, 1982.

« Norway's fastest Growing Company : at sea and on land GECO assists the oil Companies of The World in their search for the black gold », *The Norseman*, n° 3, 1982.

Norwegian long terme Programme 1982-1985, Report n° 79 to the Storting (1980-1981), Planning Secretariat.

O.C.D.E. :

1. « Problèmes et stratégies économiques de quatre pays : Belgique, Espagne, Norvège, Suisse », *l'Observateur de l'O.C.D.E.*, mai 1982 ;
2. « Norvège », *Etudes Economiques* 1982-1983, février 1983.

Petroleum activities in Norway, Bergen Bank, Bergen, 1983.

Petroleumsvirksomhetens Framtid, The future extent of petroleum activities on the Norwegian Continental Shelf, The report from The Commission appointed by the Royal decree of 5 march 1982. Presented to the ministry of Petroleum and Energy. 20 april 1983, nou 1983 : 27.

SERRA PUCHEE J., commentaire au chapitre VII de *Oil or industry ?*, New-York,, Academic Press, 1981.

SKANLAND H., « How much oil : reflections on the optimum rate of oil and gas production in Norway », Norges Bank, *Economic Bulletin*, Oslo, 1982.

STEIGUM E., « Oil and Structural change - a Norwegian Perspective ? », *The Bergen Conference on oil and Economics*, Bergen Bank, Bergen, 1983.

OFFSHORE PETROLEUM ACTIVITIES AND THE DEVELOPMENT OF THE POLITICAL ECONOMY IN NORWAY

by

Ole BERREFJORD and Per HEUM

This article shall highlight a few policy implications of Norwegian offshore petroleum activities*. First, however, some general comments have to be made.

The political implications of offshore petroleum activities may in general be considered by looking into how the distribution of interests and of control between actors is affected by the appearance of this industry (Hernes, 1975 ; Coleman, 1973). Such changes may come about quite *directly*. For instance, international attention to this sector is today also directed towards Norway, it influences the country's position in international politics. And the same direct connection holds true to the extent that oil companies introduce new business practices into the Norwegian society. However, actors' interests and control may also be affected through *indirect mechanisms*. The question, then, is how the petroleum business affects factors of importance to the formulation and implementation of politics, *i.e.*, the structure and the situation within which these processes of policy-making take place.

* This article is partly worked out in connection with IOI project "Economic Structure and Political Governance", financed on a 50/50 basis by IOI the Council for Research for Societal Planning of the Norwegian Research Council for Science and the Humanities. We are grateful for the useful comments received from Tore Holm.

Structural changes tending toward a "negotiating" economy

Adam Smith gave the first coherent presentation of how we all would benefit from economic actors who pursue their self interests in the market. However, we do not know sufficiently well how we are affected when the actors pursue their interests not only in markets but in politics as well (see Hernes, ed., 1978; Berrefjord and Heum, 1984).

The petroleum industry is a prominent example of a politicized business. In Norway, this is due to the power position of the state, which among other things mean that the government can decide on central factors influencing the size of domestic petroleum activities. But the political character of the petroleum industry also stems from the oil companies which operate the business. They use their huge administrative resources within traditional market mechanisms. Thus, the "governing" of this industry includes standard market processes, administrative procedures within and between large organizations, negotiations, and public procedures.

However, these characteristics of the petroleum business are not specific to this industry. In the mid-seventies we analyzed together with Gudmund Hernes, the composition and interaction of large Norwegian companies (by Norwegian standards a company with 200 employees is reckoned as large; altogether 582 companies were included in this study). This study (NOU, 1982) showed:

- that a process of concentration had taken place in the Norwegian economy, and that this process was expected to go on;
- that almost all large companies were involved in quite permanent inter-company relations, in the form of ownership interests, board representations, long term business agreements, and the like;
- that a large majority (70 percent) frequently interacted with their trade associations;
- that companies frequently interacted with public administrative bodies. Almost three out of four companies reported to have been in touch with a central government ministry for their interests during the preceding year. 85 per cent reported such interactions with local administrations;
- that a smaller number, but still close to 50 per cent, reported to have met with members of parliament on behalf of the company during the preceding year.

Theoretically the concentration process (company growth) means that market transactions are replaced by procedures exercised within company hierarchies (Williamson, 1975). In that respect it is interesting to note that this study showed that the frequency of the foregoing interactions generally increased with the size of the company; in other words, the more internal administration of transactions, the more negotiations that the company had with other companies, with trade associations, and with public institutions.

Such a structural pattern is of importance to the "governing" of economic activities, and also to economic outcomes, including distributional effects at the micro as well as the macro-level. The economy may, thus, be expressed along three dimensions, besides the one describing market structures, which is most commonly used in the literature of industrial economics. These three dimensions are: (1) company structure, or, more precisely, market structure, (2) inter-company relations, and (3) company-government relations. Available empirical evidence indicates that the structure of the national economy is shifting towards a "negotiating economy" as, presumably, international competitive forces weigh upon a small open economy like the Norwegian one.

If this pattern also reflects the effects that a changing company structure will have upon the ways the economy operates, the petroleum sector certainly strengthens the tendency of the Norwegian economy to develop into a negotiating economy.

The petroleum business is operated by companies, Norwegian and foreign, which, until recently, were of an unheard-of size for Norwegian society. The prospects are that at least the three Norwegian ones will continue to grow. Moreover, contracts which bind suppliers to the oil companies, are quite often of a size and a character that tend to further concentrate Norwegian production capacity. This changing company structure, which is directly related to petroleum activities, may initiate processes that enforce other factors which tend to concentrate production in the economy as a whole.

The evidence is that at least the largest (non-oil) Norwegian companies have grown fast during the last years (Oxelheim, 1984). Consequently, the understanding of administrative mechanisms, of negotiations, and of political procedures may become even more crucial in order to grasp how the political economy is functioning. Surely, attention must be given to the development and corresponding impact of petroleum activities. (This is the aim of our project on "Economic Structure and Political Governance". The focus of this study is on the relations between the organizing of business activities in the petroleum sector and the political governance of this sector. At a later stage we will relate our conclusions on political governance within this sector to the working of the Norwegian economy in general.)

Business practices and organized labor

The dominant trend in the organization of Norwegian workers, has been one of a strong, united, nation wide trade-union (Landsorganisasjonen). The organizing of workers within the petroleum sector deviated from this pattern, since it is based upon unions within each company, independent of the national trade-union. Later, unions were established among workers serving the same functions offshore, but not employed

by the oil companies directly. These unions are not attached to the Landsorganisasjonen, either.

Even though there are several unions among the relatively small number of people directly involved in petroleum activities, these unions have for some time coordinated their work through a joint organization that they created (Offshorearbeidernes Fellessammenslutning). In this way, the unions within the petroleum sector have become a power that oil companies cannot neglect. Several conflicts involving strikes have taken place.

However, owing to the growing importance of the petroleum sector to the Norwegian economy, these unions, no matter how few people they organize, also significantly affect the society in general. The implications of the offshore unions' positions are that the power of the dominant, nation wide trade union is reduced. The power relations of the political economy are altered.

It is hard to say, however, how this altering of power positions will affect economic outcomes. But one thesis predicts that income inequalities will increase. As long as there was one main trade-union which represented most workers within mining, manufacturing, trading and shipping, construction, and a substantial part of the public sector, different and partly opposite interests were considered and decided on within the workers' union. The larger profits within the petroleum sector, and the lack of coordination between onshore and offshore unions, might cause the income structure to change so as to undermine labor solidarity.

Financial situation of the state and income distribution

Subsidies to industry may be considered to be the result of a negotiating economy. Investors do not want to lose their capital, employees want to keep their jobs, and politicians do not want the unemployment rate to increase in their constituencies. Thus, subsidies, are for obvious reasons, easily adopted as a "temporary" solution when producers run into problems. Of course the financial situation of the state must allow for such spending.

Such subsidies are not a new phenomenon. However, they have increased considerably during the seventies, to reach a level of 4.3 per cent of gross domestic product in 1982. Agriculture, manufacturing and mining are the sectors that receive most state subsidies; agriculture more than half, manufacturing and mining about one third. The level of agricultural subsidies mainly results from a parliamentary decision, according to which the average income of farmers should equal the average wages of manufacturing workers. Manufacturing and mining subsidies have increased mainly in an attempt to fight the effects of the recent economic recession.

Even though the petroleum activities cannot be connected to decisions to subsidize industry, government revenues from the petroleum sector have definitely made it easier to carry through these programs. This would not likely have been possible to the same extent without petroleum revenues.

One further implication is that politically strong groups may benefit from strategies aiming to make use of these state's excess financial resources. This fortunate financial situation, created by petroleum activities, may thus widen income inequalities. At least this is the case of the support to farmers, which is mainly directed to the most profitable farms; the tax cuts which mainly benefit high income groups; and rearrangements in the pay conditions of professional groups such as doctors.

Current challenges to the Norwegian society

The overall impression of comparing Norwegian economic development to that of other countries in that offshore petroleum activities seems to have been beneficial. Nevertheless, any new situation, no matter how beneficial it may be, will create crucial challenges for the future development of the society. For PetrolNorway and offshore petroleum activities we shall pinpoint two of them.

Firstly of all, government revenues from petroleum activities and the oilgenerated surplus on the country external accounts allow Norway a freedom of action, or rather a variety of options, for achieving political goals. The crucial question is *who is in control of this freedom of action*, which largely depends on who is in control of how petroleum activities develop (Berrefjord and Heum, 1983). Formally, Norwegian authorities have key powers in this respect. But reality may be different. The oil companies possess large resources which are used to influence government decisions. The resources of Norwegian oil companies are steadily increasing. State owned Statoil, for instance, will, according to current rules, be in charge a production equivalent to at least 10 per cent of Norway's gross domestic product by the end of this century. It is not easy to exercise political control over such a giant, or over the business of powerful oil companies in general. This is an organizational challenge to politicians; they have to formulate and implement organizational and administrative solutions in order to come out on top in this power relation (Berrefjord, 1983).

Secondly, we face the challenge of *transforming the affluent monetary resources from petroleum activities into new productive activities* at home and abroad. The growth of Norwegian manufacturing has, since the late fifties, been slower than that of other Nordic countries as well as the OECD average (DOR/ETLA/IFF/IUI/IOI, 1984). Among other things, this industry is faced with slowly growing export markets (Heum, Berrefjord, and Selvik, 1984). Thus, the Norwegian economy has inherent problems,

that have been covered up by the expanding petroleum activities. However, this oil wealth is quite vulnerable especially to changes in the price of oil, and to different risks (see Bergen Conference on Oil and Economics, 1982). This situation has become even more evident as Norwegian petroleum production is now levelling off, compared to the rapid growth of the 70's.

If the freedom of action related to government income and external accounts is to be maintained, and if unemployment is to be reduced in the long run, Norway has to transform the petroleum wealth into a broader and internationally competitive industrial base. This may be done through different measures, such as to devote more effort to education, research and development activities in general, and especially to relate these efforts to industrial activities that are reckoned to be prospective (Noreng, 1984; Selvik, 1984). One of these prospective areas is definitely the offshore related industries, this shows the challenge is not only to politicians but also to business managers. The goal to be pursued in this respect should be to use offshore deliveries to build a business competence which may be exploited not only in the market generated by offshore petroleum activities but in other markets as well.

If Norway fails to meet this challenge, the most likely way to handle the problems which will arise, will be to "uncritically" expand petroleum activities, thus making Norwegian wealth even more vulnerable than it now is, probably implying that the underlying structural problems will remain. This expansion, no matter how inadequate it might be for Norway as a nation, will be in accordance with the current interests of dominant actors within the petroleum sector and other parts of the Norwegian economy. For this reason, the challenge to politicians to fully understand the structure and processes of the petroleum sector in particular and of the negotiating economy in general is so crucial to the future development of Norwegian society.

Bergen,
The Institute of Industrial Economics*,
April - 1984.

* The Institute of Industrial Economics (IOI) is an independent non-profit research institution, founded in 1975 by the Norwegian government with the purpose of carrying out research into economic and social conditions of importance for industrial development in Norway. Operational activities started in 1976. The greater part of research is focused on long-term problems related to manufacturing. Projects are conducted in the following three major areas: (1) analysis of structural change and perspectives (including branch studies), (2) industrial impact of offshore petroleum activities, and (3) objectives and instruments of industrial policies.

REFERENCES

- Bergen Conference on Oil and Economics, 1982, *Petroleum Risks - Economic risk aspects of Norwegian oil activity*, Conference papers.
- BERREFJORD, Ole, 1983, "Industrial Policy Framework in the 80's", in the Bergen Conference on Oil and Economics, *Oil and Industry - are they compatible?*, pp. 45-52.
- BERREFJORD, Ole, og HEUM, Per, 1983, *Oljepolitikk - oljepolitikken og leveransesporsmalet*, Tiden Norsk Forlag.
- BERREFJORD, Ole, og HEUM, Per, 1984, "Nordik Engineering Industries and the Norwegian Offshore Market", in DOR/ETLA/IFF/IUI/IOI, *Economic Growth in a Nordic Perspective*, pp. 204-219.
- COLEMAN, James, 1973, *The Mathematics of Collective Action*, Heinemann Educational Books.
- DOR/ETLA/IFF/IUI/IOI, 1984, *Economic Growth in a Nordic Perspective*.
- HERNES, Gudmund, 1975, *Makt og avmakt*, Universitetsforlaget.
- HERNES, Gudmund (ed.), 1978, *Forhandlingsokonomi og blandingsadministrasjon*, Universitetsforlaget.
- HEUM, Per, BERREFJORD, Ole, og SELVIK Arne, 1984, "Hvorfor omstilling?", in A. Selvik (ed.) *Omstilling - en artikkelsamling fra IOI*, pp. 22-41.
- NORENG, Oystein, 1984, *Olje-Norge - det bevisstlose eksperiment*, Aschehoug.
- NOU, 1982:3, *Maktutredningen. Sluttrapport*, kap. 5 "Okonomiske maktgrupperinger", pp. 131-186.
- OXELHEIM, Lars, 1984, "The Largest Nordic Manufacturing Companies", in DOR/ETLA/IFF/IUI/IOI, *Economic Growth in a Nordic Perspective*, pp. 184-201.
- SELVIK, Arne, 1984, "Trenger vi en nasjonal industristrategi?", in A. Selvik (ed.) *Omstilling - en artikkelsomling fra IOI*, pp. 197-207.
- WILLIAMSON, Oliver, 1975, *Markets and Hierarchies*, Free Press.

ABSTRACTS - RESUMES

Petroleum as a social relationship

Paul VIEILLE

The revenue that countries receive for exploiting their petroleum resources tends to radically reshape their societies. The effects upon Algeria and Norway, two countries selected for comparison, are both similar and dissimilar. In both lands, the society tends to be reshaped around the State which, as middleman between the world market and the nation, redistributes oil revenues within the country and consequently affects productive activities, social classes, the culture and all aspects of social reality. Nonetheless, Algeria, a nonindustrialized developing country that recently acquired independence, is much more fragile than Norway, a developed country where solid institutions help absorb the shock of petroleum revenues.

Economic rent and dependency in Algeria

Nirou EFTEKHARI

Conceived in opposition to classical models of industrialization, the Algerian model of development has proposed constructing a "self-centered" economy that would break the constraints of the worldwide capitalist economy. Its economic predictions have been mistaken because it did not take into account the social and political impact of petroleum rent. Though initially considered to be but a means of financing industrialization, this rent has been the major means through which the State has tried to reshape the economy and society. The crisis of the

Algerian productive system has its origins in the polarization of social relationships that has been caused by the oil rent — in the State's domination over society. This crisis entails a new levy upon nonrenewable resources.

The economic rent from petroleum in Algerian culture and society

Fatima BENTALEB

A wage policy, based upon the petroleum rent, has resulted in artificially separating the distribution of income from the production of goods and services. Profits from the oil industry have been unequally shared out as functions of the position in the social structure and of a company's nearness to the source of oil revenues rather than as a function of economic output. In addition to salaries, white-collars have accumulated considerable material privileges and can thus adopt a pattern of consumption in contradiction with the officially proclaimed socialism and anti-imperialism. Supervising a technology that they do not control and refusing belt-tightening measures, white-collars see their careers in terms of integration into Western culture (and the use of French, or English). At the same time, arabization is imposed upon the underprivileged as the mark of their low status and lack of qualifications; given the type of industrialization, they cannot find jobs since these require solid knowledge of foreign languages.

Boumediene: discourse by the state

Monique GADANT

Boumediene seems to have in mind an authoritarian state for which the army has taken responsibility and in which the masses are tightly controlled. This state tries to force upon society a plan for modernization that, even though it denies the class struggle, is claimed to be socialist inasmuch as petroleum provides the government with the means of carrying it out without having to extort surplus value from the labor force. To play its role as a demiurge, the state has defined workers to be "managers" and has tried to attract the support of intellectuals with an ideology of anti-imperialism. This ideology lays the basis for the constitution of a bureaucracy whose duties, in spite of its major material privileges, are restricted to supervising a technology that it does not control. Since 1976, this system's faults, which Boumediene has decried, have become visible: the lack of civic spirit and the refusal of work. Partly redistributed as wages and social benefits, the economic rent from oil revenues has created major social inequalities and led people

to consume rather than to produce. In spite of the officially proclaimed ideology, are the white-collars, who have profited from this system, not living in dependency?

Algeria, prey to daily conditions

Djamel KACI et Leïla KENDILLEN

This particularly revealing picture of Algerian reality in the third year of the 1980-85 Five-Year Plan reflects daily life. Conceived by totalitarian authorities, a barbarian civilization is being born. Its morbid vitality is visible on worry-worn faces, in the condition of "sequestered" women, in young people's hate and desperation, in the cities that have been invaded by filth, in the overcrowded streets with poverty-stricken stalls and insalubrious *cafés*, on farm lands that have been sowed with concrete, etc.

Petroleum rent and class structure in the Golf countries

Elisabeth LONGUENESSE

Given the privileged status of citizens, oil revenues and massive immigration have brought about a unique class structure wherein actors' positions are defined by their integration outside the region — by international capitalistic relationships. Locally, the social structure seems to be based upon distribution rather than production. The amount of economic rent and its redistribution lead to the social stratification of the national population as a function of nearness to the centers of power. Class relationships (hence the class struggle too) are pushed out onto the periphery of society through the use of foreign capital and of immigrant labor.

Petroleum rent and social transformations in Norway

Burhan GHALIOUN

In Norway unlike in other OPEC lands, the economy has not become totally based upon the economic rent from oil revenues, and social inequality has not increased. The reasons for this have to do both with the social and political conditions and with the development of the capitalistic structure of the economy. In broader terms and perhaps in the long run, the growth in oil rent will deeply modify Norwegian capitalism, the State and the dominant classes. Although, owing to government control over oil production, this economic rent can be

distributed or used in better ways, the society's control over processes of development and over its own future has apparently not been strengthened.

Norway and the « Dutch sickness »

Nirou EFTEKHARI

In the 1970s, the social-democratic government of Norway adopted an "anticyclical" strategy based upon future revenues from petroleum. The aim was to protect the nation's economy from the worldwide recession. As the recession has dragged out, this strategy has been transformed into a deep and durable economic process with, as consequences, the stagnation of industrial production, the reduced competitiveness of Norwegian goods in the world marketplace, the transfer of productive resources from exposed to sheltered branches of the economy, etc. Governmental interventionism has increased to the detriment of Norwegian capitalism, which is no longer the driving force in the economy. Oil revenues have deeply altered the social relationships of production.

Ole BERREFJORD et Per HEUM

Les activités pétrolières offshore et le développement de l'économie politique en Norvège

Les activités pétrolières engendrent la transformation de l'économie de marché en économie négociée en raison de la taille des entreprises pétrolières et de celles avec lesquelles les premières contractent. Elles modifient aussi le paysage syndical : les travailleurs du pétrole se sont organisés séparément de la confédération qui jusqu'ici rassemblait la grande majorité des travailleurs, diminuant son pouvoir de négociation. Elles transforment enfin les relations entre l'Etat et la société du fait de l'effectif financier dont il dispose. Par ailleurs elles posent deux grands défis : celui de leur contrôle réel et celui de leur utilisation en vue de la création d'une nouvelle base industrielle.

BULLETIN D'ABONNEMENT/SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville, pays/city, postal code, country :

Souscription d'un abonnement de un an à : **Peuples Méditerranéens**

Subscription for one year to :

Mediterranean Peoples

☐ de soutien/supporter rate

☐ ordinaire/normal rate

à partir du numéro/beginning with number

Mode de règlement/Payment :

- ☐ • Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**, adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07 — 75327 PARIS Cedex 07.
- Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**, addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07 — 75327 PARIS Cedex 07.
- ☐ • Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris, 30004/01924/00254660/92.
- Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- ☐ • Facture/Invoice.
- Avenue de Breteuil, 75015 PARIS

Conditions d'abonnement/Subscription rate : (Francs Français/French Francs)

France et étranger/France and other countries : Individus/Individuals : 175 FF.

Institutions/Institutions : 220 FF.

Abonnement de soutien/Supporter rate : 300 FF.

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les « abonnements permanents » à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de 12 mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of nonexpired subscriptions. If in stock, back issues are available at current prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

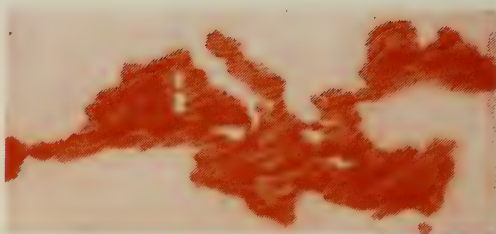
Les articles paraissant dans
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
sont analysés et indexés dans :

Articles appearing in
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
are annotated and indexed in :

- *Bulletin Signalétique du C.N.R.S.*, 521 (Sociologie-Ethnologie), Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.
- *Sociological Abstracts*, San Diego, International Sociological Association.
- *Renseignements bibliographiques d'actualité / Current bibliographical Information*, Bibliothèque Dag Hammarskjöld / Dag Hammarskjöld Library, Nations Unies / United Nations.
- *Resúmenes de Artículos Científicos y Técnicos*, Madrid, Instituto de Información y Documentación en Ciencia y Tecnología.
- *Documentation politique internationale. International Political science abstracts*, Association internationale de science politique. International political science association, Paris.
- *Geo Abstracts and Ecological Abstracts*, Norwich, University of East Anglia.
- *Historical Abstracts and America: History and Life*, Santa Barbara, American Bibliographical Center, Clio Press.
- *Bulletin bibliographique et microfiches du réseau documentaire du GRECO « migrations internationales »* (CNRS).

Directeur de publication : Paul Vieille
Numéro d'inscription à la commission paritaire : 60085
Dépôt légal : juillet 1984

Achévé d'imprimer en juin 1984 dans les ateliers de
l'Imprimerie Quotidienne à Fontenay-sous-Bois.



REVUE TRIMESTRIELLE

Energie mondiale, matière première essentielle à l'industrie, le pétrole est, en même temps, source de réorganisations sociales fondamentales. Cette puissance de restructuration, il la doit à un fait nouveau dans le monde moderne : la rente massive qu'il engendre au profit des pays producteurs. Les flux financiers et de marchandises dont il est l'origine désignent des rapports entre nations et à l'intérieur des nations ; leurs orientations et transformations donnent à lire des rapports à l'échelle du monde et leurs emboîtements. Dans cet ensemble de rapports, une articulation centrale apparaît : l'Etat qui s'est institué propriétaire du pétrole pour garantir la nation contre la pénétration des intérêts étrangers ; il est désormais investi d'une fonction de redistribution, non plus seulement de richesses nationales, mais de richesses produites dans le monde ; il devient ainsi le point de jonction entre reproduction à l'échelle mondiale et reproduction des formations sociales productrices de pétrole. A l'intérieur de la formation sont disjointes reproduction sociale et reproduction de l'appareil productif. De multiples effets s'engouffrent à partir de ce point.

09.09822

2462

L'ÉTAT ET LA MÉDITERRANÉE



Peuples Méditerranéens 27-28
MEDITERRANEAN PEOPLES

COMITÉ DE PATRONAGE - COMMITTEE OF PATRONAGE

Adonis, Sadeq Jalal Al'Azem, Samir Amin, Jacques Berque, Carmel Camilleri, Alberto Caracciolo, René Dumont, Fernand Ettori, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Abdelkebir Khatibi, Raymond Ledrut, Mouloud Mammeri, Pierre Marthelot, Maurice Parodi, Maxime Rodinson, Paolo Spriano, Rudi Supek, Pierre Vilar, Saadallah Wannous.

COLLECTIF DE RÉDACTION - EDITORIAL COLLECTIVE

Souheil Al Kache, Percy Allum, Jacqueline Arnaud, Edmund Burke III, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, S. El Alami, Didar Fawzy, Jean-Paul Gachet, T. Gallali, Altan Gökalp, Nicole Grandin, Ilan Halevi, Jean Hannyoyer, Rashid Khalidi, Boutros Labaki, Roger Nabaa, Michel Oriol, Paul Pascon, Jim Paul, Laura Pisano, Jean-Pierre Poly, Elias Sanbar, Abdelmalek Sayad, Marlène Shamay, Frej Stambouli, Michel Seurat, Joe Stork, Habib Tengour, Khalil Zamiti et les membres du secrétariat du collectif de rédaction — and the members of the editorial collective secretariat: Marie-Christine Aulas, Nicole Beaurain, Zouhaïer Dhaouadi, Eliane Dupuy, Monique Gadant, Burhan Ghalioun, Gilbert Grandguillaume, Christiane Veauvy, Paul Vieille.

Revue trimestrielle, *Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples* est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Ecrits en Français ou en Anglais, ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la revue.

The quarterly Journal *Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples* is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 typed pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

Abonnement d'un an, France et étranger/

Subscription for one year, France and other countries

Individus/Individuals: 175 FF; Institutions/Institutions: 220 FF

Abonnement de soutien/Supporter rate: 300 FF

Le numéro/One copy: 55 FF

N^{os} 1-2-3-4-10-18-20-21: 65 FF - N^{os} 22-23: 105 FF - N^o 26: 75 FF

Diffusion en librairies/Distribution in bookstores:

Chiron S.A., 40, rue de Seine, 75006 Paris - Tél. 326-47-56

Rédaction, administration, abonnements

Editor, Management, Subscriptions:

B.P. 1907/75 327 Paris Cédex 07 - Tél. 567-01-41

Directeur de publication - Director of the publication: Paul Vieille

L'ÉTAT ET LA MÉDITERRANÉE

PEUPLES MEDITERRANEENS/MEDITERRANEAN PEOPLES N° 27-28
Revue trimestrielle - avril-septembre 1984

Paul Vieille : L'Etat périphérique et son héritage	5
Laënnec Hurbon : Etat et religion face à l'esclavage au XVII ^e siècle	39
Ali Oumlil : L'Etat-nation dans la pensée réformiste arabe contemporaine (XIX ^e -XX ^e siècles)	57
Ali Kazancigil : Théories de l'Etat et analyse de l'Etat moderne turc	63
Constantino Tsoukalas : Formation de l'Etat moderne en Grèce ..	83
Maria Couroucli : Le clientélisme, le paysan et l'Etat en Grèce	103
Alisa del Re : « Lo stato d'emergenza » en Italie : le provisoire qui se fait loi	115
Guido Bianchini : Les tâches informelles du déficit budgétaire : le cas italien	129
Luca Bergo : Brèves réflexions sur l'Etat et la mafia	135
Lucetta Scaraffia : La communauté villageoise sarde et l'Etat piémontais (XVIII ^e -XIX ^e siècles)	141
Henri Bresc : Etat et habitat : l'exemple de la Sicile médiévale au miroir de l'archéologie	157
Ferruccio Gambino : L'Italie, pays d'immigration : décalages entre rapports sociaux et formes juridiques	173

Abdelmalek Sayad : Etat, nation et immigration : l'ordre national à l'épreuve de l'immigration	187
Gauthier de Villers : L'Etat et les classes sociales en Algérie à l'époque du président Boumediène	207
Peter von Sivers : State transformation and population growth in Turkey and the Maghreb (1800-1900)	233
Bernard Rosenberger : Calamités, sécurité, pouvoir. Le cas du Maroc (XVI ^e -XVIII ^e siècles)	247
Christiane Veauvy : L'inscription de l'Etat moderne en Provence intérieure au milieu du XIX ^e siècle	273
Abstracts - Résumés	301

L'ETAT ET LA MEDITERRANEE

**Actes de la table ronde tenue à Marseille
les 20, 21 et 22 octobre 1983**

La crise longue, profonde que le monde traverse, ne pouvait manquer d'atteindre le politique et, d'abord, sa forme principale, l'Etat qui, justement, au cours de la période précédente, s'est mondialisé, dont la sphère d'intervention n'a cessé de s'étendre. Partout aujourd'hui, se pose la question de l'Etat, à la périphérie comme au centre, en Méditerranée comme ailleurs, dans la théorie et dans la pratique des luttes populaires et du mouvement social, parfois de façon violente (mouvement de 1977 en Italie, révolution iranienne, émeutes de Tunisie et du Maroc, etc.).

L'interrogation sur la nature de l'Etat en Méditerranée est d'abord une interrogation sur l'Etat de la périphérie ; question débattue loin d'être résolue. Les paradigmes élaborés pour la compréhension de l'Etat moderne du centre peuvent-ils être utilisés pour l'Etat moderne de la périphérie, alors qu'il est apparu à une époque totalement différente, qu'il s'est d'abord posé contre les Etats du centre qui dominaient jusque-là la périphérie, alors que manquait à son origine et manque toujours la structure spécifique de classes qui paraît expliquer sa formation et son développement au centre ?

Définir le paradigme de l'Etat de la périphérie n'épuise pas sa réalité ; chaque Etat est spécifique, s'inscrit dans une histoire singulière. Comprendre l'Etat moderne, c'est encore articuler le paradigme dans le mouvement de continuité/discontinuité qui le porte de façon chaque fois originale.

Un paradoxe remarquable signale d'emblée les rapports de l'Etat et de la Méditerranée. Les rives de la mer intérieure sont un espace où l'Etat s'est très anciennement et très généralement affirmé, où il a revêtu des formes multiples : la Cité-Etat, l'Etat hydraulique, l'Etat des tribus nomades, l'Etat romain, le byzantin, l'ottoman, l'Etat contemporain né

dans le sillage de l'extension et de la domination capitalistes, d'autres encore sans doute. En dépit de cette permanence et de cette généralité, une certaine uniformité marque à la fois le discours et la pratique populaires à l'égard de l'Etat : le discours ne lui prête pas d'existence en tant qu'opérateur de l'intérêt public, la pratique tend à le dissoudre, en outre, la communauté méditerranéenne s'affirme comme institution anti-étatique (voir à ce sujet une précédente table ronde tenue à Marseille en mai 1980 dont les actes ont été publiés dans Peuples Méditerranéens 18, janvier-mars 1982).

La communications présentées à la table ronde L'Etat et la Méditerranée, tenue à Marseille les 20, 21 et 22 octobre 1983, parfois modifiées par les auteurs en fonction des débats, sont reprises dans cette livraison. Leur ont été adjoints trois travaux qui élargissent l'éventail des cas étudiés.

Organisée par la revue Peuples Méditerranéens et par le groupe Culture et Politique en Méditerranée (ERMI - CNRS), la table ronde L'Etat et la Méditerranée a bénéficié du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle a réuni Mesdames et Messieurs : Luca Bergo (Milan), Guido Bianchini (Padoue), Henri Bresc (Nice), Maurice Catani (Paris), Maria Couroucli (Athènes), Alisa del Re (Padoue), Wanda Dressler-Holohan (Paris), Eliane Dupuy (Paris), Bruno Etienne (Aix-en-Provence), Luciano Fernandez Gomez (Caceres, Espagne), Ferruccio Gambino (Padoue), Monique Gadant (Paris), Burhan Ghalioun (Damas), Altan Gökalp (Paris), Marina Hily (Nice), Laënnec Hurbon (Porto-Rico, Paris), Catherine Lefebvre (Paris), Henri Lefebvre (Paris), Ali Oumlil (Rabat), Paul Pascon (Rabat), Bernard Rosenberger (Paris), Abdelmalek Sayad (Paris), Jocelyne Streiff-Fenart (Nice), Emile Temine (Marseille), Constantino Tsoukalas (Athènes), Christiane Veauvy (Paris), Paul Vieille (Paris), Peter Von Sivers (Salt Lake City), Khalil Zamiti (Tunis). Christiane Veauvy a pris en charge la préparation de la table ronde ainsi que la publication des actes.

Que soient remerciés tous ceux qui ont aidé à la tenue de cette table ronde et particulièrement M. Michel Pezet, Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Philippe Langevin, chargé de mission au Conseil régional, délégué régional au Plan, M. Ramière de Fortanier, à l'époque Directeur des Archives de la ville de Marseille, et tous les participants à la table ronde.

L'ETAT PERIPHERIQUE ET SON HERITAGE

Paul VIEILLE

L'époque est celle de la mondialisation de l'Etat et de l'universalisation de l'étatisme¹. La Méditerranée n'infirme pas la règle. Après même des mouvements profondément populaires comme la guerre de libération algérienne qui a paru un moment déboucher sur des institutions autogestionnaires, ou la révolution iranienne qui fut véritablement libertaire, l'Etat s'est démesurément développé. Partout dans l'aire méditerranéenne, surtout dans les pays pétroliers, mais aussi en Egypte et en Turquie par exemple, à l'exception de quelques pays comme le Liban, l'Etat est devenu le principal « agent » économique : il planifie, prélève une part considérable du produit national, est le principal pourvoyeur de moyens d'investissement et de revenus individuels ; il se situe au centre de l'activité économique : même dans les pays « capitalistes », il n'a jamais été aussi éloigné de l'Etat libéral. Partout il occupe une part croissante dans la vie individuelle et collective, intervient dans l'organisation de la santé, de la prévoyance sociale, de l'éducation et de la culture (« l'identité »), dans la morale, la religion, les opinions (contrôle de la presse, du livre, de la radio-télévision), dans les rapports sociaux (contrôle des syndicats...), dans la vie politique (partis uniques), dans la famille, etc., opère le quadrillage des villes, des campagnes, des établissements publics et privés. Cette extension de l'étatisme, cette absorption tendancielle de la société civile par l'Etat, est le fait social le plus manifeste au plan des rapports globaux et à celui de la vie quotidienne. Bien davantage, la généralisation de l'Etat semble avoir pour conséquence (n'est-ce qu'une apparence ?) que les classes se définissent davantage par leur rapport à l'Etat (organisateur de la production, gestionnaire de la redistribution, ordonnateur de la vie civile et individuelle) que lui-même ne l'est par des rapports

économiques-sociaux, qui seraient en quelque sorte antérieurs à sa constitution ; ce qui représente une inversion des schémas reçus, celui de l'Etat comme instrument de la classe dominante ou celui de l'Etat comme reflétant des rapports sociaux se développant selon leur propre logique, sur lesquels il n'exerce qu'une influence seconde. D'ailleurs, l'expression « bourgeoisie d'Etat », bien qu'ordinairement utilisée dans un cadre théorique traditionnel, outre qu'elle apparaît, de toutes façons, impropre lorsque, comme c'est très fréquemment le cas à la périphérie, le capital investi n'est pas reproduit, désigne bien la difficulté rencontrée : l'Etat est-il l'instrument d'une bourgeoisie qui s'est immiscée dans l'appareil public ou donne-t-il naissance en son sein à une bourgeoisie ?

Qu'est-ce donc que l'Etat moderne de la périphérie mondiale ? Que signifie, que cache et manifeste la généralisation de l'étatique ? Comment se développe l'Etat, quelle est la loi de son développement et de son inscription dans une formation sociale ancienne ? Quel rapport entretient-il avec le procès de destructuration-restructuration qui bouleverse les formations, avec les rapports de domination-dépendance qui constituent le cadre de ce procès, avec la désorganisation-réorganisation de l'économie, des classes sociales, de la culture, de la vie quotidienne ?

Champs du problème de l'Etat

L'investigation du problème de l'Etat ouvre sur un domaine qui s'est progressivement élargi au cours des années récentes à mesure que s'approfondissait la connaissance de la réalité concrète, qu'avancait le questionnement sur ce qu'il est. La définition restrictive, longtemps retenue, de l'Etat comme instrument de la classe économiquement dominante qui, grâce à lui, devient la classe politiquement dominante, réduisait l'Etat à une pure superstructure ; elle tendait à occulter d'autres fonctions de l'Etat soulignées par Marx ou Engels : la fonction de coordination d'une société de plus en plus marquée par la division du travail ; la fonction croissante d'organisation de la production, de la circulation et de la communication : l'étatique tend à remplacer la bourgeoisie (*Anti-Dühring*) ; la fonction de régulation, i.e. de reproduction de la domination que la bourgeoisie en elle-même est incapable de garantir, qui engendre une autonomie relative de l'Etat². Les relations entre les fonctions de l'Etat et particulièrement la fonction instrumentale-répressive et les autres fonctions n'apparaissaient en conséquence pas comme problème. La réduction de l'Etat à sa fonction instrumentale conduisait par ailleurs à le considérer comme une entité à la fois abstraite (désintéret pour son fonctionnement, son organisation, sa dynamique propre) et monolithique dans ses rapports avec la société. Or l'Etat n'est pas, n'est jamais un système homogène, cohérent, poursuivant en toutes ses parties une fin unique ; il tend à se morceler par suite du souci même du pouvoir politique de le dominer en le divisant, des intérêts de ses fragments cherchant chacun à accroître son importance relative, des relations qui, nécessairement, s'instituent

entre fragments de l'appareil et secteurs de la société qu'ils ont à gérer, de leur époque de création : il apparaît composé de strates historiques, porteuses d'idéologies différentes, diffusant des normes différentes au travers de pratiques habituelles elles-mêmes différentes³.

L'observation de l'intervention croissante de l'Etat dans la société civile, des relations de plus en plus étroites qu'il entretient, de façon officielle ou non officielle, avec des organisations qui ne dépendent pas juridiquement de lui, a conduit à en proposer une délimitation considérablement élargie. Il comprendrait non seulement l'appareil bureaucratique d'exercice de la violence mais aussi les « appareils idéologiques d'Etat » : école, institution religieuse, partis politiques, syndicats, groupes de pressions, associations remplissant une fonction publique, famille, etc. Sans doute l'Etat, du fait même de son extension, imprègne-t-il tout le tissu social, nécessairement toutes les organisations en deviennent des partenaires déclarés ou latents ; la compénétration entre l'Etat et la société civile n'a jamais été aussi grande. Mais, pas plus que l'appareil bureaucratique d'Etat ne constitue en lui-même un système monolithique, les appareils hégémoniques ne forment avec lui un bloc homogène. Cela est vrai de la périphérie comme du centre. Ils diffèrent dans leurs relations juridiques avec l'Etat et disposent donc par rapport à lui d'une plus ou moins grande latitude : ils lui sont subordonnés (école publique), sont autonomes (institution religieuse), sont formellement indépendants quoique étroitement contrôlés (syndicats), etc. Leur histoire est asynchrone avec celle de l'Etat si bien que les représentations et normes diffusées ne sont pas homogènes avec celles que le pouvoir souhaite imposer. Ils sont animés par des corps (enseignants, religieux, bureaucratie syndicale, etc.) distincts de la bureaucratie d'Etat, qui ont leurs intérêts propres en tant que corps. Leurs objectifs se distinguent nécessairement des objectifs de l'appareil étatique : un syndicat même contrôlé par l'Etat doit, dans une certaine mesure au moins, défendre les droits des travailleurs, l'institution religieuse ne peut se détourner complètement de la Loi ; en certaines circonstances, elle ne peut éviter de rappeler au pouvoir ses limites même si elle est complice de l'Etat, elle en est concurrente et tend à faire obstacle à son emprise sur la morale, sur l'institution familiale, etc.

La notion d'appareil idéologique d'Etat prolonge la représentation de l'Etat comme instrument homogène et unifonctionnel (de répression) dominant l'ensemble de la société ; elle cadre mal avec les rapports réels entre l'Etat et la société civile et apparaît davantage comme un produit idéologique de l'Etat qu'elle ne rend compte d'une connaissance sur l'Etat.

En fait, on est en présence de deux cas principaux. Dans le premier, celui davantage des démocraties centrales, il y a compénétration réciproque de l'Etat et des institutions de la société civile. L'Etat devient le lieu central du politique où s'opèrent les coordinations, les arbitrages, où se décide la répression ; il est tout autant pénétré par la société civile qu'il la pénètre : en même temps qu'il exerce une influence sur elle, tend à l'homogénéiser et la « rationaliser », il est lui-même imprégné

par ses contradictions. Dans ce mouvement, il devient le centre d'institutionnalisation et le lieu universel de décision, il assure le fonctionnement de la société civile, arbitre ses débats, mais la met en tutelle ; soit des rapports entièrement nouveaux⁴.

Dans le second cas, qui appartient aujourd'hui davantage à la périphérie, l'Etat nie la société civile ; il ne la pénètre pas tant qu'il cherche à la détruire et la remplacer dans ses fonctions. L'étatique se généralise. Mais, dans son action, concrètement, il dichotomise la société : d'un côté le secteur des classes qui bénéficient de l'action de l'Etat, acceptent son hégémonie, l'appuient mais n'ont aucune autonomie par rapport à lui parce qu'elles en sont davantage la création qu'il ne se constitue sur leur base. Ces classes sont fractionnées (militaires contre civils, technobureaucratie contre bureaucratie « traditionnelle », fractions de l'armée contre d'autres fractions, etc.), et les divisions sont en fait intérieures à l'appareil d'Etat ; c'est pourquoi, malgré la nécessité d'un accord entre les groupes qui se partagent les fonctions étatiques, les coordinations et les arbitrages sont difficiles : les luttes entre fractions sont violentes et se résolvent habituellement par la domination d'une fraction sur les autres. De l'autre côté, des classes pour qui la généralisation de l'étatique n'a d'autre sens que la mauvaise gestion, les complications (bureaucratiques), la désorganisation des groupes, des activités productives, des modes de consommation anciens, sans organisation réelle d'autres formes d'existence, donc dégradation généralisée de la vie quotidienne ; situation d'autant plus insupportable qu'elle ne se mesure pas à l'étalon du passé mais à celui du possible que donne à voir la vie des classes protégées par l'Etat. Le malaise vécu se résout en contestation de l'Etat et, en même temps, en revendications qui s'adressent à l'Etat, c'est-à-dire en revendication d'étatique. Les anciennes institutions de la société civile sont à la fois valorisées par les exclus de l'Etat, parce qu'ils sont exclus, et dévalorisées parce qu'elles se tenaient relativement à l'écart de l'Etat : elles sont repensées en termes d'Etat.

La distinction entre société politique et société civile est de plus en plus difficile à tenir ; elles n'en forment pas pour autant un tout homogène, tendanciellement même, l'exacerbation des conflits socio-politiques est contemporaine de l'extension de l'étatique, elle s'organise autour de l'Etat.

L'Etat ne peut plus, aujourd'hui, être considéré comme une institution extérieure aux individus, qu'ils accepteraient en raison d'un calcul rationnel à propos d'une nécessité de la vie en société, qui résulterait donc d'un choix réfléchi n'engageant pas davantage l'individu qu'un pur contrat. Le pouvoir renvoie bien davantage au surmoi, il émet des signaux qui éveillent, chez les agents comme chez les sujets de l'Etat, des automatismes affectifs acquis durant l'enfance dans la relation aux parents ; du côté des dominés la répression engendre le refoulement, appelle « l'amour du censeur » et, du côté des dominants, le plaisir et la recherche de l'amour par la punition⁵. Sans doute, les relations parents-enfants et les automatismes acquis dans cette relation ne sont-ils pas étrangers

à l'idéologie dominante et aux rapports sociaux dans lesquels entre l'adulte ; mais ils ne leur sont pas réductibles, au moins parce que l'histoire du surmoi dans sa transmission de génération en génération est, du fait même de son mode de transmission, asynchrone avec l'histoire de l'idéologie et l'histoire des rapports sociaux. Le surmoi est lié aux dimensions les plus profondes de la culture, à celles qui sont le plus enracinées dans le vécu et, par sa médiation, à l'histoire (ancienne) des rapports sociaux. L'investigation du problème de l'Etat, de son articulation à la société, renvoie donc, au travers de la constitution du surmoi, à l'étude de la culture dans son évolution asynchrone et à celle du passé de la société, dans lequel la culture a pris naissance. Au passage, soulignons que, dans des sociétés, comme les sociétés méditerranéennes, où l'Etat est de formation très ancienne, plus qu'ailleurs sans doute, l'idéologie politique telle qu'elle se donne à voir dans le discours politique, est loin d'exprimer la culture politique en tant qu'ensemble de valeurs intériorisées et de pratiques habituelles relatives au champ politique. Le discours et l'idéologie politique qu'il exprime sont, en réalité, acte politique, au sens d'une stratégie que révèle l'analyse de la culture dans son expression quotidienne. On le montrera plus loin à propos de l'idéologie anti-étatique si commune dans l'aire méditerranéenne.

L'extension progressive du champ reconnu de l'articulation Etat-société, si elle a quelque chose à voir avec lui, ne rend cependant pas compte de ce fait contemporain majeur : la généralisation à l'échelle du monde de l'extension de l'étatique.

*La généralisation de l'étatique et la périphérie **

Cette généralisation implique que l'Etat (chaque Etat) n'est pas seulement le produit de la société (de chaque société) en ce qu'elle a d'endogène, mais aussi l'effet des relations à l'échelle du monde. La thèse diffusionniste, de filiation wébérienne, fait de l'extension de l'Etat la conséquence de la diffusion de la mentalité rationnelle, d'une réponse à l'exigence de rationalisation liée à la modernité et au développement du marché capitaliste. L'Etat est donc l'effet de l'intériorisation d'une valeur véhiculée par la circulation des idées et le marché : l'efficacité, la poursuite rationnelle d'un objectif (*zweck rationalität*). A cette thèse on peut opposer que l'exigence de rationalisation aurait pu s'actualiser autrement (ou d'abord autrement) que par la constitution de l'Etat alors qu'il en est (si tant est qu'il l'est) la principale manifestation, et aussi que la corrélation entre développement différentiel de l'Etat et développement différentiel de la « mentalité rationnelle » est loin d'être évidente ⁶.

* Depuis qu'a été écrit ce texte, on est revenu sur la question de l'Etat périphérique. Les circonstances de l'édition font que le prolongement a été publié avant ce qu'il prolongeait (*Peuples méditerranéens*, 26).

Une autre thèse ne fait, en réalité, que reprendre l'idéologie des nouveaux Etats et, particulièrement, de ceux qui se sont le plus développés : la formation, l'extension de l'Etat est liée au retard du processus d'industrialisation et à la résistance des structures sociales « traditionnelles » ; c'est la thèse de l'« Etat modernisateur » dans une « nation arriérée », parent périphérique de l'Etat keynésien, organisateur du plein emploi et de la croissance, et de l'Etat stalinien planificateur de la croissance. Mais, on ne voit pas, là même où l'Etat est allé le plus loin dans le bouleversement des formations sociales antérieures, qu'il ait réussi dans la tâche qu'il affirme être la sienne : industrialiser, développer ; il n'a guère obtenu d'autre succès que son propre développement ! Si la thèse est infirmée par les faits, elle n'a donc pas manqué d'une certaine efficacité dans la pratique : l'idéologie de la croissance a été la principale justification de l'extension de l'étatique à la périphérie (étatisation des entreprises, du commerce extérieur, planification, Etat policier, etc.).

Cette seconde thèse, comme la première, poursuivant les analyses relatives à la formation de l'Etat en Occident, s'enferme dans les limites de l'Etat pour en expliquer la croissance. L'hypothèse ici retenue est que le développement actuel de l'Etat à la périphérie mondiale est avant tout lié aux rapports de domination et d'exploitation (l'exploitation par les termes de l'échange supposant la domination et celle-ci, dans un univers marchand, conduisant à l'échange inégal, l'exploitation est en fait dans le monde actuel un corollaire de la domination). L'Etat se trouve au point d'articulation entre un intérieur (qu'il délimite) qui conteste la domination et ses conséquences, et un impérialisme qui tend à élargir sa domination. Il est l'institution nécessaire de l'organisation des rapports entre fragments de la périphérie et impérialisme ; ces rapports circonscrivent l'espace d'un compromis sans cesse remis en question parfois de façon violente, entre tendances à l'élargissement de la domination et tendance à la libération de la dépendance. En cas général, l'Etat est impuissant à promouvoir et maintenir l'indépendance en raison d'abord du morcellement de la périphérie, héritage de la période coloniale, obstacle majeur à un développement autocentré, qu'il est incapable par lui-même de dépasser (il se nierait), parce qu'il manque de moyens techniques et gestionnaires face à la force d'une production organisée au plan transnational, plus profondément parce que les masses inexpérimentées, inorganisées ne sont pas en mesure d'imposer les conditions du développement auquel elles aspirent. Mais, à l'inverse, l'Etat ne peut pas davantage laisser le champ totalement libre à l'impérialisme dont le jeu mettrait en danger la reproduction de la formation sociale dépendante et donc l'impérialisme lui-même. La fonction caractéristique de l'Etat de la périphérie mondiale est l'organisation des rapports entre la société qu'il gère et l'impérialisme en vue de la reproduction de ces rapports que l'impérialisme est incapable de mener à bien par lui-même. Elle implique des interventions à la fois sur le fonctionnement de la société et sur celui de l'impérialisme. L'Etat périphérique est un fragment d'une organisation mondiale, non instituée

Etat périphérique

en tant que telle mais disposant de multiples institutions, entretenant les rapports inégalitaires et assurant leur reproduction. La fragmentation l'affaiblit vis-à-vis de l'impérialisme, elle le renforce vis-à-vis des peuples à l'égard de qui il joue un rôle de relais de l'impérialisme. Originellement, l'Etat périphérique est en effet une institution contradictoire ; né de la volonté d'indépendance commune à la périphérie du monde, il a inscrit, en raison du rôle hégémonique des classes moyennes qui s'étaient constituées dans le cadre de fragmentation coloniale, l'indépendance dans l'affirmation d'individualités (dites) nationales qui niaient en la morcelant l'identité des situations des fragments de la périphérie.

Dans ses rapports avec l'impérialisme, l'Etat périphérique cherche à limiter le transfert de la plus-value extorquée sur place, par les tarifs douaniers, le contrôle de l'investissement étranger (participation du capital local, limitation du transfert des profits...), les programmes d'industrialisation, la volonté d'augmenter les prix des produits exportés ou, encore, cherche à récupérer une partie de la plus-value accaparée par le centre en sollicitant des aides, prêts, crédits d'investissement, etc. Mais il n'est pas dans une situation qui lui permette d'investir efficacement ; il ne parvient donc pas à empêcher le transfert d'une part de la plus-value, tandis qu'il est conduit à utiliser celle qu'il conserve à son propre développement et, ainsi, au développement de la demande de biens provenant des pays industrialisés. Il se trouve donc réduit à organiser la formation en fonction des rapports de dépendance en même temps qu'il nie par le maniement des symboles de l'indépendance l'humiliation de la dépendance réelle. Il se fait l'agent d'une extorsion grandissante de plus-value tant au profit de l'étranger que de lui-même et bouleverse la formation sociale afin de l'articuler sur les économies dominantes. L'autonomie relative de l'Etat de la périphérie que l'on voit justement à l'œuvre dans son action de bouleversement des formations sociales, dans son rôle « modernisateur » (création d'une bureaucratie, planification, réforme agraire, travaux d'infrastructure, accélération des échanges, création d'industries, etc.) ne résulte pas tant des relations (du relatif équilibre) entre classes sociales, ou d'une fonction de régulation qui serait fondamentalement celle de l'Etat et ferait l'objet d'un consensus, que de sa position de médiation entre l'intérieur (la « nation ») et l'impérialisme. Du côté de l'intérieur, sa légitimité est attachée à l'indépendance dont son existence même est le symbole, dont il rend les apparences, mais aussi à l'investissement qu'il a opéré de l'attente de développement, à la promesse qu'il en renouvelle périodiquement. Les rapports qu'il entretient avec l'impérialisme évoquent des sentiments contradictoires : si la dépendance est bien ressentie comme une situation intolérable, les pays industrialisés sont en même temps perçus comme détenant la clé du développement (il n'existe pas d'alternative actualisée crédible), si bien que le développement qui, de toutes façons, est lié aux rapports politiques entre Etats, apparaît dans une large mesure relever de la politique dans ce qu'elle a de relatif, ce qui permet à l'Etat de la périphérie de manœuvrer dans l'ambiguïté. Du côté de l'impérialisme, l'Etat

périphérique est nécessaire parce qu'il est l'instrument de l'extorsion de la plus-value et celui de la reproduction de la périphérie ; aussi, dans la mesure de sa docilité, est-il soutenu par des concessions économiques apparentes ou, lorsqu'elles sont inéluctables, réelles (aménagement de la dette de pays insolvable, etc.) et surtout, par l'activité diplomatique, militaire, policière des Etats dominants. Cette situation de médiation (dont le déséquilibre est masqué par l'existence juridique de l'Etat et par son discours) est le fondement réel de l'autonomie de l'Etat ; mais par rapport à la nation cette autonomie est effective, et fictive par rapport à l'impérialisme. L'Etat, symbole de l'indépendance est l'instrument réel de la dépendance.

Notons au passage, que dans un environnement hostile (celui de l'impérialisme), l'Etat serait sans doute (c'est un cas de figure !) aussi nécessaire à l'indépendance et au développement ; mais sa relation à la formation sociale ne pourrait être que différente, il ne pourrait s'autonomiser de la même façon. Parce que l'indépendance et le développement qui sont corollaires nécessitent l'appel à et l'appui sur les classes populaires (paysans, ouvriers, sans travail) et les classes moyennes aptes à gérer le développement, supposent donc le développement des libertés individuelles et sociales et, donc, la limitation de l'étatique (établissement de conseils, etc.). A l'inverse, plus la dépendance s'accroît, plus s'accroît l'autonomie de l'Etat par rapport à la nation, l'étatisme, la privation de liberté, le despotisme. Le fait a été souligné dès le début des années soixante-dix, l'Etat producteur de pétrole est, tendanciellement, dans le monde moderne, l'Etat le plus dépendant et le plus autonome de la nation. Le contrôle de l'exportation de l'une des marchandises les plus convoitées et les plus valorisées par rapport au coût de production, l'attache à l'impérialisme qui lui procure la quasi-totalité de ses moyens d'existence et l'autonomie par rapport à la nation⁷.

Toute la société est transformée par la rente, par l'utilisation des revenus pétroliers sous forme de rente. Sont modifiés les rapports sociaux, les représentations, les conditions du développement, les rapports avec les économies dominantes. La formation sociale s'installe dans la dépendance rentière. Celle-ci s'inscrit profondément jusque dans la culture si bien que, là même, comme en Iran, où un mouvement révolutionnaire a contesté la dépendance dans ses manifestations les plus apparentes, comme la présence militaire étrangère, une politique extérieure alignée sur l'impérialisme, l'invasion de produits culturels provenant des nations dominantes, elle tend à se reproduire insidieusement au travers de cette évidence qui appartient aux représentations, que la rente peut résoudre les difficultés rencontrées par la révolution. Progressivement, la révolution iranienne a ainsi réduit l'indépendance à une affirmation purement symbolique. A la volonté d'identification culturelle à l'Occident, a succédé un rejet brutal de tout ce qui pouvait s'en inspirer, mais la relation dépendante effective, celle de la rente pétrolière, s'est en l'espace de quelques années, rétablie : elle irrigue le nouvel appareil d'Etat, *i.e.* les nouvelles classes-appui du pouvoir, comme elle

le faisait auparavant. On doit cependant souligner que si l'évidence de la disponibilité des revenus pétroliers pour la consommation est une représentation collective, elle n'a pu jouer que parce que la fraction dominante du clergé y a trouvé le moyen d'établir un nouveau despotisme. L'appel à la mobilisation des classes populaires et moyennes pour une reconstruction économique libérée de la dépendance pétrolière était une option politique présente durant les deux premières années, elle proposait la poursuite de la révolution, la continuation de la révolution politique par une révolution culturelle et économique. Elle a été étouffée parce qu'elle était incompatible avec le dessein politique d'en finir avec la révolution que nourrissait la majorité des dirigeants.

L'analyse des rapports entre l'Etat de la périphérie et l'impérialisme peut s'exprimer sous la forme d'une relation réciproque entre dépendance et despotisme⁸. La dépendance, obstacle au développement, conduisant à la désarticulation de la formation sociale et à sa réarticulation sur le marché mondial, entraîne l'accroissement de la violence politique et la prolifération de l'étatique ; à l'inverse, le despotisme conduit l'Etat à s'appuyer davantage sur l'impérialisme, politiquement mais aussi économiquement (choix des activités minières et agricoles, tournées vers l'exportation, d'une industrie fortement capitalistique faisant largement appel à la technologie étrangère, négligeant les disponibilités en main-d'œuvre de la formation sociale, etc.), il entraîne donc la dépendance et l'absence de développement. La fréquence sinon la généralité du despotisme à la périphérie du monde actuel et, particulièrement du monde méditerranéen, est liée aux opportunités que l'impérialisme offre à son instauration et à son développement ; tout pouvoir, quelle que soit son origine de classe, peut consolider sa domination en s'appuyant sur les puissances dominantes, en acceptant la dépendance (d'où la vanité des discussions sur l'origine de classe des pouvoirs périphériques). Sans doute, tout despotisme est à terme condamné puisqu'il lui est impossible de répondre aux attentes dont la satisfaction est supposée compenser l'absence de liberté : celle de développement ou celle d'identité (qui, à moins de n'avoir aucun sens pour les classes populaires, ne peut s'actualiser sans développement). Jusqu'à présent, certes, en dépit des révolutions et coups d'Etat qui attestent de l'instabilité des formations périphériques, la norme est bien à la succession des despotismes dépendants, donc à la reproduction des conditions de l'impérialisme, ce qui atteste des difficultés d'une alternative et de la puissance de l'impérialisme. L'Etat de la périphérie se situe à la rencontre entre le mouvement des peuples à la recherche d'une voie vers le développement qu'ils savent incompatible avec la dépendance, mais incapables d'en définir et imposer la politique, et l'impérialisme qui, à la fois, attire en raison de ses succès, des moyens de développement qu'il détient et est objet de haine parce qu'il vit de la domination et donc de l'absence de développement de sa périphérie. L'Etat de la périphérie est le produit de ce rapport instable, de cette contradiction non résolue, il représente un moment d'attente.

Pourtant, sa réalité ne peut être réduite à ce rapport, à ce moment. Il amalgame (i) des déterminations qui viennent de l'extérieur, d'en haut si l'on peut dire, de l'impérialisme et de ses implications à la périphérie : nécessité de désorganiser/réorganiser les formations sociales, de les désarticuler et les réarticuler sur le centre, et, en même temps de les reproduire, d'éviter que les tensions atteignent un degré d'intensité et de généralité qui mette en danger l'organisation mondiale : le découpage politique, l'équilibre mondial, les rapports inégaux, etc. ; l'Etat est aujourd'hui la forme du politique à l'échelle mondiale ; (ii) des représentations, pratiques habituelles, institutions, formes organisationnelles anciennes, une culture, qui viennent « d'en bas », de l'histoire et des gens, gouvernés et gouvernants, qui sont une partie d'eux-mêmes, qu'ils transportent avec eux et se combinent aux déterminations venues « d'en haut » pour constituer un présent spécifique de l'Etat. Cette articulation productrice de la spécificité actuelle est un objet central de la réflexion poursuivie ici.

L'Etat tel qu'il se spécifie

La « dualité » énoncée des facteurs constitutifs de l'Etat moderne à la périphérie n'a rien à voir avec le dualisme de la théorie de la modernisation qui oppose des innovations, des changements (la modernité) véhiculés par le contact avec l'extérieur et des éléments stables, des invariants, des « structures » d'origine endogène qui perdurent tels qu'en eux-mêmes indépendamment du contexte dans lequel ils sont plongés, et constituent la spécificité. Elle est aussi étrangère à l'opposition entre modernité et tradition, inhérente à l'usage de la méthode comparatiste qui s'est notamment illustrée dans l'étude des sociétés proche-orientales : chacun des deux termes de l'opposition est caractérisé par un certain nombre de traits décontextualisés, les uns supposés représenter l'avenir de toute société, identifié à un prétendu modèle américain, les autres supposés devoir s'effacer. En fonction des valeurs propres à chaque société particulière, des variables utilisées, est alors assignée une place dans l'évolution qui va de la tradition à la modernité ?.

En parlant de la double origine de l'Etat moderne, de la périphérie, on veut souligner que (i) la relation à l'extérieur, à l'impérialisme est le facteur constitutif central de cet Etat, ce qui, fondamentalement tend à le structurer, à organiser l'action qu'il imprime sur la formation sociale et donc ses relations avec la formation ; (ii) pourtant les incitations à la restructuration provenant de l'extérieur doivent s'ancrer et s'ancrer dans la réalité de chaque formation ; elles se naturalisent en mettant en œuvre des mécanismes propres à chaque formation (par exemple la formation de l'Etat moderne séoudien est liée à l'utilisation de ressources « extérieures » [les revenus pétroliers] au sein d'une forme de relation entre tribus que finalement elles dissolvent : la dominance d'une tribu sur les autres est assurée par un quasi-contrat économico-politique, l'échange d'une affiliation politique contre la promesse de

revenus que la cohésion de la fédération intertribale permet d'obtenir de l'extérieur). En d'autres termes, la formation tout entière se restructure dans sa singularité en fonction du rapport à l'impérialisme : le changement se situe au sein de la singularité, il est lui-même singulier bien que s'inscrivant dans un mouvement général. Dans ce changement singulier qui remodèle profondément la formation sociale plus qu'en tout autre, rien, en définitive, ne demeure stable, les permanences apparentes elles-mêmes se situent au sein de transformations qui leur donnent un autre sens (ainsi l'idéologie tribale subsiste en Arabie Séoudite malgré l'effondrement de l'économie bédouine proprement dite, mais entre désormais dans la reproduction de l'Etat).

On ne peut donc saisir la spécificité dans l'invariance imaginaire de traits isolés ou formant un ensemble comme l'identité culturelle ou authenticité (notion d'ailleurs qui tantôt prétend cerner une réalité à l'œuvre dans l'histoire, tantôt désigne une pureté originelle à retrouver) mais dans la forme qu'elle donne et un changement dont l'impulsion venant de l'extérieur, atteint toutes les formations de la périphérie.

Si, en définitive, la spécificité s'analyse ainsi dans le mouvement global de désorganisation-réorganisation des formations sociales et s'il n'est donc pas possible pour l'atteindre de faire l'économie de la reconnaissance de la transformation structurelle, il n'est pas pour autant illégitime de choisir comme objet d'étude des aspects remarquables (quelle que soit d'ailleurs l'origine de l'attention qui leur est portée) de la structure sociale à un moment donné de l'histoire (comme par exemple, le sentiment de l'honneur, le jeu à trois, le discours anti-étatique), et de suivre leur filiation, leur devenir, leur place et leur rôle dans le mouvement global (disparition, réduction à l'état de témoin superfétatoire, changement de forme, de fonction, etc.) ; mais, on ne tiendra pas a priori ces aspects comme des traits spécifiques, à la manière de l'approche comparatiste, quitte, a posteriori, à qualifier chacun d'eux par sa forme et sa fonction en chaque moment de l'histoire (moment de stabilité relative, ou de changement rapide). Peut-être relèvera-t-on alors que certains d'entre eux présentent sur le très long terme, au travers des bouleversements globaux, éventuellement agissants dans ces bouleversements, une relative permanence, se reproduisent dans un processus de continuité-discontinuité affectant leur forme et leur fonction. On pourrait alors parler, s'ils ont des implications au niveau de la structure globale, de traits structurants de la spécificité d'une histoire. Plus probablement d'ailleurs, sera-t-on en présence d'ensemble de traits entretenant plus ou moins de relations entre eux, dont certains ont des effets structurants. C'est, sans doute, dans une telle perspective qu'il est possible de rechercher l'éventuelle spécificité de ce qu'il est convenu d'appeler l'aire culturelle méditerranéenne. La Méditerranée a certainement, pendant longtemps, constitué une « économie monde ». L'ancienneté et la multiplicité des échanges de biens, d'idées et d'hommes, les perpétuelles dominations d'une rive sur les autres ou sur d'autres, les successions et entrecroisements d'empires, y ont probablement engendré

une certaine unité culturelle ; pourtant, celle-ci demeure très largement une idée non démontrée et l'on connaît le quasi-total échec sur lequel a débouché une approche comparatiste de la spécificité méditerranéenne. On fait ici l'hypothèse que l'un au moins des traits structurants les plus remarquables de l'histoire de la Méditerranée, qui offre une relative permanence dans le temps et l'espace, est ce que l'on peut justement appeler le paradoxe méditerranéen de l'Etat. Le paradoxe qu'il convient d'expliquer se situe dans la confrontation de deux apparences : d'une part, une région du monde où l'Etat est de création très ancienne, a revêtu des formes multiples, où il ne pouvait être qu'un Etat fortement organisé (relativement) du fait qu'il n'avait de choix qu'entre la conquête et la défense de son territoire, de l'autre, une culture politique populaire qui nie l'Etat, nie qu'il représente un intérêt général alors que, nous dit la science politique, il n'y aurait pas d'Etat sans représentation que sa violence est exercée dans l'intérêt général.

Le paradoxe est, à l'époque de la généralisation de l'étatique, plus que jamais actuel ; il se rencontre partout quels que soient les modes d'actualisation de l'Etat et reprend, sous des formes différentes, les termes d'une opposition ancienne. Dirait-on qu'il résulte d'une longue expérience populaire de l'Etat sur les rives de la Méditerranée, qu'il représente l'acquis de peuples à histoire. Ce n'est peut-être pas faux, mais une proposition aussi générale ne peut tenir lieu d'explication. En fait, on se trouve en présence d'un ensemble complexe de traits relatifs à la relation Etat-société qui tendent à se reproduire dans l'histoire ; leur exploration est loin d'être terminée.

Le privé et le public

Incapable de « moderniser » les choses, l'Etat « modernisateur » de la périphérie s'en prend à la « nation arriérée », cherche à la conduire à la « civilisation » par imitation des sociétés occidentales. Ou bien, tout aussi incapable de promouvoir le développement, renonçant à sa prétention modernisatrice, il se fait l'agent d'un retour à l'authenticité, supposée supprimer l'aspiration à la modernité. Dans les deux cas, il doit alors intervenir dans un domaine dont il était jusque-là exclu, abolir la frontière entre société politique et société civile.

C'est particulièrement le cas en Islam ; le pouvoir politique y était, en principe, condamné à « l'inertie juridique ». Le Coran définit le droit positif divin, complété par la sunna, jurisprudence suprême, par les interprétations données au cours des premiers siècles, et par le travail de codification et d'adaptation aux coutumes locales, accompli plus tard par les juristes. L'exercice du pouvoir politique est donc limité au maintien de l'ordre à l'intérieur, à la guerre et à la diplomatie à l'extérieur. Les pouvoirs de police ont, tout au long de l'histoire, permis à l'Etat de déborder ses attributions légales, mais, formellement, il demeurerait dans le cadre juridique et moral placé sous le contrôle des ulémas ¹⁰.

Les tensions sociales se généralisent lorsque le processus de bouleversement induit par la relation avec le marché mondial est bloqué par la dépendance, ne parvient pas à déboucher sur le développement de nouveaux rapports économiques-sociaux. L'Etat, en tant qu'agent de l'articulation sur les économies dominantes est alors conduit à intervenir de plus en plus largement dans la société. Il légitime cette intervention dans le cadre de son idéologie. S'il est « modernisateur », il rend la société responsable du blocage, met en cause son arriération, lui propose d'imiter le modèle inimitable des sociétés occidentales. S'il est rétrograde, il rend la société coupable d'inauthenticité, place l'aspiration au développement sur le compte de l'infidélité à l'identité. De toutes façons, il se retourne contre la vie quotidienne, la quadrille policièrement et la dévalorise symboliquement. La division qu'il met alors en cause est beaucoup plus profonde que la distinction société politique-société civile. C'est le rapport même conflictuel et ancien, du politique et de la famille qui est remis en cause.

On a pu décrire l'espace de la ville musulmane comme une organisation hiérarchisée de clôtures destinées à interdire l'accès au privé, à ce qui est sacré pour les hommes et les femmes de la famille et de la communauté, l'honneur, « le sacré de la femme » (*nâmousse, il'ird, nif*, mais aussi *charafe, âbérrou*, etc). L'honneur est organisé autour de la femme en raison de sa fonction dans la reproduction de la famille, du lignage, de la communauté ; il atteint aussi la maison, investie d'un caractère sacré, parce qu'elle est l'espace de cette perpétuation. Dans cette perspective, le voile de la femme apparaît comme le substitut symbolique des clôtures urbaines, lorsqu'elle franchit le seuil de la maison. Ainsi se montre la bipolarisation de la ville musulmane entre d'un côté, au centre, l'espace public : citadelle, marché (souk, bazar), mosquée, de l'autre, à la périphérie, le privé, la famille, la reproduction, la femme et la maison qui les abritent. Cette image de centre et de périphérie peut toutefois être inversée ; le parcours urbain de l'homme, son incessant va-et-vient entre le privé et le public peut aussi être regardé comme un parcours autour de l'honneur, un parcours d'honneur autour de la famille, du lignage, de la communauté, de la femme finalement en qui repose l'honneur ; si bien que le public apparaît se situer à la périphérie de l'honneur. Les deux images sont vraies, réciproques. Le parcours urbain de l'homme est la mise en rapport de deux pôles opposés, le pôle public, espace de contact avec l'autre, espace du politique au sens large, espace donc des transactions et compromis, qui culmine dans la citadelle lieu du pouvoir politique, et le pôle privé, espace de l'entre-soi, du soi intérieur, des rapports affectifs, de l'expression spontanée, centré sur la femme ; aux deux extrêmes donc le politique et la femme. Mais, le parcours d'honneur, d'un honneur qui s'enracine dans la femme, est en même temps parcours politique : il est d'honneur parce que tourné vers le politique et, en un sens, la femme, exclue du politique, en est le centre. En outre, si la femme pôle de l'expression spontanée, de la nature, et point d'appui de l'honneur est recluse et voilée, l'homme lui-même,

dont le regard est tourné vers le politique, ne s'avance que masqué dans l'espace politique : il cache ses sentiments, ses désirs, ses intérêts derrière un discours politique (celui de l'intérêt de l'autre, de l'intérêt général, celui du pouvoir politique, de la religion savante, etc.) et derrière le manteau de l'honneur ; en même temps, il cherche à percer les sentiments, désirs, intérêts et la stratégie des autres, de l'autre, de manière à le dominer ou éviter son influence. Réputé transparent, le privé est caché pour se donner à voir dans la pseudo-transparence de l'honneur ; le public, l'exposé est opaque ; ainsi l'exige le jeu politique qui ne se trame que dans le clair-obscur.

Au-dessous des sociétés politique et civile, s'articulant à elles dans le politique quotidien des tribus, clans, lignages, familles, individus, existe donc un réseau complexe qui fait écran avec le privé, avec le domaine dont l'individu, le ménage conjugal cherche à interdire l'accès à quiconque. Les prétentions « modernisatrices » ou rétrogrades de l'Etat périphérique, tournées contre les conduites et représentations habituelles, bousculent cet échafaudage. La bureaucratie est dans son principe même, un instrument de sa subversion, encore que, parfois pendant longtemps (cas de l'Iran) elle a été comme absorbée, dissoute par l'activité politique quotidienne de la société plutôt qu'elle n'a réussi à percer son système de défense. Le quadrillage policier qui s'est généralisé à la périphérie au cours des deux dernières décennies, la volonté de soumettre toute la société à la visibilité de l'Etat, en réponse à l'instabilité croissante engendrée par la relation au marché mondial a eu de tous autres effets, de même que, policières aussi, les interventions renouvelées sur l'habillement, particulièrement à propos du voile (interdiction ou, au contraire, obligation de le porter), qui dénotent une volonté d'humiliation beaucoup plus que de contrôle en un point entre tous sensibles de la symbolique urbaine ; l'Etat veut ainsi signifier la fin du privé, ravir au citoyen son honneur, le frustrer de son droit de participer au politique.

De façon remarquable, la révolution iranienne représente le reflux du privé vers le public, l'investissement par le privé de l'Etat qui, ayant asservi la société civile, dominant le public, attaquait à sa périphérie les ressorts du public dans le privé. L'image est vraie spatialement : partout, la périphérie de la ville déferle sur son centre, en prend possession. Elle l'est aussi du point de vue des significations : l'acte révolutionnaire central est le martyre, c'est-à-dire, justement, la revanche par la mort du citoyen humilié sur son oppresseur, une revanche de l'honneur ; et la révolution charrie jusqu'au public, jusqu'au lieu du pouvoir politique, pour les actualiser un court moment, les représentations qui veillaient dans l'entre-soi, dans l'imaginaire des familles : la vérité à la place du mensonge, la fraternité, l'amitié, la solidarité à la place du calcul, de la concurrence et de la violence, la vérité à la place de l'oppression et finalement, la dissolution de l'Etat dans les individus. L'image est enfin vraie symboliquement : la femme voilée (revoilée) joue dans la réalité et l'imaginaire révolutionnaire une fonction de provocation ; si,

dans le défi lancé au pouvoir politique, alors qu'elle en est le terme le plus éloigné, elle se place en avant, comment l'homme ne se sentirait-il pas provoqué dans son honneur, comment pourrait-il refuser de s'exposer à la mort, de mourir en martyr ?

Ce reflux de la périphérie, du privé vers le public et le pouvoir, cette anarchie foisonnante qui envahit toute la société sans pourtant être en mesure de la faire fonctionner comme organisation complexe, représente un danger pour tous ceux qui aspirent à reprendre à leur compte le despotisme déchu. Nombreux sont les prétendants ; l'utopie populaire trouve peu d'appui parmi les intellectuels, clercs et laïcs. Le clergé, hier asservi, humilié comme l'étaient les classes populaires, historiquement classe hégémonique dans le cadre du système royal, est, en raison de sa relation aux masses, le mieux placé pour prendre la relève. Il ne dispose pourtant pas d'autre projet politique que celui de l'islamisme légaliste, formaliste (dit à tort fondamentaliste). La fraction la plus rétrograde du clergé, qui, à l'instar de l'ancien régime, accepte la fusion du pouvoir politique et de la société civile, promet la réalisation de la cité de Dieu à une révolution qui s'est faite au nom de Dieu, et, ainsi, devient dominante. Jouant alors de l'attachement des masses à l'islam, elle réprime finalement l'effervescence populaire s'alimentant à l'islam prophétique, annonciateur d'avenir, au nom de l'islam légaliste, celui du passé. L'Etat clérical prend le contre-pied de l'Etat royal, mais sans réduire, en étendant au contraire l'intervention de l'Etat dans la sphère privée. De façon remarquable, dès les débuts, il accorde au voile des femmes une attention privilégiée. Le voile mais aussi le martyre, les privations extrêmes, qui avaient été ressentis comme des exigences personnelles au cours de la révolte du privé contre l'Etat despotique, deviennent prescriptions faites aux individus par l'Etat despotique nouveau. L'Etat signifie ainsi aux citoyens qu'ils sont désormais privés de l'autonomie de jugement et de choix qu'ils avaient arrachée au précédent despotisme. La femme, notamment, est renvoyée de sa liberté acquise à sa sujétion ancienne. De toutes façons, la perversion publique des symboles de la révolution refoule les significations révolutionnaires vers le lieu dont elles avaient jailli, le privé. Ce refoulement de l'ésotérique populaire au profit de l'exotérique clérical fait d'ailleurs l'objet d'une politique réfléchie d'ensemble : accroître la déréliction, organiser le malheur (par l'absence de reconstruction économique, par l'insécurité intérieure, par la guerre), c'est culpabiliser les individus, provoquer le repli sur soi, l'abandon de la pratique (publique) du témoignage par l'acceptation de la mort, au profit du culte intimiste des martyrs.

L'Etat despotique est-il victorieux ? En apparence, pour un temps, parce que, reconduisant les individus au martyrisme, il les reconduit en fait au lieu de reproduction sur la longue durée, du sentiment anti-étatique.

L'anti-étatisme

Il est sans doute peu de sentiments plus répandus sur les rives de la Méditerranée que celui-ci. Prenons deux exemples. En Iran, les termes *mellate* et *dowlate* forment l'un des couples antagoniques les plus vivaces au point que le premier ne peut mieux se définir que par opposition au second. Aussi la traduction habituelle (européo-centrique) : nation et Etat, est-elle relativement impropre ; *mellate* signifie avant tout : le peuple, les gens (au point que les écoles privées sont dites *melli*, par opposition aux écoles publiques, dites *dowlati*) ; le sens : nation, est surajouté, récent, sans doute non sans intention idéologique (par exemple *bânk é melli*, banque nationale qui est en réalité une banque d'Etat, mais *melli* s'oppose aussi à étranger) et crée bien des confusions (ainsi, nationaliser les pétroles, *melli kardane*, en réalité les étatiser, tendait à signifier que chacun, les gens allaient avoir droit à une part de la richesse pétrolière). Quant à *dowlate*, c'est d'abord le pouvoir politique, le gouvernement, et, seulement par extension, l'Etat, mais aussi les riches et la richesse (tant il est vrai que pouvoir et richesse sont liés) ; aussi, *mellate*, dans sa relation à *dowlate*, évoque un ensemble d'individus, une collectivité, voire une société, qui pourrait exister, qui existe même, indépendamment d'un pouvoir qui lui serait surajouté ; si bien que la notion d'Etat national est, dans les représentations positives habituelles, contradictoire, absurde ; ce qui bien entendu n'exclut pas le rêve d'un pouvoir et d'un Etat qui appartiendrait au *mellate*.

On retrouve une opposition aussi abrupte en Provence. Prenons par exemple la monographie consacrée à un village de la région d'Apt par L. Wylie¹¹, d'autant plus intéressante qu'elle est la rencontre de deux cultures politiques : celle d'un ethnologue anglo-saxon et celle de son objet. L'auteur observe avec justesse et précision des conduites qu'en son ethnocentrisme naïf il juge étranges et qui provoquent un amusement qu'il ne parvient pas à déguiser, mais qu'il ne parvient pas non plus, ne cherche pas à expliquer parce qu'elles appartiennent manifestement à une mentalité pré-logique (« il ne faut pas prendre les diatribes contre le gouvernement trop au sérieux », p. 248). Comme en Iran, nous sommes en présence d'une représentation manichéiste ; au *Nous* villageois se représentant comme une famille, s'opposent des *Ils* extérieurs aux contours flous qui culminent dans le gouvernement et l'Etat, mal distingués, animés par des hommes qui, quels qu'ils soient, se font les instruments du mal. L'opposition à l'Etat n'a rien de circonstanciel ; elle est absolue si bien que l'idée même d'une réforme de l'Etat n'a pas de sens. On peut d'autant plus se disputer à son sujet qu'elle n'entre pas dans l'horizon de la culture. Si l'on admet la nécessité de l'Etat, c'est manifestement, davantage une concession aux apprentissages scolaires qu'une représentation propre. En outre, la négation de l'Etat n'est pas que du discours, elle informe des pratiques, l'opposition, par exemple,

en certaines circonstances, « d'un front uni aux ennemis de l'extérieur » (p. 250).

Que signifie ce pessimisme radical à l'égard du pouvoir, de l'Etat et de leurs agents, politiciens et fonctionnaires, commun à l'Iran, à la Provence et probablement à l'ensemble méditerranéen ? L'opposition à l'Etat ne peut être dissociée de l'affirmation de la communauté (village, clan, tribu, ensemble des individus qui n'appartiennent pas à l'Etat, ou en tant qu'ils n'appartiennent pas à l'Etat) ; de plus, l'Etat n'est que l'un des avatars ou l'une des dimensions, le dernier ou la plus importante aujourd'hui, de ces forces extérieures qui menacent la communauté. Dans le passé, c'étaient surtout le féodal ou, plus exactement, le prébendier (*toyoul-dâr* qui, d'ailleurs, en Iran était inclus dans ce qui se représentait comme *dowlate*), mais aussi les autres communautés ; dans le présent ce sont aussi les grandes sociétés, les journaux, etc. La négation de l'Etat apparaît ainsi liée à la relation communauté-Etat, la communauté se définissant essentiellement comme un instrument de défense contre ce qui se conçoit comme extérieur et menaçant. On peut semble-t-il dire que le discours anti-étatique fait partie d'une stratégie de défense qui suppose l'existence d'un groupe cohérent : nier l'Etat, lui dénier la rationalité, la représentativité, la légitimité, lui imputer tous les maux dont souffrent les individus, est insuffisant pour supprimer l'Etat, à quoi les pratiques anti-étatiques ne tendent pas non plus. Le discours anti-étatique n'est donc pas l'expression de la stratégie elle-même, mais son ou l'un de ses instruments ; il a pour objet d'affaiblir l'Etat dans la représentation qu'il veut donner de lui-même (rationalité, objet de consensus, instrument de l'intérêt général, etc.) et de renforcer la cohésion du groupe qui s'oppose à lui : village, tribu, etc. ; soit la « communauté », non pas parce qu'existerait au sein du groupe une quelconque égalité, mais parce que l'institution remplit une fonction politique de médiation dans les rapports de l'ensemble de ses membres avec l'extérieur.

Pourquoi une telle institution ? La différence avec l'Europe du Nord est liée à des différences historiquement constituées, d'attitude à l'égard de l'autorité politique et de l'Etat. D'un côté, en Europe du Nord, l'habitude d'intérioriser les normes de l'organisation collective, de faire corps avec la direction du groupe, de l'autre, autour de la Méditerranée celle de considérer l'organisation collective comme contrainte imposée de l'extérieur, et, pour chaque groupe, de rejeter sur l'extérieur la responsabilité des malheurs du groupe. L'explication historique ne peut être ici abordée. On se bornera à présenter un schéma dynamique très général qui emprunte certains de ses éléments aux *Grundrisse* de Marx, assez peu satisfaisant dans sa généralité, que l'on prendra davantage comme interrogation que comme hypothèse.

La Méditerranée est une aire de très ancienne agriculture qui a longtemps attiré les convoitises des peuples de pasteurs nomades vivant sur ses franges plus ou moins lointaines, et de très ancien peuplement où les concurrences pour la terre ont toujours été très vives. La commune y apparaît donc comme *union* nécessaire dans les rapports avec l'exté-

rieur de propriétaires libres et égaux dont elle garantit la propriété, et comme ville, au contraire de la commune germanique, par exemple, qui se forme par *association* et n'existe que dans l'assemblée de propriétaires individuels géographiquement éloignés¹²; à la périphérie, les pasteurs nomades s'organisent de leur côté en tribus militaires dont l'objet est la domination des sédentaires en même temps que la lutte contre d'autres tribus ayant des prétentions analogues. Les concurrences militaires conduisent nécessairement à la formation d'Etats, soit par élargissement (extension ou fédération) de l'union originelle soit par la conquête de tribus nomades. Autour des Etats les plus puissants se constituent ensuite des empires par absorption des organisations les plus faibles. Le moteur de la formation des Etats et des empires ne se trouve pas dans la recherche de débouchés pour une production intérieure croissante, mais dans l'accaparement (parfois) des terres conquises et le pillage des biens des peuples vaincus, qui se poursuivent dans l'extorsion par l'impôt, la rente, les prélèvements exceptionnels, l'échange inégal, des surplus produits à l'extérieur du groupement. L'argent accumulé par l'Etat dominant ne provient pas du cycle de la production mais de la guerre et de la domination : il est donc incapable d'engendrer le développement de la production, il va à la consommation de l'Etat, de la ville et de l'armée, au développement des forces militaires en vue de nouvelles conquêtes. L'accroissement des forces productives est donc faible ou nul : l'agriculture méditerranéenne est très longtemps stable, la manufacture se développe faiblement. Les empires s'effondrent devant des forces militaires plus puissantes qui viennent bousculer une organisation politique corrompue par une soif universelle de richesse qui ne correspond pas à leur niveau de développement.

L'existence de l'Etat ne supprime la nécessité de l'union ni dans les territoires de conquête ni à l'extérieur des limites de l'Etat conquérant. L'Etat s'autonomise en effet par rapport même aux propriétaires individuels qui le constituaient. En raison de son extension, de l'importance du fait militaire, des prélèvements pratiqués à l'extérieur, la complémentarité initiale entre les propriétaires individuels et leur union se rompt ; une classe politico-militaire se forme dont l'existence est désormais indépendante de l'existence des propriétaires individuels. Partout, quelles que soient les règles posées au sujet des prélèvements de l'Etat, la règle est que le représentant de l'Etat (gouverneur, *toyoul-dâr*, « féodal », etc.) tend à les ignorer ; le pillage étant la source quasi unique de la richesse individuelle et collective, la soif de richesse qui s'empare des individus tend à se saisir de toutes les occasions où l'exercice d'une violence permet d'accaparer les biens d'autres individus (*dowlate* signifie d'ailleurs à la fois, gouvernement et richesse). Qu'elles soient à l'origine ou non de l'Etat, les unions de propriétaires individuels tendent à subsister sous la forme de communautés villageoises, claniques, familiales ou de regroupements plus étendus, qui cherchent à limiter les prélèvements, à les enserrer dans des règles qu'elles voudraient toujours plus restrictives (voir les éternelles chicaneries des villageois provençaux et de bien

d'autres autour de la Méditerranée, même là où le droit romain n'a pas laissé de traces). L'Etat d'ailleurs, dont le premier souci est la guerre et le pillage, ne cherche habituellement pas à détruire ces communautés une fois vaincues ; il les utilise à sa reproduction (exacerbation des tensions mutuelles), à la levée des impôts et à leur propre gestion.

Il apparaît ainsi que l'existence vivace des communautés sur tout le pourtour de la Méditerranée et, jusqu'à aujourd'hui, le sentiment démocratique qui les anime, leurs institutions propres qui en font parfois des embryons d'Etat, leurs résurgences éventuelles en républiques villageoises (voir les exemples que donne J. Berque, à propos de l'Egypte, de la Tripolitaine et de la Syrie, à l'époque où l'Etat central vacille, où se produit un entracte historique, en 1915-1925¹³ ; on pourrait évoquer de multiples autres cas étudiés en Iran¹⁴, au moment de cataclysmes naturels qui désorganisent les institutions, en Provence, en 1851 ou lors de la Libération en 1945, etc.) ne représentent pas des manifestations d'une sorte de fonds transhistorique endogène qui aurait subsisté sur la très longue durée en dépit de la permanence de l'Etat et sous l'Etat, mais, au contraire, d'une réalité contradictoirement complémentaire de celle de l'Etat dans cet espace méditerranéen où le politique s'organise durant des millénaires et jusqu'à l'époque moderne autour de l'appropriation par la guerre de la terre et des produits du travail de la terre.

L'idéologie communautaire, de nature manichéiste, trouve dans ces rapports son fondement concret. L'Etat est le lieu de l'injustice, du mensonge et de la corruption, il n'a pas de réalité intrinsèque mais se confond avec les hommes de pouvoir (dirigeants et fonctionnaires) que le pouvoir corrompt ; il est l'antithèse de la communauté, lieu légitime du pouvoir, lieu des rapports vrais, du respect de l'autre, de l'honneur. L'effet de ce discours est double ; il discrédite l'Etat, nie sa nécessité, et, en même temps, renforce la communauté dont il circonscrit les limites ; il renforce le groupe dans ses négociations avec l'Etat et, en même temps, tend à imposer en son sein, non pas l'égalité dont la notion est absente, mais le respect des règles de l'équité. L'étendue de la communauté et sa référence idéologique (territoire, généalogie, fidélité à une figure sacrée ou à une croyance) varient selon les circonstances de sa formation ; le niveau d'agrégation du groupe peut aussi se modifier en fonction de l'importance des menaces extérieures ; par ailleurs, le groupe n'est unanime que dans l'opposition à l'extérieur ; il se divise régulièrement sur les enjeux internes.

Avec les XIX^e et XX^e siècles, l'existence des communautés est bouleversée plus qu'elle ne l'a jamais été auparavant. La colonisation européenne s'accompagne dans un pays comme l'Algérie d'un pillage sans précédent, d'une politique d'appropriation foncière à grande échelle, d'une volonté de morcellement et de destruction des tribus. En même temps, de façons différentes selon les circonstances, l'occupant cherche à utiliser les communautés afin d'affaiblir les résistances à la domination, justement ravivées par le pillage et l'expropriation : la théorie de la segmentarité naît à la fin du XIX^e siècle du milieu des officiers des

affaires indigènes¹⁵. Là où, comme en Algérie, le pouvoir central a été détruit, le pouvoir colonial cherche à exacerber les conflits entre groupes ethniques ; là au contraire où le pouvoir central s'est maintenu, il cherche à l'affaiblir en s'appuyant sur les tribus : au Maroc par exemple, ou en Iran où, au début du XX^e siècle, la politique anglaise cherche à autonomiser le Sud et, en particulier, la province pétrolière du Kuzistan. Sur toutes les rives de la Méditerranée par différents procès politiques et économiques, des proportions plus ou moins grandes d'anciens petits paysans sont prolétarisées, réduites au travail salarié agricole ou industriel, ou sous-prolétarisées, contraintes à l'émigration, le plus souvent vers les régions industrielles de l'Europe du Nord, et s'accumulent dans l'urbain. On assiste parallèlement à la pénétration des campagnes par la ville (communication de masse, moyens de transport, disparition de l'équipement de service rural, extension des fonctions de l'appareil étatique, etc.). Les anciennes communautés paysannes tendent à perdre leur sens. Les rapports qu'elles entretenaient avec l'Etat subissent de profondes transformations ou, en d'autres termes, tendent à se perpétuer sous des formes nouvelles. Considérons un certain nombre de cas.

Avatars contemporains du rapport avec l'Etat

Au début de ce siècle, la spécialisation viticole du Languedoc apparaît pour ce qu'elle est, une spécialisation inégale¹⁶ ; alors que s'ouvre une crise permanente de surproduction, le Languedoc, dont toutes les activités se sont orientées au cours du demi-siècle écoulé vers l'activité vitivinicole, ne trouve en lui-même aucune possibilité de réponse à la crise. L'Etat qui a favorisé la spécialisation puis accéléré le développement de la crise parce que les cultures betteravières du Nord de la France permettent d'abaisser les prix de l'alcool industriel et du vin (chaptalisation), adopte durant les premières années de la crise une attitude de laisser-faire, recommande cyniquement aux petits propriétaires vignerons d'arracher la vigne, de planter des pins et des amandiers, en d'autres termes de faire disparaître les conditions de leur reproduction en tant que petits propriétaires vignerons et d'émigrer vers les villes industrielles du Centre et du Nord. L'incroyable révolte du Languedoc en 1907 (démission des municipalités, grève de l'impôt, manifestations de plus en plus massives, de 100 000 en mai à 700 000 en juin, émeutes, mutineries, etc.), le conduit à adopter une position diamétralement opposée. Les mesures progressivement prises vont permettre la reproduction pendant plus d'un demi-siècle encore des petits propriétaires du Midi en les constituant en clients de la république bourgeoise (coût de l'opération en 1954 : 30 milliards de francs de l'époque, soit la moitié du revenu brut des viticulteurs) et en bloquant la situation de spécialisation inégale.

Ce retournement de l'Etat bourgeois est, bien entendu, lié à la peur du prolétariat et au souvenir de la Commune de Paris ; mais l'important

est ici de souligner comment il a été obtenu par les petits propriétaires paysans languedociens. L'unanimité régionale de 1907 est déterminée dans son extension par la spécialisation de la région, c'est-à-dire l'uniformité relative des conditions des individus, mais il est fondé sur et analogue aux unanimités communales dans l'opposition à l'extérieur. La commune est l'échelon de base du mouvement viticole, constamment composé au cours de son développement de groupes communaux. Se réunissent d'abord des délégations municipales qui proposent la démission des municipalités et la grève des impôts, sont ensuite formés des comités de village et de fédérations de villages, enfin, le gouvernement demeurant sourd, ce sont des contingents communaux de plus en plus nombreux qui se déplacent vers les villes et se rejoignent en oubliant, dans l'opposition à l'Etat, les rivalités traditionnelles. Surtout, le mouvement revêt les caractères distinctifs des unanimités municipales que l'on retrouve, par exemple aussi, en Provence en 1851. (i) En présence d'un danger qui, apparemment menace tous les individus de la communauté, naît la représentation que tous les membres de cette communauté doivent faire bloc pour la défendre. La survie de la vigne est une cause « juste » de l'ensemble de la région ; la solution de la crise ne peut être trouvée que dans le rapport de la région et de l'Etat. Il ne peut y avoir qu'unanimité des individus à ce sujet. (ii) La représentation que le consensus ne peut qu'exister sur le problème en cause, conduit à l'unanimité pratique et à la pratique de l'unanimité (forcé). Le mouvement balaye les clivages sociaux et idéologiques, toutes les catégories sont entraînées, et mélangées républicains, socialistes et royalistes, catholiques, protestants et athées. (iii) Enfin, dans les représentations collectives, la manifestation d'unanimité fonde le droit ou, du moins, tend à le fonder. Le mouvement s'enhardit de son succès, se fait plus pressant auprès des pouvoirs publics à mesure que grandissent les rassemblements populaires ; au paroxysme de la crise, les notions d'autonomie régionale et de parlement régional s'imposent aux esprits ; les violences deviennent inévitables sans que les débordements successifs soient fondés sur une analyse du rapport réel des forces en présence et sur une stratégie politique tenant compte de ce rapport. C'est que, dans la culture populaire, la manifestation d'unanimité municipale a pour objet d'appuyer le délégué de la communauté, ou de lui imposer la représentation populaire du droit dans ses rapports avec l'étranger, d'intimider l'adversaire ; mais elle est une manifestation symbolique à distance, qui laisse ensuite la possibilité au représentant, fort de cette démonstration, de négocier dans de bonnes conditions. On peut dire que, dans les institutions populaires, la radicalité de l'opposition à l'extérieur, à laquelle conduit l'unanimité, suppose l'existence d'une médiation. La radicalité libère l'agressivité et la donne à voir (opération cathartique et ostentatoire), la médiation permet d'éviter la violence réelle tout en ayant la charge de tirer le meilleur parti de la radicalité. Les manifestations urbaines de 1907 dans lesquelles les deux camps (masses populaires en rassemblement unanime et forces de l'ordre) sont en contact

immédiat, ne laissent aucun recul. Les leaders qui ont d'abord exhorté à la violence, prennent peur, et s'emploient à l'endiguer lorsqu'elle se déchaîne. Sans succès ; le jeu diplomatique du représentant intermédiaire entre le groupe et l'extérieur ne peut alors trouver place.

Si les viticulteurs deviennent alors objectivement les clients de l'Etat, les conditions dans lesquelles cette relation est établie occultent sa signification. Ils perçoivent les avantages arrachés comme le résultat d'une lutte, une victoire de la communauté régionale sur une puissance extérieure oppressive ; la radicalité de l'opposition à l'Etat subsiste et entraîne le gauchissement politique permanent du Midi viticole. La conscience de la petite paysannerie est aliénée par rapport aux conditions réelles de son activité ; elle ne perçoit pas la fragilité croissante de sa situation et les mécanismes de sa paupérisation-exclusion tendancielle de la terre. Soixante-dix ans plus tard, lorsque l'Etat engagé dans le marché commun agricole abandonne la protection qu'il accordait à la viticulture languedocienne, les bases matérielles des formes de résistance des viticulteurs ont été dissoutes : région désarticulée, communes rurales dépeuplées et vieilles, asservies par l'Etat, surtout, pénétration insidieuse par le capitalisme des institutions que les petits propriétaires s'étaient donnés pour se défendre contre lui : syndicalisme viticole et surtout coopératives qui, lors de leur fondation, étaient essentiellement des instruments de défense commune-communale contre le « négoce ». Aussi la crise ne peut-elle déboucher sur un mouvement analogue à celui du début du siècle. On pourrait cependant montrer la filiation des formes de luttes paysannes des années soixante-dix par rapport à celles du passé des communes languedociennes ; on pourrait aussi la montrer à propos des formes de lutte des travailleurs industriels de la région.

Considérons un autre exemple pris dans le Midi de la France encore, mais concernant un ensemble de communes dont les activités agricoles sont, dans les années soixante-dix, noyées dans les activités portuaires, industrielles et de services : la « bataille » des rives de l'étang de Berre (1972) est un événement moins spectaculaire mais tout aussi extraordinaire que la révolte de 1907 ; elle désarçonna un moment la haute administration technocratique française qui ne comprenait pas pourquoi la création de villes nouvelles, facile dans la région parisienne, se heurtait ici à tant d'obstacles¹⁷.

En peu de mots, la procédure conçue par l'Etat consistait, à partir de plans d'urbanisation établis par l'administration, à distraire une partie du territoire de différentes communes pour en faire une entité nouvelle aux plans de la gestion et du financement et, finalement, lui reconnaître une existence juridique. Des aides financières publiques importantes sont accordées pour la réalisation de la ville nouvelle dont bénéficient en même temps les communes mères ; la maîtrise d'ouvrage est par ailleurs confiée à un établissement public d'aménagement. C'est contre le rôle décisif que s'accordait l'Etat à la fois dans la conception et la réalisation de l'urbanisation des rives de l'étang de Berre, que s'ouvre la bataille de 1972. Plus que de bataille, il convient à vrai dire, de parler d'un

ensemble de combats, car, si les hostilités sont générales, chaque collectivité locale est loin d'oublier son individualité, ce qui la conduit, ouvertement ou non, à se battre sur plusieurs fronts et à changer éventuellement de camp au cours de la mêlée. Si l'on peut, tout de même, employer le terme de bataille, c'est que, justement, cet ensemble de combats est organisé autour d'une même dimension : la défense acharnée par chacune des communes concernées de son autonomie et de son droit à l'existence, menacés à la fois par l'Etat et par les autres communes qui, chacune, cherche à maximaliser ses avantages dans la confusion de la lutte. La logique de l'ensemble des conduites observées est en effet celle de l'affirmation des communes en tant qu'institutions fondamentales de l'organisation collective, que totalités organiques. Le motif essentiel de l'affrontement est la défense des libertés locales ; les municipalités mènent entièrement le combat ; les partis politiques par exemple, n'y interviennent que de façon subordonnée ; elles traitent avec l'Etat d'égal à égal, sans aucun ménagement, sans même accorder à ses hauts fonctionnaires les égards dont il attend qu'on les entoure ; la singularité permanente des objectifs est apparente dans l'union au cours des attaques et la division dans l'exploitation des avantages de la victoire ; contre l'Etat, il est fait appel à l'opinion communale, ce qui postule la représentation collective de la commune comme médiation nécessaire dans la défense des intérêts des citoyens. Les communes, ici encore, sont victorieuses ; apparemment au moins, parce que si l'Etat perd une part de la liberté d'action qu'il désirait s'octroyer, l'enclave économique qu'il voulait établir sur les rives de l'étang de Berre, se réalise bien.

Tournons-nous maintenant vers une autre partie de la périphérie, celle qui n'est pas incluse dans les Etats-nations dominants ; prenons le cas de l'Iran. A la fin du XIX^e siècle encore, la nation n'existe pas en tant que telle dans les représentations collectives. Les sentiments d'appartenance se réfèrent aux groupes immédiats : village, tribu, corporation, secte religieuse, etc. ; l'Iran est désigné par l'expression : *mamâleke é eslâme* (les pays d'islam ; en précisant en outre que *mamlékate* est tiré de *molk* qui évoque la province d'un empire, la souveraineté d'un prince sur une partie du royaume) ; s'il y a patriotisme, il est davantage attaché à l'islam. Lors de la révolution constitutionnaliste (1906-1907) est encore dénoncée l'emprise étrangère sur « les pays d'islam et les musulmans » et non sur la Perse et les Persans¹⁸.

Depuis les années vingt, l'Etat despotique « modernisateur » a poursuivi une politique systématique de destruction des tribus qui a pris, en plus d'une occasion, la dimension d'un génocide. Cette politique ne représentait pas une réaction à la complicité que les tribus avaient entretenue avec les puissances coloniales, la Grande-Bretagne surtout, puisque la dynastie en était elle-même la créature, elle était due au fait qu'à l'Etat dominé était dévolue une fonction nouvelle : la centralisation politique et la bureaucratisation de la vie publique auxquelles les tribus étaient réfractaires. Pourtant, en dépit de leur décadence réelle, en chaque période d'affaiblissement du pouvoir central (période de la guerre

et de l'après-guerre, période mossadderhiste, période de la révolution) les tribus ressurgissent comme force politico-militaire réelle.

Jusqu'au début des années soixante, les campagnes étaient pratiquement fermées à l'intervention de l'Etat bien que vivant de façon permanente sous la menace du pillage par ses agents. Les relations trinitaires imbriquées (le « jeu à trois ») protégeaient en même temps qu'elles enserraient étroitement et contrôlaient les individus : le « féodal » protégeait contre l'Etat les paysans, propriétaires de droits de culture, moyennant le paiement de la rente et l'allégeance politique ; le clergé, dans les limites de la loi islamique telle qu'il la concevait, protégeait le paysan contre les exactions de l'Etat et du « féodal », en contrepartie de l'appui économique et politique qu'il lui apportait ; les individus se garantissaient par les unions de familles et par l'organisation villageoise contre toutes les menaces extérieures, ce qui impliquait leur soumission à l'autorité des aînés de familles et de villages, notamment dans les mariages, investis d'une fonction politique ; l'enfant était protégé par ses parents en échange de son obéissance, etc.

Avec la Réforme agraire (1962-1963) la destruction de cette architecture à arcs-boutants progresse rapidement. La disparition du « féodal », de l'Eglise, des unions de famille, de la communauté villageoise en tant qu'institutions protectrices, qu'acteurs politiques, l'affirmation de la seule autorité de l'Etat (bureaucratie, police ordinaire et politique, services techniques de l'Etat, armées du savoir, de l'hygiène, du développement, de la santé, etc.), tendent à remplacer la multiplicité des relations trinitaires par la seule relation binaire de l'individu à un Etat dont le despotisme n'est guère propice à l'effacement de sa tradition pillarde. Les paysans tentent de reconstruire des réseaux de protection en s'alliant à la petite bourgeoisie rurale, marchande et usuraire ; mais elle est de peu de poids, et en concurrence avec les grandes organisations commerciales et bancaires alliées à l'Etat. A la destruction politique s'ajoute la désorganisation économique : la politique agraire n'est pas favorable à la petite paysannerie dont les productions ne sont pas concurrentielles sur le marché mondial ; l'extension de la petite agriculture, associée à la transformation de ses techniques, loin d'être encouragée est freinée. Si les villages ne sont pas vidés de leur population en raison d'une démographie galopante, ils perdent leurs capacités d'organisation et de résistance à l'extérieur, et leur autonomie économique ; ils ne survivent, pour une très large part, que grâce à l'émigration vers les villes.

Les transformations éprouvées par les villes sont analogues mais d'origine plus ancienne. Elles ont débuté durant l'entre-deux-guerres avec la formation d'un Etat bureaucratique et policier, mais se sont aussi accélérées après 1960 avec l'afflux de la rente pétrolière et le renforcement conséquent de l'Etat : désorganisation des anciens réseaux de protection et d'intégration des individus analogues aux groupements « féodaux », ruraux, dégradation économique et asservissement politique de la bourgeoisie locale, domestication et déchéance du clergé, éclatement de la ville, incapacité de l'Etat « modernisateur » à gérer l'urbain

(administration municipale, urbanisation, institutions de prévoyance sociale, logement ouvrier, etc.), faiblesse de l'emploi industriel, insuffisamment compensée par l'activité de la construction et laissant un solde important de sans-travail, contrôle par l'Etat de toutes les organisations politiques et syndicales, etc.

La désarticulation des anciennes communautés, des anciens cadres de l'existence sociale, la déréliction qui en résulte pour les individus isolés face à l'Etat, sont la cause centrale de la révolution de 1978-79. Celle-ci correspond à une transformation essentielle de la conscience collective qui, en même temps, reste liée à ses anciennes représentations. Les grandes manifestations unanimistes qui sont les temps forts de la révolution, à la fois signifient et instituent l'union des masses iraniennes libérées des anciennes appartenances communautaires et se reconnaissant identiques dans la déréliction. On pourrait parler de naissance d'une nation si le terme n'était pas marqué de façon indélébile parce que sont les nations européennes, dont la formation fut liée à l'Etat et la bourgeoisie, alors qu'ici, elle s'institue contre lui et sans elle. L'union d'ailleurs adopte une symbolique islamique et non national-étatique, dans laquelle on ne peut voir l'effet de l'hégémonie cléricale qui s'établira plus tard et grâce à elle, dans la confusion des sens de l'islam. La religion joue ce rôle parce qu'elle est la référence d'identification de la quasi-totalité des individus libérés des anciennes appartenances. Quelques mois après le renversement du régime monarchique, la pratique unanimiste des masses réapparaît à nouveau de façon éclatante dans l'affaire des otages, plus exactement, si l'on veut définir l'événement par son sens intérieur, dans la révélation du rôle que les Etats-Unis continuent à jouer dans l'Iran de la révolution. Elles veulent signifier à une classe politique que cette manifestation surprend (quelle que soit la position de ses membres dans l'affaire), l'union populaire dans le refus de la domination étrangère. La volonté populaire d'unanimité survivra d'ailleurs (relativement) longtemps à l'irréparable déchirement de la révolution. Deux ans après février 1979, parmi les ouvriers industriels, le refus d'admettre les différences d'interprétation du sens de l'islam, en dépit de violentes divisions, des conflits de classe qui les rendent désormais apparentes, est touchant et dramatique.

L'unanimité, en se transposant au niveau de la nation, charrie avec lui d'autres représentations anciennes, celle de la relation au leader par exemple. La notion de charisme, souvent évoquée, rend fort mal compte des rapports effectifs des masses à Khomeyni ; ils s'analysent davantage en termes de relations trinitaires : en contrepartie du ralliement unanime (et qui doit l'être, qui n'admet pas de défection), du soutien sans faille qui lui est apporté, est attendu du leader qu'il dirige et encourage les masses dans leur lutte contre l'Etat et l'étranger, soit l'extérieur de la communauté élargie.

Ainsi, en Iran, encore une fois, les luttes populaires utilisant des formes héritées du passé, d'abord victorieuses (par quoi ces formes montrent leur légitimité) échouent finalement (signalant par là leur

insuffisance). Le despotisme se reconstitue faute de relations organiques entre l'Etat et les masses ; l'impérialisme, rejeté au plan des symboles, se réintroduit rapidement par le biais des rapports marchands.

Dans les trois cas présentés (qui, surtout le dernier, en évoquent bien d'autres), l'élargissement de l'unanimité communal des petits producteurs, à la fois est déterminé par la transformation réelle de l'existence des individus (marginalisation, déréliction à l'échelle d'une région, d'une ville, d'un pays tout entier) et répond à cette transformation ; elle est une innovation nécessaire et efficace qui parvient à imposer des transformations politiques au niveau de l'Etat.

L'unanimité apparaît, dans ces occasions (au moins dans les premier et troisième cas, parce que dans le second, il n'est pas manifeste mais présumé par l'action des municipalités) comme le mode d'actualisation en un moment de crise et pour une action effervescente, d'un bloc de classes constitué autour des petits paysans menacés ou déjà dépayannés. La constitution d'un tel bloc est nécessaire pour arracher des avantages décisifs à l'Etat ou pour le transformer, et pour lutter contre la dépendance extérieure ; sont originaux ici, d'une part, sa forme et, d'autre part, l'expliquant, le fait que le mouvement est dirigé (pour une période au moins) soit par la classe des petits paysans, soit par cet ensemble de classes populaires (paysans, paysans dépayannés, tertiaire marginal, chômeurs) qui ne parviennent pas à se dissocier, demeurent confondues et confuses, caractéristiques de la périphérie. Si cette direction est favorable à l'efficacité immédiate du mouvement de contestation, elle ne l'est pas sur le long terme. Les petits paysans individuels restent liés à leur reproduction-subsistance. Une fois celle-ci apparemment garantie, ils sont induits par le mode d'exercice de leur activité à se désintéresser des conditions qui l'entourent et, par exemple, dans le cas du Languedoc, à la concentration du capitalisme marchand qui en vient à dominer les institutions de défense de la petite production. Quant aux classes populaires de la périphérie actuelle, elles ne parviennent pas, au-delà de l'épreuve de la déréliction et de la conscience de la responsabilité générale de l'Etat, à saisir les mécanismes concrets de leur paupérisation-exclusion. Ni leur passé (paysan) ni leur présent (l'exclusion) ne les y portent. Là encore, elles sont, en elles-mêmes, vouées à l'échec ; leur sort à long terme est lié à la classe ou aux classes qui peuvent prendre le relais de l'hégémonie. Se pose donc la question de la relation de cette ou de ces classes aux classes populaires, et aussi, celle du devenir de cette relation.

Le manichéisme et son proférateur

La représentation manichéiste des rapports entre les communautés et l'Etat, en tant qu'instrument de reproduction de la communauté, doit se prononcer et se prononce. La division sociale du travail entraîne la formation d'une classe d'intellectuels des communautés, proférateurs

de leur identité, que l'on retrouve dans les provinces méditerranéennes de la France (classe politico-intellectuelle laïque du Midi : hommes de loi, notaires, médecins, etc.), en Iran (clergé shi'ite) et, sans doute, ailleurs.

Considérons l'Iran tel qu'il a tendu à se reproduire jusqu'à la grande rupture des années soixante. Nous sommes en présence de trois termes : la (les) communauté(s) concrète(s), la représentation manichéiste des rapports entre *mellate* et *dowlate*, et la relation trinitaire *mellate-dowlate-clergé*. Le *mellate* (le peuple, les gens) se conçoit comme totalement extérieur à l'Etat, il est tourné vers les petites communautés (locales, familiales, etc.) comme la maison est fermée sur elle-même ou comme les figures de ce bien domestique universel, le tapis, sont cernées de multiples enceintes. Il regarde passer les dynasties, les Etats, les invasions, les occupants, les dominants, les exploités et dit : *ine niz bogzade* (« cela passera aussi ») ; il est replié sur le culte intimiste, doloriste des saints martyrs auxquels il s'identifie, sur lesquels il se projette. La famille sainte est le paradigme du *mellate*, elle souffre de l'injustice du pouvoir, dans sa souffrance prodigue des trésors de piété, de solidarité, d'abnégation, elle représente un pouvoir légitime qui ne parvient pas à se faire reconnaître. Ce culte populaire des martyrs, la lamentation sur l'injustice subie, écarte de l'action positive contre l'injustice et permet donc au pouvoir injuste de se reproduire ; bien davantage il est un instrument de sa reproduction puisque le pouvoir réel n'est pas conçu autrement qu'injuste. Mais, en même temps, il remémore constamment l'extranéité de l'Etat par rapport aux individus, et l'impossibilité pour celui-ci de s'identifier à lui. Si bien que l'Etat ne peut jamais agir au sein d'un consensus autre que négatif ; il ne peut intervenir dans la société que par la violence ; il s'embourbe dans ce qu'il se représente comme passivité, arriération, immobilisme alors que l'individu le regarde de façon seconde, s'applique à déchiffrer sous son discours, celui de ses lois, règlements, interventions, intentions affichées, ses mobiles réels qui ne peuvent être que perfides et perniciose, et lui oppose sa propre duplicité, un discours et une pratique de rongement et pourrissement à long terme dont la guérilla langagière n'est qu'un aspect. En outre, la commémoration des martyrs est un discours utopique ; elle affirme comme fin de l'histoire la disparition du *dowlate*, de l'Etat extérieur aux individus et l'avènement de la commune comme organisation sociale. En certaines circonstances (un Etat affaibli...) le culte des martyrs peut d'ailleurs se transformer en pratique du témoignage par la mort, de l'injustice du pouvoir et entraîner sa chute (1978-79). Le quiétisme n'est donc que son apparence, il est discours subversif et traversée de l'histoire dans la contestation permanente et l'attente. Le regard tourné vers l'intérieur est, en même temps, regard d'espérance. Le jet d'eau est au centre du patio, la fleur au centre du tapis.

L'affirmation d'une loi universelle délivrée par Dieu lui-même, s'imposant à tous les individus quels que soient leur fonction et leur rang, représente aussi un instrument de défense des petites communautés face aux dynasties barbares, aux « féodalités » nomades, à l'Etat pillard.

L'efficacité de cette résistance suppose cependant un corps de savants religieux affirmant et attestant l'authenticité de la loi, capables d'en déterminer l'application en chaque cas particulier, maîtres aussi dans l'art du discours pour s'imposer face au prince (le corps des ulémas apparaît, dans cette perspective, tout à fait analogue, en plus vaste et plus cohérent, au corps des juristes communaux des provinces méditerranéennes de la France). Le clergé shi'ite se donne à voir comme identique au *mellate* islamique ; il semble effectivement en sourdre avec sa base de petits prêtres issus du peuple des campagnes et des villes. Il profère la différence, l'opposition du *mellate* et du *dowlate* comme différence-opposition d'un intérieur et d'un extérieur, du bien et du mal. Il affirme faire corps avec le peuple musulman et prétend n'être vis-à-vis du *dowlate* que son porte-parole. S'appuyant sur le peuple, il proclame le diriger intellectuellement, moralement, juridiquement et en être le dirigeant religieusement légitime ; il marque les limites du pouvoir, restreint son champ d'activité, le réduit à l'« inertie juridique », prétend autonomiser la vie civile de la vie politique. En même temps, dans l'activité qu'il déploie, le clergé se sépare du *mellate*. Sur le plan religieux tout d'abord. A la religiosité populaire vivante, multiple, diversifiée, laissant aux individus une grande autonomie de croyance et de pratiques, mais sans prestige, il superpose une religion savante, une religion legaliste, ensemble de croyances clairement définies et de règles élaborées, enserrant les individus dans des normes et des rites dont le degré d'obligation est lui-même nettement arrêté. Si bien que, finalement, le petit peuple musulman est musulman de seconde zone, jugé ignorant et crédule, suspect de polythéisme et de paganisme.

La séparation est aussi vraie au plan politique. Le discours est toujours manichéiste, le clergé ne légitime pas ouvertement l'Etat, ne justifie pas son action, mais il le présente comme une nécessité, comme le mal nécessaire dans/hors de la société et justifie donc de façon détournée son existence, favorise la formation d'un consensus sans doute négatif mais qui n'en est pas moins un consensus. Complémentairement, il n'organise pas le peuple politiquement, encourage le repli sur soi, sur la morale et les rites, sur le culte doloriste des martyrs, privilégie l'attente d'une société idéale qui apparaîtra à la fin des temps, lors de la parousie, aux dépens de l'effort pour construire une société immédiatement plus équitable. Il occulte la dimension politique et prophétique de l'islam et interprète dans cette perspective ses notions centrales (voir à ce sujet les critiques de A. Shari'ati et A.H. Bani-Sadr). Il s'érige en même temps en référence nécessaire du croyant, lui fait un devoir d'obéissance au docte (notion de *mardja-é-tarhlide*), le prive de sa responsabilité par rapport à Dieu et à la société. Proférateur de l'anti-étatisme, le clergé est en fait, de façon détournée, le plus efficace instrument de reproduction de l'Etat tel qu'il est ; protecteur réel du *mellate* dans ses rapports avec le *dowlate* et, donc, nécessaire au *mellate*, il est en même temps dans le discours qu'il produit sur ces rapports le meilleur allié du *dowlate* et donc, à lui aussi, nécessaire. Par son rôle

central dans les rapports politiques entre *mellate* et *dowlate*, dans la reproduction sociale, le clergé est bien une classe sociale même s'il se divise nettement entre haut et bas clergé, establishment et prêtraille. Mais, c'est en occultant son existence en tant que classe particulière, ayant des objectifs propres (sa propre reproduction dans la reproduction de la société) en se prétendant confondu avec le *mellate* et en prétendant proférer son discours, que le clergé atteint ses objectifs de classe. Nous nous trouvons donc en présence d'une société trinitaire dont les trois pôles, les trois acteurs ou classes sont les producteurs (qui, tendanciellement, ne forment qu'une classe dans leurs rapports avec les deux autres, même s'ils se différencient clairement entre eux : paysans, artisans, etc., et par extension, entrepreneurs et marchands), l'Etat pillard (soit la classe militaire, conquérante qui s'est formée en Etat pour la domination et le prélèvement du surplus, et comprend la cour, l'aristocratie, la « féodalité » et l'appareil étatique), le clergé (le rapprochement avec « l'ordre trifonctionnel », « l'idéologie des trois fonctions » (G. Dumézil), que révèle l'analyse des mythes, épopées et littératures indo-européennes ne peut en effet être ici éludé ; il pose bien des questions) ; mais la société trinitaire se reproduit dans l'idéologie manichéiste proférée par le troisième absent qui, situé en intermédiaire entre le pillard et le pillé, prend en charge la survie de la société. En même temps, la société trinitaire est travaillée, inquiétée par trois rêves contradictoires qui trouvent leur origine dans les rapports sociaux eux-mêmes. Le rêve de l'Etat qui convoite l'absolutisme, aspire à un pouvoir sans partage, qui ne parvient habituellement pas à se réaliser mais se renouvelle sans cesse dans la nécessité que rencontre le prince d'affirmer sa toute-puissance afin d'intimider à la fois le protecteur et le protégé. Le rêve du clergé qui fantasme sur la transformation de son hégémonie en domination : le docte est l'autorité politique légitime, parce que son rôle de protecteur tend à inclure la possibilité d'une alternative. Le rêve du peuple qui aspire à se débarrasser de l'Etat pillard et à constituer l'Etat des communautés autonomes.

Après un lent déclin sous l'effet de la pénétration du capitalisme, la société trinitaire s'est désagrégée dans les années soixante. L'articulation sur le marché mondial, la rente pétrolière ont rompu les équilibres anciens au profit de l'Etat. La société politique tend à se substituer, à absorber la société civile ; elle s'immisce dans tous les domaines qui étaient les siens et bien au-delà. Le prince modernisateur prétend régénérer la société tout entière : son organisation, ses pratiques et représentations habituelles, ses croyances. Il veut rompre avec un consensus qui ne lui laissait qu'un statut diminué, prétend obtenir l'adhésion positive des individus. Il cherche la légitimité dans l'imitation de l'Occident, mais n'y réussit ni dans l'économique ni dans le politique et ne parvient à détacher du *mellate* que les classes qui se forment au sein de l'appareil bureaucratique et sont définies par lui. Son projet, en tout état de cause, passe par l'humiliation du clergé, son exclusion de la vie collective, la destruction de son indépendance matérielle (contrôle des

varhf-s). Pourtant la désorganisation de l'ancienne structure matérielle et sociale, la réorganisation de la société dans l'urbain et dans un rapport binaire avec l'Etat, sont la cause fondamentale de la révolution.

L'ascension du clergé s'appuie sur les masses urbaines ; une telle ascension eût été impossible au temps où la grande majorité du *mellate* était dispersée dans les campagnes ; pour affirmer sa domination, le clergé tente pourtant d'utiliser les mécanismes de son hégémonie passée et y réussit un certain temps. Il dénonce des menaces intérieures et extérieures pour ranimer sans cesse l'unanimité des masses et se présenter comme leur organisateur et protecteur ; le dirigeant les exhorte continuellement à faire corps, fait de la cohésion la vertu révolutionnaire centrale, dénonce toute critique, toute divergence politique comme tentative pour briser l'unité de corps et, donc, comme manœuvre de l'ennemi (le maître mot du discours khomeyniste durant les deux premières années de la révolution est *vahdate é kalamé*, litt., unité de verbe et, par extension, unité de corps, désignant la pratique traditionnelle du clergé dans ses rapports avec le prince mais aussi avec le peuple). En réalité, l'unanimité change de sens, lorsque, de pratique populaire, apparaissant comme exigence immédiate des luttes menées par le peuple il devient recommandation du docte. Dans le premier cas, au cours du moment effervescent de la révolution, il est instrument d'hégémonie des masses en même temps qu'instrument de lutte contre l'Etat ; dans le second, il devient instrument d'hégémonie du clergé sur les masses, qui trouve dans leur unanimisme un terrain favorable. L'unité de corps, objet des exhortations du docte, est détournement au profit du pouvoir clérical de la pratique unanimiste du peuple ; elle devient injonction de faire corps avec le pouvoir clérical au nom de périls intérieurs et extérieurs. Ces périls existent effectivement, mais sur eux est greffée une stratégie de la tension et une propagande démagogique jouant avec l'affectivité des masses, pour lesquelles ils ne sont que prétextes. Si bien que la lutte effective contre les périls effectifs, contre le plus concret de tous : le retour à la dépendance, est transformée en une surexcitation permanente des masses qui n'est contre eux d'aucune utilité (alors que le régime du *chah* ne pouvait survivre à l'opposition unanime du peuple iranien, le « grand Satan » se moque des manifestations devant son ambassade, il en tire même un avantage de propagande contre la révolution iranienne, et, une fois démontrée, durant les premiers jours de l'occupation, l'unité du peuple dans la haine contre l'impérialisme, les manifestations perdent leur sens, tendent à devenir un exutoire rituel pour une inquiétude exacerbée). Par contre, l'affolement et la cohésion sans cesse ranimés permettent la réalisation dans l'ombre des objectifs réels du clergé : le retour au despotisme, l'éradication des conquêtes ouvrières et paysannes de la révolution, l'établissement de l'ordre moral, etc.

En dépit de la sottise et de la crédulité prétendues des classes populaires, la protection assurée par le pouvoir clérical contre des menaces intérieures et extérieures ne pouvait donc faire longtemps

illusion ; le clergé apparaît finalement, lui-même, comme la force contre-révolutionnaire principale, tandis qu'il ne parvient ni à améliorer la condition matérielle des « déshérités », objets affichés de sollicitude, ni à protéger des menaces extérieures dont il devient lui-même responsable en poursuivant inutilement la guerre avec l'Irak. La reproduction sous une forme nouvelle de la relation trinitaire et de la fonction du clergé dans cette relation n'avait d'autre réalité que celle d'une couverture idéologique, mystificatrice du rétablissement de l'Etat pillard sous la direction du clergé. C'est en effet l'Etat ancien qui se reproduit au travers des représentations des nouveaux agents de l'Etat, et des pratiques qu'elles engendrent. Ces derniers se recrutent d'ailleurs, non pas dans les classes populaires proprement dites mais dans trois autres classes : le sous-prolétariat ancien, constant allié des pouvoirs despotiques, la classe moyenne incertaine des étudiants et diplômés multipliés par l'ancien régime et demeurés sans emploi, les couches inférieures de l'appareil d'Etat ancien, aspirant à monter en grade grâce à la révolution. Durant les années qui suivent l'installation du nouveau régime, l'appareil d'Etat se gonfle une nouvelle fois ; le pillage de la richesse collective (essentiellement le pétrole) prend une nouvelle ampleur (sans compter le pillage des biens des particuliers, des biens confisqués, etc.).

La domination politique du clergé ne signifie donc pas la disparition de l'ancienne opposition *dowlate-mellate* ; elle signifie d'abord la disparition de l'ancienne relation ternaire et de la relative protection qu'elle assurait au *mellate* par rapport aux entreprises du *dowlate*. La relation binaire issue de la révolution est plus insupportable que celle qui l'a précédée, parce que si le pouvoir politique parvenait mal, sous l'ancien régime, à prendre sérieusement pied dans l'idéologique, il est plus facile pour le clergé d'utiliser la violence spécifique du politique : il est en mesure de la légitimer plus vigoureusement aux yeux des nouveaux agents de l'appareil d'Etat.

L'aventure cléricale démontre dans la pratique la signification historique de la relation entre le clergé et le « peuple », l'erreur de la prétendue identification du clergé au *mellate*, les dangers du manichéisme lorsqu'il est extrait du cadre politique concret qu'il dissimulait, de telle sorte que son proférateur même devient le mal qu'il dénonçait. Elle est donc un nouveau pas dans la destruction des structures idéologiques-politiques du passé, qui s'est accélérée avec l'articulation sans précédent sur le marché mondial depuis le début des années soixante, au travers de l'exportation massive de pétrole. Le problème aujourd'hui posé à la conscience collective est double. D'un côté, doivent être inventés de nouveaux rapports entre la nation, l'Etat et les intellectuels, clercs ou laïcs, ce qui n'est pas simple en raison du poids du manichéisme dans la culture, et de la tentation permanente qu'il engendre, de course démagogique à la pureté. Sa relation au marché mondial est la seconde face du problème de l'Etat, sans doute la plus importante. L'articulation sur le marché mondial produit et ne peut que reproduire l'autonomisation de l'Etat et la tendance à l'Etat total, quelles que soient les institutions

et l'idéologie professée par les dirigeants ; or, cette articulation n'est pas une simple question de choix d'une politique économique ; elle a transformé la culture : la représentation des revenus pétroliers comme rente a envahi toute la société. Dans ses deux faces, le problème que posent l'Etat et son avenir met en cause la culture.

Cette esquisse de la transformation du statut de l'Etat au sein de la structure globale ne vaut certainement pas pour d'autres pays même si tel ou tel de ses éléments peuvent être retrouvés ici ou là. Toute transformation globale est particulière. Dans le spécifique pourtant s'imisce le fait aujourd'hui universel : l'articulation sur le marché trie dans l'héritage, le bouleverse, le refaçonne, faisant éclater d'anciennes contradictions, et apparaître d'autres, engendrant une structure nouvelle, poussant à sa transformation. L'Etat est constamment situé au centre de ce mouvement en tant que lieu où se rencontrent le dominant dans son effort pour élargir sa domination et le dominé cherchant à la contrecarrer et à trouver la voie de son propre développement.

NOTES

1. Mouvement de grande ampleur et de longue durée inauguré par la Révolution française et le premier Empire, théorisé dès ses débuts par Hegel, remarquablement mis en lumière par Henri Lefèbvre, *De l'Etat*, Paris, UGE, 4 vol., 1976, 1978.

2. Sur les différentes analyses de l'Etat de Marx et Engels et sur celle de Weber, voir le rappel succinct et précis qu'en donnent Lucien Nizard, Bruno Jobert, Pierre Muller, *Eléments pour une nouvelle approche de l'Etat dans la France d'aujourd'hui*, Grenoble, Institut d'études politiques, CERAT, 1977, 222 p.

3. Sur ce thème voir Lucien Nizard, Administration et société, *Revue française de science politique*, avril 1973 ; et L. Nizard, B. Jobert, P. Muller, *Eléments...*, op. cit.

4. H. Lefèbvre, op. cit., III, p. 212.

5. Gérard Mendel, *Pour décoloniser l'enfant, socio-psychanalyse de l'autorité*, Paris, Payot, 1971, montre les racines de l'autorité dans les plus anciens rapports de l'enfant avec ses parents. Pour Laurent Chabry, *La spécificité du politique dans l'Orient arabe, Irak, Syrie, Jordanie, Koweït, une approche d'anthropologie politique*, Paris, thèse de doctorat, 1980, 1316 + XII p., G. Mendel demeure trop marqué par Weber et fait l'impasse sur les signaux de l'autorité acquis durant l'enfance. Voir aussi André Nicolai, « La politique et l'étatique : la nécessité, la vertu et le plaisir », in *Recherches sur l'Etat, élaboration d'un bilan interdisciplinaire des travaux concernant l'Etat français d'aujourd'hui*, Paris, Commissariat général du plan, CORDES, 1980, II.

6. Pour un exposé et une critique de cette thèse, voir dans le présent volume l'article de Ali Kazancigil, « Théories de l'Etat et analyse de l'Etat moderne turc ».

7. Voir Pétrole et société, *Peuples méditerranéens*, n° 26, janv.-mars 1984.

8. Relation soulignée par A.H. Banisadr, *L'espérance trahie*, Paris, Papyrus, 1982, 405 p.

9. Le modèle de ces études reste Daniel Lerner, *The passing of traditional society, Modernizing the Middle-East*, New York, The free press 1964 ; ses émules sont nombreux aux Etats-Unis et ailleurs, aujourd'hui encore. Voir la critique extrêmement pertinente qu'en fait Laurent Chabry, op. cit.

10. Louis Gardet, *La Cité musulmane*, Paris, Vrin, 1954. Yadh Ben Achour, *L'Etat nouveau et la philosophie politique et juridique occidentale*, Tunis, Centre d'études, de

recherches et de publications de la faculté de Droit et de Sciences politiques et économiques de Tunis, 1980, dresse le tableau des institutions politiques anciennes et de leur confrontation à la modernité.

11. *Un village en Vaucluse*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1968.

12. K. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1968, I, pp. 435 et suivantes, « Formes antérieures de la production capitaliste ».

13. Jacques Berque, « Poussée nationale et démocratie à la base dans la nation arabe, 1915-1925 », in *Abd el Krim et la république du Rif*, actes du colloque international d'études historiques et sociologiques, 18-20 juin 1973, Paris, Maspero, 1976.

14. Bagher Parham, *La communauté de production et l'appareil d'administration*, Paris, thèse, 1974.

15. René Gallissot, « Au Maghreb, sociétés segmentaires et violence politique. Critique des interprétations par la segmentarité : rapports d'exploitation et reproduction sociale », in *Cahiers de la Méditerranée, Le concept de classe dans l'analyse des sociétés méditerranéennes XVI^e-XVII^e siècles*, Nice, CMMC, 1978, a proposé une critique radicale de la théorie de la segmentarité et des conditions de sa production.

16. Paul Vieille et Emmanuel Gilbert, « Espace et politique en Languedoc : de la viticulture aux institutions régionales », *Espace et politique, la région dans la dynamique de la formation française*, CERAT-IEP, Grenoble, 1977, pp. II-1 à II-156.

17. Paul Vieille, « Une séquence de Kriegspiel méditerranéen, la bataille des rives de l'étang de Berre (1972) », *Aménagement du territoire et développement régional*, VII, 1974, pp. 375-406.

18. Ann K.S. Lambton, « Secret societies and the persian revolution of 1905-06 », *St Antony's papers*, IV, 1958, pp. 43-60.

ETAT ET RELIGION AU XVII^e SIECLE FACE A L'ESCLAVAGE

Laënnec HURBON

Assourdi par les canons des soldats français qui envahissaient la ville de Iéna, Hegel se hâtait de voir dans Napoléon l'incarnation de « l'esprit du monde » et la destruction de l'armée prussienne comme le point culminant de l'histoire. Mais il ne savait pas qu'à la même époque, un ancien esclave, nommé Toussaint Louverture, se dressait contre le même Napoléon et lançait la première révolution d'esclaves victorieuse. C'est paradoxalement Hegel qui a produit l'une des analyses les plus percutantes parmi celles dont on dispose encore aujourd'hui sur le rapport maître/esclave. *La phénoménologie de l'esprit* ignore Toussaint Louverture, mais suffira-t-il de la confronter avec une perspective historique concrète pour produire sa réfutation ? Mieux, l'histoire semble donner raison à Hegel, au moment où elle se déroule ; la révolte anti-esclavagiste de Saint-Domingue, point culminant de toutes les révoltes d'esclaves dans le Nouveau Monde, donnera naissance à un Etat nègre, rapidement converti en empire. Dessalines, premier chef d'Etat d'Haïti, se fait consacrer empereur. C'est que, dans cette lutte à mort entre le maître et l'esclave, l'Etat apparaît donc comme la seule médiation, la rédemption véritable pour l'un comme pour l'autre : la raison d'être de leur lutte, la raison tout court. L'évidence de l'Etat se donne pour Hegel dans la réalité même : elle est devenue plus forte que la preuve de l'existence de Dieu selon Saint Anselme. Dieu est mort, disait justement Hegel, et il n'a plus à être mis en doute. En l'Etat, l'universel en soi parvient à voir le jour¹. Il n'y a plus à penser les rapports entre la religion et l'Etat. La religion renvoie encore à l'opacité, l'imperfection, le doute, l'aliénation ; l'Etat a la transparence à soi. Impossible de le

contourner. Perte de temps de lui opposer la moindre résistance. Car toute pensée sur (ou de) l'Etat, toute critique de l'Etat servirait encore l'Etat, puisqu'il est devenu comme l'équation de l'être et de Dieu, ce à partir de quoi, ce au milieu de quoi l'on pense et se meut.

En épilogue à son monumental ouvrage sur *L'esclavage à l'époque de la Révolution*, David Brion Davis esquisse une réflexion sur « Toussaint Louverture et la phénoménologie de l'esprit »² dans laquelle il propose un réexamen des analyses de Hegel, à cause du nouveau tournant qu'elles représenteraient dans la conscience éthique de l'humanité. Pour Davis, on a moins à réfuter Hegel qu'à approfondir son message, comme Marx et Freud l'avaient fait, dans la mesure où il a su à partir du rapport maître/esclave penser toutes les formes possibles de domination physique et psychologique. Il nous semble plutôt que le phénomène esclavagiste comme tel disparaissait dans la théorie de Hegel pour être réemployé comme pure métaphore qui aide à mettre l'idée de l'Etat à l'abri de toute critique.

On peut se demander si les travaux d'anthropologie et de sociologie de l'Etat — rares, tout compte fait — ne se situent pas à l'intérieur de la problématique hégélienne (malgré leurs déclarations d'intention), dans la mesure où ils considèrent l'Etat comme une évidence donnée, et non comme un produit historique qui implique à l'échelle du monde une nouvelle signification du rapport à « l'autre ». Celle-ci se donne à voir en gros plan dans l'esclavage qui imposait à l'Etat et à la religion un redoutable face à face au XVII^e siècle.

Hegel et le XVII^e siècle : ou l'Etat comme fin de la religion

Hegel n'a pu produire sa théorie de l'Etat qu'adossé au XVII^e siècle. Et ce ne sont pas les canons des soldats de Napoléon à Iéna qui l'ont surpris. C'est en effet au XVII^e siècle que l'Etat va enfin se déployer de manière durable, au sens où il va se répandre partout et conquérir le monde entier, jusqu'à se donner pour l'ordre même de la raison et de la civilisation. On sait qu'il a existé en Italie du Nord dès le XV^e siècle, des petits Etats-cités séculiers, émancipés de la vision féodale, et qui ont permis déjà à Machiavel de montrer comment la politique a ses lois propres et n'est pas soumise aux intérêts de la religion. Mais il a fallu les rivalités entre Etats, suscitées au XVII^e siècle par les territoires récemment découverts dans le Nouveau Monde, pour pousser à la constitution de nouvelles théories et pratiques politiques dans lesquelles la religion est systématiquement détrônée. Là où l'Espagne des Habsbourg fait appel au pape pour avaliser son droit de premier occupant, la France des Bourbons s'engage dans une perspective politique rigoureusement commandée par l'intérêt national³. Ainsi, en soutenant qu'avec l'Etat (moderne), on ne peut plus parler de la religion qu'au passé, Hegel achève de consacrer ce qui en fait, dès le XVII^e siècle, se met en place dans le processus de conquête du monde qu'implique l'esclavage en

Amérique. L'Etat n'est pour Hegel la fin véritable de la religion que parce qu'il se présente en même temps comme sa réalisation la plus parfaite ⁴, c'est-à-dire son universalisation réelle, ou encore l'irréversibilité de la conquête du monde par la raison.

Depuis le XVII^e siècle l'Etat est devenu, de manière plus nette, la marque de civilisation, ce qui permet à l'homme de sortir de la nature, de l'animalité. Il n'y a pas si longtemps, effectivement, des anthropologues se sentaient encore obligés de montrer — à grands renforts d'arguments ou d'acrobaties — que les peuples non occidentaux, c'est-à-dire non modernes, ne sont pas « sans foi ni loi », mais qu'ils ont pu accéder au monothéisme ou qu'ils ont disposé d'un système étatique quelconque, même s'il était despotique. Dans tous les cas, si la preuve formelle ne pouvait être fournie, on dégagait les pierres d'attente du monothéisme et de l'Etat ⁵, on découvrait que l'aspiration à l'Etat existait, guettant le bon moment pour se réaliser. Penser en dehors de l'Etat ou contre l'Etat est devenu contradictoire avec le fait même de penser. L'Etat, propriété de l'Occident, plus précisément de la modernité, s'est fait coextensif au monde. Le XVII^e siècle semble le donner à penser aussi, puisque les théories de l'Etat qui s'élaborent partent de la prise en compte des réalités dominantes, visibles, irréfutables. Mais au moment où se produit l'avènement de l'Etat, l'esclavage bat son plein dans les Amériques. Peut-on dire que l'appréhension de ce phénomène au XVII^e siècle nous éclaire quelque peu sur la nature de l'Etat ? L'esclavage, premier pas de la colonisation et mode de conquête du monde, ou, si l'on veut, base de réalisation de la modernité, est-il objet de pensée dans le cadre des théories de l'Etat ? Mais ces questions elles-mêmes ne paraissent-elles pas insolites pour le XVII^e siècle ? Et pour aujourd'hui même ne paraissent-elles pas futiles ? Car, l'esclavage, problème économique, à ranger sous la rubrique d'accumulation primitive, n'aurait rien à voir avec la construction de l'Etat. Celle-ci s'opérerait en Occident, puis se projetterait ailleurs. Tel est le point de vue du sens commun qui ne peut se résoudre à envisager la possibilité pour l'Etat moderne de se dresser dans la pratique et dans la théorie, essentiellement dans un rapport avec « l'autre ». La pensée de l'Etat, au moment de la conquête du monde par l'Occident, c'est la pensée que rien ne peut exister en dehors de lui et à côté de lui : la pensée de l'indivision, la pensée de l'Un. C'est aussi sans doute sa force d'attraction auprès de « l'autre », de celui qui se rebellerait à l'intégration, jusqu'à voir sa perte, sa déchéance vers la barbarie une fois ravi à la domination de l'Etat.

En partant de l'expérience esclavagiste au XVII^e siècle, on se bornera à indiquer quelques pistes de réflexions susceptibles de faire progresser la reconstruction théorique des rapports entre Etat et religion, à cette époque. Reconstruction qui s'avère nécessaire pour produire une anthropologie critique de l'Etat.

L'Etat et le déploiement de l'économie-monde

L'ouvrage récent de I. Wallerstein, *Capitalisme et Economie-Monde, 1450-1640*⁶, a l'avantage de lancer directement le débat sur la nature de l'Etat dans le cadre de l'évolution d'un ordre économique mondial dont la Méditerranée est alors à bien des égards le centre. Pour lui, c'est le développement d'une économie-monde qui provoque le centralisme étatique, à un niveau jamais atteint auparavant. Décisions politiques et décisions économiques sont devenues inséparables, et l'on ne voit pas sur quelles bases se sont fondés tant d'économistes pour définir le capitalisme comme un système qui repose sur la non-ingérence de l'Etat dans les affaires économiques. La position de Wallerstein nous intéresse ici à plus d'un titre : il voit dans l'Etat « le révélateur »⁷ de cette économie-monde qui se déploie, il s'interroge sur la nouveauté et le rôle de l'esclavage à cette époque, là où il considère l'Etat comme indispensable au contrôle du marché du travail. Pour lui, si dès le XVI^e siècle l'économie-monde se fonde sur le mode de production capitaliste, celui-ci ne peut encore s'avouer comme tel, et seul l'étatisme et la raison d'Etat constituent l'idéologie dominante⁸. Mais l'auteur reconnaît qu'il s'engage dans un problème inextricable. On ne peut déterminer, dit-il, le rôle exact de l'aristocratie ; et sur le rôle de l'Eglise, il n'a pu rester que dans le flou. Par exemple, la thèse de Weber sur le rapport entre le protestantisme et l'expansion du capitalisme pourrait être appliquée à l'Eglise catholique, autrement dit, l'identification entre le protestantisme et les forces favorables à l'expansion du capitalisme ne serait qu'accidentelle⁹.

Ces hésitations et imprécisions de l'auteur prennent, en fait, leurs racines dans un malentendu auquel il n'a pu échapper, à savoir que l'étatisme et la raison d'Etat seraient déjà dominants au XVI^e siècle. Or, avec une telle perspective on ne peut que piétiner et tourner en rond autour du problème :

« sur la définition de ce rôle de l'Etat, écrit-il, sur la question de savoir de qui l'Etat fut l'agent et dans quelle mesure on peut penser qu'il constitua une force autonome, aucun consensus n'existe »¹⁰.

Et pour cause, car au XVI^e siècle, les jeux ne sont pas encore faits. Cependant, tout se passe comme si seulement un dispositif était progressivement mis en place, qui n'aura ses effets réels qu'au XVII^e siècle. Wallerstein s'en doute quelque peu, à partir même des données qu'il brasse :

« Au XVI^e siècle, on peut, tout au plus, parler d'un « fiscalisme » d'Etat ou d'un « mercantilisme précoce ». Mais à partir de 1650 environ, les Etats occidentaux s'engageront dans une politique mercantiliste pour renforcer encore leur poids relatif au sein de l'économie-monde¹¹. »

Comment justifier ce concept de « mercantilisme précoce » ? Comment parler aussi du « poids relatif » des Etats au sein de l'économie-monde, alors qu'on vient de prouver que dès le XVI^e siècle, les maîtres de l'appareil étatique utilisent quatre mécanismes : bureaucratisation, monopolisation de la force, affirmation de la légitimité du pouvoir et homogénéisation de la communauté de leurs sujets ¹² ?

Deux raisons au moins sont à mettre au compte de l'impasse dans laquelle Wallerstein s'est engagé, en dépit de l'intérêt de sa thèse sur l'économie-monde. La première est qu'il évacue la problématique des théories élaborées sur l'Etat au XVII^e siècle, la seconde est que tout en faisant de l'Etat le révélateur de cette économie-monde qui se développe, il ne voit pas que le phénomène esclavagiste, dans sa nouveauté, est, lui, révélateur de l'Etat. On ne peut juxtaposer le travail libre, le servage et l'esclavage comme différents modes d'organisation du travail, en fonction de chaque type de production, et déclarer tout de suite après, que

« les modes de contrôle du travail influencent profondément le système politique et, en particulier, la puissance de l'appareil étatique » ¹³.

Curieusement, au moment où le problème du rôle possible de l'esclavage dans la construction de l'Etat est perçu, il est dilué, sinon contourné. Or l'esclavage pose bien un problème spécifique, au niveau de la théorie du droit comme de l'Etat. Mais essayons d'abord de préciser nos objections contre l'hypothèse de l'étatisme et de la raison d'Etat au XVI^e siècle.

Si l'on peut soutenir que l'ordre médiéval est cassé par le seul fait du protestantisme, il reste difficile de parler de son écroulement total dans les mentalités. On en a fait la constatation d'abord par la lutte anti-sorcellerie qui s'est déclarée à la fin du XVI^e siècle comme une prise de conscience que les jeux n'étaient pas encore faits. L'acharnement à nettoyer l'Occident de la sorcellerie est une tentative d'instauration définitive de l'ordre de la raison, une tâche d'unification de la société, indispensable à l'Etat pour se réaliser comme tel. Mais, à cette époque, au XVI^e siècle, les magistrats chargés de travailler à ce nettoyage participent eux-mêmes « aux croyances communes concernant le Diable et ses entreprises » ¹⁴, comme l'a montré Robert Mandrou. Avant de repousser la sorcellerie vers l'ordre de l'imagination et de la folie, il a fallu, dit-il encore,

« un siècle de contradictions, de décisions incohérentes et de débats passionnés » ¹⁵.

C'est qu'à travers la lutte contre la sorcellerie ou les bûchers dressés en particulier pour les femmes, premières victimes de l'Inquisition, l'Etat éprouve peu à peu son centralisme, met au point son système

définitif de contrôle judiciaire, sépare peu à peu le normal et l'anormal, la ville et la campagne, le civilisé et le barbare ¹⁶.

Dans le même temps, la lutte contre les protestants et les juifs assure au pouvoir central le transfert de l'autorité divine vers lui-même. Ce dont l'Eglise, livrée à elle-même, n'est plus capable, l'Etat peut désormais le prendre en charge : précisément il se fait l'apôtre de l'Unité contre les divisions instaurées au cœur même des individus par le protestantisme. Car le phénomène protestant ne se réduit pas au seul fait de la cassure de l'unité de l'Eglise : il instaure une division au-dedans de l'individu. C'est pour cela que, face à cette brèche si profonde, l'Eglise s'attachera essentiellement à organiser des « pratiques », à ramener la religion à la pratique religieuse, à la pratique sociale, au sens où Michel de Certeau ¹⁷ l'a si bien indiqué. Le lien décisif, ce sont les mœurs et non plus la foi. Ainsi l'Eglise se croit-elle justifiée de se confier « loyalement » au roi. Mais sous ce rapport le protestantisme, avec sa religion du roi, rejoint l'Eglise, au moins indirectement. Et ce n'est pas un jeu de cache-cache qui se développe entre le christianisme et l'Etat, au sens où l'un tendrait à utiliser l'autre pour parvenir à ses fins propres. L'Etat est seul maître du jeu, il est juge et partie, et la religion n'est plus qu'un élément qui désormais lui revient en propre et ne s'appartient plus.

« Révolution subreptice, dit Michel de Certeau, la fin s'est muée en moyen. Les institutions politiques *utilisent* les institutions religieuses, y infiltrent leurs critères, les *dominent* de leur protection, les destinent à leurs objectifs ¹⁸. »

Telle est la révolution qui s'inaugure avec Richelieu. L'appareil étatique est devenu l'autorité qui ne suppose plus d'extériorité par rapport à lui. Hors de lui, c'est le chaos, c'est-à-dire la possibilité pour l'individu de n'être plus livré qu'à ses doutes, ses incertitudes, ses divisions intérieures, aux tiraillements entre la grâce et la loi, entre la foi et l'institution, entre la passion et la raison ¹⁹. Enfin, le désenchantement du monde et de la politique, annoncé et théorisé par Machiavel, peut être entendu, mis en pratique. L'Etat du XVII^e siècle met la logique de l'intérêt au-dessus de tout, non pas — et c'est là le danger de l'économisme — à cause de la seule nécessité du capitalisme mercantiliste, mais en même temps à cause de la nécessité de sauver l'homme de lui-même, de lui offrir une transcendance paradoxalement visible, plus crédible que le Dieu immortel. Un Dieu mortel, donc, et qui a toutes les caractéristiques des puissances invisibles, mais avec la différence que cette fois son évidence est assurée, tel semble être l'Etat du XVII^e siècle.

Cette nouveauté que représente l'Etat au XVII^e siècle ²⁰ par rapport au XVI^e, a été souvent soulignée par de nombreux auteurs. Mais, trop souvent, ils semblent rester repliés sur l'Occident, rendant ainsi un pieux hommage à la réalité dominante qui, en quelque sorte, tombe sous le sens. Le phénomène abrupt de l'esclavage, là où il n'est pas sous le boisseau — comme il l'a été au niveau des idées dominantes — est

banalisé. Il rentre dans du déjà connu : comme par exemple, sans plus, dans la théorie de l'accumulation primitive.

Soutenir, comme le fait Wallerstein²¹, que l'Afrique étant une région extérieure à l'économie-monde, l'esclavage apparaît sans conséquence pour l'Europe, me paraît fort imprudent. Des difficultés importantes s'opposent en effet à cette « domestication » d'êtres humains : elle n'a pu aller de soi au niveau de la vision du monde qu'elle implique. Pas plus qu'un siècle auparavant la conquête des Indiens n'a pu se produire sans susciter des interrogations. Il a fallu, on le sait, un effort de pensée soutenu pour trouver une place à l'Indien²² dans la pyramide du monde telle qu'elle était conçue au Moyen-Age. Il a fallu par exemple réactiver la théologie de la chute et situer l'Indien au début de la Création, aussi près que possible des premiers hommes, encore ignorants de l'événement du salut, pour justifier la conquête et la mise en esclavage des Indiens. Mais au XVII^e siècle, cette théologie dont toute une série d'iconographies témoignent²³, n'a plus de pertinence. En même temps, la théorie raciste n'est pas encore disponible ; il faudra attendre le XIX^e siècle pour qu'elle soit mise au point²⁴. Dans ces conditions, la recherche des fondements de la pratique esclavagiste s'imposait comme une nécessité incontournable. Où trouver ces fondements si ce n'est dans l'Etat ? Non point qu'une théorie et une construction de l'Etat déjà là aient précédé la pratique de l'esclavage ; c'est d'un seul et même mouvement qu'elles seront données.

Effectivement, vers le milieu du XVII^e siècle, les luttes contre la sorcellerie connaissent, du moins officiellement, un apaisement en Europe, et au même moment, on se livre à toute une tâche de transfert de la démonologie vers le monde indien, puis vers le monde noir²⁵. Un en-dehors de l'Occident est ainsi créé, à vrai dire également à l'intérieur même de l'Occident : il y est symbolisé par les sorciers, les vagabonds, les mendiants qui passent dans les asiles et sont les victimes de ce que M. Foucault appelle « le grand renfermement » ; à l'extérieur, il est symbolisé par le monde indien et noir, livré à l'ordre diabolique et à la barbarie.

Le droit positif, l'Etat et la légitimation de l'esclavage au Nouveau Monde

Quelles sont les sources de légitimation du phénomène esclavagiste dans le Nouveau Monde ? Quelle vision du monde et de l'Etat appelle-t-il ? Un tour d'horizon critique sur les orientations actuelles des recherches sur l'esclavage nous apprend que rares sont les auteurs qui soulignent l'importance du droit positif et de l'Etat dans l'implantation de l'esclavage nègre au Nouveau Monde. De nombreux historiens maintiennent encore que l'esclavage est basé sur le modèle médiéval. Ainsi par exemple, Genovese lui-même, qui a produit une œuvre remarquable sur le monde qu'ont bâti les esclaves (*Roll, Jordan, Roll, The world the slaves made*)²⁶ soutient qu'une idéologie paternaliste aurait été dominante dans les

sociétés esclavagistes des Amériques, idéologie fondée sur le modèle médiéval, avec sa division entre seigneurs et serfs. Telle était déjà l'argumentation de Gilberto Freyre dans *Maîtres et esclaves* : les maîtres, disait-il, se comportaient en véritables chefs et pères de famille²⁷. Malgré les critiques développées contre Freyre, l'hypothèse du modèle médiéval continue son chemin. D'autres recherches²⁸ tendent à montrer que l'esclavage n'aurait pu être inauguré sans un calcul des maîtres sur la rentabilité de l'esclave. Mais ici, c'est la perspective économiste néo-classique qui est à l'œuvre et finit encore une fois par banaliser le phénomène de l'esclavage. Au moins, ces recherches partent-elles de l'intuition qu'avec l'esclavage la vision médiévale a déjà craqué et que nous assistons à une course forcenée vers l'accroissement des richesses à n'importe quel prix. Au XVII^e siècle, dans son *Histoire générale des Antilles*, l'un des premiers témoins, le père Dutertre le signalait déjà :

« Il n'y a point de différence de noble et de roturier, entre les habitants, celui qui a le plus de biens est plus considéré, car il n'y a que les officiers qui tiennent rang, ainsi les richesses seules font la distinction entre les autres²⁹ ».

Bien entendu, là où l'on n'articule pas la théorie de l'Etat en cours au XVII^e siècle avec l'esclavage, il devient plus facile de rabattre sur le Nouveau Monde l'idéologie paternaliste qui régit les rapports seigneurs/serfs. Mais la recherche restera ainsi enfermée dans l'impasse, oscillant entre les thèmes du calcul de rentabilité et du modèle médiéval.

Prenons par exemple le cas de l'asservissement blanc qui précède l'implantation massive des esclaves noirs dans les Amériques. Dans son ouvrage, *Capitalisme et esclavage*, Eric Williams commence par souligner « l'importance cruciale » de ce fait³⁰. Pendant plus d'un demi-siècle, les nouvelles métropoles utilisent en effet comme main-d'œuvre aux Antilles, des travailleurs blancs, ramassés un peu partout en Europe, aux périphéries des villes et qui font partie de la masse des mendiants, des vagabonds et des repris de justice. Pour tous ceux-là, le travail dans les colonies sera comme un rachat, une pénitence. On les appelle des « engagés », car après trente-six mois, ils recouvrent leur liberté et peuvent devenir propriétaires et petits planteurs à leur tour. Mais lorsqu'un calcul relatif à la rentabilité de cette force de travail par rapport à celle qu'on peut tirer de l'Afrique est effectué, c'est la solution de l'esclavage qui est retenue. Pourquoi ? Le nègre esclave est esclave à vie, alors que l'engagé ne travaille que temporairement. De même, l'esclave ne peut jamais devenir propriétaire, et sa progéniture est destinée à l'esclavage. En outre un peuplement exclusivement blanc risque de devenir dangereux : à un certain moment il peut vouloir rivaliser avec la métropole et entrer en sécession. Avec le calcul de rentabilité, il a fallu penser une force supplémentaire qui rende possible la pratique de l'esclavage elle-même, et le passage de l'engagé blanc à l'esclave ne se fait en douceur qu'en apparence.

On a eu beau montrer³¹ que les conditions de travail des engagés étaient comparables à celles de l'esclave, la pratique de l'esclavage n'a jamais cessé de requérir une justification autre qu'économique. Sans doute, la plupart du temps, les raisons de cet ordre sont les seules à être invoquées par les trafiquants, les planteurs, les administrateurs, mais on ne peut se contenter de répéter leurs discours. De plus, s'il est désormais clair qu'au XVII^e siècle l'Etat a bel et bien mis en œuvre différentes formes possibles de travail au Nouveau Monde : servage, travail salarié, esclavage, cette dernière n'allait pas de soi. Comment utiliser l'esclave comme bétail et en même temps voir en lui un être humain ? Le problème se posait avec acuité au XVII^e siècle³², car le consensus qui avait existé jusque-là autour d'une conception des institutions humaines en connexion avec une loi divine, inscrite en tout homme, disparaît peu à peu. Une telle vision, qui est celle d'un droit naturel, pouvait tantôt justifier, tantôt contester le fait de l'esclavage. Mais le protestantisme est venu introduire une séparation radicale entre liberté intérieure (le rapport à Dieu) et autorité étatique, en sorte que toute loi naturelle perde toute possibilité de servir de garde-fou à l'autorité étatique, ou d'être invoquée comme limite à cette autorité. Du côté catholique, nous l'avons vu, la soumission à l'Etat apparaissait comme la seule manière de préserver la foi. Auparavant ni saint Thomas, ni Suarez ne voyaient la possibilité de justifier l'esclavage par la loi morale. Il a fallu en fait, comme l'a bien montré David Davis, que juristes et philosophes retournent aux théories de l'esclavage, basées sur le droit romain³³. La problématique du pouvoir (liée à l'idée d'expansion économique) a prévalu en sorte que l'esclavage a dû devenir une question politique pour se réaliser dans la pratique. *C'est-à-dire que hors d'un encadrement et d'une visée étatiques, débarrassés de toute attache à la loi naturelle, l'esclavage aux Antilles aurait eu toutes les difficultés pour s'implanter.* Au départ, l'intérêt de l'Etat est placé au-dessus de tout, et l'on préfère repousser sans cesse les contradictions que représente un esclave : être humain et chose à la fois. S'occuper du monde, le conquérir, supposait une théorie du travail qui embrigade, enrégimente tout individu considéré comme oisif, ou tout peuple qui ne dispose pas du sens de la rentabilité et qui vit apparemment — ou du moins comme le sens commun le disait —, au simple niveau de la nature. Pour les Noirs d'Afrique justement, l'esclavage sera offert — ce sont ces idées qu'on répand en Europe — non pas comme un rachat (XVI^e siècle), mais comme un apprentissage à la condition d'être humain, comme mode de passage de la barbarie à la civilisation.

C'est donc l'Etat qui a pris en charge la réalisation pratique de la société esclavagiste et s'est mis en devoir de la réglementer³⁴. Cependant, la moindre loi concernant les modalités des rapports entre maîtres et esclaves entraîne inmanquablement la perception de la liberté possible de l'esclave, ne serait-ce qu'au niveau d'une prévention des abus du maître ou, à l'inverse, au niveau d'une prévention des révoltes d'esclaves. Les responsabilités attribuées par exemple à l'Eglise par le Code noir

(1685), premier système de réglementation pour les colonies, reconnaissent en fait la qualité d'être humain à l'esclave, ou en tout cas la possibilité pour lui d'accéder — un jour ou l'autre — à cette qualité. La possibilité de liberté est entrevue, mais dans un même mouvement, elle est tenue pour dangereuse. Elle s'évanouit même devant la suprématie du droit de propriété. C'est en quelque sorte l'homme qui doit s'effacer pour que la propriété soit sauvegardée. N'est-ce pas là une intuition de Marx, lorsqu'il parle de l'esclavage du travail salarié ? Autrement dit, la condition d'esclave — être humain et chose — se donne en fait comme la limite, mais aussi le symbole, de la condition du salarié : aliéné, séparé de ses moyens de production comme des produits de son travail et contraint de se livrer à un propriétaire. Ce que l'esclavage noir au XVII^e siècle tend à souligner et plus exactement à fonder, c'est à la fois le pouvoir de l'Etat et le droit de propriété (privée). Ni le droit naturel, ni la loi divine n'ont été mis à contribution dans la fondation et la mise en pratique³⁵ de l'esclavage noir dans les Amériques. Seul l'Etat, désormais temple de la transcendance, se porte garant de l'institution esclavagiste, jusqu'à décharger le maître lui-même d'avoir à affronter la contradiction de sa condition face à un être humain, sa propriété privée. L'esclavage a justement comme vertu d'aller jusqu'au bout de la domination, sans biaiser, en produisant la négation de « l'autre » mais sans l'anéantir. C'est pourquoi il a souvent été utilisé comme point de départ à toute tentative de réflexion sur la légitimation de la domination.

Dans un article suggestif intitulé « Le temps de la politique : quatre fragments sur le code de l'obéissance », Gérard Mairet constatait que

« dans une tradition qui va d'Aristote à Nietzsche via La Boétie-Hegel, c'est la relation maître-serviteur qui constitue le fondement de la domination légitime³⁶ ».

Pour ma part, je suis enclin à penser, avec le type inédit d'esclavage instauré au Nouveau Monde³⁷, qu'il se produit un saut qualitatif au XVII^e siècle. Ce n'est pas le lieu ici d'en produire la démonstration. Nous soulignerons encore une fois qu'à cette date on ne dispose plus des théories du droit naturel et de la loi divine et pas encore d'une théorie raciale.

En dernière instance, au XVII^e siècle, ce ne serait même pas au service du maître que serait voué l'esclave, mais au service de l'Etat comme tel, garant et objectif final de l'institution esclavagiste. L'économie-monde, qui se déploie pour la première fois, engage avec elle, pourrait-on dire, une théorisation de l'arbitraire pur à tous les niveaux. On peut déjà le déceler dans le régime des signes qui prend place au XVII^e siècle : Michel Foucault les a désignés comme signes de convention en opposition aux signes naturels, dominant encore au XVI^e siècle. Désormais, c'est le signe qui crée le partage entre l'homme et l'animal, qui fait décoller l'homme de l'ordre de la nature, et qui produit cet ordre comme

objet, plus exactement comme « un nombre infini d'éléments ³⁸ ». Au sein de cet univers, diverses catégories d'êtres humains devront se voir assigner une condition de proximité avec la nature, et donc d'objets à partir desquels se détache et se distingue la véritable humanité, l'être en qui la raison se situe à son point le plus avancé. Théorie du signe et de la raison font leur apparition au moment même où l'Etat s'arrache à la domination de la religion, précisément lorsque l'expérience esclavagiste commence à se dérouler au Nouveau Monde. On pourrait dire que la rationalité de l'esclavage c'est l'arbitraire de l'Etat, mais un arbitraire qui ne peut jamais se donner pour tel, et qui ne peut jamais être pris en flagrant délit. L'Etat serait parvenu à se confondre avec l'essence de l'homme, comme être de raison, c'est-à-dire à abstraire l'homme de lui-même, et à se constituer en l'universel en soi et pour soi dont parle Hegel. L'Etat se dissimule ainsi à l'homme, dans le même temps qu'il dévoile l'homme à lui-même. Une transcendance visible, disions-nous, ainsi apparaîtrait l'Etat, parce qu'il s'est inscrit au XVII^e siècle dans l'espace déserté à la fois par la nature (celle-ci n'existe plus et fait place à l'arbitraire du signe) et par le divin. Sa justification se trouve logée en lui-même, comme l'être de St Anselme. Du même coup, et c'est là une de ses caractéristiques majeures, l'Etat du XVII^e siècle se donne peu à peu pour le seul lieu d'engendrement de l'homme ou, si l'on veut, celui-ci est subordonné à l'Etat comme ce qui le fonde, puisque autrement ce serait le livrer aux dérives de la passion et de l'imagination, et donc ouvrir les vannes aux possibilités du doute, de l'incertitude et de la folie, toutes choses qui abandonnent l'homme à la proximité de la nature, donc à la barbarie.

Ainsi est peu à peu instaurée une opposition structurale entre l'état de nature et la nature de l'Etat qui à son tour ouvre la voie à l'opposition entre primitif et civilisé, entre société sans Etat et société à Etat ³⁹.

L'Etat Léviathan ou le fantasme de la barbarie

Précisément, le *Léviathan* de Hobbes ⁴⁰, considéré comme une œuvre diabolique et donc réprouvé par la plupart des écrivains du XVII^e siècle, n'a fait que prendre la mesure de l'événement que représente l'avènement de l'Etat moderne. Hobbes situe le débat exactement au point qui nous intéresse ici : à la jonction de l'esclavage et de la naissance de l'Etat comme pur arbitraire, qui ne doit sa nécessité qu'à lui-même et en lui-même. Le caractère absolu de la domination du maître sur l'esclave débouche pour Hobbes sur le caractère absolu de l'Etat, en sorte que défendre l'esclavage et défendre l'Etat deviennent une seule et même chose.

Dans le *Léviathan*, la logique de l'Etat se découvre à partir d'une réflexion sur le corps, le temps et la mort, trois notions en concaténation tout au long de l'ouvrage. Rompant avec la tradition philosophique, platonicienne et chrétienne, Hobbes soutient que les idées s'enracinent

dans les émotions et les passions qui constituent les pouvoirs actifs de l'homme, lesquels dérivent à leur tour des cinq sens, que l'homme partage avec l'animal. Mais, selon lui, la croyance que toutes les passions ou tous les désirs de l'homme peuvent être assouvis dans un Bien suprême (le *Summum Bonum*) est pur mensonge, pure superstition. Chaque individu rencontre en effet l'autre comme obstacle à son désir, et donc comme source de ses frustrations. L'abandon de l'homme à lui-même, c'est-à-dire à son état de nature et au libre déploiement des passions, revient à engager une guerre de tous contre tous, et donc à installer le chaos et la barbarie. L'exercice de la raison permet d'éviter une telle déchéance, mais la raison en question ne peut se définir en liaison avec une illumination divine de l'esprit, car aucune loi divine n'a les moyens d'exercer un pouvoir de coercition sur la société, seules des lois positives donc arbitraires, mais produites de la raison (le *reasoning*), sujette à des limitations et faillible, peuvent ravir l'homme à la tyrannie qu'exercent inmanquablement sur lui les passions. Mais en même temps, ce sont bien les passions qui mettent l'homme en marche, en sorte que toute l'histoire humaine se résume à un combat, une compétition pour l'honneur, la richesse, l'autorité, par quoi la domination apparaît comme la seule voie ouverte à l'homme pour accéder à la félicité. C'est précisément l'Etat comme institution arbitraire qui peut assurer cette domination car il dispose de tous les moyens de contrainte en vue de la défense de la paix commune, qui consiste dans la limitation de l'agressivité de chaque individu. L'Etat cumule donc en lui la raison (source des lois positives) et la vérité. Par là, il délivre l'homme de lui-même, de sa subjectivité, c'est-à-dire du temps, du corps et de la mort. La liberté c'est toujours celle de l'Etat, et jamais celle d'un individu en particulier, car l'Etat donne à l'homme d'éviter toute confrontation avec ses limites et aussi bien avec ses potentialités réelles. C'est là la leçon des rapports entre maître et esclave : le pouvoir du maître est un pouvoir absolu, légitime, qui s'établit par la force ou par la conquête, et qui est reconnu par l'esclave lui-même, car celui-ci sert le maître pour éviter sa cruauté, et donc le risque de la mort violente. Le pouvoir absolu du maître provient du mouvement même par lequel l'esclave remet sa liberté entre les mains du maître. Cette perspective développée par Hobbes ne l'empêche pas de penser le droit de l'esclave à la résistance, mais dès lors qu'il convient de se représenter le temps, le corps et la mort, il apparaît que la tyrannie est préférable au cas où la résistance risquerait d'entraîner le désordre et le chaos. L'Etat est donc un monstre qui émerge lui-même à partir du fantasme du chaos et rien ne peut se placer au-dessus de lui. Autrement dit, l'Etat apparaît dans le *Léviathan* comme le seul garant possible du droit de chacun, car autrement chacun se laisserait aller à déployer une puissance illimitée. Même les lois de la nature se transforment pour Hobbes en lois civiles, en vertu précisément du principe que là où on s'abandonne à la nature, on entre dans un processus de destruction de soi et de l'autre. Seul le renoncement à son droit de nature et à sa puissance sauve l'homme. L'Etat est alors

la somme de tous les pouvoirs possibles, la seule « personne artificielle »⁴¹ capable de s'imposer vraiment à l'homme.

On aurait tort de considérer la pensée de Hobbes comme complètement insolite en son temps pour avoir présenté l'Etat sous un jour aussi violent. A la vérité, d'autres auteurs partageaient pour l'essentiel la même représentation de l'Etat, dès lors qu'ils admettaient à la fois la soumission de la religion à l'Etat, et la coupure entre la loi divine naturelle et le droit positif. Perfendorf par exemple acceptait l'esclavage comme discipline sociale, et l'enfermement des mendiants, des vagabonds et des voleurs comme tâche coercitive légitime de l'Etat. Si Jean Bodin est pour sa part hostile à l'esclavage, il ne prévoit son abolition que sous des formes graduelles. De même Grotius justifie l'esclavage, mais à partir d'une justice naturelle détachée de la doctrine du péché originel. Pour Bossuet aussi, une domination qui s'instaure par la force finit par trouver sa légitimation dans la nécessité d'éviter le plus grand mal qu'est l'anarchie. Dans tous les cas, l'Etat trône comme ce qui recueille en lui-même tous les pouvoirs attribués auparavant à la religion. Mais c'est l'esclavage, tel qu'il a été inauguré au XVII^e siècle pour les besoins de la conquête du monde, qui fournit la preuve que les rapports existant jusqu'ici entre Etat et religion ont basculé, au seul profit de l'Etat⁴².

C'est pourquoi l'esclavage du XVII^e siècle n'est pas un avatar dans l'histoire de l'Occident, mais un événement qui se situe au plus près, peut-être même au cœur de la naissance de l'Etat moderne et de la représentation de la civilisation. On dirait que la conscience occidentale dresse des remparts contre toute contamination d'elle-même par la pensée du phénomène esclavagiste, puisque par ce biais c'est « l'autre » qui se donnerait comme tel à penser et à affronter, non plus à un niveau général et abstrait, mais au niveau le plus concret.

De même qu'il a été bon pour sorciers, mendiants, voleurs, vagabonds oisifs et fous d'être soumis au grand renfermement afin que la raison et la raison de l'Etat s'établissent, de même il a été bon pour l'esclave d'être soumis à la loi du travail et du maître pour s'arracher à la nature et se sauver de la mort. La conquête du monde (ou le développement de l'économie-monde), c'est l'entrée de chaque peuple et de chacun dans l'Etat, c'est la mise de toutes les potentialités humaines au service de l'Etat ; c'est aussi pourquoi l'Etat tend par lui-même, comme l'a souligné Claude Lefort, à supprimer toute distance entre lui et la société civile et toute extériorité par rapport à lui⁴³.

L'Etat n'est vraiment Léviathan que s'il finit par manifester l'Un (de La Boétie)⁴⁴, qui attire tout à lui, comme le corps réel mais détaché, abstrait, de chaque individu et de chaque société. A la limite, il ne fonctionne bien que comme régime de refus de la division, de la différence, de l'autre. On voit bien que probablement l'éclatement de l'empire de l'Etat, dans la théorie comme dans la pratique, ne peut s'opérer que dans la pensée de « l'autre » et de la pluralité, toutes choses, qui, de toute façon, ne cessent de hanter l'Etat, et de tourner autour de ses colonnes,

mais qu'il ne parvient à se représenter que sous les traits destructeurs de monstres, annonciateurs de chaos et de barbarie. Sans doute est-ce lui-même que par-là l'Etat entrevoit ainsi, c'est-à-dire Léviathan. Pour lui, il n'y a pas toujours « un homme en trop » pour reprendre la thèse de Claude Lefort, c'est l'homme tout court qui est en trop. Ne pourrions-nous pas ainsi revenir à l'intuition centrale de Marx qui voyait l'émancipation de l'homme dans celle de l'opprimé, mais l'émancipation de l'opprimé dans le processus de dépérissement de l'Etat ?

NOTES ET REFERENCES

1. Hegel, *La phénoménologie de l'esprit*, tr. J. Hyppolite, Aubier, Ed. Montaigne, Paris 1941, t. II, p. 73 : « Le pouvoir de l'Etat réfléchi en soi-même, ou le fait qu'il est devenu esprit, ne signifie rien d'autre sinon qu'il est devenu moment de la conscience de soi... ». Voir aussi le commentaire de François Chatelet : « Puisque l'Etat, vérité de la moralité objective, elle-même vérité de l'Art et de la Religion, est la raison immédiatement en soi et pour soi (et permet la constitution de la Science), son histoire est *Histoire universelle* », Hegel, coll. Ecrivains de toujours, Ed. du Seuil, Paris 1969, pp. 147-148.

2. David B. Davis, *The problem of slavery in the age of Revolution 1770-1823*, Cornell Univ. Press, Ithaca and London, 2^e éd., 1976.

3. Voir l'excellent article « L'Etat et la politique de la Renaissance à la Révolution française. Un processus de sécularisation », de Hans Bornewasser, dans *Concilium, revue internationale de théologie*, n° 47, 1969, pp. 65-80, éd. Mame, Tours-Paris-Rome.

4. Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, tr. A. Kaan, Gallimard, 1940, p. 284 ss, puis p. 286, sur les rapports entre l'Etat et la religion : « L'Etat est la volonté divine comme esprit présent ou actuel qui se développe dans la formation et l'organisation d'un monde. » Voir les pages de Henri Lefèbvre à propos des liens entre l'Etat et la raison dans le monde moderne, dans *De l'Etat - I - L'Etat dans le monde moderne*, 10/18 Union générale d'Editions, Paris, 1976.

5. Problématique critiquée récemment par Pierre Clastres, *La société contre l'Etat*, éd. de Minuit, Paris, 1974. Voir aussi l'art. de Marcel Gauchet, « La dette du sens et les racines de l'Etat-Politique de la religion primitive », dans la revue *Libre*, petite bibl. Payot, 77-2, p. 27 : « Il n'y a pas l'Etat dans les sociétés primitives. Mais il y a sa possibilité, que la société s'emploie précisément à conjurer. »

6. Immanuel Wallerstein, *Capitalisme et économie-monde, 1450-1560*, Flammarion, Paris, 1980.

7. *Ibid.*, p. 281. Voir la conclusion ch. VII, « Reprise théorique » p. 311 ss ; et p. 124 : « Le point de vue que nous défendons ici est que le développement d'Etats puissants dans les zones centrales du monde européen est un élément essentiel du capitalisme moderne. »

8. *Ibid.*, p. 65 « C'est au XVI^e siècle que se constitua une économie-monde fondée sur le mode de production capitaliste. Si tant est qu'une idéologie prévalût à l'époque, c'était celle de l'étatisme, de la raison d'Etat. »

9. *Ibid.*, pp. 142 ss.

10. *Ibid.*, p. 145.

11. *Ibid.*, p. 281.

12. *Ibid.*, pp. 126 ss.

13. *Ibid.*, p. 84.

14. Robert Mandrou, *Magistrats et sorciers au XVII^e siècle. Une analyse de psychologie historique*, éd. du Seuil, Paris, 1980, p. 550.

15. *Ibid.*, p. 539.

16. Voir les analyses de Michel Foucault, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Plon, 1961 ; Thomas Szasz, *Fabriquer la folie*, tr. Manin et Cottureau, Payot, Paris 1976 ; M. B. Dupont-Bouchat, W. Frijhaff et R. Muchenbled, *Prophètes et sorciers dans les Pays-Bas, XVI^e-XVIII^e siècles*, Hachette 1978 ; et Jean Delumeau, *La peur en Occident, XIV^e-XVIII^e siècles*, Fayard, 1978.

17. Voir le ch. III, « L'inversion du pensable. L'histoire religieuse du XVII^e siècle » de l'ouvrage de Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, éd. Gallimard, Paris, 1975, pp. 131 ss.

18. *Ibid.*, p. 165 ; également p. 162 : « Depuis le milieu du siècle, le pouvoir royal ne se trompe pas lorsqu'il réprime également les athées, les sorciers et les mystiques, en vue de défendre non plus une orthodoxie religieuse mais la "raison d'Etat". »

19. Michel Foucault, *Histoire de la folie...*, *op. cit.* : « L'ordre des Etats ne souffre plus le désordre des cœurs... », p. 87.

20. Par ex. Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, *op. cit.*, pp. 162-167 ; ou Etienne Thua, *Raison d'Etat et pensée politique à l'époque de Richelieu*, A. Colin, 1966 ; Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1975.

21. *Capitalisme et économie-monde*, *op. cit.*, p. 85 : « Mais il fallait aussi que ce soit une région extérieure à la zone de l'économie-monde pour que l'Europe ne se sentit pas concernée par les conséquences économiques qu'aurait, pour la région en question, le prélèvement d'un grand nombre d'hommes destinés à l'esclavage. C'est l'Afrique occidentale qui remplissait le mieux ces conditions. »

22. Voir à ce propos les pages de Jean Delumeau dans *La peur en Occident*, *op. cit.*, pp. 254 ss., « On observe... une coïncidence chronologique entre la grande chasse aux sorcières qui ensanglanta l'Ancien Monde et la lutte sans merci menée outre-Atlantique contre le paganisme. » (p. 261.)

23. Cf. La collection de Théodore de Bry de 1590 à 1634 ; et Hyernyno Benzoni, *Histoire du Nouveau Monde*, Genève, Vignon 1579 ; Jean de Lery, *Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil*, La Rochelle, Antoine Cuppin 1578 ; l'ouvrage de Bernadette Bucher, *La sauvagerie aux seins pendants*, éd. Hermann, Paris, 1977, donne une analyse des différentes phases de l'interprétation du monde amérindien par les théologiens et les chroniqueurs du XVI^e siècle ; voir aussi bien entendu P. Duviols, *La lutte contre les religions autochtones dans le Pérou colonial*, Lima-Paris, 1972.

24. Cf. la périodisation proposée par Léon Poliakov, dans son ouvrage sur *Le racisme*, éd. Seghers, 1976 ; également son art., « Brève histoire des hiérarchies raciales » dans la revue *Le genre humain*, n° 1, *La science face au racisme*, Fayard, 1981, pp. 70-82.

25. Voir Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, *op. cit.*, pp. 243-244 ; et J. Delumeau, *La peur en Occident*, *op. cit.*, pp. 254 ss.

26. Y.E. Genovese, *Roll, Jordan, Roll, The World the Slaves made*, Pantheon Books, 1972. La première partie de l'ouvrage est intitulée précisément « On paternalism » et soutient que le monde médiéval avec sa division entre seigneurs et serfs fonde l'idéologie paternaliste des maîtres (p. 5).

27. Gilberto Freyre, *The masters and the slaves*, éd. Knopf, New York, 1946 ; traduction française, parue aux éd. Gallimard, *Maîtres et esclaves dans la formation de la société brésilienne*, Paris, 1974.

28. On se reportera ici à l'ouvrage coll. éd. par Sidney W. Mintz, *Esclave, facteur de production. L'économie politique de l'esclavage*, tr. J. Ronah, éd. Dunod, Paris, 1981 ; voir en part., Robert William Fogel, « Cliométrie et culture : quelques développements récents dans l'historiographie de l'esclavage », chap. XI, pp. 201-222.

29. J.B. Dutertre, *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*, t. II, p. 474.

30. Eric Williams, *Capitalisme et esclavage*, Présence africaine, Paris, 1964, p. 35.

31. Voir l'étude de Gabriel Debien, « Les engagés pour les Antilles (1634-1715) », *Revue d'Histoire des colonies*, t. XXVIII, 1951.

32. Nous nous référons ici à l'œuvre magistrale de David Brion Davis, *The Problem of Slavery Western Culture*, Cornell Univ. Press, Ithaca, New York, 1966 ; et *The Problem of Slavery in the Age of Revolution*, *op. cit.*

33. David B. Davis, présente une longue et rigoureuse démonstration sur l'abandon de la loi naturelle ou divine dans les recherches de justification de l'esclavage au

XVII^e siècle, voir en part. dans l'ouvrage de 1966, *The problem of slavery, ibid.*, pp. 91 ss. Les discussions sur l'esclavage en Amérique ont été dominées par le code justinien (p. 108). Voir aussi les réflexions de Pierre Legendre sur les bases fondatrices des Etats modernes : « Ainsi les maîtres du discours juridique ont-ils répété d'âge en âge et jusqu'à l'approche de l'ère industrialiste, l'axiome d'une légitimité de leur science, en s'affichant les descendants des Géants, ces jurisconsultes fameux de la Rome antique dont l'empereur Justinien devait transmettre les doctrines à tout l'Occident. » *L'amour du censeur, essai sur l'ordre dogmatique*, éd. du Seuil, Paris 1974, p. 104.

34. Une introduction encore aux détails des réglementations du système esclavagiste : Lucien Peytraud, *L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789 d'après les documents inédits des Archives coloniales*, Paris, libr. Hachette, 1899, surtout le Livre II, « La législation aux Antilles » ; puis Antoine Gisler, *L'esclavage aux Antilles françaises (XVII^e-XIX^e siècles) - Contribution au problème de l'esclavage*, Ed. Universitaires, Fribourg, Suisse, 1965, ch. I, La théorie : le Code noir, pp. 19-33 ; H. Orlando Patterson, *The sociology of slavery*, Mc. Gibbon and Gee, London, 1966.

35. L'ouvrage d'Antoine Gisler, *L'esclavage aux Antilles, op. cit.*, a entrepris une réflexion dont on n'a pas fini de prendre toute la mesure, sur le rapport entre la théorie et la pratique de l'esclavage. Comme Victor Schoelcher, Antoine Gisler se rend compte qu'on s'en est pris davantage aux abus de l'esclavage qu'à l'institution elle-même. Il porte, tout au long de l'ouvrage, une interrogation sur les contradictions entre la légitimation de l'esclavage et les abus qui en fait lui sont inhérents. Les réflexions de David Brion Davis rejoignent et approfondissent la problématique d'Antoine Gisler. L'utilisation de « considérants juridiques purement positifs » que relèvent A. Gisler et Davis, ne peut, à notre avis, s'expliquer que par l'intervention décisive de l'Etat. Eugène Genovese, dans *Economie politique de l'esclavage*, tr. N. Barbier, Maspero, 1979, revient sur la question des aspects rationnels et irrationnels de l'esclavage, mais n'arrive guère à clarifier davantage le débat, il n'a pu parler que des traits capitalistes et pseudo-capitalistes de l'esclavage après Max Weber, en court-circuitant la problématique de l'Etat.

36. Cf. *Utopie et marxisme chez Bloch*, prés. par G. Raulet, éd. Payot, 1976, p. 286.

37. Dans *The problem of slavery in Western Culture, op. cit.*, Davis le précise : « Let us be entirely clear, however, on the essential point. No slave system in history was quite like that of the West Indies and the Southern States of America. Marked off from the free population by racial and cultural difference, for the most deprived of the hope of manumission, the Negro slave also found his life regimented in a highly organized system that was geared to maximum production for a market economy » (p. 60). Qu'il y ait une continuité entre toutes les formes de l'esclavage à travers l'histoire (par le fait que l'esclave est un être humain) nul ne le met en doute, mais les bases de développement de l'esclavage dans le nouveau monde sont rigoureusement différentes de toutes les formes antérieures.

38. Michel Foucault, *Les mots et les choses*, éd. Gallimard, 1966, pp. 72 ss.

39. Voir l'art. de Marshall Sahlins, « Tribesmen in history and anthropology », dans *The concept of the Primitive*, Ashley Montagu, Editor, The Free Press, New York-London, 1968, pp. 194-211.

40. *Leviathan or the Matter, forme and power of Commonwealth ecclesiasticall and civil*, éd. par Michael Oakeshott, Basil Blackwell, Oxford, 1946 ; David B. Davis souligne aussi le poids de la théorie politique de Hobbes dans la défense de l'esclavage en rapport avec la défense de l'Etat absolutiste, *The Problem of slavery in the Western culture, op. cit.*, en part. pp. 116-121. Sur Hobbes, voir aussi, J.J. Chevallier, *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Armand Collin, 1970 (1^{re} éd. 1949), pp. 44-55 ; Pierre Manent, *Naissance de la politique moderne - Machiavel, Hobbes, Rousseau*, Payot, 1979 ; Samuel I. Mintz, *The Hunting of Leviathan*, Cambridge Univ. Press, 1962 ; enfin un article récent de Grégoire Madjaran, Hobbes et la société marchande, dans *Temps modernes*, n° 434, sept. 1982, pp. 550-563.

41. Voir l'article récent de Pierre Guenancia, « Puissance et arbitraire » (sur Hobbes), dans la revue *Philosophie*, n° 1, janv. 1984, Paris, éd. de Minuit, p. 34. Nous recommandons vivement la lecture de cet article qui présente bien la philosophie de Hobbes comme « la première philosophie politique », qui s'adresse directement au peuple pour

qu'il soit lui-même celui qui s'en remet au « souverain ». C'est « la mythologie moderne du pouvoir », explique Guenancia qui prend naissance avec le *Léviathan*.

42. Voir Ernst Bloch, *Droit naturel et dignité humaine*, trad. Anthier et Lacoste, Payot, 1976, pp. 54-61. Le protestantisme ressentira davantage les contradictions du système esclavagiste, voir le long développement de David B. Davis, *The problem of slavery*, *op. cit.*, ch. 11 et 12, pp. 333-390 ; une note des *Principes de la philosophie du droit*, *op. cit.*, de Hegel est ici suggestive : « lorsque naguère on traitait au congrès américain de l'abolition de l'esclavage des nègres, une dignité des provinces du Sud fit cette réplique pertinente : "Accordez-nous les nègres, nous vous accordons les quakers." Ce n'est que la force qu'il a par ailleurs qui permet à l'Etat de supporter, et de négliger de telles anomalies... », note 1, p. 290. C'est qu'en fait la critique de l'esclavage entreprise par les quakers atteignait l'Etat lui-même.

43. Cf. Claude Lefort, « L'image du corps et le totalitarisme dans *Confrontation : l'Etat cellulaire*, cahiers 2, Aubier, automne 1979, pp. 9-20 ; et surtout les ouvrages dans lesquels il développe ces mêmes analyses : *Les formes de l'histoire*, Gallimard ; *Un homme en trop, Réflexions sur « Archipel du Goulag »*, Seuil, 1976 ; *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Fayard, 1981.

44. Voir la présentation de Pierre Clastres et Claude Lefort, dans l'éd. *Le discours de la servitude volontaire*, de Etienne de La Boétie, Payot, 1978.

L'ETAT-NATION DANS LA PENSEE REFORMISTE ARABE CONTEMPORAINE (XIX-XX^e siècles)

Ali Oumlil

On se propose ici de montrer comment et dans quelles conditions le type d'Etat qu'on appelle Etat moderne ou Etat-nation a été conçu par les penseurs arabes réformistes depuis le début du siècle dernier. Il faut préciser que le souci de ces derniers n'était pas purement théorique : pour eux, l'Etat moderne ne se dissociait pas des Etats européens qui exerçaient une pression sur leur pays et intervenaient en tant qu'appareils de colonisation.

Ces penseurs arabes ont vis-à-vis de la pensée politique grecque une position différente de celle de leurs ancêtres. Al-Farabi pensant à la cité idéale, ou Miskawayh traitant de l'éthique dans un esprit aristotélicien, n'avaient pas devant eux le type de société ou d'Etat auquel renvoyait la pensée des Grecs. Ce qui leur a permis d'en rester à une pure réinterprétation de cette pensée et de l'appréhender sur le plan proprement idéologique.

Il en va tout autrement pour les écrivains arabes modernes ; lorsque ces derniers parlent de la « constitution », de « l'organisation fiscale », de « l'instruction publique », bref, de tout ce qui se rapporte à la gestion et au contrôle de la société par un Etat moderne, ils ne le font pas seulement à partir d'une simple préoccupation intellectuelle. On ne saurait donc faire abstraction de la conjoncture de pression et de domination qui a accompagné l'introduction dans les pays arabes des idées et des structures relatives à l'Etat moderne.

C'est pourquoi la position des réformistes arabes a été à la fois une revendication de changement et une réaction de défense.

A l'origine de l'organisation étatique dans les pays arabes, on trouve une série de mesures qu'on a appelées *islāhāt* ou *tanzimāt*, « réformes » qui ont été imposées soit directement par une ou plusieurs puissances étrangères, soit par les gouvernants autochtones eux-mêmes espérant leur faire face. Les « réformes » fiscales, militaires, juridiques ou autres qui, ailleurs, faisaient partie d'un ensemble, l'Etat moderne, ont été introduites ou imposées dans ces pays partiellement et ont amené leur intégration dans un système de dépendance.

A titre d'exemple, les « réformes » fiscales entreprises dans ces pays en voie de dépendance ont été provoquées essentiellement par leur introduction dans l'économie du marché mondial. D'où la destruction des économies traditionnelles, l'endettement et le contrôle financier par l'étranger. La « réforme » fiscale imposée a eu donc pour but de financer les dettes extérieures et de mettre en place les nouvelles structures de dépendance. Certains écrivains arabes ont vanté les mérites d'une justice fiscale, des droits civiques du citoyen payant ses impôts, etc : discours abstrait totalement étranger au système fiscal imposé.

Autre exemple de ces « réformes », celle de l'armée. C'est là en effet la première « réforme » que des pays comme la Turquie, l'Egypte, la Tunisie ou le Maroc ont été obligés d'entreprendre pour faire face aux visées coloniales. Or, la formation d'une armée moderne ne pouvait se réaliser en dehors d'un recours à l'étranger pour l'emprunt, l'armement et les instructeurs. On se trouvait donc dépendant de l'étranger pour réaliser une réforme dont le but initial était de garantir l'indépendance.

La pensée réformiste arabe moderne part d'une prise de conscience du « retard ». On sait qu'à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, notamment, un déséquilibre s'est produit entre les puissances européennes et le monde musulman représenté par sa première puissance d'alors, l'empire ottoman. De cette défaillance islamique est née une réaction réformiste accompagnée, pour la première fois, d'une conscience du « retard ». Le monde musulman avait certes connu dans son passé d'autres défaites devant des puissances étrangères, sans que cela ait suscité chez les penseurs de l'époque ni sentiment d'infériorité, ni besoin de se référer à « l'autre » pour entreprendre une réforme. On peut citer à titre d'exemple deux défaites musulmanes devant des puissances européennes antérieures à l'époque moderne : la première face aux croisés, la seconde lors de la reconquête de l'Espagne. Ces deux défaites ont donné lieu à des réactions réformistes, mais en aucun cas, on ne s'est demandé quel type d'organisation sociale ou politique aurait permis la supériorité du vaincu. Dans le discours réformiste ancien, l'islam se réforme par sa propre logique. Il se suffit à lui-même.

Or, le discours réformiste va changer avec la pénétration coloniale. Si l'on en reste aux apparences, il serait identique à l'ancien dans la mesure où l'un et l'autre alimentent les mêmes convictions, à savoir que le mal provient de la rupture entre l'islam quotidien et l'islam normatif,

de la perte de l'unité de la *'umma* ; aussi tous les deux posent-ils comme référence absolue les Textes fondamentaux et la pratique des Compagnons du Prophète.

Cependant, le discours réformiste islamique moderne se démarque de l'ancien sur deux points. Premièrement, il prend acte d'une situation de « décadence » qu'il admet et en forge le concept, *inhitāt*. Deuxièmement, il se réfère à « l'autre » (Europe, Occident) en réfléchissant sur les causes de sa propre « décadence » et en concevant la réforme.

En quoi consiste la « décadence » ? Parmi les nombreux exemples habituellement évoqués comme signes de *inhitāt*, on peut dire que le réformisme arabo-islamique moderne ramène le problème au niveau du système politique. C'est là que se situe pour lui l'essence de la « décadence ». Il dresse une opposition entre « Occident » et « Orient » (dont le monde islamique), deux mondes que sépare la *nature* de l'institution politique, critère de la « décadence » et du « progrès » (*tamaddun*).

Ainsi, la « décadence » de l'Orient s'explique par la domination d'un système politique : le « despotisme ». Celui-ci, comme on le sait, est un concept-clef du libéralisme classique, utilisé surtout par les penseurs du XVIII^e siècle dans leur combat contre l'absolutisme. Ces derniers ont élaboré une image d'un « Orient stagnant », en retard à cause de son despotisme. Les réformistes arabes du siècle dernier et du début de ce siècle n'auraient-ils fait que reprendre cette image en opérant eux aussi au moyen des mêmes oppositions : Orient/Occident, despotisme/liberté, décadence/progrès ? Cela est fort probable, car les mêmes idées reprises dans une conjoncture différente ne peuvent résister à une transformation sémantique et fonctionnelle. C'est ainsi que les idées libérales ont été reprises, réinterprétées, identifiées en fonction de leurs « correspondants » dans le patrimoine autochtone.

L'idée de « décadence » implique une certaine historicité. Or, pour les réformistes arabes, la décadence est un « accident de l'histoire islamique ». Ils divisent leur histoire en trois périodes : la première est celle de la *shūrā*, « pouvoir consultatif conforme à la loi islamique » ; la seconde est celle de la monarchie absolue, instaurée en Islam par les Omeyyades ; la troisième période est celle du pouvoir despotique introduit par les Turcs. Le despotisme est donc, pour les réformistes arabes, un type de pouvoir étranger à la fois à l'islam et à l'esprit arabe.

En situant le problème du retard de leur pays au niveau de l'institution politique, les réformistes arabes ont proposé en même temps la solution suivante : un pouvoir constitutionnel. Ainsi, la constitution (*dustūr*) est-elle devenue leur revendication principale tout le long du XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e. Les mouvements nationalistes ont été, par conséquent, des mouvements pour la constitution. Et l'on comprend pourquoi dans les pays arabes, les partis politiques, depuis leur première apparition au sein de l'empire ottoman, ont fait du constitutionnalisme leur première revendication.

Or, pour le réformisme de tendance proprement islamique, cette question de *dustūr* a posé un certain nombre de problèmes théoriques :

— la constitution, en tant que loi fondamentale liée à l'Etat-nation, est-elle conciliable avec la *char'i'a*, loi islamique dont le cadre dépasse celui de l'Etat-nation ?

— la constitution règle les rapports juridiques, civiques et politiques entre les *citoyens* cohabitant dans le cadre d'un territoire national : ce lien national ne se substituerait-il pas à l'appartenance de chaque musulman à la *'umma* ?

— l'Etat-nation se fonde théoriquement sur un rapport étroit entre « Etat » et « nation », ce qui n'est pas évident pour un fondamentaliste musulman. Pour Allāl al-Fāsī, par exemple, la *'umma* (nation islamique) dépasse le cadre juridique et politique de l'Etat :

« la *'umma* constitue une seule nation dont les frontières sont celles mêmes de l'aire islamique. Elle représente une entité politique qui ne devrait pas tenir compte des limites géographiques ».

Pour le penseur marocain, « Etat » et « nation » seraient conciliables à travers le lien de la foi, fondement de l'appartenance à la *'umma*.

Des écrivains arabes libéraux ont certes défendu une autre conception de la politique : « Au vingtième siècle, dit l'Egyptien Lofti as-Sayid, la politique est fondée sur le lien national, les intérêts, et non sur des croyances religieuses ». Un tel libéralisme a certainement joué un rôle positif dans la mesure où il a œuvré pour une modernisation juridique et politique. Or, ce n'est pas seulement sur le plan théorique qu'il faut évaluer le rôle de ce libéralisme arabe, en le dissociant de la pratique politique de ses représentants. Ces derniers étaient en général étroitement liés aux classes dominantes, plus conciliants vis-à-vis de l'occupant, peut-être parce que leur « modernisme » les poussait à voir en celui-ci, au-delà de son rôle de colonisateur, un allié à mettre en confiance en vue d'une collaboration pour « moderniser » le pays.

En conclusion, il apparaît que les courants réformistes arabo-islamiques de l'époque moderne, à l'exception de ceux qui se sont développés en dehors des aires urbaines comme le wahhabisme en Arabie, le mahdisme au Soudan et la sanusya en Afrique du Nord, ont considéré la question constitutionnelle comme primordiale. Réagissant à une pression étrangère, partant d'une conscience du « retard », non seulement par rapport à l'Europe, mais aussi par rapport à un passé abandonné, le réformisme arabo-musulman est à la fois une entreprise de rénovation et une réaction de défense. D'où ce double jeu d'acquisition et de réinterprétation des idées reçues. On remarque cependant l'absence d'une théorie de l'Etat dans la pensée arabe contemporaine. Loin d'expliquer cette absence par une défaillance théorique, ou par une insuffisante compréhension des structures étatiques modernes, on peut dire que les écrivains arabes, en opérant par découpage vis-à-vis des institutions étatiques et des notions qui s'y rapportent, n'ont fait que refléter la manière fragmentaire par laquelle les « réformes » ont été introduites

ou imposées à leurs pays. Ce sont surtout les écrivains arabes de tendance libérale qui ont procédé ainsi. Ce qui fait défaut à leur démarche, ce n'est pas l'absence d'une vue globale de l'Etat mais surtout l'absence d'une théorie de sa légitimité.

Les réformistes de tendance proprement islamique ont essayé de combler cette lacune par un retour à ce qu'ils considèrent comme le fondement islamique (donc légal) de tout pouvoir. Il s'agit plutôt d'un rappel de principes, lequel suspend dans l'abstraction normative la question du pouvoir. Reste cet Etat hérité de l'intervention coloniale qui fonctionne toujours comme appareil dans un système de dépendance : il souffre d'un manque de légitimité, non parce qu'il s'est éloigné de la norme (islamique) ou parce qu'il représente une imitation caricaturale de l'Etat moderne, mais parce qu'il est à la fois un produit et un agent de la dépendance. C'est là que se situe la perte de sa légitimité.

THEORIES DE L'ETAT ET ANALYSE DE L'ETAT MODERNE TURC

Ali KAZANCIGIL

Depuis 1980, l'Etat et la société turcs subissent des transformations profondes, dont l'ampleur et les effets peuvent probablement être comparés à l'adoption de l'étatisme, dans les années trente, ou au passage au multipartisme, dans les années de l'après-guerre. Ces mutations interviennent de manière continue et progressive, indépendamment du régime politique en place : commencées avec les nouvelles politiques économiques ultralibérales, adoptées en janvier 1980 par le gouvernement civil de M. Süleyman Demirel, elles ont continué sous le régime militaire qui a pris le pouvoir par le coup d'Etat du 12 septembre 1980, pour connaître ensuite une nouvelle ampleur avec le gouvernement civil de M. Turgut Ozal, issu des élections du 6 novembre 1983¹.

Le propos n'est pas ici de discuter des avantages et inconvénients de ces bouleversements dans la politique économique et sociale². Il est d'examiner la manière la plus appropriée d'analyser certaines caractéristiques essentielles de l'Etat moderne en Turquie, qui paraissent se situer en amont de ces changements.

Les changements intervenus dans les politiques publiques marquent une rupture avec la logique de l'Etat turc, tel qu'il avait été formé par Atatürk et consolidé par ses successeurs, avec certains infléchissements importants, mais sans modifications fondamentales. Or, actuellement, la Turquie passe d'un système d'économie mixte à une économie libérale, avec toutes les implications sociales et politiques que cela comporte, y compris des réaménagements au sein de l'appareil bureaucratique de l'Etat.

Un paradoxe ?

Comme point de départ de l'analyse de l'Etat moderne turc, on prendra un fait apparemment paradoxal. Les militaires sont restés au pouvoir de septembre 1980 à novembre 1983. Le régime parlementaire, mis en place en novembre 1983 est, pour le moment, placé sous leur surveillance. Ils ont entériné et encouragé des politiques qui ont eu pour conséquence de transformer en profondeur certains principes de base de l'Etat turc, notamment dans le domaine économique et social. Cette transformation est pourtant en contradiction flagrante avec la doctrine kémaliste dont se réclament avec insistance les militaires turcs. Pour ces derniers, le nationalisme kémaliste, outre ses aspects territorial et politique (un Etat laïque, aux frontières intangibles, une seule nation, la souveraineté appartenant au peuple) a un contenu économique et social très affirmé : il implique un Etat redistributif et populiste, fortement engagé dans les activités économiques et assurant la concorde entre les groupes sociaux, notamment grâce à une meilleure distribution des richesses. L'étatisme est l'un des fondements de l'idéologie des militaires turcs³.

Il se trouve que les travaux sur le rôle de l'armée en Turquie ont généralement recours à des analyses fondées sur l'idéologie et le système de valeurs attribués aux militaires⁴. Les attitudes et les comportements sont expliqués en fonction d'un « atatürkisme » dont les militaires se sont emparés, en le transformant en une éthique normative⁵. Cette approche de l'étude de l'armée s'inscrit dans une démarche plus large, visant à expliquer l'évolution et les caractéristiques de l'Etat en Turquie, à partir d'une analyse de la bureaucratie et de sa rationalité interne, qui se déroule selon une trajectoire qui va du patrimonialisme vers un mode rationnel-légal, tout en développant un système de valeurs plus « politique », qu'instrumental. C'est ainsi que l'on a pu parler de l'existence en Turquie d'une « tradition de gouvernement bureaucratique »⁶ et caractériser l'Etat turc comme « transcendantal » plutôt qu'« instrumental »⁷.

Or, précisément, cette démarche, expliquant l'émergence de l'Etat moderne dans le cadre du déroulement de la rationalité interne de la bureaucratie militaire et civile, rend paradoxal le fait que la transformation des rapports Etat-société que l'on observe aujourd'hui en Turquie soit acceptée et même encouragée par des militaires kémalistes. De deux choses, l'une : ou bien la bureaucratie militaire a modifié, au moins partiellement, son système de valeurs et sa conception du kémalisme, auquel cas, la démarche théorique en question est satisfaisante ; ou bien, il n'y a pas eu de modification significative dans le système de valeurs des militaires, et alors cette démarche théorique n'est pas à même d'expliquer les transformations actuelles de l'Etat moderne turc.

Les militaires ont-ils modifié leur système de valeurs ? Parmi les divers éléments constitutifs de la légitimité kémaliste de l'Etat turc, ont-ils mis entre parenthèses les principes étatistes, solidaristes et populistes ? Un tel abandon n'est évident, ni dans la constitution de 1982, qui porte leur marque, ni dans leurs déclarations publiques. Le préambule

de la constitution de 1982 place celle-ci sous la protection de « la conception du nationalisme défini par Atatürk » et lui donne comme orientation « sa révolution et ses principes ». L'article 2 déclare que « La république turque est un Etat de droit démocratique, laïque et social..., attaché au nationalisme d'Atatürk. »

Il est vrai que le régime militaire issu du coup d'Etat de septembre 1980 n'avait pas de programme économique et se contentait de reprendre la politique économique du gouvernement Demirel qu'il avait pourtant renversé ; cela n'est pourtant pas sans précédent et ne prouve nullement qu'il y a eu réorientation idéologique. En effet, les militaires responsables du coup d'Etat du 27 mai 1960 et du pronunciamiento du 12 mars 1971 n'avaient pas non plus de programme économique bien défini, ce qui ne les empêcha pas de proclamer leur attachement à tous les grands principes du kémalisme, y compris le nationalisme économique. Peut-on, alors, soutenir que le régime du général Evren (1980-83) se caractérise par une conception qui correspond davantage au kémalisme proto-étatiste des années 1923-1930, qu'au kémalisme qui pratiqua l'étatisme, en inscrivant ce principe dans le programme du Parti républicain du peuple en 1931 et dans la constitution, en 1937 ? La réponse me semble devoir être négative. D'une manière générale, il est difficile d'étayer, par des preuves concrètes, la thèse d'un renoncement des militaires turcs, aux composantes économiques et sociales du kémalisme.

Si le système de valeurs des militaires ne s'est pas modifié fondamentalement, les transformations intervenues en Turquie depuis 1980 ne sauraient être expliquées à partir d'une analyse de l'idéologie de ceux qui occupent les « sommets de l'Etat ». Il faudrait avoir recours à un autre type d'analyse, intégrant d'autres facteurs. Dès lors, le « paradoxe » qu'on vient d'évoquer, n'en serait plus un. Il serait réduit à une ironie de l'histoire, où des élites bureaucratiques ayant pris le pouvoir avec l'intention déclarée de restaurer le modèle étatique et l'idéologie kémalistes, auront présidé à la mise en œuvre de politiques dont la conséquence sera de transformer ce modèle étatique.

Les sources du changement sociétal et étatique

L'analyse proposée ici de la formation et de la transformation de l'Etat moderne en Turquie doit être explicitée en référence à quelques grands paradigmes du changement social, dont l'Etat est une des instances.

Selon l'approche des anthropologues, l'origine de l'Etat réside dans l'émergence de formes de domination d'une partie de la société sur le reste de cette société, soit par des processus endogènes de différenciation sociale, soit par la voie exogène de la conquête d'une société par une autre⁸. Une telle conception séparant les processus endogènes et exogènes de la formation étatique et réduisant les dynamiques externes à des facteurs d'ordre politico-militaire est aussi partagée par des paradigmes importants de la science politique ou de la sociologie. Or, ce qui

est justifié dans l'étude des sociétés dites « primitives » ne l'est plus du tout quand il s'agit d'analyser les sociétés modernes. Dans une perspective historique, l'Etat en tant que principe de domination, recouvre des réalités très variées : les chefferies, les confédérations tribales, l'Etat-cité, les empires, l'Etat féodal, l'Etat absolutiste et l'Etat moderne. Les analyses qui établissent des séparations trop marquées entre les processus externes et internes, ou encore entre les facteurs économiques, politico-stratégiques ou culturels qui participent de l'Etat se privent de moyens d'expliquer de nombreux aspects du phénomène étatique. Cette observation s'applique plus particulièrement à l'analyse de l'Etat moderne, qui s'est développé en Europe occidentale, à travers un long processus, entre le XVI^e et le XX^e siècles. Ce modèle étatique s'est répandu dans le monde entier au cours des dernières décennies, à une vitesse remarquable, la Turquie ayant été l'un des premiers pays non occidentaux à l'adopter, dans les années vingt. Dans cette extension se situe un critère heuristique d'importance pour juger de la valeur des paradigmes concernant l'Etat moderne ; ils doivent pouvoir rendre compte, de manière cohérente et convaincante, de la généralisation de l'Etat moderne, de ce phénomène que Henri Lefèbvre a appelé la « mondialisation de l'Etat »⁹.

Les théories générales du changement social et de la formation étatique se distinguent, d'une part, par la localisation des sources et des dynamiques du changement : soit à l'intérieur des unités sociales déterminées par des frontières politiques, soit au niveau intersociétal, d'autre part, par la priorité qu'elles accordent, en tant que variable explicative, à l'un ou l'autre des processus culturel, politico-stratégique et économique, qui constituent les moteurs du changement. Il me paraît évident que l'Etat est à analyser de manière à prendre en compte toutes ses déterminations, endogènes et exogènes, économiques, politico-stratégiques et culturelles, dont les poids respectifs peuvent varier selon le cas étudié¹⁰.

L'approche culturaliste de l'Etat

Un des paradigmes du changement social et de la formation étatique que l'on peut caractériser comme « internaliste/culturaliste », c'est-à-dire mettant à la source de l'action sociale, des facteurs culturels, des valeurs et des normes est le « développementalisme ». On désigne sous ce vocable, les diverses théories fonctionnalistes et évolutionnistes de la modernisation. Il n'est pas nécessaire de reprendre toutes les critiques qui ont été adressées à cette vision idéaliste et téléologique, faisant évoluer l'humanité entière, par étape¹¹, vers un type de société caractérisé par les *pattern variables* de T. Parsons, l'« empathie » de D. Lerner, la « société d'accomplissement » de D. McClelland, bref par une « culture politique » moderne, fondée sur la rationalisation, la différenciation et la sécularisation, et s'opposant aux valeurs et attitudes « traditionnelles », supposées être autant d'obstacles à la modernisation¹². Ce qu'il

faut relever ici c'est le refus de ce paradigme de considérer les facteurs structurels internes et externes et notamment les processus économiques. La prise en compte, dans la formation étatique, des structures économiques internationales, du capitalisme mondial, de modes de production, des classes sociales est rejetée, comme étant de l'« économicisme »¹³.

Les théories développementalistes sont fondées sur une interprétation discutable de Max Weber, dont l'édifice théorique serait bâti autour de l'idée que la religion est la source du changement social¹⁴. C'est une vision strictement subjectiviste de Weber, situant les éléments structurels du changement social (Etat, économie, ordres, classes) au niveau des rapports interpersonnels. D'après elle, la religion et la culture européennes auraient engendré certains traits spécifiques comme la rationalité, l'universalisme ou l'ascétisme, qui, à leur tour, auraient permis la naissance du capitalisme et de l'Etat moderne. Bryan Turner a montré combien cette interprétation de Weber est réductionniste¹⁵.

Une telle interprétation « idéaliste » ou « culturaliste » de la « thèse de l'éthique protestante »¹⁶ conduit à l'impasse sur la question de la « mondialisation de l'Etat moderne » : en effet, si la modernisation se fait par le déroulement interne d'un certain type de rationalité, culturellement déterminée et se situant au niveau des mentalités et des rapports interpersonnels, sans liens avec des facteurs structurels, on ne voit pas comment et pourquoi les autres sociétés, qui ne possèdent pas, à l'origine, les mentalités et les comportements « modernisateurs », adopteraient l'Etat moderne. L'interprétation culturaliste est, à la rigueur, acceptable pour expliquer certains aspects de la modernité et de l'émergence de l'Etat moderne dans les sociétés européennes, encore qu'elle ne saurait être isolée des facteurs structurels. En revanche ses capacités explicatives sont quasiment nulles dès lors qu'il s'agit de l'extension de l'Etat moderne dans les formations sociales du Tiers-Monde. Il est vrai que, sur ce point, la théorie wébérienne a une faiblesse : elle est fondamentalement axée sur les processus endogènes. Conformément à sa définition de l'Etat comme détenteur du « monopole de la violence physique légitime », Weber ne considère les dynamiques exogènes et les rapports interétatiques qu'à travers la vision militaire-stratégique du « fait de la conquête ». La relative pauvreté de la théorie wébérienne pour ce qui est des dynamiques intersociétales marque aussi les limites de certaines approches actuelles du système mondial qui s'en inspirent comme la théorie des « cycles longs » de Modelski¹⁷. Celle-ci se limite à des facteurs politico-stratégiques, excluant les facteurs économiques, qui sont pourtant d'une grande importance dans l'articulation des dynamiques internes et externes, dans le contexte du système mondial. La vision wébérienne et post-wébérienne des rapports interétatiques convient mieux au monde précapitaliste.

L'approche internaliste/culturaliste ne trouve qu'une solution pour expliquer le phénomène de la mondialisation de l'Etat moderne : la théorie de la diffusion s'inspirant des travaux anthropologiques sur les flux

culturels entre sociétés « émettrices » et « réceptrices ». Sur le plan interne, le politique et le culturel sont les variables indépendantes qui déterminent la nature et la forme de l'Etat. Sur le plan externe, les processus culturels accompagnent les hiérarchies politiques, économiques et militaires que les pays établissent au sein du système international. Le fait essentiellement politico-culturel qu'est l'Etat se diffuse du centre vers la périphérie du système. Bertrand Badie et Pierre Birnbaum ont élaboré un modèle diffusionniste de l'Etat moderne, selon lequel, ce dernier se répand

« essentiellement par mimétisme, par reprise plus ou moins forcée de modèles exogènes, issus des sociétés industrielles de l'est et de l'ouest, artificiellement plaqués sur des structures économiques, sociales et politiques qui réclamaient probablement un autre type d'organisation ¹⁸ ».

On relève dans ce modèle deux facteurs de diffusion, l'un subjectif et psychologique (le mimétisme) et l'autre objectif, mais circonscrit au « fait de la conquête » de Weber. Le diffusionnisme n'échappe donc pas aux difficultés de l'approche culturelle, lorsqu'il s'agit d'expliquer l'implantation de l'Etat moderne dans les formations sociales non européennes. Ces difficultés découlent de l'absence d'articulation entre les processus politico-culturels internes et les processus économiques, endogènes et exogènes. Badie et Birnbaum écrivent que

« L'Etat n'est pas issu du capitalisme, ni de l'ouverture des circuits marchands, ni encore moins de l'essor industriel ¹⁹. »

Pour eux l'Etat moderne est le produit de facteurs religieux et culturels, propres à l'Occident, et essentiellement du principe culturel de la dissocation. L'Etat fondé sur l'héritage du droit romain et la vision culturelle de la Renaissance ne convient pas aux sociétés dominées préalablement par une « religion organique » tel que l'islam (ou l'hindouisme), refusant toute dissociation entre le temporel et le spirituel. Incapable de fonctionner selon les principes de la différenciation-autonomisation, l'Etat moderne occidental succombe, dans les pays du Tiers-Monde où il s'exporte, à la logique de l'autoritarisme ²⁰. Les observations de Badie et Birnbaum ne manquent pas de pertinence, mais elles n'expliquent pas pourquoi, en dépit de tant de difficultés et d'incompatibilités, les sociétés du Tiers-Monde s'obstinent à développer chez elles le modèle de l'Etat moderne. Que dans le cas des sociétés situées à l'immédiate périphérie de l'Europe comme la Turquie, la découverte de l'Etat occidental se soit faite par « le jeu d'un rayonnement culturel..., soutenu par les prouesses économiques et militaires venues de l'Ouest ²¹ », constituant un mode de pénétration moins brutal que le colonialisme qui a plaqué ce modèle étatique par la force sur les sociétés dominées du Tiers-Monde, c'est entendu. Mais l'effort général du Tiers-Monde pour adopter l'Etat moderne reste à expliquer.

L'approche structurelle de l'Etat

La démarche « idéaliste », fondée sur le déterminisme culturel et la prise en compte des seules dynamiques endogènes dans le processus étatique, étant incapable d'expliquer de manière convaincante le fait qu'au XX^e siècle, la quasi-totalité des sociétés nationales essayent de se doter d'un Etat se rapprochant de l'Etat moderne occidental, il faut chercher des explications dans une autre direction, du côté des théories que l'on peut appeler « structurelles », par opposition aux théories culturelles.

Les théories structurelles se situent dans la mouvance des travaux convergents à bien des égards, surtout à propos des sociétés non-européennes, de Weber et de Marx. Mais, d'un Weber non réduit par l'interprétation fonctionnaliste, et d'un Marx délivré de la version évolutionniste du marxisme, que Ernest Gellner a visualisée comme une « autoroute historique unique »²².

On retiendra ici les théories qui sont à même de couvrir le champ d'explication le plus large possible en matière de la formation de l'Etat moderne dans les sociétés non-occidentales, et plus particulièrement en Turquie. Les approches structurelles sont, à cet égard, mieux placées que les démarches culturalistes, en ce qu'elles permettent d'analyser les articulations entre les processus politiques, culturels, économiques et les dynamiques endogènes et exogènes.

Un aspect de la supériorité heuristique des théories structurelles dans l'explication de l'Etat moderne réside en ceci qu'elles intègrent dans l'analyse, un concept que Wolfram Eberhard a appelé « le temps du monde » et qui a été utilisé par Immanuel Wallerstein, Fernand Braudel et Anthony Giddens²³. Il désignait par ce concept le fait que des successions d'événements ou des processus sociaux, apparemment ou formellement similaires, peuvent avoir des conséquences différentes, selon les phases du développement du monde. C'est « un temps vécu aux dimensions du monde » comme le dit Braudel, ou encore « le contexte mondial d'une époque donnée » selon Wallerstein. Ce sont les approches d'inspiration marxienne qui intègrent le mieux ce concept tout à fait crucial pour la compréhension des dynamiques intersociétales qui sont à l'origine de la mondialisation de l'Etat moderne.

Aussi bien la théorie wébérienne que la théorie marxienne sont, au départ, des constructions internalistes, axées sur les dynamiques endogènes. Cela s'explique en partie par le fait que l'existence d'un système mondial englobant toutes les sociétés était alors loin d'être aussi affirmée que de nos jours. Mais, le marxisme a engendré des théories relatives aux processus économiques exogènes, comme la théorie impérialiste de Lénine²⁴ ou celle, « ultra-impérialiste », de Kautsky²⁵, tandis que cet aspect reste un point faible de Weber et de ses successeurs. En revanche, à côté des analyses de Marx, concernant les modes de production et les classes sociales, élaborées à partir de la situation des sociétés industrielles du XIX^e siècle, Weber a développé des concepts

articulant les caractéristiques structurelles et culturelles des formations sociales non-européennes, qui complètent les concepts marxistes et qui contribuent à une meilleure compréhension de ces sociétés et Etats non-européens. A cet égard, Weber et Marx ont des points communs, notamment en ce qui concerne leur croyance à la relative stagnation des formations sociales extra-européennes. L'une des principales problématiques de Weber était les conditions d'émergence du capitalisme organisé, dont il a étudié les aspects structurels et les aspects culturels. Sa théorie de la modernité met en rapport le capitalisme et ses fondements matériels, comme le marché, la technologie, la force du travail, avec l'Etat moderne. Ce dernier occupe une place centrale dans le processus, avec sa bureaucratie rationnelle, son droit codifié, son principe de la citoyenneté, ses actions en faveur d'un marché homogénéisé, d'un système stable et certain quant à l'impôt, la monnaie et le crédit, la propriété et le contrat²⁶. C'est dans ce contexte qu'intervient le rôle d'une éthique particulière (protestante ou islamique) comme variable culturelle ou psychologique, influençant la rationalité et la modernité²⁷. Selon Weber, le fait que les sociétés islamiques n'aient pas pu s'embarquer dans le développement capitaliste n'est pas le résultat de l'islam en tant que facteur religieux individuel, subjectif, mais de certaines caractéristiques structurelles, économiques, politiques et sociales qui ont prévalu dans les sociétés islamiques : le prébendisme²⁸, qui a toujours été le mode de désintégration des empires islamiques (et non le féodalisme, plus favorable à l'émergence du capitalisme et de l'Etat moderne), le patrimonialisme et sa forme extrême de contrôle du souverain sur la société, que Weber a appelée « sultanisme »²⁹. Des facteurs structurels de ce type, et non l'islam en tant que tel, expliquent la stagnation, le déclin de l'économie monétaire, le statut précaire de la propriété privée, l'absence de structures secondaires (cités et corporations autonomes) et d'un système juridique basé sur la rationalité formelle.

L'analyse de Marx sur les formations précapitalistes, non européennes se situe quelque peu en marge de sa théorie générale du changement social, basée sur la lutte des classes et les contradictions entre les forces de production et les relations sociales de production, qui aboutissent au remplacement de l'ancien mode de production par un nouveau. La formation sociale, chez Marx, est caractérisée par les interactions entre l'infrastructure (les relations de production) et la superstructure (l'Etat, le droit, la culture). Bien que la première ait plus d'importance que la seconde, Marx ne nie pas l'autonomie de l'Etat³⁰, et souligne les relations dans les deux sens, entre la base et la superstructure.

Pour expliquer les sociétés précapitalistes, Marx a élaboré le concept du mode de production asiatique, dans les *Grunrisse*³¹. Mais il n'a pas eu le temps de poursuivre sa réflexion sur ce concept ; ses analyses sont handicapées à la fois par l'état fort limité des connaissances relatives aux sociétés précapitalistes à l'époque où il écrivait et par l'influence exercée sur lui par la pensée politique occidentale classique qui a engendré le concept de « despotisme oriental ». L'importance de certaines

caractéristiques attribuées par Marx au mode de production asiatique (MPA), comme par exemple l'absence de la propriété privée, sont aujourd'hui généralement acceptées, mais d'autres ont été infirmées par les recherches anthropologiques et historiques contemporaines, notamment celles concernant la stagnation sociétale, le complet isolement des communautés villageoises, l'absence de classes sociales, la coupure entre un Etat despotique et le reste de la société, l'instabilité chronique au niveau politique, contrastant avec la stagnation économique et sociale, etc. On a reproché au concept de MPA, son incohérence : l'Etat y jouerait un rôle crucial, or, en l'absence de classes sociales, les conditions pour l'émergence de l'Etat n'existent pas³². En définitive, le concept du MPA n'est pas suffisamment élaboré pour expliquer les formations sociales précapitalistes³³.

Les théories wébériennes semblent plus à même d'expliquer les conditions endogènes qui ont empêchées les sociétés non européennes de participer à l'essor du capitalisme et de l'Etat moderne, dès les phases initiales de ce processus. En revanche, dès lors que le capitalisme s'est développé en tant que système en perpétuelle expansion, incorporant progressivement l'ensemble du système intersociétal, les dynamiques exogènes ont acquis une importance exceptionnelle, qu'elles n'avaient pas à l'époque protocapitaliste. Dans ce domaine, la théorie wébérienne cède le pas à la théorie marxienne, mieux à même d'explorer les articulations entre processus internes et externes. La perspective wébérienne articule mieux les rapports entre processus politiques et culturels au sein des formations sociales non européennes, tandis que l'approche marxiste est indispensable pour articuler les dynamiques endogènes et exogènes et pour prendre en compte le « temps du monde ». Aussi, parmi les théories actuelles concernant l'Etat moderne et le système mondial, celles qui s'inspirent à la fois de Marx et de Weber et qui ont le souci de prendre en compte à la fois les processus politico-culturels, et économiques d'une part, et les dynamiques endogènes et exogènes de l'autre, paraissent les plus intéressantes sur un plan heuristique et les mieux placées pour répondre à la problématique de la mondialisation de l'Etat moderne.

Il en est ainsi des travaux d'Immanuel Wallerstein, de Perry Anderson ou d'Anthony Giddens. Ils ont en commun deux points fondamentaux : d'abord, tout en étant d'inspiration essentiellement marxienne, ils intègrent l'approche wébérienne, surtout en ce qui concerne les processus endogènes de la formation étatique. Ensuite, ils tiennent compte, dans l'analyse de l'Etat moderne, du fait que

« le capitalisme, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, a induit la création d'un système intersociétal véritablement mondial dans son extension³⁴ ».

Les différences entre ces démarches sont certes considérables, mais, à mon sens, moins importantes que leurs convergences. Perry Anderson

donne la primauté à l'Etat, puisque pour lui la lutte entre les classes sociales est résolue, en dernière analyse, au niveau politique et non aux niveaux économiques et culturels de la société et que les changements essentiels dans les relations de production sont ponctués par la construction et la destruction des Etats. Tandis que Wallerstein considère l'Etat comme une entité secondaire, ses unités d'analyse sont l'économie-monde capitaliste et le système interétatique que celle-ci a engendré. C'est dans ce contexte que des entités politiques relativement amorphes ont été consolidées et transformées en des Etats modernes. A la base de l'évolution des formations sociales (des « systèmes historiques » dans la terminologie de Wallerstein), il y a ce qu'il appelle les « processus de production » ; l'Etat est l'intermédiaire institutionnel le plus commode pour soumettre le marché au contrôle de telle ou telle classe particulière³⁵. Le politique est la variable dépendante, tandis que l'économique est la variable indépendante. On a reproché à l'analyse du système-monde de minimiser l'autonomie de l'Etat³⁶ ou de négliger les facteurs politico-stratégiques qui interviennent à côté de l'économie, pour déterminer la hiérarchisation des Etats³⁷. Pour Wallerstein, la logique du système est essentiellement déterminée par le capitalisme, qui fonctionne sur la base d'une division internationale du travail, et qui implique une multiplicité d'entités politiques (Etats) et culturelles (nations) hiérarchisées, se situant au centre, à la semi-périphérie et la périphérie du système-monde. Au centre du système, les processus concernant le capital, le travail et la production des marchandises obéissent davantage à la logique du marché, tandis qu'à la périphérie, tous ces processus sont contrôlés par une logique plus politique et étatique. Mais de toute façon, au sein de l'économie-monde capitaliste, il y a une interaction constante entre les processus de production capitaliste et les processus géopolitiques, étatiques et nationaux. Comme Weber et comme P. Anderson, Wallerstein souligne l'importance de la variable politique, de l'Etat, dans le développement du capitalisme. Il existe un rapport dialectique entre le type d'Etat (empire ou Etat absolutiste), le mode de désintégration (féodal ou prébendier) et l'essor du capitalisme. Les premiers Etats modernes se forment dans les sociétés où prédominent les classes marchandes et capitalistes : les Pays-Bas, contrôlés par les marchands d'Amsterdam et la Maison d'Orange, et l'Angleterre. Alors que, dans une société comme la Turquie, la domination patrimoniale et le mode de désintégration prébendier constituent des obstacles et à l'émergence du capitalisme et à la formation de l'Etat moderne.

Pour une analyse structurelle de l'Etat moderne turc

L'analyse de la formation de l'Etat moderne en Turquie doit tenir compte du « temps du monde », c'est-à-dire du contexte global dans lequel opèrent les dynamiques de cette société. Dans le contexte pré-capitaliste, où prédominent des empires-monde, comme l'empire ottoman,

les dynamiques endogènes déterminent prioritairement la transformation de la formation sociale. Prenons le cas de la Turquie : les désintégrations de l'empire grand seldjoukide à la fin du XI^e siècle, de l'empire sedjoukide d'Anatolie, au XIII^e siècle et de l'empire ottoman à partir du XVII^e siècle, se font selon le mode prébendier. Les explications de Weber sur les différences entre ce qu'il qualifie de « féodalisme occidental » et de « féodalisme oriental » (il qualifie le *timar* de « système féodal turc ») sont très éclairantes³⁸ et rejoignent d'ailleurs souvent les analyses de Marx et d'Engels, qui pensent, comme Weber, que seul l'Occident a connu le mode de production spécifique appelé féodalité, qui implique une souveraineté politique parcellisée, tandis qu'à l'Est la souveraineté du centre politique est sans partage. Les divers régimes fonciers des empires orientaux (l'*iqta* seldjoukide, le *pronoia* byzantin et le *timar* ottoman restent des prébendes (que Weber définit comme la rente, tirée par les officiels, des terres appartenant à l'Etat ou d'autres revenus publics), malgré l'existence de certains éléments qui auraient pu les transformer en une féodalité. Cela n'a pas eu lieu, d'où l'absence d'un contexte favorable à l'émergence du capitalisme. Marx l'attribue prioritairement à l'absence de la propriété — la clé selon lui, du « ciel oriental » — et à l'Etat despotique, dans le cadre de son mode de production asiatique. Engels, de son côté, écrit dans un article publié en 1890 dans *Neue Zeit*, qu'à l'instar des autres types de souveraineté orientale, la souveraineté turque est incompatible avec le capitalisme³⁹. Pour Weber, la « clé » de la question réside dans la domination patrimoniale et le « sultanisme », qui empêchent l'essor des ingrédients structurels du capitalisme que sont les *Rechtsgemeinschaften*. Le sultan, la bureaucratie patrimoniale, militaire et civile et l'appareil religieux ottomans fonctionnent comme « un mécanisme de contrôle » préventif contre l'essor des structures sociales autonomes⁴⁰. Le système ottoman est dominé par la sphère politique qui ne laisse pas de place à une société civile, fondée sur le marché. Selon les termes de Wallerstein, l'empire-monde ottoman, patrimonial et centralisé, implique un système d'exploitation économique et d'extraction du surplus de type tributaire, peu efficace du point de vue de l'accumulation. Cette superstructure politique lourde, génératrice de gaspillage est désavantagée par rapport à la souveraineté « détotalisée » de l'Occident. La Turquie n'a pas connu, du fait de ses dynamiques internes, le *Ständestaat* et la trajectoire qui a conduit de la féodalité à l'Etat absolutiste (ce terme est trompeur, car les monarques absolutistes européens n'exerçaient pas sur la société, un contrôle comparable au sultan ottoman) et ensuite à l'Etat moderne.

Le système ottoman a très bien fonctionné, selon sa logique interne, tant que cet empire-monde n'était pas confronté au capitalisme commercial et à l'impact sur son économie de la commercialisation de l'agriculture, qui ont désorganisé sa division du travail politiquement déterminée et transformé les relations de production qui prévalaient en son sein. Il n'a jamais pu s'adapter à la pénétration de la production marchande⁴¹. Les institutions comme le *timar* et la bureaucratie patrimoniale, sur

lesquelles il était fondé, se désintégrèrent. Cet impact exogène, consécutif à l'incorporation de l'empire dans l'économie-monde européenne a sapé les bases de l'empire-monde ottoman, bouleversé l'ordre social, affaibli les institutions, marqué l'arrêt des conquêtes militaires, provoquant la crise financière de l'Etat. Dans cette évolution, le rôle des processus endogènes consista surtout à inhiber l'adaptation à des transformations d'origine externe. Ces processus internes ont déterminé le mode de désintégration qui fut prébendier et non féodal, mais au départ du processus de désintégration ottoman, il y avait surtout des facteurs liés à l'expansion de l'économie-monde européenne, tandis que la désintégration des Seldjoukides d'Anatolie était essentiellement due au « fait de la conquête » mongole, intervenue au milieu du XIII^e siècle. La différence tient au « temps du monde ».

Avec l'incorporation de l'empire dans l'économie-monde capitaliste et sa transformation en une formation périphérique, achevée vers 1840, l'Etat ottoman a été obligé de se transformer également, pour survivre au sein du système interétatique du XIX^e siècle. En l'absence d'une société civile fondée sur les forces du marché, l'impulsion ne pouvait venir que de la bureaucratie étatique. La classe des *ayân*, qui s'est développée grâce à la généralisation du système d'*iltizam* (fermage de l'impôt), succédant à celui du *timar*, bien que possédant une force économique et sociale considérable à la périphérie de la société, n'a jamais réussi à convertir sa puissance économique en force politique et accéder au contrôle du centre étatique. La réforme de l'appareil de l'Etat et du système juridique, à travers les *tanzimât* et l'introduction d'une éducation laïque moderne furent l'œuvre de sultans réformistes et de la bureaucratie étatique. Les réformes du XIX^e siècle ont eu pour effet de renforcer le contrôle du centre politique ottoman sur la périphérie sociétale qui avait considérablement faibli au XVIII^e siècle. L'ordre de statut, impliquant une stratification de caractère politico-administratif et non fondée sur les forces du marché, a continué à prévaloir ⁴². Toutes les transformations et réformes ultérieures (les Jeunes Ottomans et la première expérience constitutionnelle de 1876, les Jeunes Turcs et la révolution de 1908 et enfin les kémalistes et la république en 1923) furent initiées essentiellement « par le haut », par les élites étatiques et les milieux des professions libérales, formés au sein d'institutions d'enseignement secondaire et supérieur laïcs, créés dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Elles apparaissent comme autant d'étapes vers la formation de l'Etat moderne. Partiellement, les Jeunes Turcs et, plus fondamentalement, les kémalistes ont pris conscience de ce qui constitue le pilier de l'Etat moderne occidental : la création d'une société civile, d'une classe bourgeoise, tirant sa force du marché et des activités économiques. L'importance de cette création avait échappé aux réformateurs des *tanzimât*. Une société civile s'est progressivement créée grâce à des politiques étatiques favorisant l'accumulation privée du capital. Cependant, un tel développement avait deux corollaires que les élites étatiques turques, très attachées à l'ordre de statut et au rôle central de l'Etat dans la distri-

bution des ressources sociétales, n'avaient ni tout à fait prévu, ni souhaité : d'une part, la classe capitaliste engendrée et couvée par l'Etat allait, dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, revendiquer son autonomie et chercher à accomplir ce que l'Etat patrimonial turc avait toujours empêché : la conversion de la force économique en une force politique, impliquant le passage d'un ordre de statut à une société de classes. D'autre part, l'émergence d'un prolétariat, faisant pendant à la bourgeoisie et revendiquant, lui aussi, le droit de s'organiser en tant que classe autonome.

Ces développements internes avaient lieu dans une formation sociale périphérique, incorporée de longue date dans l'économie-monde capitaliste, au sein de laquelle les Etats-nations modernes sont les mieux placés pour survivre et se consolider.

Dans ce sens, les élites turques ont fait ce qu'il fallait : créer un Etat-nation moderne, fondé sur l'accumulation capitaliste privée (l'autre alternative était l'accumulation socialiste, selon le modèle de l'Etat léniniste, mais cette option avait été exclue par les élites bureaucratiques turques), impliquant une bourgeoisie et une société civile fortes. Ces élites ont été servies par une chance historique, qui n'est pas donnée aujourd'hui aux Etats devenus récemment indépendants dans le Tiers-Monde : la désintégration momentanée du système capitaliste international, entre la crise de 1929 et la Deuxième Guerre mondiale. Cet épisode constitue une démonstration *a contrario* du poids de l'économie-monde capitaliste et du système interétatique dans le devenir de l'Etat moderne au sein des formations périphériques. Les conditions internationales de la période 1929-39 ont accordé à la Turquie la possibilité de mettre en œuvre l'étatisme et des politiques économiques planifiées, de jeter ainsi les bases d'une industrialisation et d'une accumulation autonomes, fondées non sur l'endettement extérieur, mais sur les ressources nationales ⁴³.

Après la guerre, le système mondial se reconstitue. La Turquie s'insère à nouveau dans une division internationale de travail économique, politique et militaire. L'impact de ce système sur l'Etat et la société turcs se module selon les périodes. En phase de crise politico-militaire aiguë (la guerre froide) la Turquie est prise dans un carcan étroit. En phase d'expansion économique et de détente politique (années soixante), elle jouit d'une liberté de manœuvre qui lui permet de poursuivre une politique de croissance, fondée sur l'expansion du marché intérieur grâce à l'amélioration relative du niveau de vie des ouvriers et des paysans. Cette politique impliquant une croissance économique avec une accumulation capitaliste accélérée et un « populisme » qui en assure les bases populaires dure en gros de 1962 à 1976 ⁴⁴. Elle est complètement abandonnée à partir de janvier 1980, après une tentative sans succès de résister aux pressions de l'économie-monde entre 1977 et 1979. Dans la phase actuelle de crise économique, politique et militaire mondiale, la Turquie se trouve dans l'obligation de se conformer plus strictement à la place qui lui est assignée dans la nouvelle division internationale du travail, en tant que pays semi-périphérique concentrant ses ressources sur

le développement des industries d'exportation, à basse valeur-ajoutée, demandant une main-d'œuvre abondante et bon marché, sacrifiant son espace économique national. La Turquie subit également des pressions politiques et militaires, pour jouer un rôle de puissance régionale au service des Etats qui sont situés au centre du système-monde.

Le passage de la Turquie d'une société caractérisée par l'ordre de statut à une société où la domination de classe devient le fondement du pouvoir et la transformation concomitante de l'Etat, sont des processus loin d'être terminés. Malgré l'accumulation privée déjà réalisée, la bourgeoisie n'a pas atteint la solidité des bourgeoisies occidentales. Les groupes de statut tirant leur force de l'Etat, tels que l'armée, restent puissants. Il y a, à la base de cette situation, des facteurs qui proviennent en partie des caractéristiques historiques de la société turque et en partie de son statut de formation semi-périphérique, au sein de l'économie-monde capitaliste.

En Occident, le capitalisme, l'Etat moderne et la nation se sont développés de manière simultanée, autonome et interactive. L'Etat capitaliste a toujours été un Etat-nation. L'Etat occidental a joué un rôle crucial dans l'essor du capitalisme. Dans le cadre de ces rapports organiques Etat/nation/capitalisme, qui ont engendré l'Etat moderne, il y eut une division de travail entre la sphère publique et la sphère privée⁴⁵. Alors que dans les formations précapitalistes, les groupes qui contrôlaient les processus de production avaient à leur disposition l'usage légitime de la violence, dans le capitalisme le monopole de la violence a été réservé à l'Etat (la sphère publique). En contrepartie, la gestion de l'économie, l'accumulation et la valorisation du capital ont été laissées à la classe capitaliste (la sphère privée). Le fondement de la sphère privée est constitué par les rapports capital/travail salarié et l'appropriation de la plus-value par des moyens économiques, d'où sont exclus les moyens violents, contrairement à l'extraction du surplus par des moyens politico-administratifs, comme ce fut le cas dans les empires-monde.

Le travailleur est « libre », lié à l'employeur par un contrat de travail, qu'il peut dénoncer, mais alors il perd ses moyens de subsistance. Il ne participe pas à la gestion et à la prise des décisions économiques. Au plan strictement économique (sphère privée, régie par le droit privé) il ne dispose que de la possibilité de vendre sa force de travail. Par contre dans la sphère publique, l'Etat lui reconnaît des droits « politiques » étendus, liés à la citoyenneté, dont le droit de grève, acquis grâce à de très longues luttes. L'Etat lui-même est dépendant, pour sa subsistance, de la sphère privée à laquelle il a laissé le soin de réaliser l'accumulation capitaliste. Dans tout cet édifice, il y a un certain équilibre entre le capital et le travail, le politique et l'économique, le privé et le public. Cet équilibre acquis au fil des siècles, à travers révolutions bourgeoises et luttes ouvrières, qui implique, certes, l'exploitation du travail par le capital, mais est aussi fondé sur l'exploitation de la périphérie du système-monde par le centre, n'existe pas dans les sociétés semi-périphériques ou périphériques. Un aspect crucial de cet édifice est la

solidité de la position des gestionnaires de l'économie, qui exercent leur contrôle et leur hégémonie à travers des moyens non violents. L'Etat et ses gestionnaires poursuivent globalement des politiques conformes aux intérêts des gestionnaires de l'économie dont ils dépendent ; mais ils ont aussi leur propre stratégie d'élargissement de leur influence et de leur champ de pouvoir. On retrouve là le phénomène que l'on qualifie, dans différentes perspectives théoriques, d'autonomie de l'Etat ou d'Etat corporatiste⁴⁶. La stratégie propre aux gestionnaires de l'Etat implique que ceux-ci défendent également les intérêts des classes subordonnées (travailleurs et paysans) afin d'assurer la stabilité du système politique. Mais ils ne peuvent aller au-delà de certaines limites, sans risquer de perdre la confiance et le soutien des gestionnaires du capital, qui demeurent essentiels. Ainsi, la rationalité de l'Etat capitaliste est-elle bâtie sur la base d'une triple relation entre les gestionnaires de l'Etat, la classe capitaliste et les classes subordonnées⁴⁷.

Dans l'histoire de la Turquie, l'Etat a toujours joué un rôle très important au sein de la formation sociale, mais ce rôle a été très différent de celui de l'Etat absolutiste en Occident. Alors que l'Etat absolutiste est un intermédiaire efficace pour l'essor du capitalisme, l'Etat ottoman-turc reste étranger à ce processus, tout en exerçant son contrôle sur la société. Aujourd'hui encore, la bureaucratie civile et militaire qui contrôle l'appareil de l'Etat se voit comme l'unique dépositaire de la légitimité étatique. Au-delà de cette perception subjective, la relative faiblesse des gestionnaires de l'économie établit les conditions objectives d'une prépondérance des groupes de statut sur la classe capitaliste. Celle-ci continue de compter sur l'Etat pour assurer l'accumulation et la revalorisation du capital. Dans cette situation de semi-périphérie, l'Etat est censé réaliser les investissements d'infrastructure économique, assurer le contrôle de la classe ouvrière par des moyens politiques et souvent violents et, enfin, veiller à ce que les taux salariaux baissent⁴⁸ surtout lorsque l'économie-monde capitaliste se trouve dans une phase dépressive, comme c'est le cas dans les années quatre-vingt. Cette utilisation de l'Etat pour maximiser les avantages disponibles sur le marché n'est pas absente dans les Etats capitalistes du centre, mais elle est beaucoup plus restreinte que dans un pays comme la Turquie où elle correspond à l'incapacité de la sphère privée de s'approprier la plus-value par des moyens économiques. D'où, la faiblesse de l'hégémonie de la classe capitaliste et l'intervention de l'Etat dans les processus productifs, avec les moyens violents dont il possède le monopole. Les classes subordonnées qui, de toute façon, n'ont pas leur mot à dire dans la gestion de la sphère privée, souffrent en outre de l'absence de droits politiques et syndicaux solidement établis dans la sphère publique. Les caractéristiques structurelles à la base de l'Etat-nation capitaliste occidental n'existent donc que très partiellement en Turquie.

Ceux qui ont créé l'Etat moderne en Turquie, Mustafa Kemal et ses amis, ont accompli un travail institutionnel exceptionnel. Ils ont créé une nation, à la place d'une communauté amorphe, des citoyens à la place

de sujets soumis (*raya*), libéré l'individu du carcan communautaire. Mais il leur manquait un des éléments de la triade Etat/nation/capitalisme. D'où les difficultés rencontrées dans l'édification de l'Etat moderne.

La constante irruption, en Turquie, de la violence tantôt étatique, sous forme de coups d'Etat (1960, 1971, 1980), tantôt sous forme de terrorisme, doit être attribuée aux facteurs structurels signalés plus haut. La Turquie est aujourd'hui dominée par le mode de production capitaliste et les rapports de classe, mais tous les éléments structurels, nécessaires pour que l'Etat et la société fonctionnent sans trop de heurts, ne sont pas disponibles. On y est encore loin de la situation où les méthodes de violence sont exclues de la solution des contradictions de classe, relatives aux processus de production, à l'accumulation et à la revalorisation du capital ; et où la sphère privée, mais non l'Etat, contrôle la classe ouvrière et modifie, par des moyens économiques, le niveau des taux salariaux, en fonction des impératifs de la classe capitaliste turque et de l'économie-monde capitaliste. Si un jour l'Etat turc n'avait plus à le faire directement, se limitant à appuyer la classe capitaliste, à l'instar de ce qui se passe en Occident, et si la classe dominante turque était capable d'exercer son hégémonie sans recourir à la violence étatique, cela signifierait que la Turquie aurait réellement avancé sur la route qui conduit à l'Etat moderne et se serait rapprochée du centre de l'économie-monde capitaliste.

Les approches structurelles permettent d'apporter une réponse à la question importante de la mondialisation de l'Etat moderne et à la question subsidiaire, soulevée au début de cet article, du « paradoxe » de la distance entre la transformation actuelle de l'Etat turc et le système de valeurs des élites militaires qui occupent les sommets de cet Etat.

Quant au processus de mondialisation, dans le cadre duquel s'est édifié l'Etat moderne turc, un concept central est « le temps du monde ». Les Etats capitalistes sont nés comme des Etats-nations. Aujourd'hui, on assiste partout à des tentatives d'édification d'Etats-nations, qui ne sont pas en situation de réaliser une accumulation autonome, de soutenir le développement d'une société civile forte, d'implanter chez eux les fondements structurels du capitalisme, comme la séparation des sphères privée et publique, de l'économique et du politique⁴⁸. Ces Etats-nations ne sont pas capitalistes, mais sont nés et opèrent à la périphérie de l'économie-monde capitaliste. Ils en subissent les influences corrosives, de même que les pressions politiques et militaires engendrées par le système interétatique. Si les formations sociales dominées cherchent à se doter d'un Etat moderne, ce n'est pas parce que ce modèle correspond nécessairement à des dynamiques culturelles, politiques, économiques ou sociales endogènes, mais parce qu'elles sont insérées dans le système capitaliste, au sein duquel l'Etat-nation moderne constitue la forme politique appropriée de médiation pour leur survie et leur développement. A partir de là, les processus internes, l'articulation de divers modes de production, les relations sociales de production, les

traditions et pratiques de gouvernement, la culture et la religion peuvent participer de la forme et du devenir de l'Etat, mais le poids relatif de ces facteurs endogènes est fonction de l'emprise plus ou moins grande du système-monde, en tout cas pour ce qui est des formations sociales périphériques.

Quant au « paradoxe », on introduira une double distinction entre le court terme et le long terme, d'une part, et, d'autre part, entre l'objectivité et la subjectivité ou le structurel et l'intentionnel. Lorsqu'il s'agit de comprendre, dans l'immédiat, les facteurs qui ont poussé les élites militaires turques à prendre le pouvoir en septembre 1980, il faut évidemment accorder de l'importance à leur système de valeurs, à leur perception des dangers encourus par l'Etat turc, déstabilisé par la crise économique et politique et le terrorisme, ainsi qu'à leurs intentions en tant que groupe. Mais tout cela est du domaine du court terme, du subjectif, et ressortit au *verstehen*⁴⁹. C'est l'approche structurelle qui donnera l'explication, aidera à débusquer des facteurs à plus long terme et plus objectifs. Le code culturel des militaires les a sûrement incités à agir en 1980. L'analyse structurelle montre les raisons pour lesquelles, dans une société dominée par le mode production et la classe capitalistes, mais d'où sont absents certains des fondements structurels qui caractérisent l'Etat-nation capitaliste, la sphère publique intervient directement dans les processus de production, injectant la violence dans les rapports capital/travail, fait exceptionnel dans les Etats capitalistes se situant au centre de l'économie-monde. Ceci et aussi l'impact de l'économie-monde capitaliste expliquent que l'élite militaire qui occupe les sommets de l'Etat turc ait continué à proclamer sa fidélité au nationalisme kémaliste, fondé sur le principe de l'autonomie nationale, tout en entérinant des politiques conformes au statut d'Etat semi-périphérique qui est celui de la Turquie, au sein de l'économie-monde capitaliste.

NOTES

1. Quelques-unes de ces mesures sont la libération totale des importations, l'abandon de la défense de la monnaie turque par l'abolition du contrôle des changes, l'orientation de toute l'activité économique vers l'exportation au détriment du marché national, la diminution des investissements publics, la diminution radicale du poids du secteur public, la priorité accordée aux capitaux étrangers pour assurer l'investissement productif plutôt qu'aux mécanismes d'accumulation autonome, la liberté des prix accompagnée d'un encadrement très strict des salaires.

2. Voir à ce sujet, Ata Gil, « Turquie, un laborieux retour à la démocratie : les électeurs contre la tutelle des militaires », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1983.

3. Morris Janowitz, *Military Conflict ; Essays in the institutional Analysis of War and Peace*, Beverly Hills, Sage Publi., 1975, 161-62.

4. Ergun Ozbudun, *The Role of the Military in Recent Turkish Politics*, Harvard University Center for International Affairs. Occasional Papers, n° 14, nov. 1966 ; Dankwart A. Rus-

tow, « The Army and the Founding of Turkish Republic », *World Politics*, vol. XII, juillet 1959, 513-552 ; Daniel Lerner et Richard Robinson, « Swords into Ploughshares : the Turkish Army as a Modernizing Force », *World Politics*, vol. XIII, oct. 1960, 1944.

5. Metin Heper, « A Weltanschauung-turned-Partial Ideology and Normative Ethics : 'Atatürkism' in Turkey », *Bogaziçi Research papers*, nov. 1983.

6. *Ibid.*, *Bürokratik yönetim geleneği : Osmanlı İmparatorluğu ve Türkiye Cumhuriyeti'nde gelişimi ve niteliği*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi, 1974.

7. *Ibid.*, « State and Bureaucracy in Turkey », papier présenté à la « First International Conference on the Comparative, Historical and Analytical Analyses of Bureaucracy », Ruschlikon/Zurich, 4-8 oct. 1982.

8. Maurice Godelier, « L'Etat : les processus de sa formation, la diversité de ses formes et de ses bases », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXII, n° 4, 1980, 657-71 ; Pierre Bonte et Kurumi Sugita, « Anthropologie politique : quelques travaux récents sur l'Etat », *La Pensée*, n° 217/218, 1981, 65-80.

9. Henri Lefèbvre, *De l'Etat*, t. 4 : *Les contradictions de l'Etat moderne*, Paris, 10/18, 1978, 25.

10. Aristide R. Zolberg, « Interactions stratégiques et formation des Etats modernes en France et en Angleterre », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXII, n° 4, 1980, 737-67.

11. W.W. Rostow, *Politics and the Stages of Growth*, Londres, New York, Cambridge University Press, 1971.

12. Daniel Lerner, *The Passing of Traditional Society*, New York, Free Press, 1964 ; David McClelland, *The Achieving Society*, Princeton, N. J., Van Nostrand, 1961 ; G. Almond et S. Verba, *Civic Culture*, Boston, Little Brown, 1963 ; L. Pye et S. Verba, *Political Culture and Political Development*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1965.

13. Richard K. Ashley, « Three Modes of Economism », *International Studies Quarterly*, vol. 27, n° 4, 1983, 463-96.

14. Talcott Parsons, « Introduction » à *The Sociology of Religion* de Max Weber, Boston, Beacon Press, 1963.

15. Bryan S. Turner, *For Weber : Essays on the Sociology of Fate*, Boston, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1981, 234-256.

16. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1974.

17. George Modelski, « The Long Cycle of Global Politics and the Nation-State », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 20, n° 2, 1978, 214-35.

18. Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, 1979, 178.

19. *Ibid.*, 243.

20. *Ibid.*, 183-6.

21. *Ibid.*, 178.

22. Ernest Gellner, « Along the Historical Highway », *The Times Literary Supplement*, 16 mars 1984, 279-90. Cette vision déterministe selon laquelle toute l'humanité passe obligatoirement par une série d'étapes allant du communisme primitif au communisme, via l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme et le socialisme est aussi peu convaincante que le développementisme.

23. Wolfram Eberhard, *Conquerors and Rulers : Social Forces in Medieval China*, Leiden, Brill, 1965, 13ss. ; Immanuel Wallerstein, *Le système du monde du XV^e siècle à nos jours : capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Paris, Flammarion, 1980, 12 ; Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3 ; *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979 ; Anthony Giddens, *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, Londres, MacMillan, 1981, 167-8.

24. V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Œuvres*, t. 22, Moscou, éd. des langues étrangères, n.d.

25. K. Kautsky, « Ultra-imperialism », *New Left Review*, 59, janv.-fév. 1970.

26. Randall Collins, « Weber's Last Theory of Capitalism : a Systematisation », *American Sociological Review*, vol. 45, n° 6, 1980, 925-42.

27. Bryan S. Turner, *Weber and Islam : a Critical Study*, Londres, 1974.

28. Max Weber, *The Religion of China*, New York, Free Press, 1951.

29. *Ibid.*, *Economy and Society*, Berkeley, University of California Press, 1968, vol. II, 1020.

30. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, éd. Sociales, 1963.
31. *Ibid.*, *Principes d'une critique de l'économie politique*, chap. 3, « Formes pré-capitalistes de la production, types de propriété », *Œuvres*, t. 2, Paris, Gallimard, coll. Pléiades 1968, 312-59.
32. Barry Hindess et Paul Q. Hirst (dir. publ.) *Pre-capitalist Modes of Production*, Londres, 1975.
33. Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, NLB, 1974, 462-549.
34. Anthony Giddens, *op. cit.*, p. 168.
35. Immanuel Wallerstein, « Les Etats dans le vortex institutionnel de l'économie-monde capitaliste », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXII, n° 4, 1980, 797-805.
36. Theda Skocpol, « Wallerstein's World Capitalist System : a Theoretical and Historical Critique », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 5, 1977, 1075-90.
37. Aristide R. Zolberg, « The Origins of the Modern World System : a Missing Link » : *World Politics*, vol. 33, janv. 1981, 253-81.
38. Max Weber, *Economy and Society*, *op. cit.*, 1076-79.
39. Voir à ce sujet, Ali Kazancigil, « Türkiye' de modern devletin olusumu ve kemalizm », *Toplum ve Bilim*, n° 17, printemps 1982, 74 ss.
40. *Ibid.*, « L'Etat ottoman-turc et le kéalisme », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (dir. publ.) *Atatürk : fondateur de la Turquie moderne*, Paris, Masson, 1984, 45.
41. Huri Islamoglu et Çağlar Keyder, « Agenda for Ottoman History », *Review*, vol. I, n° 1, été 1977, 53 ; Immanuel Wallerstein et Resat Kasaba, « Incorporation into the World-Economy : Change in the Structure of the Ottoman Empire, 1750-1839 » ; mimeo., Fernand Braudel, Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations, State University of New York at Binghamton, 1980.
42. Serif Mardin, « Power, Civil Society and Culture in the Ottoman Empire », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 11, n° 3, 1969, 258-281.
43. Korkut Boratav, « Politiques économiques kéalistes et étatisme », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun, *op. cit.*, 157-182. Pour la période précédente, de 1923 à 29, où la Turquie est sous la pression d'une économie-monde capitaliste en expansion, voir Çağlar Keyder, *The Definition of a Peripheral Economy : Turkey 1923-1929*, Cambridge University Press et Paris, Ed. Maison des sciences de l'homme, 1981.
44. Korkut Boratav, « Türkiye de popülizm : 1962-1976 dönemi üzerine notlar », *Yapit*, n° 46, oct.-nov. 1983, 7-18.
45. Anthony Giddens, *op. cit.*, 212.
46. Concernant l'autonomie de l'Etat, cf. Nicos Poulantzas, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1978, et Theda Skocpol, *States and Social Revolutions : a Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1979. Sur la théorie corporatiste de l'Etat, voir Philip Schmitter et Gerhard Lehmbruch, (dir. publ.), *Trends Towards Corporatist Intermediation*, Londres, Sage, 1979.
47. Fred Block, « Marxist Theories of the State in World System Analysis », in Barbara Hockey Kaplan (dir. publ.), *Social Change in the Capitalist World Economy*, Beverly Hills, Sage Publ. 1978, 33.
48. Korkut Boratav, « Les facteurs externes de la crise turque », *Journée d'étude sur la Turquie, 13 juin 1981. Crise économique et crise politique*, Université Paris VIII - Vincennes à Saint-Denis, 1982, 54-64.
49. Je laisse de côté ici le cas des pays du Tiers-Monde qui ont opté pour le socialisme, tels que Cuba ou le Viêt-Nam, dont les méthodes d'accumulation sont différentes et sans aucun doute plus autonomes que celles de pays capitalistes périphériques, même s'ils subissent les contraintes de l'économie-monde capitaliste.
50. Marcello Truzzi (dir. publ.), *Verstehen : Subjective Understanding in the Social Sciences*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1974.

FORMATION DE L'ETAT MODERNE EN GRECE

Constantino TSOUKALAS

La formation de l'Etat moderne en Grèce présente plusieurs particularités remarquables. J'essaierai ici de mettre en lumière les plus importantes en les situant dans le cadre du développement de la formation sociale grecque au XIX^e siècle*.

Quelques observations introductives s'imposent d'emblée. L'Etat grec a accédé à l'indépendance en 1830. Ses frontières n'englobaient alors qu'une partie de l'espace social habité et dominé par des populations se réclamant de la nationalité grecque. Pendant un siècle, la diaspora grecque (« hellénisme extérieur à la Grèce ») a représenté la partie du corps national, non seulement la plus nombreuse, mais aussi la plus riche, la plus urbanisée et la plus « intégrée », tant du point de vue économique que du point de vue idéologique, dans le système du capitalisme international alors en pleine expansion¹. Le pourtour de la Méditerranée orientale abritait des communautés grecques compactes, d'origine ancienne ou récente selon les cas, qui tout autant que les autres minorités ethniques et religieuses de ces mêmes régions étaient presque arrivées à monopoliser les activités économiques et financières locales au détriment des populations musulmanes majoritaires.

* Cet exposé constitue l'argumentation centrale qu'on pourrait faire ressortir d'une série d'ouvrages que j'ai publiés. Il ne me paraît pas possible de mentionner ici l'ensemble des sources primaires et secondaires utilisées pour fonder les propositions présentées. Je me bornerai donc à quelques estimations chiffrées forcément très sélectives, mais particulièrement éloquentes, estimations qui figureront dans les notes. Mes ouvrages ne sont malheureusement disponibles qu'en langue grecque.

Cette situation de fait, qui a duré plus d'un siècle, a marqué le développement de la société grecque dans son ensemble. « Divisé » en deux parties inégalement constituées, jouant un rôle tout à fait différent au sein du système de la division internationale du travail, l'hellénisme était donc composé, d'une part de l'Etat indépendant, d'autre part des communautés compactes hors les murs, politiquement asservies mais économiquement dominantes : particularité historique tout à fait exceptionnelle ; d'autant plus que ces deux sous-ensembles, nettement distincts, étaient liés entre eux par des relations étroites, constantes et multiples, qui en faisaient une formation sociale à tous égards unique. En effet, outre l'identité nationale vécue par l'ensemble de l'hellénisme, des flux ininterrompus de capitaux et d'hommes établissaient une articulation constante entre les deux espaces. Les communautés « extérieures » se trouvaient ainsi constamment enrichies par le biais d'un flux continu de « matériel humain » en provenance du royaume indépendant. En effet, dans le contexte économiquement favorable de l'Orient, de plus en plus ouvert à la pénétration européenne, les communautés grecques offraient des chances de plus en plus larges à leurs compatriotes en quête d'ascension économique et sociale. En sens inverse, un flux de capitaux et de ressources de tous ordres se dirigeait vers la Grèce indépendante, qui, elle, demeurerait relativement « sous-développée » du point de vue des forces productives.

Cette articulation interne et constante entre les deux espaces sociaux a profondément marqué le développement de l'ensemble de l'espace hellénique. Il est donc normal que cette particularité ait été déterminante dans le processus d'émergence des caractéristiques spécifiques de la Grèce indépendante. En ce qui concerne cette dernière, signalons d'emblée que l'objet principal de la politique étrangère du nouvel Etat tournait autour d'un projet irrédentiste qui, malgré son caractère vague et parfois contradictoire, fournissait le fondement le plus important de l'idéologie nationale, telle qu'elle ressortait du discours politique dominant. Cet aspect, quoique fondamental, ne sera pas abordé ici. On se centrera plutôt sur les principales caractéristiques de la structure interne du nouvel Etat, qui expliquent une série de fonctions totalement différentes, sinon opposées aux fonctions équivalentes des Etats de l'Europe occidentale qui lui ont servi de modèle. Cette « déformation » constitue d'ailleurs un trait courant de toute transplantation de structures dans un contexte social différent, trait qui marque les pays dépendants jusqu'à nos jours. Ce transfert d'institutions, de modèles et même de « noms » et de concepts ne peut s'effectuer sans que les objets de transfert eux-mêmes ne subissent des modifications profondes. Si la mise en place d'un « signifiant » conceptuel ou institutionnel constitue un processus largement volontariste qui accompagne en général toute pénétration capitaliste dans la périphérie, le « signifié » équivalent paraît, en revanche, absolument intransférable puisqu'il ne peut se cristalliser qu'à travers l'imaginaire collectif des pays « subissant » les transferts, dans le contexte de structures sociales et idéologiques forcément différentes de celles

des pays « inspireurs ». C'est ainsi que les structures et les fonctions du nouvel Etat ont subi des « distorsions », phénomène qui, à son tour, a contribué à forger des façons d'être mystifiées et parfois même « angoissées » face au fonctionnement des nouvelles institutions : la seule constatation des différences entre les modèles étrangers et leurs homologues intérieurs conduisait à une « comparaison » obsessionnelle entre des phénomènes sociaux nécessairement différenciés du point de vue de leur fonction sociale réelle. Ce n'est là qu'un effet parmi d'autres des processus de « modernisation » ou d' « européanisation », marquant aussi bien le volontarisme aveugle des modernistes que les réactions mystifiées des traditionalistes. Ce n'est pas un hasard si, en Grèce comme ailleurs, les luttes surgissant autour de ce problème ont été investies avec d'autant plus de passions que les issues posées de façon abstraite et idéologique ne servaient qu'à masquer les véritables enjeux.

L'aspect principal qui sous-tend les distorsions en question concerne l'articulation entre « Etat » et société, entre sphère publique et sphère privée dans la Grèce indépendante. L'hypothèse que j'essaierai de vérifier est la suivante : dans le cas de la Grèce, la distinction entre privé et public ne peut être effectuée dans des termes analogues à ceux qui marquent la séparation entre ces deux sphères dans les pays européens ; sur le plan des pratiques sociales aussi bien que sur celui des idéologies, le mode d'articulation entre deux domaines appelant une définition plus précise est spécifique. Ce mode d'articulation doit être interprété à la lumière du développement « tardif » du mode de production capitaliste et de la faiblesse concomitante d'une bourgeoisie consciente de son rôle social. Lors de la création d'un Etat moderne en Europe, la séparation essentielle entre public et privé représente l'aboutissement d'une longue évolution. Cette conception nouvelle émerge et se consolide au sein d'une bourgeoisie consciente de ses intérêts de classe et de ses objectifs politiques et idéologiques. En revanche, la faiblesse de la bourgeoisie en Grèce, qui se reflète dans l'aspect informe et « gélatineux » de la société civile, se trouve à la base d'une incapacité objective de « compréhension » des implications sociales et matérielles de cette séparation. Il était donc impossible pour le nouvel Etat de se développer sur des lignes comparables à celles de son modèle européen. Dotée de structures étatiques et « publiques » calquées sur l'Occident, la société grecque n'avait pas les mêmes « besoins » fonctionnels que lui. C'est donc cette contradiction spécifique entre un cadre institutionnel bourgeois et une société encore structurée selon des lignes de force principalement pré-capitalistes qui marque d'abord la structuration de l'Etat néo-hellénique.

Les questions concrètes que je poserai ici peuvent s'articuler autour de deux constatations fondamentales complémentaires : l'hypertrophie de l'Etat et des appareils publics, la faiblesse de la bourgeoisie d'entreprise. La possibilité de mesurer le poids social relatif de deux secteurs d'activités séparés et séparables constitue l'une des manifestations matérielles de la distinction entre public et privé. Certes, l'articulation entre ces deux formes d'activités sociales n'est pas seulement d'ordre

quantitatif. Elle est aussi, et surtout, qualitative, dans la mesure où la représentation sociale du « public » par rapport au « privé » acquiert des connotations symboliques et idéologiques particulières. Ce qui fait particulièrement défaut dans ce contexte, c'est d'une part l'intériorisation de l'incompatibilité entre les deux types d'activité, d'autre part la volonté explicite d'une classe dirigeante de délimiter de manière rigoureuse les compétences de la sphère publique et de réduire les champs d'activité de l'Etat à ce qui paraît absolument nécessaire à la reproduction des rapports sociaux dominants. En effet, on ne trouve en Grèce de tendance ni à la réduction minimale du poids relatif de l'Etat, ni à la délimitation stricte de ses activités à la satisfaction de besoins collectifs explicites et déterminés à l'avance. C'est ainsi que l'Etat grec semble jouer un rôle positif prépondérant, non seulement dans le processus de reproduction mais aussi dans la formation directe des rapports sociaux. Dans ce contexte, j'essaierai d'établir que le gigantisme étatique se trouve à la base :

- de la constitution originale d'une fraction significative des couches dirigeantes, formée directement autour des appareils publics et reproduite par le biais du contrôle de cet appareil ;

- du développement d'un ensemble d'attitudes et de pratiques particulières vis-à-vis de l'Etat et de ses fonctions, qui se cristallisent en technologies politiques spécifiques et tenaces ; parmi elles, le clientélisme parlementaire dont certains effets se font encore sentir aujourd'hui ;

- de la structuration d'ensemble des rapports de classe à l'intérieur de l'espace couvert par l'Etat grec, impensables dans le soutien de la puissance extraordinaire des couches sociales dépendant directement de l'Etat.

Dans un premier temps, je fournirai les éléments factuels nécessaires pour fonder l'hypothèse du gigantisme étatique par opposition au sous-développement de la société civile. J'ai opté ici pour une démarche comparative.

Dans un deuxième temps, je me pencherai sur la question des facteurs objectifs qui se trouvent à l'origine du développement spectaculaire de l'Etat grec. Dans ce cadre apparaîtra l'importance de la particularité congénitale de la société grecque divisée en deux sous-ensembles géographiques et économiques étroitement articulés.

Enfin, j'essaierai de tirer quelques conclusions sommaires concernant certaines conséquences importantes de l'hypertrophie du secteur public sur les formes de développement ultérieures des rapports sociaux en Grèce.

Une remarque s'impose ici. La période dont je traiterai commence avec l'indépendance de la Grèce en 1830 et s'achève avec la guerre gréco-turque de 1922. C'est à ce moment que la question d'Orient trouve sa solution définitive : sa superficie et sa population doublent, mais la Grèce est amputée des communautés « étrangères » qui faisaient

sa particularité historique. Désormais « libérée » de son bicéphalisme congénital, la Grèce sera une société « comme les autres ». L'accident historique que fut la formation sociale grecque du XIX^e siècle est révolu. Une dernière remarque : sauf exception, je n'établirai pas de phases internes au sein de la période en question. Malgré des développements significatifs et nullement linéaires, il me semble que les traits fondamentaux des structures que je décrirai restent relativement stables.

1. Gigantisme étatique et sous-développement du secteur privé

Une série d'indices témoigne de l'importance extraordinaire de l'appareil étatique ; nous en retiendrons deux parmi les plus éloquents : l'importance des dépenses publiques en fonction du produit national brut et la proportion de personnel dépendant de l'Etat dans la population active, plus précisément dans la population active non agricole.

Sur le premier point, il suffit de souligner que les dépenses publiques, proportionnellement au PNB, atteignent des taux supérieurs à ceux de tous les autres pays européens². Malgré l'incertitude des données, ce taux pourrait être de l'ordre de 30 % pendant les premières décennies, puis baisser. Mais, et ceci retient particulièrement notre attention, les dépenses publiques ne semblent en rien correspondre à une extension des domaines d'intervention de l'Etat, comme ce fut généralement le cas en Europe. Bien au contraire, nous assistons en Grèce à une baisse du poids relatif des dépenses étatiques au fur et à mesure que la structuration des activités sociales internes aurait pu réclamer, dans d'autres conditions, une réglementation étatique plus développée.

Sur le second point, notons que le nombre de personnes dépendant de l'Etat est très important par rapport à l'ensemble de la population active non agricole³. L'emploi « étatique » se trouve ainsi à l'origine d'un gonflement du secteur des services, tout à fait démesuré étant donné le niveau de développement du pays. De manière caractéristique, la mise en corrélation de l'effectif des personnes travaillant dans le secteur tertiaire avec celui des travailleurs productifs (secondaire) place la Grèce en tête des pays européens, suivie, dans l'ordre, par l'Angleterre, la France et l'Allemagne⁴. Si l'importance des services semble, ailleurs, évoluer en liaison directe avec le développement industriel du pays, en Grèce, ce même phénomène est lié à une hypertrophie tout à fait exceptionnelle de l'appareil d'Etat. La division sociale du travail présente ainsi un caractère nettement improductif et parasitaire.

Une observation supplémentaire s'impose à ce propos. Il faut tout d'abord signaler que les chiffres cités, tant en ce qui concerne les dépenses nationales que le nombre des employés, n'incluent que les activités officiellement subsumables dans l'espace public. Or, il faudrait tenir compte du fait qu'une masse supplémentaire de personnes vivait de l'affermage de la perception des impôts, encore en vigueur presque jusqu'à la fin du XIX^e siècle. En réalité ces activités, liées à une inter-

vention directe de l'Etat au niveau de la ponction et de la distribution du surplus économique, devraient être considérées, du point de vue de leurs implications sociales, comme des fonctions étatiques ; les personnes travaillant dans ce secteur d'activité dépendaient directement de la faveur étatique et fonctionnaient au nom de l'Etat. Ainsi le poids des appareils d'Etat, au sens large du terme, fut en réalité plus démesuré qu'il n'apparaît à première vue.

La participation spectaculaire de l'Etat au processus de ponction et de distribution des ressources ne fait ainsi aucun doute. A ce propos, il conviendrait d'analyser de plus près la répartition interne des flux économiques organisés sous l'égide des instances publiques. Il est caractéristique que les dépenses publiques, au moins jusqu'aux années 1880 (qui marquèrent une certaine rupture dans les fonctions de l'Etat grec), consistaient, dans des proportions tout à fait exceptionnelles, en salaires et en transferts directs vers des individus⁵. Inversement, les ressources attribuées à des travaux publics ou en faveur d'investissements de tous ordres étaient, par habitant, les plus basses d'Europe⁶.

Une conclusion s'impose. Déjà énorme dans le développement de la concentration et de la gestion des ressources nationales, le rôle de l'Etat peut se résumer en une fonction principale : la mise en place d'un appareil surgonflé et démesuré sans objectifs visibles. En ce sens, il s'agirait en tout premier lieu d'un « Etat-employeur » distribuant des ressources contre des prestations d'une utilité sociale fictive ou tout au moins indéfinissable. Quel que soit l'aspect sous lequel on l'envisage, le phénomène en question peut donc être défini au moins de manière négative : il ne s'agit pas d'une bureaucratie rationnelle « weberienne », soumise à des objectifs précis, et « financée » sur la base d'une « rationalité » économique optimale. Tout semble indiquer que l'Etat joue le rôle d'un distributeur de prébendes, dans une optique totalement différente sinon opposée à la « rationalité » étatique occidentale. A ce propos, la contradiction flagrante entre d'une part les principes formels et légitimateurs soutenant la formation étatique, d'autre part la logique réelle de son encadrement et de ses fonctions paraît plus évidente.

Cependant, si le corps des fonctionnaires publics semble détenir une marge significative d'autonomie par rapport à ses fonctions putatives, il conviendrait également d'examiner la structure interne de ce corps de bénéficiaires de prébendes, ainsi que son origine de classe. Il serait enfin important de mettre en lumière ses rapports avec d'autres catégories sociales et de préciser sa place dans le système plus général des hiérarchies économiques et idéologiques.

J'essaierai d'envisager ces problèmes à partir de l'examen de la structure formelle des hiérarchies publiques. Cet examen (toujours en comparaison avec les services publics d'autres pays) permet de dégager les observations suivantes.

En premier lieu, la morphologie des organigrammes s'avère particulièrement atypique. Si l'ensemble des appareils paraît hypertrophié, la disproportion est encore plus prononcée au niveau des échelons

moyens et supérieurs. Les organigrammes des appareils ne se présentent pas sous la forme « normale » d'une pyramide. Ils ressembleraient plutôt à une urne très élargie à partir du milieu de sa hauteur. Un grand nombre de services sont composés d'un directeur, de nombreux adjoints, d'une foule de chefs de sections, servis par un petit nombre de vacataires et par une cohorte d'hommes à tout faire sans fonction précise⁷. Commentant l'organisation militaire, Edmond About parlait d'une armée d'officiers. Cela pourrait résumer l'ensemble des caractéristiques morphologiques des appareils publics.

Un deuxième point, plus frappant encore, concerne la structure des rémunérations. En effet, l'éventail des salaires paraît particulièrement réduit. Si l'administration grecque se divise, comme toute autre, selon une ligne de démarcation très nette, entre les échelons inférieurs de la bureaucratie et son corps central de fonctionnaires moyens et supérieurs, il faut signaler qu'au sein de cette dernière catégorie la progression des salaires est tellement lente et limitée qu'à partir d'un certain seuil elle semble presque bloquée⁸. Au total, le surgonflement des services publics est apparent surtout dans les instances moyennes et supérieures des bureaucraties étatiques. De surcroît, ces instances sont caractérisées par l'étroitesse de la fourchette des différenciations salariales. On peut en conclure que la catégorie des fonctionnaires réguliers, démesurément large, paraît en même temps particulièrement homogène en ce qui concerne l'ordre de grandeur des « prébendes » distribuées en son sein.

Cette dernière observation permet de mieux situer certaines des questions que nous nous sommes déjà posées. Le rôle de l'Etat dans le processus de formation original des rapports sociaux en Grèce apparaît désormais plus clairement se situer dans la distribution des ressources sous son propre contrôle : procès de distribution de « prébendes » relativement égalitaires et modestes, à une catégorie sociale très étendue. De plus si l'on tient compte de la rotation très fréquente des titulaires de « postes » publics — qui s'explique par la survivance du « système des dépouilles » qui entraîne la substitution d'un grand nombre d'employés par de nouveaux « favoris », à l'occasion de tout remaniement ministériel —, le « cercle » social puisant une partie au moins de ses moyens d'existence dans les prestations étatiques personnalisées apparaît encore plus étendu. On peut évaluer le pourcentage des fonctionnaires nouveaux, nommés annuellement, au tiers (environ) du nombre total des postes à pourvoir. A ce rythme la fonction publique entière était renouvelée en l'espace de trois à quatre ans⁹.

Sur cette base, et si l'on tient compte des percepteurs d'impôts, dont les « contrats » dépendaient aussi de la faveur étatique, il semblerait que près de la moitié des couches improductives urbaines ait été dépendante, à titre permanent ou provisoire, de l'Etat. Tout fait penser que ces mêmes couches s'adonnaient en même temps, de manière plus ou moins constante, à d'autres activités lucratives. En général moins importantes que le salaire, du point de vue du revenu assuré, ces activités permettaient néanmoins de survivre en cas de défaveur. Ceci

semble expliquer la persistance d'un grand nombre de boutiques et de professions de rentabilité douteuse, et autorise à penser que l'Etat a été l'instrument social fondamental de la création, de la reproduction, et, plus encore, de la consolidation des couches urbaines moyennes improductives. La petite bourgeoisie urbaine grecque est ainsi, dans une très large mesure, une création de l'Etat.

Ceci explique un grand nombre de traits de la société grecque que je ne fais que mentionner : importance fondamentale de l'Etat comme pôle d'attraction privilégié et lieu de destination effective des flux dominants de la mobilité sociale interne, fétichisation de l'instruction secondaire et supérieure, condition formelle d'accès aux instances supérieures des « rouages » du secteur public. Ce n'est certainement pas un hasard si les taux de scolarisation dans les établissements d'enseignement moyen et supérieur sont à certains moments les plus élevés d'Europe¹⁰. Citons aussi à ce propos la « déformation » de la demande d'éducation, orientée presque exclusivement vers des matières générales ou juridiques¹¹. Soulignons le nombre extraordinaire d'avocats — autre record européen¹² —, servant quasi exclusivement de médiateurs entre l'Etat-Leviathan et les aspirants aux prébendes. D'ailleurs les « médiateurs de la loi » sont bien moins nombreux, en termes relatifs, dans les régions présentant des ébauches de développement des forces productives et dans lesquelles la fétichisation du secteur public semble moins prononcée. Soulignons enfin le phénomène curieux d'une fonction publique large et puissante qui ne s'organise de manière corporative que très tardivement, la permanence des fonctionnaires ayant été décrétée d'en haut. Rares ont été les cas de mobilisation collective des fonctionnaires en vue d'objectifs communs alors que les ouvriers, peu nombreux, s'organisèrent très tôt. Tout se passe comme si les employés, actifs ou potentiels, se comportaient plutôt en bénéficiaires d'une faveur publique à négocier individuellement, qu'en travailleurs salariés réclamant des « droits » catégoriels.

Nous avons traité jusqu'ici de la fonction publique en tant que telle, indépendamment du développement global des rapports sociaux. Ce n'est qu'à travers l'examen de l'articulation interne entre les couches dépendant de l'Etat et les couches qui se sont formées à travers des processus privés et « extra-étatiques », que l'on peut comprendre le rôle social global des premières. Certes, cette démarche présente des difficultés considérables, aussi bien méthodologiques que factuelles, en ce qui concerne tant l'« échelle » à laquelle cette articulation peut être saisie, que les outils conceptuels adéquats. En effet, la distinction entre formes « publiques » et formes « privées » a une signification sociale qui dépend étroitement du mode de production dominant et des rapports sociaux en voie de formation. La situation de « transition » dans laquelle la formation sociale grecque se trouvait, a contribué à une non-homogénéité relative entre régions rendant difficile la définition du mode de production dominant sur l'ensemble du pays. On peut à cet égard faire la distinction entre des zones où dominait la petite exploitation familiale autonome,

autarcique et encore largement caractérisée par la persistance de cultures traditionnelles, des zones rapidement reconverties en région de monocultures agro-exportatrices au sein desquelles se développa rapidement une bourgeoisie commerciale puissante, et enfin des zones dominées par de grandes exploitations latifundiaires, au sein desquelles le travail direct était fourni sous forme de métayage ou de colonat partiaire. On assiste enfin à la survie de rapports de production carrément féodaux. L'intégration économique et sociale « internationale » entre les zones en question était très limitée. Nous ne pouvons guère parler d'un marché national unifié : la majorité des bourgs répondait à des besoins strictement locaux, et les zones exportatrices étaient concentrées autour de stations portuaires directement reliées par voie maritime, avec les centres étrangers. Ainsi, l'Etat et ses appareils semblent avoir eu un rôle nettement différencié selon les régions. Sans entrer dans les détails, il semble que ce soit dans les régions autocentrées, autarciques et relativement égalitaires que le rôle de l'Etat a été le plus important. Dans ces régions où faisait manifestement défaut une classe dirigeante (terrienne, commerciale ou industrielle), où existaient des assises économiques locales propres et visibles, l'attraction réelle et symbolique de l'Etat et de ses appareils semble avoir été la plus prégnante. Enfin les classes dirigeantes locales, aussi structurées et stables qu'elles aient pu être, ne bénéficiaient que très rarement d'une « audience » d'envergure trans-régionale. Le seul appareil transgressant les frontières géographiques et sociales entre régions (disparates) était donc l'Etat.

Ceci explique la puissance du fétichisme de l'Etat en Grèce ainsi que la dimension symbolique de l'attrait de la fonction publique. Un autre élément, aussi important, sinon davantage, doit être pris en compte : il paraît presque certain que l'ordre de grandeur des revenus privés était dans toutes les branches d'activité relativement réduit. Si cela est manifestement vrai pour les régions vivant en autarcie, ça l'est aussi, en termes plus relatifs, pour les autres régions. Jusqu'aux années 1870, ni le commerce, ni la grande propriété, ni l'industrie naissante, ni les professions libérales ne conduisaient à la constitution de grosses fortunes et de gros revenus¹³. Le nombre de « richards » grecs concentrés en dehors des frontières de l'Etat indépendant était sans commune mesure avec l'importance des classes aisées à l'intérieur¹⁴. Ainsi, pendant une longue période, les salaires supérieurs de la fonction publique, quoique modestes comparativement à ceux d'autres pays, assuraient à leurs bénéficiaires une position tout à fait exceptionnelle dans l'échelle hiérarchique des revenus. Dans le contexte d'un système social qui, pour toute une série de raisons, ne permettait pas la création et la reproduction de différences économiques flagrantes, l'accès à l'emploi public, à des échelons moyens ou supérieurs, équivalait à un accueil au sein des couches privilégiées de l'espace grec intérieur. En ce sens la « petite bourgeoisie d'Etat » constituée autour d'appareils macrocéphales fait indiscutablement partie des classes dirigeantes. A plusieurs égards. D'une part, elle arrive à accaparer la partie la plus importante du surplus

concentré entre les mains de l'Etat, qui accapare une part démesurée du produit national. D'autre part, précisément à travers l'insertion, active ou potentielle, dans les appareils étatiques, a pu s'effectuer la structuration et la consolidation d'une catégorie très large de travailleurs non manuels ; les implications symboliques, idéologiques et, en dernière analyse, politiques, de ce processus n'ont pas besoin d'être soulignées. Enfin, l'emploi étatique a contribué à la création d'un système de hiérarchies sociales dépourvu de « sommets économiques » : la pyramide sociale accuse en effet une forme tronquée caractéristique. On peut même supposer que si le caractère relativement égalitaire des revenus extra-étatiques a contribué à la fixation de l'éventail étroit des différences salariales dans le secteur public — fait confirmé par la vive opposition provoquée dans les cas où il semblait que ce « principe » allait être contourné —, inversement, la consolidation de la hiérarchie tronquée des salaires du secteur public n'a pas été sans influencer le maintien de cette idéologie égalitariste et « démocratique », dont parlent tous les observateurs de l'époque. Cette attitude, typiquement petite-bourgeoise, présente en Grèce la particularité d'avoir été d'autant plus dominante qu'une véritable bourgeoisie autochtone faisait totalement défaut. Ceci se manifeste clairement lorsque, après 1870, une bourgeoisie d'origine « externe » provenant des communautés grecques hors les murs, fait pour la première fois irruption sur la scène sociale et politique grecque en investissant des capitaux massifs dans le pays : la petite bourgeoisie a, alors, une réaction violente. Mais ces phénomènes étaient trop tardifs pour modifier les structures de l'Etat telles qu'elles avaient été définies pendant les premières décennies postérieures à l'indépendance. Pendant tout ce siècle, et dans une certaine mesure jusqu'à nos jours, l'Etat grec a suivi, avec des hauts et des bas, les grandes lignes définies dès sa naissance.

Dans ce contexte a évolué un étatisme tentaculaire, dominant dans l'élaboration d'un discours qui s'est avéré déterminant pour l'ensemble de la société. En Grèce plus qu'ailleurs, l'Etat s'est trouvé à l'origine de la cristallisation d'un système de références collectives, homogénéisantes par rapport à un espace hautement différencié et divisé. Plus qu'ailleurs, l'Etat a monopolisé la mise en place d'un réseau matériel et symbolique à travers lequel a pu s'effectuer une intégration dans un espace socio-économique unifié. Plus qu'ailleurs enfin, l'Etat a monopolisé le discours national en tant qu'*objet* privilégié de références collectives. Le « progrès », la « science », l'« économie » ou le « marché » étaient d'autant plus absents de tout discours au niveau national que le discours étatique et étatiste était dominant. De manière paradoxale, en apparence, la « société civile » grecque et le discours qu'elle développait tournait quasi exclusivement autour des structures, des fonctions et de l'encadrement des appareils étatiques.

2. Facteurs sociaux permettant l'expansion du secteur public

Nous avons jusqu'ici mis en relief l'expansion extraordinaire des services publics, et dégagé un certain nombre de traits structurels spécifiques du gigantisme étatique. Il reste à poser le problème des facteurs historiques et sociaux concrets qui ont permis une expansion aussi exceptionnelle de ce Leviathan omniprésent. Ce problème est de taille, puisqu'il ne peut être posé qu'en fonction du développement d'ensemble de la formation sociale grecque, dont l'histoire économique-sociale demeure encore, à plusieurs égards, méconnue et obscure. Je me bornerai ici à l'énumération sommaire des implications sociales de deux facteurs qui circonscrivent ce développement d'ensemble. Il s'agit, d'une part, de certains prolongements de cette particularité qu'est l'essor des communautés grecques situées en dehors de l'Etat ; d'autre part, il sera question de la structure de classe particulière de l'espace hellénique au lendemain de l'indépendance qui, elle aussi, présente des traits remarquables.

Le poids social, cependant énorme, de l'hellénisme en dehors de la Grèce ne nous occupera que dans la mesure où il contribue à fournir des éléments de réponse à une question importante : l'expansion extraordinaire de l'Etat laisse en effet planer des doutes sur l'origine des ressources qui l'ont rendue possible. Et même sur un plan plus général, la constitution et la reproduction d'une masse sociale non productive paraît difficile à comprendre dans le cadre d'une société peu développée et encore largement dominée par la production domestique. A un premier niveau, la réponse est simple : indépendamment des facteurs concrets qui pourraient se trouver à la base de ce phénomène, il ne fait pas de doute que l'essentiel des ressources étatiques provenait de la ponction du surplus interne obtenue par diverses formes de taxation. Néanmoins cela ne sert qu'à déplacer le problème et à s'interroger sur la capacité extraordinaire d'imposition dont l'Etat a fait preuve. Au XIX^e siècle en effet, un taux de ponction qui dépasse systématiquement le quart du produit social total semble énorme, d'autant plus que la monétarisation de l'économie grecque était loin d'être accomplie.

Nous ne sommes pas en mesure d'apporter une réponse définitive à cette question. Cependant tout semble indiquer qu'une partie très importante du surplus économique concentré entre les mains de l'Etat provenait, en dernière analyse, des communautés de l'étranger dont l'essor économique spectaculaire s'opposait à la stagnation générale de l'espace grec indépendant. Nous ne pouvons pas « chiffrer » cette contribution de manière exacte mais un élément factuel illustre cet aspect fondamental : pendant le siècle entier, la balance commerciale grecque a été constamment déficitaire, à un point tel que cela paraît à première vue incompréhensible. Malgré la fiabilité incertaine des données disponibles, on peut estimer ce déficit à 15-20 % environ du

revenu national jusqu'aux années 1880, taux qui baisse ensuite graduellement pour atteindre les alentours de 10 %, au début du XX^e siècle¹⁵. Il est remarquable que la Grèce n'ait jamais présenté de problèmes de balance des paiements : la capacité d'importation du pays n'a, semble-t-il, à aucun moment diminué. Tout au contraire, au moins en comparaison avec les autres pays balkaniques, le volume d'importations par habitant ainsi que le capital thésaurisé en or semblent particulièrement élevés. Faute d'autres sources de financement, on devrait conclure que la profusion de moyens de paiements internationaux devait être alimentée par un flux ininterrompu de paiements « invisibles », provenant des communautés grecques de la diaspora. La contribution générale de cette injection monétaire constante à la liquidité intérieure ne fait pas de doute. Il reste à déterminer son ampleur et son utilisation. Sur ce dernier point tout porte à croire que, parmi les bénéficiaires principaux, les petites et moyennes exploitations agricoles familiales devraient figurer à une place honorable, à un double titre : à travers des remises directes, et par le biais de l'absorption d'une fraction considérable des ressortissants ruraux en surnombre par les « colonies » en plein épanouissement. Du point de vue des disponibilités monétaires, la capacité économique de la paysannerie indépendante semble ainsi avoir été sensiblement amplifiée par son articulation directe et indirecte avec l'étranger. Si l'Etat a constitué le pôle d'attraction fondamental dans la détermination des flux de mobilité internes, les communautés grecques du pourtour méditerranéen ont joué le même rôle pour la définition d'un flux migratoire en direction de l'étranger, flux dont l'importance numérique et sociale a été extraordinaire : on peut estimer qu'il a touché presque 20 % de la population agricole active, pourcentage encore plus élevé dans les régions dominées par la petite exploitation familiale¹⁶. Ces régions, il faut le souligner, présentent à la fois une mobilité géographique, sociale et idéologique prononcée, et une propension marquée à l'insurrection, bien supérieures à celles des autres régions du pays.

C'est ainsi que la consolidation de la petite exploitation familiale, en tant que forme sociale dominante, passe largement par les flux sociaux, monétaires et humains qui la relie à la Grèce de l'étranger. Il n'est donc pas illégitime de prétendre qu'une grande partie de la capacité fiscale « supplémentaire » de l'Etat ait été fonction de l'articulation constante entre les deux parties de l'hellénisme.

Outre la contribution indirecte des communautés hors les murs à la formation des capacités financières de l'Etat, la contribution directe de ces dernières est également importante, particulièrement pour certaines activités. L'ensemble, ou presque, des dépenses étatiques de « prestige » a été financé par les contributions directes des évergètes riches de la diaspora. Il en est de même pour les institutions scolaires et universitaires, à un point d'ailleurs tout à fait exceptionnel. A titre d'exemple, signalons que, pendant le premier demi-siècle, les vingt donations les plus importantes pour cette activité (il y en eut des milliers), dépassent à elles seules la somme cumulée des budgets du ministère de

l'Education nationale pendant la même période¹⁷. Les capacités de l'Etat-employeur à étendre son corps administratif n'en étaient ainsi que multipliées.

Il est inutile d'ajouter d'autres éléments, l'argument principal et tout à fait fondé étant l'indiscutable contribution directe et indirecte de la diaspora au financement des couches improductives de la Grèce indépendante.

Le second facteur est d'un tout autre ordre. Il concerne les paramètres politiques et idéologiques de l'hypertrophie originelle de l'Etat, qui contraste étrangement avec l'idéologie libérale dominante en Europe occidentale à la même période. L'influence bavaroise dont les assises uniques passaient par le contrôle de l'appareil étatique a dû certainement jouer un rôle. Mais outre que cette influence n'a duré que peu de temps, il me paraît évident que ce sont des facteurs liés à la structure de classe interne qui ont dû être déterminants.

Le régime foncier ottoman traditionnel s'est trouvé complètement renversé par l'indépendance nationale et le départ concomitant des Ottomans. Dès les premières années de la guerre, la question de la terre était au centre des luttes politiques et sociales. Or, pour de multiples raisons, cette lutte s'est soldée par un échec cuisant des classes dirigeantes potentielles formées autour des notables locaux, des chefs militaires et des rares propriétaires terriens détenant des titres antérieurs à l'indépendance. L'expression sociale de cette défaite des gros propriétaires en puissance fut la création de « terres nationales », formule juridique insolite qui rendait à la propriété étatique la majeure partie des terres ottomanes et barrait la route à la consolidation d'un régime foncier de type latifundiaire. En fin de compte, la plupart des terres nationales ont fini par être distribuées ou usurpées par les travailleurs directs, scellant ainsi le devenir foncier du pays.

L'issue de la lutte autour du problème de l'appropriation de la terre est donc à l'origine d'une constellation particulière des rapports sociaux de production. En effet, dans un pays où les forces productives sont peu développées, c'est en premier lieu le régime agraire qui détermine les rapports de classe dominants. Dans le contexte historique concret de la Grèce, les catégories dominantes en quête de stabilisation se trouvaient en difficulté pour la reproduction de rapports de domination, ceux-ci passant par le contrôle incertain et fragile des bandes armées, des assemblées locales et des rudiments de l'Etat en construction. Même pour les catégories qui disposaient de propriétés plus ou moins étendues, la disponibilité générale des terres rendait problématique toute mise en valeur agricole par l'utilisation d'un travail direct dépendant ; d'où la relative rareté d'offre d'une main-d'œuvre salariée et la pratique de salaires très élevés, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, que l'on retrouve pendant presque tout le siècle¹⁸.

C'est ainsi que les classes dirigeantes en puissance ont défini une nouvelle stratégie historiquement insolite : elles se sont penchées en priorité sur le contrôle de l'appareil d'Etat, à tous les niveaux et par tous

les moyens. Mettant à profit leur position de force, leur prestige et leur éducation, les anciens notables se sont transformés à une échelle massive en « politiciens » et en « fonctionnaires », phénomène qui est indiscutablement à l'origine de « technologies politiques » particulières. Il est important de souligner ici qu'en vif contraste avec l'Europe occidentale, la classe dirigeante indigène manifestait dans son ensemble ou presque, un intérêt visible pour une extension de l'appareil étatique allant jusqu'à la limite des possibilités objectives de son financement. Pendant un siècle, le problème principal qu'on retrouve dans les discours politiques de toutes obédiences est le problème fiscal, malgré des dépenses publiques très importantes proportionnellement au produit national. Ce « problème fiscal », constamment présent et structurellement insoluble (les déficits budgétaires se succèdent) dans le cadre d'un Etat ne visant que de manière intermittente et secondaire des investissements productifs ou des travaux publics, ne peut traduire qu'un consensus généralisé du monde politique et des classes dirigeantes formées autour de l'Etat, et d'une expansion illimitée, principielle des appareils d'Etat.

En formalisant à outrance, on pourrait dire que si l'articulation spécifique de l'intérieur avec les communautés de l'étranger a fourni des moyens permettant le gonflement de l'Etat, c'est à l'incitation spécifique d'une classe dirigeante, visant à se reproduire en tant que telle, qu'il faut attribuer la tendance inflationniste et la matérialisation de l'option politique étatiste.

3. Prolongements politiques et idéologiques de l'hypertrophie de l'Etat

L'étatisme néo-hellénique a ainsi inévitablement marqué le développement d'ensemble de la société grecque. J'aborderai ici quelques aspects importants, ayant trait au comportement politique, à la structuration des classes sociales et aux idéologies étatiques en tant que telles. Dans ce contexte, je reviendrai sur les questions posées au début de cet article : l'articulation atypique entre domaine public et domaine privé, qui nous impose le réexamen de toute une série de questions théoriques concernant la nature et les fonctions de l'Etat périphérique en général.

La première question à poser concerne la mise en place d'un système particulier de rapports politiques, connu sous le terme de « clientélisme ». Il m'est impossible d'entrer ici dans les problèmes théoriques énormes qui se posent autour de cette notion, utilisée surtout dans le cadre de la science politique fonctionnaliste américaine, en tant que catégorie conceptuelle autonome. Les rapports de clientèle ont été définis en termes de rapports d'échange entre des agents sociaux ayant des capacités socio-économiques inégales ; ils consistent en une obligation mutuelle de prestations bipolaires d'un certain type de services, sans que ce système de prestations articulées soit pour autant assimilable à une structure institutionnalisée et normée entraînant des effets contraignants. Cette définition, aussi vague qu'elle puisse paraître, « couvre »

de manière descriptive le système de pratiques politiques cristallisées qui ont vu le jour en Grèce au XIX^e siècle. C'est en effet à travers des technologies toutes particulières que s'est effectué l'encadrement concret des appareils de l'Etat, et que s'est mis en place le système plus général de prestations étatiques matérialisant la distribution réelle des ressources publiques à des individus. Il faut souligner que le contrôle de l'appareil d'Etat par l'élite politique dominante permettait l'accès sélectif aux ressources publiques d'un très grand nombre de bénéficiaires potentiels, largement dépendants ainsi de cette élite. Cette même élite politique fondait la reproduction de sa position de force sur le soutien actif de ses assises locales. Ce fut surtout à travers le vote que ce soutien se matérialisa, vote qui assurait à la fois la légitimation globale du système politique, et la consolidation effective des castes locales. De manière caractéristique, ces dernières ont monopolisé pendant près d'un siècle l'exercice du pouvoir politique. Il faudrait souligner à ce propos le fait, à première vue extraordinaire, de l'octroi effectif du suffrage universel masculin dès 1844 (bien avant la plupart des autres pays européens), qui semble avoir été « acquis » en Grèce sans réactions importantes : tout semble indiquer que cette ouverture de la démocratie participatrice faisait la quasi-unanimité dans les couches sociales intéressées. La participation électorale atteignait un niveau spectaculaire puisque selon les données disponibles, dès les années 1850, elle était de l'ordre de 75 à 90 % de la population adulte masculine¹⁹. Encore un « record mondial » ayant des prolongations politiques extraordinaires.

Ce fut ce réseau réel d'échange entre vote de soutien et accès à la « faveur » publique qui constitua l'essentiel des rapports dits de clientèle. Néanmoins, le problème ne s'arrête pas là. La réduction de la question à ses aspects formels, réduction qui fonde la quasi-totalité des interprétations fonctionnalistes, se trouve à l'origine d'une série de conceptualisations tendant à nier l'existence des classes sociales en Grèce, ou, dans le meilleur des cas, à nier la pertinence de la lutte des classes au plan politique. Cette question étant « réglée », il devient possible de procéder à des interprétations idéalistes insistant sur les particularités « nationales » et les traditions séculaires, interprétations qui, ostensiblement, sont loin d'être politiquement neutres. En réalité, ce qui est à l'origine de la bévue, inconsciente ou consciente, de ces écoles de pensée, c'est d'ignorer que l'ensemble du système « clientélaire » tel qu'il a pu se développer et se cristalliser, suppose le contrôle étatique d'une très grande partie du surplus économique. En ce sens, et dans la mesure où ce sont précisément les formes dominantes du flux et de la distribution de ce surplus qui constituent, en dernière analyse, les principes déterminant le processus concret de structuration des classes sociales, il semble clair que les interprétations « polaires » qui rendent compte des rapports de forces en termes d'opposition entre « patrons » et « clients » sont éminemment fausses et obscurcissent le débat. En fait, et tout au contraire, c'est aussi bien la catégorie des « patrons » que celle des « clients » qui se trouvent du côté des bénéficiaires de la

distribution des ressources étatiques. La contradiction de classe passe principalement par l'opposition entre travailleurs directs, aliénés d'une partie du produit de leur travail, et bénéficiaires d'une forme spécifique de distribution de ce surproduit. L'inégalité entre les deux catégories de bénéficiaires (en réalité il s'agit d'un système hiérarchisé et stratifié beaucoup plus complexe) ne change rien à la signification de classe des transferts économiques. D'autant plus que, comme nous l'avons vu, l'essentiel des fonctions étatiques, totalement éloignées de toute préoccupation productive qui aurait pu correspondre aux intérêts de classe d'une bourgeoisie d'entreprise, visait explicitement à la reproduction élargie de ses appareils propres.

C'est ainsi qu'il me paraît pertinent d'utiliser le terme de « bourgeoisie et petite bourgeoisie d'Etat » pour désigner les élites politiques et le fonctionnariat surgonflé. Il me paraît également évident que cette bourgeoisie d'Etat constitue intégralement une fraction de la classe dominante et même sa fraction « régnante » pendant cinquante ans au moins, jusqu'à ce que les formes privées d'accumulation capitalistes aient acquis une dynamique propre. Ce n'est d'ailleurs qu'après 1870, début des investissements capitalistes à une échelle relativement importante (encore une fois en provenance des communautés grecques de l'étranger), que la lutte politique interne commence à s'articuler par rapport à un discours mettant en doute la structure et les fonctions de l'Etat. On peut légitimement penser que l'on assiste à la cristallisation graduelle d'une opposition de plus en plus articulée entre bourgeoisie d'Etat et bourgeoisie « privée », opposition qui se manifeste autour d'une nouvelle problématique de la « rationalisation », de la fonctionnalité et de l'efficacité des services publics. En effet le discours politique libéral-bourgeois qui marque cette conception ne fait véritablement irruption sur la scène grecque qu'après 1870.

La « solidité » de la bourgeoisie d'Etat est probablement à l'origine de nombreuses caractéristiques insolites de l'évolution politique de la Grèce. Soulignons tout d'abord l'extraordinaire stabilité du régime parlementaire qui n'a connu que peu de péripéties internes. De 1864 (date de l'installation de la nouvelle dynastie danoise et de la promulgation d'une nouvelle constitution ultra-libérale pour l'époque, un acte de « purisme théorique absolu » selon l'expression de N. Iorga), à 1909, date d'un pronunciamiento, généralement interprété comme une expression de la bourgeoisie montante, le régime grec se caractérise par une stabilité interne presque idyllique, comparativement à la plupart des pays européens. Indépendamment de tout facteur conjoncturel, cette stabilité témoigne d'un consensus généralisé sur les formes politiques institutionnelles et d'une légitimation profonde des formes dominantes de rapports sociaux.

Nous ne pouvons que spéculer sur le substrat social et idéologique de cette situation. Outre le caractère tronqué des pyramides sociales dont nous avons parlé plus haut qui, en combinaison avec la rareté du travail productif dépendant, contribuait à la possibilité objective de la

survie d'un discours égalitariste et démocratique, il faut souligner que les lignes de force de l'opposition sociale fondamentale paraissent singulièrement obscurcies.

En effet, la médiation institutionnalisée de l'Etat (entité par excellence idéalisée), dans le processus de ponction et de répartition du surplus agricole, processus qui sous-tend l'opposition fondamentale ville-campagne, rendait l'intériorisation de cette opposition excessivement problématique. Non seulement en raison du manque évident d'ennemis de classe affichés, mais aussi parce que l'Etat, mécanisme par excellence de ponction fiscale, se présentait aussi comme un pôle d'attraction invitant une grande partie des ressortissants des campagnes à accéder aux couches relativement privilégiées de la petite bourgeoisie étatiste. Ce n'est certes pas un hasard si l'évolution sociale et politique des rares régions dominées par la grande propriété a été complètement différente. Ce n'est pas un hasard non plus si l'ensemble de la Grèce indépendante se caractérise, dès le XIX^e siècle, par un comportement politique et idéologique particulier, très différent de celui des « nouvelles régions » annexées après 1912.

Les implications innombrables des phénomènes que nous n'avons pu qu'esquisser, ne peuvent évidemment pas être développées ici. De nombreux traits idéologiques qui persistent pendant toute l'histoire de la Grèce moderne devraient être interprétés sous cet angle. A titre d'exemple, mentionnons la légendaire « surpolitisation » constatée par tous les observateurs étrangers, surpolitisation qui n'est que l'expression d'une relative désubstantialisation du discours politique détaché des positions de classe qui lui sont propres. Mentionnons aussi la forme insolite de dynasties politiciennes qui expriment un consensus social généralisé par rapport à une « politique professionnelle », sous forme de « métier » relativement fermé et exclusif, remplissant des fonctions sociales acceptées et reconnues²⁰. Soulignons enfin la pratique également reconnue et quasi officielle du marchandage des votes, pratique qui témoigne d'une « corruption » politique généralisée.

Néanmoins, la simple énumération de ces traits contribue à l'obscurcissement des véritables issues. La constatation des différences fondamentales qui séparent les pratiques politiques grecques de leurs « modèles » européens a largement alimenté un discours idéaliste et mystificateur qui déplore le « sous-développement » politique du pays. Il me paraît clair que l'ensemble de ces questions s'explique par les formes particulières d'articulation entre Etat et société. Pour revenir au problème posé initialement, nous assistons à une séparation tout à fait factice entre les deux sphères, séparation d'autant plus inachevée en réalité qu'elle paraît institutionnellement et juridiquement accomplie. En effet, le développement d'une bourgeoisie d'Etat relativement autonome et la cristallisation directe d'intérêts privés autour de la fonction distributrice de la sphère publique, faussent inévitablement la délimitation des fonctions et la visibilité du caractère de classe d'un Etat, doté d'une structure formelle d'inspiration libérale-bourgeoise. Ceci se manifeste

par une « translocation » des formes de « médiation » entre l'Etat et la société civile. Si cette dernière a tendance à s'identifier avec l'entité étatique à travers les éléments constitutifs de la légitimation de l'étatisme bourgeois que sont la nationalité, la citoyenneté et la souveraineté populaire, c'est surtout ce dernier aspect qui, en Grèce, semble avoir subi une modification profonde. En effet, le « sujet social et politique » populaire indifférencié, généralement porteur d'une demande de « justice substantielle » et normative de la part d'un Etat « responsable » (ne serait-ce qu'en raison de la pression de l'intérêt général qui sous-tend sa légitimation) se trouve largement déplacé vers une aspiration quasi générale d'accès personnel aux appareils étatiques concrets. C'est ainsi que l'intériorisation collective de la notion de « peuple » se différencie radicalement du modèle européen. La participation même des citoyens à la vie publique vise en premier lieu non pas tellement la contribution indirecte à la définition d'une ligne politique, mais l'obtention prospective d'une parcelle concrète et individualisée des « dépouilles publiques » auxquelles tout citoyen aurait en principe droit. Sur un plan plus abstrait, il s'agit là de l'une des manifestations concrètes d'un déplacement de signification que subissent les pratiques sociales transplantées de l'Europe vers les pays de la périphérie. Ce qui devrait éventuellement nous mener à la révision des catégories conceptuelles et théoriques utilisées pour l'analyse de ces pays.

NOTES

1. Cette question a été l'un des objets principaux de mon ouvrage, *Dépendance et reproduction : le rôle social des appareils scolaires en Grèce : 1830-1922*, Athènes, 1977.

2. A titre d'exemple, en 1885, cette proportion serait de l'ordre de 19 % en Grèce, 16 % en Italie, 14 % en Espagne, 13 % en France, 12 % au Portugal, 10 % en Allemagne et en Russie, 7 % en Grande-Bretagne et 2 % aux Etats-Unis. Michael Mulhall, *The dictionary of Statistics*, London, 1886, pp. 245 et 191.

3. Taux estimé 15-17 % en 1860, 13-15 % en 1870 et 13-16 % en 1880. (Sources : M. Chouliarhis, *Etudes statistiques*, Athènes, 1972, p. 207, et Chr. Evelpidis, *Histoire économique et sociale de la Grèce*, Athènes, 1951, p. 82.)

4. Le nombre de personnes travaillant dans les services pour 100 personnes travaillant dans le secteur secondaire, en 1880, a été estimé comme suit : Grèce 175, Grande-Bretagne 155, France 120, Allemagne 115, Italie 100, Hollande 90, ... Russie 75, ... Portugal 33. (Source : M. Mulhall, *op. cit.*, 6^e édition, Londres, 1882, p. 419.)

5. J'ai estimé que jusqu'en 1880, les salaires et les transferts directs représentaient au moins les 2/3, voire jusqu'aux 3/4 de l'ensemble des dépenses publiques. (C. Tsoukalas, *Etat et développement social. La structuration du secteur public en Grèce*, Athènes, 1981, pp. 72-80.)

6. La somme totale cumulée des dépenses pour des travaux publics a été estimée en 1880 à 15 par habitant en Grande-Bretagne, 16 en France, 10 en Allemagne, 7 en Suède, 4,5 en Italie et 4 en Grèce. (Source : M. Mulhall, *op. cit.*, p. 488.)

7. Cf. M.B. Girard, *La Grèce en 1883*, Paris, 1885, p. 50. Ce trait spécifique de la structure administrative se retrouve jusqu'à aujourd'hui. Cf. G. Langrod, *Réorganisation de la fonction publique en Grèce*, Paris, OCDE, 1965, pp. 46-47.

8. A titre d'exemple, si le salaire du général de division représentait plus de dix fois le salaire du jeune lieutenant en France, en Grande-Bretagne et en Italie, en Grèce

L'Etat moderne en Grèce

ce rapport est d'environ 1 à 4. (C. Tsoukalas, *Etat et développement social*, op. cit., p. 118.)

9. *Ibidem passim*.

10. En 1885, il y avait en Grèce presque 11 étudiants pour 10 000 habitants, contre 9,6 en Belgique, 5,6 en Allemagne, 4,0 en Grande-Bretagne, 3,0 en Italie, 2,7 en France, 1,3 en Serbie et 0,8 en Russie (source : M. Dulhall, op. cit., p. 232). En 1912 cette même proportion est de 12,6 en Grèce, 11,5 en Allemagne, 9,0 en France, 6,8 en Grande-Bretagne, etc. (source : Joseph Ben David : "The Growth of the profession and the class system", in R. Bendix / M.S. Lipset (ed), *Class, Status and Power*, London, 1967, pp. 403-404).

11. Les étudiants en droit représentaient plus de la moitié du corps étudiant entre 1878 et 1911. Ce même pourcentage oscillait entre 30-40 % en France, et se situait en dessous de 20 % en Allemagne, en Belgique, en Hollande et aux U.S.A. (cf. A. Touraine, *Université et société aux Etats-Unis*, Paris, 1972, p. 66 ; P. Bourdieu et J.C. Passeron, *les Héritiers*, Paris, 1964, p. 77 ; J.B. David, op. cit., p. 466).

12. Les avocats représentent tout au long de la deuxième moitié du siècle presque 1 % de la population active non agricole ! En 1901, il y avait 15 avocats pour 10 000 habitants, contre 4 en Italie, 3 en France, 2 en Allemagne et en Grande-Bretagne (C. Tsoukalas : *Etat et développement social*, op. cit., p. 153).

13. Alors que le maximum des salaires dans la fonction publique, tout au long du siècle, atteignait 10 000 drachmes par an, il n'y avait pas en 1875 plus de dix établissements industriels dont les recettes brutes dépassaient 50 000 dr. par an. Le rendement des grosses propriétés foncières était également réduit. Aussi tard qu'en 1901 et sur 367 *tchifliks* recensés en Thessalie, les recettes brutes moyennes se situaient entre 12 000 et 51 000 drachmes selon les régions (*Archives Nationales*, Rapport du vice-consul français à Volos du 9-10-1902. Série Fiz Dossier 7127). Enfin il ne semble pas que les activités commerciales ou financières aient produit des revenus qui aient dépassé cet ordre de grandeur, au moins jusqu'en 1870 (voir C. Tsoukalas, *Etat et développement social*, op. cit., pp. 181-229).

14. Pour la période 1840-1860 citons, par exemple, les cas du baron Sina à Vienne, dont les biens furent estimés à 400 millions de francs, de Vallianos à Tagamrod qui « valaient » 200 millions, ou de Rallis qui dirigeait un empire commercial à partir de Londres avec une fortune du même ordre de grandeur. Pendant la même période, le revenu national brut de la Grèce ne dépassait pas les 150 millions (cf. C. Tsoukalas, *Dépendance et reproduction*, op. cit., pp. 339-344).

15. *Ibidem*, pp. 230-236.

16. De manière caractéristique, le taux de croissance démographique apparent dans les régions agricoles dominées par la petite propriété agricole est de deux à trois fois inférieur à la moyenne nationale (*ibidem*, p. 103).

17. *Ibidem*, p. 488.

18. Les salaires moyens nominaux du travail non qualifié que l'on trouve en Grèce passent de 2 F en 1835 à 2,60 F en 1880, et dépassent les taux équivalents de tous les pays européens à l'exception de la Grande-Bretagne (cf. M. Mulhall, *Dictionnaire of statistics*, op. cit., p. 579 ; Ch. Cheston, *Greece in 1887*, Athens, 1887, p. 28). En termes de salaire réel cette situation relativement favorable des salariés grecs paraît encore plus prononcée, le salaire moyen correspondant au prix courant de 10-14 kilos de pain, alors qu'en France, en Angleterre ou en Allemagne les salaires inférieurs ne suffisaient souvent pas à l'achat de 4 ou 5 kilos de pain (voir C. Tsoukalas, « Le développement des salaires en Grèce au XIX^e siècle », *Politis* n° 31 (déc. 1979), p. 22 et s.).

19. Au début du XX^e siècle, les seuls pays européens qui présentaient un taux de participation électorale dépassant 70 % de la population adulte masculine, étaient la France et l'Allemagne. Ce taux approchait les 60 % en Espagne, se situait en dessous de 50 % en Grande-Bretagne, alors que dans le reste des pays européens démocratiques il variait entre 15 et 40 % (voir Gustav Sundbård, *Aperçus statistiques internationaux*, Stockholm, 1908, p. 59).

20. On a estimé qu'entre 1843 et 1878, 57 % des « leaders » politiques et 77,5 % des ministres ont tout simplement « hérité » de leur fief politique. Dans la période suivante, de 1878 à 1910, ces pourcentages seraient de 91,7 % et de 58,3 % (Keith Legg, *Politics in modern Greece*, Stanford, 1969, p. 306 et s.).

LE CLIENTELISME, LE PAYSAN ET L'ETAT EN GRECE

Maria COUROUCLI

Aborder le problème de ce qu'il est convenu d'appeler le clientélisme en Méditerranée est aussi une manière de pénétrer dans le domaine complexe des relations entre la société paysanne et l'Etat. Il s'agit d'analyser la façon dont le paysan envisage ses rapports avec les représentants de l'Etat et les relations que la société villageoise entretient avec le système étatique.

La littérature anthropologique regroupe autour du concept de clientélisme et de *patronage* (pour reprendre l'expression anglo-saxonne maintenant consacrée), un agencement remarquable de valeurs, d'attitudes, de comportements et de signifiants érigés en structures de dépendance. Ces structures semblent récurrentes, dans la forme et le contenu, à l'intérieur des systèmes culturels méditerranéens et, par extension, pourrait-on dire, dans l'aire latino-américaine¹.

Dans cette perspective, un constat s'impose d'emblée à l'observateur du domaine grec d'aujourd'hui : le clientélisme, même dans ses manifestations les plus extériorisées, ne semble pas relever d'un édifice hiérarchisé, structuré de manière stable. Notre propos ne retiendra ici du concept de clientélisme qu'un aspect limité mais essentiel, les stratégies auxquelles le citoyen recourt dans ses rapports avec les représentants de l'Etat. Ces stratégies s'inscrivent en complément de la règle du jeu juridique *stricto sensu*, chaque fois qu'il faut faire aboutir des démarches qui relèvent de la vie de tous les jours. Plus encore, en utilisant les ressources laissées en disponibilité entre la théorie du droit et la pratique dysfonctionnelle de la machine administrative,

le clientélisme apparaît moins comme une démarche utilitariste, que socialement gratifiant et constitutif de la reconnaissance de la personnalité sociale pour celui qui y recourt.

Un des meilleurs observateurs de la Grèce, J.K. Campbell, qui étudia une population de pasteurs transhumants du Nord-Ouest de la Grèce dans les années cinquante, affirme (assurément de manière quelque peu caricaturale) que :

« Les paysans et les bergers ont une croyance très simple, à savoir que tout homme approché de manière adéquate et avec la somme appropriée, peut être acheté. » (1964 : 245.)

Selon cette analyse (plutôt ce raccourci qui pèche par excès de généralisation), paradoxalement l'institution du clientélisme aurait pour conséquence d'aboutir à une sorte de correctif dans la distribution des privilèges : elle permettrait d'associer les effets du suffrage universel aux aspirations personnelles, sociales et politiques des individus qui se trouvent en compétition pour le pouvoir et le prestige. Pour Campbell, le clientélisme établit un rapport direct entre les droits naturels et le prestige personnel (1964 : 261).

Il est vrai que le sens commun, en Grèce, partage souvent la conviction que cette relation manipulée appelée *rousféti*² (vocabulaire d'origine arabe hérité de l'époque ottomane à partir de la forme turque *rüşvet*) est constitutive du clientélisme : *rousfétologhia* désigne donc par extension ces rapports de clientélisme. Un prêt à la banque, un permis de construire, même un poste de fonctionnaire public, sont obtenus beaucoup plus « facilement » par l'entremise d'un *mésson* (lit. « moyen » en grec, i.e. personne bien placée dans l'administration et qui est susceptible de faire avancer ou favoriser un dossier).

En d'autres termes, nul n'ignore que ce qui est du ressort du droit des citoyens est présenté, dans ce contexte spécifique, par les agents du gouvernement et de l'administration comme une faveur accordée à ceux qui se trouvent « du bon côté ». Tout le monde essaye de se prévaloir des bonnes grâces de son propre *mésson* pour une démarche administrative qui sort du cadre de l'ordinaire, donc des mécanismes non personnalisés (censés être *neutres affectivement*, pour parler le langage de Parsons).

En regard de ces observations d'ordre général concernant les principes du clientélisme en Grèce, nous nous servons ici des données d'une récente monographie menée à Corfou (Couroucli, 1981) pour suivre de plus près le cas concret du fonctionnement d'un de ces mécanismes de dépendance.

En effet, dans l'île de Corfou, les rapports d'interdépendance et la machine bureaucratique et gouvernementale sont beaucoup plus complexes que ce que laisserait croire le paradigme d'une structure pyramidale où le prestige et le pouvoir politique seraient les seuls enjeux des rapports de dépendance. Il faut se reporter avant tout

à l'histoire récente de l'évolution économique et sociale de l'île, qui fournit les clefs pour une analyse des rapports entre la communauté villageoise et l'Etat.

On envisagera la place du paysan dans les mécanismes du clientélisme à partir de trois registres de référence : dans un premier temps, on évoquera l'arrière-plan historique à partir d'un survol de l'ancien régime à Corfou, jusqu'à la réforme agraire au tournant du XX^e siècle et ses conséquences sociologiques ; dans un second temps, on examinera l'émergence d'une catégorie sociale nouvelle, « les serviteurs de l'Etat » et, en dernier lieu, on évoquera les effets du rapport à la langue du pouvoir politique, de la diglossie en Grèce.

L'ancien régime à Corfou

Corfou, île byzantine, est devenue colonie de Venise à la fin du XIV^e siècle. En 1815 elle passe, avec les six autres îles Ioniennes, sous protection britannique. En 1864, au moment du mariage du roi Georges de Grèce, les îles sont cédées par la couronne britannique au royaume de Grèce, au titre de cadeau de noces du nouveau roi. Au moment de l'union avec la Grèce, Corfou est une île d'agriculteurs, de colons tributaires des grands propriétaires terriens. Ces colons, du fait de l'union avec la Grèce, accèdent du jour au lendemain au droit de vote. La bataille que mèneront les premiers députés « agricoles » (*agrotiki vouleftès*) pour la réforme agraire à Corfou et pour l'abolition des droits et redevances des paysans envers leurs seigneurs sera longue et n'aboutira qu'au cours des années vingt, au terme d'une série de lois votées entre 1867 et 1921.

A cette époque pour la première fois les paysans deviennent les interlocuteurs d'une administration gouvernementale, au titre de propriétaires-exploitants. Les décisions de chaque famille, tant au niveau de l'exploitation (prêts, vente des produits, achats, mise en fermage des terres), qu'au niveau de la stratégie familiale (héritage, choix du conjoint, études des enfants), s'inscrivent désormais dans une réalité sociale radicalement différente sur le plan démographique, économique et social.

Cette mutation trouve ses raisons dans les changements d'ordre démographique qui touchent la société rurale grecque dans son ensemble : baisse rapide de la mortalité infantile au début du siècle qui entraîne une augmentation spectaculaire de la population. A la génération suivante, ce « surplus » de population est à l'origine de mouvements migratoires tant vers les villes que vers l'étranger. Ce phénomène est beaucoup plus marqué dans les régions de forte densité qui sont aussi des régions où la forme dominante d'exploitation est la petite propriété (de 1 à 5 ha par famille). Les questions d'héritage et de disponibilité de la terre dorénavant se superposent. A Corfou, un autre élément s'ajoute : les terres qui, jusqu'alors, appartenaient aux grands proprié-

taires terriens, étaient cultivées par les familles paysannes selon les disponibilités de main-d'œuvre et les besoins spécifiques de chaque unité domestique. Avec la réforme agraire, la situation de ces terres s'est plus ou moins stabilisée : il ne s'agit plus maintenant de faire cultiver la terre en payant une rente (*pacto*) mais de la rentabiliser au maximum, pour pouvoir conserver les nouveaux droits de propriété. Concrètement, pour accéder au droit de propriété, les ex-colons et tributaires devaient rembourser les deux tiers de la valeur de leurs champs, le tiers restant étant remboursé par l'Etat.

Mutations économiques, démographiques, sociales, caractérisent la société rurale corfiote du début du siècle jusqu'à la veille de la dernière guerre. C'est aussi la période pendant laquelle la société villageoise s'ouvre, sur le plan de la vie sociale, de ses valeurs et de sa symbolique, au monde extérieur et en subit les influences.

Quel est le nouveau profil sociologique de la société insulaire ? La classe des anciens propriétaires de Corfou constitue un avatar de la très petite noblesse byzantino-vénitienne (*nobilità*), qui se trouve complètement dépossédée de son poids politique durant la deuxième moitié du XIX^e, au moment de l'union avec la Grèce. Identifiée au pouvoir de la *Serenissima* (Venise), puis au pouvoir colonial britannique, cette aristocratie est vivement combattue par les paysans exploités qui se trouvent pour la première fois représentés au parlement d'un pays qu'ils estiment être le leur, et leurs droits défendus par leurs représentants élus. Dans ce contexte nouveau, cette *nobilità* n'a plus le privilège des relations sans médiation avec le pouvoir central. Son influence est contrebalancée par les nouveaux venus que sont les parlementaires « agricoles ». Face à ce nouveau rapport de forces en milieu rural, la noblesse adopte une position de retrait ; jusqu'à la réforme agraire elle vit tournée vers l'Italie, dans un monde à part, avec ses salons littéraires, sa vie sociale organisée autour de représentations d'opéras italiens, ses voyages en Italie et dans la capitale du nouvel Etat grec, qu'elle trouve peuplée d'habitants rustres et incultes. Elle ne parvient pas à se transformer en bourgeoisie, parce que les événements devancent ses rendez-vous historiques : elle continue donc à vivre en rentière jusqu'au moment où la réforme agraire lui enlève définitivement les moyens de ses choix de société.

Entre-temps, les commerçants et artisans venus de Grèce continentale affluent dans l'île et forment une nouvelle classe bourgeoise avec deux autres éléments indigènes. Des « renégats » de cette même noblesse entrent sur le marché du travail en tant que fonctionnaires publics : c'était la tradition de la noblesse corfiote d'envoyer ses fils cadets en Italie dans les universités pour en faire des médecins et des avocats. Les fils d'agriculteurs moyens viennent également s'installer en ville comme petits entrepreneurs et commerçants ; leurs fils et leurs filles remplacent petit à petit les fonctionnaires de l'administration et de l'éducation nationale en poste à Corfou.

La nouvelle société corfiote

Dans ce contexte nouveau, on se trouve devant une situation où la hiérarchie sociale de jadis ne correspond plus à la réalité du pouvoir économique et social. Quelles sont les règles du jeu qui ont changé dans les rapports entre l'Etat et les différents corps de la société ? Depuis la réforme agraire ce sont les décisions du gouvernement central d'Athènes qui influencent directement la vie des paysans devenus petits propriétaires. Ceux-ci se trouvent dorénavant seuls interlocuteurs de différentes institutions : banques, experts agricoles, marchands d'huile d'olive. Les anciens maîtres de la campagne n'ont plus le pouvoir économique ou politique de faire pression sur l'administration : les rapports entre celle-ci et les instances locales sont sous le contrôle de fonctionnaires nommés sur place.

Les nouveaux serviteurs de l'Etat

Il s'ensuit une attitude nouvelle et inattendue envers ces fonctionnaires, tant de la part des paysans que de la noblesse appauvrie et marginalisée : les employés de l'Etat appartiennent à un groupe sans prestige social et forment une caste sociale bien distincte des deux classes traditionnelles de l'île, celle des nobles et celle des paysans. Parvenus, il détiennent néanmoins le pouvoir sous la forme d'un monopole des rapports de médiation entre la société et les institutions de l'Etat. Cette caste se construit petit à petit une conscience de groupe tout puissant, qui refuse de fonctionner tant qu'il n'est pas « respecté » ; elle se constitue comme une catégorie privilégiée et donc comme une bourgeoisie à part entière.

Quelles sont les nouvelles stratégies des deux classes traditionnelles face à ce changement institutionnel, politique et économique ? L'attitude de la noblesse se caractérise par un passéisme mêlé à l'intériorisation d'une attitude d'impuissance face au nouvel ordre social. Pour sauvegarder leur statut mais aussi pour défendre leurs intérêts économiques au niveau des exploitations qui ont échappé à la réforme, ils tentent d'instaurer des rapports privilégiés avec les nouveaux représentants du pouvoir central, tout en les méprisant en tant que parvenus. Quelques-uns poussent la collaboration de classe jusqu'à donner leurs filles en mariage à ces nouveaux « diplômés », en proposant l'irrésistible : une femme cultivée, de famille noble et une dot, portion d'un ancien grand domaine féodal.

Du côté des paysans, la stratégie adoptée au niveau familial reste la même que par le passé et n'implique pas de concessions au plan de l'idéologie et de la conscience de classe : colons tributaires d'un propriétaire foncier il n'y a pas très longtemps et, en même temps, depuis toujours, sujets d'un Etat (Venise, la France, l'empire britannique ou le royaume de Grèce), ils cherchent à ménager les détenteurs du

pouvoir. Pour eux il est évident que les personnes du haut de la hiérarchie sociale sont protégées par le pouvoir central, dans leurs relations avec celui-ci et avec les autres « citoyens ». Au moment où ils accèdent à la propriété de leurs terres, la noblesse perd définitivement pour eux son statut de classe dominante et ils se tournent vers les nouveaux venus, ceux dont ils dépendent dorénavant, pour toute opération en dehors de la communauté villageoise. La stratégie de l'unité familiale consiste à rechercher une relation préférentielle avec des hommes situés en haut de la hiérarchie sociale, qui facilite l'accès au pouvoir central.

Aujourd'hui, à Episepsi, village de 700 habitants situé sur la montagne au nord-est de l'île, les familles de petits propriétaires cultivateurs d'oliviers ne s'engagent pas dans des relations de clientélisme classique, telles que Campbell les a décrites dans sa monographie sur les Sarakatsani, pasteurs transhumants de la Grèce du nord-ouest, pour les années cinquante. Une telle situation aurait donné naissance à une série de rapports sociaux intégrés à la vie sociale du village et à ses relations avec le monde extérieur. Or, Episepsi n'est pas une communauté isolée en relation d'intégration difficile avec le reste de la société environnante. Elle n'a jamais été non plus une société marginalisée dont les mœurs, la vie économique et sociale seraient restées étrangères à la vie du reste du pays. La stratégie qu'adoptent les Episepsiotes dans leurs rapports avec les fonctionnaires du gouvernement n'est pas celle de la recherche d'un ou plusieurs « patrons » parmi les commerçants, les professions libérales ou les employés. Leur but est davantage de chercher à entrer en relation privilégiée avec les fonctionnaires des différentes institutions de l'Etat pour surmonter, grâce à cette relation personnelle, les difficultés qu'une bureaucratie qui fonctionne mal impose au citoyen.

Quelles sont les caractéristiques de ce dysfonctionnement, perçu comme la cause principale du malaise qui imprègne toute relation entre la société et l'Etat, tant pour l'agriculteur au village que pour le citoyen urbain qui a du mal à se rendre dans n'importe quel service public ?

L'analyse des rapports entre les fonctionnaires de l'administration et les personnes qui s'adressent à elle pour des opérations quotidiennes et courantes dépasse le cadre de cet article. On traitera ici d'un des aspects de ce rapport difficile, celui de la langue, qui s'articule directement au problème de l'instruction scolaire dans le pays.

La scolarisation constitue un des principaux moyens de mobilité sociale dans la Grèce moderne. Déjà au XIX^e siècle, l'école était considérée par les habitants de la campagne comme le moyen le plus honorable d'acquérir un statut social supérieur et une vie de citoyen respecté.

C'est l'époque du début de l'exode rural, du développement de la capitale du nouvel Etat : Athènes devient le siège du gouvernement en 1834 et attire une multitude de commerçants, artisans et futurs employés de l'administration, des banques, de l'armée et de la police. Elle est aussi le centre le plus important de l'enseignement primaire et secondaire : sur les 63 000 habitants que compte la capitale en 1879,

cinquante ans après la constitution de l'Etat, 62 % de la population masculine et 39 % de la population féminine peuvent lire et écrire contre 31 % et 7 % respectivement pour l'ensemble du pays³.

En effet, la scolarisation en Grèce, obligatoire depuis 1830, ne devient possible, pour la masse des paysans, qu'à partir de 1913, date à laquelle les écoles primaires se multiplient dans les campagnes.

En 1961, encore, à peine 50 % des hommes et 31 % des femmes habitant les communautés rurales avaient terminé leurs études primaires. Dans les agglomérations urbaines, qui attirent les bacheliers en quête d'une carrière d'employé, la scolarisation est beaucoup plus poussée : 16 % des hommes et 13 % des femmes ont terminé leurs études secondaires en 1961 contre 2 % et 1 % pour les communautés rurales.

Dans cette perspective on saisit mieux les enjeux idéologiques et politiques, ainsi que les rapports de classe, entre la nouvelle caste des fonctionnaires et les deux classes traditionnelles de l'île de Corfou, la noblesse ex-proprétaire des terroirs villageois et la paysannerie. Les employés de l'Etat sont, dans leur grande majorité, des fils de paysans originaires de l'île ou de la Grèce continentale, arrivés à cette position grâce à une scolarisation beaucoup plus poussée que la moyenne. Les années d'études se soldent par l'accès à un poste de fonctionnaire dans l'administration publique. Pour compléter l'image du fonctionnaire moyen, ajoutons un élément d'ordre socio-historique et linguistique.

Les pouvoirs du langage, le langage du pouvoir

Les employés en poste dans un établissement public dans les petites villes de campagne forment ainsi une élite privilégiée, qui partage une éducation relativement homogène, réduisant les diversités liées à la provenance de classe : la scolarisation fonctionne ici comme processus qui introduit le citoyen dans la culture officielle de l'Etat. Dans ce sens, la langue, l'histoire, les grands idéaux nationaux enseignés dans les lycées de manière homogène correspondent à un édifice idéologique nationaliste, panhelléniste⁴ qui prédomine en Grèce depuis 1830. A l'intérieur de ce processus de scolarisation, l'enseignement de la langue occupe une place prioritaire et capitale.

La langue enseignée dans les écoles — primaires et secondaires — jusqu'en 1974⁵ est en effet une langue savante, langue officielle de l'Etat depuis 1830. Il s'agit, sur le plan formel, d'une langue artificielle, le résultat d'un compromis entre la langue parlée et le grec ancien. Appelée la *katharévousa* (litt. « langue puriste, langue-norme pure »), c'est une langue écrite qui n'a jamais été parlée, ni par le peuple, ni même par les classes « instruites » dans leur vie quotidienne, en dépit de leurs efforts en ce sens⁶. Elle ne contient — en théorie du moins — pas de mots d'origine étrangère et représente une forme simplifiée du grec ancien, ce qui lui confère le statut de vraie langue des citoyens de l'Etat de la Grèce moderne, descendants des ancêtres illustres de l'époque classique. C'est

cette langue « puriste » (*katharévousa*) que tout citoyen honorable doit maîtriser, au lieu de la langue « du peuple » (*dimotiki*), utilisée dans la vie quotidienne pour exprimer des idées banales et vulgaires. *Katharévousa* est la langue pensée, l'instrument de la science et des idées nobles. Toute personne qui parvient à la manier appartient par conséquent à la classe dominante de la société et jouit d'un statut supérieur à celui du simple travailleur, du paysan ou de la ménagère illettrée. On peut illustrer ce rapport complexe à la langue par une anecdote impliquant l'ethnologue et l'informateur : durant le travail de terrain à Corfou, le président de la coopérative, un vieux paysan du terroir, essayait de parler en *katharévousa* à l'ethnologue « censé savoir », pour bien se distinguer des autres villageois, mais aussi pour indiquer que son statut social était assimilable à celui d'un enseignant, du fait de son éducation supérieure : il avait fréquenté le lycée durant trois ans.

D'après les données du recensement de 1971, sur trois hommes habitant les régions rurales de la Grèce et âgés de plus de 44 ans, deux étaient socialement illettrés⁷. Si l'on considère que les trois quarts des exploitants agricoles du pays appartiennent à cette classe d'âge (selon le même recensement) on mesure l'ampleur du problème, la barrière quasi infranchissable qui sépare le paysan de l'administration dans la Grèce moderne.

La langue savante est-elle inaccessible aussi à tous ceux qui n'ont pas terminé des études secondaires qui ouvrent la voie à un poste de fonctionnaire de l'administration publique ? Comme on vient de le voir, 2 % des hommes et 1 % des femmes habitant les régions rurales du pays aujourd'hui sont capables de lire et comprendre la langue officielle. Il n'est donc pas étonnant que ce monopole de l'accès à la connaissance, apanage d'une minorité de la population, soit considéré comme lié à une monopolisation du pouvoir politique : l'accès à la langue officielle et, par conséquent, à la culture et l'idéologie officielles est réservé à une catégorie restreinte. Pénétrer dans ce domaine par l'éducation donne aux personnes « éduquées » non seulement un pouvoir politique, mais aussi un statut social précis, le sentiment de l'appartenance à une élite sociale.

La grande révolution qui s'est opérée au sein de la société corfiote pendant la première moitié de ce siècle consiste justement dans l'émergence de cette nouvelle classe de fonctionnaires qui, du fait de leur éducation secondaire, ont eu accès aux postes de l'administration jadis réservés à l'aristocratie locale et à ses protégés. Ces fils de paysans devenus fonctionnaires et, par conséquent, hommes du pouvoir, revendiquent leur place dans la haute société urbaine et en même temps terrorisent les paysans en leur rendant la vie impossible chaque fois qu'ils font la queue à leur guichet. Les formulaires rédigés dans une langue archaïque, les sigles et le jargon administratif se dressent devant tout demandeur de prêt auprès de la banque agricole, devant l'exploitant désirant ouvrir un compte en banque, face au père qui veut inscrire ses enfants à l'école, ou au paysan qui envoie un colis à ses parents à Athènes ou à l'étranger. A chaque fois, l'employé qui veut bien expliquer les

sigles, les codes et le langage officiel au citoyen considère qu'il rend un service exceptionnel, une faveur personnelle, et le paysan quasi illettré se sent tenu de lui rendre quand l'occasion s'en présentera.

Ainsi, l'administration continue à essayer de fonctionner en dépit des effets sociaux persistants de la diglossie dans les campagnes. Les employés — fiers de leurs études et conscients du monopole de la connaissance qu'ils ont obtenu grâce à elles — font de leur mieux pour se démarquer du peuple, tout en s'étonnant que le vieux paysan soit incapable de comprendre les mots archaïques qui figurent dans les formulaires, sous prétexte que les mots courants pour le même objet sont « vulgaires » ou d'origine « étrangère ». Il n'est donc pas surprenant que toute opération « normale » prenne les dimensions d'une opération politique et que tout service normalement dû au citoyen apparaisse comme une faveur de la part du fonctionnaire. La méfiance du paysan pour les institutions publiques et, par la même occasion, pour les agents du gouvernement s'expliquent aussi par cette situation incongrue en matière de communication linguistique.

Dans cette perspective, il faudrait peut-être repenser le devenir des relations de clientélisme : leur origine ne se situe pas exclusivement dans le domaine de l'échange de prestations et de services. Elles relèvent aussi d'une inégalité des citoyens devant la connaissance et la culture officielle. A la base de la différenciation sociale, marquée par l'histoire de l'île, on ne trouve pas que les inégalités économiques *stricto sensu*. Les aspects socio-linguistiques servent souvent et le cas échéant, de marqueurs sociaux d'une nouvelle stratification entre agriculteurs et nouveaux notables urbains. En définitive, peut-être, cet aspect linguistique même, permettant de partager le culte bien méditerranéen du verbe, prolonge la pertinence sociale du phénomène du clientélisme, même si les enjeux changent.

NOTES

1. Notons ici quelques exemples de cette production anglo-saxonne : Brandes, 1973 ; Franklin, 1971 ; Foster, 1961, 1962, 1963, 1968 ; Graziano, 1975 ; Hammel, 1968 ; Pitt-Rivers, 1954 ; Silverman, 1965 ; Shefter, 1977 ; Wolf, 1966a, 1966b, 1950.

2. « Mot que tous prononcent en public avec aversion et difficulté, mais qui s'articule en privé avec une satisfaction non avouée... Qu'est-ce le *rousféti* sinon une prestation de l'Etat destinée à un individu, arbitrairement choisi par l'organe responsable du pouvoir étatique, sans aucune procédure de sélection objective. Un exemple quotidien et caractéristique : un ministre (donneur de *rousféti*) nomme un citoyen (preneur de *rousféti*) à un poste d'employé dans l'administration. Cet acte qui, à première vue, semble anodin ou même une faveur tout à fait compréhensible, constitue le noyau de la *rousfétologhia*. » Rokofyllos Ch., Anatomie de la Rousfétologhia, *To Bima*, 13-10-1974.

3. Cf. Statistiques de la Grèce : Population 1879, Athènes 1881 (en grec). D'après ce même recensement, sur l'ensemble du pays, 54 % des hommes et 77 % des femmes âgés de 5 ans et plus sont analphabètes, alors que 55 % des garçons et 14 % des filles âgés de 5 à 10 ans sont inscrits à l'école primaire. Pour 1870, voici quelques chiffres comparatifs pour les analphabètes âgés de 5 ans et plus : France 28 %, Italie 62 %, Grèce 60 % (cf. Tsoukalas, 1975, 1977 : 393).

4. Il n'est pas dans le propos du présent article d'analyser le concept de panhellénisme, érigé en idéologie de l'Etat depuis les premières années de la révolution contre les Turcs. Rappelons ici que ce qui a été appelé la Grande Idée (*Megáli Idéa*) sert précisément d'idéal nationaliste pendant tout un siècle (1830-1922) et qu'elle exprime l'idée de la reconstitution de l'empire byzantin à l'intérieur des frontières du monde hellénophone : « reconquérir Constantinople » était le mot d'ordre qu'on retrouvait non seulement dans les ballades populaires, mais aussi dans les journaux, les revues et la littérature de l'époque, pour ne pas parler des chants patriotiques de l'armée du nouvel Etat. Il serait peut-être utile de souligner à ce propos que les frontières de la Grèce actuelle sont très récentes : la Thessalie et l'Epire ont été annexées en 1881, la Macédoine, la Thrace occidentale et la Crète après les guerres balkaniques de 1912-13, les îles du Dodécanèse en 1945 et les îles Ioniennes, on l'a vu, en 1864. La défaite militaire de 1922 en Asie mineure, dite la « catastrophe de l'Asie mineure » (*Mikrasiatiki Katastrofi*) qui se solda par un échange de populations eut pour conséquence d'ajouter 1,5 million de réfugiés à la Grèce, qui comptait à l'époque 5 millions d'habitants. C'est aussi la fin des illusions et de l'idée de « libérer » les Grecs habitant hors du territoire national.

5. Mise à part une courte période de réforme scolaire juste avant la prise de pouvoir par les colonels (1964-1967).

6. Le phénomène de la diglossie en Grèce n'est pas nouveau. Il existe depuis l'époque hellénistique et, tout au long de l'empire byzantin, la langue du peuple, dite la langue commune (*koinè*), est déjà très éloignée de la langue officielle de l'Etat et de l'Eglise. Pour une analyse du phénomène de la diglossie et de l'émergence de la *Katharévoussa*, voir Tsoukalas, 1975, 1977 : 534.

7. Dans cette catégorie sont inclus ici les analphabètes et les personnes qui n'ont pas terminé leurs études primaires. Pour indiquer l'évolution de la scolarisation en Grèce au niveau du primaire, voici un tableau indicatif :

Ecoles primaires : 1830-1950			
% des élèves sur le total des enfants d'âge scolaire			
1830	8 %	1901	63 %
1855	20 %	1908	72 %
1860	30 %	1924	74 %
1866	33 %	1928	82 %
1878	40 %	1937	88 %
1895	53 %	1950	97 %

Source : D. Dendrinou-Andonakaki, *Greek Education*, New York, 1955.

OUVRAGES CITES

- Brandes H.S., « Social structure and interpersonal relations in Navanopal (Spain) », in *American Anthropologist*, vol. 75, n° 3, 1973.
- Campbell J.K., *Honour, Family and Patronage*, Oxford, Clarendon, 1964.
- Chassiotis G., *L'instruction publique chez les Grecs*, Paris, 1881.
- Constantas, *L'enlèvement de la propriété à Corfou*, Corfou, 1866 ; *Les voleurs de Corfou*, Athènes, 1867 ; *Le projet de loi contre la propriété*, Corfou, 1867 [en grec].
- Couroucli M., *The structure of the family in Greece*, Rapport scientifique soumis à l'UNESCO, 1980 ; *Structures économiques et sociales du village Episkepsi à Corfou de 1800 à nos jours*, thèse de 3^e cycle, Paris, E.H.E.S.S., 1981.
- Franklin S.H., *Rural Societies*, London, Macmillan, 1971.
- Foster G.M., « Interpersonal relations in peasant society », in *Human Organization*, vol. XIX,

- n° 4 et vol XXI, n° 1, 1961 et 1962 ; « The dyadic contract in Tzintzuntzan II : Patron-client relationships, in *American Anthropologist*, vol. LXVI, n° 6, 1963.
- Graziano L., *A conceptual framework for the study of clientelism*, Cornell University, Western Societies Program, Occasional Papers, April 1975.
- Hammel E., *Alternative social structures and ritual relations in the Balkans*, Prentice Hall, N.Y., 1968.
- Lountzis E., *Sur l'organisation de l'éducation publique en Heptanèse*, Athènes, Angélidis, 1857 (en grec).
- Markoras G., *Précis et esprit de la Question Agricole de Corfou*, Corfou, Nachamouli, 1868.
- Pitt-Rivers J.A., *The People of the Sierra*, Chicago Univ. Press, 1954.
- Polyas M., *Au gouvernement de Sa Majesté Hellénique* (brochure publiée en grec, en français et en italien), Corfou, 1864.
- Shefter M., *Patronage and its opponents : a theory and some european cases*, Western Societies Program, Occasional Papers, Cornell University, May 1979.
- Skleros G., *Notre question sociale*, Athènes, 1907 (en grec).
- Silverman S.F., « Patronage and community-nation relationships in Italy », in *Ethnology*, 4, 1965.
- Stavridou-Patrikiou R., *Démotisme et la question sociale*, édition commentée de textes sur la question de la diglossie en Grèce en 1907-1909, Athènes, Hestia, 1976 (en grec).
- Theotokis S.M., *Sur l'éducation en Heptanèse, 1453-1864*, in *Kerkyraïka Chronika*, 5, 1976 (en grec).
- Tsoukalas C., *Dépendance et Reproduction : le rôle social des appareils scolaires en Grèce*, thèse ès lettres présentée à Paris I (1975), traduction grecque chez Themelio, Athènes, 1977.
- Wolf E.R., *Peasants*, Prentice Hall, 1966 ; « Kinship, friendship and patron-client relationships in complex societies », in *ASA*, 4 (1966).

LO STATO D'EMERGENZA EN ITALIE : LE PROVISOIRE QUI DEVIENT LOI

Alisa del RE

« La nouvelle forme de la domination suit la nouvelle forme de l'insubordination et de la subversion, le nouvel aspect du prolétaire », A. Negri, *La forma-stato*, Feltrinelli 1977, p. 14.

Je me propose de mettre en lumière les causes d'un changement intervenu dans la forme de l'Etat italien au cours de la décade 1970-1980. L'Etat étant, dans le capitalisme, le produit de la nécessité, c'est-à-dire la forme de la médiation nécessaire entre les classes (avec une connotation dialectique qui le rend toujours susceptible de modification dans sa forme), j'essaierai d'analyser ce qui a changé sous la poussée des luttes. Je m'occuperai en particulier de la transformation de l'exécutif. Pour définir le cadre conceptuel dans lequel se situe cet examen de la réalité italienne, j'emprunte à la théorie *operaista* la définition des sujets en lutte (ouvrier-masse, ouvrier-social) d'une part ; d'autre part j'essaie d'extrapoler à partir des différentes théories en vigueur le concept d'ingouvernabilité et celui de nécessité. Plus précisément je proposerai une analyse du comportement du gouvernement italien qui exerce de plus en plus la fonction législative, laquelle, en principe, n'entre qu'exceptionnellement dans ses attributions ; cette analyse tentera de lier les modifications de la composition de classe et les comportements sociaux relatifs aux modifications de l'exécutif (et par conséquent de l'Etat contemporain) en passant par une interprétation politique des concepts d'ingouvernabilité et de nécessité.

Contexte historique

L'Italie des années soixante-dix a été violemment secouée par des luttes sociales difficilement contrôlables, dont le « terrorisme » des groupes armés ne représente rien d'autre que l'exaspération marginale face à l'aveuglement et à la dureté d'un Etat incapable de se rénover démocratiquement. Ces luttes se déroulent selon une périodisation dans laquelle on peut identifier deux étapes. La première va de la fin des années soixante à la moitié des années soixante-dix ; le sujet principal est alors l'« ouvrier-masse »¹. Sa qualification professionnelle est indifférenciée et polyvalente dans l'organisation de la production, ses requêtes à l'égard des syndicats concernent une augmentation du salaire de base et une égalité salariale complète, non formelle ; ses sollicitations politiques visent à des réformes de structure. Au cours de cette période, on commence à entrevoir un hiatus entre l'ouvrier-masse et les organisations traditionnelles (partis, syndicats), souvent mises dans l'obligation de « chevaucher le tigre » d'un « revendicationnisme » diffus, qui ne donne aucun signe d'arrêt prochain. Le *statuto dei lavoratori* (1971) sanctionne un rapport de force favorable aux travailleurs et détermine les « règles » d'un rapport de travail garanti et non plus sauvage. La réponse étatique aux luttes des années soixante-sept/soixante-quinze est la décentralisation administrative ; elle constitue de la part de l'Etat une tentative de déléguer aux instances locales la solution des problèmes qu'il ne veut (ou ne peut) pas résoudre au niveau national.

La seconde étape, qui commence au cours de l'année 1976, se traduit par l'explosion du « mouvement de 77 ». Le sujet qui émerge ici est l'« ouvrier social »², l'ouvrier qui vit et travaille dans l'« usine diffuse », la ville-usine, celui qu'on retrouve tant dans la production de marchandises que dans la production d'informations, tant dans la production des services que dans la reproduction de la force de travail. Ses caractéristiques principales résident dans l'attention et la conscience qu'il porte aux processus de reproduction et d'auto-reproduction, dans l'autonomie qu'il manifeste par rapport aux organes de contrôle des consensus sociaux, enfin dans une indifférence marquée à l'égard des processus de participation.

Son identification politique passe par l'identification de ses besoins subjectifs plutôt que par son rapport au procès de travail. Dans un antagonisme diffus à l'Etat et aux institutions, l'hédonisme politique investit des couches sociales différenciées, voire hétérogènes. L'éventail des luttes se déploie alors du refus du travail aux formes les plus connues de criminalité politique, en passant par la violence de masse.

Pendant cette deuxième période, la réponse étatique s'exprime par un durcissement sur les problèmes touchant à l'ordre public. Ce durcissement amorce une spirale dramatique : terrorisme-répression. Tant le gouvernement que l'opposition en profitent pour impliquer à partir de 1979 des milliers de personnes dans une attaque des mouvements politiques qui anéantit une génération entière (5 000 prisonniers politiques) ;

tout cela en laissant intactes les plaies les plus graves de l'Italie : la mafia, la loge P2, les scandales du *Banco Ambrosiano*, la fuite des capitaux à l'étranger, la drogue. Dans le même temps les massacres fascistes restent impunis (Milano, Banca dell'Agricoltura ; Brescia, Piazza della Loggia ; Bologna, Stazione Centrale).

Il est important de faire ressortir ici une donnée relative à une modification institutionnelle rampante, concomitante et temporellement liée à la situation décrite : l'Italie des années soixante-dix est caractérisée également par l'accroissement considérable de l'exercice de la fonction législative par le pouvoir exécutif.

Le cadre dans lequel a crû de manière impressionnante le nombre des *decreti-legge*³ est celui de l'*emergenza*, c'est-à-dire de la prétendue « ingouvernabilité » sociale, d'une profonde crise institutionnelle et politique et par conséquent de la nécessité de nouveaux modèles exceptionnels d'intervention de l'Etat. Je vais examiner les acceptions théorico-conceptuelles qui peuvent être utiles pour comprendre l'évolution de la situation italienne au cours de la dernière décennie.

L'ingouvernabilité comme décision politique

Le premier problème théorico-politique est celui de l'ingouvernabilité. Selon Claus Offe⁴ le concept d'« ingouvernabilité » se distingue des concepts sociologiques classiques dans la mesure où il joue un rôle à la fois dans la lutte politique quotidienne des mouvements sociaux et des partis politiques, et dans les recherches théoriques de la science politique et de la philosophie politique. C'est pourquoi l'« ingouvernabilité » est un concept-pont qui inclut aussi bien la perspective externe de l'analyse scientifique que la perspective interne des acteurs politiques.

En 1968-69 l'argument théorique et la conviction pratique selon lesquels « on ne peut pas continuer comme ça », appartiennent aux formations de gauche. Aujourd'hui c'est la conscience bourgeoise, ce sont les grands commis du capitalisme qui formulent des considérations catastrophiques sur les possibilités d'un quelconque développement : les limites du développement et de l'Etat du bien-être (*welfare state*), la crise de l'économie mondiale et de la finance, la pollution sont devenus des lieux communs aussi bien que la crise de légitimité et d'autorité de l'Etat. Les causes de la crise sont, directement ou indirectement, la force explosive permanente des conflits de classe et/ou leur insuffisante institutionnalisation, mais aussi la présence de plus en plus incontrôlable de nouveaux sujets conscients de leurs propres besoins et insouciants des besoins de la production. Il devient alors évident qu'entre la démocratie bourgeoise et le mode capitaliste de production il y a et il y aura toujours un rapport de tension insoluble et un équilibre précaire.

Au début des années soixante-dix les attentes dirigées vers le pouvoir étatique s'accumulent en Italie de manière excessive, si bien que le

gouvernement est confronté à un ensemble constamment croissant d'obligations et de responsabilités qu'il ne peut éviter. Pourquoi le gouvernement ne peut-il répondre à ces attentes ? Très probablement parce que la possibilité d'intervention et les capacités de direction de l'appareil étatique traditionnel sont en principe insuffisantes pour qu'il puisse le faire. Ceci apparaît particulièrement vrai à propos de l'attente d'une politique de réformes « de structure », face à l'incapacité de la majorité de les proposer et à l'incapacité de l'opposition de les imposer. On assiste par conséquent à une disparition de la confiance à l'égard des partis politiques et de leur système. Par ailleurs les promesses électorales restant sans suite, des moyens « durs » sont mis en œuvre, par exemple la politique des revenus ou l'augmentation des impôts.

La polarisation entre majorité et opposition s'avère épuisée (manque de programmes alternatifs), et on assiste à une diminution de la « capacité de canalisation » des partis, de leur capacité d'articuler la volonté des électeurs et de contribuer en même temps à sa formation. Ainsi, on en arrive au cours des années soixante-dix à une polarisation entre, désormais, système des partis et mouvements sociaux.

De plus, le niveau et la nature des besoins et des exigences adressés au système politique et à l'administration se développent selon un modèle tel que chaque gain dans la satisfaction des besoins fait émerger une catégorie de besoins qualitativement nouvelle. Ce qui explique que les demandes « sociales » sont en augmentation constante à partir du « boom » économique des années soixante. Mais c'est avec les « nouveaux mouvements » des années soixante-dix que ces besoins s'expriment totalement en dehors des mécanismes traditionnels ; il n'en sont pas pour autant moins vastes et moins imposants.

A-t-il existé en Italie une thérapie qui, au-delà de la simple répression des symptômes souvent inefficace, ait tenté d'éliminer les causes de la crise ? La seule pratique visible est celle qu'on peut qualifier de pragmatisme décidé : rares ont été les stratégies se proposant d'élever le niveau de la rationalité administrative et d'accroître la capacité d'intervention de l'Etat (plan national pour les crèches, institution de la retraite sociale, réforme sanitaire, attribution généralisée de la Sécurité sociale). En tout état de cause, il s'agit toujours de stratégies dont l'application a été tellement étalée dans le temps, qu'elles ont perdu beaucoup de leur efficacité. L'échec de la tentative de simplification et d'adaptation à la société de l'appareil étatique réside moins dans la faiblesse des capacités de gestion que dans le manque de consensus.

L'erreur décisive d'appréciation des difficultés attribuées aux symptômes d'ingouvernabilité réside de fait dans un manque de conscience de la crise : par crise nous devons entendre davantage que la simple menace que des situations d'urgence feraient peser sur le système social.

Enfin, au-delà de la compréhension de sa genèse, il apparaît qu'étant donné l'absence de consensus, la définition de l'ingouvernabilité dans le cadre donné (et dans les limites reconnues à l'Etat contemporain en ce qui concerne la satisfaction des besoins sociaux exprimés) ne peut

résulter que d'une décision politique. On décide de l'ingouvernabilité en attribuant à l'effet la responsabilité de la cause, c'est-à-dire la responsabilité d'un conflit entre société et institutions.

Nécessité et urgence

Parallèlement à la définition du concept d'« ingouvernabilité », et en même temps, la définition des concepts de « nécessité » et d'« urgence » doit être formulée dans la sphère étatique. La Constitution italienne (art. 77) prévoit la possibilité d'édicter des lois en dehors de la voie parlementaire : « mesures provisoires ayant force de loi », actes normatifs caractérisés par « une forme et force typiques », adoptés par le gouvernement qui en assume toute la responsabilité (à travers l'arrêté formel du Conseil des ministres) « dans les cas extraordinaires de nécessité et d'urgence ». Ces mesures sont promulguées par décret du président de la République, elles ont valeur et force de loi mais à titre provisoire toutefois ; elles doivent en effet être converties en loi dans un délai de 60 jours par les Assemblées législatives. La nécessité et l'urgence peuvent être absolues (objectivement caractérisées) ou bien relatives, contingentes. Quoi qu'il en soit, la nécessité en général n'est-elle pas un fait producteur de droit, ou plutôt la source primaire et originaire du droit, comme le dit Santi Romano⁵ ? En elle on retrouve l'origine et la légitimation de l'institution juridique par excellence, c'est-à-dire l'Etat. La nécessité serait donc un processus doué d'une potentialité illimitée de production juridique, ce qui de fait tendrait à annuler tout discours.

On assiste en réalité à un phénomène remarquable, à savoir qu'avec la législation d'urgence la garantie de l'opposition s'évanouit tandis que les normes exprimées et leur qualité revêtent une signification « politique » capable d'altérer les rapports de force entre les composantes politiques agissant légalement. On pourrait objecter que l'opposition dispose de pouvoirs sur le lieu de la transformation ; en revanche il importe de tenir compte du caractère immédiatement exécutoire des décrets-lois, ainsi qu'on va le voir.

Les décrets-lois devraient être des mesures de nature exceptionnelle, mais comme souvent sur le plan conceptuel on associe l'urgence législative à la possibilité d'un gouvernement efficace, on transforme ainsi les circonstances de nécessité et d'urgence qui sont des concepts juridiques, même s'ils sont peu caractérisés, en concepts politiques. L'urgente nécessité (hendyadis indissoluble) devient condition constitutive : elle fait fonction de clause de reconnaissance des pouvoirs.

La qualification historique de « l'urgente nécessité »

Dans l'Etat de droit, libéral (avec système censitaire de formation de la volonté politique), la sphère d'intervention des pouvoirs publics était limitée à des fonctions de garantie de l'ordre constitué (politique

ou économique). Le problème relatif à la concrétisation de la nécessité se résolvait facilement : l'état de nécessité, comme situation à caractère résiduel, s'identifiait avec les circonstances extérieures au schéma de la « normalité » (du *statu quo*).

Dans l'Etat soi-disant social, ou de prévoyance, ou interventionniste, ou social de droit, caractérisé par le principe de la participation universelle au processus de formation de la volonté politique, par les garanties de statut de liberté et de propriété en même temps que par les droits sociaux de participation, les relations entre situation de normalité et situation de nécessité sont posées en termes plus articulés et plus complexes. L'ordre social et économique ne peut plus être considéré comme un donné préconstitué, mais devient lui aussi l'objet d'interventions constantes des pouvoirs publics. Les nouvelles tâches dont il se trouve investi transforment l'Etat en machine administrative tentaculaire tendant à régler et à discipliner tous les processus économiques-sociaux. De plus, dans la tentative d'intégration d'intérêts opposés (pluralisme des forces sociales comme caractère structural), la véritable capacité de décision de l'Etat tout comme sa capacité d'intervenir sur les processus sociaux, surtout à long terme, se trouve affaiblie au lieu d'être renforcée, l'Etat lui-même perdant tant en identité (et, par là, en légitimité) qu'en autorité. Il est évident que dans une forme-Etat dans laquelle les processus sociaux et économiques et les rapports politiques sont caractérisés par des équilibres extrêmement instables, les limites entre conditions normales de fonctionnement des institutions et situations d'urgence ont tendance à s'effacer. On ne peut concevoir d'identifier l'état de nécessité dans les conditions d'anormalité (ou bien dans une situation résiduellement « normale »). La proposition fondamentale à la base de n'importe quelle théorisation de l'état de nécessité, entre en crise : la conception d'une « normalité » entendue comme correspondant au *statu quo*, vers laquelle il faut tendre.

En ce cas, une interprétation largement extensive des circonstances de la nécessité et de l'urgence affirme la disponibilité pour le gouvernement d'un pouvoir législatif ordinaire, caractérisé de façon autonome. Quand l'*emergenza*, l'urgence et la nécessité, la gestion de la crise indéfiniment prolongée, et enfin l'ingouvernabilité semblent devenues constitutives de la vie du pays, l'exercice de la fonction législative semble être dévolu de façon durable au gouvernement, pour autant qu'il est capable d'adopter la mesure, qui, « pour la forme et la force typique », s'avère la plus apte à discipliner en temps utile les situations en question. C'est ce qui est arrivé en Italie de la VI^e à la VIII^e législature (1972-81), mais, seulement, en présence d'une opposition parlementaire incapable de s'y opposer.

A la suite de compromis multiples, le décret-loi semble être devenu entre les mains du gouvernement et du parlement un instrument de colégislation, de codétermination politique, objet d'une lourde négociation entre gouvernement, majorité parlementaire et opposition : le résultat rentre dans le royaume du compromis, devient un mécanisme pour

combine d'assemblée. Tantôt instrument de vérification de la majorité parlementaire, tantôt instrument d'obtention à tout prix d'accords politiques qu'on ne peut conclure par d'autres voies, tantôt chantage à l'opposition : à la rapidité de la production normative correspond une négociation ex-post. Le décret-loi et la conversion en loi qui suit sa promulgation constituent donc désormais une procédure législative sommaire, alternative à la procédure normale, légitimée par la reconnaissance implicite des principales forces politiques présentes au parlement : un instrument de formation de la volonté politique, avec une forte capacité d'entraînement de l'ensemble du système parlementaire dans les moments de crise. On est finalement en présence d'une forme clandestine de production de lois.

Analyse quantitative et qualitative de la législation par décret-loi en Italie

Ainsi l'« état d'urgence » (*stato d'emergenza*) dont on parle continuellement en Italie n'est rien d'autre que l'urgence et la nécessité devenues, d'extraordinaires dans la constitution, « ordinaires » par définition, et surtout prorogées dans le temps sans solution de continuité. Si l'on reporte sur un trend global⁶ le nombre des décrets-lois promulgués depuis 1948 selon une périodisation qui recouvre les différentes expériences gouvernementales (le « centrisme », l'avènement et la crise du « centre-gauche », la « solidarité nationale », les années 1979-80), il apparaît qu'en trente ans le nombre des décrets-lois a crû de manière exponentielle. Au cours des trois premières législatures républicaines (centrisme) les décrets promulgués sont réduits en nombre (entre 0,5 et 1 par mois) ; presque toujours convertis en lois. Avec le centre-gauche (IV^e et V^e législature, années soixante), le nombre de décrets est proportionnellement plus que doublé ; ils commencent à avoir une incidence significative sur la production législative globale et sur l'initiative du gouvernement. Les cas de rejet par le parlement demeurent réduits. La crise du centre-gauche, la tentative néo-centriste des premiers gouvernements Andreotti et ultérieurement l'instabilité politique marquent la période ouverte par les élections de 1972. Au cours de la VI^e législature le nombre des décrets promulgués (2,5 par mois) représente plus de 20 %, du total des lois approuvées. Le rejet par le parlement concerne désormais un décret-loi sur huit. C'est pendant la VII^e législature (1978) que se déroule l'expérience de la « solidarité nationale » (95 % des parlementaires soutiennent le gouvernement). Les décrets promulgués croissent alors jusqu'à dépasser l'effectif mensuel de 4 (6 dans la phase suivante : premier gouvernement Andreotti, élections anticipées de 1979, les deux gouvernements Cossiga). Le poids des décrets par rapport aux projets de lois ordinaires du gouvernement (jusqu'à 18 % du total des textes législatifs), aussi bien que celui des amendements parlementaires (près des 3/4 des décrets sont modifiés) croît d'une façon impressionnante.

A partir des années soixante les problèmes réglés par décret deviennent de plus en plus nombreux et différenciés : à titre d'exemple il y a

les décrets de prorogation des lois qui arrivent à échéance (qui souvent se succèdent l'un l'autre), les décrets économiques portant sur la conjoncture, sous prétexte de crise économique (*decretoni congiunturali*) ; on voit émerger le « décret-réforme » avec lequel on réalise des « lois provisoires » (*leggi stralcio*) (par un tel biais est institué jusqu'à un ministère, celui des « biens culturels »). Il est impossible d'établir une « typologie » de décrets, parce que le trend récent est caractérisé non seulement par la diversification, mais par l'indifférence de l'objet. On revient alors à la « figure » du décret : la plus récente (de la IV^e, 1963 à la VI^e, 1972 législature, correspondant à une période de demande de réformes) est la figure du « décret-anticipation-extrait » (l'association des trois termes est passée dans le langage courant) de réformes qui ne seront jamais réalisées. L'augmentation incohérente du nombre des décrets semble devoir être interprétée comme une conséquence de l'aggravation de la crise de la société italienne et du renforcement très important de la majorité parlementaire. Dans la VIII^e législature⁷ les décrets promulgués dépassent 36 %, du total des lois approuvées dans la même période (contre 22 % les trois années précédentes). Ce chiffre exprime la tendance des décrets à se substituer à l'activité législative ordinaire au lieu de rester « parallèle » à celle-ci. L'utilisation « antiparlementaire » des décrets-lois apparaît encore dans le recours répété aux motions de confiance qui évitent l'obstacle de l'examen article par article et des votes sur amendements ; elle apparaît également dans les pratiques réitérées d'« abandon » explicite ou implicite du décret. Dans ce cas tout simplement le gouvernement n'insiste pas pour la ratification, souvent parce que le résultat qu'on voulait obtenir a déjà été atteint pendant la période où la norme était provisoirement en vigueur.

Mais, parfois, les décrets « abandonnés » sont présentés à nouveau comme projets de lois ordinaires, ce qui, pour le moins, autorise à douter de la nécessité et de l'urgence de ces décrets lorsqu'ils furent pris. On peut souligner une double fonction technique des décrets :

a) Ils apparaissent comme instruments de décision de *tipo compromissorio* (résultant d'un compromis). La difficulté de la médiation entre les poussées sectorielles et les groupes d'intérêt, dans la phase qui précède l'initiative gouvernementale, amène le gouvernement à appuyer son initiative par une pression sur le parlement à l'occasion de la présentation du décret. Le parlement est mis devant le fait accompli ; face aux groupes et aux forces sociales plus ou moins importants qui en sont les bénéficiaires, et qui, habituellement, ont négocié avec le gouvernement la promulgation des textes, il hésite à assumer la responsabilité d'un rejet.

b) Une utilisation instrumentale du décret-loi comme législation provisoire, non dans l'objectif d'une promulgation et, par conséquent, de l'introduction d'une norme stable relative à la matière en question, mais dans le but d'une autorisation que le gouvernement se donne à lui-même pour œuvrer sur la base d'une norme non soumise au contrôle parlementaire.

Cela se produit chaque fois que les « effets » (politiques et sociaux plus que juridiques) de la mesure s'épuisent dans un laps de temps inférieur à celui de l'examen parlementaire, ou sont, de toute façon, irréversibles.

Pour « gouverner » dans la complexité sociale existante, le système politique doit prendre des décisions rapides. Mais la rationalité n'est pas compatible avec la démocratie⁸. Pour montrer comment ce mode de gouvernement peut devenir un instrument de solutions plus ou moins explicitement antidémocratiques (mais fonctionnelles), on peut prendre l'exemple macroscopique du décret 710/77 qui a renvoyé de six mois la date des élections administratives pour des raisons déclarées ouvertement d'opportunité politique⁹.

A ce propos il faut insister sur le décret-loi du 15 décembre 1979 (n° 625) qui a pour titre « Mesures urgentes pour la protection de l'ordre démocratique et la sécurité publique ». Ce décret a été approuvé par le parlement et, par conséquent, est devenu loi, sans aucun amendement, en janvier 1980, avec le chantage à la motion de confiance de la part du gouvernement. On a étendu ainsi le domaine de l'intervention pénale en prévoyant de nouvelles figures de crimes (extension du crime d'association permettant ainsi des inculpations absolument génériques). On a déterminé une figure « spéciale » (différenciée) de délit, le délit à finalité terroriste, pour lequel on augmente automatiquement les peines et les incarcérations préventives (avec effet rétroactif)¹⁰.

On a institué par la loi l'ambigu et l'opportuniste rapport de collaboration (depuis toujours utilisé à titre privé et avec quelque pudeur par toutes les polices du monde) avec ceux qui offrent une aide « concrète » en dénonçant le plus de monde possible en échange de réductions substantielles de la peine (jusqu'aux deux tiers) et la possibilité immédiate de mise en liberté provisoire. C'est ainsi qu'en Italie, les terroristes assassins sont presque tous en liberté ou en train d'être libérés¹¹.

Un nouveau rapport a été établi entre les pouvoirs de l'autorité et les droits fondamentaux des citoyens, donnant à la police la permission de fouiller des bâtiments entiers ou des blocs de bâtiments, et autorisant le *fermo di polizia* (arrestation de police), qui attribue à la police un pouvoir autonome sans contrôle de la magistrature¹². Pour commenter ce décret particulier, devenu loi, et loi « spéciale », on peut reprendre les termes du juge Giovanni Palombarini, secrétaire d'une association de magistrats, Magistrature démocratique, et juge d'instruction dans des procès contre le terrorisme¹³ :

« L'expérience de la lutte contre le terrorisme montre que la logique de l' « urgence » (*emergenza*) est improductive et dangereuse : elle a déjà mis en danger une perspective de réforme du système pénal italien... Une législation spéciale dans un système de lois générales devient elle-même loi générale, comme c'est arrivé précisément dans la législation d'urgence. »

La transformation de l'exécutif qui a été décrite, entraîne évidemment une transformation de l'Etat. Peut-être a-t-elle servi à combler la distance creusée entre la transformation économique de l'Etat¹⁴ (même si cette transformation apparaît inadéquate aux nécessités tant de la production capitaliste que de la reproduction sociale¹⁵) et sa transformation institutionnelle (qui a été lente, en principe demeurée dans le cadre de l'Etat libéral, de l'économie de marché, de la fonction de simple contrôle des anomalies sociales).

Cette transformation revêt de toute façon une connotation autoritaire par la forme qui l'explique : le mode de formation de certaines lois.

« La loi n'est plus un instrument technique en vue de l'actualisation d'objectifs politiques déterminés, elle n'est que pure commande. La théorie juridique de l'Etat autoritaire est le *decisionismo* (la décision comme telle)¹⁶. »

On retrouve cette tendance à l'autoritarisme dans les modalités de la formation des décisions (décisions qui deviendront lois). Le gouvernement se trouve face à différents pouvoirs (groupes de pression plus ou moins institutionnalisés)¹⁷ qui se forment selon les intérêts des catégories sociales. La négociation ne respecte plus les parcours institutionnels formels ; la formation de la décision de l'appareil d'Etat semble se déplacer selon la « nécessité » : le débat public (rapport direct et transparent avec la société civile) se réduit, perd en importance par rapport à la « rapidité » des mécanismes de décision, tels qu'ils peuvent être illustrés par les décisions du gouvernement ; les négociations avec les groupes de pression les plus actifs¹⁸ deviennent la base des futures décisions ; par rapport aux possibilités d'intervention de l'opposition, elles se déroulent soit discrètement soit dans des lieux où l'opposition devient l'un des partenaires officiels (commissions, tables des négociations), toujours en dehors d'un débat public.

Cet accroissement de pouvoir sans contrôle a amené le gouvernement à prendre des décisions dont le contenu est tout à fait antidémocratique (voir par exemple le décret sur l'ordre public déjà cité).

A quel point en sommes-nous dans cette évolution « autoritaire » de l'Etat italien ? Peut-on dire, par exemple, que l'Etat a accru son contrôle sur les mouvements sociaux ? La tentative d'utiliser comme principe de gouvernement l'efficacité immédiate de préférence au débat entre partenaires sociaux dans une véritable perspective de réformes, n'a pu dissimuler les données réelles de la « transformation économique »¹⁹. Les licenciements, le chômage rendent muettes et inutiles les luttes syndicales traditionnellement fortes²⁰.

La « centralité ouvrière » comme catégorie politique sous-tendant une grille interprétative de la réalité des rapports de force, ne sert plus à expliquer ce qui se passe dans la société²¹. De nouveaux sujets s'insinuent

dans les plis du tertiaire (soit à cause d'un refus net de l'usine, soit plus simplement parce que c'est encore le secteur qui connaît la plus grande expansion)²² et y instaurent des pressions (seront-elles corporatives ?) en vue d'un revenu garanti. Cette génération est très difficile à définir. Elle résiste fortement à se rassembler en des formes organisées (traditionnelles ou non) et a une nette tendance à l'individualisme ; elle se caractérise par l'idéologie du « retour au privé ». Elle apparaît, dans les grandes manifestations hétérogènes pour la paix, sans parole, sans pensée, sans illusions, sans même se demander : quelle paix ? Cela, peut-être, explicite une forme de résistance, un refus des terrains de négociations habituels et des rapports avec l'Etat, qui s'exprime banalement dans le mot d'ordre importé des U.S.A. Reaganiens : « Moins d'Etat, plus de liberté ».

C'est ainsi que le « goût » de l'*emergenza* est savouré aujourd'hui, même par le gouvernement à présidence socialiste, et que celui-ci ne rencontre pas plus de soutien politique que les gouvernements précédents. Tout se déroule dans l'indifférence. Cette indifférence est un symptôme : celui d'un état de crise plus vaste, désormais généralisé, entre institutions et société.

Faut-il y voir, pour l'Etat italien, l'éventualité d'un glissement sur une pente qui le conduirait vers des situations de plus en plus autoritaires, sans qu'aucune force ne s'y oppose ? Il est bien difficile, dans une période aussi obscure de prévoir une telle évolution : il faut espérer qu'il ne s'agit que d'une crainte, même si elle est fondée.

Post-scriptum. Il faut tout de même dire que plusieurs voix démocratiques sont récemment intervenues contre la législation d'urgence, contre la philosophie de l'*emergenza* (surtout contre la législation pénale, soit pour demander le retour à l'« état de droit », soit pour éviter l'extension du principe de l'urgence à tous les domaines réglés juridiquement). Mais l'*emergenza* (l'état d'urgence) ne connote pas une situation d'immobilité : comme j'ai essayé de le montrer elle a entraîné des changements substantiels : elle a presque eu la force d'un *new deal* pour la société politique italienne, ou, mieux, elle a permis le passage de la première à la seconde république. L'état d'urgence a marqué une transformation profonde du système politique et institutionnel tout entier. La forme du gouvernement, les règles de la politique, les procédures de décision sont sorties de cette période radicalement transformées. L'*emergenza* est devenue d'une façon irréversible forme de gouvernement. Y avait-il vraiment « état d'urgence » ? Qu'il ait été, comme je le pense, une astucieuse invention de la raison d'Etat, et qu'il soit devenu une condition réelle d'existence de la société, je crains, en tout état de cause, qu'un simple réajustement de la situation n'implique pas mécaniquement un retour à la normalité démocratique.

L'*emergenza* est désormais en Italie un instrument de gouvernement solide ; la conscience démocratique réussira-t-elle à s'opposer aux consé-

quences funestes dont l'*emergenza* est porteuse et plus profondément à inscrire dans la réalité les formes de liberté déjà latentes dans la société ?

Paris, février 1984.

NOTES

1. L'« ouvrier-masse » a été défini dans le cadre de la théorie *operaista* des mouvements sociaux, dont les principaux représentants se sont retrouvés et ont travaillé ensemble dans le département de Sciences politiques et sociales de Padoue : A. Negri, S. Bologna, A. Magnaghi, P. Carpignano, L. Ferrari Bravo, etc. Plusieurs de leurs ouvrages ont été publiés par la maison d'édition Feltrinelli dans la collection « Materiali Marxisti », sous la direction du collectif de Sciences politiques de Padoue.

2. Même source de définition que l'ouvrier-masse.

3. L'utilisation en Italie des décrets-lois remonte à 1859 (décret royal, 1^{er} décembre 1859, n° 3811). Il s'agissait alors d'une sorte de coup de force du gouvernement, car le « *statuto Albertino* » (la constitution de l'époque) ne prévoyait pas cette forme d'exercice du pouvoir législatif. Ainsi s'établissait « de fait » la législation d'urgence ; elle fut modérément utilisée jusqu'à la Première Guerre mondiale. Dans l'après-guerre, le décret-loi devient de plus en plus un instrument ordinaire de promulgation des lois. Pour tout renseignement sur l'histoire des décrets-lois en Italie, cf. Franco Cazzola, Alberto Predieri, Grazia Priulla, *Il decreto legge fra governo e parlamento* (« Le décret-loi entre gouvernement et parlement »), éd. Giuffrè, 1975.

4. Claus Offe, *Ingovernabilità e mutamento delle democrazie* (« Ingouvernabilité et changement des démocraties »), éd. il Mulino, 1982.

5. Santi Romano, « Sui decreti legge e lo stato d'assedio in occasione del terremoto di Messina e di Reggio Calabria » (« Sur les décrets-lois et l'état de siège à l'occasion du tremblement de terre de Messina et de Reggio Calabria »), 1909, réédité dans les *Scritti Minori*, I, Milan, 1950, p. 287 et suivantes.

6. Pour des données plus importantes sur la législation d'urgence en Italie, cf. Antonio Baldassarre, Cesare Salvi, « La decretazione d'urgenza » (« Le décret d'urgence »), in *Democrazia e Diritto*, vol. XXI, n° 1-2, 1981.

7. Encore Antonio Baldassarre, Cesare Salvi, « Tendenze autoritarie e governo Cossiga » (« Tendances autoritaires et gouvernement Cossiga ») in *Democrazia e Diritto*, vol. XX, n° 1/80.

8. Niklas Luhmann, *Stato di diritto e sistema sociale* (« Etat de droit et système social ») éd. Guida Napoli, 1978. Voir encore Luhmann, Offe, Hirsch, Gozzi, etc., *Le trasformazioni dello stato* (« Les transformations de l'Etat »), Quaderni di Aut Aut, La Nuova Italia, 1980.

9. Baldassarre, Salvi, « La decretazione d'urgenza », *op. cit.*, p. 41.

10. On peut ainsi subir une incarcération préventive de dix ans et huit mois sans condamnation définitive.

11. Un scandale a éclaté lors de la sortie de prison de Marco Barbone, tueur repent du journaliste Tobagi (meurtre d'avril 1980). Mais sont aussi en liberté : Fabrizio Peci (plusieurs meurtres avoués), Roberto Sandalo et quelques autres, jusqu'à Carlo Fioroni, tueur de Carlo Saronio (qui était son meilleur ami), premier repent, qui maintenant refuse de se présenter au procès dit du « 7 avril » (procès de l'Autonomie) et d'avoir une confrontation directe avec ceux qu'il a fait incarcérer.

12. Il y a ainsi déjà eu des cas de tortures, vérifiés au cours de procès, où les policiers concernés ont été condamnés.

13. Interview au journal *Il Manifesto*, 12 octobre 1983.

14. Par transformation économique de l'Etat, on entend l'augmentation démesurée de son intervention dans la production de marchandises et dans la reproduction de la force de travail. Cf. P. Flora, A.J. Heidenheimer, *The Development of Welfare States In Europe and America* (« Le développement de l'état du bien-être en Europe et en Amérique »), New Brunswick, N.J. Transaction Books, 1981 ; Alisa Del Re, *Il profitto differito, l'impresa di stato in Italia e in Europa* (« Le profit différé, l'entreprise d'Etat en Italie et en Europe »), ed. Marsilio, Venezia, 1974.

15. Le texte le plus connu à ce sujet est : J. O'Connor, *Fiscal crisis of the state*, 1973, by St.Martin's Press. N.Y. ; et encore : Claus Offe, *Lo stato nel capitalismo maturo* (« L'Etat dans le capitalisme avancé »), Etas libri, 1977, p. 21 : « Le contraste existant entre l'extension des rapports d'interdépendance au sein du processus de socialisation d'une part, l'absence d'une organisation et d'une planification conscientes de ce processus d'autre part, est marqué par une contradiction. » Pour le cas de l'Italie, cf., sous la direction de G. Rossi et P. Donati, *Welfare State, problemi e alternative* (Etat du bien-être, problèmes et alternatives), ed F. Angeli, 1982 ; et, ouvrage collectif, *La crisi dello stato sociale in Italia* (« La crise de l'Etat social en Italie »), ed. Dedalo, 1982. Comme texte général sur la crise de l'Etat-providence, P. Rosanvallon, *La crise de l'Etat providence*, Seuil, 1981.

16. Franz Neuman, *Lo stato democratico e lo stato autoritario* (« L'Etat démocratique et l'Etat autoritaire »), ed. Il Mulino, 1973, p. 290.

17. Cf. Adriano Pappalardo, « Neocorporativismo, partiti e crisi economica » (« Néo-corporatisme, partis et crise économique ») in *Stato e Mercato* (« Etat et marché ») n° 8, août 1983.

18. Il peut s'agir des différentes catégories de travailleurs et de leurs syndicats catégoriels, ou des entrepreneurs, ou des chefs des entreprises publiques, ou même des groupes qui se forment dans les secteurs de l'administration, comme la santé ou l'éducation, etc.

19. On parle de transformation plutôt que de crise économique parce que ce qu'on appelle les effets de la crise (licenciements et chômage) sont, pour la plupart des cas, les effets des transformations techniques des moyens de production (investissements), et, là où il y a investissement, il n'y a pas crise pour le système capitaliste.

20. De nouvelles formes de lutte, conçues dans le désespoir, commencent à apparaître en janvier 1984 ; les représentants de 500 travailleurs d'une usine, la Fornicoke, ont entamé une grève de la faim pour ne pas perdre leur poste de travail (issue positive en février 1984) ; fin de la grève générale, fin de la lutte violente, politique et économique. Sa propre reproduction est mise en jeu ; que peuvent faire les syndicats ? Négocier la vie des gens ? Et si la FIAT « jeûnait » demain ?

21. Massimo Paci, *La struttura sociale italiana* (« La structure sociale italienne »), ed. Il Mulino, 1982.

22. A. Flora, F. Gatti, R. Innocenti, etc., *La riconversione di terziario* (« La reconversion du tertiaire »), Celuc Libri, 1981.

LES TACHES INFORMELLES DU DEFICIT BUDGETAIRE : LE CAS ITALIEN

Guido BIANCHINI

La fiscalité (impôts directs)

Le problème du déficit budgétaire n'est pas un problème spécifique de l'Etat italien. Tous les Etats, y compris les U.S.A., se trouvent confrontés à un endettement « excessif » ; il s'agit d'un endettement qui n'est plus justifié par une politique keynésienne de rééquilibrage du rapport épargne/investissement, mais par un engagement croissant de l'Etat, acculé par les partenaires sociaux à régler leurs conflits en termes de « déficit spending », à substituer à la violence des affrontements la violence de la monnaie, à préserver les équilibres avec une demande excédentaire. Dans la crise de légitimation qu'il traverse, l'Etat n'a pas d'autre moyen de paraître l'expression du soi-disant intérêt général que celui de s'endetter au-dessus de ses moyens.

L'inquiétude du gouvernement italien est davantage liée au rythme de la croissance du déficit qu'au déficit lui-même. Pendant les cinq dernières années, cette croissance a été supérieure à l'inflation : elle a dépassé, de loin, la barre des 30 % par an. Le déficit prévu pour 1984 sera de 500 milliards de francs, soit 15 % du produit intérieur brut ; il était de 14 % en 1983 ; il atteindra, peut-être, 16 % en 1985. Quand on écoute le gouvernement français rassurer l'opinion publique en disant que l'endettement ne dépassera pas, en 1984, 3 % du produit intérieur brut, on a souvent l'impression d'être sur une autre planète.

Comparativement aux autres Etats occidentaux, le chapitre dépenses du budget de l'Etat italien est relativement modeste : l'Education, la Défense et la Sécurité sociale, qui constituent une grande partie du budget des Etats occidentaux, ont atteint en Italie un niveau qui ne justifie pas

un endettement étonnant. A l'inverse de ce que les soi-disant experts aiment à faire croire, le déficit budgétaire italien est dû principalement à un manque de recettes.

Le ministère des Finances fait de son impuissance à contrôler les revenus une politique qui permet aux fraudeurs « institutionnels » d'échapper aux mailles de la fiscalité. Les travailleurs autonomes (professions libérales, artisans, commerçants et agriculteurs) ont plusieurs moyens d'évasion fiscale. Le fonctionnement des bureaux de la TVA (inefficace jusqu'à la complaisance) constitue le premier obstacle aux contrôles, et donc à l'évaluation des revenus. C'est ensuite la loi financière elle-même qui permet de ne pas tenir de livres comptables au-dessous d'un certain niveau de revenus. C'est pourquoi ne pas tenir de livres comptables faute d'un revenu suffisant et déclarer un revenu insuffisant pour justifier de ne pas tenir de livres comptables est devenu un sport national.

Les contrôles croisés qui ont été effectués entre les données du ministère des Finances et celles de l'INPS (Istituto nazionale della Previdenza sociale, soit la Sécurité sociale) ont néanmoins permis d'estimer, par extrapolation, l'ordre de grandeur de la fraude ; la perte subie par l'Etat serait de 50 à 100 milliards de francs, soit 10 à 20 % du déficit budgétaire.

La TVA

L'Italie ne dispose pas encore d'ordinateur central, instrument principal du contrôle des transactions et, donc, de la TVA. « Il est en train de démarrer », dit-on tous les mois ; en réalité c'est loin d'être le cas.

Le mauvais fonctionnement de la TVA en Italie a diverses conséquences. Sans parler ici des autres causes de l'endettement, dues au manque de recettes, il convient de rappeler que :

a) les personnes (juridiques ou physiques) qui échappent à la TVA, échappent aussi à l'impôt sur le revenu¹ ;

b) l'exportation illégale de capitaux est le fruit pourri de la facilité avec laquelle le monde des « affaires » peut dissimuler les revenus au regard myope du fisc. L'affaire Banco Ambrosiano-IOR² constitue une illustration exemplaire et sensationnelle du comportement de certains titans rampants et de la misère des moyens employés pour empêcher l'effondrement des finances publiques ;

c) de plus, l'Etat récompense certaines couches bien organisées sous forme de groupes de pression par l'octroi de crédits à moyen terme particulièrement avantageux. Ce sont toujours les mêmes groupes (agriculteurs, artisans, professions libérales, petites entreprises), dont on reconnaît tout à la fois l'état de crise et l'utilité sociale. Les citoyens, les travailleurs en particulier, qui payent tout ce qu'ils doivent au fisc ont alors raison de se plaindre d'être les dindons de la farce. Le dernier acte de cette farce se situe dans l'obligation faite aux commerçants

Le déficit budgétaire italien

d'avoir des caisses enregistreuses électroniques : le ministère des Finances n'a pu les homologuer en raison des garanties insuffisantes qu'elles présentaient contre les falsifications. Une façon toute italienne de contourner la loi en feignant de la respecter, d'être en marge du Code pénal sans l'enfreindre.

Ceci dit, la fraude sur la TVA est estimée par les responsables eux-mêmes à 100, voire 150 milliards de francs ; elle représente donc 20 % à 30 % du déficit budgétaire.

Les charges sociales

L'INPS n'est pas davantage à la hauteur de la situation. Ses contrôles sont effectués avec un retard de trois ans en moyenne. Il suffit de savoir que 50 % des petites entreprises (pas seulement en Italie) sont susceptibles de disparaître au cours des deux premières années de leur activité pour comprendre que les contrôles sont de simples rites. C'est encore par des contrôles croisés qu'on a découvert que des citoyens propriétaires d'entreprises n'avaient jamais payé d'impôt et que des citoyens qui payaient un impôt sur le revenu avaient « oublié » soit de déclarer qu'ils étaient propriétaires d'une entreprise, soit de verser à l'INPS les charges sociales (dues à 90 % par les entreprises), oubliant du même coup de verser à l'Etat les impôts retenus sur les fiches de paye de leurs salariés³. Peut-être s'agit-il ici de cas extrêmes. Cependant, selon des calculs qui semblent tenir compte tant des défaillances fonctionnelles de l'INPS que du fait que le travail noir et informel a atteint le chiffre, désormais accepté par tous les économistes, de 3,5 millions d'employés, et enfin du fait que 200 000 entreprises ne sont pas recensées comme telles, l'INPS estime la perte de recettes qu'il subit à 50, voire 100 milliards de francs, c'est-à-dire, puisque c'est à l'Etat de combler le trou, 10 % à 20 % du déficit budgétaire italien.

En retenant les évaluations minimales de ces données approximatives (impôt + TVA + sécurité sociale), on aboutit à ce résultat : près de la moitié du déficit budgétaire de l'Etat est dû à un manque de recettes et peut être interprété comme un transfert (volontaire ou non, peu importe) de revenu en faveur de certains groupes sociaux ; ce transfert est financé par les citoyens qui ont payé la totalité de leur impôt.

Ainsi le déficit relève, pour la moitié au moins, d'une politique implicite. « Redresser ces distorsions est une tâche de longue haleine qui ne peut aboutir qu'à long terme », dit-on souvent en Italie, avec beaucoup de mauvaise foi.

En somme il est plus facile de réduire les dépenses, en particulier celles de la Sécurité sociale (santé, allocations familiales, retraite, etc.) en feignant de croire que l'argent laissé dans les poches des groupes privilégiés va se transformer automatiquement en investissements. Evidemment lord Keynes a, en Italie, soit de mauvais élèves, soit des adversaires hypocrites, soit les deux à la fois.

L'INPS a un budget annuel de 500 milliards de francs et un déficit cumulé de 200 milliards de francs : un trou qui grandit à une vitesse exponentielle et que l'Etat ne semble pas pressé de combler. Les responsables parlent ouvertement de faillite, d'impossibilité de payer quiconque : hôpitaux, médecins, médicaments, pensions, etc.

Pourquoi ? De quoi s'agit-il ? Dispensant des services en général médiocres, l'INPS a dû se charger d'une tâche qui aurait dû incomber à l'Etat, celle précisément d'élargir ses compétences d'organisme de prévoyance sociale à tout le monde, sans que tout le monde y contribue.

En outre, plus les travailleurs (qui, avec les entreprises, versent à l'INPS une somme équivalente à 50 % du coût du travail), les agriculteurs, les commerçants, les artisans, etc. (qui payent des cotisations très faibles et depuis peu de temps) sont concernés par la Sécurité sociale, plus les lois sociales se multiplient et plus le trou risque de devenir gouffre.

Les conflits sociaux, surtout ceux des années cinquante, ont acculé l'Etat à accepter la notion d'« invalidité socio-économique » : la pauvreté a été reconnue par l'Etat comme une forme d'invalidité. Ainsi, des pauvres authentiques et des chômeurs chroniques, parvenus au seuil de la vieillesse, ont pu bénéficier de la pension d'invalidité socio-économique au même titre que des artisans, des agriculteurs, des commerçants du Mezzogiorno surtout, qui n'étaient pauvres que pour le fisc. Autrement dit, une obscure manœuvre keynésienne a été déclenchée (par INPS interposé) pour acheter le consensus des couches sociales privilégiées perçues comme assise d'un pacte social et politique signé par les gouvernements de l'époque (début des années soixante).

I. Répartition des pensions par catégories socio-professionnelles (en millions)

	Nombre total de pensions et retraites	Nombre de pensions classiques et minimales	Nombre de pensions minimales
Travailleurs	12,0	3,20	2,70
Commerçants	1,7	0,25	0,25
Artisans	2,0	0,35	0,35
Agriculteurs	1,7	0,35	0,35
Divers	—	1,00	—

Source : INPS (1982).

II. Répartition par régions
des pensions d'invalidité classiques et minimales

Régions	Nombre de pensions d'invalidité classiques et minimales (milliers)	Pour 100 pensions	Pour 100 actifs	Pour 100 habitants
Piemonte	400,6	76	20	9
Valle d'Aosta	14,1	171	29	13
Lombardia	450,4	44	12	5
Liguria	167,4	85	24	9
Trentino Alto A.	76,4	117	21	9
Veneto	267,1	71	15	6
Friuli Venezia G.	137,4	115	28	11
Emilia-Romagna	423,1	96	23	11
Toscana	383,2	127	25	11
Umbria 13,5	348	41	17	
Marche	229,6	316	35	16
Lazio	437,6	181	23	9
Abruzzi	187,6	410	39	15
Molise	65,2	645	49	20
Campania	520	314	26	10
Puglia	327,4	153	23	9
Basilicata	99,9	463	42	17
Calabria	263,4	331	37	13
Sicilia	539,9	289	32	11
Sardegna	196,3	327	34	12
TOTAL	5 322,4	127	23	9

Source : CENSIS (1982). N.B. : La différence du nombre de pensions classiques et minimales dans les tableaux I et II est due à la différence des sources.

La pension minimale est de 1 550 francs. Sur un total de 5 322 400 pensions d'invalidité, 3,5 millions sont des pensions minimales socio-économiques, payées par l'Etat italien, mauvais débiteur et plus encore mauvais payeur. L'INPS doit faire l'avance de la somme annuelle correspondante ; son endettement provient aussi des intérêts très lourds qu'il doit payer au système bancaire pour ses avances.

Ce qui est intéressant du point de vue de ce que je propose de définir comme un transfert informel de revenu, c'est qu'un million de bénéficiaires (précisément les commerçants, les artisans, les agriculteurs, et aussi les professions libérales) n'ont pas payé un sou de charges sociales jusqu'à ces dernières années. Les charges des entreprises ne peuvent pas être augmentées, pour des raisons évidentes : il y a la crise, et, dans la crise, même à leur niveau actuel, les charges deviennent de plus en plus « insupportables » et, ce qui est plus significatif, insuffisantes pour financer l'INPS.

Comme, en outre, deux millions de chômeurs ne versent aucune cotisation, le déficit de l'INPS (et donc de l'Etat) ne peut que s'accroître. L'INPS est pris dans le cercle vicieux de l'impuissance qui produit les dettes et des dettes qui produisent l'impuissance. Les allocations familiales sont misérables et pour cause : la caisse des allocations familiales est la seule qui ne soit pas vide. On pourrait répéter, à propos des différents chapitres de l'INPS, l'analyse qu'on a développée pour l'invalidité, mais ce serait monotone. Il suffira de rappeler que le secteur santé annonçait en 1982 un déficit de 7 milliards de francs pour les agriculteurs, un milliard pour les commerçants, un milliard pour les artisans. Il s'agit encore une fois de cotisations trop faibles et, donc, de recettes insuffisantes. Les groupes sociaux privilégiés transfèrent encore par là à l'Etat leurs charges sociales concernant la santé, qu'ils auraient pu en réalité payer, compte tenu de leurs revenus cachés. Tout cela continue. Tout cela contribue à ce que la réforme de la Sécurité sociale en Italie soit indéfiniment à l'ordre du jour.

Bien sûr, l'illusion selon laquelle le plein emploi pourrait être atteint a été dissipée. Il est vrai que le pouvoir d'achat des revenus liés aux pensions et aux salaires est protégé par l'indexation à 75 % en termes monétaires, mais la perte de 25 % ne permet pas de redresser le déficit. Le taux de croissance est de zéro, tandis que l'inflation est à deux chiffres.

Il y a aujourd'hui un débat très serré entre ceux qui soulignent le besoin de réduire le déficit à tout prix et ceux qui craignent que la baisse des revenus réels n'instaure un cercle vicieux conduisant à une récession, mais ni les uns ni les autres n'ont de propositions concrètes, de politiques cohérentes. Faire en même temps une politique d'investissement et une politique de l'emploi, garantir en même temps une meilleure justice sociale et le juste profit des entreprises dans la crise profonde qui bouleverse l'Occident, est au minimum contradictoire ; c'est la quadrature du cercle pour n'importe quel gouvernement. Les premiers ministres, qu'ils soient socialistes ou conservateurs, sont prisonniers d'une réalité prosaïque qui leur interdit d'être cohérents ; petite difficulté supplémentaire pour l'Italie où l'on traite habituellement les problèmes comme les foulques : on ne les met sur la table que lorsqu'elles sont pourries.

NOTES

1. Les revenus annuels moyens déclarés au fisc par ceux qu'on appelle les fraudeurs institutionnels sont purement ridicules. Le ministère des Finances a publié les données suivantes : commerçants, 9 000 francs ; artisans, 18 000 francs ; professions libérales, 27 000 francs ; le revenu annuel moyen déclaré par travailleur étant de 40 000 francs. Les agriculteurs et les petites entreprises déclarent, souvent, un revenu négatif.

2. IOR (Istituto Opere di Religione), c'est-à-dire la banque du Vatican.

3. En Italie l'impôt est prélevé mensuellement sur les salaires bruts par l'entreprise elle-même qui fait fonction de perception.

BREVES REFLEXIONS SUR L'ETAT ET LA MAFIA

Luca BERGO

L'Italie se rattache à cette tradition culturelle méditerranéenne marquée par la méfiance populaire vis-à-vis de l'Etat. Cette méfiance a récemment développé, au sein des différents mouvements de lutte qui ont traversé le conflit de classe dans notre pays, une conscience anti-institutionnelle largement répandue qui dépasse, grâce à l'expérience de la lutte politique, l'attitude traditionnelle, et qui est devenue un élément constitutif de ces mouvements « antagonistes » des années soixante-dix. C'est à partir de ce patrimoine politique et culturel que l'intérêt pour la question de l'Etat a pris un caractère à la fois central et original dans le débat et la recherche.

La perception de l'Etat comme obstacle au développement des nouveaux mouvements et des sujets sociaux qui les exprimaient a été fondée sur une rigidité croissante que l'Etat lui-même, au sens le plus large du terme, opposait aux nécessités de renouvellement que ces mouvements exprimaient. Au terme de quelques années de réformisme, qui ont vu la réalisation de modifications importantes dans les règles de la médiation étatique entre cultures et intérêts différents et souvent opposés (*statuto dei lavoratori*¹, divorce, avortement, nouveau droit de la famille...), une résistance croissante a empêché tout changement formel des mécanismes institutionnels de médiation politique. L'Etat a accru son autonomie relative, il est devenu moins flexible face aux changements sociaux. L'habitude du recours aux solutions transversales et informelles lorsqu'un certain degré d'illégalité était atteint dans la vie quotidienne, habitude qui était propre au prolétariat du Midi et qui avait contribué à nuancer les formes de l'antagonisme de classe face à la rigidité institutionnelle, est devenue générale. Le décalage entre norme étatique et nécessité de reproduction de la société a conduit d'un côté à la clandestinisation

d'une partie importante des activités économiques et des décisions politiques, en bref, à la normalisation de l'illégalité, de l'autre au discours sur l'*emergenza*.

Le discours sur l'*emergenza* a été pour l'Etat la justification de cette séparation croissante entre quête de changement et attitude politique qu'il exprimait tout en refusant la valeur politique des nouveaux mouvements sociaux ; il n'a pas empêché les différents groupes et sujets sociaux de chercher à poursuivre leurs intérêts par des moyens excluant la médiation étatique. Il a fallu utiliser les possibilités qu'offrait la situation. L'expansion du travail noir, qu'a produit le développement de ces années récentes, en est un excellent exemple. Cette forme « illégale » de travail a réellement revêtu un double caractère, signe d'une ambivalence économique et politique : d'une part, face à un taux d'inflation de 30 %, il constituait pour les familles ouvrières et salariées un moyen de sauvegarder le pouvoir d'achat, voire d'augmenter la capacité de consommation ; d'autre part, il signifiait, sans aucun doute, augmentation de la journée de travail, baisse des conditions sanitaires de travail, accélération des rythmes de production, perte de la centralité politique et économique des ouvriers des grandes usines, etc. Les entrepreneurs, et en général les couches les plus favorisées, ont « joué » à la limite de l'illégalité : l'utilisation de certains dispositifs institutionnels a constitué l'élément d'une stratégie de survalorisation des capitaux qui débordaient de plus en plus les champs classiques d'investissement pour se détourner vers des pratiques souvent illégales et, dans le même temps, cherchaient à modifier l'ordre institutionnel pour le rendre profitable au maximum. L'affaire de la loge P.2 a été le centre d'une de ces tentatives de modification de l'Etat ².

Aborder le discours sur la mafia dans ce contexte peut apporter des indications intéressantes sur le caractère contradictoire et multiple des pratiques, donc des discours, autour de l'Etat et de l'*emergenza*. L'Etat y devient objet de changement plutôt que sujet : ses formes, notamment les partis politiques, deviennent la proie de luttes entre factions différentes, entre les groupes les plus puissants, qui débordent les distinctions officielles entre droite et gauche et visent tous les partis « constitutionnels ».

La mafia est donc un phénomène qui doit être lu à plusieurs niveaux du fait de son envergure et de son poids dans la société : mais c'est aussi un cas que n'arrive pas à mystifier le « discours de l'émergence » qui, par contre, peut, peut-être, fonctionner sans trop de difficultés pour la crise économique et le « terrorisme » par exemple. En ce qui concerne la mafia, aucun Italien n'est disposé à accorder une quelconque crédibilité au discours de l'Etat, à une « vérité » qu'il perçoit souvent comme vérité partisane, vérité de la mafia entendue dans son sens le plus large d'appareil de pouvoir qui lui est étranger.

S'il est possible d'approcher le sujet « M » de plusieurs côtés, il est aussi vrai que les approches ont souvent déterminé les positions politiques. Ainsi, l'analyse historique de son développement et de ses origi-

nes sociales a été sans doute utile pour comprendre la spécificité du phénomène : mais il est vrai aussi que cette analyse s'est nourrie du point de vue de l'Etat national, et de l'Etat piémontais colonisateur. Bien que ce discours soit rejeté par les historiens les plus importants³, il reste sous-jacent aux interprétations politiques, en l'absence de toute autre hypothèse théorique explicative de la mafia.

Le mot même de mafia nous conduit à une mystification, si on l'emploie, comme on le fait normalement en Italie, en se référant à ce qui se passe aujourd'hui. « Mafia » a signifié quelque chose qui est bien vivant dans l'imaginaire collectif italien et mondial, mais qui ne correspond pas du tout à la réalité actuelle. Les historiens nous ont permis d'en connaître les origines sociales. Hollywood en a répandu l'interprétation dans le monde entier. Car mafia *stricto sensu* désigne une organisation criminelle organisée sur le modèle de la famille patriarcale sicilienne, modèle géographiquement limité à la Sicile, et particulièrement à la ville de Palerme et aux campagnes environnantes.

Lato sensu, pour un Italien, le mot signifie le pouvoir « informel », extra-légal ou para-légal, qui monopolise l'administration et la distribution de la richesse sociale et par l'intervention ou l'interdiction duquel on a accès ou on est exclu du revenu, avec le consentement de la majorité ou son acceptation silencieuse. En effet, la mafia ne peut se développer que par sa légitimation sociale, dans les deux acceptions : c'est ça qui caractérise la mafia, sa légitimation majoritaire, aussi bien dans ses versions napolitaines (*camorra*) que calabraise (*'ndrangheta*) ou sarde (*banditismo*). En tout état de cause, ce n'est pas un phénomène du Midi italien jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale : on rencontrait également des phénomènes de banditisme bénéficiant d'un soutien populaire en Romagne (*il passatore*) et dans la Vénétie (la bande Bedin). Mais la spécificité de la mafia a été considérable, par le rôle qu'y jouait l'aristocratie des latifundia, par le rôle que la politique expansionniste américaine lui a confié dans sa stratégie méditerranéenne pendant la guerre et à l'époque du bandit Giuliano. Enfin, par son ambivalence, car elle assurait la résistance à la colonisation mais constituait aussi un moyen d'oppression sociale, d'exploitation de la paysannerie, bref, de contrôle sur la force de travail.

On reste encore dans les limites de la définition acquise. Si l'on parle des réseaux internationaux, des rapports avec Cosa Nostra, on souligne son caractère criminel, donc on soutient le discours étatique. Sa valeur sociale disparaît si l'on se limite à décrire l'histoire des familles. Sa valeur politique est sous-évaluée si l'on prend en considération les seules données des assassinats. Sa crucialité économique nous échappe.

Nous avons sous les yeux les données de cette réalité que les mass-media s'obstinent à définir par le terme de mafia. Le discours de l'historien devient ici un outil politique. Pour mobiliser l'imaginaire collectif, le discours de l'*emergenza* se nourrit de la simple puissance de certains mots. Ces mots ont toujours une référence dans la réalité, mais leur ambiguïté permet de détourner subrepticement les données vers une interprétation politique.

Seul, un secteur absolument minoritaire de l'Etat italien soutient l'interprétation du phénomène qu'on appelle encore mafia en termes de criminalité, et propose donc la centralité du rôle de l'Etat pour résoudre le problème par la répression policière et l'intervention d'une magistrature non corrompue. On peut identifier ce secteur en la personne de deux « cadavres excellents », le député Pio La Torre et le général Alberto Dalla Chiesa. Je voudrais souligner au passage que si M. La Torre était communiste, le général Dalla Chiesa était un homme de la Démocratie chrétienne, et tous deux étaient absolument isolés dans leur propre appareil politique. Leur discours sur le rétablissement de la légalité et de l'ordre étatique ne trouvait aucun appui à l'intérieur de leurs partis respectifs. Cela explique bien, je crois, leur « vocation au martyre ».

Le fait d'avoir insisté sur l'usage de l'institution du secret bancaire pour la reconversion des capitaux en provenance illicite, constituait sans doute un danger pour la mafia, mais ne tenait pas compte du fait que l'institution du secret bancaire est fondamentale pour le régime économique italien, et, donc, que, dans la réalité économique du pays, toucher au secret bancaire signifiait rendre compte d'un outil qui n'est pas propre à l'économie de la mafia *stricto sensu*, mais relève de ce qu'on pourrait appeler, comme le font normalement les Italiens, la « mafia » des transactions et de la corruption quotidienne, c'est-à-dire d'un aspect constitutif du système économique et social. Une enquête sur les dépôts bancaires ne pourrait éviter le dévoilement de cette réalité que tout le monde connaît, qui cependant est formellement occultée. L'intervention de G. Bianchini montre les avantages économiques de cette occultation, la réalité étant encore plus riche et plus complexe.

La compréhension d'un aspect fondamental de l'économie criminelle ne s'accompagne pas toujours de la conscience de la généralisation de cette pratique bien au-delà des limites de la mafia ou de l'économie sicilienne, de la progressive « clandestinisation » du marché réel et des formes de médiation entre les groupes de pression. Au fur et à mesure que cette pratique s'épanouissait, une sorte de « contiguïté physique » (pour utiliser une expression créée par la magistrature italienne pour d'autres « émergences ») s'est au moins vérifiée. Les affaires Calvi-Banco Ambrosiano-I.O.R. et Rizzoli-*Corriere della Sera* nous amènent à nous demander si la limite de la contiguïté a été dépassée... Dès lors, on est à même de comprendre l'isolement de positions comme celles des assassinés ou encore les affirmations des magistrats selon lesquelles, pour saper la mafia, il faudrait au minimum trente ans, peut-être un demi-siècle. La mafia est en effet devenue un modèle ; elle a perdu ses caractéristiques historiques et géographiques pour devenir stratégie économique et politique. Elle n'est plus seulement l'affaire de familles siciliennes : du fait que d'innombrables familles gagnent leur vie sur le marché illégal ou dans des activités connexes, il s'agit de la généralisation de pratiques à la limite de la légalité, voire illégales, à des couches importantes de la population des villes du Midi italien ; ceux qu'on suspecte d'être les chefs de familles de la mafia sont les

entrepreneurs les plus importants du Midi, possèdent entreprises, usines, chantiers, terres et immeubles ; mais les firmes multinationales sont aussi intéressées ; n'est-il pas vrai, par exemple, que le directeur italo-américain d'une firme multinationale du tabac est devenu récemment le directeur général d'une multinationale électronique japonaise ? Les multinationales du tabac ont fait la preuve de l'efficacité de leur stratégie pour briser le monopole étatique par la contrebande (17 000 tonnes de cigarettes chaque année, 50 000 employés à Naples) ; à une époque de néo-protectionnisme, ce know-how est sans doute précieux.

La mafia est devenue une stratégie de sur-valorisation du capital, qui remplace les techniques du management de la force de travail, par les liens du sang, la liberté du marché par le monopole des marchandises illicites, qui utilise l'illégalité comme phase du procès de valorisation. Mais la mafia n'est pas intéressante seulement du point de vue du capital. Il faudrait réfléchir aussi sur l'épanouissement des activités illicites dans tous les domaines et dans toutes les couches sociales, ainsi que sur les transformations des rapports sociaux, donc sur le rôle de l'Etat et de la politique qu'il poursuit face au changement, tout comme sur celui des stratégies d'auto-valorisation du prolétariat. Si le boucher du coin, l'ouvrier licencié et le jeune qui habite la banlieue d'une grande ville du Nord, choisissent l'illégalité pour assurer leur revenu, si les multinationales utilisent des formes « archaïques » de contrôle sur la force de travail tandis que l'Etat modifie son discours dans le seul sens d'un durcissement progressif en vue de la normalisation de l'*emergenza*, c'est bien qu'on est en présence d'un problème à étudier sérieusement.

Post-scriptum. Les affirmations du procureur général Tamburrino prononcées lors de l'inauguration de l'année judiciaire, au moment où la magistrature italienne s'interroge sur la justice, sorte de compte rendu fait au pays, n'ont fait que confirmer notre analyse. La seule chose qu'on pourrait y ajouter est la question que Luigi Pintor a posée dans *Il Manifesto* du 12 janvier 1984 : si la corruption a atteint tous les niveaux des institutions italiennes, pourquoi le Procureur Général qui l'a dénoncée ne démissionne-t-il pas tout de suite ? La réponse est-elle que ces dénonciations officielles ne sont elles-mêmes que des manœuvres, des manifestations des luttes entre factions clandestines ? Entre-temps, le journaliste sicilien Giuseppe Fava a été assassiné, probablement pour avoir toujours affirmé que mafia et pouvoir politique ne constituent que deux faces de la même monnaie.

Milano, janvier 1984.

NOTES

1. Le *Statuto dei lavoratori* a été le résultat des luttes ouvrières de la fin des années soixante, et de la politique réformiste des partis de la gauche italienne. Il s'agit de la loi qui régleme les rapports de travail dans l'industrie, jugée comme la plus avancée et la plus favorable aux travailleurs dans le monde occidental.

2. L'affaire de la loge P.2, ainsi nommée en raison du rôle joué par une loge secrète de la maçonnerie, n'a jamais été éclaircie. Le « maître » de cette loge, M. Licio Gelli, avait créé un réseau clandestin d'hommes politiques, de militaires et d'agents des services secrets, mais aussi de journalistes, magistrats, chefs d'industrie et hommes d'affaire, qui devait conditionner la politique étatique. Le scandale éclata au cours de la seconde moitié des années soixante-dix, avec la publication d'une liste d'affiliés de presque deux cents personnes, dont les noms les plus importants avaient, selon la presse, été gommés. Dès lors, le nom de la loge P.2 a été évoqué à propos d'autres scandales, et surtout de l'affaire Rizzoli-*Corriere della Sera*, le quotidien italien le plus important et le plus prestigieux, dont on savait que le propriétaire était membre de la loge. L'acquisition du quotidien avait été projetée par la loge P.2 et réalisée sans que, jamais, la provenance de l'argent versé ait été connue. M. Rizzoli est aujourd'hui en prison ; M. Licio Gelli a disparu d'une prison suisse.

3. Eric J. Hobsbawn a développé l'idée de la mafia en tant que « système parallèle » dans son essai *Primitive rebels. Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*, Manchester Univ. Press, 1959. Avec lui, Henner Hess, dans *Mafia*, Bari, Laterza, 1973, partage l'idée d'un phénomène en décadence face à la modernisation des rapports entre les classes et de la réduction de la mafia à une organisation criminelle. Ces auteurs ne voient pas le rôle de structuration sociale, de contrôle sur la force de travail, et, enfin, de modèle pour le capital que représente la mafia. Ce point de vue est par contre soutenu par Umberto Santino : « Un fenomeno in espansione », in *Gioventù evangelica*, n° 81, juin 1983, et « La conquista di Bisanzio », *Segno*, n° 34-35, juillet-octobre 1982, où il fait référence à Salvatore Francesco Romano, *Storia della mafia*, Vérone, Mondadori, 1966. Voir aussi : *Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia, Relazione conclusiva*, Roma, Tipografia di stato, 1976. Pour la bibliographie : D. Novacco, *Bibliografia della mafia*, Nuovi quaderni del Meridione, n° 5, janvier-mars 1964 et Llyod Trott, *Mafia : a selected annotated bibliography*, Cambridge, 1977. Voir aussi le *Bolletino della biblioteca. Mafia, 'ndrangheta, camorra, organized crime, banditismo*, du Centro siciliano di documentazione « Giuseppe Impastato » de Palermo.

LA COMMUNAUTE VILLAGEOISE SARDE ET L'ETAT PIEMONTAIS AUX XVIII^e ET XIX^e SIECLES

Lucetta SCARAFFIA

Dans ce bref essai sur l'histoire rurale de la Sardaigne sous le règne de la Maison de Savoie, on se propose de mettre en évidence la transformation de l'organisation villageoise et d'expliquer quelques aspects de la résistance à l'intégration à l'Etat national, caractéristique de l'histoire de la Sardaigne. Passée sous la domination de la Maison de Savoie en 1720, l'île se présente à ses nouveaux maîtres comme une région pauvre et peu habitée, dont la population, irrégulièrement distribuée, composée principalement d'éleveurs et de paysans, est régie par un système de type féodal, précédemment imposé par les dominateurs aragonais ; ce système s'est superposé, sans presque la modifier, à une organisation communautaire basée sur la gestion collective de la terre.

Un rapport au vice-roi, de l'an 1737, indique que les terres de chaque communauté sont partagées en cinq catégories : vignes, oliveraies, champs ou *salti*, enclos et lieux déserts. Les vignes et les oliveraies, encloses, sont en permanence interdites au bétail. Les champs au contraire sont divisés en deux parties ; alternativement, l'une est ensemencée et interdite au bétail jusqu'après la récolte, l'autre ouverte à la pâture. L'auteur du rapport s'étonne que « malgré l'étendue du territoire et la rareté des habitants, personne ne puisse clore son propre terrain et l'utiliser pour en tirer un grand avantage ». La nécessité de défendre les terrains ensemencés contre le bétail surdétermine l'organisation de l'usage de la terre, contrôlée par les feudataires. Les agriculteurs, bien qu'en accroissement constant malgré des oscillations au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle, ne constituent pas le quart de la population totale de l'île. La grande majorité des terres est consacrée à

l'élevage ; les éleveurs sont plus nombreux que les agriculteurs, même si la main-d'œuvre requise par l'élevage est faible. Les querelles entre éleveurs et agriculteurs à propos de l'usage de la terre sont fréquentes, à propos surtout des limites entre zones de culture et zones de pâture parmi les terres collectives ; elles deviennent de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que la population augmente. La transhumance, qui se développe à sens unique, aggrave le conflit : les éleveurs des montagnes viennent hiverner dans les plaines, tandis que le bétail de la plaine demeure sur place. Le froid et non la sécheresse oblige à la transhumance. La proximité de deux mondes profondément hostiles, celui de l'agriculture villageoise et celui du nomadisme pastoral, rend le conflit particulièrement aigu. La seule solution pour les agriculteurs est la défense collective ; elle n'est possible que si les terrains ensemencés forment un ensemble compact. Le gouvernement de la Maison de Savoie se range, dès l'origine, du côté des agriculteurs, considérés comme la classe « progressiste » par comparaison aux éleveurs. Ceux-ci contribuent fortement par leurs pressions au maintien du régime communautaire des terres ; ils sont appuyés par les feudataires. Les terres collectives, institution antérieure au régime féodal, coexistent avec les propriétés des barons et avec des parcelles appartenant à des particuliers, à usage agricole et encloses (*cozzorgie e orzaline*, concessions temporaires d'abord, puis durables, base de la formation de la propriété privée). Sur les terres collectives, les individus peuvent revendiquer des droits de jouissance, en tant que membres du groupe qui en a la possession. La limite des droits de jouissance est « légalement » fixée par la satisfaction immédiate des besoins de chacun ; « nul ne peut s'approprier une quantité de produits ou l'usage du sol au-delà de ce qui est nécessaire à l'existence de sa famille ».

Chaque communauté assure sa reproduction en affectant une partie du terroir à l'ensemencement (*vidazzone*) et l'autre à la pâture (*paberile*). La première est prise sur le domaine communal ; parfois on loue aussi la terre des feudataires qui sont tenus à la donner en location lorsque les biens communaux ne suffisent pas. On partage les terres arables (*seminerio*) tous les ans, par un tirage au sort ou autrement, entre ceux qui veulent cultiver. Les habitants du village ont donc un droit d'usage, commun pour la partie destinée à la pâture, individuel jusqu'à la récolte, pour la partie destinée à la culture. Le domaine féodal est laissé en fermage le plus souvent pour la pâture, parfois pour la culture, et le baron est obligé de donner la préférence aux habitants du lieu où se trouvent les fonds.

Ce mode d'organisation renvoie à une société où la conception de la propriété de la terre n'est ni répandue ni acceptée. Plus que de propriété communautaire, il convient de parler de droits sur la terre exercés par des individus en tant que représentants de leur famille, au sein du village. La possession de la terre est donc un attribut inhérent non seulement à la résidence dans la communauté, mais aussi à une position sociale spécifique à l'intérieur de la hiérarchie politique et familiale. En

réalité la propriété ne peut être absolue : elle n'est pas définie par la quantité de terre possédée, mais par le rôle que joue chaque homme dans le réseau des relations spécifiques du village. Pour comprendre le système de droits, il faut les rapporter aux relations de statuts à l'intérieur de la communauté, que les Piémontais ont complètement ignoré. C'est pourquoi nous ne pouvons nous référer à des sources directes.

On sait que dans les villages vivent des agriculteurs et des éleveurs, en proportions différentes selon les zones, des représentants du clergé, dont le nombre dépasse presque toujours les possibilités de subsistance de la communauté, des « chevaliers », nobles sans fief, jouissant des mêmes privilèges que les feudataires avec lesquels ils constituent l'ordre (*stamento*) militaire. Entre les vassaux (agriculteurs et éleveurs) existent des différences de statut correspondant à des différences dans le contrôle des ressources économiques. Une partie des producteurs, qui dispose habituellement d'un droit de culture sur les terres du village, n'a pas les moyens de les ensemençer et doit passer contrat avec ceux que l'on appelle les patrons (*principales*) qui disposent de moyens de production et monétaires. Ce type de contrat, nommé *sotzaria*, déjà largement répandu lors de la période espagnole, est une association dont l'objet est la culture des céréales ; l'un des deux contractants apporte la terre et donne son travail, l'autre avance une petite somme d'argent pour l'achat des semences et les frais de culture. La récolte est partagée entre les deux associés, mais, presque toujours, le contractant aisé se garantit la restitution du prêt au moyen d'un faux transfert de propriété de biens d'équipement, un joug de bœufs par exemple. Ce contrat est un moyen de tourner la loi qui interdit la saisie des outils des paysans. Il couvre une forme d'usure en permettant d'échapper à des lois restrictives que les gouverneurs ne cessent de promulguer ; en outre, il opère un lien entre petits producteurs et marchands extérieurs au village, soit par l'intermédiaire des « patrons », soit directement lorsque le marchand lui-même s'engage comme associé à faire des avances. Dans une situation où le marché du blé est concentré sur de rares « places » urbaines, et où le réseau des privilèges des barons et du clergé rend très difficile le rapport entre production autonome des villages et marché régional et étranger, ceux qui parviennent à se situer sur un marché caractérisé par la logique des échanges non équivalents forment la classe des « patrons » de villages. La *sotzaria* apparaît ainsi comme une bonne occasion d'investissement des villes dans les campagnes et comme un moyen d'accroître les inégalités à l'intérieur de la communauté. Mais, à cause du caractère archaïque du commerce et des obstacles juridiques, ce procédé est insuffisant pour atteindre un statut supérieur ; les modalités d'accumulation sont donc plus violentes.

Selon des écrits anonymes, envoyés au gouvernement piémontais à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, qui rapportent, de façon tout à fait partielle, les conflits internes de certains villages de l'île, on peut conclure que les possibilités d'accumulation sont surtout frauduleuses : abattage clandestin de bétail volé, meurtres d'usuriers

auxquels on refuse de payer les dettes, meurtres de parents pour un très modeste héritage. A ces débuts violents succède une phase plus calme : devenu riche, le chef de famille en ascension obtient, pour lui et pour ses parents, les charges publiques locales qui lui permettent d'entreprendre une politique de favoritisme au profit de ses protégés, créant ainsi une faction à l'intérieur de la communauté. Certaines charges, telles que celles de collecteur des droits féodaux ou de censeur des monts-de-piété, permettent de s'enrichir grâce à une gestion frauduleuse de l'argent de la communauté.

Une charge très convoitée est celle de chef des milices (*barraccelli*, troupe armée, composée d'hommes de la communauté, qui a pour objet de préserver les propriétés confiées à sa surveillance, des vols et dégradations. Elle reçoit en échange l'équivalent d'une rémunération payée par les propriétaires. Les dommages subis sont indemnisés par une sorte d'assurance coopérative des propriétaires). Elle permet en effet de simuler des vols de son propre bétail et de l'abattre en fraude, ou d'imposer par le chantage des taxes à ses compatriotes, bien que l'institution ait pour fonction de les protéger. Ces infractions au règlement ne sont généralement pas punies par les officiers de justice, soit à cause de la corruption alors très répandue, soit grâce à la possibilité de pactiser avec les autorités et d'acquiescer l'immunité en livrant des bandits à la justice.

La transformation du rôle et des fonctions des institutions qui régulent la vie de la communauté permet ainsi aux groupes familiaux les plus riches et les plus puissants de concentrer en leurs mains de vastes étendues des terres collectives. Dans un rapport sur le village d'Osilo, on voit incriminer la famille Manca qui est en train de devenir « l'unique propriétaire du village » ; à Ozieri, l'accusateur anonyme de la faction des Cosseddu conclut sa déposition en disant : « Le chef des Cosseddu est Vincent. Il s'est enrichi en devenant à peu près le maître des terres d'Ardara où il demeure ; il donne du travail à ses frères, parents et amis, qui tous ont amélioré leur condition. »

Ces personnages turbulents, chefs de clan qui exploitent les villages d'une façon bien différente d'une vraie bourgeoisie rurale, éprouvent des difficultés à se maintenir dans une position supérieure. Ne pouvant se prévaloir de la propriété foncière, ils cherchent d'une part à obtenir des rentes de l'Etat ou, plus souvent, ecclésiastiques, d'autre part à se donner une sorte d'autorité morale qui constitue un capital symbolique, plus important que l'accumulation de capital dans une société où la propriété de la terre n'existe pas. La première phase d'enrichissement doit être consacrée à l'acquisition de prestige par la distribution d'une partie de ses biens, de manière à créer une clientèle. Les premiers alliés naturels sont les parents. Ensuite s'organisent de véritables groupes de famille que le nouveau riche s'attache afin de se garantir contre l'hostilité des autres habitants du village. On rencontre ici les racines d'un type d'organisation en groupes ou factions, qui divise verticalement la communauté, coexiste et s'articule avec la division horizontale par couches sociales.

En 1771 une loi qui modifie l'administration des villages contribue à en accroître la division interne. Cette loi stipule que les assemblées de la population tout entière, qui ont lieu chaque fois qu'on doit prendre des décisions sur des questions collectives, sont remplacées par un conseil communal élu par tous les chefs de famille. Cette nouvelle institution se prête beaucoup mieux que l'assemblée au contrôle d'une famille ou d'une faction. La violence, qui fonde l'amélioration du statut d'un groupe, provoque des luttes sanglantes, des meurtres, des vendettas qui se prolongent pendant plusieurs générations, et alimentent constamment la fuite au maquis et le banditisme. Les agriculteurs payent le tribut le plus lourd de ces longs états de belligérance : la faction la plus puissante est toujours accusée de faire la loi avec son bétail. A Nuughedu on se plaint qu' « ils ravagent les emblavures publiques sur les *vidazzoni* avec une violence scandaleuse » ; à Bonorva, au contraire, « pas moins d'une cinquantaine nous ont arraché les vignes, empire des vaches ». La communauté se présente comme un ensemble de groupes (en général deux ou trois, souvent liés à d'autres groupes des villages voisins) maintenant longtemps entre eux l'équilibre et une relative égalité économique, et tissant en leur sein de nouveaux liens de parenté. Une série de liens inter-familiaux cherche à garantir cet équilibre : en plus des nouveaux liens de parenté prolongeant le réseau des unions matrimoniales, comme le *comparatico* (sorte de parenté fictive entre membres de l'un et l'autre sexe de plusieurs familles, qui durait un an ou deux), s'établissent des liens de reconnaissance et de réciprocité dérivant de l'accomplissement de l'obligation sociale d'hospitalité. Une autre institution importante renforce la solidarité communautaire : la *panidura* ou *paradura* ; elle est une forme d'assurance intérieure grâce à laquelle l'éleveur qui a été durement frappé dans son troupeau, par une maladie ou un vol, peut obtenir de chaque éleveur de la communauté la contribution d'une ou de plusieurs bêtes, afin de reconstituer son troupeau, sans contracter d'autre dette que de rendre le même service à celui qui le lui demanderait. La naissance de l'individualisme dans la communauté fait cependant apparaître une opposition à cet usage ; en témoigne Lamarmora en 1840 : « La plupart des propriétaires de bétail s'en plaignent beaucoup, le désapprouvent et désirent qu'il soit aboli. »

Lorsque l'un des groupes rompt la situation de « non-belligérance », une ère de violence s'ouvre à nouveau qui s'achève par l'anéantissement physique d'une partie des adversaires, l'absorption ou l'expulsion (l'exil ou la fuite au maquis) des survivants. Ces luttes peuvent vraiment marquer le déclin, sinon la disparition, d'un village ; l'historien sarde Angius le rappelle vers 1776 : « Une violente série de vengeances, née d'un épisode d'honneur bafoué [...] a été à l'origine du massacre de la plupart des hommes du village. » D'après les sources examinées, le passage d'une situation d'équilibre (toujours soulignée comme point de départ : « De 1750 à 1775 a régné à Osilo une tranquillité générale et l'on n'y connaissait ni factions ni partis... ») à une situation de conflit violent se produit à la suite d'un « outrage » qu'un groupe fait à un autre. En général,

l'outrage consiste en un dommage patrimonial, le plus souvent un vol de bétail frappant un membre du village. Le vol, qu'on ne considère pas comme un outrage s'il a lieu hors du territoire communal, mais, paradoxalement, comme un moyen normal de production économique, devient une offense contre l'unité sociale s'il a lieu au sein du village, qui rejette les hommes dans l'incertitude. Alors s'ouvre la phase de la vendetta : les *disamistade* entre groupes rivaux, dont les rapporteurs anonymes ne voient que l'aspect rupture de l'ordre moral, laissant de côté l'aspect économique. En terminant seulement, ils constatent, presque incidemment, que le groupe victorieux est celui qui a rassemblé le plus de biens, grâce à quoi il peut renforcer sa faction.

Le groupe victorieux, pourtant, n'a ni la force, ni les ressources nécessaires pour se maintenir comme couche supérieure de façon permanente à l'intérieur de la communauté. L'impossibilité de concrétiser le statut atteint dans la propriété de la terre rend impossible sa stabilisation, fait dépendre son maintien des solidarités clientélares plus que de la possession de biens matériels. Il est donc facilement réversible au cours d'une nouvelle phase de vendetta ; dans cette dynamique interne aux villages se trouvent les racines du banditisme d' « ancien régime » et l'on comprend comment la fuite au maquis et la vengeance ont pu faire partie de la vie quotidienne de chaque famille. L'ordre que les rapports anonymes cherchent à rétablir est celui du passé, le retour à l'usage commun des terres, partagé équitablement entre les habitants. Bien différent est l'ordre que se proposent d'établir les Piémontais : ils projettent une transformation de l'île qui la conduise à ressembler toujours plus aux Etats du continent. La diffusion de la propriété privée et, par conséquent, la liquidation de la gestion communautaire de la terre sont le fondement de ce projet dont la réalisation doit coïncider avec l'accroissement du nombre des agriculteurs et des éleveurs stables, avec la disparition de l'élevage transhumant. Cependant, comme des impératifs d'ordre international (clauses du traité de Londres par lesquelles l'île est concédée à la Maison de Savoie), ainsi que la faiblesse militaire du petit royaume qui n'était pas à même de s'opposer aux feudataires soutenus par l'Espagne, s'opposent à ces réformes, le maintien de l'ordre public à l'intérieur des communautés place les Piémontais dans une situation contradictoire : en punissant les factions victorieuses, le gouvernement punit ceux qui s'opposent à la gestion communautaire des terres, soit ses véritables alliés.

Il faut remarquer que les groupes familiaux qui tendent à accumuler ne sont pas conscients de leur rôle historique dans la rupture de la structure féodale et communautaire. Les mouvements insurrectionnels anti-féodaux de 1795 voient souvent les communautés entrer dans les luttes, avec les discordes entre clans familiaux qui les déchirent verticalement : les discordes sont plus fortes que l'antagonisme opposant la communauté au feudataire. Le cas de Osilo, irrémédiablement divisé entre deux factions rivales lorsque les révoltes anti-féodales de 1793-94 éclatent, est, encore une fois, exemplaire : « ayant besoin d'être soutenus,

les partis opposés se disputent tour à tour la considération et la sympathie du gouvernement ». Les luttes entre les deux factions prennent la couleur de luttes politiques insulaires. Après la défaite d'Angioy, les frères Manca, tristement célèbres, réussissent à provoquer dans le pays d'Osilo des désordres au cours desquels deux de leurs adversaires sont tués grâce à un stratagème ; ils font croire aux autorités que « les sentiments séditieux » sont à l'origine des troubles. Des troupes sont envoyées de Sassari ; les Manca concluent tout de suite une alliance avec elles et « le pays est traité selon la loi de la conquête. Les soldats sont poussés à toutes sortes d'excès au détriment du peuple ». Cette occupation provoque un grave divorce entre la population et le gouvernement central ;

« aussi longtemps que cette génération vivra, on se souviendra avec tristesse à Osilo des jours de douleur où l'on voyait traiter en rebelle un peuple qui avait constamment donné les plus indubitables témoignages de sincère attachement et d'obéissance au souverain et à ses légitimes représentants pendant que les détestables auteurs des plus exécrables crimes et les chefs de la révolte se présentaient en défenseurs et en partisans de l'Etat. »

A la suite de cette victoire, les Manca détiennent le pouvoir à Osilo : ils occupent en permanence les charges publiques les plus importantes, telles que la direction des milices (*barracelli*), l'administration des monts-de-piété, celle des droits des barons ; le conseil de commune (*Consiglio Comunitativo*, instance représentative ancienne de la communauté dont les membres ne sont pas élus mais généralement choisis avec le consentement du feudataire) est composé de leurs partisans. Grâce à une gestion malhonnête des charges, ils continuent à s'enrichir aux frais de leurs compatriotes. Forts de leur position ils se sont également emparé de vastes portions de terres communes et l'on pouvait prévoir qu'en peu de temps ils deviendraient « l'unique propriétaire du village d'Osilo ». La tension sociale aboutit en 1802 à de nouveaux désordres, parce que

« l'administration de la justice à Osilo, confiée à des mains vénales et soumise au pouvoir de sujets complètement ignorants et sans caractère, ne pouvait contribuer davantage au désordre et à la désolation ».

Dans l'essai de Pola, les événements d'Osilo prennent une connotation politique plus précise : les frères Manca sont « des hommes dévoués au gouvernement », des partisans fervents du féodalisme, qui avaient déjà amené en 1795 des hommes armés à Sassari pour défendre la ville contre les bandes révolutionnaires. Ce que le manuscrit appelle « stratagème » est présenté ici comme une véritable révolte contre les Manca qui bénéficient de l'aide des troupes royales envoyées de Sassari.

Dans la version intentionnellement confuse des événements relatés par le manuscrit, où la volonté de brouiller les responsabilités politiques est évidente, nous voyons, à propos de Osilo, comment les seuls sujets qui tentent une accumulation individuelle au détriment de la communauté du village doivent s'allier avec les feudataires lorsqu'ils entrent en conflit avec la communauté, même si leurs intérêts à long terme sont représentés par les démocrates.

Il en va autrement à Thiesi, l'un des centres les plus importants de la lutte contre les feudataires, d'où part l'idée du premier pacte entre villages, où la résistance à l'oppression du duc de l'Asinara continue jusqu'à la répression féroce de 1800. La classe aisée y semble moins liée aux structures de l'ancien régime que ne le sont les Manca à Osilo, et pour cette raison plus intéressée au changement. Un véritable club jacobin y existe, fréquenté par un notaire, trois prêtres et six membres de la petite noblesse. Un sympathisant, le tailleur Antonio Fiori, fait connaître le contenu du manifeste, *Il Sardo Patrizio*, attribué au théologien Muroli, après en avoir entendu la lecture à Bessude, un village voisin. L'arrestation de Fiori constitue le détonateur de la rébellion qui se développe de façon très contrôlée et non violente : l'officier de justice est obligé de déchirer sa patente ; à sa place, le noble don Diego Marongio, de Bessude, est élu et acclamé par le peuple. Le seul acte de violence qui, alors, a lieu est le pillage et la démolition du palais du baron par des vassaux, après que le chef révolutionnaire Cilocco eût parlé aux habitants de Thiesi du haut du balcon de la maison du chevalier Pietro Flores. Le pacte entre les communautés de Thiesi, Bessude et Cheremule est signé par 113 personnes des trois villages, représentant la petite bourgeoisie locale naissante qui s'est placée à la tête des luttes paysannes.

La révolte se rallume en 1800 au moment de la perception des droits. Face aux nouveaux abus du duc de l'Asinara, les prêtres encouragent les paysans à se révolter et organisent une manifestation de protestation auprès du maire en lui demandant d'intervenir contre les prétentions des feudataires. Le maire et le Conseil de commune s'adressent au vice-roi pour l'informer de la détermination du peuple à refuser le paiement des droits seigneuriaux par suite de l'insuffisance de la récolte. Le gouvernement piémontais riposte par une expédition punitive (à laquelle prennent aussi part les frères Manca, de Osilo) ; 2 500 hommes armés sont envoyés contre Thiesi ; ils trouvent 800 hommes prêts à défendre le village, dont certains venus des villages voisins. Les rebelles perdent la bataille, après s'être défendus jusqu'au bout. Le pays subit des violences et des vols. Il y a 14 morts et 24 blessés ; 18 habitations sont presque entièrement détruites par le feu. La répression frappe des prêtres auxquels le tribunal ecclésiastique rend ultérieurement justice. Plusieurs habitants de Thiesi, condamnés à mort, gagnent le maquis, de sorte que, pendant quelques années, le village est presque abandonné. La liste des biens confisqués appartenant aux condamnés confirme que la plupart étaient relativement aisés, possesseurs de terrains, de bétail

et de grandes maisons pourvues de meubles et d'outils. Dans le cas de Thiesi, le pays fait bloc contre le feudataire, et recherche la protection du gouvernement central qui, par ses lois, tend à réduire le pouvoir des feudataires, mais, dans la pratique, les défend par les armes. Le gouvernement de la Maison de Savoie a facilement raison de ce front affaibli par des contradictions internes et peut ainsi, en toute sécurité, dès que la situation internationale le permet, engager le processus de privatisation de la terre et de l'abolition du féodalisme, sans tenir compte des forces locales.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, une série de réformes (1820 : édit des *chiudende* ou des clôtures ; 1838 : abolition du féodalisme ; 1839-41 : rédaction du premier cadastre et partage forcé des terres collectives qui ne l'avaient pas encore été ; 1853 : réforme de la fiscalité qui instaure une redevance fiscale au titre de la propriété foncière) imposent de profonds changements dans l'organisation sociale des villages. Le processus de privatisation imposé par le pouvoir central se déroule en deux phases : la première, celle de l'édit des *chiudende*, se déroule de 1823 à 1835 environ (date de son abrogation) ; elle favorise les possédants les plus anciens, donc, les couches les plus aisées, à cause notamment du prix des clôtures, et permet de graves usurpations (voir le quatrain en dialecte, répandu à cette époque : *Tancas serradas a muru / Fattas a s'affera affera ; / Si su chelu fit in terra / Bo che lu serradis puru !*). La seconde (1839-1845), postérieure à l'abolition du féodalisme, poursuit l'extension de la base productive, en concédant la terre à ceux qui la cultivent. Cette phase, qui aurait dû amortir les conséquences désastreuses des *chiudende*, en généralisant par une répartition équitable des terres communes, l'accès à la propriété, englobe plus uniformément l'ensemble de l'île et mine l'équilibre des communautés sardes. En effet, le système traditionnel d'exploitation de la terre signifie un équilibre entre climat et travaux agricoles, entre labours et pâturages, entre travaux individuels et règles collectives, de manière à garantir la survie minimale de tous ; en dépit des conflits, il est demeuré invariable depuis des temps immémoriaux. Pour les paysans, les différents aspects de la vie rurale forment un tout, un système dont dépend leur propre survie : on peut donc imaginer la révolution que constitue à leurs yeux les différentes mesures par lesquelles la Maison de Savoie poursuit la réforme, quelles craintes et quelle résistance suscitent ces changements.

Au cours même de la campagne de planimétrie, les obstacles ne cessent de surgir. Faisant en 1842 le bilan de trois années de travail, en particulier à Villacidro, le vice-roi écrit que l'un des principaux obstacles est précisément la résistance de la population au partage des terres collectives. En 1875, on souligne encore le retard des travaux qui aurait pu être évité si

« ces opérations n'avaient pas été entravées par des oppositions et réclamations continuelles ou par les intérêts personnels qui

influencent les conseils de communes, cherchant à faire échouer le partage et garder ainsi les terres en pâtures ».

Dans le même rapport il est encore question des

« hésitations des concessionnaires à accepter les parcelles de terres collectives en raison des bruits qui circulent selon lesquels ces opérations ne tendent qu'à imposer plus lourdement ces terres ».

Les arpenteurs doivent affronter un conflit culturel auquel ils ne sont pas préparés : les mesures traditionnelles étant toutes de type concret, elles présentent des différences notables d'un village à l'autre et correspondent à la capacité productive traditionnellement attribuée à la terre. Les arpenteurs ne parviennent pas toujours à les traduire dans le cadre linéaire et géométrique du cadastre, même si nombre d'entre eux sont sardes ; tel le chef d'équipe Porcu qui

« mérita toujours les éloges de ses supérieurs, à l'exception de la dernière campagne au cours de laquelle il omit la délimitation des forêts domaniales de Sinnai selon les procès-verbaux prescrits, sous prétexte que le conseil de commune n'avait pas voulu intervenir, parce qu'il ignorait leurs limites ».

La définition de ces limites est délicate : il ne s'agit pas en effet de limites linéaires, mais de confins formés de bandes de terres productives non cultivées sur lesquelles les deux communautés exerçaient des droits mitoyens indivis qui, souvent, constituaient aussi des zones de rencontre et de contact. L'équilibre des rapports entre villages se rompt, après même des siècles de coexistence pacifique. C'est le cas de Thiesi et de Bessude qui appartiennent au même fief de Montemaggiore, et ont été étroitement solidaires pendant la lutte anti-féodale de 1800.

Bessude, commune principalement agricole, déplore depuis longtemps l'exiguïté de son territoire et soutient que, parmi les obstacles à l'agriculture,

« le principal réside, écrit Angius en 1833, dans la rareté des bœufs de travail puisque seuls les paysans aisés peuvent en posséder plusieurs attelages, le pâturage étant insuffisant tout autant que le pré communal que le baron n'a jamais voulu distribuer ».

Dans l'opération cadastrale de 1842, Bessude obtient un accroissement du terroir communal aux dépens de Thiesi ; on lui attribue une vaste bande de terre sur laquelle cette commune jouissait jusque-là de droits mitoyens avec les habitants de Bessude. Dans le projet de l'admi-

nistration, tout droit mitoyen « prend fin entre Bessude et Thiesi et chaque commune jouit désormais d'un droit exclusif sur son terroir ». Cette disposition déclenche l'hostilité des habitants de Thiesi qui adressent au vice-roi des suppliques où ils développent leurs arguments. Les délégués du gouvernement sont accusés de s'acharner sur Thiesi et de profiter « d'une plaie qui n'est toujours pas cicatrisée, la révolte de 1800 ». La défense des habitants de Thiesi fait appel au droit « de parfaite mitoyenneté des pâturages depuis un temps immémorial », en vertu de quoi les terrains objets du litige doivent « rester également ouverts aux bergers des deux villages », alors qu'il est à craindre que Bessude maintenant « demande et puisse obtenir par voie juridique, la dissolution de la communauté de pâturage », ce qui inmanquablement entraînerait « la ruine de Thiesi ». Il pourrait alors se faire que

« les éleveurs de Thiesi, habitués à faire paître leurs troupeaux sur ces terres, préfèrent, si Bessude voulait les obliger à payer le prix de la pâture, retirer tout leur bétail sur le terroir de Thiesi plutôt que de se soumettre à cette obligation. Alors ce terroir envahi par une énorme quantité de bétail, de troupeaux de bœufs et de chevaux serait complètement détruit, y compris les vignobles et autres cultures ; il se pourrait aussi que se développent à Thiesi les conflits sanglants qui ont éclaté en d'autres villages entre bergers et propriétaires pour les mêmes motifs ».

Il va sans dire que le gouvernement s'oppose à ces requêtes puisqu'il cherche précisément à abolir tous les « usages mitoyens » et à partager les terres entre villages afin de favoriser l'extension de l'agriculture, « c'est dire qu'aucun village ne doit aspirer à posséder un terroir supérieur à ce qu'il peut réellement cultiver ». La Délégation « ne pouvait hésiter un instant et juger les prétentions du conseil de Thiesi tout à fait inadmissibles », précisément parce que « pendant la séance du 10 juin il n'avait pas été question de l'usage des terres mais seulement de la fixation de limites » ; les observations critiques des habitants de Thiesi sont donc rejetées.

Le conflit entre deux conceptions du rapport à la terre apparaît ici clairement ; on le voit aussi dans la définition des propriétés privées. L'une des craintes des habitants de Thiesi est en effet que certains, qui se considèrent comme propriétaires de terrains compris dans la zone controversée, perdent leurs droits. On voit ainsi que même la propriété individuelle est considérée comme une émanation du droit plus général de la communauté : les terres, perdues pour le village de Thiesi, seraient du même coup perdues pour les propriétaires individuels de Thiesi. Dans une situation où la conception de la propriété est aussi ambiguë et mal définie, les directives du gouvernement favorisent l'agrandissement des propriétés foncières et cherchent, en permanence, même en cas de titre irrégulier, « la bonne foi et la possession de longue durée »

pour confirmer la propriété. Face à ces interventions des fonctionnaires gouvernementaux, les suppliques des conseils de communes adressées au vice-roi se succèdent pour défendre ceux qui sont encore considérés dans leurs droits : le conseil d'Ossi, par exemple, dans une pétition de 1840, demande au vice-roi d'intervenir parce que les plus riches et les plus aisés du pays auraient l'intention d'occuper la plus grande partie des terres au moment de la clôture, en privant ainsi les autres et, particulièrement, la classe des pauvres. En effet, trois personnes véritablement aisées (le régisseur du baron, le censeur local et son frère) ont, à elles seules, enclos 40 *rasieri*, de sorte que, pour les autres, il ne reste même plus un *starello* à ensemençer. Sur ce point, dans la lutte entre gros propriétaires et petits agriculteurs, la communauté se brise ; dans d'autres cas, comme on a pu le voir, une hostilité nouvelle naît entre deux villages, qui fait que les anciennes zones de rencontre, dont la propriété est neutre, deviennent objet d'accaparement sanglant ; surtout nous retrouvons ici la rupture de l'équilibre entre éleveurs et agriculteurs, à partir du moment où les cultures individuelles ne sont plus sujettes au pâturage collectif que les anciens droits garantissent jusque sur les chaumes. Les changements dans les techniques de culture elles aussi, pourrissent cet équilibre : le passage de la pratique de la jachère (*bedustu*) à la rotation des cultures annuelles (*berenile*), recommandée dès le siècle précédent par l'agronome Cossu, expose souvent à l'invasion des troupeaux des villages voisins, comme l'explique le conseil de Scano qui, en 1845, demande par conséquent le retour au *bedustu*. La réponse de Turin est cohérente avec l'orientation des réformes : on ne peut retourner à la pratique du *bedustu*, il faut continuer à travailler les terres de culture en *berenile* jusqu'à ce que

« l'on effectue la répartition individuelle des terres ; les propriétaires des parcelles peuvent s'adonner à des cultures plus utiles en les clôturant, en établissant une rotation régulière, en les labourant, en les fumant, en les ensemençant chaque année, sur une période donnée avec des semences différentes ».

Cette division de la terre entre villages et entre villageois fait percevoir la terre plus réduite en étendue, comme insuffisante par rapport aux besoins de la population, surtout aux bergers qui, un peu partout, voient une portion des pâturages leur échapper. La division des terres collectives est en effet toujours faite en faveur des agriculteurs, dans le sens de la protection des cultures et la rupture des usages mitoyens. A Ploaghe, par exemple, les bergers se plaignent qu'après la division des terres collectives de Lazzari, les terres restantes ne suffisent plus à nourrir les 23 900 têtes de bétail qui parcourent les pâturages de cette commune ; le conseil est accusé de favoriser les agriculteurs. Plus tard, voyant que leurs protestations sont sans résultat, « les éleveurs irrités contre le maire, l'accusent de l'insuccès de leurs démarches et tuent à coups de couteau quatre bœufs et un cheval qui lui appartiennent alors

qu'ils paissent dans l'un de ses enclos ». Le conseil soutient ici ouvertement les intérêts des agriculteurs, tandis qu'ailleurs, souvent, il favorise les intérêts des éleveurs (à Thiesi par exemple), ou bien se fait l'avocat des intérêts des petits cultivateurs qui ne sont pas à même de profiter de la privatisation (comme à Ossi). Ces exemples illustrent la diversité des réactions des villages face aux réformes. De façon générale, on peut dire que l'aggravation de la différenciation socio-économique entre habitants est une caractéristique commune de toutes les situations, bien que d'importance inégale. Cette aggravation engendre des conflits de classe, qui tendent à prendre la forme traditionnelle du conflit entre éleveurs et agriculteurs et des luttes entre factions. La lutte entre conseil et éleveurs ou paysans pauvres peut être souvent considérée comme une lutte entre l'institution publique représentant les intérêts des couches les plus fortes du village (tantôt de grands éleveurs, tantôt de gros propriétaires de terres agricoles), et la partie de la population spoliée, faible, celle qui n'a pas su ou pas pu profiter des nouvelles dispositions gouvernementales et se défend en défendant l'ordre ancien.

L'évaluation de la situation par le gouvernement piémontais est différente, plus simpliste ; elle suppose les populations

« divisées tout au plus en deux classes, les agriculteurs et les grands propriétaires de bétail, les premiers aspirant à la répartition des terres collectives à leur profit, et menant contre les seconds une guerre ouverte ».

La situation n'est cependant pas claire au point qu'elle pourrait être interprétée comme une lutte entre agriculteurs adeptes du progrès et éleveurs arriérés. On entrevoit la jonction entre propriétaires fonciers et gros propriétaires de bétail ; ils se découvrent des intérêts de classe convergents, comme l'accaparement des terres collectives et leur location aux moins riches qui, auparavant, jouissaient gratuitement de droits sur ces terres. L'intervention du gouvernement piémontais rompt les équilibres traditionnels sans créer pour autant les prémisses d'un nouvel équilibre parce que la classe des cultivateurs propriétaires sur laquelle devait se fonder cet équilibre est faible et réduite. En même temps, s'accroît dans les campagnes le sentiment d'extranéité de l'Etat et d'hostilité à son égard ; auparavant il était étranger parce qu'absent, il est maintenant plus étranger encore parce que sa présence est particulièrement destructrice.

Une statistique établie mensuellement à partir de 1834 (divisée en deux sections, l'une pour la moitié septentrionale, l'autre pour la moitié méridionale), permet de saisir l'Etat de l'ordre public pendant les années de l'abolition du droit féodal. Les crimes qui reviennent le plus souvent (avec une moyenne d'environ dix par mois pour l'île entière) sont les assassinats de personnes seules (des bergers le plus souvent), et les vols de bestiaux, qui vont des vols de centaines de brebis aux vols de bêtes de trait, puis les blessures, les coups de feu, les vols à main

armée accomplis par des groupes de bandits sur les routes au détriment des voyageurs, les incendies d'enclos. Les victimes de ces vengeances sont souvent les capitaines de milices (*barracelli*) ; les crimes sexuels sont relativement fréquents (un par mois à peu près pour l'île) ; on rencontre parfois des actes de vengeance gratuite, comme l'abattage de troupeaux entiers, ensuite abandonnés sur place, ou bien « on abat la meilleure jument de race et on coupe la crinière et la queue de 36 autres juments ». Certains vols, peu fréquents, témoignent de la pauvreté de la campagne : à Sorso, la ronde des *barracelli* surprend le forgeron Baingio Castiglia de Sassari et Antonio Santoni du même village en train de voler des grains et de l'huile dans l'entrepôt de la veuve Lorenza Noli ; à Villacidro, un jeune homme est condamné pour avoir volé quelques oranges ; on ne parle de pièces d'or que rarement et presque exclusivement dans les villes ; le vol effectué dans une demeure aisée de Macomer procure aux voleurs

« 10 écus nouveaux et 4 réals de monnaie, une broche dorée, 7 paires de chaussettes en fil, une boîte de baleine, une burette de rhum et 17 petites burettes de rossolis... ».

Souvent, au Nord en particulier, on parle de combats entre troupes royales et maquisards (*latitanti*) ou bergers épouvantés par cette rencontre inattendue. On en déduit que l'armée suscite la méfiance et la peur et ne se déplace dans l'île qu'avec beaucoup de difficulté. L'appui du gouvernement à ceux qui clôturent les champs est ressenti comme profondément injuste et engendre de nouvelles vengeances ; le baron Giordano l'a excellemment illustré : envoyé à Ploaghe pour rétablir le calme après une révolte d'éleveurs, il comprend que :

« en prenant contre eux des mesures énergiques inspirées par la haine, on pourrait précisément causer de plus graves désordres dans le village de la part de leurs partisans, ouvrir la voie à des vengeances personnelles et au renouveau des factions qui ont affligé la population dans le passé ».

Il valait donc mieux, une fois le calme rétabli, se contenter de la promesse des éleveurs de respecter les cultures (*seminario*) et renoncer à des opérations actives d'ordre public. Les fonctionnaires du gouvernement n'ont pas toujours suivi ces règles de prudence qui auraient permis d'apaiser facilement les tensions, si bien que la fracture ouverte dans la communauté par les réformes a abouti, surtout dans les zones pastorales, à une forme de banditisme endémique, bien différente du banditisme du XVIII^e siècle.

En effet, bien que dans les deux cas il s'agisse d'un conflit entre la communauté et les groupes qui en ont bouleversé l'équilibre traditionnel, on assiste après les réformes à un renversement des termes de la lutte. D'après les mémoires de villages du XVIII^e siècle, on a vu

que la communauté se défend au nom de la loi, contre ceux qui veulent accaparer des biens considérés comme collectifs et sont de ce fait obligés de se réfugier, au moins dans une première période, dans le banditisme. Au XIX^e siècle, au contraire, les anciens « bandits » sont presque toujours devenus des propriétaires légitimes, approuvés et défendus par le gouvernement, tandis que les propriétaires expropriés, punis à cause de leurs protestations, prennent le maquis et exercent la vendetta. Le code de conduite des zones pastorales (qui se restreignent de plus en plus jusqu'à coïncider, au début du XX^e siècle, avec la seule Barbagia) entre maintenant en conflit ouvert avec les règles étatiques. Le conflit n'est plus amorti comme il l'était jusque-là, par l'isolement, et par l'autonomie économique et juridique relative des communautés. On peut donc considérer le banditisme du XIX^e siècle comme une expression de la lutte des classes : les bandits les plus célèbres, aujourd'hui devenus des personnages légendaires, sont presque toujours perçus par la population comme les défenseurs des pauvres et, en tant que tels, défendus et protégés contre les rigueurs des autorités. La réponse que les habitants d'Orgosolo donnent à l'archevêque de Sassari, qui les visite en 1847, témoigne clairement de l'idéologie égalitaire qui anime leur conduite :

« Monseigneur, jusqu'ici nous croyions ne pas violer la loi de Dieu en volant quelques brebis, vaches, porcs et moutons pour subvenir à nos besoins. La providence de notre Seigneur, compatissante envers toutes ses créatures, pourrait-elle supporter que les bergers de Gallura possèdent, qui 500, qui 800 et 1 000 brebis, alors que nous avons un tout petit troupeau d'une centaine de têtes ? C'est pourquoi nous pourvoyons au moins à la justice distributive, lorsque, par la ruse ou le courage, nous en volons quelque cent. »

L'archevêque commentait ce propos en disant :

« Ces gens-là pourraient tenir la chaire de communisme dans certaines universités européennes. »

Les résistances à une transformation capitaliste d'un prix économique et humain aussi élevé sont fortes et ralentissent pendant plusieurs décennies, surtout dans les zones pastorales, la privatisation concrète de la terre.

Dans de nombreux villages pendant les premières années du XX^e siècle, la terre est encore exploitée selon un système traditionnel et la division des communaux, quoiqu'inscrite sur les plans cadastraux, n'est pas effective. Cette résistance est renforcée par l'importance croissante de l'élevage au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, ainsi que par l'installation de quelques fromageries continentales. Les pâturages des grands propriétaires s'étendent et ne restent aux autres que l'émigration.

La protestation contre cette situation violente a rarement pris la forme d'un mouvement organisé — à l'exception du mouvement *Su connottu* (ce qui est connu, ce que l'on a toujours fait) — qui explose en 1866 à Nuoro contre l'abolition des *adempri* (droits d'usage sur l'eau et le bois dont les habitants jouissent dans tout le territoire communal, terres du feudataire y comprises). Elle s'exprime davantage par la recrudescence du banditisme. Pendant les trente dernières années du XIX^e siècle, l'île tient la première place dans les statistiques nationales de criminalité, et des villages entiers sont pillés par des bandes de brigands. La survivance d'une structure pastorale dont la culture imprègne pendant longtemps les différentes couches de travailleurs agricoles, retarde dans l'île la disparition du sens de la communauté traditionnelle, explique une résistance féroce, l'exaspération des traits les plus « barbares » de cette culture, ainsi que le refus, encore partiellement présent aujourd'hui, de l'identification à l'Etat national.

Université de Rome.

BIBLIOGRAPHIE

- A.S.T. * sez. I, Carte segrete Roburent.
- A.S.T. sez I, Carte da ordinare 1780-1816.
- A.S.T. sezioni riunite, I elenco, m. 4.
- A.S.T. sezioni riunite, I elenco m. 17.
- A.S.T. sezioni riunite, Statistiche criminali.
S. Pola, *I moti delle dampagne di Sardegna dal 1793 al 1802*, Sassari, 1923.
- F. Salaris, *Atti della Giunta per l'inchiesta agraria e sulle condizioni della classe agricola*, vol. XIV, fasc. 1 et 2.
- V. Angius, in *Casalis Dizionario storico geografico degli stati di sua Maestà il re di Sardegna*, Torino, 1843.
- G. Cagnetta, *Banditi à Orgosolo*, Firenze, 1975.
- A. Pagliaru, *Il banditismo in Sardegna*, Milano, 1975.
- A. La Marmora, *Voyage en Sardaigne*, Torino, 1841.
- J. Day, B. Anatra, L. Scaraffia, *Storia della Sardegna*, U.T.E.T., Turin, 1984.

* A.S.T. : Archivio storico di Torino.

ETAT ET HABITAT : L'EXEMPLE DE LA SICILE MEDIEVALE AU MIROIR DE L'ARCHEOLOGIE

Henri BRESC

L'archéologie médiévale, depuis une vingtaine d'années, a connu en France un développement prodigieux ; elle s'appuie sur les expériences anglaise et polonaise, toutes deux tournées vers le village, structure souple de l'habitat, changeante et mobile, sous l'apparence de l'immobilité et de la durée. Depuis quelques années, de concert avec les archéologues anglais, espagnols et italiens, les équipes de recherches françaises se sont attaquées aux problèmes plus difficiles que posent les sites médiévaux méditerranéens : là, sur ce terrain à la stratigraphie complexe, les méthodes en usage (avec succès) dans l'Europe de tradition germanique n'ont plus suffi. L'étude de la civilisation matérielle est certes possible et repose, comme ailleurs, sur la comparaison des séries archéologiques avec les documents d'archives et avec les sources ethnographiques subcontemporaines ; de la même manière, l'étude de chacun des habitats, ouverts ou fermés, fait appel aux relations avec le milieu géographique, avec le monde de la production, avec les situations et les sites possibles. Rien là d'original ni de nouveau. C'est au niveau de l'interprétation d'ensemble d'un site, et surtout d'une région, que les concepts économiques et sociaux qui sous-tendent les recherches de l'aire germanique se révèlent inadéquats : la liberté d'installation, les rapports de force entre paysans et féodaux, qui sont aussi des rapports de classes, l'adéquation entre habitat familial et entreprise productive, l'« économie paysanne » des uns, la notion même de « village », le « féodalisme » enfin des autres basculent devant la puissante évidence de la stabilité de l'Etat, de la communauté villageoise liée à lui par la

liturgie de l'impôt et du caractère profondément urbain des modèles et des marques imprimées à l'habitat dans de vastes zones du bassin méditerranéen.

L'expérience que je vais ici évoquer provient d'une recherche évidemment limitée, d'une région et deux sites : la Sicile, entre Musulmans et Aragonais, de l'an mil à 1350 environ, et les habitats de Brucato et Calathamet, successivement fouillés par l'équipe de l'EHESS et de l'Ecole française de Rome, en collaboration avec l'université de Palerme, sous la direction de J.-M. Pesez. L'archéologie est en effet une œuvre de longue haleine, lente et exhaustive, qui ne peut pas sélectionner ses séries, mais qui doit accumuler ses informations sans jamais prévoir la totalité des questions. Bien souvent, elle sert un dieu inconnu et anticipe sur des problématiques qui tardent à voir le jour, mais elle est aussi un instrument efficace pour questionner les autres sources d'information historique et pour faire accoucher de nouveaux problèmes.

Il en est ainsi, je crois, de la question de l'Etat dans le Moyen-Age méditerranéen : sa puissance, son contrôle, ses capacités créatrices ne sont évidemment discutées par aucun historien, byzantiniste, islamologue ou spécialiste des Normands de Sicile ou de Frédéric II ; mais cette reconnaissance reste un lointain coup de chapeau. Il en est tout autrement quand une connaissance concrète impose l'évidence de son action et de sa pénétration universelle dans le tissu de l'habitat, quand il apparaît comme un démiurge, créateur de sa propre base fiscale et économique. Brucato, qui faisait partie des « villes » fortifiées de la Sicile musulmane, puis des habitats perchés du royaume normand, était réduit, après les guerres dévastatrices de Frédéric II contre les Sarrasins de l'île, à la taille et aux fonctions d'un casal, habitat ouvert, dépendant de la ville voisine de Termini Imerese. Un programme stratégique de fortification de l'île, dans la guerre qui l'oppose à la dynastie guelfe et angevine de Naples, lui rend ses chances, vers 1325 : le roi le fait repeupler, on reconstruit ses murs et il se dote d'un faubourg. Un plan géométrique ordonne l'habitat en îlots réguliers. Bientôt la guerre lui inflige, en 1338, des coups dont il ne se relèvera pas : il disparaît, après un double siège et une réinstallation précaire, vers 1345. Calathamet, un site proche de celui de la Ségeste antique, ne manifeste pas une intervention semblable de l'Etat : habité à l'époque arabe, muni d'un château, peut-être à l'époque de la domination normande seulement, il présente cependant avec beaucoup de force le type de l'habitat perché et ceint de murs et attire notre attention sur un phénomène bien connu, grâce à P. Toubert, et généralisable aux régions de forte continuité étatique, celui de l'*incastellamento*, jusqu'alors lié exclusivement à la montée des pouvoirs féodaux. Notons-le bien : c'est la fouille et la prospection archéologique qui ont suscité chez les historiens la prise de conscience de ces réalités, traditionnellement sous-estimées par l'historiographie française ou italienne. C'est à l'occasion de la fouille et pour expliquer les formes de l'habitat (plan régulier, murs puissants) ou leur répartition dans l'espace que des documents essentiels ont été réinterprétés.

1. La continuité de la *kastroktisia* impériale

C'est une formidable tradition impériale, orientale et romaine, à la fois symbolique et pratique, qui réserve au pouvoir la fondation des villes, ce droit de *kastroktisia* de l'empereur byzantin. L'habitat urbain n'est en effet pas distingué de l'habitat fermé, stratégique et dominateur : la ville du haut Moyen-Age se confond avec le *kastron*, le *castrum*, fermé de murs et défendu contre l'insurrection possible de la campagne, durement encadrée et soumise au lourd poids de l'impôt. Un long conflit entre la civilisation — toujours confondue avec la ville, ses valeurs matérielles et morales, son style de vie et de consommation — et la barbarie, extérieure ou domestique, sous-tend cette puissante opposition entre le centre protégé et le plat-pays rural, ouvert au passage, à la pénétration, éventuellement à l'installation en position dominée des Barbares, Slaves, Albanais, Germains. L'essentiel, c'est la création de cités : encadrant un peuple soumis et militant, dévoué à l'institution et à la personne impériale, un évêque, un clergé, des notables ; une administration judiciaire et fiscale chargée de surveiller le plat-pays ; les écoles enfin et surtout l'école de l'exemple quotidien, par lequel les Barbares seront amenés à choisir et à assumer les valeurs de la civilisation. La ville résume et symbolise l'ensemble de l'expérience impériale, universaliste, cosmique, ordonnatrice, telle qu'elle est vécue en Méditerranée romaine, puis byzantine.

On a noté que ce système d'habitat ne prévoyait guère de hiérarchie entre les villes et les bourgs : tous sont des *kastra*, et c'est seulement l'ancienneté qui distingue les cités, auxquelles président des évêques, ou la décision impériale d'établir un *episcopium* dans de nouvelles créations dépourvues de la nécessaire continuité épiscopale. Ainsi, vers 1025, le catépan d'Italie Basile Bojohannès, qui plante une série de *kastra* sur la frontière entre Longobardie byzantine (la Pouille autour de Bari) et les principautés lombardes de Campanie : ce ne sont pas seulement de grands habitats destinés à accueillir, au sein de véritables villes, les populations fidèles de la nouvelle province arrachée aux Lombards, le Capitanate, mais aussi des évêchés, comme à Troia, qui encadreront pleinement la population « romanisée ». On sait que la déportation de masse des populations est un instrument ancien de peuplement ; l'empire byzantin en use abondamment : il a transféré les Vandales de Carthage sur ses frontières orientales, il place des colonies arméniennes en Italie, sur le front lombard ; qu'il s'agisse de groupes militaires étrangers, destinés à garder des points forts au milieu d'un peuple hostile dont tout, langue, coutume, rite religieux, les séparera, ou de véritables installations de producteurs ruraux, colonisant le plat-pays et voués à une assimilation culturelle en position de dépendance, l'Etat despotique ne fait que répondre à sa vocation universelle : les fondations modèlent le paysage urbain, marque même de la civilisation, elles lui subordonnent

étroitement le monde rural dans un ordre juste et naturel, elles exaltent enfin le nom même du fondateur et bienfaiteur, ordonnateur, à l'image de Dieu, du chaos originel.

On voit qu'il n'est pas exagéré de parler de rôle démiurgique de l'Etat : le surgissement de nouvelles capitales et de nouveaux ensembles urbains ne fait que traduire dans l'espace le rôle central, accapareur et distributeur de l'Etat dans la formation économique et sociale. Dans l'Etat impérial, ce n'est pas seulement l'idéologie qui est totale, qui engage et discipline l'homme au service d'un destin supérieur, mais c'est la prise qu'il exerce sur la société civile et sur le champ de l'économie : le pouvoir ne va pas à la richesse, mais assure la consommation ostentatoire des produits symboliques et un apparent gaspillage, établissant un système des valeurs et des prix sans aucun rapport avec les mécanismes de la production, une circulation aberrante qui privilégie l'échange à longue distance et le produit rare et sans fonction économique, et même sans fonction dans la consommation, sinon sa rareté elle-même. Le snobisme y est la clé de la distinction et s'organise en cercles concentriques autour du pouvoir, de ses prestiges, et surtout des organes de redistribution du prélèvement fiscal : pensions, récompenses, soldes, districts fiscaux à exploiter directement, gages des serviteurs, gratifications symboliques destinées à ne pas laisser les nobles dans le besoin.

L'Etat califien offre des exemples très parlants de ce rôle démiurgique : fondé sur la perpétuation du modèle hégirien ou sur le retour de celui-ci dans une histoire factionnelle, autour d'une légitimité (par exemple les Abbassides), d'une idéologie (les Fatimides) ou d'une combinaison de l'une ou de l'autre avec le fait tribal (les Kutama shi'ites, les Almoravides), il établit, avec sa victoire, l'ordre des classes qui vont vivre de ses bienfaits, les « fils de la Révolution » abbassides, les Unitaristes almohades, les Qarmates eux-mêmes, des peuples-armées qui retrouvent les privilèges du peuple-armée arabe lors de la Conquête. La fondation de la capitale et du nouveau réseau urbain marque d'abord la prise sur le temps, dont la dynastie restaure le cours, en une ère nouvelle. Elle peut aussi souligner la particularité radicale du groupe vainqueur, en l'établissant dans sa *qasba*, une citadelle qui la sépare fermement des faux croyants et des infidèles et isole sa dignité et ses privilèges par une distance infranchissable : ainsi, face à la capitale de la Sicile aghlabide, Palerme haute, qu'on appellera plus tard le Qaṣr, Cassaro, les représentants des califes fatimides établissent, à moins de trois cents mètres, et sur le bord de la mer, une cité carrée, la Khālisa, minuscule, qui recevra les bureaux, les casernes et le palais de l'émir. Aucune hôtellerie, aucun marché : la cité « pure » ne recevra en son sein aucun de ces croyants imparfaits qui refusent d'adhérer à la gnose fatimide.

2. Le rescrit de Mu'izz

C'est cependant une autre démarche que la Sicile fatimide illustre mieux encore : le temps de l'exclusivisme passe vite et la dynastie isma'ilienne abandonne ces habitats isolés significatifs d'une hégire intérieure à l'islam lui-même (reste cependant le cas du Caire de Djawhar, lui-même sicilien et initié fatimide, dont la Khālīṣa est le prototype, mais qui se dilate largement aux dimensions du paysage urbain de Fustat) pour une vision stratégique d'ensemble, assimilatrice et intégrée dans la révolution culturelle du X^e et du XI^e siècle méditerranéen. En 966-967, après la bataille du Fossé, près de Messine, qui a écarté le péril d'une reconquête byzantine, le pouvoir fatimide décide et, semble-t-il, réalise un immense mouvement de concentration de la population de la Sicile dans un type d'habitat fermé exclusif de toute autre installation sur la surface entière de l'île : le calife Mu'izz ordonne à l'émir kalbite Ahmad d'« édifier dans chacun des districts (*iqḷīm*), une ville fortifiée (*madīna ḥasīna*) avec une mosquée cathédrale et un *minbar*, et d'obliger la population de chacun des districts à habiter dans ces villes, sans permettre qu'ils vivent éparpillés dans les campagnes (*fi-l-qura*) ». Selon le chroniqueur Nuwayrī, l'ordre fut aussitôt exécuté : des *shaykhs* allèrent réaliser ce plan de peuplement et de fortification : peupler et fortifier sont exprimés par un seul concept, dans le texte originel, c'est la '*imāra*, le « développement » à la fois fiscal, économique et ici militaire.

Ce texte marque le point le plus haut jamais atteint par l'Etat en ces régions : refondre l'habitat tout entier et l'uniformiser totalement, c'est évidemment un dessein d'une ampleur inégalée. Sa réalisation effective implique des moyens de pression, un contrôle de la société et une efficacité qui placent l'Etat fatimide sur un pied d'égalité avec les empires antiques qu'il continue sur ce point. Inégalée par ses capacités de coercion et sa force de conviction, l'administration fatimide semble aussi n'avoir pas eu d'égale par la profondeur de l'analyse politique et religieuse : ce n'est pas seulement la vision stratégique qui est lumineuse et qui se prépare à hérissier l'île, avant-poste des batailles contre Byzance, d'au moins une centaine de forteresses, mais aussi un dessein religieux et culturel entièrement lucide et efficace. Quelques années après, Ibn Ḥawqal note que, si la population des cités est convenablement islamisée et arabisée, celle des campagnes ne suit ni les grandes pratiques de l'islam, ni les coutumes arabes ; il apprend que les familles se divisent en deux descendance, chrétienne pour les filles, qui suivent la religion de leur mère, musulmane pour les garçons. De fait, cette implantation des *mudun* réalisera, en moins d'un siècle, sur les deux tiers de l'île (exceptant le Valdemone, montagne refuge, de Cefalù à Taormine, pour la chrétienté grecque), une islamisation, une arabisation et une adoption des coutumes, des goûts et des valeurs arabo-musulmanes, qui vont soutenir la longue résistance et justifier la longue agonie de l'islam sicilien face aux Normands.

Il ne s'agit pas, notons-le bien, d'un retour de l'île à l'ordre antique de l'habitat, cités, fortins intercalaires et domaines ruraux. Cet ordre avait été irrémédiablement jeté bas par la montée des grandes exploitations rurales, *massae* et *villae*, de l'Antiquité tardive : les cités étaient massivement abandonnées, et si la décision fatimide restaure quelques-uns des sites fortifiés antiques, c'est dans l'ensemble une géographie nouvelle, sans doute un peu plus dense, de l'habitat défendu, qui en résulte. Sur le territoire de Ségeste, on compte au XI^e siècle au moins quatre sites perchés et fortifiés qui se partagent le terroir de la cité antique : Calatabarbaro sur le site de l'acropole, derrière le théâtre, Calatafimi, à 3 km, Calathamet, à 6 km, près des anciennes sources chaudes d'Egesta et Calatagabuni vers le Fiume Freddo, sans compter l'échelle de l'ancien Emporium des Ségestains, maintenant une grande madrague pour la pêche des thons et un petit port (l'actuel Castellammare del Golfo). Et surtout, c'est la totalité de l'habitat intercalaire, les *villae*, les *massae*, les *qaryas* de l'époque de la conquête, dont témoigne le texte même de Nuwayrī, qui est éliminée, au moins en théorie. C'est un vrai *incastellamento*, qui débouche sur une organisation de l'espace proche de celle de la Sicile moderne, une série d'agro-villes établies dans un espace vide et nu, rompant les relations entre production et propriété : le producteur agricole y prend la figure d'un entrepreneur locataire d'une terre abondante, payant une taxe invariable par couple de bœufs, *zawdj*, c'est-à-dire par charrue mise en œuvre et par charruée exploitée, reçue sans doute de la communauté au terme d'un processus coutumier de redistribution périodique du sol.

L'acculturation rapide et profonde des Siciliens s'explique par l'amalgame opéré dans le nouvel habitat fermé entre les conquis et les immigrants musulmans d'origine arabe, berbère et même persane ou arménienne : les premiers ont été graduellement entraînés, par l'assistance obligatoire à la *khutba* et par l'exemple des immigrés, à conformer leur conduite quotidienne aux principes de l'islam. On comprend l'importance du *minbar* dans la disposition des villes nouvelles. Ajoutons d'ailleurs que le souci de Mu'izz allait sans doute aussi à la diffusion du message ésotérique isma'ïlien : en ce sens, ce fut un échec, le shi'isme disparut de Sicile avec la fin de l'émirat kalbide. Il faut dire que les grandes migrations en provenance du Maghreb s'étaient produites avant l'établissement des Fatimides, et même en réaction contre celui-ci. Le rescrit de Mu'izz espérait sans doute canaliser et utiliser une immigration également massive, qui s'est probablement portée sur l'Egypte. Ce sera seulement avec l'affermissement de l'émirat ziride en Berbérie que les fidèles isma'iliens trouveront dans l'île un refuge. A côté de ce mouvement spontané de population, dont témoignent au XII^e siècle d'abondants patronymes composés sur des noms d'habitat maghrébins, andalous, égyptiens et même persans, la Sicile manifeste, comme l'ensemble du monde musulman, la capacité de l'Etat califien à organiser et à implanter de véritables colonies militaires ou artisanales liées à la défense : points forts dans le terroir (un village de Khurāsāniens, un autre d'Andalous non

loin de Palerme, un autre d'Arméniens à Malte) ou immigrations de techniciens (à Palerme, un village de Coptes, sans doute, comme à Tunis pendant la conquête musulmane, liés à l'arsenal militaire des Kalbites).

Le rescrit de Mu'izz illustre à la fois les capacités et les certitudes ambitieuses, l'envergure même de l'Etat califien : une force qui se plie à la géographie, qui impose sa volonté à l'organisation des terroirs et à la disposition de l'habitat. Rien donc de spontané, rien d'organique, mais partout un architecte universel, qui pense la totalité du monde qu'il dompte et modèle suivant une tradition qu'il est vain d'appeler despotique : ces moyens ne sont que l'ombre portée d'une idéologie acceptée, portée par une adhésion commune à la nécessité et à la sainteté de l'Etat. On conçoit que toute crise de légitimité entraîne un recommencement de l'aventure impériale ou califienne, ici sur le modèle de l'hégire, mais qu'une multiplication des *tayfas*, des partis, tous fondés dans une tradition légitime, ait débouché, en Sicile comme dans l'Andalus, sur l'émiettement, sur la multiplication des centres de pouvoirs et des habitats fortifiés, comme en effet la prospection archéologique semble l'attester : l'ordre fatimide s'efface, tandis qu'au hasard des conflits entre chefferies et familles qui aspirent au califat, le pays se hérisse de pitons bien défendus.

3. *L'ordre monarchique féodal des Normands*

Le grand basculement qui affecte la Méditerranée du XI^e siècle est dû d'abord aux capacités militaires de la féodalité naissante : de vastes parts du Dār al-Islām et de l'empire byzantin passent sous le contrôle direct de grandes monarchies féodales ; Espagne, Sicile, Palestine et Syrie voient ainsi l'affirmation de sociétés coloniales qui englobent de larges pans des populations musulmanes et grecques, qui enkystent, avant de les éliminer, des communautés réduites au statut de minorités sans droit — puisque l'exclusivisme latin et la théorie chrétienne ne peuvent reconnaître durablement les schismatiques ni l'hérésie musulmane, qui est née au sein du christianisme et en conteste radicalement la légitimité. Mais il est évidemment faux d'insister sur les faits qui rattachent ces sociétés coloniales à l'ordre ou au désordre féodal européen : ce qui marque au contraire le monde croisé, c'est l'unité de commandement, le prestige croissant des solutions dynastiques, d'abord contestées et hésitantes, enfin la large utilisation des techniques administratives, de la fiscalité et même d'un personnel issu des anciennes communautés religieuses et culturelles majoritaires.

En Terre Sainte, le caractère permanent de la société coloniale a été sa mobilisation guerrière, qui n'a guère laissé le temps à la monarchie de systématiser ses solutions politiques et administratives, d'établir un maillage unitaire sur le pays, ni d'exalter, face au patriarche, aux Ordres et aux grands féodaux, la fonction providentielle de l'institution royale. En Sicile au contraire, l'Etat des conquérants, la famille normande

de Hauteville, adopte aussitôt, pour dompter un baronnage instable et heureusement attiré vers les autres conquêtes de l'aristocratie de Normandie, Angleterre et Antioche, les formes administratives et fiscales et le personnel, grec, gréco-arabe (des Melkites comme Georges d'Antioche, formé au service des Zirides de Mahdia) et musulman, capable de les faire fonctionner. L'île de Sicile est constituée, dès 1100, comme une réserve de forces fiscales et militaires (mercenaires, et en particulier archers musulmans), comme un domaine royal peu féodalisé, ceinture de places autour d'une capitale monarchique placée significativement à Palerme, près de l'Afrique, en plein pays de majorité musulmane. De là, la monarchie, rétablie par Roger II sur le souvenir du pouvoir aghlabite et kalbite, domine la Terreferme, Calabre, Pouilles, Campanie, plus largement féodalisées et animées aussi par l'esprit d'indépendance de cités mal domptées, Naples, Gaète, Bari.

La monarchie fait donc coexister deux hiérarchies, féodale et aulique, deux modes de rendre justice, deux systèmes d'imposition, deux pouvoirs, celui d'une monarchie féodale occidentale avec ses grands, ses officiers, l'équilibre et les accidents des luttes de familles et de partis, et celui d'une monarchie orientale providentielle, dont la titulature, le vêtement, l'idéologie s'inspirent des exemples impériaux byzantins et dont les agents d'exécution, la noblesse aulique, sont des Grecs ou des Musulmans superficiellement convertis, mais chargés de tant de fonctions et de moyens que leur nom répand la terreur et cristallise la haine du peuple latin en voie de se constituer par immigration et conversion.

Le paysage urbain et rural exprime mieux que les documents écrits, chroniques ou actes de la Cour, pénétrés de l'idéologie féodale et du respect des formes équilibrées des monarchies de l'Europe du Nord-Ouest, la prise « orientale » de cet Etat sur la société coloniale de l'île. En dépit des accidents et des contrastes qui ont marqué la conquête, les Hauteville ont réussi à imposer un maillage uniforme sur tout le pays, à établir un ordre universel, qui souffrira des exceptions locales, mais qui aboutira finalement à accoucher des paysages de la Sicile moderne, qui dominent encore aujourd'hui les deux tiers de l'île. Deux principes guident cette réorganisation : les Musulmans et les Grecs, infidèles par essence, sont expulsés des habitats fortifiés, cités portuaires et bourgs de hauteur, ils sont réduits au statut de « vilains », à la fois serfs, privés de liberté personnelle et habitants forcés des villas rustiques, qui prennent ici le nom de *casal*, comme en Terre Sainte. Corollaire de ce premier principe : l'espace rural est réaménagé : les casaux, uniformes en théorie, et dont chacun fournit *grosso modo* ce qui est nécessaire à un chevalier pour s'armer et servir le prince, sont regroupés autour des « terres », ces habitats élevés et fortifiés ; chacune des « terres » domine ainsi un terroir municipal très vaste : elle accueille une population d'immigrés latins, essentiellement des Lombards recrutés dans l'arrière-pays de Savone, dont les maisons forment le « bail », avant-cour et première ligne de défense d'un château qui maintient l'ordre monarchique.

Les deux principes coïncident donc exactement : le statut juridique avec l'armement et le désarmement des communautés, avec l'habitat, fermé ou ouvert, protégé ou vulnérable, la perspective d'expansion des uns, de repli et d'extinction des autres. Une dynamique se réinsère ici dans un système qui se voulait complet et stable. Pour ses auteurs, il devait permettre de récupérer l'intégralité du pouvoir despotique des princes orientaux et de le mettre au service des jeunes dynasties françaises de la Méditerranée. Dans les faits, sa réalisation demeure imparfaite et il se défait vite. L'archéologie témoigne à la fois de son extension massive sur toute l'île et de son imperfection : le nombre des habitats élevés au niveau de « terre », *hōra* en grec, *qal'a* en arabe, avoisine la centaine, sans compter une vingtaine d'habitats anciens déclassés mais toujours fortifiés, ou en voie de démantèlement. Quant aux casaux, ils sont plus d'un millier, sans doute quinze cents, mais on note que tous ne sont pas disposés en position faible et dépendante. Déclassés d'un point de vue juridique, ils ont gardé leur situation haute et leur position défensive ; dans l'Ouest de l'île, les Normands ont même dû accepter dans les faits, faute d'immigration latine, que les « terres » continuent d'être habitées par une population musulmane : c'est le cas en particulier sur le site de Calathamet, qui voit une opposition puissante entre le château de la famille normande des Thiron et l'habitat du plateau voisin, surveillé par le château, mais également ceint de murs et en position extrêmement forte, entourée d'à-pics. On peut citer d'autres cas de forteresses naturelles remarquables, Entella, Calatrasi, qui sont toujours peuplées de Musulmans.

Ces réserves faites, le phénomène le plus important demeure, comme en Terre Sainte ou dans les territoires byzantins conquis par les Latins, Chypre, puis la Morée, la Crète et le duché d'Athènes, l'adoption conjointe du cadre topographique de la communauté fiscale solidaire et locataire de la terre royale, *hōrion*, *rahl*, et des impositions étatiques de l'Etat oriental, pour fonder une répartition rationnelle du pouvoir colonial, un quadrillage strict de la terre et des hommes, à l'abri des prestiges et des valeurs même de l'Etat vaincu, dont les cadres passent au service d'une formation transitoire, chargée de nostalgies et qui inspire aux voisins l'envie et l'admiration. Un Etat monarchique capable d'un remodelage universel et complet des structures économiques et sociales de son assise, mais mis au service d'une féodalité conquérante inquiète et instable, et qui finira par ébranler la machine administrative et l'idéologie providentielle qui était le gage d'un fonctionnement efficace et de sa durée.

4. Frédéric II : l'Etat exaspéré et la faillite

La crise de l'ordre politique normand représente bien la faillite générale de la greffe tentée en Méditerranée : l'aristocratie française se dresse très tôt, dès 1160, contre le gouvernement aulique de type

viziral et la lutte entre nobles et *qā'ids* de cour libère des forces qui entraînent la liquidation physique de la dynastie et anéantissent l'équilibre inégal des communautés religieuses, au triple plan juridique, social et culturel, en même temps que la traduction spatiale de leur inégalité. C'est d'abord, dans un siècle marqué par l'expérience communale universelle, une révolte des puissants : les « bourgeois » latins, c'est-à-dire les habitants des bourgs fortifiés, en majorité d'origine lombarde, se jettent sur les casaux des Musulmans, assouvissant à la fois la haine du croisé et la soif de terre du colon. Les Musulmans se replient sur la Sicile occidentale, entre Calatrasi, Entella et Calathamet, où ils ont la majorité et peuvent se défendre dans des bourgs garnis de murailles. La lutte entre la monarchie, soutenue par le haut clergé et surtout appuyée sur les terribles moyens d'exécution du système des vizirs esclaves du prince et prisonniers de la haine qui les entoure (ce qui ne va pas sans rappeler les « juifs de cour » des pays allemands), et l'aristocratie se complique de conflits entre le clergé et les *qā'ids*, qui ne cachent guère leur foi musulmane, et de la montée de la liberté latine, de type communal, qui met en cause la propriété féodale de la terre : la terre saisie par les « bourgeois » avec l'expulsion des communautés « vilaines » échappe aussi, si le rapport des forces est favorable, à l'aristocratie foncière de la chevalerie française pour devenir les « communaux », la propriété collective des colons latins.

Cette crise débouche sur l'invasion allemande de 1196, qui met fin à la famille Hauteville, et à la majorité des familles chevaleresques françaises : l'empereur Henri VI s'assure la neutralité provisoire du réduit musulman et gouverne l'île et le reste de l'Italie du Sud au travers d'un appareil composite, mais fort semblable à celui des Hauteville : fonctionnaires recrutés dans les communautés minoritaires, agents d'exécution et gouverneurs choisis parmi les ministériels allemands de sa famille, c'est-à-dire des serfs élevés à la chevalerie et en tout point fidèles. C'est dire la force du modèle « oriental » qui inspire un règne trop court pour être significatif, mais qui se retrouve pleinement dans l'action et dans la pensée de son fils et successeur Frédéric. Les hasards des politiques dynastiques (Henri VI tenait ses droits sur le royaume de Sicile de son mariage avec Constance, fille de Roger II de Hauteville) et ceux de l'épuisement physique des familles qui cristallisaient les fidélités et assuraient l'équilibre des forces ont fait que la Sicile voit se rompre précocement les continuités de pouvoir ; l'évolution s'accélère et présente une rigueur d'épure et une brutalité inouïe, mais elle ne fait que précéder et présager des évolutions semblables dans le monde méditerranéen croisé : la Grèce, la Terre Sainte et l'Espagne connaissent à leur tour le triple mouvement de la reconstitution de la communauté vaincue en force autonome, de son entrée dans l'arène de la lutte politique et militaire, et de son expulsion ou de son triomphe. Enclavement, exaspération, expulsion, en péninsule ibérique, s'étaleront sur plusieurs siècles, jusqu'au départ des Morisques chassés par Philippe III, au XVII^e siècle ; l'évolution sera plus brève en Orient où les Latins ne se maintiendront,

contre la double opposition des victimes de l'ordre colonial solidement adossées aux Etats frères (empire grec de Nicée, Egypte ayyubide et mamlouke), que dans les îles, Chypre et la Crète, Corfou, Nègrepont.

En Sicile, où toute voie de retraite était coupée, la rescousse musulmane était isolée et condamnée, mais elle était aussi acculée à se radicaliser et à présenter la figure d'une restauration de l'Etat califien, face à l'Etat frédéricien, successeur et héritier des mêmes principes d'universalité et d'absolutisme ; quand Frédéric II, revenu dans l'île après avoir fait reconnaître ses droits dans l'Empire germanique, commence à rétablir l'ordre normand, les Musulmans du réduit occidental, jusqu'alors ses alliés dans les conflits confus entre ses tuteurs, se donnent un *amir al-muslimin*, Muhammad b. 'Abbād, qui bat monnaie et constitue un Etat insurrectionnel. L'archéologie témoigne de la violence de cette lutte désespérée : la carte des habitats manifeste un immense vide au centre de la zone encadrée par les villes de Palerme, Alcamo, Salemi et Sciacca, autour de Corleone, qu'une ultime colonie lombarde vient refonder en 1240. Quant à la population musulmane, entre 1221 et 1229, elle est déportée en Pouille, et autorisée à se donner là des cadres propres pour entrer au service du pouvoir impérial. Comme les Qarmates vaincus par les Abbassides, ou comme les Zandjs écrasés par Muwaffaq, les survivants de la double épreuve de la guerre et de la déportation (un déporté sur deux meurt sur la route, selon le témoignage d'un rescapé qui se réfugie chez les Ayyubides) passent dans les régiments de la garde impériale.

L'éradication de la communauté vaincue, qui laisse partout les traces évidentes de sa violence (couches d'incendie massives, destruction de châteaux et d'habitats puissamment fortifiés, un vide humain qui ne sera comblé, en partie, qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles), manifeste la force et la gloire de l'Etat ; elle libère les aspirations démiurgiques de Frédéric II, qui sont bien connues : mutations immenses de la fiscalité, unification du droit, simplification des poids et mesures, adoption significative d'une monnaie d'or de fort poids qui annonce le retour à l'or de l'Occident, le florin et le gênois, établissement d'un réseau de châteaux impériaux d'un type nouveau, sans donjon, inspiré de formes orientales, affirmation redoublée de la fonction universelle et providentielle de l'empereur, servi par un personnel toujours cosmopolite. En Sicile, c'est un musulman converti, Obberto Fallamonaca, « le fils du shaykh 'Abd al-Rahmān », qui assume le gouvernement civil et gère une politique volontariste de remodelage de l'habitat.

Cette politique prend d'abord acte de la disparition de la hiérarchie entre « terres » et casaux qui avait été la base du monde normand ; le casal n'est plus qu'un habitat ouvert au statut encore déprimé, mais l'extermination des communautés de vilains fait qu'il ne reste plus dans l'île qu'une seule catégorie religieuse, des Latins ; le servage maintenu n'a plus de fondement clair, il est voué à l'extinction, tout comme l'habitat ouvert. Si Frédéric fonde quelques casaux, c'est pour le service de ses châteaux et de ses pavillons de chasse, et pour y fixer les

habitants de localités rebelles, qu'il ne s'agit pas de déplacer en un point fortifié. Ce sont surtout des cités, des « terres » que Frédéric établit dans les régions les moins bien défendues et sur de beaux sites, Heraclea (l'actuelle Géla) et Augusta, une seconde Syracuse, qui surveille l'ensemble des châteaux de plaisance établis pour l'empereur dans le terroir de l'antique Mégara Hyblaea (Targia, Cantaro, San Cusmano, Florida). La Sicile ne présente plus d'originalité par rapport au reste du royaume, ni par rapport aux pays italiens de l'Empire, où la même volonté de laisser une marque indélébile au moyen de fondations systématiques s'exerce dès que l'occasion se présente et que les moyens sont rassemblés. En 1235, c'est ainsi une enquête générale qui est décidée et qui prépare le transfert des habitants de la Campanie septentrionale vers le site antique, abandonné, de Cumès. Frédéric renoue avec le rôle du prince fondateur de villes ; il leur donne, sous des formes diverses, le nom d'Auguste qu'il tient de sa fonction impériale. Sous la forme antique qu'il affectionne et qui légitimise ces formidables déportations, c'est en réalité l'idéologie et la fonction même du roi « oriental » qui sont présentes.

Encore une fois, la déportation est un instrument efficace de reconstruction et d'acculturation : Palerme, ravagée par la guerre sarrasine et vidée de ses habitants musulmans, est repeuplée autoritairement par l'immigration forcée des habitants des bourgs rebelles ou suspects, Centorbi, Capizzi, Troina, Montalbano, de Sicile orientale. Malte, demeurée arabe et musulmane, est forcée d'accueillir les rebelles de Celano, rasé en 1220 : elle se christianisera vite en effet mais elle arabisera efficacement les nouveaux immigrants, qui ne laisseront dans l'île maltaise aucune trace de leur parler italien. Le rôle de l'Etat, on le voit, exaspère l'usage d'une violence que l'empereur exerce personnellement, dirigeant les armées contre les insurgés musulmans. Architecte de ses nouvelles cités, bâties sur un plan géométrique, gardées par ces nouveaux châteaux impériaux, il est aussi son propre agent d'exécution et de contrôle, surveillant étroitement la construction, le peuplement, la défense. Dès avant sa mort, de nouvelles rebellions et la lassitude du peuple du Sud manifestent que l'Etat a présumé de ses forces ; dans le grand renversement de signe qui affecte, entre 1180 et 1260, l'économie de la Méditerranée, les moyens ne lui appartiennent plus. Ils n'appartiennent d'ailleurs plus à l'Etat, mais bien aux villes libres du Nord, Ligurie, Lombardie, Toscane, autonomes par rapport à l'empire et le plus souvent ses ennemies. La mise en place d'une centralité économique et d'un échange inégal rejette le royaume vers la périphérie appauvrie, sans entamer cependant son orgueil, ni la force de son idéologie, cristallisée dans le gibelinisme des fidèles de la dynastie des Staufen et de ses descendants.

5. Le dernier souffle

Le Sud conquis, de nouveau, par une dynastie française, les Angevins de Naples et de Provence, et les Staufen exterminés, la fidélité du parti gibelin se reporte, entre 1267 et 1282, sur la famille d'Aragon, alliée des fils de Frédéric : Pierre, roi d'Aragon, avait épousé Constance, petite-fille du grand empereur. Ce légitimisme, qui s'exprime symboliquement dans le choix des prénoms dynastiques, justifie l'insurrection des Vêpres siciliennes qui, en 1282, détache l'île de l'ensemble angevin et place un rameau de la famille aragonaise à sa tête, rétablissant un centre politique à Palerme, face à Naples. A partir de 1296, c'est le fils cadet de Constance, Frédéric III (le numéro aussi est symbolique) qui assume, dans un climat millénariste, la défense de l'île libérée et l'ambition collective de libérer de l'emprise capétienne et guelfe le reste de l'Italie, de rétablir l'empire idéal de Frédéric II.

Les forces dont dispose le parti gibelin sont évidemment médiocres puisqu'il repose non sur l'Etat, entre les mains des Angevins, mais sur l'idéologie, la conviction et l'enthousiasme, de sorte que des espérances de 1282 et de 1296, après une longue et épuisante guerre navale, on s'acheminera vers un compromis qui ne sera renversé qu'au XV^e siècle par une nouvelle dynastie ibérique, les Transtamare castillans, qui construiront, entre Barcelone, Palerme et Naples, l'efficace base méditerranéenne de l'empire de Charles-Quint. Mais, pour faible qu'il soit, Frédéric III ne renonce pas à la tradition et à la fonction royale et étatique dans son île. Assiégé par un retour offensif des Angevins qui tiennent la mer et harcèlent l'île par des débarquements et des razzias vers les centres vitaux de la production agricole, il répond par l'utilisation de ses pouvoirs de fondation et de regroupement : dans les zones côtières menacées, dans le Val de Milazzo qui fait face à la Calabre ennemie et au fond du golfe de Castellammare où l'Angevin débarque, il n'y a pas de cité fortifiée en altitude, mais seulement Milazzo isolée sur une presqu'île et Alcamo dans la zone collinaire, toutes deux faciles à saisir ou à bloquer. Autour de Milazzo, dans une plaine qui avait conservé de larges pans d'habitat ouvert, c'est le regroupement qui s'impose, vers 1325 : Frédéric III rassemble son monde dans la nouvelle « terre » de Castoreale, sur un site élevé qui contrôle le littoral et protège Milazzo. Vers Alcamo, il s'agit de déplacer les habitants de ce bourg vers la seule montagne qui s'offre, le Mont Bonifato, où le roi plante une « terre » qu'il nomme Bonifato, et un château extrêmement puissant. Deux établissements vastes, bien équipés de citernes et d'églises, dont le premier aura un avenir brillant. Bonifato, difficile d'accès, situé trop haut (à 826 m) par rapport au terroir agricole (la plaine littorale) sera abandonné dès que la conjoncture militaire se fera moins pressante.

C'est à cet *incastellamento* tardif, imposé par la nécessité stratégique, que se rattache sans doute le réveil et l'expansion, puis la destruction du site de Brucato, sur le littoral qui sépare Termini Imerese de Cefalù,

et qui offre une excellente plage de débarquement, par deux fois utilisée par les forces navales angevines. Le caractère géométrique de la partie de l'habitat fouillée de 1972 à 1975, sur le plateau supérieur (Castellacio) a aussitôt frappé les archéologues : les niveaux inférieurs ont confirmé que le site a été complètement repris et réorganisé, pour une vie très courte, et sans doute par une autorité capable d'un dessein vaste et d'une mobilisation importante de moyens. Peut-être s'agit-il du seigneur du fief Brucato, l'archevêque de Palerme, mais lui-même appartient alors à l'une des principales familles gibelines du royaume de Sicile, descendante de Frédéric II en ligne bâtarde, les Antiochia, et très liée à la monarchie. On doit donc supposer, sans preuve formelle, que le réaménagement du site, qui a fait appel à une immigration venant de la montagne voisine des Madonies, s'insère dans un plan plus vaste de remodelage de l'habitat : défense du littoral et regroupement des populations encore dispersées dans les casaux survivants, alors que le statut juridique du servage s'est éteint vers 1280 pour ne laisser que des traces insignifiantes, individuelles et non plus collectives. Ce serait prendre acte de la liberté « bourgeoise » qui unifie l'île depuis la révolution de 1282 et qui la transforme, sous l'égide d'une monarchie encore chargée de prestige et de gloire impériales, en une fédération de républiques municipales. Un plan proprement urbain, qui reflète une division des tâches, des lieux de vie, qui s'impose graduellement (les hommes dans l'entreprise agricole, éloignée de plusieurs kilomètres au moins, quelquefois 20 ou 30, les femmes au bourg, déchargées des fonctions agricoles), de puissants équipements collectifs, châteaux, églises et citernes, qui demeurent à Brucato inachevés ou ont été détruits ou réutilisés, par conséquent un système et un cadre de vie proprement urbains, cet ensemble cohérent se généralise à toute la Sicile des collines et du blé, ne laissant à l'habitat de petites dimensions ou à l'habitat intercalaire dispersé que la montagne boisée du Nord-Est.

Il est important de saisir que la monarchie a compris et favorisé cette évolution et qu'elle a eu la capacité de rassembler les moyens nécessaires à son accomplissement dans les points stratégiques. Il lui a cependant manqué des hommes : toute la Méditerranée méridionale est en effet mal peuplée. Malthus a été depuis longtemps démenti, comme l'a écrit John Day, par les niveaux très faibles de population de l'Italie du Sud et de l'Espagne tout entière ; seules régions à permettre une modeste émigration, les montagnes difficiles de la Provence et de la Ligurie, quelques cantons de Calabre, et une Toscane et une Lombardie qui éparpillent dans le monde des usuriers et des merciers, non des colons. Une véritable politique de *'imāra*, pour reprendre le terme du rescrit de Mu'izz, impliquait, pour la dynastie aragonaise de Sicile, l'appel à une immigration politiquement fidèle, capable de souder politiquement la Sicile à l'Aragon et de développer les ressources colossales d'une Sicile sous-exploitée : elle ne compte alors que 500 000 habitants. Seuls les Catalans, Perpignan, Majorque, Barcelone et Valence, et quelques Aragonais de l'hinterland pouvaient répondre à cet appel, comme ils l'ont

fait pour peupler les présides établis par la Couronne d'Aragon en Sardaigne (Cagliari, Iglesias, Alghero surtout). De fait, on garde quelques traces de la présence d'immigrants catalans, fonctionnaires, militaires et même colons, à Bonifato et à Brucato ; mais, dans l'ensemble, la Catalogne, elle-même très peu densément peuplée, et animée par un mouvement industriel et commercial qui reflète celui de l'Italie du Nord, ne pouvait distraire de grandes masses d'hommes. Enfin, le temps des migrations est fini : les nationalités sont maintenant fixées et acceptent mal de grands remaniements. La Sicile a achevé de prendre sa personnalité dans la cristallisation révolutionnaire de 1282, et elle rejettera bientôt la présence importune des aristocraties et des armées hispaniques, dans une longue guerre civile qui de 1337 à 1374 oppose Parti latin et Parti catalan.

L'exemple sicilien ne présente pas une originalité qui tranche avec les évolutions des autres pays de la Méditerranée latine ; le renforcement des monarchies d'origines différentes, en France, en Angleterre, et le long développement de la colonisation latine dans la péninsule ibérique multiplient des villes neuves et banalisent, dès le début du XIII^e siècle, le plan géométrique et le cadre urbain pour des localités rurales. Si le cas sicilien est intéressant, c'est en raison de sa simplicité et de sa radicalité : la brutalité des mutations culturelles s'exprime dans l'espace et dans l'habitat. Jusqu'au XIV^e siècle, c'est l'Etat, tout-puissant animateur, « loi animée sur la terre », qui guide cette expression et gère, non sans violence, les déplacements des peuples et ceux des localités ; il en fixe l'assiette et les organise dans ses détails. C'est d'autant plus significatif de sa force de conviction et d'entraînement des cœurs et des esprits que par la suite l'Etat se déchargera de cette fonction créatrice sur l'aristocratie féodale. Dès le début du XIV^e siècle, et sans doute un peu avant (c'est le cas à Manfredonia, en Pouilles), la monarchie laisse les grands féodaux exercer, puis confisquer ce droit de *kastroktisia* qui m'apparaît l'une de ses fonctions fondamentales. Quelques fondations (toujours présentées comme des refondations, pour respecter ce droit) pendant les deux derniers siècles du Moyen-Age, et puis une pluie de créations, de dédoublements, d'habitats nouveaux déconcentrés, toujours géométriques, toujours à figure urbaine et municipale, mais rapprochés des terroirs, transforme la Sicile moderne, sans toucher au fief, devenu *latifondo* ; c'est l'aristocratie foncière, propriétaire ou gestionnaire du *latifondo*, qui prend en charge la totalité, ou presque, de ce mouvement, que la monarchie doit cependant autoriser. Les dernières migrations de masse du monde méditerranéen, causées par l'établissement des Ottomans en Albanie, fournissent vers 1480, quelques villages d'immigrants ; la mutation démographique, l'expansion qui commence et le rééquilibrage entre terroirs fourniront les colons.

La Sicile quitte, tardivement et non sans regrets, le monde brillant des monarchies despotiques. Le déclin des rôles de l'Etat ne va pas

sans un effacement des Etats-empires face aux cités-Etats, qui maintiennent en Méditerranée leurs archipels de colonies bien peuplées, Vénitiens, Génois de Crimée, de Galata et de Dalmatie ou de l'Archipel. Il est vrai que les Etats-empires réservent désormais leurs forces pour l'immense colonisation américaine, africaine et asiatique, qu'ils réalisent cependant en étroite association avec des maîtres d'œuvre : ils donnent à ferme leur fonction et leurs droits. C'est l'empire ottoman, en tout héritier de Byzance comme du califat, qui dispose encore des forces et de l'autorité nécessaire pour exercer la fonction démiurgique de l'Etat : déplacements massifs de populations rurales ou minières, établissement d'un réseau de colonies militaires turques, albanaises ou tcherkesses, déportation même par Sélim Shāh dans la capitale impériale des artisans, des *ulamā*, et des médecins et savants du Caire mamlouk. La continuité est ici forte, même si elle est mal comprise : elle met en lumière l'effacement des régions intermédiaires, passées dans la périphérie d'un monde occidental aux racines différentes, à l'idéologie opposée.

Université de Nice.

L'ITALIE, PAYS D'IMMIGRATION : RAPPORTS SOCIAUX ET FORMES JURIDIQUES

Ferruccio GAMBINO

Le capital italien et la déstabilisation de la force de travail

C'est désormais un lieu commun de dire que l'Italie est devenue au cours des années soixante-dix un pays d'immigration et que cette tendance a renversé le courant d'émigration séculaire des Italiens vers les pays étrangers. L'exécutif de l'Etat italien donne de ce changement une description qui en constitue aussi une défense :

« ...un développement tout à fait inattendu s'est vérifié ces dernières années, l'afflux sur le territoire italien d'un nombre considérable de travailleurs étrangers, au moment même où l'économie nationale entrait dans une période prolongée de difficultés, et pendant que les autres pays européens appliquaient, à partir de 1973-1975, un blocus de l'immigration. Leur arrivée en Italie s'est développée en dehors de toute planification et sans aucun encouragement ou reconnaissance officielle de la part du gouvernement : la politique économique appliquée par l'Italie ne vise pas en effet à fonder le développement de l'économie sur l'apport de main-d'œuvre étrangère. Les travailleurs étrangers qui sont arrivés clandestinement n'ont fait que remplir des vides existant dans certains secteurs du marché du travail, en raison de la moindre propension des travailleurs nationaux à accepter certains postes, en dépit de l'augmentation du chômage¹. »

Ce qui est frappant dans les fluctuations de l'émigration italienne vers l'étranger, et, plus encore, de l'immigration en Italie, est le non-dit des pouvoirs publics et privés, de l'exécutif, de l'industrie et, également, du monde syndical. Dans le cas de l'immigration étrangère vers l'Italie, l'apologie de la situation existante se ramène à cette conclusion que la vague d'immigration des années soixante-dix vers l'Italie a eu lieu pour des raisons mystérieuses, mais qu'elle ne se reproduira plus à l'avenir.

Il est vrai que la poussée de l'immigration vers les pays industrialisés, en particulier vers les centres urbains de ces pays, a atteint l'Italie avec un retard apparent ; il est cependant désormais certain que cette poussée a affecté depuis le début des années soixante-dix plus d'un demi-million de personnes². N'y a-t-il pas eu choix de la part de l'Etat en faveur d'une présence continue mais précaire des immigrés et, si cela est vrai, ce choix informel n'est-il pas la résultante de tendances disparates au sein de l'Etat, reconnaissables à condition de les décomposer dans leurs éléments constitutifs ? Il faut s'interroger tout d'abord sur ce qu'on entend par territoire italien, force de travail italienne, force de travail en Italie, capital italien au cours du XX^e siècle et établir ensuite les continuités et les discontinuités des flux de force de travail et de capitaux en direction de l'Italie et de l'Italie vers l'étranger³. Le point de départ retenu pour cette analyse est la rupture intervenue dans le marché du travail en Italie à la fin des années soixante et la formation consécutive d'un nouveau marché du travail, différent de celui qui avait conduit à l'affrontement de 1968-70⁴. Il apparaît alors clairement qu'un ensemble de microdécisions, d'absences de décision, de retards, ont permis au capital italien de modifier durablement la composition de la force de travail.

On n'insistera jamais assez sur la tendance du capital italien à répondre à la vague des luttes sociales de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix. Le capital industriel et financier ne s'est jamais résigné à ce qu'il a appelé « la grave blessure » infligée à l'économie italienne par les grèves de 1968-70. Il a cherché à reconstituer au moins partiellement des conditions de travail qui devaient perpétuer le rôle de l'Italie comme pays de main-d'œuvre à bon marché dans la CEE ; il y a partiellement réussi par une réponse polymorphe : décentralisation de la production, recrudescence d'une fiscalité qui pénalise les salaires et privilégie les autres formes de revenu, création de contraintes financières internationales apparemment techniques, exportation de capitaux à l'étranger, restructuration industrielle, expansion du marché du travail pour en corriger les « rigidités », surtout en direction des travailleurs précaires et, parmi eux, des travailleurs immigrés.

Depuis la moitié des années soixante les grandes entreprises italiennes ont perdu en poids relatif par rapport aux grandes entreprises mondiales⁵. Par ailleurs, la légère augmentation en termes absolus des investissements directs italiens à l'étranger, même si elle est probablement sous-estimée par les données officielles, ne peut cacher leur

réduction relative par rapport à l'ensemble des investissements directs des pays industrialisés à l'étranger. Les investissements directs italiens à l'étranger ont rencontré des difficultés en raison, peut-être, des dimensions relativement plus faibles des entreprises. Par conséquent le transfert à l'étranger de fonds importants s'est souvent effectué sous forme de titres de portefeuille et dans des conditions de semi-panique aboutissant quelquefois à des échecs financiers dont les contours sont loin d'être clairs. A la fois par l'exportation de capitaux et par la restructuration industrielle intérieure, il s'agissait pour le capital italien d'échapper aux « contraintes » que la classe ouvrière lui avait imposées en 1968-70. La décentralisation de la production en a été la manifestation la plus éclatante sous la forme de l'« usine diffuse » s'appuyant sur un marché dual du travail, l'un réglementé, l'autre « noir »⁶. Pour ce second marché, la main-d'œuvre italienne n'était pas suffisante ; d'où la nécessité de tolérer un certain afflux de main-d'œuvre étrangère. Je me bornerai ici à rappeler l'apologie, sinon l'exaltation, excessive pour ne pas dire douteuse, de l'économie souterraine. C'est un aspect de l'idéologie italienne de ces dernières années. La rhétorique de l'économie souterraine ne cacherait-elle pas l'abandon d'une perspective industrielle non provinciale, capable surtout d'accepter la négociation collective dans ses formes normales ? Un accord tacite entre les différentes composantes de ce qu'on appelle l'Etat a constitué l'essentiel de la politique de restructuration du marché du travail depuis la fin des années soixante.

L'immigration est un élément de cette politique au sein de laquelle il est difficile de distinguer le « concerté » et le « spontané ». Les principaux acteurs ont été les immigrés eux-mêmes, les employeurs, le ministère de l'Intérieur, les préfectures de police, les bureaux du travail et certains diocèses de l'Eglise catholique, s'articulant d'une façon qu'il faudra analyser pour comprendre comment plus d'un demi-million d'immigrés travaillent aujourd'hui en Italie. Le trait d'union entre les différents organismes a été l'idéologie de la vitalité de la production souterraine, sinon clandestine, de l'Italie. L'exaltation de la décentralisation de la production et la vague d'immigration devaient signifier que le « système fonctionne » non pas malgré la loi et la négociation collective, mais parce que la loi et la négociation collective étaient activement combattues par la nouvelle initiative capitaliste des années soixante-dix, en tant que vraies responsables de la crise économique italienne. Une certaine présence de travailleurs étrangers ayant toujours existé dans l'économie italienne, dans quelle mesure l'immigration est-elle un phénomène nouveau ?

En règle générale, les conquêtes territoriales du nationalisme italien depuis la fin du XIX^e siècle, et, ultérieurement, du fascisme, n'ont pas fait obstacle à l'émigration italienne vers l'étranger et ne l'ont pas réduite sensiblement, contrairement à ce que la propagande officielle a voulu faire croire⁷. Jusqu'à la chute du fascisme, les ambitions de conquête territoriale n'ont pas concurrencé l'émigration. L'Etat italien a poursuivi ces ambitions par des guerres en Afrique (Erythrée, Somalie,

Libye, Ethiopie) et en Europe (annexions successives du Sud Tyrol autrichien, de régions entières de la Yougoslavie, occupation de l'Albanie). En outre, le fait que les expériences de colonisation ont échoué, souvent assez vite et de façon désastreuse, ne peut faire oublier qu'au cours de ce siècle et jusqu'à l'expulsion définitive des Italiens de Libye à la fin des années soixante, la disponibilité de force de travail déstabilisée par les guerres a largement dépassé les limites géographiques de l'Etat tel qu'il s'était constitué entre 1859 et 1866. Malgré les thèses du nationalisme italien, les colonies et les territoires conquis n'étaient pas devenus un débouché de masse pour des paysans pauvres et des prolétaires absorbés par l'exploitation agricole des terres conquises et l'armée. Une conséquence de ces conquêtes doit cependant être mentionnée. Dans des enclaves industrielles circonscrites, telle que Trieste depuis la fin du XIX^e siècle ou Bolzano après la Première Guerre mondiale, le capital industriel italien a mis au travail une main-d'œuvre locale, slovénienne ici, tyrolienne là, subordonnée à une hiérarchie industrielle italienne et à des conditions de travail discriminatoires. Une discrimination plus dure encore a été la règle dans les exploitations agricoles italiennes de la Corne de l'Afrique⁸. La déstabilisation des populations, entraînée par les guerres que l'Etat déchaînait a eu pour conséquence la dévalorisation de la force de travail, la rupture des liens communautaires, la désocialisation, bref une insertion professionnelle au rabais et l'acceptation de n'importe quelle tâche.

Un autre élément à considérer dans le cadre de la déstabilisation de la force de travail est que l'Italie a été et, dans une certaine mesure, demeure un pays de passage lors des bouleversements politiques intervenus en Méditerranée et dans les pays de l'Est. Elle est une zone de transit en direction des pays industriels d'Europe et d'Amérique du Nord ; aujourd'hui, elle a aussi tendance à devenir de plus en plus un point de fixation pour une fraction du potentiel migratoire du tiers monde.

La coexistence dans un même pays d'une immigration et d'une émigration peut être expliquée par la théorie du renouvellement de la force de travail : les nationaux sont attirés par des conditions de travail plus avantageuses à l'étranger et laissent leur place à des nouveaux venus en provenance de pays moins développés. Pourquoi les émigrés des pays les moins développés ne se dirigent-ils pas directement vers les pays les plus développés ? Une première hypothèse sur laquelle il faudrait peut-être travailler est que l'Italie est devenue un pays de fixation et de repli tandis que jusqu'à la fin des années soixante elle était plutôt une terre de transit, soit comme tremplin, soit comme relais, vers les pays plus développés. Le repli se fonde sur les contraintes institutionnelles mises en vigueur dans les pays les plus développés, depuis la fin des années soixante, notamment à la suite de la récession qui a débuté en 1973 ; mais il se fonde aussi sur un réseau d'informations échappant à tout contrôle étatique, que les individus et les groupes en transit échangent entre eux. Dans la hiérarchie des conditions d'existence et de travail,

l'Italie est devenue, aux yeux d'une population internationale déstabilisée, plus attractive que par le passé, moins en raison d'une baisse générale des conditions d'existence, que des contraintes institutionnelles pesant sur le marché du travail. Ces transformations se sont produites au moment même où on assistait en Italie à une augmentation du pouvoir discrétionnaire des institutions et surtout de l'exécutif, en matière d'immigration et à une accélération de la tendance patronale à échapper à des salaires minima, d'ailleurs réglés non par la législation mais, uniquement, par la négociation collective.

Itinéraires actuels d'immigration : entre l'arbitraire et l'imprévisible

Le ministère du Travail est censé détenir le monopole de l'information étatique concernant le marché du travail au niveau provincial et diffuser minutieusement cette information. Pour recruter des travailleurs étrangers non ressortissants des pays de la CEE ou de l'OCDE, l'employeur italien doit y être autorisé par le Bureau provincial du travail (émanation du ministère du Travail). En principe, cette autorisation est subordonnée à la non-disponibilité d'une force de travail italienne équivalente. La vérification de cette condition pendant les années soixante-dix a davantage ressorti de la complicité des fonctionnaires des Bureaux provinciaux du travail avec les employeurs et de l'idéologie de la vitalité de la production souterraine que du respect de circulaires ministérielles en définitive assez vagues⁹. Les règles établies semblent être énoncées pour ne pas être suivies et, donc, pour que l'embauche de l'immigré soit entérinée sans vérification sérieuse.

L'autorisation d'embauche d'un étranger est habituellement limitée à un an, mais elle peut être renouvelée ou prorogée sur demande. L'employeur doit demander l'autorisation d'embauche à la préfecture de police. Si la préfecture donne son accord, l'employeur envoie l'autorisation au travailleur à l'étranger, qui l'utilise pour obtenir le visa du consulat italien. Lorsque le travailleur arrive en Italie, il doit se présenter à la préfecture avec l'autorisation fournie par le Bureau provincial du travail, son passeport muni d'un visa italien et son permis de séjour pour motif de travail. Le livret de travail existe toujours en Italie et suit le salarié pendant toute sa vie active ; le permis de séjour pour motif de travail est indispensable pour obtenir le livret de travail sans lequel un travailleur ne peut ni bénéficier de la Sécurité sociale ni s'inscrire sur les listes de demandeurs d'emploi et, moins encore, bénéficier des allocations familiales et des prestations de retraite. Cette odyssée, incontournable en apparence, est contournée soit par la bureaucratie italienne soit par les immigrés.

On peut, par ailleurs, prévoir que les courants de la bureaucratie et du patronat opposés à une réglementation et à une stabilisation de la force de travail immigrée trouvent des arguments à l'appui de leur thèse, dans la baisse de la natalité et le vieillissement général de la

population ; ces tendances démographiques pourraient amener les ennemis de la discrimination à des conclusions bien différentes sur les perspectives du marché du travail vers la fin du XX^e siècle. Certains démographes estiment, en effet, qu'à la fin du siècle les plus de soixante ans représenteront un cinquième de la population totale et que, dès 1990, le nombre des retraités passera de 17,1 à 22 millions¹⁰. La variable « reproduction de la force de travail » doit être appréhendée en fonction de la modernisation de l'existence des ménages, qui a largement atténué les disparités régionales dans le coût de la reproduction et a limité pour les entreprises les avantages de la force de travail en provenance des zones italiennes sous-développées. A partir de ce nouveau stade de la reproduction, la force d'attraction de l'Italie comme terre d'immigration se pose, tandis que les immigrés italiens tendent à revenir de plus en plus nombreux d'une Europe occidentale frappée par la crise. Au début des années soixante-dix l'immigration étrangère en Italie prend la forme d'une immigration féminine dans le travail domestique, donc d'un subside caché de l'Etat à certaines couches de la bourgeoisie urbaine. Mais l'expansion de l'immigration dans d'autres catégories d'emploi devient trop importante pour être considérée comme une anomalie due aux « secteurs productifs arriérés », même aux yeux de ceux qui ne voient l'emploi industriel que dans un paysage de cheminées. Les partisans de la production informelle savent ce qu'ils veulent : une force de travail « discriminée » et partiellement hors statut, présentée au nom du bien commun comme un contrepoids nécessaire à l'aggravation du déficit budgétaire des organismes de prévoyance sociale¹¹. Face à cette perspective, les organisations syndicales n'ont défini aucune stratégie répondant au défi d'une transformation radicale du marché du travail au cours de cette fin de siècle.

C'est un lieu commun de dire que la production juridique italienne en matière d'immigration est plutôt faible¹². La législation courante, loin de faciliter l'insertion des immigrés par des dispositions claires et applicables, additionne des dispositions législatives rigides et des dispositions administratives arbitraires (surtout sous la forme de circulaires ministérielles) qui ont favorisé l'enfoncement du travail des étrangers dans « le noir ». C'est une législation opaque. Le ministère de l'Intérieur gouverne à travers un texte fasciste de 1926 dit « Testo Unico di Pubblica Sicurezza »¹³. Le ministère du Travail énonce ses décisions dans une série de circulaires, envoyées aux Bureaux provinciaux sur le thème général de l'emploi du travailleur salarié étranger ; le ministère des Affaires étrangères continue à négocier des conditions d'existence et de travail des émigrés italiens, que l'exécutif est loin de pouvoir garantir aux travailleurs étrangers en Italie.

La préfecture et/ou l'employeur ont le pouvoir d'interrompre le contrat de travail, la première au moment de la délivrance du permis de séjour, le second lors du renouvellement de la demande d'autorisation auprès du Bureau provincial du travail. Dans cette seconde circonstance, on peut dire que le Statut des travailleurs, qui règle depuis 1970 les rapports

de travail dans les entreprises privées de 15 salariés au moins, n'est pas respecté dans l'une de ses normes fondamentales ; le licenciement motivé. En effet, le travailleur étranger n'est pas titulaire d'un droit subjectif dans les rapports de travail. Une circulaire du ministère du Travail de 1978 note que :

« Pour des raisons inévitables, dans la quasi-totalité des cas, les citoyens étrangers se trouvant dans la position susmentionnée [résidents pour des motifs autres que de travail] obtiennent aisément soit le permis de travail soit le permis de séjour, ce qui porte préjudice aux intérêts des salariés nationaux...¹⁴. »

Les travailleurs étrangers peuvent perdre l'un aussi bien que l'autre sur simple décision de la préfecture de police ou d'un patron auquel le Bureau provincial du travail ne serait pas particulièrement hostile. D'une manière générale, les Bureaux de l'emploi ne se préoccupent pas de savoir comment les travailleurs étrangers ont été recrutés. Ce n'est qu'en 1975 que le ministère du Travail a rappelé l'obligation de sanctionner les pourvoyeurs illégaux de travailleurs domestiques étrangers, dans une circulaire qui n'était pas destinée à produire grand effet. Comme l'a montré une enquête réalisée par une association catholique de travailleurs domestiques en 1976, cette circulaire n'a été que partiellement appliquée¹⁵.

Parmi les intermondes situés entre la population en transit et les salariés avec ou sans papiers, les étudiants étrangers ont en Italie un profil juridique extrêmement vague. A son arrivée en Italie, l'étudiant, comme tout étranger, est soumis aux articles du « Testo Unico di Pubblica Sicurezza » de 1926 et aux circulaires des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de l'Education publique. Ces circulaires se superposent et/ou s'opposent à des lois préexistantes et aux compétences de différents secteurs institutionnels. Dans cette situation, l'exécutif peut agir de façon discrétionnaire. Les normes les plus récentes, en vigueur depuis le début de 1978, plus restrictives, sont la conséquence du mouvement des jeunes de 1977, principalement à Bologne, et de la présence d'étudiants étrangers : étudiants d'universités, étudiants inscrits dans diverses écoles, stagiaires (i.e. jeunes, surtout en provenance du tiers monde, fréquentant des cours de formation organisés dans le cadre de projets d'assistance). Les statistiques concernant les étudiants étrangers ne font pas de distinction entre ces trois catégories, d'où l'impossibilité d'évaluer l'importance des étudiants d'universités étrangers qui sont les candidats les plus probables à l'installation et à la recherche d'un emploi, soit après achèvement des études, soit après abandon.

Les victimes de la répression politique, présentes en Italie, dépassent de beaucoup le nombre de ceux qui sont à même de demander l'asile politique. Lorsqu'ils arrivent (du tiers monde en particulier) ces exilés involontaires ne demandent généralement pas l'asile politique, sachant

qu'ils ne l'obtiendront jamais, ou, pire, qu'ils peuvent être expulsés bien que l'article 10 de la Constitution italienne stipule que

« l'étranger auquel l'exercice effectif des libertés démocratiques garanties par la Constitution italienne est impossible ou interdit a droit à l'asile politique dans le territoire de la République, selon les conditions définies par la loi » ;

aucune loi n'a été promulguée à ce propos. Le texte fondamental qui règle la condition de réfugié politique en Italie est la Convention de Genève de 1951 (n° 722) ; toutefois, le champ d'application de cette convention est limité par la République italienne aux seuls ressortissants des pays européens. Deux exceptions ont été à ce jour admises : elles concernent certains Chiliens après le coup d'Etat de septembre 1973 et tous les Vietnamiens arrivés en Italie après 1977. Pour les réfugiés « sur place » (citoyens étrangers résidant déjà en Italie pour des raisons professionnelles) il n'y a pas d'internement dans les camps, tandis que, pour les autres, deux camps ont fonctionné au cours des dernières années. Et il semble que le gouvernement italien continuera à accorder le statut de réfugié politique en fonction de critères conjoncturels liés en particulier aux relations internationales.

Avoir des droits ou faire semblant d'en avoir ?

De 1969 à 1975, l'effectif global des étrangers n'a progressé que légèrement ¹⁶. On relève cependant un phénomène remarquable : l'accroissement de l'effectif des travailleurs domestiques étrangers de 72,7 % entre ces deux dates. Ce pourcentage inférieur à la réalité, dénote un changement réel ; il s'agit d'une couche relativement « protégée » du travail non réglementé, et en même temps assez peu « libre » sur le marché du travail. Ces travailleurs, presque exclusivement des femmes, arrivent en Italie avec un contrat de travail, une carte de travail et un visa réguliers. Mais leur pouvoir de négociation est extrêmement faible, du fait que le contrôle étatique et le rapport individuel avec l'employeur excluent toute forme de négociation collective. Elles sont « en règle » mais, précisément, veulent échapper à cette règle. Lorsqu'elles arrivent en Italie sans papiers, parfois clandestinement, plus fréquemment en qualité de touristes, elles trouvent un emploi par l'intermédiaire d'agents recruteurs illégaux, surtout à Milan et à Rome. Le passage d'un emploi domestique ayant des traits de servitude, à un emploi « libre » est le moment le plus dangereux pour les immigrées. Au moment de ce passage, en effet, le contrôle étatique se relâche pour resurgir éventuellement ensuite de façon imprévisible. La chasse à l'étranger, menée soit par la police soit par les *carabinieri* a connu des vagues violentes, par exemple à Rome entre 1976 et 1977, et à Milan de juin à septembre 1979.

Les immigrés entrés sans papiers et renvoyés aux frontières ont été probablement nombreux, bien qu'il soit impossible de les dénombrer. Si l'on doit en juger d'après certaines chroniques judiciaires, en Italie comme en d'autres pays, les étrangers en situation irrégulière préviennent l'arrestation par la police en déclarant qu'ils ont perdu leurs papiers. La légitimité constitutionnelle des normes qui règlent l'entrée et le séjour des étrangers dans le territoire de la République italienne a été mise plusieurs fois en discussion, surtout à cause du pouvoir de la police et des *carabinieri*, considéré comme excessif. La sentence rendue par un juge de la deuxième section pénale du tribunal de Rome en mai 1978 constitue la première limitation importante du pouvoir discrétionnaire de l'exécutif en matière d'expulsion. Selon cette sentence, dite « sentence Saraceni » d'après le nom du juge qui l'a prononcée, les préfets n'ont pas le pouvoir d'expulser des étrangers. Ce pouvoir relève exclusivement du ministre de l'Intérieur, en accord avec le président du Conseil¹⁷. En attendant l'éventuel décret d'expulsion du ministre de l'Intérieur, les préfets peuvent assigner à résidence les étrangers sans papiers à l'intérieur du territoire national ; cependant l'arrêté préfectoral doit être lui-même motivé par des raisons d'urgence ou d'ordre public. Bien que la sentence Saraceni ait laissé espérer que, dans le cadre d'un certain dégel administratif, la formation d'une volonté collective des immigrés soit possible, de nombreux immigrés continuent à être expulsés par le biais de démarches administratives effectuées par la police et les *carabinieri*¹⁸.

Les travailleurs domestiques ne constituent pourtant que le sommet de l'iceberg. Il est utile de souligner ici que la durée légale du séjour n'a pas grand-chose à voir avec le séjour effectif, étant donné que les étrangers ayant des permis de courte durée ont tendance à changer de poste de travail et de lieu de résidence. En outre, les données officielles concernant les travailleurs saisonniers étrangers ne les saisissent qu'au seul plan juridique. Aussi, les cotisations à la Sécurité sociale ne sont-elles pas toujours versées en cas d'embauche régulière. A titre d'exemple, pour l'année 1976, sur 9 106 étrangers des pays non-CEE ayant obtenu un emploi par la filière du Bureau de l'emploi (émanation du Bureau provincial du travail), pour seulement 5 638 les cotisations ont été régulièrement payées¹⁹. En général, les données officielles ne sont qu'un îlot dans l'archipel de la présence africaine et asiatique. Les couches soumises à des conditions de semi-servitude, pas nécessairement déqualifiées, apparaissent (partiellement) dans ces données ; en revanche la grande zone grise des emplois allant de la restauration collective au travail de fonderie et au travail à la chaîne est largement sous-représentée. Dans l'enquête de CENSIS de 1978, on estimait qu'en 1977 100 000 femmes immigrées étaient employées comme domestiques. Elles étaient presque exclusivement Africaines et Asiatiques alors que dans l'ensemble on ne trouvait à la même date que 28 435 Africains et Asiatiques titulaires d'un permis de séjour. La même enquête estimait les travailleurs maghrébins à un effectif oscillant entre 40 000 et 60 000, alors

que les ressortissants des pays du Maghreb étaient officiellement au nombre de 1 261. Enfin près de 50 % des travailleurs recensés par le CENSIS étaient originaires de pays africains et asiatiques.

La situation des étudiants étrangers, surtout d'universités, a connu en Italie des bouleversements rapides au cours des dernières années. Ces bouleversements ont été les précurseurs de la politique gouvernementale d'« interdiction du recrutement » (un véritable *Anwerbestop*), des travailleurs étrangers inaugurée en mars 1982²⁰. De 1960 à 1968, les universités italiennes avaient poursuivi une politique d'expansion du recrutement d'étrangers. Cinq nouveaux collèges pour étudiants étrangers avaient été construits à Rome, Pavie, Sienne, Naples et Bari. Au cours des années suivantes, bien que les universités se soient montrées moins intéressées par cet accueil, le mouvement a continué et la libéralisation des conditions d'accès à l'université a fait de l'Italie un pays attractif pour les étudiants étrangers. Cependant à la suite des émeutes de mars 1977, auxquelles les étudiants étrangers étaient accusés d'avoir participé, le gouvernement a interdit l'inscription de nouveaux étudiants étrangers dans les universités. Trois ministères en avaient pris l'initiative : Education publique, Intérieur, Affaires étrangères. Ce blocage rompait arbitrairement des accords bilatéraux et ignorait des compétences académiques bien établies ; il fut levé principalement en raison de la cascade de protestations des gouvernements concernés et des étudiants étrangers en Italie. De nouvelles dispositions administratives ont été adoptées en janvier 1978. On y retrouve l'essentiel des décisions de juin 1977, mais nuancé ; le pouvoir académique se voit privé du droit effectif d'inscrire des étudiants à discrétion, soit de l'une des dispositions fondamentales de la liberté intellectuelle depuis le Moyen Age²¹. En outre, l'adoption de règles plus restrictives en matière de délais d'inscription et de moyens financiers ouvre la voie à une politique de plus en plus malthusienne vis-à-vis des étudiants étrangers.

Le CENSIS estimait que le nombre des réfugiés politiques travaillant en Italie en 1978 était de l'ordre de 20 000. Cette estimation ne tient évidemment compte ni des immigrés qui doivent masquer les raisons politiques de leur immigration ni des immigrés pour lesquels les raisons économiques coïncident avec des raisons politiques. Avec le processus de déstabilisation en cours au Moyen-Orient, le nombre de réfugiés de ce type pourrait augmenter. En tout état de cause, l'Italie ne semble pas avoir l'intention de devenir une terre d'asile.

Depuis mars 1982, il est officiellement interdit de recruter des travailleurs étrangers. Cependant cette interdiction pourrait se révéler à l'usage moins rigide qu'il ne semble. L'élargissement du réservoir de main-d'œuvre disponible est désormais un fait. Le capital industriel italien a-t-il réussi à renverser les termes défavorables de la situation de la fin des années soixante ? Il semble que les pouvoirs publics et l'industrie ont, sur la base d'un rapport de force, adopté une ligne souple

sur le terrain du conflit social : le compromis passé avec les syndicats à propos de la gestion limitée du salaire nominal renforce l'érosion de la négociation collective des éléments de la condition ouvrière, que les syndicats négligent. Ce compromis a accéléré le bouleversement du marché du travail et augmenté la distance sociale entre travailleurs des pays de la CEE et de l'OCDE et les autres. Les pouvoirs publics ont accompli une longue marche, tantôt en contournant, tantôt en violant, leur propre légalité vis-à-vis de la force de travail qui se trouve en Italie, italienne et non italienne. Il ne semble cependant pas qu'ils aient été capables de conclure un compromis durable, soit avec la première, soit avec la seconde.

NOTES

1. Ministère des Affaires étrangères, Direction générale de l'émigration et des affaires sociales (Rome), *Document d'information n° 40*, communication au sixième séminaire sur l'adaptation et l'intégration des immigrants ; les migrants sans documents ou en situation irrégulière, Genève, 11-15 avril 1983, p. 1.

2. L'étude effectuée par le CENSIS (CENSIS, *La presenza dei lavoratori stranieri in Italia*, Roma, 1978) en 1977-78 dans quatre zones (Milan, les trois Vénéties, Emilie-Romagne, Sicile) avec des extrapolations pour le reste du territoire italien, donnait une estimation de 270 000 à 400 000 travailleurs étrangers en Italie (avec et sans papiers). Des estimations locales ont été publiées par différents organismes depuis 1980, comme le souligne Francesco Calvanese, « Les Immigrés étrangers en Italie », atelier sur *Migrations internationales et travailleurs immigrés*, communication présentée au colloque « Vers quel nouvel ordre mondial ? », université de Paris VIII, 28 septembre/1^{er} octobre 1983. On attend les résultats du recensement de la population de 1981 qui, pour la première fois, donnera des chiffres sur la présence des étrangers par pays d'origine et par province italienne de résidence. Il va sans dire que toutes les sources sont d'accord sur le fait que les entrées des immigrés en situation régulière ou irrégulière n'ont fait qu'augmenter depuis 1978.

3. J'ai examiné quelques formes de ces mouvements dans mon article « Alcuni aspetti della erosione della contrattazione collettiva in Italia », dans Severino Sterpi e Gustavo Guizzardi (a cura di), *La società italiana. Crisi di un sistema*, Franco Angeli, Milano, 1981, pp. 129-141.

4. Augusto Graziani, « Il governo dell'inflazione », *Alfabeta*, n° 28 (sept. 1981), p. 5.

5. Alfredo del Monte (con la collaborazione di C. Ciambelli, M. Raffa, G. Zollo), *Decentramento internazionale e decentramento produttivo*, Loescher, Torino, 1982, pp. 17-18.

6. Une bibliographie sommaire à ce sujet est donnée par Alfredo del Monte et al., *op. cit.*, p. 181.

7. La trajectoire de l'émigration italienne s'inscrit dans le cadre des cycles internationaux de migrations ; elle est dans une large mesure conditionnée par ceux-ci. Je me bornerai à donner ici quelques chiffres. De 1876 à 1900 l'effectif des émigrants italiens a été de 5 250 000 ; de 1900 à 1920, de 9 885 000 ; dans la période entre les deux guerres, de 3 300 000 émigrés dont 41 % se sont dirigés vers des pays non européens. Depuis la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'en 1970 l'effectif des émigrés a été de 6 880 000. Depuis 1962 la tendance est presque constamment à la baisse. Les 115 000 départs de 1970 ne constituent que 60 % de ceux de 1959. Mais, comme c'était déjà le cas pour les deux premières décennies de ce siècle, les retours sont très importants depuis la Deuxième Guerre mondiale : 2 007 000 contre 2 631 000 départs avec un solde

net de 624 000 départs. L'émigration devient de plus en plus européenne et temporaire. La baisse de l'émigration nette devient très forte vers la fin des années soixante et en 1970 la tendance est renversée : les retours dépassent les départs de 8 498 unités. Pour une discussion générale des flux de population de et vers l'Italie, voir la thèse de Daniele Bacchet, *Indagine sul lavoro degli stranieri in Italia, con particolare riferimento alla Lombardia e al Veneto*, tesi di laurea, Istituto di Scienze Politiche e Sociali, Università degli Studi di Padova, 1978-79, Padova.

8. Dans le cas des Yougoslaves, la tendance de l'ordre fasciste à les identifier comme éléments anti-italiens et donc comme « bolcheviques » ou « rouges » utilisait le mot *busniât* (habitant de Bosnie et par extension Yougoslave), comme remarquait Danilo Montaldi, *Militanti politici di base*, Einaudi, Torino, 1971, p. 182.

9. Pour les pays de l'OCDE, sauf le Portugal, la Turquie, les Etats-Unis et le Canada, il est possible pour un employeur italien d'appeler nommément des travailleurs (Ministero del Lavoro, circolare n° 51-22-IV, Rome, 4 décembre 1963, « Norme per l'impiego in Italia dei lavoratori subordinati stranieri ») ; le permis de séjour pour ces travailleurs est d'une durée minimale d'un an, tandis que pour les autres étrangers il peut être d'une durée inférieure. Pour les citoyens des pays de la CEE le droit de libre circulation est en vigueur selon les articles 48-49 du Traité de Rome. Ces étrangers doivent obtenir un visa de séjour du consulat italien de leur région pour des contrats de travail de moins de trois mois ou un permis de séjour de la préfecture de police pour des contrats plus longs. Les travailleurs de la CEE ont droit à un séjour d'une durée au moins égale à celle de leur permis de travail, tandis que pour les autres travailleurs étrangers le permis de séjour peut être donné pour des périodes inférieures à la durée du contrat de travail. D'autre part l'Italie a ratifié les conventions et les recommandations à propos des travailleurs émigrants de l'Organisation internationale du travail (Convention 97 sur les travailleurs émigrants révisée en 1949, suivie de la Recommandation 86). L'OIT s'est occupé des travailleurs sans papiers dans la convention 143 du 4 juin 1975. Le Parlement italien n'a pas ratifié cette convention, bien qu'il l'ait examinée pour la première fois à la Chambre le 27 avril 1978.

10. Philippe Pons, « Italie : croissance zéro, mais la population continue de s'accroître dans le Sud », *Le Monde*, le 7 février 1984, p. 21.

11. Voir les déclarations du cardinal Giuseppe Siri, archevêque de Gênes à l'hebdomadaire *Panorama* du 22 juin 1981, pp. 84-89, après la victoire laïque pour la liberté d'avortement : « Selon Siri, le 'fléau' de la diminution des naissances provoquerait un tel déséquilibre entre le troisième âge et les jeunes qu'il n'y aurait bientôt plus de système de retraite. De plus, le manque de main-d'œuvre obligera [l'Italie] à importer massivement des travailleurs du tiers monde, ce qui aboutira nécessairement à de terribles désordres raciaux. » Représentative de la droite de la hiérarchie catholique italienne, cette ligne peut accepter le compromis du maintien des travailleurs étrangers « hors statut ».

12. La première proposition de loi en matière de réglementation de l'immigration en Italie, à l'initiative du ministre de l'Intérieur, date du 31 janvier 1980 (proposition de loi n° 694, « Normes intégratives de la discipline en vigueur pour le contrôle des étrangers »). Dans cette proposition, les étrangers sont réduits à des problèmes d'ordre public. Le travailleur sans papiers peut être condamné jusqu'à deux ans de prison. Cette proposition de loi a été abandonnée en faveur d'une autre, plus favorable aux immigrés et jamais examinée par la Chambre après avoir été approuvée par le Sénat le 3 novembre 1982. Les trois autres propositions de loi (Ramella du Parti communiste, Galli de la Gauche indépendante, Foschi de la Démocratie chrétienne) ne s'éloignent pas de la proposition du ministre du Travail.

13. L'article 142, premier alinéa du « Testo Unico di Pubblica Sicurezza » de 1926 intime : « Les étrangers sont obligés de se présenter, dans les trois jours suivant leur entrée dans le territoire de l'Etat, à l'autorité de sécurité publique du lieu où ils se trouvent et de rendre compte d'eux-mêmes et de faire la déclaration de leur séjour. Tout hôte ou employeur (à n'importe quel titre) de personne étrangère ou apatride, même s'il est parent proche ou éloigné, est obligé de communiquer, dans un délai de vingt-quatre heures, son identité à l'autorité locale de sécurité publique, en spécifiant, en cas d'emploi, le service auquel la personne est affectée. »

L'immigration en Italie

14. Ministero del Lavoro, circolare n° 128/66/IV, Roma, 9 settembre 1978, « Impiego in Italia di lavoratori subordinati stranieri ». Disposizioni modificative della circolare n° 51/22/IV del 4 dicembre 1963.

15. Associazione professionale italiana collaboratrici familiari, IX Congresso nazionale, Torino, maggio 1976, Relazione « Le estere in Italia ».

16. Les effectifs communiqués par le ministère de l'Intérieur étaient les suivants : 164 000 (1969), 147 000 (1970), 156 000 (1971), 169 000 (1972), 176 000 (1973), 187 000 (1974), 186 000 (1975). Selon le même ministère, les travailleurs domestiques étaient au nombre de 6 300 en 1969 et de 10 937 en 1975.

17. Cette sentence doit être lue en regard de la loi Reale (« Dispositions pour la protection de l'ordre public », loi n° 152 du 25 mai 1975) qui est l'une des étapes fondamentales de la « legislazione d'emergenza » en Italie. L'article 25 de la loi Reale prévoit l'expulsion de tout étranger qui ne peut pas prouver qu'il dispose de moyens légitimes de subsistance en Italie. Même dans le cas d'un étranger sans passeport, cette sentence prévoit que l'expulsion sera décidée par une commission mixte composée de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères et que cette décision sera contresignée par le président du Conseil des ministres.

18. Sur la base des articles 150 et 152 du « Testo Unico di Pubblica Sicurezza » qui règle la matière.

19. Données communiquées par le ministère du Travail.

20. Il faut souligner que l'*Anwerbestop* du gouvernement italien a pris la forme d'un simple télex envoyé par le ministère du Travail à tous les Bureaux provinciaux du travail.

21. L'examen de langue italienne ne pourra plus être soutenu dans les universités italiennes mais dans un siège « régional », c'est-à-dire dans une seule ambassade italienne pour chaque subcontinent.

ETAT, NATION ET IMMIGRATION : L'ORDRE NATIONAL A L'EPREUVE DE L'IMMIGRATION (*)

Abdelmalek SAYAD

Aujourd'hui plus que par le passé, l'ordre de l'*im-migration* et, avec lui, son corollaire, l'ordre de l'*é-migration* sont fondamentalement liés à l'ordre national (ou aux ordres nationaux). Et si cela est vrai aujourd'hui plus que par le passé, c'est en raison de la généralisation voire de l'universalisation du fait national et, corrélativement, de l'émigration et de l'immigration comme faits nationaux : la décolonisation (au moins étatique, *i.e.* nationale) étant achevée, il n'est plus actuellement, contrairement à ce qui avait eu cours dans les empires coloniaux et à l'époque de l'impérialisme colonial, d'émigration qui ne provienne, à quelques rares exceptions, d'un Etat (ou d'un ordre national) indépendant ; de plus, la seule manière qui soit donnée aujourd'hui à une communauté d'exister authentiquement, c'est-à-dire sous une forme reconnue — et reconnue parce qu'elle s'impose ; d'une reconnaissance qui s'impose d'elle-même —, est d'exister *nationalement* (sous une forme étatiquement et politiquement, *i.e.* nationalement garantie). Avec du retard par rapport à l'immigration, le même retard que les sociétés actuelles d'émigration ont mis à advenir à l'ordre national (longtemps monopole ou quasi-monopole des sociétés d'immigration), l'émigration a fini par devenir, presque en tous les pays de forte émigration vers les pays industrialisés d'Europe, un problème national (donc, un problème éminemment politique) et non

(*) La question soulevée par la simple juxtaposition de ces trois termes, *Etat, nation* et *immigration*, appelle de très amples développements qu'il n'y a pas lieu, ici, de conduire à leur terme, si tant est qu'on ait la capacité de le faire ; on se contentera seulement de suggérer les points, qui semblent les plus fondamentaux, de la relation entre l'immigration et chacun des deux autres termes (Etat et nation).

pas seulement un problème local du ressort des groupes locaux d'appartenance (groupes familiaux, villageois, régionaux, etc.)¹.

Cela étant, il est possible, sous le rapport qui nous concerne ici — l'ordre national —, de donner « idéalement » de l'immigration et des immigrés et, corrélativement, de l'émigration et des émigrés cette double définition : l'immigration est la *présence* au sein de l'ordre national (*i.e.* dans la nation, dans le « national ») de « non-nationaux » (*i.e.* d'*étrangers*, de « nationaux » d'une autre nation et d'une autre nationalité, d'un autre ordre national) — par symétrie, l'émigration est l'*absence* hors de l'ordre national (*i.e.* hors de la nation, d'abord, et, ensuite, tôt ou tard, hors de la nationalité) de « nationaux », ce qui implique qu'elle est présence de « nationaux » dans un autre ordre national (dans une nation et au sein d'une nationalité *étrangères*) — ; l'immigré est le « non-national » (l'*étranger*, donc le « national » d'un autre ordre national, d'une nation et jusqu'à nouvel ordre d'une nationalité *étrangères*) *présent* dans l'ordre national (*i.e.* dans la nation, dans le « national ») — et, symétriquement, l'émigré est le « national » *absent* de l'ordre national (*i.e.* de la nation, du « national »), ce qui implique qu'il est présent dans un autre ordre national (dans une nation et au sein d'une nationalité *étrangères*). Ainsi, les deux ordres, l'ordre national et l'ordre de l'immigration (et de l'émigration), sont consubstantiellement liés l'un à l'autre. On ne peut parler de l'un sans parler de l'autre ou sans être renvoyé à l'autre : parler de l'un, c'est nécessairement parler, en même temps, de l'autre. Ce n'est pas là quelque jeu facile de la dialectique de l'identité et de l'altérité, le « national » n'existerait qu'en présence — présence effective ou seulement possible, présence éprouvée ou seulement pensée — de son contraire ou par opposition à son contraire, le « non-national » ; l'immigration est l'occasion de réaliser pratiquement, sur le mode de l'expérience, la confrontation entre « national » et « non-national ».

La définition donnée ici de l'immigration et de l'émigration, des immigrés et des émigrés, est une définition « idéale » en ce sens qu'elle ne vaut que pour l'immigré (et l'émigré) « idéal » ; qu'elle ne vaut que pour des cas « purs », des cas juridiquement ou « nationalement » accomplis, quand l'immigré — au sens social du terme — est aussi en même temps un *étranger* — au sens juridique ou « national » du terme —, c'est-à-dire d'une autre nationalité. On n'ignore pas que, par-delà cette définition relativement abrupte qui ne retient que la nationalité ou le statut juridique comme seul principe *diacritique*, la réalité est plus complexe : être immigré en France tout en étant, en même temps — le principe diacritique qu'on s'est donné dût-il en souffrir —, de nationalité française (tout en étant un « national », membre de la nation française) ne constitue plus, comme on pourrait penser, une contradiction dans les termes² ; ou, pour le moins, cette contradiction, seulement apparente, apporte la preuve qu'il ne suffit pas à l'« immigré » (défini en tant qu'*étranger*, ressortissant d'une autre nation et d'une autre nationalité) de se fondre « naturellement » dans le panorama politique et juridique, dans le paysage (au sens esthétique du mot) *national* (ce qui vise le fait

d'acquérir la *nationalité*) ou encore dans la *nature* ou mieux, dans la *naturalité*, comme on disait autrefois (sans doute, est-ce là le sens de *naturalisation*), pour disparaître en tant qu'immigré, cette fois-ci, au sens social du terme (immigré défini, ici, en considération des effets de la seule condition sociale, mais effets redoublés des effets de la condition ou de l'origine ethnique, voire raciale et de l'origine nationale)³. *Immigré* désigne de plus en plus souvent une condition sociale alors qu'*étranger* correspond à un statut juridico-politique ; ce dernier peut changer sans que rien ne change dans la première ou sans que cela n'y change rien. Si tous les étrangers ne sont pas (socialement parlant) des immigrés, tous les immigrés ne sont pas nécessairement des étrangers (juridiquement parlant).

De cette définition « idéale », mais un peu à l'emporte-pièce, qui fait correspondre immigrés et étrangers, découlent toutes les autres caractéristiques qui s'attachent à l'immigré et à l'émigré et qui donnent à l'immigration et à l'émigration leurs formes spécifiques, respectivement, de présence (dans l'immigration) et d'absence (en raison de l'émigration) *sui generis*. Parce qu'elles contredisent toutes les catégories constitutives de notre monde social et politique (*i.e.* de notre ordre national) et, aussi, de notre entendement politique (qui est aussi un entendement national), l'immigration et avec elle l'émigration constituent de véritables défis aux unes et aux autres, une manière de contre-épreuve ou de situation limite qui forcent la réflexion sur la notion de nation contraignant celle-ci à révéler sa vérité. On a dit ailleurs, et avec suffisamment d'insistance⁴, combien l'*illusion du provisoire* est nécessaire à l'émigration et à l'immigration, voire consubstantielle de l'une et de l'autre, et combien le phénomène migratoire, en sa double dimension d'émigration (émigration de là...) et d'immigration (immigration ici), a besoin pour pouvoir se perpétuer, c'est-à-dire tout au long de son cours (dans sa genèse comme dans la reproduction ou, pour dire autrement, au titre de ses conditions d'engendrement et de reproduction), de reposer sur une série de *dissimulations* toutes indispensables. Outre l'impératif du « provisoire », pour être complet et pour épuiser tout ce qui est implicitement contenu (et, parfois, explicitement affirmé comme dans les situations de crise) dans la définition abstraite de l'immigration et de l'immigré et aussi, corrélativement, de l'émigration et de l'émigré, il faut mentionner les autres caractéristiques, toutes corrélatives l'une de l'autre, solidaires et mutuellement dépendantes, qui s'attachent indéfectiblement à la condition de l'immigré et de l'émigré : présence *étrangère*, *provisoire*, pour raison de *travail* (ou subordonnée au travail) ; trois caractéristiques synonymes et fondamentalement liées entre elles de la présence « immigrée » et, corrélativement, absence vers l'*étranger* (ou pour raison de présence à l'*étranger*), absence *provisoire* et absence pour raison (ou alibi) de *travail* — trois caractéristiques respectives de la présence « immigrée » et de l'absence « émigrée », formant deux séries symétriques, et qui, dans les deux cas, sont synonymes l'une de l'autre et sont fondamentalement liées l'une à l'autre. Toutes ces caractéristiques (dans

leur double série) de l'immigré et de l'émigré ont à leur principe et trouvent leur justification dernière dans cette autre caractéristique, qui résume les premières, qui est l'*exclusion du politique* : l'immigré, en tant que non-national, est exclu de droit du politique ; l'émigré, en tant qu'absent du national (ou de la nation) est exclu de fait du politique. L'exclusion politique de l'immigré fonde les autres caractéristiques constitutives de sa condition (ou de sa définition) : c'est parce que l'immigré est un non-national, qu'il n'a à être qu'à titre *provisoire* et qu'il n'a pour raison d'être que la raison que lui donne le *travail* qu'il accomplit et tant qu'il l'accomplit ; mais, en même temps, cette même exclusion découle de ces mêmes caractéristiques : l'immigré, qui n'a à être qu'à titre *provisoire* et seulement pour des raisons de travail, ne peut qu'être exclu du politique. C'est du travail et non du politique, c'est de l'usine et du chantier et non de la cité (de l'économie stricte et non de la démographie) que l'immigré (et aussi, dans une mesure à peine moindre, l'émigré qu'il est toujours) tient non seulement son existence mais le semblant de *légitimité* indispensable à toute présence étrangère, « non-nationale »⁵. Présence fondamentalement *illégitime en elle-même*, c'est-à-dire au regard du politique ou eu égard aux catégories de notre entendement politique qui, tout entier, repose sur la distinction entre national et non-national, cette présence (qui, idéalement, n'a pas à être) traduit une manière de limitation apportée à la perfection attendue de l'ordre national, celui de l'immigration altéré par la présence de non-nationaux et celui de l'émigration souffrant lui aussi, en retour, de l'absence de ses nationaux — absence aussi fondamentalement illégitime, et de la même illégitimité, que la présence de l'immigré — ; une limitation qui n'a de légitimation possible que celle qui lui viendrait du travail. Ainsi, la double exclusion politique qui fait l'immigré et l'émigré — exclusion de droit dans le cas de l'immigré et exclusion de fait dans le cas de l'émigré — équivaut-elle à un refus, à une négation du droit à la vie, en ce que l'identité civile (ou civique) contient en elle l'identité personnelle qui en est comme l'un de ses effets⁶.

Exclure et s'exclure du même coup de l'ordre politique — c'est ce que font, respectivement, l'immigration dans un ordre politique, en excluant les immigrés de cet ordre (et, corrélativement, une chose entraînant l'autre, les immigrés qui s'excluent de ce même ordre), et l'émigration hors d'un ordre politique dont les émigrés sont par là même exclus et dont ils s'excluent — ; ou, en d'autres termes, ne pas être le « national » de l'ordre national dans lequel l'immigration amène à vivre et ne pas vivre (en raison de l'émigration) dans l'ordre national dont on est le « national », c'est être privé et c'est se priver du droit le plus fondamental, le droit du national, le droit d'avoir des droits, le droit d'appartenir à un corps politique, d'y avoir une place, une résidence, une vraie *légitimité*, c'est-à-dire le droit de pouvoir donner sens et raison à son action, à ses paroles, à son existence ; c'est le droit de pouvoir avoir une histoire, un passé et un avenir et la possibilité de s'approprier ce passé et ce futur, la possibilité de maîtriser cette histoire. C'est ne pas être un esclave, un métèque,

un « barbare », un zeck, une personne « déplacée », un réfugié, un déporté, etc. ; et aussi un *immigré*. Le rapprochement entre toutes ces formes — bien qu'elles soient inégales et caractéristiques de périodes et de régimes politiques différents — de sujétion, c'est-à-dire d'exclusion plus ou moins totale du politique, d'exclusion plus ou moins *naturelle* (ou, plus exactement, « naturalisée », « légitimée »), ne manque pas d'éclairer utilement la situation typique des immigrés et de l'immigration sous leur rapport au politique ou dans leurs rapports à l'Etat⁷. Faire partie ou ne pas faire partie de la cité, tel est encore, aujourd'hui comme hier, l'enjeu pour l'immigration : les immigrés sont, pour l'ordre national en sa forme actuelle (pour tous les ordres nationaux, même celui du point de départ, celui de l'émigration), pour l'Etat-nation actuel (et pour tous les Etats-nations, celui de l'immigration et celui de l'émigration), ce qui ne saurait avoir une identité civile, soit *de jure*, soit *de facto*. Parce que l'immigré est dissocié de tout ordre national (à coup sûr et comme par définition, de l'ordre du pays d'immigration, mais aussi, progressivement et comme par carence, du fait de l'absence de l'émigré, de l'ordre du pays d'émigration) et parce que cette dissociation a fait de lui un homme *abstrait* — un homme « accompli », dirait-on, une espèce d'homme qui serait hors de toutes les déterminations ou appartenances (sociales, nationales, etc.) qui l'identifieraient ; l'homme « idéal » en somme, celui-là que postule paradoxalement l'expression « les Droits de l'Homme » —, il finit, comme finit aussi l'homme déporté, par n'être rien ; rien d'autre qu'une pure singularité, une individualité corporelle, un corps biologique (et technique et, en l'occurrence, un « corps-labeur »). En tant qu'il est hors de l'ordre juridique et politique *national*, l'immigré constitue de ce fait, c'est-à-dire par lui-même — en tant qu'il est, surtout maintenant que le paradoxe de sa présence ne saurait se réduire, ni se dissimuler —, une menace pour ce même ordre ; une menace d'autant plus grande (*i.e.* plus subversive) que le danger provient de l'*extérieur* (de l'*altérité*, de l'*étrangeté*, de l'*hallogénité*, de l'*extériorité*, toutes choses que les catégories constitutives de l'ordre national ne peuvent intégrer et interpréter selon la logique propre ou le génie du « national »)⁸ et non plus, comme c'est « politiquement » (*i.e.* « nationalement », voire « démocratiquement ») admis, de l'*intérieur* (de l'identité, de l'homogénéité, de l'indigénéité, de l'intériorité, etc.), c'est-à-dire de quelque conflit interne aux nationaux (à la nation) qui sont les seuls autorisés à entrer en conflit les uns avec les autres et, par là même, à entrer en compétition politique, en dernière analyse, pour le pouvoir politique ; cet antagonisme réglé qu'on dirait « antagonisme de classe » ou réductible à un antagonisme de classe — cela ne veut pas dire que les conflits éventuels dont les immigrés seraient les partenaires (soit qu'ils en aient l'initiative, soit qu'ils y participent par leur nombre) ne seraient pas des « conflits de classe », mais que ces conflits sont pour eux autre chose que cela et plus que cela ou qu'ils ne sont que secondairement cela, comme par agrégation ou par procuration.

L'immigré met en « péril » l'ordre national en forçant à penser ce qui est impensable, à penser ce qui n'a pas à l'être ou ce qui ne doit pas être pensé pour pouvoir être ; en forçant à dévoiler son caractère arbitraire (au sens où la linguistique entend le mot ; non nécessaire), à en démasquer les présupposés ; en forçant à révéler la vérité de son institution et à porter au jour les règles de son fonctionnement. En cela, l'immigré (et avec lui l'émigré) est un *scandale* pour tout l'ordre politique — l'ordre politique qui en fait un « immigré » tout comme celui qui en parle en tant qu'il est son émigré — ; il est, comme dit Hannah Arendt, « ce grand danger qu'engendre l'existence d'individus contraints à vivre en dehors du monde commun »⁹, le « monde commun » étant, ici, le « monde » *national* qui est le seul monde politique car il est fait comme tel, il est politiquement politique. Si, en dépit de toutes les infractions, de toutes les violations et de toutes les dénégations dont les démocraties se rendent coupables à l'égard d'elles-mêmes¹⁰, la passion démocratique est, au fond, la passion de l'égalité (égalité des conditions et, condition et résultat de cette égalité, égalité des droits) — car, dans une démocratie et pour une démocratie, il ne saurait y avoir (sauf exceptions qu'il importe de réintégrer) d'inégalité devant la loi —, est-ce à dire que cet idéal égalitaire pourra et finira par avoir raison de l'« hilotisme » moderne qu'est l'immigration ? Cette passion ira-t-elle, pour le bon fonctionnement de l'ordre national, jusqu'à l'inclusion totale, jusqu'à l'intégration dans le national (*i.e.* jusqu'à la naturalisation) de tout ce qui ne l'est pas *naturellement* (de « naturalité ») ? Ou, pour dire les choses autrement, la négation politique des uns (ceux qui n'appartiennent pas à l'ordre national, les immigrés en l'occurrence), condition et effet du monopole politique dévolu aux autres (les « nationaux »), peut-elle se convertir en la possibilité (même théorique) offerte à tous de participer du « conflit réglé », celui-là même qui institue l'ordre politique ? Les antagonismes corrélatifs de l'opposition entre ce qui est « national » et ce qui ne l'est pas, entre ce qui est « politique » et ce qui ne peut l'être, finiront-ils par se constituer en une véritable division politique au sein du même ordre national, au lieu de toujours se laisser réduire — ce qui est une manière de neutralisation — par la distinction arbitraire et décisive (distinction d'autant plus radicale qu'elle est décisive et conventionnelle) qu'on opère entre « national » et « non-national » ? Exclure de l'ordre politique (*i.e.* de l'ordre national), renvoyer l'immigré, en tant qu'il est « nationalement » un *étranger*, hors du champ politique ; refouler l'immigré dans ce qui est étranger à la politique parce qu'il est politiquement étranger au politique, c'est une manière pour l'ordre démocratique d'être en règle avec son idéal égalitaire : il suffit de délimiter le champ politique — de le délimiter territorialement¹¹ ou par la nationalité — et, corrélativement, de constituer le code des inclusions dans le national et des exclusions du national, c'est-à-dire les critères pertinents qui discriminent entre ceux qui participent de droit et ceux qui (de droit) ne participent pas au politique (le Code de la nationalité, par exemple), pour que l'ordre et la morale soient saufs. La possibilité de définir le ter-

ritoire politique (ou national) demeurant — et on sait combien la définition et l'imposition des *frontières* constituent toujours un enjeu de luttes politiques —, cela permet de concilier le droit, *i.e.* la « passion démocratique » de l'égalité, et le fait, c'est-à-dire la discrimination, la ségrégation qui se trouvent, par là même, fondées, réglées, légitimées. A moins que l'immigration et la population qu'elle englobe ne constituent, aujourd'hui — au moment où l'intégration la plus large à l'ensemble national est théoriquement possible et, sans doute, en raison précisément de cette possibilité théorique (« recréer le peuple », selon l'expression des révolutionnaires de 1794 ; cité par P. Vidal-Naquet, in M. I. Finley, *Démocratie antique...*, *op. cit.*, p. 29) —, pour l'ordre démocratique de l'Etat-nation, ce qui lui permet de se penser comme « transparent », c'est-à-dire comme arbitrairement unifié, homogène à travers ou grâce à l'identification dont l'occasion lui est ainsi donnée ¹².

Ainsi, à condition de ne pas se contenter d'une compréhension très immédiate, restrictive et naïve (ou faussement naïve) du phénomène migratoire dans sa totalité (émigration et immigration), ou à condition de ne pas s'en tenir à la définition *doxique* — confortable pour tous, pour notre entendement en toutes ses régions, économique, social, démographique, moral, ethnique, esthétique, culturel ; bref, politique, *i.e.* national — qu'on donne habituellement de l'immigration et des immigrés ; à condition de ne pas se conformer à la représentation commune, toute empreinte de l'opposition entre « national » et « non-national » (*i.e.* immigré), qui est au fondement de l'ordre national, ou à condition de ne pas sacrifier à la perception de l'immigration (et de l'émigration) comme étant, ainsi que la désigne la conscience commune, « naturellement » *a-politique* ; et, plus que tout cela, à condition aussi (une chose ne se pouvant sans l'autre) de s'interroger lucidement sur la genèse sociale et historique de ces perceptions, représentation, définition et compréhension qui s'accordent toutes pour occulter et nier la signification fondamentalement *politique* de l'immigration par l'espèce de neutralisation (éthique) ou de « naturalisation » ³¹ qui en est faite — c'est-à-dire à condition de s'interroger sur les conditions sociales de production, de fonctionnement et de perpétuation ou de diffusion de ces mêmes représentation et définition ou, ce qui revient au même, sur les conditions sociales de la genèse et de la reproduction du phénomène même de l'émigration et de l'immigration —, on est amené à porter au jour et à reconnaître à l'évidence le lien étroit qu'il y a entre le fait de l'immigration (et, corrélativement, de l'émigration) et le fait national ou étatique. A la manière de toutes les autres *simulations* ou *dissimulations* sur lesquelles repose le phénomène migratoire (en son double aspect, ici, d'immigration et, là, d'émigration), la mise en suspens de la dimension intrinsèquement politique de l'immigration est indispensable pour l'avènement, la perpétuation et la « bonne » régulation de celle-ci ; et si tout le monde s'accorde sur l'« a-politisation » de l'immigration, c'est parce que tout le monde (et chaque partenaire à sa manière) a intérêt à cette ultime dissimulation (ou illusion). C'est par l'effet de leur commune « a-politisation » que

l'émigration et l'immigration peuvent ignorer ce qu'elles sont et ce qu'elles opèrent objectivement, peuvent ignorer leur vérité, c'est-à-dire leur nature essentiellement *politique* puisque c'est de là qu'il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, c'est, en dernière analyse, sous le couvert d'un transfert de main-d'œuvre (et de main-d'œuvre seulement), le transfert de citoyens ou de ressortissants donc de sujets *politiques*. Si le phénomène migratoire, c'est-à-dire la raison ou la nécessité économique, autorise chacun des partenaires à contracter de manière avouée, l'un (le pays d'émigration), en vue de l'« exportation » (provisoire) de ses ressortissants, l'autre (le pays d'immigration), en vue de l'« importation » (tout aussi provisoire) de ses travailleurs ou d'une certaine catégorie de ses travailleurs, la raison nationale et la nécessité politique (ou la raison démographique) interdisent en ce domaine de procéder de manière analogue, et de manière aussi avouée, au transfert *définitif* (tel qu'il est consacré, par exemple, par la naturalisation, cette opération de « transsubstantiation » par laquelle le citoyen ou le national d'une nation et d'une nationalité devient le citoyen ou le national d'une autre nation et d'une autre nationalité), pour l'un des deux pays (le pays d'« exportation » ou d'émigration), d'une partie de sa population *actuelle*, ses émigrés — population qui est effectivement la sienne ou qu'il considère seulement comme étant la sienne parce qu'elle est en droit, et seulement en droit, la sienne —, et, pour l'autre pays (le pays d'« importation » ou d'immigration ou encore de naturalisation), d'une partie de sa population *future*, ses immigrés. En toute logique (nationale et nationaliste), aucun ordre national ne peut contracter, en toute connaissance de cause, de la cession ou de l'acquisition — de la cession plus encore que de l'acquisition — d'une fraction de sa population, c'est-à-dire de lui-même, de son identité et de son intégrité nationales. Alors que l'agrégation *politique* (et, par conséquent, à titre définitif), dans un cas, à la population nationale de personnes étrangères à la nation et à la nationalité et, dans l'autre cas, de nationaux à une population (à une nation et à une nationalité) à laquelle ils sont étrangers (nationalement), est objectivement inscrite dans la convention de main-d'œuvre à laquelle les deux pays ont souscrit, elle ne peut malgré cela s'avouer ni être avouée comme telle ; elle ne peut pas même se concevoir comme objet possible de négociations. Il faut que les deux parties en cause soient, par-delà toutes leurs divergences et par-delà les intérêts contraires qui peuvent les opposer, très fortement unies par une espèce de *complicité objective* (i.e. complicité indépendante de la volonté de chacun, complicité qui n'a pas besoin d'être concertée à la manière d'un complot), pour que n'apparaisse pas au grand jour la relation de similitude, voire de cause à effet qu'il y a dans le contrat de main-d'œuvre entre, d'une part, le transfert actuel (et, par définition, provisoire) de travailleurs et, d'autre part, le transfert définitif de la population future (i.e. de citoyens, de sujets politiques, de nationalité, etc.) : émigration et immigration se nieraient elles-mêmes en tant que telles si leur dimension proprement politique n'était pas masquée, la « complicité » (ou accord tacite) indispensable à cela portant, ici, sur le terrain politique, c'est-à-dire sur la

définition que l'un et l'autre pays se donnent du « national » (*i.e.* du politique) — et, *a contrario*, du « non-national » (*i.e.* de l'exclu du politique) —, le juridisme, c'est-à-dire la considération prioritaire du seul statut juridique (ou de la seule appartenance nationale, *i.e.* à une nation et à une nationalité, parfois à la nationalité abstraite seulement sans appartenance effective à la nation) à l'exclusion de toutes les autres caractéristiques (sociales, linguistiques, culturelles, etc.) permettant l'identification ou la distinction, parce qu'ils importent davantage au regard des deux pays, constituent leur seul vrai terrain d'entente. Il faut cette « complicité » ou cette commune dissimulation de la nature et des effets politiques de l'émigration et de l'immigration pour que celles-ci puissent s'accomplir sans que l'ordre national — ou, plus exactement, les deux ordres nationaux foncièrement solidaires en la circonstance — ait à souffrir de quelque atteinte.

Acte apparemment individuel, pour ne pas dire « volontaire » — car c'est ainsi que les sociétés d'émigration et d'immigration s'en donnent et en donnent la représentation (une représentation dont elles ont besoin l'une comme l'autre) : c'est le « paradoxe du tas de sable » —, l'émigration/immigration engage en fait deux ordres politiques, deux nations et deux nationalités et pas seulement deux pays, deux sociétés, deux économies, comme on a coutume de l'envisager et de le dire. Et parce qu'il n'est, à la limite, que deux manières d'exister au sein d'un ensemble national : une manière *légitime*, qui est celle des nationaux — et, aussi, à l'extrême rigueur, de ceux qui se sont « naturalisés » en nationaux —, et une manière « illégitime » en elle-même (mais justiciable, pour cette raison, d'une légitimation continue et, par suite, objet d'un travail constant de légitimation), qui est celle des immigrés, toute présence d'immigrés qui ne se conforme pas à l'ordre ainsi institué sur la base de l'opposition fondamentale entre « national » et « non-national », doit se résoudre, tôt ou tard, inévitablement, par la naturalisation, c'est-à-dire par la fusion dans la nature (politique) française. C'est à cette seule condition que la présence des immigrés — surtout quand ils s'éloignent par leurs comportements de la représentation générale qu'on a de l'immigré et de ce qu'il doit être et doit faire — peut être supportée sous tous les rapports, à la fois, économiquement, socialement, culturellement, intellectuellement (la présence de l'immigré qui peut confiner au *paradoxe* devient de la sorte intelligible et cesse d'être l'impensable de la société), voire esthétiquement (l'immigré est d'un « type » physique, d'un teint ou d'une couleur de peau, d'une *hexis* corporelle et d'une manière de se comporter différents, donc susceptibles d'altérer le panorama esthétique « national ») et, par-dessus tout, politiquement. La distinction selon le critère de la nationalité ou de l'appartenance nationale se rappelle d'autant plus vivement qu'on est en période de crise de l'emploi, qui est aussi crise de l'immigration, et, dans les circonstances actuelles, crise de l'identité nationale.

L'ordre de l'immigration et de l'émigration est tellement tributaire de l'ordre national, c'est-à-dire des catégories ou des schèmes de pensée

qui ont constitué cet ordre, qu'il voue à l'*hérésie* tous les discours, toutes les pratiques qui ne sont pas conformes ou n'adhèrent pas immédiatement à la représentation spontanée, ordinaire, quasi naturelle qu'on a de l'un et de l'autre ordres. Il faut une rupture véritablement hérétique avec ces deux ordres pour concevoir et rendre concevable, pour prévoir et faire prévoir, pour énoncer et annoncer un autre mode de relation possible entre l'un et l'autre. Changer le monde social, changer le monde politique — et changer le rapport à l'immigration, c'est changer tout cela — en changeant la représentation de ce monde (ici, la représentation de l'immigration et de l'immigré), suppose la conjonction d'un discours (ou d'une pratique : la manifestation publique) critique et d'une crise objective. Cela semble être partiellement le cas aujourd'hui : la crise, situation paradoxale (au sens fort du terme), c'est-à-dire extra-ordinaire, contraire à l'entendement (politique) ou au sens commun, appelle un discours qui, lui aussi, sort de l'ordinaire, contredit et heurte le sens commun. Travail d'énonciation de ce qui, jusqu'à ce qu'il soit énoncé (et même après qu'il soit énoncé), était et est encore impensable, de ce qui n'a pas de nom pour être nommé surtout dans le langage politique (c'est l'indicible, l'inouï, l'inobservé) ou, mieux, travail de dramatisation (grèves de la faim ou autre, manifestations, etc.), seul moyen de transgresser les règles tacites, de violer les censures les plus fortement intériorisées comme, par exemple, de proclamer, en violation de l'ordre politique tel qu'il est établi, qu'un immigré (*i.e.* un « non-national ») peut exister, peut se donner un droit d'exister dans le pays d'immigration au même titre et selon le même principe ou dans les mêmes conditions que le national de ce pays ; et, plus que cela, de revendiquer — ce que font certains « hérétiques », les nationaux « hérétiques » de l'ordre national et certains immigrés « hérétiques » de la condition d'immigrés, les uns et les autres se constituant en hérésiarques d'un nouvel ordre de l'immigration et, par conséquent, d'un nouvel ordre national — le droit à exister sur le même mode que le national.

Hérétique, et « hérétique » de l'ordre de l'immigration (et de l'émigration), par exemple, l'immigré (et aussi l'émigré) qui refuse de se conformer à la série des normes qui le définissent et définissent l'immigration (et l'émigration) ; qui refuse de se soumettre à l'impératif du provisoire, de la subordination au travail et de l'exclusion politique (ou du politique qui « se mêle de ce qui ne le regarde pas »). Un exemple de ce type de comportement « hérétique » de la part des immigrés est de protester publiquement contre l'*expulsabilité* qui est contenue dans leur condition même d'immigrés. Jusqu'à présent, ce qui était commun était que l'immigré, en tant que « non-national », se soustraie à la mesure de l'expulsion, désobéisse à l'injonction qui lui est faite de « quitter le territoire national », en bref, enfreigne la loi — mais enfreindre la loi, c'est encore une manière de la reconnaître et de reconnaître la philosophie politique et sociale qui l'habite implicitement. L'évolution actuelle, interne et externe, de l'émigration et de l'immigration — émigration et immigration comme processus et comme populations, l'ensemble des émigrés et l'ensemble des immigrés — incline à produire des émigrés et des immigrés qui se conduiraient de plus en plus en « hérétiques » (et non pas seulement en blasphémateurs) de l'ordre national de l'émigration et de l'immigration.

Hérétiques aussi, et « hérétiques » de l'ordre national, ceux qui refusent d'accepter que l'immigré soit expulsé et surtout qu'il soit *expulsable*, qu'il soit exclu et surtout

qu'il soit *excluable* du politique, conformément à ce qu'exige la distinction faite entre « national » et « non-national », la notion de « l'ordre public » au double sens du droit administratif (l'ordre municipal) et du droit international privé ou droit civil (proche de ce que l'on entend par « mœurs et usages ») étant une autre manière de dire cette opposition. Sorte de discours (en acte) « hérétique », les protestations des uns et des autres, tous « hérétiques » de l'ordre national (grèves de la faim ou autres, manifestations publiques : marches, conférences de presse, votes symboliques, etc. ; tous actes politiques politiquement accomplis pour leur signification politique par leurs auteurs, agents « interdits » du politique), proclament publiquement la rupture avec l'ordre *ordinaire* qui fait qu'être immigré et être expulsable, être immigré et être « excluable » du politique sont une seule et même chose. Ce faisant, ces manifestations contribuent à produire et s'efforcent de produire un nouveau sens commun (ou qui deviendra commun) de l'immigration et de l'immigré et, plus largement, de l'ordre national ; dans ce nouveau sens entreront ou devront entrer *naturellement*, une fois investies de la légitimité (à conquérir) que confèrent la manifestation publique et la reconnaissance collective, les pratiques et les expériences jusque-là clandestines et illégales ou, pour le moins, « extra-ordinaires » et hétérodoxes (par opposition à la définition ordinaire, orthodoxe de l'immigration et de l'ordre national). Le comportement et le langage « hérétiques », outre les conditions sociales de leur production, c'est-à-dire de la production de leurs auteurs, supposent qu'ils puissent, malgré l'exception (l'hétérodoxie) qu'ils constituent, mobiliser l'autorité du groupe dont ils se font entendre et au nom duquel ils parlent et agissent. Ce comportement et ce langage — par exemple, la grève de la faim contre l'expulsion ou l'expulsabilité des expulsables — sont des actes éminemment politiques, des actes ayant une signification politique et pouvant avoir des conséquences politiques incalculables, car ils sont résolument et radicalement (décisoirement) novateurs en matière de définition de la personnalité nationale, de l'identité nationale et, à la limite, de la nation ¹⁴.

Brouiller le principe de la constitution des groupes et, par suite, de l'opposition entre ces groupes (les nationaux et les immigrés), faire fondre les limites entre les groupes et entre les bases sur lesquelles ils reposent, entre les critères pertinents par lesquels ils se distinguent — par exemple, le national et le non-national, à partir du moment où les anciennes propriétés distinctives sont rendues non pertinentes : qui est national et qui est non-national, où, quand, comment, en quoi, jusqu'où est-on national ou non-national ? —, c'est là un travail de subversion politique qui n'est possible qu'à la condition qu'il soit précédé ou qu'il s'accompagne d'une conversion dans la vision du monde social (l'immigration comprise).

Sorte de « moment de vérité » — d'ailleurs, plus pour les sociétés d'émigration et d'immigration que pour les immigrés eux-mêmes ¹⁵ —, la situation de crise actuelle, en exacerbant les contradictions de l'immigration (et de l'émigration), force chacun des trois partenaires à se poser, sans fard ni masque, d'abord, la question du statut actuel et futur (statut, bien sûr, économique, juridique, social, culturel, etc., et, plus que cela, politique) de l'émigration, pour l'un, de l'immigration, pour l'autre, et de son émigration/immigration, pour le troisième ; et, ensuite, la question, inséparable de la première, de l'avenir de l'immigré (ou de l'émigré), c'est-à-dire de la place exacte qu'il peut et qu'il doit occuper dans la société d'immigration et dans la société d'émigration, ou, plus précisément, dans (et à l'égard) de chacun des deux ensembles nationaux entre lesquels il se partage et est partagé : être membre, agent et sujet,

de l'une *ou* de l'autre société mais non des deux à la fois — l'« ubiquité » impossible ou alors illusoire derrière laquelle s'acharne l'immigré ayant ses limites, les limites de l'illusion — ; être citoyen de l'une *ou* de l'autre nation exclusivement. Si chaque période de l'histoire de l'immigration a eu sa manière propre de composer avec l'*illégitimité* (politique) qui s'attache fondamentalement à l'immigré, et chaque période de crise, sa manière à elle de révéler cette illégitimité (illégitimité de la présence de l'immigré même s'il n'est pas, surtout quand il n'est pas chômeur ; illégitimité de son emploi et, *a fortiori*, de toutes ses habitudes, de toutes ses manières d'être, de tout ce par quoi il se distingue en tant qu'immigré) ¹⁶, celle-ci se trahit aujourd'hui à travers la question de l'acquisition par les immigrés de la nationalité française, à travers la naturalisation (des immigrés et de leurs enfants) comme aboutissement logique (sociologique et politique) d'une situation nouvelle et, surtout, d'une expérience de l'immigration qui n'a plus rien à voir avec la relation ancienne, traditionnellement constitutive de l'immigration et de la condition de l'immigré — relation des immigrés à la société d'immigration et, réciproquement, relation de celle-ci à ses immigrés (et, corrélativement, relation réciproque des immigrés à leur société d'émigration et de celle-ci à ses émigrés).

S'il est permis de considérer la « nationalité », c'est-à-dire l'appartenance (nationale) ou la non-appartenance à la nation, comme l'*objectivation* de la nation, et le code de la nationalité qui régit cette appartenance — qui appartient à la nation et qui ne lui appartient pas ? Qui peut lui appartenir et qui ne le peut ? Par quels moyens et dans quelles conditions on peut lui appartenir et à quelles conditions accepte-t-elle cette appartenance « acquise » ? Par quels moyens et dans quelles conditions on peut mettre fin ou refuser cette appartenance et aussi dans quelles conditions la nation peut-elle accepter ou provoquer cette rupture ?, etc. — comme constituant une manière, à la fois, de protection et de sauvegarde, et de renforcement de la nation, on est en droit d'interroger le droit de la nationalité et son histoire, non pas seulement sous le rapport de l'évolution interne de l'idée et de la réalité de la nation (et de la nationalité qui en est l'expression) ¹⁷, mais aussi — chose qui n'a pas été faite systématiquement — sous le rapport, d'abord, de la colonisation (donnée d'hier) et ensuite de l'immigration (donnée d'aujourd'hui). L'une et l'autre sont confrontées, à des moments différents, au même problème ou à des problèmes similaires : comment faire, dans un cas (celui de la colonisation, et, surtout, de la colonisation de l'Algérie), que des « non-Français-de-fait » (des non-Français par toute une série de caractéristiques différentes qui se ramènent à une histoire différente, et à une histoire qu'on peut dire « nationale ») soient en même temps des « Français » sans être tout à fait des Français (*i.e.* des « Français-musulmans » ou « Français de statut civil de droit *personnel* ou *local* ») ; dans l'autre cas (celui de l'immigration et, plus particulièrement, d'une immigration qui est le produit direct de la colonisation et qui, parce qu'elle s'ajoute et survit à la colonisation, en prolonge les effets), comment faire de « non-Français-de-droit », mais « Français-de-fait » (Français par leur « naissance », par leur scolarisation,

par leur éducation au sein de la société française, par leur travail et par toute leur existence, etc. ; « Français-de-fait » seulement, même quand le droit, *i.e.* la nationalité française s'y ajoute), des Français qui ne soient pas tout à fait français. Le défi de l'immigration (conjugué à celui de la colonisation) est infiniment plus grave et plus violent que le défi de la colonisation, car il a lieu au sein de la nation et sur le territoire même de la nation. Par quelles transformations internes (c'est une véritable révolution) ou par quels nouveaux subterfuges, l'ordre national peut-il relever le défi qui lui est lancé ? Et avec l'ordre national, par quel autre artifice, les « allogènes » ou les « pseudo-nationaux » dont la présence au sein de la nation constitue un véritable démenti porté à la représentation qu'on a de la nation, peuvent-ils surmonter la contradiction dans laquelle ils sont enfermés et dans laquelle ils s'enferment eux-mêmes ? Aussi, étant eux-mêmes, à leur corps défendant, les produits de cette représentation, reprennent-ils, de plus en plus, à leur compte, de manière *active*, le schème « nationaliste » dont ils sont les sous-produits, la première réaction de tous les stigmatisés étant de revendiquer le stigmate par lequel ils sont discriminés. Si ce n'est qu'ils sont contraints, aujourd'hui comme hier — les mêmes causes (ou causes similaires) produisant les mêmes effets (ou effets homologues), il n'y a pas de raison pour que la situation d'aujourd'hui ne reproduise pas analogiquement les autres situations, situations des autres dans un autre temps et situation des autres en d'autres lieux —, de s'inventer ou réinventer quelque autre « nationalité chimérique » (selon l'expression de Marx de *La question juive*) ou quelque autre « pseudo-nationalité » ou « nationalité intime », maigre consolation et réflexe de « dominés » commun à tous ceux qui n'ont d'identité qu'*aliénée* (pour des raisons historiques), et aliénée d'une « aliénation initiale » (selon les termes de Gershom Scholem), « aliénation » à laquelle l'« assimilation » (qui ne peut être qu'une « assimilation à l'externe » et non « une assimilation *de* l'externe », ce dont ces « dominés » n'ont pas les moyens) ne saurait mettre fin.

C.N.R.S., E.H.E.S.S. (C.S.E.C.).

NOTES

1. Est-il besoin de dire que c'est intentionnellement qu'on s'en tient à la forme actuelle des migrations, les migrations contemporaines de l'économie moderne (milieu du 19^e et 20^e siècles, pour la France), à l'exclusion de tous les autres déplacements de populations : ceux du passé, antérieurs aux systèmes politiques actuels (systèmes « nationalistes »), qui appartiennent aujourd'hui à l'histoire démographique de tous les peuples ou de toutes les nations ; et ceux du présent, quand ils ne semblent pas être directement commandés par les nécessités de l'économie, l'économie dominante hautement bénéficiaire de l'immigration et des immigrés qu'elle appelle vers elle et l'économie dominée contrainte à produire l'émigration et à fournir des émigrés, le phénomène

migratoire tel qu'il s'établit aujourd'hui n'étant que la résultante de la domination de la première sur la seconde.

2. Sont *immigrés* de nationalité française, par exemple, les originaires des DOM-TOM vivant en France, ainsi que leurs enfants nés en France (cela en raison, sans doute, principalement de deux critères de discrimination d'avec la métropole et, corrélativement, d'identification interne pour cette population : l'« *outre-mer* », cette donnée d'abord « géographique » étant aussi une donnée de l'histoire et une donnée politique qui rapprochent plus de la situation, notamment sous le rapport de l'émigration, des pays du Tiers-Monde que de la métropole ; la couleur de la peau, signe le plus manifeste de la distinction, pour ne pas dire stigmatisme de la discrimination, et qui rappelle à lui seul une histoire et une origine, qu'il faut bien appeler « nationales », différentes) ; la population dite des « Français-musulmans » — ils étaient aux alentours de 100 000 en 1962 ; ils sont aujourd'hui, l'expression « Français-musulman » étant devenue générique, quelque 450 000 — qui, à la différence de nationalité près, est très proche des immigrés algériens avec lesquels elle partage l'origine « nationale », ethnique, linguistique, etc., ainsi que beaucoup d'autres caractéristiques sociales, culturelles ; la fraction de la population des immigrés, notamment les moins « naturalisables » d'entre eux (les immigrés originaires des anciennes colonies et plus largement du Tiers-Monde), qui ont acquis la nationalité française et dont le nombre va croissant (4 976 naturalisations d'Algériens, Marocains, Tunisiens en 1976 et 7 221 en 1980) ou qui l'ont reçue automatiquement — c'est le cas de tous les enfants des familles immigrées algériennes quand ces enfants sont nés en France après le 1-1-1963 en raison du « fait de la double naissance » (« nés en France de parents nés eux-mêmes en France », article 21 du Code de la nationalité).

3. Cf. A. Sayad, « La naturalisation, ses conditions sociales et sa signification chez les immigrés algériens en France », in *Gréco 13, recherches sur les migrations internationales*, n° 3, 1981 (1^{re} partie : « La naturalisation comme aboutissement 'naturel' de l'immigration », pp. 23-46) et n° 4 et 5, 1982 (2^e partie : « La naturalisation comme rapport de forces entre nations et entre nationalités », pp. 1-56).

4. Cf., notamment, A. Sayad, « Qu'est-ce qu'un immigré ? » in *Peuples méditerranéens*, n° 7, avril-juin 1979, pp. 3-23.

5. La présence *légitime* est la présence dont il n'y a rien à dire ; *elle est*, sans plus : elle est *absolument*, sans autre condition et sans subordination à quelque chose d'autre et à quelque autre chose extérieure à elle-même ; elle a sa fin en elle-même ou elle est à elle-même sa propre fin. La présence *légitimée*, telle celle de l'immigré, est la présence dont on ne peut dire qu'il n'y a rien à en dire, dont on ne peut dire qu'elle est en elle-même et pour elle-même, puisqu'elle est à une autre fin qu'elle : c'est la présence qui ne peut être pensée et conçue, perçue et éprouvée que comme présence *en vue de...*, *afin que...*, *en raison de...*, *à cause de...*, *tant que...*, etc., toutes conditions et justifications qui donnent sens et raison, ordre et norme, légitimité, à ce qui autrement ne serait que non-sens, déraison, désordre et « hors-norme », illégitimité. Alors que la légitimité n'a pas à être prouvée, ni discutée — l'idée même qu'elle puisse être prouvée ou qu'on puisse la discuter est impensable —, la légitimation (sous-entendu, de l'« illégitime ») est la licitation de ce qui n'est ni licite, ni légitime en soi.

6. C'est ce que dit Hanna Arendt à propos des conditions sociales préalables qui ont rendu possible l'extermination des juifs sous le nazisme — « mort civile », d'abord, qui a permis la « mort physique » ou « biologique » — : « Chez les nazis, l'extermination des juifs avait commencé par les priver du statut juridique (le citoyen de seconde classe) en les coupant du reste du monde des vivants et en les parquant dans des ghettos et dans des camps de concentration... Ce qu'il faut bien savoir, c'est qu'une condition de totale privation de droits avait été créée bien avant que le droit à la vie ne soit contesté. » Et, plus loin, être privé des droits politiques, ceux qui sont constitutifs de l'existence civile, c'est « d'abord et avant tout être privé d'une place dans le monde qui rende les opinions significatives et les actions efficaces. Quelque chose de bien plus fondamental que la liberté et la justice, qui sont des droits du citoyen, est en jeu lorsque appartenir à la communauté dans laquelle on est né ne va plus de soi, et que ne plus y appartenir n'est plus une question de choix, ou lorsqu'un individu se trouve dans une situation telle qu'à moins de commettre un crime, la manière dont il est traité par autrui ne dépend plus de ce qu'il fait ou ne fait pas. » (*L'impérialisme*, Paris, Fayard,

1982, pp. 280-281). Il y a un lien évident entre « être-sans-droit » et « être-hors-la-loi » : se mettre « hors-la-loi » est sans doute la seule manière d'acquérir un statut juridique minimum (hors norme et par la répression) quand on est « sans-droit ».

7. On se rapportera avec profit aux historiens du monde antique — historiens du politique, de l'économie de Rome et de la Grèce ancienne, de l'organisation sociale des cités antiques (parmi les plus modernes d'entre eux, Michel Austin, Moses I. Finley, P. Anderson, J. Annequin, A. Aymard, J.-P. Vernant, P. Vidal-Naquet, etc. ; cf. plus loin) — et à ce qu'ils disent de l'institution politique et des oppositions entre les groupes qui ont accès au politique et ceux qui en sont exclus. « Entre les esclaves du type athénien, esclaves-marchandises importés de l'étranger et achetés sur le marché, et les groupes du type hilote, il y a une différence fondamentale. Ce sont deux types de sujétion bien différents, qui ont une origine et une histoire distinctes et représentent deux stades d'une évolution (...) » (Michel Austin et P. Vidal-Naquet, *Economies et sociétés en Grèce ancienne*, Paris, A. Colin, 1973, 416 p.). Les esclaves sont achetés individuellement, ils sont d'origine diverse (après Solon, il n'y eut plus à Athènes d'esclaves d'origine athénienne), ils ne peuvent se nommer collectivement et n'ont aucune identité dont ils pourraient se réclamer (sans personnalité juridique, ils sont la chose de leur maître ; à cette non-existence s'ajoute une sujétion corporelle, sexuelle, totale : cf. Moses I. Finley, *Esclavage antique et idéologie moderne*, Paris, éd. de Minuit, 1981, 212 p. ; voir p. 127) ; ils ne peuvent espérer qu'une libération individuelle qui ne pourra jamais faire d'eux des citoyens ; tout au contraire, les hilotes, dans Sparte, réputés avoir été conquis (ils peuvent être des Grecs ou des non-Grecs) et non achetés, jouissent d'une homogénéité plus grande, parlent la même langue et sont désignés d'un nom collectif, connaissent une identité généalogique (la population se reproduit), territoriale (ils sont d'un lieu), historique, etc., et une liberté d'action qui leur vaut de pouvoir être affranchis par l'Etat et de devenir des *néodamodes* (nouveaux membres du *damos*), nouveaux citoyens de Sparte sans être pour autant à parité avec les Pairs. Ces deux degrés dans la sujétion expliquent les rapports différents entretenus avec l'Etat : « A Athènes, il est rare de recruter des esclaves pour le service militaire ; les cas sont peu fréquents et correspondent toujours à des situations d'urgence. En outre, quand on fait appel à des esclaves pour la guerre, on commence par les libérer. A Sparte, il est normal de se servir d'hilotes pour la guerre et, ici, s'ils sont libérés c'est parfois après leurs périodes de service. (...) Les hilotes pouvaient prétendre faire partie de l'Etat lacédémonien alors qu'il était inconcevable que les esclaves athéniens revendiquent le droit de cité à Athènes ou même aucun droit de cité n'importe où (dans la cité antique, ce sont la possession de la terre, le service militaire et la religion qui font le citoyen). » Ces différences expliquent — chose qui a son importance sous le rapport qui nous intéresse — pourquoi il n'y eut pas dans Athènes de l'époque classique de révoltes d'esclaves (pourtant fort nombreux : quatre fois plus nombreux que les hommes libres), alors que la situation était toute différente à Sparte où les révoltes d'hilotes étaient une constante : « A Athènes, un tel complot groupant les métèques et les esclaves contre les citoyens était tout simplement inconcevable..., parce qu'ils étaient totalement exclus de l'Etat alors qu'à Sparte tout le monde, des pairs aux hilotes, en passant par toutes les catégories intermédiaires participait à l'Etat dans une certaine mesure et à des degrés différents, et l'homogénéité ethnique rendait possible une conscience et une action communes. » (M. Austin et P. Vidal-Naquet, *op. cit.*).

8. L'immigration est par essence de l'ordre de l'extériorité : l'immigré provient de l'extérieur et avec l'immigration, c'est l'extériorité qui advient à (ou dans) l'intériorité — de la même manière, l'émigré va à l'extérieur et avec l'émigration, c'est l'intériorité qui se porte vers quelque extériorité — ; l'opposition immigration/émigration ou immigré/émigré recoupe toute une série d'autres oppositions homologues structurellement liées, dont les oppositions *présence / absence*, *intérieur (ou interne) / extérieur (ou externe)*, *privé (domestique) / public*, etc. Immigrer, c'est venir à l'intérieur (de l'extérieur) ou dans l'interne (de l'externe), c'est être présent ici, etc. ; émigrer, c'est aller de l'intérieur (ou de l'interne) vers l'extérieur (ou vers l'externe), de l'intimité, du « privé » (du domestique) vers le public, c'est être absent d'ici pour être présent là, etc. — l'émigré est aussi appelé en arabe *elghayab*, littéralement l'absent.

9. Ces individus sont « dangereux » pour l'ordre politique parce qu'ils sont, au cœur même de la civilisation, renvoyés à leurs dons naturels, à leur stricte différenciation. Ils sont privés de ce gigantesque égalisateur de différences qui est l'apanage de ceux qui sont citoyens d'une communauté publique (...). Le paradoxe impliqué par la perte des droits de l'homme, c'est que celle-ci survient au moment où une personne devient un être humain en général — sans profession, sans citoyenneté, sans opinion, sans actes par lesquels elle s'identifie et se particularise — et apparaît comme différence en général, ne représentant rien d'autre que sa propre et absolument unique individualité qui, en l'absence d'un monde commun où elle puisse s'exprimer et sur lequel elle puisse intervenir, perd toute signification » (Hannah Arendt, *L'impérialisme*, op. cit., p. 292).

10. S'il fallait faire l'histoire, c'est-à-dire la genèse et la hiérarchie de toutes les formes de sujétion, passées et présentes, il apparaîtrait que se trouverait à leur principe commun la distinction faite partout entre ceux qui détiennent la faculté ou la personnalité politique (ou civile), même si elles sont toutes théoriques, et ceux qui en sont privés ; distinction constante, où ne varient que les critères, les traits distinctifs ou pertinents sur lesquels se fonde cette *diacrisis*. Aujourd'hui, dans les républiques et les démocraties modernes et aussi dans les Etats-nations (surtout quand ils se trouvent être des puissances coloniales ou à fondement colonial) comme hier, dans les républiques antiques, les cités d'Athènes et de Sparte notamment, pour ne reprendre que les exemples qui ont été constitués en modèles de référence — si tant est qu'on puisse se fier à toutes ces références modernes, celles de l'Eglise, d'abord (cf. Moses I. Finley, *Esclavage antique et idéologie moderne*, Paris, éd. de Minuit, 1981, 212 p., voir surtout pp. 13-21), celles du siècle des Lumières et de la Révolution, ensuite (Montesquieu ; Robespierre, Saint-Just, etc., ainsi que tous les révolutionnaires de la République égalitaire de l'An II pour qui Sparte fut un modèle de référence et l'Antiquité une « réserve de références » comme dit P. Vidal-Naquet) celles de l'époque libérale, enfin (l'Athènes « bourgeoise » inventée par l'époque libérale bourgeoise post-révolutionnaire comme réplique à la Sparte de la Révolution de l'An II ; cf. Moses I. Finley, op. cit., et Pierre Vidal-Naquet, « Tradition de la démocratie grecque », préface à Moses I. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot, 1976, 182 p. ; N. Loraux et P. Vidal-Naquet, « La formation de l'Athènes bourgeoise, essai d'historiographie, 1750-1850 » in *Classical Influences on Western Thought*, éd. R. R. Bolgar, Cambridge, 1978, pp. 169-222) qui ont toutes en commun de pécher par ce que M. I. Finley appelle « l'erreur téléologique » (op. cit. p. 21) —, ou encore les républiques médiévales, comme les cités italiennes (cités féodales, cités-États) des 12^e, 13^e et 14^e siècles (cf. M. Bragadin, *Histoire des républiques maritimes italiennes : Venise, Amalfi, Pise, Gênes*, Paris, 1955 ; et surtout, D. Waley, *Les républiques médiévales italiennes*, Paris, Hachette, 1969, 255 p., et aussi Perry Anderson, *Les passages de l'Antiquité au féodalisme*, Paris, F. Maspéro, 1977, 331 p.) — dans ces « thalassocraties » de Vénétie, de Ligurie, de Toscane, et dans les « cités féodales » (et non bourgeoises) de toute l'Italie du Nord et du Centre (Lombardie, Emilie, Romagne, Ombrie, etc.), à l'époque de la première renaissance, là où la cité suzeraine exerçait sa souveraineté sur le *castra* et les villages et plus encore sur la campagne environnante (le *contado*), il semble que la distinction entre le citoyen (le « citadin » dans la mesure où il appartient à un *art* et exerce sa part de souveraineté à travers cet *art*, d'où l'enjeu politique des luttes pour la définition des « arts » et pour la classification et la distribution des métiers) et le non-citoyen (le paysan, les « campagnards », les « *contadini* ») passe entre, d'une part, la cité, la ville, « république de producteurs » (et non « de guerriers et consommateurs » comme la cité grecque) dont seuls les membres (membres d'un « art ») peuvent prétendre concourir (au double sens de *contribuer* à... et *entrer en concurrence* pour...) au pouvoir, et d'autre part, la campagne hors des murailles de la cité et dont les membres n'appartiennent pas au corps politique, au corps civil (i.e. de la cité) et ne concourent pas (au double sens du terme) aux conflits politiques qui font la cité ; et, sans doute, les « immigrés » d'alors étaient-ils ces résidents non-citoyens, les *habitores*, souvent émigrés du *contado*, qui pouvaient prétendre réclamer la citoyenneté, la « naturalisation » d'alors (cf. Michel Austin et Pierre Vidal-Naquet, *Economies et sociétés en Grèce ancienne*, Paris, A. Colin, 416 p., voir p. 15) — ; dans les démocraties les plus vraies comme dans leurs déviations ou leurs perversions, leurs dérives vers toutes formes de totalitarisme (le « monde unique », tel que le décrit Hannah Arendt ; le nazisme, le fascisme, l'appartheid, le colonialisme et autres régimes

ségrégationnistes), le principe unique de toutes les sujétions est l'opposition, sous des formes multiples et à des degrés différents, entre, d'une part, l'homme « libre » pour lequel la seule activité qui vaut est la politique — c'est le citoyen athénien ou romain, le pair dans la cité de Sparte, le « citadin » de Florence et des autres villes italiennes au Moyen-Age, le citoyen du Reich hitlérien, l'homme « blanc » dans le régime de l'appartheid, le citoyen du « premier collège » ou le colonisateur dans le système colonial, le citoyen de l'Etat-nation, etc. —, et d'autre part, l'homme « assujéti », « aliéné », qui est exclu du corps politique et des prérogatives politiques, qui est sans identité civile *de jure* (sans identité « nationale », dirait-on aujourd'hui) — c'est l'esclave, le métèque, l'hilote, le « barbare », le « paysan » ou *contadino*, ainsi que tous les nationaux ou tous les citoyens de seconde zone, de seconde classe, appartenant tous (de naissance) à la « mauvaise race » (les nationaux du Reich hitlérien, privés de droits politiques ; cf. Les lois de Nuremberg), à la « mauvaise couleur » (les Noirs), à la « mauvaise caste » (les colonisés, par exemple) ; c'est aussi le déporté (pour des raisons totalement obscures), le zeck (qui appartient de naissance à la « mauvaise classe ») et, dans une mesure peut-être moindre, l'*immigré* (le non-national de la nation dont il est membre de fait seulement). Pour toutes ces questions, on se reportera utilement, outre aux grands classiques de la philosophie politique (depuis Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Montesquieu, Tocqueville, jusqu'à Claude Lefort), à, notamment, Hannah Arendt, *L'impérialisme*, op. cit., et, plus largement, *Origines du totalitarisme* (N. York, Harcourt Brace, 1951) dont *L'impérialisme* ne constitue qu'une partie, les deux autres étant, la première, *Sur l'antisémitisme*, Paris, Calman-Lévy, 1973, 290 p. ; et la seconde consacrée au totalitarisme (*Le système totalitaire*, Paris, éd. du Seuil, 1972 ; *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967, *Pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972, 382 p. ; *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1961, 369 p. ; *Du mensonge à la violence, essai de politique contemporaine*, Paris, Calman-Lévy, 1972 ; et tout récemment, de André Enegren, *La pensée politique de Hannah Arendt*, Paris, PUF, 1984, 256 p.) ; Michel Austin et P. Vidal-Naquet, *Economies et sociétés en Grèce ancienne*, op. cit. (voir, surtout, pp. 11-180 : « Concepts et problèmes généraux »).

11. La délimitation par la nationalité a évidemment pour effet de distinguer entre qui est ressortissant de cette nationalité et qui ne l'est pas ; la délimitation par le territoire, et cela au sein de la même nationalité, permet de séparer — tel est le cas, notamment, en situation coloniale — l'espace *métropolitain* du reste de l'espace que recouvre cette nationalité commune et, du même coup, de séparer la « nationalité » qui va avec l'espace métropolitain et avec les citoyens métropolitains (la nationalité vraie) de la « nationalité » qui va avec le reste du territoire (nationalité de colonisés). Il est significatif que la différence ainsi introduite entre deux formes possibles de la même nationalité, deux statuts, deux collèges, ne puisse se retrouver en territoire métropolitain : là, il ne peut y avoir d'inégalité entre citoyens, il ne peut y avoir deux citoyennetés différentes. Ainsi cet exemple emprunté à l'histoire coloniale récente — à la colonisation « à la française » (colonisation plus « compréhensive », plus totale et plus globale ; colonisation du territoire mais aussi des « corps et des âmes », des âmes par la « colonisation » des corps) en sa forme la plus poussée, telle qu'elle fut appliquée en Algérie — : quand le statut organique de l'Algérie (loi du 20 septembre 1947) institua la nationalité française pour tous les colonisés algériens dans leur statut personnel (ou local) et distinguait entre les « Français de statut civil de droit commun » (les Français d'origine, les citoyens de premier collège) et les « Français de statut civil de droit personnel » (les « Français-musulmans », les citoyens de second collège), il stipula lui-même que la distinction qu'il opère de la sorte entre deux catégories de citoyens et de nationaux ne pouvait continuer à avoir cours en métropole, « quand ils résident en France métropolitaine (il s'agit des Français-musulmans), ils y jouissent de tous les droits attachés à la qualité de citoyens français et sont soumis aux mêmes obligations » (article 2, alinéa 2).

12. « Transparence sociale », ainsi Marc Richin parle de l'idée que la Révolution française se faisait de la société qu'elle mettait en place ou qu'elle ambitionnait, usant pour cela du symbole d'une Sparte (ou d'une histoire de Sparte) conçue à cet effet ; cf. préface à J. G. Fichte, *Considérations sur la Révolution française*, Paris, Payot, 1974 — cité aussi par P. Vidal-Naquet, « Tradition de la démocratie grecque » in M. I. Finley, *Démocratie antique...*, op. cit., p. 29.

13. Nécessité de l'« ordre national », la neutralité politique de l'immigration (qui est plus et autre chose que la neutralité politique des immigrés) a fini par devenir, pour tout le monde — pour la société d'immigration, pour le pays d'émigration et, aussi, pour les immigrés, les intéressés au premier chef, tant qu'ils étaient conformes à la définition qu'on en donnait et qu'ils donnaient par contrecoup d'eux-mêmes (c'est-à-dire exception faite des immigrés, nombreux aujourd'hui, qui se comportent en « hérétiques » de l'ordre national de l'immigration et de l'émigration) — une donnée *naturelle* (sans qu'on se rende compte du paradoxe qu'il y a à parler de « nature » en pleine sphère politique, là où il n'y a que du politique et où tout est politique), la « naturalisation » (« il-est-naturel-que... », « cela-va-de-soi-que... », « il-va-sans-dire-que... », etc.) étant l'aboutissement du travail (travail de « socialisation », i.e. de masquage du social) par lequel le « social » se nie comme tel, c'est-à-dire comme arbitraire.

14. Pour une analyse plus fine de la relation entre *orthodoxie* et *hétérodoxie* dans la représentation et la définition des faits sociaux et, aussi, de la signification de la manifestation comme volonté et comme moyen (violent ou non) de faire advenir à l'existence actuelle ce qui n'est encore qu'à être, ce qui n'est encore qu'à l'état de potentialité, voir P. Bourdieu, « L'identité et la représentation, éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, nov. 1980, pp. 63-72.

15. Les premières ont plus impérativement besoin de croire au *mensonge* (social) qu'elles ont contribué à susciter et à entretenir pour pouvoir supporter le *paradoxe* d'une situation qu'elles ne peuvent reconnaître pleinement, parce qu'elles ne peuvent la comprendre au moyen des catégories politiques dont elles disposent — l'hérésie ou l'hétérodoxie sociales, la déviance par rapport à la norme ordinaire (vérité d'un moment, vérité du plus grand nombre mais vérité éternisée et universalisée) sont, d'abord, cognitives avant d'être politiques ; elles sont, d'abord, subversion mentale avant d'être subversion politique — pour l'une, la société d'émigration, absence durable mais qui ne saurait être admise comme telle ; pour l'autre, la société d'immigration, présence permanente mais vouée à un statut d'illégitimité permanente. Les seconds, les émigrés/immigrés, parce qu'ils savent d'expérience combien il leur est indispensable de se dissimuler la vérité de leur condition présente et de leur situation à venir, ne sont pas dupes pour autant, en leur for intérieur, des dissimulations auxquelles les contraint leur double état d'émigrés de là-bas et d'immigrés ici.

16. Il est faux ou, pour le moins, exagéré de croire que notre époque a l'exclusivité, non pas de l'immigration, mais des difficultés qu'elle suscite (difficultés émigrés et difficultés de la société face à ses immigrés) ; il faut beaucoup de naïveté (et de fausse naïveté) pour croire que l'immigration devrait aller sans poser de problèmes ou qu'elle a été, dans le passé, sans avoir posé de problèmes (ou sans avoir posé autant de problèmes et de problèmes difficiles) — et cela, pense-t-on, en raison des caractéristiques qu'on attribue rétrospectivement aux immigrés d'alors qu'on disait « assimilables » (ou plus facilement « assimilables » parce que disposés à se laisser « assimiler ») — et que si, aujourd'hui, elle engendre tant de difficultés, elle fait surgir tant de problèmes graves, cela tient aux immigrés de l'heure actuelle qui n'ont pas la qualité et les vertus — ils sont « inassimilables » ou difficilement « assimilables » — des immigrés d'hier, plutôt qu'au fait même de l'immigration. De même, ce n'est que par l'effet d'une illusion d'optique (la situation présente est unique dans son genre, elle n'a pas de précédent ni d'équivalent passé ou à venir) ou par une espèce de « historocentrisme », attitude trop fixement centrée sur le présent, sur les problèmes présents, qu'on peut faire des problèmes de l'immigration actuelle des problèmes inédits ou, tout au moins, des problèmes atteignant à des formes et à des degrés inédits. En réalité, tout laisse penser que chaque période, au moins dans l'histoire récente (depuis le milieu du XIX^e siècle), a eu son immigration et a eu, sans doute, à résoudre des problèmes similaires dans leur nature et dans leurs difficultés extrêmes aux problèmes de nos jours, a eu aussi l'illusion d'avoir l'exclusivité de ces problèmes (on pense, ici, aux problèmes que posaient, à leur époque, les immigrations polonaise et italienne, etc.) ; voir à ce propos, J. Ch. Bonnet, *Les pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, université de Lyon (Lyon II), 1976, 414 pages (voir notamment pp. 130-176 et 228-308), et R. Schor, *L'opinion française et les étrangers en France (1919-1939)*, université de Provence, Aix-

Marseille, 1980, 4 tomes (notamment, tome III, pp. 732-782).

17. La littérature sur le droit de la nationalité est fort abondante ; qu'il suffise de citer : Paul Lagarde, *La nationalité française*, Paris, Dalloz, 1975 ; Bouchez, *Histoire parlementaire de la Révolution française* ; B. Mikrine- Guetzevicht, « Les sources constitutionnelles de la nationalité » dans *La nationalité dans la science sociale et dans le droit contemporain* (ouvrage collectif, Institut du droit comparé, université de Paris, 1933) ; G. Weil, *L'Europe du 19^e siècle et l'idée de la nationalité*, Paris, 1938, etc.

L'ETAT ET LES CLASSES SOCIALES EN ALGERIE A L'EPOQUE DU PRESIDENT BOUMEDIENNE

Réflexions, critiques et propositions

Gauthier de VILLERS

Nombre d'études, datant surtout des années soixante-dix, ont posé dans une optique marxiste la question de la « nature de classe » de l'Etat algérien sous le régime du président Boumediène (1965-1978).

En règle générale, ces études reposent sur une synthèse de données empruntées aux sources les plus accessibles et les plus faciles à manier (statistiques officielles courantes, documents gouvernementaux, ouvrages et articles généraux...). Peu soucieuses de démonstration empirique, elles n'accordent qu'une médiocre attention aux recherches spécialisées des historiens et géographes et aux enquêtes de type sociologique ou socio-économique.

En même temps, ces études engagent des problématiques très réduites. Il est révélateur, de ce point de vue, qu'elles soient le plus souvent construites autour d'une idée-force appelée à exprimer l'« essence » du système politique algérien (capitalisme d'Etat, bonapartisme, voie non capitaliste de développement...).

Cet article vise d'abord à mettre en lumière les faiblesses, sur le plan conceptuel et sur le plan empirique, des principales thèses soutenues par les auteurs adoptant ce type de démarche : la thèse du caractère petit-bourgeois de l'Etat algérien et celle, souvent combinée avec la première, qui analyse le mode de fonctionnement de cet Etat à l'aide de la notion de « capitalisme d'Etat ». A partir de ces critiques et en nous fondant, autant que possible, sur les résultats de travaux spécialisés et d'études à caractère empirique, nous chercherons à ouvrir d'autres pistes de recherche sur les deux grandes questions soulevées par les thèses

évoquées : celle de la base sociale à partir de laquelle s'est formé et développé l'Etat algérien indépendant, celle de la logique sociale qui régit le fonctionnement de cet Etat.

Nous voudrions contribuer par-là à l'évolution qui semble se dessiner dans la recherche la plus récente concernant l'Algérie. Sous l'influence peut-être du scepticisme ambiant à l'égard des théories systématiques, cette recherche témoigne en effet aujourd'hui, nous semble-t-il, d'un plus grand souci de reconnaître la complexité du système socio-politique algérien et d'une plus grande prudence dans le maniement des concepts généraux.

I. - LES LIGNES DE FORCE DE L'EVOLUTION SOCIO-POLITIQUE : UN ETAT DOMINE PAR LA PETITE BOURGEOISIE ?

I.1. *La thèse du caractère petit-bourgeois de l'Etat algérien, principales positions en présence.*

La plupart des auteurs qui posent la question de la « nature de classe » de l'Etat algérien s'accordent sur le point de départ de la réponse : il s'agirait d'un Etat dominé par la petite bourgeoisie. Cette convergence fait système avec une autre : les mêmes auteurs souligneront en effet — sur le mode généralement du rappel d'une évidence¹ — que la petite bourgeoisie a joué un rôle dirigeant dans la lutte de libération nationale et dans la phase de construction de l'Etat au moment de l'accession du pays à l'indépendance.

Au-delà, les divergences commencent. Celles-ci sont, à la base, de nature politique. Toute la démarche des auteurs apparaît guidée par leur appréciation politique du régime algérien. Il s'agit pour eux de montrer par l'analyse des caractéristiques de la petite bourgeoisie au pouvoir que ce régime est, à tel ou tel titre, réactionnaire ou progressiste.

Définissons les deux principaux types de position en présence.

A. Un premier type de position se retrouve généralement chez les auteurs qui voient dans le système algérien un système de capitalisme d'Etat, thèse que nous examinerons plus loin. Les différences d'un auteur à l'autre nous semblant secondaires, nous nous centrerons sur un ouvrage, celui de M. Raffinot et P. Jacquemot².

Ces auteurs analysent la formation et le développement de l'Etat algérien indépendant en fonction du rôle dirigeant joué par une petite et moyenne bourgeoisie faite d'une part de catégories de commerçants, d'artisans, de paysans aisés, d'autre part de cadres moyens et de membres des professions libérales (pp. 41-43). Cette « classe », est-il affirmé, à travers son engagement dans la lutte de libération visait à se débarrasser des entraves mises par la colonisation à l'essor d'un capital algérien et donc « aspirait... confusément à transformer ses moyens de travail financiers, techniques ou intellectuels en véritables moyens d'exploitation » (p. 43).

Sa politique de forme populiste et progressiste ne sera alors que tromperie (ainsi, le ralliement du régime Ben Bella, en 1963, au système de l'autogestion — p. 57) ou détour contraint sur la voie de son affirmation en tant que classe (le nationalisme de la petite bourgeoisie sera analysé par les deux auteurs comme l' « expression temporaire de ses véritables aspirations de classe hégémonique » — p. 43 ; les mesures d'étatisation économique seront vues comme le moyen pour une bourgeoisie encore faible d'assurer une accumulation primitive de capital en attendant qu'une forme de libéralisation économique devienne possible — p. 128³...).

Au cours du processus de construction de l'Etat, la petite bourgeoisie connaît cependant une division, des conflits internes. Sa fraction la plus dynamique et la plus consciente, composée de techniciens, d'intellectuels, de cadres militaires et politiques, sera parfois contrainte, pour faire prévaloir les intérêts d'ensemble et à long terme de la classe (p. 64), d'aller à l'encontre des intérêts immédiats de la fraction privée de la bourgeoisie (pp. 356, 357, 373). C'est dans cette optique qu'il faudrait par exemple analyser la « révolution agraire » de 1971.

A la différence de nombreux auteurs, M. Raffinot et P. Jacquemot entreprennent de définir la notion de petite bourgeoisie qu'ils utilisent. La petite bourgeoisie est pour eux la classe de ceux qui vivent « de la rétrocession d'une partie de la plus-value sociale, par le seul privilège de posséder un petit capital, un fonds de commerce ou une formation spécialisée » (pp. 42-43). C'est ce type de définition qui leur permet de considérer que des catégories sociales aussi différentes que les artisans et commerçants, les paysans aisés, les cadres de l'appareil d'Etat constitueraient des fractions d'une même classe et, de ce fait, partageraient — au-delà de leurs divisions — les mêmes aspirations fondamentales et occuperaient tendanciellement une position semblable dans les luttes historiques. Ces catégories seraient toutes, en effet, détentrices d'un « capital » (moyens de production, compétence technique ou intellectuelle) qui leur permet de chercher à accumuler moyens financiers, pouvoirs et privilèges.

B. Les communistes algériens, organisés dans le Parti de l'Avant-Garde Socialiste, soutiennent que la petite bourgeoisie au pouvoir — du moins l'aile ou la fraction de celle-ci qui, à l'époque du président Boumediène, détient une position dominante dans l'Etat — présente un caractère progressiste, c'est-à-dire engage le pays dans une « voie non capitaliste de développement » créant un certain nombre de conditions favorables au passage au socialisme. Cette thèse est généralement exposée de manière sommaire dans des publications à objectifs politiques. Nous nous référerons, plutôt qu'à ces publications, à un article de J.-P. Durand qui, de manière indépendante, développe une ligne d'analyse proche de celle du PAGS⁴.

Selon Durand, une petite et moyenne bourgeoisie commerçante a pris, du fait de sa « position charnière » dans la structure de classes, la direction du mouvement de libération nationale. L'indépendance s'accom-

pagne d'un élargissement de la base sociale du pouvoir. Dans les années soixante-dix, le pouvoir d'Etat s'appuie sur toutes les classes et catégories privilégiées à l'exception de celles inféodées à l'impérialisme ou devant leur position aux structures d'une économie dépendante (la bourgeoisie « compradore » et les grands propriétaires fonciers). Le « front de classes » au pouvoir réunit les technocrates et bureaucrates, la bourgeoisie nationale (constituée d'entrepreneurs privés), les professions libérales, la petite et moyenne bourgeoisie commerçante, la paysannerie moyenne. Mais il faut bien voir, précise Durand, que ce front est à dominante petite-bourgeoise ; il l'est du fait de « l'origine sociale des hauts fonctionnaires, technocrates d'Etat, cadres, etc. » et à cause de « l'idéologie petite-bourgeoise qui les traverse » (p. 132).

L'anti-impérialisme fait la cohésion de la coalition au pouvoir. Cependant, cette cohésion n'est que relative. La petite bourgeoisie, ici comme ailleurs, a une position de classe contradictoire (et J.-P. Durand fait référence aux analyses classiques de Lénine sur ce thème) : tandis qu'une partie de la technocratie livrée à l'affairisme conçoit, à l'instar de la bourgeoisie privée, le nationalisme économique comme une étape sur le chemin de l'établissement de l'hégémonie du capital, une autre fraction des cadres de l'Etat, dont le poids politique apparaît prépondérant, fait de l'édification d'une société reposant sur une économie autocentrée un choix durable. Les orientations de cette dernière fraction s'expliquent d'abord par sa trajectoire, par le fait qu'elle est majoritairement issue de cette petite bourgeoisie économique qui s'est affirmée dans la lutte de libération et la guerre, s'expliquent ensuite par une certaine conscience de ses nouveaux intérêts de classe : la soumission à la bourgeoisie nationale et à l'impérialisme remettrait en cause son pouvoir et les privilèges qu'elle doit à sa position dans l'appareil d'Etat.

1-2. Développements critiques. Une démarche de type aprioriste et classificatoire.

Nous montrerons plus loin qu'il faut traiter et interpréter avec une certaine désinvolture les données empiriques pour chercher à rendre compte du processus de mise en place du système politique algérien et des caractéristiques de ce système en invoquant le concept générique de « petite bourgeoisie ». Cela conduit à ne pas voir ou à sous-estimer les discontinuités dans l'histoire algérienne récente et à escamoter des différences fondamentales entre les groupes sociaux qui ont marqué cette histoire.

Ce type de démarche implique donc une certaine manière de procéder à l'analyse de classe. C'est ce mode d'analyse que nous allons essayer maintenant de caractériser.

A. Les approches précédentes témoignent d'abord de la tendance très répandue à substituer, à l'analyse concrète des rapports et des processus, des opérations de classification. La démarche consiste à distribuer les

individus ou groupes selon des classes qui fonctionnent comme des catégories *a priori*, comme des sortes d'êtres de raison. Au lieu que les classes soient identifiées et caractérisées à travers l'observation des luttes sociales, ce sont les luttes de classes qui sont postulées, déduites logiquement de l'existence de groupes ou catégories sociales qui, à partir de certains critères abstraits, sont considérés comme occupant des positions de classe types. Toute l'analyse est alors guidée par une certaine idée de ce qui fait l'essence de la position de chaque classe⁵.

Dans la première interprétation de la nature de classe de l'Etat algérien que nous avons mise en lumière, le concept de « petite bourgeoisie » désigne une catégorie de petits producteurs indépendants (de biens matériels, de services, d'idées ou de procédés) qui, étant susceptibles de s'approprier une part de plus-value sociale, ont tendance à se transformer en capitalistes et, dès lors, à rejoindre le camp du capital.

Dans la seconde interprétation, la position de classe de la petite bourgeoisie est définie de manière tout aussi abstraite. La catégorie des petits producteurs est analysée cette fois comme une catégorie déchirée par une double tendance d'évolution : celle au déclasserement, à la prolétarianisation, celle à l'accumulation, à l'affirmation de virtualités capitalistes. Cette double tendance aurait déterminé une position de classe contradictoire, une hésitation à rejoindre la lutte du prolétariat ou celle de la bourgeoisie.

Il ne s'agit bien entendu pas de dénier toute pertinence à ce type de schéma d'analyse ; ce que nous entendons simplement souligner, c'est que de telles propositions sont trop générales et abstraites pour pouvoir constituer la substance même d'une analyse de classe.

B. Dans la même ligne critique, il faut mettre en cause la tendance à analyser directement toute catégorie sociale en termes d'appartenance de classe. La notion de « fraction progressiste de la petite bourgeoisie au pouvoir », notion chère aux communistes algériens, paraît ne désigner dans les faits que quelques dizaines de personnes occupant des positions clés dans le « Pouvoir Révolutionnaire » sous la présidence de Boumediène.

L'obsession classificatoire, le refus de toute espèce d'usage de la notion d' « élites dirigeantes », conduisent, pour maîtriser — en la réduisant — la complexité des réalités analysées, à recourir à des critères aussi vagues que généraux et à privilégier abusivement l'une ou l'autre dimension d'analyse.

Ainsi, pour unifier au sein d'une même classe petite-bourgeoise des catégories comme par exemple la paysannerie moyenne et l'intelligentsia, des auteurs, — nous l'avons vu — avanceront simplement l'idée que ces catégories ont en commun une situation relativement privilégiée liée à la possession d'un certain « capital », qu'il s'agisse de moyens matériels de production ou d'un savoir spécialisé. Cet usage extensif de la notion de capital n'est pas dénué de sens à condition de ne pas en tirer des conclusions trop rapides en termes d'appartenance de classe, à condition de ne pas oublier en particulier que la notion de capital en tant qu'elle définit la bourgeoisie capitaliste implique l'idée — absente des notions

de capital intellectuel ou culturel — de moyens de production qui fonctionnent comme moyens d'exploitation du travail. Il faut d'ailleurs, on le verra, une vision singulièrement « cavalière » de l'histoire algérienne pour attribuer une même position de classe à la petite bourgeoisie économique et à l'intelligentsia prises dans leur ensemble.

Dans le second type d'analyse de l'Etat algérien comme Etat petit-bourgeois que nous avons distingué, le critère décisif mis en avant est l'origine sociale des cadres de l'Etat (et le type d'engagement dans le nationalisme lié à cette origine). L'origine sociale est certes un facteur important, mais qui doit être relativisé, situé dans le cadre de l'analyse de toute la trajectoire sociale d'un groupe. La trajectoire de ces cadres de l'Etat issus de la petite bourgeoisie économique et qui se sont politiquement formés dans le mouvement nationaliste et la lutte de libération est caractérisée par des changements de leur position dans la structure de classe, ce que perçoit d'ailleurs bien un auteur comme J.-P. Durand quand il souligne les effets sur cette catégorie de sa position actuelle dans l'appareil d'Etat (développement de nouveaux intérêts, d'une idéologie « technocratique » alimentant une forme de « despotisme éclairé »...). L'affirmation d'une continuité fondamentale dans la direction de classe de la révolution algérienne (permanence de l'identité petite-bourgeoise de la catégorie dirigeante) repose alors finalement simplement sur l'idée que la position de la petite bourgeoisie commerçante d'hier vis-à-vis du mouvement nationaliste et celle, aujourd'hui, des cadres de l'Etat dans la direction du pays auraient en commun d'avoir un contenu de classe ambigu et contradictoire.

1.3. Quelques lignes de force de l'évolution socio-politique de l'Algérie. Propositions.

Montrons maintenant à quel type d'analyse conduit la problématique qui sous-tend notre point de vue critique, quand on procède en fonction de cette problématique à la confrontation des résultats de recherches concrètes et de travaux spécialisés ⁶.

Il n'est pas question de proposer ici une interprétation des différents aspects de l'évolution socio-politique algérienne ; nous apporterons un éclairage seulement partiel sur cette évolution, mais qui permettra de démontrer l'insuffisance des différents points de vue examinés précédemment et d'orienter la recherche dans d'autres directions.

On saisira, en prenant les propositions qui suivent dans leur ensemble, l'opposition radicale entre des points de vue qui apportent une réponse finalement simple à la question de la base sociale de l'Etat algérien et une approche qui analyse le processus de constitution de cet Etat en mettant en lumière son contenu de classe diversifié contradictoire, et en insistant, en même temps que sur une certaine unité de ce processus, sur les discontinuités, les ruptures relatives qui le caractérisent.

1° La plupart des auteurs s'accordent pour souligner que c'est dans l'émigration en France que s'affirme et se développe initialement le mouvement nationaliste.

Cependant, l'Etoile Nord-Africaine, le parti prolétarien que crée à Paris en 1926 Messali Hadj, n'est pas le seul lieu où se forment une conscience nationaliste et une volonté de lutte. Le mouvement réformiste religieux des Oulémas, qui s'institutionnalise à partir de 1931, s'engage — à travers une politique de défense et de « redressement » culturels et religieux de la communauté musulmane — dans un processus d'affirmation nationaliste⁷.

Certes, les dirigeants réformistes — qui appartiennent presque tous à d'anciennes et puissantes familles — mènent un jeu politique timoré, étroitement réformateur, qui les fait s'opposer aux partisans de Messali, mais on peut se demander si cette orientation traduit adéquatement la signification que revêt le mouvement pour la masse de ses adhérents ou sympathisants.

Le mouvement se développe à partir de milieux intellectuels (lettrés arabisants) et commerçants, dans les vieilles villes de l'intérieur surtout — là où une vie sociale et culturelle traditionnelle s'est relativement maintenue tandis que les activités économiques anciennes périllicitaient sous les effets de la concurrence du capital français. Différents indices montrent que le mouvement Ouléma va aider une petite et moyenne bourgeoisie (de commerçants, d'artisans, d'entrepreneurs, d'exploitants agricoles) à se renforcer à travers un processus de relative émancipation à l'égard du cadre colonial plutôt que par une simple intégration dans le système mis en place par la colonisation⁸. Les données qui l'établissent sont rares, mais il semble que ce processus débouche souvent sur la prise de conscience et l'engagement nationaliste. M. Launay a ainsi observé, dans l'arrondissement d'Aï-Temouchent (Oranie), la forte liaison entre réformisme et mouvement nationaliste dans des couches de commerçants et d'agriculteurs aisés⁹.

On a quelques autres indications sur le rôle joué par une petite bourgeoisie économique dans le développement du nationalisme messaliste à partir de la fin des années trente. Elles concernent les caractéristiques socio-professionnelles des militants¹⁰ et l'apparition dans les programmes nationalistes de revendications typiques d'une bourgeoisie montante¹¹.

Il paraît donc justifié de souligner l'importance de la petite bourgeoisie économique dans l'essor du nationalisme et de dire que cette classe tend à adhérer au nationalisme pour la défense de ses intérêts particuliers. Cependant, cette affirmation d'une liaison entre nationalisme et intérêts de classe n'implique pas qu'on voit dans le nationalisme de la petite bourgeoisie un simple masque dont elle serait contrainte de s'affubler en attendant que des jours meilleurs lui permettent d'afficher sa solidarité avec le capitalisme international ! Le nationalisme est ici une dimension essentielle du processus à travers lequel des catégories de commerçants et petits producteurs développent une identité de classe spé-

cifique : il devrait dès lors marquer durablement leurs orientations idéologiques et culturelles.

2° On peut donc faire l'hypothèse que les catégories qui ont joué un rôle moteur dans le développement du nationalisme ont été des catégories (les émigrés, une petite bourgeoisie économique) connaissant une certaine insertion dans le secteur économique « moderne » sans cependant être intégrées au système colonial, plutôt que l'élite bourgeoise (grands propriétaires, membres des professions libérales...), plutôt aussi que des élites moyennes formées d'instituteurs, de fonctionnaires, de juges musulmans.

Les historiens s'accordent pour dire que ces élites moyennes, qui correspondent dans une large mesure à une intelligentsia francophone et francisée, ont constitué dans l'entre-deux-guerres, avec une fraction de la grande bourgeoisie, la base de recrutement du courant dit « assimilationniste », partisan de réformes assurant aux Algériens une pleine citoyenneté dans un cadre français.

C'est seulement à partir de la fin de la seconde guerre mondiale que l'intelligentsia francophone sera de plus en plus présente et influente dans le mouvement national : dans le parti communiste algérien, au nationalisme fluctuant ; dans les partis nationalistes modérés auxquels a donné progressivement naissance le courant assimilationniste ; aussi dans le nationalisme plus radical, héritier de l'Etoile Nord-Africaine¹².

Les données manquent pour cerner avec plus de précision la position de l'intelligentsia francophone, et plus généralement des élites moyennes mises en place par la colonisation, par rapport à celle de la petite bourgeoisie économique. Disons simplement que, dans l'état actuel de la recherche, on est conduit à souligner, plutôt que les convergences, les différences : ainsi, une adhésion plus tardive (et peut-être durablement moins profonde, conséquente) au nationalisme ; une moindre sensibilité à la dimension arabo-musulmane de ce nationalisme du fait d'une relative intégration à la culture, sinon à la société française, mais, en même temps — conséquence aussi de cette intégration — une plus grande perméabilité à l'influence des idéologies socialiste et laïque.

3° Les « chefs historiques » de la révolution algérienne, c'est-à-dire ceux qui déclenchent l'insurrection de 1954, de même que les cadres de l'armée de libération, paraissent majoritairement issus d'une petite bourgeoisie économique ou — en termes moins précis mais peut-être plus exacts — de couches relativement aisées de la société rurale¹³.

Cependant, ces dirigeants et cadres s'engagent pleinement dans la lutte militante et le combat armé, sont de moins en moins impliqués par les aspirations et revendications particulières des milieux dont ils sont issus. Leur distanciation par rapport à ces milieux est d'autant plus grande que le contexte de la guerre entraîne le progressif étiolement — au profit du seul combat nationaliste — des formes de luttes politiques et sociales assez diversifiées qu'avait connues l'Algérie dans les décennies précédentes.

Il faut donc bien s'entendre quand on parle d'une direction petite-bourgeoise de la guerre. En fait, il s'agit de petites élites rurales qui, dans les conditions de la guerre, au contact de ces paysans pauvres qui forment la masse des combattants, vont être conduites à développer l'idéologie de type populiste du nationalisme algérien et à se radicaliser ¹⁴.

4° La période de la guerre de libération se caractérise aussi par la constitution, à l'extérieur de l'Algérie, d'un embryon d'Etat indépendant et par le ralliement, dans ce cadre, d'élites politiques hétérogènes, en particulier de ces politiciens aux orientations libérales et prudemment réformistes qu'a produit un milieu restreint de pharmaciens, avocats, médecins, etc. La formation d'un appareil d'Etat favorise en même temps la consolidation de la position d'une catégorie d'intellectuels, catégorie très diversifiée mais dans l'ensemble d'origine plus citadine, plus privilégiée que la petite bourgeoisie nationaliste, en même temps que de caractère plus « francisé ».

Ce processus d'intégration à la révolution algérienne d'élites moins populaires que celles qui ont constitué les forces vives du nationalisme s'accroît avec l'indépendance : le nouvel Etat hérite de ces fonctionnaires « musulmans » dont la France avait accéléré le recrutement et la formation dans les dernières années de sa domination ; le nouvel Etat absorbe les universitaires qui, d'année en année plus nombreux, avaient pendant la guerre poursuivi leur formation, en Algérie même (une fois refermée la parenthèse que fut pour beaucoup la grève des cours de 1956), en France ou ailleurs ¹⁵.

5° Une crise politique extrêmement confuse accompagne l'accession du pays à l'indépendance. La victoire de Ben Bella est évidemment déterminée par le fait qu'il a l'appui de l'armée des frontières, organisation la plus puissante au sein de l'appareil d'Etat et la seule qui soit dotée de quelque cohésion.

Cependant, la signification de la crise et de son dénouement ne peut être réduite à un rapport — aveugle — de forces entre les organisations et les leaders qui les contrôlent. La victoire de Ben Bella et de l'armée de Boumediène signifie fondamentalement, selon nous, la défaite politique des forces favorables, en même temps qu'au maintien d'une collaboration assez étroite avec la France, à un certain libéralisme économique et pluralisme politique ¹⁶. Cette victoire débouche — au-delà des confusions et des ambiguïtés du benbellisme — sur la mise en place progressive d'un type de pouvoir qui, du fait de son enracinement dans la guerre de libération et des caractéristiques de l'armée sur laquelle il s'appuie, possède une relative aptitude à mener une politique traduisant le nouveau rapport entre les forces sociales qu'a créé la guerre et une relative sensibilité aux aspirations et pressions populaires.

Si le « pouvoir révolutionnaire » — l'élite politique supérieure — est constitué majoritairement d'hommes qui ont accédé à la vie politique et qui se sont formés à travers le mouvement nationaliste et la guerre

(et cette constatation s'applique aux trois régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance : celui de Ben Bella, celui de Boumediène, celui de Chadli Bendjedid), ce pouvoir s'appuie sur une couche d'intellectuels nouveaux promus, une catégorie dont le rôle repose sur la détention d'un savoir spécialisé plus que sur un itinéraire politique ou politico-militaire. W.B. Quandt constatait qu'une caractéristique fondamentale et assez singulière de l'évolution algérienne est la montée d'une élite secondaire ayant un statut social et un niveau d'éducation plus élevés que les leaders politiques ¹⁷.

6° Si l'on se situe une quinzaine d'années après l'indépendance, on peut dire que le type d'évolution socio-économique réalisé à travers l'étatisation des principales activités, le développement industriel, les restructurations agraires a entravé la poursuite du processus de consolidation d'une petite bourgeoisie économique qui s'affirmait dans les dernières décennies de la colonisation. Ceci paraît surtout vrai pour ce qui concerne les composantes rurales et plus généralement provinciales de cette petite bourgeoisie ¹⁸.

Cependant, le nouveau système donne à la bourgeoisie privée considérée dans son ensemble un assez large éventail de moyens d'adaptation ou de reconversion. Il faut considérer ici les formes hiérarchisées de redistribution par l'Etat des pouvoirs, privilèges et avantages, la place aménagée aux entreprises privées dans l'ombre parfois protectrice du secteur économique public et la multiplication, dans le cadre d'un développement économique aussi puissant et rapide que mal maîtrisé, d'occasions de détournement et spéculation.

Les carences de la recherche empirique empêchent de s'avancer beaucoup plus dans ce type d'analyse. Mais on peut faire l'hypothèse que ce sont les fractions des couches moyennes et supérieures les plus éloignées de celles qui avaient joué le rôle le plus actif dans le mouvement nationaliste qui sont le mieux à même de mettre en œuvre des stratégies de réajustement : des citoyens francisés plutôt que des ruraux arabophones ; d'anciennes grandes familles plutôt que des familles petites-bourgeoises ¹⁹. La capacité d'adaptation des grandes familles tient en particulier à la force et à la souplesse que leur donne la combinaison, au sein d'une unité familiale plus ou moins solidement maintenue, de ressources diverses (forte position en ville et à la campagne ; cumul d'activités privées et publiques, d'un capital économique et d'un capital culturel, d'une formation en arabe et en français, d'une formation de type religieux et de type laïque...).

Précisons que les propositions qui précèdent ne conduisent nullement à voir dans les phénomènes d'adaptation et de reconversion de fractions de la bourgeoisie le facteur central ou le plus significatif de l'évolution algérienne à l'époque du président Boumediène. Soulignons simplement à cet égard que le mode de développement de l'Etat, en même temps qu'il offre des opportunités aux intérêts privés, entrave une accumulation capitaliste véritable (du fait de la relative inefficacité de la gestion éta-

tique, de l'autoritarisme et de l'arbitraire qui caractérisent les interventions du pouvoir, créant une forte insécurité pour les entrepreneurs, surtout bien sûr de la primauté accordée au secteur public et des privilèges dont celui-ci bénéficie).

II. LA QUESTION DES CARACTERISTIQUES DU SYSTEME ETATIQUE

Dans la conception marxiste la plus courante, l'Etat est vu simplement comme l'instance organisatrice de la domination globale d'une classe. Selon cette problématique, les luttes de classes se nouent et se tranchent dans la « société civile » ; le jeu politique, le fonctionnement du système étatique ne font alors que reproduire (traduire, maintenir et consolider) le rapport de forces qui s'est constitué dans la sphère des rapports socio-économiques.

Par un apparent paradoxe, la primauté affirmée de la sphère civile par rapport à la sphère publique tend à produire des approches surpolitisées et ne voyant que l'Etat. Dans la mesure, en effet, où l'Etat est conçu comme n'étant rien d'autre que l'agent d'imposition d'une logique de domination de classe, la tendance sera de privilégier l'analyse de la ligne politique d'un régime, ligne saisie à travers les discours, les programmes, les mesures juridiques, etc.

Ainsi s'explique la curieuse affinité que l'on peut observer dans les écrits concernant l'Algérie entre les auteurs qui mettent le concept d' « élites dirigeantes » au centre de leurs analyses²⁰ et la plupart des auteurs qui se situent dans une perspective marxiste. Ces derniers mettent l'accent, eux aussi, sur l'analyse des caractéristiques et actions des dirigeants ; s'ils se démarquent des approches en termes d' « élites » c'est qu'ils posent la question de l'appartenance de classe du groupe dirigeant, de la logique de classe qui régit son action ; mais, à la limite, la différence sera plus dans la terminologie, dans les étiquettes apposées, que dans la démarche suivie. Mettant en œuvre le mode d'analyse des classes sociales que nous avons caractérisé plus haut (I-2.), ces auteurs recourent à une argumentation historique et sociologique en général très sommaire car appelée simplement à justifier l'interprétation faite de la ligne politique suivie par les dirigeants.

A l'encontre de cette démarche, il faut rappeler le primat de l'analyse socio-historique concrète de l'évolution d'une configuration singulière de rapports de classes (évolution qui ne se réduit jamais au processus d'instauration du pouvoir hégémonique d'une classe) et il faut saisir les systèmes politique et étatique comme dimensions et facteurs de cette évolution plutôt que comme simples expressions ou reflets de celle-ci.

Inscrites dans cette optique, les propositions qui précèdent concernant l'évolution socio-politique de l'Algérie ont mis en lumière la position complexe de l'Etat algérien dans le processus historique de reproduction et de transformation des rapports entre classes. Elles orientent vers une

analyse de cet Etat comme lieu d'affrontements sociaux diversifiés et à caractère évolutif²¹. Prolongeons cette analyse en abordant maintenant la question des caractéristiques et du mode de fonctionnement de l'appareil d'Etat algérien. Nous commencerons par un examen critique de la thèse la plus répandue, celle qui voit dans le système algérien un système de capitalisme d'Etat.

II-1. *Un capitalisme d'Etat algérien ?*

On sait que l'introduction de la notion de « capitalisme d'Etat » dans la théorie marxiste a correspondu à la volonté de rendre compte des formes croissantes d'intervention de l'Etat dans une économie capitaliste reposant de manière dominante sur une propriété privée de type monopoliste.

L'extension de cette notion à des formations sociales qui, comme la formation sociale algérienne, sont caractérisées par la suprématie de la propriété d'Etat a généralement pour principal support théorique des analyses et définitions de Ch. Bettelheim.

Pour Bettelheim, les rapports de production capitalistes sont définis essentiellement par la double séparation qui donne sa forme spécifique à l'entreprise capitaliste :

- séparation entre les producteurs et les moyens de production ;
- séparation entre des unités économiques qui entretiennent entre elles des rapports régis par les lois « aveugles » du marché.

On pourra parler de capitalisme d'Etat quand la prédominance de la propriété d'Etat s'accompagne de la reproduction de cette double séparation²².

Les auteurs qui appliquent la notion de capitalisme d'Etat à la société algérienne nous semblent s'inscrire dans ce cadre théorique²³.

1° Pour l'essentiel, ils montreront (aisément) que le développement de la propriété publique ne s'est pas traduit par l'octroi de réels pouvoirs aux travailleurs dans la gestion de l'économie et ils en conclueront que la propriété d'Etat n'est ici qu'une « fiction juridique » masquant une appropriation de type privatif des moyens d'accumulation par des cadres de l'appareil administratif et économique.

2° L'accent est moins mis sur le second aspect de la définition des rapports de production capitalistes proposée par Bettelheim, la séparation entre entreprises. Seuls certains auteurs insistent sur le fait que, malgré le principe de la planification centralisée et impérative, il y a en Algérie un profond fractionnement du système économique, c'est-à-dire une absence de coordination réelle entre administrations économiques et *a fortiori* entre entreprises, ce qui entraîne l'essor de formes de concurrence entre unités économiques²⁴.

Ce qui fait problème dans cette approche, ce n'est pas la substance de l'argumentation que nous venons d'évoquer : il y a bien en Algérie un pouvoir économique monopolisé par une catégorie d'agents de l'Etat

et, en l'absence d'une direction sociale ou même d'une régulation sociale de l'activité économique, on observe une logique de compétition dans le secteur public lui-même. Ce qui fait problème, c'est l'interprétation théorique de ces faits (et les développements auxquels elle donne lieu), c'est de voir dans ces faits de structure la réalisation de l'essence des rapports de production capitalistes sans procéder à une analyse concrète des rapports de classes.

Une définition idéelle du mode de production capitaliste.

L'application au cas algérien du concept de « capitalisme d'Etat » repose sur l'idée d'une homologie entre les structures que présente ici l'Etat et les structures des rapports de production capitalistes. Le dispositif institutionnel de l'Etat algérien réaliserait la double séparation caractéristique du capitalisme, avec ce qui l'accompagne : concentration du pouvoir économique, distribution très inégalitaire des revenus, formes de division entre travail manuel et intellectuel... Du fait de sa position dans ce type d'Etat, la « techno-bureaucratie » agirait nécessairement comme une bourgeoisie capitaliste.

Cette approche implique une définition très imprécise du mode de production capitaliste, reposant sur l'idée de la double séparation. Cette définition n'est plus comme chez Marx une définition de type historique, résultant de l'analyse du développement d'une forme spécifique de rapports socio-économiques, mais est une définition idéelle, construite par opposition à un modèle de société socialiste (la société socialiste comme société où serait surmontée toute séparation entre les producteurs et les conditions de la vie sociale).

Cette définition conduit à mettre l'accent sur des faits de structure très généraux communs au mode de production capitaliste et à d'autres modes de production et, par là, ne saisit pas la forme particulière au capitalisme des rapports de classe. Ces rapports impliquent, à notre sens, la concurrence entre des entrepreneurs poursuivant la maximisation du profit dans le cadre d'entreprises possédées privativement (que le capitalisme soit de type monopoliste ou du type dit « concurrentiel » ne change rien à ce niveau de la définition). Or, la concurrence, souvent acharnée, entre organismes économiques que l'on peut observer dans un pays comme l'Algérie est un phénomène second par rapport au processus d'affectation centralisée des principaux moyens d'accumulation. De plus, elle revêt un tout autre contenu que la concurrence capitaliste : elle est concurrence pour la maximisation du pouvoir de redistribution du surplus centralisé par le pouvoir d'Etat plus que pour la maximisation du profit d'une entreprise particulière ; elle est souvent concurrence régie par une logique de défense et de consolidation d'un « fief » tenu dans l'Etat plutôt que par une logique spécifiquement économique.

Par ailleurs, s'il est vrai que les cadres de la bureaucratie économique monopolisent les pouvoirs relatifs à la gestion des entreprises industrielles, il faut bien voir que leur domination ne permet d'assurer que

très imparfaitement cette subordination des travailleurs productifs au procès de mise en valeur du capital qui caractérise les rapports de production capitalistes. La faible productivité des entreprises publiques algériennes s'explique non seulement par des questions d'organisation générale de l'entreprise et de l'économie, mais aussi par le comportement de travailleurs qui n'apparaissent guère soumis à cette « discipline de fer » du capital dont parlait Marx et qui manifestent, par leur absentéisme, leur instabilité et sans doute un certain « laisser-aller » au travail, à la fois leur insatisfaction devant les conditions de vie qui leur sont faites et un manque d' « acclimatation » au milieu industriel ²⁵.

Le capitalisme d'Etat algérien comme forme de transition ?

Les difficultés que soulève l'assimilation du système algérien à un système capitaliste expliquent le flou conceptuel qu'on constate chez certains auteurs.

M. Raffinot et P. Jacquemot, par exemple, à une page de distance, analyseront la bureaucratie comme constituant déjà une bourgeoisie capitaliste ou comme une classe ayant des « virtualités capitalistes » (op. cit., pp. 122-123) dont le développement impliquerait des mesures comme la libéralisation de l'investissement, une plus large autonomie des entreprises, le relâchement de l'austérité (p. 128)... En fait, il y a ici une hésitation entre une interprétation du capitalisme d'Etat algérien comme forme spécifique de capitalisme, comme forme stable et durable, et une interprétation y voyant une forme transitoire, une forme de passage à un système véritablement capitaliste.

Essayons de reconstituer le schème d'analyse correspondant à cette seconde interprétation ²⁶. Dans le cadre de celle-ci, l'argumentation ne peut plus se fonder seulement sur l'approche de type structurel que nous avons mise en lumière jusqu'ici puisqu'il est reconnu que les structures socio-économiques algériennes présentent, en même temps que des similitudes, des différences fondamentales par rapport à celles d'un système capitaliste (entraves à l'investissement privé, mode de gestion bureaucratique des activités économiques contraire à une logique de reproduction élargie de la plus-value...). Aussi, des auteurs comme Raffinot et Jacquemot introduiront-ils une analyse de classe de type historique destinée à montrer que la phase actuelle de capitalisme d'Etat ne serait qu'une étape dans le processus d'accession de la bourgeoisie à l'hégémonie de la société.

C'est ici qu'interviendra la thèse (reprise par la plupart des partisans de la théorie du capitalisme d'Etat) selon laquelle une petite bourgeoisie (aspirant à se transformer en bourgeoisie capitaliste véritable) a joué un rôle dominant dans le processus de formation et de développement de l'Etat algérien.

La substance de l'argumentation tient dans le type suivant de propositions, que nous formulerons en nous inspirant encore une fois de Raffinot et Jacquemot. Présentant un caractère surtout petit-bourgeois,

faible et divisée, la bourgeoisie algérienne était incapable, à l'indépendance, de mettre directement en place un système conforme à ses vœux, réellement capitaliste. Elle se serait fait alors « temporairement violence », s'en remettant à un pouvoir fort qui, dans l'immédiat, fait peser sur elle une lourde contrainte (p. 166). Quand le système sera suffisamment consolidé politiquement et économiquement, une libéralisation pourra être engagée progressivement au profit des différentes fractions de la bourgeoisie ²⁷.

Une lecture rétrospective-anticipatrice de l'histoire.

Les analyses de l'Algérie en termes de capitalisme d'Etat mettent en œuvre trois schèmes principaux :

1° Une approche de type structurel cherchant à montrer que les structures de l'appareil d'Etat sont telles qu'elles produisent le développement des rapports capitalistes ;

2° Une approche voyant dans le développement du capitalisme le résultat de l'action d'une bourgeoisie (d'une petite bourgeoisie surtout) qui se sert de l'Etat pour réaliser ses aspirations et accéder à l'hégémonie (cette approche engage donc cette fois une conception de type instrumental plutôt que structurel du rapport de l'Etat aux classes sociales) ;

3° Enfin, une approche des effets de la dépendance de l'Algérie impliquant une lecture rétrospective-anticipatrice de l'histoire.

Pour expliciter cette dernière approche, on peut partir de la manière dont Gramsci, dans une optique critique, caractérisait un certain type d'analyse de régimes politiques dont le rapport aux classes se révèle complexe, brouillé (ainsi, le régime bonapartiste). Ce type d'analyse, dit Gramsci, consiste à rattacher immédiatement de tels phénomènes politiques aux intérêts de la classe ou fraction de classe qui paraît destinée à jouer ultérieurement un rôle dirigeant étant donné le sens général de l'évolution des rapports et des forces économiques ²⁸.

Une telle démarche se caractérise, en même temps que par un économisme réducteur, par un mode de raisonnement au « futur antérieur » qui analyse le processus historique à partir d'une anticipation de son résultat, faisant comme si tout le processus se déroulait en fonction de ce résultat escompté. Dans cette logique, on considérera comme péripétie sans importance tout ce qui ne contribue pas à faire advenir ce qui apparaît comme devant finalement arriver ou qui le contrarie, retarde. Cette démarche de type rétrospectif, qui remodèle et élague le processus en fonction de ce qui advient à son terme, est d'autant plus problématique qu'elle se combine donc avec l'anticipation du résultat, et que, dans ce mouvement d'anticipation, le « résultat historique » tend à être défini en termes abstraits-généraux, à partir de ce qu'il a de commun avec d'autres évolutions, alors que la connaissance des traits singuliers est essentielle pour comprendre comment change une formation sociale.

Cette lecture rétrospective-anticipatrice de l'histoire est sous-jacente, selon nous, à l'argumentation de ceux des auteurs (tels T. Benhouria, M. Raffinot et P. Jacquemot, P. Rousset) qui insistent sur les effets de l'inscription de l'Algérie dans le système capitaliste international.

Leur argumentation repose de manière plus ou moins explicite sur les propositions suivantes :

1. L'Algérie n'a pas révolutionné les rapports sociaux de production en ce sens qu'elle n'a pas instauré de rapports socialistes véritables ;
2. Il en résulte un type de développement qui, axé sur l'accumulation plutôt que sur la satisfaction des besoins sociaux, reproduit une forte dépendance à l'égard du capitalisme international (en raison du rôle joué par le marché extérieur, du fait des implications du transfert des technologies...) ;
3. Etant donné l'absence de rupture avec le système capitaliste mondial, les intérêts capitalistes finiront par l'emporter complètement, balayant les velléités de socialisation.

C'est à partir de telles propositions, qui sont partiellement pertinentes, que ces auteurs développent le point de vue, qui — lui — est métaphysique, selon lequel le système algérien serait entièrement régi par une logique capitaliste de développement. La faiblesse des analyses tant de type historique que de type structurel qu'on trouve dans leurs ouvrages, le schématisme de ces analyses, tiendraient alors au fait qu'elles n'interviennent en réalité que pour justifier après coup un mode de raisonnement au futur antérieur inavoué.

II-2. *Axes d'une autre problématique.*

Aux démarches qui cherchent à saisir ce qui constitue l' « essence » du système étatique algérien, ce qui définit sa « nature de classe », il faut — nous l'avons dit — opposer une approche qui permette de saisir la position complexe de cet Etat dans l'évolution sociale d'ensemble. Ce que nous tenterons alors, dans les pages qui suivent, c'est de dégager les lignes de force d'une problématique allant en ce sens et de formuler, en fonction de celle-ci, certaines propositions sur l'Etat algérien, propositions sans doute encore assez générales et imprécises mais qui devraient pouvoir ouvrir des pistes de recherche.

II-2.1. *L'affirmation d'une « techno-bureaucratie ».*

Quand l'Etat dirige et gère, comme c'est le cas en Algérie, le procès d'accumulation, il est l'agent de la mise en place de nouveaux rapports de domination et d'exploitation, de nouveaux rapports de classes. S'interroger sur ces rapports, c'est aborder le grand débat concernant la nature du mode de production dominant et des rapports sociaux correspondants dans les systèmes qui reposent sur la propriété publique et l'affectation centralisée, plus ou moins planifiée, des principales ressource-

ces. Nous n'entrerons dans ce débat qu'en nous référant à un point de vue particulier, celui développé par deux sociologues hongrois, G. Konràd et I. Szelényi ²⁹.

Ceux-ci analysent la « techno-bureaucratie » des pays d'Europe de l'Est comme une classe en formation dont la position serait déterminée, non par la propriété des moyens de production, mais par le rôle joué dans la redistribution de la plus-value. La techno-bureaucratie ne fonctionne pas selon une logique de maximisation du profit, mais selon une logique de maximisation de son pouvoir de redistribution : chaque organe de l'appareil d'Etat cherche à drainer le maximum de plus-value ; la techno-bureaucratie dans son ensemble vise à réduire au profit du budget d'Etat la part dans le revenu national des revenus personnels, tend à favoriser l'accumulation par rapport à la consommation, etc.

Contrairement à la bureaucratie des sociétés capitalistes (ou du moins à son type-idéal wébérien) qui, dans un système régi par la recherche du profit à travers la compétition sur un marché, fonctionne selon une rationalité de type formel (ne connaît que la question du choix entre des moyens et des procédures qui soient conformes à un code de règles formelles), la techno-bureaucratie des sociétés « socialistes d'Etat » — avanceront encore Konràd et Szelényi — prétend fonder la redistribution qu'elle opère sur une détermination rationnelle des fins, sur un projet rationnel de société. Monopolisant un savoir qui n'est pas seulement technique mais aussi et fondamentalement téléologique, la techno-bureaucratie correspond à une intelligentsia.

G. Konràd et I. Szelényi ne définissent pas explicitement la notion de « techno-bureaucratie » qu'ils utilisent. Il semble qu'ils désignent par là l'ensemble des agents d'autorité (que cette autorité soit d'ordre politique, idéologique, scientifique) des institutions étatiques de redistribution de la plus-value. Cette catégorie comprend alors des politiques (membres du gouvernement, responsables du parti), des bureaucrates au sens étroit, des intellectuels travaillant dans le cadre d'organismes contrôlés par l'Etat. Précisons ici qu'un point qui nous paraît contestable dans la démarche des deux auteurs, c'est l'assimilation de l'ensemble de cette catégorie à une intelligentsia. Ce que l'on peut seulement dire, nous semble-t-il, c'est que des intellectuels jouent un rôle important dans le développement des régimes de « socialisme d'Etat » et que ces intellectuels, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la période révolutionnaire initiale, sont de plus en plus des spécialistes, des technocrates, plutôt que des intellectuels « généralistes », des idéologues.

Moyennant cette réserve, la problématique de Konràd et Szelényi nous paraît pouvoir constituer un *point de départ* pour l'analyse du système socio-politique algérien. L'entreprise étatique d'industrialisation et de modernisation accélérées, la volonté de refondre complètement la société en fonction d'un projet et d'une stratégie politiques ³⁰, ont entraîné, dans l'Algérie du président Boumediène aussi, la montée d'une techno-bureaucratie au sein de laquelle une intelligentsia gestionnaire s'est progressivement affirmée. Comme dans les pays socialistes d'Europe, il y a là,

sous couvert de rationalité scientifique et technique, le développement d'une forme spécifique de domination sur la société.

Cependant, on ne peut assimiler la position sociale de la technobureaucratie algérienne à celle des pays d'Europe orientale. Paul Vieille, commentant une version antérieure du présent texte, fait notamment observer que la pertinence d'une comparaison entre les deux types de régimes sociaux est limitée du fait que dans le cas algérien la redistribution étatique est redistribution d'une rente dégagée par la valorisation des hydrocarbures sur le marché mondial et donc prélevée sur des économies étrangères, tandis que dans le cas des systèmes socialistes européens la redistribution porte sur un surplus provenant de la production interne³¹. Cette différence a des implications fondamentales, bien mises en lumière par Vieille. Le groupe social dominant en Algérie sera surtout défini par sa « relation au marché mondial », par son rôle de gestionnaire de l'articulation de l'économie nationale à ce marché. Et l'analyse montre que ce groupe, qui se perçoit comme l'agent d'un développement national autonome, est en réalité dominé par la « logique de la rente », donc par une logique extravertie qui produit la reproduction de la dépendance³².

P. Vieille relève une autre lacune d'une démarche d'analyse qui s'en tiendrait à la problématique de Konràd et Szelényi. Il observe, et nous le suivrons encore sur ce point, qu'il n'est pas suffisant de poser la question des relations de l'Etat avec les classes sociales. Il faut aussi, dit-il, appréhender dans une perspective historique la relation de l'Etat à la nation. Si l'on adopte cette approche, on est conduit à voir que le développement de l'Etat algérien ne peut être analysé seulement comme le processus d'affirmation d'une nouvelle classe dominante. Cet Etat, écrit Vieille, a été « investi par la notion d'un projet » : celui de libérer le pays de la domination étrangère et de construire une société développée. Le pouvoir d'Etat apparaît dès lors porteur d'un mouvement historique qui fonde sa légitimité et dont la dynamique continue à travers le temps à influencer les attitudes et les actes des dirigeants, quoique son efficacité tende à décliner au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'événement fondateur de l'Etat (ici, la lutte de libération nationale). Comme le souligne encore Vieille, à propos de l'Algérie et d'autres formations sociales « périphériques », c'est une minorité au sein du nouveau groupe social dominant issu de l'indépendance qui se comporte en héritière conséquent du mouvement national et met en œuvre une politique volontariste de développement. En Algérie, la trajectoire des élites dirigeantes, leur mode de socialisation politique dans le contexte de la guerre de libération, jouent à cet égard un rôle important. Mais, du fait de la dépendance du pouvoir étatique à l'égard du marché mondial, de la logique de fonctionnement de ce marché et des rapports de forces qui y prévalent, du fait aussi de l'attitude de la masse des individus qui composent la technobureaucratie, plus préoccupés de la satisfaction immédiate de leurs besoins et aspirations que de l'édification d'une société nouvelle conforme au projet nationaliste, les tendances à l'extraversion (qui est

en même temps aliénation culturelle) l'emportent malgré la détermination politique d'une partie des hauts dirigeants et cadres de l'Etat.

II-2.2. L'appareil d'Etat comme « marché politique de substitution ».

Dans les sociétés caractérisées, comme la société algérienne, par l'étatisme, c'est-à-dire où le développement de l'Etat ne s'est pas accompagné de la constitution d'un système politique au sens fort du terme (d'un système autonome de représentation et d'organisation des forces sociales), le pouvoir d'Etat, loin d'être cet agent collectif unifié et cohérent du changement social dont il cherche à donner l'image, tend à fonctionner lui-même comme un champ de forces, comme le théâtre (feutré) de conflits entre des groupes et des individus ayant des intérêts distincts et mettant en œuvre dans l'accomplissement des fonctions de l'Etat des stratégies conformes à ces intérêts. L'appareil d'Etat doit alors être analysé comme un système politico-administratif, en entendant par là un système d'administration fonctionnant selon un jeu interne d'affrontements, de négociations, de compromis. Reprenant, au service d'une autre problématique que la leur, une expression de J. Leca et J.-C. Vatin, nous dirons que l'appareil d'Etat constitue, dans un tel type de système, un « marché (politique) de substitution »³³.

La techno-bureaucratie forme dès lors une catégorie divisée, fragmentée. L'exercice de la fonction qui fonde son existence comme groupe dominant, la fonction de redistribution du surplus social drainé par l'Etat, manifeste et, pour une part, explique ses divisions. Comme le soulignent G. Konràd et I. Szelényi, chaque organe de la techno-bureaucratie, dans les sociétés que ces auteurs appellent « socialistes d'Etat », tend à maximiser son pouvoir de redistribution de la plus-value. On ne saurait comprendre dans l'Algérie des années soixante-dix un phénomène comme le développement hypertrophié de la société pétrolière d'Etat, la SONATRACH, sans faire intervenir une telle logique.

Cependant, on ne peut se contenter d'invoquer l'« égoïsme » des institutions et des individus pour rendre compte du fractionnement de la techno-bureaucratie. Les conflits qui la divisent ne sont pas seulement le produit de la compétition pour le pouvoir économique et politique ; ils traduisent l'existence de divers clivages au sein de ce groupe. L'effort pour décrire les catégories d'agents qui s'opposent ou s'allient au sein de l'appareil d'Etat algérien conduit à mettre en lumière une complexité qui paraît inextricable. Leca et Vatin ont proposé de classer les groupes « intervenant dans le processus politique » en distinguant des « groupes fonctionnels » (les politiciens-militaires et les technocrates ou « industrialistes »), des « groupes d'intérêt » (en particulier, les syndicalistes), des « groupes culturels » (les arabisants et les francisants), enfin des « groupes politico-historiques », c'est-à-dire des regroupements de personnalités ayant une commune trajectoire politique³⁴. La complexité de ce jeu politique est encore redoublée par l'intervention de la logique des regroupements basés sur les appartenances sociales ou régionales et les affiliations idéologiques.

Tous ces critères de classement ont une certaine pertinence, une certaine utilité pour l'analyse, mais le problème est de voir dans quelle mesure et comment les clivages ainsi définis contribuent à expliquer l'évolution politique algérienne, en particulier ces « poussées de radicalisation » (Gallissot) qu'on observe à différents moments de cette évolution (singulièrement en 1971 avec les mesures de nationalisation des hydrocarbures, la promulgation de la « révolution agraire » et de la « gestion socialiste des entreprises »).

Arrivés à ce stade de l'analyse, nous ne pourrions plus nous avancer très loin. Il faudrait pouvoir raisonner à travers des études concrètes de processus de décision politique. Or, ce type d'étude est très difficile à mener à bien étant donné le secret dont s'entoure le pouvoir.

Nous avons évoqué plus haut la tendance des auteurs marxistes à interpréter les conflits au sein du pouvoir en termes d'affrontements entre fractions de la petite bourgeoisie. Ce mode d'explication nous a paru purement verbal, reposant sur une démarche qui appréhende les positions de classe des individus et des groupes en fonction des choix politiques qu'ils opèrent et non sur la base d'une analyse sociale.

Une approche opposée consiste à considérer le jeu des divisions et des alliances au sein des élites dirigeantes comme un processus socialement et idéologiquement arbitraire, une lutte pour le pouvoir entre des clans dont la formation est le produit d'une « combinaison d'accidents historiques »³⁵.

A notre sens, il faut reconnaître que la lutte aveugle, sans principes, pour le pouvoir joue un rôle dans l'évolution algérienne, mais ce type d'explication ne suffit pas. Sans ignorer l'autonomie relative du processus de compétition entre fractions des élites politiques, il faut maintenir un certain primat de l'approche socio-historique en analysant les clivages au sein du pouvoir à la lumière de l'évolution générale du système social et des rapports de classes.

Evoquons très sommairement la question de l'explication du « tournant radical » de 1971.

Le régime du président Boumediène instauré par le coup d'Etat du 19 juin 1965 a témoigné dans une première phase du souci de se concilier le secteur économique privé national. Mais, dans la même période, il s'est engagé dans une politique de nationalisation systématique des intérêts étrangers. Cette politique aboutit à l'affrontement, dans les années 1969-1971, avec les sociétés pétrolières françaises. Etant donné l'importance des intérêts en jeu et les liens de l'Algérie (en particulier de sa bourgeoisie) avec la France, le régime du président Boumediène se trouve alors devant un choix politique décisif : soit il amorce une certaine marche arrière en faisant des concessions à la France, soit il va de l'avant et, heurtant son partenaire français, inquiétant de ce fait la bourgeoisie nationale, s'engage dans une logique de radicalisation.

C'est cette seconde option, on le sait, qui a prévalu. Comment l'expliquer ?

L'analyse socio-politique du développement de l'Etat algérien permet de mettre en lumière l'existence de différents facteurs favorables au choix d'une politique de radicalisation : l'histoire algérienne explique la sensibilité et la culture révolutionnaires d'une partie des élites surtout au sein de l'intelligentsia ; le nationalisme de ces élites, et de la société algérienne dans son ensemble, a débouché sur la politique de nationalisation des intérêts étrangers, donc sur le renforcement du poids et du rôle économique de l'Etat, facteur favorable, quelles qu'aient été les intentions initiales des dirigeants, à une orientation socialisante, etc.

Cependant, les décisions qui ont été prises en 1971 n'étaient pas fatales. Le pouvoir disposait, nous l'avons dit, d'une faculté de choix. Certes, il n'eût pas pu revenir sur la politique de nationalisations, s'engager dans une voie d'industrialisation résolument libérale, renoncer à toute réforme agraire, mais, à l'intérieur de limites, il jouissait d'une marge d'autonomie. Par exemple, un programme de réforme agraire moins radical, visant seulement la propriété des citoyens absents, épargnant les propriétaires-exploitants de type capitaliste, eût pu être adopté ³⁶.

L'analyse de l'évolution des rapports de force au sein du pouvoir entre les différents types de clans ou groupes que nous avons évoqués plus haut (« groupes fonctionnels », « groupes culturels », « groupes politico-historiques »...) ne permet pas d'expliquer, en tout cas ne suffit pas à expliquer, le choix d'une ligne radicale. Il semble bien, en effet, que la politique de radicalisation divisera ces différents groupes plutôt qu'elle ne les affrontera globalement les uns aux autres ³⁷.

Rendre compte concrètement de la ligne qui a été suivie implique alors encore, à notre sens, la mise en jeu de deux types de facteurs. Il y a d'abord la personnalité politique du président Boumediène. L'absence d'une biographie de qualité interdit de formuler des hypothèses solides à cet égard, mais il nous semble qu'outre la volonté de pouvoir du Président, son origine rurale modeste et sa carrière militaire pendant et après la guerre de libération contribuent à expliquer le choix qu'il réussit à faire prévaloir en 1971. En second lieu, il faut tenir compte de l'idéologie de type étatiste et centralisatrice que développe, du fait de sa position, la techno-bureaucratie. En vertu de cette idéologie (et des intérêts qui la sous-tendent), la techno-bureaucratie s'engage dans une politique de renforcement progressif de l'Etat qui entrave et inquiète la bourgeoisie privée. Les réserves de certains hauts responsables de l'Etat à l'égard des nouvelles orientations (en particulier au sein du « clan d'Oujda » dont les membres, qui seront, en majorité, bientôt écartés, avaient été jusqu'alors les plus proches compagnons du Président) témoignent d'une sensibilité politique proche de celle de cette bourgeoisie. Les résistances réelles et potentielles que rencontre ou pressent le président Boumediène l'encourageront à rechercher — par l'accentuation progressive de son virage radical — de nouveaux appuis, en particulier au sein de l'intelligentsia progressiste (y compris dans la fraction de celle-ci influencée par le parti communiste algérien).

On assiste dans l'Algérie des années soixante-dix au puissant essor d'une techno-bureaucratie. Ce processus a un contenu de classe, instaure une nouvelle forme de domination de classe dans la société algérienne. Et cette forme est spécifique par rapport à celle qui caractérise un développement de type capitaliste.

Cependant, l'analyse du système algérien ne peut être menée selon ce seul angle d'approche. Le processus de constitution en classe de la techno-bureaucratie se combine avec d'autres processus, eux aussi fondamentaux et qui à certains égards le contrecarrent.

1° La rente pétrolière et le crédit international constituent l'essentiel des ressources mobilisées par l'Etat algérien. Il en résulte une dépendance qui entrave l'entreprise étatique d'édification d'une économie nationale industrialisée alors que la réussite de cette entreprise conditionne la légitimation de la techno-bureaucratie et la consolidation de sa domination.

2° Il faut analyser dans son autonomie le pouvoir étatique. Celui-ci n'est pas le simple représentant de la techno-bureaucratie, la simple expression de la nouvelle classe en formation. Les actes du pouvoir d'Etat ne peuvent être compris qu'en fonction de la position, déterminée par l'histoire, qu'il occupe dans la structure sociale d'ensemble. Le nationalisme radical du régime Boumediène, ses orientations à la fois populistes et socialisantes, ne renvoient pas seulement à la logique du processus de constitution en classe dominante de la techno-bureaucratie ; de tels traits doivent être expliqués aussi à partir d'une part des contraintes qui s'exercent sur le pouvoir et d'autre part de l'idéologie et de la culture politiques que les élites doivent à leur trajectoire, au type de socialisation politique qu'elles ont connu ³⁸.

3° La techno-bureaucratie doit être analysée d'une part comme une catégorie sociale spécifique, devant à sa position dans l'appareil d'Etat une certaine homogénéité, d'autre part comme un ensemble complexe, sans unité, de clans et groupes entretenant des rapports diversifiés à la société civile. On doit particulièrement examiner, quand on adopte ce second angle d'approche, les liens que les membres de la techno-bureaucratie entretiennent avec la bourgeoisie privée (cumul, personnel ou familial, d'une fonction publique et d'activités privées ; relations entre fonctionnaires et représentants d'intérêts privés...).

Du fait de ces liens, des stratégies d'adaptation ou de reconversion utilisant l'Etat que met en œuvre la bourgeoisie nationale, du jeu des intérêts privés étrangers, l'Etat algérien n'est pas seulement l'agent du processus de mise en place d'un mode de domination sociale de type soviétique, mais apparaît en même temps — de manière contradictoire — comme étant le support du développement de rapports capitalistes.

CEDAF, Bruxelles, 1984.

NOTES

1. L'ouvrage publié sous le pseudonyme collectif « Dersa » en constitue un bon exemple. Ses auteurs affirment à maintes reprises la mainmise de la petite (et moyenne) bourgeoisie sur la direction de l'Etat dans la période qui précède et suit l'indépendance, mais ils n'éprouvent jamais le besoin de concrétiser et justifier cette assertion DERSA, *L'Algérie en débat (Luttes et Développement)*, Paris, Maspero, 1981 ; voir pp. 17, 61, 156, 177, 235.

2. M. RAFFINOT et P. JACQUEMOT, *Le capitalisme d'Etat algérien*, Paris, Maspero, 1977.

3. Pour reprendre une expression significative qu'utilisent ailleurs Raffinot et Jacquemot, la petite bourgeoisie, en recourant à l'étatisme économique, choisit de se faire « temporairement violence » pour mieux assurer à terme ses intérêts (voir p. 166).

4. J.-P. DURAND, « Exacerbation des contradictions sociales et resserrement des alliances politiques en Algérie », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Editions du C.N.R.S., 1977, pp.123-140.

5. Un bon exemple d'une analyse de classe *a priori*, qui invoque les luttes de classes plus sur le mode de la déduction logique que sur le mode du constat, est fourni par un article de A. DJEGHLOUL (« Révolution agraire et problèmes de transition en Algérie », in *Cultures et développement*, vol. IX, n° 4, 1977, pp. 577-599, voir pp. 592-593). Djeghloul écrit : « Ce que veut la paysannerie pauvre, c'est la terre ; ce que veut la bourgeoisie nationale, c'est élargir son marché ; ce que veut la classe ouvrière, du moins sa fraction la plus consciente, c'est la fin de toute forme d'exploitation, la liquidation de la grande propriété foncière constituant une étape ; ce que veut la petite bourgeoisie, ou du moins sa fraction la plus radicale, c'est le renforcement d'un capitalisme d'Etat anti-impérialiste. Cet ensemble de forces sociales a un intérêt commun : poursuivre la lutte anti-impérialiste en procédant à la transformation des structures agraires. »

Contentons-nous de souligner à propos de ce texte que, même la première affirmation qui paraît particulièrement évidente, est, dans l'Algérie des années soixante-dix, très contestable : ce à quoi aspire la masse de la paysannerie pauvre ce n'est plus tant à posséder la terre qu'à accéder à un travail salarié non agricole.

6. Les propositions que nous formulons ici reprennent certaines des conclusions auxquelles nous sommes parvenu dans un travail de doctorat non public (G. DE VILLERS, *Pouvoir politique et question agraire en Algérie*, doctorat en sociologie, Université de Louvain, 1978). Dans le cadre de cet article, nous devons réduire au minimum les développements et les références appuyant notre argumentation.

7. Voir surtout pour l'ensemble de l'analyse du mouvement des Oulémas : A. MERAD, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris, Mouton, 1967.

8. On trouve chez différents auteurs des indications convergentes concernant le rôle joué par le réformisme dans la promotion d'une catégorie de producteurs et commerçants. Relevons chez le seul MERAD : les conseils pratiques en matière de gestion commerciale et de comptabilité dans la revue du mouvement ; la valorisation de la recherche méthodique du profit dans des écrits réformistes ; le réseau de relations et de points d'appui (crédit, entreposage de marchandises...) dont bénéficient les commerçants réformistes dans le milieu des affiliés... (*op. cit.*, voir p. 184, n. 1, p. 306, n. 2, p. 431).

9. M. LAUNAY, *Paysans algériens*, Paris, Editions du Seuil, 1963, voir par exemple p. 148.

10. Cl. COLLOT, « Le parti du peuple algérien », in *Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques*, mars 1971, pp. 133-204. M. HARBI, *Aux origines du F.L.N. : la scission du P.P.A.-M.T.L.D.*, Paris, Christian Bourgois, éditeur, 1975.

11. Voir certains textes programmatiques des formations qui ont pris la succession de l'Etoile Nord-Africaine reproduits in Cl. COLLOT-J.R. HENRY, *Le mouvement national algérien (Textes 1912-1954)*, Alger, O.P.U., 1978 : pp. 134-135 (Motion adoptée par le P.P.A. les 23 et 24 août 1938), pp. 329-330 (Projet de programme du M.T.L.D. de décembre 1953).

12. Voir en particulier Ch.-R. AGERON, *Histoire de l'Algérie Contemporaine (1871-1954)*, Paris, P.U.F., 1979, pp. 517-522, 539, 590 et sq.

13. Les notices biographiques qu'établit M. HARBI (*op. cit.*, pp. 290-310) fournissent des indications en ce sens. Voir aussi : W.B. QUANDT, *Revolution and political leadership. Algeria, 1954-1968*, Cambridge-Massachusetts, MIT, 1969, en particulier p. 66 et sq.

14. Pour une analyse en ce sens, voir M. HARBI, *Le F.L.N. Mirage et réalité*, Paris, Editions J.A., 1980, en particulier pp. 116 à 118, 318.

15. Sur l'évolution des universitaires algériens, voir G. PERVILLE, « Le sentiment national des étudiants algériens de culture française avant la guerre et pendant la guerre d'Algérie », in *Armées, guerre et politique en Afrique du Nord. XIX^e-XX^e siècles*, ouvrage collectif, Paris, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 1977.

Sur l'évolution d'ensemble des élites algériennes et leurs caractéristiques sociales, voir surtout W.B. QUANDT, *op. cit.*

16. Certes, nous simplifions. Le dénouement de la crise de l'été 1962, ce n'est pas seulement la défaite de forces bourgeoises, c'est aussi celle des militants peut-être les mieux formés et les plus engagés dans une orientation socialiste (militants de la Fédération de France du Front de Libération Nationale, militants syndicaux). Voir sur ce point R. GALLISSOT, « Références socialistes dans le monde arabe », in *Histoire Générale du socialisme*, tome IV, ouvrage publié sous la direction de J. DROZ, Paris, P.U.F., 1978, en particulier p. 301.

Nous pensons cependant que cet aspect de l'évolution politique (sur lequel GALLISSOT met l'accent) est moins important que celui que nous mettons en avant dans le corps du texte. En effet, une révolution de type socialiste ne nous semble pas avoir été « à l'ordre du jour » en 1962 ; ce qui était réellement en jeu dans les luttes de classes, c'était le choix entre une ligne nationaliste-populiste radicalisée et une ligne plus libérale.

17. W.B. QUANDT, *op. cit.*, pp. 155-158.

18. En ce qui concerne l'évolution agraire, voir outre notre thèse : G. DE VILLERS, « L'Etat et la Révolution agraire en Algérie », in *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 1, 1980, pp. 112-139.

19. G. GRANDGUILLAUME montre, à travers surtout la trajectoire exemplaire d'une famille de Nedroma (retracée depuis les débuts de la colonisation jusqu'à la période présente), la puissance persistante de vieilles familles. (*Nedroma. L'évolution d'une médina*, Leiden, Ed. E.J. Brill, 1976).

J. PENEFF a réalisé une enquête sociologique portant sur les entreprises manufacturières privées à capital algérien créées entre 1963 et 1969 dans le département d'Alger (*Industriels algériens*, Paris, C.R.E.S.M., Editions du C.N.R.S., 1981).

Cette recherche met notamment en lumière le fait que ceux des entrepreneurs qui ont aujourd'hui les affaires les plus importantes (et qui ont les meilleures relations avec l'administration) ne sont généralement pas (même, semble-t-il, ne sont jamais) des « self made men » qui se seraient imposés à force de travail et de petite épargne ou en profitant des bouleversements de la guerre et de l'indépendance. Il s'agit souvent de gens issus de familles aristocratiques, familles ayant réussi sous la colonisation à s'affirmer — à travers le commerce surtout — dans le secteur économique moderne.

20. Voir surtout, outre W.B. QUANDT déjà cité, E. HERMASSI, *Etat et société au Maghreb*, Paris, Anthropos, 1975.

21. Sur ce point, notre optique est proche de celle de R. GALLISSOT dans son article : « Classes sociales, Etat et développement en Algérie depuis l'indépendance », in *Connaissance du Tiers-Monde*, ouvrage collectif, Paris U.G.E., coll. 10/18, 1978, pp. 279-306.

22. Ch. BETTELHEIM, *Calcul économique et formes de propriétés*, Paris, Maspero, 1970.

23. La thèse du capitalisme d'Etat (ou capitalisme bureaucratique d'Etat) est sans doute la thèse la plus répandue dans les travaux concernant l'Algérie indépendante.

Retenons : S. AMIN, *Le Maghreb moderne*, Paris, Editions de Minuit, 1970 ; J.-L. AUTIN, *Le droit économique algérien - L'examen des institutions juridiques au service de l'analyse de la formation sociale*, thèse, Université de Montpellier I, Faculté de Droit et des Sciences Economiques, juin 1976 ; T. BENHOURIA, *L'Economie de l'Algérie*, Paris, Maspero, 1980 ; G. CHALIAND et J. MINCES, *L'Algérie indépendante*, Maspero, 1972 ;

Etat et classes sociales en Algérie

I. CLEGG, *Worker's Self-Management in Algeria*, London and New York, Monthly review press, 1971 ; DERSA, *L'Algérie en débat (Luttes et Développement)*, Paris, Maspero, 1981 ; M. LAZREG, *The emergence of classes in Algeria*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1976 ; M. RAFFINOT et P. JACQUEMOT, *Le capitalisme d'Etat algérien*, Maspero, 1977 ; P. ROUSSET, *Emigration-paupérisation et développement du capitalisme d'Etat en Algérie*, Bruxelles, Ed. Contradictions, 1975.

24. Voir en particulier, outre la thèse citée de J.L. AUTIN, M. RAFFINOT et P. JACQUEMOT, *op. cit.*, pp. 185, 243.

25. Pour une approche en ce sens, mais peu fondée sur des données empiriques, voir les différentes contributions de Ch. PALLOIX au numéro spécial « Algérie 1980 » de la *Revue Tiers Monde* (t. XXI, n° 83, juillet-sept. 1980). Sans doute impossibles à effectuer dans le contexte politique algérien, les enquêtes sur les rapports sociaux de production dans le secteur industriel manquent. On ne peut se baser que sur des informations éparpillées et ponctuelles. On dispose, par contre, de meilleures données sur les exploitations agricoles dites « autogérées » dont le statut réel est proche de celui de fermes d'Etat. Les analyses, qui nous semblent les plus fiables, montrent que la mainmise étatique (bureaucratique) sur ces fermes ne signifie pas une réelle maîtrise du procès de production par les représentants de l'Etat. Les collectifs de travailleurs jouissent d'une autonomie certes limitée mais qui leur permet de faire obstacle à la mise en œuvre de la politique agricole dont les fermes « autogérées » devaient être les principaux exécutants.

Pour une synthèse des résultats d'enquêtes abordant cette question, voir R. BENATIG, *Politique économique de l'Etat et évaluation de la situation d'emplois et de revenus en milieu rural*, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle, Université de Paris VII, nov. 1980.

26. Notons que c'est dans le livre de M. HUSSEIN sur l'Egypte nassérienne (*La lutte des classes en Egypte*, Paris, Maspero, 1969) qu'on trouvera développé de la manière la plus systématique ce schème d'analyse.

27. Cette analyse est aussi celle de K. AMMOUR, Ch. LEUCATE et J.J. MOULIN dans *La voie algérienne - Les contradictions d'un développement national*, Paris, Maspero, 1974 (voir en particulier pp. 156-164).

Ces auteurs cependant, soucieux d'orthodoxie marxiste, rejettent la notion de capitalisme d'Etat et voient dans l'Algérie de Boumediène une variante de bonapartisme. Il s'agirait d'un bonapartisme de type très particulier : non pas le recours à un Etat fort — dans une situation de crise politique — de la part d'une classe déjà constituée et économiquement dominante, mais le processus de constitution en classe hégémonique d'une bourgeoisie faiblement développée, à travers un Etat autoritaire, centralisé, personnalisé. Cette analyse révèle encore plus nettement sa faiblesse que celle de RAFFINOT et JACQUEMOT. Si, dans le cas classique du bonapartisme, on peut admettre une certaine pertinence du schéma proposé (dominante dans la sphère des rapports socio-économiques, la bourgeoisie laisse le pouvoir d'Etat régler les problèmes politiques, la marge d'autonomie de celui-ci restant inscrite dans les limites que fixe la domination bourgeoise sur la société civile), son application au cas algérien devient bien plus problématique, sinon mystérieuse. Comment une bourgeoisie seulement « naissante », dont il est dit qu'elle est faible et fractionnée, peut-elle assurer son « auto-affirmation » en s'en remettant à une bureaucratie engagée dans un processus d'expansion de la propriété publique et plus généralement d'étatisation, processus reconnu comme « hautement contradictoire » dans une perspective de développement du capitalisme (p. 162) ?

28. A. GRAMSCI, *Gramsci dans le texte*, Paris, Editions Sociales, 1975, p. 479 et sq.

29. G. KONRAD et I. SZELENYI, *La marche au pouvoir des intellectuels (Le cas des pays de l'Est)*, Paris, Editions du Seuil, 1979.

Voir aussi : I. SZELENYI, « La position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes d'Etat », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 22, juin 1978, pp. 61-74.

30. « Dans les pays retardés, lit-on dans la *Charte Nationale*, document adopté par référendum en 1976, le socialisme doit tout créer par lui-même y compris la société, sous sa forme moderne. » Front de Libération Nationale, *Charte Nationale*, Alger, R.A.D.P., 1976.

31. P. VIEILLE, « Le pétrole comme rapport social », in *Peuples Méditerranéens*, n° 21, janv.-mars 1984, pp. 3-29.

32. Voir sur ce thème notre article : « Acheter le développement ? Le cas algérien », à paraître en 1985 dans *Politique Africaine*.

33. J. LECA et J.-C. VATIN, *L'Algérie politique : institutions et régime*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1975, p. 11.

34. *Id.* pp. 467-469.

35. W.B. QUANDT écrit que les conflits au sein des élites politiques algériennes sont le fruit « from a combination of historical accidents ». Voir : *Revolution and political leadership*, op. cit., p. 15.

36. Sur ce point, voir notre article déjà cité « L'Etat et la révolution agraire en Algérie ».

37. Voir à cet égard les données fournies par H. ROBERTS sur la restructuration politique qui accompagne et suit le tournant de 1971 : « The politics of algerian socialism », in *North Africa (Contemporary politics and economic development)*, Edited by R. Lawless and A. Findlay, Croom Helm, London & Canberra, St Martin's press, New York, 1984, pp. 5-49.

38. Dans sa contribution à l'ouvrage collectif *Connaissance du Tiers-Monde (op. cit.)*, R. GALLISSOT souligne que les poussées de radicalisation en Algérie (autogestion, nationalisation des entreprises étrangères, révolution agraire...) s'expliqueraient par la pesée des contradictions sociales non résolues (chômage et sous-emploi massifs, exode rural...). On assisterait à une sorte de « marche forcée par pesanteur sociale » (p. 299 et sq.).

Cette idée nous paraît insuffisante. Le régime algérien ne s'est pas engagé dans une orientation socialiste comme à son corps défendant. Pour rendre compte de cette orientation, il faut tenir compte non seulement des contraintes socio-économiques qui s'exercent sur le pouvoir mais aussi de ce que le régime doit, sur le plan de ses options et en ce qui concerne sa position dans le champ social, au processus de formation de l'Etat et de ses élites dirigeantes, à l'héritage de la lutte anti-coloniale.

STATE TRANSFORMATION AND POPULATION GROWTH IN TURKEY AND THE MAGHREB, 1800-1900

Peter von SIVERS

I will begin this paper with an analysis of so-called traditional Middle Eastern and North African social, economic and political organization under the prevailing conditions of relatively low population densities of the eighteenth and early nineteenth centuries. I will then turn to a discussion of society, economy and politics under conditions of rapid population increases which began in the Middle East and North Africa around 1850 and continue today in the present.

The central point in this paper is that during the nineteenth century the Mashreq and Maghreb went through what may be called an "elite modernization" led by their governments before they then, in the twentieth century, experienced a "popular modernization" created by population increases. The purpose of this sociodemographic analysis of the time lag between elite and popular modernization is to offer a theory for the transition from traditionalism to modernization explaining with greater attention to the *longue durée* of continuities why in history there has been an apparent backwardness and failure to "develop". Since both the concept of "modernization" and its desirability, at least in its Western form, have come under strong criticism in recent years, given the impact of the fundamentalist upsurge in the Islamic world, this emphasis on the continuities which can be observed between traditionalism and modernization as well as what I regard as the demographic causes of the shift from the one to the other is addressed to a definite need for clarification and definition.

In order to be as analytically concise as possible, the paper focuses on two specific areas of the Mashreq and Maghreb, that is, Rumelia-

Anatolia and Tunisia-Algeria-Morocco. In many respects these areas represented opposing sets of traditions when modernization emerged as an issue in the nineteenth century. In the Rumelian-Anatolian heartlands of the Ottoman Empire reformers had a headstart because they could use the existing institutions of central rule as conduits for their reforms. In the three North African countries where the tradition of central rule was much weaker, state-building was as much a task for the reformers as were the reforms themselves. Furthermore, the weakness of the Maghrebi central governments attracted the European colonial powers which eventually took over the state-building-cum-reforming functions of indigenous leaders and shaped them according to their own Europocentric purposes. Thus the tradition-modernization theme is studied here in this book in the form of two basic and contrasting versions, depending on the strength and weakness of the tradition of state-centralization in the Middle East and North Africa, a tradition which in turn presupposed low population densities.

Traditional society, economics and politics

It can be estimated that during the period from 1400, when the worst ravages of the Black Death and its aftercycles ended, to 1850, when the population began to expand at a rapid rate, the population density in Rumelia-Anatolia and Tunisia-Algeria-Morocco increased from 7 to 14 persons per km² of cultivable land. Comparative estimates for Germany, France and England-Wales show increases from 18 to 75, 20 to 65 and 16 to 120. The Far East show increases similar to Europe: India, China and Japan are estimated to have moved from 33 to 86, 20 to 108 and 33 to 86 persons/km². In the Middle East only one country, Egypt, came close to Europe and the Far East, with a density increase from 70 to 110 (McEvedy & Jones, 1978; cf. Issawi, 1981). Although in early modern times the heartland of the Ottoman Empire and the Maghreb doubled their population densities, by 1850 they were still relatively empty spaces compared to the rest of the world.

In an important analysis of the connections between population and technological change Ester Boserup has distinguished between ten population density groups (Boserup, 1981). In terms of this analysis, Rumelia-Anatolia and Tunisia-Algeria-Morocco can be said to have moved only from group 4 to group 5, both of which are in the "sparse" category, during the period from 1400 to 1850. During the same period Europe and the Far East jumped from group 6 in the "medium" category to group 8 in the "dense" category. Although worthy of note, the population increases in the Ottoman heartlands and the Maghreb did not reach the levels to which Europe and the Far East ascended.

In a slight modification of Boserup I am defining "sparse" populations as having been settled densely enough to have to practice agriculture but not as having been so crowded as to require a further division of labor

through the establishment of crafts and tool-making in urban centers. By "require" I am referring to the well-known phenomenon, according to which rising population densities stimulated the introduction of more complex forms of division of labor, that is, rising levels of productive specialization and commercial exchange. As more mouths had to be fed, production was increased and diversified not only through an intensification of labor but also through the differentiation of occupations and the trading of goods on the market. Specialists trained in only a few skills obviously could produce more in a given time than generalists without specific skills. Historically, it seems that a rough balance was maintained between population growth and the capacity of productive systems to keep pace. It must be assumed that productive capabilities increased concomitantly with population increases, otherwise it would be inexplicable why world population increased as it has to the present in spite of famine, pestilence and plague.

The assumption of a rough balance between population densities and productive capacities in the historical process sounds reasonable, yet it stands the conventional wisdom of Malthusian demography on its head (Simon, 1981). Populations more or less constantly teeter along the razor's edge of overpopulation and starvation—so it is widely held. Obviously, lists of individual incidents of famines and mass starvations can always be assembled from the historical sources in order to prove the malign effects of "overpopulation". But it is difficult not to be impressed, for instance, by the ability of China between 1400 and 1850 to absorb a population increase of over 350 million without appreciably changing its rural-urban system (McEvedy & Jones, 1978). Similarly, the so-called LDCs have not only absorbed explosive population increases between 1950 and 1975 but have also managed to raise per capita production by 3 percent (Morawetz, 1978). Likewise, in a study of French-speaking African peoples it was found that the higher the population density was, the higher also the standard of living climbed (Stryker, 1977). Thus, if a narrow historical view is replaced with a more comprehensive one, Malthusianism no longer convinces.

Historical analysis has to be enlarged so as to reflect the full capacities of historical systems of production as well as the socio-demographically conditioned jumps to more capable new productive systems, such as from village agriculture to urbanization, from urbanization to industrialization and from industrialization to what is perhaps at present emerging as computerization, with a variety of smaller steps in between (some of which will be discussed later in this paper). It is this rise in the complexity of the division of labor and hence the systems of production which defines the term "modernization" as used in this paper. Conversely, "traditions" are defined as past forms of labor division which persist alongside more complex ones. Thus historical sociodemography beyond Malthus deflates the allegedly unique "modernity" of the present which so mesmerizes development theorists and extends modernization and tradition into the entire past.

In the Rumelia-Anatolia and Tunisia-Algeria-Morocco of 1400-1850, the "sparse" population, particularly in the hinterland away from the coasts, lived predominantly in villages or tent settlements. Towns were few and far between as is clear from the following calculation. Prior to the change in transportation technologies in the nineteenth century, a town had a hinterland of more than 200 km² or a circular area with a radius of 7-8 km (Boserup, 1981). This radius was the maximum distance a peasant could travel comfortably on a one-day round trip on foot or donkey back, in order to trade food for clothes, tools or utensils on the town market (Clark, 1967). Under demographic conditions of sparsity, with a maximum of 16 persons/km², some 3,000 peasants and dependents inhabited an area of 200 km² and produced a food surplus or perhaps 10-15 percent, sufficient for 300-450 craftsmen and dependents (Clark & Haskell, 1970). Since agglomerations of a few hundred craftsmen families could not really be called towns, it is clear that the Ottoman heartlands and the interior of the Maghreb in the period from 1400-1850 were still a good distance away from the need for urbanization.

However, North Africa possessed an urban civilization which compared well to Europe and the Far East in terms of both size and degree of specialization, from crafts to international commerce, at least until the middle of the eighteenth century. How was it that comparatively empty countries with little demographic need for towns and cities were able to maintain such a highly developed urban life? The answer is that access to the Mediterranean gave cities a much larger radius from which to procure food. Secondly, in the interior, intensified agriculture based on irrigation at a small number of favorable locations supported locally higher population densities within the 7-8 km range and therefore urban centers with viable craftsmen populations. With the help of comparatively inexpensive sea transport and locally intensified agriculture means existed to overcome what would otherwise have been unfavorable demographic conditions and maintain an expanded urban culture on a par with more densely settled countries in the West and East.

The few towns of the interior were organized around a local market which brought the farmers and craftsmen together for an exchange of their more or less specialized goods: the market integrated the rural and urban population of a given region. City organization on the coasts was at its core similar, but the majority of the inhabitants were fed with food imported by merchants and tax officials from the areas outside the 7-8 km radii farmers and donkeys could cover for their market visits. In these outlying areas peasants had no direct contact with the urban market and the labor division it offered, unless they lived close enough to a hinterland town to engage in market exchange. They remained largely self-sufficient, producing all food, tools and household requirements themselves, and had to turn over most of the money which they received from merchants to tax officials. In return for their taxes in money and in kind the peasants received the benefits of central rule and protection—dubious returns at best. While in the rural-urban

centers of the interior peasants and craftsmen were integrated with each other through the market, no such integration existed between the coastal cities and surrounding peasantries outside the 7-8 km radii.

In a strict sense these Middle Eastern and North African peasants were not a great deal different between 1400 and 1850 from their colleagues in Europe and the Far East. Selfsufficiency peasants paying taxes to alien urban-based states for little in return were an almost universal phenomenon in the broad belt of Eurasia and northern Africa where wheat and rice agriculture was practiced and where one set of conquerors after another struggled to make the transition from the socially, economically and politically integrated ancient Mesopotamian city states of the second millennium BC to the similarly integrated modern urbanized national states which finally emerged in the nineteenth century AD. For lack of demographic mass these conquerors were all doomed to failure, although their idea of urban states was a correct anticipation. The Ottoman Empire and the Husayni, Janissary, Sa'di and 'Alawi regimes in the Maghreb between 1400 and 1850 were no exceptions. What made them unique was that they pursued urbanization under the particularly unfavorable demographic circumstances of sparse populations which were characteristic for the Middle East and North Africa from 1450 to 1800. If they failed, they did so more honorably than the *anciens régimes* of southern Europe, India or China with their much higher population densities.

Why populations in Rumelia-Anatolia and Tunisia-Algeria-Morocco were so sparse in early modern times is a question for which current scholarship does not yet provide satisfactory answers. The causes most often evoked for the Middle East are misrule, corruption and overtaxation. At first glance these causes sound plausible enough: generations of orientalists have elaborated them and they seem to have strong foundations in the primary sources. However, on closer investigation it becomes clear that they are not specific enough. Misrule, corruption and overtaxation — from a nineteenth- or twentieth-century Europocentric viewpoint — were general phenomena in all empires and dynastic realms between the periods of the ancient city-states and the modern national states. (And one might add that contemporary states are not entirely immaculate in this regard.) Some authors have even been tempted to regard these causes as ingredients of politics as such which thus assumed the features of a "macroparasitism" (McNeill, 1976). One would want to have precise quantitative proof for why, for instance, the *ancien régime* in France was less oppressive and therefore more conducive to demographic increase than the Ottoman Empire. Or, was China in the seventeenth century such a model of strong leadership, honesty and moderate taxation that it could double its population as a reward? Unfortunately there are no sources which tell us that peasants had larger or smaller families depending on the competence or incompetence of their rulers, honesty or dishonesty of their officials and lower or higher tax rates. Quite possibly their family planning had very little

to do with the imperial regime under which they lived and all the more with the local communities which defined their self-sufficiency (Musallam, 1981). In short, the argument about misrule, corruption and overtaxation is too unspecific for, and perhaps even inapplicable to the question of growing or stagnating population densities.

More serious is the argument of cycles of epidemics which, as is now generally believed, were more or less connected with each other in the various parts of the Eurasian-North African belt since the beginning of the Christian era and which periodically interfered with the overall rising population curve (Durand, 1977). These epidemics were the unintended by-products of the imperial age when international merchants unwittingly brought the rodents and fleas of Africa and Central Asia to the urban centers of the Middle and Far East as well as Europe. The Middle East and India, located in the heart of this traffic, apparently had to endure the plagues — the first beginning in 165 AD and the second in 1347 — longer than the more isolated areas of Europe, China and Japan at the ends of the trade belt (McNeill, 1976). As far as modern times are concerned, the Middle East and North Africa were still experiencing regular outbreaks of bubonic plague in the eighteenth century while Europe had become almost plague-free (Dols, 1979). It seems that in the imperial age the price paid for urbanization and international trade on the basis of an insufficient demographic mass was mutual adjustment of the populations to mass diseases. Apparently the disease pools of the world had to be exchanged before the demographic curve could resume the strong upward trend of the neolithic city-state period again in 1850 (Deevey, 1960). In retrospect this exchange can be considered the disastrous but unavoidable product of imperial dynastic realms from Alexander to Abdülhamid.

The sociodemographic analysis of the probable causes and actual consequences of low population densities in the Ottoman Empire and North Africa offered here also serves as a basis for the definition of "traditional" economy and politics which plays an important part in the rest of the paper. In a broad sense the traditional system of these two Mediterranean areas can be described as having had a social foundation of sparsely settled local tent or village communities. On this foundation a largely self-sufficient economy was built in which the local communities provided for their food, shelter and clothing needs themselves, with little more than a rudimentary division of labor. Because of the low social density the economic institution of private landownership, in the sense of a buying and selling of land titles, was nonexistent. There were scattered pockets in the interior of the two areas where more densely settled villages were integrated with urban settlements, but as a rule these rural-urban communities were small, particularly in North Africa, and self-sufficiency was only partially replaced by market exchange. However, market exchange was developed enough to support the institution of private rural or urban properties which could change hands on the market under certain conditions. The social base carried an economic

superstructure of either self-sufficiency or rudimentary markets "embedded" (Polanyi, 1968) in self-sufficiency.

Neither in the Ottoman Empire nor in North Africa did rural-urban communities typified by more or less developed market systems possess political superstructures of their own. Although they were found of communal councils — the political equivalent of economic markets — had once existed, these institutions had been implanted by the Roman imperial administration and, given the sparse population density, were without chances of taking root. Islamic imperial politics were unhampered by the type of city-state politics which under Roman Law influence emerged in twelfth-century Italy and from there gradually evolved into the participatory politics of the European national states (von Sivers, 1979b).

Islamic imperial politics as represented by the Ottoman and Moroccan sultans, the Tunisian beys and Algerian deys was predicated on unevenly distributed populations engaged in self-sufficiency production. They were centered in maritime metropolises which were considerably larger than warranted by local sociodemographics and market economics. The central ruling class collected taxes in kind and/or in money from distant self-sufficiency peasants (and in North Africa also from Christian sailors through corsair raids) in order to feed the metropolises, finance the importation of luxuries and pay for foreign ruling class recruitment. The strength of imperial politics depended to a large degree on the commitment of the ruling class to stay aloof from both self-sufficiency production and local market exchange, hence the need for transplanted people of foreign extraction for military and administrative careers. Imperial politics was an elaborate superstructure for the political unification of socially and economically divided territories.

During the eighteenth century these traditional forms of social, economic and political organization changed. Particularly in the Ottoman Empire, what one could call the "inaugural" imperial tradition as described in the preceding paragraph was overlaid by a second "mature" system. In this mature system officers or officials who had formerly held land tax assignments or tax farms had now evolved into landlords. Central bureaucrats who had previously lived primarily on salaries now handled office business mostly on commission, with established fee schedules. Salaried soldiers of non-Muslim extraction invested in the crafts of the capital. In short, while in the inaugural imperial tradition the ruling class creamed off the taxes without dirtying its hands, so to speak, in the mature tradition it assumed direct control of rural and urban production. In North Africa the ruling classes were much smaller; they lacked the necessary depth to progress fully from fiscal to productive interests and remained largely within the inaugural imperial tradition. Thus in the Ottoman heartlands the state took a deeper hold of population and production than in the Maghreb.

Nineteenth- and twentieth-century modernization

The shift from the inaugural to the mature imperial tradition in the Ottoman Empire was a movement away from foreign military conquests and taxation to a penetration of domestic rural and urban production, as has been discussed above — a quite logical progression which should be no means be confused with decline, which is an unfortunate concept introduced by Europocentric scholarship. However, the Ottoman Empire reached its fully mature stage at a time when its two neighbours Russia and Austria started on imperial drives of their own. As a result, the Ottoman ruling class was forced to return its attention to its borders when it actually was much more concerned with domestic affairs because of its productive interests.

To meet the foreign military challenge fully the Ottoman ruling class had to revert to its inaugural state: a new ruling class had to be created, unincumbered by interests in rural or urban production; new schools and curricula had to be established for the training of this new ruling class; recalcitrant ruling class members had to be removed from their rural or urban enterprises or, alternatively, cut off from ruling class benefits, particularly tax exemptions; and finally a fiscal system of direct collection of taxes had to be reintroduced, together with the necessary bureaucracy for the administration of these taxes. Some of these reforms were begun at the end of the eighteenth century, with limited success. They were issued in a more forceful and systematic fashion in the first half of the nineteenth century under the name of "Reforms" or "Reorganizations" (*Tanzimāt*).

The *Tanzimāt* are often referred to as early forms of "modernization". I have no objections to the use of this term in such an early context, provided it is limited to the ruling class. What I have defined as modernization at the beginning of the chapter, that is, the adoption of more complex forms of division of labor under the impact of rising population densities, had clearly not yet occurred in the early nineteenth century. In order to avoid confusion I have made a distinction between a premature modernization, which I call "elite modernization", and modernization proper, called here "popular modernization", the two being separated by a hiatus of at least half a century if not actually longer.

The *Tanzimāt* were furthermore throwbacks to the long-gone inaugural imperial tradition, in opposition to the tradition of mature imperialism dominant during the eighteenth and early nineteenth centuries. But they were carried out with the inspiration of European laws, the help of European advisors and the use of European technology. They could easily be viewed in the conventional way as elements of "modernization", therefore, although it is questionable how much they truly contributed to modernization as I am defining it. For the Ottoman Empire it was quite patent that initially the *Tanzimāt* were instruments of an elite

modernization in reaction to foreign military threats, not means of a popular modernization in response to increased population densities.

The earliest evidence of popular modernization falls into the last decade of the nineteenth century. At that time the demographic curve was rising steeply, with the population density almost doubling, from 14 to 26 persons/km² in just one century, from 1850-1950. During this period Rumelia-Anatolia climbed to Boserup's density group 6 or the "medium" category. The first modernizing step taken by the peasants in response to rising population densities was an intensification of self-sufficiency agriculture through a shortening of the fallow periods, the draining of wetlands and the plowing of hitherto unplanted land. As it turned out, this step proved to be generally adequate in terms of population pressure: in spite of rapid increase, the density actually reached the medium level (on which — in this order — specialization, market exchange, urbanization and industrialization were required) only well into the twentieth century. The peasantry remained committed to self-sufficiency and, contrary to the much more rapid elite-modernist reforms of the *Tanzimat* bureaucrats, moved toward modernization at their own speed (Pamuk, 1982; Quataert, 1975, 1977, 1981). To prejudiced Westerners, unaware of the links between population density and modernization, the persistence of self-sufficiency looked like the typically immutable "backwardness" of traditionalism. But although the initial move from a generally extensive to an intensive form of labor within self-sufficiency during the later nineteenth century was a small step in modernization, the peasants were quite capable of speeding up modernization, once the situation was ripe, as is witnessed by the contemporary abandonment of self-sufficiency and the rapid spread of market farming.

Given the low demographic levels and the consequent persistence of self-sufficiency it is not surprising that towns and cities changed only slowly during the period of *Tanzimât*. Improvements in communications, infrastructure and manufacturing, which the government introduced in support of their fiscal and military reforms, had limited effects on the urban population. For a long time towns and cities remained a size too large for the overall population in Rumelia-Anatolia; although, on the other hand, they were not by themselves so large as to justify sustained commercial expansion or industrialization, taking into account their isolation from the self-sufficiency peasantry in the hinterland (Kurmus, 1981). If the Ottoman Empire modernized far less rapidly than hoped for by the *Tanzimât* bureaucrats or Western observers, the reason was not blind traditionalism and a backward fatalistic mentality of those who resisted "progress", but the instinctive knowledge among a majority of the Empire's inhabitants that it was not only impossible to turn a mature empire back to its inaugural traditions, even in the guise of modernization, but that it was also necessary to acquire the social base of a large population before a true, popular modernization effort could become desirable.

In North Africa the imperial tradition had not yet progressed very far from the inaugural to the mature phase by the time of the late eighteenth century when the first elite reforms appeared in the Ottoman Empire. In fact, the rulers of Algeria and Morocco were still in the process of conquering defiant tribal populations in the hinterland and had little use for the *Tanzimāt*: they were faced with building, not rebuilding, militarily and fiscally strong states. Only the rulers of Tunisia possessed a state that had moved administratively from the control of taxes in the direction of control of production, although they also still faced dissident tribes in the South. Tunisia adopted the *Tanzimāt* and shared some of its bureaucrats with the Ottoman capital. The North African ruling classes clearly had to worry less about the two conflicting traditions of inaugural and mature imperialism.

State-building in Algeria and Morocco and state-building-cum-reform in Tunisia continued during the colonial period. In the three Maghreb countries colonialism began, of course, at quite different times, but their French masters followed the same course of action in all three: they crushed tribal dissidence, extended full taxation throughout the countryside, established unified military and civilian administrative hierarchies, instituted legal reform and introduced general education. In short, they followed the basic policies of inaugural imperialism dressed up as elite modernization which were being pursued in the Ottoman Empire during the same period, with the differences that they had the full arsenal of European military technology at their disposal and did not have to reckon seriously with an indigenous tradition of mature imperialism. The continuity between the precolonial indigenous imperial tradition and French colonialism is much greater than the many studies focusing on the disruption brought by the French (e.g., Amin, 1970; Hermassi, 1972; Lacoste, Prenant & Nouschi, 1960) are willing to admit.

The militarily and fiscally oriented colonial administration of the French was of course no more representative of modernization than the *Tanzimāt* state of the Ottomans. European emigrants were settled on confiscated or purchased choice lands which they farmed with more or less modern methods. Colonialist farming never achieved more than a marginal success, however, in part because of insufficient numbers and in part because of the refusal of metropolitan France to remove import tariffs for North African agricultural goods. The role of the colonial farmers was limited to the supply of the French-founded towns and cities which in the course of time developed from military-administrative into rural-urban centers. Nevertheless, through their control of much of the market agriculture in the Maghreb the colonists slowed the transition of the indigenous population from extensive and intensive self-sufficiency to market agriculture. Both the Ottoman *Tanzimāt* bureaucrats and the French colonialists generally left the indigenous peasants to their own devices, although in North Africa the colonial administration created a modest modernization program for the benefit of the European settlers, to the detriment of the indigenous rural population.

Therefore, when the first push for popular modernization finally came from an indigenous population with sufficiently increased social densities in North Africa the path was blocked. During the period from 1850 to 1950 the population density in North Africa more than tripled, from 14 to 44 persons/km². In one century the Maghreb advanced even farther than the Ottoman heartlands, to density group 7 in the "medium" category. Accordingly, the peasantry turned from extensive to intensive self-sufficiency agriculture and possibly after World War II would have modernized further towards rural-urban market specialization had it not been for the European settlers (Bourdieu & Sayad, 1964). It was not until two years after the outbreak of the Algerian War of Independence (1954-62) that the French government realized to what extent the indigenous population had been neglected. It announced the first plan for the urbanization and industrialization of the country and granted independence to less heavily French-settled Morocco and Tunisia. The admission of having failed to respond to popular demand for modernization could not have been clearer.

The theory of social density as the necessary context for economic and political organization developed in this paper for the Ottoman heartlands and North Africa, establishes a close link between population, production/exchange, and government. Tradition and modernization are freed in this theory from the conventional vagueness as well as from the customary value connotation generally accompanying their use. Tradition in this theory is regarded as being defined by self-sufficiency in economics and inaugural and mature imperialism in politics. Modernization is recognized as having had a false early elite start and a genuine later popular beginning. "Backwardness" reveals itself as either a prejudice, in the case of a sparsely settled society judged from the context of a densely settled one, or a temporary situation, as in a rapidly increasing society. Rapid increase may cause temporary strains of various kinds, but the Middle East and North Africa offer no historical or present-day examples of a permanent regression of income, wealth, leisure time and the more intangible cultural qualities of life as a result, as Malthus wants one to believe. Quite on the contrary, so far no limits have been encountered in the general historical process of increased human numbers, improved production and exchange, and enlarged participation in government.

Thus, in this paper the attempt is being made to place the political, economic and cultural transformations of two major areas of the Middle East and North Africa during the nineteenth and early twentieth centuries into a wider historical context which includes earlier layers of development. The paper is not another attempt to detect the earliest beginnings of modernization; detect possible points of departure towards independent development, had colonialism not interfered; decry the loss of tradition in the face of the onslaught of modernization; unmask the failings of colonialism; discover the barriers in the Turkish, Arab or Kabyle mind to progress; or to sing the praise of technical progress and social

engineering. The purpose of the paper is rather to pinpoint what exactly happened in the long perspective of historical evolution, extending from the background of the mature and/or inaugural imperial tradition to elite and popular modernization.

The most neutral and least biased way to analyse the historical process in a perspective of *longue durée* is to articulate its demographic underpinnings. What seems to be "progress" with all its value implications is actually an adjustment to the challenges of rising population densities. In view of sociodemographic increases traditionalism and modernization in the historical process acquire a fresh meaning. The constant battles among social scientists and historians over the doom or endurance of tradition as well as the chimera or inevitability of modernization in the Middle East and North Africa remain exercises in shadow boxing as long as the population dimension is not taken into account. The great puzzle why traditionalism is so strong and why modernization has been comparatively slow in the Middle East and in North Africa since 1800, in relation to Europe and the Far East, can be solved through the study of the population curve, requiring no recourse to value judgment justifications and disclaimers.

Thus, in the final analysis, it turns out that burgeoning masses are perhaps hazardous to tradition, but they are definitely not to modernization. In fact, without them modernization cannot take place, as Middle Eastern elites found out in the nineteenth century. Conversely, there should be no concern about tradition dying out: Middle Eastern and North African populations are still today only on the threshold of becoming national mass societies.

BIBLIOGRAPHY

- Amin Samir, 1970, *The Maghreb in the Modern World*, Harmondsworth: Penguin.
- Boserup Ester, 1981, *Population and Technological Change: A Study of Long-Term Trends*, Chicago: University of Chicago Press.
- Bourdieu, Pierre, and Sayad A., *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, 1964.
- Clark Colin, 1967, *Population Growth and Land Use*, London: Macmillan.
- Clark Colin, and Haskell Margaret, 1970, *The Economy of Subsistence Agriculture*, 4th ed., London: Macmillan.
- Deevey Edward S., Jr. 1960, "The Human Population", *Scientific American* 203, 195-204.
- Dols Michael W., 1979, "The Second Plague Pandemic and Its Recurrences in the Middle East. 1347-1894". *Journal of the Economic and Social History of the Orient* 22, 162-89.
- Durand John, 1977, "Historical Estimates of World Population: An Evaluation", *Population and Development Review* 3, 253-96.
- Gellner Ernest, 1981, *Muslim Society*, Cambridge: Cambridge UP.
- Hermassi Elbaki, 1972, *Leadership and National Development in North Africa*, Berkeley: California UP.
- Issawi Charles, 1981, In Avram L. Udovitch, ed., *The Islamic Middle East, 700-1900: Studies in Economic and Social History*, Princeton: Darwin Press, 375-96.

- Kurmus Orhan, 1981, "Some Aspects of Handicraft and Industrial Production in Ottoman Anatolia, 1800-1915", *Asian and African Studies* 15, 85-101.
- Lacoste Yves, Nouschi André, and Prenant André, 1960, *L'Algérie: passé et présent*, Paris: Editions sociales.
- McEvedy Colin, and Jones Richard, 1978, *Atlas of World Population History*, Hermonds-worth: Penguin.
- McNeill William H., 1976, *Plagues and Peoples*, Garden City: Anchor.
- Miquel André, 1968, *L'Islam et sa civilisation*, Paris.
- Morawetz David, 1978, *Twentyfive Years of Economic Development: 1950 to 1975*, Baltimore: Johns Hopkins.
- Musallam Bassam, 1981, In Udovitch (see above Issawi), 429-69.
- Pamuk Sevkett, 1982, *Commodity Production for Export and Changing Relations of Production in Ottoman Agriculture, 1840-1913*, Ankara: GETA.
- Quataert Donald, 1975, "Dilemma of Development: The Agricultural Bank and Agricultural Reform in Ottoman Turkey, 1888-1908", *International Journal of Turkish Studies* 1, 38-55.
- Quataert, 1977, "Limited Revolution: The Impact of the Anatolian Railway on Turkish Transportation and the Provisions of Istanbul", *Business History Review* 51, 139-60.
- Quataert, 1981, "Agricultural Trends and Government Policy in Ottoman Anatolia, 1800-1914", *Asian and African Studies* 15, 69-84.
- Raymond André, 1972, "Les grandes épidémies de peste au Caire au XVII^e et XVIII^e siècles", *Bulletin des études orientales* 25, 203-10.
- Stryker J. Dirck, 1977, "Optimum Population in Rural Areas: Empirical Evidence from the Franc Zone", *The Quarterly Journal of Economics* 91, 177-93.
- Von Sivers Peter, 1979a, "Les plaisirs du collectionneur: capitalisme fiscal et chefs indigènes en Algérie (1840-1860)", *Annales ESC* 35, 679-99.
- Von Sivers Peter, 1979b, "Military, Merchants and Nomads: The Social Evolution of the Syrian Cities and Countryside During the Early Classical Period, 780-969/164-358", *Der Islam* 66, 212-44.
- Polanyi Karl, 1968, *Primitive, Archaic and Modern Economics*, Garden City: Anchor.

CALAMITES, SECURITE, POUVOIR LE CAS DU MAROC (XVI^e-XVIII^e SIECLES)

Bernard ROSENBERGER

A partir du XV^e siècle, l'Occident chrétien voit sa population, sa production, sa richesse, sa puissance augmenter ; il a une maîtrise sans cesse accrue sur la nature. Le Maghreb, sans connaître une immobilité absolue, stagne, ne voit pas se produire d'innovations techniques, de transformations économiques telles que son visage en soit substantiellement modifié.

Postuler le primat de la démographie dans cette évolution, ou celui des techniques et de l'économie est plutôt affaire d'éclairage. Prendre la démographie comme terrain d'enquête c'est choisir une voie encore presque inexplorée au Maghreb, malgré son importance reconnue¹. C'est assez séduisant mais difficile, car, si en Europe des études quantitatives sont possibles ponctuellement déjà avant le XV^e siècle, l'indigence extrême de la documentation ne les autorise pas en Afrique du Nord, où il n'y a pas d'état civil avant le XIX^e ou le XX^e siècle et très peu de recensements. Les seuls phénomènes démographiques qui émergent dans les chroniques sont les famines et les épidémies. On peut commencer par en faire un relevé, en décrire les manifestations et dans la mesure du possible en analyser les mécanismes et les conséquences², ce qui est plus difficile pour le Maghreb que pour le Mashreq où existe une documentation beaucoup plus abondante³, en particulier pour l'Egypte.

Remarquons combien les calamités sont révélatrices des sociétés concernées. A cette occasion, les chroniqueurs livrent des informations qui seraient le plus souvent passées sous silence. Ces crises, qui font apparaître des fêlures dans l'édifice social et dans les constructions politiques⁴, mettent aussi à jour un fonctionnement habituel qu'on ne

connaîtrait pas autrement. L'historien est ainsi amené à poser sur des bases très concrètes et dans un contexte bien défini les questions fondamentales des relations entre l'homme et le milieu naturel, des moyens de production, de l'organisation sociale et politique...

A partir d'études sur les famines et les épidémies, la nourriture en période de disette⁵ et l'organisation des réserves de grains⁶, il semble possible de poser quelques jalons pour une réflexion sur les relations qui peuvent exister entre la démographie, l'évolution technique et économique, la société et le pouvoir au Maroc.

L'Europe occidentale a connu une très forte croissance démographique et économique du X^e au XIII^e siècle. Compte tenu des techniques de production, elle ressent alors de fortes tensions entre les ressources et la population. Le réajustement au XIV^e siècle avec la peste noire est si brutal que pour retrouver le niveau antérieur il faut plusieurs générations. Au Maghreb, dès le X^e siècle, des descriptions, malheureusement trop vagues, font entrevoir une population nombreuse et une production abondante, diversifiée, un développement urbain qui indique un assez haut niveau d'échanges et une intégration économique, sociale et politique relativement poussée, même si elle n'atteint pas le niveau de l'Orient au même moment. Les difficultés commencent dès le XI^e siècle, il faut le souligner, avant l'arrivée des Banū Hilal⁷. Une stabilisation semble se produire au XII^e siècle avec les Almohades, mais dès le début du XIII^e siècle des signes inquiétants apparaissent et la dynastie sombre dans les difficultés économiques, démographiques, politiques. Les luttes entre trois royaumes âprement rivaux font que beaucoup d'efforts, de richesses se consomment dans la poursuite d'une restauration de l'unité. Au moment où elle est de nouveau réalisée par l'ouest, la peste noire y met brutalement fin.

La catastrophe n'est pas moins grave au Maghreb qu'en Europe ou au Moyen-Orient où elle a été récemment étudiée⁸, et la convalescence est aussi longue et aussi difficile, davantage même si l'on admet que la situation était antérieurement déjà dégradée. La peste s'attarde, fait des retours. L'intégration réalisée par l'empire almohade qui disposait des ressources fiscales de vastes territoires, qui avait développé l'irrigation notamment autour de sa capitale, relié entre elles des régions évoluant vers une spécialisation grâce à un jeu d'échanges important ne peut se reconstituer. En même temps, on revient largement à une économie surtout préoccupée d'autosubsistance : l'entretien d'une capitale comme Marrakech, dans une zone de steppes ne paraît plus possible. Les Banū Marīn peuvent espérer nourrir plus facilement la cour et les organes du gouvernement avec les ressources des régions voisines à Fès qui est encore une grande ville, connaît même un développement incontestable, mais n'est plus que la capitale d'un royaume dont la superficie se réduit sérieusement à la fin du XIV^e siècle et au XV^e siècle.

Au début du XVI^e siècle, un tableau peut être tracé, manquant encore de précision, mais dont les grands traits paraissent peu contestables. L'Etat est alors si affaibli qu'il ne peut plus jouer le rôle moteur des

califats de l'Orient musulman classique (VIII^e-XI^e siècles), des Mamlûks en Egypte jusqu'au XV^e siècle et que l'Etat ottoman exerce pleinement au même moment. Profitant de cette crise, les Portugais tentent de soumettre au moins une partie du Maroc. Cette intrusion favorise l'émergence d'une dynastie sharifienne, celle des Sa'diens qui s'efforce méthodiquement de reconstituer un Etat, et très vite affirme des visées impériales. L'ampleur et la violence des calamités de 1596 ou 1612 mettent en échec cette tentative.

Le XVII^e siècle est marqué par de nombreuses années de famine ou d'épidémie ; elles entretiennent les difficultés de sorte que la dynastie sa'dienne achève de perdre tout pouvoir. Le morcellement politique s'accompagne d'une vive compétition dont une autre famille sharifienne sort victorieuse. Les conditions générales ne changent pas pour autant, et au siècle suivant il y a à peine moins d'années marquées par des calamités mais elles semblent s'espacer, et, soit qu'elles soient moins violentes, soit que le nouveau pouvoir arrive à s'en accommoder, il parvient à se maintenir.

Du début du XVI^e siècle au début du XIX^e siècle, la fréquence des calamités, et leur violence, est aussi frappante que la faiblesse du rôle de l'Etat en face d'elles. S'il ne peut évidemment pas grand-chose contre les maladies épidémiques, il n'est pas sans ressources contre la disette, comme le montre pour l'Egypte le traité de Maqrîzî⁹. Le souverain peut agir sur le marché par le contrôle, la taxation, la mise en vente de stocks réquisitionnés ou lui appartenant, l'importation, les distributions aux nécessiteux.

L'inaction apparente de l'Etat marocain ne s'explique pas uniquement par l'insuffisance de notre documentation, il convient d'examiner les moyens dont il dispose, la conception qu'il a de son rôle, les nécessités qui l'assaillent, mais aussi le système de production et l'organisation sociale.

Avant d'examiner le peu que les sources nous révèlent sur l'action du pouvoir monarchique et pour mieux en juger, il est nécessaire de caractériser rapidement les calamités et les conditions générales de la production.

Toutes les épidémies sont qualifiées de « pestes » ; la maladie causée par le bacille de Yersin est la plus redoutable, mais la variole, le typhus, le choléra, la grippe sévissent aussi, difficiles à identifier. « Pestes » et famines ne sont pas les seules calamités naturelles responsables de décès, mais les plus redoutables ; je n'envisage pas ici les tremblements de terre ni les inondations, plus rares, aux effets plus circonscrits et beaucoup moins meurtriers.

Quelques épidémies et famines générales nous échappent et la plupart de celles qui ne concernent qu'une région limitée. Si l'on s'en tient à celles qui nous sont connues, on relève au XVI^e siècle onze années marquées par des calamités, au XVII^e siècle vingt-sept et au XVIII^e siècle (en fait la période 1721-1822) environ vingt-cinq¹⁰. Il serait imprudent en l'état de nos connaissances de conclure à une aggravation, ou à une

stabilisation d'un siècle à l'autre : il faudrait aussi tenir compte du degré de violence des crises : la famine de 1520-1521 accompagnée de peste et la peste de 1597-1598 ont été particulièrement dévastatrices.

La périodicité des « plaies » est irrégulière, mais en gros, chaque génération est frappée au moins une fois durement et certaines générations plusieurs fois. Rares sont les années où aucune région n'est touchée par la maladie ou la disette ; la menace est permanente à tel point que la notion d'*année normale* est à remettre en question. Les années de suffisance — sans parler même d'abondance — sans mortalité dans toute l'étendue du Maroc ne seraient-elles pas l'exception ? Là réside la cause première de l'insécurité. Est-il possible de réaliser une accumulation, de constituer des fortunes familiales stables dans ces conditions ?

Les calamités avec la souffrance, la maladie, la mort perturbent de façon inappréciable l'équilibre psychologique et affectif des survivants. C'est un terrain encore très mal connu. On a remarqué cependant la coïncidence avec les grandes calamités de mouvements millénaristes, de pogroms contre des minorités ethniques ou religieuses, une exaltation religieuse qui prend des formes diverses : flagellants, mysticisme, etc.¹¹. Au Maroc l'essor d'une religion populaire (le soufisme et les confréries), à partir du XIV^e siècle, est probablement à relier à la misère et à l'inquiétude qui règnent après la peste noire ; un *Mahdī*, Abū Mahallī, surgit en 1613 après douze ans de pestes, de famines et de guerres civiles¹².

L'exactitude des chiffres de décès n'est pas le souci des chroniqueurs ; cependant, on peut retenir comme probable la mort, lors des plus graves épidémies, de 10 à 30 % de la population dans les villes, comparable à ce que l'on connaît ailleurs ; les effets de la famine semblent parfois encore plus dévastateurs, mais sont plus mal connus. Lorsqu'elle touche les campagnes, certains groupes isolés, qui ne peuvent être secourus, sont quasiment exterminés.

Théoriquement pour une mortalité de 10 % et un peu plus, les traces peuvent être effacées en une génération à condition que d'autres calamités ne se produisent pas. A intervalles rapprochés leurs effets se cumulent, ce sont les sujets jeunes qui sont les plus touchés. Une peste frappe plus durement une population affaiblie par la disette mais si celle-ci a été décimée par la maladie, ou la famine, elle n'est plus en mesure de produire suffisamment et risque de connaître la faim.

On ne peut guère appréhender les effets des grandes calamités que de façon assez vague. On entrevoit des conséquences sur la répartition de la population et sur l'économie, plus distinctement sur la politique. Il faut toutefois distinguer épidémies et famines.

La peste, en exterminant les branches aisées de certaines familles, donne une promotion subite à de pauvres hères qui ne savent même pas monter les magnifiques chevaux dont ils sont soudain devenus propriétaires¹³... Elle introduit le hasard, brouille les successions, contrarie l'édification des fortunes familiales. La famine, elle, choisit ses victimes avec prédilection parmi les plus démunis, elle épargne les gens aisés¹⁴.

Le risque de peste n'est pas égal partout. Les montagnes où l'air est froid, les déserts où il est sec et brûlant protègent leurs habitants. On croyait alors que c'était parce qu'il était moins corrompu : en fait les conditions écologiques n'y favorisent pas la puce, vecteur de la maladie, repoussée aussi par les odeurs fortes des chèvres et des moutons dont ces populations pastorales sont imprégnées. Enfin ces hommes vivent par groupes dispersés et la contagion y est limitée. Les montagnes et les déserts perdent proportionnellement moins de population que les plaines céréalières où la densité est plus forte et où pullulent des rongeurs, excellents agents de transmission de la peste. L'exiguïté de leurs ressources en fait des zones de haute pression démographiques à partir desquelles un flux tend tout naturellement à s'établir vers les centres de basse pression des plaines, où les possibilités naturelles, meilleures, attirent les éternels affamés des steppes ou des montagnes arides.

Ainsi le dépeuplement d'une contrée qui résulte de la mort, ou de la fuite des habitants, ouvre la voie à l'immigration. La population du Maroc est d'une grande mobilité, qui ne tient pas seulement à ce qu'on ne sait quel atavisme, contrairement à ce que pourrait laisser croire la géographie de certaines tribus en place depuis des siècles. Le brassage est considérable, mais il n'est pas égal dans toutes les régions. Dans certaines zones de contact, disputées, les tribus sont constituées d'apports multiples et très hétérogènes. Bien que se réclamant de l'appartenance à un grand ensemble avec une généalogie affirmée, les groupes aux plus petits échelons gardent la conscience d'une origine différente, ce que leur nom affirme souvent effrontément¹⁵.

Les hommes victimes des violences de la nature sont cependant moins démunis devant la famine que devant la peste et leur attitude est différente : ils se résignent à mourir de maladie alors qu'ils luttent pour ne pas succomber à la faim.

Les techniques médicales laissent les gens sans recours efficace contre les maladies virulentes et contagieuses. Des deux formes de la peste, l'une, pulmonaire, directement transmissible, à évolution rapide, est mortelle dans 100 % des cas et l'autre, bubonique et charbonneuse, transmise par la puce, laisse des survivants selon la localisation des lésions. L'idée d'une contagion était présente, mais les voies en étant ignorées, les mesures prises étaient peu efficaces : en s'appuyant sur la Tradition on évite les rassemblements et les déplacements. Le Prophète n'a-t-il pas dit que si la peste sévissait dans une contrée on ne devait pas y entrer, si on s'y trouvait ne pas la quitter, pour ne pas se soustraire à la volonté divine ? La peste étant envoyée par Dieu, il est incongru de lui demander d'écarter cette épreuve, disent certains *'ulāmā*, et inutile de faire les prières communes recommandées pour obtenir la pluie : ainsi est évitée une occasion de se contaminer¹⁶. Pourtant les cas de fuite ne sont pas rares, et les hommes instruits de la loi religieuse ne semblent pas toujours les derniers à le faire¹⁷. On voit parfois l'armée chargée de s'opposer à des déplacements quand l'afflux de malades est à craindre¹⁸. Certaines précautions sont prises : les lettres qui parvien-

ment au calife Al-Mansûr du Sous où règne la peste sont trempées dans du vinaigre fort. Le même souverain vit sous la tente et change de camp le plus souvent possible tant que la maladie sévit à Marrakech. A la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, les autorités se laissent convaincre par les consuls européens d'imposer la quarantaine aux navires suspects arrivant à Tanger, sans objection de principe. Mais ce sont là de toutes petites manifestations qui ne démentent pas le sentiment général d'impuissance devant ce mal « qui répand la terreur » même s'il est parfois appelé *al-Khayr* (le bien) pour l'amadouer, le conjurer.

C'est un avertissement, ou un châtiment envoyé par Dieu à la collectivité. Individuellement il n'est possible d'en réchapper que si telle est la volonté divine, dans laquelle le croyant doit mettre sa confiance. Tel est l'ordre inéluctable des choses. C'est au chef de la communauté musulmane d'interpréter avec l'aide des savants dans la Loi religieuse l'« acte de Dieu » et de réformer sa conduite ou celle de ses sujets.

Certains théologiens se prononcent contre toute mesure de prophylaxie, mais n'est-ce pas, comme chez le mystique Ahmad Ibn 'Ajiba, une critique implicite de l'attitude des puissants préoccupés égoïstement de se tirer d'affaire²¹ ? Dans la pratique, la position des autorités montre quelque embarras²². En 1818, le refus de la quarantaine demandée par les consuls s'explique par la présence parmi les pèlerins revenant du *Hajj* du fils du sultan Mawlay Sliman²³.

En définitive l'audience des préceptes de résignation est à mettre en relation avec la conscience qu'ont les hommes de leur impuissance devant la peste. Il paraît remarquable qu'elle ne provoque pas, à la différence de la famine, de troubles sociaux ou politiques, du moins pas directement.

Contre la faim, les hommes agissent, s'organisent, luttent ; ils trouvent dans l'enseignement du Prophète Muhammad et la Tradition des arguments : c'est un devoir pour le croyant d'assurer les moyens d'existence des siens.

Les paysans, au Maroc comme partout dans les économies de subsistance, adaptent leur production aux conditions naturelles tout en cherchant à diversifier leurs ressources, ce qui est parfois contradictoire. Là où le sol n'est pas assez riche ni assez humide, le blé est remplacé par l'orge, moins exigeante. Le millet et surtout le sorgho²⁴ supportent la chaleur, se sèment tard et poussent vite, ce qui est un atout les années où il n'y a pas assez de céréales d'hiver. Les légumineuses fournissent un complément apprécié. On en fait exceptionnellement de la farine et du pain, le plus souvent des soupes.

Le pain est une nourriture de base ; l'idéal est qu'il soit blanc ; mais il faut souvent se contenter d'un pain gris ou noir, ou le remplacer par des galettes, des crêpes, des bouillies et des soupes car le pain blanc, cher, est réservé aux privilégiés. Une autre nourriture de base est constituée par le couscous, si caractéristique qu'il passe en Orient pour requinquer les natifs du Maghreb éloignés de leur pays et malades²⁵.

Pain et couscous doivent autant que possible s'accompagner de viande : c'est rarement du bœuf, parfois du veau ou du chameau, le plus souvent du mouton ou du bouc — plutôt que de la chèvre — du poulet, du gibier, parfois encore du pigeon : un luxe de gourmet ! La viande a une place importante dans l'alimentation, en Egypte, les Maghrébins sont connus pour en être de gros mangeurs ²⁶.

En effet, l'élevage est pratiqué partout, même en ville ou dans des oasis sahariennes où l'on nourrit les animaux avec des noyaux de dattes ²⁷. C'est l'activité exclusive de certains groupes humains, il est vrai peu nombreux et assez marginaux. Le trait dominant de l'agriculture est la combinaison de la céréaliculture et de l'élevage : bœufs, chameaux, mulets et ânes tirent l'araire ou portent des fardeaux. Les charrois sont pratiquement inconnus et il faut donc beaucoup de bêtes de somme. Les moutons et les chèvres, de très loin les plus gros effectifs, donnent leur lait, leur viande, leur toison. Les chevaux signalent les tribus aisées ou celles qui sont prêtes à se priver pour conserver un instrument de puissance et de prestige. Un peu partout il y a des poules, çà et là des pigeons ; dans les vastes étendues incultes le gibier abonde.

Les légumes, eux, occupent peu de place. On consomme les fèves fraîches assez communément, mais les jardins potagers sont rares, quasiment inconnus dans les *openfields* des plaines atlantiques. Dans des enclos proches des villes, en montagne, dans ces *jnanat*, on trouve plus souvent des arbres fruitiers : le figuier, cet arbre béni, présent partout, dans les villages autour des maisons, en ville même, quelques grenadiers et pruniers, parfois des pêchers, beaucoup de vigne — des treilles — en montagne des noyers. Les oliviers constituent une culture spéculative autour de Meknès, le long du Dîr, dans le Sous...

Quelques cantons ont développé des productions spécialisées, parfois commercialisées au loin ; si elles s'ajoutent à la céréaliculture et à l'élevage destinés à la subsistance, c'est l'aisance pour ces villageois ²⁸. Dans le Rif, un moyen d'acheter l'orge, produite en quantité insuffisante, consiste à commercialiser certains produits agricoles et artisanaux. Les populations côtières se livrent à la pêche et vendent des sardines salées jusqu'à Fès, où ceux des vallées intérieures vont porter leurs fruits secs, leur huile et leur savon ; mineurs et forgerons tirent parti de la présence de minerai de fer et de la forêt qui donne du combustible : ils fabriquent des outils agricoles ²⁹.

Enfin, partout, en toute saison, des fruits, des plantes fournissent un appoint important, surtout du point de vue qualitatif, par des vitamines et des sels minéraux. Mouëtte observe au XVII^e siècle comment les « Arabes » vivant sous la tente accompagnent leur couscous de lait et d'artichauts sauvages ³⁰. Cette faculté de puiser dans la nature explique peut-être la faible place des jardins et des légumes, sauf aux abords des villes et dans les oasis, où, à vrai dire, toute culture est jardinage.

Aux périodes difficiles de disette, la nature sauvage est le dernier recours ³¹.

Toutes les activités agricoles, en effet, sont étroitement tributaires d'un climat capricieux. Parler d'*agriculture-loterie* n'est pas faux, si l'on ne croit pas que les ruraux — islam oblige — subissent leur sort avec la plus parfaite passivité, le plus total fatalisme.

Leur stratégie est à la mesure de leurs moyens matériels qui sont faibles. Quand il pleut abondamment en automne, ils risquent une mise plusieurs fois supérieure à celle des années médiocres, ils labourent de larges espaces et sèment dru. Ils cherchent à valoriser les occasions qui se présentent au lieu de s'acharner dans les pires conditions pour des résultats inévitablement mauvais. Ceci ne veut pas dire, tout au contraire, que dans bien des cas ils ne fassent pas de durs efforts pour faire produire à une terre aride quelques épis : pour beaucoup il n'y a pas d'autre alternative, la plupart du temps.

Il y a des années exceptionnellement bonnes, comme il y en a de mauvaises : autant ? plus ou moins ? Les chroniques ne les relèvent peut-être pas aussi régulièrement, et pourtant leur inventaire complèterait celui des calamités. Alors on vit bien et l'on peut emplir silos et greniers, car le reste du temps il ne peut s'agir que de survivre, pour le plus grand nombre, en limitant sa consommation, en acceptant de se nourrir de ce que fournit une nature qu'on n'a pas de moyens de contraindre.

Le climat méditerranéen se dégrade rapidement au sud et à l'est en climat semi-aride ou aride. Les précipitations sont modestes et surtout très irrégulières : la notion de moyenne annuelle est des plus trompeuses. Ce n'est pas seulement le total qui varie extraordinairement d'une année à l'autre, mais la répartition sur le calendrier agricole. Les conditions peuvent ainsi changer du tout au tout. Une quantité médiocre mais bien répartie assure une récolte convenable. Des pluies, concentrées en automne et suivies de sécheresse, font que la semence elle-même est perdue. Faibles et tardives, elles valent mieux car elles permettent quelques labours et font pousser de l'herbe pour le troupeau. Surtout plusieurs récoltes déficitaires peuvent se succéder, comme plusieurs années bonnes ou convenables : les cycles, s'il y en a, ne sont pas faciles à discerner. Plus le climat est aride et plus l'irrégularité est grande. Les régions qui ont les plus fort totaux ont aussi les moindres écarts.

Le relief introduit une infinité de nuances régionales, atténuant ou renforçant la température et l'humidité selon l'altitude et l'orientation. Bien qu'il y ait globalement coïncidence des sols médiocres ou mauvais avec l'aridité, et des sols aux bonnes aptitudes avec les zones relativement humides, les variations locales peuvent revêtir une grande importance. C'est ainsi que dans les plaines atlantiques, où le plus souvent la pluviosité est suffisante, les sols *tirs*, riches en humus, donnent de meilleures récoltes que les sols plus légers, *hamri* ou *rmel* qui, sans humidité abondante, ne donnent rien : les mauvaises années les écarts se creusent encore.

Les aptitudes naturelles sont très différentes, d'un canton à l'autre parfois. Certaines régions : le Sa'ïs près de Fès, une partie du Gharb

sont favorisées ; d'autres déshéritées : les steppes orientales, le plateau dit aujourd'hui « des Phosphates »...

La possibilité d'irriguer est un avantage considérable, mais l'irrigation pérenne peut seule assurer la sécurité et une production élevée. Les techniques vont de la dérivation d'un cours d'eau permanent aux ouvrages très élaborée que sont les *khattāra-s* — variante marocaine des *qanat-s*³² — en passant par différents types de puits et de bassins. Ces systèmes savants sont coûteux et fragiles. Les ressources en argent et en main-d'œuvre pour les créer et les entretenir ne sont guère à la portée que d'un pouvoir dynastique, régional ou impérial. Les désordres leur sont souvent funestes : ils servent de cible dans les luttes armées, ils sont abandonnés quand l'argent manque ou quand l'autorité s'effondre. Il faut ajouter qu'ils représentent souvent des créations autoritaires, des flots d'agriculture spéculative développés au détriment des cultures de subsistance des populations locales, qui non seulement n'y voient aucun intérêt, n'en tirent pas profit, mais y sont hostiles. Après la peste de 1597-1598 qui a affaibli l'autorité centrale, dans le Sous, les paysans ont attaqué les plantations de canne et détruit les sucreries créées là par les Sa'diens³³.

L'irrigation donne naissance à des terroirs qui, avec leurs arbres fruitiers, apparaissent toujours verts dans un paysage fauve la plus grande partie du temps. Mais ils ne constituent, sur la carte du Maroc, qu'un semis lâche et très irrégulier de tâches de faible étendue : rien de comparable aux pays d'Orient, à la vallée du Nil ou de l'Euphrate. Sans être négligeables, ces régions ne pèsent pas d'un poids déterminant dans l'économie du pays. Et c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles l'Etat sur le modèle oriental n'a pas pu réussir au Maghreb. Il me paraît significatif que la dynastie almohade, la seule qui ait réussi à faire fonctionner un appareil puissant, ait justement développé l'irrigation — tout comme antérieurement la dynastie aghlabide en Ifriqiya³⁴.

Les caprices du climat imposent à une société dont les techniques agraires sont symbolisées par la houe ou l'araire (une araire qui n'a même pas toujours un soc de fer) un rapport à la nature particulier, une perception du temps et de l'espace différente de celle qu'on a au nord de la Méditerranée. C'est pourquoi le bâton du berger est aussi répandu que les instruments aratoires. Les labours n'ont pour effet que d'enfouir les graines dans une terre très superficiellement ameublie et humidifiée par la pluie ; ils ne jouent pas le même rôle que dans les campagnes d'Europe occidentale. La jachère est le seul moyen de rendre au sol sa fertilité. En un sens, il vaudrait mieux parler de friches que de jachère, tant les périodes de repos peuvent être longues : dans bien des régions on est proche d'une agriculture itinérante.

Les Européens qui commencent à découvrir le Maghreb sont très sensibles à l'absence de campagne telle qu'ils la connaissent chez eux, ou du moins à sa rareté, à son étroitesse. Au XX^e siècle, on se scandalise de la présence de tribus encore à demi pastorales, dans les riches plaines atlantiques du Maroc³⁵.

Les habitants des campagnes combinent donc les ressources de la céréaliculture, de l'arboriculture localement, de l'élevage et de l'exploitation de la nature sauvage. Dans cette économie vouée presque entièrement à l'autosubsistance, évidemment chaque groupe doit disposer d'un espace beaucoup plus vaste que dans un système de production plus intensif. La densité de population est en général faible, même s'il y a quelques exceptions locales³⁶.

Les techniques de production agricole seraient-elles responsables de la faiblesse du peuplement ? Expliqueraient-elles que le réajustement brutal par les mortalités périodiques fonctionne sans remède ? Ou bien la succession, l'accumulation des calamités, en maintenant la population à un niveau trop bas, est-elle cause d'une stagnation économique et technique ? Posé de cette façon le problème est sans solution. Il faut examiner le rôle de l'économie marchande, des villes, sur lesquelles s'appuie l'Etat.

La population urbaine ne représente qu'un pourcentage très faible. Il n'y a guère que deux grosses villes — de l'ordre de 50 000 à 100 000 habitants — Fès et Marrakech, alternativement capitales. Meknès, élevée à cette fonction par Mawlay Isma'il et Taroudant, premier siège du pouvoir sa'dien, puis capitale administrative du Sous, comptent quelques dizaines de milliers d'habitants. Des ports — Tanger, Larache, Salé, Azemmour, Safi — ainsi que certaines places fortes et marchés intérieurs comme Taza, al Qsar al-Kabir, en ont quelques milliers. Il n'y a pas, sauf dans quelques provinces, et encore est-il élémentaire, de réseau urbain. Excepté pour les plus grosses, l'emprise des villes sur la campagne environnante paraît faible, que ce soit par le jeu des propriétés citadines ou des échanges. Mais ce n'est qu'une impression et il faudrait une enquête sur cette importante question.

Seules les plus grandes cités posent de réels problèmes de ravitaillement : leurs environs immédiats ne peuvent satisfaire leurs besoins. Même Fès, pourtant au centre d'une riche région agricole, demande du blé à l'Azghar (Gharb) : l'effet de cette stimulation n'est pas connu. Le coût du transport renchérit considérablement le prix du pain en ville, car il s'effectue uniquement avec des bêtes de somme : le Sebou, pourtant navigable et précédemment utilisé par la batellerie, ne sert pas en ce début de XVI^e siècle³⁷. C'est assez inexplicable, sauf si l'on imagine une pression suffisante des transporteurs terrestres défendant un fructueux monopole. Ne serait-ce pas que le sultan doit ménager les tribus « arabes » riches de chameaux et de chevaux, qui se trouvent être aussi le vivier où le pouvoir puise ses soldats ? La cavalerie a encore, malgré la diffusion progressive des armes à feu, sauf peut-être en montagne, un rôle décisif.

Selon toutes les apparences le marché libre est la règle. Le droit musulman malikite est en effet hostile par principe à la taxation et à l'intervention du pouvoir dans le jeu des transactions commerciales, sauf pour en faire respecter la régularité, l'honnêteté. Il ne l'admet, avec réticence, que dans des circonstances exceptionnelles³⁸.

Le libéralisme — avec l'optimisme qui lui est inhérent — s'exprime bien dans un passage de la *Muqaddima*³⁹ :

« Tous les marchés sont approvisionnés selon la demande du public... Une grande ville peuplée a de bas prix pour les denrées et les objets de première nécessité... et des prix élevés pour les produits de luxe... C'est le contraire dans les petites villes. En effet les céréales sont indispensables à la nourriture de l'homme. C'est donc une denrée très demandée. Nul ne néglige de s'en fournir et de s'approvisionner au moins pour un mois, pour un an à l'avance. Le ravitaillement en céréales est donc l'affaire de toute la population d'une ville, ou de la majorité des habitants de la ville et de ses environs. C'est là une circonstance inévitable. Chacun se procure plus de nourriture qu'il ne lui en faut, bien plus qu'il n'en faut à sa famille, aussi il y a toujours de quoi satisfaire la demande des gens qui ont tous plus à manger qu'il ne leur est nécessaire. En conséquence le grain est bon marché, sauf en période de sécheresse. Si les gens ne faisaient pas de provisions on pourrait distribuer le grain tant il y en a en abondance, à cause du grand nombre d'habitants. »

Ibn Khaldūn insiste sur le rôle moteur de la demande : la constitution de réserves est un souci universel dicté par l'élémentaire prévoyance. Ces précautions, loin de contredire la foi dans le marché, sont justement à ses yeux ce qui explique l'abondance. Il n'ignore pas la sécheresse, mais n'en examine pas les conséquences, peut-être parce qu'elles sont trop connues de ses lecteurs. Les autorités n'interviennent pas puisque chacun se préoccupe de son ravitaillement : la population, manifestement, n'attend rien de ceux qui détiennent le pouvoir. Nous sommes loin ici des conceptions romaines et même occidentales.

Une description du marché des grains de Sabta (Ceuta) avant son occupation par les Portugais, ville parmi les plus importantes du pays, montre le même souci de prévoyance. Il y aurait 40 000 silos dans la cité, chiffre énorme, incroyable ! L'aménagement du marché au grain est véritablement monumental : les chameaux lourdement chargés de sacs entrent par une porte qui a été construite assez haute et assez large pour qu'ils puissent passer facilement. Il y a au centre de la cour un *heri* — un de ces greniers dont on a par ailleurs des descriptions et une connaissance archéologique — de grande contenance, et tout autour, sur les quatre faces du bâtiment, des magasins⁴⁰. Comme la région proche est pauvre du point de vue agricole, le grain vient des plaines du Lakkus et du Sebou ; probablement aussi est-il importé par mer. Sabta doit être constamment approvisionnée car c'est une citadelle de l'Islam, une base militaire pour le *jihād* en Espagne⁴¹.

Jean-Léon l'Africain qui, dans sa « minutieuse et diligente description de Fez », omet curieusement le marché aux grains, donne pourtant sur l'approvisionnement en blé quelques renseignements dispersés. Les grains,

denrée de première nécessité, sont exemptés de tous droits à l'entrée de la ville. La plupart des nombreux moulins à eau dont s'enorgueillit la ville sont loués par des marchands

« appelés fariniers qui [...] achètent le grain, le font moudre puis le vendent dans des boutiques qu'ils ont également en location. Ils tirent de cette profession un bon bénéfice parce que tous les artisans dont les moyens ne sont pas suffisants pour qu'ils s'approvisionnent de grain achètent la farine dans ces boutiques et font faire le pain chez eux. Mais les personnes de quelque importance achètent le blé et le font moudre dans certains moulins réservés aux citoyens... »

Ce passage corrige Ibn Khaldūn en tempérant son optimisme : les habitants les plus modestes n'ont pas les moyens de faire des réserves, vivent au jour le jour, et subissent, alors que justement leurs ressources sont limitées, les effets des hausses. Ils sont les premières victimes, et souvent les seules, des disettes. Ailleurs, Jean-Léon parle des silos que des « gentilshommes » louent dans un faubourg de la ville à des gens dont le gagne-pain est d'en assurer la garde. Beaucoup ont été abandonnés à cause des troubles au début du XV^e siècle, et les citoyens ont transféré leurs réserves *intra muros*. Dans la ville royale de Fās Jdīd il ne souffle mot des magasins mentionnés par al-'Umarī au XIV^e siècle. Sur la rive des Andalous, ils appartiennent peut-être tout aussi bien à des marchands qu'à des personnes privées ou à l'Etat. Jean-Léon parle aussi des portefaix qui transportent le grain, de fabricants de mesures, tous détails qui indirectement montrent l'importance du commerce des céréales ⁴².

Au même moment, les Portugais qui occupent Safi et sa région sont préoccupés d'approvisionner la ville en blé et si possible d'exporter vers leur pays. Lorsque la situation politique et militaire est calme, des gens de la campagne viennent avec leurs chameaux chargés de grains au marché. Ils attendent, une journée ou deux s'il le faut, qu'on les leur achète au prix qu'ils en demandent ⁴³. Le ravitaillement de la garnison se fonde en partie sur des impôts payés en céréales, avec plus ou moins de régularité par les tribus soumises, si bien qu'il faut assez souvent importer du grain ou du biscuit du Portugal.

Au début du XVIII^e siècle, José de Léon, dans sa biographie de Mawlay Isma'īl, affirme sans ambages à plusieurs reprises la liberté totale du commerce des grains, comme de toutes les denrées, et la fixation des prix par le jeu de l'offre et de la demande ⁴⁴. Il signale toutefois le rôle régulateur du souverain. Celui-ci, conformément au devoir de *hisba*, veille à la qualité et au prix du pain, punit les fraudes et les hausses injustifiées des boulangers ou des meuniers : on retrouve partout dans le monde musulman cette surveillance du marché. Jean-Léon l'Africain la signale de son côté ⁴⁵. Ce n'est pas une intervention dans les transactions, simplement un contrôle de la loyauté des opérations, conformément à la loi islamique.

Si le prix du blé, à l'issue des premières ventes qui suivent la récolte, est trop élevé, atteignant quarante réaux la fanègue, il fait mettre en vente celui de l'impôt à vingt réaux. Les prix baissent alors sensiblement et s'ils tombent en dessous d'un seuil considéré comme suffisamment rémunérateur pour les producteurs et les marchands, le sultan retire son grain pour permettre à tous de vendre.

Le souverain a donc des moyens d'enrayer le mouvement de hausse. Mais il respecte les règles du commerce, il n'use pas de son autorité pour imposer un prix. On trouve une attitude analogue en Egypte sous les Fatimides ⁴⁶ : veiller dans le respect d'un profit considéré comme légitime, à un fonctionnement du marché tel qu'il assure au plus grand nombre un prix qui ne lui interdise pas de se nourrir. L'application des principes musulmans se confond d'ailleurs avec l'intérêt politique bien compris du souverain.

José de Léon rapporte en outre que Mawlay Isma'il, lors d'une cherté qui avait causé de nombreuses morts — peut-être celle de 1679-1680 —, ordonna à tous ceux qui avaient des stocks, à commencer par ses fils, de vendre environ six à sept fois moins que le cours du moment, et environ le double du prix des bonnes années, accompagnant son ordre de menace de mort et de confiscation des biens des réfractaires. L'effet immédiat fut tel que les prix sur le marché tombèrent à un peu plus de vingt-trois réaux, prix à peine supérieur à la normale. Il faut croire que les stocks détenus par les grands personnages de son entourage étaient importants ! La même constatation peut être faite en Egypte au XI^e siècle.

Un *qā'id*, homme de confiance du sultan, dénonce un pacha accapareur. Si celui-ci avait mis en vente ses stocks, le blé serait tombé à un prix ridicule. Convaincu d'avoir désobéi, le pacha est exécuté ignoblement et ses réserves sont confisquées et distribuées aux pauvres. José de Léon reflète l'imagerie, complaisamment répandue par les auteurs marocains, d'un roi impitoyable et juste ⁴⁷. Il révèle cependant, involontairement, que dans l'entourage même du souverain les puissants spéculent : ne sont-ils pas les mieux placés pour le faire ? C'était vraisemblablement connu de tous et considéré comme inévitable. Le souverain veut apparaître comme ne couvrant pas leurs méfaits, au contraire les punissant.

La distribution aux pauvres n'intervient qu'en dernier lieu, encore porte-t-elle sur des biens qui, de cette manière, sont purifiés. Mais on connaît lors de disettes d'autres distributions de secours par un souverain. En 1776, Sīdī Muhammad b. 'Abdallah donne aux *'abīd* (soldats noirs) de Salé 30 000 quintaux de blé, et, en août 1779, il attribue à chaque famille une somme d'argent équivalente à 200 livres ; en novembre 1780 après un sévère disette il prête 150 000 livres à la tribu *gīsh* (militaire) des Banū Hasan pour acheter des semences et emblaver ses terres : la faim l'avait obligée à manger la part habituellement réservée aux semailles et elle risquait de se retrouver menacée par la famine l'année suivante ⁴⁸. Nāsīrī nous dit que le sultan « prêta beaucoup d'argent aux tribus » pour soulager les pauvres ; elles devaient le lui rendre une fois l'abondance

revenue. Sīdī Muhammad leur fit grâce des sommes avancées en expliquant :

« Je vous ai dit que c'était un prêt, uniquement pour que cet argent ne fût pas accaparé par vos cheiks et vos notables, ce qu'ils eussent fait s'ils avaient su que c'était un don de ma part ⁴⁹. »

Le sultan veut apparaître comme défendant les humbles contre la rapacité des détenteurs du pouvoir local. Cette histoire édifiante nous renvoie à celle de José de Léon.

La générosité du souverain ne se limite pas aux soutiens directs de la monarchie dans la mesure où d'autres que ses soldats en bénéficient ⁵⁰. Il est excessif de voir dans ses largesses le souci réaliste de son intérêt politique. Sans doute se doit-il, par son autorité de chef de la communauté musulmane, de donner l'exemple, invitant ainsi tous ceux qui le peuvent à venir en aide aux miséreux de leur entourage.

Dans l'idée patriarcale que se font les hommes de la société, le puissant a la charge des faibles autour de lui. Ce message coranique n'est-il pas plus profondément la morale — la loi inéluctable — de la société marocaine, dont bien des structures sont antéislamiques ?

Le souci politique est seul à l'origine de certaines initiatives quand des prétendants, pour se trouver des partisans, ouvrent des silos ou des magasins, et en distribuent le contenu. A Marrakech en 1607, l'un d'eux gagne au cours de son règne de quarante jours le surnom d'Abū al-Shā'ir (littéralement le père de l'orge) ⁵¹. En 1734, Mawlay 'Abdallah, ce fils de Mawlay Isma'il, renversé par les *'abīd*, achète le concours de tribus *gīsh* du Haut de Marrakech en leur distribuant les réserves de grains de la *qasba* de Bū l'Awān ⁵². Mais en agissant ainsi ces chefs ne répondent-ils pas à la demande, pressante, d'hommes opprimés par la misère, prêts eux-mêmes à recourir à la violence pour survivre ? La démarche est-elle foncièrement différente de celle qui aboutit à couper les chemins, piller les caravanes, attaquer les silos ? Le banditisme est caractéristique des périodes de disette.

En cas de famine, il n'est question que très exceptionnellement et sur une échelle modeste d'importations de grains. En avril 1776 Sīdī Muhammad demande aux négociants européens établis dans des ports marocains de faire des démarches pour faire venir du blé. Il leur promet l'exemption de droits et la liberté dans les ventes. En 1780, peut-être devant le peu de succès de sa précédente initiative — on n'en connaît pas le résultat — il charge un envoyé d'acheter à Cadix du blé pour 300 000 piastres fortes, en même temps il paye 200 000 livres à des commerçants européens au Maroc pour des achats de grains ⁵³. Les résultats sont inconnus ; les négociants ne sont pas certains du profit, ils craignent que les retours ne soient pas assez rémunérateurs, et le contexte international est peu favorable à ce moment-là, en pleine guerre franco-anglaise ⁵⁴. De toute manière les quantités importées, trop faibles, n'auraient pas permis un réel soulagement par une détente du marché.

On a l'impression que l'action du souverain est faible. Le jugement du consul L. Chénier paraît assez fondé lorsqu'à propos de la famine de 1780 il écrit :

« Il n'est pas de jour qu'on n'enterre des malheureux qui périssent de faim. Les Maures n'ont pas assez de facultés pour assister les pauvres dans une calamité aussi générale, ...et il n'y a pas ici, comme dans les autres pays mahométans, des fonds destinés pour l'assistance des nécessiteux ⁵⁵. »

Chénier connaît l'Orient auquel le Maroc paraît inférieur sur le plan institutionnel. L'organisation semble insuffisante (sans mettre en doute la charité personnelle du souverain) à un homme des Lumières, sans doute marqué par les Physiocrates, tellement préoccupés du problème des grains.

Une première tentative d'explication consisterait à rechercher quelle image se font les hommes de la fonction étatique, ce qu'ils attendent du pouvoir en ce domaine. Il doit être possible de trouver des informations dans la littérature juridico-religieuse, si abondante dans les bibliothèques du pays.

Une seconde consisterait à examiner les moyens du souverain, autrement dit ses ressources fiscales. Bien que cela paraisse peu croyable, on ne dispose d'aucune étude sur ce sujet pourtant fondamental.

On oppose souvent les impôts canoniques, ou légaux — ce qui n'est pas rigoureusement identique — aux autres. Cette distinction de principe, théoriquement claire, est dans la pratique d'une application des plus difficiles. Sur le terrain on se heurte aux variations, à l'imprécision du vocabulaire et la signification technique des termes employés nous échappe le plus souvent.

Lever des droits de douane, des taxes sur le commerce, est une prérogative du pouvoir qui n'est guère contestée. Mais des taxes diverses (il en est de très bizarres) irritent naturellement la population dont elles alourdissent les charges et qui, avec certains juristes, en conteste la légitimité.

La perception de certains impôts a été affermée, puisqu'on apprend qu'au XIV^e siècle un Marinide a renoncé à cette pratique. Un corps d'agents spécialisés ne semble cependant pas avoir été mis sur pied pour calculer, répartir et lever l'impôt. Des estimateurs évaluent chaque année la récolte, mais la répartition et la perception sont, sous Mawlay Isma'il, du ressort des chefs locaux ⁵⁶.

Il faudrait savoir si les paiements se font en argent ou en nature, car les échanges sont favorisés si les contribuables doivent s'acquitter en numéraire. Inversement on peut dire que cette situation caractérise une économie fortement monétarisée.

Au début du XVI^e siècle, selon Jean-Léon l'Africain, la majeure partie des ressources fiscales du souverain Wattâside de Fès provient de l'impôt en nature. Et il ajoute, ce qui est très important, qu'à peine le cinquième des revenus totaux — qu'il estime à 300 000 ducats — « parvient entre

ses mains, parce que tout le reste est affecté » à différentes utilisations locales⁵⁷. Un Portugais indique par exemple que, dans les places fortes qui leur font face, la cavalerie, qui tient le principal rôle, est entretenue par l'impôt dont le produit est entreposé dans un magasin, *makhzan*, d'où le nom de *mukhazni* donné à ces soldats qui sont généralement de grand lignage⁵⁸.

C'est au XVI^e siècle, semble-t-il, que l'on commence à appeler le gouvernement, l'appareil d'Etat, le *Makhzan*⁵⁹. Le mot évoque l'accumulation, le stockage : l'Etat est en effet le plus gros détenteur de réserves céréalieres du pays. Pour reconstituer son réseau de greniers (*heri-s*), de silos dont les regroupements sont appelés *mars* (pluriel *murūs*), une enquête toponymique serait utile, même sur une échelle limitée. Ils ne se situent pas seulement dans les villes, ou les bourgades fortifiées, mais dans la campagne, où certains *qā'id-s* ruraux, nommés par le pouvoir, assoient leur autorité sur le contrôle de silos bien remplis.

L'impôt en nature sert à nourrir la cour, son nombreux personnel, les chevaux qui existent en grand nombre, l'armée aussi du moins en partie⁶⁰. En effet, beaucoup de soldats, les *abid-s*, et de façon générale les tribus *gish*, labourent des terres qui leur sont attribuées par le souverain. Leur ravitaillement incombe au roi, lorsqu'ils sont en campagne, éloignés de leurs cantonnements. Encore faut-il tenir compte de l'obligation, pour les populations des régions que l'armée traverse, de la *mawna*, en principe une hospitalité de trois jours⁶¹. Cette armée n'opère que très exceptionnellement contre des ennemis extérieurs, le plus fréquemment elle met à la raison des rebelles qu'il n'y a aucune raison de ménager ; la meilleure façon de les mater est de les « manger » l'expression est d'un emploi constant — c'est-à-dire de vider leurs silos ou leurs greniers. Lors d'une campagne dans les Dukkala, Mawlay Ismā'il utilise un chien doué d'un flair particulier pour détecter les grains enfouis dans les *matmoras*⁶². Il ne semblerait donc pas que l'entretien de l'armée soit une si lourde charge.

Le sultan vend ordinairement sans même que ce soit pour régulariser le marché, des quantités de grain⁶³. Bien que la loi musulmane s'oppose à la vente aux chrétiens de ce qui peut contribuer à les renforcer, armes et vivres, et que ce soit strictement interdit à ses sujets Mawlay Ismā'il lui-même a fait commerce de grains avec les Européens⁶⁴. Sīdī Muhammad b. 'Abdallah également, mais en prenant soin de faire avaliser sa décision par les *'ulamā*, et en la présentant comme le moyen d'acquérir des armes nécessaires pour reprendre Mazagan aux mains des Portugais depuis le XVI^e siècle⁶⁵. Le Wattāsīde qui avait conclu des contrats avec ceux-ci vers 1540⁶⁶, n'avait pas éprouvé le besoin de se justifier. Si l'on ne voit pas les Sa'diens recourir à ce moyen de faire de l'argent, c'est qu'ils en ont un bien meilleur : le sucre⁶⁷.

Bien entendu les exportations sont mal vues de l'opinion, non pas tant pour des motifs religieux que par crainte de voir vider les réserves. Sīdī Muhammad fut rendu responsable de la gravité de la famine de 1780⁶⁸.

En cas de disette, le *Makhzan* ne semble avoir au-delà du cercle de ses membres, de ses soutiens les plus directs et les plus intéressés, qu'une action symbolique. Célébrée par les apologistes du souverain, une charité indéniable peut contribuer à sauver des malheureux, mais son efficacité n'est pas à rechercher en elle-même ; elle devrait avoir un rôle de catalyseur. Cette espérance paraît contredite par la vision pessimiste des relations sociales qu'a le pouvoir royal : il considère les notables comme des êtres durs, égoïstes, avides de s'enrichir. Mais, à la réflexion, n'est-ce pas un *topos* dont l'origine est dans le Qur'an et au-delà dans l'Ancien Testament ? Que dire aussi des expéditions qui détruisent les moyens d'existence de populations jugées rebelles ? Aux yeux du pouvoir central, elles ont embrassé le « parti de Satan » et doivent en assumer les conséquences...

Ce n'est peut-être pas tant la bonne volonté, ni même les possibilités qui font défaut. Aucune action, autant que l'on puisse voir, n'est entreprise pour modifier des structures en grande partie responsables des difficultés. Rien, par exemple, n'est fait pour rendre le transport des grains de la grande zone d'approvisionnement, l'Azghar, à Fès plus efficace et meilleur marché.

En Europe c'est en grande partie le renforcement des liaisons entre les régions qui a limité les conséquences des disettes. Les chemins ont été améliorés, la technique des charrois a progressé, aiguillonnée par la concurrence de la voie d'eau et facilitée par les progrès de la métallurgie. L'usage de véhicules à roues n'est pas ignoré au Maroc : des Sa'diens, Mawlay Isma'il se servent de carrosses, de voitures offertes par des pays d'Europe. Des canons montés sur affûts à roues ont été utilisés par les Sa'diens⁶⁹. Pourquoi cette technique est-elle restée confinée, ne s'est-elle pas diffusée alors que l'usage des armes à feu, lui, s'est diffusé ?

La nature, ou les techniques ne sont pas seules à considérer. En Europe occidentale, au XVIII^e siècle, sauf quelques exceptions qui font grand bruit, les chemins sont peu sûrs. Au Maroc, à l'inverse, les chroniqueurs présentent comme un fait digne de louanges qu'un enfant avec une pièce de monnaie à la main, une femme ou un juif puisse circuler d'un bout à l'autre du pays sans être attaqué ni dépouillé⁷⁰.

En effet les voyageurs ne se déplacent guère qu'en caravanes protégées par une escorte, concluent des conventions avec les chefs des territoires qu'ils traversent pour obtenir garantie et protection en échange naturellement d'une rétribution. Mais de là on passe facilement aux redevances exigées pour franchir certains passages, puis aux sommes extorquées par des coupeurs de route, voire au pillage pur et simple, heureux encore lorsqu'il ne s'accompagne pas de meurtre. Il n'est qu'à voir les incidents évoqués par Jean-Léon l'Africain à propos des voyages⁷¹. L'époque était relativement troublée, mais sur ce plan, il n'y a pas eu de transformation radicale aux siècles suivants.

Les chroniques mettent en relief la capture et l'exécution de brigands, mais à l'intérieur de Fès même des bandes opèrent dans une quasi impunité. Le sultan peut-il compter sur son armée pour maintenir l'ordre ?

Il n'y a sans doute pas qu'en Egypte où les soldats affamés se mettent à brigander⁷².

L'insécurité chronique entrave la circulation des hommes et des produits même hors des périodes de disette. Il serait fou de songer à se mettre en chemin quand la sécheresse sévit. La campagne semble, dans ces moments-là, maîtresse du sort de la ville. Celle-ci tremble de ne plus être approvisionnée, une fois ses réserves épuisées. Elle se lamente à propos des exigences éhontées des ruraux qui apportent encore un peu de grain.

Les populations, en fait, ne peuvent guère compter que sur elles-mêmes et le *talib* al-Bushwārī qui donne des conseils pour les temps de famine dit : « Les cœurs se sont endurcis au point que l'on ne trouve personne pour donner même une gorgée d'eau...⁷³ ». Le recours à l'autre est encore possible mais sur la base d'une réciprocité bien comprise. La charité est en échec. Avec les *agadir*-s dans le pays de Bushwārī, le Sous, sa philosophie est mise en pratique. Le terme de « grenier collectif » employé pour les désigner est fallacieux ; grenier-citadelle ou grenier fortifié serait plus exact. Dans ces forteresses construites, entretenues et même gardées grâce aux contributions des familles qui y mettent à l'abri leurs provisions, chacune d'elles a sa pièce, fermée à clef ; rien ne serait plus contraire aux mœurs de ces petits paysans que la mise en commun des récoltes⁷⁴.

On ne sait pas trop d'ailleurs comment ils ont été amenés à se grouper et à assurer la charge très onéreuse de la protection de leurs réserves. Un document, produit par Montagne lui-même, dément l'idée qu'il avance par ailleurs, d'une démocratie rurale relativement égalitaire : chez les Ikunka, les plus pauvres de la fraction n'ont pas de case dans l'*agadir* ; en outre la tradition a gardé le souvenir du rôle de quelques familles fondatrices et les petits notables qui gèrent le grenier se montrent âpres au gain et facilement oppresseurs. Autour des réserves, dans le groupe tribal, se joue donc une partie serrée pour le pouvoir et pour une plus grande aisance⁷⁵.

De tels sacrifices ne sont pas consentis sans une pressante nécessité, aussi, dès qu'ils ne s'imposent plus, l'*agadir* est-il abandonné. Depuis que la paix règne entre les tribus, et que les camions peuvent approvisionner les *sūq*-s ruraux combien de ces constructions sont tombées en ruines ! Ce n'est pas contre le climat, ni les rongeurs ou les insectes qu'on avait dressé ces murailles, mais contre des voisins, des semblables.

Pour les mêmes raisons, dans les plaines, les silos à grains sont enfouis dans le sol et dissimulés avec soin, le secret étant souvent la meilleure protection. Mais bien des indices connus des voleurs peuvent révéler la présence du grain : colonne de fourmis, vapeur au lever du jour. Aussi quand un nombre assez important de silos se trouvent regroupés, formant un *mars*, on y place un gardien, un *marras*, pour donner l'alerte. Il faut, en effet, quand on a ouvert un silo, une *matmura*, attendre un bon moment avant d'y descendre puiser le grain par peur d'asphyxie. Ce délai peut donner le temps aux propriétaires d'accourir à la défense de leurs

biens. C'est ainsi que de véritables batailles se déroulent en temps de disette autour des réserves de céréales⁷⁶.

Souvent les silos sont regroupés dans une enceinte qui les protège, agglomération ruinée et abandonnée, forteresse (*qasba*), bourgade et, même, ville. Ils sont alors confiés à la garde de membres de la tribu, de dépendants, de gens rétribués, ou de citadins, liés par un accord aux tribus vivant sous la tente, comme on le voit au XVI^e siècle autour de Safi. Ces nomades, à la fois éleveurs et céréaliculteurs, ne peuvent emporter avec eux leurs provisions et ont un impétueux besoin de bases fixes⁷⁷.

Ce sont naturellement les nantis qui ont le plus de raisons de se protéger. Dans les tribus les plus favorisées de la Shawiya, on observe, au XIX^e siècle il est vrai, que la famille dominante obtient l'investiture du *Makhzan* et joue de plus en plus le jeu de celui-ci ; son pouvoir sur la tribu s'accroît, mais aussi le poids de celle-ci dans les relations avec ses voisines. Celles qui sont installées sur des terres trop étroites ou trop pauvres sont poussées, les mauvaises années, à chercher ailleurs des moyens d'existence. La tribu *makhzan* peut soit leur opposer sa force, soit accorder, en échange d'avantages politiques et économiques, aide et protection à des groupes réduits qui cherchent à échapper à leur sort.

Toute l'agitation des tribus qui paraît si fastidieuse, incompréhensible à la lecture des chroniques, serait à reconsidérer par rapport aux disettes. Alors se comprendrait mieux aussi la constance des troubles dans certaines régions, particulièrement sensibles. La géographie de la violence est largement celle de la faim⁷⁸.

Entre les tribus qui s'affrontent pour du grain ou pour des pâturages, les faiseurs de paix sont plus souvent que le *Makhzan* les « marabouts ». Si ce rôle arbitral a été mis en évidence⁷⁹, la fonction d'assistance des *zawayas* est apparemment moins connue. La charité, la générosité sans limite sont pourtant une dimension essentielle de la sainteté, une preuve de la *baraka*. Les recueils hagiographiques abondent en prouesses nourricières des saints présentées sous un jour miraculeux. Elles sont inexplicables pour ceux qui refusent de voir que la clef de l'abondance est la charité du saint qui agit sur celle des fidèles, et amorce un courant qui ne tarit pas, Sidi Muhammad Wisa'den Suktani nourrit dans sa *zawiya*, située dans un pays aride, des foules considérables. Un esprit fort soupçonne quelque magie et croit que le saint transforme la cendre en farine. Celui-ci, bien sûr, le devine et lui demande s'il est possible de nourrir tous ces gens avec seulement de la cendre : « Apporte donc, toi, de la nourriture tirée de la terre ou de la cendre, si tu le peux⁸⁰. » Le saint réussit mieux à catalyser la charité que le sultan, ce qui pose des questions fondamentales sur la nature du pouvoir et sa fonction de redistribution.

Dans la mesure où les « saints » exercent la charité et se chargent de l'assistance, ils dispensent au moins en grande partie le *Makhzan* de ce souci. Celui-ci leur délègue ouvertement cette fonction dans certains

cas⁸¹. Il y a là une explication à la modestie du rôle de l'Etat en face des calamités agricoles.

Les greniers des *zawaya* ne sont pas remplis seulement par des offrandes ; on a la preuve que des redevances sont versées aussi aux marabouts. Il faudrait mieux connaître leur nature et le mécanisme des prélèvements qu'ils opèrent⁸², car ils entrent en concurrence avec ceux de l'Etat. On en a un bel exemple au début du XVIII^e siècle : le pacha de Marrakech agit sur l'ordre de Mawlay Isma'il contre le marabout de Tasaft, les deux pouvoirs se disputent une part de la récolte de certaines populations de l'Atlas⁸³. Inversement on voit le sultan accorder une délégation de la perception de la dîme aumônière et le droit d'en répartir le produit⁸⁴ à un personnage avec qui les relations sont bonnes.

D'un point de vue islamique ce sont les œuvres qui comptent : le mérite, la légitimité qu'acquiert le saint ne le cèdent en rien à ceux du souverain qui est simplement plus puissant. Le pouvoir sultanien n'est pas seulement d'essence religieuse, même si l'essentiel de sa légitimité réside dans l'islam. Pareillement l'autorité temporelle que détiennent les saints, pouvoir de fait qu'ils exercent, n'est pas due à leur charisme religieux ; ils ont un poids économique, une fonction sociale et politique. Face à la disette, il faudrait pouvoir mesurer l'efficacité de chacun et évaluer la crédibilité qui en résulte aux yeux de la population. Dans cette société où la richesse ne peut mieux servir socialement, de l'avis de tous, qu'à se faire des obligés, et où les faibles attendent des puissants aide et protection, qui est le mieux placé ?

Qadiri montre des mécanismes différents à Fès, dans les années 1736-1738⁸⁵. La ville est alors déchirée par des luttes de factions. Les privilégiés (*Shurfa* et personnages religieux) appuient Mawlay 'Abdallah qui tente d'arracher le pouvoir à un prétendant, Muhammad b. 'Ariba, soutenu par les catégories populaires (*al-'amma*). La ville souffre de la disette, pour des raisons autres que climatiques : les chemins ne sont pas sûrs. Un vendeur de lait qui, avec son troupeau, a perdu son gagne-pain, se reconvertit rapidement et hardiment. Il parvient à monopoliser l'achat des grains aux campagnards, grâce à quoi il fait très rapidement fortune. Il s'en sert pour acquérir dans son quartier un pouvoir appuyé sur une milice armée qui fait régner l'ordre, traque les voleurs. Le peuple accepte son omnipotence, voit en lui un défenseur car il a su limiter les prétentions des vendeurs de grains et assurer la sécurité. Un *sharîf* qui tente de briser son monopole en offrant un prix supérieur pour le blé est tué ; ce qui déclenche la vendetta des privilégiés qui font corps. Plus que l'opposition peuple-privilégiés, intéressante, car rarement aussi nettement manifestée, il faut retenir l'acceptation par les plus modestes d'une autorité vigoureuse qui leur garantit la sécurité matérielle et la construction très rapide des solidarités verticales qui s'opposent à celles dont disposent les détenteurs traditionnels de la richesse et du pouvoir à Fès.

On a l'impression que pour faire progresser, généraliser la sécurité à laquelle tous aspirent, il faut d'abord rendre plus abondante et surtout

plus régulière la production. Le développement de l'irrigation est le moyen le plus efficace, mais celle-ci ne peut guère se concevoir de façon importante sans l'intervention de l'Etat aussi bien dans la conception, le financement, que la réalisation. En outre, l'économie dans son ensemble doit se fonder sur une division du travail qui ne se conçoit pas sans relations effectives entre les différents secteurs. Il faut atteindre une spécialisation régionale de la production agricole, le développement de l'artisanat dans les villes pour fournir aux campagnes outils et produits fabriqués en échange des denrées agricoles. Tout ceci suppose la sécurité et la facilité des communications et des échanges, donc aussi l'abondance de monnaie. On voit que dans ce schéma le rôle de l'Etat est essentiel. Il incite à une augmentation de la production par l'impôt, à la commercialisation en exigeant un paiement en numéraire ; par la redistribution (évidemment sélective) des prélèvements, il stimule la consommation de certaines catégories, ses soutiens. Autour du gouvernement, la ville se développe et, si l'Etat est assez fort, la paix et la sécurité règnent. Toutes ces conditions permettent, si elles sont remplies, l'augmentation de la population ; celle-ci à son tour agit dans le sens d'un développement général de la production et des besoins, donc des échanges.

La tendance peut être inversée notamment par des catastrophes démographiques. A ce moment-là, la production diminue, et avec elle les ressources de l'Etat et l'efficacité de ses interventions. L'intégration s'affaiblit. Chaque groupe humain se replie et cherche à résoudre sur place, avec les moyens dont il dispose, le problème de sa subsistance. Dans ce contexte un équilibre peut être trouvé dans la stagnation et une médiocrité généralisée. Il paraît bien difficile de dire ce qu'il faudrait alors changer en premier lieu pour redonner vigueur à certains processus. L'impulsion ne doit-elle pas venir alors de l'extérieur ? Ne faut-il pas un défi ?

La menace portugaise au début du XVI^e siècle aurait pu jouer ce rôle, elle l'a probablement joué un peu. Mais elle a rapidement cessé. La modernisation de l'Etat entreprise par les Sa'diens n'a pas pu résister à la chute démographique et à la crise économique engendrée à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle par douze années de calamités et de guerres civiles, leur cortège quasi inévitable. Famines et épidémies paraissent trop fréquentes aux siècles suivants pour permettre une restauration démographique et économique.

NOTES

1. Valensi L., *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Paris, Flammarion, 1969, pp. 20-30, Von Sivers P., « Back to nature : the agrarian foundations of society according to Ibn Khaldun », *Arabica*, t. XXVII, 1980, pp. 68-91.
2. Renaud H.P.J., « Recherches historiques sur les épidémies au Maroc : les pestes des XV^e et XVI^e siècles principalement d'après les sources portugaises », in *Mélanges d'études luso-marocaines dédiées à la mémoire de David Lopes et Pierre de Cénival*, Lisboa-Paris : Livraria Portugalia - Les Belles Lettres, 1945, pp. 363-389 ; Rosenberger B. et Triki H., « Famines et épidémies au Maroc aux XVI^e et XVII^e siècles », *Hesperis-Tamuda*, t. XIV, 1973, pp. 109-176 et t. XV, 1974, pp. 5-104 ; Rosenberger B., « Population et crise au Maroc aux XVI^e et XVII^e siècles : Famines et épidémies », in *Typologie des crises dans les pays méditerranéens (XVI^e-XX^e siècles)*, Actes des journées d'études, Bendor 13, 14 et 15 mai 1976, Nice : Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, pp. 137-149 ; Michel N., *Les calamités démographiques et le Maroc (1700-1822) à travers les sources françaises*, Mémoire inédit de maîtrise, Paris I, C.R.A., 1983, 273 p. dactyl.
3. Wiet G., « Le traité des famines de Maqrizi », traduction française, *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, t. V, 1962, pp. 1-90 ; Bianquis T., « Une crise frumentaire dans l'Egypte fatimide », *Journal of the Economic and Social History of Orient*, t. XXIII, pp. 67-101 ; Tucker W.F., « Natural disasters and the peasantry in mamluk Egypt », *J.E.S.H.O.*, t. XXIV, 1981, pp. 215-224.
4. Bianquis T., 1980, pp. 68 et 92-93.
5. Rosenberger B., « Cultures complémentaires et nourritures de substitution au Maroc (XV^e-XVIII^e siècles) », *Annales E.S.C.*, t. XXXV, pp. 407-503 ; également Bolens L., « Pain quotidien et pain de disette dans l'Espagne musulmane », *ibidem*, pp. 462-476.
6. Lefebvre C., « Réserves céréalières et société : l'ensilage chez les Marocains » ; Rosenberger B., « Réserves de grains et pouvoir dans le Maroc précolonial », *Troisième réunion internationale « Conservation des grains »*, Levroux, 24-29 novembre 1980, s. presse.
7. Thèses opposées de Idris H.R., *La Berbérie orientale sous les Zirides (X^e-XII^e siècles)*, Paris, Maisonneuve, 1962, et de Poncet J., « Le Mythe de la 'catastrophe hilalienne' », *Annales E.S.C.*, t. XXII, pp. 1099-1120. Un autre regard est apporté par Cahen C., « Quelques notes sur les Hilaliens et le nomadisme », *J.E.S.H.O.*, t. XI, 1968, pp. 130-133, et Berque J., « Du nouveau sur les Bani Hilal ? », *Studia Islamica*, XXXVI, 1972, pp. 99-111.
8. Dols M.W., *The Black Death in the Middle East*, 1977, Princeton, University Press. Cf. en français Biraben J.N., « La Peste Noire en Terre d'Islam », *L'Histoire*, n° 11, avril 1979, pp. 30-40.
9. Wiet G., 1962, pp. 16 : taxation des denrées ; 18 : même chose avec obligation de mettre en vente les stocks ; 22 : réquisition des grains et vente à un prix taxé ; 27 : mise en scène pour terroriser les accapareurs et leur faire lâcher les grains, etc., Tout ceci sous les Fatimides. Egalement Lapidus I.M., « The grain economy of Mameluk Egypt », *J.E.S.H.O.*, t. XII, pp. 1-14.
10. Rosenberger B. et Triki H., 1974, p. 68 ; Michel N., 1983, p. 29.
11. Tucker W.F., 1981, p. 222-224.
12. Rosenberger B. et Triki H., 1973, pp. 174-175.
13. Grey Jackson J., *An account of the Empire of Morocco*, Londres : Bulmer, 1814, réimpr., 1968, Londres : F. Cass., p. 175.
14. Les riches mangent moins et mal (ce que les pauvres mangent habituellement au pire) mais survivent. Est-ce parce qu'il est gêné par cette évidence qu'un chroniqueur rapporte l'étonnante et édifiante mort de faim des riches empêchés d'avaler par des maux de poitrine et de gorge (Rosenberger B. et Triki H., 1974, p. 101).
15. Berque J., « Qu'est-ce qu'une 'tribu' nord-africaine ? », in *Hommage à L. Fèbvre. Eventail de l'histoire vivante*, Paris : A. Colin, 1953, pp. 261-271, repris dans *Maghreb, Histoire et société*, Paris-Alger, Duculot-S.N.E.D., 1974, pp. 22-34.
16. Sublet J., « La peste prise aux rets de la jurisprudence : le traité d'Ibn Hajar al-'Asqalani sur la peste », *Studia Islamica*, XXXIII, 1971, pp. 141-149 ; Conrad L.I., « Ta'un and waba. Conceptions of Plague and Pestilence in Early Islam », *J.E.S.H.O.*, 1982, pp. 268-307.
17. Rosenberger B. et Triki H., 1974, p. 55 ; Michel N., 1983, p. 77.
18. Michel N., 1983, p. 71.

19. Rosenberger B. et Triki H., 1974, pp. 55-56.
20. Michel N., 1983, p. 70. Mais aucune institution permanente n'est mise sur pied.
21. Michon J.L., *Le soufi marocain Ahmad Ibn 'Ajiba et son Mi'raj*, Glossaire de mystique musulmane, Paris, Vrin, 1973, pp. 188-189 ; Michel N., 1983, pp. 78-79.
22. Michel N., 1983, pp. 69-73.
23. Renaud H.P.J., « La Peste de 1818 au Maroc », *Hesperis*, t. III, 1923, pp. 13-35 ; Michel N., 1983, pp. 72-73.
24. Rosenberger B., 1980, pp. 485-486.
25. Al-Maqqari, *Nafh al-Tib*, 1949, t. III, p. 137.
26. Bianquis T., 1980, p. 95.
27. Jean-Léon l'Africain, *Description de l'Afrique*, trad. A. Epaulard, Paris, Maisonneuve, 1956, p. 424.
28. *Idem*, p. 133.
29. *Idem*, pp. 269-293 *passim*.
30. *Sources Inédites de l'Histoire du Maroc, II^e Série. France*, t. II, Paris, Geuthner, 1924, p. 178.
31. Rosenberger B., 1980, pp. 490-492.
32. Goblot H., *Les Qanats*, Paris, La Haye, Mouton, 1979, partic., pp. 149-158.
33. *Sources Inédites de l'Histoire du Maroc, 1^{re} Série. Angleterre*, t. II, Paris, Geuthner 1925, doc. 43, pp. 126-127, cité par Berthier P., *Les anciennes sucreries du Maroc et leurs réseaux hydrauliques*, Rabat, 1966, pp. 271 et 276 ; v. mon C.R. de cet ouvrage in *Revue de Géographie du Maroc*, n° 20, 1971, p. 148 : quelques remarques sur les circonstances et les causes de cette destruction.
34. Les travaux d'hydraulique des Almohades mériteraient une étude comme celle de Solignac M., « Recherches sur les installations hydrauliques de Kairouan et des steppes tunisiennes du VII^e au XI^e siècle (J.-C.) », *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales*, t. X, 1952, pp. 5-273, et XI, 1953, pp. 6-170, quelques indications dans Deverdun G., *Marrakech des origines à 1912*, Rabat, Ed. Techniques Nord-Africaines, 1959, 2 vol., pp. 204, 243-244 ; v. aussi Allain Ch., « Reconnaissances archéologiques dans le massif des Rehamna et la Bahira. II. - Une organisation agricole almohade dans la Bahira », *Hesperis*, t. XLI, 1954, pp. 436-458.
35. Terrasse H., « L'ancien Maroc pays d'économie égarée », *Revue de la Méditerranée*, t. IV, 1947, pp. 1-30.
36. Par exemple celles vues par le capitaine Burel en 1808 : Caille J., *La mission du capitaine Burel au Maroc en 1808*, Paris, A.M.G., 1953, pp. 97-98 sur la base des calculs qu'il fait là, il accorde au Maroc une trop forte population, pp. 105-106.
37. Jean-Léon l'Africain, 1956, p. 545, « le transport double le prix du blé à Fès ».
38. Gimaret D., « Les théologiens musulmans devant la hausse des prix », *J.E.S.H.O.*, t. XXII, 1979, pp. 330-337.
39. Ibn Khaldun, *Discours sur l'Histoire universelle, Al-Muqaddima*, trad. Monteil V., Beyrouth, Commission internationale pour la traduction des chef-d'œuvres, 1967-1968, rééd. Paris, Sindbad, 1978, p. 750.
40. Vallvé Bermejo J., « Description de Ceuta musulmana en el siglo XV », *Al Andalus*, t. XXVII, 1962, p. 425 et 428.
41. Latham J.D., « The strategic position and defense of Ceuta in the later muslim period », in *Orientalia Hispanica*, Leiden, Brill, 1974, p. 445-464.
42. Jean-Léon l'Africain, 1956, pp. 192, 196, 197, 202, 204, 228.
43. *Sources inédites de l'Histoire du Maroc, 1^{re} Série. Portugal*, t. I, Paris, Geuthner, 1934, doc. 54, p. 312.
44. La Veronne Ch. de, *Vie de Moulay Isma'il, roi de Fès et de Maroc d'après Joseph de Léon (1708-1728)*, Paris, Geuthner, 1974, pp. 129, 135, 153.
45. *Idem*, pp. 129 et 130 ; Jean-Léon l'Africain, 1956, p. 207.
46. La Veronne Ch. de, 1974, p. 129 ; cf. Xiet G., 1962, p. 18.
47. La Veronne Ch. de, 1974, p. 130.
48. Grillon P., *Un chargé d'affaires au Maroc. La correspondance du consul Louis Chénier (1767-1782)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 197, doc. 77, p. 446, n° 300, pp. 755-756, n° 395, p. 880.
49. Al-Nasiri, *Kitab al-Istiqsa li akhbâr duwal al-Maghrib al-aqsâ*, trad. Fumey E., *Archives marocaines*, t. IX, Paris, Leroux, 1906, p. 333.

50. Grillon P., 1970, doc. n° 311, p. 775, n° 378 p. 851, n° 409 p. 897. Chénier précise d'ailleurs ce 9 février 1781 que comme les aumônes étaient « un motif de plus pour attirer les malheureux de toutes parts, il s'est cru forcé de les renvoyer chacun dans leur pays par des moyens de rigueur... ». Ce qui montre bien les limites de ce type d'action.

51. Fagnan E., 1924, p. 455, cité par Rosenberger B. et Triki H., 1973, p. 170.

52. Al-Qâdirî Muhammad, *Nashr al-mathani : the Chronicles*, éd., trad. et notes Cigar N., Oxford, University Press, 1981, p. 186.

53. Grillon P., 1970, doc. n° 40 p. 409, doc. n° 366 p. 838, doc. n° 372 p. 846 et doc. n° 386 p. 872.

54. Celle-ci a peut-être comme effet, en sens inverse, de valoir une certaine générosité des belligérants au détriment de leur adversaire : en 1780 les Anglais font présent à Tanger d'un navire français chargé de 1 000 setiers de blé qu'ils ont pris ; un peu plus tard l'Espagne offre un brigantin chargé de blé. (Grillon P., 1970, doc n° 347 p. 806 et doc n° 395 p. 879.) Façon de se concilier les bonnes grâces du sultan, mais gestes de valeur plus symbolique qu'effective.

55. Grillon P., 1970, doc. n° 346, p. 805.

56. La Veronne Ch. de, 1974, p. 150.

57. Jean-Léon l'Africain, 1956, p. 238 ; il a expliqué (p. 236) que chaque gouverneur, par exemple, « jouit de l'usufruit du revenu de la ville avec l'obligation d'entretenir un certain nombre de cavaliers aux ordres du roi... ».

58. Baião A -Bensaude J., *O manuscrito Valentim Fernandes*, Lisboa, 1940, pp. 36-37 ; v. la traduction française : Cenival P. de, et Monod Th., *Description de la côte d'Afrique de Ceuta au Sénégal*, Paris, Larose, 1938.

59. *Encyclopédie de l'Islam*, 1^{re} édition, article *Makzen*. L'emploi du mot n'est attesté sous les Almohades que dans le sens technique du trésor de l'Etat.

60. La Veronne Ch. de, 1974, pp. 107, 135-136, 146, 152-153 ; Cf. Jean-Léon l'Africain, 1956, pp. 236-237 notamment.

61. Obligation qui se fonde sur le Qur'an et date des premières conquêtes. Exemples : La Veronne Ch. de, 1974, p. 146, Justinard., *La Rihla du marabout de Tasaft. Notes sur l'Histoire de l'Atlas, texte arabe du XVIII^e siècle traduit et annoté par...*, Paris, Geuthner, 1940, pp. 31, 45, 117 ; *Sources inédites*, 1^{re} Série. France, t. I, 1924, p. 160.

62. *Ibidem*, pp. 83-84.

63. La Veronne Ch. de, 1974, p. 150, « ...les gouverneurs vendent le grain de l'impôt ou le gardent à la disposition du souverain ».

64. *Idem*, p. 156, « no se permite pena de la vida ». Cependant Mawlay Isma'il a exporté du grain en 1711 et 1713 au Portugal : Turbet-Delof, *La presse périodique française et l'Afrique barbaresque au XVII^e siècle (1611-1715)*, Genève, Droz, 1973, p. 41.

65. Il est significatif de voir mettre en avant la nécessité d'importer une technologie militaire. Grillon P., 1970, doc. n° 151 p. 267, n° 715 ; v. aussi pp. 380, 494 et 514.

66. *Sources Inédites*,... 1^{re} Série. Portugal, t. III, 1948, pp. 179-180.

67. Berthier P., 1966.

68. Grillon P. 1970, doc. n° 14 p.364, p. 380 (sans n°), n° 283 p. 741.

69. *Sources Inédites*... 1^{re} Série. Angleterre, t. II, 1925, doc 85 p. 237 ; La Veronne Ch. de, 1974, p. 106 ; *Sources Inédites*, Angleterre, t. II, 1925, doc. 107, p. 365.

70. Formule de Zayyânî reprise à qui mieux mieux : Julien Ch. A., *Histoire de l'Afrique du Nord*, Paris, Payot, 1961, t. 2, p. 240.

71. Jean-Léon l'Africain, 1956, pp. 30, 131, 150, 153, 163, 317-318, 426, 427, 431.

72. Bianquis T., 1980, p. 83, La Veronne Ch. de, 1974, p. 131, « ...à Meknès, la garde chargée de poursuivre les voleurs, brigande. Le sultan punit sévèrement », p. 130 ; cf. Nâsirî, 1906, pp. 132-133.

73. Cité par Rosenberger B. et Triki H., 1974, p. 102.

74. Jacques-Meunié Dj., *Greniers-citadelles au Maroc*, Paris, A.M.G., 1951 (2 vol.) ; Montagne R., *Un magasin collectif de l'Anti-Atlas, l'agadir des Ikounka*, Paris, Larose, 1930.

75. Montagne R., 1930, pp. 35-38.

76. Les documents portugais du début du XVI^e siècle (*Sources Inédites*. 1^{re} Série. Portugal, t. I, 1934) montrent bien que dès que la sécheresse fait craindre la disette, des incidents se produisent entre les tribus.

77. Digard J.P., « Note sur les rapports entre techniques de conservation des grains et structures sociales chez les nomades Baxtyâri d'Iran », in Gast M. et Sigaut F., *Les techniques de conservation des grains à long terme*, Paris, C.N.R.S., 1979.

78. Michel N., 1983, a, là-dessus, des pages excellentes, notamment 130-136 et 146-152.

79. Gellner E., *Saints of the Atlas*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969 ; *idem* « Pouvoir politique et fonction religieuse dans l'Islam marocain », *Annales E.S.C.*, t. XXV, 1970, pp. 699-713 ; cf. Hammoudi A., « Segmentarité, stratification sociale, pouvoir politique et sainteté », *Hesperis-Tamuda*, t. XV, 1974, pp. 147-180.

80. Justinard L., *Fawaid al Jamma bi isnadi 'ouloumi al oumma*, Chartres, Durand, 1953, p. 22.

81. Cigar N., « Société et vie politique à Fès sous les premiers 'Alawites (ca 1660-1830 », *Hesperis-Tamuda*, t. XIV, 1878-1979, p. 118 : la Zawiya des Fasiyyin distribue le blé royal.

82. Quelques indications et références dans Rosenberger B., « Réserves de grains et pouvoir... » ; Hammoudi A., « Sainteté, pouvoir et société : Tamgrout aux XVII^e et XVIII^e siècles » *Annales E.S.C.*, t. XXXV, 1980, pp. 615-641.

83. Justinard L., 1940, pp. 30-32.

84. Pascon P., *Le Haouz de Marrakech*, Rabat, Editions marocaines et internationales, 1977, p. 274.

85. Al-Qâdirî, 1981, pp. 194, 202-203, 222 ; Cigar N., 1978-1979, pp. 115-116, 123-124, 145-146.

L'INSCRIPTION DE L'ETAT MODERNE EN PROVENCE INTERIEURE AU MILIEU DU XIX^e SIECLE

Christiane VEAUUVY

« Quand un problème est posé dans la conscience populaire, il faut le résoudre ou périr. »

Jules de La Madelène, « L'Etat de siège », in *Le Républicain de Vaucluse*, 28 juin 1849.

Dans sa « Préface au chef-d'œuvre inconnu » qui ouvre la troisième édition du roman de Jules de La Madelène intitulé *Le Marquis des Safras*¹, Aragon met en relief, sans la développer, cette « vérité historique » formulée d'une « façon saisissante » par l'auteur du roman, quelques jours après l'émeute des canuts de Lyon². Quel est le problème alors posé dans la conscience populaire ? La lecture du *Marquis des Safras* effectuée dans une perspective historico-anthropologique le dévoile, non pas au niveau du peuple lyonnais mais au niveau d'un village du haut-comtat Venaissin, proche de Carpentras en Vaucluse : comment, en ces années cruciales précédant la révolution de 1848, les habitants de Lamanosc qui ont depuis l'Antiquité une expérience de la « République » (référence romaine), vont-ils pouvoir accéder sur cette base à un nouveau mode d'être, à un nouveau mode de penser, et finalement être ou non en mesure de remanier l'ordre symbolique alors même que la Loi (l'Etat moderne) tend à s'imposer par divers canaux (en particulier l'institution communale) au nom de l'intérêt général ? Deviendront-ils simplement des citoyens jouissant d'un ensemble de droits et astreints à un ensemble de devoirs définis en-dehors d'eux, ou bien parviendront-ils à être les protagonistes d'un nouveau rapport à l'autre, qui soit un « appel à la

liberté »³ ? Le problème ainsi posé à l'échelle d'un village provençal, que nous nous autorisons à formuler en ces termes, ne coïncide-t-il pas, au moins partiellement, avec celui des ouvriers en lutte dans les grandes villes françaises à la même époque ? Par là J. de La Madelène nous rappelle que la rupture entre ouvriers et paysans, inscrite dans notre histoire depuis le Second Empire, n'a pas encore été consommée.

Œuvre d'un « écrivain qu'on ne peut échantillonner » (Aragon), qui, ayant des attaches familiales à Bédoin (Vaucluse), a été commissaire de la République en Avignon en 1848, collaborateur de la *Revue Indépendante* aux côtés de Pierre Leroux, ainsi que de la *Revue du Comtat* et du *Républicain de Vaucluse*, *Le Marquis des Safras* apparaît comme un témoin exceptionnel d'une recherche dramatique, toujours en cours. Il nous ramène au refoulé de notre propre histoire, à cette partie de notre passé qui a été censurée et qui, précisément, touche de très près la constitution de l'Etat-nation. Pourquoi, en dépit de trois éditions en l'espace de quatre-vingt-dix ans, *Le Marquis des Safras* est-il toujours un « chef-d'œuvre inconnu » que nous n'aurions jamais lu si M. Jean Bouvier (professeur d'histoire contemporaine à Paris I) ne nous avait signalé son existence ? Que recouvre cette partie censurée de notre passé ? D'où le refoulement de certains processus (pratiques et représentations populaires, tentatives de construction de formes politiques autres que l'Etat-nation, rapports entre intellectuels et peuple...) qu'a recouvert implacablement l'Etat moderne tire-t-il sa puissance ? Nous nous proposons d'ouvrir un réexamen du passé sur la base des questions présentes, tant il nous paraît vrai, ainsi que l'a écrit Nikos Poulantzas à propos de la politique du pouvoir de classes au sein de l'Etat, que « la cohérence... résultante d'un rapport de forces... ne se voit qu'après coup et ne s'établit qu'à long terme⁴ ».

Au début des années 1840, l'inscription de l'Etat-nation apparaît très imparfaite en Provence. La République bourgeoise, sa forme juridique par excellence, est loin d'être établie. L'appareil administratif n'est en place que de manière encore inégale, surtout dans les zones rurales (à l'exception peut-être de l'appareil judiciaire). Dans ces conditions, la conscience nationale ne peut guère se développer dans les couches populaires, d'autant plus que l'appareil scolaire et culturel est faible, mal contrôlé par l'Etat. Processus étalé dans le temps, l'inscription de l'Etat-nation est aussi, beaucoup plus profondément que ne l'ont dit les historiens, un processus conflictuel. Il ne connaîtra en France une conclusion durable qu'avec la répression de la Commune, c'est-à-dire dans une extrême violence.

« C'est seulement en 1870-71, avec la tentative de la Commune, que s'épuisent historiquement tous les germes nés en 1789, écrit Gramsci, ce qui veut dire que non seulement la nouvelle classe qui lutte pour le pouvoir vainc les représentants de la vieille société, qui ne veut point s'avouer définitivement dépassée, mais qu'elle écrase les groupes tout nouveaux qui

soutiennent que la nouvelle structure issue du bouleversement commencé en 1789 est déjà dépassée, et elle démontre ainsi sa vitalité dans son affrontement avec l'ancien aussi bien qu'avec le tout nouveau ⁵. »

Pour appréhender ce conflit de l'ancien et du nouveau, particulièrement aigu dans les années 1840 en Provence intérieure, à partir du roman de J. de La Madelène qui l'illustre dans toute sa complexité, voire sa confusion, il est important de qualifier ce document en tant que source en le replaçant dans le contexte de l'époque.

Pendant la Monarchie de Juillet et les premières années du Second Empire, à l'échelle d'un pays de la Provence intérieure limitrophe du haut-comtat Venaissin, le pays d'Apt-en-Vaucluse, les propriétaires fonciers de conditions diverses (rentiers, commerçants, professions libérales, parfois propriétaires-exploitants), excepté les nobles encore nombreux à cette époque, s'unifient autour des membres des professions juridiques et judiciaires (notaires, avoués, avocats, huissiers, fonctionnaires du tribunal civil), eux-mêmes détenteurs de terres rassemblés dans la ville, dans un mouvement de conquête de l'appareil d'Etat local et de contrôle des échanges marchands à leur profit ⁶. Nous avons qualifié ce mouvement de centralisation juridico-politique dans la mesure où le politique y est dominant. A l'instar de l'économie antique analysée par Max Weber ⁷, l'économie du pays d'Apt est organisée sur un mode centralisé, alors même que l'échange y joue un rôle décisif. Contre toute attente, en dépit de l'extension des productions spéculatives (vers à soie, vins, fruits, et, dans une faible mesure, garance), le marché du blé s'est avéré être la véritable clef de voûte de la centralisation. Il est structuré pour une part importante, par définition impossible à quantifier, autour de circuits privés ; contrairement aux exigences de la réglementation officielle, les transactions passées sur le marché public demeurent souvent secrètes. Pourquoi le pays d'Apt est-il vendeur de blé, en particulier à la ville de Marseille, avant même que sa récolte ne suffise à assurer la consommation annuelle de ses habitants ? Pourquoi la culture du blé, qualifiée par certains de pratique anti-agronomique, prend-elle dans ce pays une extension telle qu'elle y occupera en 1862 une superficie trois fois plus importante qu'en 1822 ? La réponse à ces questions, essentielle pour l'analyse d'une économie marchande centralisée dans un cas où la rente foncière demeure le rapport social central, se situe non pas au niveau des conditions naturelles mais au niveau des conditions sociales et politiques.

Les rapports de propriété et le mode de constitution des unités de production, au demeurant fort complexes, sont tels que l'exploitation moyenne autosuffisante est loin de représenter au milieu du XIX^e siècle le type d'unité de production le plus répandu dans le pays d'Apt. La grande exploitation latifundiaire y étant inexistante, la majorité des unités de production correspondent à des micro-exploitations (en pro-

priété, en fermage ou en métayage, en encore en faire-valoir mixte), insuffisantes pour assurer la reproduction du travailleur et de sa famille. C'est pourquoi l'échange, marchand ou non, est présent au cœur même de l'acte de production : force de travail (importance des journaliers) et moyens de travail (bétail, terres, feuille de mûrier par exemple) sont l'objet de cet échange destabilisateur qui intensifie la circulation, monétaire en particulier, et crée par là un terrain favorable au développement des mécanismes de vente/achat ainsi qu'à la montée de l'endettement paysan. Ce dernier trouve son point d'ancrage dans deux tendances complémentaires en même temps que contradictoires jusqu'à un certain point : la capacité des propriétaires fonciers à élargir l'assiette de la rente foncière *stricto sensu* par le biais de la rente d'intérêt d'une part, la poussée paysanne vers la propriété de la terre, très forte à cette époque, d'autre part. A la différence de ce que l'on a trop répété, cette poussée n'est pas motivée par la seule perspective de l'accès au statut juridique de propriétaire mais aussi par celle de la maîtrise de sa propre condition, alors représentée dans la constitution d'une unité de production autonome. Fort difficile à atteindre pour les petits paysans, cet idéal l'est également pour les couches « moyennes » de la paysannerie. Le fait remarquable, en effet, est ici l'impossibilité de l'émergence du libre entrepreneur, signe du succès atteint par les propriétaires fonciers au moyen de la centralisation par laquelle cette « bourgeoisie territorialisée » s'est érigée jusqu'au bout en classe dominante. La non-émergence du libre entrepreneur suppose au cours du XIX^e siècle la réunion d'un ensemble de conditions, et tout d'abord qu'il n'y ait pas concurrence entre les céréales importées dans le pays d'Apt pour la consommation locale (seigle du Comtat, « blé de mer » lui-même importé par Marseille en provenance du Levant) et blé tuzelle (variété de blé dur permettant d'obtenir une farine de qualité réservée à la confection d'un pain de luxe ou utilisée en mélanges) produit sur place. En réalité il n'existe pas de mesure commune au blé de mer et au blé de pays ; le prix du second est toujours supérieur à celui du premier, ne serait-ce que légèrement. Cette caractéristique est le produit historique de la domination exercée par Marseille en Méditerranée. Dans cette perspective, l'échange, dont les termes non équivalents sont favorables à la Provence, apparaît comme un rapport dans lequel le politique est dominant. La non-émergence du libre entrepreneur suppose aussi que l'appropriation et le contrôle du sol demeurent l'unique objet de la concurrence dans le pays d'Apt. La terre y est érigée en mesure de la valeur, conséquence de la forme générale des rapports sociaux qui s'opposent à l'émergence d'une autre mesure, temps de travail par exemple. La production de blé tuzelle est adéquate au renforcement de cette condition dans la mesure où elle peut être accrue en dépit d'une très grande stabilité matérielle et culturelle. L'accroissement de la production est obtenu en ce cas au moyen d'une dépense de travail vivant plus importante, sans qu'intervienne aucune transformation notable des techniques agraires.

Le marché du blé qui se déroule le samedi à Apt (officiellement sur une petite place au centre de la ville, en réalité dans les maisons voisines, ce qui explique que le choix de la place soit périodiquement remis en cause au conseil municipal sous la pression des clans urbains) est un lieu essentiel en tant qu'il est propice aux transactions les plus diverses (affaires juridiques, prêts d'argent, transactions foncières, discussions, voire tractations politiques...) mais aussi en tant que pôle culturel et idéologique unificateur. Les producteurs de toutes conditions étant tour à tour vendeurs et acquéreurs de blé, son prix devient l'affaire de tous, point d'ancrage d'une vision commune du pays d'Apt comme totalité unie contre l'extérieur. C'est pourquoi ce marché (plus précisément l'univers culturel dont il est le centre) a pu être analysé dans les termes d'un langage suffisamment structuré pour se substituer dans une certaine mesure au langage religieux⁸ pendant la période où la centralisation juridico-politique a triomphé dans ce pays, soit de 1830 à 1858⁹. Comment cette substitution a-t-elle été rendue possible ? Plus généralement comment l'articulation entre l'économique, le politique et le culturel se donne-t-elle à voir dans le marché du blé ? Si le pouvoir de « couvrir » les irrégularités du marché du blé a bien constitué un enjeu de la conquête de l'appareil d'Etat local — les propriétaires fonciers détiennent en permanence la mairie d'Apt et périodiquement la sous-préfecture ; lorsqu'un sous-préfet vient de l'extérieur, ils n'ont de cesse qu'ils ne l'aient fait tomber¹⁰ —, d'autres enjeux moins visibles et plus déterminants viennent s'articuler à lui, ceux qui ont trait au contrôle de la société civile. Il s'agit fondamentalement de récuser le droit bourgeois en tant qu'instrument de mesure, introducteur de l'idée d'échange par équivalent¹¹. Cet objectif est atteint non pas en limitant l'échange lui-même, mais au contraire en le développant et en lui conférant une signification spécifique, celle d'une compétition pour le prélèvement de la rente qui se joue en particulier dans la course aux occasions de spéculation, si minime soit-elle, et l'accroissement de la rente d'intérêt. On voit ici se dessiner le rôle de ces « intellectuels traditionnels » que sont les notaires, détenteurs importants de l'information relative au « marché foncier » et au « marché monétaire ». On entrevoit aussi le poids de l'intervention des juristes liés à cette instance nouvelle qu'est le tribunal civil, en particulier vis-à-vis de la petite propriété dont ils sont censés être les défenseurs (l'ampleur des litiges provoqués par les questions d'héritage est attestée par la masse des expertises et même des procès). Le marché du blé vient illustrer de façon saisissante une orientation pratique en fonction de laquelle il importe que les transactions ne se déroulent pas entre individus abstraits, définis exclusivement par leur qualité de contractants, mais comme une négociation entre « habitants » ou « citoyens » situés dans l'espace et dans le temps. Les relations de dépendance peuvent ressurgir dans les situations de ce type en même temps que, paradoxalement, l'échange tend à devenir une catégorie centrale de la culture. Lieu d'engendrement de représentations collectives, le marché du blé d'Apt est plus précisément un lieu de nor-

malisation des comportements matérialisant l'existence d'une communauté de producteurs — citoyens — propriétaires et un lieu de dissuasion qui interdit par son fonctionnement même la transgression des normes en vigueur. C'est en ce sens qu'il est possible de l'appréhender comme un langage équivalent au langage religieux, sans en épuiser pour autant la signification.

Au cours de la période où elle l'a gouverné, la classe dominante locale a maintenu le pays d'Apt en situation de désert culturel, étouffant les tentatives de comice agricole promues par les sous-préfets de passage, prévenant toute création de société littéraire, scientifique ou artistique alors que la presse locale était réduite à un seul hebdomadaire, le *Mercure aptésien*, consacré dans une large mesure à la publication des annonces administratives et judiciaires. Ces institutions connaîtront un relatif développement après 1858, soit lorsque l'Etat national a déjà brisé en Provence intérieure les perspectives culturelles et politiques qui auraient pu porter un projet non homogène au sien. Appréhender en termes de prise de pouvoir l'investissement des principales instances de l'appareil d'Etat par les propriétaires fonciers unifiés autour des juristes reviendrait à banaliser le phénomène observé dans le pays d'Apt. En utilisant à ses propres fins un appareil prévu pour des objectifs tout autres, cette classe évite temporairement la séparation entre société politique et société civile, caractéristique de la société bourgeoise¹². D'un même mouvement, elle s'oppose à l'émergence d'une société civile créatrice, cohérente avec le projet de « République sociale » et, par là, préfigure l'avènement de la République bourgeoise.

Les rapports administratifs et la presse recensent périodiquement dans le pays d'Apt des formes de protestation populaire qui posent un problème aux autorités locales, telles que atteintes à la propriété (vols, délits forestiers, incendies de bâtiments ou de gerbiers, mutilations d'arbres fruitiers et de mûriers), résistance à la fiscalité, manifestations de divertissement contraires à la morale ou risquant de troubler l'ordre public (jeux de hasard, ouverture des cafés après l'heure fixée, cris et chants séditieux, charivaris, tapage nocturne, etc.). Diversifiées à l'extrême, ces pratiques sont évoquées dans les délibérations des conseils municipaux comme thèmes d'inquiétude, dans les rapports des sous-préfets et commissaires de police comme délits ou agissements répréhensibles, dans la presse comme faits divers. Le recoupement de ces discours, cependant, ne dévoile pas la signification des pratiques qui sont leur objet. En identifiant les lieux de production des uns et des autres à partir de la forme générale des rapports sociaux, il devient possible dans une certaine mesure, d'appréhender les formes de protestation populaires recensées autrement qu'en termes de non-respect de la loi, autrement qu'à travers les lunettes de l'Etat. Elles apparaissent alors comme orientées le plus souvent soit vers le maintien de la survivance quotidienne, soit vers la défense d'un être social et culturel menacé de destruction. Les unes et les autres revêtent un caractère symbolique très marqué. Si les premières sont conduites de manière

clandestine par la fraction la plus pauvre de la population, à la mauvaise saison lorsque le travail manque, les secondes le sont de préférence en été ou en automne (excepté pendant la moisson) ; ces dernières se déroulent en public, souvent, au cours des fêtes ; enfin, à la différence des premières, vouées à la marginalisation et à l'exclusion, elles sont porteuses d'une dimension collective.

L'ébranlement des formes communautaires est alors lié beaucoup plus à l'imposition des institutions bourgeoises, à l'inscription de l'Etat moderne dans la commune elle-même, qu'aux effets perturbateurs de l'échange. La préoccupation essentielle de la classe dominante n'est pas le progrès économique mais l'exercice d'un contrôle social et culturel sur les couches populaires. Ses objectifs rejoignent sur ce point ceux du pouvoir central : « favoriser l'oubli du passé et la réunion des esprits »¹³ après le grand ébranlement de la Révolution. On est conduit à se demander si, du côté des couches populaires, toutes les formes de protestation repérées n'ont qu'un caractère conjoncturel, selon la version généralement accréditée dans les sources administratives, ou bien si certaines d'entre elles ne renvoient pas aux fragments embryonnaires d'un projet politique dont la résistance au coup d'Etat du 2 décembre livrera dans une certaine mesure les contours. Sans apporter ici une réponse à cette question cruciale, on évoquera cet espoir en l'avenir qui traverse les chansons de Pierre Dupont et qui anime au cours des années 1840 les masses populaires. En Provence intérieure, on voit ainsi le Conseil municipal de Gordes, chef-lieu de canton vauclusien dont la population est en butte aux vexations permanentes du fermier de l'octroi, opter en 1842 pour la suppression de cette institution (en dépit des difficultés financières de la commune) afin de ne pas « donner l'essor à l'éveil populaire »¹⁴. Cette dynamique sera brisée par la répression de la résistance au coup d'Etat de Louis Bonaparte qui fera peser pour plusieurs années un climat de peur dans les campagnes. En 1854, toujours à Gordes, on voit le « peuple » soupçonner en bloc le clergé et les fonctionnaires de tramer sa mort¹⁵. Les conseils municipaux sont acculés à se comporter de plus en plus comme un rouage de l'Etat. Les pouvoirs de réglementation qui leur sont conférés (fixation des heures d'ouverture des débits de boisson, interdiction des jeux de hasard, surveillance des individus ayant pris part aux événements de décembre) tendent à modifier les rapports entre membres de la commune, à vider de leur contenu les formes de la vie en commun. Il s'agit là d'une modification parmi d'autres. Radicale à plusieurs égards, elle s'inscrit dans cette rupture culturelle de la première moitié du XIX^e siècle en Provence dont P. Vieille a le premier montré l'existence et analysé les modalités¹⁶.

Dans cette perspective, le *Marquis des Safras* revêt un intérêt exceptionnel en tant que source. J. de La Madelène a en effet porté sur le peuple provençal un regard tout autre que celui des administrateurs. Deux récits s'enchevêtrent au fil de son roman : la représentation à

Lamanosc, au début des années 1840, d'une tragédie, *La mort de Jules César*, de Voltaire, et une histoire d'amour. Le peuple fait le lien entre les deux récits. Lamanosc n'est pas une communauté agricole mais un bourg dont les habitants, de conditions extrêmement diverses (paysans propriétaires eux-mêmes différenciés, bergers, journaliers, artisans, commerçants, membres des professions libérales, militaires en retraite), se comportent en membres de la « commune », c'est-à-dire d'une « entité supérieure aux individus »¹⁷. Or, le processus d'inscription de l'Etat-nation tend à cette époque à imposer un remaniement politique fondamental à la commune provençale, désormais écartelée entre ce présent et son passé qui, selon certains, pourrait être actualisé. Le dialogue initial du maire de Lamanosc, le ménager Tirart¹⁸, avec Espérit, le terrailleur-potier-paysan venu lui demander de donner son accord au projet de représentation de la tragédie, esquisse à grands traits ce conflit :

Espérit : « Monsieur Marius... j'ai vu dans la lune qu'un maire doit écouter les gens du pays quand ils viennent pour le bien de la commune. Il n'y a pas à branler ni à lever la tête comme le roi d'Espagne... Ce n'était pas ainsi, autrefois, quand nous étions terre du pape ! Les consuls écoutaient tout le monde ; il y en avait pourtant qui étaient seigneurs, Monsieur Tirart. »

Tirart : « Le voilà parti !... allons, Espérit, calme-toi ou je te fais arrêter comme ennemi du gouvernement, et je t'envoie à Paris, de brigade en brigade, la corde au cou, pour avoir voulu t'insurger contre la France. »

Espérit : « Les braves gens ne s'arrêtent pas ainsi entre eux dans leur commune, Monsieur Marius. Je ne suis pas l'ennemi de la France, mais je tiens pour la justice. Vous savez bien que je ne vous parle pas pour moi, mais pour le bien de notre endroit. » (p. 31)

Le texte de J. de La Madelène insiste sur les modalités d'expression de l'appartenance à la Commune dans la vie quotidienne. Elles sont traversées par un triple clivage : bourgeois/paysans, public/privé, masculin/féminin. Si l'on discute dans les rues du village provençal, la vie sociale se concentre cependant dans ces lieux privilégiés que sont les cafés, les auberges, les cabarets, les cercles, sans parler du marché. On trouve à Lamanosc, *la Mûle d'Or*, *le Grand Alexandre*, dont les habitués appartiennent à des couches sociales diverses et enfin *le Café d'Appolon*.

« Cette auberge est fréquentée par les bourgeois de la commune, qui ne sont pas encore assez nombreux pour former un cercle ; on y rencontre encore quelques petits marchands qui se donnent des airs de bourgeois en frayant avec la bonne compagnie. Les paysans et les ouvriers ne s'y hasardent jamais... Le *Café d'Appolon* était un lieu très respecté, très redouté, une

sorte de tribunal qui décidait en dernier ressort des réputations. Ce tribunal tirait une grande force de sa permanence ; il n'y a que cette auberge et celle de *la Mûle d'or* qui soient fréquentées dans la semaine. C'était encore un grand centre d'élections et l'huissier Fournigue y avait un pied-à-terre. » (p. 39)

Enfin, centre de circulation de la littérature autochtone (à Lamanosc « l'on fait des couplets à tout propos et souvent très bien tournés » [p. 40]), le *Café d'Appolon* apparaît comme un univers masculin, bourgeois, jouant un rôle à la fois politique et culturel.

Pour les paysans, le haut-lieu de la vie sociale est le marché, que J. de La Madelène nous décrit surtout comme une fête — par exemple, on y fume comme le dimanche. Ce jour-là, hommes et femmes se rendent ensemble à pied dans la ville voisine (généralement Vaison-la-Romaine), où ils se séparent jusqu'à l'heure du retour. En privé, la vie sociale des bourgeois est rythmée par les dîners. La micro-société des rentiers et des juristes (le notaire, le contrôleur des impôts...) se retrouve « régulièrement à la Pioline, gentilhommière démantelée qu'habite le lieutenant Cazalis ». Cependant, rien n'est simple à Lamanosc et on verra ce lieutenant en retraite, catholique, « très aimé des paysans », ouvrir sa demeure à la troupe, majoritairement composée de gens du peuple, pour les répétitions de *La mort de Jules César*.

Loin d'apparaître comme une communauté idéalisée, opposée en bloc à un extérieur qui lui serait totalement étranger ou hostile, Lamanosc se révèle progressivement comme un ensemble pénétré par des influences culturelles diverses (visions de la France du Nord véhiculées par un compagnon qui a fait son tour de France et par d'ex-militaires, dont certains ont vécu « en Afrique »), traversé par des contradictions d'intérêts matériels et des divisions multiples (les deux clans qui, sans être le décalque des clivages sociaux, se font et se défont au fil des années : clans du vicaire et du curé, puis clans des « Moussus » et des paysans). On y retrouve la contradiction classique en Provence entre ménagers et travailleurs mais aussi d'autres contradictions ou différenciations qui le sont moins : entre travailleurs agricoles et ouvriers des corps d'Etat, entre producteurs agricoles ayant des positions différentes, voire opposées, dans les rapports d'échange. Le maire Tirart illustre excellemment le cas du ménager employeur de main-d'œuvre en même temps que travailleur acharné, qui s'enrichit à partir des productions spéculatives (garance, vers à soie, moutons), se faisant à l'occasion commerçant, toujours gagnant dans les rapports d'échange. Inversement, le boulanger Sendric, surnommé le « Mitamat » (moitié fou) se retrouve pris dans des opérations fantaisistes et malheureuses, endetté en permanence, par le mécanisme des billets à ordre, alors qu'il est devenu la risée du village. Il passe une partie de son temps à construire de nouveaux outils. Ainsi sera-t-il l'inventeur d'un « ventaire » (moulin à vanner le blé), outil essentiel pour que les paysans puissent consommer ou commercialiser leur récolte dans de bonnes conditions. Pourtant, non seulement il ne parvien-

dra pas à se faire reconnaître pour tel devant les instances officielles en Avignon, mais à Lamanosc même il sera tourné en dérision par les « hommes compétents », géomètres et instituteur, et par voie de conséquence par la majorité des villageois.

Cet échec, qui ouvrira la voie aux parcours complexes d'un dépassement collectif, permet de repérer le fil conducteur du roman : la recherche souterraine, malhabile, menée par le peuple pour prendre la parole et les interventions, tantôt convergentes, tantôt contradictoires, « d'intellectuels » de types différents. J. de La Madelène éclaire ainsi ces « expériences politiques » vécues par les masses populaires en France entre 1830 et 1848, auxquelles Gramsci fait référence dans sa critique de Croce...¹⁹ mais qui n'ont pas été consignées dans les sources administratives et ne semblent pas avoir retenu l'attention des témoins de l'époque. Si la description de la vie quotidienne au village est présente de manière diffuse tout au long du roman, ce n'est pas par culte du pittoresque, voyeurisme complaisant, ou comme support d'une intention moralisatrice, mais bien pour éclairer l'univers culturel et les conditions de l'expérience politique des habitants de Lamanosc.

La préparation d'une représentation théâtrale dans un village n'a rien d'exceptionnel à cette époque en Provence. Dès le début du XIX^e siècle, bien avant le Félibrige, cette région connaît, comme tout le Midi, un mouvement littéraire exceptionnellement vivant, multiforme, sans antécédent et sans postérité par son ampleur et son impact. Les représentants les plus intéressants de ce mouvement sont les réalistes marseillais (prédécesseurs de trente ans du réalisme français), en particulier Pierre Bellot avec sa tentative de création d'un théâtre provençal, et surtout Victor Gély, poète du peuple de Marseille, qui a choisi la chanson comme forme littéraire.

« Mes héros, dira-t-il, sont marseillais avant tout. Ils ne pensent point en français pour s'exprimer en provençal. Ils parlent le patois de Marseille et non la langue, si langue il y a, telle qu'elle doit s'écrire. Leur dialecte est celui des rues, des quais et des halles. Il n'a rien à démêler avec le dictionnaire de l'Académie, ni avec la grammaire provençale... Si, en dépit des puristes, j'ai, dans plusieurs passages de mes compositions, sauté à pieds joints sur toutes les règles de la grammaire, de la prosodie et de l'orthographe provençale, c'est que l'étude m'a appris que tel terme et telle phrase de l'idiome local, écrite suivant la règle, perdraient la moitié de leur valeur ou ne signifieraient plus rien²⁰. »

On reviendra en conclusion sur la question décisive des rapports entre le Félibrige, dont V. Gély se tiendra toujours à distance, et le mouvement littéraire de la première moitié du XIX^e siècle en Provence. Marqué par

des œuvres très inégales quant à leur valeur littéraire, ce mouvement s'exprime souvent mais non exclusivement en provençal. Par exemple, dans les comédies et les dialogues de Pierre Bellot, populaires même chez les illettrés, « chacun parle son langage : l'italien, le gascon, l'allemand un innommable jargon, les gens du vrai peuple un bon et franc provençal, les bourgeois un français correct, les demi-bourgeois un français ridicule émaillé de provençalismes »²¹. Généralement considéré dans l'historiographie comme ayant eu « des causes plus sociales que littéraires », ce mouvement a été interprété comme « une protestation, inconsciente ou consciente le plus souvent, contre l'envahissement du français²² ». Le phénomène remarquable est qu'il se déploie sans rupture entre culture savante et culture populaire.

On ne peut y voir le simple effet de l'usage du provençal, ou même de l'utilisation privilégiée de certaines formes d'expression littéraire favorables à la participation populaire. En effet, le peuple apprécie le théâtre tout autant que les classes cultivées, comme on le voit à Lamanosc. En même temps il a un goût très prononcé pour la chanson, en Provence et dans tout le Midi.

« De tout temps Marseille avait possédé des réunions chantantes. C'était là son plus grand plaisir... ce fut sous la Restauration que ces réunions eurent le plus de vogue. Elles faisaient retentir leurs chœurs joyeux depuis neuf heures du soir jusqu'au moment où le soleil ou le sommeil les invitait poliment à se retirer²³. »

Le rédacteur de l'*Encyclopédie des Bouches-du-Rhône* poursuit :

« et l'auteur affirme même que, malgré les sentiments très loyalistes du peuple marseillais et sa haine de l'Empereur, les chansons de Béranger, à cause de leur seule verve, excitaient le plus vif enthousiasme ».

Il n'est pas certain que le contenu de ces chansons ait laissé le peuple marseillais indifférent. En tout cas, la chanson fait partie des plaisirs de la vie quotidienne pour un peuple qui n'en avait guère. Il en va de même en Provence intérieure. A Lamanosc on rencontre un répertoire original, « La gloire ». A la fin du repas offert à ses compatriotes par Espérit, un paysan dit à la suite de la distribution des rôles :

« Maintenant, chantons la gloire ! » [...]

« Chanter la gloire signifie toutes chansons sur l'Afrique, l'empereur, les aventures de terre et de mer, le retour au pays, en général tout ce qui n'est ni plaintes ni romans d'amour. » (p. 54)

Toujours à Lamanosc, le chansonnier Perdigal s'est rendu célèbre dans le village et tout le canton, en « arrangeant pour six voix » le morceau patriotique de *La Muette de Portici* : « Amour sacré de la patrie ». Lorsque, au cours de la représentation publique de *La Mort de Jules César* (le jour de la Saint Antonin, patron de Lamanosc), il entonne impromptu ce morceau au moment où la troupe connaît sur scène une véritable débandade, « le public n'en parut pas moins charmé de cet intermède ». (p. 229)

Plaisir qui s'inscrit dans l'univers quotidien et permet d'en franchir les limites, la chanson est dans le même temps pour le peuple une forme d'expression politique, capable de dire son espérance (c'est le cas par exemple des chants de Pierre Dupont, largement répandus à l'époque dans les milieux républicains provençaux), de donner un sens à son passé et à son vécu le plus actuel, registre sur lequel Victor Gélou excellera, qui chantait ses propres chansons dans les quartiers populaires de Marseille. La force de la chanson repose sur ses significations sociales. Aussi est-elle un lieu privilégié de lecture du lien vivant, en Provence, entre culture savante et culture populaire pendant la première moitié du XIX^e siècle. On comprend pourquoi les républicains, en particulier dans les périodes de lutte, ont aussi largement emprunté ce mode d'expression collective²⁴ qui suscite adhésion et opposition, également passionnées. Le témoignage d'une jeune ouvrière rempailleuse de Crest dans la Drôme illustre ce propos. Interrogée par la police à la suite des « événements de décembre » (coup d'Etat du 2 décembre 1851 : pendant plusieurs jours les autorités ne contrôlaient plus la situation ; comme à Aups dans le Var et aux Mées dans les Basses-Alpes, les résistants au coup d'Etat affrontent l'armée), elle explique que le 4 décembre 1851 elle travaillait de 2 heures à 5 heures selon son habitude chez X, dans une maison contiguë au café Bouillard :

« Pendant tout ce temps-là, j'entendis des chants tels que celui des Girondins, la Marseillaise, une autre dans laquelle j'entendais ces mots : Charlotte la Républicaine, et d'autres que je ne connais pas davantage. M. X est venu plusieurs fois auprès de moi sortant du café et me disant que ces chants lui faisaient beaucoup de peine. Bouillard a chanté car il est venu chez moi en me disant : il y a si longtemps qu'on ne les laisse pas chanter qu'il est bien juste qu'ils se dédommagent aujourd'hui que nous sommes en liberté²⁵. »

On voit ici comment, lors de la répression de la résistance au coup d'Etat de 1851 (comme au cours des années qui l'ont précédée et suivie), la chanson a pu être utilisée par les autorités comme un point de repère dans la recherche des coupables et être interprétée comme un délit. Mais on voit aussi à quel point les sources d'origine administrative tendent à banaliser le phénomène et à en occulter la signification.

La préparation de la représentation de la tragédie voltairienne à Lamanosc est analysée par de La Madelène comme un drame. Elle devient le lieu de projection des rapports entre individus et entre groupes du village, de leurs attentes, du lien qu'ils entretiennent avec leur histoire, bref, de leur culture. Dans la mesure où elle devient progressivement l'œuvre de tous, cette préparation donne au peuple de Lamanosc l'occasion de se réapproprier son histoire autrement que sur un registre universaliste-abstrait, d'élargir et de remanier sa vision du monde. C'est en somme une tentative symbolique de prise de parole. Espérit, surnommé le marquis des Saffras (on l'appelle aussi Jean de la Lune, roi des almanachs, l'avocat des chats), en prend l'initiative en rentrant de Montalric où il a vu les habitants du village jouer *La mort de Jules César*, un jour de foire. Il vit seul dans son « château des Saffras » (nom dans le pays de sa « bicoque », ensemble formé de constructions successives : ateliers-cabanons-voûtes-traverses-galeries), situé « à quelques jets de pierre du village ». A la fois travailleur de la terre et artisan (J. de La Madelène nous fait assister à la naissance de l'artiste en lui), « il avait étudié jusqu'en sixième à Saint Garde », avait été berger à la Pioline, journalier, puis « comme il réussit dans les tuiles et plus tard dans la terraille, il n'alla plus au chantier que pour les fortes journées de garance ». Esprit très inventif, c'est le « bien de la commune » qui le mobilise, aussi bien la sauvegarde du patrimoine artistique que la qualité du rapport à l'autre.

« Lorsqu'il avait parlé pour la première fois de border la rivière de peupliers et d'oseraies et d'établir en aval une écluse comme à Caromb, tous les rieurs avaient été contre Espérit ; on l'avait même chansonné... Espérit avait introduit dans le pays les mûriers noirs et les oliviers de Crimée : on lui devait encore l'industrie des glaces, que Lamanosc expédie à Marseille. Ce sont des neiges glacées qui se conservent toute l'année dans des glaciers naturelles... Cet Espérit, qui faisait tant de choses à Lamanosc, n'était ni du conseil, ni de la fabrique : les intrigues d'élections le révoltaient ; il avait même refusé toute dignité dans la confrérie [les Pénitents noirs] qu'il venait de restaurer. » (pp. 41-44)

Espérit apparaît ainsi comme un homme qui s'est fait lui-même. Sa culture lui permet de tisser un lien vivant entre l'intérieur et l'extérieur de la communauté (il connaît parfaitement les familles, les personnages-clé, les jeux d'influence et les brusques retournements de l'opinion publique), entre culture populaire et culture savante, comme on le voit dans ses rapports avec deux « intellectuels » de retour à Lamanosc après plusieurs années consacrées à l'étude : Marcel Sendric, le fils du Mitamat, représentant l'intellectuel proche du peuple, et Lucien, réthori-

cien ambitieux lié aux politiciens locaux, neveu du maire Tirart qui a financé ses études et ses voyages en Europe. Espérit demeure le personnage central du roman, symbole de la recherche menée à l'échelle de la commune, comme l'illustre excellemment son rapport à la langue française. Il avait eu l'occasion d'entendre parler le français lorsque des familles riches de Lyon et de Paris étaient venues se réfugier à Lamanosc pendant une épidémie de choléra :

« Tout en conduisant les ânesses, Espérit ne perdait pas un mot de ces discours ; il en retenait le plus possible, mais sans bien comprendre ; souvent, le sens d'un mot, d'une phrase lui échappait, mais il prenait la phrase à la volée, telle qu'elle lui arrivait, et il la fixait dans un coin de sa mémoire, comme il eût fait d'une phrase latine ; elle restait, des années entières, inerte et sans vie, puis, tout à coup, ressuscitait et livrait passage à l'idée captive. » (p. 42)

Lorsqu'il a assisté à la représentation de *La mort de Jules César*, Espérit a évidemment été touché par la référence à la république romaine, perçue comme partie intégrante de l'expérience historique de sa commune comtadine. Venu exposer initialement son projet au maire Tirart qui, au travail dans son champ de garance, ne veut pas prendre le temps de l'écouter et feint de croire qu'il s'agit de la conclusion d'une petite affaire, il s'adresse à lui en ces termes : « Je vous répète qu'il ne s'agit ni de moi, ni de ma feuille, ni de ma graine [produits nécessaires à l'éducation des vers à soie] mais de la commune » (p. 22), et à Lucien dont l'arrivée à Lamanosc a passablement perturbé les répétitions de *La mort de Jules César*, il déclare nettement :

« Tu ne dis rien, tu fais le fier, le Franciot, tant pis pour toi ! Tu reviendrais du bout du monde que nous retrouverais toujours les mêmes ; salut ! A Lamanosc, nous sommes en république : tous égaux ; c'était ainsi quand nous étions terre du pape, ce sera de même jusqu'au jugement dernier ; la France n'y changera rien, ni toi non plus. » (p. 75)

C'est pourquoi, analysant le moment de la représentation à Lamanosc, J. de la Madelène peut écrire :

« L'action du temps est des plus sensible sur ces œuvres secondaires qui visent au sublime, mais, sous ces formes vieillies, sous cet appareil suranné, vit toujours le grand drame de l'histoire, et l'instinct des masses ne s'attache qu'à l'intérêt très réel qui sort du fond du sujet même... Pour eux, d'ailleurs, ce n'était pas simplement un plaisir, une fête, c'était plus qu'un spectacle : c'était un acte, un événement de leur vie, un travail spirituel, l'éveil des intelligences. » (pp. 223-224)

La représentation est un « acte » dans la mesure où elle constitue le point d'aboutissement d'une longue préparation collective. Dans *Le Marquis des Saffras*, le drame se déroule en permanence sur deux « scènes », correspondant à deux registres différents et articulés : la scène de la vie quotidienne traversée par l'événement de la préparation de la représentation, c'est-à-dire le « réel », la scène proprement dite, c'est-à-dire le « symbolique ». La représentation de *La mort de Jules César* n'a pas été un acte spontané des habitants de Lamanosc mais une réalisation qui, comme d'autres impulsées par lui, a pris corps par étapes, grâce à l'intelligence, à la ténacité et à l'insertion d'Espérit dans la commune. Pour aboutir, il était nécessaire que dès l'origine, à défaut d'être adopté collectivement, ce projet suscite l'intérêt des habitants de Lamanosc sans avoir à affronter une coalition hostile. Le maire Tirart ne veut prendre aucun engagement et, à bout d'arguments, envoie Espérit... au curé : « Allons ! Arrange-toi avec le curé ; s'il consent, je consens. Nous marchons comme les cinq doigts de la main, et je ne veux pas me brouiller avec lui pour tes comédies. » (p. 33)

A Lamanosc, les rapports entre autorité laïque et autorité religieuse ne sont pas organisés selon le modèle alors courant dans la France du Nord de la subordination de la première à la seconde, mais prennent la forme d'une coexistence dont les termes appelleraient une analyse spécifique (tradition laïque de la commune provençale, vitalité du catholicisme dans le Comtat, en particulier dans les couches populaires rurales et urbaines où il revêt une dimension syncrétique très marquée). Espérit rencontre chez le curé une résistance moins vive qu'il ne le craignait. Après l'avoir sur sa demande assuré qu'aucun rôle n'était tenu par des filles et après avoir avancé un « argument décisif » que l'auteur du roman n'énonce pas, le curé finit par répondre : « Alors, agis comme tu l'entendras ; tu fais de moi ce que tu veux. C'est votre idée, marchez ! Je ne suis pas le maire après tout. » (p. 36). Fort de ce succès, Espérit entreprend le tour des auberges les plus fréquentées, celles où se retrouvent paysans, artisans, retraités. Il y rencontre beaucoup de méfiance, déclenche involontairement une querelle dans l'une d'elles et reporte la suite de ses démarches au prochain dimanche. « Vint le dimanche et les choses n'en marchèrent pas mieux. Partout, même échec : aux auberges, au jeu de boules, au cours, au plan de l'église où se louent les journaliers. » (p. 40). La réponse recueillie est invariablement la même : « Là-bas [à Montalric ou dans d'autres communes ayant monté des pièces de théâtre, n.d.l.r.] c'est différent. » Espérit décide d'aller voir le maître d'école, en même temps secrétaire de mairie. Peine perdue ! M. Lagardelle le renvoie à son tour, sous prétexte qu'il est un ignorant dépourvu de diplômes et de « la moindre teinture de la rhétorique », enfin qu'il n'a jamais « fait ses preuves devant les juges compétents » (pp. 46-47). Ce nouvel échec conduit Espérit à renverser sa stratégie : « Les gens qui ont de l'esprit ne veulent pas me donner un coup de main pour le bien de la commune, eh bien ! je ramasserai les mendiants sur les routes, et j'en ferai des consuls et des dictateurs ! On verra jouer les bêtes et les

infirmes » (p. 47). D'emblée, il rencontre un accord chez le pâtre Cabantoux, dit « le fadad » (l'idiot), et chez Bélésis, le muet qui tourne la roue chez les cordiers — représentation éminemment symbolique de la parole captive, en attente de pouvoir se dire dans une communauté qui la frappe d'interdit (« Cabantoux et Bélésis étaient la risée du village » p. 48).

Les répétitions de *La mort de Jules César* commencent au château des Saffras, non sans peine, mais avec assez de continuité pour inquiéter les « gens d'esprit », tel le maréchal-ferrant qui vient proposer ses services à Espérit en lui disant : « Il te faut des gens qui aient voyagé. » Néanmoins, l'ensemble du village est progressivement impliqué dans la préparation de la tragédie et l'on voit même des membres des deux clans venir y prendre part. Cette démarche recouvre le dépassement d'obstacles de trois types :

— Les rivalités internes à la troupe dont plusieurs membres préférèrent souvent boire et s'enivrer plutôt que répéter le texte de Voltaire. Lorsque la débandade s'accroît, Espérit va chercher un appui à la Pioline où le lieutenant Cazalis, grand amateur de tragédie, lui fait un accueil chaleureux. Au même moment, il a la joie de revoir au terme de quatre ans d'absence son ami Marcel Sendric qui, après avoir acquis une culture scientifique, revient au pays dans la perspective d'un développement culturel populaire, comme l'illustre le rapport qu'il entretient avec l'œuvre de son père défunt²⁶. Les rivalités atteignent un point maximum lorsque Lucien, à l'inverse de Marcel, quitte définitivement Lamanosc.

« Dix concurrents se présentèrent pour le personnage d'Antoine, qu'Espérit avait repris : le terrailleur crut bien faire en donnant sa démission au profit d'un homme influent du pays. Vingt candidats nouveaux surgirent ; puis c'étaient tous les jours de nouvelles prétentions, souvent très bizarres. Cayolis voulait introduire des chœurs d'opéra dans la tragédie, d'autres exigeaient qu'on montât Zaïre ou Mérope pour faire jouer leurs promesses ; le sergent Tistet déclarait qu'il resterait à l'écart tant que le caporal Robin n'aurait pas été exclu pour son inconduite, et le magister Lagardelle demandait que tous les rôles fussent mis au concours. A travers ces rivalités courait et batifolait Perdigal, semant à pleines mains les discordes... Cette petite république était en feu. » (pp. 208-209).

On voit que les rapports entre Espérit, la troupe et les habitants de Lamanosc s'étaient profondément modifiés depuis la naissance du projet. La culture de cette communauté est cependant composée d'éléments très disparates, ce qui permet aux individus en quête de pouvoir personnel d'aviver la concurrence, voire l'hostilité de tous contre tous.

— Les rapports des acteurs avec certaines composantes de la commune et tout d'abord le maire. Désormais pleinement acquis au montage

de la tragédie, celui-ci veut que son neveu y tienne le rôle de Jules César. Les paysans n'apprécient guère l'esprit de rhéteur et l'éducation mondaine de Lucien, alors qu'en revanche les bourgeois et ceux qui ont quelques rudiments de formation intellectuelle lui sont favorables. Le conflit prend une tournure d'autant plus aiguë que l'entrée de Lucien dans la troupe vient remettre en question la distribution des rôles. Le maire tente un jour « d'en finir par un coup d'autorité... il monta au balcon et, après avoir battu un ban, il annonça au peuple que la troupe était dissoute, la tragédie supprimée, et que la force resterait à la loi » (pp. 101-102). Ce coup d'autorité demeure sans conséquences durables et les répétitions interrompues momentanément reprennent lorsque Lucien renonce au rôle de Jules César pour accepter celui de Marc-Antoine qu'on lui avait offert dès son arrivée. Toujours prêts à déconstruire le projet conçu par Espérit, d'autant qu'il commence à prendre corps collectivement, les « bourgeois », par la voix du notaire Giniez, expriment leurs doutes quant à la possibilité de son aboutissement après le départ de Lucien, d'abord en privé à la Pioline, puis au *Grand Alexandre* où les commentaires se déchaînent. Mais ils revêtent alors aux yeux de la troupe l'allure d'un défi qu'elle va relever :

« les amours-propres se piquèrent et, dans leur désir de donner une bonne leçon aux bourgeois du pays, tous les acteurs se mirent à leurs rôles ; Perdigal lui-même prit à cœur le succès de la tragédie » (pp. 210-211).

— Espérit traverse des moments de crise personnelle dont le plus grave coïncide avec la présence de Lucien dans la troupe. Après un temps de réserve, poussé par le désir d'apprendre, Espérit est attiré par lui ; Lucien, qui s'ennuie mortellement à Lamanosc, tend à s'en amuser

« par caprice de désœuvré ; il s'en servait pour se tenir en haleine, disait-il, comme ferait un pianiste exilé au village, et qui, faute de mieux, s'accommoderait pour ses exercices d'une épiquette de rencontre » (p. 153).

J. de La Madelène décrit longuement la stratégie de séduction-domination développée par Lucien vis-à-vis d'Espérit et analyse la puissance insoupçonnée du langage telle que la révèle le désarroi d'Espérit :

« Il se faisait en lui un travail sourd et continu très complexe... C'étaient tout à la fois des excitations d'esprit très subtiles, des éveils, et les plus vagues, les plus indéfinissables malaises... Sa confiance était sans bornes, et jamais il n'aurait soupçonné qu'on pût se faire un jeu de la parole » (pp. 153-154).

Espérit en vient à négliger complètement la tragédie. Il brise enfin le cercle vicieux dans lequel Lucien tend à l'enfermer en renouant avec

la mère de son ami Marcel, dite la Damiane, qui lui a longtemps « servi » de mère.

Femme du peuple digne et cultivée, présente « au foyer domestique comme la vestale romaine sur les marches de l'autel » (p. 169), elle incarne la mère idéale. Quoique en retrait par rapport à la vie publique, la Damiane joue un rôle très important dans la communauté, tout comme la fille du lieutenant Cazalis, Sabine, qui épousera Marcel Sendric au terme d'un itinéraire difficile. J. de La Madelène analyse les personnages féminins en termes idéalistes, souvent schématiques (positif/négatif), comme des êtres que l'on redoute d'autant plus que l'on est sensible à leur attrait... et qu'on leur attribue un rôle occulte.

Loin d'être marquée par un tel schématisme, son approche des personnages-clé, évidemment de sexe masculin, comporte au contraire une dimension quasi analytique, surprenante dans un texte bien antérieur aux découvertes de Freud, par exemple lorsqu'il s'agit d'intellectuels représentant une forme spécifique de langage et de rapport au peuple. Ce dernier trouvera-t-il les moyens de prendre la parole, ou bien sa recherche sera-t-elle interrompue ? Dans l'analyse qui se déploie autour de cette alternative, telle un combat entre la vie et la mort, J. de La Madelène nous donne à voir les habitants de Lamanosc cherchant d'un même mouvement à « pénétrer cette langue française qu'ils ne comprenaient qu'à demi ²⁷ » et à former un nouveau rapport à l'autre, un mode d'organisation collective placé sous le signe de la liberté. Espérit et Marcel, l'autodidacte et le scientifique, servent au peuple de médiateurs dans le processus en cours. Inversement, Lucien joue un rôle d'obstacle à son accomplissement, tout comme l'avocat Mazamet (« retiré des affaires... il ne plaidait plus que les causes politiques... »), manieur professionnel du discours, un « homme possible » :

« Quand il sera ministre ! Personne n'en doutait. C'était là le mot magique : « Sésame ouvre-toi ! ». Les fonctionnaires tremblaient, les consciences se troublaient, leurs portes secrètes se tenaient entr'ouvertes » (pp. 159-161).

Lucien et Mazamet, deux amis, sont subtilement analysés comme des manipulateurs, dans la vie publique et dans la vie privée, en particulier dans la vie affective.

La tentative populaire de prise de parole échoue symboliquement puisque la représentation elle-même va tourner court pour deux raisons : l'intervention violente des jeunes des villages voisins et les perturbations internes à la troupe. On passe de la tragédie sur la scène à la comédie dans la salle lorsque Brutus (le caporal Robin) dit à César (Marcel) :

« Laisse là ce vil peuple et ses indignes cris. [...] Le vers est de Voltaire, on crut que c'était une invention de Robin, un défi jeté à la foule, une menace, une insulte, et de fait on ne se trompait pas sur les intentions du caporal. » (p. 232)

La tragédie, c'est la symbolisation du rapport gouvernants/gouvernés (forme historique : la scène, forme présente : la salle). Dans la débandade, les spectateurs investissent le maire Tirart d'une « dictature illimitée » ; il ne parviendra pas pour autant à éviter l'affrontement physique entre jeunes gens de Lamanosc et jeunes gens des communes voisines, expression d'une hostilité séculaire. Seul le discours du curé, le lendemain du drame, ramène le calme et l'entente entre habitants. Ce dénouement, qui formellement rattache le roman à une perspective cléricale doit, selon toute vraisemblance, être relié à la conversion tardive de J. de La Madelène au catholicisme ultramontain²⁸. Sa conversion qui ne semble pas avoir comporté une adhésion à tous les principes de l'ultramontanisme (notamment le reniement des principes de 1789) a été influencée par un choix à la fois spirituel et anti-étatique. S'il n'est qu'incidemment question dans *Le Marquis des Saffras* de pratique religieuse, présentée comme intéressant principalement la bourgeoisie rurale, la religion, appréhendée comme un langage parmi d'autres, y apparaît comme une dimension constructive de la culture populaire qui resurgit régulièrement dans les fêtes, par exemple le matin de la représentation théâtrale :

« A cinq heures du matin, tous les acteurs étaient sur pied, en grande tenue de théâtre, et ce ne fut pas sans peine que le curé obtint d'eux qu'ils changeraient de costume pour assister à la grand-messe. C'était Triadou [le teinturier, N.D.L.R.] qui avait conçu ce beau projet de faire une promenade civique et d'arriver ainsi à l'église pour y prendre la statue du patron de la paroisse qu'on aurait portée, en milieu du cortège, jusqu'au théâtre. Pour tout concilier, le maire décida que la statue de Saint Antonin serait promenée jusqu'à la place, en avant du conseil municipal, puis ramenée à l'église par les gendarmes. Les choses se firent ainsi que l'avait réglé le maire. » (p. 215).

Avec *Le Marquis des Saffras*, J. de La Madelène ne s'est en aucune façon proposé de défendre une position religieuse ou politique ou encore d'écrire un roman à thèse. Il a voulu exprimer la culture vivante du Midi provençal de son époque, marquée en particulier par l'alliance du républicanisme et du catholicisme. Bien plus, en recherchant comment les forces latentes dans le peuple pourraient « exploser », il a porté sur ce dernier un regard profondément original, étranger à toute vision étatique de la culture populaire et de la culture tout court. De ce point de vue, *Le Marquis des Saffras* (publié pour la première fois en 1855) apparaît comme un texte atypique dans la production littéraire du Second Empire, régionale (Le Félibrige) ou nationale, aussi bien que dans les documents historiques. C'est pourquoi l'oubli dont ce roman historique a été l'objet constitue un problème incontournable.

Contrairement à une lecture évolutionniste du mouvement littéraire du XIX^e siècle en Provence, le Félibrige ne représente ni le point culminant de ce mouvement²⁹, ni la fusion de la littérature savante et de la littérature populaire avec le « mouvement dialectal »³⁰. Hanté par le souci de « purifier » la langue et la littérature, J.-B. Gaut (qui ne fait pas partie des sept signataires du manifeste de Font-Segugne mais partage avec eux ce souci) juge en termes très crus ses prédécesseurs lorsqu'il évoque la vaste réunion tenue à Aix en 1853 :

« Nous étions au 1848 de notre littérature. Nous avons fait appel au suffrage universel et tous les rimeurs de clochers durent s'asseoir à notre table, au risque de faire tourner la chose en banquet par trop fraternel ; tous les chanteurs siégeaient dans notre Académie, au hasard de la faire dégénérer en club³¹. »

Le Félibrige est en réalité en rupture avec le mouvement régional qui l'a précédé mais cette rupture n'est pas affirmée comme telle, bien au contraire. Derrière l'amour de la Provence, censé garantir une continuité sans faille, une idéologie nouvelle (au sens de fausse conscience) est forgée. Elle tend à accréditer l'idée de l'inscription de l'Etat-nation comme étape d'une évolution positive. Né à Apt en 1835, l'un des théoriciens de la décentralisation les plus écoutés de son époque, L. Berluc de Pérussis, l'exprime nettement :

« Nous naissons dans ce petit cercle qui s'appelle la famille. A son tour, la famille est entourée de cercles grandissants, la commune, la province, la nation, l'humanité. Tout cela nous enveloppe, tout cela est à nous et nous sommes à tout cela. Supprimez ou restreignez l'un quelconque de ces anneaux concentriques et vous brisez toute une admirable combinaison de rouages, toute une harmonie lentement formée par l'évolution naturelle des cités et des peuples. L'amour de la commune, celui de la province, celui de la nation ne sont que les formes échelonnées d'un sentiment unique³². »

Si les textes littéraires du Félibrige portent eux aussi la marque de sa rupture avec le mouvement littéraire provençal, encore bien vivant l'année de sa naissance, mais qu'il va rapidement éclipser, ils se signalent également par l'affirmation d'une distance vis-à-vis des problèmes culturels et politiques du moment.

« Que signifie cette (re)naissance écrit P. Vieille ? L'œuvre culturelle n'est pas engendrée au sein d'une réalité culturelle vivante, elle ne s'exprime pas à l'intérieur d'un mode de représentation méditerranéen qui l'englobe, dont elle ne perçoit ni les limites ni la fin, elle veut donner ce mode à voir, le faire

revivre. Lorsqu'elle se présente comme œuvre réaliste, comme description de l'immédiat, elle est en fait nécrologique. Elle est en outre politique. Lorsqu'elle veut faire revivre un passé, ce n'est pas seulement un passé mort, c'est aussi un passé filtré moralement et politiquement³³. »

En dehors de la Provence, maintes productions littéraires des années 1840 sont traversées par l'espérance populaire, très vive à l'époque, et pourraient témoigner de ce que, au-delà de la « poussée démocratique »³⁴ observée par les historiens, les années précédant la révolution de 1848 ouvrent un espace au sein duquel le peuple entrevoit la possibilité de forger son propre avenir, tout au moins de le concevoir autrement qu'en termes d'adhésion à telle ou telle forme d'Etat (au sens juridique). Ainsi Pierre Dupont pouvait-il écrire en juillet 1851 :

« Mes chants rustiques ont trouvé des échos et ont ouvert le passage aux refrains sociaux et politiques : qui donc pourrait m'en accuser ?... Mes chants sont antérieurs au mouvement de février et le pressentent... Nous avons accepté l'héritage de la révolution, c'est à nous de la défendre et de hâter le moment où elle portera ses fruits³⁵. »

Le succès des chansons de P. Dupont n'était pas dû exclusivement au talent de leur auteur mais d'abord à son lien avec le peuple, comme l'a fort bien exprimé Baudelaire :

« Je reste convaincu que le succès de ce nouveau poète est un événement grave, non pas tant à cause de sa valeur propre, qui cependant est très grande, qu'à cause des sentiments publics dont cette poésie est le symptôme et dont Pierre Dupont s'est fait l'écho... Désormais... la poésie populaire peut passer... poète providentiel, tes chants sont le décalque lumineux des espérances et des convictions populaires³⁶. »

Déjà fortement entamées dans la classe ouvrière par les journées de juin 1848, ces espérances et ces convictions se trouvent ajournées *sine die* par le coup d'Etat de Louis Bonaparte dont la signification a été exprimée par Marx :

« Le 2 décembre, la révolution de février est escamotée par le tour de passe-passe d'un tricheur, et ce qui semble avoir été renversé, ce n'est plus la monarchie, ce sont les concessions libérales qui lui avaient été arrachées au prix de luttes séculaires. Au lieu que la société elle-même se soit donné un nouveau contenu, c'est l'Etat qui paraît seulement être revenu à sa forme primitive, à la simple domination insolente du sabre et du goupillon. C'est ainsi qu'au « coup de main » de février 1848 répond le « coup de tête » de décembre 1851³⁷. »

Sous le Second Empire, le gouvernement montre qu'il a dans le domaine de la culture une politique précise, en particulier vis-à-vis des productions culturelles populaires. Ainsi Hippolyte Fortoul, ministre de l'Instruction publique qui avait formé le projet de rassembler et de publier les poésies populaires (en particulier les textes jusque-là oraux), déclarait au Comité de la langue, de l'histoire et des arts de France réuni le 8 novembre 1852 qu'il voulait « élever un grand monument au génie anonyme et poétique du peuple ». Chargé de recueillir les chants populaires et historiques de la Provence, d'Arbaud commente longuement dans la préface au recueil qu'il a publié la distinction alors en vigueur entre poésie populaire (considérée comme un genre mineur) et poésie nationale. Il présente son œuvre comme un « travail archéologique » rendu nécessaire par la marche du progrès, cet allié essentiel, selon lui, de l'achèvement de l'unité nationale :

« La diversité des langues et des idiomes ne saurait résister à ce mouvement incessant qui entraîne la France vers l'unité et que secondent avec tant de force et la diffusion de l'enseignement et la rapidité des communications et l'exagération de notre centralisation administrative ³⁸. »

La seule perspective offerte à la littérature populaire est bien une perspective nécrologique. L'amalgame opéré entre littérature populaire et langues régionales, dont le déclin est encore une fois présenté comme inéluctable et souhaitable, a pu avoir pour fonction d'occulter une modification décisive dont la liquidation de la littérature populaire ne serait qu'un effet : la consommation de la rupture entre culture et politique en France. Telle est l'hypothèse que nous formons. Sa démonstration exigerait un réexamen des années 1848-1851. On se bornera ici à l'argumenter à partir de quelques travaux existants et à la préciser. Dans son ouvrage intitulé *Marianne au combat, l'imagerie et la symbolique républicaine de 1789 à 1880* ³⁹ qu'il présente comme une « réflexion sur la place de l'idée de République entre l'idée de liberté et l'idée de l'Etat », M. Agulhon expose les résultats d'une recherche qu'il situe lui-même « au niveau de la correspondance entre un certain lot d'images (allégories, symboles ou emblèmes) et un certain lots d'idées (Liberté, République, Révolution, France) ». Il consacre un long chapitre à l'année 1848, en particulier à l'analyse du « concours pour la figure de la République » annoncé par le gouvernement provisoire le 17 mars 1848, dont les résultats montrent qu'on a demandé à l'artiste « de s'exprimer en « homme d'Etat » (nous dirions aujourd'hui en responsable) » puisque ce sont surtout les républiques sans bonnet phrygien, attribut populaire de la République, qui ont été primées. Enfin, soulignant la vigueur de la tradition expressionniste qui va de la grande révolution à 1848 et son effacement ultérieur, il tend à interpréter celui-ci non pas en termes de « clivages » entre le politique et le culturel (cf. J.-F. Lyotard) mais comme une « dissociation du symptôme allégorique entre le côté politique

modéré - Culture humaniste - Grand art - Statue et le côté aspirations populaires - folklore expressionniste - allégorie vivante ». Néanmoins, il laisse le débat ouvert sur ce point. S'il paraît fondé de soutenir avec Hobsbawm que le nationalisme a constitué la « principale incitation » au développement très important de l'Histoire en Europe à « l'Ere des Révolutions » et que « l'historien, le lexicographe et le collecteur de chansons folkloriques furent souvent les vrais fondateurs de la conscience nationale ⁴⁰ », il devient nécessaire de préciser en quoi et comment les historiens sont intervenus dans le processus d'inscription de l'Etat-nation en France, d'autant plus que plusieurs hommes d'Etat importants étaient à l'époque historiens de métier, par exemple Guizot, Thiers, Carnot. Dans l'ouvrage qu'il a consacré à la journée du 24 février 1848, heureusement intitulé *La première résurrection de la République* ⁴¹, H. Guillemin appréhende cette « résurrection » comme une « tragédie » qui « demeure..., dans l'Histoire, d'une importance exceptionnelle ». Quoique s'inscrivant à certains égards dans une perspective évolutionniste, cet ouvrage, dans lequel l'érudition est subordonnée au récit, permet de saisir comment et pourquoi la République sociale a échoué. Il apporte un éclairage sur la politique du gouvernement provisoire dans le domaine de l'Instruction publique, dont Carnot est alors le ministre et, à ce titre, parle aux instituteurs :

« Le six mars, écrit H. Guillemin, il s'est adressé à eux, les priant de « contribuer » à « fonder la République » ; « il faut la défendre, a-t-il dit, contre l'ignorance et le mensonge ». Inquiétant langage ; et il a décidé qu' « à dater de la prochaine année scolaire, l'histoire de la révolution française entrera dans le cadre des études classiques » ; mais écrite par qui cette histoire ? Tout est là. »

H. Guillemin montre que, dans cette politique, le rapport au passé tend à être dangereusement codifié, par le biais du moralisme et de l'imposition d'une forme de mémoire. L'Etat semble ne pas avoir d'histoire : l'accepter c'est progresser. Pourtant cette acceptation n'est jamais définitive, ainsi que le montre historiquement la tentative de la Commune ⁴² et comme l'explique sur un plan théorique J. Lacan. Nous empruntons à l'un de ses *Ecrits* ⁴³ le passage suivant :

« A telle époque, telle émeute dans le faubourg Saint-Antoine est vécue par ses auteurs comme victoire ou défaite du Parlement ou de la Cour ; à telle autre, comme victoire ou défaite du prolétariat ou de la bourgeoisie. Et bien que ce soit « les peuples » pour parler comme Retz, qui toujours en soldent les frais, ce n'est pas du tout le même événement historique — nous voulons dire qu'elles ne laissent pas la même sorte de souvenir dans la mémoire des hommes.

« A savoir qu'avec la disparition de la réalité du Parlement et de la Cour, le premier événement retournera à sa valeur traumatique susceptible d'un progressif et authentique effacement, si l'on ne ranime expressément son sens. Tandis que le souvenir du second restera fort vif même sous la censure — de même que l'amnésie du refoulement est une des formes les plus vivantes de la mémoire — tant qu'il y aura des hommes pour soumettre leur révolte à l'ordre de la lutte pour l'avènement politique du prolétariat, c'est-à-dire des hommes pour qui les mots-clefs du matérialisme dialectique auront un sens. »

En somme, le roman de J. de La Madelène serait passé inaperçu des intellectuels non par hasard ou à cause de « l'étourderie des gens que mène la mode » (Aragon) ; « le poids de l'Histoire, l'hostilité d'une société » (Aragon encore) sont peut-être davantage en cause parce qu'il renvoie aux conflits spécifiques de l'inscription de l'Etat-nation, processus au cours duquel le remaniement du système symbolique joue un rôle fondamental. L'amnésie qui frappe des pans entiers du passé (celui en particulier des couches populaires qui ont leur propre mémoire, différente de l'histoire instituée mais influencée par elle) n'est-elle pas consubstantielle à l'inscription de l'Etat⁴⁴ ? Elle pourrait être particulièrement accusée en France, en raison du développement qu'y ont connu les luttes sociales de la Révolution à la Commune et du statut spécifique des intellectuels⁴⁵ ; leur intégration à la société politique pourrait avoir été consacrée au moment où la rupture entre culture et politique était consommée⁴⁶, soit en ces « années troubles » de 1848-1851, au terme desquelles « la société française fut vraiment engagée dans la voie d'une civilisation nouvelle — la nôtre, au vrai⁴⁷ ». Ré-examiner ces « années troubles » et la décennie qui les a précédées pour élucider dans une perspective résolument anti-positiviste les remaniements du système symbolique dont elles ont été le théâtre est une tâche nécessaire à l'intelligence du présent. Peut-être n'est-elle réalisable qu'à condition de disposer d'une méthodologie admettant que les éléments les plus décisifs du système symbolique ne peuvent être appréhendés qu'à partir de leurs effets ultérieurs. La réalité de la castration⁴⁸ n'est-elle pas en effet consubstantielle à l'inscription de l'Etat moderne ?

NOTES ET REFERENCES

1. Jules de La Madelène, *Le Marquis des Saffras*, Editeurs français réunis, 1949. Publié pour la première fois dans la *Revue des Deux Mondes* (1855), l'ouvrage avait été édité en 1859 (année de la mort de l'auteur, décédé à 49 ans), sans connaître aucun succès en librairie. « La critique, à l'exception de Barbey d'Aurevilly, fut muette. Bien sûr, Armand de Pontmartin, qui était des environs d'Avignon, lui concéda quelques

lignes. Mais ce légitimiste enragé ne pouvait oublier le commissaire de la République » (Aragon, préface à l'ouvrage cité). J. de La Madelène avait cependant un frère, Henry, « de cinq ans son cadet, et qu'embarrassait beaucoup moins le républicanisme. Rallié à l'Empire, fondateur du *Monde illustré* puis directeur de la *Revue de Paris*, il fut aussi, après 1871, rallié à la République ; sa carrière littéraire fut mêlée d'aventures industrielles... Il fit rééditer *Le Marquis des Saffras* en 1879, chez Lemaire. Enfin, en 1890, Calman-Levy reprit encore une fois le roman « mieux accueilli qu'à sa publication première, mais dont la réputation, limitée à quelques lettrés, ne dépassa point celle d'un bon roman régionaliste » (*ibid.*).

2. « A Lyon les journées parisiennes de juin [1848, n.d.l.r.] entraînèrent simplement la saisie des armes distribuées un peu à tout un chacun... mais l'insurrection attendue à la Croix Rousse ne se produit pas. Ce n'est qu'une année plus tard, le 15 juin 1849, au lendemain des législatives et de la victoire du parti de l'ordre, que l'armée brise les dernières espérances de la démocratie sociale en chassant les émeutiers des pentes et du plateau des canuts », in Y. Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Presses universitaires de Lyon, 1977, 2 tomes. La citation précédente est extraite du T. II, *Les intérêts de classe et la république*, pp. 160-161.

3. de La Madelène J., *op. cit.*, p. 282. Les références à cet ouvrage (édition de 1949) sont désormais indiquées dans le texte.

4. N. Poulantzas, « Questions sur le pouvoir » (1977), in *Repères*, Dialectiques Interventions, 1980, p. 161.

5. A. Gramsci, Cahier de prison 13, *Petites notes sur la politique de Machiavel*, Gallimard, 1878, p. 379.

6. Veauvy C., *Le marché en région méditerranéenne. Propriétaires fonciers et paysans du pays d'Apt-en-Vaucluse (1815-1885)*. Thèse de troisième cycle, Paris V, 1981, 620 p.

7. Weber M., *The agrarian sociology of Ancient civilizations*, NLB, 7 Carlisle Street, London W. 1, 1976.

8. On en voit un symptôme dans les délibérations du Conseil municipal d'Apt qui, en 1862 (soit après l'effondrement du système centralisé — cf. note 9), sur l'initiative d'un ex-président du tribunal civil, propriétaire foncier important, font une large place à la question du changement du nom de la ville d'Apt en Sainte-Anne-d'Apt (nom de la cathédrale).

9. En conflit avec le pouvoir central, la municipalité d'Apt est suspendue par le ministère de l'Intérieur en 1858, alors que la région traverse une crise économique grave (sériculture en régression sous l'effet de l'épidémie qui ravage les éducations, chute des cours du blé). L'année 1858 sanctionne en fait l'épuisement des capacités centralisatrices de la classe dominante locale.

10. Quelques mois après la suspension de la municipalité d'Apt, le sous-préfet écrit au ministre de l'Intérieur : « ...Que le sous-préfet s'appelle C..., A..., ou B..., l'opposition, quoique réduite aujourd'hui à un très petit nombre, n'en veut pas. Elle les attaquera toujours, parce qu'elle veut gouverner le pays. Elle n'aspire qu'à une chose, avoir un sous-préfet pris en son sein, être à la tête de l'administration. » (AN, F 1 CIII 6 Vaucluse, lettre du 3 janvier 1859).

11. Mialle M., *Une introduction critique au droit*, Maspero, 1980, p. 104.

12. Poulantzas N., *op. cit.*, pp. 35-108 ; et *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, P.U.F., 1978.

13. Vaulcule A.D., 1 M683, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de Vaucluse (1^{er} mai 1818).

14. Gordes A.C., registre de délibérations du Conseil municipal.

15. En octobre 1854, pendant que sévit une épidémie de choléra, le commissaire de police découvre à Gordes un individu jetant à la rue une cornue d'eau pourrie (contravention aux règlements en vigueur) devant le magasin d'un maître cordonnier qui se trouve être le neveu du maire. Il écrit dans son rapport : « A l'heure où le peuple moissonné par l'épidémie soupçonne le clergé et les fonctionnaires de jeter du poison dans les rues, notre maire dit énergiquement avoir permis à son neveu de commettre cette grande imprudence. Aussi tous les imbéciles de Gordes, et ils sont nombreux, semblent croire au bruit d'empoisonnement, ne manquant jamais de mettre en avant ce que font les parents de Monsieur le Maire » (A.D. Vaucluse, 1830).

16. Vieille P., « Formes de production et culture en Provence. La rupture de la première moitié du XIX^e siècle », *L'homme et la société*, n° 1, 1976.

17. *Ibid.*, « Sociologie historique de Marseille (XVII^e-XVIII^e siècles) », *Peuples Méditerranéens*, n° 4, 1978, pp. 77-113.

18. « L'oncle Marius (Tirart) s'était costumé d'un habit noir, qu'il ne quittait plus depuis qu'il était maire, mais sous cet habit noir, il était resté paysan jusqu'à la moelle des os, paysan de la vieille race, laborieux et sobre, opiniâtre, serré en affaires, dur à ses ouvriers comme à lui-même... Tout en répétant nuit et jour que Lamanosc était un pays inhabitable, ingouvernable, peuplé de coquins, de fourbes, de factieux, de rebelles, il avait pour Lamanosc un attachement profond. » de La Madelène J., *op. cit.*, p. 98.

19. Gramsci A., Cahier de prison 10, *La philosophie de Benedetto Croce*, Gallimard, 1978, p. 34.

20. Masson P. (sous la direction de), *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, T. VI, La vie intellectuelle, Marseille 1914, pp. 186-187.

21. *Ibid.*, p. 178.

22. *Ibid.*, p. 166.

23. Mazuy F., *Essai historique sur les mœurs et coutumes de Marseille au XIX^e siècle*, cité dans l'*Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, *op. cit.*, p. 187.

24. Pierre R., « Ah ! Quand viendra la belle » *Résistants et insurgés de la Drôme 1848-1851*, Ed. Notre Temps, Valence, 1981.

Vigier P., *La vie quotidienne en province et à Paris pendant les journées de 1848*, Hachette, 1982, chap. V.

25. Archives départementales de la Drôme, Série M. Police, M 1354 (2).

26. « Marcel avait pour ambition de réaliser un jour les œuvres de son père, de le continuer, de relever ainsi la mémoire de ce chercheur malheureux, en son vivant conspué, bafoué, et que les moqueries populaires poursuivaient encore au-delà du tombeau. Ses études étaient dirigées dans ce sens ; il y consacrait tout le temps que ne réclamaient pas les travaux de la maison, et, en reprenant les conceptions avortées de son père pour les animer et les raviver, il se faisait une loi de ne modifier en rien les plans primitifs dont il pouvait tirer quelque parti ; il s'attachait à les développer très rigoureusement, et, partant de ce point où le projet déviait, détruisant toutes les inutilités qu'il rencontrait devant lui, il s'efforçait de poursuivre l'invention sur ses données premières, en innovant le moins possible, afin que tout l'honneur du succès put revenir au vieux Sendric. » (pp. 138-140).

27. J. de La Madelène poursuit : « Le français, pour eux, c'est la langue de la science, la science même, la vie supérieure qui les sollicite et les attire » (p. 224).

28. Cette conversion est signalée dans un texte consacré au frère de J. de La Madelène : « Henry de La Madelène (1825-1887). Un écrivain comtadin oublié », par René Meissel, in *Rencontres*, n° 47 et 48, 1963, 5^e année (Association carpentrassienne de diffusion culturelle).

29. *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, *op. cit.* Selon cet ouvrage, les prédécesseurs de Mistral et du Félibrige n'existeraient qu'en tant que « précurseurs » de la « Renaissance provençale ».

30. Rippert E., *La renaissance provençale (1800-1860)*, Paris - Aix-en-Provence, 1917.

31. *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, *op. cit.*, p. 214.

32. *Ibid.*, p. 261, discours prononcé par L. Berluc de Perussis à la félibrée de Volx (Basses-Alpes).

33. Vieille Paul, « Formes de production et culture en Provence... », art. cit.

34. Celle-ci est évoquée par exemple par Georges Lefebvre dans un texte consacré à Michelet in *La naissance de l'historiographie moderne*, Flammarion, 1971, p. 191.

35. Dupont P., préface au Tome II de son ouvrage *Chants et chansons*, Paris, 1851-1854, 4 vol.

36. *Ibid.*, Baudelaire Charles « Notice sur Pierre Dupont » in tome I.

37. Marx Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, J.-J. Pauvert, 1964, p. 223.

38. *Chants populaires et historiques de la Provence*, recueillis et annotés par Damase Arbaud, Bibliothèque provençale, Aix, Makaïre imprimeur-éditeur, 1862-1864, 2 tomes, pp. I à VI.

39. Agulhon M., *Marianne au combat, L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Flammarion, 1979.

40. Hobsbawm E., *L'ère des révolutions*, Fayard, 1969, p. 363.

41. Guillemin H., 24 février 1848. *La première résurrection de la République*, Gallimard, coll. « Trente journées qui ont fait la France », 1967, en particulier pp. 204 et 489.

42. Lefebvre Henri, 26 mars 1871. *La proclamation de la Commune*, Gallimard, coll. Trente journées qui ont fait la France, 1965.

43. Lacan J., « fonction et champ de la parole et du langage », in *Ecrits*, Seuil, 1966.

44. Il est étrange de constater que les « Instructions générales aux voyageurs de la société ethnologique » (fondée en France en 1839 « pour l'étude des races humaines ») correspondent essentiellement à un programme historique et semblent reporter hors des frontières de l'hexagone des questions qui hantaient probablement la société récemment créée. Il s'agissait de « rechercher quels sont chez un peuple les souvenirs qu'il a conservés de son origine, quelles sont les révolutions qu'il a éprouvées dans sa langue ou dans ses mœurs, dans les arts et dans les sciences, dans la richesse, la puissance ou son gouvernement, par des causes internes ou des invasions étrangères » (cité par E. Hobsbawm, *op. cit.*, p. 369).

45. Cf. par exemple, l'intervention de C. Buci-Glucksmann lors d'un débat entre intellectuels français et italiens, publié dans le quotidien italien *La Repubblica*, en août 1983.

46. Le Félibrige semble bien constituer une illustration exemplaire de cette rupture. E. Ripert, qui appréhende le mouvement littéraire provençal antérieur à 1848 non seulement comme une « revendication linguistique », mais comme « le désir du peuple d'arriver à la vie de l'intelligence et de réclamer ses droits intellectuels... symptôme le plus éclatant du mouvement populaire », appréhende le Félibrige non seulement comme « une association de défense linguistique mais encore (comme) un essai intéressant de syndicat intellectuel ». Le fait que les félibres se consacrent à « la propagande provençale » ne lui pose aucun problème puisque après 1850, « l'ère de l'acteur politique est close » (E. Ripert, *La renaissance provençale*, 1800-1860, Paris, Champion, Aix. Dragon, 1917, p. 161-162).

47. Bouvier J., « Le mouvement d'une civilisation nouvelle » in *Histoire de la France*, sous la direction de Duby G., Larousse, 1973, T. III, p. 9.

48. « Le concept de castration désigne d'abord cette coupure infranchissable qui fait qu'il n'y a pas de retour possible sur la voie à sens unique du rapport entre la représentation inconsciente et ses « rejets » que sont les représentations conscientes », Leclaire S., *On tue un enfant*, Seuil, coll. Points, 1975, p. 34.

ABSTRACTS - RESUMES

The peripheral state and its heritage

Paul VIEILLE

States on the periphery are subject to cross-currents. On one hand, there are the movements of the people who aspire to development (which is often incompatible with dependency) but are unable to define and impose necessary policies. On the other hand is the imperialism that both attracts the people because of its success and its possession of the means of development but also is hated by them because it is sustained by domination and, therefore, by the lack of development on the periphery. States on the periphery have been produced by these unstable, contradictory relations. They correspond to a period of expectations. However reality can be reduced neither to such relations nor to this period. Determinants from above, from the outside, are combined with ideas, habits, practices, institutions and organizational forms that come from below, from history and from the people who rule and are ruled.

State and religion in the 17th century vis-à-vis slavery

Laënnec HURBON

At the time that modern States were formed, slavery prevailed in the Americas. Can the understanding of slavery help us grasp the nature of the State? Have theories about the latter taken into account slavery, this first step in colonization, means of world conquest and basis of modernity? Such questions seem unusual for the 17th century and futile

today. Slavery is normally dealt with as an economic problem in terms of "primitive accumulation" and without any relation to the making of the State. This common sense view cannot imagine that the modern State might have been constructed, in practice and in theory, essentially upon a relationship with the "Other". When Western Europe was conquering the world, the theory of the State declared that nothing could exist outside or alongside the State. It was a theory of unity, of oneness.

**The nation state in the thinking of contemporary Arab reformers
(19th and 20th centuries)**

Ali OUMLIL

In modern times, Arab-Islamic reformers from urban areas have given priority to the constitutional question. In reaction to foreign pressures and with an awareness of the lag not only with Europe but also with their own past, these reformers attempt both to renovate and defend their societies. Within contemporary Arab thought, a theory of the State, or rather of its legitimacy, is lacking.

Theories of the state and the analysis of the modern Turkish state

Ali KAZANCIGIL

To understand the factors that led the Turkish military elite to seize power in September 1980, we can refer to its system of values, its intentions as a group and its conception of the dangers that were threatening the state. However these factors have to do only with the short term, with what is subjective. The long-term explanation must come out of a structural analysis. In a society that is subject to the capitalist mode of production and the capitalist class but wherein some of the structural bases of the capitalist nation-state are missing, the political sphere directly intervenes in the production process. Violence is put into the relations between labor and capital; this is exceptional in capitalist States at the center of the world economy. The military elite in power has therefore continued proclaiming its attachment to Atatürk's nationalism while ratifying policies in conformity with a semi-peripheral State, policies that go against Atatürk's ideology.

The making of the modern state in Greece

Constantino TSOUKALAS

Distortions in the formation of the neo-Hellenic state during the 19th century raise problems about the relationship between state and society, between the private and public spheres. However the private/public distinction cannot be applied in the same way to Greece as to other European lands. The way in which these two spheres are linked must be interpreted in terms of the slower development of the capitalist mode of production and the concomitant weakness of a bourgeoisie that was conscious of its social role. At the time of independence, the ruling classes defined a historically unprecedented strategy for controlling the state. In large numbers, former notables became politicians or government employees.

Clientelism, the peasant and the state in Greece

Maria COUROUCLI

Client relations have their origins not only in the exchange of services but also in the unequal knowledge that citizens have of official culture. Sociolinguistic aspects often serve as the major basis of discrimination. The Greek State adopted, in 1830, an artificial language as a compromise between the spoken tongue and ancient Greek. The large majority of the population cannot use this language fluently. It is the means through which a tiny minority tend to monopolize political power.

"Lo stato d'emergenza" in Italy: temporary measures become law

Alisa del RE

The 1970s in Italy were marked by social disturbances, even the "terrorism" of armed groups, that were difficult to control; and the State reacted by changing the rules of the game, by adopting special laws. Does the tendency to no longer follow formal, institutional procedures in decision-making not lead to the development of an authoritarian State? The answer is a warning about the possible danger of the executive assuming powers that are normally those of other branches of the government. Hope lies in the awakening of the opposition's democratic consciousness.

The informal functions of budget deficits: the case of Italy

Guido BIANCHINI

The fiscal crisis is the major reason for the absurd budgetary deficit of the Italian State. The lack of revenue has caused a deep indebtedness that can be imputed not to a policy of deficit spending but to the more or less hidden transfer toward certain social strata of revenue that the State no longer seeks to redistribute. The income and value-added taxes do not work well, and some companies avoid paying what they owe for social charges. These phenomena are more important causes of indebtedness, and of the ensuing inflation, than the "welfare" attitude of the Italian State. Since a "relative balance" is achieved by cutting social service expenditures, injustice has worsened and a new "poverty" has been created.

Brief reflections upon the state and the mafia

Luca BERGO

The mafia has become a strategy of overvaluation of capital that replaces techniques for managing the labor force by ties of blood and freedom in the market place by the monopoly on illegal merchandise. Illegality is used as a phase in the process of overvaluation. This leads us to reflect upon the expansion of illegal activities in all fields and throughout all social strata, upon the transformation of social relations, hence also upon the role of the State and its policies, and also upon the function of the strategies of self-variation of the proletariat.

The Sardinian village community and the Piedmont state during the 18th and 19th centuries

Lucetta SCARAFFIA

The two centuries after 1720 when Sardinia became subject to the House of Savoy were marked by never-ending peasant disturbances, including banditry. On one side were the poor farmers who either tilled the soil or raised livestock within a community organization based upon collective management of the land. On the other side were a stratum of powerful families from these communities and the Piedmont State. By gradually instituting the individual ownership of the land, this State created conflict between the forementioned types of farmers, divided the population into classes, and changed the upper peasant families into a rural petty bourgeoisie that was, however, weak.

State and habitat: the example of medieval Sicily in the mirror of archeology

Henri BRESC

Medieval archeology, a new discipline, has drawn attention to little known, less obvious aspects of political and social history. Excavations in Sicily (Brucato, a perched 14th century site; Calathamet, a Moslem habitat and Norman castle) have brought to light the power, urban organization and remarkable defenses of several generations of Sicilian habitats. The Fatimids established, in the 10th century, a vast *incastellamento* that was reorganized by the Normans. Toward 1320, all inhabitants were moved behind the walls of a defensive, perched habitat. The model was Oriental, Byzantine and Fatimid. The effectiveness of this State, which shaped its own base, must not be underestimated.

Italy, land of immigration: lags between social relations and juridical forms

Ferruccio GAMBINO

Italian industrial and financial capital has never accepted the "serious wound" that the 1968-70 strikes made in the national economy. To perpetuate the conditions under which Italy furnished cheap labor to the Common Market, it has, among other things, tried to expand the labor market in order to correct "rigidities". This traditional land of emigration has become a land of immigration although no such policy has been explicitly adopted. Immigration implies that several institutional actors work together, and this is achieved through the ideology of the vitality of the underground economy where the Italian State is strongly implicated in spite of its weak appearance.

The state, the nation and immigration: the national order tested by immigration

Abdelmalek SAYAD

To be a "nonnational" in the nation where one has immigrated and to be absent from the nation where one is a « national » is to be excluded twice from politics. This double exclusion adds a new, modern servitude to all previous forms of bondage whether from Ancient Times and the Middle Ages or from modern times (deportation, banishment, segregation, etc.). To grant the immigrant the full rights of a person,

of an individual endowed with a collective identity, the order of the nation and of immigration must be conceived in a "heretical" way. A whole series of social and political changes, which not only throw light upon the order of immigration but also upon the order of the nation, could be interpreted as evidence of a new State of *heterodoxy*.

The state and social classes in Algeria during president Boumediene's term

Gauthier de VILLERS

Numerous writings devoted to the Algerian State and Society have very poor theoretical underpinnings. For instance, all those writers who have inquired into the class nature of this State agree that it is dominated by the petty bourgeoisie. To reach this conclusion however, concrete analysis has been replaced by classifications and *a priori* categories. Social classes are not understood in terms of actual conflicts, but the latter are postulated from the existence of social categories that are said to occupy typical class positions.

After this critical analysis, the political organization in Algeria is reconstructed in theoretical terms through a historical approach—through the observation of actual class struggles within (and not outside) the State system. Not only is the State taken over by social forces but it also actively intervenes in the relations between these forces.

Transformations de l'Etat et croissance de la population en Turquie et au Maghreb, 1800-1900

Peter von SIVERS

La théorie de la densité sociale qui établit un lien étroit entre population, production-échange et formes de gouvernement est appliquée avec succès au Maghreb et à la Turquie. Elle représente le moyen le plus neutre et le moins biaisé pour analyser le procès historique sur la longue durée. Ce qui apparaît comme progrès est, en réalité, l'adaptation des formes politiques au défi de la croissance de la densité démographique. La grande question irrésolue : « pourquoi la tradition demeure-t-elle si forte et la modernisation comparativement si lente depuis 1800 au Proche-Orient et en Afrique du Nord par rapport à l'Europe et à l'Extrême-Orient ? », trouve une réponse dans l'observation de la courbe des densités de population.

Calamities, security and power, the case of Morocco (16th to 18th centuries)

Bernard ROSENBERGER

Do successive calamities explain the Maghreb's relative stagnation? Practically unprotected against epidemics, this society organized itself to provide against dearth; families, villages and tribes stored up basic commodities. The State (Makhzan) filled its storehouses by levying taxes in kind that were destined for its military supporters. Locally, religious leaders shared out the more or less voluntary grants that they received. Neither the tax system, nor the low level of urban demand, nor sporadic exports strongly stimulated production for the market-place. Irrigation was not well enough developed and farming techniques were not effective enough to ensure regular harvests in this unpredictable climate. Land was not lacking, and extensive agriculture provided subsistence to groups that, in competition with their neighbors, resorted to force. The cohesion of the society was as weakened as the role of the State was reduced.

The installation of the modern state in Provence in the middle of the 19th century

Christiane VEAUUVY

Breaking with the ideology of progress, the anthropological approach leads to analyzing the way the modern State is "installed" as a process of strife. Taken to be a source without any relation to a centralizing vision of popular culture, *Le Marquis des Safras*, a historical novel by J. de La Madelène, seems to have been psychologically repressed and, because of this, raises an unavoidable problem. Situated in the context of literary production under the Second Empire and reexamined in the light of recent historical studies, this novel helps us better explain the rupture in culture during the 1850's in Provence.

Peuples Méditerranéens

MEDITERRANEAN PEOPLES

SOMMAIRES

des numéros 12 (juillet-septembre 1980)
à 26 (janvier-mars 1984)

N° 12 - Juillet-Septembre 1980

Mohammed Dernouny et Boujemâa Zoulef : *Naissance d'un chant protestataire : le groupe marocain Nass El Ghiwané*. Maxine D. Molyneux : *State policy and the position of women in South Yemen*. Miriam Halpern Pereira : *Fondements de la politique d'émigration portugaise (1850-1930)*. Percy Allum : *Some reflexions on the "historic compromise"*. Ibrahim Hassan : *La Syrie de la guerre civile*. Paul Vieille : *Notes sur la révolution iranienne, avec une interview du président de la République*.

N° 13 - Octobre-Décembre 1980

Ines Loi Corvetto : *Variétés et minorités linguistiques en Sardaigne*. Paul Vieille : *Occitanie : Lieu, désir de lieu et stratégies hégémoniques*. Ali Shariati, traduit et présenté par M. Cuipers : *Oui, il en était ainsi. O Frère !* Farhad Khosrokhavar : *La crise de l'Université dans la révolution iranienne*. René Galissot : *Comparatisme historique et modes de production précapitalistes*. Daniel Kamelgarn : *L'expérience tunisienne des années 1960*. Alain Lefèbvre et Agnès Zragevsky : *Les luttes de la communauté pakistanaise de Paris (1972-1977)*.

N° 14 - Janvier-Mars 1981

Pierre Lévêque : *Les communautés dans la Grèce ancienne*. Jacky Ducatez : *Archéologie de la notion de communauté : la Grèce ancienne*. Jean-Marc Largeaud : *Regards français sur la Corse au XIX^e siècle*. Elis Goldberg : *Bases of traditional reaction : a look at the Muslim brothers*. Homayoun Katouzian : *Riba and interest in an islamic political economy*. Farhad Khosrokhavar : *Iran : rupture d'une alliance*.

N° 15 - Avril-Juillet 1981

Amr I. Hibrahim : *La 'Oumma ou la « Communauté » d'une langue à l'autre*. Monique Gadant : *Les femmes, la famille et la nationalité algérienne*. Guy Léonard : *Réponses au dérèglement urbain : trois douars urbains de Casablanca*. Hivzi Islami : *La diaspora d'un peuple méditerranéen : le cas des Albanais*. Stéphane Yerasimos : *Les relations gréco-turques, mythes et réalités*. N. Perdakis : *Greece and the EEC*. Gamal Al Ghitani : *Chronicles of what is happened in the Valley*.

N° 16 - Juillet-Septembre 1981

Monique Gadant, Burhan Ghalioun, Gilbert Grandguillaume, Wanda Holohan, Amr H. Ibrahim, Habib Tengour, Paul Vieille : *Débat : L'identité, alibi ?* Burhan Ghalioun : *Identité, cultures et politiques culturelles dans les pays dépendants*. 'Ali Shari'ati, texte traduit et présenté par Jean Manuel : *Civilisation et modernisation*. Abol-Hassan Banisadr : *La révolution iranienne, l'identité et le développement*. Paul Vieille : *L'institution shi'ite, la religiosité populaire, le martyre et la révolution*. Marlène Shamay : *La communauté juive en Egypte*. Gianna Carla Marras : *De « Senas de identidad » à « Makbara », la littérature*

« mineure » de Juan Goytisolo. Gérard Michaud : *Caste, confession et société en Syrie : Ibn Khaldoun au chevet du « progressisme arabe »*. Patrick Labaune : *Administration et société en république arabe du Yémen : tentatives d'analyse centre/périphérie*.

N° 17 - Octobre-Décembre 1981

Pierre-Robert Baduel : *Emigration et transformation des rapports sociaux dans le Sud tunisien*. Rachid Benattig : *Facteurs de transformation et de stagnation de l'Algérie rurale*. Jean-Marie Durand : *La destruction symbolique du pouvoir*. Andréas Roditis : *Apostasie*. Habib Tengour : *Le surréalisme maghrébin*. Christian de Leusse : *Les nationalisations et l'immobilier en Provence - Alpes - Côte d'Azur*. Sami Mustapha : *L'identité nationale, étude critique d'une série d'ouvrages*. Amr Ibrahim : *Pharaon est mort... Vive la Nomenklatura*.

N° 18 - Janvier-Mars 1982. LA COMMUNAUTE EN MEDITERRANEE

Actes de la Table ronde de Marseille, 28-30 mai 1980. Laënnec Hurbon : *La notion de communauté et le concept de Heimatsidentität dans l'œuvre de Bloch*. Gilbert Grandguillaume : *Langue et communauté au Maghreb*. Fanny Colona : *Discours sur le nom : identité, altérité*. Habib Tengour : *L'ancêtre fondateur dans la tradition orale maghrébine*. Amr Ibrahim : *Egypte : luttes pour l'appropriation de certaines représentations communautaires*. Michel Vovelle : *Unanimisme et tensions dans la fête provençale XVII^e-XIX^e siècles*. Hélène Balfet : *Travail féminin et communauté villageoise au Maghreb*. Michel Oriol : *Sur la dynamique des relations communautaires chez les immigrés d'origine nord-africaine*. Elias Sanbar : *Territorialités palestiniennes - La communauté nationale palestinienne et l'idée de retour*. Peter von Sivers : *Secular anxieties and religious righteousness: the origins of the insurrection of 1881 in the nomadic and sedentary communities of the algerian southwest*. Wanda Dressler-Holohan : *Commune, communauté et nationalisme en Corse*. Christiane Veauvy : *Marchés de production et pouvoir étatique en Provence : l'exemple du pays d'Apt*. Khalil Zamiti : *Dialectique de la dissolution et du maintien des formes communautaires en Tunisie*. Compte rendu des débats.

N° 19 - Avril-Juin 1982. LA MEDITERRANEE ENTRE LES SURPERPUISSANCES

Burhan Ghalion : *Dialectique de l'un et du multiple*. Paul Vieille : *L'unité de la Méditerranée et son développement*. Bernard Ravenel : *Une guerre nucléaire « limitée » en Méditerranée ?* Antoine Sanguinetti : *L'intérêt stratégique de la Méditerranée*. Georges F. Cooper : *Pescadou del Prouvenço : un témoignage*. Alain Berger : *Les problèmes de l'agriculture méditerranéenne*. Philippe Langevin : *Pour une stratégie régionale de coopération méditerranéenne. Exemples dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Nirou Eftekhari : *Crise pétrolière et guerre économique*. Marie-Christine Aulas : *Anatomie d'une dépendance : l'Egypte*. Jacqueline Arnaud : *Kateb Yacine et le théâtre politique sur le sol algérien*.

N° 20 - Juillet-Septembre 1982. LIBAN, REMISES EN CAUSE

Burhan Ghalion, Ilan Halevi, Souheil Al Kache, Elias Sanbar : *Stratégies*. Jean-Pierre Filiu : *Un moment de l'errance*. Marion Farouk-Sluglett, Peter Sluglett : *Al-Murabitun*. Talal Jaber : *Le discours shi'ite sur le pouvoir*. Albert Bourgi, Pierre Weiss : *Israël et le Sud-Liban*. Rashid Khalidi : *The press in the early arab reaction to zionism*. Burhan Ghalion : *Israël dans les jeux arabes*. Souheil Al Kache, Roger Naba'a : *Récits éclatés d'une révolution manquée*. Elisabeth Longuenesse : *Structures de classe au Proche-Orient*.

N° 21 Octobre-Décembre 1982. L'ISLAMISME EN EFFERVESCENCE

Hassan Hanafi : *Des idéologies modernistes à l'islam révolutionnaire*. Krichen Zayed : *Pour une nouvelle exégèse de l'islam*. Tarek El Becheri : *Mouvement national et mouvement islamiste*. Abdol-Hassan Bani-Sadr : *Imamat*. Ahmed Ben Bella : *L'islam au présent*. Documents : *Maroc, Arabie Séoudite, Syrie, Tunisie*. Amr H. Ibrahim : *Légitimité et révolution en Islam : le débat ouvert par « L'Obligation absente »*. Alain Roussillon : *Science*

moderne, islam et stratégies de légitimation. Olivier Roy : *Intellectuels et ulema dans la résistance afghane*. Zouhaïer Dhaouadi : *Islamismes et politique en Tunisie*. Al Moqatta : *La gauche, Dieu et le mode de production capitaliste*. Samir Amin : *Y a-t-il une économie politique du fondamentalisme islamique ?* Paul Vieille et Zouhaïer Dhaouadi : *Pour une approche anthropologique de l'islamisme*.

N° 22-23 - Janvier-Juin 1983. FEMMES DE LA MEDITERRANEE

Khaoula Mokhtar : *Se libérer à Beyrouth*. Monique Gadant : *Fatima, Ouardia, Malika, interrogations algériennes*. Pepita Carpena et Nicole Beaurain : *Espagne 1936 : Femmes libres*. Fadwa El Guindi : *Veiled activism*. Abdolrahmane Mahdjoubé : *La révolution intérieure d'une militante khomeyniste*. Christiane Veauvy : *Le mouvement féministe en Italie*. Didar Fawzy : *Palestiniennes de l'intérieur*. Mai Sayeh : *Choisir la révolution*. Amina Saïd : *Poèmes*. Gaye Petek-Salom et Pinar Hüküm : *L'émancipation des femmes après Kemal Atatürk*. Malika Zamiti-Horchani : *Les Tunisiennes, leurs droits et l'idée qu'on s'en fait*. Mirjana Morokvasic : *Etre femme en Yougoslavie*. Evlyne Porret : *Fatna et son village au Fayoum*. Thassaadit : *L'épouse du cadî*. Anne-Marie Quastana et Sylvia Casanova : *Femmes et identité corse*. Sossie Andezian et Jocelyne Streiff-Fenart : *Relations de voisinage et contrôle social*. Maria Minicuci : *La condition féminine dans un village du Sud de l'Italie*. Naziha Hamouda : *Les femmes rurales de l'Aurès et la production poétique*. Yamina Fekkar : *Mettre au monde ou le jihad des femmes*. Rossana Rossanda : *Sur la question de la culture féminine*.

N° 24 - Juillet-Septembre 1983. L'IDENTITE DECHIREE

Michel Oriol : *Présentation : la crise de l'Etat comme forme culturelle*. Giovanna Campani : *Les réseaux italiens en France et la famille*. Serena Di Carlo : *Emigration et culture : une hypothèse d'analyse méthodologique à travers la pensée de Gramsci et De Martino*. Albano Cordeiro : *Reproduction de la force de travail et modèles de rotation*. Citoyens et résidents. Michel Oriol : *L'effet Antée ou les paradoxes de l'identité symbolique*. Jean-Pierre Zirotti : *Les Tsiganes ou l'identité sans frontières*. Marie-Antoinette Hily : *A l'écoute des expressions de l'identité*. Protocole d'interview de jeunes Portugais en France. Erika Apfelbaum et Ana Vasquez : *Les réalités changeantes de l'identité*. Jocelyne Streiff-Fenart : *Choix du conjoint et identité sociale*. Les mariages des immigrés maghrébins de la deuxième génération. Maurizio Catani : *L'identité et les choix relatifs aux systèmes de valeurs*. Carmel Camilleri : *Images de l'identité et ajustements culturels au Maghreb*. Abstracts - Résumés.

N° 25 - Octobre-Décembre 1983. DOMINATION ET DEPENDANCE.

Charles Bonn : *La lecture de la littérature algérienne par la gauche française : le cas Boudjedra*. Alessio Colombis : *Amoral familism and social organisation in Montegrano : a critique of Banfield's thesis*. Mohammed Hocine Benkheira : *Allah, ses hommes et leurs femmes : notes sur le dispositif de sexualité en Islam*. Antoine Mansour : *L'économie israélienne : le militarisme et l'expansionnisme comme solution à la crise*. Ilan Halevi : *Juifs et Arabes au quotidien*. Michel Peraldi, Robert Weisz : *Protection et dépendance en Corse*. Giovanni Arrighi, Immanuel Wallerstein : *What difference do socialist governments in Southern Europe make ?* Leopold Eiffi : *Femmes et hommes*. Guy Léonard : *Détruire et écrire*. De Casablanca à Angers. Zouhaïer Dhaouadi : *La da'wa : les mots du ciel pour les années de braise*.

N° 26 - Janvier-Mars 1984. PETROLE ET SOCIETE.

Paul Vieille : *Le pétrole comme rapport social*. Nirou Eftekhari : *La rente et la dépendance en Algérie*. Fatima Bentaleb : *La rente dans la société et la culture en Algérie*. Monique Gadant : *Boumediène, le discours de l'Etat*. Djamel Kaci, Leïla Kendillen : *L'Algérie, proie de son quotidien*. Elisabeth Longuenesse : *Rente pétrolière et structure de classe dans les pays du Golfe*. Burhan Ghalioun : *Rente pétrolière et transformations sociales en Norvège*. Nirou Eftekhari : *La Norvège et le « mal hollandais »*. Ole Berrefjord, Per Heum : *Offshore petroleum activities and the development of the political economy in Norway*.

BULLETIN D'ABONNEMENT/SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville, pays/city, postal code, country :

Souscription d'un abonnement de un an à : **Peuples Méditerranéens**

Subscription for one year to :

Mediterranean Peoples

☐ de soutien/supporter rate

☐ ordinaire/normal rate

à partir du numéro/beginning with number

Mode de règlement/Payment :

- ☐ • Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**, adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07 — 75327 PARIS Cedex 07.
- Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**, addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07 — 75327 PARIS Cedex 07.
- ☐ • Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris, 30004/01924/00254660/92.
- Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- ☐ • Facture/Invoice. Avenue de Breteuil, 75015 PARIS

Conditions d'abonnement/Subscription rate : (Francs Français/French Francs)

France et étranger/France and other countries : Individus/Individuals : 175 FF.

Institutions/Institutions : 220 FF.

Abonnement de soutien/Supporter rate : 300 FF.

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les « abonnements permanents » à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de 12 mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of nonexpired subscriptions. If in stock, back issues are available at current prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

Les articles paraissant dans
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
sont analysés et indexés dans :

Articles appearing in
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
are annotated and indexed in :

- *Bulletin Signalétique du C.N.R.S.*, 521 (Sociologie-Ethnologie), Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.
- *Sociological Abstracts*, San Diego, International Sociological Association.
- *Renseignements bibliographiques d'actualité / Current bibliographical Information*, Bibliothèque Dag Hammarskjöld / Dag Hammarskjöld Library, Nations Unies /United Nations.
- *Resúmenes de Artículos Científicos y Técnicos*, Madrid, Instituto de Información y Documentación en Ciencia y Tecnología.
- *Documentation politique internationale. International Political science abstracts*, Association internationale de science politique. International political science association, Paris.
- *Geo Abstracts and Ecological Abstracts*, Norwich, University of East Anglia.
- *Historical Abstracts and America: History and Life*, Santa Barbara, American Bibliographical Center, Clio Press.

Directeur de publication : Paul Vieille
Numéro d'inscription à la commission paritaire : 60085
Dépôt légal : novembre 1984

Achévé d'imprimer en octobre 1984 dans les ateliers de
l'Imprimerie Quotidienne à Fontenay-sous-Bois.



REVUE TRIMESTRIELLE

L'interrogation sur l'Etat en Méditerranée est d'abord une interrogation sur l'Etat de la périphérie. Les paradigmes élaborés pour la compréhension de l'Etat moderne du centre peuvent-ils être utilisés pour l'Etat moderne de la périphérie, alors qu'il est apparu à une autre époque, qu'il s'est d'abord posé contre les Etats du centre, que manquait à son origine et manque toujours la structure de classes spécifique qui paraît expliquer sa formation et son développement au centre ?

Définir le paradigme de l'Etat de la périphérie n'épuise pas sa réalité. Chaque Etat est spécifique, s'inscrit dans une histoire singulière. Comprendre l'Etat moderne c'est encore articuler le paradigme dans le mouvement de continuité/discontinuité qui le porte de façon chaque fois originale. Un paradoxe remarquable signale d'emblée les rapports de l'Etat et de la Méditerranée. Les rives de la mer intérieure sont un espace où il s'est très anciennement et très généralement affirmé, où il a revêtu des formes multiples. Pourtant, une certaine unité marque à la fois le discours et la pratique populaires à l'égard de l'Etat. Le discours ne lui prête pas d'existence en tant qu'opérateur de l'intérêt public, la pratique tend à le dissoudre.

PEUPLES MEDITERRANEENS - 27-28

39.09822

462

IRAN 1984



Peuples Méditerranéens — 29

■ MEDITERRANEAN PEOPLES

COMITÉ DE PATRONAGE - COMMITTEE OF PATRONAGE

Adonis, Sadeq Jalal Al'Azem, Samir Amin, Jacques Berque, Carmel Camilleri, Alberto Caracciolo, René Dumont, Fernand Etti, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Abdelkebir Khatibi, Raymond Ledrut, Mouloud Mammeri, Pierre Marthelot, Maurice Parodi, Maxime Rodinson, Paolo Spriano, Rudi Supek, Pierre Vilar, Saadallah Wannous.

COLLECTIF DE RÉDACTION - EDITORIAL COLLECTIVE

Souheil Al Kache, Percy Allum, Jacqueline Arnaud, Edmund Burke III, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, S. El Alami, Didar Fawzy, Jean-Paul Gachet, T. Gallali, Nicole Grandin, Ilan Halevi, Jean Hannyer, Rashid Khalidi, Boutros Labaki, Roger Nabaa, Michel Oriol, Paul Pascon, Jim Paul, Laura Pisano, Jean-Pierre Poly, Elias Sanbar, Abdelmalek Sayad, Marlène Shamay, Frej Stambouli, Michel Seurat, Joe Stork, Habib Tengour, Khalil Zamiti.

COMITÉ DE DIRECTION - MANAGING COMMITTEE

Marie-Christine Aulas, Nicole Beaurain, Zouhaïr Dhaouadi, Nirou Eftékhari, Monique Gadant, Burhan Ghalioun, Gilbert Grandguillaume, Christiane Veauvy, Paul Vieille.

Secrétariat de rédaction - Editorial secretariat : Eliane Dupuy

Revue trimestrielle, *Peuples Méditerranéens* - *Mediterranean Peoples* est bilingue (français-anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Ecrits en français ou en anglais, ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la revue.

The quarterly Journal *Peuples Méditerranéens* - *Mediterranean Peoples* is bi-lingual (French-English), each article summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 typed pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

Abonnement d'un an, France et étranger /

Subscription for one year, France and other countries

Individus/Individuals : 190 FF ; Institutions/Institutions : 240 FF

Abonnement de soutien/Supporter rate : 350 FF

Le numéro/One copy : 60 FF

Les livraisons précédentes sont toujours disponibles /

Back issues are still available.

Diffusion en librairies/Distribution in bookstores :

Chiron S.A., 40, rue de Seine, 75006 Paris - Tél. 326-47-56

Rédaction, administration, abonnements

Editor, Management, Subscriptions :

B.P. 1907/75 327 Paris Cedex 07 - Tél. 567-01-41

Directeur de publication - Director of the publication : Paul Vieille

IRAN 1984

PEUPLES MEDITERRANEENS/MEDITERRANEAN PEOPLES N° 29

Revue trimestrielle - oct.-déc. 1984

Zahrâ Salmân, Paul Vieille : Le retournement	3
Abdolrâhman Mâhdjoub : La manifestation, le martyr. Du révolutionnaire à l'étatique	17
Hassan Bassri, Bernard Hourcade : L'expérience conseilleriste	41
Nirou Eftékharî : L'économie : continuité d'une crise	53
Zein al Mawassîf : Spéculation et marché noir. L'Etat au quotidien ..	85
Abol Hassan Banisadr : L'ambassade impériale et la révolution	91
Hassan Bassri : Ci-devant technocrates	105
Pirouz Eftékharî : Le testament de Hossèyne Simyâri	117
Zahrâ Salmân : Le Golfe, lieu d'épreuves	131
Yahia Khaled, Reza X : Une expérience de lutte clandestine	145
Résumés/Abstracts	165

Publié avec le concours du Centre national des lettres.

LE RETOURNEMENT

Zahrâ SALMAN, Paul VIEILLE

Paul Vieille : L'objet de ce volume est de comprendre l'Iran d'aujourd'hui, celui de l'an VI de la révolution, le fonctionnement de la société actuelle, l'articulation de l'état clérical sur la société, et, d'abord, le retournement de la révolution en contre-révolution. C'est plus précisément cette question que je voudrais aborder avec vous Zahrâ Salmân qui avez publié un petit ouvrage, *Critique et passion de la révolution iranienne* qui m'a beaucoup frappé parce qu'il procède d'une position que *Peuples Méditerranéens* a cherché à tenir chaque fois qu'il s'est agi de l'Iran, que l'on peut définir par deux propositions contradictoires dont il faut trouver la relation : la révolution iranienne ne s'identifie pas à ce qui l'a suivie, elle en est différente, elle est l'opposé même de ce qu'il faut bien appeler une contre-révolution ; en même temps, la contre-révolution est la suite de la révolution. De l'une à l'autre il y a continuité-discontinuité.

Identifier la révolution à ce qui a suivi, c'est la nier, c'est nier l'espérance et l'utopie qu'elle charriait, qui la charriait, occulter une nouveauté et un espoir qu'elle avait fait naître dans le monde, dans cette partie du monde qui n'est ni le tiers, ni le quart-monde, qu'il faut bien appeler le sous-monde, celui des exclus, c'est accepter le monde actuel tel qu'il est, nier la possibilité d'un autre monde. Mais, par ailleurs, on ne peut dissocier révolution et contre-révolution, comme si la seconde, totalement étrangère à la première, l'avait brusquement interrompue et ramenée au point d'où elle était partie.

Certes il y a eu coup d'Etat, coup d'Etat rampant fomenté par les comploteurs du Parti de la République islamique et ses alliés, qui s'est conclu en juin 1981 par l'éviction du président de la République. Mais ce coup d'Etat n'a été possible que par un processus qui s'est amorcé très tôt, de perversion du sens des symboles de la révolution, qui a inscrit

la discontinuité du sens dans la continuité des symboles. La contre-révolution s'est ainsi glissée dans la révolution et la révolution s'est retournée en contre-révolution. Ce retournement, dont vous parlez dans votre petit livre, a atteint tout ce par quoi la révolution se manifestait en tant que révolution.

Dans cette livraison de *Peuples Méditerranéens* même, Abdolrâhman Mâhdjoub montre le retournement de la manifestation en défilé, du martyre-témoignage de la justice et de la vérité en martyre-symptôme de la perte de sens et de l'asservissement à l'Etat, et Hassan Bassri et Bernard Hourcade du retournement des *komité*-s et conseils de la période révolutionnaire, institutions révolutionnaires, en institutions qui portent le même nom mais sont devenues des instruments de pouvoir, d'oppression. On pourrait aussi parler du retournement de l'unité, grâce à laquelle le peuple impose de façon révolutionnaire sa présence politique à un pouvoir qui le niait, l'ignorait en tant que tel, le fragmentait, jouait de ses conflits et une unité imposée par le pouvoir dans le cadre d'une stratégie de la tension ayant précisément pour objet d'affirmer le pouvoir des clercs; mais aussi, du retournement de l'islam, symbole de l'unité reconstituée et prophétie d'un monde autre, en islam symbole du nouveau despotisme et instrument de l'ordre moral d'un Etat immoral, ou du retournement de l'indépendance qui se voulait reconquête de la matérialité et du sens de l'existence, en indépendance pur discours recouvrant la dépendance réelle. Du retournement encore de la relation du dirigeant (Rhomeyni) aux masses; elle s'étaient donné un dirigeant pour s'exprimer, il les avait exprimées; il devient le guide qui prétend imposer son propre discours, le discours despotique du docte. Bien d'autres retournements pourraient être évoqués comme celui qui a trait au voile de la femme. Et la question que nous nous posons est donc de comprendre comment et pourquoi ce retournement a pu s'opérer et s'est opéré.

Zahrâ Salmân : Une chose est certaine, ce n'est pas pour vivre comme il vit aujourd'hui que le peuple iranien s'est soulevé. Quelque chose de l'ordre du retournement est effectivement ressenti. Le contraste entre la beauté du mouvement et la férocité du régime actuel fait de ce retournement quelque chose de plus énigmatique encore, de plus spectaculaire qu'en d'autres révolutions. Parce que le retournement des choses en leur envers, comme on dit, n'est pas une invention iranienne. Pourquoi les révolutions, dès lors qu'elles sont victorieuses, se retournent-elles ? Pour saisir le mécanisme de ce retournement, il faut, à mon sens, tenter de comprendre le mouvement iranien lui-même. Le retournement des choses en leur envers ne peut être étranger au processus lui-même, ni être déterminé par des facteurs qui lui sont extérieurs. C'est pourquoi il faut, je pense, revenir à l'interrogation sur les commencements; la révolution iranienne, qu'est-ce que c'était, que voulait-elle signifier ? La méthode que je propose est de la laisser parler elle-même : comment elle s'est formulée, dans quelles formes, dans quel langage, comment elle se situe dans le contexte mondial et aussi dans l'histoire iranienne ? A mon sens, on est en présence d'un mouvement dont les spécificités sont sans pré-

Le retournement

cédent historique. La révolution n'avait pas de programme, elle n'était pas dirigée par un parti d'avant-garde comme la révolution d'octobre ou la révolution chinoise. Elle n'était pas non plus une lutte de libération nationale au sens classique, où une armée libère le peuple du colonialisme, de l'impérialisme ou d'un Etat fantoche. Ce qui s'est produit, c'est l'auto-constitution d'un peuple, son émergence en sujet, au travers de formes nouvelles que le mouvement se donnait et de tactiques qu'il inventait et utilisait pour renverser le régime du shah. La révolution iranienne est un acte d'existence.

P.V. : Je me demande si cette émergence du peuple en sujet est un fait nouveau. La conjoncture, certes, est nouvelle ; jamais, bien entendu, les conditions objectives n'ont été celles que le monde traverse actuellement. Mais les tentatives pour un peuple de s'ériger en sujet n'ont-elles pas été nombreuses dans l'histoire et notamment au cours des grandes révolutions ? Toute révolution, du fait même qu'elle brise un ordre ancien, quelles que soient ses conditions « objectives », les forces qui la dirigent, tend à ouvrir la voie au mouvement populaire, celui des classes les plus pauvres, les plus déshéritées, qui cherche à s'exprimer sur la scène politique. Ce serait le cas dans la révolution française, révolution du tiers-état, de la bourgeoisie, qui se voit dépassée en 1799 par un mouvement populaire d'ampleur nationale, urbain et rural, autonome, incontrôlé, la « révolution du 10 août 1792 » qui pendant un an rejette la domination et l'hégémonie de la bourgeoisie et impose à la révolution une orientation qui n'a rien à voir avec la révolution bourgeoise.

Z.S. : J'essaye de préciser en quoi le mouvement iranien me paraît nouveau : par acte d'existence, j'entends la subjectivation au travers de laquelle un saut dans l'existence se produit. Un saut dans l'existence suppose une inexistence antérieure. En quoi donc inexistions-nous à l'époque du shah ? Et sur quoi portait concrètement ce désir d'existence ? Mon sentiment profond est que c'est en politique que nous inexistions. Nous étions un peuple qui avait apparemment oublié de penser, de se penser. Il lui était interdit d'avoir un avis. Tout se déroulait sans nous, même si ce n'était pas forcément contre nous ; en tout cas c'était malgré nous, au sens où on ne nous demandait pas notre avis. La société engendrée par la révolution blanche, par des années de destructuration de la société « traditionnelle », avait cela comme condition subjective, le retrait du peuple de la vie politique. L'Iran moderne devait devenir le Japon du Moyen-Orient, sans son peuple. L'existence désirée était avant tout l'existence politique. Non que les paysans venus s'entasser dans les bidonvilles de Téhéran n'aient pas voulu des logements, que les déshérités n'aient pas aspiré à une vie matérielle meilleure, que la misère économique n'ait pas joué un rôle important dans le soulèvement populaire. Mais on peut dire que tout cela était suspendu au préalable de l'existence, du droit à la parole, à l'auto-affirmation. Il nous fallait rappeler que nous n'étions pas des objets, que nous n'étions pas morts, sortir de l'oubli dont

la forme extrême est l'oubli de soi. Il s'agissait d'abord de s'affirmer pour soi et, ce faisant, de se faire reconnaître.

C'est une chose importante dans ce que je ressens comme nouveauté du mouvement iranien. Exister se traduisait dans : « faire de la politique », se faire une opinion sur ce qui se passe, et surtout dire son opinion. Exister c'était parler. Je pense que cela va de pair avec le fait que le mouvement ne se formulait pas directement en revendications économiques. L'aspiration à la justice, à l'indépendance se posait d'une façon différente que dans les luttes de libération nationale ; elle n'était pas représentable dans un modèle économique, dans un groupe « d'officiers libres », ou même dans une armée populaire. L'idée de l'indépendance impliquait tout de suite un remuement interne de la société, un bouleversement dans les profondeurs, jusque dans la pensée et dans les comportements quotidiens. L'idée de l'indépendance impliquait une transformation existentielle. L'Iran de la révolution nous dit que l'indépendance est une affaire à soi, c'est une nouveauté. L'islam, le shi'isme, l'iranité deviennent les médiations par lesquelles un peuple oublié s'affirme et vient à l'existence. J'ajoute que je suis intimement persuadée qu'un mouvement dit plus qu'il ne sait.

En quoi concrètement consistait cet acte d'existence ? Il consistait à dire : « non ». Personne ne s'y attendait ; qu'un jour ce peuple oublié qui paraissait persuadé de son infériorité face à une classe dirigeante, impudente, méprisante, se lève et dise : « non, il est faux que je n'existe pas, il est faux que l'on puisse tout faire de moi ». Surprise ! Personne ne voulait y croire. Et le shah, vaincu et impuissant qui vient dire : « j'ai entendu votre message révolutionnaire » ! Ce n'était pas à lui que le message s'adressait. Mais d'abord à nous-mêmes. Point n'était besoin d'autorisation pour commencer à agir. Ainsi s'est mise à exister une autre société dans la société officielle. Celle-ci n'a pas été abattue. Elle a perdu sa consistance, son apparente consistance, face à une autre existence forte, émergente.

Il faut se rappeler les formes et le déroulement de la résistance durant les cinq-six mois précédant l'insurrection de février 1979, comment le régime du shah s'effondre, comment « la cinquième armée du monde » se rend, non à l'issue d'une bataille mais comme par enchantement. Les trois journées de l'insurrection ne sont qu'un coup de grâce. La rupture subjective s'est faite bien avant.

Les formes de lutte, toutes nouvelles, dans le soulèvement iranien nous signifient ce qu'étaient ce processus et sa nouveauté. Acte d'existence, le mouvement ne pouvait procéder que d'une auto-constitution, d'un déploiement interne, non adressé immédiatement à l'adversaire, non déterminé directement par lui. C'est cette subjectivation par définition non calculée et non programmatique, parce que pur désir d'existence, qui fait que le mouvement apparaît sans contenu. Sans contenu ne veut évidemment pas dire sans signification.

Si la révolution iranienne se distingue des révolutions programmatiques ou des luttes de libération classiques, elle en est une critique. Ses nouveautés, ses significations universelles sont aussi à chercher là. Par son

Le retournement

émergence, elle interpelle les révolutions antérieures, en même temps qu'elle ne peut, du fait de son développement ultérieur, prétendre à fournir un quelconque modèle. L'Iran nous parle de la fin d'une époque.

P.V. : Je suis en large mesure d'accord avec votre analyse, et, en même temps, je partirai pour comprendre la révolution de ce remue-ménage extraordinaire dont la société iranienne a été la proie au cours des vingt années qui ont précédé le mouvement de 1978 ; bouleversement de son organisation, de ses « communautés », de son mode de produire, de ses représentations, de sa culture, sans que soit proposé autre chose d'articulé, qui porte sens. Cette situation « objective » a engendré la dérégulation, le sentiment de perte de soi. Surtout lorsque la période de remue-ménage a atteint le point de sa vérité, où tout est entré en crise. C'est à ce moment que les classes populaires, les exclus, les déshérités, l'exclu, le déshérité collectif, soit l'immense majorité de la population, sont entrés en transe. Transe de la subjectivité, détachée des conditions concrètes qui l'ont provoquée ; moment de résurgence de l'utopie millénaire, de l'utopie de la justice, du rêve de justice qui n'envisage pas les conditions de son actualisation mais prétend témoigner, ici et maintenant, malgré tout, d'un possible à venir. Dans cette perspective, la révolution iranienne ne me paraît pas un fait isolé. De façon assez proche, je pense, d'Ernst Bloch, je dirai que la crise générale des rapports sociaux provoque, comme dans le cas iranien, l'imaginaire collectif. Sont alors exacerbés et libérés les rêves utopiques de société fraternelle. Une telle société a peu de chances, sinon aucune, de se réaliser, en tant que telle, mais la révolution est, c'est peut-être l'un de ses objets, un jalon dans l'histoire, de l'histoire. Comme la guerre des paysans de 1525, que Bloch a étudiée, justement, parce qu'il s'interrogeait sur le sens des révolutions et sur l'échec de la révolution allemande ; cette guerre des paysans se rapproche beaucoup de la révolution iranienne par son étrangeté, son indétermination, par l'état des forces productives, sa dimension religieuse, etc., elle a été un jalon de l'histoire, de la mémoire de l'Allemagne et de l'Europe. Ce qu'il y a d'extraordinaire dans la révolution iranienne, ce par quoi elle se rapproche de la guerre des paysans, c'est qu'elle est effectivement entièrement rebelle à nos classifications des révolutions. La transe de justice est ici à nu, elle occupe toute la scène, aucune organisation idéologique, politique ne la contrôle, ne la cache ; mais, encore une fois, cette transe est une dimension, probablement le ressort fondamental des mouvements révolutionnaires. Sur elle s'articulent habituellement des appareils, des avant-gardes qui l'orientent, la canalisent et, en même temps l'occultent, la nient, la domestiquent et la détournent ; de longues guerres de libération comme celle du Viet-Nam ou de l'Algérie n'auraient jamais pu être soutenues sans ce ressort populaire. La nouveauté, je la vois d'abord dans le fait que la révolution iranienne nous force à abandonner le regard positiviste que nous avons l'habitude de porter sur les mouvements révolutionnaires. Je la vois aussi, et ceci explique cela, dans le fait qu'elle est la première grande révolution de la période de l'impérialisme dans ses formes les plus modernes, c'est-à-dire transnationales. C'est

sans doute la raison essentielle pour laquelle elle n'est pas encadrée, n'a pas trouvé ses intellectuels, est allée de l'avant de son propre mouvement, c'est pourquoi aussi elle ne se réfère à aucune idéologie et pas à l'idéologie nationale même si l'iranité se lit, il ne peut en être autrement, dans la forme même de la révolution, dans les modalités de son expression. Pour me résumer, je serais tenté de dire que ce qui anime la révolution iranienne, c'est la folie du *harhe*, notion centrale qui condense celles de justice et de vérité, qui se réfère au prophétique de l'islam, qui se rapporte à une aspiration universelle des pauvres, des déshérités, et, aujourd'hui, des exclus qui se multiplient à la périphérie mondiale.

Z.S. : Cette notion est en effet d'une importance cruciale dans la subjectivité populaire. Le mot prend son ampleur dans ses différentes significations. Il peut vouloir dire « droit » au sens où on a le droit de faire quelque chose, où l'on a le droit à quelque chose. D'où le rapprochement avec la notion d'équité. Mais, plus généralement, il évoque la justice. Par ailleurs quand quelqu'un « a raison » par rapport à un autre qui « aurait tort », on dit : « il a le *harhe* », « le *harhe* est avec lui ». Je pense que la notion de *harhe* a fonctionné dans tous ces sens : nous « avons raison » d'exiger notre « droit », nous « avons le droit » de vouloir que l'on nous reconnaisse notre « vérité », notre « Dieu ». Et dans cette affaire avec le shah, le *harhe* était de notre côté : c'est nous qui « avons raison ». A l'horizon de tout cela, il y a, bien sûr, la notion de justice dans son articulation avec la vérité.

Le *harhe*, me semble-t-il, à travers toutes ses significations, a fonctionné, surtout, comme le droit à l'existence, à une auto-affirmation. Son rapport avec la justice apparaît davantage dans le sens que justice devait être rendue que dans celui de justice sociale. Celle-ci, qui n'était nullement absente des aspirations populaires, aurait dû, en principe, pouvoir être revendiquée auprès du shah lui-même. Les reculs et les propositions conciliantes du régime n'ont fait au contraire qu'attiser le mouvement, le persuader de son « bon droit ». Les manifestations et grèves étaient un « non catégorique », à travers lequel l'acte d'existence se réalisait. Elles ne demandaient au régime de subvenir à aucun besoin, elles voulaient son départ, sa destruction : comme si une injustice irréparable avait été commise. Le jugement populaire ne pouvait revenir sur sa sentence.

La notion de *harhe* est vraiment le lieu où vient s'articuler un point de vue de classe avec une problématique d'identité/existence.

P.V. : Existence et identité ! Je vois entre ces deux termes une opposition irréconciliable qui cerne le point de retournement de la révolution. Identité, si ce terme veut dire quelque chose, désigne ce qui demeure identique à soi-même. Or la révolution, le mouvement révolutionnaire, négation de la négation, destruction de l'ancien régime qui avait détruit la vieille société, n'est pas retour à ce qui existait avant la négation. Les représentations, l'imaginaire se sont transformés dans/par les négations. Ce à quoi aspire la révolution n'est pas, n'a rien à voir avec un retour en arrière ; rien ne l'atteste dans le discours populaire de la

révolution. La destruction a ouvert sur la béance de l'avenir ; dans cette béance s'engouffre, cherche à s'engouffrer la soif de justice, la soif de vérité, la soif de liberté. Je sais bien qu'aujourd'hui, le terme d'identité est polysémique, qu'il peut désigner le lieu d'exigence de développement à partir de soi, hors de la relation de domination-dépendance de quelque nature qu'elle soit. Cette polysémie me gêne parce que justement elle cache la discontinuité concrète, idéologique et politique des mouvements dits identitaires. Elle cache le retournement de la révolution iranienne elle-même. Le mouvement révolutionnaire se réclame de l'islam. L'islam désigne l'aspiration la plus profonde, la promesse de ce monde autre par rapport auquel les individus se sentent aliénés, vers lequel ils tendent. La notion d'identité si on la prend dans son sens premier se situe à l'opposé, en arrière. Elle suppose quelque chose qui est, arrêté, mort ; elle suppose un pouvoir, hégémonie et domination, de celui qui dit ce qui est, le codifie et l'impose.

Z.S. : Le terme « identité », je l'emploie évidemment dans son deuxième sens. A la suite d'un acte d'existence, on modifie aussi son identité. L'identité nouvelle n'est pas en rupture avec l'ancienne, bien que l'acte puisse se poser comme une rupture dans l'existence. Identité/existence, je les vois comme un couple dialectique, dont les termes, comme dans tout couple dialectique, sont à la fois indissociables et conflictuels. Vous avez raison de rappeler l'ambiguïté et donc le danger de l'usage du terme « identité ». Pourtant, j'assume cette ambiguïté en l'employant. Car si son utilisation peut cacher la discontinuité, son rejet peut gommer la continuité. Je me méfie des pures discontinuités, radicales, interdisant qu'un principe de continuité puisse survivre aux grandes ruptures. Le monde autre doit bien sortir de ce monde. Où donc trouver ses principes d'existence, sinon en nous-mêmes qui vivons dans ce monde ? Je crains bien que l'idée d'un monde radicalement autre, d'une hétérogénéité pure, ne contribue au retournement.

Parlons de ce retournement. Je disais qu'il est quelque part lié au processus même de la révolution et à ses spécificités. Dans l'hypothèse de subjectivation subite, non calculée, d'aspiration brûlante d'un peuple à l'existence, la victoire risque fort d'être suivie par une situation angoissante, faute de possibilité de concrétiser ce désir. En l'absence d'une politique possible correspondant à cette subjectivation, l'angoisse devient maîtresse du lieu. L'appel à un ordre quel qu'il soit devient inévitable. L'acte d'existence doit pouvoir déboucher sur un mode d'existence en un deuxième temps qu'on peut appeler la phase de recomposition par rapport à celle de la rupture, de la destruction. Nous nous sommes révélés incapables de penser et de réaliser cette phase comme nous le voulions. N'ayant pas été pensées à l'avance, les formes d'existence étaient à trouver dans la pratique. Il aurait fallu le faire dans la hâte des semaines d'ivresse où la densité des événements donnait le vertige. Le mystère du retournement, je le vois dans ce caractère nouveau du mouvement : il anticipait sur sa propre systématisation, sur sa propre politique. Pour qu'un soulèvement se transforme en une politique, tout un

trajet est à parcourir. Ce parcours n'a pas trouvé ses conditions de possibilité. Il faut chercher comment. Il s'agissait donc d'un grand pari. C'est propre aux sauts subjectifs, au processus de ce type que d'être de l'ordre du pari, de ne pas attendre toutes les garanties préalables. L'ardeur était grande et le courage à sa mesure, de s'élancer dans l'inconnu. Quand j'ai écrit « qui dit qu'un tuteur n'apaise pas l'angoisse insupportable qui suit une audace peu calculée », je pensais que la question du retournement avait rapport à la thématique de l'angoisse.

Tout va très vite, on est même surpris par l'ampleur que prend le mouvement. Cela ne surprend pas que les autres. On n'a ni le temps, ni la possibilité de penser en marchant. La marche est trop rapide. Et penser est une chose qu'on avait cessé de faire à l'époque du shah, que l'on avait oubliée. Les Polonais, eux, réfléchissent en marchant. Leur mouvement se réfléchit à tout moment, ce qui les ralentit, pose des limites, mais... ! Plus tard après la révolution, Rhomeyni déclare : « c'est moi qui sais ce qui est bien pour le peuple et je le ferai, même si tout le peuple y est opposé ». Et comme toujours, à cette époque, son propos tombe juste : c'était le moment où personne ne savait exactement que faire de cette belle victoire. Son livre, *Le gouvernement islamique*, écrit plus de quinze ans auparavant, prétend s'imposer, peu à peu, rétroactivement comme le projet de la révolution, et Rhomeyni présente la société islamique comme une réalité préexistante au mouvement et que lui, Rhomeyni, allait rétablir, restaurer. « Devenir » devient « redevenir ». « Trouver » devient « retrouver ». Premiers signes de retournement. Rhomeyni plaque une identité figée sur une identité nouvelle que le peuple cherchait à affirmer. Une identité de mort. Le danger de l'ambiguïté du terme « identité », le voilà ! Que les cimetières deviennent les hauts lieux de la révolution sous le règne du clergé est une très forte métaphore.

L'islamisation de la société vient donc remplir le vide, survient comme un ordre surmoïque pour remettre les choses en place, et Rhomeyni devient le garant de l'ordre contre l'angoisse. Rhomeyni, je le vois comme figure surmoïque du peuple lui-même. Il n'est pas un phénomène qui vient s'imposer à nous de l'extérieur par la seule force de la répression.

P.V. : Je suis d'accord sur le rôle de l'angoisse dans le retournement de la révolution, sur le fait qu'elle a été le levier utilisé par le nouveau despotisme pour s'établir. Mais j'analyse différemment la naissance de cette angoisse. Je parlais en commençant du retournement de l'unanimité qui, hier, arme contre l'ancien pouvoir, devient instrument hégémonique des nouveaux dirigeants. Lorsqu'en 1979-1980 nous discutons avec des gens des classes populaires et que nous insistions sur l'éclatement irrémédiable de la révolution, sur les divergences quant à son sens, nous rencontrions une terrible angoisse. Nos interlocuteurs refusaient d'admettre la réalité, ils affirmaient l'unicité de la révolution au nom de l'unicité de l'islam alors même que le sens qu'ils donnaient à l'islam n'était pas celui des dirigeants ou, du moins, d'une grande partie des dirigeants. Ils répétaient : ce n'est pas possible, l'islam est un ! L'angoisse de la division les conduisait à se serrer autour de Rhomeyni parce qu'il avait été le

porte-parole du mouvement révolutionnaire unanime et continuait à préférer la nécessité de l'unité qui n'était plus qu'un mot magique mais profondément politique. Rhomeyni et le discours de l'unité étaient devenus un recours contre l'angoisse.

Mais comment en était-on arrivé là ? Ce n'était pas une fatalité liée à l'audace de la révolution. Sans doute, les classes populaires n'avaient pas les moyens de désigner un objectif concret, de dessiner un projet réalisable. C'est vrai en Iran, ça l'est partout des paysans d'hier, des paysans dépayés de la périphérie mondiale d'aujourd'hui. La projection sur le présent de la société fraternelle rêvée n'était que balbutiée. Les discussions dont je parlais montrent très bien combien les représentations sont en général imprécises. Justice, vérité, liberté, indépendance, développement, chacun sait bien que tels sont les problèmes concrets actuels, mais comment les prononcer aujourd'hui ? La réponse n'est pas là, connue, acquise ; cependant la question est bien identifiée : l'un des maîtres mots de la révolution est celui de la conscience, de la conscientisation ; l'une de ses obsessions était de comprendre pour inventer des solutions, projeter le rêve dans la réalité.

Au lendemain de la victoire de la révolution, l'angoisse n'est pas née de l'audace même du mouvement, de l'utopie qu'il regardait, qui le fascinait, mais de l'absence de réponse aux questions actuelles : quoi et comment, ici et maintenant ? Les réponses à ces questions ne pouvaient naître que d'une réflexion sur le monde, sur les rapports de la révolution au monde, c'est-à-dire ne pouvait provenir que d'intellectuels. La révolution n'a pas trouvé ses intellectuels. Les intellectuels, clercs et laïcs, n'ont pas fait leur révolution, n'ont pas suivi la révolution du peuple, ne l'ont pas comprise, du moins dans leur très grande majorité. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir la littérature sur la révolution, ses interprétations et celles qui ont eu le plus de succès parmi les intellectuels, et d'observer que dans la production intellectuelle des premiers mois après la révolution, l'imaginaire n'a point de part, l'imagination n'est pas mobilisée. Les intellectuels sont restés des intellectuels de la vieille société, de l'ancien régime, se concevant caste élue, élite ou avant-garde ayant, de droit, la charge de guider le peuple parce que possédant le savoir ; un savoir détaché du mouvement concret des masses mais se légitimant par la prétendue inconséquence des masses. Les luttes pour le pouvoir entre les groupes qui prétendaient à la direction de la révolution, les divisions, essentiellement fondées sur la volonté de chaque groupe d'accaparer tout le pouvoir, et le résultat de ces luttes et divisions : l'inactivité et l'attentisme du premier gouvernement de la révolution, celui de Bâzargâne nommé par Rhomeyni, sont la cause première de la déception et de l'angoisse qui se répandent dans les masses au lendemain de la victoire de la révolution. Rhomeyni reflète parfaitement la trajectoire de la grande masse des intellectuels clercs et laïcs ; durant la période chaude de la révolution, lorsque les masses ont l'initiative, il s'identifie au mouvement, en devient le dirigeant grâce à cette identification. Au moment où le rôle des intellectuels et du dirigeant dans la révolution change parce qu'ils doivent trouver des réponses concrètes aux aspirations des masses, où

donc, presque nécessairement, l'initiative tombe dans leurs mains, les vieux démons des intellectuels de tous bords renaissent, sont réciproquement réactivés dans leurs luttes : soit de pouvoir, mépris de l'adversaire, mépris des masses, cynisme des moyens, etc. Rhomeyni est parfaitement entré dans ce nouveau rôle ; il a parfaitement su jouer de l'angoisse des masses que provoquait une révolution restant en suspens ; il a systématiquement accru l'angoisse par une stratégie de la crise, des menaces pesant sur la révolution et l'a utilisée pour imposer l'unanimité autour de son pouvoir, pour imposer aux masses le mutisme.

On ne peut, à mon sens, faire l'économie de ce rapport des intellectuels au peuple, on ne peut les fondre dans la masse parce que, en tant qu'intellectuels ils ont une fonction spécifique dans la société, et que la révolution était en droit d'attendre d'eux, et attendait d'eux, qu'ils la remplissent, parce qu'ils ont effectivement assumé une fonction spécifique, contre-révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'isoler les intellectuels et Rhomeyni en particulier, comme s'ils étaient extérieurs à la révolution et en avaient pris possession par la surprise et la violence, d'occulter ce qui dans les masses prêtait le flanc au détournement de la révolution : incertitudes sur les modalités d'actualisation de la révolution, angoisse face à la béance de l'avenir, inexistence des intellectuels organiques, etc., mais de bien dégager l'articulation intellectuels-masses comme articulation essentielle dans le devenir de la révolution, dans son détournement et son échec, et d'abord dans le retournement des symboles de la révolution, qui est le fondement idéologique de son devenir.

Z.S. : Il importe, pour nous, Iraniens, aujourd'hui, de saisir ce qui dans le mouvement lui-même a permis ces retournements. En même temps qu'il nous faut reconnaître l'intérêt, la nouveauté, les significations universelles de ce grand moment de notre histoire, il nous est aussi nécessaire d'en connaître les limites internes. Etre critique dans la passion n'est pas chose facile, pas plus que conserver la passion dans la critique. Il faut pourtant y parvenir. Cette position m'amène à considérer le déroulement de cette révolution dans un processus que nous devons assumer dans son ensemble. Il s'agit d'un seul processus ; il faut chercher à comprendre les lois de son déroulement. Rhomeyni et les dirigeants sont aussi pris dans ce processus, en font partie. Rhomeyni, au-delà de sa personne, est le nom de cette phase dans laquelle l'angoisse domine. C'est un signifiant. Je rappelle que la période dont nous parlons, celle au cours de laquelle les retournements ont été préparés, correspond aux dix-huit mois qui ont suivi la victoire de 1979 ; dix-huit mois où tout était en débat, où rien n'était encore tranché. La lutte entre deux voies s'achève par la victoire du clergé. L'éviction de Banisadr est l'annonce de la fin d'une phase. Le processus de retournement correspond essentiellement à la période et aux événements qui ont trouvé leur aboutissement en juin 1981. Depuis ce moment, le mouvement n'existe plus en tant que « mouvement », ne peut plus être considéré, comme un seul processus dont le ressort interne déterminerait l'orientation. Une année de répression sans merci suit le départ de Banisadr, interrompt le processus, occulte tout.

Le retournement

La décision de Rhomeyni d'entrer en Irak en juillet 1982 vient signifier de façon flagrante l'échec de la révolution, montre bien que le processus dont je parlais est arrêté, qu'il ne peut plus se poursuivre même sous la loi de l'angoisse, qu'il n'a plus de débouché interne. « La révolution » que le pouvoir veut garder comme « révolution » n'a d'autre issue que de dévier de son chemin, vers l'extérieur. Hors de sa logique, hors de son espace ! Quelle forte métaphore encore que sa déroute se place sur le chemin de Karbela !

C'est donc de ces dix-huit mois que nous parlons, nous cherchons à voir comment ils se sont déroulés pour aboutir à juin 1981. On n'arrive pas à cerner tous les facteurs qui ont joué dans cette période. Le problème des intellectuels est effectivement très important. Certes, ils n'ont pas joué le rôle qui leur revenait. On dirait que le mouvement n'avait pas pour eux le même sens que pour les couches populaires, qu'il les dépassait complètement, qu'il a émergé tout seul. Il est peut-être significatif qu'existe une figure reconnue que l'on peut assigner à la révolution dans la phase de soulèvement, mais qu'un phénomène équivalent n'existe pas dans la phase de recomposition. Shari'ati est, en effet, le théoricien du soulèvement, le théoricien de la révolte. Chez lui, pourtant, nulle évocation d'une société à recomposer, nulle pensée d'une pratique politique nouvelle. Il fournit vraiment ce sur quoi peut s'appuyer la subjectivation dont je parlais tout à l'heure. Il prêche l'éthique de Hossein, et les murs de Téhéran se couvrent, au moment de la révolution, de ces phrases : « Tous les jours sont Achoura, tous les lieux sont Karbela. » Il dégage des lieux et moments universels. Il est à l'image de ce soulèvement désirant et courageux. Aucune figure d'intellectuel n'est assignable de la même façon au mouvement dans sa phase ultérieure. A mon sens, si dans ces révolutions programmatiques, la tâche consistait à traduire la pensée et la théorie en action, si l'on partait pour appliquer dans la réalité un programme préparé et des idées préétablies, ici, la tâche consistait à traduire l'action anticipante en pensée, pour qu'elle puisse déboucher sur une politique concrète. La tâche était nouvelle. On n'était pas à la mesure de ce mouvement. Que « la révolution n'ait pas trouvé ses intellectuels » va dans le même sens.

P.V. : Je comprends bien votre souci de prendre la révolution comme un ensemble, comme un processus unique qui devait donner ce qu'il a donné. Les faits sont là. Les autres possibles, le possible de la révolution ne s'est pas réalisé. La révolution n'a pas su réaliser son possible. C'est vrai. Mais, en même temps, considérer le devenir de la révolution comme le déroulement d'une logique inscrite dès le départ dans le mouvement me paraît à la fois nier ce possible et les possibilités sur lesquelles il s'ouvrirait, et occulter les responsabilités. Sans doute à l'échec de la révolution y a-t-il d'abord des raisons qui tiennent au mouvement lui-même, ou mouvement populaire, à son incapacité de déboucher par lui-même sur une concrétisation actuelle, dans la conjoncture actuelle. Mais il y a aussi des raisons qui tiennent aux intellectuels qui sont devenus hégémoniques à partir du moment où les masses ont perdu l'initiative faute de représentation

d'un dessein concret à leur mesure, c'est-à-dire, à partir de la victoire de la révolution. Je parle des intellectuels dans leur ensemble ou, plus exactement, dans leur grande majorité, clercs, laïcs, divisés en multiples factions et chapelles, qui ont occupé la scène politique à partir de ce moment-là, l'on remplit de leurs propres jeux de pouvoir, de leur soif de pouvoir oubliant ce pourquoi la révolution s'était faite, ou, du moins, utilisant les signifiants de la révolution à l'encontre de leur signifié révolutionnaire. Rhomeyni a été un intellectuel comme les autres, plus que les autres. Les masses n'étaient pas prévenues contre le détournement, c'est vrai ; en cela aussi elles sont responsables de l'échec. Mais, pour ma part, je me refuse à considérer qu'après la victoire, le mouvement est encore un, que ce qui se passe puisse être considéré comme le produit d'un mouvement d'ensemble, celui de la révolution. Les luttes sociales faisaient rage en 1979-80 et les luttes pour l'hégémonie sur les masses, cachées sous les luttes politiques entre factions. Rhomeyni et les clercs, comme tout pouvoir, ont géré la peur et l'angoisse. Ils n'étaient pas sujets à l'angoisse, ils utilisaient l'angoisse à laquelle le peuple était en proie et la provoquaient. Ils ont gagné. Ils ont éliminé les autres voies proposées et notamment cette voie qui lentement se dégageait, s'appuyait sur les classes populaires, représentait une véritable alternative.

Au fond notre discussion peut se résumer dans une question de dates. Vous considérez que le mouvement cesse d'exister en juin 1981. Pour ma part, je dirai que le renversement, insidieusement, s'est opéré au moment même de la victoire, que c'est alors que le mouvement a perdu son unité parce que les masses ont perdu l'initiative et l'hégémonie ; désormais elles sont soumises à une autre logique, celle de la construction de l'Etat. Les signifiants sont toujours là, mais en perte de sens, le pouvoir parvient pour un temps à les ranimer ; mais désormais on ne peut plus parler de la continuation du processus révolutionnaire, il s'agit d'autre chose, d'une autre logique. Le mouvement tente cependant de se reconstituer autour d'objectifs concrets ; cette tentative est brisée en juin 1981 ; l'alternative est balayée.

Z.S. : C'est vrai que d'autres voies se proposaient, qu'existaient des propositions différentes de celle finalement adoptée. Si l'aspiration du mouvement s'identifiait au devenir de la révolution aujourd'hui, s'il n'y avait eu aucune autre force ou proposition que celle adoptée après juin 1981, tout serait rentré dans l'ordre dès le lendemain de la révolution. Pourquoi donc cette lutte dans l'effervescence pendant dix-huit mois ? Cette vacillation du processus entre différentes orientations montre bien que des gens voulaient autre chose, que certains des intellectuels avaient des propositions constructives. Tout le problème est là : pourquoi aucune proposition constructive concrète n'a pu tenir ? En effet, face au devenir historique de l'Iran en ces six dernières années, ma préoccupation n'est pas de désigner et dénoncer les responsables de l'« échec » ou de la « trahison ». Mon souci est de saisir ce qui, dans ce devenir, a rendu possible que l'on en parle en termes d'« échec » ou de « trahison ».

Le retournement

Dans la mesure où il s'agit d'un regard rétroactif, ma démarche m'interdit, il est vrai, de penser qu'il y avait d'autres « possibilités ». Elle ne me conduit pas à nier les aspirations de la révolution, ou à occulter la complexité de tout ce qui s'est passé au cours de la période : lutte de classe, lutte pour le pouvoir... Du passé, que peut-on dire sinon qu'il a eu lieu. Mais dans ce qui a eu lieu, sont incluses les impossibilités. Ces autres voies, propositions nous interpellent en tant qu'elles n'ont pas pu avoir lieu. Ce qui n'a pas eu lieu est aussi important, sinon plus, que ce qui a eu lieu. Mais dire qu'il y avait d'autres « propositions » n'est pas la même chose que dire qu'il y avait d'autres « possibilités ». Car ces possibilités se sont révélées impossibles dans le concret du processus. Elles étaient des potentialités, des possibilités en puissance, qui n'ont pas pu devenir des possibilités réelles, c'est-à-dire praticables. Toute autre possibilité s'est faite écraser devant la décision de Rhomeyni, et le processus a pris le tour qu'il a pris. Nous voilà devant l'énigme, stupéfaits et attristés, nous laissant aller à imaginer différemment le passé, à examiner comment les choses auraient pu se passer autrement. C'est l'exercice douloureux auquel parfois moi-même je m'adonne. Pourtant, penser que les choses pouvaient se passer autrement nous amène à vouloir les répéter, cette fois en rectifiant, en évitant les erreurs du passé. C'est une illusion de croire qu'on peut réparer le passé. Tous, nous sommes tentés de nous raccrocher à un point du passé, à ce point de ratage, que nous voulons rattraper. On ne peut jamais rectifier un événement du passé : nous ne pouvons pas refaire cette révolution, nous pouvons, à partir de là, faire autre chose. Une telle démarche ne peut être taxée de fataliste. Au contraire, c'est en saisissant la logique du processus qu'on a quelque chance d'éviter une répétition.

Notre regard sur cet événement le *constituera* pour l'avenir. A vouloir le *reconstituer*, tout reprendra sa place comme dans un puzzle. La reconstitution du passé n'est utile que pour connaître son mécanisme, que si elle nous aide à nous en détacher malgré toute l'affection que nous lui portons. Se détacher tout en gardant l'attachement. Les moments précieux du passé, nous ne pouvons pas les retrouver tels quels ; c'est en assumant leur perte, en surmontant la nostalgie qu'ils s'inscriront dans l'avenir. C'est la position la plus difficile à tenir, je le reconnais. Pour moi, c'est ça la fidélité à cet événement. Tel est bien son enseignement, son enseignement universel. Cette question de l'universalité de la révolution iranienne est très complexe, tout autant que l'autre grande question, celle du rôle, dans tout cela, du shi'isme. C'est du reste sur ces deux points que j'essaye d'écrire en ce moment.

Pour l'instant, demandons-nous où en est le peuple iranien aujourd'hui. Les choses sont beaucoup moins lisibles, depuis trois ans. Certes, le peuple a pris ses distances, de plus en plus, par rapport au pouvoir. La résistance est là sous ses formes diverses, et les acrobaties du pouvoir. Le peuple paraît avoir voulu garder sa cohésion. Qu'aurait-il gagné dans une lutte armée ? Une guerre civile ? N'aurait-ce pas été le pire ? Le refus de se lancer dans une guerre civile, de se soulever à nouveau, ne me paraît plus lié au phénomène d'angoisse. Il procède à mon sens

d'une sagesse, de la volonté non de répondre aux appels à l'unanimité de Rhomeyni, mais de se maintenir dans la cohésion, d'éviter une déchirure interne. Les gens ont préféré la répression étatique, ont préféré être tués par le pouvoir plutôt que de tirer sur leur voisin, de s'entretuer. En cas de guerre civile, il n'y aurait même pas eu d'espace pour la réflexion et le bilan, ce qui n'est pas interdit d'espérer pour aujourd'hui et pour l'avenir.

Tout se poursuit de façon ambiguë, dans l'indifférence, l'amertume, la colère, tandis que le simulacre des grands moments de la révolution se joue, mal, sur la scène politique. Tout a le même nom sans être la même chose. Les dirigeants essaient d'éterniser l'événement en le fixant dans la répétition, en maintenant la tension. Leur effort se révèle de moins en moins efficace.

Incidemment, je me demande si ce n'est pas parce qu'elles sont déjà conçues dans une vision de retournement, par rapport à l'ordre ancien, que les révolutions se retournent. Pour que les choses ne se retournent pas à l'infini, je me demande si nous ne devons pas revoir nos conceptions. L'Iran nous oblige à tout repenser.

Quoi qu'il arrive, quelque chose d'irréversible a eu lieu : cette expérience excessivement coûteuse. Et il ne faut bien évidemment pas apprécier le devenir de la société iranienne d'après ce qu'est l'Etat iranien aujourd'hui : vision catastrophique que proposent ceux qui cherchent tout prétexte pour condamner les mouvements populaires. C'est du côté du peuple qu'il faut chercher des points d'espoir, des éléments porteurs des transformations à venir. Tout dépendra du bilan qu'il fait de cet événement.

Malgré tous les retournements, il n'est pas revenu au point d'où il était parti. Le peuple a un avis politique sur son acte. La révolution est peut-être un changement de terrain. Aujourd'hui, un bilan est en cours. L'expression populaire : « C'est moi qui l'ai fait, que j'en sois maudit », s'entend souvent à propos de la révolution. Cette lucidité est très importante. C'est une phrase sur le chemin de la fidélité dont je parlais. C'est extraordinaire que l'on ait le courage d'assumer cet événement, serait-ce, pour le moment, sous forme de regret. Seuls ceux qui ont le courage d'une telle lucidité seront capables, une fois la souffrance apaisée, de penser cet événement, d'en faire le bilan. Ce qui n'est le cas ni de ceux qui s'en écartent, s'accusent mutuellement, crachent sur le fanatisme religieux des ignorants, prétendent avoir tout su à l'avance, ne pas s'être mouillés dans l'aventure, détenteurs du savoir absolu, gens aux mains propres, ni davantage de ceux qui pensent que les grandes puissances ont tout manigancé.

« Tragédie » ou « catastrophe », cette révolution est le point de départ ; c'est à partir de là que nous nous repensons ; c'est de ce moment-là que nous venons, nous, Iraniens d'aujourd'hui.

Paris, décembre 1984.

LA MANIFESTATION, LE MARTYRE Du révolutionnaire à l'étatique

Abdolrâhman MAHDJOUR

Les manifestations ont été le creuset où se sont fondues, dans leur expression tangible, toutes les déterminations d'ordre social qui ont provoqué la révolution. C'est par le truchement des manifestations que s'est faite la révolution iranienne. Elle a, en un sens, réinventé pour son propre compte, le « nous » populaire par opposition à « l'autre » incarné dans un pouvoir exécré. C'est à travers les manifestations que les masses populaires, jusqu'alors poussières d'éléments hétéroclites, éparpillées et disparates sont devenues « le peuple » au sens où un sujet, par la lutte qu'il engage contre un pouvoir qu'il ne reconnaît pas, prend en mains son propre destin.

Plus généralement, on peut dire qu'une révolution est avant tout un acte créateur par lequel les couches populaires prennent en charge leur propre sort pour édifier un système de gestion sociétale qui prenne en compte leurs intérêts.

Dans le cas iranien, les masses ont inventé la manifestation comme forme de lutte appropriée contre l'ancien régime, appropriée en ce sens qu'elles se trouvaient affrontées à un pouvoir divisé quant aux modalités de résistance à leur opposer. Le régime du shah, passablement éprouvé, avait perdu toute confiance en lui-même : il ne dépendait pas des Etats-Unis, au sens où la survie d'un régime peut dépendre complètement de l'assistance d'un autre qui le domine économiquement et politiquement, mais s'identifiait si profondément à sa dépendance qu'aux premiers signes d'hésitation montrés par l'administration Carter (elle-même en l'occurrence divisée quant à la conduite à tenir), il s'est littéralement écroulé.

Il n'en sera pas de même pour le nouveau pouvoir ; nonobstant ses divisions, il a, pour le moins, trouvé une unité en la personne de Rhomeyni :

celui-ci, perçu tout d'abord comme le « Guide » des masses populaires, a fini par devenir peu à peu le point de référence du nouveau pouvoir qui a su puiser dans sa « détermination », dans sa « fermeté », la confiance nécessaire à la répression de toute contestation de la dictature cléricale qu'il avait mise en place. Quant à l'alternative proposée par l'alliance Banisadr-Moujahédine, elle n'a pas rencontré suffisamment d'écho auprès des masses parce qu'elles n'étaient pas prêtes à se laisser entraîner dans une nouvelle aventure révolutionnaire alors que les plaies ouvertes par la précédente n'étaient pas encore cicatrisées. C'est pourquoi, au moment de la rupture avec Banisadr, l'indifférence des masses populaires et la « fermeté » du pouvoir clérical ont été à l'origine de l'échec de manifestations, d'ailleurs étouffées dans l'œuf.

Par contre, sous le gouvernement du shah, lorsque la manifestation constituait un moyen de lutte nouveau, le pouvoir s'était montré incapable d'en mesurer l'ampleur, d'en percevoir le sens et s'était trouvé comme paralysé par cette incompréhension.

Si la révolution iranienne a été islamique, elle ne l'a certainement pas été dans le sens où l'entend le clergé actuellement au pouvoir, qui assied son autorité sur la répression érigée systématiquement en pratique d'Etat. Sous la catégorie islam, les masses ne subsumaient pas tant un système politique conférant le pouvoir au clergé qu'une société où les déshérités (*mostazafs*) pourraient enfin s'exprimer. Rhomeyni, leur porte-parole, était celui qui avait pour mission d'améliorer leurs conditions de vie en promouvant un développement dont les fruits reviendraient aux « déshérités ». Le shah avait dérobé leur « développement » pour l'accaparer au profit des nouveaux riches qui dilapidaient en dépenses somptuaires ce qui aurait dû servir à l'amélioration des conditions de vie des laissés-pour-compte. Or, il se trouve qu'une fois encore ce « développement » est accaparé au profit d'un nouveau groupe, le clergé ; les masses populaires ont donc le sentiment qu'on leur a volé leur révolution, qu'une nouvelle fois, cette fois au nom de l'islam, on dénature leur volonté de changement social pour la mettre au service d'une conception répressive et rétrograde de la société. L'islam populaire, en tant que volonté d'appropriation du devenir de la société pour mettre en œuvre un développement profitable aux masses déshéritées, se mue en islam clérical : société sans développement, de plus en plus dépendante, où la rente pétrolière ne sert qu'à maintenir le clergé au pouvoir, à entretenir l'appareil d'Etat et à enrichir sa clientèle.

L'ancien régime avait démolì les cadres de la société civile : famille, communauté, etc., tout était médiatisé par l'Etat qui, en l'occurrence, réprimait tout. La révolution iranienne s'est faite en réaction contre cette démolition systématique du référentiel culturel du pays, ainsi rehaussé négativement en nation où tout le monde se retrouvait uni dans le déracinement, l'anomie, la déréliction. L'ancien régime avait réussi à créer une nation à l'envers : non pas un sentiment positif d'appartenance à une même communauté, mais un sentiment de dépossession intense où tous se trouvaient unis par l'angoisse de la perte de sens.

En Occident, le sentiment national s'est bâti sur la volonté d'appartenance à une même communauté, liée à un territoire déterminé. En Iran, et vraisemblablement dans un Tiers-Monde voué à la périphérisation, la nation est assujettie à un Etat qui, du fait même de son exercice, la voue au déracinement, à la perte de sens. Alors que les structures économiques se dé-nationalisent, alors que le système politique fait de la répression l'outil privilégié de gouvernement dans une société désertée par le sens, la nation se construit comme un ensemble d'individus déshumanisés, dépourvus d'appartenance à la communauté en deuil de sens dans la destruction systématique de la société civile par l'Etat périphérique. Le centre, surtout par le truchement de ses sociologues, ethnologues, géographes et *tutti quanti*, y trouve une nouvelle raison de mépriser une périphérie qui, pense-t-il, ne parvient pas à se départir de son « cynisme », de son « égoïsme », de son « archaïsme », de son « apathie », pour promouvoir un développement énergique (dans le cas de l'Iran, il n'est que de lire Zonis et ses confrères). C'est au moment du plus profond de ce sentiment de dépossession, de perte de sens du Nous culturel que surgit, au début de la révolution iranienne, la « manifestation » : la volonté de rompre avec la perte de sens, une exigence impérieuse de reconstituer la communauté dans l'euphorie des retrouvailles d'une société atomisée par la répression et la périphérisation économique.

La manifestation était la levée, à l'échelle de toute la société urbaine, de la nation reconstituée positivement ; on y puisait un sentiment d'appartenance d'autant plus intense au pays et à la nouvelle communauté nationale qu'on narguait simultanément l'acteur principal de la dépossession sociale et culturelle : l'Etat de l'ancien régime. Même si, apparemment, la manifestation ressemblait aux défilés religieux, de nature doloriste, qui se reproduisent périodiquement pendant le mois du deuil (*moharram*), il s'agissait en fait d'un phénomène nouveau, innovateur, de l'acte de prise en charge de la société par elle-même, dans le dépassement du dolorisme, dans le recouvrement du sens, dans la liesse populaire. Les dernières manifestations de Tâssouâ et d'Achourâ sous l'ancien régime n'avaient rien de tristes ; elles étaient une fête populaire ; la participation y était d'autant plus large que l'on ne craignait plus l'Etat, qu'on prenait plaisir à l'avilir, à l'humilier, à le vouer aux gémonies. Mais, précisément parce qu'elles n'étaient plus « risquées », ces manifestations monstres révèlent mal la nature des petites manifestations qui ébranlèrent progressivement l'ancien régime. Alors que les petites manifestations étaient spontanées, les grandes (par exemple celles de Fêtre, d'Achourâ, de Tâssouâ) étaient plus ou moins encadrées (mais pas « organisées ») par le clergé et par les groupes associés.

Cette idée de la « spontanéité » de la manifestation va à l'encontre d'un préjugé tenace qui fait de la manifestation un sous-produit de la mosquée, lieu dominé par le clergé. Ainsi fait-on d'une pierre deux coups ; on réduit la manifestation à un fait « religieux », qu'on réduit à son tour à un fait clérical ; on fait de la mosquée le lieu de l'hégémonie du clergé alors que, pendant la révolution, dans la mosquée elle-même, lieu de son hégémonie sous l'ancien régime, le clergé, souvent, était débordé par les

jeunes. La vision qu'on propose ici de la manifestation rompt avec cette conception. L'essence de la manifestation, au sens de groupement restreint d'hommes lançant à l'unisson des slogans dans la rue, est l'interpellation. Le manifestant jette un appel à l'autre, au spectateur, pour qu'il le rejoigne, pour qu'il fasse corps avec la manifestation, pour qu'il franchisse la barrière qui le sépare de l'acteur-manifestant. Pour plus de précision, décomposons les diverses phases de la manifestation :

1. Formation d'un groupe-noyau, souvent quelques jeunes plus ou moins liés, qui lance des slogans.

2. Scansion de slogans immédiatement ressentis comme un appel à la foule. Multipolarité de ces slogans : référence au signifié, référence à la foule spectatrice et référence au groupe-noyau qui adhère à ce slogan et fait corps avec lui.

Cet appel trouve écho dans la foule.

3. Phase active de la manifestation : les spectateurs, émus par l'appel, finissent par y répondre positivement et rejoignent les manifestants : de spectateurs, ils deviennent acteurs. Il ne s'agit pas d'un simple changement de statut mais d'un acte correspondant à la « mutation de l'intériorité » : l'homme qui s'engage dans la manifestation ne passe pas simplement du trottoir à la chaussée ; une nouvelle géographie de l'existence se dessine pour lui, surtout quand :

4. Les manifestants rencontrent des forces de l'ordre qui, tout d'abord, tirent en l'air, lancent des gaz lacrymogènes, puis tirent contre les manifestants. Le bruit des coups de feu, l'invisibilité des adversaires qui tirent des toits, des camions de l'armée ou d'ailleurs, provoquent souvent une première réaction de panique. Puis... c'est la fuite : ceux qui participaient en « velléitaires » s'enfuient. Mais quelques-uns crient : « Ne fuyez pas ! Allez de l'avant ! ». A cet appel certains répondent. C'est l'apprentissage de la manifestation qu'exprimait si bien un manifestant : « le talisman (du pouvoir) a été brisé » (*élesme chékasté chode*).

En effet, au début, il y a indécision, velléité, incertitude : les manifestants ne sont pas sûrs de leur légitimité, le pouvoir se donne comme une nature, comme garant de l'ordre contre les fauteurs de désordre, il leur fait peur. Les manifestants, dans la mesure où ils enfreignent l'ordre, sont en état de crise, mais leur crise est aussi celle de l'ordre. Toutefois, au début, la crise du pouvoir est latente alors que celle des manifestants est « visible ».

Tout d'abord, les manifestations se font et se défont assez rapidement ; mais elles finissent par se structurer, par se pénétrer de leur bien-fondé et par identifier l'ordre répressif : dès lors, être manifestant n'est pas un acte supplémentaire dans l'existence du manifestant mais l'existence du manifestant se définit dans la dynamique tendue de devenir-manifestant, de « faire corps avec la manifestation ». Briser l'idole de l'ordre établi, s'affirmer comme manifestant dans une manifestation, cela coûte comme premier pas ; cette étape correspond au « bris de l'idole de l'ordre » et peut durer des semaines ou des mois. Dans l'appel qu'adressent les manifestants aux spectateurs pour qu'ils les rejoignent, les éléments gestuels jouent un grand rôle : portraits et banderoles brandis, poings

La manifestation, le martyr

levés, tapements des pieds, slogans criés, jeu des motocyclettes, vacarme des klaxons des voitures. La rue se transforme de lieu de circulation en espace d'un acte collectif qui appelle, interpelle les non-manifestants. Les murs aussi changent de sens : il séparaient le public du privé, ils deviennent le miroir du social (graffitis politiques, tracts collés). Le dernier moment de la manifestation, c'est le martyr, témoignage par la mort, témoignage de la communauté reconstituée, revivifiée par la manifestation. Avec le martyr, la manifestation recouvre le sens que dérobaient le pouvoir à la nation. D'insensée, la vie prend un sens, lors même qu'elle se consume dans l'acte de mourir.

Une phénoménologie de la manifestation, telle qu'elle s'est déroulée pendant la révolution iranienne, doit partir de l'idée qu'une manifestation est avant tout un drame gradué, composé de cinq moments essentiels : formation d'un noyau, appel à la foule, épreuve subie par le cortège et enfin dépassement du « soi » dans le « nous » manifestant, *i.e.* l'apprentissage du martyr, le témoignage de l'illégitimité de l'ordre régnant par-delà le sacrifice de soi. Tous ces moments interfèrent, s'entremêlent dialectiquement.

Après l'instauration du pouvoir clérical, celui-ci se réclame de la « manifestation », du « martyr », de Hossein pour se donner un semblant de légitimité. En fait, la manifestation subit alors une mutation de sens, perd sa vérité qui se trouvait dans la reconquête du sens jusque dans/et par la mort en martyr.

La manifestation, sous le nouveau régime (par commodité on l'appellera « défilé » pour la distinguer de la manifestation *sensu eminenti*) n'est plus une interpellation, un appel. Elle est au contraire destinée à faire peur aux spectateurs, à leur rappeler qu'ils sont soumis au pouvoir. Elle ne cherche pas l'adhésion des spectateurs mais entend avant tout les figer dans un atomisme qui facilite la tâche de la répression. Puisque le pouvoir se sait impopulaire, qu'il craint la foule, il tente de la dissuader de se rassembler en manifestation pour privilégier la manifestation-défilé.

Cette transformation de la manifestation en défilé, le pouvoir essaie de la gommer en y plaquant artificiellement la même dénomination. On continue à parler de *tazâhorâte*. Mais personne n'est dupe. Les gens tournent en dérision la manifestation dans son nouveau sens et parlent des « manifestants » comme de professionnels de la manifestation, stipendiés par le pouvoir et qui, du matin au soir, crient « O Hossein ! O Hassane ! » pour gagner du fric. On les traite de « sans foi ni loi » (*bi pédaro mâdare* : mot à mot, « sans père ni mère », injure suprême dans une société où la famille joue un rôle symbolique de première importance), de « sicaires » (*tchârou kèche* : celui qui se sert de son couteau pour se faire du fric). Plus la société cherche à démolir symboliquement le nouveau pouvoir, plus elle noircit les « manifestants à gage » qui font la sale besogne du régime. La manifestation-libération est devenue manifestation-répression.

Dans son nouveau sens, la manifestation, alias défilé, ne comporte plus aucun des moments décrits auparavant ; elle ne procède plus d'aucun sens du sacrifice, d'aucun élan. Puisque le défilé bénéficie du soutien du

pouvoir, corrobore un ordre abhorré, il est un emblème de plus dans l'ensemble des signes qui composent la sémiologie du pouvoir ; il ne porte en lui aucun sens, mais le sens auquel il renvoie est bien structuré par le pouvoir : c'est la violence contre la société. Le défilé ne transgresse rien, il ne proteste contre rien, il n'interpelle personne.

Une différence fondamentale sépare le défilé de la manifestation, la « spontanéité » de celle-ci fait pendant à la structuration du défilé par le pouvoir. Le noyau initial d'une manifestation était formé par les liens plus ou moins lâches réunissant quelques personnes rassemblées pour lancer en chœur des slogans. La réussite d'une manifestation exige que l'interpellation lancée aux spectateurs rencontre un terrain favorable, que ceux-ci surmontent leur inhibition ou leur indifférence initiales pour rejoindre les manifestants. L'adhésion de la foule ne suit, du moins au début, aucun plan ou programme pré-établi : en ce sens, une manifestation est « spontanée », ne se soumet à aucune autre logique que celle des cœurs. Déjà, pendant les manifestations monstres d'Achourâ et de Tâssou'â, du fait de l'abdication plus ou moins explicite du régime, les manifestants de la onzième heure ne s'exposaient qu'à un danger infime, quasiment négligeable. Compte tenu des aléas, du danger et des circonstances dans lesquels se déroule une manifestation, celle-ci ne peut être, au début du parcours au moins, que faible et d'ampleur moyenne à la fin. Une grande manifestation n'est au fond qu'un spectacle organisé par un contre-pouvoir en instance de s'arroger le pouvoir ; c'est pourquoi elle ne porte plus en elle toutes les déterminations d'une manifestation.

Dans le premier cas, il s'agit de protester, jusqu'au sacrifice de soi, contre un Etat inique, illégitime ; le pouvoir, fort de son arsenal répressif, garde toujours les apparences de la légitimité, son ressort est loin d'être brisé, il est craint et respecté. Par contre, dans le cas d'une manifestation monstre, l'Etat est déjà plus ou moins moribond, il n'inspire plus aucune crainte, tout le monde le tourne en dérision. La manifestation prend des allures de fête foraine. On est loin de l'abnégation poussée jusqu'au sacrifice de soi ; on assiste en fait aux obsèques d'un pouvoir défunt plutôt qu'on ne remet en cause un régime redoutable et sûr de son fait. Pour mieux entrevoir la différence fondamentale entre la manifestation et le défilé, leur disparité, l'hétérogénéité de leur essence, on a dressé un tableau à double entrée dans lequel à chaque moment de la manifestation correspond son homologue dans le défilé. Ce tableau montre qu'au niveau tant du mouvement des corps, de la manière dont l'espace est pris en charge, dans la vocalisation des chants et des slogans, dans l'intentionnalité qui régit le cortège manifestant, que dans la gestuelle des participants, l'occupation de la rue, des trottoirs, l'utilisation des murs, la manifestation est l'antithèse du « défilé ».

Bref, il y a une sémiologie de la manifestation qui englobe le champ sémantique proprement dit et où s'insèrent les signifiés des slogans et des banderoles pendant le déroulement des manifestations. A la limite, serait-elle silencieuse et sans banderoles, la manifestation, par sa spatialité, sa corporéité (le mouvement des corps), son intentionnalité, sa finalité, se distinguerait de son homonyme organisé par le nouveau pouvoir.

La manifestation, le martyr

Avant manifestation

— Libération du joug de l'Etat, ouverture sur l'espace libre.

— Le mouvement est spontané, chaque déplacement est le résultat du fourmillement de centaines d'êtres libres qui se déplacent selon leur propre rythme, qui l'ajustent volontairement à celui des autres : conception égalitaire du mouvement rythmé.

— La gesticulation déchire la camisole de force où se démène une société en instance d'étouffement : la gesticulation, la vocifération, c'est la rupture des chaînes, une gorgée d'eau fraîche, l'échappée de l'oiseau hors de sa cage. La gesticulation puise en chacun les ressources propres à sa créativité, à sa ritualisation : le geste redonne sens à l'être qui l'esquisse.

— La distinction entre spectateur et manifestant est malaisée : la société se transforme en un immense espace manifestant plutôt qu'en espace de manifestation. La société se donne pour une spatialité manifestante, un jet de lumière irisée en mille diaprures, tout en préservant son homogénéité dont chacune est un manifestant. Le spectateur lui-même est un participant, sur le mode de l'immobilité mais une immobilité active, assumée, pleine de débordement vital. Les va-et-vient entre spectateurs et

Après défilé

— Renfermement dans un espace fermé, contraignant.

— Mouvement rigide : les déplacements se font à un rythme quasiment militaire, la marche s'effectue dans le déni de toute spontanéité ; le rythme individuel est nié et rejeté par une conception hiérarchique du déplacement rythmé.

— La gesticulation est impersonnelle, soumission factice aux mouvements ébauchés à la tête du défilé par un chef. On imite le chef auquel on reconnaît une supériorité intrinsèque ; l'histoire n'est plus le fait d'une multitude d'êtres égaux qui se réinventent en créant des mouvements autonomes mais l'expression figée de la répétition ponctuelle d'un mouvement lancé par un chef qui vous transcende, vous réduit au rang de simple exécutant ; le geste singé dérobe à l'être qui l'exécute tout sens : il le vide de tout sens, il en fait un médiocre dans la multitude des inférieurs.

— La distinction entre spectateur et manifestant est tranchée : le manifestant réduit le spectateur à la passivité, à l'englacement : il le méduse, le pétrifie en tant que spectateur : il n'y a plus un espace unitaire de manifestation mais un espace double, il y a rupture de la spatialité manifestante, émergence de la manifestation pétrifiante qui impose la dissymétrie aux non-participants, rompt tous les ponts entre l'un et l'autre. Pas de communication, de sympathie entre le manifestant et le spectateur, rien qu'un mur

manifestants impriment une sinuosité ondoyante aux mouvements, leur confèrent un nouvel élan. Le manifestant lance une invite au spectateur qui le soutient en l'exhortant. Unité finement tissée, faite de réciprocité, entre manifestant et spectateur, manifestant virtuel, potentiel.

— L'intentionnalité de la manifestation : défi lancé contre un ordre répressif à partir de l'unification de la communauté en une unité manifestante ; c'est pourquoi le manifestant est prêt à aller jusqu'au sacrifice de soi, jusqu'au don de sa vie pour le but qu'il s'est assigné.

— La manifestation c'est la révolution. Il n'y a pas d'abord un phénomène révolutionnaire dont l'expression serait la manifestation ; tout à l'inverse, c'est la manifestation qui, de par son amplification, est parvenue à culbuter un ordre et à se faire attribuer le nom « révolution » : la révolution iranienne a été placée sous le signe de la manifestation. Il y a autonomie de la manifestation : elle se donne ses propres lois et s'assigne ses propres buts.

— La manifestation est faite par le peuple : ou plus exactement, par le truchement de la manifestation, les masses populaires réalisent leur unité et deviennent le peuple.

— La manifestation est aussi une fête : la joie d'être ensemble, de prendre part collectivement au des-

de glace, la fin de la transparence, le trouble de la diaphanéité, la nuit sombre de l'incommunicable.

— L'intentionnalité : la corroboration d'un nouvel ordre répressif à partir de l'intimidation de la société pour qu'elle ne se rassemble pas, ne transgresse pas les contraintes imposées par un pouvoir impopulaire. Le manifestant ne fera pas intentionnellement don de sa vie pour quoi que ce soit ; il est au service d'un ordre et, comme tel, il obéit à ses injonctions. Il est le sicaire soudoyé par le nouveau pouvoir.

— La manifestation c'est la contre-révolution. Elle n'a plus un sens endogène, elle n'est pas une nouvelle forme d'agrégation de la société pour s'autodéterminer mais une façon de préserver un ordre répressif qui n'a d'autre issue que le défilé pour réprimer la contestation. Il y a hétéronomie du défilé : il reçoit ses lois du dehors et ses buts lui sont extérieurs, dictés par une instance extérieure : l'Etat répressif.

— Le défilé est fait par les *hezbollahi*-s : c'est la notion antithétique du peuple, qui empêche les masses populaires de refaire l'unité de jadis pour se reconstituer en peuple.

— Le défilé est maussade : on apostrophe autrui pour lui signifier brutalement l'ordre de se renfermer

La manifestation, le martyr

tin de la société, de partager le même sort, de vivre ensemble.

— La ségrégation des hommes et des femmes : elle n'est pas rigoureuse dans les petites manifestations et même quand elles prennent de l'ampleur, il n'y a pas ségrégation au sens de la réclusion spatiale des deux sexes puisqu'on communique par la voix, que chaque fois qu'un refrain est lancé par les hommes, il est repris en chœur par les femmes, et réciproquement. Il s'agit de montrer que les deux pôles de la société unissent leurs efforts pour condamner le pouvoir.

— Les murs : inscriptions tendant à libérer la « nation ». De lieu de séparation entre privé et public, le mur devient miroir du social ; la société s'approprie le mur pour en faire le support de la contestation.

— Manifestation : le peuple en marche.

— Le slogan « Dieu est grand » (*Allah O Akbar*) comme facteur vocal d'isolement du régime : la majorité crie et isole une minorité réduite à l'écoute forcée.

— Les affiches : expression de la créativité populaire contre le régime ; le manichéisme des images est là pour abattre un pouvoir illégitime : libération par l'image.

— Donner à manger : au cours des manifestations, les gens distribuaient gratuitement, qui devant sa maison, qui dans sa boutique, qui

chez lui, de ne pas se soulever contre le pouvoir.

— La ségrégation est très rigoureuse : il n'y a pas communication. Quand un refrain est repris en chœur par un groupe d'hommes ou de femmes, c'est par psittacisme. Les slogans figés n'impliquent pas d'unification des voix : il y a séparation rigide plutôt qu'unification des efforts. On souligne l'interdit qui pèse sur la communication entre les sexes et non la communion entre les êtres hétérogènes pour atteindre un idéal commun.

— Les murs : inscriptions tendant à intimider le pays, à refouler les mécontents, écrites soigneusement par les agents de l'ordre, sur commande.

— Défilé : les partisans-de-Dieu en marche intimident les « spectateurs » avec les agents de l'ordre (*pâsdâr-s*) qui les accompagnent.

— Le slogan tend à réduire au silence une majorité qui n'ose plus parler ; une petite minorité crie pour réduire au silence une majorité condamnée à la passivité vocale.

— Les affiches : expression de l'institutionnalisation de la répression par les images ; leur manichéisme est là pour justifier le pouvoir en dépit de son rejet par les masses : matraquage par l'image.

— On donne aux « partisans de Dieu » qui assistent aux défilés organisés par le pouvoir un repas gratuit : c'est la récompense du

dans la rue, des repas ou des friandises à la foule des manifestants : signe de bénédiction des martyrs potentiels.

— Prise de parole : tel qui parle lors de la manifestation se libère à l'unisson de la foule, union mystique avec le peuple en marche qui se constitue peuple par sa démarche.

— Chants : rompre les ressorts de l'Etat (ancien régime), fêter la révolution, se purifier en chantant, faire du sacré une catégorie active de la pratique sociale en lui insufflant une âme contestataire : le sacré ne se pratique plus à huis clos mais dans la communauté retrouvée.

— La rue, l'avenue : le lieu du déploiement du drame populaire contre le pouvoir périphérique qui l'a exproprié socialement. De lieu de déploiement d'une multitude atomisée, la rue devient le lieu d'irruption du social, elle bascule dans la société qui retire à l'Etat le droit de la réglementer, de la dominer.

— Sur le plan vestimentaire : le port du linceul marque la liaison toute nouvelle entre le « martyr » et le symbolisme vestimentaire ; on s'apprête à mourir et on invite les autres à le faire. Le linceul renoue les liens distendus par le pouvoir de la communauté, il fait des porteurs du linceul un ensemble manifestant, une totalité porteuse de sens.

— Des slogans : on fait corps avec la masse, on fait corps avec la rue, le peuple, la nation, la communauté : tous les moi fusionnent dans le creuset de la manif dont

pouvoir à ceux qui « mangent à son râtelier ». La société, elle, peut « mourir de faim ».

— Un mollah dicte à la foule les slogans du parti au pouvoir : diktat et non-consensus, violence symbolique par la parole, le pouvoir réduit les autres au silence.

— Chants : confirment artificiellement, par un dolorisme guindé et non ressenti, un ordre sur-répressif qui dénie ainsi à la masse le droit de chanter. On s'approprie abusivement des chants qui appartiennent au peuple pour les utiliser contre lui.

— La rue : lieu d'insécurité où l'on tire pour tuer ; endroit où l'on est dépossédé de la liberté de marcher librement, où l'on est dans une situation désespérée : si je cours, on peut m'abattre en m'identifiant aux opposants ; si je m'arrête, on peut me tuer par inadvertance, ou bien je peux être pris entre deux feux.

— Le linceul est devenu un vêtement d'apparat qui exhibe moins un corps prêt au sacrifice suprême que l'appartenance au Parti-de-Dieu (*hezbollah*) et partant, la participation à une structure du pouvoir hégémonique qui tend à réprimer la masse en usurpant le symbolisme vestimentaire de la révolution.

— Pratique d'intimidation d'une infime minorité de partisans-de-Dieu contre la majorité ; ce n'est plus le peuple mais la populace, partie stipendiée par le pouvoir, partie

La manifestation, le martyr

émerge le pays extatique et réel, l'utopique universel concret.

— Vendre des livres sur le trottoir : défi lancé au pouvoir, par la vente de livres « subversifs », transgression de l'inhibition, de la censure qu'il impose.

— Ecouter : c'est le peuple à l'écoute, écoute active, conférant un sens à la parole proférée par un leader, écoute qui fait d'une masse apparemment passive, un peuple conscient de prendre en mains son destin : unité retrouvée dans un silence librement assumé.

— Pancartes : symbole des bras levés vers le ciel où s'inscrit le refus d'un Etat répressif et la promesse d'un bonheur à venir.

— Prière du vendredi : lieu de rassemblement du peuple pour fêter son alliance avec le clergé.

— Au cours des manifestations, souvent des voitures, des motos, des cars même, se mettent à la tête du cortège, les uns klaxonnant, d'autres transportant les manifestants ; leur rôle est de motoriser le message de la manifestation, de remplir son espace. Dès lors qu'ils se mettent à la tête des manifestants, les engins mécaniques subis-

fanatisée ; tentative de refouler le peuple, de l'intimider par la pratique de la répression vocale.

— Corrobores une structure du pouvoir intolérante à l'extrême ; cassettes et livres, dédaignés par les masses, se vendent fort peu ; il s'agit de livres religieux qui sont placés là surtout pour meubler le trottoir.

— Passivité face à ceux qui se dressent contre le pays en l'intimidant ; écoute signifie réduction au silence de l'autre et non communion.

— Répression par l'écrit de ceux qui refusent d'accréditer un pouvoir qui a trahi la révolution ; en apparence c'est le même genre d'inscriptions qu'auparavant mais le sens en a subi une mutation fondamentale : elles ne signifient plus l'unanimité contre le mal incarné par l'Etat, mais le refus de reconnaître l'Autre même si cet Autre est le peuple.

— Lieu morose où la répression verbale s'officialise en s'autorisant de l'alliance d'antan irrémédiablement rompue.

— Les voitures des *komité-s*, souvent blindées, accompagnent les manifestants *hezbollahi-s*, les escortent ; la manifestation n'est plus une interpellation, un témoignage ; elle ne procède plus de la même essence que le martyr-témoignage ; elle n'est qu'une tentative de plus pour intimider la société, un acte éminemment répressif pour

sent une mutation de sens : de simples instruments de locomotion (et d'ostentation), ils se font miroir de la manifestation ; l'objet mécanique s'humanise, porte en creux l'interpellation lancée aux autres automobilistes pour qu'ils se joignent à la manifestation.

l'acculer à subir passivement l'ascendant du clergé. Alors que pendant la révolution, la manifestation était une exhortation lancée à Autrui pour qu'il s'associe au cortège des contestataires, désormais la manifestation n'est plus qu'un moyen supplémentaire de l'arsenal répressif d'un pouvoir impopulaire pour réduire la société à l'apathie, la faire renoncer à toute tentative d'insoumission, à la révolte.

— La manifestation reconstitue la communauté en déniait à l'Etat sa légitimité. Elle supprime la médiation de l'Etat qui avait supprimé la société civile. Elle reconstitue la communauté dans la liesse du *togetherness*. Alors qu'auparavant chacun se sentait seul face à un Etat omniprésent, à présent tout le monde se sent uni et l'Etat se retrouve isolé, bafoué, réduit à l'impuissance. L'unité de la communauté se scelle par l'isolement de l'Etat.

— Le défilé est l'expression de l'Etat, il est la reconquête de la rue par l'Etat ; déni d'autonomie à la communauté, il est le signe extérieur de l'hégémonie de l'Etat sur la société. L'Etat rompt les liens entre les individus (qui se rassemblaient dans l'unité de la manifestation), il en fait une mosaïque d'êtres isolés, esseulés, faciles à maîtriser, à dominer qu'il terrorise par le défilé.

— Le martyr est la culmination de la manifestation dans l'acte du dépassement de soi ; l'individu reconnaît une vérité qui confère un sens à sa vie et pour laquelle il est prêt à se sacrifier. Dans la mort, il retrouve un sens à sa vie, il assume activement sa condition de martyr : le martyr ne subit pas le martyre, il y accède si besoin est pour témoigner de la vérité de son but. Par là il brise les ressorts d'un Etat injuste, il bafoue son *ultima ratio*, il crie victoire au moment où l'autre l'abat en désespoir de cause, par impuissance. La mise à mort du manifestant le hausse au rang de martyr ; mais cette mort est déjà le signe de la faiblesse du pouvoir : alors qu'avant, la violence

— Sous le nouveau régime (le pouvoir clérical), on rencontre deux types de martyrs : les uns se déclarent prêts au martyre par pur opportunisme, pour avoir une promotion, pour monter en grade : martyrisme verbal qui ne comporte aucun risque, pure surenchère à destination du pouvoir. La société n'a cessé de ridiculiser ce comportement, d'en démontrer la duplicité, l'hypocrisie, le « double jeu ». C'est devenu la comme une obligation dans la hiérarchie supérieure de l'Etat de se déclarer prêt au martyre, de se faire sanctifier sous le signe du martyr.

Un deuxième type de martyr tranche avec l'opportunisme du premier : les jeunes qui se font enrôler

étatique réduisait au silence une société apeurée, à présent les morts deviennent plus dangereux que les vivants, leur mort manifeste l'incapacité de l'Etat à s'imposer autrement que par la violence et la terreur. Le manifestant est de toutes façons dangereux pour le pouvoir : vivant, il bafoue son autorité en évacuant l'Etat de la rue où il s'était implanté ; mort, il interpelle plus profondément les spectateurs qui se transforment alors en manifestants. Avant, la peur enfermait les gens dans le cercle vicieux de la passivité, ce qui entretenait la répression étatique en les isolant les uns des autres, en dressant un mur d'incommunicabilité entre eux ; on les réprimait d'autant mieux que les gens se méfiaient les uns des autres, ce qui facilitait la dialectique de la répression. A présent, le scénario s'inverse : plus l'Etat réprime, plus il soude la solidarité dans la société, plus elle se dresse contre lui ; s'il ne réprime pas, c'est interprété comme signe de faiblesse qui encourage les gens à le remettre plus facilement en cause. L'Etat qui trouvait son ressort en isolant les individus et en les réprimant un à un, à présent, se retrouve lui-même isolé face aux individus qui se transcendent en communauté à travers la manifestation et l'isolent dans sa fonction de répression. Le martyr perce au grand jour la supercherie de l'Etat, l'oblige à montrer sa nature véridique : répression à l'état pur, violence, rehaussée jusqu'à la transparence.

— Le martyrisme est la lutte active contre un Etat illégitime en vue de bâtir une société nouvelle : témoignage de la possibilité d'un nouvel ordre, celui-là juste et équitable en

dans le Bassidje rédigeant leur testament et se lancent à corps perdu dans une lutte inégale contre l'armée irakienne. Ils servent de chair à canon et certains d'entre eux s'en délectent, y trouvent un plaisir morbide. Leur leitmotiv est, d'une part, la grandeur du Guide (Rhomeyni), représentant le douzième imam, et, d'autre part, l'anti-islamisme au pouvoir à Bagdad qui justifie la guerre de l'islam contre le pouvoir irakien impie.

Ce nouveau type de martyrisme est profondément différent de celui de la révolution proprement dite où il s'agissait de la fascination d'une mort héroïque au service d'un Etat dont le Guide était l'incarnation de la vérité.

Comme, ici bas, il n'y a pas de joie ; comme la communauté resoudée un moment pendant la révolution n'a pas résisté aux assauts du pouvoir ; comme la nouvelle société est aussi insensée, aussi vide, aussi déracinée, sinon davantage, que l'ancienne, alors la seule solution possible est de découvrir le paradis dans la mort, de trouver la joie dans la suppression de soi, dans un héroïsme d'autant plus macabre qu'il ne porte pas la promesse de lendemains meilleurs.

— Le nouveau martyrisme fait de la mort en soi sa raison d'être, il corrobore un ordre répressif dont il sent confusément qu'il n'apportera pas de salut à la société ; le

rupture avec l'Etat inique des Pahlavis.

nouveau martyr se précipite d'autant plus rageusement dans la mort qu'il ne trouve aucun salut ici-bas, sous le pouvoir clérical qu'il porte pourtant aux nues.

— Le martyrisme de la révolution est la promesse de la reconstitution de la communauté désarticulée par l'ancien régime. L'Etat de l'ancien régime ne survivait que dans la mesure où il laissait planer la menace de la répression violente ; esquissait-il ce geste, qu'il instaurait la terreur dans les cœurs ; à présent, on l'accule à passer de la puissance à l'acte, de la menace à l'exécution ; autant il était redoutable quand il menaçait, autant il se révèle piteux et impuissant lorsqu'il abat un manifestant, le rehausse en martyr. Ce faisant il se rabaisse, se révèle comme grande imposture, comme nain sous les dehors d'un géant.

La manifestation est le spectacle de la désacralisation de l'Etat, de sa dérision, de sa hideuse agonie. Dans les grandes manifestations, les dernières, on ne craint plus l'Etat, il est déjà mort, on l'a bel et bien enterré, on ne daigne même pas lui réserver des obsèques : on l'ignore, pire que l'insulte. Les gens ne cherchent plus à se cacher la face, les voitures à dissimuler leur plaque d'immatriculation, les gens leur provenance, leur statut professionnel, leur credo idéologique (Moudjahédine, Fedaï, etc.), les militaires (armée de l'air) leur division, leur régiment... On méprise un Etat déjà enterré qui a semé la terreur pendant plusieurs décennies ; à la limite, on a honte de soi-même, de l'avoir craint alors qu'on a pu l'abatre si « aisément ».

— Le nouveau martyrisme est le renoncement à l'édification d'une nouvelle communauté que l'on sait irréparablement condamnée ; on porte en soi le désespoir de voir jamais bâtir le paradis sur terre, l'incapacité de pouvoir jamais étreindre le bonheur sous un pouvoir qui prétend pourtant être d'islam. A la limite, la profession de foi des nouveaux martyrs est qu'il n'y a de salut sous le régime islamique clérical que dans la mort ; la vie n'a plus de sens, la société civile est irréversiblement détruite par l'Etat, le monde est morne et dépourvu de sens, il n'y a pas d'avenir possible. La seule issue est de se précipiter dans la mort, d'étreindre la félicité dans l'acte de la suppression de soi ; on s'en tient alors à la beauté du geste, on fait de l'héroïsme gratuit le sens ultime de la vie. Une vie insensée découvre dans la gratuité d'un geste démesuré l'étendue de son désespoir. On se fait tuer au service du Guide mais celui-ci n'est plus le leader révolutionnaire, porteur d'un nouveau projet de société, il n'est plus la personnification de la lutte populaire contre le pouvoir injuste des Pahlavis. Il est le support d'un acte de suicide dont on occulte la gratuité en le mettant à son compte. Puisque la mort n'a plus aucun sens en dehors d'elle-même, puisque le (nouveau) martyr se délecte dans l'acte de suppression de soi, on l'impute au Guide, fantôme de son passé glorieux, de celui qui incar-

Les grandes manifestations fêtent la mort de l'Etat (même s'il se maintient encore), mort non comme un ennemi vaincu mais comme une bête sauvage abattue. En cela elles diffèrent des petites manifestations du début de la révolution, où l'Etat était encore présent jusque dans la tête des manifestants ; on le combattait dans la rue mais on le combattait aussi intérieurement, mentalement : le conflit était double, il se déroulait à deux niveaux ; quelquefois on luttait contre l'Etat mais on se cachait le visage, de peur d'être identifié par un ennemi tout puissant mais la lutte contre l'Etat était aussi une lutte contre sa propre angoisse face à l'Etat. Le martyr est porteur d'avenir, bouillonnant de sens, exprime le dépassement de soi pour reconstruire une société nouvelle. Le Guide est personification de cet avenir, sa caution, la garantie de la possibilité d'y accéder en l'absence d'institutions politiques qui nous y amèneraient.

Le martyr n'a rien d'un acte suicidaire. La mort n'est pas une fin en soi, elle n'est donc pas sombre, on n'y aspire pas par volupté, par héroïsme guindé. Devant un pouvoir prêt à se porter aux extrêmes, on met sa vie en jeu pour témoigner de la justesse de sa cause, pour abattre l'ordre inique, usurpateur des droits de la communauté, de ce qui est dû aux déshérités. On meurt pour bâtir une société prometteuse de justice et de fraternité, pour édifier un ordre communautaire dégagé de l'emprise d'un Etat répressif. Le martyr est une attitude active, ouverte sur le futur, sans trace de désespoir, pleinement assumée. Le geste renvoie à un au-delà qui le justifie et lui confère un sens. Qui

naît un avenir qui s'est révélé illusoire, impossible.

Le nouveau martyrisme n'est rien de plus qu'un suicide travesti. Il exprime l'étendue du désespoir d'une partie de la jeunesse pour qui la vie est évacuée de tout sens, par suite même de l'échec de la révolution. Lors même qu'ils se déclarent fervents partisans du nouveau pouvoir « révolutionnaire », leur acte dénote leur rejet de ce pouvoir ; seulement ce rejet est si véhément, l'angoisse si intolérable, qu'on se supprime soi-même, de rage et d'impuissance. On exulte d'autant plus de sa mort toute proche que cet acte est le seul qui ait un sens. A la perte de sens de la vie, on riposte par la suppression de soi au service d'un pouvoir qui est dialectiquement nié et rejeté par cet acte même d'auto-immolation. On meurt pour la gloire du régime mais par delà l'immédiateté de ce geste, la mort du martyr révèle l'incapacité du nouveau pouvoir à proposer un sens à la vie. L'islam du pouvoir n'est plus la conquête du sens dans la prise en charge de la communauté par des individus libres. C'est un islam macabre, peuplé de fantômes, où tout le monde est aigri : certains s'adonnent à la spéculation, à la corruption, à la magouille ; d'autres tournent leur agressivité contre eux-mêmes, vont jusqu'au bout de leur logique, détruisent l'ordre à même leur corps.

Tout le monde est d'accord sur l'abomination du nouveau pouvoir ; l'intentionnalité est la même, le mode d'action différent ; plus exactement, les « martyrs » poussent la logique du rejet du pouvoir jusqu'à son ultime conséquence, tentent de supprimer toute trace de ce pouvoir

plus est, il y a une certaine légèreté, une certaine allégresse dans cet acte qui contraste vivement avec le martyrisme sous le nouveau pouvoir, macabre, triste, morbide.

— Le martyrisme sous la révolution se conjugue essentiellement au futur :

- Le Guide est promesse d'un avenir lumineux : liberté, communauté resoudée, Etat répressif liquidé.

- L'islam est réalisable dans ce monde, en Iran, *urbi et orbi* : ce sera la justice, la rupture avec la violence étatique, la reconquête de l'identité conçue comme la création d'une nouvelle société qui améliorerait le sort des déshérités

- La vie reprendra un sens, aura une raison d'être, effacera la grisaille qu'elle revêtait sous l'ancien régime : on travaillera pour bâtir un nouvel ordre, on développera la société en contrepartie de l'amélioration du sort des couches populaires.

Vision optimiste de la vie jusque dans la mort par le martyr : l'ordre nouveau sera meilleur que l'ancien, il portera sens, il mérite qu'on se sacrifie pour lui, qu'on meure pour lui. On donne sa vie parce que le sens de la vie ne se trouve pas dans la quête individuelle et égoïste du bonheur privé mais dans la recherche collective de la société juste et équitable, dans la réalisation du Nous communautaire en rupture avec la répression étatique.

— Le corps du martyr : la foule le transporte sur ses bras au cimetière. Il est l'occasion de la radicalisation de la lutte contre le pouvoir, qu'on hait d'autant plus qu'il n'hésite pas à tuer des innocents, qu'il montre sa vraie nature,

jusqu'au niveau de leur être, de leur corps.

— Dans le nouveau martyrisme, tout est au passé :

- Le Guide est son passé révolutionnaire, pas l'expression d'un avenir assumé.

- L'islam est la splendeur d'un passé (l'âge d'or, l'origine de l'islam) irréalisable sur terre, impossible comme projet concret de société.

- La vie est le passé d'une mort qui devient le futur absolu : la mort n'est plus l'aboutissement de la vie, mais la vie l'expression contingente de la mort. Le relatif de la vie (vécu déjà comme un passé révolu) bascule, par la gratuité du suicide-martyr, dans l'absolu d'une mort qui occupe tout l'horizon du futur.

— Le corps du martyr : le corps déchiqueté du martyr est amené au cimetière accompagné de pleureurs et de pleureuses professionnels, embauchés à l'année par les *Pâsdâr-s*. On s'acquitte d'un acte de routine, on accomplit un travail

sa férocité carnassière en plein jour. Le corps du martyr devient le symbole de la vérité contre la fausseté, le signe évident de l'illégitimité du pouvoir, le miroir de la justesse de la lutte, de l'ignominie de l'Etat périphérique.

Par la suppression des manifestants, le pouvoir les hausse au rang de martyrs aux yeux de la communauté ; vivants, il ne les maîtrisait déjà plus, morts (en martyrs) il a encore moins de prise sur eux alors que les martyrs, par une inversion caractéristique, parviennent encore à le narguer, devenus invulnérables par leur passage de la vie au trépas.

Mort, le martyr est plus redoutable pour l'Etat que le manifestant vivant : il le réduit à l'impuissance, lui enlève son seul recours possible (la mise à mort). Criblé de balles, le martyr acquiert un corps désormais hors d'atteinte de l'Etat, il lui est transcendant, échappe à son emprise, récusé sa domination, libère l'être emprisonné de sa carcasse corporelle où l'Etat pouvait apposer son empreinte. Par ailleurs le martyr montre aux vivants le peu d'ascendant de l'Etat, révèle la dimension non maîtrisable inscrite comme un défi sur ce corps à la fois inanimé et redoutable. La communauté se resoude autour du corps trépassé, elle surmonte la destruction imposée par l'Etat, elle s'unifie à travers le sacrifice du martyr. Le martyr ne se suicide pas ; au contraire, il accule le pouvoir au suicide en le refoulant dans ses derniers retranchements, en le mettant au pied du mur. On pleure le corps du martyr mais les larmes dénotent tout autre chose que la résignation. La communauté entière pleure et cet acte la met à l'unisson,

rétribué. La société dans son ensemble est muette. Elle fait la sourde oreille et refuse de prendre part à un acte approprié par le pouvoir. Le désintérêt de la société pour le corps du martyr et son appropriation par le pouvoir sont les deux faces de la même médaille : le martyrisme n'est plus un acte socialement porteur de sens, il s'agit d'un crime de plus perpétré par l'ordre pour se donner un semblant de légitimité. Quand le cortège funèbre des martyrs traverse l'avenue, les voitures bloquées piaffent d'impatience, jettent les jurons les plus orduriers aux « martyrs » (qui, par leur mort, légitiment le pouvoir), les gens y voient une nouvelle occasion de vomir un ordre exécré contre lequel ils n'ont aucun recours.

Le martyr s'est, à ses yeux, supprimé au service du nouveau régime. La société, quant à elle, interprète le fait comme acte inconscient d'une jeunesse éprise d'héroïsme et innocente. Le pouvoir, lui, incarne le démon, le trompeur ; le martyr, l'innocence malmenée, l'enfant naïf trompé. S'être trompé est un pas dans la culpabilité, et le jeune qui accepte de mourir pour le nouvel ordre, même s'il est pur et inconscient, a déjà fait un pas vers la souillure.

Les déterminations de classe jouent un rôle important : dans les couches populaires, le martyre (il vient presque toujours des classes populaires) est un acte de barbarie supplémentaire de la part du pouvoir, une agression de plus du nouvel Etat contre la famille (selon un *fatvâ* de Rhomeyni, les enfants désireux de prendre part à la guerre peuvent s'enrôler sans l'autorisation des parents), contre l'autorité

retisse les liens de solidarité déchirés par l'Etat. On s'unit encore plus fortement contre l'Etat, on s'acharne davantage à sa perte.

En mettant à mort des innocents, le pouvoir rompt tous les ponts avec la société, rend le dialogue impossible, les velléitaires finissant par se radicaliser, par rejoindre les opposants inconditionnels.

Le martyr d'un membre d'une famille la dé-privatise, la réintègre dans la société civile, fait d'elle le membre estimé d'un ensemble fortement solidaire.

Avant, la famille était un rempart contre la société globale, le lieu de la défense corporatiste, le terrain privilégié du clientélisme d'Etat : le recrutement d'un membre de la famille par l'Etat ouvrait, par le jeu des influences et du *do ut des*, les portes aux autres membres, rendait la famille entière tributaire du pouvoir. Celle-ci se dissociait de la société pour devenir rouage du pouvoir, instrument d'exclusion des autres ; à présent, la famille se re-socialise, elle rejoint la société civile dans sa lutte sans merci contre l'Etat inique, son unité ne jure plus avec celle de la société, elle n'est plus un îlot isolé dans un monde clos. Elle s'ouvre sur l'ensemble de la communauté, elle devient un ensemble articulé et solidaire dans le combat sans merci contre l'Etat pahlavi.

parentale, l'immixtion intolérable de l'Etat dans l'intimité des foyers, un acte sordide de rapt des enfants à leurs parents (*batché dozdi*), pire que l'enrôlement forcé des jeunes appelés sous les drapeaux, au temps de l'ancien régime.

Par ailleurs, à titre de compensation, les familles de martyrs reçoivent des denrées alimentaires au prix officiel, ont leurs coopératives, perçoivent parfois d'autres types de compensations (voyage aux villes saintes, financé par l'Etat, logement, etc.).

Par des temps difficiles où l'inflation réduit à rien les salaires, où le chômage sévit, où il y a pénurie, cette aide rend la vie moins pénible aux survivants. Elle est mal vue des autres familles qui trouvent que ces familles « vivent de la mort de leurs enfants ». Un mécanisme de plus pour l'Etat qui, par ce biais, rend dépendante une partie des masses populaires.

Dans les classes moyennes, on rejette les martyrs comme des gens de « basse extraction », des « imbéciles sans discernement », qui, de même qu'ils ont renversé l'ancien régime et instauré le nouveau, soutiennent le pouvoir actuel. Ce faisant, on identifie la révolution au régime clérical et on fait de ce dernier le résultat de l'inconscience et de la bêtise des couches populaires. On rejette dans le même mouvement la révolution, le martyr et l'ordre nouveau.

Le mépris du régime clérical déteint ainsi sur les couches populaires, acteurs de la révolution.

Le martyr ne dénote par une structure mentale fascisante car il ne meurt pas pour le régime (dans son intentionnalité profonde), il meurt parce que la vie n'a plus de sens

et cette réduction de la vie à un non-sens a été opérée par le nouvel Etat qui a accaparé le pouvoir et détourné la révolution de ses visées cathartiques. La révolution était la quête du *sens* ; le pouvoir clérical est l'expression éloquente de l'impossibilité du sens sous un Etat despotique. Lors même qu'il tient le discours de la pureté (l'Etat représente le pur et la société, qu'il soupçonne de le rejeter, l'impur), il se souille du sang de ses « martyrs ». Les martyrs meurent soi-disant pour glorifier le nouvel Etat ; en fait leur mort est ressentie comme une nouvelle preuve de l'indépendance d'un ordre sans vergogne. Certes, on ne s'insurge pas ouvertement contre lui, on le sait tout puissant et capable de mettre à feu et à sang la société ; fini le temps de l'héroïsme révolutionnaire. On se referme sur soi ; on refoule sa hargne et sa fureur contre le pouvoir abhorré. Précisément, cette impuissance à s'unifier derechef contre l'Etat despotique est due à l'échec de la révolution.

— Aucun encadrement du martyr, dans le sens organisationnel. Le martyr est porté par la manifestation, il n'appartient à aucun réseau institutionnel qui le préparerait à mourir ; il est un individu, souvent jeune, qui va jusqu'à renoncer à la vie pour témoigner de la vérité. La mort survient non pas en vertu d'un entraînement préalable, mais parce que l'ordre que le manifestant met en cause, riposte par la mise à mort des contestataires. Le pathos du martyr réside non dans l'acte de se faire tuer par fascination de la mort, mais dans la manifestation d'une vérité qui, sinon, risquerait de passer inaper-

— Le martyr s'accomplit sous l'égide des organisations « martyrogènes » : l'armée des *pâsdâr-s*, le Bassidje des déshérités (en fait section de l'armée des *pâsdâr-s*). Un ensemble d'organisations d'Etat encourage littéralement au martyr. Les jeunes déracinés sont admis dans ces organisations avec empressement parce que leur mort légitime le pouvoir. Un ordre profondément impopulaire cherche à accréditer l'idée que la jeunesse du pays meurt spontanément et d'elle-même pour confirmer un régime qui se sait abhorré. Afin de mettre en condition le martyr potentiel qui cherche à se défaire

que : le pouvoir est injuste, il faut l'abattre. Cette condition du martyre, le manifestant l'assume librement, en tant qu'individu et non comme membre d'une secte, d'une coterie, d'une quelconque organisation. D'une part l'individu s'insurge contre l'ordre, en tant que membre de la communauté entière, de l'autre, le pouvoir met à mort le contestataire sous les yeux de la nation entière. Entre eux, aucun médium, aucune organisation, aucun intermédiaire : ni clergé, ni parti, ni syndicat ; c'est la lutte sans merci entre la communauté qu'incarne parfaitement le martyr et l'Etat. Ce face à face ne peut se produire que si l'individu dépasse sa lâcheté d'antan. Il le fait par une véritable révolution intérieure, il renverse dans son être le rapport hégémonique qu'entretient l'Etat avec lui. La conscientisation est la prise en charge par le manifestant de sa liberté individuelle en vue de rompre l'hégémonie de l'Etat despotique. Cette remise en cause de l'ascendant de l'Etat est aux antipodes du martyrisme clérical où l'individu meurt pour corroborer l'hégémonie du clergé. L'individu vit et meurt pour dénoncer un Etat qui n'a pas de sens, qui rend tout sens impossible et voue à l'insanité toute recherche de sens.

d'une vie qui n'est plus porteuse de sens, l'Etat a mis sur pied des institutions d'encouragement à la mort collective. La mise en condition fonctionnelle sur plusieurs registres : Rhomeyni est le vrai Père, il est la Loi ; devant lui tous les liens sociaux s'effacent : famille, amitiés, relations de parenté, rapports communautaires, etc. Pour atteindre la félicité éternelle, l'individu doit renoncer à tout et se mettre au service du Guide qui se charge de lui entrouvrir les portes du paradis. Pratique d'infantilisation, de mise sous dépendance des jeunes « volontaires » auxquels est proposé un idéal factice, au nom duquel ils doivent se sacrifier pour êtreindre le bonheur. Précisément, il n'y a de bonheur que dans la mort, au service du Guide. La vie c'est le risque de s'écarter des prescriptions du Guide, de remettre en cause une relation de dépendance qui n'est jamais totale. La mort rend la dépendance totale, l'asservissement aux diktats de l'Etat, transparent, irréversible. Par la mort, l'alliance entre le martyr qui renonce à son individualité pour devenir instrument docile aux mains de l'Etat et l'Etat est définitivement scellée. Le monde n'est qu'une vallée de larmes où l'on peut devenir infidèle à l'autorité absolue de l'Etat : la suppression de soi résoud le problème, elle met fin à la liberté du martyr, lui ôte toute possibilité de remise en cause.

— Dans cet acte d'appropriation et de libération de soi, le Guide libère un mécanisme ; là s'arrête son rôle : le centre de gravité se trouve dans l'individu lui-même qui prend conscience et se révolte. Aucun lien infantilisant n'associe le Guide à

— Le précepte est inlassablement répété au cours de chants et de sermons lugubres, dans cette organisation martyrogène qu'est le Basidje : l'islam d'Hossein est celui de Rhomeyni, mourir pour le second, c'est être le compagnon du pre-

l'individu conscient : le Guide est la cause occasionnelle qui fait découvrir l'imposture de l'Etat, un élément (parmi d'autres) structurant dans l'économie du champ de la conscientisation. On ne suit pas le Guide, on fait le chemin avec lui. Quelquefois même on le devance, on l'oblige à suivre (comme pendant la révolution). Le Guide parfait doit être à l'image de Hossein : il témoigne de la vérité de sa lutte contre l'Etat inique jusque dans la mort. Hossein est le martyr suprême parce qu'il a lutté contre l'Etat injuste incarné par Yazide, parce qu'il a refusé tout compromis, tout dialogue avec l'ordre répressif. Hossein a accompli tout ce que tout être aliéné sent qu'il doit faire sans avoir le courage de le faire : rompre avec l'Etat oppresseur. Son exemple est une invitation à être suivi. La conscientisation atteint son apogée dans le passage de la passivité devant l'Etat à sa remise en cause, à la contestation de sa légitimité. L'islam de Hossein est la lutte sans merci contre l'hégémonisme étatique tel qu'il s'est développé sous le pouvoir périphérique des Pahlavis, c'est le refus opposé à la périphérisation. Le seul cadre dans lequel le martyr réalise le passage de la vie à la mort est la manifestation. Ce cadre n'est rien d'autre que la communauté réunifiée reprenant confiance en elle-même, découvrant en elle une nouvelle force, une vigueur renouvelée pour affronter le pouvoir. Ce cadre est le moment des retrouvailles de l'individu et de la société, de la rupture avec l'atomisme forcené auquel acculait l'Ancien Régime. Le martyr, dans ce contexte, diffère foncièrement du martyr dans le régime clérical où les jeu-

mier ; Hossein est le symbole de l'Etat islamique, l'archétype de l'Ordre, la caution du pouvoir. Suivre Rhomeyni jusqu'à la mort c'est s'affirmer digne disciple de Hossein. La société dénie à l'Ordre toute légitimité ; l'ordre enferme les jeunes martyropathes dans ces organisations productrices du martyr dont la première tâche est de les isoler de la communauté. On pare à l'hostilité de la société en retranchant les quêteurs de martyr de la société, en les enfermant dans des institutions martyrogènes qui leur offrent une raison d'être en les préparant à la mort. L'individu devient le rouage d'une organisation qui se charge de le vouer au martyr, de décider à sa place, en lui dérobant une individualité qui lui pèse parce que la société post-révolutionnaire se révèle encore plus destructurée, moins créatrice que celle de l'Ancien Régime. L'organisation du Bassidje allège la tâche du martyr potentiel dont elle fait un être prêt à mourir qui ressent le martyr comme un destin, comme le dernier acte de la descente vers l'abîme ; elle décide à sa place, l'infantilise, lui retire toute initiative même dans la mort.

Les cérémonials d'initiation au martyr ont un aspect lugubre et désincarné ; jusque dans le renoncement total à son individualité, l'individu garde des traces de lucidité, ressent le malaise d'un rituel morbide et macabre ; même lorsqu'ils font état de leur félicité, les martyrs en sursis ressentent le côté irréel et guindé de leur attitude ; ils ne sont à l'aise qu'à huis clos, en dehors de la société ; l'organisation martyrogène (Bassidje) y trouve l'occasion d'exercer son hégémonie (cette fois presque complète) sur le jeune

nes recrues sont encadrées au sein d'une organisation (le Bassidje) qui impose le moment et l'emplacement de la mort (champ de mines, assaut héroïque et presque à mains nues d'unités irakiennes armées jusqu'aux dents, etc.). On ne meurt pas sur commande, pour l'Etat, mais en enfant chéri de la communauté qui pleure la perte irrémédiable d'un fils et y puise une force renouvelée pour abattre la tyrannie. On meurt pour la liberté, on s'identifie à la nation, au pays qu'on veut sauver des griffes du pouvoir oppresseur. On se donne une mission, on est sujet de l'histoire, on affirme sa liberté individuelle en transgressant un ordre injuste. Le martyr est libération non parce que l'acte de mourir est érigé en absolu mais parce qu'en mourant on libère la communauté du joug de l'oppression ; on prêche l'exemple en bafouant le pouvoir dans la rue et en invitant les autres à faire de même.

— Le martyr d'un membre de la famille renforce sa cohésion car il n'exprime pas la volonté hégémonique d'un Etat despotique (clérical) qui dérobe l'individu à sa famille. La société elle-même devient une grande famille, on fraternise, on fête la nouvelle alliance dans les manifestations ; l'anomie de jadis cède la place à la solidarité. La mosquée peut servir de cadre spatial où l'on échange idées et sentiments, où chacun se dépasse en zèle destructeur de l'Etat, où chacun redécouvre son soi en découvrant la palpitation de la vie chez l'autre. La mosquée n'est plus le lieu de l'hégémonie cléricale, elle est déjà symboliquement appropriée par la communauté, quel-

totement désemparé qui a perdu sa raison d'être dans la communauté et qui retombe dans ses bras pour y chercher refuge, abri, asile. Cette organisation mortifère est la forme la plus transparente de l'Etat clérical despotique : elle contribue à rompre les liens communautaires de l'individu déraciné (liens de famille, de parenté, etc.) et ne parvient à les remplacer que par des rapports de domination où la seule issue laissée à la personne est la mort. Le Bassidje fait d'une jeunesse en crise l'instrument de sa domination sur la société ; les jeunes désorientés se détruisent mentalement et physiquement pour asseoir l'hégémonie d'un pouvoir répressif. Ils se détruisent en détruisant la société pour reproduire l'Etat dans son rapport hégémonique à la société.

— Le Bassidje fait mourir ses jeunes en les autonomisant par rapport à leur entourage, à leur famille et en remplaçant ces rapports d'appartenance par le rapport à l'Etat qui prend la place du père, de la mère, devient l'archétype de la domination, la Norme absolue. Mais la nouvelle paternité ne mène qu'à la mort. L'Etat remplace la communauté pour l'individu mais il n'y parvient que par l'assassinat. L'individu meurt en martyr par le truchement de l'Etat et non en vertu d'une décision libre et souveraine, orientée vers la construction d'une communauté de la servitude du pouvoir despotique. Lors de son entrée au Bassidje, le jeune reçoit une carte où est notifié l'emplacement

quefois contre la volonté du directeur de prière. La mosquée est un moment statique de la dynamique de la manifestation : la manifestation s'y immobilise l'espace d'un répit, s'y refait une raison d'être, se recueille, cherche à se remettre des émotions de la journée, à échanger des informations, à s'organiser, non depuis le haut (direction institutionnalisée) mais à la base, là où surgissent des leaders dans le branle-bas général. La mosquée et la manifestation encadrent les martyrs dans le même sens : toutes les deux sont les expressions, l'une statique (mosquée), l'autre dynamique (manifestation dans la rue) de la communauté : il n'y a pas d'autre encadrement, pas d'autre organisation pour prendre en charge les martyrs. La société s'élargit à toutes les familles, elle devient une grande famille, la sollicitude gagne tous les membres de ce grand ensemble qui se constitue en famille dans et à travers les manifestations.

de son tombeau dans le cimetière (à Téhrâne, c'est le cimetière Behechte Zahrâ qui l'accueillera). A l'avance, l'organisation pourvoit à sa mort, prend en charge les problèmes pratiques de l'enterrement, du deuil. Il sera enterré en martyr, des pleureurs et des pleureuses à la solde de l'Etat l'accompagneront au tombeau, de modestes hommages lui seront rendus et sa place d'honneur au paradis sera annoncée officiellement. Il sera reconnu comme martyr par l'Etat, non par la communauté. La famille du martyr a droit à divers avantages qui lui sont procurés par une autre organisation mortifère, la Fondation des Martyrs. Pour obtenir sa complicité, l'Etat facilite la vie matérielle de la famille ; des produits, rares sur le marché en période de pénurie et d'inflation galopante, lui sont fournis avec une relative abondance et quelquefois gratuitement. Organisateur de la pénurie, l'Etat prodigue un certain bien-être aux familles dont les enfants sont allés pour lui à la mort. Il récupère ces familles, achète leur complicité, leur offre en contrepartie de leur silence, quelquefois de leur collaboration (participation aux manifestations organisées par le pouvoir, aux cérémonies officielles, etc.) divers avantages d'autant plus appréciables qu'ils sont le plus souvent inaccessibles aux classes populaires. Par un transfert de biens sans contrepartie en travail, l'Etat hausse artificiellement le niveau de vie d'une partie des classes populaires qu'elle rend complices de la lutte sans merci livrée à la société. Cette élévation du niveau de vie distend les liens de ces familles avec leur propre couche sociale, met à dure épreuve la solidarité au sein de ces

couches. « Enrichie » grâce au martyre de l'un de ses membres, la famille tend à se transformer en agent de l'Etat dans le quartier, le village, etc. Enrôlée dans une entreprise de soutien à l'Etat, la famille, traumatisée par la mort de l'un de ses fils, devient encore plus dépendante de l'Etat, encore plus isolée de la communauté qu'elle ne l'était avant la révolution.

L'EXPERIENCE CONSEILLISTE

Hassan BASSRI, Bernard HOURCADE

Le conseilisme en Iran est loin d'avoir livré tous ses secrets. On en connaît mal la portée, l'extension et l'influence pendant la révolution. Les sociologues iraniens, membres de la classe moyenne, en épousent parfois les préjugés, quitte à les reformuler sous un vernis marxiste ou fonctionnaliste ; ils n'ont souvent que mépris pour cette forme « bâtarde » d'organisation sociale. D'un autre côté, sollicités par l'action, les intellectuels « engagés » ont peu de temps à consacrer à l'étude des conseils. Le petit nombre d'études de cas ne doit pas nous induire à penser que le fait conseiliste aurait été somme toute un phénomène marginal et de peu d'importance dans la révolution. Tout au contraire, il a été d'une importance capitale ; si nous en sommes peu informés, cela tient à la structure du champ de l'information tant en Occident qu'en Iran. Le conseil, forme de gestion sociétale « par le bas », dérange ceux qui se sont habitués à la prise en charge de la société civile par le haut, que ce soit par les Pahlavis ou par l'Etat clérical.

Pendant un temps (dernier mois de l'ancien régime jusqu'à quelques mois avant le départ de Banisadr) un bouillonnement conseiliste s'est emparé de la société tout entière, n'épargnant aucune organisation : universités, usines, écoles, administrations, villages, zones urbaines, régions ethniques, etc. Ne serait-ce que pour rendre justice à la révolution iranienne, il faut, au risque d'en surestimer la portée, attirer l'attention sur la massivité et l'ubiquité du fait conseiliste en Iran pendant cette période. On peut craindre que les historiens finissent par proposer une image de la révolution iranienne en termes de régression, d'archaïsme (le caractère rétrograde du clergé étant pris pour celui de la société entière), de refus de la modernité, de fuite du développement, etc. L'expérience conseiliste étant, par essence, un fait fugitif, non-institution-

nalisé, sauvage, traversé de multiples tensions, le conseilisme iranien ayant trouvé une fin tragique lors de la mainmise d'un Etat répressif sur la société civile, il est tentant de le passer sous silence et de sauter directement d'un Etat volontariste (l'Etat Pahlavi) à un autre (l'Etat clérical) ; la courte période — un an ou deux — de l'autogestion se trouve ainsi gommée au profit du fait massif de l'Etat omnipotent. Cette vision qui privilégie la permanence du fait étatique sur l'ensauvagement conseiliste est fort sommaire ; en raison de la fortune tragique de la révolution iranienne, elle risque de prévaloir, la période conseiliste se trouvant reléguée à l'arrière-plan et ne jouant qu'un rôle de comparse, de trouble-fête : on lui fera le sort fait aux soviets en Russie. Ce dernier cas est d'ailleurs significatif : l'un des meilleurs spécialistes des soviets (Oscar Anwiller, *Les soviets en Russie*, Gallimard) n'en vient-il pas à considérer les conseils comme un mode de gestion de la société pendant la crise de l'Etat ? Il suffit que l'Etat se réorganise pour que soit mis fin à l'expérience conseiliste. Si la fragilité de l'expérience conseiliste est un fait d'évidence, si l'exigence de la gestion de la société civile par les conseils est peut-être une utopie, il n'en demeure pas moins que le fait conseiliste n'est pas en soi un phénomène passager, qu'il ne se réduit pas à la « transition » entre un Etat moribond (l'Etat tsariste en Russie, l'Etat pahlavi en Iran) et un nouvel Etat revigoré (l'Etat « soviétique », l'Etat clérical) : on doit concevoir le conseilisme révolutionnaire (iranien ou autre) comme un phénomène qui porte sens en lui-même et qui n'est pas l'expression d'autre chose (en l'occurrence l'Etat). Comme n'importe quel autre fait social, il est déterminé par d'autres facteurs (en l'espèce, l'Etat) ; mais il est comme un rempart contre l'hégémonie de l'Etat, il se veut avant tout comme la prise en charge de la communauté par elle-même, comme le refus de l'étatisation. Que la révolution iranienne ait abouti à un nouvel Etat volontariste ne signifie pas primordialement que les conseils étaient de peu d'importance et pouvaient être facilement réduits au silence. Tout au contraire, c'est parce que le conseilisme a fait preuve d'une rare vitalité, parce qu'il a pu se maintenir contre vents et marées dans une conjoncture politique difficile, parce qu'il a résisté avec plus ou moins de bonheur aux menaces d'un Etat qui disposait de tout (l'arsenal répressif de l'ancien régime a été repris, presque intact, par le nouvel Etat, ainsi que les recettes pétrolières qui lui offraient une grande autonomie économique face à la société civile) que ce dernier a dû recourir à la violence nue pour mettre fin à l'expérience des *chôwra-s*.

Dans de nombreux cas (par exemple conseil d'une université du Nord de l'Iran, conseil d'habitation à Téhéran, conseil des « Barbes blanches » à Torkaman-Sahra, ou, encore, conseil d'une université de l'Ouest), l'Etat met brutalement fin au conseil par la fermeture de l'université, l'arrestation des leaders et la réduction au silence de la contestation conseiliste ; dans certains cas, il est vrai, on assiste à une agonie du conseil en raison de l'épuisement de sa capacité auto-gestionnaire et combative. Mais souvent l'Etat brise le ressort conseiliste par le recours direct à la violence physique.

Il s'agit donc ici de réhabiliter l'expérience conseilliste, de lui restituer le sens qu'elle risque de se voir dénier sous le poids de l'érudition historique, en l'absence de témoignages *in vivo*. Cette volonté ne doit pas nous aveugler sur les faiblesses ou les déficiences des conseils iraniens : leur éparpillement, leur hétérogénéité, leur relative incapacité à gérer, leur spontanéisme, les œillères de la plupart des jeunes « gauchistes » qui ont contribué à leur lancement, l'extrême difficulté des intellectuels et des couches populaires à s'entendre...

Comment définir un conseil iranien pendant la révolution ? En se rapportant aux cas connus de conseillisme en Iran, on peut relever les caractéristiques suivantes :

— Le conseil est une tentative de gestion qui se veut « démocratique » ; il est constamment tendu entre les deux pôles antithétiques de la hiérarchisation et de la démocratisation, mais il marque une nette prédilection pour la démocratisation aux dépens de la hiérarchisation, ce qui risque, à terme, de le paralyser, dans la mesure où tout y est apparemment sujet à négociation, à discussion, à remise en question.

— Le conseil est dominé par une vision égalitaire des relations sociales ; en cela, il implique un enjeu de classes : on ne veut pas gommer les différenciations sociales ou nier les particularités ethniques ou culturelles ; souvent (cas du Kurdistan et de Torkamane-Sahrâ) il s'agit d'affirmer une identité ethno-nationale par le truchement du conseil, il arrive même que le conseil soit plus ou moins dominé par les aînés (les « Barbes blanches » à Torkamane-Sahrâ) même s'il est impulsé par des jeunes (à Torkamane-Sahrâ, les jeunes Fédâïs « lancent » les conseils) ; mais le conseil est, primordialement, une remise en cause des rapports de classes avec une plus ou moins grande virulence selon les cas. Dans l'Iran révolutionnaire, les conseils ont toujours été le fait des couches populaires et on ne connaît pas de conseil de grands propriétaires, d'industriels ou de marchands du bazar. Même s'il est aiguillonné par des jeunes militants « marxistes » ou « islamistes » issus des classes moyennes, le conseil ne prend d'essor que s'il mobilise les couches populaires en vue de remettre en question les rapports de classes.

— Le conseil traduit, en l'absence ou pendant la crise de l'Etat, une tentative créatrice de gestion sociétale : dans de nombreux cas, l'absence du pouvoir s'est exprimée par le chaos ou par la prise en charge des quartiers par des forces locales (les commerçants du bazar par exemple) sans qu'il y ait recours au conseillisme. Il n'y a aucun déterminisme strict entre la crise du pouvoir et l'émergence du conseil : dans les quartiers populaires de la route de Saveh à Téhéran, bâtis pendant la crise révolutionnaire, a été reconnu au moins un cas de conseillisme authentique ; dans les autres cas, on assiste à une gestion par le haut (le *komité* local, dans un village de Tchâhar-Dongué) ou à un atomisme exacerbé où chacun œuvre pour soi (Chahraké Motahhari). Le conseillisme implique une vision des relations sociales rompant avec la gestion « par le haut » et se fondant sur la capacité de la « communauté » à changer l'ordre social, à le maîtriser en le restructurant.

— Le conseillisme est, implicitement, une tentative de réaménagement

de la division sexuelle : dans le cas du conseil de Moussi-Abâde, sur la route de Sâveh, les femmes sont autant sinon plus militantes que les hommes ; elles se jettent sur les forces de l'ordre avec plus de véhémence que les hommes, du fait de la relative impunité que leur confère leur « féminité » dans une société régie par « l'honneur » de l'homme. L'enjeu n'est point, à l'instar du mouvement féministe occidental, une réaffirmation de la femme comme telle ; ici, il est beaucoup plus intimement lié à une conception des relations sociales en termes de classes : la femme des couches populaires s'oppose, aussi vigoureusement qu'elle le peut, aux forces de l'ordre qui tentent de déloger la nouvelle communauté de l'habitat qu'elle occupe. La femme se veut au service de la communauté qu'elle tente de protéger même par le recours à la violence. Apparemment, cette conduite ne remet pas en cause la division sexuelle de la société ; pourtant, à y regarder de près, on découvre qu'il y a redéfinition du rôle de la femme, même si cela ne répudie pas frontalement la division bipolaire : telle ouvrière qui vit avec son frère et reçoit, en sa présence, des « sœurs », discute en conseil mixte des problèmes du quartier, monte la garde comme les hommes pour prévenir l'attaque des forces de l'ordre ou l'intrusion des matraqueurs stipendiés par les ex-propriétaires, elle finit par épouser (peut-être provisoirement) une conception des rapports hommes-femmes qui ne doit pas tout à la tradition. Du moins dans la période conseilliste, les relations hommes-femmes subissent de notables changements : plus étroite collaboration entre hommes et femmes, uniformisation plus ou moins poussée des tâches attribuées, intensification des relations sociales inter-sexuelles, communication plus directe entre les sexes opposés, etc.

— Le conseil se constitue à partir d'une unité sociale, d'un groupe concret : conseil de quartier, d'université, d'usine, de village, etc. Néanmoins, le conseillisme procède d'une vision globale ; même pour un conseil de quartier, l'enjeu se présente, par-delà la gestion d'un ensemble restreint (le quartier), comme une tentative de refonte de l'ensemble des relations sociales : on ne vise pas seulement à apporter une solution aux problèmes de quartier (de l'usine, de l'université, de la région, de l'ethnie, etc.) mais à lutter contre un ordre qu'on répudie en vue d'instaurer une société fondée sur un autre ordre, sur de nouvelles relations de classes. On vise l'Etat. Fonctionnellement spécialisé, le conseil est idéologiquement globaliste.

— La gestion conseilliste n'est pas harmonieuse ; bien au contraire, la scissiparité, l'exacerbation des rapports sociaux sont constantes. La raison est simple : puisqu'il en va de la rupture avec l'ordre étatique ancien et de la tentative de création d'un nouvel ordre, la gestion de la crise va de pair avec la crise de la gestion.

Le conseil tente de façonner de manière immanente un ensemble disparate qui recevait jusqu'alors sa forme d'une instance supérieure quasiment transcendante (l'Etat périphérique des Pahlavis) ; il est une tentative d'ordonnancement par les acteurs sociaux eux-mêmes d'un espace où jusqu'à présent l'Etat imposait son diktat, chaque citoyen était non point acteur mais sujet, être sans autonomie politique, sans capacité

d'intervention sur le sens de sa vie. Avec le conseil, les tensions latentes reviennent à la surface ; d'implicites et refoulées, elles deviennent explicites, elles se défont, se montrent au grand jour : la gestion « par le bas » est une expérience traumatisante à l'extrême, traversée de multiples contradictions, semée d'embûches, dominée par un souci fondamentalement égalitariste et démocratique qui ne peut jamais se réaliser dans toute son étendue et entre en conflit avec la société globale : l'auto-assertion de la communauté est un défi constant lancé contre l'hégémonie de l'Etat, contre un ordre extrêmement inégalitaire. Le conseil est tiraillé par des tensions où l'Etat et la société environnante tentent de neutraliser la communauté auto-gestionnaire ; par exemple, dans le conseil de quartier, une frange des « islamiques » se rallie au pouvoir clérical en gestation (par le biais du *komité*) pour se débarrasser de la fraction « gauchiste » qui dispose de la majorité au sein du conseil.

Il faut donc aussi rompre avec l'image d'Epinal donnée quelquefois du conseilisme iranien ; non seulement l'atmosphère qui y prévaut n'est pas l'euphorie (hormis au début) mais il n'est pas rare que divers protagonistes (souvent de la même classe) se regardent en chien de faïence et s'efforcent de monopoliser le pouvoir en excluant l'autre. C'est une autre spécificité du conseil tel qu'il nous a été donné de le connaître en Iran : une tendance quasi-irrésistible à la bipolarisation, à la cristallisation autour de quelques foyers : généralement les « gauchistes » d'une part et les « islamiques » de l'autre (ce qui, au début de la révolution, ne signifie pas pro-clérical mais plutôt pro-rhomeyniste, populiste). Chronologiquement, se distinguent dans la révolution iranienne deux types de conseils ; ils sont en relation avec le fait étatique :

a) Les conseils qui ont vu le jour avant la chute de l'Ancien Régime. Dans cette période, en raison de l'effritement de l'Etat Pahlavi, le conseil n'a à affronter qu'un ordre moribond. La vacance du pouvoir et l'unanimité révolutionnaire président à la formation des conseils de quartiers qui se transforment par la suite en *komité*-s que le nouveau pouvoir va s'approprier, non sans difficultés.

b) Le fait conseiliste, comme expérience collective à tous les échelons de la société civile, apparaît avec l'avènement du gouvernement Bâzargâne. La dichotomie entre ce gouvernement et le clergé rend plus aisé la tâche des conseils qui parviennent, pour un temps, à s'opposer à une gestion de la société « par le haut ». Dans cette période trouble qui s'achève aux alentours du départ de Banisadr, les conseils s'installent un peu partout et réclament une part importante dans la gestion de la société. Divers éléments de gauche et d'extrême-gauche favorisent, en dépit de leur vision léniniste, l'épanouissement des conseils au Kurdistan, à Torkamane-Sahrâ, dans les usines, dans les complexes agro-capitalistes du Nord de l'Iran, etc. A ces groupes, un religieux progressiste et respecté prête sa voix, l'*ayatollah* Tâlerhâni. Il le fait, en opposition avec le plus clair du clergé qui perçoit les conseils comme un défi à l'Etat clérical en gestation. On assiste même à la tentative de lier le conseil au martyr par le slogan : « Il y a [deux choses, principes, institutions essentiels] le martyr et le conseil » (*chahâdate asto chôwra*). La fragilité

de l'implantation de la gauche dans la société, son idéologie léniniste, la mort de Tâlerhani, le conformisme et la précarité du gouvernement Bâzargâne, la conception fascisante du Parti de la République islamique en ce qui concerne les relations sociales, le secours inespéré que lui prête Rhomeyni, enfin, l'arsenal répressif que l'Etat Pahlavi a légué au nouveau pouvoir, qui n'est pas totalement désorganisé, contribuent à mettre fin à l'expérience des conseils.

Les *komité-s*, d'origine souvent conseilliste, sont vidés peu à peu de leur sens : on en élimine les récalcitrants et en fait un instrument répressif aux mains du nouveau pouvoir qui se méfie de la police pré-révolutionnaire. Néanmoins, dans cette période, les *komité-s* jouent un rôle ambigu : à la manipulation par le pouvoir riposte une contre-manipulation par des éléments qui y sont implantés et qui n'entendent pas renoncer à leur influence. Quelquefois, les *komité-s* ont été les agents de propagation de l'expérience conseilliste dans les zones urbaines. Dans les zones rurales, il n'est pas rare que la Croisade pour la construction suscite la création de conseils de village (*chôwrayé déh*).

L'expérience conseilliste d'un quartier de la grande banlieue sud-ouest de Téhérane s'inscrit dans ce contexte trouble : certes, les appareils répressifs du nouveau pouvoir se mettent progressivement en place, certes les *komité-s* sont plus ou moins bien pris en charge par l'Etat ; il n'en demeure pas moins que l'état est loin de se resserrer sur la société civile et qu'il y a encore place pour une tentative de gestion « par le bas ». Le village autour duquel s'est construit le quartier qui nous intéresse appartenait à l'origine à plusieurs frères ; les terres, lors de la Réforme agraire du début des années soixante, sont distribuées. Quelques années avant la révolution, les paysans les vendent à des entrepreneurs qui entendent lotir et revendre dans une visée spéculative. Une partie est achetée par un certain Hâdji P., « capitaliste » de renom, et l'un des partenaires commerciaux du demi-frère du shah. Vers la fin de l'ancien régime, Hâdji P. lance la construction d'un lot de quelques centaines de maisons ; pris au dépourvu par la vague révolutionnaire, il croit pouvoir y échapper grâce à ses liens avec le clergé. La construction des maisons est pratiquement terminée un an à peine après la révolution.

La nuit de *yaldâ* (la plus longue nuit de l'année, à la fin de l'automne), une trentaine de familles, plus ou moins mobilisées et dirigées par un ouvrier de gauche, Akbar, squattent des maisons, au cri de « Allah-O-Akbar ». Ces maisons sont toutes situées dans l'une des sept ruelles qui composent le lotissement ; chacune d'elles desservant quarante-quatre maisons semblables en tous points. Ces premiers habitants proviennent de l'extrême-sud de Téhérane (Chouche et Gowdé). Ils informent voisins et connaissances de l'existence de maisons inoccupées ; ceux-ci ne tardent pas à venir s'installer dans les autres rues du lotissement. Peu de temps après, il ne reste plus de maisons vides. Les occupants sont surtout des ouvriers de l'usine de production d'huile végétale Châh-Passande sur la route de Sâveh ; ils habitaient en majorité dans les quartiers de Chouche et de Gowdé. On y trouve quelques sous-officiers, on y rencontre des turcophones.

Presqu'immédiatement après l'installation, les occupants élisent un conseil (*chôwra*) qui désigne des équipes (chacune composée de trois personnes) auxquelles les femmes prennent une part active, dans le but de monter la garde et alerter au besoin les habitants. C'est que le *komité* local manifeste des velléités de les déloger. Entre-temps, le clerc qui préside le Bureau de construction des maisons (pour les déshérités) s'entend plus ou moins avec le propriétaire, Hâdji P. ; selon les habitants, il a partie liée avec lui ; pour preuve, ils rapportent le traitement que les *pâsdâr-s*, sur son ordre, leur ont fait subir. Un jour, les *pâsdâr-s* se présentent et demandent à discuter avec les représentants du quartier ; le conseil désigne cinq personnes, dont deux femmes. Les *pâsdâr-s* les amènent au *komité*, séquestrent dans les toilettes les trois hommes et relâchent les deux femmes. Le conseil décide de contre-attaquer : on se présente nombreux au *komité*, on séquestre son chef. Quelques religieux du Bureau de construction des maisons s'interposent, parlementent, finissent par délivrer le chef du *komité* en contre-partie de la libération des trois prisonniers. Le *komité* porte plainte contre le conseil ; on vient arrêter quelques « leaders » chez eux (quinze personnes sont inculpées), mais les gens du quartier, mis au courant, s'opposent efficacement. « On » (en fait le propriétaire, Hâdji P., par le truchement du Bureau de construction) propose à certains habitants de déménager en contre-partie d'une somme substantielle ; ils refusent.

Par souci d'efficacité, le conseil se dote d'une structure assez solide : chaque ruelle (*koutché*) élit trois représentants qui composent un conseil plénier de vingt-et-un membres. Ceux-ci, à leur tour, élisent cinq représentants qui forment le conseil central, lequel a pour tâche de prendre les décisions concernant la totalité du quartier ; les problèmes particuliers des ruelles sont du ressort du premier conseil de vingt-et-un membres. On décide de se réunir au moins une fois par semaine en conseil central, le conseil étant rééligible tous les trois mois. Dans trois cent huit maisons du quartier (quarante-quatre maisons par rue, et sept rues) habitent quelque quatre cents familles : les petites familles et les célibataires vivent à plusieurs dans la même demeure.

Le milieu environnant est hostile à la nouvelle communauté pour une double raison :

— Parce que les maisons squattées sont proches de celles des employés d'un journal de Téhérane, construites selon le même style et le même plan. Les employés ont acheté leur maison au même Hadji P., moyennant un emprunt obtenu auprès du journal. Ils regardent de façon méprisante les « usurpateurs », les « squatters », qui escomptent se hausser à leur niveau sans avoir gagné leur maison à la sueur de leur front ; ils publient dans le journal un article peu élogieux à l'égard de leurs voisins.

— D'autre part, le conseil branche illégalement l'électricité sur le générateur qui alimente le quartier des employés ; ce qui a pour conséquence une chute de tension. Mécontents, quelques-uns des employés coupent clandestinement les fils d'alimentation du réseau des « usurpateurs ». Ceux-ci se rassemblent en conseil et envoient leurs délégués

mettre les « bourgeois » en garde contre les possibles fâcheuses conséquences de leurs actes. Devant l'unanimité du conseil, les « bourgeois » reculent et acceptent de rebrancher l'électricité et de revendiquer auprès des autorités l'installation d'un générateur plus puissant.

A ces tensions s'en ajoute une autre, due aux menées d'un *mollah* directeur de prière (*pichnamâze*) de la mosquée locale, acquis aux grands propriétaires du quartier. Il fustige publiquement les squatters au cours des sermons, les traite de communistes, d'athées, d'occupants de maisons acquises illégalement (*rhasbi*), déclare nulle et non avenue la prière célébrée dans des maisons usurpées.

Le *mollah* pousse la malice jusqu'à reprocher aux squatters la promiscuité et des mœurs sexuelles répréhensibles, reproche qui sera repris plus tard par les « islamiques » du conseil contre les « gauchistes ».

Un certain Abbâsse, clerc du *komité* de cette partie de banlieue vient à la rescousse de la nouvelle communauté et entreprend de la défendre contre le *mollah*, le propriétaire Hâdji P., les propriétaires du journal et le Bureau de la construction. Il a affaire à trop forte partie ; non seulement on le réduit au silence, mais encore, on le met à la porte du *komité* pour avoir défendu une cause « louche » et apporté de l'eau au moulin des « gauchistes ».

Le conseil contre-attaque sur deux plans :

— Il entreprend un travail de propagande auprès des déshérités de la banlieue voisine, les incite à se soulever contre les propriétaires et à refuser de verser les loyers. Pour contrecarrer ces menées subversives, les grands propriétaires (au nombre de cinq ou six) forment un contre-conseil : tous les après-midi, aux dires du conseil, ils discutent des modalités d'expulsion des occupants qui ont empoisonné la vie des heureux propriétaires légaux.

— Le conseil, dominé par les « gauchistes », poursuit activement la création d'un conseil de coordination (*chôwrayé hamâhangui*) au niveau de la ville de Téhérane, réunissant les conseils de tous les quartiers squattés aux dépens des grands propriétaires ; neuf quartiers sont impliqués, le plus petit composé de dix-huit familles. L'un des premiers actes de ce nouveau conseil est de lancer une manifestation contre la politique du ministère du Logement, le premier mai, devant le bâtiment ministériel. Le nouveau conseil tient sa session de constitution dans l'un des locaux squatté, non loin de la place de la Liberté.

On assiste donc à la tentative du conseil de s'étendre dans deux directions, l'une « horizontale » (extension de l'assise du conseil dans son environnement immédiat), l'autre « verticale » (formation d'un conseil fédérant les bâtiments occupés à Téhérane, lui-même plus ou moins lié aux groupes d'extrême-gauche).

Aux rumeurs lancées par les propriétaires et le clerc du village quant à une éventuelle appartenance des squatters aux groupements « athées et communistes », le conseil riposte en répandant des contre-rumeurs, selon lesquelles le Bureau pour la construction, le *mollah*, les propriétaires et le *komité* local sont des « capitalistes » qui œuvrent dans le sens des intérêts du « capitalisme ». Après quelques mois de fonctionnement, le

conseil parvient à se faire accréditer comme représentant de la nouvelle communauté issue des couches populaires, dont les membres sont liés par la volonté d'appropriation de leur habitation. Le pouvoir (par le biais du *komité* et du Bureau pour la construction) trouve malaisé d'attaquer frontalement, surtout en cette période trouble où l'affrontement entre clergé et « libéraux » ne laisse pas les coudées franches.

L'unanimité règne au conseil quant à la poursuite de l'occupation ; on ne se laisse pas intimider par les menées du *mollah* du quartier, du *komité*, du propriétaire et des employés du journal. Par ailleurs, même si la volonté de généralisation et de globalisation de la lutte de la majorité gauchisante du conseil n'est pas très bien reçue par certains habitants de la communauté, devant la menace extérieure, on préfère fermer les yeux, ne rien laisser transparaître au dehors. Ce jeu unanimiste dure aussi longtemps que le pouvoir refuse de reconnaître l'appropriation des maisons par leurs habitants.

Plusieurs mois d'occupation confèrent progressivement un semblant de légitimation. Le *komité* et le Bureau doivent se rendre à l'évidence : on ne délogera pas les squatters sans effusion de sang et on tient à l'éviter ; l'opposition y trouverait une nouvelle occasion de dénonciation, on déclencherait des réactions trop violentes dans d'autres quartiers similaires, et, surtout, déloger tant de familles organisées et unanimes n'est pas une affaire de tout repos, elle exige des renforts, etc. La mainmise cléricale sur l'Etat n'est pas encore complète, les *komité*-s, même épurés, ne sont pas entièrement fiables, les *pâsdâr*-s, même endoctrinés, sont souvent réticents à se dresser contre leurs « frères ». La nouvelle stratégie du pouvoir consiste, dès lors, à pénétrer le conseil, à y attiser les tensions entre fractions de la communauté dont le seul trait d'union est la volonté de s'approprier les locaux occupés. Les habitants de la ruelle numéro deux, des routiers principalement, dont certains sont en chômage, se voient l'objet des sollicitations conjuguées du *komité* et du Bureau. On leur laisse entendre qu'on serait prêt à leur « vendre » les maisons occupées moyennant le versement de mensualités fort modiques, s'ils consentaient à rompre en visière avec les « gauchistes » du conseil, à nier leur représentativité.

Les dissensions ne tardent pas à apparaître au sein du conseil. La tendance « islamique » s'organise progressivement, elle fait circuler la promesse de la « maison acquise » en échange de l'expulsion des « gauchistes », des « anti-islamiques ». Il serait toutefois abusif de réduire la tendance « islamique » du conseil à cette seule collusion entre un pouvoir volontariste en gestation et un conseil dont une frange se « vendrait » au plus offrant. En fait, les dissensions au sein du conseil se font jour dès que le danger d'expulsion a été écarté. La majorité des habitants se sent désormais chez elle ; d'ouvriers sans demeure, ils sont, à leurs propres yeux, promus propriétaires ; ils acquièrent un nouveau statut, une nouvelle dignité qu'ils sont prêts à défendre jusqu'au bout.

La situation se normalise *nolens volens* entre les squatters et leurs voisins, même si les relations sont loin d'être chaleureuses. Le conseil devait sa cohésion à la crainte commune des habitants de se voir

expulser ; celle-ci se relâchant, les tensions latentes deviennent patentes, la solidarité de groupe est mise à l'épreuve de l'individualisme de certains « propriétaires » qui voient d'un mauvais œil les activités du conseil évoluer dans le sens d'une généralisation du conflit avec le pouvoir.

Le conseil est dominé par les « gauchistes » ; le leader est un jeune ouvrier d'une trentaine d'années, qui a la stature d'un dirigeant, reçoit chez lui les habitants des ruelles et sert d'agent de liaison entre le conseil et le conseil de coordination à la création duquel il a participé activement. Le conseil de quartier qu'il « préside » a lancé la création d'une coopérative (*chérékaté taâvoni*) qui répond aux besoins en alimentation des habitants ; les prix pratiqués par le magasin collectif ne sont pas très différents des autres magasins, ce qui mécontente certains usagers ; par ailleurs, non seulement la coopérative ne réalise pas de bénéfice, mais fait une perte sèche de 220 000 rials par suite d'une gestion peu satisfaisante, ce qui n'est pas pour rassurer certains actionnaires ; l'opposition « islamique » trouve en un certain Monsieur Ahmade un dirigeant de taille, elle élève la voix et accuse le conseil d'incompétence et de détournement de fonds sociaux ; on ne va pas jusqu'à accuser Akbar de s'être approprié des fonds de la coopérative à titre individuel, car son abnégation et sa nature « généreuse » (« partageuse » selon l'opposition islamique) n'offrent pas prise à de telles accusations ; on lui reproche, par contre, d'user des fonds de la coopérative pour faire avancer la cause des « communistes », de financer leurs caisses, etc.

En dépit d'une opposition qui devient redoutable, le conseil tient encore ; des sept ruelles qui composent le quartier, deux entièrement et une partiellement sont pro-gauchistes alors que celle où loge M. Ahmade est entièrement aux mains de l'opposition ainsi que certaines habitations d'autres ruelles. Sur les vingt-et-un membres du conseil, huit se rangent aux côtés de Akbar, six sympathisent avec lui ; les sept autres sont pro-islamiques. Ces derniers tentent d'obtenir la dissolution du conseil et de procéder à de nouvelles élections ; les gauchistes s'y opposent ; le *chôwra* continue à fonctionner mais les dissensions internes l'ont affaibli.

La sœur de Akbar, ouvrière d'une usine de tissage de fils de coton (quatre-vingts ouvriers), bien que la jambe dans le plâtre, aide tant bien que mal son frère à recueillir l'adhésion des femmes du quartier, dont certaines sont ouvrières dans les usines de la route de Sâveh. Elles lui rendent régulièrement visite ; parmi elles, une mère de quatre enfants, ouvrière en usine ; pour huit heures et demie de travail par jour, elle touche 710 rials de salaire quotidien, montant dérisoire mais précieux en tant qu'appoint. Elle habitait auparavant place Chouche et payait alors 7 200 rials de loyer mensuel pour une pièce humide et une petite cuisine ; c'est pourquoi, dit-elle, elle soutient Akbar.

La vie sociale prend forme dans la communauté ; le soir d'Eyde (nouvel an) un jeune d'une ruelle se marie avec une jeune fille d'une autre ruelle. Le conseil affecte l'une des maisons inachevées aux réunions : on y aménage une salle de conférence, une bibliothèque, mais

L'expérience conseilliste

aucune place n'est affectée à la prière et personne ne parle de bâtir une mosquée ou de réserver une place pour le culte.

L'observation du quartier est abandonnée au moment où le pouvoir des « libéraux » (le groupe Banisadr et ses alliés) est de plus en plus menacé par le P.R.I. Au sein du conseil, la menace plane, sans pour autant briser le ressort du *chôwra*, mais il est évident qu'avec l'exclusion des « libéraux » et des gauchistes de la scène politique nationale, Akbar et son groupe ne sauraient plus longtemps garder leur place au conseil, non plus que dans le quartier. Comme bien d'autres militants, Akbar a dû se tapir quelque part, à moins qu'il n'ait été arrêté par le *komité* et passé par les armes.

En résumé le conseil de quartier passe par trois périodes :

— Une période unanimiste de gestation : le conseil voit le jour, sous la direction d'un ouvrier de gauche, pour gérer le quartier et défendre les habitants contre les menaces d'expulsion par le *komité*, le propriétaire et le Bureau de construction. Le pouvoir est en crise, on se substitue à lui, on s'autogère, on prend en charge, sous la forme d'une démocratie directe, les aspirations d'une nouvelle communauté. Expérience nouvelle dans une période où l'Etat ne s'est pas encore relevé, cette gestion contredit l'idéologie étatique, propagée par les tenants de l'ancien régime et du nouveau pouvoir, qui oppose l'ordre étatique au chaos d'une société sans Etat. La nouvelle communauté ne s'est pas constituée à partir d'un lignage, d'un passé commun, d'un territoire, d'une communauté villageoise ou d'origine. Appartenant aux couches populaires, les habitants sont turcophones, persanophones, originaires du sud de Téhéran, de province, etc. Cet ensemble apparemment hétéroclite, animé du souci de s'approprier son habitation, a pu se constituer en communauté, trouver un langage commun au niveau du conseil, s'autogérer, défier le nouveau pouvoir et un environnement hostile.

— Dans une seconde phase, le conseil s'implante solidement, s'institutionnalise dans le quartier, se spécialise, se ramifie, s'organise, partage les tâches (travaux, nettoyage, électricité, etc.) entre les responsables. Il se dote d'une structure de gestion, d'une armature organisationnelle qui reste liée à la base, et tente de s'élargir à d'autres ensembles urbains de même nature.

— Dans un troisième temps, qui correspond à la consolidation du pouvoir clérical sur la scène politique nationale, des tendances centrifuges apparaissent au sein du conseil : les « islamiques » tentent de s'approprier le conseil dominé par les « gauchistes », ils s'entendent avec le pouvoir pour faire légaliser une situation irrégulière. Ils proposent la dissolution du conseil et l'élection d'un nouveau conseil. La déstabilisation provient de la division du conseil lui-même sous l'effet du jeu de l'Etat qui s'efforce de séduire les membres de la communauté par la promesse de régulariser leur situation en contrepartie de l'éviction des « gauchistes ». L'islamisme d'une partie du conseil est d'ailleurs postérieure et non pas antérieure au compromis avec le pouvoir. Le groupe se dénomme islamique du seul fait de son entrée au service du pouvoir et pas pour une autre raison ; situation habituelle.

Le pouvoir par sa politique à l'égard du conseil exorcise deux démons :

— Il brise les ressorts du conseil de coordination des maisons squattées, créé par l'aile gauche du conseil, en détruisant sa base territoriale. L'imminence de l'expulsion des gauchistes fragilise le mouvement. Les dirigeants se savent « trahis », se rendent à l'évidence de leur faiblesse ; les occupants des maisons cherchent à régulariser leur situation plus qu'à généraliser le mouvement.

— Une fois le conseil divisé, il perd de sa combativité, se laisse coiffer d'en haut par le nouveau pouvoir, par le truchement des « islami-ques » du conseil qui deviennent des courroies de transmission du pouvoir, un peu à l'image des *komité*-s qui, de conseils d'autogestion de quartier, se sont transformés en agents du pouvoir au niveau du quartier.

L'étude de cette expérience conseilliste révèle ce qui s'est produit dans de nombreux cas de *komité*-s et conseils. Le pouvoir se les approprie en attirant une partie des membres par l'octroi d'avantages matériels, et en « épurant » ceux qui ne se laissent pas enrôler. Le *komité* ou le conseil autonome se transforme ainsi en organe du pouvoir dans le quartier. L'agent essentiel de cette métamorphose est l'établissement d'un lien clientélaire entre le pouvoir et la fraction du *komité* ou du conseil qui « conclut » le marché : on se met au service de l'Etat moyennant certains avantages. Au total, l'Etat « encadre » la société civile.

Téhrâne, Paris, 1983.

L'ECONOMIE : CONTINUE D'UNE CRISE

Nirou EFTEKHARI

Il y a dix ans, immédiatement après le quadruplement du prix du pétrole qui avait porté les recettes pétrolières d'environ cinq à vingt milliards de dollars, le shah, dans l'un de ses accès de mégalomanie, avait déclaré qu'avant la fin du siècle, l'Iran serait la cinquième puissance industrielle du monde. A l'époque, le régime impérial paraissait à tous stable et sûr de son avenir. La prospérité économique créée par le boom pétrolier attirait les firmes multinationales. Défiant les théories économiques du développement par étapes, l'économie iranienne, sous l'égide d'un monarque « clairvoyant » et « moderniste », se préparait à entrer d'emblée dans l'ère industrielle. La plupart des observateurs occidentaux avaient une foi inébranlable dans la réussite du modèle impérial.

Cinq ans plus tard, la Révolution iranienne met fin à des prétentions impériales d'ailleurs dépourvues de fondement. Contrairement à la politique de « modernisation » et d'« occidentalisation » forcenée de l'ancien régime, l'Iran post-révolutionnaire semble s'engager dans une politique qui se donne comme islamiste. Les dehors de richesse, de prospérité, de certitude dans l'avenir d'il y a une décennie, contrastent avec la situation actuelle qui se caractérise par une crise économique et financière grave, une guerre qui s'éternise, le chômage, la pénurie, l'inflation, l'insécurité, etc. En dépit de ce contraste apparent, l'évolution économique de l'Iran depuis une décennie s'inscrit pourtant dans une même logique.

Le régime du shah se donnait pour objectif explicite l'intégration accélérée de l'économie iranienne au marché mondial. L'échec, en raison des contradictions inhérentes au modèle de développement appliqué, a renforcé l'extraversion économique du pays. La Révolution iranienne doit donc être considérée non comme la réaction d'un peuple traumatisé par une « modernisation » rapide, mais plutôt comme sa révolte contre un

ordre qui asservissait son avenir économique, social et culturel à des forces étrangères.

Après la Révolution, les conflits qui s'ouvrent pour remplir le vide politique se déroulent sur le fonds d'une structure économique polarisée par la rente pétrolière : les facilités procurées par les revenus du pétrole permettent au clergé fondamentaliste d'assurer sa victoire sur les autres groupes. La prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, la guerre et les vagues successives de répression qui accompagnent la montée hégémonique de la classe religieuse achèvent la mise en place d'une économie de pure redistribution des revenus pétroliers.

Si un projet économique prétendait légitimer l'action du régime du shah, le nouveau despotisme se caractérise par l'absence de tout projet économique. Pour les nouveaux dirigeants iraniens, il s'agit avant tout de renforcer leur emprise sur les leviers d'un Etat dont les structures n'ont pas été fondamentalement remises en cause.

De la dictature laïque au despotisme religieux la même réalité compose l'économie iranienne depuis plus d'une décennie : pervertie par la rente, elle a élargi sa dépendance par rapport à la source même de sa perversion, alimentant le renouvellement des mêmes pratiques politiques.

1. Le modèle économique impérial et ses contradictions

En dépit de nombreuses similitudes, les projets de développement des pays pétroliers diffèrent profondément. Pour un premier groupe de pays, riches en pétrole mais peu peuplés, dont les perspectives agricoles sont réduites (comme l'Arabie Séoudite, les E.A.U., le Koweït, le Qatar, etc.), les projets de développement économique ont un caractère « extra-territorial » : si « l'implantation physique des industries de « base » est bien localisée dans ces pays, la totalité des outputs et la majorité des inputs sont d'origine et de destination externes » (M. Chatelus, 1976). Il s'agit pour ces pays de substituer à une économie rentière, une autre économie rentière, car l'industrialisation y est essentiellement conçue comme transformation du pétrole brut en produits raffinés ou pétrochimiques finis ou semi-finis destinés à l'exportation.

Pour d'autres pays producteurs de pétrole (comme l'Algérie et l'Irak), la volonté affichée était d'articuler l'industrie pétrolière aux autres industries et à l'agriculture, dans le cadre d'une économie dirigée et d'un vaste secteur public, dans le but de créer une structure économique « auto-centrée », en rupture avec les contraintes du marché mondial (N. Eftekhari, 1984). Le modèle iranien partageait avec ces stratégies, l'accent mis sur le développement prioritaire du processus de transformation des hydrocarbures et l'établissement d'autres industries *capital-intensives*, mais s'en différenciait sur deux points importants. En premier lieu, des réserves pétrolières limitées (estimées à quelques 8 milliards de tonnes ; avec une production annuelle de 300 millions de tonnes, soit 6 millions de barils par jour (MBJ), donc épuisées en vingt-cinq ans) et une population

plus nombreuse ne lui permettaient guère d'envisager de devenir comme l'Arabie Séoudite, un exportateur substantiel de produits raffinés ou pétrochimiques. De plus, les prévisions de la croissance de la demande intérieure de ces produits indiquaient que le surplus exportable serait négligeable, voire nul dans les années quatre-vingt. En ce qui concerne par exemple le secteur du raffinage, la demande intérieure des produits raffinés croissant au taux annuel de 10 % au départ des années soixante-dix nécessitait une augmentation constante de capacité pour faire face aux besoins intérieurs. On estimait cette capacité à 1,2 MBJ pour le début de 1979, mais, compte tenu de la demande intérieure, 500 000 BJ seulement auraient pu être exportés. En outre, cette faible capacité d'exportation aurait diminué dans les années quatre-vingt, en raison d'une augmentation annuelle de 100 000 BJ de la demande nationale (L. Turner, J. Bedore, 1979).

La situation était semblable dans le secteur de la pétrochimie, bien que la construction du plus grand complexe pétrochimique du Moyen-Orient (Iran-Japan Petrochemical Company I.J.P.C.), association à parité entre la firme japonaise Mitsui et la Société pétrochimique nationale, ait été projetée à Bandar Shahpour au sud de l'Iran. Cet ensemble important, s'il plaçait l'Iran en tête dans la région, devait alimenter principalement le marché intérieur, en plein développement et y suffir à peine.

Conscients des limites des réserves nationales, les dirigeants iraniens décidèrent la construction de trois centrales nucléaires qui devaient, en principe, satisfaire les besoins énergétiques du pays, après le tarissement du pétrole. Les perspectives pour l'exportation du gaz naturel, dont les réserves sont parmi les plus importantes du monde (10 600 milliards de m³, soit 16 % des réserves mondiales), étaient plus favorables. Cependant, les revenus que l'Iran pouvait en attendre dépendaient de plusieurs inconnues, comme l'évolution du prix et l'évolution de la demande dans les pays consommateurs occidentaux. De surcroît, sur le marché de l'Europe de l'Ouest, l'Iran rencontrait la concurrence de l'Algérie et de la Hollande, deux grands exportateurs du gaz naturel dont la position géographique est plus favorable. Remplacer les revenus pétroliers par les revenus gaziers était par conséquent considéré comme une entreprise aléatoire. Le modèle de développement envisagé consistait alors en une modernisation et une industrialisation rapide de l'appareil productif (mettant en particulier l'accent sur les industries lourdes de base) avec une large ouverture sur l'extérieur, tendant à faire de l'Iran un grand exportateur de produits industriels durables et non-durables. Selon les dirigeants iraniens, au fur et à mesure que l'économie du pays atteindrait le degré de compétence et de compétitivité nécessaires pour affronter le marché d'exportation, elle se passerait de la rente pétrolière à l'origine de son essor économique, pour devenir un exportateur significatif d'automobiles, de textiles, de bateaux, d'acier, etc. Dès lors, ces dirigeants n'ont pas hésité à adopter les standards internationaux dans la conception des projets économiques. La prise de participation de l'Iran dans les grandes sociétés européennes ou américaines comme Krupp, Panam, British Petroleum, Siemens, ENI, G. Grumann et British Leyland relevait du même souci de se doter de points d'appui solides en prévision

de la pénétration de l'Iran sur les marchés internationaux. En bref, l'Iran du shah cherchait à construire une industrie d'exportation.

Le succès de ce modèle dépendait, entre autres facteurs, de la formation d'une bourgeoisie industrialiste dynamique tournée vers l'exportation (second point important qui différenciait le modèle iranien des projets d'industrialisation d'autres pays pétroliers). Si l'Etat devait investir massivement dans les infrastructures et dans la production des biens d'équipement lourds (d'où la construction avec le concours soviétique de l'aciérie d'Ispahan, de l'usine de grosses machines-outils, avec également les Soviétiques à Arak, de l'usine d'aluminium du Sud), le secteur privé devait étendre l'effort d'industrialisation de l'Etat vers les branches d'aval et devenir le corps de bataille de l'économie iranienne sur l'échiquier international.

Le régime envisageait de financer cette grande poussée industrielle programmée dans son cinquième (1973-78) et son sixième (1978-83) plan quinquennal presque exclusivement par la rente des hydrocarbures. Depuis le milieu des années soixante, les revenus pétroliers n'ont cessé d'occuper une place grandissante dans l'économie générale du pays. Ils passent de 817 millions de dollars en 1968 à 2,25 milliards en 1972-73 et à 19,16 milliards en 1975-76. Leur part dans le P.N.B. passe de 17 % en 1967-68 à 38 % en 1977. Cette année-là, ils constituent également 77 % des revenus de l'Etat et 87 % des exportations du pays (F. Halliday, 1979). Mais c'est surtout le quadruplement du prix du brut à la fin 1973, qui permet au régime iranien de penser qu'il dispose désormais de tous les moyens pour réaliser ses grandes ambitions. De fait, durant le seul exercice 1974-75, les revenus pétroliers qu'encaisse l'Iran sont supérieurs au total cumulé des revenus acquis depuis la fondation de l'industrie iranienne de pétrole (N.E.D., 1975). En août 1974, les objectifs du cinquième Plan quinquennal, esquissé en 1972-73, sont révisés. Le montant des investissements prévus pour le nouveau Plan sont de l'ordre de 70 milliards de dollars (soit le double du montant du Plan initial) sur un revenu total prévisible de 122 milliards de dollars (dont 100 milliards en provenance du seul secteur pétrolier).

Une attention particulière est accordée à la pétrochimie et à l'industrie métallurgique qui, ensemble, doivent absorber 58,5 % des investissements du secteur industriel inscrits au Plan. Par contre, le secteur agricole qui concerne plus de la moitié de la population du pays, ne bénéficie d'aucune priorité :

« Les crédits accordés par le gouvernement à l'agriculture étaient insuffisants et concentrés selon la nouvelle orientation de la politique agricole prise en 1375, sur des pôles de production intensive. La création de 20 pôles de développement laissait à l'abandon 6 000 villages considérés comme des zones « hors-pôles » (A. Chevalier, 1982). »

Cette politique a pour conséquence une nette diminution de la population rurale qui de 62 % du total en 1966 tombe à 53 % en 1976 et à 50 % en

1978. Le rythme accéléré de la migration rurale transforme en désert plusieurs milliers de villages. Cette politique renforce également le déséquilibre alimentaire du pays qui est apparu avec la Réforme agraire de 1962. Une des conséquences néfastes de cette réforme, vers la fin des années soixante est le remplacement des cultures vivrières par des plantations spéculatives et industrielles (coton, canne et betteraves à sucre, agrumes, etc.). Les importations alimentaires connaissent de ce fait une augmentation vertigineuse dans la décennie qui suit.

Les dépenses courantes (ou de fonctionnement) affectées au cinquième Plan étaient fixées à 50,2 milliards de dollars dont 29 milliards pour les seules dépenses militaires. Dans la réalité, cette marge est dépassée. Dès le départ, il était évident qu'à défaut d'une progression rapide de la production intérieure, les fortes tensions inflationnistes provoquées par ces dépenses improductives ne pourraient être désamorcées que par un afflux de biens et services importés.

D'une façon générale, le modèle d'industrialisation intensive de l'ancien régime constituait un pari sur son propre avenir : l'énorme pouvoir d'achat distribué à l'occasion des dépenses d'investissement ou de fonctionnement dans une économie au départ désarticulée suscitèrent une attente intense d'amélioration des conditions de vie, *i.e.* une grande soif de consommation et plaçait le régime en présence d'une alternative dangereuse : ou bien ces dépenses se traduisaient par un flux inverse de biens et services, de possibilités accrues d'emplois pour les jeunes et les paysans affluant dans les villes ou bien le sentiment de frustration et de déception balayerait l'édifice fragile d'un régime dictatorial. L'existence de la rente, la possibilité d'importer tout ce que l'économie nationale ne pouvait produire, permettait au régime de se survivre en écartant temporairement le second terme de l'alternative. Ce report dans le champ international de la crise du système productif national était cependant lui-même entravé au milieu des années soixante-dix par la mévente des produits pétroliers, conséquence de la récession qui frappait à cette époque les économies du centre.

L'illusion d'un accès rapide à un niveau élevé d'industrialisation était si forte chez les dirigeants iraniens qu'ils n'ont pas sérieusement tenu compte de la structure propre de l'économie nationale, lors de la révision du cinquième Plan. Le taux de croissance économique maximum qu'un pays peut espérer, même s'il dispose d'un surplus financier important, ne saurait être supérieur à celui qu'autorisent les contraintes des facteurs de production non importables. Toute volonté de croissance rapide négligeant ces contraintes, désirant brûler les étapes, engendrerait inévitablement le gaspillage, un taux d'inflation élevé et une distribution des revenus désavantageant les moins favorisés (M. Katouzian, 1979).

Ainsi, la plupart des projets économiques étaient affectés d'une forte composante d'importation pour laquelle les infrastructures disponibles étaient complètement inadéquates. En 1975, les bateaux attendaient parfois plus de 100 jours au large des ports du Sud du pays. Paradoxalement, 15 % seulement des fonds d'investissement étaient affectés aux infrastructures. De même dans le secteur du logement, l'action du gouver-

nement était hors de proportion avec la forte demande de ce secteur durant la période du cinquième Plan : les trois quarts de l'ensemble des investissements projetés dans la construction immobilière devaient être assurés par le secteur privé. Le manque d'infrastructure urbaine et les problèmes de logement ont été décisifs dans le déclenchement des premières émeutes de 1978. A ces effets inflationnistes dus aux goulots d'étranglement produits par la désarticulation intersectorielle de base, s'ajoutaient ceux provoqués par les retards dans la réalisation et les surcoûts économiques qui caractérisaient la plupart des projets de l'Etat.

*Pourcentage des projets d'investissements du cinquième Plan réalisés
(mars 1976)*

Affaires économiques	23 %
Affaires sociales	30 %
Affaires publiques	36 %

Source : T. Moran, 1978.

Ces données suggèrent que la réalisation complète des programmes du cinquième Plan (qui se terminait en 1978) aurait exigé beaucoup plus de temps. Si le régime avait survécu, un large report des projets du cinquième Plan sur la période du sixième Plan (1978-83) aurait été nécessaire. Les secteurs qui ont le plus absorbé de fonds d'investissement sont justement ceux dont les résultats étaient les plus déplorables. Ainsi, dans le secteur sidérurgique, la production moyenne d'acier durant toute la période ne s'est élevée qu'à 60 000 tonnes/an, alors que les autorités préoyaient une production de six millions de tonnes pour la fin de 1978 (C. Haghignat, 1980). Selon *Keyhan* (26-7-1978), la production de l'usine de machines-outils de Tabriz qui, en 1978, devait être de 30 000 tonnes, n'atteignit que 10 000 tonnes. De même, Machine Sazi Arak ne produisait fin 1978 que 25 000 tonnes au lieu des 75 000 prévues. On assistait en outre à une escalade des coûts des projets gouvernementaux : ainsi les coûts de l'industrie minière du cuivre de Sarcheshmeh ont connu une hausse de 90 %, en quatre ans ; les estimations ultérieures du coût du projet de l'I.J.P.C. ont dépassé le double de l'évaluation initiale de 1,8 milliard de dollars.

Il faut enfin tenir compte de l'impact inflationniste des énormes dépenses courantes de l'Etat et, surtout, de ses dépenses militaires. Afin de contenir le taux d'inflation à un niveau supportable, le cinquième Plan révisé prévoyait un rapport des dépenses courantes aux dépenses d'investissement d'environ 1 à 3, en excluant les dépenses de la défense. Mais ce rapport a été à peu près de 1 à 1 en 1974-75 et de 1 à 0,9 en 1975-76 (T. Moran, 1978).

Avec la perspective du retrait des troupes américaines du Vietnam et la doctrine Nixon (utilisation des alliés des Etats-Unis pour intervenir

dans les zones de conflit), les dépenses militaires iraniennes n'ont pas cessé de croître de façon vertigineuse parallèlement aux ajustements des prix du brut. Elles passent de 70 millions de dollars en 1960 à 3,5 milliards en 1973 et à 9 milliards de dollars en 1977. Depuis 1974, le shah, devenu le premier acheteur d'armes américaines, absorbe plus de 35 % du total des exportations militaires des Etats-Unis (A. Farouhy et J.-L. Reverier, 1979). Selon le sénat américain, en 1976, les dépenses militaires constituaient 20 % du P.N.B. iranien et 30 % environ du budget de l'Etat ; il n'est donc pas exagéré de dire que l'économie iranienne s'est fortement militarisée au cours du cinquième Plan. Les dépenses militaires exerçaient une influence prépondérante sur l'orientation économique générale du pays : selon les autorités américaines, 12 % des dépenses des affaires sociales étaient à destination militaire et environ 70 % des dépenses de logement public étaient destinées à l'armée.

Le rôle de cette armée ne consistait pas seulement à garantir la sécurité de la navigation pétrolière dans le Golfe, mais aussi à assurer l'hégémonie politique de l'Iran sur les pays riverains afin de faciliter la pénétration de leur marché par les exportations iraniennes (A. Banisadr et P. Vieille, 1977). Du fait des dépenses courantes croissantes, les fonctionnaires et militaires étaient en 1976 au nombre de 1,2 million. Leur rôle principal était la consommation improductive des revenus du pétrole selon les standards occidentaux. Bénéficiant directement de la redistribution de la rente pétrolière, ils constituaient l'assise sociale d'un régime qui n'avait jamais emporté l'adhésion populaire. La faible performance productive du secteur public n'a pas été compensée par l'action du secteur privé, second agent de l'industrialisation iranienne. En particulier, l'espoir dans la formation d'une bourgeoisie industrielle du genre de celle qui, au Brésil et en Inde, a emporté des succès considérables, ne s'est pas réalisé en Iran. Historiquement, l'activité du secteur privé était tournée vers le commerce et concentrée dans le bazar. Dans les années soixante, l'Etat encourage par divers moyens une politique de substitution aux importations. Des groupes industriels parfois assez efficaces, tels ceux du textile, se constituent. Dans les années soixante-dix et surtout après 1973, la politique de la promotion des activités industrielles du secteur privé par le biais de dégrèvements fiscaux, de tarifs douaniers élevés et de prêts à bas taux d'intérêt s'intensifie. La capacité d'accumulation de la bourgeoisie iranienne apparaît de plus en plus importante : elle assure en moyenne 40 à 50 % des investissements totaux (*Iran, le maillon faible*, 1979). Un processus de concentration de la propriété industrielle se produit avec l'apparition de « grandes familles » (les Khayami, Ladjvardi, Rezai, Akhavan, Rastegar, Farmanfarmayan, etc.). La grande faiblesse de cette « bourgeoisie » est cependant qu'elle n'a pas d'existence propre, elle est subordonnée à la politique de l'Etat et maintenue artificiellement par les avantages qui lui sont accordés. Une partie de cette bourgeoisie industrielle rassemble des membres de la famille royale, des fonctionnaires civils et militaires qui ont fait fortune grâce à la corruption, ainsi que des « féodaux » dépossédés par la Réforme agraire, reconvertis dans les affaires. La famille royale détenait 80 % de l'industrie du ciment,

35 % de l'industrie de l'automobile, 42 % de l'industrie de construction, 62 % des compagnies bancaires et d'assurances, 40 % de l'industrie textile, 70 %, de l'industrie hôtelière et 55 % de l'industrie sidérurgique (Bashiriye, 1984). Les facilités mêmes qui avaient accéléré l'apparition de cette bourgeoisie industrielle s'opposaient à l'extension de ses activités, lesquelles du reste très souvent ne dépassaient pas le stade des industries de montage. De plus, à l'abri de prix protégés, elle pouvait se permettre une très grande inefficacité, de nombreux gaspillages et réaliser tout de même un taux de profit élevé. En 1976, assembler une Chevrolet GM prenait 45 heures en Iran, contre 25 heures en R.F.A. (F. Halliday, 1978). Certains avaient même préféré se reconvertir dans le secteur tertiaire, en particulier dans l'import-export : la forte demande intérieure, le taux de change surévalué et la libre convertibilité du rial depuis 1974 permettaient d'importants profits commerciaux. A la suite de la forte hausse des loyers et du prix des logements, la spéculation immobilière était aussi l'un des domaines privilégiés de l'investissement privé ; selon plusieurs estimations, elle en aurait absorbé la moitié.

La « grande bourgeoisie » iranienne n'était pas le résultat de l'évolution historique interne de la société iranienne mais davantage le produit de l'Etat. Elle était donc engendrée par les intérêts privés de ceux qui, dans l'appareil de l'Etat, avaient la mainmise sur la gestion de la rente pétrolière. Son caractère parasitaire l'empêchait d'assumer le rôle que le modèle de développement ambitieux du shah lui attribuait. Autant la « grande bourgeoisie » profitait directement des relations clientélares instaurées par le régime, autant la petite bourgeoisie traditionnelle liée au bazar en était écartée. Les manufactures du bazar ne bénéficiaient pas de la protection tarifaire et des subsides financiers procurés par l'Etat aux industries modernes. Systématiquement, celui-ci a favorisé la concentration du capital industriel du secteur privé dans de grandes unités. Le déclin notable de la production des petites industries traditionnelles et artisanales (tapis, ustensiles ménagers, produits alimentaires, textiles, etc.) fut une conséquence de cette politique. La petite bourgeoisie a cependant résisté à ce processus : elle a changé la nature de ses activités, s'est reconvertie dans les activités annexes des secteurs de la consommation gonflés grâce à la rente (bâtiment et construction, petits commerces, réparation de véhicules, etc.), par ailleurs, elle a exploité la main-d'œuvre d'origine rurale, que la dislocation des structures agraires rejetait en abondance sur le marché du travail urbain. Les paysans immigrés avaient toujours la possibilité de trouver un premier emploi dans les secteurs des services et dans la construction. Paradoxalement, les petites entreprises industrielles employant moins de 10 ouvriers ont aussi connu une expansion rapide parallèlement aux grandes entreprises modernes. En 1977, 72 % de l'ensemble des travailleurs étaient employés dans des unités de 10 employés ou moins (T. Skolpol, 1982). Cependant, signe d'absence d'un tissu industriel dense, cette petite bourgeoisie florissante n'entretenait aucun rapport organique avec la grande bourgeoisie. L'une et l'autre étaient différemment liées à la politique étatique : la première indirectement, la seconde directement.

L'inflation a été le premier symptôme des déséquilibres de l'économie iranienne ; elle représentait l'instrument d'enrichissement d'une minorité qui tirait profit des déséquilibres et d'appauvrissement de la grande majorité : paysans, ouvriers, employés et petite bourgeoisie dont la progression des revenus n'a jamais compensé celle des prix. Officiellement, le taux global d'inflation entre 1973 et 1977 était estimé à 93,8 % soit un taux annuel moyen de 18 %. Mais selon le journal *Keyhan*, pour la seule période 1973-76, il a été de 200 %, soit un taux annuel moyen de 50 %. Alors qu'un tiers de la population vivait à Téhéran en sous-location, le prix du terrain a augmenté de 500 % et les loyers de 400 % (Bashiriyeh, 1984). Afin de contenir la poussée inflationniste, le gouvernement recourait constamment à l'importation massive de biens qui entraient alors en concurrence avec la production intérieure ; d'où un accroissement du nombre des faillites et l'augmentation du chômage. Plusieurs biens alimentaires importés étaient revendus à des prix subventionnés. Les importations de biens et services ont alors connu une croissance moyenne annuelle de 43 % entre 1970 (2,4 milliards) et 1976 (20,2 milliards) (*L'Iran, Maillon faible*, 1979). Cette politique ne faisait cependant pas vraiment reculer l'inflation : celle-ci avait son origine dans la crise même du système productif, dans la faible performance productive des secteurs public et privé, dans les énormes dépenses improductives de l'Etat, dans l'enrichissement par la spéculation d'une bourgeoisie affairiste, etc.

En outre, la marge d'action du gouvernement iranien était limitée par le volume des revenus pétroliers : la demande du brut iranien sur le marché mondial connut une baisse de 11 % en 1975 (six millions de barils jours [MBJ] en 1974, 5,4 MBJ en 1975 et 1976), tandis qu'en raison de l'opposition de l'Arabie Séoudite à toute augmentation du prix de référence de l'O.P.E.P. dépassant les 5 %, consentis à la conférence de Doha en décembre 1976, le prix du brut iranien diminuait fortement en termes réels. Ce qui a entraîné à la fois un déficit budgétaire et un déficit de la balance des paiements. Celle-ci passe d'un excédent de 5,25 milliards de dollars en 1974-75 à un déficit de 0,97 milliard un an plus tard. En dépit du déclin des revenus pétroliers, les dépenses courantes continuent d'augmenter. En 1975-76, elles sont supérieures de 30 % à leur niveau de l'année précédente, alors que les revenus pétroliers en termes nominaux n'augmentent que de 7 %. Ainsi, au milieu de l'année 1977, le déficit budgétaire s'élève à 4,5 milliards de dollars (Bashiriyeh, 1984).

A partir de 1975, la crise économique met en place le processus de dégradation politique qui aboutit à la Révolution de 1978-79. Avec la promulgation du décret instituant le parti unique Rastakhiz, plusieurs mesures populistes sont adoptées par le régime dans le but d'apaiser le mécontentement populaire qui se manifeste par de grandes grèves, la révolte des bidonvilles de Téhéran, etc. Ces mesures qui vont de la vente de titres de participation de grandes industries aux travailleurs, au contrôle des prix de 14 000 biens et services, à la Campagne anti-corruption lancée contre des marchands réalisant des profits « abusifs » et au contrôle des fortunes des hauts fonctionnaires de l'Etat, n'empêchent pas la crise économique de se poursuivre, mais, par contre, sont décisives dans

l'exacerbation des conflits politiques. Le contrôle des prix s'avère catastrophique pour les agriculteurs, les artisans, les petits commerçants et industriels. De même, la campagne contre les profits « abusifs », qui, prise en main par les « troupes de choc » du parti unique revêt une ampleur insoupçonnée, atteint aussi bien les intérêts des grands marchands dont plusieurs sont emprisonnés ou déportés que ceux des petits et moyens commerçants du bazar. Selon un rapport, 250 000 entrepreneurs et commerçants ont été concernés par cette campagne : 8 000 personnes emprisonnées, 23 000 déportées et 15 000 autres en instance de jugement par les tribunaux (N. Hetherington, 1982). Réponse aux pratiques inflationnistes et spéculatives des commerçants, cette campagne cherchait en fait à occulter la responsabilité du gouvernement lui-même dans le processus inflationniste. En tentant d'étendre le contrôle de l'Etat aux commerces de gros et de détail, le régime bouleverse les conditions de gestion les mieux établies du bazar. Il ne pouvait, dès lors, pas manquer de s'attirer la colère des milieux religieux qui historiquement avaient tissé des liens solides avec le bazar dont ils tiraient une partie substantielle de leurs moyens d'existence sous formes de taxes et impôts religieux. La redistribution d'une partie des sommes ainsi réunies permettait en outre au clergé d'entretenir une clientèle parmi les laissés-pour-compte de la politique de la « grande civilisation » impériale. En l'absence de toute autre force politique organisée, le vaste mouvement populaire de protestation était ainsi destiné à être récupéré et canalisé par le clergé. Les grandes manifestations religieuses anti-gouvernementales, qui ont abouti au soulèvement populaire de février 1979, étaient très souvent financées par des grands négociants, qui, hier alliés du régime impérial, se sont tournés contre lui en raison de la crise financière profonde qui secouait l'économie.

Bien que la vente des titres de participation aux travailleurs ait été intégralement compensée par l'Etat, un sentiment d'incertitude et de désarroi s'empare du secteur privé qui est à l'origine d'une fuite massive des capitaux à l'étranger. Ainsi durant l'année qui suit l'application de cette mesure, 2 milliards de dollars de fonds privés abandonnent le pays (Bashiriyeh, 1984). D'une façon générale, les mesures populistes adoptées sans avoir d'impact positif sur la crise économique aliènent au régime une partie de ses alliés des classes dominantes.

La politique monétaire restrictive qui suit la baisse des recettes pétrolières (contrôle du crédit, taux d'intérêt élevés, augmentation de la fiscalité dans les recettes budgétaires, abandon de plusieurs programmes et projets gouvernementaux, découragement de l'augmentation des salaires dans les secteurs privé et public, etc.) se traduit par un déclin des transactions financières et commerciales, de nombreuses banqueroutes et une augmentation du nombre des chômeurs dans des secteurs tels que la construction, dont l'activité était directement liée au boom pétrolier. L'inflation résiste cependant à la récession, essentiellement parce que l'offre des produits importés ne répond pas à la demande (dans les années 1974-77, le taux de croissance annuelle moyen des importations était de 60 %, il est de 3 % en 77). Pour le seul mois d'avril de cette année-là,

le gouvernement a perçu 600 millions de rials d'amendes sur des boutiquiers du bazar, accusés de pratiquer des prix trop élevés (Bashiriyeh, 1984). En août 1977, constatant l'échec de la politique économique poursuivie, le shah décide de remplacer un cabinet dominé par le parti fasciste Rastakhiz par le cabinet de J. Amouzegar, favorable au secteur privé. Une ouverture est faite dans sa direction, on tente de rétablir la confiance. Mais le sentiment de contradiction, d'insécurité, ressenti par la plupart des hommes d'affaires est tel qu'il rend dérisoires les incitations gouvernementales à une relance de l'investissement. Par ailleurs, le mouvement de contestation a pris une telle ampleur qu'il est désormais impossible de chercher une quelconque solution économique à la crise politique qui secoue l'ensemble du pays. Ce bref aperçu de l'économie iranienne sous le cinquième Plan montre l'échec de la construction d'une économie d'exportation, en même temps que le recul sérieux de l'économie non pétrolière antérieure. La polarisation de l'économie sur le secteur pétrolier liait de façon indéniable l'évolution socio-économique du pays aux fluctuations du marché mondial. Le risque d'une rupture était ainsi accru. Il s'est effectivement produit lorsque la crise, à partir du secteur d'exportation, s'est propagée à l'ensemble de l'économie.

La crise économique généralisée s'est muée en rejet unanime de l'Etat. Toutes les classes sociales étaient, séparément, liées à l'Etat ; toutes l'ont rejeté : une bourgeoisie attirée plus par les profits commerciaux ou spéculatifs que par la plus-value capitaliste, une classe moyenne montée de toutes pièces grâce à la rente pétrolière, une petite bourgeoisie qui vivait indirectement de la redistribution des revenus du pétrole, une paysannerie qui, pour échapper à la misère dans les campagnes, tentait désespérément de s'insérer dans le réseau urbain de redistribution de la rente, etc. L'Etat était situé au centre de l'économie ; la crise de l'économie signifiait celle de l'Etat. Elle créait des tensions jusqu'à l'intérieur du bloc dominant, accentuant ses difficultés pour sortir de cette situation (P. Vieille, 1979).

II. L'économie iranienne depuis la révolution

Immédiatement après la révolution, l'économie iranienne est frappée de multiples façons : fuite des capitaux vers l'étranger en 1978-79, départ du personnel technique et administratif, arrêt des projets industriels conduisant à la perte de plusieurs centaines de milliers d'emplois, fermeture de nombreuses usines, impossibilité d'investissement pour les capitaux privés en raison de l'insécurité politique générale et de l'incertitude du statut de la propriété, perturbation des réseaux d'importation par la fuite des hommes d'affaires, etc. L'état chaotique, dans lequel est plongée l'économie, est en fait la conséquence du vide politique créé par le démantèlement de l'Etat et la disparition des rapports clientélistes. Ce vide attise les conflits pour la prise du pouvoir politique et laisse temporairement en suspens l'orientation économique générale du pays. Le problème de ce changement est cependant l'enjeu prétexte des rapports

de force entre les différents camps qui, immédiatement après la révolution, occupent la scène politique. La victoire finale du clergé fondamentaliste, après la mise à l'écart des forces politiques rivales, a donné à l'évolution économique de cette période une allure que le mouvement révolutionnaire semblait rejeter. Les événements politiques (prise d'otages, surtout guerre avec l'Irak, etc.), ont pris une importance décisive dans les choix économiques. Au début de la révolution, la représentation de l'avenir économique chez la plupart des intellectuels iraniens se résumait dans l'alternative fondamentale suivante : reprise du modèle économique de l'ancien régime, amputé de ses aspects les plus négatifs, ou rejet de ce modèle et réorientation du pays en fonction du développement prioritaire du secteur agricole.

La première option est celle du Gouvernement Provisoire Révolutionnaire (G.P.R.) de M. Bâzargâne nommé Premier ministre lors du retour de Rhomeyni. La seconde option, opposée au modèle économique de l'ancien régime, met l'accent sur l'auto-suffisance alimentaire, les liaisons intersectorielles denses entre l'agriculture, l'industrie et le secteur pétrolier, afin de diminuer la dépendance par rapport au marché mondial. Elle rappelle le modèle théorique algérien de développement, celui des industries industrialisantes, de la fin des années soixante. Elle apparaît surtout dans les milieux progressistes de gauche de l'opposition au régime déchu. Aucune de ces options n'a cependant réellement marqué l'évolution économique du pays, en raison, essentiellement, du manque d'appréciation objective de la nature de la révolution iranienne. La première option était irréalisable parce qu'elle s'opposait aux espoirs suscités par la révolution, était en butte à l'hostilité et à la méfiance d'une population qui avait connu les frustrations et les déceptions de l'ancien régime. La seconde exigeait une mobilisation populaire et une conscience collective aiguë des problèmes socio-économiques du pays. Elle n'était pas moins irréalisable essentiellement en raison de la rupture entre intellectuels et masses dans une révolution dont la force essentielle avait été la spontanéité populaire. La voie concrètement suivie fut celle de la création d'une économie de pure redistribution des revenus pétroliers. En raison de la crise du système productif, héritée de l'ancien régime et de la désorganisation politique de l'après-révolution, seule la rente pétrolière pouvait assurer l'ascension du clergé fondamentaliste et sa domination. Il a systématiquement eu recours à une stratégie de la tension, afin de justifier la création de nouvelles institutions ayant pour rôle d'écarter du pouvoir aussi bien les partisans du rétablissement de l'ancien modèle économique que ceux d'une rupture radicale et révolutionnaire avec le marché mondial. La notion des régulations économiques n'a jamais eu de place dans la pensée de la classe religieuse. L'organisation économique qui est finalement mise en place après les vagues successives de répression, d'élimination politique et l'ouverture de la guerre, traduit avant tout la volonté d'une classe en formation, menacée par des groupements et des idéologies rivaux, de se servir de tous les moyens pour assurer son hégémonie. Cette volonté a trouvé dans les facilités des revenus pétroliers, un terrain objectif de réalisation.

Trois périodes distinctes marquent l'organisation économique qui

émerge progressivement après la révolution. La première période va de la formation du G.P.R. à la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, le 4 novembre 1979. La deuxième période commence avec la prise d'otages, et la troisième avec la destitution du président de la République et l'exécution massive des forces d'opposition en juin-juillet 1981.

Au cours de la première période, existe une double structure de pouvoir : un pouvoir légal représenté par le gouvernement provisoire qui, immédiatement après la révolution prend le contrôle de l'appareil de l'Etat, de l'armée, de la police et des instances judiciaires léguées par l'ancien régime, et un pouvoir parallèle constitué par les gardiens de la révolution (*pâs-dâr-s*), comités et conseils révolutionnaires organisés de façon souvent spontanée au cours de la révolution dans les différents départements du gouvernement, les usines, les universités, au bazar, etc. Le G.P.R. cherche à contrôler les comités et tribunaux révolutionnaires, à transférer leur pouvoir aux instances « légales » ou simplement à les dissoudre. Cependant les nouvelles institutions détiennent en fait tout le pouvoir, spécialement dans les provinces où le G.P.R. ne contrôle rien du tout. Le Conseil de la révolution, de son côté, tente apparemment de se maintenir à égale distance des deux lieux de pouvoir. Ainsi, face aux menaces de démission du gouvernement de Bâzargâne, il presse les comités révolutionnaires de collaborer avec lui. Au plan économique, la politique globale du G.P.R. est celle de l'ancien régime. Très tôt, il invite les entrepreneurs en fuite à revenir en Iran et à reprendre leurs activités. Il s'oppose aux revendications salariales des travailleurs et charge la police, les gardiens de la révolution et les comités révolutionnaires d'enrayer les grèves et d'attaquer les manifestations ouvrières. Dans le domaine agraire, il cherche à geler la situation telle qu'elle apparaît au lendemain de la révolution, composant avec les mouvements d'occupation quand ils ont eu lieu, tout en cherchant à consolider la propriété foncière. Les propriétés foncières étaient considérées légales indépendamment de leur taille. Ainsi les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers exemptés de la réforme agraire de 1962 étaient protégées et toute occupation nouvelle de leurs terres considérée comme illégale. Au niveau institutionnel, le G.P.R. tente de préserver l'organisation héritée du régime déchu et se contente de remplacer les responsables administratifs les plus marqués. En ce qui concerne la politique extérieure, l'action du G.P.R. se caractérise par une complaisance voilée à l'égard des Etats-Unis et l'absence de programme de lutte contre la dépendance.

Alors que la révolution avait suscité l'espoir de changements qualitatifs radicaux, la politique réformiste du G.P.R. ne pouvait que démobiliser une population encore pleine d'ardeur révolutionnaire. Mettant à profit le mécontentement et la déception populaires, Rhomeyni et ses collaborateurs cléricaux (réunis dans le Parti de la République islamique, P.R.I., formé le 19 février 1979) multiplient les mesures populistes en faveur des *mostazafine* (dshérités) : il demande au gouvernement de décider la gratuité de l'eau et de l'électricité pour les familles du sud de Téhéran, ordonne la création de plusieurs fondations comme la Fondation du loge-

ment, la Fondation des *mostazafine* qui administrent les biens confisqués, la Fondation des martyrs, la Croisade pour la construction (responsable des programmes de développement rural), donne instruction au gouvernement de dédommager ceux qui ont été durement touchés au cours de la révolution, etc. Ces mesures marginalisent le G.P.R. et donnent au clergé la possibilité de détenir de puissants instruments de pouvoir à partir desquels il asseoit son emprise sur les masses. La question du logement des pauvres conduit par exemple à un très vif désaccord entre le G.P.R. et les organisations révolutionnaires : des déshérités du sud de Téhéran squattent des maisons vides dans les quartiers du nord avec l'approbation de l'ayatollah Karrubi, responsable de la Fondation du logement, alors que le gouvernement désapprouve (Bashriyeh, 1984).

Au total, ce gouvernement représente un compromis de plus en plus intenable entre les réformistes formés de bureaucrates, techniciens et hommes d'affaires plus ou moins directement liés à l'ancien régime et les fondamentalistes religieux. Les premiers s'appuient essentiellement sur l'appareil étatique reçu, les seconds sur les nouvelles organisations issues de la révolution. Cette période est marquée en même temps par une relative coexistence des forces qui ont participé à la révolution : religieuses ou laïques, nationalistes ou de gauche.

L'attaque de l'ambassade des Etats-Unis par les étudiants de la Ligne de l'imam, le 4 novembre 1979, met fin à cette période d'hésitation et d'ambivalence. Une nouvelle vague de populisme et de radicalisme déferle sur le pays. Le Conseil de la Révolution reprend en main le pouvoir, reproche au G.P.R. d'avoir freiné l'élan de la Révolution, propose des mesures radicales sur la question agraire, la lutte contre le « féodalisme », la fuite des capitaux, l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés, etc. L'isolement du gouvernement Bâzargâne l'oblige à démissionner, ce qui accélère l'élimination des forces politiques opposées à l'hégémonie religieuse.

Méfiant à l'égard des institutions administratives et des appareils de contrôle socio-politiques de l'ancien régime, intégralement maintenus par le gouvernement provisoire, le clergé fondamentaliste prend des mesures radicales pour créer son appareil étatique, ses propres forces de répression politico-culturelle, ses propres réseaux de contrôle policier, etc. Alors qu'après la Révolution, en raison de la pléthore de fonctionnaires, le recrutement dans le secteur public avait été interdit, il reprend dans les nouvelles institutions passées sous le strict contrôle du P.R.I. : Fondations, Croisade pour la Construction, Comités et Conseils révolutionnaires, Associations islamiques, etc. De même, la Campagne d'épuration (*pakazi*) et de mise à la retraite anticipée, lancée dans les administrations publiques, a pour objet de libérer des postes pour les « éléments doctrinaires » qui doivent se substituer aux « éléments occidentalisés » (Banisadr, 1982). Si les anciennes institutions ne sont pas dissoutes, elles sont doublées de nouvelles qui ont pour rôle de les surveiller et contrôler : l'armée, la police, la gendarmerie et la préfecture passent sous le contrôle des *komité-s* des *pâsdâr-s* ; les tribunaux révolutionnaires se substituent au ministère de la Justice et le *Jahadé Sazandégui* (Croisade pour la Construc-

tion) intervient dans les prises de décision du ministère de l'Economie et des finances. Au personnel administratif de l'ancien régime s'ajoutent des centaines de milliers de nouveaux fonctionnaires engagés dans les nouvelles institutions. Les dépenses improductives de l'Etat gonflent au détriment des dépenses d'investissement. Le conflit du Kurdistan et, surtout, l'agression irakienne, début septembre 1980, accélèrent le processus. Si dans l'esprit de Rhomeyni et de ses associés cléricaux, les provocations anti-irakiennes ne devaient pas dégénérer en une guerre d'envergure, le déclenchement de la guerre sert doublement la classe religieuse au pouvoir : il justifie les difficultés économiques du pays et renforce l'emprise politique du clergé. La guerre devient bientôt le principal moyen de restructuration économique et sociale. Dès le départ, la résistance à l'ennemi extérieur sert de base et de prétexte au développement des forces de répression à l'intérieur. Bien que la guerre aide l'armée à se consolider, elle renforce davantage l'organisation rivale : les *pâsdâr-s*. Ceux-ci acquièrent une expérience militaire, consolident leur structure de commandement et de contrôle, apprennent l'utilisation des armes lourdes, progressivement accèdent de façon indépendante aux matériels et munitions de guerre (S. Grummon, 1982). L'action des *pâsdâr-s* est renforcée par la mobilisation d'un grand nombre de *bassidji* (volontaires de moins de 15 ans ou de plus de 50 ans) qui, galvanisés par le discours religieux, servent de chair à canon dans la lutte contre les ennemis de l'islam. De même, plusieurs institutions et fondations créées après la Révolution se transforment avec la guerre en organisations paramilitaires et en agences de surveillance du nouveau régime. Dans les campagnes, la Croisade pour la Construction, organisation non militaire la plus importante (E. Ferdows, 1983), change de fonction pour devenir le principal agent d'enrôlement des paysans.

L'effet combiné des sanctions économiques imposées par les puissances occidentales jusqu'en janvier 1981 et de la guerre contribue à la mise en place d'une économie dirigée, qui, en raison de la faiblesse de la production intérieure et de la croissance des dépenses improductives de l'Etat, dépend de plus en plus des recettes pétrolières. L'embargo commercial et la récession des marchés pétroliers ne permettent toutefois de maintenir voire d'accroître ces recettes qu'en pratiquant des prix au-dessous du barème de l'O.P.E.P. et en accordant des rabais importants aux compagnies pétrolières. La dénonciation d'une telle politique économique par le président Banisadr en fait un obstacle majeur pour le projet du clergé fondamentaliste. Pour le président, l'intégration accélérée de l'économie iranienne au marché mondial sous le régime précédent faisait de la dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers un processus irréversible à court terme. Cependant, la maîtrise par l'Etat des principaux instruments de la gestion macro-économique, selon lui, devrait permettre de réduire cette dépendance ; une politique consciente et programmée du contrôle du commerce extérieur, de réduction progressive de la part des recettes pétrolières dans le budget général de l'Etat, de modification de la structure des dépenses de l'Etat en faveur de l'investissement, de transformation de la composition des importations en faveur des biens d'équipement, etc.,

devait y conduire. Au printemps 1979, il défend la thèse de la nationalisation des banques, du commerce extérieur et des principales unités de production. Grâce au rôle actif qu'il joue au Conseil de la Révolution, 80 % des industries modernes sont nationalisées, ainsi que l'ensemble du système bancaire ; mais le projet de nationalisation du commerce extérieur est rejeté. C'est sur un sujet économique que le conflit entre le président de la République et le *Majlis* (parlement) dominé par les cléricaux, éclate, lorsqu'en avril 1981, M. Radjai, Premier ministre imposé par le clergé, présente, avec beaucoup de retard, le budget annuel de 1981-82 (année iranienne : 21 mars 81 - 20 mars 1982). Selon le projet de budget, 73,1 % des recettes totales de l'Etat de cette année devaient provenir de l'exportation de plus de 2,5 à 3 MBJ de pétrole. Une telle proportion des recettes pétrolières dans le budget général de l'Etat n'avait été atteinte que dans les dernières années de l'ancien régime. Par ailleurs, même si les difficultés engendrées par l'embargo commercial et la récession du marché pétrolier pouvaient être contournées, en partie, par des rabais sur les prix de vente du brut, il était tout de même, en raison des dégâts causés par la guerre aux installations pétrolières, improbable de relever les exportations pétrolières au niveau requis par le budget, dans un laps de temps aussi court. L'irresponsabilité et l'irréalisme qui caractérisaient l'action économique du gouvernement ouvraient la voie à de nouvelles aventures, éloignaient les perspectives de construction d'une économie fondée sur des prévisions claires et moins sujettes aux aléas du marché mondial.

Avec la destitution du président de la République, dernier rempart de l'opposition à la dictature cléricale, le processus de rentisation de l'économie iranienne s'est poursuivi à un rythme accéléré sous les effets conjugués de la guerre que le clergé n'a jamais voulu arrêter et de la répression intérieure. Bientôt l'économie iranienne va s'organiser en fonction d'un seul objectif : le contrôle politico-culturel de la population par le pouvoir religieux. Toutes les fonctions liées à ce contrôle sont désormais source de prestige et d'avantages matériels, tandis que le travail productif, le savoir technique, la spécialisation sont systématiquement dévalorisés. Dans son discours, Rhomeyni méprise ouvertement les spécialistes non doctrinaires (*maktabi*) qui seraient, selon lui, des obstacles majeurs à la construction de la société islamique.

Avec la gestion *maktabi*, les Associations islamiques sous contrôle direct du P.R.I. transforment l'atmosphère culturelle et idéologique des usines et des administrations. Les conseils et syndicats ouvriers indépendants qui s'étaient créés, dans la période révolutionnaire, sont réprimés et supprimés, les revendications salariales des travailleurs dont le pouvoir d'achat est fortement comprimé par l'inflation sont étouffées. Le ministre du Travail est même opposé aux « conseils coraniques », dans les usines :

« L'islam ne reconnaît pas le système des conseils (*chôwra*) dans les usines : dans l'islam, le gouvernement appartient à Dieu, aux prophètes et aux imams et, en leur absence, au représentant (*naïyebe*) de l'imam. » (A. Bayat, 1983.)

Deux étapes importantes marqueront l'institutionnalisation du régime clérical : d'abord l'établissement du ministère des Gardiens de la révolution (*pâsdâr-s*), qui, numériquement, sont maintenant plus importants que l'armée régulière (F. Halliday, 1983) ; ils jouent un rôle déterminant dans la sécurité de l'Etat ; puis l'élection, organisée au mois de décembre 1982, de l'Assemblée des experts (*majlis rhebrégan*) qui devait décider de la succession éventuelle de Rhomeyni.

Evolution macro-économique

Il est malaisé de donner une image claire de l'évolution macro-économique de l'Iran au cours des quatre ou cinq dernières années. Lorsque des documents et données officiels existent, il faut les considérer avec beaucoup de prudence, en raison de leur fonction d'instruments de propagande. Au cours des deux ou trois premières années qui suivent la révolution, l'économie iranienne se caractérise par la chute du P.N.B. Selon la Chambre de commerce, de l'industrie et des mines, la baisse du P.N.B. en prix constants, a été de 15 % en 1978-79, de 2,5 % en 1979-80 et de 16,1 % en 1980-81. Cette tendance s'est renversée à partir de 1981-82, année où le P.N.B. connaît, selon la Banque centrale, une progression de 2,3 %. Cette même Banque estime à 14,2 % la croissance en 1982-83.

Avec la chute significative du produit intérieur, la dépendance vis-à-vis des importations s'est accrue et le rôle des recettes pétrolières dans l'économie générale s'est accentué. L'embargo commercial a renchéri les importations de 25 %, soit un coût supplémentaire de 4 milliards de dollars par an. Pendant plusieurs années, l'Etat est à peine en mesure de couvrir les dépenses d'importation par les recettes pétrolières. Cependant une politique active de vente de pétrole brut permet une amélioration des réserves de change à partir du milieu de 1982. La progression du P.N.B. à partir de cette année doit être considérée comme une conséquence de cette politique qui, à l'intérieur, se manifeste par le gonflement du secteur tertiaire dont la contribution au P.I.B. (Produit intérieur brut) passe de 53,2 % en 1979-80 à 66,9 % en 1980-81 et à 65,3 % en 1981-82.

Par contre, la situation dans des secteurs productifs vitaux, tels l'agriculture et l'industrie, ne cesse de se dégrader, car, depuis la révolution, aucun investissement notable n'a été réalisé dans ces secteurs (*Quarterly Economic Review of Iran*, n° 1, 1984). Sur la base 100 en 1974-75, la production des grandes entreprises industrielles était de 150,6 % en 1977-78 et de 136,2 % en 1981-82, soit une diminution d'environ 17 % (Chambre de commerce). Pour mesurer la chute de la production agricole, on ne dispose d'autres données que la valeur des importations agro-alimentaires : elles s'accroissent d'année en année : 2 milliards de dollars en 1980, 3 milliards en 1981, 4,5 à 5 milliards en 1982 (*Middle East and North Africa*, 1983-84). En 1983, les produits alimentaires constituent après les équipements militaires, la rubrique la plus importante des importations (*QERI*, n° 1, 1984). Durant cette année, la Nouvelle Zélande devait fournir

à l'Iran, 140 000 tonnes de viandes de veau, le volume le plus important jamais délivré jusqu'alors. De même le Pakistan devait fournir 120 000 tonnes de blé et des quantités considérables de sucre et autres produits alimentaires. Cependant l'offre de ces produits sur le marché officiel reste irrégulière et le marché libre et le marché noir connaissent une prospérité sans précédent.

Le recul de l'économie non pétrolière a été en partie compensé par le recours aux exportations pétrolières qui, malgré les difficultés créées par l'embargo commercial, arrivent bientôt à se frayer un chemin vers les marchés internationaux. Après novembre 1979, la plus grande difficulté de l'Iran est de trouver des clients pour son brut. La vente de 900 000 BJ aux Etats-Unis est arrêtée pour des raisons politiques et, au mois de mai 1980, les compagnies japonaises, la British Petroleum et la Royal Dutch Shell sous la pression américaine refusent également d'enlever 800 000 BJ. De surcroît, la hausse décidée par le ministère du Pétrole portait son prix rétroactivement au premier avril 1980, à 35 dollars par baril (brut léger). En incluant les différentes surcharges, le brut iranien coûtait à ses consommateurs près de 37,5 dollars par baril, prix peut-être le plus cher de tous les pays de l'O.P.E.P. (*Middle East and North Africa*, 1983-84). Si l'on compare ce prix à celui de 27,7 dollars par baril seulement deux ans plus tard, on mesure la dépendance par rapport à la rente pétrolière de l'organisation économique qui se met progressivement en place avec la montée hégémonique de la classe cléricale. Il faut ajouter que la Société nationale iranienne de pétrole a constamment offert une prime d'assurance spéciale afin de compenser les menaces irakiennes sur les navires pétroliers.

Le besoin croissant de devises étrangères a également amené le gouvernement islamique à signer des accords de troc avec, en particulier, les pays du COMECON et la Turquie. Selon un arrangement, en 1983-84, l'Iran devait fournir à cette dernière 100 000 BJ de pétrole contre des quantités importantes de biens agro-alimentaires et de produits industriels.

L'Iran a ainsi retrouvé sa place de principal exportateur de produits pétroliers sur un marché frappé pourtant par la récession. En 1983, le Japon s'est approvisionné à raison de 12 % de ses importations pétrolières totales en brut iranien (0,5 MBJ) (*QERI*, n° 4, 1983). Les revenus pétroliers de l'Iran ont augmenté en 1982, de sorte que cette année-là, la balance commerciale a été excédentaire de 5 milliards de dollars contre un déficit de 2 milliards l'année précédente. Le recrutement de centaines de milliers d'individus dans les nouvelles institutions de contrôle et de quadrillage ainsi que la guerre ont occasionné d'énormes dépenses improductives qui, dans le cadre de la paralysie du système productif, n'ont été possibles que grâce à un recours systématique aux importations. Cette évolution peut se lire dans les structures budgétaires de l'Etat. La part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales, en croissance régulière depuis la Révolution, est largement au-dessus du niveau atteint dans la dernière année du régime du shah.

Economie

Budget général. Recettes et dépenses de l'Etat (en milliards de rials) *

Recettes :	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
Impôts	443,6	465,9	368,3	340,4	554,1
Autres	92,8	119,8	111,6	96,7	159,6
Pétrole et gaz	1 497,8	1 013,2	1 219,7	888,8	937,9
TOTAL	2 034,2	1 598,9	1 699,6	1 325,9	1 651,6
<i>Dépenses :</i>					
Dépenses courantes	1 248,1	1 275,4	1 552,0	1 727,8	2 032,4
Autres	1 244,1	710,6	675,9	570,6	674,7
TOTAL	2 492,2	1 986,0	2 227,9	2 298,4	2 707,1
Excédent ou déficit ..	— 458	— 387,1	— 528,3	— 972,5	— 1 055,5

* 1 \$ \simeq 80 rials.

Source : Banque centrale, Rapport annuel.

Estimation du budget, 1982-83, 1983-84, 1984-85 (en milliards de dollars)

	82-83	83-84	84-85
<i>Recettes :</i>			
Impôts	7,2	8,5	
Autres	2,7	4,6	
Pétrole et gaz	17,4	21,8	23,3
TOTAL	27,3	34,9	44,6
<i>Dépenses :</i>			
Dépenses courantes	29,3	27,9	32,8
Développement	12,2	15,0	15,2
TOTAL	41,5	42,9	48,0
Excédent ou déficit	— 14,2	— 3,1	— 3,4

Source : Middle East Economic Survey.

*Part des dépenses courantes dans les dépenses totales de l'Etat
(en %)*

1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
50 %	64,2 %	69,6 %	75,1 %	75,07 %

Source : Banque centrale.

La réalité des dépenses courantes est beaucoup plus importante que ne le laissent apparaître les données ci-dessus. En 1981-82, sur les 674,7 milliards de rials (1 dollar est à peu près égal à 80 rials) de dépenses d'investissement (F.B.C.F.) du secteur public, seulement 38 milliards de rials ont été consacrés à l'agriculture (y compris les investissements pour l'irrigation et l'exploitation), 101,6 à l'industrie et aux mines et 100 aux B.T.P., c'est-à-dire aux trois secteurs contribuant à la formation de valeurs d'usage matérielles hors pétrole ; soit un total de 259,6 milliards de rials. Le reste, constitué par des dépenses d'investissement dans les affaires sociales, le transport, les télécommunications, le tourisme, etc., doit être davantage considéré comme des dépenses de fonctionnement. Les investissements du secteur privé en diminution constante depuis la révolution (sur la base de 100 en 1974-75, le taux de croissance de la F.B.C.F. du secteur privé est de 3,9 % en 1980-81 et de 21,6 % en 1981-82, Banque centrale) se sont en priorité orientés vers le commerce et la construction. Ainsi tout indique que la F.B.C.F. totale est assez faible dans les secteurs de production réelle et ne permet même pas d'assurer la reproduction simple du potentiel productif du pays. De surcroît, si l'on tient compte de la destruction d'une grande partie des infrastructures et des industries modernes situées dans les régions de guerre, un véritable processus de désinvestissement accéléré caractérise au premier chef l'économie iranienne dans la période récente.

Les données officielles suggèrent que la contribution des revenus pétroliers aux recettes budgétaires de l'Etat a diminué depuis la révolution : 73,6 % (1977-78), 63,3 % (1978-79), 71,7 % (1979-80), 67 % (1980-81), 56,7 %, (1981-82) (Banque centrale). Cependant cette diminution ne correspond à aucune recherche volontaire de réduction de la dépendance de l'Etat par rapport aux revenus externes, afin de lier l'Etat à la production interne, mais à la non-actualisation des revenus pétroliers anticipés. En 1981-82, par exemple, il était prévu que plus de 67 % des recettes budgétaires seraient couvertes par la vente des hydrocarbures, avec, pour hypothèse, l'exportation de 1,5 million de barils par jour. En fait, l'exportation n'a atteint que 0,8 MBJ. Le manque à gagner par les revenus du pétrole se reflète dans des déficits budgétaires qui n'ont cessé de croître d'année en année. Si l'on ramène la somme du déficit et des revenus pétroliers au total des recettes publiques, on constate que, comme dans la période précédente, l'Etat s'appuie essentiellement sur les revenus d'origine externe. En réalité, ces déficits budgétaires énormes (14,45 % du P.N.B. en 1981-82) sont, dans leur presque totalité, financés par

l'expansion monétaire. Le gouvernement a certes cherché à couvrir ses déficits par l'épargne interne en vendant des obligations au public, mais il n'a guère réussi, en raison du manque de confiance de la population dans le système bancaire.

L'insécurité et l'incertitude ont privilégié la préférence pour la liquidité. Les opérations à crédit, l'utilisation du chèque et de la lettre de change, ont nettement diminué, en témoigne l'augmentation du volume des billets en circulation, principal facteur immédiat de l'inflation. Celle-ci cependant est à l'origine, alimentée par les déficits publics qui font constamment croître la masse monétaire : 3 550 milliards de rials en 1979-80, 4 337 milliards en 1980-81 et 5 111,7 milliards en 1981-82 (Banque centrale). Les emprunts de l'Etat auprès du système bancaire sont passés de 333,3 milliards de rials en 1979-80 à 830 milliards deux ans plus tard. En 1982-83, la Banque centrale a évalué la dette totale de l'Etat vis-à-vis du système bancaire à 4 040 milliards de rials (environ 55 milliards de dollars) soit 190 % du niveau de l'année précédente.

La situation financière de l'Etat au cours des deux dernières années, au lieu de s'améliorer, n'a cessé de se détériorer : estimé à 680 milliards de rials pour 1982-83 et à 401 milliards pour 1983-84, le déficit public a dépassé, les deux fois, la barre de 1 000 milliards de rials (selon les chiffres publiés par *Keyhan* et repris par *Le Monde* du 10-7-1984). L'inflation est la première manifestation de la crise financière de l'Etat. Les sources officielles suggèrent que le taux d'inflation des prix à la consommation est de l'ordre de 20 à 30 % par an. Ce taux est cependant calculé sur le marché officiel où les prix, pour la plupart, sont subventionnés et maintenus à un niveau artificiellement bas. Sur ce marché les biens sont peu abondants et leur distribution, sévèrement rationnée et contrôlée. Par contre, le marché libre ou noir, alimenté par différentes sources dont des importations illégales de biens de luxe et de biens alimentaires non essentiels, est florissant ; mais le niveau des prix pratiqués les rend inaccessibles à la grande majorité de la population. Un indicateur important du décalage des taux d'inflation sur les deux marchés est le taux de change : sur le marché non officiel il est cinq fois supérieur au taux officiel. Malgré ce décalage, le gouvernement ne veut pas dévaluer le rial (le taux de change est pratiquement le même qu'en 1977-78) ; d'une part il ne veut pas reconnaître l'extension de l'inflation, d'autre part, le déboulement du marché intérieur et la surévaluation du taux de change bénéficient directement aux marchands et commerçants liés au régime. Toutes les catégories sociales (ouvriers, employés civils, paysans, petits commerçants, etc.) dont la progression des revenus n'a pas compensé celle de l'inflation sont, par contre, parmi les victimes de la crise financière de l'Etat. On estime officiellement qu'entre 1977-78 et 1981-82, les salaires fixes et l'épargne ont perdu 70 % de leur pouvoir d'achat (Chambre de commerce). Mais, compte tenu de la réalité de l'inflation sur les marchés non officiels, la perte du pouvoir d'achat est de loin plus importante. Le taux de change surévalué, en favorisant les importations, oblige le gouvernement à augmenter constamment ses recettes d'exportation, c'est-à-dire presque exclusivement les revenus pétroliers. Toute baisse

non anticipée de ces revenus l'amène à imposer un programme d'austérité : c'est le cas en 1983-84. Les méthodes de lutte contre l'inflation employées par l'ancien régime ont été reconduites sous le régime islamique : en été 1982, environ 20 000 commerçants accusés de profits excessifs sont obligés de fermer boutique. Ils sont contraints à vendre à des prix artificiellement bas et à payer des pots-de-vin aux *hezbollahi*-s qui les soumettent par ailleurs à une pression morale permanente. Dans les villes de province les *hezbollahi*-s n'hésitent pas à attaquer les boutiques qui refusent de fermer à l'occasion des fêtes et des commémorations religieuses (Bashiriyeh, 1984).

Longtemps accusé d'être sans projet de reconstruction économique, le régime islamique, dans l'euphorie de l'augmentation des revenus pétroliers en 1982, présente finalement, au cours de cette année-là, un plan à long terme de 20 ans intitulé « Objectifs macro-économiques quantitatifs et politique générale de développement économique, social et culturel, 1982-83/2002-3 » et un « Plan quinquennal de développement économique, social et culturel, 1983-84/1988-89 ». Ces plans proposent des objectifs très ambitieux contrastant avec la réalité économique. Il en est ainsi de l'objectif d'auto-suffisance alimentaire qui devrait être atteint dans les dix années à venir. Les deux plans désignent le secteur agricole comme axe de la politique de développement. Le taux de croissance annuel de la valeur ajoutée agricole est supposé être de 7 % sur la période du Plan quinquennal. C'est surtout du secteur privé qu'est attendue la prise en charge de la F.B.C.F. en agriculture, le rôle de l'Etat se limitant à une simple assistance technique et matérielle. Cependant le cadre juridique dans lequel les investissements privés devraient se dérouler n'est pas explicitement défini : la loi de redistribution des terres agricoles a été, à plusieurs reprises, rejetée par le Conseil de surveillance pour non-conformité aux principes islamiques. D'une façon générale, le sentiment d'insécurité et d'incertitude persistant rend illusoire l'exécution de plans qui font largement appel au concours des capitaux privés (sur un investissement total de 167 milliards de dollars dans la période du premier Plan quinquennal, 40 % devraient être apportés par le secteur privé).

D'autres points obscurs apparaissent, en particulier, les conditions de financement. Avec l'hypothèse supposée pessimiste d'un prix réel de 33,25 dollars par baril, les revenus pétroliers ne constitueraient pas moins de 58 % des recettes de l'Etat pendant toute la durée du premier Plan quinquennal. Cependant, deux ans et demi après la conception de ces plans, le prix officiel du brut iranien est d'environ 27 dollars le baril, si bien que le flux nécessaire de devises requis pour la réalisation des plans suppose des exportations pétrolières bien supérieures à celles qui sont prévues. De plus, même si l'on ignore le coût des dépenses militaires nécessitées par la guerre, l'Etat ne serait pas en mesure de financer à la fois les dépenses de développement, les importations de biens de consommation essentiels et la réparation des dommages de la guerre. Au total ces plans constituent davantage une opération de propagande qui reprend les caractéristiques du dernier Plan quinquennal de l'ancien régime : dépendance par rapport aux recettes pétrolières, implication

de l'Etat dans l'industrie lourde et les services, engagement prioritaire du capital privé dans l'agriculture et les constructions, etc.

Bien que la révolution ait mis en cause la philosophie de développement de l'ancien régime, certains des ambitieux projets du Plan quinquennal de 1973-78 sont repris : complexe pétrochimique de l'I.J.P.C. à Bandar Rhomeyni, exploitation de l'énorme gisement de cuivre de Sar Cheshmeh près de Kerman, achèvement projeté de la construction de deux centrales nucléaires d'une capacité de 1 200 MW chacune à Boushire par la compagnie ouest-allemande Kraftwerk Union, annonce de la construction de trois nouvelles centrales nucléaires dans le Fars, le Guilan et à l'ouest du pays (QERI, 1983), réinjection du gaz, pour la première fois depuis la révolution, dans les puits de pétrole pour maintenir la production au-dessus de trois MBJ, etc. L'action de développement du nouveau régime, bien qu'encore limitée et fragmentaire, se poursuit ainsi essentiellement dans le sillage de l'ancien régime.

L'essentiel du commerce extérieur de l'Iran s'effectue avec le bloc occidental, principal bénéficiaire du recyclage des pétro-dollars. En 1983, selon les sources officielles, l'O.C.D.E. était responsable de 70 % des importations du pays, contre 20 % pour le tiers-monde et 10 % pour le bloc de l'Est. Certains pays occupent une position dominante dans le commerce extérieur du pays, notamment le Japon et la R.F.A. En 1983, l'excédent commercial de ce pays avec l'Iran était de l'ordre de 6,1 milliards de DM (environ 18 milliards de francs, *Le Monde*, 21 juillet 1984). La R.F.A. exporte davantage vers l'Iran que vers le Japon ou l'Espagne. Le déséquilibre commercial entre l'Iran et ses principaux partenaires occidentaux est à l'origine de pressions des autorités islamiques pour qu'augmentent les enlèvements de brut iranien. Dans les dix premiers mois de 1983, la part de l'Iran dans la fourniture de pétrole à la C.E.E. est passée de 3,8 % à 5,9 % (A. Mabon, 1984). Le déséquilibre des échanges est l'objet du voyage du ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, première personnalité officielle occidentale à se rendre en République islamique au mois de juillet 1984.

Les Etats-Unis ne sont pas en retrait sur leurs concurrents européens ou japonais. En dépit du contexte politique, le commerce entre les deux pays a repris après la libération des otages. Pendant les dix premiers mois de 1983, plus d'un milliard de dollars de biens ont été échangés entre l'Iran et les Etats-Unis (*Newsweek*, janvier 1984). A quoi il faut ajouter les échanges indirects (surtout de biens militaires) par différents intermédiaires.

Avec une part plus importante dans les recettes budgétaires de l'Etat et dans les réserves de changes, l'économie iranienne est plus dépendante du marché mondial que par le passé. Conséquence de cette situation, deux caractéristiques de la société prérévolutionnaire se sont reproduites de façon élargie : le chômage et l'exode rural. Des rapports suggèrent que dans la seule ville de Téhéran, la population a presque doublé depuis 1979, passant de 3,3 millions à 7 millions (QERI, n° 1, 1983). Au milieu de l'année 1982, on comptait officiellement 3,15 millions de chômeurs sur une population active de 11,7 millions, soit un taux d'environ 27 %.

Selon la Banque centrale, en 1981-82 la population active a augmenté de 469 000 personnes. Du fait de l'extrême jeunesse de la population (59 % ont moins de 20 ans) et du fort taux de croissance démographique (2,9 % par an), 2,5 à 3 millions de personnes se sont ajoutées à la population active depuis la révolution. Il faut encore tenir compte de 1,5 million réfugiés de guerre, de 1,5 million réfugiés afghans, de plus de 100 000 Iraniens expulsés d'Irak et de 45 000 Irakiens prisonniers de guerre.

Le chômage est le défi le plus important porté à la stabilité du régime. Le recrutement dans les nouvelles institutions a absorbé une partie des chômeurs, mais c'est la guerre avec l'Irak, qui représente le principal déversoir des surplus de main-d'œuvre accumulés en Iran.

L'économie de guerre

La guerre est sans doute ce qui a le plus marqué la société et l'économie iraniennes depuis la révolution. La domination de la classe cléricale s'est appuyée sur la guerre qui a justifié la terreur, la répression et l'oppression politico-culturelle. Essentiellement financée par les revenus du pétrole, la guerre constitue le principal accélérateur de la restructuration sociale du pays par la rente, telle qu'elle a été voulue par la nouvelle classe dominante. Avec la guerre se sont mis en place, de nouveaux rapports de distribution de la rente en direction d'une nouvelle clientèle de l'Etat.

Toutes les tentatives internationales pour mettre un terme au conflit ont échoué : (mission O.N.U. d'Olaf Palme, mission de l'Organisation de la conférence islamique, mission des pays non-alignés, etc.). Rhomeiny a maintes fois déclaré que la guerre ne cesserait qu'avec la chute de Saddam Hussein et du régime baasiste irakien, et que l'issue du conflit serait déterminée non par la négociation, mais par les armes. L'impact de la guerre sur l'évolution économique récente de l'Iran est considérable. L'importance économique de la guerre peut d'abord se lire dans quelques chiffres : début 1984, le gouvernement islamique a reconnu qu'un tiers au moins de toutes les allocations financières sont consacrées à la guerre. Les sources indépendantes suggèrent cependant que ce sont 10 à 12 milliards de dollars qui sont dépensés annuellement en devises et une somme équivalente ou supérieure en rials, soit environ les deux tiers de l'ensemble des ressources nationales, qui sont consacrées à la guerre (*QERI*, n° 2, 1984). L'immobilisation d'un demi-million de soldats au minimum sur le front a créé une demande considérable de services, à laquelle l'économie interne doit répondre. Si l'on tient compte des effets directs et indirects de la guerre, elle apparaît comme une gigantesque entreprise nationale responsable de l'emploi de centaines de milliers d'individus. Le double marché qui s'est mis en place avec le déclenchement de la guerre est une autre dimension économique majeure de ses effets. La différence entre prix officiels et « libres » (en moyenne 5 à 6 fois supérieurs) définit une marge importante de profits très attractive pour une population sans autre emploi. Les activités parasitaires se sont en

conséquence multipliées et ont absorbé une partie non négligeable des chômeurs.

Le double marché est apparemment justifié par la pénurie des biens de consommation qui rend nécessaire le rationnement. Mais le rationnement a en réalité cherché à mettre en place un contrôle intégral de la société. Avec la guerre, les mosquées sont devenues des lieux de distribution des principaux biens de consommation et de contrôle social, politique et culturel de la population. Dans chaque quartier, un « conseil islamique » est chargé de présenter les habitants aux mosquées et aux comités ; condition *sine qua non* d'obtention des tickets de rationnement. Les « conseils islamiques » jouent le même rôle dans les usines et administrations. La manifestation de tout désaccord avec la « ligne de l'imam » entraîne automatiquement la privation de tickets de rationnement. Les membres des institutions du régime ont droit à des avantages matériels importants qui, dans la pénurie ambiante sont très recherchés. Toutes sortes de biens importés (voiture, réfrigérateur, télévision, motocyclette, etc.) sont vendus en priorité, à des prix subventionnés, à ceux qui soutiennent directement le régime islamique. De plus, une partie des biens qui devraient normalement être distribués par le système de rationnement sont détournés sur le marché par des responsables officiels. Le meilleur exemple est le marché noir du tabac contrôlé essentiellement par la Fondation des familles des martyrs qui constitue en même temps un formidable réseau d'indicateurs (P. Balta, 1984). Selon l'article 44 de la constitution de 1979, le commerce extérieur devait être nationalisé, il ne l'a pas été et le double marché procure des avantages exorbitants aux commerçants importateurs liés au régime islamique. En principe, ces commerçants ne sont pas autorisés à vendre directement les produits importés sur les marchés ; ils doivent les mettre à la disposition des *komité-s* qui se chargent du rationnement. Cependant, plusieurs grands commerçants en relation privilégiée avec le clergé échappent au règlement.

Comme le conflit n'a pas sérieusement réduit les capacités d'exportations pétrolières de l'Iran, il y a de fortes chances pour qu'il se poursuive longtemps encore. Les dégâts infligés au terminal de Kharg et aux diverses stations de pompage ont été réparés beaucoup plus vite que prévu (G. Salamé, 1984). Les installations pétrolières de l'Irak ont été bien plus sérieusement endommagées. Sans le soutien financier des pays du Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.), l'Irak aurait été dans l'impossibilité de supporter les frais d'un conflit dans lequel l'initiative depuis juillet 1982 après la contre-offensive réussie de l'Iran est passée aux troupes de la République islamique. Le conflit semblait entrer dans une troisième phase en avril-mai 1984 lorsque l'Irak a multiplié les attaques aériennes contre le terminal iranien de Kharg et les pétroliers qui s'y approvisionnent dans le but d'obliger l'Iran à une paix négociée. Malgré sa supériorité logistique, surtout aérienne, l'Irak ne semble cependant pas vouloir compromettre sérieusement les possibilités d'exportations pétrolières de l'Iran ; une telle décision comporte en effet des risques militaires et politiques très graves : pilonnage systématique des villes irakiennes situées dans les zones du conflit (comme Bassorah), extension de la guerre aux Emirats qui sou-

tiennent financièrement l'Irak, tentative de fermeture du détroit d'Hormuz, etc.

En outre, des raisons liées à ses implications économiques et sociales intérieures, le clergé fondamentaliste poursuit la guerre pour des raisons externes dont la plus importante est l'espoir d'obtenir une indemnité de 150 milliards de dollars pour la réparation des dommages de guerre, qui, en réalité, serviraient surtout à la consolidation du pouvoir de la classe religieuse. Le remplacement du régime irakien par une République islamique d'obédience iranienne, en modifiant les rapports de force dans la région en faveur de l'Iran lui permettrait de briser son isolement international. En fait, la poursuite de la guerre réduit les chances d'une paix négociée, parce que les rigidités de l'économie de guerre rendent de plus en plus difficile le retour à une économie de paix. Dans le cas d'une victoire de la République islamique (improbable en raison du rapport des forces et de la crise économique et financière du régime islamique), l'Iran rencontrerait de graves difficultés dont les plus importantes, touchant à l'avenir immédiat du régime, seraient le chômage et la forte progression du coût de la vie.

Il est difficile d'évaluer les dégâts causés par la guerre à l'économie iranienne ; une commission spéciale du Parlement les a estimés à 164 milliards de dollars pour la période allant de septembre 1980 à mars 1983 (*Le Monde*, 10 juillet 1984). Des sources diverses estiment le nombre de tués et de blessés à un demi-million du côté iranien, soit, pour un régime dont la cruauté est sans limites et qui n'a aucune perspective pour la reconstruction économique du pays, autant de chômeurs en moins. Il convient enfin de rappeler les dommages causés aux puits off-shore de Nowruz au début 1983 dont les effets sur l'environnement, mal connus, peuvent être considérables.

L'économie iranienne de guerre profite en particulier aux Etats-Unis et à leur allié israélien avec qui la République islamique a repris des relations clandestines pour se procurer des pièces détachées indispensables à la maintenance des armes d'origine américaine. La guerre a également procuré aux Etats-Unis le prétexte pour un renforcement de leur présence militaire dans le Golfe persique, notamment par l'envoi de quatre avions de reconnaissance Awacs appuyés sur une importante infrastructure installée au sol, en Arabie Séoudite. Elle a en outre renforcé la domination israélienne sur le Proche-Orient.

La désorganisation de l'O.P.E.P.

La forte dépendance de l'économie iranienne par rapport aux recettes pétrolières, manifestée à partir du début 1982 par une politique tous azimuts de vente de brut, ainsi que la guerre entre deux des plus importants membres de l'O.P.E.P., ne pouvaient rester sans répercussion sur cette organisation. Le conflit prolongé entre l'Irak et l'Iran a divisé les autres membres de l'O.P.E.P. et perturbé sa cohésion interne à un moment où, face à la récession économique internationale, elle aurait dû faire

preuve d'une plus grande solidarité. La poursuite de la guerre après le mois de juillet 1982 (lorsque l'Irak eut retiré de façon unilatérale ses troupes du territoire iranien) en raison de l'intransigeance du régime islamique, a accéléré un processus qui a abouti à l'échec de l'O.P.E.P. dans la stabilisation du niveau de la production et dans la fixation d'un prix unique.

A partir du milieu de l'année 1980 la nouvelle récession économique internationale a entraîné une baisse continue de la demande de produits pétroliers. Parallèlement, la production de l'O.P.E.P. et sa part dans le total mondial ont fortement diminué.

Production mondiale du brut (en MBJ), hors zone communiste

	1980	1981	1982	1983
Total	47,91	44,73	42,00	41,55
dont O.P.E.P.	27,40	23,53	19,79	18,44

Source : *Pétrole Information*, 19 janvier 1984.

Avec la révolution iranienne, le prix de référence du pétrole O.P.E.P. (Arabian light 34° API), qui dans la période de 1974-78 était resté pratiquement constant en terme nominal (une seule augmentation de 15 %), passe de 13,3 dollars à 28 dollars en mai 1980. Malgré la surabondance des produits pétroliers et le niveau élevé de la production séoudienne (10 MBJ), la panique provoquée par le déclenchement de la guerre irano-irakienne en septembre 1980, porte le prix de l'Arabian light à 32 dollars le baril. Le principal impact de la guerre fut donc de retarder d'environ un an le plein effet sur les prix du décalage entre l'offre et la demande des produits pétroliers (D. Long, 1984).

Au mois d'octobre 1981, l'O.P.E.P. décide de limiter sa production en définissant pour ses membres des quotas, l'objet étant de maintenir le niveau du prix fixé à 34 dollars le baril jusqu'à la fin 1982. Ces décisions ne sont cependant pas respectées par des pays tels que l'Iran, la Libye et le Vénézuéla ; ils accordent des rabais importants et vendent des quantités supérieures aux quotas attribués.

En janvier 1982, le ministre iranien du Pétrole déclare que l'Iran désire « retrouver la part de marché que les pressions internationales et militaires lui avaient fait perdre » (A. Chevalier, 1982). Au cours du mois suivant, à la suite de trois baisses successives de prix décidées par les autorités iraniennes, le prix de l'Iranien light (34° API) descend à 30,20 dollars le baril, soit 3,80 dollars au-dessous du prix de référence de l'Arabian light. A partir de cette date, le régime iranien multiplie des initiatives pour augmenter ses ventes de pétrole brut : baisse des prix officiels, accords de troc, vente sur le marché « spot », etc. Mais dans l'état du marché, la politique pétrolière agressive de l'Iran ne fait que

rendre la concurrence plus âpre entre pays exportateurs pour maintenir leurs parts de marché. Ainsi, alors que les autorités iraniennes tentent d'enlever à l'Irak ses clients, en particulier après la fermeture du pipe-line traversant la Syrie (avril 1982), l'Irak cherche à conserver ses clients en leur revendant du pétrole qu'il a lui-même acheté aux Séoudiens (D. Long, 1984).

Au milieu de l'année 1982, la production iranienne, environ 2,5 MBJ, dépasse largement le quota décidé par l'O.P.E.P. (1,2 BMJ). Une prime d'assurance importante est régulièrement offerte aux navires qui prennent le risque de s'approcher des côtes iraniennes. En décembre 1982, l'Iran déclare formellement son intention d'accroître sa production à 3,2 MBJ, considérant que c'est la part qui lui revient dans la production de l'O.P.E.P. Les critères de répartition des quotas de l'organisation sont rejetés. Selon les autorités iraniennes, ces quotas devaient être fixés en tenant compte de la taille de la population, des réserves pétrolières de chaque pays et du niveau de la production atteint dans le passé, critères bien entendu favorables à l'Iran. Des pays tels que l'Algérie, la Libye, etc., défendent la position de l'Iran dans l'O.P.E.P. et se réjouissent de ses attaques contre « l'impérialisme séoudien ». Ils demandent également le relèvement de leurs quotas.

Production du pétrole brut de l'Iran (en milliers de BJ)

1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
				mi-décembre	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.
5 241,7	3 167,9	1 467,3	1 315,9	2 800,0	2 440,0	2 230,0

Source : *Pétrole et Gaz Arabes*.

Les exigences iraniennes dérangent de plus en plus la position de l'Arabie Séoudite dont la politique pétrolière a depuis toujours directement influencé les décisions de l'O.P.E.P. Alors que dans la période 1974-78, elle s'est formellement opposée à toute nouvelle majoration du prix du brut, à la fin 1982, elle soutient fermement le prix officiel de 34 dollars par baril et n'envisage pas de céder aux exigences iraniennes. Ainsi, lors de la conférence du 20 décembre 1982, par suite de la volonté de l'Iran, du Vénézuëla et de la Libye d'augmenter leur production et du refus de l'Arabie Séoudite de diminuer la sienne, l'O.P.E.P. prend une décision contradictoire : maintien simultané de la production (18,5 MBJ) et du prix officiel à des niveaux élevés, qui ne correspondent bien entendu pas à la réalité du marché. Constatant les difficultés du marché et son isolement dans l'O.P.E.P., le 23 janvier 1983, au cours d'une nouvelle conférence, l'Arabie Séoudite accepte de baisser sa production au-dessous de 5 MBJ (contre 10 MBJ trois ans auparavant) ; elle souhaite ainsi maintenir le niveau de l'offre du pétrole O.P.E.P. dans les limites de 17,5 MBJ, mais pose la condition que des pays producteurs et notamment l'Iran s'abstien-

nent d'accorder des rabais importants aux compagnies pétrolières. A cette date, l'Iran vendait en effet son brut (34° API) 27 dollars le baril, c'est-à-dire 7 dollars au-dessous du barème officiel de l'O.P.E.P. Il était évident que l'O.P.E.P. ne pouvait régler l'offre de son pétrole tant que ses membres ne se mettraient pas d'accord sur une unique structure des prix.

Cependant, l'Iran et les pays qui le soutiennent continuent à dissocier le problème des prix et celui des quotas. La conférence de janvier 1983 échoue ainsi dans sa tentative de définir une structure cohérente et unique des prix et de la production. L'échec signifie que, désormais, les pays membres, au mépris des décisions de l'O.P.E.P., sont libres de vendre les quantités qu'ils désirent au prix qu'ils peuvent obtenir. Il se reflète rapidement sur les marchés « spot » où l'Arabian light (34° API) se vend à 29,30 dollars le baril pour un taux officiel de 34 dollars (*Le Monde* des 25 et 26 janvier 1983). Il est alors clair que l'Arabie Séoudite ne peut pas longtemps ignorer la réalité du marché et doit réduire son prix de vente. C'est fait deux mois plus tard, en mars 1983, lorsque le quota de l'Iran est relevé à 2,5 MBJ, c'est-à-dire au niveau de sa production effective. A la surprise générale, commentant l'échec de l'O.P.E.P. dans la stabilisation des prix, le ministre iranien du Pétrole déclare alors : « L'Arabie Séoudite a perdu sa suprématie sur l'O.P.E.P., cela nous suffit : c'est une victoire » (*Le Monde*, 26 janvier 1983).

Paradoxalement, au cours de la conférence du mois de mars 1983 à Londres, le représentant iranien s'est opposé sérieusement à la baisse du prix officiel de l'O.P.E.P. Une telle baisse eut en effet effacé les rabais accordés par l'Iran, l'eut obligé à accorder des rabais sur les nouveaux prix afin de maintenir ou augmenter sa part du marché. Ce qui aurait aggravé la crise financière de l'Etat iranien et renforcé le sentiment de sa responsabilité dans l'échec de l'O.P.E.P.

L'Arabie Saoudite et les autres pays pétroliers du Golfe, cependant, ont finalement opté pour une baisse du prix officiel de cinq dollars le baril. Cette décision permettait à ces pays de conserver leurs parts de marché et avait pour conséquence de rendre plus difficile l'effort de guerre de la République islamique. Elle réduisait également les menaces d'extension de la guerre et de déstabilisation des pays producteurs arabes qui soutenaient financièrement l'Irak. Le report du conflit irano-irakien à l'intérieur de l'O.P.E.P. a ainsi fait obstacle au minimum de consensus qui aurait pu assurer la stabilité du prix. Dans la récession prolongée des économies occidentales, la baisse du prix était peut-être inévitable ; en l'absence même des tensions apparues au sein de l'O.P.E.P., elle se serait sans doute produite, comme ça a été le cas en février 1983, lorsque la Grande-Bretagne, pays non membre de l'O.P.E.P., a baissé son prix de trois dollars, aussitôt suivi par le Nigéria, son concurrent direct sur le marché américain. Il est cependant probable que la guerre irano-irakienne a accéléré le processus de baisse et lui a donné une ampleur qui aurait pu être évitée.

Depuis mars 1983, malgré toutes les assurances données par la République islamique, les rabais qu'elle accorde à certains clients n'ont pas cessé d'augmenter, surtout dans les périodes de regain des attaques

aériennes de l'Irak contre les pétroliers qui s'aventurent dans la zone de conflit. Les rabais accordés afin de compenser l'augmentation des frais de transport et d'assurance seraient ainsi beaucoup plus élevés que les trois dollars admis publiquement par les autorités iraniennes ; elles n'obtiendraient plus que 21 dollars par baril pour un prix officiel de 28 dollars (*Financial Times*, 3 juillet 1984).

Paris, octobre 1984.

BIBLIOGRAPHIE

- BALTA P., « La politique de l'Iran. De la monarchie à la République islamique », *Quelle sécurité pour le Golfe ?*, I.F.R.I., Paris, 1984.
- BANK MARKAZI, *Rapport économique annuel de 1360*, Banque centrale d'Iran, Téhéran, 1982.
- BANISADR A., VIEILLE P., « L'Iran et les multinationales », *Esprit*, nov. 1977.
- BANISADR A., *Quelle révolution pour l'Iran*, Fayolle, Paris, 1980. *L'espérance trahie*, Papyrus, Paris, 1982.
- BASHIRIYEH H., *The State and Revolution in Iran*, St Martin's Press, New York, 1984.
- BAYAT A., « Worker's Central after the Revolution », *Merip Reports*, n° 113, March-April 1983.
- BEHRANG, « Iran : Le Maillon Faible », F. Maspéro, Paris, 1979.
- CRESWELL R., « Economic Sanction and the Iran experience », *Foreign Affairs*, vol. 60, n° 2, Winter 1981-82.
- Chambre du commerce, de l'industrie et des mines. Séminaire d'étude des problèmes industriels du pays, *L'évolution économique dans la période qui suit la Révolution islamique*, Téhéran, septembre 1982 (en persan).
- CHATELUS M., « De la rente pétrolière au développement économique : Hold-up du siècle ou nouveaux espoirs pour le Tiers-Monde ? », *Economie Politique*, n° 1, janv.-févr. 1976.
- CHEVALIER A., « L'Iran : une menace pour l'O.P.E.P. ? », *Economie Prospective Internationale*, n° 11, La Documentation Française, troisième trimestre 1982.
- CLAWSOP P., « Iran's Economy : between crisis and collapse », *Merip Reports*, July-August 1981.
- EFTEKHARI N., *Crise pétrolière et stratégies économiques*, thèse de doctorat de troisième cycle, Institut d'études de développement économique et social, université de Paris I, 1982.
- « L'Iran : l'économie s'effondre », *le Nouvel Economiste*, Paris, 23 août 1982.
- « La rente et la dépendance en Algérie », *Peuples Méditerranéens*, n° 26, janvier-mars 1984.
- ELAZHARY M.S., « The attitudes of the Superpowers towards the Golf War », *The Iran-Irak war*, Croom Helm, London, 1984.
- FAROUGHY A., REVERIER J.-L., *L'Iran contre le shah*, Jean-Claude Simoën, Paris, 1979.
- FAROUGHY A., « Un autre écho de la révolution : l'effondrement de l'économie iranienne », *Le Monde Diplomatique*, Paris, décembre 1981.
- FERDOWS E., « The Reconstruction Crusade and Conflict in Iran », *Merip Reports*, n° 113, mars-avril 1983.
- GRAHAM R., *Iran, The illusion of Power*, St Martin's Press, New York, 1980.
- GRUMMON S., *The Iran-Iraq war. Islam embattled*, Georgetown University, Washington, 1982.
- HAGHIGHAT C., *Iran, la Révolution inachevée et l'ordre américain*, Paris, Ed. Anthropos, 1980.
- HALLIDAY F., *Iran, dictatorship and Development*, Penguin Books, London, 1979. Year IV of the Islamic Republic, *Merip Reports*, July-August 1982.

- HETHERINGTON N., « Industrialization and Revolution in Iran : Forced Progress or unmet expectations ? », *The Middle East Journal*, n° 36, Summer 1982.
- HOOGLUND E., Iran's agricultural inheritance, *Merip Reports*, septembre 1981.
- « Iran : Aspects d'une Révolution », *Problèmes politiques et sociaux*, la Documentation française, 11 février 1983.
- « L'industrialisation de l'Iran : situation et perspectives », *Problèmes économiques*, n° 1499, la Documentation française, 1^{er} décembre 1976.
- « L'Iran et les pétro-dollars », *Notes et Etudes Documentaires*, la Documentation française, Paris, 1975.
- LONG D., The Oil in the Iran-Irak War, *The Iran-Irak War*, Croom Helm, London, 1984.
- KATOZIAN H., *The Political Economy of Modern Iran*, London, 1979.
- MABON A., « Iran, un régime au bord du vide », *Le Monde diplomatique*, juillet 1983.
- « La révolution islamique iranienne dans le jeu des affrontements régionaux », *Le Monde diplomatique*, avril 1984.
- Middle East and North Africa*, London, 1983-84.
- MONTAZER-ZOHOUR M., « Pétrole et développement au Moyen-Orient », *Notes et Etudes documentaires*, n° 4481, La Documentation française, 9 octobre 1978.
- MORAN T., *Oil prices and the Future of O.P.E.C.*, Research Paper, R-8, Washington, D.C., 1978.
- Organisation du Plan et du budget : « *Le Plan quinquennal de développement économique, social et culturel* (1983-84 - 1988-89) », Téhéran, août-sept. 1982 (en persan).
- Les objectifs macro-économiques quantitatifs et les politiques générales de développement économique, social et culturel dans la période 1961-1981* (1982-83 - 2002-3), Téhéran, avril 1982 (en persan).
- Quarterly Economic Review of Iran*, Economic Intelligence Unit, Londres, la collection.
- SALAME G., « Mutations d'un conflit régional : la guerre irako-iranienne », dans *Quelle sécurité pour le golfe ?*, I.F.R.I., Paris, 1984.
- SCIOLINO E., « Iran's durable Revolution », *Foreign Affairs*, vol. 61, n° 4, Spring, 1983.
- SKOPOL T., « Rentier State and Shia' islam in the iranian revolution », *Theory and Society*, vol. II, n° 3, May 1982.
- TURNER L., BEDORE J., *Middle East Industrialisation: a study of Saudi and iranian downstream Investments*, Praeger, New York, 1979.
- VIEILLE P., BANISADR A., « Pétrole et violence », éd. Anthropos, Paris, 1974.
- VIEILLE P., *L'Etat et la féodalité en Iran*, éd. Anthropos, Paris, 1975.
- « Transformation des rapports sociaux et révolution en Iran », *Peuples Méditerranéens*, n° 8, avril-juin 1979.
- « Notes sur la révolution iranienne », *Peuples Méditerranéens*, n° 12, juillet-sept. 1980.
- Journaux consultés : *Keyhan*, *Eteelaat*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Matin*, *Financial Times*.

SPECULATION ET MARCHÉ NOIR L'État au quotidien

Zein Al MAWASSIF

Au cours des années cinquante, la spéculation portait de préférence sur la terre dans les zones urbaines et rurales. La réforme agraire a entraîné une désaffection marquée vis-à-vis du secteur foncier rural ; la spéculation s'est principalement rabattue sur les zones urbaines. Dans les années soixante-dix, la spéculation a choisi l'immobilier pour terrain d'élection : l'extension effrénée des villes, Téhéran, Esfahan et bien d'autres, a été l'occasion pour des promoteurs de construire appartements, villas et immeubles, et d'encaisser des profits souvent fabuleux ; c'est l'âge d'or des « Construis et vends » (*bessaz-o béforouche*) nom donné aux promoteurs immobiliers. A ce nouveau type de spéculation, des entreprises multinationales, la famille Pahlavi et les notables de l'Ancien Régime ont pris une part active. Aux alentours de Téhéran, surgissent alors des villes nouvelles entièrement prises en charge par des entreprises multinationales avec la participation de la famille royale et de sa clientèle.

La révolution iranienne met provisoirement un terme à ce type de spéculation. A la fin de 1978, le prix des terrains subit une chute verticale ; le prix des maisons descend au tiers ou au quart de ce qu'il était un an auparavant : tout le monde est vendeur, souvent à des prix imbattables ; compte tenu de l'incertitude générale, peu d'acquéreurs se présentent.

Avec l'instauration du régime islamique et l'interdiction des transactions sur les terrains, les prix atteignent pratiquement le degré zéro, surtout dans les zones où le propriétaire n'a pas de permis de construire. Est-ce à dire que la spéculation a pour autant disparu ? Loin de là. La thèse générale de cet article est qu'avec la révolution, la spéculation, de sectorielle et, somme toute, limitée jusqu'ici, surtout cantonnée dans

le domaine foncier urbain et la construction immobilière, s'est généralisée à tous les domaines de la vie sociale : or, tapis, denrées alimentaires, produits de consommation courante. Société omni-spéculative, l'Iran post-révolutionnaire a littéralement inventé plusieurs nouvelles catégories spéculatives comme ersatz de la spéculation immobilière pour un temps en crise : après la terre et l'immobilier, expressions spéculatives de la société d'Ancien Régime, viennent le tour de l'or, des tapis, des antiquités, des produits fabriqués en Occident (appareils électriques et électroniques, caméras, produits chimiques, magnétoscopes, etc.). Dans un premier temps, l'Etat, tiraillé par les luttes intestines, assiste, plus ou moins impuissant, à la flambée spéculative ; dans un deuxième temps, après l'élimination des « libéraux » (*i.e.* d'abord le gouvernement Bâzargâne, ensuite, Banisadr), l'Etat s'érige en instance promotrice de la spéculation par excellence. La nouvelle élite dominante, composée du clergé et de sa clientèle, est souvent pauvre, les caisses de l'Etat sont vides ; aussi l'inflation galopante et la spéculation dirigée par le haut servent-elles fréquemment à l'enrichir.

La nouvelle classe dirigeante s'est mise à la tête du processus spéculatif, le dirigeant au besoin, le freinant quelquefois, lui imprimant parfois un mouvement accéléré, l'accentuant souvent du fait de son incompétence et de son incompréhension des faits socio-économiques. Au début, le bazar s'associe à cet enrichissement par l'inflation et la spéculation, soit par la pratique du stockage, soit par l'entente entre les gros détenteurs de produits ; par la suite, l'Etat prend en charge la distribution et la vente de nombreux produits, marginalisant le bazar qui s'était montré réticent vis-à-vis de la nationalisation du commerce extérieur et des excès des fondamentalistes islamiques. L'ancienne alliance du bazar et du clergé au régime pahlavi est mise à rude épreuve après la prise du pouvoir exclusif par la fraction hégémonique du clergé. Le nouvel Etat a deux visages. Le secteur traditionnel de l'Etat, remanié, diminué, réduit à l'impuissance, malmené et agonisant : les crédits lui sont distribués chichement, toute initiative lui est refusée ; expression vivante de l'Ancien Régime, il est culpabilisé et mis dans l'incapacité de mener à bien la moindre action ; impuissant, on y pratique donc des coupes sombres, pour l'émietter davantage. Le second secteur, formé des nouvelles instances qui doivent leur existence à la révolution : Croisade pour la Construction, Fondation du Martyr, Fondation des Dëshérités, Fondation Alavide, Fondation du Logement, Fondation des Affaires des Sinistrés de Guerre, Mobilisation des Dëshérités, Armée des *pâsdâr-s*, *komité-s*, etc. Dans ce second secteur l'Etat connaît une grande extension ; son budget n'est pas soumis à la Cour des Comptes (*Divâne Mohâssébâte*), les dépenses peuvent s'effectuer jusqu'en 1982 pratiquement à la discrétion de leur direction.

La distribution des denrées d'usage courant par ces institutions « révolutionnaires » est l'une des sources majeures de la spéculation. Prenons le cas du tabac : le paquet de cigarettes « Bahmane » (fabriquées en Suisse et vendues comme produit purement iranien) vaut, sur le marché officiel, quelques 85 rials, alors que, sur le marché libre, il se vend aux alentours

de 350 rials. Sur le marché officiel, les Bahmanes sont introuvables ; la distribution s'effectue directement des réseaux de diffusion révolutionnaires (*komité-s*, mosquées, Mobilisation des Dëshérités) au marché noir ; on trouve pratiquement n'importe quelle quantité de Bahmane au prix du marché noir lors même que les distributeurs agréés n'en ont point. Les organismes révolutionnaires chargés de la vente de ce produit (comme de bien d'autres : magnétoscopes, téléviseurs, réfrigérateurs, etc.) l'écoulent sur le marché au prix fort et ne versent à l'Etat que le prix officiel, d'où une marge bénéficiaire de l'ordre de 300 % !

Même scénario pour les magnétoscopes. Quand leur prix baisse, on le fait remonter artificiellement ; au début du printemps 1982, le prix des vidéos, qui avait atteint 1 200 000 rials (80 000 FF au tarif officiel !), avait baissé aux alentours de 500 000 ; c'est, entre autres raisons, que les immeubles s'étaient dotés d'un centre de diffusion par câbles de films « autorisés » ; le Centre de la lutte contre la corruption des mœurs (*dâhéreyé mobârezé bâ monkérâte*) interdit alors la projection des films « autorisés » par cette voie. Comme l'interdiction ne s'étend pas aux appareils privés, c'est la ruée sur les appareils vidéo dont le prix monte aussitôt aux environs de 800 000 rials. Il est de notoriété publique que la distribution des magnétoscopes s'effectue à travers les organismes « révolutionnaires ».

La contrebande se taille une part importante du marché, souvent avec la complicité des *komité-s*. La distribution des tickets de rationnement d'essence suit la même logique : de 60 litres par mois on la réduit à 40, sans que se produise apparemment une diminution des quantités distribuées ; sur le marché noir, les tickets de 30 litres se vendaient à cinquante ou soixante toumanes ; à présent les tickets de 20 litres valent aux alentours de 150 toumanes.

Le marché noir est directement approvisionné par les réseaux de distribution officiels et les surprofits appropriés par les membres de la nouvelle classe dominante qui s'est emparée du nouveau secteur de l'appareil d'Etat baptisé révolutionnaire. Le processus spéculatif, occasionné par l'inflation galopante (de l'ordre de 100 % par an) n'est pas le fait exclusif de l'Etat, mais le rôle déterminant qu'il y joue du fait de l'extension de ses fonctions dans la circulation des biens, l'âpreté au gain de la nouvelle classe dominante qui tente de s'enrichir le plus rapidement possible par la mainmise sur les réseaux de distribution, l'éloignent des couches populaires ; la rupture est désormais un fait acquis.

L'extension de la spéculation a eu deux conséquences : une pseudo-réarchaïsation des relations sociales, et l'amplification de la petite distribution informelle ou sauvage.

Les bons de rationnement sont distribués dans les mosquées ou *komité-s* de quartier ; face à la pénurie, les gens n'ont souvent d'autre ressource que les « connaissances » et « les relations », aussi assiste-t-on au resserrement des liens de réciprocité et d'aide mutuelle au niveau des familles, des connaissances, des quartiers (*mahallé-s*) ; l'entraide prend la forme d'un retour aux relations de dépendance mutuelle fondées sur la parenté et le voisinage, type de solidarité battu en brèche sous

l'Ancien Régime. Resserrés sur les liens de dépendance mutuelle, fermés plus ou moins sur le quartier, les réseaux d'entraide ainsi bâtis présentent une différence notable avec la vie locale bouillonnante de la révolution ; en ce temps-là les gens se prêtaient mutuellement assistance au niveau du quartier : on se prêtait du pétrole, de l'essence, du pain, on se mettait à la disposition des besogneux, on prenait part ensemble aux manifestations, le martyr d'un membre du groupe se célébrait au niveau de la localité dans une grande effusion, etc. La vie du quartier était l'expression locale d'une fraternisation universelle ; l'élan général qui portait la révolution se manifestait au niveau du quartier par une unanimité qui ouvrait le *mahallé* à l'urbain dans son ensemble ; dans la frénésie populaire, la spécificité locale débouchait sur la société globale ; par contre, aujourd'hui, le quartier se fige sur lui-même, exclut, par son particularisme, l'ouverture sur la société ; dans une situation d'incertitude généralisée, la quête de soutien, d'appui, de « piston » donne lieu à des types de dépendance qui excluent l'Autre (avoir un poulet de plus, en s'entendant avec un collègue du Bassidje, quitte à ce que d'autres n'en aient point). L'attitude d'égoïsme du « Nous restreint » vis-à-vis des Autres se généralise. Le vécu de la révolution était traversé de part en part par un intense sentiment d'abnégation et de sacrifice ; le vécu de la société trois ans après la révolution est dominé par la crainte de la pénurie, par l'incertitude quant à l'avenir, par l'anxiété quant au devenir de soi, de la famille, de la société. Ce sentiment intense d'insécurité et de frustration, après tant de sacrifices pendant et après la révolution, donne naissance à un besoin irrépressible de soutien : on cherche refuge dans la famille, auprès des connaissances, chez les relations, dans le quartier, on noue des relations d'assistance mutuelle les uns avec les autres pour se protéger contre l'arbitraire du pouvoir, la pénurie, la pauvreté, la mort.

La spéculation y trouve son compte : l'épicier ne livre son fromage qu'aux « connaissances » ; il le leur vend parcimonieusement, au prix fort. Le dénoncer ? On se priverait automatiquement d'un produit qu'on paye cher mais auquel d'autres n'ont pas accès même à ce prix. Par ailleurs, les réseaux de dépendance, du fait de leur étanchéité et de leur fermeture, favorisent l'inflation : le passage du produit d'un réseau à un autre s'effectue difficilement.

Contrairement à d'autres sociétés du Tiers-Monde, le secteur dit Informel était peu développé dans l'Iran d'avant la révolution. La crise révolutionnaire et ses séquences ont provoqué son rapide gonflement.

Sous l'Ancien Régime, ce secteur était peu dynamique ; de nombreux centres d'approvisionnement même au sud de Téhéran, le rendaient peu lucratif ; l'abondance des produits de première nécessité et leur bon marché (par suite des subventions de l'Etat), l'importance relative de la demande de travail, freinaient son expansion. Après la révolution, l'intensification du chômage et le manque de produits fabriqués entraînent l'extension de la petite distribution sauvage ; de grandes avenues comme Valiyé-Asr (alias ex-Mossaderh, alias ex-Pahlavi), Révolution (ex-shah-Reza) et bien d'autres voient leurs trottoirs envahis par de nombreux jeunes qui se sont improvisés vendeurs de tous les produits imaginables,

jusqu'à des produits pharmaceutiques. Les forces de l'ordre fréquemment râtissent les avenues où ils s'installent pour les en déloger. Ils réapparaissent ailleurs et, quelques jours plus tard, au même endroit.

L'inflation, la spéculation, l'émiettement du marché rendent la vie difficile voire intolérable pour les plus démunis. Quelques-uns tirent profit de la spéculation, la majorité en souffre. Une disjonction presque totale s'est produite entre la pratique sociale quotidienne et le discours du groupe détenteur du pouvoir qui renchérit sur le martyre, l'abnégation, l'héroïsme. D'un côté, tout le monde spéculé bon gré mal gré, tout le monde se sent pris dans les mailles d'une société spéculative où les moindres besoins vitaux ne trouvent de satisfaction que par la manipulation de l'Autre, la tricherie, la « magouille ». De l'autre, on est censé faire partie d'une société « pure », islamique et puritaine, que l'inquisition cléricale a prise en charge. Un peu partout dans les maisons, on fabrique et/ou on consomme des boissons alcoolisées ; les *komité-s* se font de gros sous en vendant, sur le marché noir, du whisky américain à un millier de tomanes la bouteille, ce qui n'empêche pas le pouvoir de lancer ces mêmes *komité-s* à la poursuite des buveurs ! L'aliénation est si profonde qu'on se réfugie fréquemment dans les rêves sur le passé et reconstruit le régime du shah comme un Age d'or ; non seulement dans la classe moyenne mais aussi dans les couches populaires qui trouvent ainsi à s'auto-incriminer. L'image que se font les pauvres de leur propre situation marque leur profonde aliénation dans une situation de crise : ils se reprochent de s'être soulevés contre celui qui, certes, n'était pas sans travers, certes, s'appropriait le surplus social, mais leur laissait des miettes, leur juste part en tant qu'inférieurs. Tout se passe comme s'il y avait retournement de l'idéologie révolutionnaire ; le shah comme symbole d'un pouvoir dominé par l'étranger, Rhomeyni comme expression de l'hégémonie populaire, changent de signe : le shah devient le bienfaiteur trahi, Rhomeyni, l'administrateur du châtiment pour ceux qui « avaient pris du sel (à la table du maître) et cassé ensuite la salière » : juste sanction pour ceux qui ont enfreint la hiérarchie immuable d'une société calquée sur la nature. La révolution était une thématization, selon les schèmes culturels du shi'isme populaire, du rejet de la périphérisation personnifiée par le shah et l'occidentalisme. La pensée populaire post-révolutionnaire revient à des catégories archaïques. Elle se représente la société comme un ordre naturel dont l'économie ne peut s'enfreindre sans que de graves châtiments soient administrés aux rebelles par la Providence. La révolution est désormais comme une calamité occasionnée par « l'ingratitude » (*harh nachnâssi*) des inférieurs vis-à-vis des supérieurs personnifiés par le shah.

L'auto-incrimination de la classe dominée efface l'identité telle qu'elle s'était construite dans la révolution. Le régime clérical comme reconquête par les masses de leur identité ? Quelle dérision ! La frustration gomme l'identité acquise, toute identité. La perte d'identité se vit dans l'accusation portée contre soi-même. L'aliénation, sous l'Ancien Régime, était la conséquence du déracinement culturel et de la marginalisation de la classe dominée dans une conjoncture périphérique ; sous le régime clérical, elle

est la conséquence de l'appropriation du pouvoir par une couche incapable de répondre aux revendications des masses en raison de sa conception du pouvoir (monopole du pouvoir, souveraineté du Docte), de sa représentation des relations sociales (enserrées dans des rites gestuels et verbaux vidés de contenu), de son incapacité gestionnaire, de son arriération mentale, de l'absence d'une vision « développementiste » proposant un contenu concret à l'aspiration des masses au bien-être, etc. Pendant la révolution les couches populaires s'étaient unifiées en « peuple » ; elles se voulaient acteurs sur la scène sociale. Cette capacité leur est déniée, aucune possibilité d'expression ne leur est laissée. Le désespoir dans le présent les reconduit à ce passé qu'elles avaient résolument rejeté ; elles le reconstruisent en *aurea aetas*.

La spéculation s'insère dans ce réseau de frustration, de perte de soi, de perte d'identité : celui qui est lésé, qui subit les dommages, est l'image inversée de cet Autre pour lequel on était prêt à sacrifier sa vie dans les manifestations sanglantes du début de la révolution ; la désaliénation s'exprimait par la fraternisation, l'effusion, la communion ; l'aliénation se manifeste maintenant par l'extorsion à l'autre de ce qui lui est dû, par des moyens « inacceptables », par la spéculation, par la fraude.

L'AMBASSADE IMPERIALE ET LA REVOLUTION

Abol Hassan BANISADR

Lors de l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhérane, en novembre 1979, les documents de l'ambassade tombent dans des mains iraniennes. Concernant les derniers temps de l'ancien régime et les débuts du nouveau, ils sont progressivement publiés dans les années qui suivent sous le titre *Documents du nid d'espions*. La publication est lente (elle n'est pas terminée), sélective (elle évite la mise en cause des dignitaires du nouveau régime) et analytique (suivre le déroulement de la politique suppose un patient travail de recomposition). Occasion fort rare, ces documents permettent de comprendre comment s'élabore et s'organise la politique de la super-puissance dans un pays dominé. Ils se présentent comme des rapports faisant état d'informations réunies, de discussions avec des personnages politiques iraniens et d'évaluations, de conseils des diplomates américains en poste à Téhérane. Ils mettent notamment en évidence un mécanisme des rapports politiques entre dominants et dominés : les hommes politiques iraniens cherchent à instrumentaliser au travers des analyses qu'ils proposent la politique américaine au bénéfice de leurs propres choix ; inversement, les Etats-Unis instrumentalisent les hommes politiques iraniens dans le sens de leur propre politique. Ainsi se créent entre Téhérane et Washington des alliances ou, du moins, des convergences d'intérêt entre hommes politiques américains et iraniens partisans, à un moment donné, d'une option politique donnée à propos de l'Iran. C'est particulièrement le cas dans les derniers mois de l'ancien régime où, à Washington comme à Téhérane, s'affrontent les partisans d'un maintien du shah dans toutes ses prérogatives et les partisans d'une stricte limitation de son autorité. La controverse favorise le développement de la révolution. Quand elle est dépassée, une autre se développe à propos du choix entre un gouvernement qui privilégie la relation avec les Etats-Unis et un gouvernement qui donne la priorité à la liberté.

La première tendance conduit à la tentative de coup d'Etat du début février 1979, ordonné par le président américain, qui se termine par la victoire définitive de la révolution le 11 février. L'article qui suit est une étude aussi rigoureuse que possible des documents américains concernant la période qui va de la victoire de la révolution à l'occupation de l'ambassade, le 4 novembre 1979.

Les références aux *Documents du nid d'espions*, tels qu'ils sont publiés en persan, sont données entre parenthèses (volumes et pages).

1. Objectifs et méthodes de la politique américaine

Au lendemain de la révolution, la scène politique iranienne s'obscurcit aux yeux de la diplomatie américaine. Elle n'a d'autre solution que d'« avancer à tâtons ». Elle doit déterminer des objectifs et mettre en œuvre un projet de reconstitution d'un régime politique dépendant par des méthodes appropriées.

Objectifs

Les objectifs assignés à la politique américaine dans la situation politique et économique post-révolutionnaire sont :

— *Objectifs de long terme* (vol. 1-6, pp. 175, 180 et 268 ; vol. 4, p. 14 ; vol. 16, pp. 50, 51 et 54) : éloigner l'Iran de l'U.R.S.S. ; faire obstacle à l'influence de l'U.R.S.S. en Iran ; rapprocher l'Iran des Etats-Unis, « promouvoir l'amitié entre l'Iran et les Etats-Unis » ; maintenir le niveau des exportations iraniennes de pétrole ; conserver le marché iranien et les structures économiques qui favorisent la pénétration de ce marché ; conserver une position dominante dans l'orientation de la politique financière, monétaire et bancaire de l'Iran ; sauvegarder la stabilité de la région moyen-orientale ; reconstituer « un gouvernement modéré » propice aux objectifs précédents.

— *Objectifs de court terme* (vol. 1-6, pp. 177 et 178 ; vol. 14, p. 34 ; vol. 16, pp. 40, 51, 152, 153 ; vol. 28, p. 32, etc.) : faire obstacle à l'exportation de la révolution et isoler politiquement le nouveau régime ; créer un nouveau pôle de pouvoir, remplaçant le shah, capable de s'opposer à la montée des radicaux et de la gauche ; maintenir la structure de l'armée, ainsi que les relations avec les « militaires amis » (vol. 1-6, pp. 176-177) jusqu'au moment où la tendance modérée sera capable de prendre le pouvoir en main ; affaiblir progressivement la révolution.

Méthodes

Le premier problème que la politique américaine doit résoudre est le choix d'un courant politique. Elle privilégie pendant les premiers mois de la révolution le courant du gouvernement provisoire de Bâzargâne sur le courant de Rhomeyni (vol. 1-6, pp. 176-177). Cette préférence est fondée sur l'analyse que la politique américaine fait des forces qui ont participé

à la révolution. Elles ne sont pas homogènes. Trois courants antagoniques ont pris la place de celui qui a perdu le pouvoir avec le renversement des Pahlavis (vol. 1-6, pp. 288 et 289) : (i) ceux qui donnent la priorité absolue à l'islam. Ils opposent l'islam à la modernisation, leur succès s'explique par le fait que la société iranienne n'a pas supporté la modernisation ; (ii) les modérés et les libéraux qui privilégient la démocratie ; (iii) la gauche qui privilégie la révolution sociale.

Cette analyse ignore les radicaux qui veulent en même temps l'indépendance, la liberté et le progrès et pensent que le discours de la révolution a pour modèle l'islam : l'islam réel compatible avec ces trois objectifs. Les trois tendances sont dirigées par des individus issus des classes moyennes : clercs et laïcs, qui ont la charge de la gestion du pays, dirigent les organisations semi-étatiques et les groupes para-militaires, chefs de l'armée, gestionnaires, techniciens occidentalisés, politiciens libéraux, dirigeants de gauche, chefs ethniques et régionaux, étudiants et enseignants (vol. 1-6, p. 291). Le peuple est toujours passif : « le pouvoir réel appartiendra à ceux qui sauront s'attirer la confiance et l'affection du peuple » (vol. 1-6, p. 291).

La catégorisation proposée des forces politiques en trois courants est fondée sur une analyse des causes de la révolution (vol. 1-6, p. 313) : — contradiction entre, d'un côté, le progrès et la liberté revendiqués par les technocrates et, de l'autre, le despotisme corrompu du régime du shah ;

— contradiction entre, d'un côté, l'indépendance et la liberté revendiquées par les étudiants et, de l'autre, le despotisme dépendant ;

— opposition générale des partis, des minorités ethniques et des communistes, en raison de la contradiction de leur idéologie avec celle du régime Pahlavi.

Le premier problème aux yeux des Américains est donc de voir s'ouvrir la « contradiction principale » entre les forces anti-communistes et les communistes.

Cette contradiction doit conduire les groupes dirigeants à se rapprocher sur trois considérations prioritaires :

— les dirigeants de l'ancien régime ne sont plus le danger principal ; celui-ci est constitué par ceux qui complotent contre le gouvernement provisoire ;

— le maintien des acquis de la révolution exige que le nouveau régime continue à collaborer avec l'Occident et conserve ses distances vis-à-vis de l'U.R.S.S. ;

— le rejet du danger « communiste » exige que le gouvernement provisoire se renforce ; comme il s'entend avec les islamistes, les tenants des libertés et les progressistes, il peut représenter une union large et solide.

Face au mot d'ordre « Le danger principal est la gauche qui foment des complots armés », les gauchistes proposent le slogan : « Réalisons la deuxième révolution ». Les documents de l'ambassade américaine montrent que des éléments partisans du régime du shah, afin de poursuivre leurs activités, se sont convertis en « marxistes » (vol. 1-6, pp. 445 et 446 ;

vol. 14, p. 141). Ils nous apprennent qu'une des méthodes d'intervention de l'ambassade américaine est d'inciter Rhomeyni et les clercs à la haine du communisme, de la modernisation et du matérialisme, de leur faire craindre des dangers tels que : « le retour du shah, de l'armée, le partage du pays, le communisme et l'U.R.S.S. » (vol. 1-6, pp. 159, 160, 165, 168 et 315).

Dans cette perspective, d'autres documents définissent les méthodes d'intervention de court et de long terme.

— *A court terme* (vol. 1-6, p. 176 ; vol. 16, p. 83) : nommer un ambassadeur en Iran ; rendre visite à Rhomeyni et maintenir le contact avec lui ; développer les relations militaires ; éviter des heurts qui éveilleraient la suspicion et modifier l'opinion iranienne à l'égard des Etats-Unis ; développer les réseaux d'informations, les relations militaires et les activités d'espionnage ; développer les affaires consulaires ; développer les activités des droits de l'homme.

— *A moyen et long termes* : étant donnée l'impossibilité de renverser le nouveau régime, œuvrer à son changement interne ; empêcher les mass media d'attaquer les Etats-Unis ; consolider le gouvernement provisoire comme instance capable de freiner les menées anti-américaines ; puisqu'il est conscient de l'importance des relations avec les Etats-Unis, en faire le point d'appui de la politique américaine et l'utiliser pour préparer l'avenir ; pénétrer les organismes du nouveau régime, au travers du gouvernement provisoire, avant que la présidence de la République et le gouvernement définitif du pays s'installent ; se rapprocher du clergé et utiliser tous les moyens culturels disponibles pour attirer les clercs, respecter la religion, etc. ; utiliser les minorités ethniques, les universités et les établissements d'enseignement à des projets conduisant à l'échec de la révolution ; préparer la mise en place d'un régime éloigné des communistes et rapproché des Etats-Unis. « C'est la meilleure solution pour les Etats-Unis et le monde occidental » (vol. 1-6, p. 191). Pour mettre en place un régime fort, il faut que les dirigeants religieux libéraux qui ont la confiance du peuple, l'armée nouvelle, les commerçants du bazar et les intellectuels formés en Occident se rassemblent sous l'égide d'un gouvernement de coalition (vol. 1-6, pp. 304 et 520 ; vol. 16, pp. 39 et 161-162) ; maintenir les structures économiques existantes par des mesures économiques *ad hoc* et par la pression économique ; maintenir les exportations de pétrole.

Les événements ne se déroulent cependant pas dans un sens favorable aux Etats-Unis. Le gouvernement provisoire s'affaiblit. La politique américaine tente d'abord de persuader Rhomeyni que, pour écarter le danger du communisme, il faut renforcer le gouvernement provisoire (vol. 1-6, p. 165). Mais chaque jour apporte de nouveaux signes de l'affaiblissement de ce gouvernement et du renforcement de Rhomeyni. Les Américains se rendent alors compte qu'ils se sont trompés et que la polémique entre « communistes » et « anti-communistes » a contribué à l'affaiblissement du gouvernement provisoire. Ils réévaluent la situation : leurs méthodes changent (vol. 1-6, pp. 177, 183, 184, 189, 253, 254, 290, 333, 451, 452 et 472 ; vol. 10, p. 120 ; vol. 16, pp. 84, 85, 96, 152 et 153 ; vol. 24, pp. 156 et 157).

II. *La disparition du pôle du gouvernement provisoire et son remplacement par le pôle Rhomeyni*

Le gouvernement provisoire donnait, au début, l'impression d'exprimer une large union contre la gauche dépendante de l'U.R.S.S. ; il semblait en mesure d'éliminer les radicaux et de créer un régime stable dans l'union des clercs, des militaires, des commerçants du bazar et des intellectuels mais il s'affaiblit de plus en plus. Les facteurs de son affaiblissement sont relevés dans les documents. L'armée des *pâsdâr-s* (gardiens de la révolution), formée au départ par le gouvernement provisoire et par Ebrâhime Yazdi, animée par le « patriotisme et l'esprit d'abnégation islamique » (vol. 1-6, p. 160 ; vol. 14, p. 52), donnait l'impression aux experts de l'ambassade américaine et à ses informateurs qu'elle transformerait Yazdi en dictateur et en pôle de pouvoir après la mort de Rhomeyni (vol. 14, p. 86 ; vol. 28, p. 122), mais elle sort du contrôle du gouvernement provisoire et tombe dans les mains des chefs du Parti de la République islamique.

Les *komité-s*, dès le départ, n'obéissaient pas au gouvernement provisoire ; ils s'y opposent désormais plus franchement (vol. 1-6, pp. 443 et 446 ; vol. 14, pp. 19, 41, 46, 49 et 50). De même, les différends entre les militaires et les *pâsdâr-s*, entre, d'un côté, la gendarmerie et la police et, de l'autre, les *komité-s*, la passivité de plus en plus grande dont font preuve les anciens appareils militaires et policiers, et le dynamisme grandissant des *komité-s* et de l'armée des *pâsdâr-s* rendent plus difficile la vie du gouvernement provisoire (vol. 14, pp. 22 et 23 ; vol. 16, pp. 64 et 65).

La formation des *komité-s* islamiques dans les administrations (vol. 1-6, p. 445) et l'élargissement du réseau et du pouvoir des tribunaux révolutionnaires qui ignorent le gouvernement provisoire, font sortir du contrôle du gouvernement l'appareil administratif. Le pouvoir réel passe ainsi aux clercs sous la direction de Rhomeyni (vol. 1-6, p. 469). D'autres facteurs contribuent à affaiblir le gouvernement provisoire (vol. 1-6, p. 314 ; vol. 7, pp. 157, 171 et 174 ; vol. 10, p. 149 ; vol. 14, pp. 28, 36, 41, 42, 45, 48, 49, 50 et 74 ; vol. 16, pp. 16, 120, 139, 141, 149, 151 et 164 ; vol. 24, pp. 156 et 171) : son manque de préparation à la gestion du pays ; ses hésitations à utiliser les forces armées et la police, son manque de maîtrise de la gestion des affaires ; l'esprit iranien qui s'accommode mal de la démocratie ; l'inexistence de précédents historiques de stabilité politique ; les oppositions irréconciliables entre groupes politiques qui engendrent l'absence de toute modération ; la désagrégation grandissante de l'armée, de la police et de la gendarmerie ; la crise économique et le chômage de millions d'individus, les manifestations de chômeurs et l'utilisation politique de leur mécontentement ; l'ouverture des universités qui exacerbe les conflits ; l'activité des minorités ethniques et leurs provocations en Azardâjdjâne, au Kurdistan, en Mâzaindarâne, au Baloutchestâne et dans le Fârse ; le développement du terrorisme (surtout les activités du groupe For-rhâne) ; les tensions à l'intérieur du gouvernement provisoire à propos des problèmes économiques ; l'opposition au gouvernement du docte, le

conflit entre le gouvernement provisoire et Rhomeyni ; le départ du shah pour les Etats-Unis et son utilisation par Rhomeyni : le shah aux Etats-Unis, c'est comme Rhomeyni à Paris. A ces facteurs d'instabilité, il faut encore ajouter (vol. 16, pp. 40, 77 et 78) les menées des restes de l'ancien régime et des mouvements séparatistes, le mécontentement des intellectuels et de tous ceux qui ont obtenu un diplôme laïc.

Ces multiples facteurs d'affaiblissement du gouvernement provisoire et de renforcement de Rhomeyni conduisent à envisager l'abandon du premier et le ralliement au pôle de pouvoir de Rhomeyni. « Si les communistes organisent bien leur action et orientent de façon coordonnée leurs éléments de choc, l'Iran ira vers le communisme » (vol. 1-6, p. 315).

A ces éléments d'instabilité répondent trois éléments de stabilité : le clergé, l'armée et les classes moyennes professionnelles (vol. 16, p. 40). Il faut en finir avec les communistes tant qu'ils ne sont pas organisés (document daté du 17 mai 1979, portant le numéro 5128, publié dans *Modjâhède*, n° 102). Rhomeyni n'est pas Kerenski et il en finira avec eux (vol. 1-6, p. 435). Le processus politique en est arrivé au point qu'en septembre 1979 : « si même il y a eu double pouvoir, maintenant que Rhomeyni est devenu le pôle du pouvoir, le pouvoir n'est plus double » (vol. 16, p. 73) ; la politique américaine doit donc renoncer au gouvernement provisoire et trouver un moyen pour approcher le pouvoir de Rhomeyni : « La dualité de l'Etat n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis. Si l'on accepte que Rhomeyni est le seul pôle de pouvoir, il n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis de se contenter de contacts indirects avec lui » (vol. 1-6, p. 435).

La politique américaine ne répond donc plus aux attentes du gouvernement provisoire et contribue ainsi à son affaiblissement. Le gouvernement provisoire nourrit en effet un certain nombre d'attentes qui seront utiles à la politique américaine pour faire pression sur l'Iran après la prise d'otages (vol. 16, pp. 97-98, 113-117, 123-124, 134 et 142) : fournir des renseignements sur les menaces de subversion appuyées de l'extérieur ; accélérer la livraison des pièces de rechange dont a besoin l'armée ; annuler l'amende de 1,3 milliard de dollars, occasionnée par les retards sur le remboursement des emprunts ; faire pression sur les compagnies américaines pour qu'elles livrent les marchandises dont ont besoin les industries iraniennes ; faire pression sur la presse américaine pour qu'elle ne dénigre pas systématiquement l'Iran ; réouvrir le bureau des visas pour l'entrée aux Etats-Unis ; aider à résoudre le problème du Kurdistan.

La politique américaine, qui a perdu les anciens moyens de pression et recherche de nouvelles idées, se demande si elle ne doit pas utiliser ces attentes pour imposer une politique militaire et économique (vol. 10, p. 62 ; vol. 14, p. 46 ; vol. 16, p. 82). Pour qu'un régime dépendant et fort se reconstitue, l'armée et l'économie du pays doivent conserver leurs anciennes structures ; il est donc nécessaire d'orienter l'évolution politique et économique de telle sorte que « la mesure du succès de Bâzargâne (ou de son successeur) dépende de l'autorité que l'Etat trouve dans la nouvelle configuration des forces armées » (vol. 1-6, p. 177) et que « le gouvernement provisoire ait besoin de l'aide économique et stratégique

des Etats-Unis » (vol. 16, p. 54). Pour les objectifs économiques de long terme des Etats Unis,

« Les biens américains en Iran ne sont pas sans importance. Les forces non de gauche, nos alliés naturels sur la scène politique, voient comme un besoin permanent les contacts de l'Iran avec l'Occident dans le domaine du commerce et de la technologie. Nous devons conseiller aux entreprises américaines, inquiètes à propos des problèmes irrésolus de leurs investissements en Iran, de supporter avec patience et beaucoup de compréhension un climat nationaliste qui exige la réduction au minimum de la présence technique et du *management* étranger » (vol. 16, p. 167).

Le maintien des anciennes structures est conditionné par la consolidation du succès des « amis politiques naturels ». « L'économie héritée par le gouvernement Bâzargâne est frappée d'une double malédiction : un héritage de programmes irréalistes et spectaculaires apparus à l'époque de l'abondance des revenus pétroliers et, deuxième malédiction, l'anarchie découlant de la révolution, qui frappe cette économie » (vol. 1-6, pp. 268 et 436 ; vol. 16, p. 147, etc.). Il faut donc choisir des méthodes qui accroissent les besoins du budget iranien en revenus pétroliers et rendent nécessaire l'exportation de pétrole vers l'étranger (vol. 1-6, p. 247). Par ailleurs, ces méthodes doivent donner aux Etats-Unis des possibilités de « persuasion des nouveaux dirigeants à propos des investissements des multi-nationales en Iran » (vol. 16, pp. 81-82 ; vol. 24, p. 156).

Si le système financier bancaire et monétaire ne change pas, si des programmes qui portent tort aux intérêts américains ne sont pas mis en œuvre, on peut espérer augmenter les besoins du nouveau régime concernant l'armée, en créant des conflits internes. De fait, « les troubles du Kurdistan et la possibilité d'une révolte ethnique dans cette région créent la nécessité de disposer d'une capacité militaire ». Cette nécessité « a provoqué l'intérêt pour un renouvellement des relations avec les Etats-Unis et la livraison d'équipements militaires américains » (vol. 10, p. 62 ; vol. 14, p. 46 ; vol. 16, p. 82). La possibilité existe pour les Etats-Unis d'utiliser avec succès l'arme « de la menace du blocage des avoirs iraniens » et « la menace de suspension des livraisons de pièces de rechange et d'autres besoins militaires » (vol. 9, p. 46 ; vol. 10, pp. 68, 70, 77, 80, 101, 120 et 121 ; vol. 16, p. 200 ; vol. 28, pp. 48-49).

En cours de route, l'ambassade américaine s'aperçoit qu'une opposition farouche se manifeste contre les investissements des multi-nationales. Le système bancaire est nationalisé ; on s'oppose au renvoi des avions F-14 ; la pression s'accroît pour transformer l'armée en une structure indépendante et nationale ; la propagande anti-américaine s'intensifie dans les mass media. D'où cela vient-il ? Qui fait pression pour « la diminution du pétrole au niveau de 40 % » ? Ces initiatives sont prises par les radicaux. Chaque fois qu'on parle des opposants aux intérêts américains, on prononce les noms de Banisadr et Rhotbe-Zâde (vol. 10, p. 62 ; vol. 14, p. 46 ; vol. 16, p. 82).

La politique américaine considérait jusque-là qu'on en avait fini avec les radicaux « rejetés » (document publié par *Modjâhède*, *id.*), que, d'un côté, ils étaient attirés par les communistes et plus particulièrement par les Fédâyîâne-é Rhalrhe (vol. 28, p. 50), que, de l'autre, le gouvernement provisoire avait limité leur influence (surtout celle de Banisadr). Elle se rend compte à présent que les « rejetés » se renforcent (vol. 28, p. 50).

La politique américaine ne parvient pas à comprendre que l'objectif fondamental de la révolution du peuple iranien est de libérer l'Iran du champ des conflits entre les deux super-puissances. L'effort déployé par les Américains pour reconstituer l'ancien système politique ne paraît pas donner les résultats souhaités ; il affaiblit les fractions politiques qui deviennent antagonistes dans une contradiction qui trouve son origine à l'extérieur et renforce ceux qui, « devant la déviation de la révolution, s'arrêtent en chemin » (vol. 9, p. 45).

Les documents ne démontrent pas que les services américains ont saisi la donnée centrale de la révolution ; ils montrent par contre clairement qu'ils ont conscience que si n'apparaît pas un pôle pour le nouveau pouvoir despotique, le développement des radicaux et de la gauche conduira à la perte de l'Iran. Le plus grand privilège de Rhomeyni et du pouvoir politique centré sur lui est qu'à court terme ils représentent le régime le plus fort et, à long terme, le plus vulnérable (vol. 1-6, p. 290). Rhomeyni possède les caractéristiques qui lui permettent de devenir le pôle d'un nouveau pouvoir. Il est anti-communiste et n'envisage pas de compromis avec l'U.R.S.S. (vol. 14, pp. 108-109 ; vol. 24, pp. 152-153) ; il se trouve dans une position défensive, et est donc intransigeant (vol. 16, p. 76 ; vol. 28, pp. 72 et 73). Le danger communiste et l'opposition à l'influence américaine rendent nécessaire une direction forte (vol. 14, p. 144) ; Rhomeyni est dans une situation où il peut assurer cette direction. A court terme, il peut garantir l'écoulement du pétrole (vol. 16, p. 74) ; « nous avons besoin de lui autant qu'il a besoin de nous » (vol. 16, p. 75). Plus important encore, si Rhomeyni quitte la scène, la société perd son unité (vol. 16, p. 160). Par ailleurs, « la position des exilés modérés est, dans le meilleur des cas, désespérée et, dans le pire, dangereuse » (vol. 16, p. 184), par conséquent, les Etats-Unis doivent renoncer totalement aux survivants du régime du shah. En outre, les relations du régime clérical avec l'Occident ne vont pas de soi, de sorte qu'on ne reprochera pas nécessairement aux Etats-Unis les atteintes de ce régime aux droits de l'homme ; ce qui est une consolation. Enfin, la nature nationale et religieuse du régime est un obstacle provisoire à la montée des communistes, tandis que son instabilité rend impossible, à moyen terme, la propagation de la révolution dans la région (vol. 16, p. 184). A court terme, Rhomeyni est donc le meilleur choix.

III. *Facteurs du renforcement à court terme du pouvoir de Rhomeyni*

1. La révolution iranienne est sortie du trajet démocratique qui était le sien ; un nouveau despotisme prend forme. Rhomeyni prend la place

du shah. C'est que « la démocratie est incompatible avec l'esprit iranien. La démocratie signifie compromis et l'Iranien n'a pas l'esprit de compromis » (vol. 14, p. 41). En outre, « le contexte historique n'est pas favorable à une stabilité raisonnable et authentique » (vol. 14, p. 36), tout au long de l'histoire rien n'a mieux engendré la stabilité politique que ces deux institutions : le roi et la religion. Par conséquent, l'union des militaires, des clercs et des classes moyennes peut rendre à l'Iran sa stabilité politique (vol. 1-6, p. 31 ; vol. 16, pp. 39, 40, 161 et -62). Seule force motrice dominante, Rhomeyni dispose de trois instruments de stabilité et de pouvoir : le clergé, le peuple et les forces armées (vol. 14, pp. 108, 111, 138). La politique américaine doit donc choisir « Rhomeyni comme pouvoir utile et anti-soviétique » (vol. 14, p. 84) qui peut « rétablir l'ordre et la stabilité dans le pays, créer les conditions d'une vie convenable pour le peuple » (vol. 1-6, p. 436 ; vol. 14, p. 138).

2. Outre les mosquées qui se présentent comme l'organisation la plus forte (vol. 14, p. 139), Rhomeyni s'appuie sur une organisation politique, le Parti de la République islamique. Le P.R.I. est le plus fort des partis. Sous la direction de Béhéhti, Rafsaïndjâni, Moussavi Ardebili et les collaborateurs de Rhomeyni, il reprend une à une les positions du gouvernement provisoire (vol. 1-6, pp. 468 et 469 ; vol. 10, p. 100). Il défend la souveraineté du docte et met des clercs à la tête des ministères (vol. 16, pp. 58, 59 et 120). Comme les conflits politiques sont généralisés, les choix irréconciliables et l'emploi de la force à un double titre opportun (vol. 14, p. 122), le rôle de Rhomeyni et du P.R.I. est plus important encore.

3. Rhomeyni a démontré qu'il n'est pas Kerenski, qu'« il est sérieux dans la répression des déviationnistes » (vol. 1-6, p. 441). Lui et les clercs qui lui sont proches « ont supprimé les groupes d'opposition les uns après les autres, en l'espace de six mois de pouvoir » (vol. 16, p. 37) et se sont acquis les lieux de pouvoir (vol. 1-6, pp. 160, 326, 477 et 478 ; vol. 10, p. 77 ; vol. 14, p. 108 ; vol. 16, pp. 59, 60, 164, 174) : le commandement en chef des forces armées (« armée des *pâsdâr*-s de la révolution islamique, fermes gardiens de la révolution islamique » [vol. 1-6, p. 160], *komité*-s, armée, police, gendarmerie) ; les tribunaux révolutionnaires ; les mosquées, les mass media ; l'industrie pétrolière et le commerce extérieur ; la politique étrangère.

L'Assemblée des Experts, en approuvant la souveraineté du docte, a reconnu à Rhomeyni le pouvoir politique et spirituel (vol. 16, pp. 106, 107, 118, 163, 164 et 175 ; vol. 28, pp. 130 et 131).

Rhomeyni est ainsi officiellement reconnu comme « la source de la légitimité et de la souveraineté » (vol. 14, p. 121). En rassemblant toutes les forces matérielles et spirituelles, il est, à court terme, un pouvoir sans rival et les Soviétiques le reconnaissent comme tel (vol. 16, p. 104).

La tendance au despotisme fait cependant naître de l'inquiétude. A l'Assemblée des Experts, Tâlerhâni et Banisadr se sont élevés contre la souveraineté du docte ; le dernier acte politique de Tâlerhâni a été

de s'opposer à ce principe dans la Constitution, et Banisadr a déclaré : « La nation a voté pour la République islamique ; ou vous acceptez la souveraineté du peuple ou vous serez perdus » (vol. 16, pp. 106, 107, 118, 163, 164 et 175). A l'extérieur de l'Assemblée, les Modjâhéline é Rhalrhe, partisans de l'islam rénovateur, les marxistes, les progressistes, les libéraux et les clercs modérés sont aussi opposés à la souveraineté du docte (vol. 16, pp. 107, 118, 164 et 175). Dans ces conditions, le nouveau pouvoir « ne pourra pas poursuivre de façon illimitée un programme de répression et d'élimination, et à long terme il s'affaiblira » (vol. 1-6, p. 290 ; vol. 16, p. 77). En outre, bien que Rhomeyni ait la capacité de mater à court terme les opposants à l'influence américaine, « il ne faut pas oublier qu'il n'est pas un ami des Etats-Unis » (vol. 1-6, p. 290 ; vol. 16, p. 51). La politique américaine doit se fonder sur cette prévision qu'« à long terme, l'influence des clercs se rétrécira mais ne disparaîtra pas » (vol. 16, p. 77).

IV. Facteurs de l'affaiblissement à long terme du pouvoir de Rhomeyni

En privilégiant de façon absolue l'islam tel qu'il le conçoit, le pouvoir de Rhomeyni entre en contradiction avec les autres tendances idéologiques (vol. 1-6, pp. 165, 166, 305, 315, 440, 445, 469, 480, 499 et 502 ; vol. 14, pp. 21, 28, 30, 31, 119 et 122 ; vol. 16, pp. 23 et 144 ; vol. 24, p. 110 ; vol. 28, pp. 41, 42, 59, 65, 128, 129 et 132 ; ensemble du volume 18, etc.) : la démocratie, les droits de l'homme, les droits de la femme, le progressisme et le modernisme, le nationalisme, l'islam modéré et l'islam novateur, le développementisme, le marxisme, le libéralisme et les autres idées modernes.

Le conflit entre l'islam de Rhomeyni et ces idéologies conduit à penser que de nombreux groupes et catégories sociales, cléricaux et non cléricaux, s'opposeront tôt ou tard au régime de Rhomeyni : partisans d'un islam novateur, intellectuels, universitaires, nationalistes, modérés, libéraux, femmes, militaires, voire grandes masses de chômeurs qui revendiquent le développement industriel et agricole pour trouver un emploi. Il reste à définir la mesure dans laquelle ces groupes et catégories peuvent être éliminés. C'est en cela que les documents d'après la révolution diffèrent qualitativement de ceux qui l'ont précédée. Les premiers (et surtout à partir du deuxième trimestre de la révolution) s'attardent sur ces deux questions :

- possibilités d'élimination par le nouveau pouvoir ;
- possibilités de compromis avec la politique américaine.

La synthèse des dernières analyses des agents américains permet de mieux comprendre l'orientation générale de la politique américaine (document numéro 29 ; voir aussi, vol. 9 et 23 ; vol. 24, pp. 1-70, 84-106, 110-159 et 160-178 ; vol. 10 et vol. 18) :

— Dans un climat de guerre de tous contre tous, où le groupe Rhomeyni est en conflit avec tous les autres groupes, celui-ci adopte « une position défensive ». Il doit choisir entre une position de compromis ou d'intransigeance. Les documents soulignent que Rhomeyni adopte cette

dernière position afin d'affaiblir les modérés et éliminer ceux qui le gênent (vol. 1-6, p. 327).

— La crainte principale et récurrente est celle du communisme ; deux groupes, les Fadâyîâne-é Rhalrhe et le Parti Toudeh doivent être rangés au premier rang de ceux à éliminer ; ils ne le sont pas en raison de leur accord avec le groupe Rhomeyni sur ce qui est pour lui de première importance : le pouvoir.

— Sauf celui de Rhomeyni, tous les groupes sont d'accord sur la question du progrès, mais du fait de leurs différences de points de vue sur le « système économique libéral » et « la démocratie », il est clair que leurs évaluations du progrès sont contradictoires.

Dans ce climat de conflit généralisé entre les points de vues et les pratiques, l'emploi de la force par le groupe Rhomeyni revêt un double intérêt : d'une part, ceux qui s'opposent aux objectifs américains seront les premières victimes de la violence, d'autre part, la violence affaiblira le régime de Rhomeyni.

Cette observation est d'importance vitale ; bien que les opposants soient faibles à court terme, ils pourraient à long terme devenir forts. Il faut par conséquent tout faire pour éviter leur développement. D'un seul coup, deux objectifs seront atteints : l'affaiblissement à long terme du régime de Rhomeyni et des opposants à la politique américaine.

— Les groupes autonomes par rapport aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S. ont beaucoup de points communs, ce qui renforce leur capacité de développement dans les mois qui suivent la révolution. La politique américaine refuse obstinément de croire que l'indépendance par rapport aux deux super-puissances est une attente de la grande majorité du peuple iranien et que cette attente est le contexte social qui surdétermine la faiblesse ou la force des groupes politiques ; les documents n'y font aucune allusion. Ils mettent par contre l'accent, avec acharnement, sur la séparation entre les modérés, la gauche islamique et la gauche non islamique (vol. 28, p. 120), ce qui signale que la politique américaine a au moins compris que la convergence de ces trois groupes pourrait fonder un régime solide, indépendant et libéré de la domination américaine. Les documents disent que ces groupes « seront affaiblis à court terme et renforcés à long terme » (vol. 28, p. 129).

Dans ce cadre, le caractère de Rhomeyni prend une importance particulière puisqu'il devient intransigeant quand il se trouve dans une position défensive. Il faut donc maintenir Rhomeyni dans cette position de façon permanente. C'est la leçon que la politique américaine tire de l'expérience. Le besoin, qu'éprouve le groupe Rhomeyni, de crises grâce auxquelles devient possible l'élimination des rivaux, facilite la politique américaine. Dès lors, face au développement des groupes politiques radicaux et de gauche, et à la tendance des modérés de se rapprocher d'eux, la politique américaine adopte deux positions :

1. Déployer tous les efforts pour rapprocher les couches supérieures des classes moyennes, les cadres encore en place de l'ancien régime, les tribus opposées au nouveau régime, et « les amis que l'on conserve au sein de l'armée », et pour attirer les modérés vers la droite (vol. 1-6,

pp. 173 et 190 ; vol. 14, pp. 119 et 140 ; vol. 16, pp. 23, 81 et 150 ; vol. 28, pp. 38 et 39). La politique américaine se dit : « Il ne faut pas qu'en embrassant Rhomeyni et les clercs, nous perdions nos amis laïcs » (vol. 16, p. 80).

2. Elle élabore des « scénarios » d'intervention politique intérieure et extérieure et les met à exécution ; ils ont pour objet d'affaiblir le régime de Rhomeyni à long terme, de « rejeter une fois pour toute les radicaux et la gauche » à court terme, et de créer les conditions d'un régime dont la base sociale sera celle qui vient d'être indiquée, « dans laquelle les nationalistes laïcs disposeront d'un poids plus important » (vol. 1-6, p. 175). Les scénarios brièvement ou longuement décrits dans les documents sont tous mis à exécution (vol. 1-6, pp. 268, 290 et 436 ; vol. 16, pp. 82, 148 ; vol. 7, « Relations des Etats-Unis avec le shah », pp. 147 à 174 ; vol. 13, « Interventions des Etats-Unis en Iran », p. 54, etc.) :

— La menace de blocage des avoirs financiers de l'Iran est mise à exécution ; des milliards de dollars de la richesse d'un peuple déshérité sont pillés.

— La menace irakienne devient réalité dans l'agression militaire.

— Deux scénarios — fermeture des établissements scolaires et universitaires et ouverture de la guerre ethnique — sont élaborés :

« J'ai au moins deux scénarios qui peuvent mener au chaos et à une chute progressive : le premier est la provocation des forces dépendant du centre par les contestations régionales et ethniques. Si ces forces sont traitées convenablement, il est possible que l'on aboutisse à la fermeture et au blocage des régions pétrolières. L'économie traditionnelle explose et on discrédite le nationalisme de telle sorte que les masses s'opposeront à des dirigeants religieux bons à rien.

« Le second est la création de tensions et conflits dans les établissements d'enseignement, entre les cadres et les étudiants, ce qui peut mener à la fermeture des établissements pour une longue durée, par conséquent, créer le mécontentement général et déboucher sur des violences extrêmes. »

Ces deux scénarios sont mis à exécution et préparent le terrain pour l'agression irakienne.

— Le scénario du transfert du shah aux Etats-Unis avec ses résultats attendus est réalisé.

— Le projet de pressions économiques tendant à accroître la nécessité d'augmenter les exportations de pétrole est réalisé par la confiscation des réserves iraniennes, par le vol des milliards de dollars du fonds de règlement, et par le blocus économique.

Tout arrive en raison de l'ignorance et de l'autoritarisme de Rhomeyni, de ses hommes de main et de ceux qui ont oublié la situation révolutionnaire du pays. Contre eux se dressent les radicaux et les autres groupes patriotes aux côtés du président de la République qui organise la résistance populaire à l'offensive impérialiste. La République islamique de

Rhomeyni est considérée comme évoluant dans le sens des intérêts des Etats-Unis et les Américains croient savoir que « le régime qui lui succédera, quel qu'il soit, surgira du sein du nouveau régime » (vol. 16, pp. 87-88), il est donc nécessaire que Banisadr « soit exilé à l'étranger, une courte déclaration suffira, il n'est pas besoin de bouger le petit doigt » (vol. 9, p. 45).

Versailles, 1984.

CI-DEVANT TECHNOCRATES

Hassan BASSRI

Cette étude porte sur le fonctionnement et l'évolution d'un établissement de recherches pendant et après la révolution iranienne. On tentera surtout de restituer une atmosphère, de montrer au travers des péripéties du changement administratif, comment les gens réagissent à l'arbitraire, à l'insécurité, à l'instabilité de l'Etat, à la tournure volontariste qu'il a prise une fois sous le contrôle clérical et aux multiples visages de la répression en termes bureaucratiques. L'Institut en question était formé de plusieurs centres plus ou moins autonomes. L'établissement a vu le jour il y a une vingtaine d'années sous l'influence culturelle des Etats-Unis. Son personnel se répartissait en deux catégories : le « personnel de recherche » dont la rémunération et les primes étaient calculées sur le barème du personnel enseignant à l'université et le « personnel de bureau », membres titulaires de l'administration. Le « personnel de bureau » est quatre fois plus nombreux que le « personnel de recherche ».

Dans la période révolutionnaire, contrairement aux universités bouillonnantes d'enthousiasme, l'institut est soustrait à toute commotion : peu de révolutionnaires ou de contestataires en son sein ; plutôt que de montrer une ardeur iconoclaste, l'établissement demeure apathique et a-politique jusqu'aux derniers mois.

Pour échapper à la désignation indécente d'anti-révolutionnaire, au moment où tout le monde sait le régime condamné, l'institut organise une manifestation contre le shah : certains « cadres de recherche » n'y participent pas, de peur d'un retour inopiné du régime royal et, surtout, parce qu'ils ont appris à ne pas s'occuper de politique.

Après la révolution, lors d'un conseil houleux, le personnel de l'institut élit l'un des membres respectés du personnel de recherche, directeur de l'établissement, en remplacement de l'ancien, en fuite à l'étranger.

Jusqu'alors l'institut avait échappé à tout conflit majeur, pour une double raison.

D'une part, il n'y a pas d'étudiants ; or c'est leur présence qui conflictualise les relations sociales au sein des institutions d'enseignement supérieur, et remet en cause le statut des enseignants et la structure de l'enseignement. Ici, les cadres de recherche ont affaire à des agents du service public qui pour la plupart partagent leur apathie politique.

D'autre part, la tournure d'esprit technocratique des chercheurs évite tout virage à gauche et prévient un conflit frontal avec le clergé et le ministère. Pas d'enseignant « gauchiste » ni fondamentaliste (sauf un, arrêté au moment de la lutte contre les Moudjahédine, dont on sait depuis qu'il a été fusillé) ; quelques-uns modérément « enragés » sont réduits au silence, moyennant intimidation ou avantages (promotion ou mise à la retraite anticipée, sur leur demande). Le groupe le plus vociférateur (plutôt que révolutionnaire) est celui des chauffeurs qui manifestent un zèle tout révolutionnaire pour prendre la tête du personnel. La salle de réunion des chauffeurs, où ils prennent le thé et se répartissent le travail, est un lieu privilégié où ils nouent des contacts. Souvent aussi ils se reçoivent en famille. Ils ont ainsi acquis un esprit de corps : ils s'en servent pour obtenir des avantages matériels et s'aliènent la sympathie des autres membres de l'administration. L'un d'eux, promu chef du bureau de l'approvisionnement du personnel, place dans son service quelques collègues, *hezbollahi*-s bon teint (*i.e.* partisans de l'ordre clérical avec tout ce que cela implique d'intolérance et de pratiques d'intimidation).

Le directeur doit affronter de nombreuses difficultés ; par exemple, certains exigent « l'épuration » (le renvoi) des collaborateurs de l'ancien régime. Contrairement aux universités où les licenciements arbitraires réduisent dangereusement le potentiel intellectuel, ici la modération prévaut : sur le moment, on ne met à la porte que les membres fortunés qui ont déjà quitté l'institut et se trouvent, qui en Europe, qui en Amérique ; on ne les licencie pas pour activités anti-révolutionnaires mais pour absence prolongée. Le rôle « modérateur » du directeur est d'importance ; il arrive même à sauver quelques collègues en difficulté à l'université. Une fois transférés à l'institut, ils sont oubliés des étudiants turbulents qui mènent la vie dure aux enseignants. Le ministère de tutelle de l'institut, immédiatement après la révolution, a la tâche dure : assailli par les étudiants, le clergé, les enseignants et divers groupes, il est paralysé par ces courants qu'il n'arrive pas à maîtriser. Depuis la révolution, quatre ministres de tutelle se sont succédés ainsi que six directeurs à la tête de l'institut.

Jusqu'au troisième ministre, aucun changement notable n'intervient dans les affaires de l'institut, si ce n'est sa paralysie progressive. Un trait important se retrouve dans d'autres établissements de l'Etat : l'instabilité de la direction durant les deux premières années de la révolution. Le conflit entre « libéraux » et cléricaux n'a pas encore trouvé d'issue ; chaque tendance lutte contre l'autre, l'institut n'est pas épargné par le conflit : le premier directeur est un technocrate apolitique, plus proche par sa fonction et son éducation du gouvernement Bâzargâne que

des tenants du fondamentalisme ; il donne sa démission après la nomination du second ministre de tutelle ; le second directeur, nommé par le ministre (alors que le premier avait été élu par le conseil de l'institut) est islamique et radical, mais aussi gestionnaire chevronné. Partisan du démantèlement de l'institut et de l'envoi du personnel de recherche à l'université, il heurte de front le ministre qui entend faire de cet établissement un centre de recherches exemplaire. Le désaccord se termine par la démission du directeur ; un islamique modéré lui succède. Pressé par le ministre d'accueillir dans les bâtiments de l'institut les cadres de plusieurs autres établissements dépendant du ministère, mais respectueux de l'opinion des chercheurs, il tient avec eux des réunions pour obtenir leur accord : ils refusent. Par ailleurs, le directeur tente de relancer la recherche : l'apathie se révèle insurmontable.

Plus le directeur se montre conciliant et « démocrate », plus le personnel durcit son attitude et devient intransigeant : il perçoit l'attitude démocratique du directeur comme un signe de faiblesse ; il est peu habitué à ce genre de délicatesse. Alors que, dans la rue, on renverse le gouvernement Bâzargâne, qu'on assaille l'ambassade des Etats-Unis, qu'on démolit les derniers symboles de l'ancien régime, à l'institut, le personnel persévère dans une attitude rappelant les journées paisibles d'antan : présence aléatoire (lors même que dans d'autres administrations on pointe assidûment), absence de tout travail de recherche (ailleurs, on s'affaire, même si l'on ne fait pas grand-chose), adoption d'une attitude d'impassibilité et d'apolitisme contrastant vivement avec l'échauffement politique de la rue. En somme, une *dolce vita* factice au sein d'un établissement qui n'a plus rien d'une institution de recherche, et qui souhaite avant tout se soustraire à la société effervescente dans laquelle il est impliqué contre son gré.

Ailleurs, les « associations islamiques », recrutées surtout dans le personnel subalterne et parmi les « islamiques », sèment la terreur dans la fonction publique par des dénonciations, licenciements, humiliations et mille autres pratiques d'intimidation dont nul n'est à l'abri ; maints licenciements se fondent sur des peccadilles (photo dénichée au fond d'on ne sait quel dossier poussiéreux). L'atmosphère de délation généralisée à laquelle islamiques, gauchistes et rancuniers de tous bords participent de gaieté de cœur, donne une apparence de légitimité à cette pratique dans laquelle excellent les jeunes. Le clergé, quant à lui, se sert de ces débordements pour asseoir une emprise, loin d'être encore établie. A l'institut, du fait de la sagacité du premier directeur et de l'esprit technocratique des chercheurs, l'« association islamique » ne compte que quelques membres : elle n'arrive pas à mobiliser les employés contre le personnel de recherche. Ses activités sont semblables à celles des autres sociétés islamiques : célébration quotidienne de la prière collective, collage d'affiches obtenues auprès d'organismes révolutionnaires (armée des *pâsdâr-s*, Croisade pour la construction, etc.), dénonciation des contre-révolutionnaires au cours des prières, tentatives d'appropriation des postes-clés au sein de l'établissement. Le chef de la comptabilité prend la tête de l'association islamique. Islamique orthodoxe, ritualiste

à outrance, fanatisé, il ne réussit pas pourtant à insuffler un dynamisme destructeur à l'association. Soucieux à l'extrême de sa « pureté », il passe plus d'une heure à ses ablutions rituelles au sortir des w.-c. ; le personnel s'amuse à compter le temps qu'il y consacre et en fait des gorges chaudes.

La tolérance qui règne à l'institut même après le départ du gouvernément Bâzargâne tient surtout à ce qu'on partage la même vision des choses : on supporte les rares gauchisants fourvoyés dans l'établissement, qui le considèrent davantage comme un sanctuaire que comme lieu de propagande ; l'association islamique les dénonce, ainsi que les *bahâïs*. Les trois premiers directeurs font la sourde oreille, font semblant d'ignorer le penchant idéologique des tenants de l'extrême-gauche et la confession des *bahâïs*. Bref, l'institut se trouve à l'écart de la polarisation de la société, de l'intolérance qui s'étend, de la prise du pouvoir par le clergé, de la désorganisation du pouvoir institué et de l'émergence d'un nouvel ordre répressif ; l'espoir insensé de voir émerger une société dont la gestion serait confiée aux tenants occidentalisés de la technocratie est encore là. La direction ne perturbe pas ces rêves, d'autant qu'elle partage une part de ces illusions.

Sous le shah, le pouvoir utilisait ces technocrates compétents apolitiques ; et l'on croit que le clergé finira par reconnaître l'utilité de ceux qui savent leur remettre une parcelle de pouvoir. On perçoit la société comme une immense organisation bureaucratique dont on finira par avoir raison, à condition de s'y prendre convenablement, c'est-à-dire en mettant à profit les rouages de l'organisation. Tout cela empêche nos chercheurs de se rendre à l'évidence, de prendre la mesure de la crise, de comprendre la profondeur des changements intervenus dans la société post-révolutionnaire.

Il faut le changement de ministre et la nomination d'un nouveau directeur pour que les rêves prennent brusquement fin. Le nouveau ministre (le troisième, après la révolution) a séjourné longtemps aux Etats-Unis, il a un mépris souverain pour tout ce qui est bureaucratie et routine administrative ; sans expérience de gestion, il doit sa promotion à ses relations privilégiées avec l'imam Rhomeyni auquel, au dire des bonnes langues, il a une fois avancé le pot de chambre.

Il nomme un ami, sans davantage d'expérience de direction, à la tête de l'institut ; celui-ci ne perd pas de temps aux consultations du personnel. Il s'attaque immédiatement au problème des locaux toujours en suspens, fait évacuer quelques étages, entasse les chercheurs les uns sur les autres et, dans les bureaux libérés, installe d'autres services du ministère. Du jour au lendemain, les chercheurs se retrouvent à trois ou quatre dans des pièces auparavant occupées par un seul. Le ministre se targue d'économiser les deniers de l'Etat en libérant des bâtiments administratifs.

Pour faire bonne mesure, le directeur met en marche l'appareil de pointage ; les chercheurs sont obligés de se rendre au bureau à l'heure. Avec quelques mois de retard, l'institut rejoint ainsi les autres services publics où chacun fait ses huit heures de présence, sans fournir le moindre travail. Après quelques semaines, l'institut sombre dans l'inexistence. Plus personne ne fait rien. L'entassement provoque un regain de sociabilité

et de tensions : passer ensemble huit heures par jour, sans possibilité de sortie, à raison de six jours par semaine, occasion inespérée pour nouer et dénouer des amitiés ; on s'énervé à la moindre remarque des collègues, on s'insupporte, on médite les uns des autres. Moins on travaille, plus on se sociabilise en vase clos, plus on participe aux racontars, médisances et cancans ; plus on boit de thé, et plus on se sent exclu d'un ordre qui ne fait pas cas des chercheurs. Le calcul des horaires, des retards, des congés horaires et des missions horaires se révèle une tâche ardue qui nécessite le travail à plein temps de quinze personnes. A la fin de chaque mois, on retranche sur le salaire le retard cumulé au cours du mois précédent ; on aboutit à la situation ubuesque dont se plaignent les employés de la comptabilité : « On immobilise trois cents personnes qui ne foutent rien et on demande à quinze autres de travailler pour compter leurs retards ! ».

Les slogans révolutionnaires du ministre, qui se veut au-dessus de la mêlée et partisan de la Voie-de-l'Imam, ont pour résultat l'exacerbation des règlements administratifs et la réduction à néant de toute entreprise de recherche. Chaque jour apporte son lot de méfaits : licenciements arbitraires, mépris de tout droit au nom des objectifs révolutionnaires, humiliation des femmes à qui on dénie toute dignité sous prétexte du voile islamique. Une femme est embauchée pour superviser leur tenue islamique ; elle confisque systématiquement rouges à lèvres, poudres, crèmes, va jusqu'à frotter son voile imbibé de salive sur la joue d'une jeune femme au visage cramoisi pour s'assurer qu'elle n'a pas de poudre. On infantilise les femmes, on abêtit les hommes. Personne ne réagit. Quelques femmes du service critiquent à huis clos les hommes, complices des islamiques fanatisés. A la violence qui sévit contre lui, le personnel riposte par la passivité ; on détourne le regard de peur d'avoir à affronter le mal. Moins de six mois après sa nomination, le cinquième directeur est démis de ses fonctions et remplacé par un jeune titulaire d'un P.H.D. des Etats-Unis, de condition très aisée, dont les parents sont, semble-t-il, naturalisés américains.

Il est membre du Bureau de renforcement de l'unité, section universitaire du Parti de la République islamique. Contrairement à son prédécesseur qui ne trouvait le calme que dans l'inaction, le jeune loup essaye de relancer l'institut et de le mettre au service de son ambition personnelle. Malheureusement, le ministre l'a nommé avec ordre exprès de licencier quatre chercheurs, ce qui lui aliène la sympathie du personnel de recherche. Parmi les licenciés, deux le sont pour collaboration avec la Savak, deux autres pour credo gauchiste. En fait, l'un des premiers est mis à la porte parce qu'il est lié au clan Bâzargâne, le second parce qu'il a des sympathies *toudéh*.

L'un d'entre eux trouve l'appui d'un clerc qui intervient en sa faveur et le recase. L'institut s'indigne en masse contre ces licenciements abusifs ; on signe une pétition que le journal *Révolution islamique* (de Banisadr) publie en dénonçant les menées illégales du pouvoir : l'institut y trouve une consolation mais ne ressent pas davantage de sympathie pour Banisadr. Pour les chercheurs, la mésentente entre Banisadr et le

clergé n'a aucun sens, pas plus que la révolution islamique, simple règlement de compte de l'Occident avec le shah qui voulait moderniser le pays à sa barbe ! Variante de l'opinion de la classe moyenne occidentalisée iranienne dont nos chercheurs sont issus, qui ressent la révolution comme une trahison de l'Occident : elle n'a aucun sens en soi, n'est ni plus ni moins que l'expression de l'abandon par l'Occident de la classe moyenne iranienne, seule couche « civilisée » dans un Iran barbare.

Tous les maux ressentis, on les impute à l'Amérique, à l'Angleterre, à la France. Rhomeyni malmène les « occidentalisés » ; on y trouve une occasion de plus pour haïr ces pays qui ont passé le pouvoir au clergé. On hait l'Occident et on l'envie ; on le rejette et on adore ses délices. On lui reproche de ne pas s'identifier à la classe moyenne civilisée iranienne qui s'identifie à lui et repousse d'une moue méprisante les « simagrées islamiques » d'un peuple enragé, qui se conduit de façon irrationnelle et démente. Nos chercheurs se veulent avant tout civilisés (*i.e.* liés à l'Occident), ils renonceraient de gaieté de cœur à toute attache avec l'Iran, à condition qu'on les autorise à sortir leur argent en dollars et au cours officiel (sur le marché noir, le dollar atteint déjà quatre fois le tarif officiel). Leur iranité est une disgrâce, ils la portent comme une plaie, font tout pour l'oublier et la faire oublier au monde civilisé.

Parmi les chercheurs mis à la porte, l'un s'improvise restaurateur. Dans un quartier résidentiel du nord de Téhéran, il aménage le garage de sa sœur en salle de restaurant. Astucieux et infatigable, il travaille comme un forcené, se procure de la viande dans des conditions difficiles, fait du personnel de l'institut sa clientèle et parvient à gagner beaucoup d'argent. Il embauche même l'un des chercheurs congédiés pour gauchisme, qui avait été prisonnier politique sous le shah (la plupart de ceux que le shah avait emprisonnés se retrouvent sous les verrous en régime islamique). Il parvient à faire assez d'argent en deux ans pour plier bagages et émigrer au Canada ! A l'institut, on le présente comme un héros qui a eu sa « revanche » sur les *mollahs*, qui a réussi ce dont rêve chacun : faire fortune et s'installer en Amérique pour y passer des jours heureux. Un autre chercheur monte une petite usine de production de détergents dans sa province natale où sa famille dispose de vastes étendues de terres.

Par ailleurs une inflation de l'ordre de 100 % par an ronge les salaires qui nominalement ont baissé depuis la révolution ; l'augmentation débridée des prix, l'impossibilité de cumuler plusieurs emplois, l'irrespect que leur témoigne le personnel *hezbollahi*, tant dans la société qu'au bureau, font perdre le nord aux cadres scientifiques : ni prestige, ni richesse, ni statut, ni aisance. A l'institut, les discussions sur les temps fastes du shah n'en finissent pas. Les entreprises privées ne sont plus là pour offrir un emploi ; plus de mission à l'étranger, plus de films américains sur les écrans, plus de produits *made in Europe*, de voitures dernier cri, de vêtements à la mode. Non seulement on leur a pris des avantages qu'ils avaient fini par trouver tout naturels, mais on leur dénie le prestige dû à leur condition de chercheur. A ces lettrés « occidentalisés », le nouveau pouvoir oppose les siens : des clerics enturbannés, omni-compétents et d'une moralité irréprochable, prêts à prendre en main les affaires du pays ; en fait, préten-

tieux et obtus, aussi magouilleurs sinon davantage que leurs homologues d'hier. Rhomeyni crie à tout venant qu'il faut être pieux (*tarhvâ*) avant d'avoir la science. Il pousse le clergé à s'enorgueillir de sa foi islamique, à trouver naturel d'être à la tête du pouvoir.

Les fins de mois deviennent difficiles ; la vodka, qu'on se procurait à moins de 20 toumanes la bouteille, en vaut maintenant 100, le whisky, 1 200 au lieu de 80 ; les magnétoscopes, seul refuge pour oublier l'ambiance étouffante, atteignent des prix invraisemblables (jusqu'à 120 000 toumanes à l'apogée de la spéculation), le dollar, qui ne valait que 7 toumanes sous le shah, se vend à plus d'une trentaine sur le marché noir. Décidément, les temps ont changé. Pour joindre les deux bouts, il ne suffit plus de puiser dans les réserves (qui tarissent rapidement), il faut faire quelque chose. Quelques cadres de recherche se lancent dans la spéculation sur l'or ; après leur travail, ils se rendent sur le marché de l'avenue Ferdowsi, achètent et vendent. Au bureau, les discussions interminables sur la conjoncture internationale débouchent invariablement sur la question : « Quel est l'impact de tel événement (la Pologne, la guerre irano-irakienne, la tension au Liban, la recrudescence de la guerre en Afghanistan, l'élection de Mitterrand, etc.) sur le marché de l'or, quel est le moment propice pour faire des opérations rentables ? »

Foin de la recherche, des abstractions quintessenciées, de la spéculation intellectuelle sur les modèles formels ; on cherche à s'enrichir, ou plutôt, à ne pas s'appauvrir trop rapidement. La frénésie de l'or finit par rendre un sens à la cohabitation forcée du personnel ; chacun y apporte sa petite bribe d'information et, à partir de là, on s'acharne à comprendre les variations de prix ; faut-il, après le départ de Banisadr et la montée inopinée du cours de l'or, vendre ou attendre ? Va-t-on assister à une augmentation plus spectaculaire encore de l'or ? Les discussions s'animent et même ceux qui ne prennent pas part à la spéculation, s'improvisent experts pour passer l'inévitable journée de huit heures. Dès que les transactions sur l'immobilier sont libérées (début 1982), l'or perd son attrait et son cours baisse. On voit alors des chercheurs se démenar pour vendre des maisons et obtenir leur commission de 1 %. Un membre de l'administration, mis à la retraite anticipée, ouvre un magasin de tapis ; ses collègues de bureau le visitent régulièrement pour faire des affaires. Un autre se lance dans la vente d'objets anciens : il achète en vrac de la brocante qu'il revend à ceux qui cherchent un placement. C'est le temps des expédients, on vit à la petite semaine, au jour le jour ; plus aucune trace de l'orgueilleuse assurance qu'on affichait du temps du shah ; on mange de la vache enragée, on s'accroche d'autant plus obstinément à son emploi qu'au dehors le chômage sévit et que l'argent se fait rare. Le pouvoir sait tout cela pertinemment, il tourne le couteau dans la plaie et humilie ces gens autrefois si suffisants ; plus ils s'appauvrissent, plus on les insulte et plus ils s'accrochent à leur dernière planche de salut : le travail au service de l'Etat.

Les employés subalternes de l'institut n'échappent pas au cercle vicieux de l'appauvrissement et de la dégradation ; ils n'ont pas les réserves de leurs supérieurs et sont davantage à la merci des événe-

ments. Ils cherchent à y parer en devenant intermédiaires dans la circulation des biens raréfiés : l'un achète des tapis dans les villages de Rhomé et les vend sur le marché de Téhérane, en association avec un cousin qui travaille au bazar, chez un marchand de tapis ; occasionnellement, il achète sur la route de Kâchâne quelques centaines de kilos de melons qu'il revend dans les rues de Téhérane, juché sur sa camionnette de location. Un autre élève des poulets dans un village de Rhazvine où il a de la famille et les vend aux collègues au prix du marché noir. Un autre vend des lunettes de soleil, des ceintures, des chemises, de la viande (il égorge lui-même les veaux qu'il débite en morceaux et vend au personnel de l'institut). Un autre vend le miel qu'il va chercher chez lui à Rhorâssâne, un quatrième des coussins de Gonbade (Gorgâne). Le serveur de thé originaire de Guilâne passe son temps à tisser des filets en nylon qu'il vendra à deux mille toumanes aux pêcheurs du Nord ; l'après-midi, après le bureau, il se rend chez le marchand de tapis (ex-membre de l'administration), et y travaille jusqu'au soir ; il ne cherche qu'à tirer son épingle du jeu, en quoi il contraste avec son collègue de Dâmerhâne, qui exprime son désenchantement, lui qui s'est frotté de Shari'ati. Le nettoyeur rafistole des appareils électriques pour gagner sa vie.

Chacun s'efforce désespérément de vaincre une pauvreté à laquelle il ne s'attendait pas, à la suite d'une révolution dont il attendait qu'elle améliore la condition des plus démunis. L'enthousiasme fait place à une âpre déception. Le personnel de recherche en veut aux employés d'avoir fait la révolution, cette révolution des « déshérités » (*mostaz'af*, qu'on prononce de façon moqueuse). Ces derniers s'en veulent d'avoir détrôné le shah qui, même s'il était voleur, leur laissait une portion congrue de la manne pétrolière. De l'espoir en un avenir meilleur, on est passé à la crainte de lendemains sans issue.

Sous le quatrième ministre de tutelle, on assiste à la liquidation de l'institut comme organisme et à son intégration dans un ensemble plus large. On déloge cet ensemble et on l'installe dans un nouvel immeuble : les chercheurs perdent leur statut pour devenir des cadres administratifs à qui l'on confie des tâches d'intendance, souvent de menus travaux, indignes de ces lettrés aigris. Chaque section est coiffée par un directeur indépendant. Pendant cette période, beaucoup de chercheurs sont soumis à l'« épuration » sous diverses formes : mise à la retraite (anticipée ou non), licenciement, démission, etc. De la cinquantaine de membres du personnel de recherche d'un des départements, plus de la moitié est « épurée ». Un autre département qui comptait neuf chercheurs n'en a plus que quatre : des cinq « épurés », deux ont été licenciés, l'un s'est enfui aux Etats-Unis, deux ont été admis à la retraite anticipée, le statut de l'un des « survivants » est des plus précaires. Ceux qui ont échappé à l'épuration craignent de se voir mettre à la porte tôt ou tard ; qui plus est, ils sont pris à partie par les sinistrés de l'« épuration » qui leur reprochent de collaborer avec le pouvoir. Plusieurs membres du personnel administratif ont subi le même sort, dont deux *bahais*. Des « épurés », l'un part précipitamment pour la France, où il décroche au petit bonheur quelques contrats de recherche, un autre s'enfuit en Angleterre (il est titulaire

d'une carte de travail, chose enviée de ses pairs), la troisième émigre en famille aux Etats-Unis (elle a la fameuse *green card*), un quatrième en Espagne, un autre en Suisse (sa femme étant franco-suisse, il a facilement obtenu le permis de séjour) ; ce dernier, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes (100 000 toumanes) fait sortir clandestinement son fils d'Iran. L'exode des cerveaux vers l'Occident s'étend. Parmi ceux qui restent, certains s'efforcent de trouver du travail à l'étranger avant de partir pour de bon ; tel chercheur retraité fait des démarches auprès de la Banque mondiale, un autre essaye en vain de se faire embaucher en Grèce, un troisième espère obtenir par son frère naturalisé américain, une carte de séjour. L'Occident demeure l'ultime refuge de ces nouveaux déclassés qui s'identifient à lui au point de renier toute spécificité iranienne. Tout le monde rêve du Grand Départ ; même si matériellement c'est impossible, même si on est sous-qualifié, même si on a des échos de la crise que traverse l'Occident, chacun rêve dans son for intérieur de la « migration » (*mohâdjérate*, de même racine que *hédjrate*). Mais celle-ci n'a plus rien à voir avec la Migration (*hédjrate*) de Shari'ati. Elle est plutôt la Grande Evasion, la rupture imaginaire avec le nouveau pouvoir sanguinaire et autocratique qui s'instaure. On mène une vie double. L'employé même parle de son projet lointain de quitter le pays. Pour quoi faire ? Il n'en sait rien. Pour aller où ? En *farangue*, en Occident.

L'institut n'a jamais été militant, ni avant ni après la révolution ; aux changements brutaux de la société iranienne, il réagit par apathie : ni occupation des lieux, ni sit-in, ni grève, ni manifestation, ni séquestration, ni bagarre. Il ne montre aucun des signes extérieurs du bouillonnement, si fréquents dans les premières années de la révolution. A tous les coups assénés, il fait le dos rond. Pour les chercheurs, cette conduite est la meilleure : il faut passer un mauvais moment sans offrir prise à un pouvoir déchaîné, prêt à aller aux extrêmes ; en encaissant les coups et en faisant bonne mine, on retire aux « barbares » le prétexte de faire tomber davantage de têtes.

A plusieurs reprises, le ministre fustige publiquement l'institut, le traite d'inutile et ses membres de bons à rien, sans que l'institut réagisse. Ne parvenant pas à pousser « l'adversaire » à une riposte frontale, le ministre laisse pourrir la situation. Les membres de l'établissement y trouvent une raison supplémentaire de persévérer dans l'inaction, de subir les événements au lieu d'y participer en acteurs. Le pouvoir n'est pas dupe ; il y découvre, lui aussi, une raison solide pour pousser jusqu'au bout sa conception volontariste des relations sociales : plus il se montre dur, intraitable et mâle, plus les agents du service public réagissent mollement, se font doux et encaissent stoïquement les coups.

Après l'intégration dans le nouvel ensemble, les *hezbollahî-s* organisent des cours d'idéologie islamique ; on « invite » le personnel à s'inscrire « volontairement ». Echaudé par les licenciements, tout le monde accepte. Après quelques séances, certains s'absentent. Les *hezbollahî-s* relèvent leur nom et menacent de le communiquer au service de l'Epuración (*hêy'ate é pâke-sâzi*). Ils leur reprochent de sécher des cours d'édification religieuse réclamés par eux-mêmes ! Le clerc qui dispense ces cours, par

ailleurs personnage politique en vue, fait grassement payer son enseignement. Il traite de la nature des succubes et des incubes, des différentes sortes de djinns, de grande ou de petite taille, inoffensifs ou nocifs et, alors, à exorciser ; il disserte sur l'islam dont le seul porte-parole est le clergé, sur Rhomeyni, représentant de l'Imam-du-temps, à qui on doit obéissance sous peine d'hérésie. Les cours sont organisés aux horaires du bureau. Le personnel y participe, car de toutes façons, il perd son temps.

La « passivité » du personnel n'est pas aussi innocente qu'elle en a l'air : par exemple, les femmes profitent de la prière collective, dont la participation est fortement recommandée, pour aller se promener. Mises en demeure de se joindre à la prière, et à défaut d'autres arguments, elles prétextent de leur « impureté », par suite de leurs règles !

On retrouve ce comportement, reflet de l'aliénation de la classe moyenne, dans toute l'administration iranienne : plus la répression est musclée, plus l'attitude de retrait et d'inertie apparente s'accuse parmi les fonctionnaires, plus cette conduite encourage le pouvoir à se montrer agressif et machiste. En d'autres termes, plus le pouvoir dénie les droits du personnel, plus celui-ci se refuse à la riposte, plus cette « passivité » entretient la dialectique de la répression. Le personnel prend sa revanche en refusant de travailler ; acculé au travail, il le sabote, il le bureaucratise. Mais cela ne dérange pas un pouvoir qui cherche avant tout à se faire obéir, à se faire craindre ; contesté dans sa légitimité par une large fraction de la société, il assoit son empire sur la peur, sur la répression. Le pouvoir tyranique s'assure une apparence de solidité et de vigueur (qu'il n'a point en réalité) en exploitant cette attitude de retrait et de passivité. Ce qui explique, entre autres, pourquoi peu avant la chute du régime du shah, les politologues étaient persuadés de sa robustesse. Par contre, dès que le pouvoir montre des signes de défaillance (comme à la fin du régime du shah), tout d'un coup, on assiste à une véritable volte-face : on ne se courbe plus devant le régime, on tourne très rapidement sa veste, l'agressivité se montre au grand jour, le régime se désagrège à une vitesse vertigineuse. Soulignons que le service public iranien est, en gros, la création des Pahlavis ; le comportement des fonctionnaires a été façonné pendant ces cinquante ans où, sauf de courts intermèdes, un pouvoir intolérant régnait sur le pays. Pas de syndicalisme, aucune solidarité institutionnalisée n'a pu prendre forme ; l'administration a été complice et victime d'un régime qui interdisait toute action collective. Aussi les comportements administratifs se retrouvent-ils atomisés face au régime clérical.

Un fait a défrayé la chronique de l'institut : la création d'une « coopérative islamique ». Les *hezbollahi*-s, ne parvenant pas à entraîner le personnel dans la création d'une Association islamique, trouvent un moyen astucieux : ils fondent une Coopérative islamique ; les membres du personnel désireux d'obtenir des produits bon marché doivent cotiser (chaque action vaut cent toumanes) et en contrepartie reçoivent une carte de coopérateur islamique.

Du jour au lendemain, la quasi-totalité du personnel tant administratif que scientifique rejoint la coopérative. La première fois, on distribue des

poulets (deux par personne), au prix imbattable de 40 toumanes, soit la moitié du prix pratiqué sur le marché noir. On se bouscule pour les obtenir avant l'épuisement du stock. Une seconde fois, on distribue du riz uruguayen ; on le vend quelque neuf toumanes le kilo, prix très avantageux, moins de la moitié de celui du marché libre.

Dès qu'il s'est agi d'avantages matériels, tout le monde a adhéré à la Coopérative islamique, ne soulevant aucune objection quant à l'« islamité » d'une telle adhésion.

De l'adhésion à la Coopérative islamique, de la participation aux cours d'édification islamique, de la conformité vestimentaire des femmes aux prescriptions islamiques, le pouvoir se sert (à la télé par exemple) pour souligner les progrès réalisés dans l'islamisation de l'administration. En fait, tous se soumettent à l'islam mais voient en même temps l'islam de tout sens, lui retirent toute crédibilité. La population, quant à elle, n'est pas dupe de cet islamisme de façade. Elle en fait la critique comme dans l'historiette suivante :

La scène se passe dans un taxi collectif, entre un passager, Ali, ingénieur ou, selon une autre version, ouvrier de la raffinerie de pétrole de Téhéran et le chauffeur de taxi Ahmade.

Ahmade : « A-t-on réduit vos salaires de moitié ? »

Ali : « Hélas ! Oui. »

Ahmade : « A-t-on supprimé vos primes ? »

Ali : (un soupir) « Oui. »

Ahmade : « At-on supprimé vos heures supplémentaires ? »

Ali : « Malheureusement oui. »

Ahmade : « Vous soumet-on à des brimades continuelles ? »

Ali : « Bien sûr que oui ! »

Ahmade : « L'association islamique (*andjomane é eslami*) de la raffinerie ne vous traite-t-elle pas de contre-révolutionnaires, de partisans de l'Est ou de l'Ouest, de non-islamiques ? »

Ali : « Malheureusement ! »

Ahmade : « Ne vous a-t-on pas supprimé des tas d'avantages, repas, prêts, etc. ? »

Ali : « Mais si, mais si ! »

Ahmade : « Espèce de salaud, qu'est-ce que tu attends pour faire grève ? Du temps du shah tu avais tous ces avantages et tu as fait grève (allusion à la grève des raffineries qui a paralysé le pays à la fin du régime du shah) ; maintenant qu'on te les retire, tu te fais doux comme un agneau ! »

Aujourd'hui, on peut faire la somme des effets de la révolution et du pouvoir clérical sur l'institut étudié et, plus généralement, sur l'ensemble des institutions de recherche :

(i) Diminution de la capacité de recherche par suite de l'élimination de plus de la moitié des chercheurs.

(ii) Modification de la structure de l'institut par suite de son intégration dans un organisme plus grand sans que la capacité de recherche restante soit mise à profit, bien au contraire.

(iii) Rejet par le personnel (tant de recherche qu'administratif) du pouvoir clérical : aliénation, déréliction, refus de travailler.

Ce cas illustre un fait d'observation courante dans toute l'administration. La couche des gens éduqués, ceux-là même qui devraient avoir un rôle crucial dans la promotion de n'importe quel projet de développement, est en rupture de ban avec le régime ; ceux qui le peuvent quittent le pays, ceux qui restent adoptent une attitude de refus total. L'appareil d'Etat est paralysé ; pour atteindre ses objectifs, le régime se trouve contraint de créer de nouvelles institutions « révolutionnaires » qui entretiennent ses réseaux de clientèle, et prennent en charge certaines des tâches laissées en suspens par l'appareil d'Etat. L'atmosphère générale de l'ex-institut est faite d'anomie et de passivité plutôt que d'activisme ; on ne lutte pas, on encaisse les coups, au plus on les esquive, presque dès le début de la révolution. Cette attitude contraste avec celle d'autres organismes où, dès la fin de l'ancien régime, le personnel a fait preuve d'une grande combativité.

(iv) L'instabilité de la direction et la restructuration (perçue comme absurde par le personnel) se retrouvent dans d'autres organismes de recherche, où, comme ici, le personnel souffre des atteintes à son « autonomie » et à ses « privilèges ». L'inflation galopante le rend extrêmement « conservateur ». A la précarisation de sa situation, il répond par un conformisme de façade qui dissimule l'agressivité et la hargne qu'il entretient contre le nouveau pouvoir.

Téhérane, 1982.

LE TESTAMENT DE HOSSEYNE SIMYARI

Pirouz EFTEKHARI

Le testament de Hossèyne S. figure parmi les centaines d'autres testaments parus dans le journal *Kèyhâne*, au début, il y a deux ans, à raison de deux ou trois fois par semaine, beaucoup moins actuellement. Ils occupent chaque fois une page entière. Ils sont par ailleurs publiés en brochures et diffusés dans les camps d'entraînement et sur le front. Le testament de Hossèyne S., paru le 23 octobre 1983, est à l'évidence l'œuvre de lettrés de l'arrière ; c'est le cas de la plupart des testaments élaborés fort probablement par les services de propagande de l'armée des *pâsdâr-s* ; ils sont parfois fondés sur des témoignages recueillis auprès de jeunes. Le journal demande que « les respectables familles des martyrs, les organisations, les journalistes de *Kèyhâne* dans les provinces et les centres qui nous envoient des documents destinés à la page des testaments,... les tapent à la machine... ». Parfois le testament ne cache pas sa fictivité : « Je suis tombé en martyr, une balle a traversé ma tête... ». La même fictivité s'observe dans un testament publié dans un livre scolaire, où, de l'autre monde, un martyr écrit à sa fiancée dans ce monde, lui rappelle qu'il lui reste fidèle, sans toucher aux Houris du paradis, attendant qu'elle l'y rejoigne.

Selon la politique du jour, les thèmes des testaments changent : attaques contre telle formation politique, éloge des déshérités, où les martyrs décrivent les tourments et les difficultés de leur vie passée et du milieu où ils ont grandi. La photo qui accompagne le testament de Hossèyne S. est celle d'un jeune, beaucoup plus âgé que les 17 ans qui lui sont donnés.

Le testament de Hossèyne Simyâri est intégralement reproduit. Pour en faciliter la lecture, il a été arbitrairement découpé en un certain nombre de paragraphes (identifiés par des lettres capitales) après chacun desquels

nous avons fait ressortir les configurations et combinaisons syntagmatiques et paradigmatiques qui l'analysent et les similitudes/différences par rapport à une cinquantaine d'autres testaments dont nous avons pris connaissance. Toutes les indications entre parenthèses sont de l'auteur de l'article.

A. — *Je salue le grand guide de la révolution islamique, imam Rhomeyni, je loue (doroude) les martyrs de la voie de la vérité et de la science (fazilate), je salue sa Sainteté Mahdi, Imam du Temps, sauveur de l'univers humain, celui en qui croient les occupants de nos barricades et leur compagnon (Hosseyme), et je vous salue chers père et respectable famille.*

Associations

- « imam Rhomeyni » + « martyrs » + « Mahdi » + « famille » ;
- « martyrs » + « occupants des barricades ».

Paradigmes opposés

« occupants des barricades » (*saingare-néchinâne* ; néologisme) vs (paradigme absent ici, présent plus loin) « habitants des villes » (*chahre-néchinâne*) dont fait partie la famille du martyr.

Syntagmes stéréotypés

— L'ensemble de ce paragraphe est une formule stéréotypée qui apparaît, avec des variantes, dans tous les testaments.

— Le front ou la barricade est une notion extensive : dans les testaments, on trouve toutes sortes de « barricades » : « barricade de l'imam », « de la foi », « de la religion » et, parfois, des énoncés tels que : « Le martyr X. était un des fidèles de l'âyatollâhe Béhécti et du martyr Radjâï, l'un des hérauts du cri : « Mort à Banisadr » sur la barricade de la mosquée ». Est significatif, comme occurrence dans les testaments, l'énoncé : « N'abandonnez pas ma barricade », ou : « Envoyez les autres membres de la famille sur le front ».

— La figure centrale de tous les testaments est le martyr de l'imam Hossèyne à Karbalâ et le mouvement, au travers du front, vers l'imam martyr. Fréquemment, l'argument suivant est avancé : « Je craignais toujours de mourir avant de voir Rhomeyni qui est l'âme de Dieu, mais (aujourd'hui) je me dis : si tu n'as pas pu faire le pèlerinage à Karbalâ, tu rendras visite à Monsieur l'imam Hossèyne lui-même — que Dieu le bénisse ».

— « Le grand guide de la révolution » (islamique) : le stéréotype est ancien ; la qualification de « grand guide de la révolution » était déjà attribuée au shah.

— « Les martyrs de la voie de la vérité et de la science » est un stéréotype post-révolutionnaire. Science est ici *fazilate* qui signifie à la fois perfection dans la science divine et vertu, grâce.

— « Sa Sainteté Mahdi, Imam du Temps, sauveur de l'univers humain » est la figure emblématique de la révolution iranienne ; avec son avènement

le monde tout entier accédera au Bien. On lit dans un autre testament : « Dans les opérations qui ont eu lieu vendredi soir sur la route entre Ahvâze et Rhoramchahre, j'ai eu moi aussi l'honneur de participer ; nous avons vaincu grâce à l'aide de Dieu ; et nous avons, de nos propres yeux, vu l'aide divine, nous avons été témoin de la direction des opérations par l'Imam du Temps — que Dieu l'exalte davantage — et nous avons eu peu de pertes ». Un des stéréotypes du discours bureaucratique (communiqués du pouvoir, tracts des organisations para-étatiques, informations) est la présence sur le front de « l'aide invisible », personnifiée et mise en scène sur le front comme dans les *ta'zié*-s et la mythologie populaire, par un cavalier qui passe à l'horizon, sur un cheval blanc.

— Dans les autres testaments, on rencontre en ce qui concerne la relation à Rhomeyni, des occurrences telles que : « N'abandonnez pas l'imam » (*i.e.* Rhomeyni), « Ecoutez les ordres de l'imam », « Ecoutez les commandements de la souveraineté du docte (*vélâyate é farhih*) », « Malheur à vous si vous oubliez l'imam », « Ne sous-estimez pas la valeur de l'imam qui tient le gouvernail de ce bateau (en proie à des vagues) terribles, (et le conduit), vers Dieu et seulement Dieu ». Quant à la relation au clergé, on lit parfois : « Ne mésestimez pas ce clergé qui dépense tous ses efforts pour maintenir (vivante) la religion », « Allez à tout prix à la prière du vendredi », etc.

— Le rapport aux destinataires du message (parents proches exclusivement ; avec cette ambiguïté qui plane sur le champ sémantique de « frère » et de « sœur », devenues appellations extensives dans les rapports entre individus) relève souvent dans les testaments de la soumission-culpabilisation : « Pardonnez-moi de ne pas avoir été pour vous un digne fils », « Je vous demande le pardon de mes péchés (littéralement, de me rendre religieusement pur, *halâle*) ». Rarement, lit-on : « J'espère que vous me pardonneriez d'être parti au front sans vous en avertir ». Mais le rapport peut être de l'ordre de la menace : « Il se peut que certains de mes parents disent : nous avons donné le mort et les clercs (*chèyrhe*) se régalent... Ils doivent savoir que s'ils abusent de mon sang et du sang des gens comme moi et sabotent le régime islamique, je porterai plainte auprès de l'innocent (*mazloume*) de Karbalâ (l'imam Hossèyne). »

— Les testaments sont bien évidemment écrits à la première personne du singulier. Le sujet d'énonciation peut ainsi, fictivement et par le spectacle des testaments, se manifester comme sujet des énoncés, prendre la parole. Grâce à eux, *je* se donne une identité et, en même temps, « indigne, empêtré dans le péché », « néant », « désobéissant et insoumis », s'humilie, cherche à se faire oublier : « Réjouissez-vous que Dieu ait repris le bien (*i.e.* moi) qu'il avait donné peut-être un peu plus tôt (que prévu), mais avec cette différence (qu'il a trouvé) sa satisfaction dans l'anéantissement du fils de mon père ; c'est l'objet d'une immense joie pour mon père et ma mère ». Le martyr supplie bien souvent ses proches de ne pas le regretter : « Ne pleurez pas pour nous », « Ma mère, ne porte pas le deuil », « Evitez les scènes de larmes et pensez à Zèynabe (la fille de l'imam Hossèyne) qui ne pleura pas devant l'ennemi », « L'argent que vous vouliez dépenser pour mes funérailles, versez-le au compte 100

de l'imam » (le compte de solidarité pour la construction des logements destinés, discursivement, aux déshérités).

Notons que cette abnégation des auteurs des testaments est loin d'avoir entraîné la pratique collective correspondante dans la population : tout le quartier entre en deuil lorsqu'un de ses enfants accède au martyre, les haut-parleurs de la mosquée elle-même diffusent alors du matin au soir des mélopées funéraires, ce qui ne manque pas de créer des réactions de lassitude parmi les résidents du quartier ! Notons également que très peu de testaments font état des biens personnels du martyr ; on trouve rarement une demande telle que celle-ci : « Donnez mes livres à mon frère (ami) X. ».

B. — *Ce salut (que je vous envoie) est brûlant comme le pèlerinage au Karbalâ de Hossèyne, il est aussi grave que le flot du sang de nos chers martyrs, (que le flot du) sang des martyrs de Karbalâ, (ce) salut (est envoyé) du meilleur des lieux, de la mosquée et du lieu du sacrifice de nos chers (martyrs). Ces chers (martyrs) qui par le sacrifice de leur sang pur ont irrigué la plante (bien) enracinée de la révolution islamique.*

Syntagmes symboliques et rhétoriques

— « Brûlant » est figuré mais aussi propre (la chaleur sur le front).

— « Pèlerinage au Karbalâ de Hossèyne » a un triple sens : pèlerinage essentiel dans la religiosité populaire shi'ite, présence dans le désert où se situe le front, analogue à celui de Karbalâ, conquête de l'Irak où se trouve Karbalâ. La figure métaphorique est double.

Syntagme stéréotypé

— « Irriguer » de « leur sang », « la plante (bien) enracinée de la révolution islamique » ; ou bien, dans un autre testament : « l'arbre de l'islam a besoin d'être irrigué par le sang ». Ce syntagme est un cliché permanent du discours politique ; par exemple, en 1952, à propos de « la dissolution ou de la prorogation du 17^e parlement », Mossaddèrhe parlait de la « plante du mouvement national iranien, irriguée par le sang pur des courageux fils de ce pays ». Le sang se réfère au dolorisme de la culture, au sentiment que la vie ne se perpétue que grâce à la mort. Mais ici, le sang est massifié, le sacrifice de l'individu n'est pas glorifié mais fondu dans le sacrifice collectif ; voir la maxime apparaissant en très grande occurrence dans les testaments : « Mon sang n'est pas plus foncé (ne vaut plus) que le sang des autres martyrs ».

Associations

— « révolution » + « sang » ;

— « nos chers martyrs » + « martyrs de Karbalâ » ;

— « le meilleur des lieux » (= front) + « mosquée » + « lieu du sacrifice » (*machehade*, de même racine que *chahide*, locatif en arabe, devenu le nom à l'est de l'Iran de la ville sainte où est enterré le huitième imam shi'ite assassiné).

Le front devient ainsi l'ailleurs, le lieu utopique et mythique où déambulent, sont présentes les deux figures de l'imam Hossèyne le Martyr et de l'Imam du Temps Sauveur, il est « le meilleur des lieux » vers lequel se sent attiré le paysan dépayonné, recrutée privilégiée des « volontaires » pour le front. Dépasant l'être « méprisable empêtré dans le péché », le « jeune volontaire » transcende ce monde décevant qui l'entoure ici-bas : non produire, surpeuplement urbain, insalubrité, insécurité quant au présent et à l'avenir, absence de sens de la vie quotidienne, impossibilité d'une expression politique individuelle et collective, déréliction, etc. « O Dieu, lit-on dans un testament, Tu es Toi-même témoin que ma vie n'a eu aucune portée pour cette société ; j'espère pourtant pouvoir, grâce à mon martyre, c'est mon seul souhait, rendre un minime service dans la voie de Ta loi. O Dieu, nous sacrifions notre vie dans Ta voie pour que Ton islam continue à vociférer et demeure vivant ». Un autre martyr déclare : « O Dieu, je Te remercie de m'avoir ouvert la voie du service de ma religion et de ma patrie et d'avoir allumé une lampe sur un chemin obscur, de me sauver de ce monde qui m'envahit de ses voluptés (*chahavâte*) absurdes ».

Ainsi, pense le candidat au martyr, c'est-à-dire tous les jeunes volontaires : puisque je ne suis rien, n'ai aucune perspective dans la société concrète, je participerai à « la voie de Dieu », j'irai au martyr qui me promet un statut. La recherche du martyr est liée à la désorganisation de la société ou, plus exactement, à l'absence de réorganisation post-révolutionnaire de la société. Cette désorganisation crée un stress intense dans l'individu (plusieurs testaments ont recours au cliché : « se libérer de la prison du corps »). Il ne parvient à se dénouer que dans une lutte contre l'extérieur (l'étranger, le dominant, l'agresseur) : « Dieu tout puissant, dit un autre testament, à présent que je mène un combat pour Ta satisfaction, tant un combat face à face contre les impies et les hypocrites (*monâfêrhine*), qu'une guerre (*djaingue*) en moi-même, je souhaite que Tu m'octroyes le martyr dans Ta voie et que Tu me ranges parmi Tes propres esclaves (*baïndé*) ». Le « volontaire » fuit donc, vers un autre concret, celui du combat contre la domination qu'à ses yeux, incarne l'agresseur irakien. On ne rencontre dans le testament de Hossèyne S. aucune allusion à la domination mondiale et à l'agression irakienne ; elle apparaît très souvent dans les autres testaments. Ceux-ci condamnent Sadam Hussein, les super-puissances, l'Est et l'Ouest, l'Amérique (les Etats-Unis) et l'U.R.S.S. On peut lire dans un testament : « Faites de l'encre avec les gouttes de mon sang et écrivez sur les murs : "Mort à l'Amérique !" ».

Les testaments, discours au nom des martyrs, tentent de dissimuler l'origine du stress ; elle n'en apparaît pas moins parfois : l'impuissance et, en même temps, l'insatisfaction de cette impuissance. « Je vous supplie de ne jamais me considérer comme un raté (*nâkâme*), car, en fin de compte, j'ai atteint mon but (*kâme*) et je suis arrivé à mon souhait le plus cher, accéder au martyr dans la voie de la religion, du Coran et de mon pays. » Le martyr peut ainsi dire : « Je meurs innocent » de cette vie de péché et de marasme à laquelle j'étais voué. Cette logique

s'exprime en I dans l'opposition de « vous » vs « moi ». Plusieurs syntagmes : les « occupants des barricades », « le meilleur des lieux », etc., créent un espace où l'individu se donne une existence différente, se dégage de l'indifférenciation et de l'indifférence qui frappe son sort, se régénère, régénère la société. Dans un testament on peut ainsi lire : « Mes chers, est-ce ici que je porte sur les épaules une grande et lourde responsabilité ou là-bas (en ville, où vous résidez), où la vie était de toutes façons aisée ? Notre responsabilité est maintenant lourde et pleine de difficultés. Si là-bas je ne supportais pas un instant la chaleur, ici mon corps goutte comme une passoire, la sueur coule de ma tête, de mon visage comme d'une mer. Mon espoir (i.e. mon épouse), j'ai un honneur (*charafe*) : le sentiment d'avoir en charge une responsabilité religieuse et sociale. Ceux qui n'ont pas d'honneur, tantôt sont musulmans, tantôt pensent à l'iranienne, ne se soucient que de manger et dormir, etc. Moi et toi, ma chère, nous avons un honneur, nous combattons l'obstacle, toujours nous allons droit au combat contre l'obstacle. » Un autre martyr écrit : « Soyez vigilants, nous mourrons tous, et la vie se perd avec tous ses bienfaits : maison, frigidaire, cooler, tapis, argent, or ; on ne peut les emporter dans l'au-delà ; seul les actes de l'homme parviennent à l'autre monde ».

L'occultation des difficultés concrètes de la vie des classes dominées est corollaire du détournement du sens de l'existence vers le martyre, la vie militaire, les mythes compensateurs d'une situation bloquée. Les actes prennent sens dans l'« honneur » (*charafe eftêrhâre*), devenu l'intérieur extériorisé, le privé étatisé, l'individuel collectivisé, le civil politisé. On peut le constater dans les énoncés des testaments qui parlent explicitement de la mort : « Je T'offre (O Dieu) mon âme (*djâne*) avec beaucoup de joie » ; « Je Te demande, O Dieu, de mettre ma mort dans Ta voie » ; « J'aimerais accéder au martyre sous le drapeau de l'Unité (*towhîde*) » ; « (Qu'avec ma mort) je devienne pur (*pâke*) » ; « Détachez-vous des biens futiles de (ce) monde et rejoignez le bien-aimé (Dieu) » ; « Toute balle qui m'atteint est pour la satisfaction de Dieu » ; « Beauté de la mort qui contribue à la victoire et à l'anéantissement des oppresseurs (*sétamgar*) impies », etc. La mort, à son tour, est niée, et ainsi réduites à l'inexistence les conditions d'existence des déshérités ; voir dans le verset suivant dont l'occurrence est quasi-absolue dans les testaments : « Ne croyez pas que ceux qui sont tombés dans la voie de Dieu sont morts ; ils sont bien vivants et se nourrissent auprès de Dieu » (Coran, 169, III).

C. — *Ces chers (martyrs) n'ont pas, comme le firent les habitants de Koufa, abandonné leur Hossèyne à sa solitude, et ont répondu (labbèyke goftane) à l'appel : « Quelqu'un nous aidera-t-il ? » lancé par Rhomeyni, l'iconoclaste historique, le surhomme, l'homme de Dieu et de la vertu, le descendant de Zahrâ (fille du prophète et épouse de l'imam 'Ali dont les descendants sont séyyède-s) et l'élève de l'école de Hossèyne ; Rhomeyni, le juste régent (nâyêbe é bar harhe) de sa Sainteté Mahdi.*

Paradigmes opposés

Les martyrs (qui répondent à l'appel de Rhomeyni) + Rhomeyni (= Hossèyne) vs « Habitants de Koufa » (i.e. les citadins).

Syntaxme stéréotypé

Une occurrence générale est observée à propos de « Quelqu'un nous aidera-t-il ? » (souvent en arabe et rarement en persan : *halle mane nassè-rène yansoroni* ; appel attribué à l'imam Hossèyne au jour de son martyre). Plutôt que d'un stéréotype, peut-être faut-il parler d'une mise en représentation stéréotypée de l'appel au secours lancé par ceux qui se sentent dans la déréliction.

Associations

— « Rhomeyni » + « vertu » + « Hossèyne » (et famille du prophète) + « Mahdi » (dont Rhomèyni est « le juste régent »).

— « Rhomeyni » + « Iconoclaste historique », protagoniste de l'unicité divine, à l'image du prophète Abraham.

— « Rhomeyni » + « surhomme » + « homme de Dieu et de vertu » (vertu est ici *tarhevâ*, soit la crainte de Dieu et la soumission à lui).

D. — (*Ces chers martyrs qui ont répondu à l'appel de Rhomeyni se sont amoureusement précipités vers le front, (aspirant à) s'envoler vers leur Dieu à partir du front et à aider la religion par leur sang, car ils ont la preuve qu'ils ne peuvent trouver leur bien-aimé, Allâhe, qu'au front.*

Associations

« Front » (i.e. la mort) + « Dieu » + « amour » (*èchrhe*) qui avec bien-aimé (*ma'chourhe*) évoque l'amour mystique pour Dieu ; les deux mots figurent dans la quasi-totalité des testaments. Ainsi, lit-on dans un autre testament : « A présent je suis lavé du mal (*badi-hâ*), tout mon être est devenu amour, un amour auquel je resterai fidèle jusqu'au bout ; je ne manquerai pas un instant de sacrifier ma vie dans la voie de mon affectueux créateur et éducateur (Dieu) ».

E. — *Le front, lieu de l'auto-édification, université de Karbalâ, dont les soutiens sont les imams — que Dieu les exalte davantage —, dont les professeurs sont les bienfaisants de la communauté du prophète généreux — qu'il soit salué —, qui éduquent les autres par leur pureté (érhlâse) et leur conscience (élevés) (âgâhi-hâ). En ce lieu (le front) la conscience que l'homme a de Dieu s'accroît ; il connaît Dieu du fond du cœur, connaît par avance le Jugement dernier (ma'âde), acquiert cette conscience de Dieu et de la morale et s'efforce de corriger ses actes. Car l'homme comprend (alors) qu'existe un autre monde (ârherate, qui signifie aussi Jugement dernier). Il comprend qu'existent le paradis et l'enfer.*

Syntagme stéréotypé

« Front » comme lieu de l'« auto-édification » (*rhode-sâzi*). L'« auto-édification » et la régénérescence de soi sont des thèmes majeurs de la révolution iranienne, proposés par A. Chari'ati (dans des livres comme *L'auto-édification révolutionnaire ou Le soi*). Comme thème mais non comme expression, le stéréotype date au moins de l'époque du shah ; le service militaire, par exemple, se désignant alors par : « l'école de la vie », « l'école de l'homme mûr », représentation reprise ailleurs, notamment par les étudiants contestataires qui y voyaient une « occasion pour connaître la société ». Le champ sémantique révolutionnaire de l'auto-édification est circonscrit, dans le testament de Hossèyne S., par « la conscience que l'homme a de Dieu » (voir F), par l'« université », avec les deux expressions mystiques *'èlme-o-al-yarhine* et *'èyne-o-al-yarhine* (voir F), par le dernier énoncé de G : « O Dieu, à ceux qui sont impatients de se presser sur le front, octroyes-en la possibilité, car ici (sur le front) c'est réellement le lieu de l'auto-édification ». Cette notion apparaît encore plus loin, en H, où elle débouche sur l'honneur (*efthérhare*) et la mort. Le sens de l'auto-édification est en fait ancré dans la négation de l'existence, des intérêts, des désirs, des plaisirs (voir propos contre Satan en G).

Associations

— « Lieu »/« front » + « lieu » de la « conscience que l'homme a de Dieu » (à l'image du mystique qui « traverse les sept villes de l'amour » pour atteindre le lieu [où il rencontre] Dieu ; voir plus loin en F, *'èyne-o-al-yarhine*).

— Le champ sémantique de « l'université » se délimite ainsi :

« université » + « Karbalâ » ;

« professeurs » + « rhoubâne » (les purs, les bienfaisants de la communauté musulmane) ;

« enseignement universitaire » + « pureté » et « conscience » + « connaissance de Dieu » + « *ma'âde* » (Jugement dernier, jour des comptes, dans l'islam clérical, mais qui renvoie pour l'islam du sens à la finalité de l'existence humaine) + « conscience de Dieu et de la morale » + « *ârhérate* » (« l'autre monde » et le « Jugement dernier ») + le « paradis et l'enfer ».

Paradigmes opposés

« Jugement dernier » (*ma'âde*) et « conscience de Dieu et de la morale » vs « actes » (de l'individu).

F. — *Si l'homme ne perçoit pas ces questions au sein de cette université, comment pourrait-il les comprendre à l'arrière du front, où il est noyé dans la matérialité et le monde (donyâ). Même s'il le pouvait (alors), ce serait par la connaissance rationnelle. Tandis que notre connaissance doit atteindre la certitude de l'expérience. Quand (l'homme) atteint cette certitude, les anges de Dieu lui disent : « O toi, âme sûre, retourne à ton Dieu ; sois donc de ses esclaves et accède au paradis » (en arabe, Coran, 89, XXVI).*

Paradigmes opposés

— « Front » : « le meilleur des lieux » vs « l'arrière du front », « le lieu de la matérialité » (*mâddiyâte*), le monde (*donyâ*).

— « Connaissance rationnelle » vs « certitude de l'expérience » (*'èlme-o-al-yarhine* vs *'èyne-o-al-yarhine*), la première expression signifie littéralement : science (de l') absolu, soit la connaissance abstraite, métaphysique de Dieu ; la seconde : vision de l'absolu, preuve visuelle de Dieu, soit une connaissance que l'on atteint par le renoncement à la vie et l'ascétisme. Ces deux notions antithétiques sont associées à l'opposition entre le cœur (*rhalbe*) et la raison, le rationnel (*arhle*). L'énonciateur fait du front le lieu où se révèle la « certitude de l'expérience », il propose de se rendre dans les camps d'entraînement et sur les « barricades », pour le constater et accéder à la « certitude ». L'orientation de la conscience vers *'èyne-o-al-yarhine* doit devenir le fondement d'une moralité d'auto-contrôle ; l'« auto-édification » sur les fronts doit contribuer à changer la vie à l'arrière (voir le début de I : « Lors du retour au foyer... »), à la moraliser, la « sanctifier » ; il s'agit de retourner au projet de l'acte humain, à la noblesse de son point de départ, pour le reproduire autrement. Ce projet pourtant dissimule ce qui se passe en fait sur les fronts, représentée par son contraire la corruption qui y règne, embellit pour les « occupants des barricades », lecteurs des testaments, leur vie réelle : misère physique et morale du front du désert et du camp militaire, jeux de hasard, spéculation, contrebande, prostitution des enfants « volontaires », drogue, etc.

G. — *Comme c'est beau lorsque les anges déclament ce verset qui fait honneur à l'homme ! Oui, ce verset est destiné aux prophètes de Dieu. Il est destiné à ceux qui ont combattu ce monde périssable, ne l'ont utilisé que pour l'autre monde (ârhérate). Car « ce monde est la terre où l'on sème pour récolter les fruits dans l'autre monde » (en arabe, tradition prophétique). Cette promesse est réservée à ceux qui ont écarté Satan et ses mensonges, l'ont combattu et foulé aux pieds. Nous T'en prions, ô Dieu, range-nous parmi les combattants de Ta voie, nous Te conjurons de nous accorder la possibilité de combattre sur Ta voie. O Dieu, à ceux qui sont impatients de se presser sur le front, octroyes-en la possibilité, car ici (sur le front) est véritablement le lieu de l'auto-édification.*

Paradigmes opposés

— « paradis » (voir F) vs « ce monde périssable » ;

— « combattants de la voie de Dieu » vs « Satan et ses mensonges » (*i.e.* qui stimule les désirs, incite aux plaisirs) ;

— « promesse » exclusive vs (paradigme absent ici, mais présent en F : « l'homme noyé dans la matérialité » et ceux qui ne bénéficient pas de la promesse à l'arrière du front, dont ceux que le locuteur condamne) ;

— « ce monde » vs « l'autre monde » ;

— « malheur d'agir contre l'islam » vs « bonheur de l'université de Karbalâ ».

H. — *Encore une fois, Dieu Sublime a donné le bonheur à cet être empêtré dans le péché, le bonheur d'être envoyé sur le front du combat du juste (harhe) contre l'injuste (bâtèle) ; cela m'est un très grand honneur (eftérhâre). Car l'homme peut s'édifier sur ce front ; le problème de l'unicité (towhide) mûrit en lui et il parvient au niveau de la certitude de l'expérience (de Dieu). Dieu m'est témoin que, depuis que je suis au front, la question de l'auto-édification s'est renforcée en moi. Réellement c'est ici la mosquée et l'université. C'est une mosquée, parce que tous les actes de l'homme y sont tournés vers la dévotion (l'ébâdate), que l'homme y conduit ses efforts pour étendre ses bontés (hassanâte). C'est une université parce que l'esprit de l'homme s'y ouvre à la préoccupation de multiples problèmes. Il est prêt à s'édifier, à corriger ses actes, il se prépare à l'avènement de sa Sainteté l'Imam du Temps — que Dieu l'exalte davantage. Cette université a les meilleurs des étudiants. L'université de Karbalâ n'accepte que les dévoués (morhléssine) de la voie de Dieu. Et le président de cette université ne signe que le diplôme des croyants (mo'ménine) et des dévoués. Cette signature active le mouvement de l'homme vers le paradis éternel, vers le prophète généreux, vers les prophètes et vers Hossèyne... vers Hossèyne qui répandit son sang chéri et le sang de son cher (entourage) pour l'islam. (C'est un mouvement) qui permet d'approcher Dieu (en arabe : larhâ-o-allâhe) et les perfections de l'autre monde. Cette université a beaucoup d'étudiants. Ses étudiants sont ceux qui ont bu le lait pur (de leur mère, i.e., ne sont pas des bâtards), ceux qui attendent Mahdi. Malheur à nous si nous ne poursuivons pas leur chemin. Malheur à nous si nous agissons contre l'islam. Heureux les diplômés de cette université. Hélas ! Que faire ? Je ne suis pas digne (lâyêrhe) et ne me suis pas préparé pour l'autre monde (ârhérâte).*

Associations

— (Aller vers) l'islam est médiatisé par « aller vers Hossèyne qui répandit son sang pour l'islam ». L'islam apparaît dans l'ensemble des testaments comme un paradigme perdu (ambigu), commutable avec beaucoup d'autres paradigmes (le régime, l'Etat, l'imam Hossèyne, etc.), par exemple : « Accepter le martyr dans la voie de l'islam », « Aller au front pour sauver l'honneur de l'islam », « L'islam a besoin de sang et de propagande », « Utilisez ma mort et celle des (martyrs) comme moi pour faire la propagande de l'islam », etc. Dans le testament de Hossèyne S., l'islam est un ensemble de promesses (« paradis » en F, « voir Dieu » ici) renvoyées à « l'autre monde » ; il est en même temps un corpus de reproches, de regrets (en I) et de privations ou condamnations, de culpabilisations et de menaces, il est la mort : « Dieu attire à lui » (I) celui qui atteint la certitude de l'expérience (l'èyne-o-al-yarhine) sur le front.

— « L'université de Karbalâ » est associée à « auto-édification » + rédemption + utopie (« l'avènement de l'Imam du Temps ») + promotion dans l'ordre divin par le diplôme + « paradis » + « approcher Dieu » + sacrifice de son sang + enfant légitime + « perfection de l'autre monde ».

« L'université de Karbalâ » transpose l'organisation de l'université du monde profane, à laquelle les jeunes, pour la plupart, aspirent en vain ; le diplôme qu'elle confère ne consacre pas un savoir mais la foi en Dieu et élève celui qui l'obtient à un rang sans comparaison avec celui auquel peut prétendre le diplômé de l'université de l'arrière.

Dans les autres documents, les testamentaires conseillent parfois à leurs cadets de continuer leurs études pour prendre la relève : « Apprenez surtout le Coran », « Apprenez l'arabe ». Dans un seul cas, est conseillé au cadet de continuer des études techniques profanes, « car le pays, actuellement, a un grand besoin de ces spécialités ». Dans le même testament est recommandé à une sœur : « Toi, à ton tour, soit comme Zèynabe (fille de l'imam Hossèyne) ; après la mort de ton frère, porte son message aux autres frères et sœurs de la société future et à la prochaine génération ». Les testamentaires conseillent souvent aux sœurs : « Et vous, ma sœur, sachez que le noir de votre tchâdor a plus de force (lit. frappe davantage, *koubaindé*) que le rouge de mon sang ». Aux frères, en plus de l'étude, on conseille souvent : « Ne laisse pas mon arme se refroidir » ou : « Prends mon arme tombée à terre et serre-là contre ta poitrine ; c'est le seul souvenir qui (te) reste de moi ».

Syntagmes stéréotypés

— « Front du combat du juste contre l'injuste », très fréquent dans les communiqués militaires.

— « *larhâ'o-allâhe* » (approcher Dieu) est également devenu un syntagme figé de l'ensemble du discours du nouveau pouvoir religieux. L'expression, coranique, signifie avoir l'occasion et être en mesure de voir Dieu, d'entrer en sa présence. Comme expression mystique, elle signifie que l'homme peut accéder à la vue de Dieu s'il parvient à se détacher de la vie matérielle. C'est cette acception mystique qui s'est stéréotypée. On note qu'elle borde le champ sémantique de *'èyne-o-al-yarhine*.

— Un autre syntagme stéréotypé fortement occurent, présent dans la quasi-totalité des testaments, est l'envol vers Dieu, à partir du front. Dieu est parfois considéré comme le propriétaire du dépôt que constitue le martyr dans ce monde. Soit des énoncés de type : « Je n'étais qu'un dépôt ; soyez heureux, père et mère, d'avoir justement placé ce dépôt dans les mains de Dieu ». La notion coranique de l'homme dépositaire de Dieu est ainsi inversée : « Oui, le dépôt que Nous avons proposé aux cieux, à la terre et aux montagnes, ils ont refusé de le porter, et en ont eu peur, alors que l'homme le porta : celui-ci reste, oui, très injuste, très ignorant » (*Coran*, XXXIII, 72).

I. — *Oui, ici, j'ai compris (ce qu'est) le Jugement dernier. Quand on est ici, on connaît les problèmes et, de la connaissance rationnelle, on passe au degré de la certitude de l'expérience (de Dieu). Quand on a atteint ce degré, lors du retour au foyer, on s'efforce de changer ses attitudes, ses actes, de les sanctifier. D'autre part, quand Dieu Sublime voit un*

croyant (baindé) parvenu au degré de la certitude de l'expérience, il l'attire immédiatement à lui. C'est la preuve que l'homme connaît Dieu et que sa connaissance s'élève de la pureté de son cœur. C'est à ce moment que l'homme doit être vigilant sur ce qu'il fait. Il doit veiller à ne rien commettre qui soit à l'encontre des actes divins. Une noble tradition prophétique déclare : « Les plus honorables (charife) de ma communauté sont ceux qui agissent selon le Coran ». Je ne sais pas pourquoi nous n'agissons pas selon le Coran, pourquoi nous ne réfléchissons pas au Jugement dernier du point de vue du Coran et ne nous rendons pas compte du châtiment ('azâbe) divin. Viendra un jour où tous regretteront leurs actes, mais ce sera trop tard. Prenons un peu Dieu en considération et commettons un peu moins de péchés.

Je n'abuse pas davantage de votre précieux temps, je veux seulement dire que vous devez un peu penser à l'autre monde et abandonner (ce) monde. Le monde a-t-il plus de valeur pour vous que pour moi qui n'ai que 17 ans ?

Paradigmes opposés

- « être ici » vs « retour au foyer » ;
- « l'autre monde » (*ârhérate*) vs « ce monde » ;
- « vous » vs « moi » ;
- « attitudes et actes » des individus vs « actes divins ».

Associations

- morale d'auto-contrôle (« veiller à ne pas commettre d'erreurs », etc.) + « Jugement dernier » + « châtiment divin » + « regret » ;
- « connaissance de Dieu » + « pureté » ;
- « prendre Dieu en considération » + « commettre moins de péché ».

Sur l'ensemble du testament de Hossèyne S. on constate que l'auteur reproduit en premier lieu les représentations de la religion institutionnelle. Les actants de cette religion : « perfection dans la science divine » (*fazilate*), « la crainte de Dieu » (*tarhevâ*), « le juste » (*bar-harhe*), « la pureté » (*èrhlâsse*), « le Jugement dernier » (*ma'âde*), « l'Autre monde » (*ârhérate*), « l'unicité de Dieu » (*towhide*), « la dévotion » (*'ébâdate*), « le châtiment divin » (*'azâbe hâ é élâhi*), etc., sont traversés et traversent des paradigmes appartenant à d'autres syntaxes, ceux du mysticisme par exemple, avec « l'approche de Dieu » (*larhâ'-o-allâhe*), « connaissance rationnelle » (*'èlme-o-al-yarhine*) et « certitude de l'expérience » (*'èyne-o-al-yarhine*), ou ceux du développement avec l'université. Ces paradigmes sont tenus à distance et subordonnés aux paradigmes de la religion institutionnelle, actuellement dominante mais s'imposant difficilement tant au concret de la société qu'aux représentations des couches populaires (l'enthousiasme et la surenchère martyriste ne sont plus aujourd'hui que propagande ; le projet de ceux qui jouent le jeu, victimes ou agents, étant tout autre chose). On ne peut réduire au syncrétisme la stratégie discursive qui se dégage du testament de Hossèyne S. Il faut observer les corréla-

tions et les interactions des divers discours qui le composent. Jusqu'à la révolution, l'islam savant n'avait pas pour axe discursif le culte du martyr ; le martyrisme appartenait au discours de l'islam populaire. Avec la révolution, le clergé, stratégiquement, assigne au martyrisme un statut à part entière ; il en fait un instrument idéologique pour mettre la main sur le pouvoir, au travers de ceux dont la profession devient peu à peu de « tuer ou être tué » aux ordres du nouveau pouvoir, soit des hommes de main, idéologiquement et organiquement liés à la classe religieuse, formant le parti de Dieu (*hézbeollâhe*) constitué de multiples organisations : *sépâhe é pâssedârâne*, *komité-s*, *sâzémâne é bassidje* (« Organisation de mobilisation », au début « des déshérités »), *bonyâde é chahide* (Fondation des martyrs), etc. Avec la guerre et le coup d'Etat de juin 1981, la caste militaire ainsi reconstituée se propose de dérober le pouvoir à une classe religieuse incapable de proposer, à partir des paradigmes de la religion institutionnelle, un projet sociétal apte à libérer l'Iran de ses dépendances. La situation mûrit donc pour la caste militaire qui désormais vise à prendre le pouvoir. La stratégie discursive des testaments a donc des visées multiples :

— Relier la stratégie discursive et politique de la classe religieuse qui justifie l'absence du projet sociétal et tente de consolider son pouvoir par la guerre à celle de la nouvelle caste politico-militaire dont les chefs cherchent à asseoir leur prestige et à étendre leur capacité de recrutement des guerriers.

— Relier la stratégie de la caste politico-militaire à la stratégie des classes populaires qui se méfient maintenant de la dynamique de la guerre destructrice, nouvel instrument de l'Etat, mais qui jusqu'à une époque récente défendaient leur territoire contre l'envahisseur. Les testaments tentent donc de relier la stratégie des dirigeants aux représentations populaires.

— La dissimulation du concret (ne serait-ce que le vécu du front où les testaments deviennent livre de chevet) est l'ultime fonction du discours des testaments. La compensation mythique de la mort et des destructions qu'organise la caste militaire devient le discours des guerriers. Le nouveau discours militariste tente d'étendre son emprise sur l'ensemble de la formation sociale : comme le régime post-révolutionnaire a reproduit et aggravé les impasses du régime royal, il somme l'individu de se régénérer selon le modèle de conduite morale prêché par en haut : l'individu doit créer en lui le pouvoir de la moralité en se soumettant à la moralité du pouvoir. Ainsi, le sens final des testaments est bien la fin de l'une des notions centrales de la révolution, l'« auto-édification » (*rhode-sâzi*), comme instrument de libération des dépendances dont l'Iran est prisonnier. Dans le testament de Hossèyne S., l'auto-édification est, au contraire, la production de l'aliénation accompagnant la reconstitution de l'Etat ; elle n'a rien à voir avec la production d'une société concrète, elle n'est que la création de la mort par la « pureté ». La négation de l'individu comme producteur de la culture et de la société se masque dans les testaments ; elle est magiquement compensée par l'exaltation permanente de l'individu soumis à une double fictivité : le martyr et une utopie

abstraite ; il devient le disciple fantomatique des deux imams : Hossèyne et Mahdi.

La stratégie discursive des testaments révèle que le sens des paradigmes appartenant aux diverses syntaxes est évacué ; ils vont habiter parmi de nouveaux syntagmes et propositions stratégiques (dissimulées ou apparentes). Mais ces transferts tournent en rond, à l'image des représentations de la philosophie islamique officielle, dont le centre vide est la mort : le Dieu de la mort et la mort de Dieu ; soit une esthétique de la mort qui injecte la vie au sacré par la mort des hommes, par les menaces d'un Dieu impitoyable, devenu instrument de la prise du pouvoir, justification de la pénétration universelle de l'étatique, couverture de la reproduction de la dépendance.

LE GOLFE, LIEU D'ÉPREUVES

Zahrâ SALMAN

Quelle triste histoire ! Quelle sanglante et meurtrière guerre que cette « guerre oubliée » !

Tout le monde, en effet, a fait semblant de l'oublier ; tant d'enjeux politiques, stratégiques et économiques y étaient accumulés, mêlés. Dans cette « guerre oubliée » chacun fait preuve de la vigilance la plus grande. Les deux grands se sont, au début, déclarés « neutres », pour garder les mains libres et pouvoir changer de jeu à tout moment. Car l'imprévu est toujours le maître absolu dans cette région où, depuis la révolution iranienne, quelque chose semble avoir échappé aux logiques anciennes, aux logiques des grands. Une main mystérieuse, qu'on croyait disparue depuis quelques siècles, s'y est à nouveau, dirait-on, mise à agir. Le Golfe est devenu le lieu d'épreuves successives, de grandes leçons historiques.

Dans cette guerre, deux phases se distinguent : 1) de l'attaque irakienne (septembre 1980) à la reprise de Khorramchar par les Iraniens (mai 1982) ; 2) de l'entrée des troupes iraniennes en Irak (juillet 1982) à aujourd'hui (hiver 1983).

Saddam Hussein n'aurait peut-être pas signé l'accord d'Alger (mars 1975), document humiliant, dans lequel le shah avait imposé sa loi, s'il avait été en état de connaître le contenu d'un rapport fait par le Sénat américain, moins d'un an après (début 1976). Selon ce rapport, en effet, il « était peu vraisemblable que l'Iran puisse mener une guerre avec ses armes sophistiquées, dans les cinq ou dix années à venir, sans le soutien quotidien des Etats-Unis ». Petrossian, qui fait cette remarque dans un article publié par *The World Today*, ajoute que « pourtant, le président irakien, comme tout le monde, était victime d'un mythe, celui de la puissance impériale, qu'entretenait soigneusement le shah ». « Le 17 septembre

1980 Saddam Hussein dénonça l'accord d'Alger, devenant ainsi victime d'un autre mythe : la croyance générale en une désintégration prochaine du régime révolutionnaire iranien¹. » Pour se laisser ainsi prendre à ces mythes successifs, il faut ne croire que dans la force des armes et le soutien des grandes puissances. Il faut, nécessairement, ignorer ce que peut être une force populaire ou celle, subjective, d'une nation entière.

Ainsi, le président irakien s'est-il laissé persuader par les généraux iraniens, partisans de l'ancien régime, que la décomposition de l'armée, la faillite économique, la situation anarchique post-révolutionnaire et l'isolement diplomatique avaient mis le nouveau régime iranien à sa portée. Il envahit l'Iran. L'Iran, dont la force subjective le menaçait et dont la faiblesse objective le tentait, lui donnant l'espoir de réaliser ses vieux rêves : devenir le gendarme du Golfe et, par là, le leader du monde arabe.

Que l'Irak ait pensé que cette guerre se solderait en une semaine par le renversement du régime de Rhomeyni, que le monde entier ait donné implicitement sa caution à cette invasion, pensant qu'ainsi une bonne leçon serait donnée à un peuple qui avait trop osé, cela ne fait guère de doute. Ainsi s'explique le silence total des Etats spectateurs au moment de l'invasion irakienne. Le Conseil de sécurité de l'ONU découvrira le 13 juillet 1982, au moment où la menace iranienne fait trembler le monde, que le retour aux frontières internationalement reconnues est la meilleure façon de mettre fin aux combats. Mais le 28 septembre 1980, le même Conseil de sécurité ignore qu'il y a des frontières internationalement reconnues, et se contente d'inviter les deux parties à arrêter les actions militaires et à recourir à des procédures de médiation. Médiation, négociation, alors que l'Irak est en plein territoire iranien ?

Les deux grands proclament leur neutralité le 29 septembre. Pendant la première semaine, attendant l'issue du pari de Saddam Hussein, personne ne prend position. C'est après que les camps se constituent, à travers les positions des alliés des grandes puissances dans la région : les alliés des Soviétiques se mettant du côté iranien, les pro-américains déclarent progressivement leur soutien à l'Irak. L'Irak vainqueur aurait d'un seul coup désamorcé le danger d'une subversion rhomeyniste (et pour cela il est mandaté, entre autres, par les pays du Golfe), et se serait affirmé comme la puissance dominante de la région — perspective moins réjouissante pour ses voisins.

La logique d'Allah

Le premier délai expire. Rien ne se passe comme prévu : l'unité nationale se reconstitue en Iran, malgré le mécontentement de la population à l'égard du régime de Téhéran. L'armée resserre les rangs et les Arabes du Khouzistan, martyrisés par Rhomeyni, cessent de se révolter contre lui et résistent devant leur « libérateur » irakien ! C'est le vertige. Les armes se battent à contrecœur. Les bombardiers Mig soviétiques (se battant pour l'armée irakienne), tout comme les Phantoms américains (se battant du côté iranien) ne savent pas s'ils doivent faire prévaloir la suprématie

technique de leur pays ou obéir à sa position politique conjoncturelle : faire gagner celui qui est armé par l'autre, par son rival. Il ne faut pas penser que les armes n'ont pas d'âme ! Prises dans la crise d'identité et de nationalité, elles se battent mal.

Les soldats irakiens ne savent pas non plus pourquoi ils doivent se battre, pourquoi un autre Qâdessieh² contre un pays qui se veut le porte-drapeau de l'islam ? Les vieilles rancunes perses/arabes, ressorties par Saddam Hussein, ne paraissent pas avoir beaucoup de force à ce moment-là. Seuls les Iraniens retrouvent leur unité et, se voyant abandonnés par le monde entier, savent pourquoi ils se battent. L'hostilité des autres, à l'égard de la révolution iranienne et du peuple qui l'a faite, aide le régime de Rhomeyni à se renforcer sur le plan interne. Prenant pour prétexte la sauvegarde de l'unité, il justifiera la répression et renforcera l'appareil adéquat. Et l'armée parallèle des *pâsdâr-s* se constitue pour de bon, à l'ombre de la guerre.

En l'espace d'une semaine le visage de la guerre change. L'armée irakienne s'enlise dans les terres du Khouzistan et se démoralise, sachant de moins en moins pourquoi elle y est.

Deux ans de guerre et deux cent mille morts !

La reprise de Khorramchar (24 mai 1982) par les Iraniens met fin à cette malheureuse aventure. L'Irak retire ses forces armées, en même temps que ses paroles et ses vantardises concernant l'annexion de « l'Arabistan » et le démantèlement de l'Iran. Justice est faite.

Rhomeyni déclare qu'Allah le soutient, à Khorramchar comme à Tabas³. Qu'Allah a châtié Saddam Hussein, comme il a châtié Carter et le shah. C'est ainsi qu'un autre mythe s'installe, celui de la toute-puissance et de l'invincibilité de Rhomeyni. Et c'est de ce mythe-là — bien plus puissant, parce que plus vrai ! — dont cette fois-ci Rhomeyni lui-même va devenir la victime. C'est en donnant l'ordre aux forces iraniennes d'entrer en Irak que l'imam tombe dans le piège de son propre mythe. Et c'est vers Kerbala⁴ qu'il ira à sa perte.

Le propos avancé ici est basé sur une hypothèse concernant la signification de la révolution iranienne, ce qui avait fait sa force, ses aspirations originales et le tour qu'elle a pris. Cette hypothèse ne sera pas développée ici⁵. Elle sera juste esquissée pour que l'on puisse prendre cette guerre, en quelque sorte, comme son plan d'épreuve.

Juillet 1982

Une intuition irano-shi'ite nous dit qu'en cette nuit du 21 au 22 ramezan 1402 de l'hégire (13-14 juillet 1982), anniversaire de la mort d'Ali — mort qui a été le commencement d'une vie nouvelle dans l'histoire politique de l'islam — Rhomeyni signe sa propre mort politique de son vivant, quelle que soit la durée de son maintien au pouvoir.

Qu'importe si les troupes iraniennes arrivent à remporter des victoires militaires provisoires. Rhomeyni, lui, a prouvé que sa place dans cette révolution est due à une coïncidence. Coïncidence étonnamment compli-

quée, y compris pour le peuple lui-même. Cet amalgame du shi'isme iranien et de l'islam en général, cette articulation complexe entre la question de l'indépendance (lutte anti-impérialiste) et les conflits internes à la société, cette ambiguïté quant à l'enjeu principal de la révolution entre l'existence politique nationale et l'hégémonie de classe, et enfin cette confusion entre les valeurs religieuses et la religiosité populaire d'une part, l'institution religieuse et le clergé d'autre part, tout cela, entrelacé et entremêlé, donne le phénomène Rhomeyni, qui reste l'énigme de notre époque.

Phénomène énigmatique, entre autres, parce que paradoxal. Et ce n'est pas l'idéologie de Rhomeyni qui est paradoxale. Elle est au contraire d'une simplicité dangereuse, celle d'une totalité fermée, d'un monde plat, uniformisé, sans mouvement, mais qui s'élargit. Le redoutable rêve d'un empire islamique sous l'ordre du *faghih*⁶. Le paradoxe se donne dans le fait que Rhomeyni entre en contradiction avec ce qui avait fait sa force :

- c'est le sentiment national iranien et la volonté d'indépendance qui ont fait de l'islam cette force politique active ;
- c'est le shi'isme — son histoire, sa philosophie, son vécu populaire — qui, devenant le pilier de la résistance, a permis, d'une part au mouvement d'exister, d'autre part à Rhomeyni d'apparaître comme son dirigeant.

Mais Rhomeyni ne peut se limiter ni à l'Iran ni au shi'isme en tant que spécificité iranienne de ce mouvement. Faisant régner la toute-puissance du *faghih* et prônant son panislamisme il se décale de ses sources de force. Il n'a pas l'intelligence du devenir de son mythe.

A la question de savoir si l'effondrement de la République islamique est proche, Tareq Aziz, dans une interview donnée à Eric Rouleau en août 1981, répond : « La logique devrait nous inciter à une telle conclusion mais l'expérience a démontré que la conjoncture iranienne se situe au-delà des frontières de la logique⁷. » Aveu intelligent et/ou inconscient dans la bouche d'un adversaire ?

Cette chose au-delà des frontières de la logique n'est rien d'autre qu'une autre logique, dont le mystère reste muet pour ceux qui n'ont pas la capacité d'écoute des peuples. Cette autre logique, Rhomeyni donnait l'impression de la connaître. Il est même apparu comme son incarnation. (Lui, contrairement à ses ennemis, le shah, Carter et Saddam, est bien placé pour sentir ce qu'est la force populaire.) Mais cette impression était due au fait qu'il a su s'appuyer sur les points de force du mouvement chaque fois qu'il s'est agi de sortir d'une crise. Pourtant c'était une force d'instinct ou d'intuition rusée qui le guidait dans ces cas, plutôt qu'une conscience claire de ce qui était sa source de force : la question nationale et la fonction du shi'isme.

De cette force, dont il ignore la source, il se sert maladroitement cette fois-ci : en appeler aux sentiments « islamiques » des Iraniens pour envahir n'a pas la même force que pour défendre la patrie. N'aurait-il pas fallu se demander ce que signifiait l'islam à ce moment-là pour les Iraniens ? Ce n'est pas une position forte non plus que d'en appeler au sentiment « non-national » des Irakiens, fussent-ils shi'ites. Un réseau

de contradictions complique encore l'affaire : tandis que Rhomeyni nie la différence du shi'isme et du sunnisme pour pouvoir étendre son pouvoir sur tous les musulmans, c'est pourtant aux shi'ites irakiens qu'il s'adresse d'abord, leur demandant de se révolter contre leur gouvernement. La mise en scène de la contradiction devient plus flagrante quand on sait que les forces armées iraniennes doivent avancer sur le front avec l'idée de libérer les terres d'islam et de faire régner uniformément l'ordre de l'islam, mais qu'elles y sont appelées dans leur être shi'ite : c'est Kerbala qu'on leur promet comme récompense.

Il ne faut pas oublier non plus que le shi'isme iranien s'est développé et renforcé au cours d'un mouvement de résistance nationale⁸. Sa force nationale est liée à ses propres conditions historiques, celles d'une résistance ; il ne peut être utilisé dans une opération d'exaspération nationale de type expansionniste. Il risque dans ce cas d'y perdre sa force.

Son intuition, cette fois, il l'a mal utilisée, l'imam. Et sa méconnaissance du shi'isme iranien l'induit en erreur dans ses calculs sur le « fanatisme populaire ». Bien sûr, Kerbala, ce n'est pas rien. Promettre aux shi'ites, le 21 ramezan (mort d'Ali), d'aller fêter Eïde el Fitre (8 jours plus tard) à Kerbala (où se trouve le mausolée de Hussein), c'est vraiment épuiser toutes les possibilités d'appel au sentiment religieux du peuple.

Mais cette promesse ne peut pas éblouir longtemps des shi'ites iraniens. Kerbala n'est pas un pèlerinage dicté par la religion, par le clergé. C'est le peuple qui se l'est créé. On ne s'y rend pas par devoir mais par amour. Lieu d'amour, il n'est pas à posséder. Ce n'est pas la ville à vaincre, c'est l'endroit à rejoindre, pour s'y recueillir. Il est là pour qu'on aille vers lui, et non pour l'avoir à soi. Autant l'exemple de Hussein a pu fonder une éthique de lutte, autant un appel à vaincre pour son mausolée paraît ridicule et inefficace.

En attaquant l'Irak, Rhomeyni a démontré que, bien qu'incarnant la révolution iranienne, il n'était pas porteur des nouveautés de ce mouvement, de ses aspirations originales. Désormais les coïncidences, les intuitions rusées et les souvenirs d'une confiance une fois donnée ne vont peut-être plus suffire.

Rhomeyni n'a jamais compris que cette « révolution islamique » était iranienne. Tout comme les autres, intellectuels laïques, révolutionnaires ou non, n'ont jamais compris pourquoi cette révolution nationale s'est voulue « islamique ».

« Le guide de la révolution islamique » ne peut pas tenir le lieu qu'il devait occuper, ce lieu-tenant d'imam ! Il le déborde et, de ce fait, il y manque. Au peuple iranien manque un réel dirigeant national. Il a en revanche, ce qui l'encombre, le calife d'un empire islamique imaginaire.

Il n'y a pas de briseur de mythe qui ne devienne à son tour un mythe. Ce mythe est cette fois si grand que personne ne pourra le briser, car il n'y a pas de briseur de briseur de mythe. C'est en croyant trop à son propre mythe qu'il se brise, lui-même. C'est la loi — ou la punition — d'Allah.

Juillet 1983

Qu'en est-il de l'Iran dans cette deuxième phase de la guerre ? Voici qu'aux queues de volontaires, constituées dans les villes devant les bureaux de recrutement après l'attaque irakienne, se substituent aujourd'hui des patrouilles d'Etat (*djond'Allah*, les soldats de Dieu), qui font la chasse aux jeunes et les arrachent à leurs parents pour les amener au front. Les villageois mettent des tchadors à leurs fils pour les protéger.

Ce changement d'attitude populaire n'est pas seulement un phénomène d'usure, de lassitude. Il est lié à la transformation de la nature de la guerre. Deux subjectivités différentes sont à l'œuvre dans la conscience du peuple. Toutes deux nobles et courageuses. La différence ne se résume pas seulement dans cette vérité : une lutte pour la défense de la patrie est ressentie comme juste et légitime alors qu'une lutte pour l'expansion ou le renversement d'un régime dans un autre pays est dépourvue de sens pour le peuple. C'est plus subtil encore : à ce moment de l'histoire iranienne l'attaque irakienne a été ressentie par le peuple, et à juste titre, comme une attaque contre la révolution iranienne. Qu'était en effet l'Iran de 1980 sinon cet événement majeur de son histoire ? C'est en cela que la défense de la patrie et la défense de ce que l'on venait de faire, la révolution, sont devenues une seule et même cause. (Ce qui permet ou participe entre autres de cette opération d'identification ou de confusion entre l'Iran et l'islam dans le discours des dirigeants iraniens.) La résistance inattendue de la part des Iraniens devant l'invasion irakienne était liée à une force particulière du moment.

Ce que Rhomeyni appelait « mourir pour l'islam » était à vrai dire mourir pour l'Iran, mais pour l'Iran de la révolution. En cela je démarque mes propos de ceux des royalistes (ceux bien sûr qui ont pris une position patriotique). Le propos des royalistes sur la patrie éternelle, déconnectée de la révolution, n'est pas suffisant pour expliquer cette ferveur de résistance devant l'agression irakienne. Celle-ci n'aurait pas suscité une fièvre populaire si elle était survenue à l'époque du shah. D'ailleurs la défense du pays relevait uniquement des tâches de l'armée. Le peuple en serait probablement resté exclu, comme il l'était dans toute autre affaire du pays.

De même, le propos de Rhomeyni — « mourir pour l'islam » — n'a eu d'écho que connecté à la vérité de l'Iran de la révolution. Mourir pour l'islam dans son ambiguïté signifiait, pour le peuple, se battre pour l'Iran qu'il venait, lui, de bouleverser pour pouvoir exister. Ça voulait dire défendre la révolution. Les amertumes déjà ressenties à propos du régime politique post-révolutionnaire ne changeaient pas l'essentiel. Le sentiment national iranien — je veux dire celui d'appartenir à la fois à une communauté et surtout à cet événement — voilà ce qui continuait à être principalement à l'œuvre dans les formes de conscience à ce moment-là. La conséquence logique de cela, au-delà du mécontentement des gens à l'égard du régime en place, c'était le refus que d'autres décident à leur place.

Défendre l'islam, mourir pour l'islam ; si ces phrases avaient bien le sens que prétend Rhomeyni, elles auraient dû continuer à mobiliser les âmes iraniennes dans la deuxième phase de la guerre, depuis juillet 1982. L'islam immuable, éternel, l'islam en soi, à prétention expansionniste, totalisante, n'est pas celui qui a mobilisé des millions d'Iraniens dans la révolution et ensuite dans la résistance face à l'Irak. Certes il est vrai que la force subjective contenue dans une résistance est incomparable à celle liée à une agression, même si elle prend la forme d'une vengeance, mais surtout il s'agit là du fait qu'à partir de juillet 1982 on sort de la logique de la révolution. L'entreprise est donc condamnée par la révolution elle-même. Exporter la révolution ailleurs sous cette forme va à l'encontre d'une révolution qui tire son universalité de sa spécificité, locale, nationale. Si elle dit des vérités universellement valables c'est en parlant uniquement d'elle-même. Chez Rhomeyni, comme chez tout dirigeant ayant une conception ancienne de la politique, universalité et expansionnisme se confondent.

La part de vérité de cette révolution, sa part de nouveauté, sa part d'universel, contenues dans sa ponctualité iranienne dans la thématique de l'existence traversent les espaces et le temps sous forme de leçon historique et non pas de recette de renversement des régimes, ni de modèle de société exportable. Et pour cela, point n'est besoin de l'armée de l'islam et des conquérants exportateurs de la révolution.

Le peuple iranien, fidèle à la signification de sa révolution, ne suit pas les consignes de poursuite de la guerre une fois l'agresseur expulsé. Et l'Iran — dont la supériorité sur l'armée irakienne était justement la force subjective de ses combattants et le fait que la guerre était devenue (dans la première phase) une guerre populaire — perd alors sa supériorité.

Le chef de l'état-major de l'armée de terre, Sayyad Chirazi, a fait le constat de la situation, sans la comprendre. Il avoue au journaliste du *Matin*, fin mai 1983, que les difficultés des opérations de la deuxième phase sont dues entre autres à « certaines fiertés » nées des victoires précédentes ! « Certaines fiertés » dit bien cet aveuglement sur la nature de la force iranienne dans la première phase.

Les grandes offensives de cette phase, parées d'intitulés lourds de toute une mémoire historique, n'ont été lourdes, en fait, que quant au nombre des victimes. La quatrième *Fadjr* (aurora), lancée dans la nuit du 6 au 7 février 1983, a été appelée la phase finale de la guerre. Les journaux iraniens étaient remplis de l'annonce de la victoire proche. *Fadjr* a été programmée en vue d'atteindre son objectif le 11 février, anniversaire de la victoire de la révolution. Offensive qui annonce l'aube, comme les dix jours du même nom (*Fadjr*) qui ont séparé l'arrivée de Rhomeyni à Téhéran, le 1^{er} février 1979, de la victoire de l'insurrection, le 11 février de la même année. Comme la période qui a précédé la victoire de La Mecque par Mahomet, en 630. C'est la fin d'une période, le début d'une autre, celle des grandes victoires. On a l'impression que les dirigeants iraniens s'occupent plus du symbolique que des problèmes concrets posés par une guerre : armement, technique, etc. Comme tout symptôme, cela parle d'une vérité. En fait ils n'ont pas eu tort d'avoir senti que ce qui avait fait

d'eux les vainqueurs de la première phase était une supériorité subjective et non pas une supériorité militaire. Seulement là où ils se trompent, c'est qu'ils imaginent une symétrie entre ces deux types de force. Ils ne sont pas en état de comprendre qu'une force subjective n'est opérante que dans sa propre logique. Et qu'elle est tout autre chose qu'une arme que l'on peut utiliser dans tous les sens.

Ainsi les vagues humaines que les Iraniens lancent dans le début de la seconde phase, pour pallier la pénurie d'armes et la disparition de la forte subjectivité des combattants de la première phase, deviennent inefficaces. Et Sayyad Chirazi continue son autocritique : « Nous avons peut-être trop misé sur la quantité et pas assez sur la qualité. » La qualité, ce n'était pas à eux d'en décider ! Plus tard les chefs militaires iraniens vont tirer le bilan en constatant l'importance de la technologie dans la guerre et la nécessité d'y avoir recours.

Ainsi Fadjr a connu le même sort que les trois offensives précédentes (Ramezan : 13-14 juillet 1982, Moslem ibn Aghil : 1^{er} octobre 1982, Moharram : 1^{er} novembre 1982) et, comme les dirigeants proclamaient que c'était les dernières, a empêché que les offensives postérieures ne reçoivent de nouvelles dénominations. Celles qui ont suivi ont été appelées Fadjr 2, Fadjr 3... on en est Fadjr 4 (20 octobre 1983). Et tout est stationnaire. Les dernières offensives montrent bien qu'elles sont moins dirigées contre l'Irak que contre les opposants intérieurs. Et surtout, l'écrasement des Kurdes, à chaque fois, paraît être alors, faute de mieux, le seul objectif atteint. Dans le bilan que des journaux iraniens eux-mêmes dressent des offensives Fadjr 3 et 4, on parle plus particulièrement de la victoire remportée sur les Kurdes et les contre-révolutionnaires que de celle sur l'ennemi irakien.

Le régime perd de plus en plus de son prestige devant le peuple en le traînant inutilement et cruellement dans cette boucherie. Les difficultés de la vie quotidienne, aggravées par la continuation de la guerre, qui viennent s'ajouter à l'ensemble des problèmes, économiques entre autres, que l'incompétence des *mollahs* n'aide pas à résoudre, ne ménagent pas l'image du régime. Les déshérités même, sollicités pour les sacrifices de plus en plus durs et placés dans des conditions de vie qui se détériorent, en viennent à se révolter (révolte de l'été 1983 dans la banlieue sud de Téhéran).

C'est en cela que je parle d'échec politique.

D'autant plus que Rhomeyni a lié son sort à un pari. Il a fait fonctionner une logique particulière quant à l'articulation entre la vérité et la victoire. La cause juste se met à l'épreuve de la pratique, et sa victoire, liée au soutien d'Allah, est la preuve de sa justesse : la victoire donne raison. Ainsi, il a prouvé que la cause de la révolution était une juste cause puisqu'Allah l'a soutenue. D'où l'aspect de miracle de cette victoire d'un peuple aux mains nues devant la cinquième armée du monde. Les Américains se sont ridiculisés à Tabas, leur cause n'était pas juste, Allah les a châtiés. L'Iran a gagné la première phase de la guerre à la surprise de tout le monde. Comment l'expliquer autrement que par le soutien d'Allah à une cause juste ? Mais l'Iran échoue-t-il dans le projet d'aller

à Bagdad, de s'emparer de Kerbala et de renverser le régime irakien ? Dans la propre logique de Rhomeyni cela veut dire qu'Allah cette fois ne le soutient pas, qu'exporter la révolution n'est pas une cause juste.

Cette même logique interdit aujourd'hui tout recul à Rhomeyni. Faire la paix, cela veut dire renoncer à son pari, cela équivaut à l'échec. Il s'est condamné à poursuivre la guerre. L'échec n'est donc pas mesurable à l'ampleur d'une éventuelle défaite militaire, due à une inégalité des forces armées en présence. Il est avant tout politique. D'ailleurs désormais, l'issue de l'affrontement armé relève d'une autre logique que celle jusqu'à à l'œuvre dans la guerre.

La logique des satans

L'échec militaire et définitif des forces iraniennes signifierait la victoire de l'Irak, de Saddam Hussein. Ce qui n'est pas souhaitable non plus dans la logique d'Allah. Aucun des deux n'est plus défendable à ses yeux, aujourd'hui. Et Allah qui ne peut que rendre la justice se retire. Désormais, c'est de la compétence des satans que relève l'issue de cette guerre.

Si l'échec de Saddam Hussein dans la première phase et le « non-succès » de Rhomeyni dans la seconde ont été déterminés par la logique même de la révolution, désormais le sort de la guerre se joue hors de l'espace de la révolution et du sens de la politique populaire. Il est lié aux éléments objectifs, quantitatifs, les armes et les munitions provenant d'ailleurs. Il est donc lié à la volonté des vendeurs d'armes et au calcul des grandes puissances sur la fonction avant tout politique que devrait avoir le résultat final.

Pour les deux belligérants la question n'est plus de savoir comment gagner la guerre (aucun ne l'a gagnée et ne la gagnera, ils le savent), ni même comment ne pas la perdre (tous les deux l'ont déjà perdue), mais surtout de savoir comment ne pas y perdre tout. C'est-à-dire, comment rester au pouvoir. Saddam a donné une preuve de folie et de maladresse à son peuple, cependant qu'il devient désormais le prisonnier de son armée et l'obligé de ses voisins et alliés. Et Rhomeyni, bien qu'encore protégé par le souvenir de la révolution, a donné des éléments pour briser le mythe de son infaillibilité en montrant que l'imam peut se tromper. Tout cela peut leur coûter très cher. C'est dans ce contexte en effet, que faute d'un soutien interne, ils ont un besoin accru de l'aide et du soutien des puissances extérieures. Et que les satans ont toutes les raisons de penser que c'est à eux de décider seuls de cette affaire.

Que faire donc d'une guerre qui dure, qui ne tue que les siens et qui, mis à part de petits inconvénients, présente des avantages pour les autres ? On ne peut pourtant pas la poursuivre jusque dans l'éternité. Différents scénarios finals se profilent.

L'échec militaire de l'Iran et la victoire complète de l'Irak ? Le régime iranien ne survivrait peut-être pas à ce coup fatal. L'absence d'une alternative rassurante et contrôlable fait hésiter. Et puis après tout « ce serait dommage », diraient peut-être les pays du Golfe et leurs alliés, « mainte-

nant qu'il est presque inoffensif... et nous nous trouverions par la suite devant le Baas, renforcé par cette victoire et prétendant avoir sauvé la région de la subversion rhomeyniste ».

Que Rhomeyni puisse aller jusqu'à Bagdad ? Pas question. Bien que certains puissent penser que la seule façon d'échapper à sa menace c'est de s'entendre avec lui afin de le récupérer, céder à ses caprices, lui donner les moyens de sa victoire, comporte pourtant de redoutables surprises. C'est surtout amplifier son écho, déjà difficile à maîtriser, dans tous les pays musulmans.

Peut-être, alors, un beau matin, un groupe d'officiers irakiens, fidèles à leur tradition, décideront-ils d'en finir avec leur président, privant ainsi la guerre de son objet et mettant fin à un duel personnel et à la réjouissance des spectateurs. Saddam y perdra non seulement ses jolis rêves, déjà gâchés, mais aussi son trône. Rhomeyni se verra privé du plaisir de renverser son ennemi de ses propres mains. Les grandes puissances et leurs alliés régionaux s'efforceront d'y trouver leur bonheur. Cette hypothèse permettrait malgré tout à Rhomeyni de dire qu'il a gagné sa troisième proie et de trouver éventuellement une sortie honorable à l'impasse où il se trouve. A moins que sa mort ne fournisse le scénario symétrique !

Les deux grandes puissances mènent un jeu complexe. Leur attitude dès le début est ambiguë, malgré les déclarations de neutralité. Neutralité est peut-être bien, dans la diplomatie, une façon de nommer l'ambiguïté.

Lors du déclenchement de la guerre, les Etats-Unis reprennent leurs relations diplomatiques avec l'Irak, suspendues depuis la guerre des Six Jours. Le 30 septembre 1980 a lieu la première rencontre, au niveau des gouvernements, entre les deux pays. Et, alors que ses alliés se rangent du côté de l'Irak, le 15 octobre 1980 le président Carter qualifie l'Irak d'agresseur et son envoyé à l'ONU s'oppose, le 23 octobre, au « démantèlement de l'Iran » et s'inquiète du fait que l'invasion irakienne menace « l'intégrité territoriale iranienne ». Tout cela évidemment n'attendrit pas Rhomeyni, qui ne libère pas les otages avant les élections présidentielles américaines !

Si les Américains, juste au début de la guerre, semblent, dans leur neutralité, plutôt du côté de l'Irak — l'effondrement du régime de Rhomeyni en une semaine n'aurait en Occident déplu à personne —, d'autant plus que les positions de leurs alliés renforcent cette hypothèse, en fait, très tôt, en raison de la résistance iranienne, ils optent pour une relation non antagoniste avec l'Iran. L'affaire des otages et la menace soviétique interdisent toute imprudence. L'embargo est d'ailleurs levé tout de suite après la libération des otages. Et les Américains n'ont jamais réellement empêché leurs alliés, Israéliens, Argentins, Anglais, Sud-Coréens, de vendre des armes à l'Iran. Un jeu d'alliance semblable à celui de l'époque du shah se profile alors : l'Iran, l'Amérique, Israël. Les traditions prennent le dessus sur les ruptures, ce qui est le propre des périodes de primat des causes externes. Alors que dans les temps forts des révolutions et des mouvements populaires, où priment les causes internes, c'est la discontinuité qui prévaut.

Le Golfe, lieu d'épreuves

Le soutien, relatif, des Américains ne doit pourtant pas être interprété comme une acceptation du régime islamique et une réconciliation avec lui. Il fait partie de la stratégie américaine d'ensemble, dont la ligne directrice est d'exclure le risque de perdre l'Iran. Et aussi d'éviter toute nouvelle déstabilisation dans la région. Guidés par ces deux exigences, les Américains mènent un jeu équivoque, soutenant en quelque sorte les deux parties, c'est-à-dire la guerre. N'est-ce pas que la guerre est l'élément stabilisateur de la région depuis la révolution iranienne, focalisant en elle toutes les contradictions et permettant aux Américains de changer de tactique pour passer d'un *statu quo* à un autre ? N'est-ce pas que le remplacement du « gendarme du Golfe » par des « forces d'intervention rapides » prend du temps ?

Quant aux Soviétiques, depuis 1979, ils soutiennent l'Iran révolutionnaire dans tous ses actes, le renversement du shah comme la prise d'otages. Se voyant favorisés par la perte que les Américains viennent de subir, ils se trouvent obligés de rester du côté de l'Iran. L'URSS est pourtant liée par un traité d'amitié à l'Irak. Celui-ci ne tient pas avec acharnement à l'amitié exclusive des Russes depuis quelques années déjà. Et Moscou, alors que ses alliés dans la région défendent l'Iran, reçoit le Premier ministre irakien le 24 septembre 1980, et en même temps ralentit ses ventes d'armes à l'Irak !

Les Soviétiques, qui donc dans leur neutralité du début de la guerre paraissent plutôt du côté iranien, sont, dans leur ambiguïté de la deuxième phase, plutôt du côté irakien. Déjà, en mars 1982, au moment où il est devenu manifeste que l'initiative des opérations revient à l'Iran⁹, la *Pravda* découvre qu'il y a des éléments réactionnaires dans l'équipe dirigeante de la république islamique. Les Soviétiques reprennent leurs ventes d'armes à l'Irak et restent ambigus par rapport à l'Iran jusqu'à la liquidation du parti Toudeh (février 1983). Depuis cette date on a vu leur attitude se clarifier et ils se sont rangés plus explicitement aux côtés de l'Irak.

Entre en scène la France, seul pays à prendre franchement et publiquement parti dans cette guerre. Se voulant l'« amie de l'Irak », voulant empêcher l'« expansionnisme perse » et se vantant, en même temps que s'excusant des contrats anciens, de ses ventes d'armes. Ses intérêts économiques la guident bien sûr. Ce n'est pourtant pas toute l'explication. Ses intérêts polyvalents dans les pays arabes, et, au-delà, dans l'Afrique musulmane, et ses problèmes face à sa propre population immigrée musulmane font que la France a eu particulièrement peur de la révolution islamique.

Son jeu aujourd'hui, en hiver 1983, va dans le sens général. Il est complémentaire du jeu soviétique dans son soutien à l'Irak et n'est plus incompatible, depuis l'automne 1983, avec celui mené par les Américains. Ces derniers ont en effet cessé de critiquer les ventes d'armes françaises depuis qu'ils sont rassurés du côté iranien. Rassurés sur quoi ? Sur le fait que l'Iran ne basculera pas dans le camp soviétique. Depuis l'élimination définitive du Toudeh en somme. Ils peuvent donc aujourd'hui se permettre même de tenir des propos durs envers l'Iran. Alors que la peur et la menace les avaient retenus pendant plus de quatre ans. Assurance qui

permet à M. Reagan de parler en fonction de son opinion publique interne à l'approche des élections, pour effacer la mémoire d'une humiliation coûteuse.

Tout compte fait, tout le monde est au fond favorable à l'Irak aujourd'hui. Après tout, Rhomeyni reste pour l'Occident le spectre révolutionnaire avec qui il faut en finir. Les hésitations venaient ou viennent du manque d'assurances, de la peur et de l'incertitude que le phénomène Rhomeyni et son grand écho avaient provoqués. Tant que cela dure, la guerre, on la fait sans doute traîner, mais pas n'importe comment.

Assez de jouer dans les zones dangereuses. Qu'on épargne le Golfe et le détroit d'Ormuz. « Allez jouer ailleurs, disent les grands, et jouez tant que vous voulez. » Au Kurdistan par exemple ! Que la guerre se focalise là et se solde par l'écrasement des Kurdes, voilà qui fait l'objet d'un consensus international. Que cela dure, sans causer de réels dangers pour les grands, insensibles à leur responsabilité dans le coût humain gigantesque du conflit, en leur donnant éventuellement le temps nécessaire pour régler le sort d'autres conflits dans la région, auxquels l'issue de la guerre et sa fonction politique sont liées. Mais Rhomeyni peut-il vraiment, conformément au vœu des grandes et moins grandes puissances, et réconciliant les intérêts des compagnies pétrolières et des marchands d'armes, sortir ainsi de sa logique, abandonner son pari, oublier Saddam ?

Dans cette guerre « oubliée », rien n'est oublié, sauf la tragédie des deux peuples concernés, qui ne considèrent pas cette guerre comme la leur. Celui d'Irak ne s'est jamais vraiment impliqué dans les calculs de Saddam Hussein. Quant au peuple iranien, qui s'est engagé à fond pour défendre son existence, il s'est, depuis juillet 1982, de plus en plus retiré de cette guerre. Il est silencieux dans cette deuxième phase, comme il était fidèle et courageux dans la première. Son silence relatif aujourd'hui peut être le signe d'une fatigue qui est celle des gens exsangues, mais aussi le signe qu'il réfléchit, qu'il fait son bilan. Cette guerre peut être, amèrement, une clé dans le bilan qu'il fera de sa révolution.

Décembre 1983.

Le Golfe, lieu d'épreuves

NOTES

1. Vahe Petrossian, «The Golf war », *Note of month*, in *The world today*, Londres, Royal institute of international affairs, vol. 36, n° 11, nov. 1980.

2. Qâdessieh : les Arabes musulmans y ont remporté une victoire décisive contre les Perses en 636, après une bataille de trois jours.

3. Tabas, localité à l'est de l'Iran où vient échouer lamentablement, le 24 avril 1980, l'expédition militaire montée par Carter pour délivrer les diplomates américains retenus en otages par les Iraniens.

4. Kerbala, ville sainte shi'ite en Irak, où est situé le mausolée de l'imam Hussein, troisième imam shi'ite, nommé prince des martyrs. Hussein est le personnage central de l'épopée shi'ite et Kerbala est le lieu où s'est déroulée sa tragédie.

5. Cette hypothèse est développée dans une trilogie de Zahrâ Salmân, intitulée *Critique et passion de la révolution iranienne* dont la première partie parue en juillet 1983, peut être obtenue en écrivant à *Peuples Méditerranéens*.

6. *Faghih* : spécialiste du *figh'h*, loi islamique, soit le juriste islamique.

7. *Le Monde*, 22 août 1981.

8. Allusion est faite ici à toute une période de la formation initiale de la pensée shi'ite en Iran, au cours des quatre premiers siècles après l'hégire, pendant que l'Iran était sous la domination des califes de Bagdad. Et non pas au XVI^e siècle, à l'époque des Safavides, quand le shi'isme est devenu religion d'Etat en Iran.

9. L'offensive Fatima, le 17 mars 1982, suivie par des opérations Fath tout au long du mois de mars, a mis en déroute la 4^e armée irakienne et modifié les lignes de front, inchangées depuis plusieurs mois. Saddam Hussein décide le 30 mars de « redéployer les positions défensives de la 4^e armée vers l'arrière ».

UNE EXPERIENCE DE LUTTE CLANDESTINE

Reza X, Yahia KHALED

En juin 1981, la révolution iranienne entre dans une nouvelle phase, marquée par des conflits aigus entre les forces politiques qui avaient hérité du pouvoir grâce à la révolution et par le début du processus de dépérissement du régime révolutionnaire. A.H. Banisadr, président élu du pays, abandonné, face à des clercs cyniques, par Rhomeyni, se trouve au centre de ces conflits. Quelques jours après le déclenchement d'une guerre ouverte entre Banisadr et la fraction dominante du clergé, alors que le président est entré dans la clandestinité, un pacte est conclu entre lui et l'une des principales organisations politico-militaires, qui avait déjà rompu avec le régime de Rhomeyni : les Moudjahédine. Ce mois de juin 1981 est riche en événements : explosions meurtrières qui déciment la direction Evin, de l'autre, illustrent l'atmosphère de violence et de guerre civile qui s'installe. L'escalade de la terreur entre attentats et exécutions aboutit rapidement à une dictature sans précédent et contraint à l'exil (en France particulièrement), la quasi totalité des opposants ; les partisans des forces politiques opposés à Rhomeyni sont arrêtés et torturés.

Deux ans après le début de la lutte armée contre le régime de Rhomeyni, les Moudjahédine sont contraints de reconnaître leur échec militaire. Bon nombre de leurs militants ont été arrêtés, torturés, exécutés, se sont « repentis » ou sont partis à l'étranger. Désormais tout l'état-major de l'Organisation se trouve hors d'Iran et tente de se faire reconnaître sur la scène internationale par des actes tels que la formation d'un gouvernement iranien en exil (été 1981), la rencontre entre MM. Rajavi et Tarek Aziz, vice-président irakien, qui signent un pseudo-traité de paix, l'intervention de M. Rajavi dans l'affaire du détournement d'un Boeing 737 de la compagnie Iran Air, etc.

Cependant aucune analyse en provenance de l'organisation n'explique son échec militaire. Nul ne sait ce qu'est réellement cette organisation, comment elle fonctionne, qui la dirige, quelle place elle envisage d'occuper en Iran en cas de victoire.

Reza X, ancien membre de l'organisation, a participé pendant trois ans à l'activité politique des Moudjahédine (1979-1981) et pendant six mois à la lutte armée clandestine (juin 1981 - décembre 1981) ; il rapporte ici son expérience. Ses propos décrivent la formation intellectuelle et morale des membres de l'organisation, et en font apercevoir les points faibles qui ont très probablement contribué à l'échec militaire. Ils fournissent aussi des éléments de réflexion sur les perspectives de la démocratie après l'éventuelle chute de Rhomeyni.

Yahia Khaled.

INTERVIEW

Reza : Je tiens, avant de commencer, à faire quelques remarques pour écarter toute interprétation erronée de mes propos et atténuer les réactions passionnelles qu'ils pourraient susciter. Mon but n'est pas de semer le désespoir, de prêcher le défaitisme ou la passivité, mais je me sens tenu à informer les jeunes de ma génération sur les points faibles et les ambiguïtés du mouvement Moudjahédine. Je ne cherche pas à nier les points forts, ceux de l'histoire de la révolution au cours de laquelle l'O.M. a joué un rôle incontestable. Mes réflexions n'ont pas pour objet de justifier Rhomeyni et sa politique d'oppression et de terreur. Je pense que l'on ne doit pas s'arrêter à la critique du passé mais aussi réfléchir sur l'après-Rhomeyni.

J'essaierai constamment de refléter, sans haine ni passion, ce que j'ai vécu. Chaque fois que mes propos tendront à prendre une allure polémique, je tâcherai de les tempérer et de prendre du recul. J'espère par contre que ces réflexions permettront d'amorcer de façon démocratique, un libre débat sur les problèmes de l'avenir de l'Iran. Je précise que les dates, les lieux, les noms, les faits susceptibles de compromettre la sécurité de ceux qui ont combattu ou combattent Rhomeyni, ont été volontairement omis.

Question : Pouvons-nous commencer par évoquer le moment où vous êtes entré dans l'Organisation des Moudjahédine (O.M.) ?

R. : Cela remonte à un peu avant la victoire de la Révolution islamique (février 1979). J'avais lu un certain nombre de leurs ouvrages. Mais c'est un ami, lui-même membre de l'Organisation sous le shah, qui m'a introduit dans le monde des Moudjahédine. A l'époque, j'avais un peu moins de dix-neuf ans et, pour la première fois, à travers la lecture, je découvrais

la lutte des fondateurs de l'O.M. contre la Savak. Ces récits, écrits dans un langage simple et en même temps fort, enthousiasmaient alors les jeunes.

Q. : Pourquoi ?

R. : Le récit de leurs combats, les comptes rendus des procès des militants arrêtés par la Savak étaient pleins d'enthousiasme : ils éveillaient une sorte de sentiment d'amour pour..., je dirai pour l'aventure révolutionnaire. Faire l'éloge de la résistance sous la torture, se montrer plus fort que son tortionnaire et ainsi l'atteindre dans son orgueil en refusant de révéler les informations qu'on détient : de tels actes et des opérations comme celle de l'exécution des conseillers militaires américains en mission ne pouvaient qu'attirer et séduire le jeune garçon que j'étais à l'époque.

Q. : L'O.M. avait aussi des ouvrages théoriques. Ceux de Shariati par exemple ?

R. : Shariati ? Non. Ses œuvres bénéficiaient d'un succès immense dans l'opinion publique mais on les considérait comme une introduction à la pensée contestataire, rien de plus. La pensée des Moudjahédine était considérée et présentée comme « la pensée révolutionnaire ». Pour un jeune homme, une jeune fille, il fallait dépasser le seuil du shariatisme et adopter la pensée révolutionnaire. Certes, l'impact de Shariati sur les jeunes avant la révolution a été sans égal mais ces jeunes ont presque tous été récupérés par l'O.M. En ce qui concerne l'éducation idéologique en elle-même, elle consistait en cours sur l'impérialisme, sur le dynamisme du Coran, base élémentaire pour structurer l'Organisation. Ces cours étaient destinés à tous les jeunes sympathisants.

Q. : La notion d'avant-gardisme était très apparente ?

R. : Oui. L'idéologie de l'O.M. était considérée comme celle qui devait guider la révolution. La tâche de l'avant-garde ne pouvait être partagée avec qui que ce soit, elle nous revenait ; nous nous considérions comme l'avant-garde historique et légitime de la révolution.

Q. : Y avait-il une critique de la pensée de Shariati ?

R. : Non, du moins pas au début ; mais, peu à peu, et de plus en plus, elle s'est développée.

Q. : Où se situait le marxisme pour l'O.M. ?

R. : Le marxisme a toujours été considéré comme une école de pensée progressiste. Mais l'O.M. soulignait l'aspect progressiste de l'islam, et sa supériorité sur le marxisme. Par contre, l'idée d'un front commun

avec les marxistes a toujours été considérée comme politiquement opportune. Il faut souligner que l'O.M. a toujours cherché à éviter toute confrontation idéologique avec les marxistes.

Q. : En quoi a consisté l'apport original, sur le plan culturel et idéologique, des Moudjahédine ?

R. : Après la révolution, il y a eu très peu de réflexion sur des thèmes idéologiques proprement dits. Presque tous les ouvrages avaient été écrits par les fondateurs de l'O.M. En fait d'actualité idéologico-politique, les seuls thèmes abordés étaient l'impérialisme et le coup d'Etat de 1953 : donc presque aucune innovation théorique. Aucune réflexion originale.

Q. : Qu'est-ce qui attirait les jeunes dans cette éducation politique ?

R. : Je l'ai dit, ce qui les attirait, c'était davantage le romantisme révolutionnaire, l'héroïsme des Moudjahédine, le culte de l'organisation, bref le goût de l'aventure, du secret, du clandestin. Cet enthousiasme, ce romantisme révolutionnaire ont retrouvé un objet politique avec la montée de la répression rhomeyniste : face aux clercs réactionnaires, les Moudjahédine devaient assumer la noble tâche de diriger la révolution.

Q. : Avez-vous reçu une formation militaire au cours de ces années ?

R. : Non, aucune formation militaire sérieuse n'avait été entreprise au sein de l'organisation avant juin 1981. En fait l'O.M. n'a jamais eu l'occasion de mettre sur pied une formation militaire au sein de ses milices car le Parti de la République islamique (P.R.I.) surveillait toutes les activités de l'O.M. Moi-même, je n'ai reçu aucune formation ; la première fois que j'ai tiré une balle de pistolet, ça a été une nuit de juillet 1981 alors que notre voiture s'était trouvée prise sous le tir nourri des mitraillettes des *pâsdâr*-s. C'était la première fois que je me servais de mon arme et presque la dernière car le combat du pistolet contre la mitraillette était trop inégal. La seule formation sérieuse était celle des milices : l'O.M. a ordonné à ses milices d'adhérer aux Bassiji pour suivre une formation militaire. Les Bassiji étaient formés pour être envoyés au front contre l'Irak.

Q. : Vous voulez dire qu'au moment où l'O.M. annonce ouvertement la lutte armée, ses militants n'ont pas été formés militairement ?

R. : Oui ; je peux dire sans exagération qu'en dehors des membres qui, en raison de leur profession (armée, forces de l'ordre, etc.), avaient reçu une formation militaire, la quasi-totalité des jeunes membres (donc près de 90 % des membres actifs) n'avaient aucune expérience du maniement des armes. Vous savez, l'un des principes tactiques de l'O.M. était d'envoyer des membres munis d'armes en opérations de commando : ces missions avaient un but à la fois de formation et d'attaque. J'ai connu

des exemples multiples de ces miliciens ou de ces militants sans expérience qui participaient à la lutte armée ouverte. Soit ils en sortaient indemnes, avec désormais une expérience et une meilleure formation, soit ils étaient arrêtés ou tués sur place.

Q. : Quelle était votre fonction dans l'organisation avant la lutte armée ?

R. : Je dois d'abord un peu parler du rôle politique que l'O.M. jouait ou cherchait à jouer avant la destitution de Banisadr. Après la révolution, Rhomeyni a fait comprendre qu'il ne tolérerait pas la présence des Moudjahédine au sein de l'équipe dirigeante, non plus que celle des autres forces dites de gauche. Le but de l'O.M., dans un premier temps, a été la reconstitution de l'organisation complètement démantelée par la Savak. Avec la révolution, tous les prisonniers politiques enfermés sous le shah avaient été libérés, et, parmi eux, la plupart des membres actuels du comité central. Je m'en souviens très bien... Un grand immeuble de l'avenue Mossadegh avait été transformé en quartier général de l'O.M. Les jeunes ont commencé à fréquenter le Q.G., à participer à différentes activités. Au départ, il y avait une ambiance de spontanéité, de fête, d'euphorie révolutionnaire. Des membres de l'O.M. aussi importants qu'Abrichamtschi faisaient des conférences sur des thèmes divers. Puis, peu à peu, tout cela a pris l'allure d'un rassemblement très organisé : les hauts responsables de l'O.M. ne se montraient plus ; de nouveaux venus se chargeaient des activités ordinaires pour permettre aux hauts responsables de se consacrer à des tâches plus importantes. Telle a été la première étape de la reconstitution de l'O.M. : rassembler beaucoup de gens, leur dispenser la bonne parole, leur expliquer en quoi consistait la réorganisation des Moudjahédine. Très rapidement, la hiérarchisation des rapports a remplacé les contacts directs et spontanés. Le secret est devenu la première vertu d'un Moudjahédine. L'ordre, la discipline, le respect des secrets et de la hiérarchie de l'organisation, etc : telles devaient être désormais les caractéristiques d'un bon sympathisant ou d'un nouveau membre de l'O.M.

Q. : Donc, une organisation assez hiérarchisée, construite sur le modèle des partis politico-militaires d'Amérique latine...

R. : Oui, très hiérarchisée. Très rapidement, la base a appris que son rôle devait se limiter à propager les idées de l'O.M., à servir l'O.M. Le culte de l'organisation était fondamental au sein de l'O.M.

Q. : Mais, pouvait-on parler de centralisme démocratique, de consultation de la base dans les moments de grandes décisions ?

R. : Centralisme démocratique ? ... Je n'ai aucun souvenir d'une quelconque consultation de la base pour des prises de positions politiques, non plus que pour la conduite à tenir vis-à-vis d'autres formations politiques, ou du régime lui-même. Je peux dire que toutes les décisions sans

exception se prenaient au niveau du comité central et que la hiérarchie avait pour rôle de faire parvenir les décisions, ou le contenu des analyses politiques aux sympathisants. A aucun moment une discussion n'était possible. On ne mettait pas en doute la « bonne parole » du sommet, cela aurait été considéré comme une faute par celui-là même qui aurait osé douter un instant des analyses de l'O.M. Sans parler de la vigilance des responsables à repérer les sympathisants indociles !

Q. : Mettre en cause les décisions de l'O.M. était une honte ?

R. : Une honte pour celui qui aurait douté. Je peux citer mon propre calvaire lorsque, pour la première fois, j'ai commencé, contraint par la situation et non par malice, à mettre en doute le bien-fondé de l'analyse de l'O.M. C'était pendant la période de la lutte armée, sous la pression des échecs successifs que nous subissions ; alors que je voyais la réalité en face, alors que je vivais le pourrissement de la situation, je n'osais pas penser que le comité central était en train de commettre une erreur. Le fait même que mon esprit perturbé tendait à douter de l'exactitude des analyses de l'O.M., me faisait honte. Je me disais : « Il ne faut pas chercher à discuter le pourquoi et le comment des choses. Cela n'est pas de mon ressort. Je suis là pour exécuter de manière efficace ce qu'on me demande de faire. » Je faisais ma propre autocensure. Maintenant quand j'y pense, je me demande si c'était moi-même qui me censurais, ou si c'était le culte de l'organisation, l'éducation qu'on y avait reçue pendant trois ans, qui m'empêchaient de penser en dehors des normes de l'O.M.

Q. : Il y avait une censure à l'intérieur de l'O.M. ?

R. : Non. C'était plus transparent. Pour le jeune qui entraînait dans la hiérarchie, l'objectif était de gravir les degrés de cette hiérarchie. Or, le culte de l'organisation, le culte du chef, la loyauté envers l'O.M. et ses positions politiques, l'esprit de sacrifices envers l'O.M. constituaient les valeurs par excellence et de surcroît les critères de progression dans la hiérarchie. Dans ces conditions, vous imaginez aisément qu'une discussion à la base sur les positions de l'O.M. aurait rapidement pris une signification contestataire, aurait donc été considérée comme un signe d'affaiblissement potentiel des militants.

Q. : La hiérarchie, c'était quoi ?

R. : Une pyramide avec au sommet le comité central. Le corps est composé de plusieurs secteurs : social, technique, communications, branches locales, propagande (presse). Chaque secteur a une structure propre. Le secteur le plus important était le secteur social. Il était composé d'étudiants, de lycéens, d'ouvriers, de *bazari-s*. Une partie des activités de ce secteur a été mise au service d'autres secteurs dès le début de la lutte armée. Son rôle, dans la phase militaire, consistait à monter des « opérations sociales », c'est-à-dire à attaquer les partisans du régime par

Lutte clandestine

des moyens divers comme les cocktails Molotov ou autres. Avec la lutte armée, le secteur presse a été complètement supprimé : membres et moyens ont été mis au service du secteur « opérations » (militaires) nouvellement constitué.

Le secteur des branches locales, sous le commandement d'un responsable qui siégeait à Téhéran, couvrait toutes les grandes villes et régions de l'Iran.

Q. : Quelles étaient les activités de l'O.M. ?

R. : On doit diviser la vie de l'O.M. en deux périodes : une phase politique, de 1979 à 1981 où l'activité de l'O.M. a été d'abord publique, ensuite semi-clandestine (à partir de l'été 1980, moment où Rhomeyni s'en prend violemment aux Moudjahédine lors de l'une de ses allocutions radiotélévisées), où notre activité se partageait entre :

- la propagande : vente de journaux, distribution de tracts, interviews, meetings, divulgation des secrets des partis au pouvoir... ;
- l'infiltration des autres organisations en vue d'activités d'espionnage ;
- la recherche d'armes et de munitions ;
- les activités politiques : contacts secrets avec différentes forces de l'opposition ainsi qu'avec des personnalités gouvernementales (Banisadr en particulier).

Aux yeux de l'O.M., le clergé, réactionnaire par nature, ne pouvait diriger l'Iran. Mais devant la popularité de Rhomeyni au début de la révolution, l'O.M. a été obligée de soutenir le régime. Banisadr, Bâzargâne, les autres forces du centre, étaient considérés comme des libéraux que l'on devait soit discréditer politiquement, comme ce fut le cas de Bazargan, soit récupérer, cas de Banisadr, pour isoler Rhomeyni.

Q. : A propos de Bâzargâne, l'O.M. a-t-elle joué un rôle dans la prise des otages de l'ambassade ?

R. : Il y avait des agents des Moudjahédine parmi les étudiants qui ont occupé l'ambassade américaine. L'O.M. était donc informée de la prise des otages, qu'elle a d'ailleurs approuvée. Elle a accueilli avec satisfaction le départ de Bâzargâne. C'est plus tard que tout ce mouvement a été récupéré par la bande de Behehti et de Rhoïnihâ.

Q. : En quoi consistait l'infiltration des autres organisations politiques ? Quel en était l'objet ?

R. : Une part importante des activités de l'O.M. résidait dans la dénonciation et la divulgation des réunions clandestines et des décisions secrètes des forces rivales. Ça consistait à envoyer un agent équipé de moyens d'espionnage sophistiqués. Le rôle de l'agent était de réunir toutes sortes d'informations susceptibles d'être utiles à l'O.M. dans les rapports avec l'organisation infiltrée, de permettre la publication de comptes rendus de réunions du P.R.I. tenues à huis clos (comme dans le *Moudja-*

hid de mars-avril 1981 / *esfand-ordibéhecht* 1360, ou la publication du discours d'Ayate, un opposant acharné de Banisadr, qui a fait scandale à l'époque (fin 1980), a élargi le fossé entre Banisadr et le P.R.I. et, du coup, amélioré les relations entre Banisadr et l'O.M.) ou la divulgation de documents récupérés à l'ambassade américaine, compromettants pour les responsables gouvernementaux.

Plus tard, au cours de la phase de la lutte armée, ces mêmes agents ont permis de repérer et de tuer des personnalités importantes du régime ; ils ont aussi participé à des actions suicides. Au temps de la lutte politique de l'O.M., nous n'hésitions pas à provoquer les *hezbollahi*-s pour qu'ils attaquent le Q.G. des Moudjahédine. Ces attaques, dont l'O.M. a toujours été informée par ses agents, servaient sa propagande. La tactique consistait à se faire passer pour une force sincèrement pacifique, éternelle victime des attaques délibérées du P.R.I., afin de sensibiliser et gagner l'opinion publique.

Q. : Ces attaques étaient toutes organisées par le P.R.I. ?

R. : La plupart étaient décidées au siège du P.R.I. et par les *hezbollahi*-s, mais il arrivait que nos agents poussent délibérément les *hezbollahi*-s, facilement manipulables, à attaquer le siège de l'O.M. et de ses branches pour en tirer parti dans la propagande. Cette tactique s'est montrée souvent efficace.

Q. : A l'époque, il vous arrivait de vous interroger sur la déloyauté de ce type de combat politique ?

R. : On vit dans un pays où la loyauté est monnaie rare. Le P.R.I. cherchait à éliminer de la scène politique tous les groupes qui le gênaient. C'était un fait incontestable. L'action politique ne se jugeait pas sur les moyens et dans ses détails mais sur les fins.

Q. : Le P.R.I. était organisé ?

R. : Non. Pas autant que l'O.M. en tout cas ; mais le P.R.I. était au centre de toutes les décisions politiques du pays : les *pâsdâr*-s étaient directement sous son contrôle et, avec les *hezbollahi*-s et le Bassij, ses bras armés.

Q. : Les agents du P.R.I. ont-ils infiltré l'O.M. ?

R. : Je ne pense pas. Infiltrer une organisation aussi fermée, aussi hiérarchisée et contrôlée que l'O.M. était impossible.

Q. : Que représentait ce type de tâche pour l'agent lui-même, pour le sous-marin ?

R. : Avant tout une mission qu'on tâchait d'accomplir le mieux possible. Les risques étaient grands mais c'était fascinant ; c'était l'aventure et aussi, pour celui qui remplissait bien sa mission, comme la réussite d'un examen de passage qui permettrait d'accéder à un échelon supérieur de la hiérarchie.

Q. : Que représentait pour vous l'organisation elle-même ?

R. : C'était avant tout une famille, une grande famille. Elle était tout ce que j'étais, mon identité, et tout ce que je possédais. En tant qu'individu je n'existais que pour l'O.M. C'était ce que l'on attendait de nous. On nous disait : « Votre responsable, c'est votre père et votre mère. Tous vos actes, toutes vos décisions doivent dépendre de lui. »

Q. : Comme dans l'armée !

R. : Oui, avec cette différence que si le militaire est un maillon de la chaîne, c'est pour une durée bien déterminée ; il a ses horaires de service, ses jours de congé, sa solde, etc. Il a aussi sa vie privée, une femme, des enfants... Alors qu'à l'O.M., on était tout le temps au service de l'O.M. A l'exception de ceux qui y étaient autorisés par l'O.M., on avait rompu tout lien avec monde extérieur. Ce qui impliquait la rupture avec la famille, et même les parents. On encourageait par tous les moyens les mariages entre garçons et filles de l'O.M.

Q. : L'O.M. intervenait vraiment dans votre vie personnelle au point de vous empêcher de mener la vie de votre choix ? Comment elle le justifiait ?

R. : Vous savez, tout au long de ma vie au sein de l'O.M. — et ce que je dis vaut pour tous les membres de l'O.M. — j'ai dû faire des sacrifices. Et quand vous faites des sacrifices, vous augmentez votre attachement. C'est un peu comme en amour, plus on consent de sacrifices, plus difficile est la rupture. Quand vous avez sacrifié à l'organisation vos études, votre famille, votre vie — car à chaque instant on pouvait être capturé et exécuté —, vos choix « personnels » n'ont plus d'autre champ de réalisation possible que celui offert par l'organisation. Ça explique pourquoi tout choix en dehors des limites fixées par l'organisation, était considéré comme une contre-valeur, comme un signe de faiblesse car tout lien avec l'extérieur équivalait à un lien de dépendance, à une preuve de faiblesse de la part du militant qui était censé pouvoir répondre à tous ses besoins à l'intérieur de l'O.M. même.

Q. : Concrètement qu'est-ce que cela veut dire pour un jeune ?

R. : Je ne sais pas. Je vais vous raconter une anecdote pour illustrer ce que je viens de dire. On était alors au début de la lutte armée, en juillet 1981, et en butte aux attaques de Rhomeyni. J'avais plusieurs membres

sous ma responsabilité dont une jeune fille de vingt-quatre à vingt-cinq ans, charmante, très cultivée, assez intelligente. Depuis quelques jours j'avais remarqué chez elle un comportement assez bizarre. Tout en la surveillant de près, j'ai attendu qu'elle aborde elle-même son problème et un jour elle a enfin décidé de m'en parler. Ce qui l'inquiétait c'était son envie de se maquiller. Je ne peux vous décrire avec quelle difficulté elle s'exprimait ni combien son visage était marqué par la honte et la culpabilité. Après qu'elle eut terminé son discours, fait de phrases mal construites et entrecoupées de manifestations d'émotion, je lui ai fait comprendre qu'elle pouvait se maquiller et que, compte tenu de son âge et de sa situation, cela ne serait pas considéré par l'O.M. comme un manquement à la discipline révolutionnaire. Vous pouvez voir à quel point le culte de l'organisation était présent dans l'esprit des militants !

Q. : Mais vous, cela vous paraissait normal ?

R. : Tout à fait puisque j'étais son responsable. J'avais non seulement le pouvoir mais le devoir de lui donner un avis. Et c'est ce que j'ai fait. Des histoires de ce genre, il y en a eu des milliers. Je vous le dis, tout problème d'un membre de l'O.M. devait être résolu par l'O.M. et cela comprenait aussi bien les problèmes des cycles menstruels des femmes, que le choix d'une future épouse pour tel membre, ou tel problème d'ordre familial pour tel autre, etc.

Q. : C'était une secte !

R. : Presque !

Q. : Mais d'où venait l'attraction de l'O.M. sur ses membres ?

R. : La réponse est très difficile à donner car les motivations qui poussent un individu à adopter ce genre de vie sont très variables et diffèrent d'une personne à l'autre. Je pense qu'une bonne partie de ceux qui ont vécu pour l'O.M., en toute sincérité, en toute fidélité, et qui se sont faits tuer pour elle, avaient en commun d'avoir reçu une éducation très religieuse, marquée par la vénération du martyr, de la lutte pour un idéal. Tous ceux qui ont participé à des actions suicides l'ont fait par conviction. Tuer, pour eux, c'était supprimer des gens nuisibles qui faisaient obstacle à la grande révolution humaine et divine ; c'était participer à la grande marche vers la société *towhidi*, sans classe ; sacrifier leur propre vie, c'était agir à l'image du martyr Hossein, petit-fils du Prophète, et connaître le paradis après la mort.

Q. : En quoi consistaient les actions-suicides ?

R. : Comme je l'ai dit, avec la décision de passer à la lutte armée, l'O.M. était bien déterminée à frapper très fort et à utiliser tous les moyens dont elle disposait à l'époque, à savoir : 1) des actions de commando

pour supprimer les personnalités et les hauts responsables du régime ; 2) la pose de bombes dans les lieux officiels (tel que le bureau du président, etc.) ; 3) des actions-suicides.

Le but de ces actions était de tuer un haut responsable même au prix de la vie d'un *fedayi* ; *fedayi*, c'est le terme qu'on utilisait pour ceux de nos éléments qui avaient infiltré les institutions du régime et réussi à jouer le rôle d'espion sans être découverts.

Auparavant, je dois préciser que vers la fin juillet 1981, nous avons reçu une circulaire de l'O.M. qui indiquait sans équivoque qu'il nous fallait désormais déployer tous nos efforts en vue de la lutte armée contre le régime de Rhomeyni, en y mettant toutes nos forces, tous nos moyens. Ce document précisait en particulier qu'au niveau de chaque branche, on devait : 1) repérer les cibles ; 2) réunir les informations concernant ces cibles avec tous les détails nécessaires pour les éliminer : lieu de résidence, de travail, nombre de gardes du corps, etc. ; 3) mobiliser nos forces pour l'exécution.

On pouvait atteindre les cibles de deux façons : soit par l'action de commandos armés avec l'inconvénient de pertes importantes en hommes et en matériel, soit par des actions-suicides.

Q. : Qui choisissait les cibles ?

R. : Dans cette circulaire, le comité central de l'O.M. avait circonscrit notre champ d'action. Il précisait : premièrement, tous les procureurs sont condamnés à mort ; deuxièmement, tous les *pâsdâr-s* sont condamnés à mort ; troisièmement, tous les hauts responsables des grandes villes sont condamnés à mort. En fonction de ces instructions nous avons, au niveau de notre branche, donné l'ordre à notre responsable de l'information, d'établir une liste des personnalités locales à abattre. A partir de cette liste et en fonction de nos moyens, nous décidions d'agir ou pas.

Q. : Toi-même t'es-tu trouvé dans la situation d'avoir à décider de l'exécution d'un haut responsable du régime ?

R. : Oui.

Q. : De bon gré ou malgré toi ?

R. : Je vais répondre franchement car mon but est de témoigner d'une expérience dont la nouvelle génération et les générations suivantes pourront tirer les leçons. A l'époque, je me fiais entièrement à l'analyse de l'O.M. De toute manière il s'agissait d'un ordre et pas d'un avis demandé.

Q. : En pratique cela se passait comment ?

R. : Je ne peux donner davantage de précisions, mais je puis dire qu'à l'époque je commençais à me poser des questions au moins inconsciemment ; cependant je ne doutais absolument pas, je continue à ne pas dou-

ter, de la nécessité de lutter contre le régime de Rhomeyni. C'était plutôt la manière de mener cette lutte qui me rendait sceptique sur les conséquences.

Q. : Sur le plan théorique, étiez-vous d'accord avec l'analyse que faisait l'O.M. de la situation politique du pays en 1981 ?

R. : Je vous l'ai dit, à l'époque, la question ne se posait pas en termes d'accord ou de désaccord. Il y avait l'analyse de l'O.M. On ne la discutait pas. On l'acceptait, on la diffusait, on la mettait en pratique. Mais aujourd'hui, quand je réfléchis et que je reviens sur tout ce qui s'est passé, je me pose des questions. Qu'il faille lutter contre Rhomeyni c'est une évidence. Qu'il faille le faire par tous les moyens, cela me paraît nécessaire. Qu'il fallait le faire comme nous l'avons fait, je n'en suis pas aussi sûr. La preuve, c'est que Rhomeyni est toujours au pouvoir. La circulaire de l'O.M. nous annonçait la fin du régime dans les six mois qui suivraient le début de la lutte armée. Au bout de six mois, j'étais complètement démoralisé : tous mes collaborateurs avaient été arrêtés, exécutés ou tués au cours d'accrochages avec les *pâsdâr-s* ou en opérations-suicides. Je reviendrai sur la lutte armée et sur les raisons de mon divorce avec les Moudjahédine. Actuellement on ne peut pas soutenir que cette organisation existe encore à l'intérieur des frontières de l'Iran. Tout l'état-major de l'O.M. se trouve à l'étranger. Quelques francs-tireurs sont réfugiés au Kurdistan. La plupart des membres et des sympathisants de l'O.M. ont été soit arrêtés, soit exécutés ou se sont repentis et achèvent de purger leur peine en prison. La lutte armée telle que nous l'avons menée a été plus qu'un échec militaire.

Q. : Dans la phase militaire, quelle place accordiez-vous à l'action proprement politique ?

R. : Dans son analyse, l'O.M. précisait que toute action politique devait s'inscrire dans une action militaire. La place accordée à la propagande, distribution de tracts, contacts avec la population, était quasiment nulle à l'intérieur du pays. Après que Rhomeyni en ait appelé publiquement à la délation (juillet 1981), la plupart de nos sympathisants ont été arrêtés ; or c'étaient eux qui entretenaient des contacts avec la population. A travers la politique qu'elle a menée, l'O.M. a montré qu'elle préférait l'action violente, spectaculaire, à des actions comme les distributions de tracts et de journaux. Je dois préciser que ce type d'activité présentait quasiment les mêmes risques que l'action militaire. Je pense pourtant que cette politique qui mettait l'accent exclusivement sur l'action militaire, outre qu'elle a coûté la perte de nos militants, nous a rendus incapables, par suite de l'absence de contact entre nous et la population, d'apprécier son mécontentement à l'égard du régime et le degré de soutien qu'elle était ou non disposée à nous accorder. Nous pensions que la fermeture des journaux, les exécutions sommaires, les arrestations massives à elles seules suffisaient à discréditer Rhomeyni ; mais je me suis rendu compte

que si la répression rhomeyniste accroissait la haine du peuple envers le régime, elle n'était pas suffisante à elle seule pour mobiliser la population et l'inciter à participer à la lutte. Vous savez qu'une grande partie de l'action politique de l'O.M. reposait sur le travail de ses agents infiltrés dans le P.R.I. ou dans d'autres organes du régime. Or l'O.M. a accepté de les sacrifier : par exemple celui qui a posé une bombe dans le bureau de Rajai a été démasqué et l'O.M. a perdu là une source d'information précieuse. De même ceux qui se sont faits tuer dans des actions-suicides. L'organisation pensait amener le renversement du régime dans un laps de temps assez court en s'attaquant d'abord au sommet ; puis, en désespoir de cause, et parce qu'elle n'acceptait pas l'échec de cette tactique, en s'attaquant à ses bras, c'est-à-dire aux *pâsdâr-s*.

Q. : Une sorte de coup d'Etat ?

R. : Non. Le terme de coup d'Etat ne convient pas. C'était une lutte armée et elle a échoué.

Q. : Avez-vous cru à l'époque que Rhomeyni allait tomber sous ses coups ?

R. : Sincèrement non. Personnellement, je n'ai jamais pensé que Rhomeyni pouvait être renversé trois ans après avoir été porté au pouvoir par une révolution grandiose. Mais il faut comprendre. L'analyse de l'O.M. prévoyait la fin du régime dans les six mois à venir et il n'y avait aucune raison d'en discuter.

Q. : Vous pensez que l'O.M. a commis une erreur : est-ce une erreur tactique ou stratégique ?

R. : Je pense qu'il s'agit incontestablement d'une erreur tactique et stratégique à la fois. Les pertes ont été importantes ; la mort de Khiabani (février 1982), le départ de presque tous les membres du comité central pour l'étranger, la quasi absence de toute action militaire depuis maintenant plus d'un an, témoignent de la quasi neutralisation de l'O.M. à l'intérieur de l'Iran même si le sentiment de sympathie envers elle subsiste encore chez les jeunes.

Q. : Comment pourriez-vous résumer les raisons de cet échec ?

R. : Cet échec résulte d'un concours de facteurs dont certains sont liés à l'O.M. elle-même, d'autres au contexte politico-culturel de mon pays. Je me contenterai de réfléchir sur ce que j'ai vécu. Les principales raisons sont d'ordre idéologique. Dans la pensée de l'O.M., on n'accorde pas à l'être humain la valeur qu'il devrait avoir. Le militant ou le sympathisant est considéré d'abord comme un soldat auquel on donne l'ordre de faire telle ou telle chose. Isoler l'individu de son milieu naturel pour le rendre prisonnier d'un système mystérieux, fermé, crée d'énormes difficultés

au niveau de la communication avec le monde extérieur et ne facilite guère les contacts avec une masse qui n'accorde que difficilement sa confiance. Quand, pour être adopté par l'O.M., il faut rompre tout lien avec le monde extérieur, vous imaginez les conflits que cela peut créer chez l'individu lui-même mais aussi dans sa famille...

Le culte voué à l'O.M., l'absence de pratique démocratique, l'absence de maturité politique, l'absence d'expérience, etc., ont joué leur rôle dans le processus qui a conduit à l'échec mais aussi la manière dont l'O.M. s'est servie de ses effectifs humains. Tenez : combien de fois a-t-on vu une fille de quinze à seize ans recevoir l'ordre de lancer un cocktail Molotov sur un centre officiel en plein jour, sous les yeux des passants, avec la quasi certitude d'être arrêtée, voire exécutée ! Je me demande ce que cherchait la direction de l'O.M. à travers de tels actes suicidaires... Faire subir à l'ennemi des pertes matérielles et humaines ? Face aux pertes subies par l'O.M. c'était bien illusoire. Sensibiliser l'opinion publique avec des gestes symboliques et spectaculaires ? Alors pourquoi une telle violence qui risquait justement de rendre inacceptable ce genre d'action aux yeux de la population ? Cherchait-on le martyr ? Alors pourquoi avoir abandonné le champ de bataille ? Je fais ici allusion au départ du chef des Moudjahédine à l'étranger : non pour juger ce départ mais pour en souligner l'aspect contradictoire, car les contradictions n'ont pas cessé de marquer l'histoire de la lutte armée.

En somme je constate aujourd'hui que l'on trouve la même conception de l'individu chez Rhomeyni, quand il envoie des enfants sur les champs de mines dans la guerre contre l'Irak, et chez le sympathisant de l'O.M. qui se fait tuer pour tuer un représentant officiel du régime.

Q. : Mais à aucun moment on n'a obligé qui que ce soit à faire ce dont vous parlez...

R. : Certes, il n'y a pas eu d'obligation. Croyez-vous que ceux qui sont au front et vont déminer le terrain y sont envoyés de force ? Non. Il n'y a pas d'obligation formelle. Mais il faut tenir compte de toute une éducation conçue en fonction de l'obéissance au nom d'une idée, pour un objectif pour le moins très éloigné, dans un pays où l'ardeur révolutionnaire est liée à l'idée de sacrifice ; on peut alors commencer à s'interroger sur le libre choix de ces martyrs !... Qui va au Paradis ? Celui qui va à la guerre parce que Rhomeyni, âme de Dieu, le lui a demandé ou celui qui accepte la mort pour tuer un conseiller de Rhomeyni ?

Vous voulez un exemple plus concret ? Voilà. Alors que depuis un mois l'O.M. était effectivement passée à la lutte armée, nous, qui appartenions à l'une des branches les plus importantes de l'O.M., nous n'en étions pas informés. Cette décision de l'O.M. que nous ignorions nous entraînait dans un combat sans fin objective. Je ne veux pas entamer ici une discussion stérile sur le thème de la poule et de l'œuf. Certes Rhomeyni avait franchi un pas décisif dans cette escalade de la terreur dont il était le premier responsable. Mais je pose la question : comment répliquer à Rhomeyni ? Au moment où nous avons eu connaissance de la décision de

l'O.M., il n'y avait plus aucun choix possible pour le militant que j'étais. Remettre en cause cette décision n'était ni concevable ni raisonnable dans ce climat de guerre contre Rhomeyni. On pouvait d'autant moins abandonner sa « famille » que dans la confusion qui dominait la scène politique durant l'été 1981, il n'y avait aucune perspective.

Q. : Le décalage entre le début des actions militaires à Téhéran et l'ordre que vous avez reçu était peut-être dû à un retard dans la communication ?

R. : Non. Dans les premiers mois, nos réseaux de communication avec le siège central étaient à leur niveau le plus normal, le plus efficace. Je ne pense donc pas que ce retard ait été dû à une défaillance technique mais plutôt à la précipitation, à un manque de coordination. Par ailleurs, à cette époque, l'idée même de la lutte armée me paraissait relever de la plus haute fantaisie. Je me souviens que lorsque la radio officielle du régime a annoncé que l'O.M. avait appelé ses partisans à la lutte armée (la radio officielle a fait allusion le 25 Rhordad / 10 juin 1981, au communiqué des Moudjahédine déclarant qu'il serait riposté avec vigueur à toute attaque de la part du régime), notre première réaction a été de croire à une nouvelle ruse du pouvoir. J'étais tellement sûr de moi que, peu après l'explosion au siège du P.R.I., en réponse à mes subordonnés qui me demandaient qui était à l'origine de cette opération, je me suis lancé — ce n'était pas réglementaire — dans une analyse où je leur ai expliqué que ce coup ne pouvait venir que de survivants de Forrhan ou d'éléments favorables aux royalistes. Je ne pensais vraiment pas que l'O.M. avait franchi une telle étape dans l'escalade contre Rhomeyni. La signification politique de cette affaire me paraissait trop grave.

Q. : Pensez-vous que cette affaire a été montée par les Moudjahédine ?

R. : Je le crois car, plus tard, des sources internes à l'O.M. me l'ont confirmé.

Q. : A quelle date avez-vous été officiellement informé du passage à la lutte armée ?

R. : Vers la mi-Mordad (début août).

Q. : Y a-t-il eu consultation auprès de la base ?

R. : Vous plaisantez ! Alors que déjà, dans la période antérieure, en dehors des membres du comité central personne n'était jamais consulté sur les grandes décisions, pourquoi l'aurait-on fait cette fois-ci ? Je le répète, tout, je dis bien tout, se décidait, se rédigeait au niveau du comité central qui, ensuite, en faisait part à la base. Nous ne savions absolument rien des discussions, des véritables raisons qui avaient amené l'O.M. à prendre cette décision. D'ailleurs nous ne cherchions pas à le savoir puisque cela avait toujours été comme ça.

Q. : Que s'est-il passé le 30 Rhordad / 15 juin 1981 ?

R. : C'est une journée historique marquée par l'un des rassemblements les plus organisés des Moudjahédine sous le commandement de Mohamed Zabeti (qui a été exécuté le 12 Ordibehechte 1360). Consigne avait été donnée à tous les membres et sympathisants de participer à la manifestation et de s'équiper d'armes froides : canifs, couteaux, produits du type vinaigre, poivre, sel, etc.

Q. : Aviez-vous la consigne d'attaquer les *pâsdâr-s* ?

R. : Avant cette date, la tactique des Moudjahédine avait toujours été la résistance passive alors que ce jour-là, la préparation même laissait entendre que les choses n'allaient pas se passer de la manière ordinaire. Mais il n'y avait pas de consigne précise à ce sujet.

Q. : Le 30 Rhordad est donc pour vous le jour où l'O.M. lance la lutte ouverte et violente ?

R. : Oui. Jusqu'au 30 Rhordad, le mot d'ordre avait toujours été : « manifestation et expression du mécontentement dans le respect de la constitution ». A partir de ce jour, la constitution et les lois, auparavant respectées — ne serait-ce que verbalement — n'avaient plus à l'être. Tout semblait indiquer que l'O.M. cherchait à progresser le plus rapidement possible dans l'escalade contre Rhomeyni. Comme si l'on avait eu un retard à rattraper par rapport au P.R.I. qui avait réussi à déclencher le processus de destitution de Banisadr.

Q. : Qui a donc lancé la lutte ?

R. : Ça a été un processus dialectique. La lutte armée n'était qu'une nouvelle étape de l'escalade dans la lutte contre le régime. La destitution de Banisadr a, d'emblée, offert à l'O.M. l'occasion d'accélérer le processus naturel du conflit O.M.-Rhomeyni. Tout semble indiquer que l'O.M. cherchait, dans la précipitation, d'une part à récupérer Banisadr, d'autre part à donner le coup de grâce au régime. La destitution de Banisadr nous apparaissait à nous, membres de l'O.M., comme un règlement de compte, comme une épuration interne au régime de Rhomeyni. Mon supérieur me disait qu'à partir de ce moment, nous aurions la tâche — et la possibilité — de diriger les partisans de Banisadr, ce qui, en soi, représentait une victoire politique, et, en même temps, de mettre fin au régime qui venait de perdre l'un de ses piliers, et se retrouvait donc plus faible que jamais, ce qui devait théoriquement faire disparaître tout obstacle à notre « marche révolutionnaire vers le pouvoir ».

Q. : Etiez-vous au courant de l'évolution de la situation politique à Téhéran et de la décision de l'O.M. de protéger Banisadr ?

Lutte clandestine

R. : Je ne savais pas que Banisadr était sous la protection de l'O.M. et qu'ils avaient conclu une alliance politique. Tout cela je ne l'ai appris que bien plus tard.

Q. : Vous-même, en tant qu'Iranien et membre de l'O.M., comment avez-vous réagi à la destitution de Banisadr ?

R. : Bien sûr je considérais que cet événement constituait une phase importante dans l'évolution politique du pays mais je me souciais bien davantage de notre lutte à la fois sacrée et révolutionnaire. A nos yeux, le régime issu de la révolution reposait sur deux piliers, l'un constitué par les réactionnaires et les curés, l'autre par les libéraux dont Banisadr faisait partie. Or la présence de ces libéraux au pouvoir rendait plus difficile notre lutte contre Rhomeyni car ils jouissaient d'une popularité considérable et nous craignions de leur part une éventuelle prise de position en faveur de Rhomeyni et contre nous. C'est pourquoi la stratégie politique de l'O.M. consistait à accroître le fossé entre les deux composantes du régime afin d'en venir à bout plus facilement. Après le 14 Esfand, l'O.M. dans son analyse, insistait sur le fait que les libéraux ne pouvaient plus revenir en arrière et que les contradictions entre les deux composantes qui constituaient les deux piliers sur lesquels le régime s'appuyait étaient devenues plus fortes que jamais. Vous comprenez donc pourquoi il fallait protéger et soutenir Banisadr contre Rhomeyni. Oui et à partir du 30 Rhordad, nous étions censés assumer la direction des partisans de Banisadr.

Q. : Que reprochiez-vous à Banisadr ?

R. : A lui, rien. Je pense même, au contraire, que l'ambiguïté qu'il a laissée planer sur l'utilité et l'efficacité de la lutte armée, lors de ses premiers communiqués d'Auvers-sur-Oise, montre qu'il connaît la mentalité du peuple mieux que le comité central de l'O.M. Par ailleurs je pense qu'en dépit des multiples erreurs politiques qu'il a commises, il reste l'une des images les plus démocratiques de l'opposition à Rhomeyni. Mais il a probablement sa part de responsabilité dans les erreurs politiques que l'O.M. a commises au cours de ces deux années de résistance.

Q. : Quelles ont été les raisons qui vous ont conduit à quitter l'O.M., comment ça s'est passé ?

R. : Avec le temps, les coups que nous subissions devenaient de plus en plus durs. Au cours de mon premier accrochage armé, j'ai perdu deux de mes coéquipiers. Je vais vous raconter cette soirée et vous pourrez aisément comprendre ce qui faisait notre faiblesse.

Il était vingt heures. Moi-même et trois de mes coéquipiers nous roulions dans une voiture, en route pour une mission, quand une patrouille de *pâsdâr-s* nous a fait signe de nous arrêter. Il y a eu un moment de confusion. Nous étions tous armés de pistolets. L'un d'entre nous a pro-

posé de nous arrêter et de nous laisser fouiller. Non, ai-je dit, car le port d'armes est interdit. J'ai décidé d'accélérer et de prendre la fuite. La voiture de patrouille nous a suivis et nous a pris sous un tir de mitraillettes. Alors que j'accélérais et que les balles de l'ennemi brisaient les glaces de notre voiture, nous avons heurté une autre voiture, ce qui nous a permis de nous enfuir. Mais deux d'entre nous ont été arrêtés et, moi, je me suis sauvé de justesse. Je ne savais où aller. La foule avait envahi le quartier. Tous les visages me paraissaient étrangers. Je ne savais où me réfugier. Je ne pouvais revenir à ma cachette, c'eût été trop risqué. J'ai passé quelques heures à errer dans les rues puis j'ai pensé à retourner dans ma famille. Mais après des mois de rupture, comment leur expliquer ce que j'étais devenu ? C'est là que j'ai réalisé que le peuple se contentait de regarder notre action en observateur curieux. Je me suis senti isolé. Je me suis senti loin du peuple non parce que notre cause était injuste mais parce que nous n'avions pas vraiment pensé à y faire participer le peuple. Nos actions apparaissaient à ses yeux plutôt comme des actions étranges que comme une action d'avant-garde. Bref, je suis allé chez mes parents, j'y ai passé la nuit et, le lendemain, j'ai contacté un responsable de l'O.M. et repris mes activités. Mais cette nuit passée chez mes parents a joué un rôle important dans ma prise de conscience.

Le second facteur qui a contribué à me détacher de l'O.M. a été l'énervement, la confusion dont elle a fait preuve. Je trouvais intolérable le fait de courir des risques énormes pour aller exécuter un ou deux *hezbollahi-s*, tel ou tel petit commerçant qui avait dénoncé tel membre de l'O.M.

En troisième lieu, la dislocation rapide de l'O.M., l'arrestation ou l'exécution de la plupart de mes supérieurs devaient fatalement aboutir à ma nomination à la tête de notre branche. J'étais dans une incertitude totale et dans l'impossibilité morale d'accepter cette responsabilité. J'étais troublé, sceptique sur la finalité de notre action et surtout las des erreurs multiples de la direction. Tout ceci m'a amené à douter du bien-fondé de la voie choisie.

L'aspect le plus délirant de cette situation m'est apparu un jour où, épuisé par les coups que nous avons subis — la branche était au bord de la dislocation ; certes l'une des dernières opérations que nous avons montées venait de se terminer avec succès ; mais ce succès ne suffisait pas à nous faire oublier les pertes très considérables que nous avons endurées —, ce jour-là, donc, j'écoutais dans ma cachette une émission de la BBC en persan qui diffusait une interview de Radjavi. Il faisait le bilan des victoires de l'O.M. et citait notre branche comme l'une des plus fortes, comme l'une des moins éprouvées du pays. Cette interview de notre leader, du Frère Massoud comme on l'appelait, avait le triste parfum du désespoir. Je voyais déjà la fin. J'ai beaucoup réfléchi. J'ai dû rattraper l'absence de réflexion personnelle à laquelle je m'étais accoutumé pendant toutes ces années. J'ai connu des moments d'hésitation, des moments de haine, des moments de peur, des moments d'espoir. Puis j'ai essayé de passer en revue toutes les actions de ces six mois d'expérience dans la lutte armée. Le bilan était plus que catastrophique. A l'exception de

quelques coups réussis à Téhéran et dans quelques villes, le pourcentage des opérations ratées était loin d'être négligeable. Le nombre de membres arrêtés sur dénonciation des voisins était considérable. La population qui, par définition, aurait dû constituer un milieu sûr, un lieu de protection naturel, représentait au contraire un potentiel important de risque. La lutte armée dans ces conditions devenait plus qu'absurde. Aller à la mort sans aucune perspective politique m'apparaissait comme un acte de suicide gratuit. J'ai alors décidé de rompre avec l'O.M. Pendant plusieurs mois, je suis resté caché dans une armoire chez un parent, puis j'ai décidé de quitter l'Iran et de me réfugier à l'étranger.

Q. : Pourquoi ne pas avoir fait part de vos réflexions et de vos suggestions à vos supérieurs de l'O.M. ?

R. : C'était psychologiquement impossible. L'incertitude quant à la décision que j'avais prise ne m'a quitté que bien longtemps après l'arrêt de mes relations avec l'O.M. Mettre en cause les analyses de l'O.M. a nécessité en moi une révolution beaucoup plus importante que celle que j'avais réalisée dans ma lutte contre Rhomeyni. Elle est aujourd'hui accomplie. Je me sens plus libre pour combattre Rhomeyni.

Paris, juillet 1983.

ABSTRACTS - RESUMES

The reversal, a discussion of the Iranian Revolution

Zahrâ SALMAN and Paul VIEILLE

Z. Salmân thinks that the reversal of the Iranian Revolution is related to the anxiety that follows upon an uncalculated act of existence and that opens the way to the unknown. The Islamization of society fills a vacuum; it arises as the superego of the People. While agreeing that anxiety is a central factor, P. Vieille thinks that it has arisen because answers are lacking to the questions that the Revolution raised. Justice, truth, freedom, independence and development are concrete problems of reconstruction, but no one is present to formulate them. The anxiety and reversal of the Revolution take their origins in the incapacity of intellectuals on all sides, whether lay or clerical, to answer the expectations of the masses.

Demonstrations and martyrdom: from revolutionary to governmental

Abdolrâhman MAHDJOUR

The forms of opposition to the Shah's government, especially demonstrations and martyrdom, and the forms of popular mobilization under the present government seem to be the same. Upon a closer look however and in spite of the continued use of the same words, the forms have changed deeply, as have the meaning of demonstrations and of martyrdom. The spontaneous creations of protesting masses have become rehearsals directed by the State in order to provide itself solace. The comparative analysis of these forms is particularly revealing.

Experiences as a councillor

Hassan BASSRI, Bernard HOURCADE

What happened to a revolutionary council in a lower-class neighborhood in Teheran is typical of many other cases. The new authorities have taken over the councils by attracting some of the members with material benefits and by purging those who refused to be thus enticed. The formerly autonomous council has become an institution under the authorities. The essential factor in this metamorphosis has been the

establishment of client relationships between authorities and some members on these councils. The State has thus managed to control the Society that had risen up against it.

The economy: the continuity of a crisis

Nirou EFTEKHARI

Only five years after the declaration of the Shah's Great Civilization Plan, the Iranian Revolution put an end to imperial pretensions. Contrary to the monarchy's frantic "modernization" and "Westernization" policy, postrevolutionary Iran seems to be implementing a policy that is presented as Islamist. From lay dictatorship to religious despotism, the Iranian economy has, for over a decade, faced the same reality. Distorted by oil revenues, it has become more dependent upon the very source of distortions and has thus fueled the same political practices.

Speculation and the black market, the State in daily life

Zein Al MAWASSIF

The immediate consequence of the worsening scarcity of consumer and luxury goods since the Revolution has been the black market. This scarcity and the black market are, in many ways, State business. Scarcity is a means of reproducing clerical society. The distribution of ordinary consumer goods through government networks extends a vast net for controlling society. Through the black market, which is largely controlled, managed and supplied by persons who belong to the new State administration, members of this administration become rich whereas the rest of the population is forced to turn aside from politics in order to satisfy its daily needs.

The imperial embassy and the Revolution

Abol Hassan BANISADR

During the 1979 occupation of the US embassy in Teheran, diplomatic files fell into Iranian hands. Since then, they have been slowly and selectively published. They throw light upon the long- and short-term objectives of American diplomacy as well as upon the means that were used and upon American officials' understanding of Iranian society, of the reasons for the Revolution and of its dynamics. The general delusion of this diplomacy went along with cynical instrumentalization of individuals, of social forces and of internal tensions. The plans for making the Revolution fail have been partly carried out.

Ex-technocrats

Hassan BASSRI

The educated stratum of the population, those very persons who should play a crucial role in any scheme of development, has broken off relations with Khomeyni's government. Those who can, have left the country; those who stay, have adopted an attitude of total separation. The State is paralyzed. To attain its objectives, the government has been forced to set up "revolutionary" institutions that maintain client relation-

ships and take over some of the duties that the State's administration has forgone. In an atmosphere of anomie and passivity, people do not fight; they take the blows or, at best, dodge them.

Hosseyne Simyâri's testament

Pirouz EFTEKHARI

The testaments of Iranian martyrs are literary products that are regularly published in the newspapers and circulated on all fronts. They refer, in particular, to Imam Hosseyne, the martyr, and Imam Mahdi, the savior of the world. By using the models of institutional religion, these testaments attempt to magically compensate uprooted peasants and futureless young people for their lives of dereliction. These testaments are part of the dynamics of warfare through which the religious class in power and the military caste, whose political influence is ever increasing, endeavor to establish their domination.

The Gulf testing grounds

Zahrâ SALMAN

The Gulf War has become a testing grounds where, in a way, peoples and states are judged by Allah. If their causes are just, he upholds them; if unjust, he gives them up. At the start, Saddam Hossein lost his wager to overthrow Khomeyni within a week, but after July 1982, Khomeyni's offensives against the Ba'as government failed too.

In the autumn of 1983, the "logic" of Allah, of the People or of the Revolution was no longer working. The outcome of the war depends upon the major powers, these "satans". No longer can it have a political meaning; it will merely end a geopolitical game. The nature of the test has changed. In this "forgotten war", which each of the major powers is trying to turn to its own account, only the tragedy of the two peoples has been forgotten.

An experience of underground resistance

Reza X, Yahia KHALED

During an interview, a former official of the Moudjahedin of the People tells about his experience during the armed struggle, started in 1981, against Khomeyni's government. He does so not to justify the government's policy of terror and oppression but in order to broach reflexion upon the ways and means of opposition. He describes the moral and intellectual training of members as well as the relations between members and the leadership. His account helps explain the reason that this armed struggle has failed.

Les articles paraissant dans
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
sont analysés et indexés dans :

Articles appearing in
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
are annotated and indexed in :

- *Bulletin Signalétique du C.N.R.S.*, 521 (Sociologie-Ethnologie), Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.
- *Sociological Abstracts*, San Diego, International Sociological Association.
- *Renseignements bibliographiques d'actualité / Current bibliographical Information*, Bibliothèque Dag Hammarskjöld / Dag Hammarskjöld Library, Nations Unies / United Nations.
- *Resúmenes de Artículos Científicos y Técnicos*, Madrid, Instituto de Información y Documentación en Ciencia y Tecnología.
- *Documentation politique internationale. International Political science abstracts*, Association internationale de science politique. International political science association, Paris.
- *Geo abstracts and Ecological Abstracts*, Norwich, University of East Anglia.
- *Historical Abstracts and America: History and Life*, Santa Barbara, American Bibliographical Center, Clio Press.
- *Bulletin bibliographique et microfiches du réseau documentaire du GRECO « migrations internationales »* (C.N.R.S.).

Directeur de publication : Paul Vieille
Numéro d'inscription à la commission paritaire : 60085
Dépôt légal : février 1985

Achevé d'imprimer en février 1985 dans les ateliers de
l'Imprimerie Quotidienne à Fontenay-sous-Bois.



REVUE TRIMESTRIELLE

Qu'est-ce que l'Iran d'aujourd'hui, celui de l'an VI de la révolution, comment fonctionne la société actuelle, comment s'articule l'Etat clérical sur la société, comment, d'abord, car tout est là, la révolution s'est-elle retournée en contre-révolution ? Identifier la révolution à ce qui a suivi, c'est la nier, c'est nier l'espérance et l'utopie qu'elle charriait, qui la charriait, occulter une nouveauté et un espoir qu'elle avait fait naître dans le monde, dans cette partie du monde qui n'est ni le tiers ni le quart-monde, qu'il faut bien appeler le sous-monde, celui des exclus, c'est accepter le monde actuel tel qu'il est, nier la possibilité d'un autre monde. Par ailleurs, on ne peut dissocier révolution et contre-révolution, comme si la seconde, totalement étrangère à la première, l'avait brusquement interrompue et ramenée au point d'où elle était partie. Très tôt, s'est amorcé un processus de perversion du sens des symboles de la révolution, qui a inscrit la discontinuité du sens dans la continuité des symboles. La contre-révolution s'est ainsi glissée dans la révolution. Ce retournement a atteint tout ce par quoi la révolution se manifestait en tant que révolution.

HECKMAN
BINDERY INC.



MAR 96

ound -To-Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 005703035